

AVERTISSEMENT TRÈS IMPORTANT

Pour approfondir votre recherche, pour remplir une demande de consultation de documents dont l'accès est soumis à une autorisation ou à une dérogation, la consultation de l'*État sommaire* n'est pas suffisante. Il est indispensable que vous **consultiez aussi au préalable les inventaires et répertoires plus détaillés**.

Ils sont consultables soit en ligne (voir la rubrique « [Inventaires et répertoires en ligne](#) »), soit en salle des inventaires des Archives nationales (site de Paris).

Les demandes de consultation rédigées uniquement à partir de l'*État sommaire* risquent de vous être retournées, afin que vous précisiez votre recherche.

**ÉTAT SOMMAIRE DES FONDS
D'ARCHIVES PRIVÉES
SÉRIE AP (1 à 671 AP)**

État revu et mis à jour à la date du 22 février 2010

Archives nationales (site de Paris)

Section des Archives privées

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Chaque notice de fonds comprend :

- la **cote** du fonds dans la série AP (archives personnelles et familiales), AB XIX (fonds d'érudits et collections d'autographes) ou Mi (microfilm) ;
- l'**intitulé** du fonds ou de la collection : titre que porte le fonds de toute ancienneté (chartrier de Tournon) ou titre forgé sur le nom de son producteur. On a distingué les fonds organiquement constitués, résultant de l'activité d'une personne physique ou morale dans l'exercice de ses activités, des collections de pièces diverses rassemblées par des érudits ou des amateurs d'autographes (collection de Coppet, par exemple). Dans le cas d'un individu isolé, le fonds a reçu pour appellation le prénom et le nom du producteur (fonds Alexandre Millerand) ; dans le cas d'une famille, seul a été retenu le patronyme.
- les **dates extrêmes** des documents, ou à défaut, les siècles couverts par les documents ;
- l'**importance matérielle** du fonds (nombre d'unités de conditionnement, suivi des cotes extrêmes et du métrage linéaire) : cette rubrique correspond à la rubrique « composition » de l'état sommaire de 1973 ;
- les **modalités d'entrée** (rubriques « origine » et « dates d'entrée » dans l'état sommaire de 1973) : statut juridique (don, dépôt, achat, dation, legs ou prêt pour microfilmage) et date(s) d'entrée ; les auteurs des libéralités sont cités ;
- les **conditions d'accès** (rubrique « communication » dans l'état sommaire de 1973) : accès libre ou dispositions restreignant l'accès au fonds ; la communication d'un fonds d'archives privées peut être soumise à des conditions fixées par le propriétaire des archives au moment de leur remise aux Archives nationales, dans ce cas on a porté la mention « sur autorisation » ; les archives publiques contenues dans certains fonds de la série AP (dossiers de travail d'hommes politiques ayant exercé des fonctions publiques), bien qu'entrées par voie extraordinaire, restent des archives publiques imprescriptibles et obéissent aux délais fixés par la loi du 3 janvier 1979, on a donc précisé « sur dérogation » lorsque les délais de libre communication prévus par la loi de 1979 n'étaient pas encore atteints et que l'avis des services producteurs était requis ;
- le cas échéant, les **conditions de reproduction** : toute restriction à la reproduction de l'unité de description (ces renseignements n'apparaissaient pas dans l'état sommaire de 1973) ; elles sont systématiquement indiquées lorsqu'un fonds (ou une partie de celui-ci) est en libre communication, mais que sa reproduction est soumise à autorisation ou à dérogation, voire interdite ; en revanche, afin de ne pas alourdir les notices, il a été considéré que toute restriction des **conditions d'accès** d'un fonds (sur autorisation ou sur dérogation) donnait *ipso facto* lieu à l'application des **conditions de reproduction** restrictives correspondantes, sans qu'il soit pour autant nécessaire de l'indiquer ;
- la référence de l'**instrument de recherche** disponible ou, à défaut, la mention « fonds non classé » ; on ne dispose parfois que d'un état sommaire (état sans classement préalable) ;
- une **notice biographique**, familiale ou institutionnelle présentant le producteur du fonds, afin de situer les documents dans leur contexte et de les rendre plus intelligibles : dans le

précédent état sommaire, ces éléments n'apparaissaient pas en tant que tels, ils étaient confondus avec la présentation du contenu ;

– l'**historique de la conservation** : renseignements importants sur l'histoire du fonds contribuant à son interprétation et prouvant son authenticité et son intégrité (il n'apparaissait pas dans l'état sommaire de 1973) ;

– la **présentation du contenu** sous la forme du plan de classement du fonds, ou, à défaut, d'un récolement sommaire sans classement préalable ;

– les **sources complémentaires** ayant un lien de provenance avec le fonds ou conservées à la section (non indiquées dans l'état sommaire de 1973) ; certaines notices renvoient à des fonds d'archives privées conservés dans différents services d'archives départementales ou à des versements d'archives publiques conservés aux Archives nationales (site de Fontainebleau) : il s'agit d'archives ayant la même provenance que celles décrites dans la présentation du contenu. Cette rubrique ne prétend aucunement à l'exhaustivité ;

– la **bibliographie** : il s'agit des ouvrages ou articles utilisés pour la rédaction de la notice biographique. Cette bibliographie a donc une portée limitée : les ouvrages cités sont très souvent des usuels que chacun peut aisément consulter.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

arr.	arrondissement
cant.	canton
<i>circa</i>	vers
comm.	commune
dact.	dactylographié
env.	environ
état somm.	état sommaire
inv. anal.	inventaire analytique
l.a.s.	lettre autographe signée
ms.	manuscrit
n ^o	numéro
p.	page
rép. num.	répertoire numérique
s.	siècle
s. d.	sans date
t.	tome
vol.	volume

1 AP

CHARTRIER DE THOUARS

Dates extrêmes : XI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 912 cartons (1 AP 1-2258) ; 140 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt de 1934 transformé en dation le 28 juin 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé (1 AP 1 à 2247), dans Ch. Samaran, *Archives de la maison de la Trémoïlle (Chartriers de Thouars et de Serrant, Papiers Duchâtel)*, Paris, 1928, in-8°, xx-376 p. ; état du suppl. (1 AP 2248 à 2258) et corrections, par C. de Tourtier-Bonazzi et O. Poncet, 2004, 4 p.

L'inventaire de Ch. Samaran est composé de trois parties : p. 1-230, chartrier de Thouars, conservé aux Archives nationales sous la cote 1 AP ; p. 231-298, chartrier de Serrant (Maine-et-Loire), demeuré sur place ; p. 299-303, fonds Duchâtel, conservé aux Archives nationales sous la cote 2 AP. Il est suivi d'un index général des noms géographiques et de personnes.

Notice biographique.

Le premier seigneur de La Trémoïlle (La Trimouille est près de Montmorillon) aurait été, vers le milieu du XI^e siècle, un petit-fils de Guillaume, comte de Poitou, nommé Pierre, mais la fortune de la maison date de Gui de La Trémoïlle, l'époux de Marie de Sully, qui sut obtenir de nombreuses donations du roi de France et du duc de Bourgogne avant de mourir à Rhodes en 1397.

Maints La Trémoïlle furent des personnages de premier plan, tel ce Georges, ministre de Charles VII, ou son neveu, le sire de Craon, qui fut le premier gouverneur français de Bourgogne. Louis II, surnommé « le chevalier sans reproche », prit part aux batailles de Saint-Aubin-du-Cormier et de Marignan, et il périt à Pavie. Au XVI^e siècle, Claude de La Trémoïlle (1566-1604), gendre de Guillaume le Taciturne, fut un calviniste ardent et un compagnon d'Henri IV. Il fut également le premier duc de La Trémoïlle. Sous Louis XIII, Henri-Charles, prince de Tarente, participa à la Fronde : il embrassa le parti de Condé, après avoir servi la cour ; il se convertit au catholicisme deux ans avant sa mort. Les femmes ne furent pas moins célèbres. Gabrielle de Bourbon, l'épouse de Louis II, construisit la chapelle gothique du château de Thouars ; Catherine-Charlotte de La Trémoïlle fut accusée d'avoir voulu empoisonner son mari, Henri de Bourbon, prince de Condé, l'un des chefs de la R.P.R. mort d'un mal mystérieux. La première duchesse de Thouars était une Nassau, épouse de ce Claude déjà cité. La femme du duc Henri de La Trémoïlle était la sœur de Turenne, Marie de la Tour, qui entreprit en 1635 de restaurer et d'agrandir le château ; celle du duc Charles-Bretagne, Louise de Châtillon, fut dame d'honneur de Marie-Antoinette et la défendit dans ses *Mémoires*. Au XIX^e siècle, Charles-Louis, duc de La Trémoïlle (1838-1911), se distingua par ses travaux d'érudition. Membre de l'Académie des inscriptions, il a notamment laissé : *Correspondance de Charles VII et de ses conseillers avec Louis II de La Trémoïlle pendant la guerre de Bretagne, 1488* (1875), *Le Chartrier de Thouars* (1877), *Les La Trémoïlle pendant cinq siècles* (1890-1896), *Jeanne de Montmorency, duchesse de La Trémoïlle, et sa fille, la princesse de Condé, 1573-1629* (1895).

Historique de la conservation.

Les archives des La Trémoille ont toujours été considérées comme le plus bel ensemble de documents historiques qui soit aux mains d'une famille française, avec leurs trois fonds distincts : le chartrier de Thouars, de beaucoup le plus important, le chartrier de Serrant et les papiers du comte Duchâtel.

Au retour d'émigration, en 1808, le duc de La Trémoille rentra en possession de son chartrier, mais n'obtint pas restitution de son château de Thouars qui, en 1833, devint propriété de la ville. Les archives furent transférées à Serrant en Anjou, chez le comte Théobald Walsh, dont le duc de La Trémoille avait, en troisièmes noces, épousé la sœur.

En 1934, la duchesse de La Trémoille décida de déposer aux Archives nationales le chartrier de Thouars et les papiers Duchâtel, qui furent cotés respectivement 1 et 2 AP. Le chartrier de Serrant, lui aussi inventorié par Charles Samaran, restait au château de Serrant, où il se trouve encore.

Les dispositions prises par la duchesse de La Trémoille furent remises en question après sa mort, survenue le 24 avril 1964. Son petit-fils, le prince de Ligne, exprima alors le désir de reprendre la totalité du chartrier de Thouars pour le conserver en son château de Serrant, mais, à la demande des Archives nationales, il accepta le compromis suivant : celles-ci garderaient les articles 1 AP 1 à 9 (en dépôt), 30 à 137 (don), 195 (don), 609 à 696 (don), 697 à 2208bis (en dépôt), 2 AP 1 à 24 (en don), tandis que seraient rapportés à Serrant les articles 1 AP 10 à 29, 138 à 194, 196 à 608, 2209 à 2247. Parallèlement, l'ensemble des archives appartenant au prince furent classées comme archives historiques : chartriers de Thouars et de Serrant et papiers Duchâtel.

Une datation de Jean-Charles Lamoral, prince de Ligne La Trémoille, en 1978, permit la réunion définitive de l'ensemble des documents du chartrier de Thouars aux Archives nationales.

Présentation du contenu.

- 1 AP 1-10. Inventaires anciens et pièces sur le « Trésor ».
- 11-14. Généalogies manuscrites.
- 15-21. Titres et droits honorifiques.
- 22-162. Documents personnels. xv^e-xviii^e s.
 - 22-29. Documents généraux.
 - 30-137. Comptes généraux de la maison et comptes de l'hôtel.
 - 138-160. Délibérations du Conseil de Paris.
 - 161-162. Contrats de mariage.
- 163-552. Documents personnels rangés par générations.
 - 163-518. Branche aînée.
 - 519-552. Branches cadettes : Dours, Fontmorant, L'Hébergement, Royan, Olonne, Noirmoutier, Talmond.
- 553-608. Maisons alliées et diverses : titres de famille, contrats de mariage.
- 609-696. Correspondances diverses. xv^e-xix^e s.
- 697-704. Domaines : duché de Thouars et autres terres, documents communs.
- 705-1483. Châtellenie puis duché de Thouars.
 - 705-763. Documents généraux, féodalité, administration, justice, Thouars et autres seigneuries.
 - 764-897. Duché de Thouars : droits féodaux, charges et offices.

- 898-1049. Comptes de recettes et dépenses.
- 1050-1066. Ville, château et Parc-Chalon.
- 1067-1353. Titres des fiefs (ordre alphabétique).
- 1354-1413. Titres roturiers (ordre des bailliages).
- 1414-1483. Titres ecclésiastiques.
- 1484-2170. Autres domaines situés dans les provinces de l'Ouest.
- 2171-2208bis. Résidus, mélanges, pièces diverses sans rapport apparent.
- 2209-2247. Sélection d'originaux sur parchemin scellés.
- 2248-2253. Travaux préparatoires de l'édition par le duc Louis de la Trémoille de diverses tranches du chartrier et de documents de la Bibliothèque nationale, des Archives départementales de la Côte-d'Or, et autres origines.
- 2254-2258. Résidus et compléments du chartrier de Thouars.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, entre autres sources :

- le fonds Duchâtel (2 AP).
- d'autres papiers, provenant du chartrier de Thouars et relatifs aux terres, seigneuries et juridictions des La Trémoille en Vendée, dans les Deux-Sèvres, en Ille-et-Vilaine, dans la Sarthe, en Mayenne, dans la Somme et dans l'Aisne, sous les cotes T 1051¹ à 1051⁹² et T *1051 au titre des documents séquestrés et Z² 4815 à 4942 au titre des documents donnés aux Archives nationales à la fin du XIX^e siècle par le dernier duc de la Trémoille.

Bibliographie.

SAMARAN (Charles), *Le chartrier de La Trémoille*, Paris, 1930, xvii-43 p.

2 AP

FONDS DUCHÂTEL

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 14 cartons (2 AP 1-28) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt de la duchesse de La Trémoille transformé en don en 1964 par le prince de Ligne-La Trémoille, complété par un achat, 22 décembre 1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dans Ch. Samaran, *Archives de la maison de La Trémoille (Chartriers de Thouars et de Serrant, Papiers Duchâtel) [2 AP 1 à 24]*, Paris, 1928, p. 299-303. ; inv. analytique dact. de l'article 2 AP 9, s. d., 2 p. ; suppl. dact. (2 AP 25 à 28), par O. Poncet, 2004, 2 p.

Notice biographique.

Charles-Jacques-Marie *Tanneguy*, comte Duchâtel (1803-1867) fit ses classes au Lycée impérial (Louis-le-Grand) puis des études de droit (1819-1822). Il se lia avec Ludovic Vitet, avec qui il voyagea en Italie et en Suisse. Duchâtel entra à la rédaction du *Globe* en 1824, au Conseil d'État en 1830 et fut nommé commissaire du roi auprès des chambres en 1831. Élu député de la Charente-Inférieure en 1833 en remplacement de son père, il prit le 4 avril 1834 le portefeuille du Commerce et de l'Agriculture. Tanneguy Duchâtel proposa et défendit la loi sur les douanes, celle sur les caisses d'épargne, quitta le ministère le 10 novembre 1834 lors du cabinet du duc de Bassano, et reprit son portefeuille dans celui du duc de Trévise, le 18 novembre suivant. Dans le ministère Molé, il reçut le portefeuille des Finances, le 6 septembre 1836. Du 6 septembre au 15 octobre 1836, il assura l'intérim de l'Agriculture. Il quitta le ministère Guizot en avril 1837. Réélu député lors de la dissolution de la Chambre en mars 1839, il devint ministre de l'Intérieur dans le cabinet Soult. Il resta sept ans à ce poste (12 mai 1839-23 février 1848). Il déposa et défendit le projet d'organisation des archives publiques, présida à la translation des cendres de Napoléon, développa l'assistance publique, réforma le régime des prisons et s'occupa des monuments historiques. Tanneguy Duchâtel tomba avec Guizot en février 1848 et gagna l'Angleterre. Il revint en France en 1849. Il partagea le reste de sa vie entre sa collection de tableaux, dont une partie devait aller au Louvre, et les séances de l'Académie des sciences morales et des beaux-arts, dont il avait été élu membre en 1842 et 1846.

Historique de la conservation.

Ce fonds vint entre les mains des La Trémoille par suite du mariage de Marguerite Duchâtel, fille du ministre de Louis-Philippe, avec le duc Charles-Louis de La Trémoille (1838-1911).

Présentation du contenu.

2 AP 1-5. Papiers personnels du comte Tanneguy Duchâtel : notes de cours et lettres de voyages. XIX^e siècle.

6. Dossier concernant les travaux exécutés au tombeau de Napoléon I^{er}. 1845-1850.
- 7-12. Correspondance adressée, notamment par Louis-Philippe et Guizot, au comte Tanneguy Duchâtel. XIX^e siècle.
Correspondance adressée à son épouse. XIX^e siècle.
- 13-24. Titres du marquisat de Mirambeau en Saintonge, acheté par le comte Duchâtel, père du précédent : acquisitions et ventes, dénombremets, foires et marchés, comptes et procès. XIV^e-XIX^e siècles.
- 25-26. Copies des interventions aux séances de la Chambre des députés du comte Tanneguy Duchâtel. 1835-1848.
27. Documents relatifs à l'activité publique et privée de Tanneguy Duchâtel. 1824-1885.
28. Lettres de Tanneguy Duchâtel. 1828-1848.

Sources complémentaires.

Voir le chartrier de Thouars (1 AP), conservé aux Archives nationales (site de Paris).

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 439-440.

3 AP

FONDS NICOLAY

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 338 cartons (3 AP 1-371) ; 40,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1932-1999.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (3 AP 1 à 342), par Y. Lanhers, 1944, 22 p. ; inv. anal. ms. (3 AP 1 à 25), par G. de Bauffremont, 1956, 280 p. ; rép. num. détaillé ms. (3 AP 26 à 76), par D. Langlois-Berthelot, 50 p. ; état somm. dact. (3 AP 344 à 371), par C. Sibille, 2003, 4 p.

Notice biographique.

L'origine de la famille de Nicolay remonte à Guy, dit Guglielmo, né près de Florence, qui aurait accompagné le pape Clément VI vers 1305, lorsqu'il vint s'établir en Avignon. Son fils Guy II, qui avait épousé en 1301 Jacqueline de Baroncelli, suivit son père en France et s'installa à Bourg-Saint-Andéol, province du Vivarais. Des deux branches de la famille de Nicolay, l'une demeura en Languedoc - c'est la branche dite des barons de Sabran -, l'autre s'établit au xv^e siècle en Ile-de-France - c'est celle des marquis de Goussainville.

La famille de Nicolay compta plusieurs premiers présidents de la Chambre des comptes de Paris. Le premier à occuper cette charge fut Jean II de Nicolay. Nommé conseiller au parlement de Toulouse, en 1491, il fut appelé au grand conseil, en 1497. Jean II de Nicolay prit part à la première guerre d'Italie. Charles VIII lui confia alors les fonctions éphémères de chancelier du royaume de Naples. En 1504, Louis XII lui donna une charge de maître des requêtes. Enfin, en 1506, il fut placé à la tête de la Chambre des comptes de Paris. Il mourut en 1527. Son fils Aymard, premier président de 1533 à 1553, épousa Anne Baillet, descendante d'une branche des Montmorency dite de Goussainville.

Au xvii^e siècle, Jean-Aymard de Nicolay (1658-1737) fut d'abord mousquetaire et se distingua dans la guerre de Hollande, au siège de Valenciennes. Il devint premier président de la Chambre des comptes de Paris en 1686. Son fils, Antoine-Chrétien, chevalier puis comte de Nicolay (1712-1777), entra fort jeune dans l'ordre de Malte. Durant la guerre de Sept ans, il fut blessé à Rosbach et prit part aux batailles de Crevelt et de Minden. Louis XVI le fit, en 1775, maréchal de France. De ses neveux, fils du premier président Aymard-Jean, marquis de Goussainville (1709-1785), deux, Aymard-Charles-François, marquis d'Osny, né en 1737, d'abord colonel de dragons puis premier président du Parlement, et Aymard-Charles-Marie, né en 1747, premier président de la Chambre des comptes en 1768 et membre de l'Académie française, furent guillotins à Paris en 1794. Le fils du président Aymard-Charles-François, le comte Christian de Nicolay (1777-1839) fut chambellan de Napoléon I^{er} et devint pair de France en 1832.

Historique de la conservation.

A l'origine, le chartrier était conservé à Bourg-Saint-Andéol. En 1562, lors de la prise de Bourg-Saint-Andéol, il fut en partie détruit. Après leur établissement en Ile-de-France où les

retenait leur charge de premier président de la Chambre des comptes, les chefs de famille successifs créèrent un nouveau chartrier à Paris, complété par d'autres dans quelques-unes de leurs résidences avoisinantes. Le chartrier principal s'accrut sous l'impulsion d'Aymard, fils du chancelier du royaume de Naples, et il suivit ses propriétaires dans leurs résidences privées du Marais. À la Révolution, les titres féodaux furent versés à la municipalité de Paris. Au XIX^e siècle, le fonds, reconstitué, fut transféré rue Saint-Dominique, dans l'hôtel particulier du marquis Aymard de Nicolay. Les documents furent classés et inventoriés par Arthur de Boislisle et déposés aux Archives nationales en 1938, suite à l'acquisition de l'hôtel de famille par l'ambassade d'Allemagne.

Présentation du contenu.

3 AP 1-154. Cartons et liasses.

1. Inventaires anciens ; analyse des titres du chartrier ; liste des lacunes. 1758-XIX^e s.
- 2-55, 58-59. Papiers personnels des Nicolay : généalogies, correspondance, pièces de procédure, brevets et lettres de provisions, testaments, inventaires après-décès, documents sur les successions. XIII^e-XIX^e s.
- 56-57. Pièces diverses sur la famille Eblé, XVIII^e-XIX^e s., entre autres lettres adressées au général Eblé entre 1793 et 1805 et états de services.
- 60-101. Papiers des domaines : marquisat de Goussainville, seigneurie de Buc, terre de Blet en Bourbonnais. XIII^e-XIX^e s.
- 102-154. Mélanges.
- 155-259. Registres.
 - 155-160. Inventaires.
 - 161-189. Documents de famille.
 - 190-246. Domaines.
 - 247-255. Comptes.
 - 256-259. Mélanges.
- 260-304. Quarante-cinq registres de notaires de Bourg-Saint-Andéol. XIII^e-XVI^e s.

Supplément.

- 306-343. Succession Simiane, famille Murat, comptes divers ; procès-verbal de la vente des biens d'Arthus d'Aulnay, chanoine de la Sainte-Chapelle, à la demande d'Edmard Nicolay, Paris, 1533 ; inventaire après-décès d'Antoine d'Aulnay, archidiacre de Soissons, à la demande d'Edmard Nicolay, Paris, 19 avril 1540.

Supplément non classé.

- 344-371. Papiers personnels, testaments, successions, titres de propriété, comptes, pièces de procédure de la famille de Murat, alliée des Nicolay, et de ses propres alliés. XVI^e-XIX^e siècles.

Sources complémentaires.

Huit registres des familles Castelnau et Murat, provenant du manoir de la Busardière (Changé, Sarthe), ont été microfilmés par les Archives nationales (site de Paris) sous la cote 686 Mi. Voir l'inventaire dact. de M.-F. Limon, 1995, 7 p.

Bibliographie.

COURTEAULT (Henri), *Le Bourg-Saint-Andéol. Essai sur la constitution et l'état social d'une ville du Midi de la France au Moyen Age. Introduction à l'histoire de la maison de Nicolay*, Paris, Honoré Champion, 1909, 287 p.

NICOLAY (Christian de), *En feuilletant les archives familiales*, 1986, 260 p.

4 AP

CHARTRIER DU COMTÉ DE BRIENNE

Dates extrêmes : XI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 240 cartons (4 AP 1-360) ; 33,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 4 AP 1-353 : don et legs du duc de Bauffremont, 1917 et 1931.
- 4 AP 354-360 : achats, 1983-1986.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (4 AP 1 à 353), par G. Bourgin, 38 p. ; suppl. dact. (4 AP 354 à 359), 1 p. ; suppl. dact. (4 AP 360), 1 p.

Notice biographique.

A la fin du x^e siècle, Engilbert fut le premier représentant de la famille de Brienne, dont les seigneurs bataillèrent sur les marches de Lorraine et en Orient. L'un d'eux, Jean de Brienne, épousa, à Saint-Jean d'Acre, en 1210, Marie de Montferrat, fille du comte Henri II de Champagne, roi de Jérusalem. À la mort de sa femme (1212), il devint régent du royaume, au nom de Yolande, fille de Marie. En 1218, il dirigea la cinquième croisade sur l'Égypte. En 1219, les barons de l'empire de Constantinople le choisirent pour être investi du titre d'empereur jusqu'à la majorité de Baudoin II.

Le comté de Brienne entra dans la maison du Luxembourg à la fin du xiv^e siècle et fut acquis, en 1623, par la famille Loménie devenue Loménie de Brienne. Celle-ci compta des ministres et des secrétaires d'État. Henri-Auguste Loménie de Brienne (1595-1666) fut secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1643 et vendit sa précieuse collection de manuscrits au roi. Son fils, Henri-Louis, dit le Jeune Brienne (1636-1698) exerça auprès de son père, en survivance, la charge de secrétaire d'État des Affaires extérieures à partir de 1651. Il se retira chez les Pères de l'Oratoire, mais se fit chasser de l'ordre et enfermer successivement dans diverses abbayes, dont Saint-Lazare. Étienne-Charles, cardinal et ministre de Louis XVI (1727-1794), est plus connu. Évêque de Condom en 1760, il devint archevêque de Toulouse en 1763. C'est lui qui fit creuser le canal de Brienne, entre la Garonne et le canal du Midi. Louis XVI le nomma chef du conseil des Finances et du commerce après la chute du ministère de Calonne (1787). Il devint archevêque de Sens et fut créé cardinal en 1788. Après un voyage en Italie, Brienne revint en France en 1790, prêta serment à la Constitution civile du clergé et envoya au pape sa démission du cardinalat. Il fut arrêté en 1794 et mourut de manière énigmatique. Le cardinal de Brienne avait été rapporteur de la Commission des réguliers, qui exerça ses activités de 1766 à 1780. Il fit transcrire par des copistes tous les actes adressés à cette commission ou émanant d'elle. S'y ajoutèrent les papiers de la Commission des unions, qui succédant à la précédente, siégea de 1780 à 1784 pour procéder aux suppressions et unions de titres, de bénéfices et biens ecclésiastiques.

Présentation du contenu.

4 AP 1-106. Papiers de la Commission des réguliers sur les ordres religieux et les affaires des réguliers. XI^e-XVIII^e s.

- 106-111. Papiers de la Commission des unions. xviii^e s.
- 112-165. Titres du comté de Brienne. Papiers relatifs à l'administration des biens de la famille de Brienne en Champagne, en Béarn et en Navarre. xi^e-xviii^e s.
- 166-181. Familles de Luxembourg et de Loménie : papiers personnels, dossiers sur les biens. xiii^e-xix^e s.
- 182-187. Divers : copies de pièces se rattachant à l'histoire des états généraux et provinciaux, 1355-1650 ; pièces littéraires, copies d'épîtres et de lettres en vers de Voltaire, textes de comédies, 1694-1788 ; pièces historiques et politiques, 1654-1775.
- 188-191. Archives administratives du cardinal de Brienne, chef du conseil des Finances et du commerce, et du comte de Brienne, secrétaire d'État à la Guerre. xvi^e-xviii^e s.
- 192-353. Comptes divers, en particulier du comté de Brienne. 1443-xix^e siècle.
- 354-355. Mémoire sur les religieux en général et particulièrement l'Ordre de Saint-Benoît ; édit de mars 1768.
- 356-358. Édit du roi concernant les ordres religieux du mois de février 1773.
359. Examen du mémoire de M. d'Aguesseau, chancelier de France, concernant la juridiction royale.
360. Recueil de mémoires manuscrits :
 – articles et propositions pour lesquels le roi a fait délibérer par les officiers de la couronne et par son conseil à l'assemblée de Saint-Germain-en-Laye en 1583.
 – avis donné au roi par l'assemblée de notables de Rouen en 1597 ; avis de l'assemblée des notables de Rouen sur les propositions faites par le roi, 1617.

Bibliographie.

LEMAIRE (Suzanne), *La Commission des réguliers, 1766-1780*, Paris, 1926, XIV-258 p.

CHEVALIER (Pierre), *Loménie de Brienne et l'ordre monastique, 1766-1789*, Paris, J. Vrin, 1959-1960, 2 vol. in-4° (*Bibliothèque de la Société d'histoire ecclésiastique de la France*).

La totalité des registres de la collection du cardinal de Brienne a fait l'objet d'un inventaire analytique, rédigé par Pierre Chevallier et publié partiellement sous forme d'articles dans différentes revues :

- « Les sources de l'histoire des Dominicains français », dans *Archivum fratrum praedicatorum*, 1958, p. 395-430.
- « Les sources de l'histoire des Capucins, Récollets et Tertiaires réguliers, Minimes et Cordeliers français de 1766 à 1789 », dans *Études franciscaines*, 1958, p. 66-113, 1959, p. 33-55, 1960, p. 136-187, 1961, p. 53-91 et p. 198-217.
- « Les sources de l'histoire des Bénédictins français de 1766 à 1789 », dans *Revue bénédictine*, 1961, p. 138-176 et 401-421.
- « Les sources de l'histoire des Augustins français (Grands Augustins et Augustins réformés) de 1766 à 1789 », dans *Augustiniana*, 1961, p. 154-180 et p. 362-382.
- « Les sources de l'histoire des Carmes français de 1766 à 1789 », dans *Carmelus*, vol. 8, 1961, p. 140-180.
- « Les sources de l'histoire de la Congrégation de Notre-Sauveur de 1766 à 1789 », dans *Annales de l'Est*, 1961, n° 1, p. 3-14.
- « Les sources de l'histoire de la Congrégation de Saint-Vanne », dans *Annales de l'Est*, 1963, n° 1, p. 49-95.

5 AP

FONDS BASSOMPIERRE

Dates extrêmes : XII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 43 cartons (5 AP 1-45) ; 8,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du marquis de Chantérac, 25 février 1891.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par L. Lecestre, 1892, 13 p.

Notice biographique.

La famille de Bassompierre était l'une des plus anciennes de l'empire d'Allemagne : elle était branche cadette de la maison de Clèves. Les seigneurs de Bassompierre servirent d'abord les ducs de Bourgogne puis les ducs de Lorraine. Le membre le plus illustre de cette famille fut le maréchal François de Bassompierre (1579-1646), ambassadeur en Espagne, en Angleterre et en Suisse sous Louis XIII. Colonel général des Suisses (1614), grand maître de l'artillerie (1617), François de Bassompierre fut fait maréchal de France en 1622.

Historique de la conservation.

Quand le marquis de Chantérac remit aux Archives nationales un ensemble de papiers hérités par sa famille du dernier marquis de Bassompierre et de sa sœur, ces papiers furent dénommés « archives Chantérac » et cotés AB XIX 216-312. À la création du service des archives privées en 1949, les « archives Chantérac » ont été réparties en trois fonds cotés dans la série AP : les fonds Bassompierre (5 AP), Crussol (6 AP), et d'Ogny (7 AP).

Présentation du contenu.

- 5 AP 1-30. Titres de propriété, comptes, pièces de procédure, documents divers ayant trait aux domaines du marquisat Bassompierre. XII^e-XIX^e s.
- 31-45. Titres de famille depuis Geoffroy I^{er}, jusqu'au marquis de Bassompierre du XIX^e siècle, avec de nombreuses lacunes : aucun document, par exemple, sur le maréchal François de Bassompierre. XIV^e-XIX^e s.
 - 31-43. Titres de familles (148^e-163^e liasses).
 - 43 (suite). Pièces imprimées relatives aux États du Languedoc, 1769-1789, et originaux divers sur les abbayes bénédictines de Saint-Corentin, au diocèse de Chartres, et de Beaumont, près de Tours. XVI^e-XVIII^e s. (164^e et 165^e liasses).
 - 43 (suite)-45. Ferme des Essarts (166^e liasse).
Terre du Mas de Viguiier, près Arles, 1818-1853.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent la thèse d'École des chartes dact. de Jean-François Delmas « Les Bassompierre. Étude d'une famille de chevaux de Lorraine de la fin de l'Ancien Régime à la monarchie des Juillet » (AB XXVIII 1117).

Bibliographie.

- LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 2, col. 453-460.
- DELMAS (Jean-François), « Les Bassompierre. Étude d'une famille de chevaux de Lorraine de la fin de l'Ancien Régime à la monarchie des Juillet », dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1997 pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe*, 1997, p. 97-103.
- DELMAS (Jean-François), « Les Bassompierre et la cour de Lunéville », dans *Lotharingia*, t. 9 1999, p. 53-66. Texte d'une communication prononcée lors des « Rencontres historiques internationales Lorraine-Toscane-Autriche-Belgique », consacrées à *la Lorraine et les Lorrains dans l'Europe du Saint-Empire. 1697-1790*, à l'Académie de Stanislas à Nancy du 23 au 26 septembre 1997.
- DELMAS (Jean-François), « Audoin de Chantérac, un gentilhomme des lettres au siècle de l'histoire », dans *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. 129, juin 2002, p. 247-258.

6 AP

FONDS CRUSSOL

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 37 cartons (6 AP 1-37) ; 9,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du marquis de Chantérac, 25 février 1891.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par L. Lecestre, 1892, 7 p.

Notice biographique.

La famille de Crussol est originaire de Crussol (Ardèche, commune de Saint-Péray). De la tige principale se détachèrent les branches des marquis de Florensac, des marquis de Saint-Sulpice, des comtes d'Amboise et des marquis de Lontsalez. La branche aînée, celle des sires de Crussol, depuis ducs d'Uzès, existe seule aujourd'hui. C'est à elle qu'appartenait Louis de Crussol, chambellan de Louis XI, grand maître de l'artillerie, qui se distingua dans la guerre contre Charles le Téméraire au siège de Beauvais. Son fils Jacques, gouverneur du Dauphiné, prit part aux guerres d'Italie, et devint vicomte d'Uzès. Antoine de Crussol (1528-1573), vicomte puis duc d'Uzès (1565), lieutenant général en Dauphiné, Languedoc et Provence (1561) joua un grand rôle dans l'histoire du Midi pendant les guerres de religion. Son frère Jacques, seigneur de Beaudiné puis d'Assier (1540-1594), fut un des plus vaillants auxiliaires du prince de Condé.

Historique de la conservation.

Quand le marquis de Chantérac remit aux Archives nationales un ensemble de papiers hérités par sa famille du dernier marquis de Bassompierre et de sa sœur, ces papiers furent dénommés « archives Chantérac » et cotés AB XIX 216-312. À la création du service des archives privées en 1949, les « archives Chantérac » ont été réparties en trois fonds cotés dans la série AP, les fonds Bassompierre (5 AP), Crussol (6 AP), et d'Ogny (7 AP).

Présentation du contenu.

6 AP 1-23. Papiers personnels des Crussol et des familles alliées : d'Armenonville, de Vienne, Clérambault, Colbert de Villacerf, de Longueval. XIII^e-XIX^e s.

24-37. Papiers ayant trait aux biens des Crussol en Champagne et en Île-de-France (Lainville, Le Perchay), à Péronne et à Privas. XIV^e-XIX^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) ont fait microfilmer le chartrier d'Uzès, qui contient les actes familiaux et les titres de propriété des familles d'Uzès, de Crussol et de Crussol d'Uzès. (219 Mi).

Les Archives départementales du Tarn conservent le chartrier de Graulhet-Saint-Sulpice qui comprend une soixantaine d'actes concernant les Crussol d'Uzès Saint-Sulpice (J 51, J 54, J 58, J 61).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 6, col. 608-635.

DELMAS (Jean-François), « Audoin de Chantérac, un gentilhomme des lettres au siècle de l'histoire », dans *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. 129, juin 2002, p. 247-258.

7 AP

FONDS D'OGNY

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 15 cartons (7 AP 1-16) ; 2,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du marquis de Chantérac, 1891, complété par un achat, 6 janvier 1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par L. Lecestre, 3 p.

Notice biographique.

La famille d'Ogny était originaire de Bourgogne. Un de ses membres, Claude-Jean Rigoley, baron d'Ogny, fut au xviii^e siècle intendant des Postes et Relais de France. Il mourut en 1798.

Historique de la conservation.

Quand le marquis de Chantérac remit aux Archives nationales un ensemble de papiers hérités par sa famille du dernier marquis de Bassompierre et de sa sœur, ces papiers furent dénommés « archives Chantérac » et cotés AB XIX 216-312. À la création du service des archives privées en 1949, les « archives Chantérac » ont été réparties en trois fonds cotés dans la série AP, les fonds Bassompierre (5 AP), Crussol (6 AP), et d'Ogny (7 AP).

Présentation du contenu.

- 7 AP 1-3. Titres de la seigneurie d'Ogny, dont documents relatifs à des fondations pieuses et un terrier de 1616. xv^e-xviii^e s.
4. Successions des Savot d'Ogny. xvii^e-xviii^e s.
- 5-15. Succession de Claude-Jean Rigoley, baron d'Ogny, puis de son épouse : inventaire après-décès du baron, dressé à Millemont, inventaire des meubles du château d'Ogny, pièces relatives aux biens de Bourgogne et aux terres du Buisson. xvi^e-xix^e s.
16. Lettre du baron d'Ogny à Necker, premier ministre des Finances, au sujet de l'expédition des convocations à la fête de la Fédération. Paris, 26 juin 1790.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique.

DELMAS (Jean-François), « Audoin de Chantérac, un gentilhomme des lettres au siècle de l'histoire », dans *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. 129, juin 2002, p. 247-258.

DELMAS (Jean-François), « Les femmes sous la Révolution : Denise Rigoley d'Ogny, épouse, mère et sœur d'émigrés », dans *Annales de Bourgogne*, à paraître en décembre 2002.

8 AP

CHARTRIER DE SCHOMBERG, DU PLESSIS-LIANCOURT

ET DE LA ROCHEFOUCAULD

Dates extrêmes : xv^e-xviii^e siècles.

Importance matérielle : 2 cartons (8 AP 1-2) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Emmanuel de Margerie, 20 janvier 1902.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 3 p.

Notice biographique.

Henri, comte de Schomberg (1575-1632) succéda à son père Gaspard (1540-1599) dans le gouvernement de la Marche et dans la charge de maréchal de camp général des troupes allemandes au service de la France. Ambassadeur en Angleterre en 1615, en Allemagne en 1616, il servit sous Lesdiguières dans le Piémont, en 1617. Surintendant des finances en 1619, grand maître de l'artillerie, il lutta contre les protestants en 1621-1622. Maréchal de France en 1625, il battit les Anglais à l'île de Ré en 1627, assista au siège de La Rochelle en 1628, força le pas de Suze en 1629 et combattit en Lorraine en 1631. En 1632, il gagna sur Gaston d'Orléans et Montmorency la bataille de Castelnaudary, ce qui lui valut le gouvernement du Languedoc.

Son fils Charles (1601-1656) se distingua dans la guerre contre les protestants en 1622. À la mort de son père, il obtint le gouvernement de Languedoc et battit les Espagnols à Leucate en 1637. Maréchal de France, il échangea son gouvernement du Languedoc contre celui de Verdun puis obtint la charge de colonel général des Suisses et Grisons, en 1647. En 1648, il fut fait vice-roi de Catalogne et prit d'assaut Tortose. Il était devenu duc et pair en 1620, par son mariage avec l'héritière d'Halluin.

La fille d'Henri de Schomberg, Jeanne (1600-1674) épousa en 1620 Roger du Plessis, duc de Liancourt. Elle composa pour sa petite-fille, la princesse de Marsillac, un *Règlement donné par une dame de haute qualité à M^{me} X, sa petite-fille* (1698). Pascal, Arnauld et les solitaires de Port-Royal furent les hôtes de son château de Liancourt.

Présentation du contenu.

- 8 AP 1. Papiers personnels de Gaspard de Schomberg, d'Henri de Schomberg, de Charles de Schomberg et leurs épouses. xvi^e-xvii^e s.
2. Papiers personnels de divers membres de la famille du Plessis-Liancourt : Charles du Plessis, seigneur de Liancourt, Roger du Plessis, duc de Liancourt, époux de Jeanne de Schomberg, et son fils Henri-Roger du Plessis, comte de La Roche-Guyon. xv^e-xvii^e s.
Papiers personnels de la famille de La Rochefoucauld, 18 pièces. 1518-1787.
Divers : contrats et baux passés par des membres de la maison de Montmorency-Luxembourg, 7 pièces ; documents relatifs à des immeubles parisiens, notamment l'hôtel de Charost, 30 pièces. xvii^e-xviii^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales des Yvelines conservent des papiers de la famille de Schomberg sous les cotes E 3106-3176.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 18, col. 438-442.

9 AP

FONDS CHEYRON ET GUYOT

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (9 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle Trouet, 1913.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 3 p.

Notice biographique.

Les Guyot étaient originaires des Vosges. Le premier membre de cette famille connu est Georges Guyot, anobli au XV^e siècle. Au XVIII^e siècle, la famille Guyot comptait des militaires - un capitaine d'une compagnie dans le 3^e bataillon du régiment de croix de la milice de Lorraine en 1743, un lieutenant en 1744 - et des juristes. Licencié « in utroque jure » (droit civil et droit canon), Nicolas Guyot, avocat à la Cour de Lorraine, exerça au bailliage de Bruyères (Vosges) dans la première moitié du XVIII^e siècle. Son fils, Joseph-Nicolas (1728-1816), fut jurisconsulte. De son mariage avec Marie Faicourt, il eut un fils, Hector. La sœur de Joseph-Nicolas, Marie-Barbe Guyot, épousa Jacques-Philippe de Cheyron, écuyer, ancien capitaine d'infanterie, résidant à Bruyères.

Présentation du contenu.

- 9 AP 1. Dossier concernant Jacques-Philippe de Cheyron et ses filles. XVIII^e-XIX^e s.
Dossier sur la famille Guyot : Nicolas, le père ; Joseph-Nicolas, le fils, notamment des lettres de sa main ; Hector, le petit-fils. XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

10 AP

FONDS LAGORRÉE

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (10 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame de Lagorrée, 1916.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

Originaire du marquisat de Saluces, la famille de Lagorrée s'établit à Toulouse au XVI^e siècle. Jacques de Lagorrée, seigneur de Saluguède, épousa Jeanne de Cahuzac de Saint-Michel. Leur fils Jean de Lagorrée, fut chevalier de Malte en 1555. Gabriel de Lagorrée, avocat au Parlement, fut capitoul de Toulouse en 1648-1649.

Présentation du contenu.

10 AP 1. Papiers de la famille de Lagorrée : titres de noblesse, testaments, contrats de mariage, actes d'état civil. 1518-1878.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique.

11 AP

FONDS VAULX D'ACHY, BUSSELOT ET CAILLOUX DE VALMONT

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 3 cartons (11 AP 1-3) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la comtesse de Reinach-Foussemagne, 1915 et 1922.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

La famille de Vault d'Achy était originaire de Lorraine et du Luxembourg. Son premier représentant est Évrard de Vault, anobli en 1616. Au XVIII^e siècle, Jean-Philippe de Vault (1746-1805 ou 1806), fils de François-Pierre de Vault et de Jeanne de Cailloux, fut successivement sous-lieutenant, lieutenant et capitaine au régiment de Nassau. Jean-Philippe de Vault avait épousé Anne-Charlotte-Marguerite Busselot, fille de Charles François Nicolas Busselot et de Marguerite de Serre. Leur fils Charles, fut employé au ministère de la Justice et avocat général à Colmar.

Présentation du contenu.

11 AP 1-3. Notes généalogiques, actes d'état civil et lettres provenant de ces trois familles alliées entre elles. XVIII^e-XIX^e siècles.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique.

12 AP

FONDS LARCHER

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 29 cartons (12 AP 1-34) ; 5,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du marquis de Fontenilles, août 1918.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par L. Gauthier, 6 p.

Notice biographique.

Les Larcher, seigneurs d'Olizy en Champagne, étaient originaires de Paris. Plusieurs membres de cette famille furent, du XVI^e au XVIII^e siècle, intendants, conseillers au Parlement, présidents de la Chambre des comptes. Leurs seigneuries d'Arcy et d'Avrilly étaient situées dans les actuels départements de Saône-et-Loire et de l'Allier.

Présentation du contenu.

- 12 AP 1-13. Famille Larcher : généalogies, actes notariés, pièces de procédure, inventaires après décès. XVI^e-XIX^e siècles
- 14-21. Seigneuries : aveux, dénombrements, baux, terriers, plans et croquis du château d'Arcy, actes de la justice d'Arcy, d'Avrilly et des villages environnants. XIII^e-XIX^e siècles.
- 22-34. Série de registres : terriers, 6 pour Arcy et les localités voisines, 1484-1686, 5 pour Avrilly et ses dépendances, 1490-1786.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique.

13 AP

FONDS GOURGUES, LE CLERC DE COTTIER

ET CHARTRIER DU MARQUISAT D'AULNAY

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 5 cartons (13 AP 1-5) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du chanoine Dumont, juin 1922.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 3 p.

Notice biographique.

Le premier représentant connu de la famille de Gourgues est Geoffroy de Gourgues, secrétaire sous Philippe IV le Bel. En 1318, Philippe de Gourgues, grand porte-étendard de la Couronne, épouse Cécile de Pélagrue, nièce du pape Clément V. La famille de Gourgues s'établit alors en Guyenne. Dans la deuxième moitié du XVI^e siècle, Ogier de Gourgues, baron de Vayres (Gironde), est trésorier de France et général des finances à Bordeaux. Plusieurs membres de cette famille sont, aux XVII^e et XVIII^e siècles, intendants, conseillers et présidents au Parlement. Marc-Antoine de Gourgues est président à mortier au parlement de Bordeaux vers 1610, premier président en 1616. Armand-Jacques de Gourgues (1643-1726) est intendant des généralités de Limoges et de Caen. Au XVIII^e siècle, Armand-Guillaume-François de Gourgues, conseiller (1763) puis président au Parlement de Paris (1779), marquis de Vayres et d'Aulnay, épouse Élisabeth-Olive de Lamoignon.

Historique de la conservation.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, Armand-Jacques de Gourgues, intendant de la généralité de Caen, épousa Marie-Élisabeth Le Clerc de Cottier, et il devint par ce mariage seigneur d'Aulnay, d'où la présence, dans ce fonds, de papiers sur les Le Clerc de Cottier et sur Aulnay, Roissy, Le Blanc-Mesnil et Montfermeil.

Présentation du contenu.

- 13 AP 1-2. Papiers de la famille de Gourgues : expéditions d'arrêts de juridictions diverses (parlement de Bordeaux, Conseil privé, Grand Conseil...), lettres de chancellerie, requêtes et autres pièces de procédure, actes notariés et pièces diverses concernant Ogier de Gourgues et ses descendants. XVI^e-XIX^e s.
3. Papiers personnels des Le Clerc de Cottier, alliés aux Gourgues au XVII^e siècle. XVII^e s.
- 3(suite)-5. Papiers de la seigneurie d'Aulnay. 1208 [copie moderne], XIV^e-XVIII^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent la collection du vicomte Alexis de Gourgues et d'autres archives provenant de cette famille (109 AP).

Le chartrier de Gourgues, XVI^e-XVIII^e siècles, a été déposé par la mairie d'Aulnay-sous-Bois aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis (4 J).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 9, col. 542-549.

14 AP

CHARTRIER DE POMPADOUR

Dates extrêmes : XIV^e-XVII^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (14 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle de Chasteignier, juillet 1924.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 4 p.

Notice biographique.

On trouve trace des seigneurs de Pompadour (Corrèze, arr. de Brive, commune d'Arnac) dès le XIV^e siècle. Au XVII^e siècle, cette famille compta plusieurs lieutenants généraux du roi en Limousin. La terre de Pompadour fut érigée en marquisat par Louis XV en 1745 pour sa maîtresse Jeanne Poisson.

Présentation du contenu.

14 AP 1. Pièces provenant du château de Pompadour, notamment deux bulles du pape Nicolas V ; lettres signées adressées au seigneur de Pompadour par plusieurs souverains, Charles VIII et François I^{er}, Jean d'Albret et Henri III, rois de Navarre, Louis XIII (21), Louis XIV (12), et la reine Marie-Thérèse d'Autriche ; deux lettres envoyées par Geoffroi de Pompadour à Charles IX et à Catherine de Médicis. 1485-1676.

Inventaire du mobilier du château de Saint-Cyr-la-Roche (Corrèze, arr. de Brive, cant. de Juillac). 1555.

Inventaire du mobilier du château de Pompadour. 1597.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique.

15 AP

FONDS DES DOMAINES DE THUGNY

Dates extrêmes : XIX^e siècle.

Importance matérielle : 1 carton (15 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque nationale, provenant des papiers Chappée, 1928.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

Au XIX^e siècle, les domaines de Thugny appartenaient à Louis-Olivier-Théodore Guigues de Moreton, comte de Chabrillan, issu d'une vieille famille du Dauphiné, qui fut attaché au ministère des Affaires étrangères sous la monarchie de Juillet et député de Saône-et-Loire de 1852 à 1863.

Présentation du contenu.

15 AP 1. Lettres adressées par les régisseurs du château de Thugny à son propriétaire, le comte de Chabrillan.

Pièces diverses relatives à l'exploitation des moulins de cette région des Ardennes.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 17.

16 AP

FONDS BÉRARD DES GLAJEUX

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 3 cartons (16 AP 1-3) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Bérard des Glajeux et du comte de Beaurepaire de Louvagny, 11 avril 1928.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 5 p.

Notice biographique.

D'ancienne bourgeoisie, la famille Bérard des Glajeux a fourni au XIX^e siècle des magistrats. Elle était alliée aux familles de la Celle, Lefèvre d'Ormesson, Allard du Haut-Plessis et du Rousseau de Fayolle.

Présentation du contenu.

16 AP 1-3. Papiers personnels des familles Bérard des Glajeux, Delahaye-Delaunay, Ducros de Belbédér, Thoré, de Laurens, Allard du Haut-Plessis et Deschenes ; quelques documents concernant Draveil, où les Belbédér possédaient un château et des terres.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

CHAIX-D'EST-ANGE (Gustave), *Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIX^e siècle*, Évreux, 1903-1929, 20 vol., t. 3, 1904, p. 367.

17 AP

FONDS ESTOUTEVILLE ET LA NOUGARÈDE

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (17 AP 1-4) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du vicomte de Brimont, 11 octobre 1927.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 8 p.

Notice biographique.

La famille d'Estouteville était une ancienne famille normande. Le premier membre connu est Robert I^{er}, sire d'Estouteville, surnommé Grandbois, qui accompagne Guillaume le Conquérant en Angleterre en 1066. Le membre le plus célèbre de cette famille est le cardinal Guillaume d'Estouteville (1403-1483), successivement évêque d'Angers, de Thérouanne, de Béziers et d'Ostie, archevêque de Rouen et grand prieur de Saint-Martin-des-Champs. La famille d'Estouteville s'est divisée en plusieurs branches : seigneurs d'Aussebos, de Rames, de Freulleville et du Bouchet, de Torcy, de Villebon, de Criquebeuf et de Grousset.

Présentation du contenu.

- 17 AP 1. Actes relatifs aux seigneuries d'Estouteville, de Pierreval et de Longuerue, en Normandie, en particulier aveux rendus aux Martainville, marquis d'Estouteville, pour des terres sises dans ces localités ; documents sur la gestion des biens des religieuses du Val-de-Grâce à Longuerue. XVI^e-XVIII^e s.
- 2-4. Lettres et documents divers intéressant la famille de La Nougarède et ses possessions dans l'Eure. XIX^e s.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 7, col. 558-585.

18 AP

FONDS BERG DE BRÉDA

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 6 cartons (18 AP 1-6) ; 0, 95 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 25 juin 1935.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 20 p.

Notice biographique.

La maison de Berg de Bréda, originaire de Hollande, se fixa en France au xi^e siècle. Les fils de Ludolfe de Berg, sire de Hedel (1444-1499) furent autorisés à prendre les noms et armes de la maison de Bréda. Hans, le cadet, capitaine de lansquenets (mort en 1539) accompagna François I^{er} durant la campagne d'Italie. Jean, son fils, fut échevin de la ville de Paris et, à ce titre, effectua plusieurs missions importantes auprès d'Henri II et de Catherine de Médicis. Au xviii^e siècle, Pantaléon I^{er} de Bréda fut lieutenant du roi à Saint-Domingue, tandis que Pantaléon II (1711-1786) fit carrière dans la marine sous Louis XV.

De cette maison sont issues deux branches cadettes : les Bréda de Trossy et les Bréda de Guisbert, au nombre desquels on peut citer le commandant de vaisseau, Jean-Nicolas-Marie de Bréda de Guisbert (1738-1788).

Présentation du contenu.

18 AP 1-3. Maison de Berg de Bréda. xv^e-xviii^e s.

3 (suite)-5. Branches cadettes des Bréda de Trossy et des Bréda de Guisbert, dont Jean-Nicolas-Marie de Bréda (états de services, copies de ses lettres au ministre de la Marine, 1776-1782, journal de bord du *Duc de Bourgogne*, 1757). xvii^e-xix^e s.

6. Familles alliées : Du Pille, de Fontette, seigneurs du Vaumain, de Mauléon de Savaillan, de Villebresme, de La Bistrate. xv^e-xix^e s.

Bibliographie.

Voir la généalogie de la maison de Berg de Bréda dans SERRURE (Constant Antoine), *Histoire de la souveraineté de s'Heerenberg*, La Haye, Paris, 1859-1860, 2 t. en 1 vol. in-4°, 101-76 p. et 100 p. de pièces justificatives.

19 AP

FONDS PASTOUR DE COSTEBELLE

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (19 AP 1) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Allard du Chollet, 19 novembre 1934.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 3 p.

Notice biographique.

Originaire du Vivarais, la famille de Pastour de Costebelle était connue dès le xvii^e siècle. Barthélémy Pastour, juge de Thorenc, épousa vers 1650 Françoise Chomel, et Louis de Pastour de Costebelle était brigadier des gardes de la marine à Toulon en 1685. Un autre Bathélémy Pastour, avocat en Parlement, eut deux fils : Philippe de Pastour de Costebelle, gouverneur de l'île royale au Canada, et Louis de Pastour de Costebelle, officier de la marine royale. Le fils de ce dernier, Jean-François (1701-1794), officier de marine, retraité avec le grade de chef d'escadre, mourut à Toulon en 1794. Son parent, Pierre-Alexandre de Pastour de Costebelle (1750-1791), fut également capitaine de vaisseau.

Présentation du contenu.

19 AP 1. États de services de Jean-François de Pastour de Costebelle.

Documentation relative à Pierre-Alexandre de Pastour de Costebelle : ordres émanant du commandant de l'escadre de Toulon, à bord du *Superbe*, juillet 1790-janvier 1791 ; journaux de bord de plusieurs bâtiments et pièces s'y rapportant, 1765-1790 ; trois cahiers autographes de Costebelle relatant la campagne du comte d'Estaing en Amérique, mars 1778-décembre 1779.

Mémoires divers, entre autres une « Relation du bombardement de Tripoly par M. Louis de Pastour de Costebelle, brigadier des gardes de la marine à Toulon en 1685 ». xvii^e-xviii^e s.

Bibliographie.

CHAIX-D'EST-ANGE (Gustave), *Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du xix^e siècle*, Évreux, 1903-1929, 20 vol., t. 16, 1918, p. 461-462.

20 AP

FONDS FRANCQUEVILLE

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 5 cartons (20 AP 1-5) ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt des héritiers du comte de Francqueville, novembre 1934.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 5 p.

Notice biographique.

Jean-Baptiste de Francqueville, écuyer et procureur du roi dans les états de Cambrai, était grand bailli du comté de Cambrai relevant du palais archiépiscopal, seigneur d'Abancourt (Nord, arrondissement et canton de Cambrai).

Alliés aux Francqueville, les Drugeon étaient possessionnés dans l'actuel département de la Sarthe. Les Turpin, Flèche et Guibert étaient des familles de la même région.

Présentation du contenu.

20 AP 1-5. Pièces concernant pour la plupart les familles Drugeon, Turpin, Flèche et Guibert. xvi^e-xix^e s.

Un seul acte cite Jean-Baptiste de Francqueville, 1765.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

21 AP

FONDS CÉTON ET TURIN

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 15 cartons (21 AP 1-17) ; 1,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle de Colbert, mars 1937.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 6 p.

Notice biographique.

La seigneurie de Céton (Orne, arrondissement de Mortagne) fut acquise par la famille de Turin en 1542. Au XIX^e siècle, Charles de Turin, propriétaire à Nogent-le-Rotrou, fut nommé membre du conseil général d'Eure-et-Loir.

Présentation du contenu.

- 21 AP 1-6. Aveux rendus aux seigneurs successifs de Céton et autres pièces relatives à la seigneurie, avec, entre autres (21 AP 6) un registre de Lemercier, notaire à Céton, 1573-1578, un inventaire des minutes du notariat et du greffe de Céton, 1771, et des actes de tabellionage dudit lieu, 1358-1788.
- 7-16. Papiers personnels des Turin, en particulier documents sur Charles de Turin, tels que pétitions relatives aux haras, - certaines sont présentées par Charles de Turin -, 1810 et s. d., mémoires sur les haras en France et dans le Perche, s. d. [XIX^e siècle].
17. Divers, dont un cahier anonyme contenant des appréciations confidentielles sur les magistrats du Parlement de Paris, au point de vue technique, moral et social, s. d. [XVIII^e s.]

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

22 AP

FONDS KERSAINT ET COËTNEMPREN

Dates extrêmes : XIV^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 2 cartons (22 AP 1-2) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte de Kersaint, avril 1937 (anc. AB XIX 2266-2267, d. 1).

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

La famille de Coëtnempren est originaire du pays de Léon, en Bretagne. Elle a eu pour berceau la seigneurie de son nom, située dans la paroisse de Trefflaouénan. Son premier représentant est Raoul, qui, en 1248, accompagne Pierre Mauclerc à la première croisade de saint Louis. La famille de Coëtnempren figure de 1426 à 1534 aux réformations et montres de la noblesse des diocèses de Léon, Tréguier et Saint-Malo. La souche se partage à une époque très reculée en branches dont on connaît mal le point de jonction. La branche des seigneurs de Kerdournant descend de Jacques de Coëtnempren, seigneur de Kergoulan, dans la deuxième moitié du XVI^e siècle. À la fin du XVII^e siècle, un des descendants de Jacques de Coëtnempren recueille la seigneurie de Kersaint par héritage de son cousin germain René, fils de son oncle Tanneguy de Coëtnempren.

Présentation du contenu.

- 22 AP 1. Pièces diverses sur les familles de Kersaint et de Coëtnempren et sur leurs biens sis en Bretagne. 1367-1698.
2. Pièces diverses concernant : Quentin Héricourt, marchand à Paris (1599) ; Simon Berthelot, haut justicier de Versigny (1710) ; M. de Versigny (1764 : quittance pour les vingtièmes) ; documents généalogiques concernant les familles de Roffiac, l'Hoste de Beaulieu, Cazier (XVIII^e s.) ; lettres au comte Délepinoy du régiment de la Fère artillerie ; actes d'état civil ; billets d'invitation à la Cour (1814-1830) ; pièces de vers ; comptes et pièces de comptabilité (1801-1870) ; lettres et cartes de la guerre de 1918 ; imprimés ; copies de pièces diverses se rattachant à Versigny (1561-1732). 1560-1918.

Bibliographie.

CHAIX-D'EST-ANGE (Gustave), *Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIX^e siècle*, Évreux, 1903-1929, 20 vol., t. 11, 1912, p. 149-153.

23 AP

FONDS MONET DE LAMARCK

Dates extrêmes : 1612-1881.

Importance matérielle : 1 carton (23 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle Grellou, mai 1929.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

La famille de Monet (ou de Monnet) était originaire du Béarn. Les deux premiers membres connus furent Laurent de Monet, écuyer, et son fils, Bernard de Monet, écuyer, capitaine du château de Lourdes, en 1547. La famille de Monet compta des capitaines et gouverneurs de places-fortes, des guidons de la gendarmerie du roi de Navarre sous Henri IV, des maîtres de camps de dragons, des pages et gentilshommes ordinaires de la chambre du roi. La souche se divisa en plusieurs branches : d'Ast, de Saint-Martin, de Sombrun et de la Marck (ou Lamarck). C'est à cette branche qu'appartenait le célèbre naturaliste Jean-Baptiste de Monet, chevalier de Lamarck (1744-1829).

Présentation du contenu.

23 AP 1. Actes de baptême, contrats de mariage, testaments, brevets, jugements sous forme d'original ou de copie ; le savant Lamarck est cité dans les généalogies, mais le fonds ne renferme pas de pièce le concernant. 1612-1881.

Bibliographie.

SAINT-ALLAIS (Nicolas Viton de), *Nobiliaire universel de France*, 2^e éd., Paris, 1872-1875, 21 vol., t. 19, p. 319-332.

24 AP

FONDS GODDE, DELACROIX ET MARTIN

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (24 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle Martin, mars 1944 (anc. AB XIX 2833, d. 8).

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 2 p.

Notice biographique.

Les trois demoiselles Godde étaient filles d'un maître serrurier parisien. L'une d'elles, Marie-Michelle, épousa Nicolas Delacroix, lui aussi serrurier à Paris. Le fils de ce ménage, Claude Delacroix, apprit le métier de tapissier.

Ferdinand Martin fut officier de santé au XIX^e siècle.

Présentation du contenu.

- 24 AP 1. Papiers de Catherine Nicole (1713-1789) et Marie-Thérèse (1729-1788) Godde. 1713-1789.
- Papiers de Nicolas Delacroix et Marie-Michelle Godde et leurs enfants. 1714-1791.
- Papiers de Claude Delacroix, dont contrat d'apprentissage du 10 mai 1771. 1771-1829.
- Papiers de Ferdinand Martin. 1822-1859.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique.

25 AP

FONDS BLAU

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (25 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs de Madame de Blau, mars 1904.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. méthodique dact., par H. Camps, 1952, 25 p.

Notice biographique.

Marie-Madeleine de Saint-Paul de Seroskerque, de parents hollandais et protestants, fut élevée en France et y épousa, en 1704, Thomas de Blau, gentilhomme auvergnat. Restée en relation avec des personnes influentes dans sa patrie d'origine, elle y fut envoyée en mission secrète par Louis XIV, à l'époque où avaient lieu à Geertruydenberg des pourparlers en vue de mettre fin à la guerre de Succession d'Espagne, en 1710.

Son second fils, Louis-François, capitaine au régiment de Guyenne, fit campagne au Canada sous Montcalm durant la guerre de Sept Ans.

Le fils de Louis-François, Marie-Alexandre-Camille, émigra et servit dans l'armée de Condé où il fut blessé en 1796. Il rentra en France en 1806 et s'établit à Poitiers.

Présentation du contenu.

25 AP 1. *Madame de Blau.*

Mission en Hollande (1709-1710) : mémoires et requêtes écrits par Madame de Blau, lettres du maréchal du Tessé et de Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain. 1710-1737.

Lettres adressées à Madame de Blau dont lettres du duc et de la duchesse du Maine, 1714-1734, du cardinal de Fleury, 1729-1733.

Incident de Boulogne-sur-Mer. 1727-1737.

Deuxième voyage en Hollande. 1732-1737.

Affaires familiales. 1728-1748.

Louis-François de Blau.

Transfert de la pension de feu Madame de Blau à ses petits-enfants.

Son service au Canada, dont instructions pour la défense des côtes du nord du Saint-Laurent, 1759.

Affaires familiales : lettres à sa femme et à sa sœur, 1746-1759.

Marie-Alexandre-Camille de Blau.

Service avant la Révolution. 1768-1789.

Service en exil : lettres de Condé et du duc d'Enghien, 1792-1800.

Empire.

Pièces diverses.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire méthodique.

26 AP

FONDS POINTARD

Dates extrêmes : XIV^e-XVIII^e siècles.

Importance matérielle : 65 cartons (26 AP 1-62) ; 9,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la mairie du huitième arrondissement de Paris, 1843.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par L. Lecestre, 1920, 70 p. ; listes alphabétiques des noms de personnes et de localités pour les dossiers de rentiers (26 AP 8 à 50) et de communautés religieuses (26 AP 51 à 61). L'index, par J.-M. Pineau-Roux, a été fondu dans l'index général de la série AP.

Notice biographique.

Claude-Charles Pointard (1745-1795), avocat au Parlement, tenait un cabinet d'affaires lorsqu'il épousa par contrat du 20 septembre 1775 Adélaïde-Pulchérie Aulagnier, fille elle-même d'un homme d'affaires ; en même temps que le mariage, fut décidée la fusion des deux cabinets. Pointard, en mai 1781, alla habiter l'hôtel Lamoignon, rue Pavée au Marais, et y résida jusqu'à sa mort en 1795. Par la suite, sa veuve s'associa à un autre homme d'affaires parisien, Louis-Joseph Laforêt.

Historique de la conservation.

Il est possible que les dossiers de quittances de remboursements constituées sur le clergé de France n'aient jamais fait partie du cabinet Pointard. Les dossiers d'établissements religieux parisiens composés au moment de la suppression de communautés (années 1792, 1793 et suivantes) semblent provenir de l'administration des domaines nationaux du département de Paris. Ils auraient été mêlés aux papiers Pointard dans les greniers de la mairie du huitième arrondissement, d'où provient ce fonds.

Présentation du contenu.

- 26 AP 1-7. Papiers personnels de Pointard : actes d'état civil, papiers de succession, titres de propriété, comptabilité de Pointard comme trésorier de la Section des droits de l'homme.
- 8-50. Dossiers de rentiers : actes notariés, actes d'état civil, titres de propriété (env. 1800 individus, dont M^{lle} Clairon, des membres de l'Académie française comme le marquis de Saint-Lambert, le littérateur Thomas, et l'abbé de Voisenon).
- 51-61. Dossiers d'établissements religieux classés par ordre alphabétique : remboursements de rentes constituées sur le clergé de France, 1772-1775 ; gestion par Pointard de biens de divers établissements religieux ; liquidation des biens de communautés parisiennes supprimées durant la Révolution.
- 62. Grand livre de Pointard.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de Léon Lecestre.

27 AP

FONDS FRANÇOIS DE NEUFCHÂTEAU

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 17 cartons (27 AP 1-17) ; 2,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la succession de François de Neufchâteau, novembre 1858.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par J. Dautry, 1951, 63 p.

Notice biographique.

François de Neufchâteau (1750-1828), magistrat sous l'Ancien régime, accueille avec enthousiasme la Révolution. Élu par le département des Vosges député à la Législative, il joua un rôle actif dans cette assemblée et en devint même président. Pendant la Convention, il se tint au contraire à l'écart. Sous le Directoire, il fut ministre de l'Intérieur du 16 juillet au 14 septembre 1797 ; le 10 septembre, il avait été élu membre du Directoire exécutif et fut à nouveau ministre de l'Intérieur du 17 juin 1798 au 22 juin 1799. Après le 18 brumaire, François de Neufchâteau se rallia l'un des premiers à Bonaparte et entra, le 25 septembre 1799, au Sénat conservateur qu'il présida par la suite. La Restauration venue, il quitta la politique pour s'occuper d'agriculture. Il entra à l'Académie française en mars 1816.

Présentation du contenu.

27 AP 1-7. Documents sur l'agriculture.

1-3. Correspondance active et passive de François de Neufchâteau. 1771-1774 ; 1787-1827.

4-6. Mémoires, rapports et traités.

7. Matériaux pour la préparation du *Dictionnaire de l'agriculture pratique*.

8-10. Manuscrits divers, fables, pièces de théâtre, poésies. XVIII^e-XIX^e siècles.

11-17. Vie publique de François de Neufchâteau.

11-12. Lieutenant général au bailliage de Mirecourt. 1775-1790.

Procureur général du roi au Conseil supérieur du Cap à Saint-Domingue : pièces statistiques sur Saint-Domingue ; arrêts imprimés du Conseil supérieur du Cap. 1720-1792.

13. Député, ministre de l'Intérieur et Directeur. 1776-1801.

14-15. Sénateur de l'Empire, 1801-1814 ; approvisionnement de Paris en l'an XI et XII (1802-1804) ; sénatoreries de Dijon et de Bruxelles, 1804-1824.

16-17. Divers : activités honorifiques (Sociétés d'agriculture, Académie française, Légion d'honneur), 1772-1828 ; canal du Charolais, 1778-1804 ; documents économiques, 1806-1841 ; fichier d'érudition ; série d'agendas contenant des notations économiques, 1812-1827.

Bibliographie.

MAROT (Pierre), *Recherches sur la vie de François de Neufchâteau à propos de ses lettres à son ami Poullain-Grandprey*, Nancy, 1966, in-8°, 440 p. et 14 planches.

28 AP

FONDS DROUET D'ERLON

Dates extrêmes : an VIII-1847.

Importance matérielle : 5 cartons (28 AP 1-6) ; 0,65 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Deville, ancien ministre, octobre 1929.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 6 p.

Notice biographique.

Jean-Baptiste Drouet, comte d'Erlon (1765-1844), commence sa carrière militaire dans l'armée royale en 1782, puis monte rapidement en grade pendant les guerres de la Révolution. Promu général de brigade en Suisse en juillet 1799, il combat à Zurich et à Hohenlinden (1800) où il est blessé. Général de division en août 1803, il prend part dans le 1^{er} corps d'armée à Austerlitz, en 1805, et à Lübeck l'année suivante. En 1807, il est chef d'état-major de Lefebvre lors du siège de Dantzig, et un mois plus tard, il est celui de Lannes pendant la bataille de Friedland, où il est à nouveau blessé. En 1809, il commande le 7^e corps d'armée sur le Danube. Il est transféré en 1810 en Espagne et participe aux batailles de Vitoria, Maya, Nivelle, Saint-Pierre d'Irube, Orthez et Toulouse. Il se range du côté de Napoléon en 1815 et combat à Waterloo. Proscrit puis condamné à mort par contumace, il s'enfuit à Munich puis à Bayreuth, mais il est gracié en 1825. Il est gouverneur général de l'Algérie en 1834-1835. Le 9 avril 1843, un an avant sa mort, il est fait maréchal de France.

Présentation du contenu.

- 28 AP 1. Copies et minutes de lettres envoyées et lettres reçues par Drouet d'Erlon : campagnes du Consulat et de l'Empire, 1809-1810, et gouvernement de l'Algérie, 1834-1835.
 2. Son décès survenu à Paris le 25 janvier 1844.
 3. États de service et biographie.
- 3 (suite)-6. Dix registres de copies de lettres relatives entre autres à la répression des troubles de Vendée. 30 floréal an VIII (20 mai 1800)-mars 1814, juillet 1832-août 1835.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 675.

29 AP

FONDS RŒDERER

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 95 cartons (29 AP 1-120) ; 14,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 29 AP 1-119 : don du comte Rœderer, 15 mars 1936.
- 29 AP 120 : don de la comtesse de Rochefort, née Rœderer, 2 juin 1972.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (29 AP 1 à 119), par G. Bourgin, 1936, 67 p. ; rép. num. détaillé dact. (29 AP 1 à 119) par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1958, III-49 p. (ces 2 répertoires se complètent) ; suppl. dact. (29 AP 120), par M. Guillot, 1972, 3 p.

Notice biographique.

Né à Metz, Pierre-Louis Rœderer (1754-1835), après des études de droit, achète une charge de conseiller au Parlement de cette ville en 1780. Procureur général syndic du département de la Seine, il conduit, le 10 août, Louis XVI des Tuileries jusqu'à l'Assemblée nationale. Mis en accusation, il doit se cacher jusqu'à thermidor. Il participe très activement au coup d'État du 18 brumaire puis à la rédaction de la constitution de l'an VIII. Son action lui vaut d'être désigné pour présider la section de l'Intérieur du Conseil d'État. En janvier 1800, il est nommé ministre plénipotentiaire et se rend en Suisse ; puis en 1803, il reçoit la sénatorerie de Caen. Trois ans plus tard, il devient ministre des Finances de Joseph Bonaparte, roi de Naples. Après le départ de ce dernier, il vient reprendre sa place au Sénat. En 1810, il est nommé ministre-secrétaire d'État du grand-duché de Berg. Pendant les Cent-Jours, Napoléon l'envoie comme commissaire extraordinaire de plusieurs divisions militaires. Durant la Seconde Restauration, il est exclu de toute responsabilité publique. Retiré dans sa demeure de Bois-Roussel dans l'Orne, il rédige des ouvrages d'histoire et des pièces de théâtre. Sous la monarchie de Juillet, il accède à la Chambre des pairs et y reste jusqu'à sa mort.

Présentation du contenu.

- 29 AP 1-3. Pierre-Louis Rœderer conseiller au Parlement de Metz, avec des pièces sur l'administration des Trois-Évêchés. xv^e-xviii^e s.
- 4-9. Divers. xvii^e-xix^e s.
- 10-13. Correspondance reçue par Rœderer. xviii^e-xix^e s.
- 14-16. Antoine-Marie Rœderer, fils du précédent, préfet de Trasimène sous l'Empire. 1797-1835.
- 17-18. Mémoires de Pierre-Louis Rœderer (manuscrits, notes).
19. Pierre-Louis Rœderer, sénateur puis pair. An X-1835.
20. Traité avec les États-Unis. 1778-1800.
- 21-24. Médiation suisse. 1798-1803.
- 25-33. Ministre des Finances du roi Joseph à Naples : lettres, mémoires, rapports traitant des recettes et dépenses, de la contribution foncière, des droits de timbre et des

- douanes. 1790-1810.
- 34-62. Administrateur du grand-duché de Berg en 1810. 1807-1814.
- 63-73. Mission à Strasbourg. 1813-1814.
74. Mission dans le Midi. Avril-juin 1815.
75. Activités de conseiller d'État et de directeur de l'Instruction publique en 1802. 1800-1802.
- 76-119. Études sur des sujets divers : notes et manuscrits de ses œuvres. XIV^e-XIX^e siècles.
120. Pièces diverses relatives à Rœderer. XVIII^e-XIX^e siècles.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 656-657.

30 AP

FONDS BOURNEL

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (30 AP 1) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque nationale, 1^{er} juin 1932.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1958, 3 p.

Notice biographique.

Né à Rethel en 1740, Jean-François Bournel était homme de loi dans sa ville natale, quand il devint, en 1791, administrateur de son district. Le 1^{er} septembre 1791, il fut élu député des Ardennes à la Législative. Après le 18 brumaire, il se rallia à Bonaparte qui le nomma en 1800 commissaire près le tribunal civil de Rethel, puis procureur impérial, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort survenue le 21 juin 1806.

Présentation du contenu.

30 AP 1. Actes et procédures de l'étude de Jean-François Bournel. 1642-1802.

Minutes de discours, rapports et lettres rédigés par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Cahier de doléances du 1^{er} bureau de Rethel, 11 mars 1789, et procès-verbaux des séances de la Société populaire créée et dirigée par Bournel, 19 octobre 1793-16 mars 1794.

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 258.

31 AP

FONDS MURAT

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 405 cartons (31 AP 1-618) ; 63,50 mètres linéaires, et 11 tiroirs de cartes et plans.

Modalités d'entrée :

- 31 AP 1-607 : dation, 2002.
- 31 AP 608-618 : dépôt, 1973.

Conditions d'accès :

- 31 AP 1-607 : libre.
- 31 AP 608-618 : sur autorisation.

Instrument de recherche : *Les archives Murat* [31 AP 1 à 607]. *Inventaire*, Paris, 1967, in-8°, LV-304 p., XIII planches (Archives nationales. Inventaires et documents) : historique du fonds, bibliographie, sources complémentaires et tableaux généalogiques en tête du volume imprimé ; index des noms géographiques, de personnes et de matières ; suppl. dact. (31 AP 608 à 617), 2 p.

Notice biographique.

Fils d'un aubergiste, Joachim Murat (1767-1815) s'engagea dans l'armée en 1787. Officier en 1792, il fit partie de la garde constitutionnelle de Louis XVI. Chef d'escadron (1796), il seconda Bonaparte le 13 vendémiaire et devint son aide de camp pendant la première campagne d'Italie, en 1796. Il l'accompagna en Égypte et fut nommé général de division après Aboukir. Il rentra en France, participa activement au 18 brumaire et devint commandant de la garde consulaire. En 1800, il épousa Caroline Bonaparte. Il fut fait maréchal en 1804 et prince d'Empire en 1806. Commandant en chef en Espagne, il réprima l'insurrection populaire de Madrid du 2 mai 1808. Il succéda à Joseph Bonaparte comme roi de Naples, en juillet 1808. Il fut appelé par Napoléon pour la campagne de Russie, puis l'Empereur rentra en France en lui laissant le commandement (décembre 1812). Il quitta son poste en janvier 1813 et fit la campagne d'Allemagne. De retour à Naples, il signa avec l'Autriche (janvier 1814) un traité lui garantissant son royaume mais le mettant dans l'obligation de fournir 30 000 hommes aux ennemis de l'Empereur. Le congrès de Vienne rendit le royaume de Naples aux Bourbons. Murat tenta en vain de soulever les nationalistes italiens au moment des Cent-Jours. Il se réfugia en Corse après Waterloo et tenta un débarquement en Calabre où il fut pris. Il fut condamné et fusillé le 13 octobre 1815 sur ordre de Ferdinand IV, remonté sur le trône des Bourbons.

Présentation du contenu.

- 31 AP 1-30. Joachim Murat (1767-1815), roi de Naples, et son épouse, la reine Caroline (1782-1839).
- 31-42. Caroline Murat, comtesse de Lipona après son veuvage. 1815-1839.
- 43-45. Agar, comte de Mosbourg (1771-1844), ministre des Finances du royaume de Naples, avec entre autres une documentation réunie pour écrire la biographie de

- Murat. 1791-1838.
- 46-47. Notes de Paul Le Brethon, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, relatives à la publication : Prince Murat et Paul Le Brethon, *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat*, Paris, 1908-1914, 8 vol. in-8°. Le tome IX, préparé mais non publié, concernait l'année 1810.
48. Papiers du général Brune. 1800-1815.
- 49-51. Ouvrages imprimés sur les Bonaparte et les Murat. 1821-1954.
- 52-395. Les descendants du roi de Naples : ses deux fils Achille (1801-1887) et Lucien (1803-1878) Murat ; Joachim, quatrième prince Murat, dit Joachim IV (1834-1901), fils de Lucien ; Joachim V (1856-1932), fils du précédent, et son épouse, née Cécile Ney d'Elchingen, et leurs descendants. XIX^e-XX^e s.
- 396-461. Papiers de Madame Heine, née Cécile Furtado, mère adoptive de Paule Heine, qui fut en premières noces duchesse d'Elchingen et mère de Cécile Ney, princesse Murat et, en secondes noces, duchesse de Rivoli. 1813-1907.
- 462-550. Biens immobiliers des Murat : deux hôtels rue de Monceau, châteaux de Rocquencourt et de Chambly. 1785-1953.
- 551-607. Cartes de pays d'Europe et plans. XVIII^e-XIX^e s.
- 608-618. Codes et programmes des courses hippiques, livres de chasses et d'équipages. XIX^e-XX^e s.
- Albums de photographies : famille et amis.
- Photographies et cartes postales non triées.

Sources complémentaires.

- Sur les descendants Murat :
- voir le fonds Charles Murat (31 AP II).
 - voir un petit complément conservé aux Archives nationales (site de Paris), sous forme d'un microfilm, coté 102 Mi 1 et 2 : lettres de l'impératrice Eugénie, 1873, et s. d., et documents sur Achille Murat, 1801-1847.
 - le fonds Berthier contient des papiers provenant de Joachim IV Murat, mari de Malcy de Wagram (173 AP).

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 358-361.

31 AP II

FONDS CHARLES MURAT

Dates extrêmes : 1892-1973.

Importance matérielle : 38 cartons (31 AP II 1-38) ; 4,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 7 avril 1975, 4 février 1976, 24 mars 1976, 27 mai 1999.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M.-F. Limon, 1995, 29 p.

Notice biographique.

Le prince Charles Murat (1892-1973) était le cinquième enfant du prince Joachim V Murat et de sa femme Cécile, née d'Elchingen. Il découvrit le Maroc lorsqu'il fut affecté aux troupes auxiliaires marocaines comme maréchal des logis de spahis en février 1913. En 1914-1918, il prit part aux combats de l'Argonne puis à la bataille des Dardanelles. En 1919, il organisa une entreprise de transports à Fedala, au Maroc. Président du premier aéro-club marocain, il partit pour le Brésil en mission pendant quatre ans pour participer à l'organisation de la première ligne de navigation aérienne à travers le Sud Atlantique. Après avoir épousé une Américaine, Margaret Rutherford, le prince Murat géra au Maroc deux propriétés agricoles. Il dirigea aussi le journal *Le Petit Casablancais*. En 1939, il fut mobilisé et commanda le bataillon de chars d'assaut du Levant. Il servit en 1942-1945 à la 5^e D.B. Charles Murat compléta en 1962 le dépôt des archives Murat (31 AP) que sa mère avait commencé de confier en 1939 et 1959 aux Archives nationales et rédigea l'avant-propos de l'inventaire que celles-ci publièrent en 1967.

Présentation du contenu.

- 31 AP II 1-4. Jeunesse de Charles Murat et correspondance avec ses parents, le prince Joachim Napoléon et la princesse Cécile Murat.
- 5-6. Correspondance avec les autres membres de sa famille.
- 7-11. Autres correspondances reçues.
- 12-16. Charles Murat et sa femme Margaret Rutherford.
- 17-19. Carrière militaire.
- 20-23. Vie civile de Charles Murat au Maroc.
- 24-26. Aéronautique : mission de Charles Murat au Brésil et aéro-club du Maroc.
- 27-31. Gestion du patrimoine et comptabilité.
- 32-34. Papiers personnels et recherches historiques sur les Murat.
- 35-38. « Souvenirs » et photographies.

Sources complémentaires.

Voir le fonds Murat (31 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M.-F. Limon.

32 AP

FONDS MARÉCHAL BESSIÈRES

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (32 AP 1-3) ; 0,20 mètre linéaire ; 7 bobines de microfilm (32 AP 4-21 microfilmés sous la cote 283 Mi 1-7).

Modalités d'entrée :

- 32 AP 1-3 : legs du baron Bessièrès, 1910.
- 32 AP 4-21 : prêt pour microfilmage, 1969.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (32 AP 1 à 3), par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1958, 8 p. ; suppl. dact. (32 AP 4 à 21), par S. d'Huart, 1969, 27 p.

Notice biographique.

Né à Prayssac, près de Cahors, en 1766, Jean-Baptiste Bessièrès s'engagea en 1791 et se fit remarquer en 1796 par Bonaparte qui lui donna le commandement de ses guides et l'emmena en Égypte. Il se distingua à Marengo. Maréchal d'Empire en 1804, commandant la cavalerie de la Garde en 1805, il contribua aux victoires d'Austerlitz, Friedland et Somosierra. À Essling, il empêcha le centre de la Grande Armée d'être percé. À Wagram, il eut un cheval tué sous lui. Il retourna en Espagne en 1811. En 1812, il couvrit la retraite de Moscou. Chargé en 1813 du commandement en chef de toute la cavalerie de l'armée, il fut tué d'un coup de canon au cours d'une reconnaissance dans le défilé de Rippach (Saxe), la veille de Lutzen (1^{er} mai 1813). Il était duc d'Istrie depuis 1809.

Présentation du contenu.

32 AP 1-3. Correspondance du maréchal Bessièrès, duc d'Istrie (1768-1813) : lettres et ordres adressés par Napoléon, 1796-1813, lettres envoyées par la famille impériale, 1805-1813, quelques rapports ou ordres de Bessièrès, 1795-1812, et épaves de sa correspondance familiale, 1808-1814.

[32 AP 4-21]. Microfilm de 18 liasses et registres : pièces concernant la carrière du maréchal ; correspondance ; présidence du collège électoral de Haute-Garonne en 1810 ; comptes, domaine de Grignon et succession. 1792-1900.

[32 AP 4-12]. Brevets, attestations et lettres de service du général, 1792-1811 ; correspondance active et passive débutant lors de sa première campagne d'Italie et s'achevant à l'époque de la 6^e coalition.

[32 AP 13]. Lettres adressées au maréchal et à son épouse par des correspondants illustres.

[32 AP 14]. Requêtes adressées à Bessièrès en son hôtel à Paris et lors de ses voyages à Toulouse.

[32 AP 15-17]. Correspondance avec sa femme.

[32 AP 18]. Pièces concernant le collège électoral de Haute-Garonne, qu'il présida en 1810.

- [32 AP 19]. Papiers personnels : comptes, domaine de Grignon, succession.
[32 AP 20]. Correspondance adressée à la duchesse d'Istrie. 1806-1840.
[32 AP 21]. Autographes divers : Berryer, Eiffel, Lacordaire.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 218-219.

33 AP

FONDS GÉNÉRAL BERTHIER

Dates extrêmes : an IX-1879.

Importance matérielle : 31 cartons (33 AP 1-43) ; 5,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 33 AP 1-40 : versement du ministère de l'Instruction publique, 1882, complété par un don et un achat, 1991.
- 33 AP 41-43 : dépôt, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., (33 AP 1 à 40), par G. Bourgin, 9 p. ; rép. méthodique dact. (33 AP 1 à 40), par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1958, 13 p. ; suppl. dact. (33 AP 41 à 43), par S. d'Huart, 1978, 3 p.

Notice biographique.

Frère du maréchal, Louis *César* Gabriel de Berluys, comte Berthier (1765-1819) fut sous-lieutenant en 1782, adjudant général à l'armée de Rochambeau en 1792. Il fut versé au bureau topographique en 1796. Il devint chef d'état-major de Murat pour la seconde campagne d'Italie (1800). Général de brigade en 1802, de division en 1806, il fut le chef d'état-major de Joseph Bonaparte à Naples. Le 3 août 1807, il reçut le commandement d'une expédition sur Corfou et les Iles ioniennes ; puis il fut nommé gouverneur de ces îles qu'il administra jusqu'en mars 1808. César Berthier dirigea ensuite la 27^e division militaire de Turin. Au début de 1811, il quitta le Piémont et prit le commandement de la 23^e division militaire stationnée en Corse. Sous la Restauration, il fut replacé dans les cadres comme inspecteur-général d'infanterie pour 1818 dans les 4^e et 12^e divisions militaires. Il mourut accidentellement le 17 août 1819 au château de Grosbois.

Historique de la conservation.

Les 40 premiers cartons furent versés par le ministère de l'Instruction publique le 21 octobre 1882, sans autre indication d'origine. Après avoir été intégrés à la sous-série F¹² (206-245), sans y être effectivement numérotés, les 31 liasses et les 9 registres de ce versement furent incorporés à la sous-série F⁴⁰ où ils occupaient les cotes 227 à 266 ; ils en furent ensuite extraits pour être mis dans la série AB XIX (1660-1699). Depuis 1949, ils constituent la série 33 AP 1-40.

Présentation du contenu.

- 33 AP 1-8. Gouverneur des îles ioniennes. 1807-1808.
- 33 AP 12-13.
- 33 AP 32, d. 3.
- 33 AP 37.
- 33 AP 38, d. 3.
- 33 AP 9-31. Commandant la 27^e division militaire à Turin, et chargé de surveiller le

- 33 AP 32 d. 1 et 4. pape Pie VII à Savone. 1808-1811.
- 33 AP 33, d. 2.
- 33 AP 34-35.
- 33 AP 39-40.
- 33 AP 32, d. 2. A l'armée de Naples. 1806-1807.
- 33 AP 33, d. 1.
- 33 AP 36.
- 33 AP 38, d. 1.
- 33 AP 38, d. 2. Papiers personnels, correspondance.
- 33 AP 41-43.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 465 Mi 1, le microfilm de papiers provenant également de César Berthier et concernant notamment le siège de Tobago, la captivité de Pie VII, les gouvernements du Valais et de la Corse (1803-1814).

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 213.

34 AP

CORRESPONDANCE DES PRINCES DE CONDÉ ET DU DUC DE BOURBON

Dates extrêmes : 1790-1825.

Importance matérielle : 4 cartons (34 AP 1-13) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs du baron de Surval, juin 1868, complété par un achat, janvier 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. méthodique dact., par G. Gille, 1959, 47 p. ; appendice : état sommaire de la partie de la correspondance Condé conservée au château de Chantilly (série Z). Sous la cote 34 AP 13 figure une table de cette correspondance dans l'ordre numérique des cotes avec indication des lettres publiées.

Notice biographique.

Dès l'âge de quinze ans, Louis-Henri-Joseph de Bourbon, prince de Condé (1736-1818) reçut le titre de grand maître de la Maison du roi et le gouvernement de la Bourgogne, qu'il administra après avoir participé à la guerre de Sept Ans. Le prince de Condé était général au moment de la Révolution. Il émigra après la prise de la Bastille, gagna la Belgique, se rendit à Turin, se fixa ensuite à Worms. Sommé de rentrer en France, il s'y refusa et équipa un corps de 5000 hommes qui resta en observation sur le Rhin pendant la campagne de 1792 puis passa à la solde de l'Autriche. En 1793, il proclama Louis XVII roi de France et coopéra aux opérations de l'armée de Wurmser, se battit à Haguenau et à Berstheim. En l'an II, Condé engagea des pourparlers avec Pichegru, mais Wurmser refusa de se prêter à cette combinaison et le secret fut vendu au Directoire. Entraîné par la retraite de l'armée autrichienne, battu par Moreau, Condé perdit la bataille d'Ober-Kambach (26 thermidor an IV). Il établit ensuite son quartier général dans la Pologne russe puis rentra à la solde du cabinet de Londres. Après la bataille de Hohenlinden, son corps fut définitivement licencié ; il se retira en Angleterre et obtint des secours du gouvernement britannique. Il revint, en 1814, à la suite de Louis XVIII, et en 1815, rentra dans ses anciennes charges de grand maître de la maison du roi et prit siège à la Chambre des pairs comme prince du sang.

La fille du prince de Condé, Louise-Adélaïde de Bourbon (1757-1824), destinée d'abord au comte d'Artois, fut nommée en 1786 abbesse de Remiremont. Elle émigra, vécut à l'étranger dans divers couvents, prit le voile en Pologne (1802) et reçut de Louis XVIII, en 1815, l'ancien prieuré du Temple où elle fonda l'institution de l'Adoration perpétuelle.

Le fils du prince de Condé, Louis Antoine Henri de Bourbon-Condé, duc d'Enghien (1772-1804), fit partie de l'armée de Condé. Quand elle fut licenciée en 1801, le duc d'Enghien se retira à Bade, à Ettenheim. Il s'y trouvait encore en 1804, lorsque les conspirations royalistes contre Bonaparte incitèrent le Premier consul à se saisir de lui. Enlevé le 15 mars à Ettenheim, le duc d'Enghien fut conduit à Vincennes, traduit comme conspirateur devant un conseil de guerre, sans défenseur, et fusillé.

Historique de la conservation.

Ces seize dossiers de correspondance (1050 pièces) furent légués à Napoléon III par le baron de Surval, exécuteur testamentaire du prince de Condé. L'Empereur les fit ensuite remettre aux Archives impériales.

Présentation du contenu.

- 34 AP 1. Lettres du prince de Condé. 1791-1815.
2. Lettres de la princesse Louise de Condé. 1792-1820.
3. Lettres du duc d'Enghien. 1793-1804.
4. Lettres du duc de Bourbon. 1790-1825.
- 5-12. Lettres reçues par les mêmes du duc de Berry, des comtes de Provence et d'Artois, des duc et duchesse d'Angoulême, de plusieurs souverains et de la princesse Charlotte de Rohan. 1791-1821.
13. Fichier de cette correspondance et bibliographie.

Sources complémentaires.

Une autre partie du fonds Surval est conservée au château de Chantilly dans la série Z réservée à la correspondance du prince de Condé.

Bibliographie.

- CRÉTINEAU-JOLY (J.), *Histoire des trois derniers princes de la maison de Condé. Prince de Condé, Duc de Bourbon, Duc d'Enghien*, Paris, 1867, 2 vol. in-8°.
- BITTARD DES PORTES (R.), *Histoire de l'armée de Condé pendant la Révolution française (1791-1801)*, Paris, 1896, in-8°, VIII-404 p.
- ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 455.
- BOULAY DE LA MEURTHE (A.), *Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804) et documents sur son enlèvement et sa mort, t. I, Le licenciement, la conspiration de Georges Cadoudal*, Paris, 1904, in-8°, LXVIII-524 p.
- LIBOIS (Anne), *Étude de la correspondance de la princesse Louise de Condé, 1792-1820 et s. d.*, 1952, 28 p. dact.

35 AP

FONDS LEBAS

Dates extrêmes : 1790-1794.

Importance matérielle : 1 dossier (35 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Lebas, 1878.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 3 p.

Notice biographique.

Député montagnard du Pas-de-Calais à la Convention, Philippe François Joseph Lebas (1765-1794) vota la mort de Louis XVI. Disciple de Robespierre, il entra au Comité de sûreté générale et fut envoyé avec Saint-Just comme représentant en mission aux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin (1793-1794). Arrêté en même temps que Robespierre le 9 thermidor (27 juillet 1794), il se suicida à l'Hôtel-de-Ville.

Présentation du contenu.

35 AP 1. 41 lettres adressées par le conventionnel Lebas (1765-1794) à son père, directeur des postes à Frévant (Pas-de-Calais), et à sa fiancée puis sa femme, Élisabeth Duplay. 1790-1794.

Bibliographie.

Cette correspondance a été publiée dans P.-J.-B. BUCHEZ et P.-C. ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. 35, 1837, in-8°, p. 317-365 et dans Stéphane-Pol, *Le conventionnel Lebas d'après des documents inédits et les mémoires de sa veuve*, Paris, s. d. [1901], in-8°, 340 p.

36 AP

FONDS SÉGUR

Dates extrêmes : 1795-1873.

Importance matérielle : 1 dossier (36 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte Philippe de Ségur, 1873, complété par des achats, 1955-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 3 p.

Notice biographique.

Louis-Philippe, comte de Ségur (1753-1830) fit la guerre d'Amérique avec La Fayette, fut ambassadeur de Louis XVI auprès de Catherine II, puis grand maître des cérémonies sous l'Empire. Il avait épousé Mademoiselle d'Aguesseau, dont il eut deux fils : Octave, le beau-père de la comtesse de Ségur, née Rostopchine, et Philippe, le général de Ségur. Ce dernier, né en 1780, fut engagé volontaire en 1799, attaché à l'état-major du premier consul. Il joua un rôle important dans la capitulation d'Ulm, se trouva à Austerlitz et Iéna, fut fait prisonnier en Pologne et envoyé captif en Sibérie. Pendant la guerre d'Espagne, il fut blessé, à la tête des lanciers polonais, en franchissant le défilé de Somo-Sierra. Entre-temps, il s'était marié à Paris avec Mademoiselle de Luçay, dont il eut trois enfants. Blessé de nouveau au combat de Reims, il dut quitter l'armée peu de temps avant la chute de Napoléon I^{er}. Veuf, il se remaria avec la comtesse Greffulhe, née Vintimille du Luc, mère de trois enfants, dont il eut trois nouveaux enfants. Il mourut en 1873.

Présentation du contenu.

36 AP 1. Lettres et ordres adressés au général Louis-Philippe de Ségur (1753-1830), entre autres par l'Empereur au sujet du sacre. 1795-1815.

Lettres et ordres reçus par son fils le général Philippe de Ségur (1780-1873), en particulier à l'occasion de la parution de son livre sur la campagne de Russie. 1803-1838.

Lettres du prince de Joinville adressées à Paul de Ségur, issu du deuxième mariage du général Philippe de Ségur. 1851-1873.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent d'autres papiers de la famille de Ségur (XVII^e-XVIII^e s.) sous les cotes T 14¹ à 14⁹ et T *14¹ à 14¹⁰.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 750.

37 AP

FONDS BONNAY

Dates extrêmes : 1796-1825.

Importance matérielle : 1 carton (37 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Desbret, 1922, complété par un achat, 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1958, 4 p.

Notice biographique.

Charles-François, marquis de Bonnay, est né le 22 juin 1750. Page de Louis XV à quinze ans, il est, deux ans plus tard, en 1767, sous-lieutenant au régiment de Roi-Dragons. En 1774, il passe aux Gardes du corps, et, le 30 septembre 1779, il est nommé maître de camp. En 1789, il paraît aux états généraux comme député-suppléant de la noblesse du Nivernais. Le 5 juillet 1791, il donne sa démission et va rejoindre en exil les frères du roi. Il fait campagne en 1792, puis se met aux ordres du comte de Provence qu'il rejoint à Vérone. Plus tard, il exécute différentes missions, à Vienne, puis à Varsovie, de septembre 1803 à juin 1804. Lorsque la Cour émigrée se réfugie en Angleterre, il est chargé d'en défendre les intérêts à Vienne. Revenu en France en 1814, il est envoyé au Danemark par Louis XVIII. Pair de France en 1815, il est nommé ministre plénipotentiaire auprès du roi de Prusse de 1816 à 1820. Gouverneur de Fontainebleau à partir de 1821, il meurt à Paris le 25 mars 1825. Bonnay a laissé divers ouvrages, dont *La prise des Annonciades* (1789), *Épîtres sur la Révolution* et une traduction de Sterne, *Vie et opinions de Tristram Shandy*.

Présentation du contenu.

37 AP 1. Correspondance adressée à Charles-François, marquis de Bonnay (1750-1825), au service du comte de Provence durant l'émigration, dont : dix lettres du futur Louis XVIII, neuf de son neveu, le duc d'Angoulême, et quatorze du duc de Blacas. 1796-1821.

Notes de travail relatives au courrier du gouvernement émigré à Varsovie, rédigé par Bonnay et annoté par le comte de Provence. 1800-1804.

Divers sur le marquis de Bonnay. 1796-1825.

Correspondance échangée entre le marquis de Bonnay et Louise-Angélique de la Live de Jully, vicomtesse de Vintimille du Luc. 1815-1820.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 223.

38 AP

FONDS HYDE DE NEUVILLE

Dates extrêmes : 1815-1819.

Importance matérielle : 1 carton (38 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la vicomtesse de Bardonnnet, 1896-1897, complété par un achat, 1960.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par A. Ducrot, 1998, 7 p.

Notice biographique.

Jean-Guillaume, baron Hyde de Neuville (1776-1857) devint en 1793 un des agents les plus actifs de l'émigration en France et il proposa à Bonaparte de restaurer les Bourbons, puis il se réfugia aux États-Unis. De retour en France en 1814, député en 1815, il fut ministre de France aux États-Unis de 1816 à 1821, puis à Lisbonne, et député de Cosne (Nièvre) à la Chambre de 1822 à 1830. Ministre de la Marine dans le ministère Martignac (3 mars 1828-8 août 1829), il rentra dans la vie privée après 1830. Il a laissé des *Mémoires et Souvenirs* (1888-1890).

Présentation du contenu.

38 AP 1. Correspondance reçue par le baron (1776-1857), surtout durant son ambassade aux États-Unis, 1815-1819, et notes et mémoires manuscrits et imprimés sur diverses questions d'économie politique.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé d'A. Ducrot.

WATEL (Françoise), *Jean-Guillaume Hyde de Neuville, conspirateur et diplomate*, Ministère des Affaires étrangères, Direction des Archives et de la Documentation, [1998], XVI-288 p. (*Diplomatie et histoire*).

39 AP

FONDS JULLIEN DE LA DRÔME ET JULLIEN DE PARIS

Dates extrêmes : 1743-1863.

Importance matérielle : 4 cartons (39 AP 1-4) ; 0,55 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de G. Bourgin, 1919.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Bourgin, 5 p.

Notice biographique.

Né à Bourg-de-Péage (Drôme) le 18 avril 1744, Marc-Antoine Jullien entra comme précepteur dans la famille Damville, puis il fut élu, en septembre 1791, dans la Drôme, suppléant à la Législative, mais il n'y siégea pas. Le 5 septembre 1792, le même département l'élut membre de la Convention. Il prit place sur les bancs de la Montagne. Il vota la mort de Louis XVI. À l'expiration de son mandat, Jullien se tint à l'écart des affaires publiques. Sous la Restauration, il se retira dans ses propriétés du Dauphiné et n'adhéra pas à l'Acte additionnel pendant les Cent-Jours, ce qui l'empêcha d'être banni de France comme ses anciens collègues régicides. Il mourut accidentellement en 1821.

Son fils, Marc-Antoine, dit Jullien de Paris, fut agent du Comité de salut public dans les départements de l'Ouest et à Bordeaux. Commissaire des guerres en Égypte puis en Italie, il fut ensuite inspecteur aux revues et, sous la monarchie censitaire, directeur de la *Revue encyclopédique*. Il mourut en 1848.

Présentation du contenu.

39 AP 1-4. Papiers de famille de Jullien de la Drôme et de son fils Jullien de Paris : actes de mariage et de décès, correspondance. 1743-1863.

Papiers de fonctions : discours de Jullien de la Drôme à l'assemblée électorale de ce département, 192 lettres sur le rôle de Jullien de Paris à Bordeaux en 1794 ; documents sur ses fonctions d'employé dans l'administration militaire sous l'Empire et de directeur de la *Revue encyclopédique*.

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 2, p. 244-245.

40 AP

FONDS BEUGNOT

Dates extrêmes : 1785-1865.

Importance matérielle : 10 cartons (40 AP 1-29) ; 1,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs du comte Beugnot, mars 1904.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 8 p.

Notice biographique.

Jacques-Claude, comte Beugnot, naquit à Bar-sur-Aube en 1761. Député à l'Assemblée législative, Beugnot fut emprisonné sous la Terreur, puis entra, sur la recommandation du général Beurnonville, au service de Lucien Bonaparte. Beugnot se vit alors confier le choix des premiers préfets et la rédaction de la circulaire du 21 ventôse an VIII (12 mars 1800) relative à leurs attributions. Préfet de Seine-Inférieure puis conseiller d'État (mars 1806), Beugnot fut successivement ministre des Finances du grand-duché de Berg, comte de l'Empire, directeur général de la Police, ministre de la Marine pendant la première Restauration, directeur des Postes et ministre d'État. Il mourut en 1835. Il a laissé des *Mémoires*, publiés en 1866 par son petit-fils.

Présentation du contenu.

- 40 AP 1-2. Claude Beugnot, député de l'Aube à la Législative, opuscules divers et discours. 1785-1835.
3. Préfet de la Seine-Inférieure. 1799-1802.
 4. Ministre des Finances du roi Jérôme. 1807.
 5. Minutes et copies de rapports au Conseil d'État. 1806-1815.
 6. Rapports à Napoléon I^{er} et à Louis XVIII. 1805-1814.
 7. Elaboration de la Charte. 1814.
 - 8-13. Rapports au roi du comte Beugnot, directeur général de la Police. 1814.
 14. Ministre de la Marine. 1814-1815.
 - 15-20. Papiers politiques divers de Beugnot et correspondance du même et de son fils, le comte Arthur Beugnot (1797-1865). An VIII-1853.
 - 21-28. Divers, entre autres relation d'un voyage dans le Midi en 1822 par Claude Beugnot. XIX^e s.
 29. Souvenirs inédits sur Arthur Beugnot. 1797-1865.

Bibliographie.

DEJEAN (Etienne), *Un préfet du Consulat. Jacques-Claude Beugnot, organisateur des préfectures au ministère de l'Intérieur, 1799-1800, préfet de la Seine-Inférieure, 1800-1806*, Paris, Plon, 1907.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 220.

41 AP

FONDS GROIGNARD

Dates extrêmes : 1744-1822.

Importance matérielle : 1 carton (41 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Paul de Longuemare, 1942.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 3 p.

Notice biographique.

Antoine Groignard (1727-1797) fut ingénieur de la Marine et directeur général des constructions navales. Il fut en charge de la construction de Port-de-Bouc (1792-1795), d'un bassin de Toulon (1774-1778), d'un projet d'assèchement des marais de l'étang de Magrignane, sur la commune de Saint-Mitre (Bouches-du-Rhône) (1793-1794) et fut également sollicité pour réaliser à Constantinople un ou deux bassins analogues à celui de Toulon (1796-1797).

Présentation du contenu.

41 AP 1. Correspondance et documents divers sur les activités d'Antoine Groignard : Port-de-Bouc, Toulon, étang de Magrignane, Constantinople ; dossiers de son fils Henri, capitaine de frégate. 1744-1822.

Bibliographie.

Archives privées. État des fonds de la série AP, Tome I (1 à 315 AP), Paris, Archives nationales, 1973, p. 70.

42 AP

FONDS GUIZOT

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 280 cartons (42 AP 1-99bis, 42 AP 120-207, 42 AP 209-300) ; 20 bobines de microfilm de complément (42 AP 100-119 : originaux restitués à la famille après microfilmage) ; 13,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1932-1975, complétés par des achats, 1956-1980.

Conditions d'accès : libre mais sous forme de microfilm exclusivement.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (42 AP 1 à 25), par G. Bourgin, 1936, 52 p. ; rép. num. dact. (42 AP 26 à 99 bis), par G. Gille, 1962, X-22 p. ; état somm. dact. (42 AP 100 à 119), par S. Czarnecki, 1959, 7 p. ; rép. num. détaillé dact. (42 AP 120 à 286), par Y. Bergeronau, 1962, 140 p. ; suppl. dact. (42 AP 208), par S. Lacombe, 2000, 1 p. ; suppl. dact. (42 AP 287 à 299), 1975-1977, 8 p. ; suppl. dact. (42 AP 300) par S. Lacombe, 2001, 1 p.

Notice biographique.

François Pierre Guillaume Guizot (1787-1874) fut nommé, dès 1812, professeur d'histoire à la Sorbonne. Secrétaire général du ministère de l'Intérieur sous la première Restauration, il rejoignit Louis XVIII à Gand pendant les Cent-Jours. Il fut ensuite secrétaire général du ministère de la Justice jusqu'en mai 1816. Membre du Conseil d'État, il devint en 1819 directeur général de l'administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur. En juillet 1820, il fut révoqué du Conseil d'État, et son cours à la Sorbonne fut suspendu en octobre 1822. Il rédigea alors ses premiers grands travaux historiques. Il fut élu député le 29 janvier 1830, à la faveur d'une élection partielle dans l'arrondissement de Lisieux. L'avènement du duc d'Orléans le porta au premier rang. Dès le 1^{er} août 1830, il fut ministre de l'Intérieur et le resta jusqu'au 2 novembre. Le 11 octobre 1832, Guizot entra dans le cabinet Soult comme ministre de l'Instruction publique. Il occupa ces fonctions jusqu'au 22 janvier 1836. Guizot reprit sous Molé, jusqu'au 15 avril 1837, le portefeuille de l'Instruction publique. La principale mesure à mettre à son actif est la loi du 28 juin 1833 créant les écoles normales et l'inspection primaire. On lui doit également le rétablissement de l'Académie des sciences morales et politiques ainsi que la création, en 1834, du futur Comité des travaux historiques et scientifiques. Le 15 avril 1837, Guizot quitta pour trois ans le gouvernement. En 1840, il fut nommé ambassadeur à Londres, où il resta jusqu'à la chute du ministère Thiers. Le 29 octobre 1840, François Guizot entra dans le cabinet Soult au ministère des Affaires étrangères. Il y demeura jusqu'en 1848, dirigeant de fait le gouvernement et devenant président du Conseil en titre le 18 septembre 1847.

La campagne des banquets s'ouvrit le 9 juillet 1847. Le 23 février 1848, Guizot annonça lui-même son renvoi à la Chambre et, le 3 mars, il s'installa en Angleterre. Battu aux élections du printemps 1849, il vécut encore vingt-cinq ans, hors de toute responsabilité politique.

Présentation du contenu.

- 42 AP 1-20. Dossiers et correspondance de Guizot ayant trait essentiellement à la période où il fut ministre des Affaires étrangères entre 1840 et 1848.
- 21-99bis. Dossiers et correspondance de Guizot concernant ses ministères de l'Instruction publique et des Affaires étrangères, mais relatifs aussi à toutes ses autres activités durant chacune des époques de sa vie.
- 100-119. Correspondance avec la princesse de Lieven. 1836-1856.
- 120-286. Correspondance reçue et quelques dossiers classés par matières.
- 287-296. Manuscrits des *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* et d'autres travaux, correspondance et documentation ayant servi à leur rédaction.
- 297. Affaire de vol impliquant Libri, inspecteur des bibliothèques de France, 1830-1861 ; documents sur Corneille, 1851 ; correspondance diplomatique, 1842-1847.
- 298. Rapports de Klindworth, agent secret du ministère des Affaires étrangères. 1836-1851.
- 299. Correspondance et affaires diverses. 1810-1873.
- 300. Lettres et manuscrits. 1848-1871.

Sources complémentaires.

AB XIX 3762-3763. Vie de Guizot : notes de travail, copies de textes originaux, collection (collection Pouthas) d'autographes ; registres de copies-lettres de Guizot (1840-1848) ; œuvres imprimées de Guizot ; brochures diverses sur Guizot (ces documents ont été microfilmés).

Bibliographie.

- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 138-140.
- GUIZOT (François), *Lettres à sa fille Henriette (1836-1874)*, édition introduite et annotée par Laurent Theis, avec un essai biographique sur Henriette de Witt-Guizot par Catherine Coste, Paris, Perrin, 2002, 1051 p.

43 AP

FONDS LÉON FAUCHER

Dates extrêmes : 1848-1849.

Importance matérielle : 1 carton (43 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don des Archives départementales du Loiret, 5 juin 1926.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

Journaliste, économiste, député de la Marne en 1846, membre de l'Assemblée constituante, Léonard Joseph *Léon* Faucher (1803-1854) fut ministre des Travaux publics du 20 au 29 décembre 1848. Ministre de l'Intérieur le 29 décembre 1848, il adressa aux préfets l'état nominatif des députés qui avaient voté la mise en accusation du président de la République à la suite de l'affaire de Rome. Cette initiative exaspéra l'Assemblée qui l'obligea à démissionner, le 2 juin 1849. Il fut réélu représentant de la Marne à la Législative en 1849 et retrouva le portefeuille de l'Intérieur en avril 1851. Rentré dans la vie privée après le 2 décembre, il concourut avec son beau-frère Wolowski à la fondation du Crédit foncier.

Historique de la conservation.

Les archives données par les Archives départementales du Loiret en 1926 avaient été données par Henri Herluison, ancien libraire à Orléans, chargé, en 1879, de la vente de la bibliothèque du château de Boucheteau (Loiret). Ce château appartenait au docteur Hyacinthe-Hilaire-Adrien Le Moyne, décédé au Caire en 1879, marié en 1873 à la fille unique du prince Ney de la Moskowa, veuve du comte puis duc de Persigny. Furent remises aux Archives nationales trois liasses comprenant les papiers personnels de Léon Faucher (ministre de l'Intérieur du 29 décembre 1848 au 2 juin 1849 et du 10 avril au 26 octobre 1851) et une liasse composée de lettres adressées en 1852 à Persigny. On peut supposer que Persigny avait emporté des dossiers de son prédécesseur au ministère de l'Intérieur.

Présentation du contenu.

43 AP 1. Lettres reçues par Léon Faucher à son départ du ministère de l'Intérieur en juin 1849, et pièces relatives aux élections législatives. 1848-1849.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 257.

44 AP

FONDS PERSIGNY

Dates extrêmes : 1398-1945.

Importance matérielle : 18 cartons (44 AP 1-30) ; 2,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1957-2000, complétés par un don des Archives départementales du Loiret, juin 1926.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Fonds Persigny (44 AP). Répertoire numérique détaillé*, par Caroline Wahl, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2003, 75 p.

Notice biographique.

Jean Gilbert Victor Fialin, vicomte, comte puis duc de Persigny, naquit à Saint-Germain-l'Espinasse, dans la Loire, le 11 janvier 1808 et mourut à Nice le 12 janvier 1872. Issu d'une famille de petite noblesse d'Ancien Régime, il entra à l'École de cavalerie de Saumur en 1826, manifesta en juillet 1830 des opinions républicaines et fut mis en congé en 1831. Il fit profession de bonapartisme dans une brochure intitulée *l'Occident français* (1834), devint le compagnon du prince Louis-Napoléon dans les complots de Strasbourg (1836) et de Boulogne (1840). Condamné à vingt ans de détention, interné à Doullens, il fut renvoyé, malade, à l'hôpital de Versailles. En 1848, il contribua à l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à l'Assemblée et à la présidence de la République. Nommé aide de camp du prince, il entra à la Législative en 1849 et, lors du coup d'État du 2 décembre 1851, conduisit le 42^e de ligne à l'Assemblée. Ambassadeur de France à Berlin, il fut ministre de l'Intérieur du 22 janvier 1852 au 23 juin 1853, avec le portefeuille de l'Agriculture et du Commerce. Audacieux et ambitieux en économie, autant qu'en politique intérieure, il présida à la naissance du Crédit immobilier et encouragea une politique d'investissements publics financés par l'emprunt, ce qui le mit en opposition avec les financiers traditionnels. Persigny fut ensuite nommé sénateur (31 décembre 1852), ambassadeur à Londres (1855-1858, 1859-1860), membre du Conseil privé (1^{er} février 1858) et président du conseil général de la Loire (2 août 1858). Appelé de nouveau au ministère de l'Intérieur (24 novembre 1860-23 juin 1863), il exerça une violente pression lors des élections de 1863 et dut démissionner. Créé duc, il rentra, après le 4 septembre, dans la vie privée. En 1852, il avait épousé Eglé Ney de la Moskowa, petite-fille du maréchal Ney. Les *Mémoires* de Persigny ont été publiés en 1896 par Henri de Laire d'Espagny, son secrétaire.

Présentation du contenu.

- 44 AP 1-17. Famille de Persigny.
 - 1 Documents familiaux.
 - 2-16 Jean-Gilbert-Victor Fialin de Persigny.
 - 2 Papiers personnels.
 - 3-16 Fonctions officielles.
 - 3-12 Correspondance.
 - 13 Ministère de l'Intérieur.

- 14 Sénateur.
- 15 Mandats électifs.
- 16 Écrits autobiographiques, littéraires, historiques et politiques.
- 44 AP 17. Eglé Ney de la Moskowa, épouse de Persigny.
- 44 AP 18-29. Familles alliées.
- 44 AP 18-29. Familles alliées : Bouquet d'Espagny, Ney de la Moskowa.
- 44 AP 30. Documents sans lien direct avec le fonds.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 289.

45 AP

FONDS EUGÈNE ROUHER

Dates extrêmes : 1789-1871.

Importance matérielle : 24 cartons (45 AP 1-25) ; 2,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : versement du ministère des Affaires étrangères, 1933, complété par des achats, 1987-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Bourgin, 20 p.

Notice biographique.

Élu comme républicain à l'Assemblée constituante (1849), Eugène Rouher (1814-1884) se rallia au prince-président, fut réélu à l'Assemblée législative et reçut le portefeuille de la Justice en octobre 1849. Renversé le 19 janvier 1851, il retrouva son portefeuille le 10 avril mais l'abandonna le 26 octobre. Le 3 décembre 1851, Rouher fut de nouveau nommé au ministère de la Justice et il eut une part essentielle dans la rédaction de la Constitution de janvier 1852. Cependant, la confiscation des biens de la famille d'Orléans entraîna sa démission. Sa carrière se poursuivit au Conseil d'État dont il devint vice-président, puis au ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics (1855-1863). Il contribua à l'essor des chemins de fer et fut le principal négociateur du traité de commerce de 1860 avec la Grande-Bretagne. Ministre d'État (18 octobre 1863), seul représentant politique du Gouvernement devant les Chambres jusqu'en 1867, il démissionna peu après les élections de 1869. Il fut élevé à la présidence du Sénat, rejoignit pendant la guerre de 1870-1871 l'impératrice Eugénie à Londres, rentra en France le 18 mars 1871, mais fut reconduit à la frontière sur ordre de Thiers. Député de la Corse (1872), il réorganisa le parti bonapartiste et vota contre les lois constitutionnelles (1875).

Historique de la conservation.

L'ensemble des papiers Rouher fut pris par les Allemands en 1870 et fut restitué à la France en vertu du Traité de Versailles. La partie diplomatique de ces papiers est restée aux Archives des Affaires étrangères. Le reste fut versé aux Archives nationales le 10 février 1933 et complété par des achats ultérieurs.

Présentation du contenu.

- 45 AP 1. Notes et documents politiques d'Eugène Rouher. 1848-1869.
2. Correspondance avec l'Empereur et lettres de famille. 1852-1871.
3. Correspondance classée par matières. 1850-1869.
4. Correspondance classée par expéditeurs ; coup d'État de 1851 ; divers.
- 5-24. Dossiers thématiques : affaires politiques, électorales et administratives, questions ouvrières et législatives, réorganisation militaire de la France, presse, affaires coloniales et religieuses, finances, commerce, questions économiques diverses.
25. Lettre d'Eugène Rouher à [Clément Duvernois] sur le projet de lui confier la

rédaction en chef du journal *La Patrie*. 8 décembre 1868.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 295.

46 AP

FONDS THÉODORE DUCOS

Dates extrêmes : 1790-1907.

Importance matérielle : 4 cartons (46 AP 1-4) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs du comte Théodore Ducos, 1927, complété par un achat des Archives nationales, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (46 AP 1 à 3), 4 p. ; suppl. dact. (46 AP 4), 1 p.

Notice biographique.

Issu d'une famille de grands armateurs et négociants bordelais, Jean Étienne *Théodore* Ducos (1801-1855) était le neveu de l'ancien consul Roger Ducos. Théodore Ducos fut élu député de la Gironde en 1834 et réélu en 1848. Il fut battu en 1849 mais retrouva un poste quelques mois après, à l'occasion d'une élection partielle dans la Seine. D'obédience orléaniste, il se rallia ensuite au prince-président et fut ministre de la Marine et des Colonies à deux reprises, du 9 au 24 janvier 1851 et du 3 décembre 1851 jusqu'à sa mort. Son administration fut marquée par le développement de la marine militaire à vapeur, l'installation française en Nouvelle-Calédonie et l'organisation des transports en Méditerranée lors de la guerre de Crimée.

Présentation du contenu.

- 46 AP 1. Famille Ducos ; diplômes et titres honorifiques de Théodore Ducos. 1813-1904.
2. Correspondance adressée à Ducos. 1834-1855.
3. Documents réunis par Ducos : pièces diverses sur les Girondins ; lettres de la duchesse de Bourbon, 1815-1819 ; autographes, 1846-1912.
4. Ministre de la Marine : note autographe de Napoléon III (1854), note autographe de Théodore Ducos (1848), lettres reçues du comte Bacciochi, de Stéphanie de Bade, de Jérôme-Napoléon Bonaparte, de Mathilde Bonaparte, de Lord Cowley, de Drouyn de Lhuys, d'Achille Fould, du prince et de la princesse Lucien Murat, du maréchal de Saint-Arnaud. 1852-1856.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 251.

47 AP

FONDS HENRI DUVEYRIER ET CHARLES MAUNOIR

Dates extrêmes : 1801-1901.

Importance matérielle : 17 cartons (47 AP 1-25) ; 1,96 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Charles Maunoir, novembre 1910.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. par Françoise Aujogue, 2004, 124 p.

Notice biographique.

Dès 1859, Henri Duveyrier (1840-1892), élève de l'explorateur allemand Henri Barth, étudia le Sahara algérien et tunisien puis séjourna quelques mois chez les Touaregs du Nord, dont il ramena plusieurs chefs à Paris (1861-1862). Il fit par la suite quelques excursions sur les confins du Maghreb. Outre un ouvrage sur *Les Touaregs du Nord* (1864), qui lui valut la médaille d'or de la Société de géographie, on lui doit des études sur la *Tunisie* (1881) et le *Sahara algérien et tunisien* (1905), une *Liste des positions géographiques en Afrique (continent et îles)* dont seul parut le premier fascicule (1884), un *Journal d'un voyage dans la province d'Alger : février-mars-avril 1857* (1900). Duveyrier avait aussi publié le *Bulletin annuel de la Société de géographie* en collaboration avec Charles Maunoir (1830-1901), qui fut secrétaire de la Société de géographie de 1867 à 1897.

Présentation du contenu.

47 AP 1-17 Henri Duveyrier (1840-1892).

1-2. Papiers personnels. 1852 (?) - 1892 et s. d.

3-11. Explorations et activité scientifique. 1857-1891 et s. d.

12-17. Son œuvre. 1839-1892 et s. d.

47 AP 18-25 Charles Maunoir (1830-1901).

18-19. Charles Maunoir, biographe d'Henri Duveyrier, éditeur, avec Henri Schirmer, de son *Journal de route*. 1899-1901 et s. d.

20-25. Charles Maunoir, secrétaire général de la Société de géographie de 1867 à 1897. 1801-1901 et s. d.

Sources complémentaires.

– aux Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence) : fonds du Gouvernement général de l'Algérie (dons et acquisitions diverses, collection Merle : 18 X 28) ;

– à la Bibliothèque nationale de France, au département des cartes et plans : fonds de la Société de géographie (manuscrits 384-393, 1439-1443, 1468-1470, 1630, 1983-1984, 2219, 3788, 3896).

Bibliographie.

Revue *La Géographie*, n° 1, 15 janvier 1902.

48 AP

FONDS JEAN-MARIE DESTREM ET HENRI ROCHEFORT

Dates extrêmes : 1849-1880.

Importance matérielle : 1 carton (48 AP 1-5) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Destrem, septembre 1917.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

Jean-Marie Destrem (1842-1929) fut le tuteur légal d'Henri, marquis de Rochefort-Luçay, dit Henri Rochefort (1831-1913). Henri Rochefort fit ses études au collège Saint-Louis, et s'essaya à la poésie dès les bancs du collège. Il composa pour un concours de jeux floraux une pièce de vers en l'honneur de la Vierge Marie. Il commença des études médicales qu'il abandonna presque aussitôt. Il se lança par la suite dans le journalisme politique et afficha des positions républicaines, hostiles à l'Empire. Au *Nain jaune*, au *Figaro*, au *Soleil*, il se créa une place avec des chroniques alertes et mordantes. Contraint de quitter *Le Figaro*, il fonda *La Lanterne*, le 1^{er} juin 1868. Accablé d'amendes et de condamnations, il partit pour un bref exil à Bruxelles. Rentré en France et élu député de Paris, il fonda *La Marseillaise* (1869).

On lui doit un grand nombre d'ouvrages tels que : *Les Français de la décadence* (1866), *la Grande bohème* (1867), *Les Dépravés* (1875), *Les Naufrageurs* (1876), *L'Aurore boréale* (1878), *L'Evadé* (1880), *les Aventures de ma vie* (1895-1896).

Présentation du contenu.

48 AP 1. Correspondance adressée Jean-Marie Destrem et papiers personnels d'Henri Rochefort.

Dossiers 1-4. Lettres adressées par Henri Rochefort à son tuteur Jean-Marie Destrem.

Dossier 4 (suite). Lettres relatives à Rochefort adressées à Destrem.

Dossier 5. Papiers personnels de Rochefort, quittances de loyer, d'impositions, cahier de sa main contenant des phrases drolatiques, portrait au crayon de Rochefort lycéen, photographies, coupures de journaux, brochure *Rochefort et la commune*, lettre de Camille Pelletan à M. Destrem. 1849-1880.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 5, 1891, p. 173.

Larousse du XX^e siècle, Paris, Larousse, 1928-1933, 6 vol., t. 6, 1933, p. 10-11.

49 AP

FONDS CHARLES FLOQUET

Dates extrêmes : 1862-1889.

Importance matérielle : 6 cartons (49 AP 1^{A-B}-5) ; 0,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Floquet, 1913, complété par un achat, 31 août 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

Avocat franc-maçon, issu de la haute bourgeoisie et apparenté à Ferry, Charles Thomas Floquet (1828-1896) fut nommé adjoint au maire de Paris après le 4 septembre 1870, puis, le 8 février 1871, député de la Seine à l'Assemblée nationale. Pendant la Commune, il chercha à éviter la guerre civile par la fondation de la « Ligue d'union républicaine des droits de Pairs ». Il fut ensuite membre et président du conseil municipal de Paris, député radical du onzième arrondissement, préfet de la Seine en 1882. Président de la Chambre des députés de 1885 à 1888, il fut président du Conseil et ministre de l'Intérieur du 3 avril 1888 au 21 février 1889 et combattit le boulangisme. Dans un duel célèbre (13 juillet 1888), il blessa grièvement le général Boulanger. De 1889 à 1893, il reprit la présidence de la Chambre. Non réélu député en 1893, il devint la même année sénateur de la Seine.

Présentation du contenu.

49 AP 1^{A-B}. Papiers de la Ligue Républicaine pour les droits de Paris, fondée par Charles Floquet. 1862-1871.

2-5. Correspondance reçue par Floquet, président du Conseil et ministre de l'Intérieur. 1888-1889.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 459.

50 AP

FONDS HONNORAT

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 159 cartons (50 AP 1-176) ; 22,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur André Honorat, 1931, et de mademoiselle Legras, 1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact. (50 AP 1-176), par C. Sibille et A. Chaussard, 2002, 54 p. ; rép. num. dact. (50 AP 120-176), par A. Chaussard, 2002, 25 p.

Notice biographique.

Originaire des Basses-Alpes, André Honorat (1868-1950) débuta comme journaliste, collaborant au XIX^e siècle, au *Rappel* et au *Siècle*. Il entra dans l'administration, fut chef de cabinet de Jean-Marie de Lanessan, ministre de la Marine, de 1899 à 1902, devint ensuite directeur du cabinet de Jean-Baptiste Dubief, ministre du Commerce, puis ministre de l'Intérieur, en 1905-1906. Conseiller général du canton de Lauzet (arrondissement de Barcelonnette, Basses-Alpes), de 1907 à sa mort, André Honorat fut député des Basses-Alpes de 1910 à 1921. À l'Assemblée nationale, il fit partie des commissions de l'hygiène, de l'assurance, de la prévoyance sociale et des affaires extérieures. Au Sénat, où il entra en 1921, Honorat fut membre des commissions de l'enseignement et des affaires extérieures. Il fut le rapporteur de la loi qui créa les dispensaires (1915) et de celle sur l'organisation des sanatoriums (dite loi Honorat). Président de l'Office national de l'hygiène sociale, il succéda à Léon Bourgeois comme président du Comité de défense contre la tuberculose, dont il avait été, avec lui, l'un des fondateurs.

Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 20 janvier 1920 au 12 janvier 1921, André Honorat fit voter des textes permettant de mettre en congé de longue durée les maîtres d'écoles et de lycées atteints de tuberculose et d'accroître les ressources des musées par la perception d'un droit d'entrée.

Il présida la Fondation nationale pour l'étude des sciences et des civilisations étrangères, la Fondation nationale pour la production des manuscrits précieux et pièces rares d'archives, l'Institut des études germaniques. On lui doit la création, au Château de Vincennes, de la Bibliothèque et du Musée de la Grande guerre ainsi que de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Mais son œuvre capitale reste la Cité universitaire de Paris.

Présentation du contenu.

50 AP 1-4, 6-8. Papiers familiaux. XVIII^e-XX^e s.

1-3. Famille Honorat. XVIII^e-XX^e s.

4, 6-8. Familles alliées : les Glatron-Ollivier, dont Marie-Berthe Ollivier, dite Berthe de Présilly, mère d'André Honorat. XIX^e s.

1. Famille homonyme sans lien de parenté direct : Simon-Jude Honorat et son fils Hyacinthe, parrain du père d'André Honorat. XIX^e s.

- 5, 10-176. André Honnorat. XIX^e-XX^e s.
- 5, 9-10, 12, 90. Papiers personnels : papiers d'identité, correspondance familiale, amoureuse et amicale, formation, biens. XIX^e-XX^e s.
 - 11. Journaliste : correspondance, articles et notes préparatoires. 1896-1938.
 - 13-14. Fonctions aux ministères de la Marine, du Commerce et de l'Intérieur : correspondance, dossiers de travail, articles de presse le concernant. 1900-1913.
 - 35-41. Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Janvier 1920-janvier 1921.
 - 15-23, 42-44, 48, 94-96. Fonctions électives : conseiller général du Lauzet (1907-1950), député (1910-1921) et sénateur des Basses-Alpes (1921-1945). 1907-1950.
 - 24-34, 45-46, 52-83, 91, 93, 97-119. Activités hors mandats. 1914-1948.
 - 24-28, 52-83, 91, 93, 97-119. Action sociale et d'hygiène publique. 1914-1934.
 - 45-46. Action culturelle en France : musées, bibliothèques, œuvres et institutions. 1923-1948.
 - 49-51, 120-176. Action internationale. 1905-1963.
 - 120-130. La Cité internationale universitaire. 1920-1963.
 - 131-176. Relations avec différents pays (classement par continent ou zone géographique). 1905-1961.
 - 29-34, 49-51. Œuvres d'action internationale. 1922-1948.
 - 92. Décorations reçues et soutien de candidatures. 1935-1939.
 - 47, 84-89. Hommages posthumes. 1948-1967.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence conservent un fonds André Honnorat sous la cote 4 J 1-72.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 489.

51 AP

FONDS GABRIEL DEVILLE

Dates extrêmes : xvii^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 9 cartons (51 AP 1-9) ; 1,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs de Monsieur Cazenavette, 9 novembre 1942.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. [avant 1955], révisé par A. Ducrot et S. Le Flohic, 2008, 46 p.

Notice biographique.

Originaire des Hautes-Pyrénées, Gabriel Deville (1854-1940) fit des études de droit à Toulouse et à Paris. Fidèle à la tradition républicaine de sa famille, il fut l'auteur de : *L'anarchisme* (1887), *Blanqui libre* (1878), *Cours d'économie sociale - L'évaluation du capital* (1884), *L'État et le Socialisme* (1886), *Principes socialistes* (1896), *Histoire socialiste - Thermidor et Directoire*, et *Socialisme, révolution, internationalisme* (1893).

Le 21 juin 1896, il fut élu député dans le quatrième arrondissement de Paris (1^e circonscription). Battu dans la 2^e circonscription en 1898, il fut réélu le 22 mars 1903 dans la 4^e circonscription. À la Chambre, Gabriel Deville siégea au sein du groupe des socialistes parlementaires, aux côtés de Briand et Millerand. Secrétaire de la Commission de séparation de l'Église et de l'État en 1904, il prit part aux discussions de différents projets de lois (sur la suppression de l'enseignement congrégationiste, sur la réorganisation des Archives en France).

Aux élections générales des 6 et 20 mai 1906, Deville ne se représenta pas. En 1907, une nouvelle carrière s'ouvrit devant lui : ministre plénipotentiaire de 2^e classe, envoyé extraordinaire en Éthiopie le 29 avril 1907, il fut nommé délégué de la France à la Commission européenne du Danube le 16 juillet 1907. Le 6 février 1909, il devint sous-directeur des affaires de chancellerie, puis il occupa le poste d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Athènes, le 5 juin 1909.

Gabriel Deville avait été membre de la Commission centrale de recherche et de publication des documents sur l'histoire économique de la Révolution française (décembre 1903) ainsi que de la Commission d'organisation des bibliothèques et des archives (juin 1905).

Présentation du contenu.

51 AP 1-6. Collection d'autographes classée suivant la qualité du signataire : chefs d'État, gouvernants français depuis la Restauration, hommes politiques français et étrangers, écrivains, diplomates, officiers, savants, médecins, artistes, femmes. xviii^e-xx^e s.

7-8. Documents divers sur Puydarieux et le département des Hautes-Pyrénées. xvii^e-xx^e s.

8 (suite). Documentation sur la Première Guerre mondiale. 1914-1919.

9. Papiers privés ; notes de travail ; rapports sur les archives de la Marine et les bibliothèques publiques ; écrits et documentation sur les départements français de la Révolution (Mont-Tonnerre, Rhin-et-Moselle, Roer et Sarre) ; manuscrit d'une « Chronologie générale avant notre ère ». 1887-1925.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 4, 1966, p. 1439-1440.

52 AP

FONDS ABBÉ DE GESNE

Dates extrêmes : 1869-1895.

Importance matérielle : 2 cartons (52 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Albert Magnan, 19 juin 1935.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 2 p.

Notice biographique.

Après des études au séminaire de Versailles, l'abbé Pierre-Henri de Gesne ou Degesne (1816-1895) exerça son ministère à Ablon de 1842 à 1850, à Saint-Martin-du-Tertre de 1850 à 1851, à Raizeux, de 1851 à 1856, puis à Saint-Prix (Val-d'Oise), jusqu'à sa mort. À Saint-Prix, l'abbé de Gesne tint un journal, divisé en cahiers mensuels, où il consignait ses impressions du moment ainsi que des extraits de sa correspondance et de ses prênes.

Présentation du contenu.

52 AP 1-2. Journal manuscrit de l'abbé de Gesne, curé de Saint-Prix. 1869-1895.

2 (suite). Photographies représentant l'auteur ; dossier de ses noces d'argent (1881).

Bibliographie.

REY (A.), *Notes sur mon village. Journal et impressions du maire et du curé de Saint-Prix pendant la guerre (1870-1871)*, Paris, 1899, in-12, xxxviii-284 p. : publication partielle du journal de l'abbé de Gesne.

53 AP

FONDS SALLANTIN

Dates extrêmes : 1898-1904.

Importance matérielle : 1 carton (53 AP 1) ; 0,075 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Mirot, 1919-1920.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 1 p.

Notice biographique.

M. Sallantin était conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Présentation du contenu.

53 AP 1 Affaire Dreyfus : notes prises pendant l'enquête devant la chambre criminelle (1898-1899), 2 brochures imprimées, documents relatifs à un incident personnel avec le commandant Cuigniet (1903-1904).

Sources complémentaires.

L'essentiel des documents concernant l'affaire Dreyfus aux Archives nationales est constitué des dossiers saisis le 9 mars 1904 au ministère de la Guerre par la Cour de cassation, c'est-à-dire les procédures des différents conseils de guerre contre Dreyfus, Picquart, Esterhazy et Du Paty de Clam et des dossiers réunis au ministère de la Guerre et au gouvernement militaire de Paris au sujet de l'affaire Zola (BB¹⁹ 68 à 133). Toutefois, le dossier secret a été rendu au ministère de la Guerre : il est actuellement conservé au Service historique de l'armée de Terre.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent également : le fonds Charles Demange, avocat de Dreyfus (387 AP 6-16), un dossier provenant d'Alphonse Bard, président de la Cour de cassation, sur la révision de 1898-1899 (54 AP), quelques pièces relatives à l'affaire Dreyfus dans le fonds Scheurer-Kestner (276 AP 1), des documents provenant d'Esterhazy (AB XIX 4361, dossier 9) ainsi que de la documentation réunie par un neveu de Dreyfus, Jacques Kayser (AB XIX 3537 à 3555, 3752 et 3753).

Bibliographie.

BREDIN (Jean-Denis), *L'Affaire*, Paris, Julliard, 1981, rééd. Fayard, 1993, 551 p.

54 AP

FONDS ALPHONSE BARD

Dates extrêmes : 1886-1904.

Importance matérielle : 1 carton (54 AP 1) ; 0,075 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don des héritiers d'Alphonse Bard, 4 janvier 1943.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 2 p.

Notice biographique.

Alphonse Bard (1850-1942) fit ses études à la faculté de lettres puis à celle de droit où il devint docteur le 18 décembre 1874. Inscrit au barreau de Paris en 1872, il devint, en 1876, premier secrétaire de la conférence des avocats. Le 21 novembre 1879, il entra dans la magistrature comme substitut à Marseille et passa peu après, en la même qualité, au tribunal de la Seine. Il fut nommé, le 22 novembre 1884, substitut du procureur général de la Cour d'appel de Paris et appelé en février 1888 par le garde des sceaux Fallières, à la direction des affaires civiles et du sceau au ministère de la Justice. Il fut également nommé conseiller d'État en service extraordinaire, commissaire du gouvernement auprès des chambres. Le 16 avril 1892, il fut appelé à la Cour de cassation et joua un rôle important dans le procès de révision du jugement qui avait condamné le capitaine Dreyfus. S'étant rangé du côté de ceux qui concluaient à la révision, il fut l'objet d'attaques très vives de la part de ses adversaires. Officier de la Légion d'honneur en 1909, il fut promu en 1924, grand officier et prit sa retraite le 27 mars 1925.

Historique de la conservation.

Après la mort d'Alphonse Bard en 1942, des scellés furent apposés sur les documents qu'il avait réunis au moment de l'affaire Dreyfus. Les scellés furent levés en janvier 1943 et le fonds put ainsi rejoindre les Archives nationales.

Présentation du contenu.

54 AP 1. Photographies de documents, observations, répertoire des pièces du procès, copies, analyses, notes de Bard, minutes de son rapport à la Chambre criminelle, lettres reçues anonymes et signées. 1886-1904.

Sources complémentaires.

La Bibliothèque nationale de France conserve la copie autographe destinée à l'impression du manuscrit d'Alphonse Bard, intitulé *Six mois de vie judiciaire. Mon rôle dans l'affaire Dreyfus* (août 1898-février 1899), avec quelques annotations postérieures (n. a. fr. 13501).

Bibliographie.

BREDIN (Jean-Denis), *L'Affaire*, Paris, Julliard, 1981, rééd. Fayard, 1993, 551 p.

55 AP

FONDS DU SÉCRÉTARIAT D'ERNEST MONIS

Dates extrêmes : 1911.

Importance matérielle : 1 carton (55 AP 1) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Roques, 4 novembre 1935.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par R. Gourmelon, 1951, 2 p.

Notice biographique.

Avocat, député de la Gironde de 1885 à 1889, sénateur de la Gironde de 1891 à 1920, Ernest Antoine Emmanuel Monis (1846-1929) fut garde des sceaux du 22 juin 1899 au 6 juin 1902 puis président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 2 mars au 26 juin 1911. En 1911, il fit occuper Fez, en violation de l'accord d'Algésiras sur la « neutralité » du Maroc. Le 21 mai 1911, Monis fut grièvement blessé par un avion au cours d'une manifestation aérienne à laquelle il assistait comme président du Conseil, avec son ministre de la Guerre, Maurice Bertheaux, qui fut tué. Monis fut ensuite ministre de la Marine de 1913 à 1914. Il s'éteignit le 25 mai 1929 dans sa Charente natale à l'âge de 83 ans.

Historique de la conservation.

Ces documents furent réunis par Mario Roques, chef du secrétariat particulier d'Ernest Monis, président du Conseil de mars à juin 1911.

Présentation du contenu.

55 AP 1. Accident d'avion d'Issy-les-Moulineaux (21 mai 1911) ; divers projets de lois (répression des fraudes, chemins de fer, réforme électorale).

Sources complémentaires.

Mario Roques a également fait don aux Archives nationales de documents du fonds Albert Thomas (94 AP) et des archives de la Société nouvelle d'édition de presse (40 AQ).

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 7, 1972, p. 2490-2491.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres 1789-1989*, Paris, Perrin, 1990, p. 551-552.

56 AP

FONDS RÉVILLIOD

Dates extrêmes : 1919-1938.

Importance matérielle : 46 cartons (56 AP 1-46) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre Révilliod, 1943-1947.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par R. Gourmelon, 1950, 12 p.

Notice biographique.

Docteur en droit, Hippolyte Augustin Révilliod (1859- ?) fut avocat puis juge suppléant au tribunal civil de Grenoble en 1888. Il fut ensuite conseiller légal au ministère de la Justice du Japon, puis professeur à l'université de Tokyo, de février 1889 à 1892. Il fut enfin mis à la disposition du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, le 6 août 1920, et détaché en qualité d'assistant juridique à la section d'Autriche de la Commission de réparation.

Licencié en droit, Pierre Joseph Révilliod (1895-1971) fut successivement chef du cabinet de son père Hippolyte Augustin, préfet des Hautes-Alpes, sous-préfet de Sartène (1920), secrétaire général de Loir-et-Cher (1923), sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot et de la Flèche (1926) et directeur de cabinet des ministres de l'Intérieur dans les cabinets Doumergue (1934), Sarraut (1936) et Chautemps (1938).

Présentation du contenu.

- 56 AP 1. Hippolyte-Augustin Révilliod, conseiller juridique de la Commission des réparations, section de l'Autriche. 1919-1921.
1 (suite)-46. Son fils, Pierre Révilliod, préfet, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur dans les cabinet Doumergue, Sarraut et Chautemps. 1934-1938.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets (septembre 1870-mai 1982)*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 469-470.

57 AP

FONDS PESME

Dates extrêmes : 1813-1913.

Importance matérielle : 1 carton (57 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Gérard Pesme, 5, 15 et 19 février 1931.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 2 p.

Notice biographique.

Louis Pierre Pesme (1776-1820) fit carrière dans l'armée. Il fut sous-lieutenant successivement au 17^e régiment d'infanterie de ligne (1791-1793), dans la 34^e demi-brigade de ligne (1794-1799), dans le 4^e dragons (mars-août 1800). En 1802, Pesme fut promu lieutenant puis adjudant-major. Capitaine en 1803, il fut attaché en 1806 au général Huffin en qualité de capitaine aide de camp. Il servit au 4^e et au 12^e dragons (1808), au 135^e régiment de ligne (janvier 1813), au 24^e dragons (février 1813), au 12^e dragons (1814) puis au régiment de dragons de la Garonne en 1816. Chef d'escadron du 5^e régiment des hussards du Bas-Rhin en 1819, il termina sa carrière militaire comme lieutenant-colonel du 2^e régiment de chasseurs en 1832. Il obtint sa retraite par ancienneté en 1834. Ses parents, les frères Adolphe et Charles Pesmes, furent généraux.

Présentation du contenu.

57 AP 1. États des services, certificats divers et lettres ayant trait à Louis-Pierre Pesme, et à d'autres membres de la famille Pesme, les deux frères Adolphe et Charles Pesme, généraux. 1813-1913.

Bibliographie.

Archives privées. État des fonds de la série AP, Tome I (1 à 315 AP), Paris, Archives nationales, 1973, p. 87.

58 AP

FONDS CLÉMENT DE RIS

Dates extrêmes : 1800-1801.

Importance matérielle : 1 carton (58 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Charles Rinn, février 1910.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., 2 p.

Notice biographique.

Avocat, Clément de Ris (Dominique), comte de Mauny (1750-1827) venait d'acheter une charge de maître d'hôtel de la reine quand éclata la Révolution. Il en adopta les idées. Administrateur au département d'Indre-et-Loire en 1791, il fut enfermé à la Conciergerie en 1793, et n'en sortit que par l'intervention de Sieyès qu'il avait connu grand-vicaire à Tréguier. Nommé en l'an III chef de la division dans les bureaux de l'Instruction publique, il fit partie de la Commission de réorganisation qui provoqua la création de l'École normale. Démissionnaire en 1795, il se retira dans ses propriétés de Touraine puis fut appelé par Bonaparte (4 nivôse an VIII) pour faire partie du Sénat conservateur. Quelques mois après, en vendémiaire IX, Clément de Ris fut enlevé en plein jour et séquestré pendant dix-neuf jours par des chouans. Cette disparition, qui parut avoir le vol pour mobile, fit beaucoup de bruit, mais ne fut jamais expliquée. Trois des auteurs furent condamnés à mort et Madame Lacroix, dans le château de laquelle la détention avait eu lieu, subit plusieurs mois de prison. Cet enlèvement inspira à Balzac son roman *Une ténébreuse affaire*.

Présentation du contenu.

58 AP 1. 93 lettres et pièces relatives à l'enlèvement du sénateur Clément de Ris : lettres de félicitations au moment de sa délivrance, documents relatifs au procès qui suivit. 1800-1801.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 4, 1890, p. 133.

RINN (Charles), *Un Mystérieux enlèvement, affaire Clément de Ris*, Paris, 1910.

59 AP

FONDS GUSTAVE COHEN

Dates extrêmes : 1914-1936.

Importance matérielle : 8 cartons (59 AP 1-8) ; 1,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Gustave Cohen, 27 mai et octobre 1938.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par H. Patry, 1921, 17 p.

Notice biographique.

Après un doctorat en droit, Gustave Cohen (1879-1958) s'orienta vers des études de littérature française et de philologie romane. Auteur d'une thèse de doctorat sur l'histoire de la mise en scène dans le théâtre religieux du Moyen-Age (1906), il professa de 1909 à 1912 à l'Institut Schweitzer, installé à l'École des sciences sociales, en face de la Sorbonne. En 1912, Gustave Cohen se vit confier une chaire de langue et de littérature française à l'université d'Amsterdam. En octobre 1919, après la libération de l'Alsace, il fut nommé à l'université de Strasbourg pour y enseigner l'histoire de la littérature du Moyen Age. Maître de conférences en 1925, il fut élu en 1932 professeur titulaire de la chaire d'histoire de la langue et de la littérature française au Moyen Age, à la Sorbonne.

Présentation du contenu.

59 AP 1-8. Lettres adressées par des professeurs, écrivains, et journalistes à l'universitaire Gustave Cohen. 1914-1936.

8 (suite). 10 cahiers de brouillons de lettres de Cohen (1932-1934) ; registres de comptes (1924-1935).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le dossier de Gustave Cohen dans le fonds de la Société des gens de lettres (454 AP 88).

Des documents provenant de Gustave Cohen sont conservés à l'Université de Leipzig, au Centre Jacques Maritain à Notre-Dame University dans l'Indiana et au Mount Holyoke College, South Hadley, dans le Massachusetts (États-Unis).

Les Archives du Canada détiennent une courte interview radiophonique de Cohen datant de 1953.

Bibliographie.

MOREAU (Abel), *Un Miracle de Notre-Dame : G. Cohen*, Bruxelles, Éditions Foyer Notre-Dame, 1955, 17 p. (collection *Convertis du xx^e siècle*).

60 AP

FONDS JAVON

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 19 cartons (60 AP 1-19) ; 3 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du comte Affre de Saint-Romme, 1905.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 7 p.

Notice biographique.

Javon, homme d'affaires, gérait les biens de plusieurs familles. Il fut également le conseil des créanciers des comtes de Provence et d'Artois, frères de Louis XVI.

Présentation du contenu.

- 60 AP 1-12. Documents relatifs à la fortune et aux propriétés du comte et de la comtesse de Provence rassemblés par Javon. xviii^e-xix^e siècles.
- 13. Documents relatifs à la liquidation des dettes du comte d'Artois rassemblés par Javon. xviii^e s.
- 13 (suite)-16. Papiers d'affaires de plusieurs familles dont Javon gérait les biens, notamment de la famille de Hauville.
- 17-19. Minutes de tabellionages de Boissy-l'Aillerie (Val-d'Oise, arr. et cant. Pontoise), 1631-1642, et de Montgeroult (Val-d'Oise, arr. Pontoise, cant. Marines), 1638-1740.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

61 AP

FONDS BENQUET D'ARBLADE

Dates extrêmes : 1378-1597.

Importance matérielle : 1 dossier (61 AP 1) ; 0,075 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Noulens, 1948.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par Y Lanhers, 1950, 4 p.

Notice biographique.

Le premier membre connu de cette famille, originaire de Riscle (Gers, arr. de Mirande), est Gérard d'Arblade, cité dans un acte de 1378. Jean d'Arblade, gentilhomme de l'hôtel et neveu du maréchal de France de Pothon de Xaintrailles, devient, en 1479, échanson du roi. Dans la deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle, Georges de Benquet, seigneur d'Arblade et Brassal, est nommé gouverneur du Bas-Comté d'Armagnac par Jeanne d'Albret, reine de Navarre.

Présentation du contenu.

61 AP 1. Donations, contrats de mariage et testaments de divers membres de la famille de Benquet d'Arblade du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle (1378-1597) ; pièces relatives à la charge de gouverneur du Bas-Comté d'Armagnac confiée à Georges de Benquet d'Arblade (1571-1577).

Bibliographie.

CAUNA (Baron de), *Armorial des Landes*, Bordeaux, 1863-1869, 3 vol. in-8°, t. 1, p. 103-116.

62 AP

FONDS NOURRY, SOURDUN-DUMESNIL, GILBERT ET MARCHAIS

Dates extrêmes : xvii^e-xviii^e siècles.

Importance matérielle : 1 dossier (62 AP 1) ; 0,075 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du R.P. Combaluzier, février 1949.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par Y. Lanhers, 1950, 5 p.

Notice biographique.

La famille Nourry était originaire de Touraine. Hector Nourry fut nommé receveur général ancien du taillon en la généralité de Tours, en 1653. Hector-François et Jean-Baptiste-François, ses fils et petit-fils, furent secrétaires du roi au xviii^e siècle. Les familles Gilbert, Marchais et Sourdun-Dumesnil étaient des familles alliées.

Présentation du contenu.

62 AP 1. Actes de l'administration royale : lettres de provisions de receveur général ancien du taillon en la généralité de Tours pour Hector Nourry, 1653, brevets de maître à écrire du roi ou des Enfants de France en faveur de membres des familles Gilbert et Sourdun-Dumesnil, xvii^e-xviii^e s. ; actes privés : constitutions de rentes et contrats de mariage provenant des familles Gilbert, Marchais et Sourdun-Dumesnil, xvii^e-xviii^e s.

Bibliographie.

FAVRE-LEJEUNE (Christine), *Les secrétaires du roi de la grande chancellerie de France. Dictionnaire biographique et généalogique (1672-1789)*, Paris, Sedopols, 1986, 2 vol., t. 2, p. 1010-1011.

63 AP

FONDS GILBERT DE VOISINS

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (63 AP 1-2) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du docteur Paul Fouquiau, mars-mai 1944.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par Y. Lanhers, 1950, 5 p.

Notice biographique.

La famille Gilbert de Voisins était une ancienne famille de noblesse parlementaire. Pierre Gilbert de Voisins, président à mortier au parlement de Paris, mourut sur l'échafaud en 1792. Son fils, Pierre-Paul-Alexandre Gilbert de Voisins (1773-1843), émigra et servit dans l'armée de Condé comme aide de camp du duc d'Uzès. Après son retour en France, il fut nommé juge suppléant au tribunal de la Seine (1806), juge à la cour d'appel en 1807, président de chambre en 1807 et maître des requêtes au Conseil d'État en 1813. Chef d'escadron d'état-major de la garde nationale de Paris, il se rallia aux Bourbons. Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon le nomma premier président à la cour de Paris, conseiller d'État et pair des Cent-Jours, ce qui lui valut une disgrâce complète sous la seconde Restauration. Il fit alors de l'opposition constitutionnelle et fut élu député de l'arrondissement de Parthenay. Il se rallia à la monarchie de Juillet et Louis-Philippe le fit entrer à la Chambre des pairs en 1831.

Présentation du contenu.

63 AP 1-2. Généalogie et papiers personnels de la famille Gilbert de Voisins ; quelques documents sur Pierre Gilbert de Voisins, lettres de son fils, Pierre-Paul-Alexandre Gilbert de Voisins et une notice biographique le concernant. XVI^e-XIX^e s.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 3, 1891, p. 169.

DRAGO (Roland), IMBERT (Jean), TULARD (Jean), *Dictionnaire biographique des membres du Conseil d'État*, Paris, Fayard, 2004, p. 71.

64 AP

FONDS DES SEIGNEURIES DE LA ROCHE-BOURDON,

LA ROCHE-CLERMAULT, VERRIÈRES ET AUTRES

Dates extrêmes : XIV^e-XVIII^e siècles.

Importance matérielle : 2 cartons (64 AP 1-7) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle de Montenon, 30 avril 1949.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 9 p.

Notice biographique.

Les seigneuries et fiefs de La Roche-Bourdon, La Roche-Clermault, Verrières, Bois-Yvert, Chenu et Fontenailles sont situés respectivement dans les actuels départements des Deux-Sèvres, de l'Indre-et-Loire et de la Sarthe.

Présentation du contenu.

64 AP 1-7. Archives du fief de La Roche-Bourdon et de plusieurs autres seigneuries de l'Ouest.

1. La Roche-Bourdon, sur la commune de Saint-André-sur-Sèvre. 1488-1783.
2. La Roche-Clermault. 1559-1773.
3. Verrières et Bois-Yvert, communes de L'Ile-Bouchard et de Chazelles. 1480-XVIII^e s.
4. Fontenailles, commune d'Ecommoy. 1396-XVIII^e s.
5. Chenu. 1583-1791.
- 6-7. Divers. XVI^e-XVIII^e s.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

65 AP

FONDS GÉNÉRAL NÉKRACHÉVITCH

Dates extrêmes : 1900-1942.

Importance matérielle : 1 carton (65 AP 1-2) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la Préfecture de la Seine, 17 décembre 1948.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 3 p.

Notice biographique.

Georges Nékrachévitch naquit à Kiev en 1866. Il fut élève de différentes écoles militaires : corps des cadets Saint-Woldemar à Kiev, École d'artillerie « Michel » et Académie d'état-major « Michel » à Saint-Pétersbourg. En France, il suivit des cours à l'École supérieure de Guerre. Georges Nékrachevitch commença sa carrière militaire dans la première brigade d'artillerie de la garde impériale, comme officier subalterne. Il commanda ensuite une compagnie dans le régiment de la garde Séménovsky et un bataillon dans le régiment de la garde Volynsky. En 1914, il était général de brigade. Il commença la Grande Guerre comme chef de l'état-major du 6^e corps d'armée (4^e et 16^e divisions d'infanterie et 4^e division de cavalerie) constituant l'aile droite de la 2^e armée du général Samsonoff, laquelle envahit en août 1914 la Prusse orientale. En 1916, il fut promu général de division. Après la Révolution d'octobre 1917, il vint s'établir en France, en 1923. Il mourut en 1942.

Historique de la conservation.

Les papiers du général Nékrachévitch ont été trouvés à Paris au Centre Alexandre Luquet, établissement charitable municipal pour les sans-abri, où l'ancien général exerçait les fonctions de pointeur.

Présentation du contenu.

65 AP 1. États de services du général russe Georges Nékrachévitch et correspondance avec ses anciens camarades et compatriotes ; recueil d'ordres et de règlements, mémoire relatif à l'organisation de l'armée russe avant la Révolution d'octobre 1917. 1900-1942.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé et des états de services contenus dans le fonds.

66 AP

FONDS COLONEL MONTEIL

Dates extrêmes : 1885-1940.

Importance matérielle : 8 cartons (66 AP 1-18) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Monteil, 22 octobre 1948.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par Y. Lanhers, 1950, dact. par A. Perlot, en 2007, 5 p.

Notice biographique.

Après avoir étudié au Sénégal, le projet d'un chemin de fer entre Bafoulabé et Bamako, Parfait-Louis Monteil (1855-1925) exécuta de 1890 à 1892 un grand voyage dans l'Afrique occidentale depuis Saint-Louis du Sénégal et Kayes, à travers la boucle du Niger inconnue, jusqu'à Say ; de là, il gagna le lac Tchad par Sokoto et Kano, et remonta à Tripoli. Puis Monteil fut envoyé au Congo français pour diriger les postes du haut Oubangui (1893) et se rendit en Côte d'Ivoire pour y combattre Samory (1895). Par la suite, le colonel Monteil tenta, sans succès, d'entrer dans la vie politique, et il s'occupa de colonisation dans le sud de la Tunisie. On lui doit, outre sa carte du Sénégal (1886) : *Voyage d'exploration au Sénégal* (1882), un *Vade mecum de l'officier d'infanterie de marine* (1884), *De Saint-Louis à Tripoli par le Sénégal* (1895), *Une page d'histoire coloniale : la colonne de Kong, 1895* (1902), *Quelques feuillets de l'histoire coloniale* (1924).

Présentation du contenu.

- 66 AP 1. Journal de mission et correspondance du colonel Monteil (1855-1925), explorateur dans le haut Sénégal. 1885.
- 2-4. Journal et correspondance du même en Centre Afrique. 1890-1892
- 5-11. Journaux, rapports, correspondance sur son expédition en haut Oubangui et sur les opérations contre Samory en Côte d'Ivoire. 1893-1895.
- 12. Divers sur Monteil. 1893-1928.
- 13-18. Coupures de presse. 1892-1940.

Sources complémentaires.

Le Centre historique des Archives nationales conserve les archives du général Baratier (99 AP) et du lieutenant Largeau (302 AP).

Un fonds Monteil est conservé au Service historique de l'armée de Terre (1 K 168).

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique.

67 AP

FONDS PAGNERRE

Dates extrêmes : 1833-1948.

Importance matérielle : 3 cartons (67 AP 1-13) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Busquet-Fouqué, petite-fille de Ch. Pagnerre, 16 janvier 1948, complété par des achats, 1970-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (67 AP 1 à 9), par Y. Lanhers et S. d'Huart, 1950-1971, 6 p. ; suppl. dact. (67 AP 10-13), par S. Lacombe, 2002, 6 p.

Notice biographique.

Clerc de notaire puis d'avoué, Laurent-Antoine Pagnerre (1805-1854) vint à Paris en 1824, et après avoir essayé différentes professions, il s'établit libraire-éditeur. Combattant de juillet 1830, il fut de ceux qui pressèrent vainement La Fayette de proclamer la République. Pagnerre collabora à l'ouvrage *Paris révolutionnaire*, publia l'*Histoire de Dix ans* de Louis Blanc et des pamphlets de Cormenin et de Lamennais. Membre de la Société « Aide-toi, le Ciel t'aidera », président de la Société républicaine pour l'éducation du peuple, commissaire de diverses sections de la Société des droits de l'homme, secrétaire de l'Association pour la liberté de la presse, il organisa dès 1845 le comité central des électeurs de la Seine, qui amena les banquets et la révolution de février 1848. C'est également à lui que l'on doit la fondation du Comptoir d'Escompte et du Cercle de la Librairie. Le 24 février 1848, il fut nommé adjoint de Garnier-Pagès, maire de Paris, puis maire du dixième arrondissement, secrétaire général du gouvernement provisoire (1^{er} mars), directeur du Comptoir national d'escompte (9 mars). Élu représentant du peuple à la Constituante par la Seine-et-Oise, il refusa, après les journées de juin, les fonctions de directeur de l'Imprimerie nationale. Rentré dans la vie privée, il reprit la direction de sa librairie.

Présentation du contenu.

67 AP 1-2. Correspondance adressée à Laurent-Antoine Pagnerre (1805-1854), libraire-éditeur, à propos des banquets organisés pour la réforme électorale. 1846-1847.

3. Pagnerre, membre du Comité central de l'Association libre pour l'éducation du peuple et commissaire de plusieurs sections de la Société des droits de l'homme. 1833-1848.

4-9. Secrétaire général du gouvernement provisoire en 1848. 1848-1849

10. Activités de Laurent-Antoine Pagnerre. 1833-1850.

Dossier 1. Engagements politiques.

Dossier 2. Directeur du Comptoir national d'escompte de Paris.

Dossier 3. Biographie de Pagnerre.

Dossier 4. Recherches sur Pagnerre.

11. Papiers d'Alfred Busquet, gendre de Laurent-Antoine Pagnerre. 1860-1878.

12. Éditions Pagnerre.

Dossier 1. Documents généraux.

- Dossier 2. Louis Blanc.
- Dossier 3. Henry Cellier.
- Dossier 4. Garnier-Pagès.
- Dossier 5. Lamennais.
- Dossier 6. Eugène Pelletan.
- Dossier 7. Autres correspondants.
- 13. Divers.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 4, 1891, p. 531-532.

68 AP

FONDS MARTINEAU DES CHESNEZ

Dates extrêmes : 1822-1847.

Importance matérielle : 1 carton (68 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jacques Chenot, 4 novembre 1946.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 1 p.

Notice biographique.

Sous la monarchie de Juillet, Martineau des Chesnez fut conseiller d'État, directeur des fonds et de la comptabilité générale au ministère de la Guerre, puis secrétaire général à ce ministère.

Historique de la conservation.

Les documents de Martineau des Chesnez ont été retrouvés à Munster par Jacques Chenot, volontaire dans les armées alliées en Allemagne.

Présentation du contenu.

68 AP 1. Correspondance reçue par Martineau des Chesnez ; deux minutes de lettres écrites par Martineau au roi et au duc de Dalmatie ; discours à la distribution des prix du Val-de-Grâce ; fragment d'une lettre de Bugeaud au ministère de la Guerre ; ordonnance de Louis-Philippe ; nomination de Martineau des Chesnez, chevalier puis commandeur de l'ordre de Léopold ; fragment d'un état de personnel du ministère de la Guerre. 1822-1847.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

69 AP

FONDS BÉARN DE CHALAIS

Dates extrêmes : XIV^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (69 AP 1-9) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la princesse de Béarn, août 1947.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 8 p.

Notice biographique.

Branche de la famille Galard de Brassac, la famille Galard de Béarn de Chalais était originaire du Béarn. Elle tirait son origine des comtes de Condomois, issus des ducs de Gascogne, et son nom de la terre de Galard, située dans le Condomois. La famille de Galard se divisa en deux branches principales, celle de Galard-Terraube, qui possédait la terre de Terraube, et celle de Galard de Brassac de Béarn, établie en Quercy, où elle possédait la terre de Brassac depuis 1270. La deuxième branche était elle-même subdivisée en plusieurs rameaux : branche des seigneurs de Repaire, branche des seigneurs de Lavour, branche des seigneurs d'Argentines. Les premiers membres connus de cette famille sont Guillaume de Galard, qui fut l'un des pleiges ou cautions pour le roi de France Philippe-Auguste, dans un traité conclu avec Jean sans Terre, roi d'Angleterre en 1200, et Géraud de Galard, un des quarante chevaliers qui devait être du duel que Charles d'Anjou avait proposé au roi d'Aragon en 1283. Au XX^e siècle, le prince Henri de Béarn fut diplomate.

Présentation du contenu.

- 69 AP 1. Papiers généalogiques et documents sur deux châteaux du Tarn-et-Garonne : Brassac et Saint-Aignan. XVIII^e-XX^e s.
- 2-5. Papiers du prince Henri de Béarn, diplomate, entre autres sur la Chine, 1905-1911, et les problèmes européens, en particulier durant la Première Guerre mondiale. 1861-1920.
6. Histoire et généalogie des maisons de Galard et de Béarn, par Jean de Jaugain, manuscrit. 1908.
7. Copie incomplète de l'*Histoire de Béarn* de Pierre de Marca, nouvelle édition en deux volumes. 1894 et 1912.
8. Famille de Périac. 1300-XIX^e s.
9. Vente de biens sis à Noisy-le-Grand et à Gournay au général Burthe. 1812.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 8, col. 790-807.

70 AP

FONDS SANDRIER

Dates extrêmes : xv^e (copies)-xx^e siècles.

Importance matérielle : 12 cartons (70 AP 1-21) ; 1,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Mesdames Sandrier et Suzanne Morin, 1949-1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers (70 AP 1-17), 1950, et M. Guillot (70 AP 18-21), 1996, 13 p.

Notice biographique.

La famille Sandrier de La Tour de Mitry des Pommelles de Vaubonne était originaire de Saint-Florentin (Yonne).

Au xx^e siècle, Lucien Sandrier était consul général de France.

Historique de la conservation.

Lucien Sandrier de la Tour de Mitry des Pommelles de Vaubonne, consul général de France, fit des recherches généalogiques sur sa famille, avec l'aide de Louis Morin, archiviste de la Bibliothèque de Troyes, et de son fils, Alfred Morin, bibliothécaire à la Bibliothèque de Troyes. Après la mort de Monsieur Sandrier en 1947, Madame Sandrier donna les travaux généalogiques de son mari aux Archives nationales, par l'entremise d'Alfred Morin (70 AP 1-17). Madame Suzanne Morin donna en 1995 les notes et travaux d'érudit de son beau-père et de son mari, relatifs à la famille Sandrier et à ses familles alliées.

Présentation du contenu.

70 AP 1-20. Notes généalogiques et copies d'actes sur la famille Sandrier, ses diverses branches et les familles alliées. xv^e-xx^e s.

21. Lettres de Lucien Sandrier à Louis Morin, archiviste de la bibliothèque de Troyes. 1928-1940.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

71 AP

FONDS PIERRE-CHARLES PÉCOURT

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (71 AP 1-12) ; 0,13 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Pécourt, mai 1947.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 5 p.

Notice biographique.

Pierre-Charles Pécourt liquida la succession d'Armand-Emmanuel du Plessis, duc de Richelieu (1766-1822), dont il était le procureur, celles de son aïeul, le maréchal Louis-François-Armand de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu (1696-1788), et de son père, le duc de Richelieu-Fronsac.

Présentation du contenu.

71 AP 1-12. Liquidation des successions du maréchal de Richelieu, mort en 1788, de son fils, le duc de Richelieu-Fronsac, et de son petit-fils, le duc de Richelieu (1766-1822), et gestion de leurs biens (Richelieu, 1789-1820, Réchicourt, an XI-1811, La Ferté-Bernard, 1774-1819) par Pierre-Charles Pécourt. XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 4, lettres N-R, p. 4736-4737.

72 AP

FONDS FRANÇOIS LUXURE-LUXEUIL

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (72 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don des Archives départementales des Alpes-Maritimes, juillet 1947.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 4 p.

Notice biographique.

Avoué à Paris sous la Restauration, François Luxure-Luxeuil (1788-1829) fut l'agent d'affaires de Louis-François-Joseph de Bourbon-Conti et d'Alexandre de Lameth.

Louis-François-Joseph de Bourbon, prince de Conti (1734-1814) fit la guerre de Sept Ans. Il émigra, mais rentré en 1790, il prêta le serment civique. Devenu suspect, il fut enfermé au fort Saint-Jean, à Marseille. Il recouvra la liberté en 1795, mais dut sortir de France après le 18 fructidor, par ordre du Directoire. Avec lui s'éteignit la branche des princes de Conti.

Alexandre-Théodore-Victor, comte de Lameth (1760-1829) combattit sous les ordres de Rochambeau en Amérique. Il suivit La Fayette à l'armée du Nord en 1792 et partagea sa disgrâce. Fait prisonnier par les Autrichiens, il subit une captivité de trois ans. Il revint en France en 1799. Élu député pendant la Restauration, il siégea parmi les libéraux.

Présentation du contenu.

72 AP 1. Gestion des biens de Louis-François-Joseph de Bourbon-Conti par François Luxure-Luxeuil. 1776-1817.

Gestion des biens d'Alexandre de Lameth par le même. 1816-1829.

Divers. XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 1, lettres A-C, p. 1410, et t. 3, lettres I-M, p. 3181.

73 AP

FONDS ÉMILE COMBES

Dates extrêmes : 1902-1905.

Importance matérielle : 12 cartons (73 AP 1-12) ; 1,85 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Bizardel, son neveu, directeur des Beaux-Arts de la ville de Paris, août 1946.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 10 p.

Notice biographique.

Du petit séminaire de Carcassonne à l'École des carmes à Paris et au grand séminaire d'Albi, Émile Combes (1835-1921) aspira à l'état ecclésiastique, puis il rompit avec l'Église et vint à Paris faire des études de médecine, avant d'aller exercer à Pons (Charente-Maritime), dont il devint maire en 1875. Sénateur de la Charente-Inférieure à partir de 1885, il fut vice-président du Sénat en 1894 et 1895. Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes dans le cabinet Bourgeois (1895-1896), il fut désigné par Waldeck-Rousseau pour lui succéder à la tête du gouvernement le 7 juin 1902 avec le portefeuille de l'Intérieur et des Cultes. Il accentua la politique de son prédécesseur dans un sens anticlérical. Les congrégations religieuses furent privées de leur droit à l'enseignement. Le « petit père Combes » n'eut pas le temps de réaliser la séparation de l'Église et de l'État, le cabinet étant obligé de se retirer le 24 janvier 1905 suite au scandale « des fiches » appliquées à l'armée et aux fonctionnaires.

Présentation du contenu.

73 AP 1-12. Félicitations adressées à Émile Combes pour sa politique laïque et anticléricale, classées par départements. 1902-1905.

Sources complémentaires.

André et René Bron, petits-fils du ministre, ont donné aux Archives départementales de Charente-Maritime vingt-deux cartons, dix liasses et un volume relié (13 J 1 à 81) : manuscrit des Mémoires du ministre ; documents originaux et notes sur les élections, les affaires de politique locale, l'enseignement, la marine, les partis politiques, la politique religieuse et coloniale, les « fiches », les affaires Humbert et Dreyfus, la Guerre de 1914-1918 ; correspondance ; manuscrits de discours ; imprimés ; documentation réunie par les descendants du ministre.

Bibliographie.

TOURTIER-BONAZZI (Chantal de) et POURCELET (François), *Guide des papiers des ministres et secrétaires d'État de 1871 à 1974*, Paris, Archives nationales, 1984, p. 74.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres 1789-1989*, Paris, Perrin, 1990, p. 417.

74 AP

FONDS PAUL REYNAUD

Dates extrêmes : 1911-1966.

Importance matérielle : 102 cartons (74 AP 1-106) ; 17,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 74 AP 1-5 : versement du ministère des Finances, juin 1945.
- 74 AP 6-106 : dépôt, 15 et 27 février 1973.

Conditions d'accès :

- 74 AP 1-5 : libre.
- 74 AP 6-106 : sur autorisation jusqu'au 30 janvier 2013.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (74 AP 1 à 5) par Y. Lanhers, 1950, 7 p. ; rép. num. détaillé dact. (74 AP 6 à 106), par P. Chatel-René-Bazin, 1977, 61 p.

Notice biographique.

Élu à la Chambre des députés avec le Bloc national (1919, puis 1928-1940), nommé ministre des Finances, des Colonies, de la Justice (1930-1932), Paul Reynaud (1878-1966) entre dans le cabinet Daladier (avril 1938) comme garde des Sceaux puis ministre des Finances. Il fait alors adopter la dévaluation du franc, la diminution des dépenses de l'État et l'augmentation des impôts pour faire face aux dépenses militaires. Président du Conseil (mars 1940), il décide avec Churchill d'envoyer un corps expéditionnaire en Norvège pour couper aux Allemands la route du fer suédois, remplace Gamelin par Weygand à la tête des armées françaises, prend lui-même le ministère de la Défense nationale et appelle le maréchal Pétain à la vice-présidence du Conseil. Favorable à la poursuite de la guerre dans l'Empire, il est mis en minorité par les partisans de l'armistice et démissionne le 16 juin 1940. Interné par le gouvernement de Vichy, il est déporté en Allemagne. Après la Libération, réélu député (1946-1962), il se fait un ardent défenseur de l'unité européenne.

Sorti de l'École centrale en 1922, licencié en droit en 1925, Yves Bouthillier est inspecteur des Finances en 1929, chef de cabinet du ministre des Finances en 1931, directeur du Budget en 1935. Paul Reynaud le nomme secrétaire général du ministère des Finances, le 1^{er} novembre 1938, avant de lui confier le ministère lui-même le 5 juin 1940. Partisan de la signature de l'armistice, Bouthillier prône une politique de « révolution nationale ». Après avoir tenté vainement d'obtenir le départ de Laval, il démissionne le 17 avril 1942. Il est alors nommé procureur général près la Cour des comptes. Il participe à la rédaction de l'acte constitutionnel n° 4 instituant, le 27 septembre 1943, un collège de sept membres chargé d'exercer les fonctions de l'exécutif en cas d'empêchement de Pétain. Arrêté par la Gestapo et déporté en Allemagne, il est condamné, après la Libération, à trois ans de prison et à l'indignité nationale. Il devient ensuite administrateur de la Banque commerciale de Paris (groupe Marcel Dassault) et maire de Saint-Martin-de-Ré.

Présentation du contenu.

74 AP 1-4. Papiers du cabinet de Paul Reynaud (1878-1966), ministre des Finances du 1^{er} novembre 1938 au 20 mars 1940. 1937-1939.

6. Documents antérieurs aux débuts de la carrière politique de Paul Reynaud. Avant 1918.
 7. Paul Reynaud avocat. 1911-1937.
 - 8-21. Carrière et pensée politique avant la guerre : mandats électoraux ; ministre des Colonies, 1931, et problèmes coloniaux ; politique étrangère et nationalistes allemands ; problèmes militaires ; ministre des Finances, 1930, et problèmes économiques et financiers ; presse ; voyages. 1918-1940.
 - 22-29. La guerre : président du Conseil, avril-août 1940 ; captivité, procès de Riom ; Haute Cour de justice ; presse et témoignages. 1940-1945.
 - 30-71. Carrière et pensée politique après la guerre : mandats électoraux ; participations aux gouvernements ; Europe ; colonies ; réformes constitutionnelles ; dossiers documentaires ; voyages. 1946-1966.
 72. Agendas et semainiers. 1928-1965.
 - 73-106. Déclarations, discours, conférences, presse ; travaux préparatoires aux Mémoires.
5. Papiers de cabinet d'Yves Bouthillier, ministre des Finances du 15 juin 1940 au 18 avril 1942. 1930-1946.

Sources complémentaires.

Deux cartons d'archives de Paul Reynaud sont conservés au ministère des Affaires étrangères (papiers saisis en 1940 et en 1942) : dossier sur l'affaire norvégienne ; notes pour le ministre et télégrammes (Balkans, Finlande, Extrême-Orient) ; dossiers sur l'Italie et l'intervention italienne, le blocus, les armements, et l'armistice, 1927-1963 mais surtout 1939-1942.

Un fonds Paul Reynaud est également conservé au Service historique de l'armée de terre (1 K187).

Bibliographie.

BOUTHILLIER (Yves), *Le drame de Vichy*, Paris, Plon, 1950.

TOURTIER-BONAZZI (Chantal de) et POURCELET (François), *Guide des papiers des ministres et secrétaires d'État de 1871 à 1974*, Paris, Archives nationales, 1984, p. 204-205.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres 1789-1989*, Paris, Perrin, 1990, p. 386, 589.

REYNAUD (Paul), *Carnets de captivité 1941-1945*, publiés par Évelyne Demey [fille de Paul Reynaud], Paris, Fayard, 1997, 390 p.

TELLIER (Thibault), *Paul Reynaud*, Paris, Fayard, 2005.

75 AP

FONDS ROUGET DE L'ISLE

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (75 AP 1-4) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame de Coppet, 1939-1954, complété par un achat, 21 juin 1967.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Gaillard et S. d'Huart, 1949-1970, 6 p.

Notice biographique.

Né à Lons-le-Saunier en 1760, Claude-Joseph Rouget de l'Isle devint lieutenant du génie en 1784. Capitaine en 1789, il était en garnison à Strasbourg au moment de la déclaration de guerre à l'Autriche, en 1792. Ce fut là qu'il composa la *Marseillaise* (paroles et musique). Il servit dans l'armée des Ardennes, mais fut arrêté sous la Terreur. Délivré par la mort de Robespierre, il composa le Chant du 9 thermidor. Envoyé en 1795 dans l'armée des Côtes de Brest, il démissionna l'année suivante et vécut obscurément jusqu'en 1830. Louis-Philippe lui accorda une pension. Rouget de l'Isle mourut en 1836. Il avait publié : *Bayard en Bresse*, pièce lyrique (1791), *Historique et souvenirs de Quiberon* (1797), *l'École des mères*, comédie (1798), *Cinquante chants français*, paroles de divers auteurs, musique de Rouget de l'Isle (1825).

Présentation du contenu.

75 AP 1-3. Vie et œuvre de Claude-Joseph Rouget de l'Isle (1760-1836). XVIII^e-XIX^e siècles.

4. Registre relatif à l'administration du domaine de Montaigu, près de Lons-le-Saunier (comptes, notes sur les récoltes), signé par Rouget de l'Isle. 1812-1817.

Sources complémentaires.

Dans les nouvelles acquisitions françaises de la Bibliothèque nationale de France sont conservés des documents sur Rouget de l'Isle et la *Marseillaise* (n. a. fr. 23846), ainsi qu'un exemplaire de l'hymne copié de la main de l'auteur (n. a. fr. 4299)

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 2, p. 707-709.

76 AP

FONDS DUTEURTRE, MASSIF ET ALLIÉS

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 5 cartons (76 AP 1-5) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Prugneaux, 1949-1965.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (76 AP 1), par R. Gourmelon, 1950, 7 p. ; rép. num. détaillé dact. (76 AP 2 à 5), par C. de Tourtier-Bonazzi, 1971, 4 p.

Notice biographique.

Les Duteurtre étaient négociants à Saint-Valéry-en-Caux, plusieurs furent armateurs. L'un d'entre eux, Tranquille-Adrien Duteurtre, décédé en 1845, fut maire de la ville. Gustave-Louis-Tranquille Duteurtre commanda un bataillon de la garde nationale de la Seine-Inférieure (région de Dieppe) en 1870 et 1871.

Les familles alliées sont : les Massif (Jean Massif se livre à Saint-Valéry-en-Caux au commerce du bois, du goudron, du chanvre et du poisson au XVIII^e siècle), les Niel et les Bouillon, d'Yvetot, les Rigout, Petitseigneur, Angot, Dupuis et Pallier, de Saint-Valéry, les Leclerc, de Valliquerville.

Présentation du contenu.

- 76 AP 1. Famille des Duteurtre, négociants et armateurs à Saint-Valéry-en-Caux ; familles alliées de Saint-Valéry, Yvetot et Valliquerville. XVI^e-XIX^e s.
2-4. Famille Duteurtre. XVI^e-XIX^e s.
5. Familles alliées. XVII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique et du répertoire numérique détaillé.

77 AP

CORRESPONDANCE THIERS ET DUCHESSE D'ALBUFÉRA

Dates extrêmes : 1852-1877.

Importance matérielle : 1 carton (77 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 3 mai 1950.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 4 p.

Notice biographique.

Né à Marseille en 1797, Louis-Adolphe Thiers fit ses études au lycée de sa ville natale et son droit à Aix. Il fut reçu avocat en 1819 et se rendit en 1821 à Paris. Là, il se lia avec Laffitte et Talleyrand, écrivit dans la presse et publia une *Histoire de la Révolution* en 10 volumes (1824-1827). Il fonda *le National* (1^{er} janvier 1830) qui se montrait favorable au duc d'Orléans. Après les journées de juillet, il devint l'un des personnages les plus importants du nouveau régime. Successivement conseiller d'État, député d'Aix, sous-secrétaire d'État aux Finances, il entra au ministère de l'Intérieur dans le cabinet Soult (1832-1834) et son passage aux affaires fut marqué par l'arrestation de la duchesse de Berry. Après la chute du cabinet Soult, il fut encore ministre de l'Intérieur (1834-1836), des Affaires étrangères et président du Conseil (février-septembre 1836, puis 1^{er} mars-29 octobre 1840). Guizot lui succéda. Chargé, lors des journées de février, de constituer un cabinet, qu'il n'eut pas le temps de former, puis élu député à la Constituante en juin 1848, il devint chef du parti de l'Ordre. Arrêté le 2 décembre 1851 et momentanément banni, il regagna la France en 1852 et termina son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, en 19 volumes (1840-1855). Député de Paris en 1863, Thiers réclama à l'intérieur les « libertés nécessaires ». Après avoir vainement négocié un projet d'armistice avec Bismarck, Thiers fut, le 8 février 1871, élu par vingt-six départements, à l'Assemblée nationale, qui le nomma, le 17, chef du pouvoir exécutif de la République française. Il signa à Versailles les préliminaires de la paix (26 février 1871). Il conclut le traité de Francfort et reprima la Commune de Paris. Il démissionna le 24 mai 1873, fut élu successivement sénateur de Belfort et député de Paris. Il mourut à Saint-Germain-en-Laye au cours de la crise du 16 mai 1877.

Malvina Schickler (1822-1877) épousa Napoléon, 2^e duc d'Albuféra.

Historique de la conservation.

Solange de La Rochefoucauld (1894-1955), arrière-petite-fille de Malvina Schickler, épousa le prince Paul Murat (1893-1964). Ce fut elle qui déposa le fonds aux Archives nationales en 1950.

Présentation du contenu.

77 AP 1. Correspondance échangée entre Thiers et la duchesse d'Albuféra ; quelques (2 dossiers) lettres adressées à Thiers par d'autres correspondants. 1852-1877.

Sources complémentaires.

Un fonds Suchet d'Albuféra est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 384 AP.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 189-192.

78 AP

FONDS BOULANGER ET GUÉBIN

Dates extrêmes : 1842-1943.

Importance matérielle : 25 cartons (78 AP 1-64) ; 3 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : legs de Pascal Guébin transmis par Monsieur Samaran, juin 1947.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Y. Lanhers, 1950, 11 p.

Notice biographique.

Né en 1854, étudiant à l'École des beaux-arts (1873), Louis Guébin fut professeur de dessin à l'École Monge (1882-1887) et à l'École supérieure de commerce (1889), directeur de l'École normale de dessin, rue Vavin, à Paris (1890-1895), puis inspecteur principal de l'enseignement du dessin dans les écoles primaires de Paris (1898). Rapporteur au congrès des arts décoratifs en 1896 et membre du Conseil supérieur des arts décoratifs en 1906, Louis Guébin s'occupait activement ou faisait partie de diverses sociétés : Ligue internationale pour la paix, Ligue française de l'enseignement, « Le Foyer du peuple ». En 1896, Louis Guébin avait épousé Edmée Boulanger, fille de Joseph Boulanger. Celui-ci (sans rapport avec le général Boulanger), né en 1821, fut instituteur à Auffrique-et-Nogent (Aisne) puis maître de français au collège de Château-Thierry (1846). Louis Guébin et Edmée Boulanger eurent un fils, prénommé Pascal.

Présentation du contenu.

- 78 AP 1-4 Famille Boulanger : lettres reçues, notamment de l'abbé Groult, 1842-1874 ; journal de Joseph Boulanger. 1850-1864 et 1876-1879.
- 5-16 Famille Guébin : papiers personnels de Louis Guébin et de Pascal, son fils, entre autres lettres de Lestrades, missionnaire protestant au Congo belge, à Louis Guébin, 1922-1928 ; documentation sur la société « Le Foyer du Peuple », 1900-1903 ; correspondance, notes et rapports relatifs à l'enseignement du dessin, 1879-1896 ; livres de comptes et de raison de la famille Guébin, 1886-1943.
- 17-25 Famille Guébin : dépouillement d'archives, correspondance y relative ; dépouillement de revues d'érudition et notes. 1914-1935.
- 26-64 Livres de comptes et de raison de la famille Guébin, 1886-1943.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique d'Y. Lanhers.

MARTIN-FUGIER (Anne), « Le temps des soubrettes », dans *L'Express*, 17-23 novembre 1979, p. 184-210.

79 AP

FONDS LÉON COHN

Dates extrêmes : 1860-1900.

Importance matérielle : 2 cartons (79 AP 1-3) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Émile Paul, 25 juillet 1949.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1950, 25 p.

Notice biographique.

Léon Cohn, né en 1849, devint, après des études de droit, secrétaire particulier de Jules Simon. Il le fut à deux reprises, d'abord de 1871 à 1873, à l'époque où Jules Simon était ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, puis de 1876 à 1877, quand celui-ci était président du Conseil et ministre de l'Intérieur. Par la suite, il entra dans la carrière préfectorale, nommé tour à tour préfet de Loir-et-Cher en 1877, de la Somme en 1882, de la Haute-Garonne en 1886, enfin de la Loire de 1894 à 1896.

Historique de la conservation.

Émile Paul a acheté la Bibliothèque de Léon Cohn en 1900, laquelle contenait les présentes archives.

Présentation du contenu.

- 79 AP 1. Correspondance adressée à Léon Cohn et à son épouse. 1860-1900.
2. Activités de Cohn, secrétaire de Jules Simon, en particulier au ministère de l'Intérieur lors du mouvement préfectoral de février 1877. 1871-1886.
3. Cohn, préfet. 1877-1896.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.
BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 162.

80 AP

FONDS BERTIER DE SAUVIGNY

Dates extrêmes : XVI^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 158 cartons (80 AP 1-205) ; 30,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1950-1998.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : notice et état somm. dact. (avant cotation en 80 AP), par Y. Lanhers, 7 p. ; table de concordance dact. entre les nouvelles cotes et les anciennes, par S. d'Huart, 1950, 5 p. ; état num. dact. des registres (anciennes cotes), 1 p. ; inv. méthodique ms. sur fiches, par A. Chéron, 1938-1942 : env. 1000 fiches en deux boîtes cotées 80 AP 159 et 160. Un inventaire de la partie généalogique du fonds a été publié : *Inventaire analytique des titres et pièces généalogiques existant dans les archives de la famille de Bertier de Sauvigny*, s. l. n. d., in-4^o, 24 p. ; état somm. dact. (80 AP 161-205), par C. Sibille, 2001-2003, 13 p.

Notice biographique.

La famille Bertier de Sauvigny avait pour auteur Thomas Berthier, issu d'une modeste famille de Massingy-les-Vitteaux, en Auxois, commis aux aides royaux à Dijon (1642), greffier alternatif aux États de Bourgogne (1655), puis trésorier général des États de Bourgogne (1661). Son petit-fils Louis-Bénigne (1676-1745) fut président de la 5^e chambre des enquêtes du parlement de Paris. De son mariage avec Jeanne Orry, Louis-Bénigne eut Louis-Jean (1709-1788), qui transforma son nom en Bertier et qui fut intendant tour à tour des généralités de Moulins, Grenoble et Paris et premier président du parlement de Paris (1771-1774). Son fils, Louis-Bénigne-François (1737-1789), intendant de la généralité de Paris, fut massacré avec son beau-père, Joseph-François Foullon, baron de Doué, intendant des finances, devant l'hôtel de ville de Paris le 22 juillet 1789.

Louis-Bénigne-François avait eu de son mariage avec Marie-Joséphine Foullon (1747-1786) sept filles et quatre fils.

L'aîné, Antoine Louis Joseph, dit le marquis d'Arnay (1768-1837) mourut sans postérité.

Le deuxième, Anne-Pierre, vicomte de Bertier (1770-1848), fit les campagnes de l'armée de Condé sous les ordres du prince dont il était l'aide de camp (1791), combattit en Vendée pendant les Cent-Jours, se distingua dans la guerre d'Espagne (1823) et à la campagne d'Afrique (1830). Sa postérité s'éteignit en 1935.

Le troisième, Bénigne-Louis, dit le comte de Bertier (1777-1814), fit quelques campagnes dans l'armée de Condé. Il eut de Louise de Bonnaire de Forges (1779-1859) *Albert-Jules Bénigne* (1801-1849), capitaine de la garde royale, commissaire civil à Bône et préfet d'Oran, mort sans postérité, et *Alexis-Bénigne-Louis* (1814-1883), général de brigade, qui eut lui-même un fils, *Albert*, comte de Bertier de Sauvigny (mort en 1948). Albert eut à son tour un fils, *Henry*, comte de Bertier de Sauvigny (1901-1929), qui eut lui-même un fils, *Alexis* (1933-).

Le quatrième et dernier fils de l'intendant, Anne *Ferdinand* de Bertier de Sauvigny (1782-1864), occupa pendant la Restauration les fonctions de préfet du Calvados et de l'Isère, de

conseiller d'État, de directeur général des Eaux-et-forêts, de ministre d'État et de membre du Conseil privé (1830). Il eut trois fils, Ferdinand (1813-1893), Charles (1817-1905) et Alphonse (1830-1894). Alphonse eut un fils, Christian, qui eut lui-même un fils, Bénigne (1910-1970). Ce dernier épousa Élisabeth de Robien, laquelle, devenue veuve, se remaria avec le comte Gabriel de Montrichard.

Historique de la conservation.

La constitution du fonds d'archives, conservé jusqu'à son dépôt aux Archives nationales chez le comte Michel de Bertier, au Vésinet, est due principalement à l'activité du comte Charles de Bertier, dont le but principal avait été d'établir la généalogie de la famille qu'il fit imprimer en 1887. Charles de Bertier avait extrait, classé et répertorié les pièces pouvant servir d'appui à son travail. Le reste (une centaine de cartons) fut classé et inventorié par André Chéron, de janvier 1938 à mars 1939, puis de septembre 1941 à janvier 1942. Ce fonds principal fut déposé en 1950 aux Archives nationales par le comte Henry de Bertier, hormis le chartrier de la seigneurie de L'Isle-sur-Serien, qui a été donné par l'abbé de Bertier aux Archives départementales de l'Yonne.

En dehors de ce fonds principal, il en existait au moins trois autres :

- celui du comte Albert de Bertier, conservant principalement les papiers de la branche Louis-Bénigne, mais aussi un certain nombre de pièces du temps des intendants Bertier et des familles alliées ;
- celui de la comtesse Jean de Bertier, conservant les papiers de la branche Anne-Pierre ;
- celui du comte Bénigne de Bertier, hérité des recherches et travaux de son père Christian.

Le dépôt de 1950 a été complété par le dépôt, en septembre 1994, par le comte Alexis de Bertier de Sauvigny, de 5 mètres linéaires de documents provenant du fonds Albert puis Henry de Bertier, ainsi que de quelques restes du fonds Bénigne de Bertier. En mars 1995 est venu s'adjoindre au fonds 80 AP un fonds provenant de la grand-mère paternelle du comte Alexis, soit Chézelles-Maingoval-Collet d'Audeville.

En février 1998, la comtesse Gabriel de Montrichard a déposé aux Archives nationales des papiers qu'elle avait recueillis de l'héritage du père de son premier mari, Bénigne de Bertier. Ces documents, reflétant les recherches de son beau-père, le comte Christian de Bertier de Sauvigny, comprenaient trois lots : papiers concernant les Bertier sous l'Ancien Régime, documents concernant la terre et le château de Sauvigny ainsi que des documents concernant des domaines situés en Côte-d'Or (Arnay, Tharost...).

Présentation du contenu.

- 80 AP 1-2, 90-93. Généalogies, papiers personnels de divers membres de cette famille, dont Louis-Bénigne (1676-1745), président de la 5^e chambre des enquêtes du Parlement de Paris.
- 2 (suite)-8, 94-98. Louis-Jean (1709-1788), intendant tour à tour des généralités de Moulins, Grenoble et Paris, premier président du parlement de Paris.
 - 9-32, 99-125. Louis-Bénigne François (1737-1789), intendant de la généralité de Paris, massacré le 22 juillet 1789, et sa succession.
 - 33-52, 126-149. Anne-Ferdinand-Louis (1782-1864), dernier fils du précédent, député de Seine-et-Oise puis de la Seine, préfet du Calvados, et ensuite de l'Isère, et conseiller d'État.
 - 53-150. Familles alliées ; les deuxième et troisième fils de l'intendant, Anne-

Pierre et Bénigne-Louis.

54-75, 151-158. Biens, notamment en Bourgogne et à Morsang-sur-Orge.

76-89. Titres généalogiques.

159-160. Inventaire sur fiches.

Suppléments.

161-192, 205. Archives provenant du fonds Albert puis Henry de Bertier et du fonds Bénigne de Bertier.

Archives provenant de la grand-mère paternelle du comte Alexis III de Bertier de Sauvigny : familles Chézelles-Maingoal, Collet d'Audeville.

193-194. Mémoires (1804-1887) du baron de Maingoal, grand-père de la comtesse Albert de Bertier (1 fasc. dact.).

Livre de comptes. 1815-1816.

Successions, faire-part de décès, dont pièces relatives à la succession de la baronne de Maingoal. XIX^e s.

195-204. Papiers concernant les Bertier sous l'Ancien Régime, la terre et le château de Sauvigny, et des domaines situés en Côte-d'Or (Arnay, Tharost...).

Sources complémentaires.

Les Archives de Paris conservent un fonds Bertier de Sauvigny sous la cote DE 1.

Les Archives départementales de l'Yonne conservent le chartrier de la seigneurie de L'Isle-sur-Serien sous la cote 8 J 1-28.

Les Archives départementales des Yvelines conservent des documents provenant de la famille Bertier sous les cotes E 125 (baux) et 4 J (seigneurie de Morsang-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois et Villemoisson).

Bibliographie.

CHAIX-D'EST-ANGE (Gustave), *Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIX^e siècle*, Évreux, 1903-1929, 20 vol., t. 4, 1905, p. 121-123.

BERTIER (Ferdinand de), *Souvenirs inédits d'un conspirateur, Révolution, Empire et première Restauration*, présentés et annotés par Guillaume de Bertier de Sauvigny, Paris, Tallandier, 1990, 455 p. (collection « in-texte »).

BERTHIER DE GRANDRY (Frédéric), *Une famille de la noblesse d'épée, les Berthier. Histoire et descendances en Bourgogne et Nivernais*, chez l'auteur, 1999, 634 p.

81 AP

FONDS RAMBAUD

Dates extrêmes : an IX-1905.

Importance matérielle : 7 cartons (81 AP 1-7) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Mesdames Marque et Masset et de Monsieur Haumant, 29 mars 1950.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par R. Gourmelon, 1952, 14 p.

Notice biographique.

Historien, journaliste et universitaire, Alfred Nicolas Rambaud (1842-1905) fit des études au lycée de Besançon puis à Louis-le-Grand. En 1861, il entra à l'École normale supérieure et fut reçu agrégé d'histoire en 1864. En 1870, il fut admis au grade de docteur ès lettres, grade qui lui ouvrit les portes de l'enseignement supérieur. En 1879, il fit une première incursion dans le monde politique en exerçant les fonctions de chef du cabinet de son ami Jules Ferry, avant de retrouver sa chaire à l'École normale supérieure et à la Sorbonne.

Parallèlement à cette carrière universitaire, Alfred Rambaud collabora au *Temps*, à la *Revue des Deux Mondes* et à diverses revues historiques. On le trouvait, en 1871, rédacteur en chef du *Progrès de l'Est* et en 1888, directeur de la *Revue bleue*.

Les ouvrages historiques qu'il a laissés sont très nombreux : L'Empire grec au x^e siècle (1870), L'Allemagne sous Napoléon I^{er} (1874), L'Histoire de la Russie (1878), L'Histoire de la Révolution française (1883), L'Histoire de la civilisation française (1885-1888), La France coloniale (1886), Jules Ferry (1903).

Devenu sénateur républicain libéral dans le Doubs en 1895, il fut appelé quelques mois plus tard à la tête de l'Instruction publique (1895-1898) par Méline. Il fit voter la loi sur la construction d'universités et ordonna le transfert au Panthéon des restes de Voltaire et de Rousseau. Il déposa également une proposition de loi sur la réforme de l'enseignement secondaire et l'organisation du baccalauréat (1898) et prit part à la discussion du projet de loi sur les associations (1901). Moins de trois ans après avoir perdu son mandat sénatorial (1903), il mourut à l'âge de 63 ans.

Présentation du contenu.

- 81 AP 1-2. Dossiers de politique locale d'Alfred Rambaud, rédacteur en chef du *Courrier de l'Est*, élu sénateur du Doubs. 1870-1905.
- 3-4. Dossiers de politique générale de Rambaud constitués durant son ministère de l'Instruction publique et les années suivantes. 1895-1905.
- 5-6. L'Algérie et les colonies (en particulier organisation de l'Instruction publique). 1876-1904.
7. Divers. An XI-1905.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 8, 1977, p. 2784-2785.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 585.

82 AP

FONDS BRO DE COMÈRES

Dates extrêmes : 1724-1936.

Importance matérielle : 20 cartons (82 AP 1-21) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1950-1979, complétés par des achats, 1956-1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (82 AP 1 à 19), par S. d'Huart, 1950-1967, 29 p. ; suppl. dact. (82 AP 20), 1979, 4 p.

Notice biographique.

Le premier membre de cette famille, dont sont conservés les papiers est Jean-Louis Bro, né en 1733 à Ganges (Hérault), mort le 12 décembre 1813 à Paris, avocat au Parlement, conseiller du Roi, notaire au Châtelet de Paris, doyen honoraire des notaires impériaux. Il épousa Françoise-Angélique Pelletier puis Catherine-Rose Danière. De son premier mariage naquit Louis Bro, le 17 août 1781.

Louis Bro prépara l'École polytechnique où il échoua. Son père le poussant vers une carrière militaire, il s'enrôla alors à la caserne de Rennes au premier régiment de hussards en octobre 1801. Il participa à l'expédition de Saint-Domingue la même année. Il combattit ensuite en Prusse et en Russie, ainsi qu'à la campagne de France. Mis en position de non-activité le 1^{er} septembre 1814, il fut pendant les Cent-Jours, commandant du 4^e lanciers et prit part à la bataille de Waterloo.

Sous la Restauration, il fut déchu de son grade de colonel le 22 juillet 1816 et mis en demi-solde. La révolution de juillet le fit rentrer dans la mêlée, le 26 juillet 1830, comme colonel de la 2^e légion de la Garde nationale. Il reprit du service au 1^{er} régiment des lanciers de Nemours, puis il prit part à la campagne de Belgique en 1831-1832. Nommé maréchal de camp le 11 octobre 1832, il fut désigné pour l'Algérie où il participa à l'expédition contre les Hedjoutes et fut en contact avec les grands chefs français : Rapatel, Trézel, Lamoricière.

Après un retour définitif en France le 4 août 1838, il commanda le département de l'Hérault, puis celui de la Dordogne, avant d'être nommé à Lille le 17 mars 1840, comme inspecteur de cavalerie. Peu avant son décès, il fut nommé lieutenant général en 1844.

Le 14 avril 1812, Louis Bro avait épousé Laure de Comères, issue d'une famille de Toulouse. Le couple eut un fils, Olivier, né le 19 décembre 1813 qui suivit lui aussi la carrière militaire. Il s'engagea le 19 décembre 1830 à l'âge de 17 ans. Il fut sous-lieutenant au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique. En 1833, il rejoignit son père en Algérie au 1^{er} régiment des chasseurs. Il fut affecté au 7^e régiment des hussards en 1840. 14 ans plus tard, officier d'ordonnance du roi, il devint colonel en 1854. Il avait épousé Claire Lepage, issue d'une grande famille d'armuriers parisiens, fournisseurs du duc d'Orléans, de l'empereur Napoléon I^{er} et de Louis XVIII, et qui lui donna un fils, Henri.

Laure Bro, femme de Louis, avait un demi-frère, Alfred de Sevelinges, qui fit une belle carrière sous la monarchie de Juillet et sous le Second Empire et qui mourut sans postérité.

Présentation du contenu.

- 82 AP 1. M^e Jean-Louis Bro, notaire à Paris. 1770-1811.
- 2-7. Louis Bro, général : sous le Consulat et l'Empire, expédition de Saint-Domingue, campagnes de Prusse, de Russie et de France, sous la monarchie de Juillet, opérations en Belgique, 1831-1832, en Algérie, 1832-1838, vie de garnison, 1838-1844.
 8. La générale Bro, née Laure de Comères. 1810-1844.
 9. Alexandre Bro, frère du général. 1830-1851.
 - 10-13. Olivier Bro de Comères, colonel : Algérie, 1833-1835, état-major de Torchu en 1870.
 14. Claire Bro de Comères, née Lepage.
 15. Henri Bro de Comères et son épouse, née Marie Zentz d'Alnois.
 16. Alfred de Sevelinges, général, officier de la monarchie de Juillet et du Second Empire.
 17. Divers.
 - 18-19. Les armuriers parisiens Lepage. xviii^e-xix^e siècles.
 20. Papiers de Louis et Olivier Bro de Comères.
 21. Lettre autographe du peintre Géricault. 29 septembre [1822].

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des archives Lamoricière dans le fonds Dampierre-Lamoricière-château du Chillon (289 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

83 AP

FONDS DE LA FAMILLE DE ROCHEMAURE

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 5 cartons (83 AP 1-5) ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Conge Dejean, septembre 1949.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Nadine Gastaldi, 1988, XI-10 p.

Notice biographique.

Originnaire du Languedoc, la famille de Rochemaure (ou Rochemore) se divisa en deux branches : l'une établie à Beaucaire, l'autre à Arles, éteinte au XVI^e siècle. Le premier Rochemaure connu est Pierre-Guillaume de Rochemaure, cité dans trois chartes de 1084, 1094 et 1096. Au XV^e siècle, Hermengaud de Rochemore, gouverneur et viguier de la ville de Lunel, rendit hommage au roi en 1435, pour les terres qu'il possédait tant en Languedoc qu'en Provence. De la branche aînée sont issus les Rochemaure-Galargues et les Rochemaure d'Aleyrac, barons d'Aigremont.

Présentation du contenu.

83 AP 1-5. Copies et analyses d'actes, titres originaux de la famille de Rochemaure ; comptes d'exploitation des seigneuries de Rochemaure, La Devèze et Saint-Côme. XIV^e-XIX^e siècles.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales du Gard conservent, sous la cote 1 E 939-1432, les archives de la famille de Rochemaure, provenant du château de Christin, ancienne possession des Baschi d'Aubai, alliés deux fois au XVIII^e siècle avec les Rochemaures-Galargues.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 17, col. 406-417.

84 AP

FONDS GOERDUCK

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (84 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : versement du Service de la récupération artistique en Allemagne, 1^{er} juin 1950.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par R. Gourmelon, 1950, 4 p.

Notice biographique.

D'abord au service du prince Hesse, dont il fut volontaire à partir de 1778, puis employé de 1780 à 1783 comme sous-lieutenant d'un régiment de chasseurs, André-Frédéric Goerduck (1756- ?), participa à diverses expéditions telles que celle de la Nouvelle-Londres et de Yorktown. En 1784, il passa au service de la Hollande comme premier-lieutenant de cavalerie. Trois ans plus tard, il était capitaine du régiment de Van der Borch. Après le licenciement de ce régiment, il obtint en 1788 un brevet de capitaine en second au régiment de Royal-Liégeois.

Chargé, de 1789 à 1791, de passer des marchés avec des fabricants d'armes de Liège, Goerduck dut ensuite émigrer. Titulaire d'une commission de capitaine au régiment d'infanterie allemand de Wittgenstein, il accomplit, de 1791 à 1794, plusieurs missions à Venise, pour la levée d'un corps de chasseurs, en Hollande et en Angleterre.

Mais ces perspectives ne satisfaisaient plus ses ambitions. Il conçut alors le projet de fonder un Empire illyrien. À partir de ce moment, on perd la trace de Goerduck dont le frère, émigré en Angleterre dès 1795, vivait encore sous la Restauration.

Présentation du contenu.

84 AP 1. Documents personnels, rapports, correspondance d'André-Frédéric Goerduck, au service du prince de Hesse, de la France et au sujet de la fondation de l'Empire illyrien. XVIII^e-XIX^e siècles.

Bibliographie.

Introduction du répertoire numérique dactylographié de R. Gourmelon.

85 AP

FONDS DE LA FAMILLE BÉRULLE

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 9 cartons (85 AP 1-22) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1950.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1950, 5 p.

Notice biographique.

Originnaire de Champagne, la famille Bérulle fut anoblie par charge en 1573, en la personne de Claude de Bérulle, conseiller au Parlement, marié à Louise Segulier. De cette union naquirent deux fils : Pierre et Jean de Bérulle. Pierre (1575-1629) fut l'auteur de l'établissement des Carmélites, le fondateur et le premier général des prêtres de l'Oratoire en France. Il fut promu cardinal, en 1627. Son frère, Jean eut un fils unique, Charles de Bérulle. L'arrière-petit-fils de Charles, Amable-Pierre-Thomas, marquis de Bérulle, fut premier président au parlement de Grenoble après 1760. Il épousa en 1748 Catherine-Marie-Rolland, fille de Pierre-Barthélémy Rolland, comte de Chambaudoïn, conseiller de Grand-Chambre. Le nom des Bérulle s'éteignit au xx^e siècle. La famille Bérulle était alliée aux familles du Châtelet et Habart.

Présentation du contenu.

85 AP 1-6. Titres généalogiques des Bérulle. xv^e-xix^e siècles

7-11. Documents sur les charges exercées en particulier par Amable Pierre-Thomas de Bérulle, correspondance, 1622. xvi^e-xix^e siècles.

12-18. Propriétés : Bérulles, Milly, Foissy et divers. 1493-1809.

19-20. Familles alliées : du Châtelet et Habart. xvi^e-xix^e s.

21-22. Divers. xvi^e-xviii^e s.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 3, col. 51-52.

SERÉVILLE (É. de), SAINT-SIMON (F. de), *Le Dictionnaire de la noblesse*, Paris, Société française au xx^e siècle, 1975, p. 181.

86 AP

FONDS DE LA MAISON DE JAUCOURT

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 17 cartons (86 AP 1-17) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1950-1953.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par H. Courteault, 1910-1911, 182 p.

Notice biographique.

Originaire de Champagne, la maison de Jaucourt est connue depuis le XIII^e siècle. Son premier représentant, Pierre, sire de Jaucourt, est cité dans une charte de 1230. Trois Jaucourt s'illustrèrent aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Louis, chevalier de Jaucourt (1704-1779) fit ses études à Genève, à Cambridge et à Leyde. Revenu à Paris en 1736, il fut l'ami de Mably, de Condillac et de Montesquieu. Il rédigea dans l'*Encyclopédie* des articles de physiologie, de chimie, de botanique, de pathologie et aussi de politique et d'histoire. Il avait publié en Hollande une *Histoire de la vie et des œuvres de Leibniz* (1734). Il travailla aussi à la *Bibliothèque raisonnée des savants de l'Europe* (1728-1740) et à la *Description du musée de Séba* (1734-1765).

Colonel du 2^e régiment de Condé-dragons en 1788, membre de l'Assemblée législative en 1791, quoique protestant, royaliste modéré, Arnail-François, marquis de Jaucourt (1757-1852), accompagna Talleyrand à Londres. Appelé au Tribunat par Bonaparte, il assura l'intérim du ministère des Affaires étrangères du 1^{er} au 14 avril 1814, pendant le séjour de Talleyrand au Congrès de Vienne. Pair de France, il fut nommé ministre de la Marine le 9 juillet 1815, mais il se retira en même temps que Talleyrand au mois de septembre. Membre du Conseil privé, il se rallia à la monarchie de Juillet. En 1848, il se prononça pour le prince Louis-Napoléon.

Son parent, Jean-François-Charles, comte de Jaucourt, né en 1836, fut chef de cabinet de Persigny, ministre de l'Intérieur. Il se présenta, avec l'appui officiel du gouvernement, dans la 2^e circonscription de Seine-et-Marne, aux élections du 1^{er} juin 1863, et il fut élu député au Corps législatif. Il échoua aux élections de 1869. Officier de la Légion d'honneur, il mourut en 1908.

Présentation du contenu.

86 AP 1. Généalogies des Jaucourt et inventaires anciens. XVII^e-XIX^e siècles.

2-10. Papiers personnels des Jaucourt, entre autres du chevalier, homme de lettres et philosophe, du marquis Arnail-François et du comte Jean-François-Charles. XIX^e-XX^e s.

11-12. Familles alliées. XIII^e-XVIII^e s.

13-14. Divers. XV^e-XVIII^e s.

15. Correspondance. XVIII^e-XX^e s.

16-17. Divers. XVII^e-XVIII^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm du terrier de la seigneurie de Combreux (1767) et d'un livre d'or des chasses de Presles (1901-1903), appartenant au Jaucourt, sous la cote 725 Mi.

Le Minutier central des notaires parisiens des Archives nationales (site de Paris) conserve quelques contrats de mariage, testaments et inventaires après décès relatifs aux Jaucourt (étude I 548, étude XXIII 774, étude LXI 949, étude XCI 511, 712, 1423bis, 1569, 2120, étude CXV 596, 767, 878, 879, 883).

Les Archives départementales de Seine-et-Marne, conservent, dans la sous-série 1 Q (domaines nationaux), quatre articles concernant les biens des Jaucourt en Champagne (1 Q 816, 1 Q 1924, 1 Q 2234, 1 Q 2505).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 11, col. 46-66.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 3, 1891, p. 407-408.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 144-145.

87 AP

FONDS SIMON

Dates extrêmes : 1831-1923.

Importance matérielle : 21 articles (87 AP 1-22) ; 3,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1950-1971, transformés en don en septembre 2001, complétés par un achat, 1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (87 AP 1 à 16), par G. Gille, 1952, 74 p. ; rép. num. détaillé dact. (87 AP 17 à 21), par M. Guillot, 1972, 11 p.

Notice biographique.

Élève et successeur de Victor Cousin à la Sorbonne, élu représentant des Côtes-du-Nord à la Constituante en 1848, François Simon Jules Suisse, dit Jules Simon (1814-1896), refusa comme professeur à la Sorbonne de prêter serment à l'empereur, après 1852. Il dut renoncer à l'enseignement public et publia plusieurs ouvrages : *Le devoir*, *La religion naturelle*, *La liberté de conscience*. Élu en 1863 député par la VIII^e circonscription de la Seine, puis en 1869 dans la Gironde, Jules Simon devint un des membres les plus actifs de l'opposition.

La chute de l'Empire le fit passer de l'opposition au pouvoir. Ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement de la Défense nationale, il fut élu député dans la Marne, et conserva sous le gouvernement de Thiers le portefeuille de l'Instruction publique. Il retourna dans l'opposition en avril 1873.

En 1875, Jules Simon, déjà membre de l'Académie des sciences morales, fut élu membre de l'Académie française et nommé par l'Assemblée nationale sénateur à vie. Devenu chef de cabinet en 1876, il fut brutalement renvoyé par Mac-Mahon en 1877. En 1889, il combattit le boulangisme dans un pamphlet piquant : *Souviens-toi du 2 Décembre*. L'activité parlementaire des dernières années de Jules Simon fut consacrée aux problèmes de l'éducation et aux questions sociales.

Présentation du contenu.

87 AP 1-7. Correspondance reçue par Jules Simon et son épouse. 1843-1896.

8. Correspondance adressée par lui à sa famille et à ses amis. 1831-1895.

9-10. Carrière politique, surtout son ministère de l'Instruction publique. 1843-1892.

11-16. Ouvrages, articles, discours ; notices biographiques ; divers entre autres lettres reçues par sa veuve et ses descendants. 1896-1923.

17-18. Correspondance reçue par Jules Simon et quelques lettres envoyées par lui.

19-20. Notes et manuscrits.

21. Ses obsèques, sa statue à Paris et à Lorient. 1896-1903.

22. Lettre de Jules Simon. 8 octobre 1885.

Bibliographie.

- ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 5, 1891, p. 323.
- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 615-616.

88 AP

FONDS FAUCIGNY-LUCINGE

Dates extrêmes : XII^e (copie)-XX^e siècles.

Importance matérielle : 20 articles (88 AP 1-26) ; 2,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 88 AP 1 à 25 : dépôts des princes de Faucigny-Lucinge, 1950-1980, transformés en don en 1999.
- 88 AP 26 : don du libraire Émile Paul, 1920.

Conditions d'accès :

- 88 AP 1 à 25 : sur autorisation.
- 88 AP 26 : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par M. Antoine, 1951, 55 p.

Notice biographique.

Originaire du Bugey, la maison de Lucinge était connue dès le XII^e siècle. En étaient issus Hugonin de Lucinge, nommé bailli et gouverneur de Faucigny en 1399, plusieurs officiers de la maison des ducs de Savoie, et René de Lucinge (1550-vers 1615), seigneur des Allymes, ambassadeur du duc Charles-Emmanuel I^{er}, dit « le Grand ».

Présentation du contenu.

- 88 AP 1-14. Papiers personnels et papiers de terres de la famille Faucigny-Lucinge et entre autres, de Hugonin de Lucinge et de René de Lucinge. XII^e (copie)-XX^e s.
- 15-24. Travaux historiques manuscrits et imprimés sur la famille de Faucigny-Lucinge et sur la Savoie.
25. Documents familiaux divers. XIII^e-XIX^e s.
26. Deux registres :
- dissertations, notes, copies de documents sur la généalogie et l'histoire de la famille de Faucigny-Lucinge et le pays de Faucigny (Haute-Savoie) ;
 - dissertation sur les sceaux de la maison de Faucigny.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 7, col. 753, t. 12, col. 526.

89 AP

CHARTRIER DE CHALANCEY

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 26 cartons (89 AP 1-48) ; 4,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1949.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par G. Bauffremont, 1951, 5 p.

Notice biographique.

Les seigneuries de Chalancey, Cusey, Mouilleron, Museau, Vaillant et Vesvres étaient toutes situées dans l'actuel département de la Haute-Marne. Les Damas, Petitot, Bichet d'Isomes et d'Esclaibes d'Hust furent tour à tour seigneurs de Chalancey.

Présentation du contenu.

89 AP 1-48. Titres généalogiques, titres de propriété, pièces de procès, comptes d'exploitations de terres se rapportant aux familles de Damas, Petitot, Bichet d'Isomes, d'Esclaibes d'Hust et aux seigneuries de Chalancey, Cusey, Mouilleron, Musseau, Vaillant et Vesvres. 1289-1874.

Bibliographie.

Informations extraites de l'état sommaire dact.

90 AP

CHARTRIER DE SAINT-FARGEAU

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 222 cartons (90 AP 1-225) ; 35 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1950-1980.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : *Archives du château de Saint-Fargeau (90 AP [1-224]). Inventaire*, par Y. Lanhers, Paris, Archives nationales, 1981, in-8°, 192 p., carte ; suppl. dact. (90 AP 225), par C. Sibille, 2003, 4 p.

Notice biographique.

La seigneurie de Saint-Fargeau tient son nom de la région de la Puisaye (Yonne), dont le centre était Saint-Fargeau. En 1541, elle fut érigée en comté, en 1576, en duché-prairie, en 1718, de nouveau en comté. Elle changea souvent de maîtres au cours des siècles.

Après la famille de Toucy, la maison de Bar l'acquiert par le mariage de Jeanne de Toucy avec Thiébaud, comte de Bar, en 1255 et la conserva jusqu'en 1430. La mort des deux fils de Robert, duc de Bar, ouvrit une période d'insécurité pour la Puisaye. Le seul héritier mâle, le cardinal de Bar, grevé de dettes, engagea la Puisaye à Georges de la Trémoille et, en 1446, la veuve de ce dernier en faisait encore hommage au roi de France. En 1450, Jacques Cœur l'acquiert des héritiers du cardinal, les Montferrat, mais l'année suivante, il fut arrêté et ses biens saisis. En 1456, la seigneurie de Saint-Fargeau fut adjugée à Antoine de Chabannes, grand maître d'hôtel de France. Se succédèrent après la mort de Jean de Chabannes les Anjou-Mézières, puis les Bourbon-Montpensier. La mort prématurée de Henri de Bourbon-Montpensier, puis de sa belle-fille en 1627, ouvrit pour la seigneurie une nouvelle période d'incertitude. Le château commença à tomber en ruines. Marie-Louise de Montpensier dépensa 200 000 livres pour le faire rénover, mais elle l'abandonna en 1657.

En 1715, Saint-Fargeau connut de nouveaux propriétaires : les Le Peletier, d'origine mancelle. Anoblis au début du XVII^e siècle, au moment où Michel-Robert Le Peletier des Forts en devint seigneur, les Le Peletier furent une des familles les plus représentatives et les plus riches de la noblesse de robe. Michel-Robert fut intendant des finances (1704), contrôleur général des finances (1726-1730) et ministre d'État. Cinq générations se succédèrent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Lorsque Louise-Suzanne et Léon Le Peletier se marièrent en 1809, ils prirent le château comme demeure. Léon rénova le château. À sa mort, en 1814, sa veuve abandonna ce lieu et ce n'est qu'à partir de 1827 que leur fille et son mari, Édouard, marquis de Boisgelin, pair de France, puis leur petit-fils Bruno redonnèrent vie au domaine. Bruno le céda à l'une de ses filles qui épousa Jacques Anisson du Perron, issu d'une vieille famille lyonnaise dont le nom fut associé pendant trois siècles à la librairie française et à l'Imprimerie royale puis nationale. Les enfants de Jacques, conservèrent le château jusqu'en 1966, année où le fonds, microfilmé en 1950, entra aux Archives nationales.

Présentation du contenu.

- 90 AP 1-72. Propriétaires du château de Saint-Fargeau : le cardinal de Bar, Jacques Cœur, les familles Chabannes, d'Anjou, de Bourbon, Le Peletier de Saint-Fargeau, de Boisgelin, Anisson du Perron. XIV^e-XIX^e siècles.
- 73-208. Les domaines, entre autres des comptes des receveurs de la Puisaye remontant à la fin du XIV^e siècle, des marchés de bois, fin XVIII^e-XIX^e siècle, des dossiers de procédure du ressort de Saint-Fargeau du XV^e au XIX^e siècles.
- 209-223. Le chapitre de Saint-Fargeau, comptes notamment.
- 224-225. Pièces diverses. XVI^e-XIX^e siècles.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le microfilm des archives Le Peletier, sous la cote 259 AP/173 Mi.

Bibliographie.

Introduction de l'inventaire d'Y. Lanhers.

91 AP

FONDS MANUEL BARBA

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (91 AP 1-4) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don des Archives départementales du Puy-de-Dôme, 1945.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par J. Guerout, 1951, 13 p.

Notice biographique.

Le docteur Manuel Barba y Roca, dont la principale période d'activité s'étendit entre 1779 et 1820, propriétaire viticulteur et avocat à Villafranca del Panadès (province de Barcelone), fut membre de la Junte supérieure de la Catalogne en 1808 et 1809.

Vicente Llorens fut commissaire de guerre et trésorier de la place et des forts de la Séo-de-Urgel pendant le siège de la ville par les Français.

Historique de la conservation.

Le fonds Barba a été transmis par les Archives départementales du Puy-de-Dôme en 1945 : on ne sait pas comment il est parvenu en France. Ce fonds se compose de deux parties inégales : les papiers de Manuel Barba et de sa famille, et des papiers étrangers au fonds. Les papiers de Manuel Barba avaient reçu de bonne heure un certain classement, dont les mentions se retrouvent au dos de certaines lettres. Ces indices ont permis de reconstituer, du moins en partie, les dossiers. Mais chaque fois qu'il y avait doute, les pièces ont été laissées dans la correspondance générale.

Présentation du contenu.

91 AP 1-3. Correspondance active et passive de Manuel Barba y Roca et de sa famille, rapports intéressant l'histoire sociale et économique de la Catalogne. XVIII^e-XIX^e s.

4. Divers, notamment papiers de Vicente Llorens, sans lien direct avec le fonds Barba. 1811-1839.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique.

[92 AP]

5 Mi

FONDS PIERRE-DOMINIQUE MARTIN

Dates extrêmes : 1741-1839.

Importance matérielle : 1 bobine de microfilm (5 Mi 1).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1951.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. Czarnecki, 1953, 2 p.

Notice biographique.

Né en 1771, Pierre-Dominique Martin était ingénieur des Ponts et Chaussées. Il participa à l'expédition d'Égypte.

Présentation du contenu.

5 Mi 1. Microfilm de deux ouvrages manuscrits de Pierre-Dominique Martin : une autobiographie allant de la fin de l'Ancien Régime jusqu'aux dernières années de la monarchie de Juillet, avec des détails sur la vie à Paris pendant la Révolution, et un récit de l'expédition d'Égypte, ainsi qu'un journal consacré exclusivement à cette campagne. 1741-1839.

Bibliographie.

Informations extraites de l'état sommaire dactylographié.

93 AP

FONDS SAINT-SALVI

Dates extrêmes : XIX^e siècle.

Importance matérielle : 17 cartons (93 AP 1-24) ; 2,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque de l'Opéra, novembre 1932-1933, complété par un achat, 1992.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. ms. (93 AP 1-22), par G. Bourgin, 4 p.

Notice biographique.

Joseph de Saint-Salvi fut premier inspecteur du matériel de la Maison du roi de 1814 à 1830.

Présentation du contenu.

- 93 AP 1. Pièces diverses et correspondance relatives au rôle politique de Joseph de Saint-Salvi, particulièrement en 1832.
- 2, 3, 4, 13 et 14. États et comptes ayant trait aux écuries de Monsieur, devenu plus tard Charles X. 1820-1830.
- 5-12, 15-22. Administration des journaux : le *Courrier français*, 1849, *Le Moniteur du soir*, 1850-1851, et surtout *L'Assemblée nationale*, 1848-1851.
- 23. Maison du roi Charles X, écuries (Monceau, Saint-Cloud, Versailles...) : liquidation de l'ancienne liste civile par Charles de Saint-Salvi, premier inspecteur ordinaire de l'ancienne maison du roi, et caisse de vétérance (1831-1832) ; personnel des écuries : pages (1824-1830), écurie de Monsieur (avant 1835), conciergerie, habillement, chauffage et éclairage.
- 24. Voitures (dont 11 dessins de voitures). 1828-1830.
Harnais et sellerie. 1821-1828.
Éperonnerie. 1824-1828.
Fourrages. 1825-1830.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds de la Maison du roi sous la Restauration (O³ 387 à 503 : écuries du roi, ordres et rapports de l'écuyer commandant, organisation et fonctionnement de la Grande Écurie, pages, 1814-1830).

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique.

94 AP

FONDS ALBERT THOMAS

Dates extrêmes : 1879-1948.

Importance matérielle : 447 cartons (94 AP 1-483) ; 86,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Mesdames Albert Thomas et Paul Rémy, de Monsieur Mario Roques, de Madame Éspinasse et du Bureau international du travail, 1922-1969.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. et ms., par G. Bourgin, Ph. du Verdier, R. Gourmelon et D. Bectarte, [1932-]1941-1978, 151 p. Le répertoire, composé de plusieurs parties rédigées au fur et à mesure des versements échelonnés entre 1932 et 1969, est tantôt simplement numérique, tantôt plus détaillé.

Notice biographique.

Dès 1904, Albert Thomas (1878-1932) milita au parti socialiste unifié. Il fut député de la Seine de 1910 à 1919, puis du Tarn de 1919 à 1921. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et à l'Équipement militaire (août 1914-décembre 1916), avant de prendre le portefeuille de l'Armement et des Fabrications de guerre, à la création de ce ministère (décembre 1916-septembre 1917). Ambassadeur extraordinaire à Moscou en 1917-1918, Albert Thomas s'était rendu en Russie dès 1916.

Après avoir été membre de la conférence de la Paix (1918-1919), il fut choisi pour diriger le Bureau international du Travail dès sa fondation (1920-1932). Parallèlement à ses fonctions au B.I.T., Albert Thomas fut membre du comité technique et parlementaire créé en 1919 par Paul Rémy, pour venir en aide aux aveugles.

Présentation du contenu.

- 94 AP 1-173. Albert Thomas (1878-1932), sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et à l'Équipement militaire, puis ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre. 1915-1917.
- 174-203. Russie : voyage de 1916 et ambassade à Moscou en 1917-1918.
- 204-231, 233-234. Politique internationale pendant la guerre et la conférence de la Paix. 1914-1920.
232. Création du Bureau international du Travail (B.I.T.). 1916-1924.
- 235-262. Activités politiques, comme membre du parti socialiste, et syndicaliste ; articles de journaux. 1905-1920.
- 263-280. Documentation imprimée.
- 281-311. Notes diverses. 1915-1917.
- 312-483. *Suppléments 1 à 7. À signaler :*
- 377 à 394. Lettres adressées à Albert Thomas, directeur du B.I.T. de 1920 à 1932.
- 396 à 398. Papiers de Paul Rémy, fondateur de l'Union des travailleurs aveugles, 1879-1948.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm de documents relatifs aux relations d'Albert Thomas avec Lloyd Georges (102 Mi 1, dossiers 1 et 2).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 354.

95 AP

FONDS CAULAINCOURT

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 86 cartons (95 AP 1-90) ; 12,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 95 AP 1-25 : dépôt, 1952.
- 95 AP 26-86 : datation du 2 mars 1984, complétée par un achat, 1993.
- 95 AP 87-90 : achat, 26 septembre 1998.

Conditions d'accès :

- 95 AP 1-25 : sur autorisation.
- 95 AP 26-90 : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (95 AP 1 à 25), par G. de Bauffremont, 1962, IV-76 p. ; suppl. dact. (95 AP 26 à 86), 1984, 23 p. ; suppl. dact. (95 AP 87 et 88), 1 p. ; suppl. dact. (95 AP 90), 1 p.

Notice biographique.

La famille de Caulaincourt était une des plus anciennes maisons de la province de Picardie, et l'ancienne châellenie de Caulaincourt en Vermandois avait été érigée en marquisat par lettres patentes de décembre 1714. Le premier Caulaincourt connu est Robert I^{er}, cité au cours d'une procédure avec les abbés et religieux de Prémontré, en 1232. Au XVII^e siècle, Marc-Louis, marquis de Caulaincourt, maréchal de camp, parcourut pendant trente ans tous les champs de bataille de l'Europe et fut fait prisonnier par les Prussiens au cours de la Guerre de Sept Ans. Son fils, Gabriel-Louis (1741-1808), général de division et sénateur, fut le père du premier duc de Vicence, le général Armand-Augustin-Louis, marquis de Caulaincourt (1773-1827), grand écuyer de l'Empereur et son ambassadeur en Russie de 1807 à 1811. Le frère de ce dernier, Auguste-Gabriel (1777-1812), comte de Caulaincourt, grand écuyer de Louis Bonaparte, roi de Hollande, fit la campagne d'Espagne et fut tué à la bataille de la Moskowa.

Historique de la conservation.

Les 25 premiers cartons avaient été déposés aux Archives nationales en juin 1952 par le colonel Daru, au nom de la comtesse Gérard de Moustier, de la comtesse Daru et de la comtesse de Montholon. Un choix avait été fait à l'époque et l'essentiel du fonds était constitué des papiers militaires, diplomatiques et politiques d'Armand-Augustin-Louis, duc de Vicence. Ce premier dépôt fut complété par la datation de 61 cartons, conservés au château de Caulaincourt. Cette seconde partie offre un éventail beaucoup plus large puisqu'elle concerne les archives de la famille de Caulaincourt ; en outre, le chartrier de Méautis et Mesnilbus (Manche) est venu accroître les archives Caulaincourt en raison de l'alliance Carbonnel de Canisy.

Présentation du contenu.

- 95 AP 1-3. Marc-Louis, marquis de Caulaincourt, maréchal de camp, et son fils, Gabriel-Louis, marquis de Caulaincourt, général de division et sénateur. 1756-1808.
- 4-24. Armand-Augustin-Louis, marquis de Caulaincourt, duc de Vicence, grand écuyer de l'Empereur, son ambassadeur en Russie de 1807 à 1811, avec correspondance et manuscrits de ses mémoires. 1795-1847.
25. Auguste-Gabriel, comte de Caulaincourt, frère du précédent, grand écuyer du roi de Hollande, d'où une correspondance de Louis Bonaparte avec divers souverains. 1766-1845.
- 26-53. Famille Caulaincourt.
- 54-63. Familles alliées.
- 64-84. Terres et biens, dont chartrier de Meautis et du Mesnilbus (Manche).
- 85-86. Autographes (achats et dons).
- 87-88. Service du Grand Écuyer. 1804-1814.
89. Lettres de Charles-Nicolas Fabvier à Caulaincourt, duc de Vicence. 9 juillet 1809 et 1^{er} septembre 1849.
90. Minutes (de la main du duc de Vicence ?). 1809-1811.
Lettre interceptée d'un seigneur de Bruxelles à un de ses amis à Gand. 6 janvier 1814.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

Mémoires du général de Caulaincourt, duc de Vicence, grand écuyer de l'empereur ; introduction et notes de Jean Hanoteau..., Paris, Plon, 1933.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 401-402.

96 AP

FONDS FÉLIX TRÉPONT

Dates extrêmes : 1914-1915.

Importance matérielle : 2 cartons (96 AP 1-3) ; 0,26 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Trépont, 21 mars 1952.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1951, 2 p.

Notice biographique.

Félix Trépont naquit le 6 juin 1863. Avocat à la cour d'appel de Paris, il fut successivement sous-préfet de Saint-Pol (1892) et de Dôle (1896), secrétaire général du département de l'Aisne (1898), préfet du Jura (1901), du Loiret (1905), du Pas-de-Calais (1907) et du Nord (1909). Il fut pris en otage avec l'évêque, le maire et le recteur, dès l'entrée des Allemands à Lille, le 13 octobre 1914. Incarcéré le 18 février 1915 à la Citadelle avec le secrétaire général de sa préfecture et un chef de division, pour reproduction et diffusion d'articles de journaux français, il fut déporté en Allemagne. Rapatrié en janvier 1916, il retrouva ses fonctions en résidence à Dunkerque. Il prit sa retraite en 1923. Il avait été président de l'association de l'administration préfectorale de 1911 à 1919.

Présentation du contenu.

96 AP 1-3. Journal de Félix Trépont, préfet du département du Nord, 1914-1915, et pièces diverses sur son administration durant l'occupation allemande.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 526.

97 AP

FONDS KERGORLAY

Dates extrêmes : 1455-1876.

Importance matérielle : 3 cartons (97 AP 1-8) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1952.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. de Bauffremont, 1952, 26 p.

Notice biographique.

Originaires de Bretagne, les Kergorlay étaient seigneurs du Cludon ou de Cleuzdon. Le premier Kergorlay connu est Jean de Kergorlay, cité dans un acte de 1475. Les Kergorlay donnèrent quelques députés sous la Restauration et le Second Empire. Ils étaient alliés à diverses familles de la région, notamment aux marquis du Gage et à la famille de Plœuc.

Présentation du contenu.

- 97 AP 1. Les Kergorlay, seigneurs du Cludon ou de Cleuzdon. 1475-1725.
2. Seigneurie de Penhoat, dans l'actuel département des Côtes-d'Armor. 1568-1702.
3. Les marquis du Gage, alliés aux Kergorlay. 1639-1770.
4. Famille de Cornouaille, 1455-1569 ; seigneurie de Plœuc, 1577-1746, et châtelainie du Vieux-Marché, 1698-1850, dans l'actuel département des Côtes-d'Armor.
- 5-8. Familles et seigneuries de la région. 1502-1876.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les papiers de la famille de Plœuc, alliée aux Kergorlay (272 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique.

COURCELLES (Chevalier de), *Dictionnaire universel de la noblesse de France*, Paris, 1820-1822, 2 vol., t. 3.

KERVILER (René de), *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne*, Rennes, 1886-1908, 17 vol.

LEVOT (Prosper-Jean), *Biographie bretonne*, Genève : Slatkine ; Paris, Champion, 1971, 975 et 983 p.

98 AP

FONDS BRAQUE

Dates extrêmes : 1476-1761.

Importance matérielle : 5 cartons (98 AP 1-5) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte du Luart, 1952-1989.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (98 AP 1 et 2), par S. d'Huart, 1953 et 1965, 9 p. ; suppl. dact. (98 AP 3 à 5), 1989, 2 p.

Notice biographique.

La très ancienne famille parisienne des Braque, éteinte en 1744 avec Paul-Émile de Braque, compta parmi ses membres deux contrôleurs généraux des écuries du roi aux xvii^e et xviii^e siècles ; ils possédaient des terres au Luat et à Piscop (Val-d'Oise). Les L'Huillier et les Gautier de Vieuville (certains furent prévôts de Saint-Dié sous Louis XIV) leur étaient apparentés.

Historique de la conservation.

Ces papiers, jusqu'à leur don aux Archives nationales, se trouvaient, par suite d'une alliance, au château de Flogny (Yonne), dans le chartrier de la famille de Boucher de Flogny.

Présentation du contenu.

98 AP 1-5. Famille de Braque ; familles alliées : L'Huillier et Gautier de Vieuville. 1476-1761.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

99 AP

FONDS GÉNÉRAL BARATIER

Dates extrêmes : 1882-1918.

Importance matérielle : 10 cartons (99 AP 1-11) ; 1,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée :

- 99 AP 1-10 : dépôts, 1958-1971, transformés en don en septembre 2001.
- 99 AP 11, dossiers 1-3 : prêt pour microfilmage, 1998.
- 99 AP 11, dossier 4 : don de Monsieur Christian de Jouvencel, 1998.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction :

- 99 AP 1-10 : libre.
- 99 AP 11 : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (99 AP 1 à 6), par S. Mirot, 1954, 6 p. ; suppl. dact. (99 AP 7 à 11), par S. Lacombe, 3 p.

Notice biographique.

Né à Belfort en 1864, fils de l'intendant général Aristide-Émile-Anatole Baratier (1834-1918) qui avait fait la campagne du Tonkin, Albert Baratier entra à Saint-Cyr en 1883, puis fut affecté au 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. Après avoir servi en Algérie, il prit part avec le lieutenant-colonel Humbert aux opérations contre Samory et se distingua particulièrement dans l'attaque de Diamanko (1891-1892). Il fit ensuite partie de la colonne Monteil envoyée vers Kong et se lia avec le capitaine Marchand. Membre de la mission Marchand en 1896, il reçut pour principale tâche l'exploration du bas Soueh et du Bahr-el-Ghazal. Au prix de nombreuses difficultés, il réussit à traverser les marais et à atteindre le lac Nô. Il avait ainsi tracé à la mission la route qu'elle devait suivre pour passer du bassin du Congo dans celui du Nil et atteindre Fachoda. Commandant à son retour en France, il mit en lumière l'œuvre accomplie par la mission et dressa une carte du Haut-Oubangui. En 1912, il écrivit les *Épopées africaines*, et, en 1914, *Au Congo. Souvenirs de la mission Marchand*. Colonel au début de la Grande Guerre, il devint général de brigade le 10 septembre 1914 puis général de division en mai 1917. Il mourut peu après dans une tranchée de première ligne devant Reims.

Présentation du contenu.

- 99 AP 1-10. Correspondance, compte rendu et notes de voyages, photographies et rapports du général Baratier (1864-1917), membre depuis 1896 de la mission Marchand, qui explora la région comprise entre le Congo et le Nil.
11. Complément aux archives Baratier :
- uniquement sous forme de microfilm :
- Dossier 1.* Carrière et distinctions de Baratier. 1882-1917.
- Dossier 2.* Albums photographiques de la mission Marchand. 1897-1898.
- Dossier 3.* Livre d'or. 1899.
- originaux :

Dossier 4. Correspondance, mort de Baratier, documentation imprimée. 1891-1918.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives du colonel Monteil (66 AP) et celles du lieutenant Largeau (302 AP).

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

100 AP

FONDS ROSTAING

Dates extrêmes : 1245-1835.

Importance matérielle : 4 cartons (100 AP 1-5) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1952-1956, complétés par un don de Mrs Shirley Lar, 1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (100 AP 1-4), par G. de Bauffremont, 43 p. ; suppl. dact. (100 AP 5), par A. Ducrot, 1999, 4 p.

Notice biographique.

Originaire d'Embrun, la famille de Rostaing remonte au XIII^e siècle et elle a compté quelques administrateurs et militaires importants. Philippe-Joseph, comte de Rostaing (1719-1796), fut commissaire ordinaire puis inspecteur général de l'artillerie, commanda tour à tour les écoles d'artillerie de Grenelle et d'Auxonne et mourut lieutenant-général. Il eut un grand rôle à l'île de France où, associé à un certain Jean-Auguste-Thomas-Gilles Hermans puis au comte de Latour de Saint-Igest, il créa et installa les premières forges de cette colonie, puis en Espagne, où il prit part, comme commandant des Équipages de l'artillerie, à la campagne de 1762 à 1764. Rentré en France en 1774, il commanda tour à tour les écoles d'artillerie de Grenelle et d'Auxonne. Inspecteur général d'artillerie en 1779, maréchal de camp en 1780, lieutenant général en 1791, il fut suspendu de ses fonctions le 25 août 1793 et arrêté le 3 décembre 1794. Il mourut le 9 germinal an IV (21 avril 1796), ne laissant que deux filles de son mariage avec Marie-Henriette de Lur de Saluces.

Historique de la conservation.

Après la mort du dernier porteur du nom, au XIX^e siècle, les archives de la famille de Rostaing ont été conservées dans le château des Savy, dans le sud de la France, l'un des Savy ayant épousé une demoiselle de Rostaing. En 1944, les Allemands ont pillé le château. Les Archives nationales ont acheté ce qui restait des archives. Ces achats ont été complétés par un don de Madame Shirley Lahr, dont le mari avait emporté des documents de la famille de Rostaing aux États-Unis à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ce fonds est un démembrement des archives Montholon-Sémonville. Les papiers des Montholon et des Sémonville avaient été réunis par le remariage d'Angélique-Aimée de Rostaing, veuve du président Mathieu de Montholon, avec Charles-Louis Huguet de Sémonville.

Présentation du contenu.

100 AP 1-5. Titres généalogiques de la famille de Rostaing, et papiers de Philippe-Joseph, comte de Rostaing (1719-1796). 1245-1835.

Sources complémentaires.

Voir le fonds Montholon-Sémonville (115 AP), conservé aux Archives nationales (site de Paris).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique.

101 AP

FONDS GRAMONT

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 225 cartons (130 cartons cotés 101 AP A¹ à J⁵, et 96 cartons non cotés) ; 36 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1981-1990, complété par un don de la Bibliothèque nationale, 1989.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (série A à G), par Y. Lanhers, 1953, xv-106 p. ; inv. anal. dact. des documents conservés au château de Vallière et non microfilmés (H 1 à H 12), par Y. Lanhers, [1953], 40 p. (les documents originaux ont depuis été déposés aux Archives nationales) ; inv. anal. dact. (suppléments 1 à 10), 1956-1988, 26 p.

Les cotes indiquées dans l'inventaire d'Y. Lanhers sont celles des documents tels qu'ils étaient conservés au château de Vallière, à Mortefontaine (Oise), c'est-à-dire subdivisés en 7 séries cotées de A à G ; il convient donc pour la consultation de se reporter à la table de concordance entre ces cotes et celles des microfilms des Archives nationales (63 Mi), par S. Czarnecki (4 p.). Voir aussi Y. Lanhers, « Les archives de la Maison de Gramont », dans *Revue historique*, t. 211, 1954, p. 11-18.

Notices biographiques.

La maison de Gramont était originaire de Navarre. Le nom fut relevé par la branche cadette de la maison d'Aure. Les Gramont, gouverneurs de Béarn et de Navarre, jouèrent un rôle de premier plan aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Antoine III, duc de Gramont (1604-1678) servit en Allemagne sous Tilly, puis, en 1627, en Italie, où il devint lieutenant-général du duc de Mantoue. De retour en France, il épousa une nièce de Richelieu. Maréchal de camp en 1635, lieutenant-général en 1641 et maréchal de camp en septembre de la même année, il prit part à la guerre de Trente Ans. Resté fidèle à la cour pendant la Fronde, il fut fait ministre d'État en 1653, nommé ambassadeur à la diète de Francfort en 1657, et en 1659 envoyé à Madrid pour demander la main de l'infante Marie-Thérèse. Colonel des gardes-françaises en 1661, il fut reçu duc et pair en 1663. Sa dernière campagne fut celle de Flandre, en 1667. Ses *Mémoires* ont été publiés par son fils, en 1716.

Son frère, Philibert, chevalier puis comte de Gramont (1621-1707) suivit les armées royales en Italie, combattit au siège de Turin, passa en Flandre, se fit remarquer par Turenne et Condé en Franche-Comté (1668) et en Hollande (1672) et fut nommé lieutenant-général du Béarn et gouverneur de l'Aunis. Ayant disputé à Louis XIV la conquête de M^{lle} de La Mothe-Houdancourt, il fut exilé et se réfugia en Angleterre, où il brilla à la cour de Charles II. Il y connut Saint-Evremont et Hamilton, dont il épousa la sœur.

Armand de Gramont, comte de Guiche (1638-1673), fils d'Antoine III, reçut en survivance de son père les charges de maître de camp des gardes françaises, de gouverneur et lieutenant général en Béarn et en Navarre. Il fit campagne de 1655 à 1663, puis il tomba en disgrâce. Pendant son exil, il combattit avec les Polonais contre les Turcs, avec les Hollandais contre les Anglais, en 1666. Rentré en France, il accompagna Louis XIV dans la campagne de Hollande (1672) et servit ensuite sous Turenne.

Comte de Guiche à la mort de son frère (1674), Antoine IV-Charles de Gramont (1640-1720) servit en Hollande (1672) puis en Franche-Comté (1674). Gouverneur du Béarn en 1678, ambassadeur d'Espagne en 1704, il fut fait par Philippe V ministre d'État. Mais il déplut à la jeune reine et fut rappelé en 1705.

Son fils, Antoine V de Gramont (1672-1725) porta jusqu'en 1720 le titre de duc de Guiche. D'abord mousquetaire, il prit part à toutes les campagnes de 1688 à 1712. Il se distingua comme lieutenant général à Ramillies (1706) et fut grièvement blessé à Malplaquet (1709). À la mort de Louis XIV, le Régent le fit entrer au conseil de guerre, dont il devint vice-président. Il entra au conseil de régence en 1718 et fut créé maréchal de France en 1724.

Sœur du duc de Choiseul, Béatrice de Choiseul-Stainville (1730-1794) épousa, en 1759, le duc Antoine VI Antonin de Gramont, petit-fils d'Antoine IV. Arrêtée sous la Terreur, elle périt sous l'échafaud.

Son neveu, Antoine-Louis-Marie, duc de Gramont (1755-1836), était capitaine des gardes du corps avant la Révolution. Il émigra, revint en France avec les Bourbons (1814), fut mis à la tête de la 11^e division militaire et fut créé pair de France. Il fut un des témoins à charge importants au procès du maréchal Ney.

Antoine-Geneviève-Héraclius-Agénor, duc de Gramont (1789-1855), combattit dans les rangs anglais en Espagne. Maréchal de camp en 1814, il accompagna le duc d'Angoulême en Espagne en 1823 et fut promu lieutenant-général à l'issue de la campagne. En 1830, il suivit Charles X en exil.

Son fils, Antoine *Alfred* Agénor, prince de Bidache, duc de Guiche et de Gramont (1819-1880) fut successivement ministre plénipotentiaire à Cassel, à Stuttgart (1852), à Turin (1853), ambassadeur à Rome (1857) puis à Vienne (1861). Appelé en 1870 au ministère des Affaires étrangères, il tomba avec le cabinet Ollivier, le 10 août.

Le duc Alfred de Gramont eut pour fils Agénor (1851-1925), constructeur du château de Vallière, père de l'académicien Armand de Gramont (1879-1962). Docteur ès sciences en 1911, Armand de Gramont fut mobilisé en 1914 dans la section technique de l'aéronautique militaire. Il siégea alors au Conseil supérieur de l'aéronautique militaire et à la commission des inventions intéressant la Défense nationale. Dès 1917, il réclama la création d'un institut d'optique théorique et appliquée qui ouvrit ses portes en 1919 et dont il devint le président. En 1920, il fut nommé secrétaire du Comité français de l'Union internationale de physique et de mécanique. Membre (1931) puis président (1956) de l'Académie des sciences, président de la Société d'optique et de précision de Levallois, de la Société de physique et du conseil d'administration de la *Revue d'optique théorique et instrumentale*, Armand de Gramont inventa un grand nombre d'appareils destinés à la marine ou à l'aviation tels que des appareils de télémétrie monostatique, des gyroscopes et altitélémètres.

Historique de la conservation.

Lorsque le duc Agénor de Gramont acquit le domaine de Mortefontaine, il fit construire le château de Vallière. La famille du baron de Saint-Marc, qui lui avait cédé Mortefontaine, remit aux Gramont les archives de la propriété pour les XVIII^e et XIX^e siècles. Ces documents ont donc rejoint le fonds Gramont, composé des archives Gramont proprement dites (trésor des chartes de Bidache et fonds nouveau).

Présentation du contenu.

- 101 AP A, B,. Fonds ancien : trésor des chartes de Bidache (séries A, B et E 1-34) ; titres E, F. de la seigneurie de Lesparre (série F). XIII^e-XIX^e s.
- C, D, E, H, J. Fonds nouveau : documents divers sur les Gramont et les familles qui leur furent alliées et leurs seigneuries, notamment celle de Bidache, entrés par dons ou achats, XIV^e-XIX^e s. (série C, H, J) ; archives des derniers ducs depuis la Révolution (série D) ; correspondance du duc Alfred de Gramont (1819-1880), ambassadeur de Napoléon III à Rome en 1857, à Vienne en 1861, ministre des Affaires étrangères en 1870 (série E 35-58).
- G. Titres du domaine de Mortefontaine. 1717-1879.

Suppléments 1 à 10. À signaler :

Lettres adressées par Louis XIII, Louis XIV et Anne d'Autriche au maréchal de La Motte-Houdancourt, 1642-1652, correspondance du maréchal de Gramont et de Hugues de Lionne, 1650-1651, papiers du comte Alfred d'Orsay, 1838-1852, fragments de deux lettres de Marie-Casimir de La Grange d'Arquien, de Pologne, au maréchal-duc Antoine de Gramont, 1663 et s. d., papiers concernant Jean Georges de Caulet, marquis de Gramont, maréchal de camp, 1743-1752.

Suppléments non cotés. À signaler :

Registre de correspondance militaire du duc de Gramont, lieutenant général. 1^{er} mai 1816-15 mai 1818.

Registre de correspondance diverse du duc de Gramont (1967), 2 gravures, lettres et documents divers (XVII^e-XVIII^e s.)

Lettres à Elaine de Gramont, née Greffulhe (1882-1958) et lettres de Marthe Bibesco à Armand, duc de Gramont. 1946-1958.

Sources complémentaires.

Les archives des Greffulhe, alliés par mariage aux Gramont (mariage d'Elaine Greffulhe avec Armand de Gramont en 1904) sont conservées aux Archives nationales (site de Paris) sous les cotes 101 AP I et II. Les archives de la Société optique de précision de Levallois, fondée par le duc Armand de Gramont en 1919, sont conservées sous la cote 188 AQ.

Le fonds Émile Ollivier comprend des dossiers du ministre des Affaires étrangères, le duc Antoine *Alfred* Agénor de Gramont relatifs aux événements de juin et juillet 1870 (542 AP 29 et 31).

Les Archives départementales des Yvelines conservent des papiers des Gramont, ducs de Guiche, sous les cotes E 1186-1187.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 9, col. 636-650.

Who's who in France XX^e siècle, Levallois-Perret, J. Lafitte, 2001, p. 951.

101 AP I

FONDS COMTE GREFFULHE

Dates extrêmes : 1861-1932.

Importance matérielle : 79 cartons et 2 registres (101 AP I 1-63, 16 cartons et 2 registres non cotés) ; 8,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1981-1992.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (101 AP I 1-63), [1991], 24 p.

Notice biographique.

Henry, comte Greffulhe (1848-1932) fit ses études à la pension Dupleix à Paris. Propriétaire foncier en Seine-et-Marne – il possédait à Bois-Boudran des chasses où se réunissaient les princes d'Orléans et des étrangers de distinction –, il fut élu conseiller général de ce département et représenta le canton de Seine-et-Marne pendant trente ans. Il fut élu député de Seine-et-Marne de 1889 à 1893. Le comte Greffulhe était, en outre, président de la société « Le Sport de France ». Il avait épousé en 1878 Élisabeth de Caraman-Chimay, dont il eut une fille, Élane (1882-1958) qui épousa Armand de Gramont (1879-1962). Il fut l'un des modèles de Proust pour le duc de Guermantes.

Historique de la conservation.

Les archives Greffulhe ont été transmises aux Gramont à la suite du mariage d'Elaine Greffulhe avec Armand de Gramont.

Présentation du contenu.

Archives d'Henry comte Greffulhe.

- 101 AP I 1-15. Poèmes, pièces écrites, pages de guerre, aphorismes, pensées brèves, dessins divers, essais littéraires. 1913-1929.
- 16-17. Comptabilité, factures. 1891-1907.
- 18-20. Brouillons de lettres dictées par le comte.
21. Biographies du comte Greffulhe. 1870-1931.
22. Lettres reçues de la comtesse Greffulhe, née Élisabeth de Caraman-Chimay.
- 23-26. Lettres reçues d'Elaine Greffulhe, duchesse de Gramont.
- 27-28. Correspondance avec la marquise de l'Aigle, née Greffulhe.
- 29-31. Correspondance familiale.
- 32-53. Correspondance passive classée dans l'ordre alphabétique des correspondants ; lettres provenant de correspondants non identifiés ; brouillons de lettres ; condoléances ; vœux de nouvel an ; cartes de visite. 1905-1932.
54. Divers, dont livres de comptes, notes d'hôtels et adresses. 1907-1923.
55. Bois-Boudran. 1891-1915.
56. Chasse. 1882-1932.

- 57. Œuvres d'art.
- 58. Associations diverses. 1901-1909.
- 59-61. Vie politique en Seine-et-Marne. 1861-1932.
- 62-63. Le Sport de France. 1892-1930.

Suppléments non cotés. À signaler :

Albums de photographies et de dessins du comte Henry Greffulhe.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent également les archives de la famille Greffulhe et de la comtesse Greffulhe, née Élisabeth de Caraman-Chimay (101 AP II) ainsi que le fonds de la Banque Greffulhe, Montz et C^{ie} (61 AQ 1-379 et T 1710).

Bibliographie.

- ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 3, 1891, p. 247.
- JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 5, 1968, p. 1880.
- MICHEL-THIRIET (Philippe), « Quid de Marcel Proust », dans PROUST (Marcel), *À la recherche du temps perdu*, Robert Laffont/Quid, Paris, 1987, t. I, 313 p. (coll. Bouquins).

101 AP II

FONDS GREFFULHE

Dates extrêmes : 1566-1961.

Importance matérielle : 209 cartons (101 AP II 1-203, 6 cartons non cotés) ; 29 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1981-1999.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., [1991], 73 p.

Notice biographique.

Originaire de Sauve en Languedoc, la famille Greffulhe quitta la France au moment de la Révocation de l'Édit de Nantes. Réfugiée à Genève, elle alla s'installer ensuite à Amsterdam, où elle fonda une maison de commerce. En mai 1789, Louis Greffulhe (1741-1810) vint à Paris, et associé à Montz, reprit la suite des affaires de la banque Girardot et Haller, fondée au début du siècle et à laquelle avait été associé Necker. La banque fut dissoute en 1793 et Louis Greffulhe fonda une nouvelle maison de banque à Londres.

L'arrière-petit-fils de Louis Greffulhe, Henry (voir notice du fonds comte Greffulhe, 101 AP I), épousa, en 1878, Élisabeth, princesse de Caraman-Chimay (1860-1952). Cette dernière régna pendant plus d'un demi-siècle sur le Tout-Paris artistique, scientifique, politique et mondain (Liszt, Edmond de Goncourt, Pasteur, Gabriel Fauré, l'empereur Guillaume II, Édouard VII, Pierre et Marie Curie, Félix Faure, Paul Morand, Léon Blum...). Elle aurait été l'un des modèles de Proust pour les duchesse et princesse de Guermantes. Sa fille Elaine (1882-1958) épousa Armand de Gramont (1879-1962).

Historique de la conservation.

Les archives Greffulhe ont été transmises aux Gramont à la suite du mariage en 1904 d'Elaine Greffulhe avec Armand de Gramont.

Présentation du contenu.

101 AP II 3-7. Famille Greffulhe, notamment parents d'Henri Greffulhe. 1566-1888.

3-4. Famille Greffulhe : papiers personnels et comptabilité. 1566-1879.

5-6. Charles, comte Greffulhe (père d'Henri). 1833-1888.

7. Comtesse Charles Greffulhe, née Félicitée de la Rochefoucauld (mère d'Henri).

101 AP II 38-41. Famille Caraman-Chimay. 1864-1884.

38. Joseph, prince de Chimay (père de la comtesse Henri Greffulhe).

39-41. Princesse de Chimay, née Marie de Montesquiou-Fezensac (mère de la comtesse Henri Greffulhe). 1864-1884.

101 AP II 1-2, Comtesse Henri Greffulhe, née Élisabeth de Caraman-Chimay. 1883-1961.
8-32, 42-203.

1. Souvenirs personnels de la comtesse.
 2. Comptabilité de la comtesse.
 - 8-13. Décès d'Henri, comte Greffulhe, en 1932 ; procès intenté par la comtesse de la Béraudière après la mort du comte Henri de Greffulhe ; règlement de la succession.
 - 14-16. Coupures de presse. 1893-1961.
 - 17-22. Agendas, livres et fichiers d'adresses.
 - 23-30. Brouillons et modèles de lettres ; enregistrement de la correspondance expédiée ; félicitations, condoléances, vœux de nouvel an. 1894-1952.
 - 31-32. Lettres adressées par le comte Greffulhe à la comtesse Greffulhe, née Élisabeth de Caraman-Chimay.
 - 42-56. Correspondance familiale.
 - 57-59. Correspondance avec des souverains et des familles royales.
 - 60-117. Correspondance passive.
 203. Correspondance avec Édouard Branly.
 - 118-127. Vie mondaine, invitations, réceptions, rendez-vous. 1884-1952.
 - 128-138. Musique, Société des Grandes auditions musicales. 1890-1951.
 - 139-144. Expositions. 1892-1943.
 - 145-148. Beaux-Arts ; tableaux et objets d'art familiaux. 1925-1950.
 - 149-153. Œuvre littéraire de la comtesse Greffulhe. 1883-1925.
 - 154-160. Recommandations, interventions.
 - 161-164. Bonnes œuvres.
 - 165-189. Guerre de 1914-1918 ; Union de France pour la Belgique et les pays alliés.
 - 190-192. Livre d'or franco-britannique. 1922-1927.
 193. Guerre de 1939-1945.
 194. Médecine et médicaments.
 195. Recettes de cuisine, menus.
 196. Affaires commerciales.
 - 197-198. Politique et relations avec les pays étrangers. 1898-1936.
 199. Incendie du Bazar de la Charité ; divers. 1923-1947.
 - 200-202. Lévriers : composition du chenil, achats et ventes de chiens, courses.
- 33-37. Elaine Greffulhe, duchesse de Gramont.

Suppléments non cotés. À signaler :

Société philanthropique et Fondation Greffulhe. 1965-1980.

Lettres de Marcel Proust, de Reynaldo Hahn, Cléo de Mérode, Jacques-Émile Blanche, André Maurois, Maurice Barrès, Paul Morand, etc. 1904-1968.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent également les archives du comte Greffulhe (101 AP I) ainsi que le fonds de la Banque Greffulhe, Montz et C^{ie} (61 AQ 1-379 et T 1710).

Bibliographie.

MICHEL-THIRIET (Philippe), « Quid de Marcel Proust », dans PROUST (Marcel), *À la recherche du temps perdu*, Robert Laffont/Quid, Paris, 1987, t. I, 313 p. (coll. Bouquins).

COSSÉ-BRISSAC (Anne de), *La comtesse Greffulhe*, Paris, Perrin, 1991 (collection « Terres des femmes »), 285 p.

102 AP

CHARTRIER DE COUIN

Dates extrêmes : XII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 49 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt du marquis de Louvencourt aux Archives nationales, 1947-1953, transformé en don, 1954 et don complémentaire en 1962-1963.

Conditions d'accès : fonds conservé aux Archives départementales du Pas-de-Calais.

Instrument de recherche : Chartrier de Couin, état somm. dact., par G. Bellart, 1957, 22 p. ; Seigneurie de Couin, rép. num. détaillé ms., par G. Bellart, 1970, 32 p.

Notice biographique.

La seigneurie de Couin dépendait de la châtellenie de Pas. Cette dernière relevait directement du comté de Saint-Pol, auquel elle fut réunie vers le milieu du XV^e siècle. En 1474, le seigneur de Couin tenait sa seigneurie de la châtellenie de Pas en deux fiefs. Le château, qui a remplacé plusieurs constructions élevées successivement sur le même emplacement, a été construit vers 1747. Furent successivement seigneurs de Couin : les familles de Couin (XII^e et XIII^e siècles), Blondel, de La Beuvrière, de Glisy, de Beaufort, de Landas et de Sainte-Aldegonde. La famille de Louvencourt est propriétaire du domaine depuis le XIX^e siècle.

Historique de la conservation.

Ce chartrier a été transféré, en mars 1955 et en 1964 aux Archives départementales du Pas-de-Calais, où il est conservé sous la cote 16 J.

Présentation du contenu.

Papiers des familles de Louvencourt, de Landas de Louvignies, d'Héricourt de Canlers, de Bucy de Sélommès, de Carnin et de quelques familles alliées ; papiers des terres leur appartenant en Artois et en Hainaut, Couin en particulier ; documents relatifs aux États d'Artois.

Sources complémentaires.

Un seul registre, intitulé « Instruction du seigneur de Soyecourt à ses enfants » (1578), a été microfilmé aux Archives nationales (102 Mi 1, dossier 7). L'original se trouve avec le chartrier de Couin à Arras.

Bibliographie.

DUBOIS (Raymond), *Notice historique sur Couin et ses seigneurs*, Doullens, Imprimerie Ch. Dessaint, 1935, 14 p.

103 AP

FONDS LUCIEN BONAPARTE ET SES DESCENDANTS

Dates extrêmes : 1792-1907.

Importance matérielle : 46 cartons (103 AP 1-47) ; 6,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 103 AP 1-11 : don de la princesse Georges de Grèce, janvier 1953.
- 103 AP 12-45 : dépôt, 8 décembre 1976, transformé en achat en octobre 1991.
- 103 AP 46-47 : achat, 29 novembre 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (103 AP 1 à 11), par R. Gourmelon et G. d'Amarzit, 1953, 4 p. ; rép. num. détaillé dact. (103 AP 12 à 44), par Y. Isselin, 16 p.

Notice biographique.

De son second mariage avec Alexandrine de Bleschamp (1778-1855), Lucien Bonaparte, prince de Canino (1775-1840) eut neuf enfants : Charles (1803-1857), qui épousa sa cousine Zénaïde, fille de Joseph, Laetitia (1804-1871), Jeanne (1807-1828), Paul Marie (1809-1927), Louis-Lucien (1813-1891), Pierre-Napoléon (1815-1881), Antoine (1816-1877), qui épousa Caroline Cardinali (1823-1879), Alexandrine-Marie, comtesse Valentini (1818-1874) et Constance, religieuse (1823-1876).

Sixième enfant du second mariage de Lucien, *Pierre-Napoléon* (1815-1881) combattit dans les Romagnes en 1831, puis en Colombie avec Bolivar et en Égypte avec Méhémet Ali. Député d'extrême gauche aux assemblées de 1848, il blâma le Deux-Décembre et vécut dans la retraite jusqu'au 10 janvier 1870, où il tua d'un coup de révolver le journaliste Victor Noir. Acquitté par une haute-cour siégeant à Tours, il se retira en Angleterre. Il laissa deux enfants, *Roland* Napoléon et Jeanne (1861-1910), mariée en 1882 au marquis Christian de Villeneuve.

Auteur de nombreux travaux géographiques, ethnographiques et botaniques, membre de l'Académie des sciences (1907), président de la Société de géographie et de l'Institut international d'anthropologie, *Roland* Napoléon (1858-1924) eut de sa femme, née Marie Blanc, morte en 1882, une fille, Marie (1882-1962), mariée en 1907 à Georges, prince de Grèce (1869-1957). En 1925, à Vienne, Marie Bonaparte rencontra Sigmund Freud par l'intermédiaire de René Laforgue et Otto Rank, et entreprit avec lui une analyse. Elle fonda en 1926 la Société psychanalytique de Paris, traduisit plusieurs des livres de Freud et participa activement au développement de la psychanalyse en France. Marie et Georges de Grèce eurent une fille, Eugénie (1910-1989).

Présentation du contenu.

103 AP 12. Lucien Bonaparte, prince de Canino (1775-1840) et Alexandrine de Bleschamp, princesse Lucien Bonaparte (1778-1855).

13-38, 45. Enfants de Lucien Bonaparte.

13. Charles-Lucien, Zénaïde, Laetitia, Louis-Lucien, Antoine Bonaparte.

13-15. Caroline Cardinali, princesse Antoine Bonaparte.

- 15. Alexandrine-Marie Bonaparte, comtesse Valentini.
Constance Bonaparte, religieuse.
- 15-34, 45. Pierre-Napoléon Bonaparte.
A noter (103 AP 45, dossier 1) : documents et objets ayant appartenu au prince P.-N. Bonaparte et conservés au Musée de l'Histoire de France sous la cote AE VI^a 271 à 283 : décorations, binocles, fers à cheval, missels, gravures et photographies (2^e moitié du XIX^e siècle).
- 35-38. Princesse Pierre-Napoléon Bonaparte, née Éléonore Justine Ruflin.
- 1-11, 39-40. Enfants de Pierre-Napoléon : Roland Bonaparte, sa femme, Marie Blanc, et sa sœur, Jeanne Bonaparte.
- 40, 46-47. Marie Bonaparte, princesse Georges de Grèce.
- 44. Princesse Eugénie de Grèce, fille de Marie et Georges de Grèce.
- 41-43. Biens de la famille Pierre-Napoléon Bonaparte.
- 44. Famille Bonaparte autre que celle de Lucien.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent également les fonds Napoléon (400 AP) et Joseph Bonaparte (381 AP) et les archives de la Société psychanalytique de Paris (101 AS).

En 1925, une très grande partie de la bibliothèque de Roland et de Marie Bonaparte fut offerte à la Société de géographie. Une autre partie a été mise en vente aux enchères publiques, à Drouot, en mai 2002.

Bibliographie.

BONAPARTE (Marie), *Les souvenirs d'enfance de Marie Bonaparte*, t. 1, *Derrière les vitres closes*, t. 2, *L'appel des sèves*, Paris, P.U.F., 1958 (les manuscrits et tapuscrits des chapitres 36, 37 du tome 1, et 38, 39, 40, 41 et 42 du tome 2 sont conservés sous les cotes 103 AP 46-47).

BERTIN (Célia), *Marie Bonaparte*, Paris, Plon, 1993, 433 p.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 257-274.

Catalogue de la vente aux enchères publiques à l'Hôtel Drouot, à Paris, le 29 mai 2002, par le ministère de M^{es} Éric Beaussant et Pierre-Yves Lefèvre, commissaires priseurs.

104 AP

FONDS EUDES DE COTTEVILLE DE MIRVILLE

Dates extrêmes : XVI^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 3 cartons (104 AP 1-3) ; 0,33 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte Hocquart de Turtot, 27 janvier 1953.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1953, 19 p.

Annexe : liste des documents (principalement généalogiques) sur la maison Hocquart de Turtot rendus au comte Hocquart de Turtot.

Notice biographique.

La famille Eudes de Cotteville de Mirville, était originaire de Dieppe et propriétaire de terres en Normandie. Le premier Eudes de Cotteville connu est Jacques, qui épousa en 1512 Anne de Croismare. Cette famille compta quelques officiers : Alexandre-Charles-François Eudes, capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes bourguignons, et Alexandre-Pierre-Marie Eudes, colonel en 1815, maréchal de camp en retraite en 1825. La famille Eudes de Cotteville était alliée à diverses familles normandes : Pernelle, Chardon de Filières, du Bouillonney d'Ecquevilly et Hocquart de Turtot.

Présentation du contenu.

104 AP 1-3. Famille Eudes de Cotteville de Mirville ; terres de Gommerville et Saint-Gilles-de-la-Neuville ; familles alliées et château de Mirville. XVI^e-XX^e s.

Sources complémentaires.

Quelques pièces rendues au comte Hocquart de Turtot, notamment des lettres de rois de France, ont été microfilmées sous la cote 102 Mi 1 : lettres de François I^{er}, Charles IX, Henri IV, Charles X, de la duchesse de Berry, note sur le vicomte de Hocquart qui avait suivi Charles X jusqu'à Cherbourg.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé.

105 AP

CHARTRIER DE GRAULHET-SAINT-SULPICE

Dates extrêmes : XIII^e-XVIII^e siècles.

Importance matérielle : 3 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1951-1969.

Conditions d'accès : fonds conservé aux Archives départementales du Tarn.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (anciennes cotes 105 AP 1 à 44), par S. d'Huart, 1954, 18 p.

Notice biographique.

Au XIII^e siècle, les Alaman furent les premiers seigneurs de Graulhet (Tarn). La seigneurie échut ensuite à une branche de la famille de Lévis, les Lévis-Lautrec, également seigneurs de Castelnaud de Bonafous (dans le Tarn). En 1601, la famille de Saint-Sulpice, s'allia à la famille de Crussol, elle-même alliée en 1452 à la famille de Lévis, par le mariage de Louis de Crussol, seigneur du Poitou, avec Jeanne de Lévis, fille unique de Philippe de Lévis. Au XVII^e siècle, Louis et François d'Amboise épousèrent respectivement Blanche et Élisabeth de Lévis, et les seigneuries de Castelnaud, Graulhet et La Bastide Montfort leur échurent par leurs mariages.

Historique de la conservation.

Ce chartrier, acheté en 1954 et 1958 par les Archives nationales, a été transféré aux Archives départementales du Tarn en 1958, où il a été regroupé avec d'autres documents de même origine et où il s'est accru depuis d'achats successifs ; l'ensemble des documents y sont conservés sous les cotes J 51 1 à 60, J 54 215 à 260, J 58 66 à 81, J 61 49 à 55.

Présentation du contenu.

Seigneuries de Graulhet, Lautrec et Castelnaud-de-Bonafous, dans l'actuel département du Tarn, et maisons de Lévis et de Lautrec ; seigneuries situées dans le Lot et la Haute-Garonne ; familles alliées : les Crussol d'Uzès Saint-Sulpice et les d'Amboise.

Sources complémentaires.

Voir également le chartrier de Lérans (436 AP, aujourd'hui conservé aux Archives départementales de l'Ariège) et le chartrier d'Uzès (dont les Archives nationales conservent le microfilm, sous la cote 265 AP/219 Mi).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

106 AP

FONDS VIÈTE

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 3 cartons (106 AP 1-3, 6, 11-13) ; 0,50 mètre linéaire et 4 bobines de microfilm (87 Mi 1-4).

Modalités d'entrée :

- 106 AP 1-3, 6, 11-13 : don de Monsieur Viète de la Rivagerie, 16 mars 1975.
- 87 Mi 1-4 (106 AP 4-5, 7-10) : prêt pour microfilmage de la Bibliothèque de l'Institut (87 Mi 1-3) et des Archives municipales de Fontenay-le-Comte (87 Mi 4).

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. (106 AP 1 à 10) et inv. anal. dact. (106 AP 10), par R. Gourmelon, 15 p. ; suppl. dact. (106 AP 11 à 13), 1975, 1 p. ; 106 AP 4 à 5, 7 à 10 conservés uniquement en microfilm (87 Mi). Voir les notices détaillées des manuscrits 2004 à 2012 de la Bibliothèque de l'Institut de France, dans le *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris. Bibliothèque de l'Institut. Ancien et nouveau fonds*, par M. Bouteron et J. Tremblot, Paris, 1928, p. 331-332.

Notice biographique.

François Viète naquit à Fontenay-le-Comte (Vendée) en 1540 et mourut à Paris en 1603. D'abord avocat à Fontenay-le-Comte, il fut, dans la suite, conseiller au Parlement de Bretagne (1567), puis maître des requêtes de l'hôtel du roi (1580). Henri IV le prit comme membre de son conseil privé. Viète resta surtout célèbre par la transformation complète qu'il apporta à l'algèbre. Quant à la géométrie, Viète, après avoir su trouver par le calcul les expressions des inconnues, enseigna la manière de les construire. Enfin, il donna à la trigonométrie sa forme définitive.

Viète ayant été chargé par Henri IV de découvrir la clef des caractères de convention dont se servaient les Espagnols pour correspondre durant les guerres civiles en France, y parvint facilement et trouva même le moyen de suivre le chiffre dans toutes ses variations.

Viète publia de nombreux ouvrages : *In artem analyticam isagoge*, (Tours, 1591), *Supplementum geometriae* (Tours, 1593), *De numerosa potestatum resolutione* (Paris, 1600). Ces ouvrages furent réunis en un volume publié à Leyde en 1646.

Présentation du contenu.

106 AP 1-3, 6 Copies dactylographiées et microfilm de manuscrits rédigés par Frédéric et 87 Mi 1-3. Ritter, polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées, conservés à la Bibliothèque de l'Institut.

106 AP 1-3 Étude sur la vie de François Viète (copie dactyl. et microfilm pour et 87 Mi 1. les tomes 1 à 3 ; microfilm seul pour le tome 4).

106 AP 6 Traduction des œuvres mathématiques (algèbre et géométrie) de et 87 Mi 2-3. François Viète, écrites en latin (copie dactyl. et microfilm pour le tome 2 ; microfilm seul pour les tomes 1 et 3 à 5).

- 87 Mi 4. Microfilm de pièces originales concernant la famille Viète, conservées aux Archives municipales de Fontenay-le-Comte.
- 106 AP 11-13. Documents originaux et copies de documents relatifs à François Viète et sa famille.

Bibliographie.

FILLEAU (Henri), *Dictionnaire historique, biographique et généalogique des familles de l'ancien Poitou*, Poitiers, 1840-1854, 2 vol. in-8°.

François Viète : Un mathématicien sous la Renaissance, sous la dir. d'E. BARBIN et A. BOYÉ, Paris, Vuibert, 2005.

107 AP

FONDS GALLIFFET

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 130 cartons, 1 rouleau (107 AP 1-132) ; 16,75 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du marquis de Galliffet, 1954-1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1960, 159 p.

Notice biographique.

La famille de Galliffet était originaire du Dauphiné. Les principaux représentants de la branche aînée sont : Alexandre de Galliffet, chef de la branche aînée au XVI^e siècle, conseiller du roi, trésorier des cardinaux de Bourbon, oncle et neveu, et receveur de leurs décimes à Rouen et à Pontoise, et ses descendants, Louis-François-Alexandre, qui émigra à Pise sous la Révolution et de là correspondit avec ses hommes d'affaires, Alexandre-Justin-Marie, colonel sous Charles X, qui tenta une carrière politique à Arles et Tarascon, et le général, ministre de la Guerre en 1899. Les Galliffet s'allièrent aux Féret, Trichaud de Saint-Martin, de Clapier-Séguiran, de Vento et d'Augustines, de Gaultier de Girenton, Léotard d'Entraigues, Chaussegros, de Trimond, Lenfant et des Roys d'Asport. Alexandre et ses descendants possédèrent les terres de Galliffet et autres localités du Comtat Venaissin, mais aussi les seigneuries de Castellane et de Sieyes dans les Basses-Alpes, de Buoux et de Bonnieux dans le Vaucluse, de Salerne dans le Var, du Tholonet, près d'Aix-en-Provence, et divers biens en Champagne et en Touraine. À Paris, le marquis Louis-François-Alexandre de Galliffet acheta en 1771 le château des Ternes, ainsi que l'hôtel de Galliffet, actuellement ambassade d'Italie. Au XVIII^e siècle, plusieurs membres de cette famille acquirent à Saint-Domingue des propriétés et y exercèrent le commerce du sucre.

Historique de la conservation.

L'ensemble du fonds est la réunion de plusieurs chartriers. Tandis que les documents familiaux n'avaient fait l'objet d'aucun classement, la plus grande partie des seigneuries se présentait en petits fonds organisés et classés, et les états et inventaires faits au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle ont été retrouvés.

Présentation du contenu.

- 107 AP 1-14. Papiers généalogiques des Galliffet, entre autres d'Alexandre de Galliffet, trésorier des cardinaux de Bourbon, 1580-1623.
- 15-17. Procès. XVI^e-XIX^e s.
- 18-19. Comptes. XVI^e-XIX^e s.
- 20-22. Correspondance. XVII^e-XIX^e s.
- 23-26. Familles alliées. XV^e-XIX^e s.
- 27-56. Seigneuries et propriétés du Comtat venaissin et des Basses-Alpes. XIII^e-XIX^e s.
 - 27. du Comtat venaissin et des Basses-Alpes. XIII^e-XVIII^e s.

- 28-38. Du Vaucluse. xv^e-xix^e s.
- 39-44. Du Var. xiii^e-xix^e s.
- 45-48. Le Tholonet, près d'Aix-en-Provence. xiii^e-xix^e s.
- 49. Hôtel Coriolis à Aix. xiv^e-xix^e s.
- 50-51. En Touraine. xvi^e-xviii^e s.
- 52-54. En Champagne. xvii^e-xix^e s.
- 55-56. A Paris : hôtel de Galliffet, actuelle ambassade d'Italie. xviii^e-xix^e s.
- 57-126. Biens dans le département des Bouches-du-Rhône, notamment des canaux, comme le canal de Craponne, des étangs et des salins. xiii^e-xix^e s.
- 127-130. Propriété de Saint-Domingue. xviii^e-xix^e s.
- 131. Coupures de presse relatives à la famille de Galliffet.
- 132. Carnet d'Hermann-Anton Stanyek, soldat du régiment des hussards de Brandebourg tué en 1870 près de Paris.
Comptes et notes personnelles.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des papiers relatifs aux terres des Galliffet dans la Marne et l'Aube, sous les cotes T 126¹ à 126¹⁷ et T *126.

La généalogie de la famille de Galliffet a été microfilmée par les Archives nationales sous la cote 102 Mi 1 (dossier 4).

Les Archives départementales des Yvelines conservent sous la cote E 989-1018 des documents familiaux relatifs à la carrière militaire du baron Louis-François de Galliffet, lieutenant-colonel du régiment de Noailles-dragons.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

108 AP

FONDS LAZARE ET HIPPOLYTE CARNOT

Dates extrêmes : 1784-1881.

Importance matérielle : 5 cartons (108 AP 1-5) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1955.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 20 p.

Notice biographique.

Sorti de l'école de Mézières, capitaine du génie en 1783, Lazare Carnot (1753-1823) se rallia à la Révolution. Député du Pas-de-Calais à la Législative, chargé d'une mission à l'armée du Rhin dès août 1792, il siégea ensuite à la Convention et vota la mort de Louis XVI. Il entra au Comité de salut public en août 1793 et contribua au 9 thermidor. Membre du Directoire (novembre 1795), il se trouva bientôt en opposition avec Barras et se réfugia en Allemagne après le coup d'État du 18 fructidor. Rappelé par Bonaparte, il devint ministre de la Guerre en 1800. Membre du Tribunat, il s'opposa à l'institution de l'Empire. Ministre de l'Intérieur pendant les Cent-Jours, il se retira, après 1816, à Varsovie puis à Magdebourg, d'où ses restes furent ramenés en France pour être déposés au Panthéon.

Son second fils, Hippolyte (1801-1888), avocat et publiciste, adhéra d'abord au saint-simonisme. Élu député en 1839, il devint l'un des chefs du parti républicain. Après la révolution de 1848, il fut ministre de l'Instruction publique. Membre du Corps législatif en 1863, de l'Assemblée nationale en 1871, maire du huitième arrondissement pendant le siège de Paris en 1870-1871, il devint sénateur à vie en 1875. Il était le père du président Sadi Carnot (1837-1894).

Présentation du contenu.

- 108 AP 1. Correspondance et rapports de Lazare Carnot (1753-1823), représentant le Pas-de-Calais à la Législative, puis à la Convention, membre du Comité de salut public.
- 2-5. Correspondance de son second fils, Hippolyte (1801-1888), manuscrit d'un « Mémorial sur la Révolution de 1848 », collection d'affiches et d'imprimés publiés pendant le siège de Paris, 1870-1871, ses papiers de maire du 8^e arrondissement pendant et après le siège.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 1, lettres A-C, p. 922-923.

109 AP

COLLECTION ET FONDS GOURGUES

Dates extrêmes : XII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 15 cartons (109 AP 1-19) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1954-1966, complétés par un don, 1980.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par S. d'Huart, 1955-1966, 138 p.

Notice biographique.

Le premier représentant connu de la famille de Gourgues est Geoffroy de Gourgues, secrétaire sous Philippe IV le Bel. En 1318, Philippe de Gourgues, grand porte-étendard de la Couronne, épouse Cécile de Pélagruie, nièce du pape Clément V. La famille de Gourgues s'établit alors en Guyenne. Dans la deuxième moitié du XVI^e siècle, Ogier de Gourgues, baron de Vayres (Gironde), est trésorier de France et général des finances à Bordeaux. Plusieurs membres de cette famille sont, aux XVII^e et XVIII^e siècles, intendants, conseillers et présidents au Parlement. Marc-Antoine de Gourgues est président à mortier au parlement de Bordeaux vers 1610, premier président en 1616. Armand-Jacques de Gourgues (1643-1726) est intendant des généralités de Limoges et de Caen. Au XVIII^e siècle, Armand-Guillaume-François de Gourgues, conseiller (1763) puis président au Parlement (1779), marquis de Vayres et d'Aulnay, épouse Elisabeth-Olive de Lamoignon. Au XIX^e siècle, le vicomte Alexis de Gourgues fut maître des requêtes à la Cour des Comptes ; il démissionna à l'avènement de Louis-Philippe et se retira dans ses terres.

Historique de la conservation.

Le fonds, acheté en 1954 à la famille de Brandois et conservé jusqu'à cette date au château de Lanquais (Dordogne), comprend deux parties.

D'abord la collection réunie au XIX^e siècle par le vicomte Alexis de Gourgues, dont les documents proviennent d'achats chez les notaires (notamment les notaires bordelais) ou en ventes publiques.

La seconde partie est constituée par une partie des archives de la famille de Gourgues, le reste étant encore conservé par la famille de Brandois.

Présentation du contenu.

109 AP 1-12. Collection constituée par le vicomte Alexis de Gourgues : titres divers, XII^e-XVI^e s. ; familles de Montaigne et de Monluc, XVI^e-XVII^e s. ; documents militaires, XVI^e-XVII^e s. ; actes émanant des rois de France, de princes, d'évêques, et de divers personnages du Périgord, XIV^e-XIX^e s. ; documents concernant Bordeaux, XVI^e-XVIII^e s. ; divers, XVIII^e-XIX^e s. ; 350 fausses chartes de croisade rédigées à l'intention des familles désireuses de voir figurer leur blason dans les salles de croisade du château de Versailles, ouvertes sur

décision de Louis-Philippe (collection Courtois).

- 13-19. Archives de la famille Gourgues, notamment de parlementaires bordelais et d'un évêque de Bazas sous le règne de Louis XIV, ^{xvi^e-xix^e} s. ; chartrier du château de Lanquais en Dordogne, ^{xiii^e-xviii^e} s. ; familles alliées, ^{xvi^e-xix^e} s. ; documents relatifs à divers membres de la famille de Gourgues, ^{xvi^e-xviii^e} s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 13 AP, le chartrier du marquisat d'Aulnay-lès-Bondy (familles Gourgues et Leclerc de Cottier).

Les sceaux – vrais – des fausses chartes de croisade ont été intégrés à la collection des sceaux détachés des Archives nationales (Section ancienne, service des sceaux).

Le fonds Caulaincourt, également conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient des fausses chartes de croisade (95 AP 25, dossier 48).

Le chartrier de Gourgues, ^{xvi^e-xviii^e} siècles, a été déposé par la mairie d'Aulnay-sous-Bois aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis (4 J).

Le Service historique de l'armée de Terre conserve, sous la cote 1 K 38, un carton de papiers judiciaires d'Armand Jacques de Gourgues, maître des requêtes.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 9, p. 542-549.

Sur les 350 fausses chartes de croisade conservées sous la cote 109 AP 12, voir R.-H. Bautier, « La collection de chartes de croisade dite *Collection Courtois* », dans *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus des séances de l'année 1956*, p. 382-386.

110 AP

FONDS GALLANDOU DIOUF

Dates extrêmes : 1914-1939.

Importance matérielle : 4 cartons (110 AP 1-4) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat à Madame Jupin, ancienne secrétaire de Caillaux, 1954.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (110 AP 1-3), par J. Favier, 1956, 3 p.

Notice biographique.

Gallandou Diouf (1875-1941) représenta le Sénégal à la Chambre des députés de 1934 à 1939. Il était membre de la Commission de l'Algérie, des colonies et des pays du protectorat.

Présentation du contenu.

110 AP 1-3. Député du Sénégal de 1934 à 1939 : correspondance avec le ministre des Colonies ; procès-verbaux du Conseil supérieur des Colonies, octobre 1934-mai 1935 ; parti « dioufiste » ; fichier de ses interventions. 1914-1939.

4. *Supplément non inventorié.*

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 4, 1966, p. 1458.

111 AP

FONDS NOAILLES, DE BEAUMONT, DE GROSSOLLES-FLAMARENS

Dates extrêmes : 1247-1913.

Importance matérielle : 77 cartons (111 AP 1-80) ; 13,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1956-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (111 AP 1 à 72), par S. d'Huart, 1957, p. 1-82 ; suppl. dact. (111 AP 73 à 77), par M. Guillot, 1971, p. 83-86. ; suppl. (111 AP 78 à 80), 1981, 1 p. Le répertoire numérique de 111 AP 1 à 80 est publié dans *Archives Noailles. Fonds de Noailles, de Lacroix-Laval, de Beaumont et de Grossolles de Flamarens (xiii^e siècle-1979)*, sous la direction de Samuel Gibiat, Tulle, Archives départementales, 2009.

Notice biographique.

Originaire du petit bourg de Noailles près de Brive, la famille de Noailles est connue depuis le xi^e siècle. Ses principaux membres furent Antoine de Noailles (1504-1562), maître d'hôtel de François I^{er}, grand chambellan des Enfants de France, gouverneur et maire de Bordeaux, amiral de Guyenne, son frère François (1519-1585), évêque d'Aix (1555), ambassadeur à Venise (1557-1569) puis à Constantinople (1572), Anne-Jules, duc de Noailles (1650-1708), maréchal de France en 1693, et son fils Adrien-Maurice (1678-1766), maréchal de France en 1734 et ambassadeur extraordinaire en Espagne en 1746.

Les ducs de Noailles descendent du premier fils d'Adrien-Maurice, Louis (1713-1793), duc d'Ayen puis duc et maréchal de Noailles. Les ducs de Mouchy sont issus du deuxième fils d'Adrien-Maurice, Philippe (1715-1794), maréchal de France en 1755. Second fils de Philippe, duc de Mouchy et beau-frère de Lafayette, Louis-Marie, vicomte de Noailles (1756-1804), fit la campagne d'Amérique sous les ordres de l'amiral d'Estaing et périt à Saint-Domingue sous le Consulat. Son fils, Louis Joseph *Alexis* (1783-1835) prit une part très active aux intrigues des royalistes contre Napoléon I^{er}, fut arrêté puis relâché, passa à l'étranger et alla offrir ses services à Louis XVIII. Député en 1815, il se rallia à Louis-Philippe après 1830. En 1852, le fils d'Alexis, Alfred, épousa Marie de Beaumont du Repaire, issue d'une famille du Périgord. La famille de Noailles était également alliée aux Grossolles-Flamarens, originaires de Guyenne.

Présentation du contenu.

- 111 AP 1-26. Les Noailles, entre autres Antoine et François de Noailles, Anne-Jules, duc de Noailles, Louis-Antoine de Noailles, archevêque de Paris, Adrien-Maurice, duc de Noailles, Alexis de Noailles, son fils Alfred ; procès ; familles alliées ; les biens, notamment en Limousin, Périgord et Quercy ; divers. xiii^e-xx^e s.
- 27-51. Famille de Beaumont : papiers personnels ; familles alliées ; seigneuries en Périgord, Agenais, Quercy ; divers. xiv^e-xix^e s.
- 52-72. Famille de Grossolles-Flamarens et familles alliées ; leurs terres en Lot-et-Garonne, Gers, Tarn-et-Garonne ; divers. xiii^e-xix^e s.

- 73-77. Terres de Noailles, xviii^e s. ; correspondance du marquis Éliacin de Beaumont, 1840-1888.
- 78. Journal de Philippine de Noailles, duchesse de Duras, sur les prisons de Chantilly, de Beauvais, du Plessis et du Luxembourg, sous la Révolution, suivi des relations de mort de la duchesse de Noailles, de la duchesse d'Ayen et de la vicomtesse de Noailles. Cimetière de Picpus.
- 79. Actes, reconnaissances féodales, documents concernant la châtellenie de Saint-Céré et le fief de Palmiac. xv^e-xviii^e s.
- 80. Correspondance d'affaires.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des titres généalogiques (M 490-492), des papiers relatifs aux terres et seigneuries des Noailles en Corrèze, dans le Lot, en Dordogne, dans le Cantal et en Eure-et-Loir (T 193¹ à 193⁷⁶ et T *193¹ à T *193¹⁰), autour de Paris (T 194¹ à 194⁵ et T *194), et des documents concernant la principauté de Poix (T 195¹ à 195² et T *195).

Les Archives départementales des Yvelines conservent des papiers de Louis de Noailles, duc d'Ayen, maréchal de France, sous les cotes E 2654-2675.

Les Archives départementales d'Eure-et-Loir conservent des documents concernant le marquisat de Maintenon et les seigneuries de Grogneul et d'Yermenonville, sous les cotes E 1410-1422.

La Bibliothèque nationale de France conserve de la correspondance Noailles, avec notamment des lettres intéressant la gestion des biens en Limousin au xvi^e siècle (fr. 6908, 6917 et 6918).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 9, col. 920-932, t. 14, col. 967.

MARTIN (Georges), *Histoire et généalogie de la maison de Noailles*, La Ricamarie, impr. Mathias, 1903, in-8°, 245-[17] p.

Notice dans *Huit siècles de France. Nouvelles acquisitions des Archives nationales (1950-1956)*, Paris, 1957, p. 88.

112 AP

FONDS SÉNÉGRA

Dates extrêmes : 1803-1909.

Importance matérielle : 2 cartons (112 AP 1-2) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1957, 9 p.

Notice biographique.

Gabriel d'Alichoux de Sénégra était un ancien camarade de Louis Bonaparte à l'école d'artillerie de Valence, intendant général de sa maison de prince français, avant d'être grand maître de sa maison royale de Hollande, en 1806-1807.

Historique de la conservation.

La fille du grand-maître, Armandine Sénégra, fit, entre 1853 et 1860, des démarches répétées auprès du cabinet de Napoléon III pour qu'il s'intéressât à ces archives. Ce n'est qu'en 1955, à la vente Rauch (Genève), que les Archives nationales achetèrent ces papiers.

Présentation du contenu.

112 AP 1-2. Administration de la maison de Louis Bonaparte, roi de Hollande (1806-1807) ; pièces diverses sur les Sénégra. 1803-1909.

Sources complémentaires.

Le fonds Napoléon (400 AP), conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient les archives de Louis Bonaparte (400 AP 25-79).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

113 AP

FONDS NEFFTZER

Dates extrêmes : 1840-1882.

Importance matérielle : 4 cartons (113 AP 1-6) ; 0,42 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1957, 33 p.

Notice biographique.

Après avoir fait des études de théologie à la faculté protestante de Strasbourg, Auguste Nefftzer (1820-1876) entra en 1844 à *La Presse*, journal d'Émile de Girardin et en devint directeur politique en 1856. En 1861, il fonda *Le Temps* dont il fut directeur et rédacteur en chef jusqu'en 1871. Trois ans auparavant, il était à l'origine, avec Charles Dollfus de *La Revue germanique*.

Présentation du contenu.

113 AP 1-6. Correspondance active et passive privée et professionnelle d'Auguste Nefftzer, de sa femme et de sa fille. 1840-1882.

Bibliographie.

MARTIN (René), *La Vie d'un grand journaliste, Auguste Nefftzer, 1820-1876*, t. I et II. Besançon, 1848-1852.

BLOCH (Maurice), *Auguste Nefftzer, fondateur du Temps*, Paris, 1909, in-18.

Informations extraites de l'introduction du *Répertoire numérique détaillé dactylographié*, par S. d'Huart, 1957, 33 p.

114 AP

FONDS DURUY ET GLACHANT

Dates extrêmes : 1802-1926.

Importance matérielle : 3 cartons (114 AP 1-3) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille et M. Métayer, 1957 et 1966, 44 p.

Notice biographique.

Victor Duruy (1811-1894) entra en 1830 à l'École normale supérieure. Professeur au collège Henri IV (1833), docteur ès lettres (1853) puis inspecteur de l'académie de Paris (1861-1862), maître de conférence à l'École normale, inspecteur général de l'enseignement secondaire et professeur d'Histoire à l'École Polytechnique, Victor Duruy devint ministre de l'Instruction publique en juin 1863. Il fut à l'origine de nombreuses réformes telles que le rétablissement de l'agrégation de philosophie, la révision des programmes de l'enseignement secondaire ou l'autorisation des cours libres. Il échoua dans la proposition de la gratuité et de l'obligation de l'enseignement primaire. Après sa démission (1869), Duruy fut nommé sénateur de Paris par Napoléon III. Il resta éloigné de la vie politique après 1870 et se consacra à des études érudites qui lui ouvrirent les portes de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, de l'Académie des sciences morales et politiques et enfin de l'Académie française, en remplacement de Mignet en 1884.

Victor Duruy est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire et de géographie dont les principaux sont : Géographie politique de la République romaine et de l'Empire (1838), Géographie historique du Moyen Age (1839), Atlas de géographie, histoire universelle (1841), Histoire des romains et des peuples soumis à leur domination (1840-1844, 2 vol.), Histoire sainte d'après la Bible (1845). Duruy avait eu cinq enfants, dont Hélène qui épousa Charles Victor Glachant, et Anatole qui fut chef de cabinet de son père après Charles-Victor Glachant.

Charles Victor Glachant (1826-1889) fut professeur adjoint au lycée Louis-le-Grand en 1854. Il entra ensuite dans la vie politique comme chef du cabinet de son beau-père Victor Duruy (1863). Il fut inspecteur général de l'enseignement secondaire de 1866 à sa mort, en 1889.

Présentation du contenu.

- 114 AP 1. Papiers de Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique de 1863 à 1869 et de son directeur de cabinet et gendre, Charles-Victor Glachant.
2. Papiers personnels de Duruy : correspondance et travaux.
3. Papiers personnels de Glachant et de sa famille ; correspondance adressée à Le Blant, directeur de l'École française de Rome, 1853-1892 ; collection d'autographes de Glachant, 1802-1926.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le dossier de personnel de Charles Glachant sous la cote F¹⁷ 20848.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 252.

115 AP

FONDS MONTHOLON ET SÉMONVILLE

Dates extrêmes : 1243-1907.

Importance matérielle : 25 cartons (115 AP 1-25) ; 3,90 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1961, legs de Robert Dauvergne, juillet 1982 ; don des Archives départementales de la Seine-Maritime, 1997 ; don de François Brillet de Candé, 2005.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Inventaire des titres de la maison de Montholon (1200-1900)*, Paris, 1901, in-folio, XXI-353 p. ; inv. semi-anal. dact. (115 AP 6 à 19), par S. d'Huart, 1962, 43 p.

Notice biographique.

Originaire de Montholon, en Bourgogne près d'Autun, la famille de Montholon appartenait à la noblesse de robe. Au ^{xvi}^e siècle, François de Montholon (1490-1543) fut avocat général, président à mortier puis garde des Sceaux (1542). Son fils, lui aussi prénommé François (mort en 1558), fut avocat puis garde des Sceaux (1558). Au ^{xix}^e siècle, Charles-Tristan, comte de Montholon (1783-1853) participa aux guerres de Prusse et de Pologne en 1806-1807, d'Espagne en 1808 et fut à Eckmühl et Wagram en 1809. Il fut créé comte et chambellan de l'Empereur, nommé général de brigade en 1811 et ministre plénipotentiaire à Wurtzbourg en 1812. Le comte de Montholon rejoignit Napoléon I^{er} après le retour de l'île d'Elbe et le suivit comme aide de camp à Waterloo puis à Sainte-Hélène, où il ne le quitta plus qu'à la mort.

La veuve du marquis Mathieu de Montholon (mort en 1789), née Angélique-Aimée de Rostaing, épousa en secondes noces Charles-Louis Huguet de Sémonville (1759-1839), ministre plénipotentiaire près la République batave (1803) et sénateur (1805). Le marquis de Sémonville adhéra en 1815 à la déchéance de l'empereur et Louis XVIII le nomma grand référendaire à la Chambre des pairs. Créé marquis en 1819, il se rallia ensuite à Louis-Philippe qui le remplaça en 1834 par le duc Decazes comme grand référendaire.

Les autres familles alliées des Montholon étaient les Beaudin, Daudement, de Bernières, Bonnard, Yvert, du Moncel de Lourailles et du Moncel de Torcy, de la Cour de Pavant, Lanier, Maurin et de Moreton Chabrillan.

Historique de la conservation.

Les papiers des familles Montholon et Sémonville furent réunis lors du remariage d'Angélique-Aimée de Rostaing, veuve du président Mathieu de Montholon, avec Charles-Louis Huguet de Sémonville.

Présentation du contenu.

115 AP 1-7. Famille de Montholon et par alliance, Charles-Louis Huguet de Sémonville.

xvi^e-xx^e s.

- 8-18. Familles alliées, notamment Huguet, Huguet de Montaran, Huguet de Sémonville et de Moreton Chabrilan. xiii^e (copie)-xx^e s.
19. Divers. xiv^e-xix^e s.
- 20-25. Général et Albine de Montholon, et leurs descendants. 1785-1904.

Sources complémentaires.

Conservé aux Archives nationales (site de Paris), le fonds Rostaing, qui est un démembrement de ce fonds, a été coté à part (100 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'*Inventaire des titres de la maison de Montholon*.
LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 10, col. 854 et 856, t. 14, col. 298.

116 AP

FONDS DU DUC DE MORNAY

Dates extrêmes : 1838-1908.

Importance matérielle : 3 cartons (116 AP 1-4) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats 1956-2005.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (116 AP 1-3), par S. d'Huart, 1957-1971, 15 p. ; rép. num. dact. (116 AP 4), par P.-R. David, 2005, 1 p.

Notice biographique.

Charles-Auguste-Louis-Joseph, comte puis duc de Morny (1811-1865), était le fils naturel du général Flahaut et de la reine Hortense, et par suite le frère utérin de Napoléon III. Après avoir mené la vie de la jeunesse dorée, il entra dans l'armée en 1830, servit comme officier en Algérie et démissionna en 1838 pour revenir en France se livrer aux distractions mondaines. Morny commença sa carrière politique comme député du Puy-de-Dôme (1842). Réélu en 1849 à la Législative, il fut l'un des artisans du coup d'État du 2 décembre, auquel il prit part comme ministre de l'Intérieur. Le 22 janvier 1852, Morny quitta son portefeuille pour ne pas s'associer aux décrets sur les biens de la famille d'Orléans. Cependant, il continua à jouer jusqu'à sa mort un rôle politique de premier plan, soit par ses relations personnelles avec Napoléon III, soit comme président du Corps législatif (1854). De 1856 à 1857, il occupa le poste d'ambassadeur de France en Russie. Il reçut en 1862 le titre ducal.

Présentation du contenu.

- 116 AP 1-3. Épaves des papiers du duc de Morny : pièces sur le coup d'État du 2 décembre 1851, lettres de félicitations lors de ses élections ou nominations, notes autographes sur ses relations financières avec la comtesse Lehon, quelques fragments de la correspondance du duc avec Napoléon III, la princesse Mathilde, l'empereur Maximilien et la princesse de Lieven. 1838-1908.
4. Recueil de correspondance reçue par le duc de Morny et notes : « Affaire d'Égypte-Suez » ; « Avant 1848 : projets de discours, renseignements divers » ; « 1863 ou 1864 Mexique : Notes de MM. de La Vallette et Rouher ». 1844-1864.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent un fonds Flahaut (565 AP) et dans le fonds Napoléon (400 AP) quelques lettres de Morny (400 AP 42, 56 et 136). Des lettres adressées en 1854-1855 par Morny à Pierre Magne, ministre des Travaux publics, au sujet des chemins de fer, sont conservées sous la cote AB XIX 5146.

Bibliographie.

- ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 4, 1891, p. 437-439.
- TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire du Second Empire*, Paris, Fayard, 1995, p. 853-855.

117 AP

FONDS TREILHARD

Dates extrêmes : 1795-1804.

Importance matérielle : 1 carton (117 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1952.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par R. -H. Bautier, 1952, 9 p.

Notice biographique.

Avocat au parlement de Paris, en 1761, protégé par Turgot, Jean-Baptiste Treilhard (1742-1810) fut élu député du Tiers de Paris aux états généraux. Membre du Comité ecclésiastique, il joua un rôle important dans les débats qui précédèrent la nationalisation des biens de l'Église et la Constitution civile du clergé. Après la séparation de la Constituante, il présida le tribunal criminel de Paris. En 1792, le département de Seine-et-Oise l'envoya siéger à la Convention. Lors du procès de Louis XVI, il se prononça pour la mort avec sursis. Élu au Conseil des Cinq-Cents le 23 vendémiaire an IV, il s'y illustra par son célèbre serment comme président : « Je jure haine à la royauté ». Après avoir quitté le Conseil, le 20 mai 1797, il fut appelé à se rendre au congrès de Rastadt. Le 15 mai 1798, il devint membre du Directoire exécutif, en remplacement de François de Neufchâteau, mais son élection fut cassée lors du coup d'État de prairial. Vice-président du tribunal d'appel de Paris après le coup d'État du 18 brumaire, il fut appelé au Conseil d'État en 1802. Inspirateur des principaux codes entre 1808 et 1810, Treilhard fut créé comte, sénateur, puis ministre d'État par Napoléon I^{er}.

Présentation du contenu.

117 AP 1. Documents concernant essentiellement le congrès de Rastadt : correspondance de Treilhard et de Jean Bry ; mort de deux plénipotentiaires en avril 1799 lors de la reprise de la guerre : une lettre et un rapport sur cet assassinat.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 870.

118 AP

FONDS LANGERON

Dates extrêmes : 1735-1784.

Importance matérielle : 2 cartons (118 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, A.-M. Couvret et S. d'Huart, 1957-1991, 11 p.

Notice biographique.

Charles-Claude, comte puis marquis de Langeron (1720-1792) fut lieutenant-colonel du régiment de Condé en 1743, brigadier en 1748, maréchal de camp en 1758 et lieutenant général en 1762. De 1755 à 1790, il fut gouverneur des ports et châteaux de Brest. Son frère, Alexandre-Claude-Nicolas, comte de Langeron (né en 1732) fut capitaine en 1757, colonel du régiment Royal-Barrois en 1759, colonel du régiment de Foix puis brigadier en 1762, maréchal de camp en 1770 et lieutenant général en 1784.

Leur cousin, Alexandre-Louis, comte Andrault de Langeron (1763-1831) participa à la guerre d'Amérique. Il émigra en 1790, prit du service en Russie, servit dans la campagne contre la Suède et contre les Turcs (1791), et passa ensuite comme volontaire dans les armées de Brunswick et Cobourg (1792). En 1793 et 1794, le comte de Langeron prit part dans l'armée autrichienne à la plupart des batailles livrées contre la France. De retour en Russie, il fut nommé successivement major général en 1797, lieutenant-général en 1799 puis inspecteur d'infanterie et comte. Il fit la campagne de 1813, entra à Paris en 1814, occupa l'Alsace et la Lorraine en 1815. Gouverneur d'Odessa, il fut disgracié en 1822 puis reprit du service en Turquie (1828-1829).

Présentation du contenu.

- 118 AP 1. Rapports et fragments de journaux des armées sur la campagne d'Alsace durant la guerre de Sept Ans. 1757-1763.
Correspondance familiale du marquis de Langeron et de son frère. 1758-1760.
2. Brevets militaires. 1735-1761.
Lettres du comte de Ségur, du maréchal de Soubise, du duc de Castries et du comte d'Argenson au marquis de Langeron. 1745-1762.
Mémoires manuscrits sur des sujets militaires, dont prise d'Ismaël le 21 décembre 1790 par le comte Alexandre-Louis Andrault de Langeron. 1780-1784 et s. d.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 1, col. 481, t. 11, col. 417.

119 AP

FONDS MIRABEAU

Dates extrêmes : 1737-1904.

Importance matérielle : 2 cartons (119 AP 1-2) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Lacombe, 2002, 8 p.

Notice biographique.

La famille Riquetti était originaire de Florence d'où, membre du parti gibelin, elle fut chassée en 1268 pour venir s'installer en Provence. L'un de ses membres, Jean Riquetti, acquit en 1570 la terre de Mirabeau, élevée en marquisat par le roi quelques années plus tard.

Victor Riquetti, marquis de Mirabeau (1715-1789) publia en 1758 *L'Ami des hommes* qui lui assura une renommée de philosophe de la misanthropie. La même année, il rencontra le fondateur de la physiocratie, le docteur Quesnay, dont il devint le disciple. Sa mésentente avec sa femme, Marie-Geneviève de Vassan, marquise de Mirabeau (1725-1794), qu'il fit interner de nombreuses fois, était notoire, même s'il en eut dix enfants, dont Honoré-Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau (1749-1791).

Fils aîné du marquis qui le destinait à la carrière militaire, Honoré-Gabriel de Mirabeau entra au service en 1767 mais en raison de son inconduite, son père obtint du roi une lettre de cachet pour le faire enfermer dans la citadelle de l'île de Ré. Le comte de Mirabeau quitta l'armée en 1771-1772 et épousa une riche héritière, fille unique du marquis de Marignane, et il s'installa au château de Mirabeau. Ses dettes le firent renfermer au château d'If en 1774. En 1777, il fut emprisonné au fort de Vincennes pour avoir enlevé sa maîtresse, Sophie, marquise de Monnier. Il y rédigea son *Essai sur les lettres de cachet et les prisons d'État* (1782). Libéré, il écrivit pamphlets et libelles pour dénoncer l'absolutisme royal. Acquis aux idées nouvelles, il était membre d'une loge maçonnique et de la Société des amis des Noirs, et lié à Philippe-Égalité. Élu député du tiers état à Aix-en-Provence aux états généraux car la noblesse l'avait rejeté, il participa à la rédaction de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* mais devint aussi en 1790 conseiller secret du roi. Nommé président de l'Assemblée le 31 janvier 1791, il mourut deux mois plus tard.

Officier supérieur, le second fils du marquis, André-Boniface de Riquetti, vicomte de Mirabeau (1754-1792) servit dans la guerre d'indépendance américaine, devint colonel du régiment de Touraine et fut député de la noblesse aux états généraux pour la sénéchaussée du Limousin. En 1790, il émigra et leva au-delà du Rhin la légion Mirabeau, plus connue sous le nom de hussards de la mort, qui fit aux républicains une guerre active.

Présentation du contenu.

- 119 AP 1. Victor de Riquetti, marquis de Mirabeau : lettres au duc de Nivernais. 1749-1751.
Marie-Geneviève de Vassan, marquise de Mirabeau : correspondance passive et active, frais de maladie et de succession. 1777-1793.

- Honoré-Gabriel de Riquetti, comte de Mirabeau : correspondance active et passive, écrits. 1776-1790.
2. André-Boniface de Riquetti, vicomte de Mirabeau. 1785-1792.
Marie-Louise de Mirabeau, marquise de Cabris, fille du marquis et de la marquise de Mirabeau. 1783.
Documents postérieurs. 1850 et 1904.
Documents sans rapport apparent avec le fonds. 1737-1789.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous les cotes M 778 à 785, de la correspondance, des notes et manuscrits originaux d'histoire, philosophie et économie politique du marquis Victor de Mirabeau, principalement en relation avec le physiocrate François Quesnay.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. Lacombe.

120 AP

FONDS SULLY

Dates extrêmes : 1598-1637.

Importance matérielle : 15 cartons (120 AP 1-55) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1952-1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : R.-H. Bautier et A. Vallée-Karcher, *Les papiers de Sully aux Archives nationales. Inventaire* (120 AP 1 à 48), s. l. n. d., Paris, Archives nationales, 1959, in-8°, 92 p. ; inv. anal. dact. (120 AP 49 et 50), par A. Vallée-Karcher, 1964, 15 p. ; rép. num dact. (120 AP 51 à 54), [1984 ?], 10 p. ; suppl. dact. (120 AP 55), par A. Ducrot, [1995 ?], 1 p.

Notice biographique.

D'une famille de moyenne noblesse, Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully (1559-1641) était protestant. Son père le présenta en 1572 à Henri de Navarre, qui l'emmena avec lui à Paris, où il suivit les leçons du collège de Bourgogne. Il échappa aux massacres de la Saint-Barthélémy et servit dans les troupes du roi de Navarre. Après l'avènement d'Henri IV, il devint son conseiller préféré. Secrétaire d'État en 1594, conseiller au conseil des finances en 1596, grand voyer en 1597, surintendant des finances et grand maître de l'artillerie en 1599, gouverneur de la Bastille en 1602, gouverneur du Poitou en 1603, duc de Sully et pair de France en 1606, c'est surtout par ses réformes financières que Sully se rendit célèbre. Pour remédier à la détresse du trésor royal, il vérifia les comptes, poursuivit les malversations, réorganisa l'administration financière, surveilla la répartition de la taille et diminua les exemptions. Sully encouragea l'agriculture, répara les routes et les ponts, fit réaliser le canal de Briare, rétablit les fortifications des places frontalières.

Après l'assassinat d'Henri IV, Sully conserva tout d'abord ses fonctions, mais des intrigues de cour l'obligèrent en 1611 à démissionner de sa charge de surintendant des finances et de gouverneur de la Bastille et il se retira sur ses terres. En 1638, Sully publia ses Mémoires, sous le titre de *Sages et royales économies d'État*.

Le frère puîné de Sully, Philippe de Béthune (1561-1649), fut diplomate sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII. Il fut notamment ambassadeur à Rome.

Historique de la conservation.

Les archives de Sully avaient été conservées par ses descendants. En 1940, les menaces sur le fonds s'étant précisées, ce fut l'un des premiers auxquels fut appliquée la nouvelle législation de protection des archives privées : les archives du château de Sully furent classées monuments historiques. La mesure venait malheureusement trop tard.

La dispersion commença. Un petit dossier de pièces, aujourd'hui conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 120 AP 48, fut trouvé chez un brocanteur. Un libraire vendit aux Archives nationales le « toisé » du canal de Briare. Mais la partie la plus importante du fonds fut envoyée aux États-Unis. Après de longues transactions, le particulier

qui en avait acquis judiciairement la possession, un Français, accepta de s'en dessaisir au profit des Archives nationales et le Directeur général des Archives de France d'alors, Charles Braibant, put obtenir en 1954 les crédits nécessaires à l'achat de ce fonds.

Le fonds entré aux Archives nationales ne comprend pas la correspondance de Sully, dont toute trace semble actuellement perdue ; Sully avait cependant pris soin de transcrire, dans ses *Sages et royales économies*, de nombreuses lettres reçues par lui. Rien non plus d'intérêt privé, familial, religieux ou domanial.

En revanche, il contient l'inestimable documentation de première main, réunie ou conservée par Sully lui-même comme ministre.

Présentation du contenu.

- 120 AP 1-37. Sully, surintendant des finances de 1598 à 1611 : comptes royaux et dossiers de travail.
- 38-50. Sully, grand voyer de France, grand maître de l'artillerie, surintendant des fortifications : comptes, enquêtes, documentation sur les Ponts et chaussées, le canal de Briare, l'artillerie, les bâtiments royaux, les fortifications, l'armée et la marine.
- 51-54. 8 registres de correspondance reçue et envoyée par Philippe de Béthune.
- 55. Correspondance entre Louis XIII, Marie de Médicis, Philippe de Béthune, Phélypeaux de Pontchartrain et autres, lors de la brouille entre le roi et sa mère. 1619-1622, 1631.

Sources complémentaires.

Un fonds Béthune-Sully est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XIX 3339-3341.

Bibliographie.

- ARISTIDE-HASTIR (Isabelle), *La fortune de Maximilien de Béthune, duc de Sully (1559-1641)*, Paris, Imprimerie nationale, 1990, XXV-497 p.
- BARBICHE (Bernard) et DAINVILLE-BARBICHE (Ségolène de), *Sully : l'homme et ses fidèles*, Paris, Fayard, 1997, 698 p.

121 AP

FONDS SOURCHES

Dates extrêmes : 1728-1789.

Importance matérielle : 1 carton (121 AP 1) ; 0,13 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 16 janvier 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par O. Colin, 1957, 7 p.

Notice biographique.

De 1643 à 1789, les charges de prévôt de l'hôtel du roi et de grand prévôt de France, réunies en la même personne, se transmirent de père en fils dans la famille de Sourches.

Jean du Bouchet, en faveur de qui la baronnie de Souches fut érigée en marquisat, fut nommé prévôt de l'hôtel et grand prévôt de France le 17 décembre 1643. Il obtint la survivance de cette charge pour son fils, le 15 septembre 1649. Celui-ci, Louis-François du Bouchet, marquis de Sourches, prit le relais après la démission de son père, le 23 août 1664. Il mourut le 4 mars 1716, après avoir transmis sa charge à son fils, Louis du Bouchet, marquis de Sourches et de Bellay, comte de Montsoreau (1666-1746). Le fils aîné de ce dernier, prénommé aussi Louis (né en 1711) reçut la survivance de la charge de son père en 1719. Il lui succéda après sa mort et se trouvait encore en fonction en 1789.

Présentation du contenu.

121 AP 1. Louis du Bouchet et son fils Louis, prévôts de l'hôtel du roi et grands prévôts de France : pièces sur leur charge et la police de Versailles entre 1714 et 1789 ; gestion des biens de leur famille, 1700-1747.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

122 AP

FONDS GÉNÉRAL PAILLARD

Dates extrêmes : 1793-1832.

Importance matérielle : 3 cartons (122 AP 1-3) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1955-1967.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par O. Colin, 1957-1967, 9 p.

Notice biographique.

Nicolas-Augustin, baron Paillard, dit Paillard (1756- ?), soldat aux gardes françaises en 1775 puis dans la garde nationale soldée de Paris en 1789, fut fait général en 1793. Il participa aux campagnes de l'armée de Mayence, de celles d'Helvétie puis des Grisons. Il servit ensuite en Espagne en 1810, puis en Saxe en 1813. Il fut grièvement blessé à la bataille de Dresde, le 27 août 1813. Il fut également maire d'Entrains dans la Nièvre de 1807 à 1831.

Présentation du contenu.

122 AP 1-3. États de services du général Paillard, lettres, rapports, ordres reçus, 1793-1813 ; instructions qui lui furent envoyées par les généraux de la 13^e division militaire (Ille-et-Vilaine, Morbihan), 1802-1808 ; informations sur l'acheminement du contingent en Espagne durant l'été 1808.

Bibliographie.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 281.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 456.

123 AP

FONDS GÉNÉRAL LEDRU DES ESSARTS

Dates extrêmes : 1760-1846.

Importance matérielle : 3 cartons (122 AP 1-8) ; 0,23 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, par D. Guerne, A. Ducrot, S. Lacombe et C. Nougaret, 1957, 1993 et 1999, 15 p.

Notice biographique.

François Roch, baron Ledru des Essarts (1770-1844) était le fils d'un notaire. Il fit ses études chez les Oratoriens du Mans puis s'engagea comme soldat au 2^e bataillon de volontaires de la Sarthe en juillet 1792. Il servit aux armées du Nord, des Ardennes, puis d'Italie de 1798 à 1800. Il prit part à l'enlèvement du plateau de Pratzen lors de la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805. Il fut nommé général de brigade quelques jours plus tard, mais resta au 4^e corps. Il se signala à Iéna (14 octobre 1806), Lubeck (7 novembre 1806), Eylau (7 février 1807), où il fut grièvement blessé, et Heilsberg (10 juin 1806). En 1809, il passa au corps de Masséna. Il fut nommé général de division en 1811. Il participa à la campagne de Russie et fut l'un des derniers à traverser la Bérézina. Il fit la campagne de 1813 sous les ordres de Macdonald, combattit devant Paris en mars 1814. Il tenta de s'opposer à la défection de Marmont et de rejoindre Fontainebleau. En 1815, il fut employé sous Suchet à l'armée des Alpes.

Présentation du contenu.

123 AP 1-8. Documents biographiques ; correspondance militaire, lettres de Ledru à sa famille aux différentes étapes de sa carrière. 1760-1846.

Bibliographie.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 89-90.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 172.

124 AP

FONDS CLAUDE EYMARD

Dates extrêmes : 1812-1822.

Importance matérielle : 7 cartons (124 AP 1-7) ; 0,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1957-1966, 24 p.

Notice biographique.

Claude-François Eymard (1772-1859) était le fils de François Eymard, procureur du roi, et de Thècle de la Cour. Dès 1800, il entra dans la police. Au cours de sa carrière, il se vit confier des missions de confiance. Ainsi, en septembre 1809, il fut nommé secrétaire général à Boulogne-sur-Mer au commissariat de police des ports de la Manche. Il occupa ce poste, durant deux années. C'est à La Haye qu'il devint commissaire spécial, de février 1812 à décembre 1813. De janvier à avril 1814, il fut commissaire spécial à Mayence. En juillet 1814, il fut nommé délégué de la direction générale de la police dans les départements de l'Ardèche, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, de l'Aveyron et de la Haute-Loire. Il eut pour mission de s'informer sur l'opinion publique. Après un court passage à Boulogne, comme lieutenant de police, il fut envoyé de nouveau comme délégué en Saône-et-Loire, Ain, Rhône, Doubs, Jura et Côte-d'Or. Le 11 mars 1817, il fut nommé inspecteur général. À Marseille, Eymard exerça les fonctions de lieutenant de police, de juillet 1818 au 1^{er} mars 1820. Après Marseille, il obtint, par Decazes, le poste de préfet de Corse. Il fut ensuite membre du Conseil général de la Drôme de 1836 à 1841.

Historique de la conservation.

Il semblerait que ces archives proviennent de la famille Le Serre, à laquelle s'était unie la petite-fille de Claude-François Eymard.

Présentation du contenu.

- 124 AP 1. Eymard commissaire de police à la Haye, puis à Mayence (1812-1814), délégué de la Direction générale de la police en France sous la Restauration (juillet-décembre 1814).
2. Inspecteur dans les départements du Midi, puis lieutenant de police à Marseille. 1817-1820.
- 3-7. Préfet de la Corse. 1820-1822.

Sources complémentaires.

Le Minutier Central des notaires parisiens aux Archives nationales (site de Paris) conserve, dans le fonds de l'étude LX (n° 1343), l'inventaire après décès d'Anne-Marie

Marthoud, épouse de Claude-François Eymard, 10 mai 1819, et une procuration donnée par Eymard, 13 juillet 1819.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

125 AP

FONDS D'AJOT ET FRÉMOND DE LA MERVEILLÈRE

Dates extrêmes : 1671-1830.

Importance matérielle : 6 cartons (125 AP 1-6) ; 0,85 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. ms., par O. Colin et D. Gallet-Guerne, 1957, 17 p.

Notice biographique.

Louis-Lazare Dajot ou d'Ajot (1717-1786) servit pendant 6 ans dans le régiment d'infanterie de la Fère puis entra dans l'armée du génie. Il reçut son diplôme d'ingénieur en 1734. Ingénieur chef en 1755, il obtint la direction des fortifications de Flandres en 1768. Parallèlement, il fut promu capitaine (1744), puis lieutenant-colonel (1763). La même année, il fut envoyé à Vienne pour servir l'impératrice Marie-Thérèse, dans sa bataille contre le roi de Prusse. Rentré en France, il fut promu maréchal de camp en 1780.

Son gendre, Pierre-Antoine-Jérôme Frémond de La Merveillère (1737- ?) entra à l'École d'artillerie et du génie de la Fère, comme sous-lieutenant, en 1758, puis passa à l'École de Mézières. De 1760 à 1769, il fut ingénieur du roi, servit en Corse au moment de l'annexion de l'île par la France et fut commissionné capitaine. Après des inspections dans le Dauphiné, le Languedoc et la Bretagne, il devint major de la brigade d'artillerie de la Rochelle. En janvier 1789, nommé lieutenant-colonel, directeur général des fortifications des Iles-du-Vent, il débarqua à Port-au-Prince. Il s'occupa de la fixation de la frontière entre la partie française et la partie espagnole. Il quitta le Cap, le 4 juillet 1792, après avoir assisté au début de la révolte. Il se retira alors sur sa terre de la Merveillère (commune de Thuré, Vienne).

Présentation du contenu.

125 AP 1-6. Mémoires et plans (certains rédigés par d'Ajot et Frémond) concernant des places fortes françaises et flamandes (xvii^e-xix^e siècles), des écluses et des canaux (xviii^e s.), des forteresses de Bohême (1763-1765) et des fortifications et constructions à Saint-Domingue (1773-1793).

Registre de copie de lettres expédiées du Cap-français, de Boston, de Philadelphie, de Georgetown et adressées pour la plupart à un Bordelais (l'une d'elles est envoyée par Toussaint Louverture). 1799-1802.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 9, 1961, col. 1511, et t. 14, 1979, col. 1192-1193.

126 AP

FONDS ALEXANDRE VIGOUROUX

Dates extrêmes : 1173-1826.

Importance matérielle : 4 cartons (126 AP 1-5) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1956, 29 février 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1957, 9 p.

Notice biographique.

Alexandre Vigouroux (1761- ?) commença sa carrière militaire au régiment de Pondichery, en garnison à Lorient, avec lequel il s'embarqua pour les Grandes Indes. En 1784, il était à l'île de France, actuelle Ile Maurice. En 1787, il accompagna Coutraï, gouverneur de Pondichery, comme secrétaire. De retour en France en 1789, il trouva un poste à la caisse d'escompte puis à la comptabilité générale de la trésorerie. Inspecteur des monnaies à Ancône (1799), sous-chancelier à Corfou, chargé du commissariat général des relations commerciales (1804-1806), chargé de l'administration générale des biens nationaux et des séquestres, il fut consul à Venise (1810-1814), à Bassorah puis à Bagdad (1816-1828). Alexandre Vigouroux fut mis en retraite, le 1^{er} janvier 1824. En 1828, on savait de lui qu'il était à Venise mais le lieu et la date de sa mort sont inconnus.

Présentation du contenu.

126 AP 1. Alexandre Vigouroux sous-chancelier, chargé du commissariat général des relations commerciales à Corfou. 1804-1806 ; consul à Venise. 1810-1814.

2-5. Consul à Bassorah ; gérant du consulat de Bagdad. 1816-1824.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

127 AP

FONDS DUHAMEL DU MONCEAU, DUHAMEL DE DENAINVILLERS, FOUGEROUX DE BONDAROY ET

FOUGEROUX DE SECVAL

Dates extrêmes : 1700-1788.

Importance matérielle : 8 cartons (127 AP 1-7, 20) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1957-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (127 AP 1 à 7), par B. Gille, 1957, 19 p. ; inv. semi-anal. dact. (127 AP 8 à 19), 7 p. ; suppl. dact. (127 AP 20), par A. Ducrot, 1998, 2 p.

Notice biographique.

Henry-Louis Duhamel du Monceau (1700-1782) fit des études scientifiques au jardin du Roy, actuel jardin des plantes, en 1724. Associé-botaniste à l'Académie des sciences en 1739, inspecteur général de la Marine en 1739, membre de l'Académie des sciences de Paris et de la Société royale de Londres, Duhamel du Monceau écrivit en 1745 un *Essai sur la conservation des grains* et en 1747, un *Traité de la fabrique des manœuvres pour les vaisseaux ou l'art de la corderie perfectionnée*. On lui doit aussi un *Traité de la culture des terres* (1750), un *Traité général des forêts* (1755-1767), un *Traité des arbres fruitiers* (1768) ainsi qu'un *Traité général des pêches et histoire des poissons* (1763-1782). Il fonda en 1765, l'École des ingénieurs constructeurs de la Marine (génie maritime).

Son frère aîné, Duhamel de Denainvillers, qui hérita du domaine paternel, s'occupait dans ses terres, de culture d'arbres et d'expériences diverses.

Leur neveu, Auguste-Denis Fougeroux de Bondaroy (1732-1789) parcourut l'Anjou et la Bretagne afin d'étudier l'ardoise. À la mort de son oncle, il devint propriétaire du domaine du Monceau. Il fut membre de l'Académie des sciences et auteur de plusieurs traités et mémoires : *Art de tirer des carrières la pierre d'ardoise, de la fendre et de la tailler* (1762), *Mémoire sur la formation des os* (1763), *Observations faites sur les côtes de Normandie, avec Tillet* (1773). Il avait un frère, Fougeroux de Secval qui fut capitaine de vaisseau et inspecteur d'artillerie de la marine.

Historique de la conservation.

Il ne s'agit pas d'archives personnelles, mais d'une documentation scientifique réunie au XVIII^e siècle sur deux thèmes : la pêche et l'agriculture.

Commencé vers 1720 par Le Masson du Parc, commissaire ordinaire de la Marine et inspecteur général des pêches, le *Traité général des pêches* s'inscrivait dans le monumental projet éditorial entrepris par l'Académie des sciences sous l'impulsion de Colbert puis du Régent : la *Description des Arts et Métiers*. Après la mort de Le Masson du Parc, survenue en 1741, le projet fut repris par Henry-Louis Duhamel du Monceau, alors inspecteur général de la Marine, qui s'attacha personnellement à cette entreprise. Aidé de ses neveux Fougeroux,

Duhamel du Monceau en poursuivit la réalisation pendant une trentaine d'années, mais n'en publia qu'une petite partie (*Traité général des pêches et histoire des poissons*) : sa mort l'empêcha de la mener à son terme. Le Masson du Parc avait rassemblé une importante documentation iconographique destinée à accompagner tous les rapports manuscrits, et que Duhamel du Monceau recueillit et augmenta en 1767-1772. Conservée dans la famille de Duhamel du Monceau au château de Denainvillers, cette documentation fut vendue à partir de 1932.

Les papiers concernant l'agriculture ont été rassemblés par Duhamel du Monceau, son frère aîné, Duhamel de Denainvillers et leur neveu, Fougeroux de Bondaroy qui avait été associé à ses oncles.

Présentation du contenu.

- 127 AP 1-6. Documentation scientifique sur la pêche et l'agriculture réunie au XVIII^e par Le Masson du Parc, Duhamel du Monceau, Duhamel de Denainvillers et Fougeroux de Bondaroy.
- 7. Correspondance de Fougeroux de Secval sur des fonderies de canons. 1775-1780 ; études sur la physique des plantes. 1783 et s. d.
- 20. Lettres reçues par Duhamel du Monceau de ministres de la Marine et d'administrateurs au sujet de ses activités (marine, agriculture...). 1729-1779.
Réflexions de Duhamel du Monceau sur la fertilisation des terres par l'eau de mer. 1759.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 145 Mi 1 à 9 [127 AP 8-19], le microfilm de documents conservés à la Houghton Library d'Harvard (dessins et descriptions de plantes, traités des arbres et des bois, botanique, Marine).

La documentation sur les pêches rassemblée par Le Masson puis Duhamel du Monceau est répartie dans différentes bibliothèques, aux États-Unis (Houghton Library d'Harvard mais aussi American Philosophical Society de Philadelphie, Newberry Library de Chicago) ou en France (Bibliothèque municipale de Lyon, Académie des sciences à Paris).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

128 AP

FONDS CAFFARELLI

Dates extrêmes : 1767-1844.

Importance matérielle : 4 cartons (128 AP 1-5) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1960.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1957 et 1960, 9 p.

Notice biographique.

Joseph de Caffarelli (1760-1845) était issu d'une famille originaire de l'Italie, établie en France sous Louis XIII. Son père était Pierre-Maximilien de Caffarelli, seigneur du Falga-en-Lauragais. Après avoir fait ses premières armes dans l'infanterie, Joseph de Caffarelli entra dans la marine, en 1778. Il prit part à la guerre d'indépendance américaine. Enseigne en 1780, lieutenant de vaisseau en 1792, il passa à l'armée des Pyrénées puis rentra dans ses foyers à la paix de Bâle. Conseiller d'État, préfet maritime de Brest en 1800, il devint membre de la section de marine, puis, à sa création, du Conseil de la Marine. Conseiller d'État honoraire en 1814, il fut pair de France après 1830.

Son frère, Auguste (1766-1849) entra dans l'armée, devint sous-lieutenant dans les troupes sardes, quitta ce corps en 1791, fit partie de l'armée du Roussillon et y devint adjudant général. Après le 18 brumaire, Bonaparte le nomma colonel de la garde des consuls, et il devint l'un de ses aides de camp. Après Marengo, il fut promu général de brigade. Gouverneur des Tuileries et général de division, il se battit à Austerlitz puis fut ministre de la Guerre du roi d'Italie jusqu'en 1810. En 1809, il fut créé comte d'Empire et nommé en 1811 gouverneur de Biscaye. Rentré en France en 1814, il accompagna Marie-Louise et le roi de Rome jusqu'à Vienne.

Présentation du contenu.

128 AP 1. Joseph Caffarelli, préfet maritime à Brest. 1800-1809.

2-4. Conseiller d'État, membre de la section de la marine du Conseil d'État devenu Conseil de la Marine : dossiers réunis entre 1810 et 1813. 1767-1813.

5. Lettres de Berthier au général Auguste de Caffarelli, sur les opérations militaires en Espagne. 1810-1812.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 311-312.

129 AP

FONDS PAULZE ET LAVOISIER

Dates extrêmes : 1623-1781.

Importance matérielle : 11 cartons (129 AP 1-37) ; 1,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (129 AP 1 à 34), par B. Gille, 1958, 13 p. ; suppl. dact. (129 AP 35 à 37), 5 p.

Notice biographique.

En 1775, Antoine Laurent de Lavoisier (1743-1794) fut nommé régisseur des poudres et salpêtres. Il s'installa à l'Arsenal qui devint, avec l'installation de son laboratoire, l'un des centres scientifiques les plus réputés d'Europe. Il est le créateur de la chimie moderne. Il fut le premier à faire progresser les conceptions théoriques de la chimie. Il découvrit le rôle de l'oxygène dans la combustion, étudia la formation des acides phosphorique, sulfurique et nitrique, ainsi que la composition du gaz carbonique. Il plaça l'oxygène au centre de son système. Fermier général depuis 1779, Lavoisier avait épousé Marie-Anne Pierrette Paulze, fille d'un fermier général. La loi du 7 août 1791 créa une commission chargée de liquider les affaires de la Ferme générale. Tous les fermiers généraux furent arrêtés le 24 décembre 1793 et traînés devant le tribunal révolutionnaire. Ils furent condamnés à la peine de mort. Lavoisier ayant demandé un délai de grâce pour terminer ses travaux, le président du tribunal lui aurait déclaré : « la République n'a pas besoin de savants ». Lavoisier périt sur l'échafaud en 1794.

Après un début de carrière au Conseil d'État et comme commissaire de police à Cologne, Jacques-Christian Paulze d'Ivoy (1788-1856) fut préfet de 1819 à 1842, de l'Ardèche, du Rhône, de la Vendée, de l'Aisne et de la Vienne. Admis à la retraite en 1845, il fut nommé pair de France le 23 septembre suivant. Il siégea à la Chambre haute jusqu'en 1848, parmi les dévoués partisans du gouvernement. Il fut également officier de la Légion d'honneur.

Historique de la conservation.

Après la mort de Lavoisier, son épouse, Marie-Anne Pierrette Paulze, rassembla son œuvre scientifique et sa correspondance. N'ayant pas d'enfant, elle légua tous ses papiers à une de ses nièces, épouse de Léon de Chazelles. En 1846, après avoir fait classer, répertorier et numéroter toutes les pièces, Léon de Chazelles remit à l'Académie des sciences, l'œuvre scientifique de Lavoisier. Il conserva alors toute la correspondance privée ainsi que les papiers familiaux et les dossiers de la ferme générale, acquis ultérieurement par les Archives nationales.

Présentation du contenu.

129 AP 1-34. Documents de travail rassemblés par Lavoisier et son beau-père Paulze dans

- l'exercice de leur charge de fermier général : baux, tarifs de douane, mémoires, circulaires, procès-verbaux de tournées. xvii^e-xviii^e s.
- 35-37. Jacques-Christian Paulze d'Ivoy. 1814-1850.
35. Correspondance et dossiers divers. 1814-1818.
Préfet de l'Ardèche. 1819-1824.
Maître des requêtes au Conseil d'État. 1829-1832.
36. Préfet du Rhône. 1831-1832.
37. Dernières fonctions : préfet de la Vendée, (1833-1840), de l'Aisne (1842), pair de France (1845).
Papiers personnels. 1818-1850.

Sources complémentaires.

La Bibliothèque municipale de Clermont-Ferrand conserve des lettres de Lavoisier.

Les souvenirs propres de Lavoisier, meubles et instruments scientifiques sont conservés au Conservatoire national des arts et métiers.

L'Académie des sciences conserve des papiers scientifiques de Lavoisier.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le dossier du préfet Jacques Christian Paulze sous la cote F^{1b} I 170⁶.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 4, 1891, p. 562.

130 AP

FONDS JACQUES-LOUIS DUMESNIL

Dates extrêmes : 1908-1937.

Importance matérielle : 39 cartons (130 AP 1-39) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Dumesnil, 1957, don des Archives départementales de la Seine-et-Marne, 1958-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. (130 AP 1-31), par Suzanne d'Huart, 1957, et Ariane Ducrot, 1996, 11 p. dact. ; état somm. dact. (130 AP 32-39), par C. Sibille, 2001, 2 p.

Notice biographique.

Jacques-Louis Dumesnil (1882-1956) commença sa carrière comme député de Seine-et-Marne de 1910 à 1935. Chef de cabinet de Briand à l'Instruction publique, puis à la Justice, il siégea à la Chambre pendant une trentaine d'années. Spécialiste des affaires militaires, il fut blessé au front en 1914, mais refusa son évacuation vers l'arrière. Il partagea son temps entre la commission des armements, le comité secret et son poste d'officier observateur mitrailleur dans l'aviation. Il fut sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil de la Guerre, chargé de l'aéronautique militaire et maritime (12 sept-15 novembre 1917 et du 17 novembre 1917 au 9 janvier 1919). Il fut par la suite ministre de la Marine (14 juin 1924-16 avril 1925 et 2 mars-12 décembre 1930) et il lança un grand programme d'équipement de la flotte grâce à une suite de plans annuels. Dumesnil fut sous-secrétaire d'État à la Guerre, du 19 au 22 juillet 1926. Il prit ensuite part au cabinet Tardieu et Laval comme ministre de l'Air, du 27 janvier 1931 au 19 février 1932. Il encouragea les programmes d'aviation nouveaux, la recherche en laboratoire, proposa aux députés de soutenir l'équipement de l'industrie aéronautique. En 1931, il créa une caisse de compensation entre les constructeurs d'avions, tout en favorisant leur décentralisation. Il termina sa carrière politique comme il l'avait commencée, c'est-à-dire comme député de Seine-et-Marne de 1935 à 1940.

Présentation du contenu.

- 130 AP 1-2. Questions marocaines. 1908-1913.
- 3-4. Rapporteur du budget de la Guerre. 1914-1917.
- 5. Rapporteur de la Commission de l'impôt sur le revenu. 1916-1917.
- 6-16, 32-36. Sous-secrétaire d'État chargé de l'Aéronautique militaire et maritime. 1917-1919.
- 17. Projets de lois. 1920, 1924-1925.
- 18. Dossiers de travail. 1924-1925.
- 19-24, 37. Ministre de la Marine. 1922-1926, 1930.
- 25-27, 31, 38-39. Ministre de l'Air. 1931-1932
- 28. Conférences et documentation. 1893-1927.
- 29. Correspondance passive. 1917-1937
- 30. Documentation agricole. Invitations. 1910-1937.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de Seine-et-Marne conservent, sous la cote 769 F (1 à 87), des archives relatives aux activités parlementaires de Dumesnil.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 445.

131 AP

FONDS JEAN-BAPTISTE POUSSIELGUE

Dates extrêmes : 1784-1817.

Importance matérielle : 4 cartons (131 AP 1-5) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1957-1992.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1957, 10 p.

Notice biographique.

Jean-Baptiste-Etienne Poussielgue (1764-1845) est premier secrétaire à l'intendance de Corse. Sous la Révolution, il fut successivement premier commis de l'administration des Domaines nationaux et de la caisse de l'extraordinaire, premier commis des finances, directeur général du comité de législation de la Convention nationale, membre de la commission des revenus nationaux, directeur de la quatrième division du ministère des Finances.

Le 15 février 1796, il fut nommé premier secrétaire à la légation de la République française près de la République de Gênes et chargé des négociations secrètes de Turin, en vue d'un traité d'alliance avec la cour de Sardaigne. En février 1798, il alla en mission à Malte, où il fut chargé avec Berthollet et Estève de l'enlèvement du trésor de Malte. Il exerça ensuite les fonctions de contrôleur des dépenses de l'armée et d'administrateur général des finances de l'Égypte et participa aux négociations du traité d'El-Arish (janvier 1800) avec sir Sidney Smith. Arrivé à Toulon, il écrivit une lettre aux consuls pour leur rendre compte de sa mission. Bonaparte l'accueillit fort mal et sa carrière fut brisée.

Historique de la conservation.

Une partie seulement des papiers Poussielgue a pu être achetée par les Archives nationales. Voir les trois catalogues des ventes d'*Autographes précieux pour l'histoire de la campagne d'Égypte, 1798-1801*, effectuées à l'Hôtel Drouot le 19 décembre 1957, le 11 février 1958 et le 13 mai 1958. Ces catalogues sont cotés aux Archives nationales sous la cote AB XXXVIII 134 et 135.

Présentation du contenu.

- 131 AP 1. Jean-Baptiste-Etienne Poussielgue (1764-1845), premier secrétaire de la légation de la République française à Gênes, chargé de négociations à Turin, puis en mission à Malte, de 1796 à 1798.
- 131 AP 2-5. Contrôleur des dépenses de l'armée et administrateur général des finances de l'Égypte de 1798 à 1800.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.
Napoléon Bonaparte. Correspondance générale, t. 1, *Les apprentissages, 1784-1797*, Paris, 2004 ; et t. 2, *La campagne d'Égypte et l'avènement, 1798-1799*, Paris, 2005.

132 AP

FONDS NICOLAS MOLLIEU

Dates extrêmes : 1803-1815.

Importance matérielle : 2 cartons (132 AP 1 et 1^{bis}) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : Publication intégrale des lettres de Napoléon à Mollieu dans *Napoléon I^{er}. Lettres au comte Mollieu* présentées et commentées par Jacques Arnna, Tours, 1955, XXVI-425 p.

Notice biographique.

Né à Rouen, fils d'un maître passementier, Nicolas-François Mollieu (1758-1850) effectua à partir de 1778 un stage dans les bureaux de la Ferme générale. En 1781, un mémoire sur l'intérêt d'établir un port franc à Bayonne pour détourner d'Angleterre les exportations américaines lui valut d'entrer au Contrôle général, dans les bureaux chargés des rapports avec la Ferme. Atteint en 1791 par la suppression de la Ferme, Mollieu obtint la direction des domaines et de l'enregistrement dans l'Eure. Destitué en 1792, il prit la direction d'une filature mécanique de coton à Saint-Rémy-sur-Avre jusqu'en 1798. L'arrivée au ministère des Finances, après le coup d'État du 18 brumaire, de son ancien collègue et ami Gaudin lui valut la direction de la Caisse d'amortissement. En 1806, il devint ministre du Trésor. Il suivit Marie-Louise à Blois en 1814 et reprit son ministère aux Cent-Jours. En 1819, le comte Mollieu entra à la Chambre des pairs et fut désigné comme président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. Il conserva ces fonctions jusqu'en 1826, puis il les reprit de 1831 à 1837. Il resta à la Chambre des pairs jusqu'en 1848.

Présentation du contenu.

132 AP 1 et 1^{bis}. Lettre de François de Neufchâteau à Mollieu du 15 mai 1813.

Photocopies de lettres de Napoléon à Mollieu intégralement publiées. 1803-1815.

Bibliographie.

Napoléon I^{er}. Lettres au comte Mollieu présentées et commentées par Jacques Arnna, Tours, 1955, XXVI-425 p.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 326-327.

133 AP

FONDS DAVOUT

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 12 cartons (133 AP 1-12) ; 1,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2004.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (133 AP 1 à 8), par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1957, 66 p. ; suppl. dact. (133 AP 9 et 10), par A. Ducrot, 1 p. ; index des noms géographiques, de personnes et de quelques matières à la fin de l'inventaire.

Notice biographique.

Né en 1770 à Annoux (Yonne) d'une vieille famille de noblesse provinciale, Louis-Nicolas Davout ou d'Avout est sous-lieutenant au Royal Champagne en 1789, mais ses idées le font exclure de l'armée. En septembre 1791, il est choisi pour commander un des bataillons des volontaires de l'Yonne, mais il est à nouveau exclu de l'armée comme ancien noble et emprisonné à Auxerre. Thermidor le libère. En 1794, il est général de brigade et participe aux opérations de l'armée du Rhin et Moselle en 1794, 1795 et 1796. Desaix le présente à Bonaparte. En 1798, il commande la cavalerie en Égypte. En mai 1800, il participe à la deuxième campagne d'Italie. En 1801, il épouse Aimée Leclerc, sœur du général Leclerc, mari de Pauline Bonaparte.

Pendant deux ans, Davout commande le camp de Bruges où se prépare le projet de débarquement en Angleterre. En 1804, il est créé maréchal de France. En 1805, il dirige le 3^e corps, sur le Rhin. Son action à Auerstaedt, le 14 octobre 1806, lui vaut le titre de duc d'Auerstaedt, la bataille d'Eckmühl le 22 avril 1809, celui de prince d'Eckmühl. En 1813 et 1814, il soutient le siège de Hambourg. Pendant les Cent-Jours, il est ministre de la Guerre. Louis XVIII l'exile quelques temps à Louviers, puis dans sa propriété de Savigny-sur-Orge. Il meurt à Paris en 1823.

Présentation du contenu.

- 133 AP 1. Correspondance du maréchal Davout (1770-1823), de son épouse, et de son fils Louis Davout, prince d'Eckmühl. xix^e s.
2. Comptes de la maison du maréchal de 1806 à 1810.
3. Revenus de Davout ; comptes de M^{me} Davout ; hôtel d'Eckmühl à Paris. xix^e s.
- 4-6. Domaines de Montgobert (Aisne) et de Savigny-sur-Orge. xviii^e-xix^e s.
7. Dotations à l'étranger. xix^e s.
Salines de Nauheim (Hesse). 1810-1811.
8. Inventaire (argenterie, meubles) et divers. xix^e s.
- 9-10. 659 lettres du général puis maréchal Davout à sa femme, Aimée Leclerc (1782-1868).
11. Lettre du maréchal Davout au sujet du désarmement, voulu par l'Empereur, de toutes les personnes ayant fait partie de la Maison militaire de Louis XVIII. 13 avril 1815.

Rapport sur l'esprit public en Suisse adressé par le général Lecourbe au maréchal Davout, ministre de la Guerre. 28 mai 1815.

12. Quatorze lettres de Napoléon à Davout, 1806-1815.

Sources complémentaires.

Le Service historique de l'armée de terre conserve, sous la cote 1 K 1, soixante et un cartons de correspondance officielle du maréchal Davout.

La ville d'Auxerre a reçu en don, en 1880, d'Adélaïde Louise Davout d'Eckmühl, marquise de Blocqueville, des papiers du maréchal Davout, prince d'Eckmühl, son père.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 614-617.

134 AP

FONDS NYSSSEN

Dates extrêmes : 1760-1860.

Importance matérielle : 13 cartons (134 AP 1-13) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 16 mai 1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique dact. par O. Poncet, 2004, 9 p. ; A. Martel, « Sources inédites de l'histoire tunisienne. Les papiers Nyssen aux Archives nationales », dans *Les cahiers de Tunisie*, 5^e année, n° 19-20, 3^e-4^e trimestres 1957, p. 349-380.

Notice biographique.

Les Nyssen, d'origine néerlandaise, furent de pères en fils consuls à Tunis pour plusieurs nations ou villes à la fois, durant la seconde moitié du xviii^e et la première moitié du xix^e siècle. Ils furent surtout consuls de Raguse, des Pays-Bas, de Venise, agents impériaux, mais ils furent aussi consuls de Toscane, de Russie, de Suède, du Danemark et même un moment d'Angleterre.

Historique de la conservation.

Ce fonds ne comprend qu'une faible partie des archives consulaires de la famille Nyssen. Les papiers qui le constituent ont été retrouvés chez un marchand de beignets tunisien qui en enveloppait sa marchandise et qui en a dispersé un certain nombre.

Présentation du contenu.

134 AP 1-13. Correspondance et actes de chancellerie provenant des Nyssen, consuls à Tunis, représentant Venise, Raguse, les Pays-Bas, la Suède, la Toscane, la Russie et l'Empire, durant la période 1760-1860 (peu de pièces avant 1770 et après 1840).

Bibliographie.

Informations extraites de l'article d'A. Martel, « Sources inédites de l'histoire tunisienne... ».

135 AP

FONDS ROCHAMBEAU

Dates extrêmes : 1746-1803.

Importance matérielle : 5 cartons (135 AP 1-6) ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1958-2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par A. Vallée-Karcher (135 AP 1 à 3) et Br. Poussin-Labat (135 AP 4, cartes), 1958, p. 1-87 ; suppl. dact. (135 AP 5 et 6), p. 88-89.
Index des noms de personnes (p. 89 bis-94).

Notice biographique.

Né en 1755, fils du maréchal de Rochambeau, le « libérateur de l'Amérique », Donatien-Marie-Joseph de Vimeur, vicomte puis comte de Rochambeau (1807), s'engagea sans les armées de la Révolution. Placé à la tête d'une division embarquée à destination de Saint-Domingue en octobre 1801, le général de Rochambeau prit le commandement en chef des forces françaises à la mort du général Leclerc en 1802, mais fut contraint de capituler un an plus tard. Rochambeau resta prisonnier jusqu'en 1811. Le 20 octobre 1813, il mourut à la bataille de Leipzig.

Historique de la conservation.

Le fonds comprend quelques papiers du général Leclerc, recueillis par Rochambeau.

Présentation du contenu.

- 135 AP 1-4. Correspondance, rapports et cartes du général de Rochambeau (1755-1813) durant l'expédition de Saint-Domingue. 1801-1803.
5. Correspondance adressée au général, employé à l'armée d'Italie, puis commandant en Ligurie, 1800-1801 ; quelques pièces sur son père, le maréchal, 1746-1792.
6. *Supplément* sur l'expédition de Saint-Domingue. 1802.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) ont microfilmé, sous la cote 413 Mi 1 à 4, les archives du maréchal Jean-Baptiste de Rochambeau, conservées à la Bibliothèque du Congrès à Washington (mémoires sur la Guerre d'Indépendance, documents sur les Cincinnati, correspondances avec Washington, Ségur, Vergennes, La Pérouse, d'Estaing, La Luzerne, etc.

Les Archives nationales (site de Paris) ont également microfilmé, sous la cote 153 Mi 1, de la correspondance surtout militaire du général de Rochambeau, notamment au sujet de

l'expédition de Saint-Domingue (documents vendus chez Sotheby, à Londres, en 1958, et communiqués par leur acquéreur).

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote AB XIX 5002 des archives provenant du général Leclerc relatives à l'expédition de Saint-Domingue.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique.

136 AP

FONDS ÉDOUARD BIGNON

Dates extrêmes : 1804-1840.

Importance matérielle : 14 cartons (136 AP 1-18) ; 3,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1954-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (136 AP 1 à 10), par S. d'Huart, 1963, 22 p. ; suppl. dact. (136 AP 11 à 17), par S. d'Huart, 2 p. ; suppl. dact. (136 AP 18), par S. Lacombe, 2002, 2 p.

Notice biographique.

Édouard Bignon (1771-1841) entra très vite, après un bref passage dans l'armée, dans la carrière diplomatique. Après des postes auprès de la Confédération helvétique et de la République Cisalpine et à Berlin, il fut de 1804 à 1806 ministre plénipotentiaire à Cassel, où il influença la formation de la Confédération du Rhin. Il reçut mission d'administrer les pays conquis, à Berlin, de 1806 à 1808, puis en Autriche, en 1809. Il fut ensuite ministre plénipotentiaire auprès du Grand-Duc de Bade en 1809, à Varsovie en 1807 et 1812, à Dresde en 1813. Après la bataille de Leipzig, il s'occupa de la protection des émigrés polonais en France. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères et fut chargé du portefeuille de ce ministère pour signer la convention du 3 juillet 1815.

Se retirant de la carrière diplomatique, Bignon fut élu député de l'Eure en 1817 et entra dans l'opposition. Il fut réélu en 1820 par le Haut-Rhin, en 1827 par la Seine-Inférieure. Après les journées de juillet 1830, il fut chargé provisoirement des ministères des Affaires étrangères et de l'Instruction publique. Réélu par la circonscription des Andelys (Eure), il laissa de nombreux ouvrages politiques et historiques.

Présentation du contenu.

- 136 AP 1. Édouard Bignon (1771-1841), ministre plénipotentiaire à Cassel de 1804 à 1806.
- 2. Administrateur général des domaines et finances à Berlin de 1806 à 1808.
- 3-8, 11-16. Puis en Autriche. 1809.
- 9. Quelques pièces sur ses fonctions ultérieures sous l'Empire, la Restauration et les Cent-Jours.
- 10, 17. Manuscrits de ses travaux et correspondance active et passive.
- 18. Dossier 1. Lettres et manuscrits.
Dossier 2. Défaite et négociations de 1815.
Dossier 3. Procès de Ney.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

137 AP

FONDS NEY

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 30 cartons (137 AP 1-31) ; 4,90 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche :

- 137 AP 1-30 : S. de Saint-Exupéry et Ch. de Tourtier, *Les archives du maréchal Ney et de sa famille conservées aux Archives nationales. Inventaire*, Paris, 1962, in-8°, 250 p., 4 planches (Ministère d'État chargé des Affaires culturelles. Direction des Archives de France. Archives nationales). Appendice : sources complémentaires et bibliographie. Index des noms géographiques, de personnes et de matières.
- 137 AP 31 : suppl. dact., par S. Lacombe, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Michel Ney (1769-1815) s'engagea à 19 ans au régiment colonel général des hussards. Il se couvrit de gloire dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, notamment à Ulm, Iéna, Friedland et surtout dans la Campagne de Russie. Il fut maréchal d'Empire, duc d'Elchingen, prince de la Moskowa. Les revers de la Grande Armée, en 1814, ne nuisirent pas à sa carrière. Il se rallia aux Bourbons et négocia avec eux les clauses de la première abdication de Napoléon. La Première Restauration le vit devenir gouverneur de la 6^e division militaire et pair de France. Chargé d'arrêter Napoléon, il se déclara pour lui et lança, à Lons-le-Saunier, sa fameuse proclamation « La Cause des Bourbons est à jamais perdue ! » (14 mars 1814), principal acte d'accusation à son procès. À Waterloo, il se battit héroïquement. Le 24 juillet parurent les deux ordonnances royales relatives aux personnes compromises pendant les Cent-Jours. Mis en accusation, Ney fut condamné à mort et exécuté en décembre 1815. De son mariage avec Aglaé-Louise Auguié, il avait eu quatre fils : Léon (1803-1857), mari d'Albine Laffitte et père d'Eglé (future duchesse de Persigny) et de Michel-Napoléon de la Moskowa ; Aloys (1804-1854), époux de Marie-Joséphine Souham (en premières noces, baronne de Vatry), d'où Michel, 3^e duc d'Elchingen, qui épousa Paule Heine, et Hélène, princesse Nicolas Bibesco ; Eugène (1806-1845) ; Edgard (1812-1822).

Historique de la conservation.

L'ensemble du fonds fut acquis en 1955 grâce à un crédit spécial obtenu par Charles Samaran, alors directeur général des Archives de France. Quelques pièces furent achetées par la suite.

Présentation du contenu.

137 AP 1-20. Le maréchal (1769-1815) : papiers généalogiques, états de service, correspondance de 1796 à 1815, son procès, ses biens (hôtel à Paris, châteaux des Coudreaux et de Pruneville (Eure-et-Loir), ses dotations à l'étranger),

notes de tactique militaire, documentation le concernant.

- 21-29. Sa famille : correspondance de la maréchale (1782-1854) et de ses quatre fils, qui évoque les campagnes de la monarchie de Juillet et du Second Empire ; familles alliées ou amies, Auguié, Genet, Souham, Bourdon de Vatry, d'Orléans, la famille impériale.
30. Quelques autographes et dossiers divers. XVIII^e-XIX^e s.

Supplément.

31. Maréchal Ney. 1794-1805.

Sources complémentaires.

Le fonds Persigny conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 44 AP comprend des documents provenant d'Eglé Ney, duchesse de Persigny. Les Archives nationales (site de Paris) conservent également, sous la cote 31 AP, les archives des Murat, alliés par mariage aux Ney. Le fonds Napoléon (400 AP) contient des documents provenant du maréchal et de la maréchale Ney (400 AP 5 et 35) ainsi que des photographies de Napoléon Henri Edgar Ney, prince de la Moskowa (400 AP 217, planche 26, et 400 AP 218, planche 45). Enfin, des reproductions et des transcriptions de lettres de la maréchale Ney à Bruce (1814-1817) sont conservées sous la cote AB XIX 4292, dossier 4 (don Duhamel).

Bibliographie.

Informations extraites de S. de SAINT-EXUPÉRY et Ch. de Tourtier, *Les archives du maréchal Ney et de sa famille conservées aux Archives nationales. Inventaire.*

138 AP

FONDS DARU

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 364 cartons (138 AP 1-370) ; 62,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1957-1958.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : S. d'Huart, *Les archives Daru. Inventaire*, Paris, 1962, in-8°, 416 p., V planches (Ministère d'État chargé des Affaires culturelles. Direction des Archives de France. Archives nationales.). Sources complémentaires et indications bibliographiques en tête de l'inventaire ; index des noms géographiques, de personnes et de matières. Les lettres de Napoléon conservées dans ce fonds ont été éditées par S. d'Huart, *Lettres, ordres et apostilles de Napoléon I^{er} extraits des archives Daru (138 AP)*, Paris, 1965, in-8°, XVI-372 p., IV planches (Ministère d'État chargé des Affaires culturelles. Direction des Archives de France. Archives nationales. Inventaires et documents).

Notice biographique.

Pierre Daru (1767-1829) débuta comme commis à l'Intendance du Languedoc en 1782, devint commissaire des guerres, puis, en janvier 1796, chef de division au ministère de la Guerre et, après le 18 brumaire, secrétaire général de ce même ministère ; membre du Tribunat en 1802, en 1805 conseiller d'État et intendant général de la maison de l'Empereur, il reçut en octobre 1806 la charge d'intendant général de la Grande Armée et des pays conquis. Daru fut ministre secrétaire d'État en avril 1811, ministre directeur de l'administration de la Guerre de novembre 1813 à mars 1814. Rallié aux Cent-Jours et écarté de ce fait sous la Restauration, il fut cependant appelé à la pairie par Louis XVIII en 1819 et à ce titre siégea au Conseil des prisons.

Officier d'artillerie, son fils aîné, Napoléon Daru (1807-1890), prit part à la campagne d'Algérie en 1830, puis devint parlementaire à partir de 1833 : il entra alors à la Chambre des pairs et fut membre de la commission des canaux et de celle des chemins de fer. Par la suite, il fut élu député de la Manche à plusieurs reprises sous la Seconde République et le Second Empire et une dernière fois en 1871, avant de représenter ce même département au Sénat de 1876 à 1879. Il avait été ministre des Affaires étrangères quelques mois de janvier à avril 1870.

Le père et le fils furent membres de l'Institut, Pierre de l'Académie française et de l'Académie des Sciences, Napoléon de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Historique de la conservation.

Pierre Daru avait accru ses archives de trois fonds, qui lui avaient été donnés ou légués : les papiers Mopinot, Dufourny et Gallois.

Le chevalier Antoine-Rigobert de Mopinot, ingénieur à la suite des armées et aide de camp du comte de Périgord, fut l'auteur d'ouvrages militaires et moraux. Capitaine à l'armée

de Soubise pendant la guerre de Sept Ans, il joua aussi un rôle dans la diplomatie secrète. Il est permis de penser que cet ensemble fut donné par le comte de Périgord à Daru, qui avait été son secrétaire en 1788.

La provenance des papiers Dufourny est connue par deux lettres de l'oncle de Léon Dufourny, qui expliquent le don fait à Pierre Daru après la mort de son neveu. Léon Dufourny (1754-1818), architecte à Paris, Rome et Palerme, avait été chargé de la récupération et de la conservation des objets d'art en Italie en 1801. Il fut plus tard membre de l'Institut et conservateur du Musée des arts.

C'est par un legs en souvenir de leur appartenance commune au Tribunal que Daru se vit attribuer les papiers de Jean-Antoine Gauvin dit Gallois (1755-1828), membre et président du Tribunal.

À la suite des papiers de Napoléon Daru figure un fonds annexe, celui du vicomte Emmanuel-Camus du Martroy, président de 1873 à 1895 de la section du contentieux au Conseil d'État et membre du conseil d'administration de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. La sœur du vicomte du Martroy, Geneviève du Martroy, épousa le baron Eugène Daru, frère de Napoléon Daru.

Présentation du contenu.

- 138 AP 1-205. Pierre Daru : ses diverses charges et en particulier, à partir de 1806, celle d'intendant général de la Grande Armée et des pays conquis (138 AP 26-163).
- 206-211. Le chevalier de Mopinot : papiers relatifs à la guerre de Sept Ans. xviii^e s.
- 212. Léon Dufourny (1754-1818), architecte et commissaire des arts en Italie. 1756-1828.
- 213. Gallois (1755-1828), membre et président du Tribunal. xviii^e-xix^e s.
- 214. Divers. xviii^e s.
- 215-256. Napoléon Daru, sous la monarchie de Juillet, pair et membre des commissions des canaux et des chemins de fer, par la suite, député puis sénateur de la Manche, ministre des Affaires étrangères de janvier à avril 1870.
- 257-269. Le vicomte du Martroy, président de 1873 à 1895 de la section du contentieux au Conseil d'État et membre du conseil d'administration de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.
- 270-370. 523 livres provenant des collections de Pierre et Napoléon Daru.

Bibliographie.

Informations extraites de S. d'Huart, *Les archives Daru. Inventaire.*

La thèse pour le doctorat d'État de Bernard Bergerot, *Daru en son temps (1767-1829)*, Paris, 1979, 4 vol., est conservée par les Archives nationales (site de Paris) dans la sous-série AB XLV.

139 AP

FONDS RAMPON ET SAINT-MARTIN

Dates extrêmes : 1772-1847.

Importance matérielle : 6 cartons (139 AP 1-7) ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Frisson, 17 juin 1959, complété par un achat, 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par J.-Y. Mariotte, 1960, 26 p.

Notice biographique.

Le général Antoine-Guillaume Rampon (1759-1842) servit à l'armée d'Italie, en Suisse et en Égypte, de 1796 à 1801. Il commanda la garde nationale des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de la Lys, assumant aussi la défense des côtes, avec la responsabilité du camp de Boulogne en mars 1809, et la défense de Gorkum en 1812-1813. Diverses missions lui furent confiées : administration de la sénatorerie de Rouen en 1805, présidence du collège électoral de l'Ardèche en 1803 et 1808, installation de la cour impériale à Rouen en 1811, organisation de la garde nationale de la 10^e division militaire (Toulouse) en 1812, inspection dans la 4^e division militaire aux Cent-Jours.

Il était le gendre du conventionnel Saint-Martin (1744-1814), avocat toulousain élu de l'Ardèche.

Présentation du contenu.

139 AP 1-7. Le général Rampon : campagnes de 1796 à 1801, commandement de la garde nationale dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de la Lys, 1805-1808, du camp de Boulogne en 1809 et de la défense de Gorkum en 1813-1814 ; son épouse, la comtesse Rampon, 1811-1847 ; son beau-père, Saint-Martin (1744-1814), député de l'Ardèche à la Convention : journal, 1772-1803, et correspondance.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire semi-analytique.

140 AP

FONDS JUBÉ DE LA PÉRELLE

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 11 cartons (140 AP 1-12) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1960-1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par S. d'Huart et P. Chapu, 1961-1963, 52 p.

Notice biographique.

Auguste Jubé, baron de la Pérelle (1765-1824) fut successivement inspecteur général des côtes de la Manche (1793-1796), commandant en second de la garde du Directoire exécutif à l'automne 1796, membre du Tribunat à partir de 1799, préfet de la Doire de 1808 à 1813, puis du Gers en 1813. Historiographe au ministère de la Guerre, il tenta de créer une entreprise générale de placement, lorsqu'il fut mis en demi-solde, après la chute de l'Empereur. Son épouse, Félicité Harpe, divorcée du général Brouard, épousa en troisièmes noces le colonel de Bony, qui reçut des postes de commandement dans la gendarmerie à Grenoble en 1830 et à Cahors en 1831. Son fils, Camille Jubé, fut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur puis à celui de l'Instruction publique.

Historique de la conservation.

A la fin du fonds se trouvent quelques papiers réunis par Camille Jubé d'un armurier de Paris, Lefauchaux, avec lequel il s'associa en 1841.

Présentation du contenu.

- 140 AP 1-6. Auguste Jubé, baron de la Pérelle (1765-1824), inspecteur général des côtes de la Manche, 1793-1796, préfet de la Doire, 1808-1813, puis du Gers, 1813.
 - 7-8. Sa famille et les familles alliées. XVI^e -XVIII^e s.
 - 9-10. Son épouse, Félicité Harpe, divorcée du général Brouard. 1754-1842.
 - 11-12. Son fils, Camille Jubé, fonctionnaire au ministère de l'Intérieur, puis à celui de l'Instruction publique, 1828-1868 ; le troisième mari de sa veuve, le colonel de Bony, 1743-1832.
- Papiers de l'armurier Lefauchaux et divers. XVII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique.

MARQUANT (R.), « Les bureaux de placement en France sous l'Empire et la Restauration, essai d'établissement d'un monopole », dans *Revue d'histoire économique et sociale*, t. 40, n° 2, 1962, p. 200 à 237.

HUART (Suzanne d'), « Les trois mariages d'une générale d'Empire », dans *la Revue de l'Institut Napoléon*, n° 94, janvier 1965, p. 24 à 32.

141 AP

FONDS BEAUMONT-BRIVAZAC

Dates extrêmes : 1810-1833.

Importance matérielle : 2 cartons (141 AP 1-2) ; 0,32 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1960-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1961-1966, 9 p.

Notice biographique.

Né en 1780 d'Edme-Jean-Baptiste de Brivazac, Hubert de Brivazac, dit le comte de Beaumont-Brivazac, fut nommé en 1808 commissaire général de police en Basse-Catalogne, puis à Barcelone. Il fut ensuite commissaire de police à Gênes à partir du 1^{er} avril 1813. Chargé d'une mission à Aix-les-Bains pour la surveillance de l'impératrice Marie-Louise, il fut nommé en 1816 inspecteur général au ministère de la Police, au moment où il était en mission extraordinaire à Londres, comme agent secret de Louis XVIII. En 1820 et 1821, le baron Mounier l'envoya, toujours en missions secrètes, à Bordeaux, en Suisse, en Italie et en Allemagne. En 1832, Hubert de Beaumont-Brivazac fut nommé à Bône commissaire de police et juge royal. Par la suite, il disparut de la carrière policière. On le retrouve magnétiseur à Bordeaux en 1840, à Pont-de-Beauvoisin en 1845, à Fontainebleau et à Bourg en 1849, où il donnait des cours publics sur son art. Sa fille, Félicité, épousa en 1836 Camille Jubé, fils du général Jubé de la Pérelle.

Présentation du contenu.

141 AP 1-2. Registres de correspondance du comte de Beaumont-Brivazac, commissaire de police en Catalogne, à Gironne et à Barcelone, 1810-1814 ; rapports du même, commissaire de police à Gênes, 1813-1814 ; sa correspondance comme envoyé secret de Louis XVIII à Londres en 1816 ; comptes rendus de ses missions secrètes à Bordeaux, en Suisse, en Italie et en Allemagne pour le compte du baron Mounier, 1820-1822 ; dossier relatif à l'Algérie, 1832-1833.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds Jubé de la Pérelle (140 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

142 AP

FONDS XAVIER DE LA ROCHEFOUCAULD

Dates extrêmes : 1890-1949.

Importance matérielle : 14 cartons, 1 rouleau (142 AP 1-15) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1958.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1958, 31 p.

Notice biographique.

Le comte Xavier de La Rochefoucauld (1867-1942) dirigea l'hôpital de Bizy, situé dans une propriété du marquis d'Albuféra (Louis-Joseph Suchet) à Vernon dans l'Eure, pendant la guerre 1914-1918. Il fut également trésorier du groupe du huitième arrondissement des infirmières visiteuses, dont la princesse Murat, née Solange Anne-Marie de La Rochefoucauld, et la comtesse de La Rochefoucauld, née Marie du Val de Bonneval, étaient respectivement présidente et vice-présidente. Enfin, le comte de La Rochefoucauld dirigea l'Action libérale populaire avec Jacques Piou, Albert de Mun et Jules Dassonville. Fondée en 1902 par diverses personnalités catholiques, l'Action libérale populaire regroupait les représentants des partis d'ordre. Elle disparut en 1923.

Présentation du contenu.

- 142 AP 1-10. Comptabilité familiale du comte de La Rochefoucauld ; ses propriétés en Berry ; l'administration de l'hôpital de Bizy à Vernon pendant la Première Guerre mondiale. 1890-1949.
- 11-12. Le Cercle de l'Union, dont il fut vice-président. 1929-1936.
- 13. Divers. 1887-1946.
- 14-15. L'Action libérale populaire, et les mouvements qui lui succédèrent. 1902-1939.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

143 AP

FONDS SANSON

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 6 cartons et 56 portefeuilles (143 AP 1-45).

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Sanson, 1958.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. des plans (143 AP 1 à 40), par A.-M. Joly, 1973, 191 p. ; rép. num. détaillé ms. sur fiches des dossiers (143 AP 41 à 45), par A.-M. Joly, 1973 : env. 600 fiches ; index des noms géographiques et de personnes à la fin des deux instruments de recherche ; table de concordance entre les cotes 143 AP et les numéros des notices de l'inventaire des plans.

Notice biographique.

La famille Sanson comprend trois générations d'architectes : Paul-Ernest Sanson (1836-1918), architecte à Paris, son fils et associé, Maurice (1864-1917), et Jean (1895-1971), fils de Maurice.

Présentation du contenu.

Plans et dossiers des architectes Étienne et Maurice Sanson, ainsi que de Jean Sanson, relatifs notamment aux hôtels de Castellane, Ephrussi, de Ganay, Greffulhe, de Jarnac, Lebaudy, Le Vavasseur, etc., à Paris et à divers châteaux, de Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher), de Condé-sur-Iton (Eure), en Bourgogne, en Ile-de-France, en Normandie et Val-de-Loire.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 150.

144 AP/156 Mi

FONDS D'ORMESSON

Dates extrêmes : xiv^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 156 Mi 1-106 (106 bobines) et 20 cartons (144 AP 153-172) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- [144 AP 54-152] 156 Mi 1-106 : prêt pour microfilmage, 1958-1965.
- 144 AP 153-172 : dépôt, 1986-1988.

Conditions d'accès :

- [144 AP 54-152] 156 Mi 1-106 : libre.
- 144 AP 153-172, consultables uniquement sous forme de microfilm 156 Mi 107-147 : sur autorisation.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : M. Antoine et Y. Lanhers, *Les archives d'Ormesson (144 AP 1 à 152). Inventaire*, Paris, 1960, in-8°, 124 p., IV planches, un tableau généalogique (table de concordance entre les cotes du fonds 144 AP et celles des microfilms, dans l'inventaire imprimé, p. 105-108) ; appendice : manuscrits Ormesson du fonds Leber de la Bibliothèque municipale de Rouen ; index des noms géographiques, de personnes et de matières) ; suppl. dact. (144 AP 153-172), par A. Ducrot, 1999, 1 p.

Notice biographique.

Au xvi^e siècle, Olivier I^{er} Lefèvre d'Ormesson (1525-1600), conseiller de Michel de L'Hospital, fut trésorier général des finances de Picardie, président de la Chambre des comptes, intendant et contrôleur général des finances (1577). De son mariage avec Anne d'Alesso, petite-nièce de saint François de Paule, sont issues les trois branches des Lefèvre : l'aînée, celle des Lefèvre d'Eaubonne, s'éteignit en 1791 après avoir fourni des magistrats au parlement ; la dernière, celle de Lezeau, disparut à la fin du xvii^e siècle ; la branche intermédiaire, celle d'Ormesson, compte, depuis le xvii^e siècle, un chancelier de France, deux contrôleurs généraux des finances, un premier président du parlement de Paris, un membre du Conseil de régence sous la minorité de Louis XV, onze conseillers d'État, quatre ambassadeurs de France.

Conseiller au parlement de Paris, maître des requêtes au conseil d'État, intendant d'Amiens et de Soissons, Olivier III Lefèvre d'Ormesson (1616-1686) fut rapporteur du procès de Fouquet. Son fils, André II (1644-1684) fut avocat au Châtelet en 1666, conseiller au grand conseil en 1671, maître des requêtes en 1676, commissaire de la chambre ardente en 1679, intendant de Lyon en 1682. Marie-François de Paule Lefèvre, marquis d'Ormesson, fut conseiller au parlement (1731), maître des requêtes au Conseil d'État, président du Grand conseil (1738) et intendant des finances (1744). Louis-François de Paule (1718-1789) fut successivement avocat au grand conseil (1741), avocat général au parlement, président à mortier (1755) et premier président (1788). Son fils, Henri-François de Paule Lefèvre d'Ormesson d'Amboile (1751-1807) fut conseiller au parlement de Paris, maître des requêtes (1770), intendant des finances et contrôleur général (1783). Son frère Anne-Louis-François de Paule (1753-1794), président à mortier en 1779, fut élu député de la noblesse de Paris aux

états généraux. Bibliothécaire de Louis XVI en 1790, membre de l'Académie des inscriptions en 1792, il fut arrêté comme royaliste et guillotiné.

Au xx^e siècle, le comte Wladimir d'Ormesson (1888-1973), homme de lettres, académicien, journaliste, fut également ambassadeur de France auprès du Vatican (1940, 1948-1956) et en Argentine (1945-1948), et président du conseil d'administration de l'Office de la radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de 1964 à 1968. Paul VI le nomma en 1968 membre non résident à Rome du Conseil de l'État de la Cité du Vatican.

Présentation du contenu.

[144 AP 1-53]. *Remarque :*

Ces documents n'ont pas été microfilmés et sont conservés par les propriétaires.

[144 AP 54-152] Documents familiaux, administratifs et politiques, entre autres sur : le 156 Mi 1-106. procès de Fouquet, la charge d'intendant des finances assumée par les d'Ormesson de père en fils au xviii^e s., celle de contrôleur général à laquelle est nommé Henri d'Ormesson en 1783, la Maison de Saint-Cyr, de 1722 à sa suppression.

144 AP 153-172 Journal de Wladimir d'Ormesson. 1919-1973.

[156 Mi 107-147].

Sources complémentaires.

Les documents relatifs aux biens des Ormesson à Ormesson-sur-Marne, dans les localités avoisinantes et en Auvergne, à Opme et Pradel (xiv^e-xix^e s.), cotés 144 AP 1-53, n'ont pas été microfilmés et sont conservés par les propriétaires.

Un registre relatif à Amboille (aujourd'hui Ormesson-sur-Marne) en 1667 est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XIX 4154, dossier 7.

Les Archives départementales du Val-de-Marne conservent un fonds Lefèvre d'Ormesson sous la cote 37 J.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de M. Antoine et Y. Lanhers, *Les archives d'Ormesson...*, Paris, 1960.

MOSSER (Françoise), *Les intendants des finances au xviii^e siècle : les Lefèvre d'Ormesson et le Département des impositions, 1715-1777*, Genève, Droz, Paris, Champion, 1978.

145 AP

FONDS DUBOIS ET DUGUET

Dates extrêmes : 1668-1892.

Importance matérielle : 3 cartons (145 AP 1-3) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 16 avril 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par B. Neveu, 1962, 37 p.

Notice biographique.

Fils d'un médecin de Brive-la-Gaillarde, Guillaume Dubois (1656-1723) fut précepteur de Philippe d'Orléans, alors duc de Chartres, qui, devenu régent, l'appela au pouvoir. Il conclut avec l'Angleterre et la Hollande la Triple puis la Quadruple Alliance contre l'Espagne (1717). Ministre des Affaires étrangères, il fit échouer la conspiration de Cellamare (1718) et obtint du roi d'Espagne la disgrâce d'Alberoni. Après l'archevêché de Cambrai et le chapeau de cardinal, il obtint le titre de Premier ministre. Il entra à l'Académie française et se fit nommer président de l'Assemblée du clergé. Son frère, Joseph Dubois, fut maire et lieutenant général de la ville de Brive, avant d'être secrétaire de la chambre et du cabinet du roi et directeur des Ponts et chaussées.

L'abbé Jacques-Joseph Duguet (1649-1733) connut Arnauld et Nicole. En 1685, il quitta l'Oratoire pour se réfugier à Bruxelles, auprès d'Arnauld. Il dirigea la conscience de plusieurs dames et écrivit pour Madame d'Aguesseau, mère du chancelier, la *Conduite d'une dame chrétienne*. Il a laissé des traités mystiques : *Commentaires sur l'ouvrage des six jours* (1731), *Traité des scrupules*... Sa nièce, Madame Mol, a laissé des Mémoires, jamais publiés.

Historique de la conservation.

Sous la cote 145 AP ont été réunis deux fonds : les papiers Dubois, qui proviennent de Jean-Baptiste Dubois, chanoine de Saint-Honoré, neveu du cardinal, et le fonds Duguet, qui appartenait à Madame Mol, nièce de Duguet. Les deux ensembles appartinrent ensuite à la même famille et l'achat en fut fait par les Archives nationales en 1958.

Présentation du contenu.

- 145 AP 1. Épaves des papiers du cardinal Dubois (1656-1723).
2. Dossiers de son frère Joseph, maire et lieutenant général de police de Brive, puis directeur général des Ponts et Chaussée. 1693-1750.
3. Famille Dubois, xvii^e-xix^e s. ; papiers de l'abbé Duguet (1649-1733), écrivain janséniste, et Mémoires de sa nièce, M^{me} Mol, 1725-1727.

Sources complémentaires.

Le fonds d'Assailly, Dubois et d'Espagnac (315 AP) comprend des lettres du cardinal Dubois à son neveu Joseph Dubois entre 1716 et 1718.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 2, lettres D-H, p. 1745-1746.

146 AP

FONDS GOURDON

Dates extrêmes : v^e-xii^e siècles (mentions), xiii^e (copies)-xx^e siècles.

Importance matérielle : 14 cartons (146 AP 1-14) ; 2,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1958-1987.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (146 AP 1-14), par P. Jugie, 2005, 7 p.

Notice biographique.

André-Georges-Marie-Pierre Shaw-Gourdon, dit marquis de Gourdon, comte de Genouillac, marquis de Vaillac (Marseille, 1920-Madrid, décembre 1996 ou 1997 [?]), fils d'Augusto Shaw Ferreira, diplomate brésilien, et de Marie-Odette Gourdon (ou de Gourdon), femme de lettres originaire de Bordeaux, fit des études à l'École libre des Sciences politiques de Lyon en 1942-1943, épousa, en 1946, Rosina-Maria de la Consolacion Adelaida Fernandez y Diaz de la Quintana, de nationalité espagnole, et suivit son père, dont il avait gardé la nationalité brésilienne, dans la carrière diplomatique, comme auxiliaire (*auxiliar*) à l'ambassade du Brésil à Madrid à partir du 1^{er} juin 1951.

Son père, Augusto Shaw Ferreira, plus connu sous le nom d'Augusto Shaw (San Salvador de Bahia, Brésil, 1881-Paris, 1957), fit d'abord carrière au sein de la Marine de Guerre brésilienne (1898-1914), étudia l'hydraulique à l'École spéciale des travaux publics de la ville de Paris (1911-1913), puis devint vers 1930 correspondant de presse des grands journaux latino-américains à Paris, dont le *Correio da Manha*, de Rio de Janeiro. Attaché de presse de l'ambassade du Brésil à Paris de 1932 à 1944 et en 1952-1955, il fut du 13 février 1943 au 28 mars 1944, emprisonné à Bade-Godesberg avec le corps diplomatique brésilien, à la suite de la déclaration de guerre du Brésil à l'Allemagne. Il est l'auteur d'œuvres littéraires, essentiellement théâtrales, en brésilien et en français, en partie publiées.

Historique de la conservation.

André Shaw-Gourdon a rassemblé des années 1950 à sa mort une volumineuse documentation généalogique et, dans une moindre mesure, héraldique, à partir de recherches menées personnellement ou par mandataires dans des services d'archives et de bibliothèques de France, du Brésil, d'Espagne, du Portugal, d'Angleterre et d'Ecosse, dont les résultats forment le cœur du fonds qui porte son nom.

André Shaw-Gourdon a, d'autre part, recueilli et conservé une précieuse documentation sur les activités tant professionnelles que personnelles de son père, Augusto Shaw Ferreira, ainsi que les œuvres littéraires et le journal personnel de celui-ci.

Présentation du contenu.

146 AP 1-8 et 11-14. Généalogie et héraldique des diverses branches, réelles ou supposées, des familles Gourdon, Shaw et alliés (branches françaises,

espagnoles, portugaises, brésiliennes et anglaises, en particulier les familles Arias, Bethencourt, Champetier de Ribes, Da Silva, Diaz de la Quintana, Fernandez, Ferreira, Lucazeau, Machado, Malibrán, Martínez de la Escalera, Martinon, Milh, Miranda, Morales, Perez, Salanova, Salgado, Sarmiento Shaw, Vasconcellos) : recueils factices de copies de documents, de correspondances, d'articles, de notes, de photographies, de coupures de presse, ouvrages imprimés historiques ou généalogiques, diplômes authentifiant des armoiries et en autorisant l'usage délivrés par des instances héraldiques espagnoles et écossaises. Mentions de documents des V^e-XII^e s., copies XX^e s. de documents des XIII^e-XX^e s., originaux des XIX^e-XX^e s.

146 AP 9-10.

Quelques documents de caractère généalogique relatifs à la noblesse d'Espagne et de l'île portugaise de Madère. 1868-1979.

Œuvres d'Augusto Shaw [Ferreira], en français ou en brésilien, dont une partie seule a été éditée : pièces de théâtre (1925-1950) ; réflexions sur les sciences cognitives (1911) ; journal personnel autographe, tenu en tant qu'attaché d'ambassade du Brésil à Paris, intitulé « Notas de um adido de embaixada » et « Notas diversas » (1940-1956), une version dactylographiée partielle figurant dans 146 AP 8 et 13.

Bibliographie.

Informations extraites du fonds lui-même.

BUENO (Manuel), « La literatura latinoamericana..., Augusto Shaw », dans *La Esfera* [Madrid], 13^e année, n^o 607, 22 août 1925.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 9, col. 535-541.

147 AP

FONDS JACQUES-FRANÇOIS PIOUS

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 8 cartons (147 AP 1-7) ; 1,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 23 septembre 1953.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par M.-A. Hosotte-Reynaud, 1959, 28 p. ; index des noms géographiques, de personnes et de matières à la fin de l'inventaire.

Notice biographique.

Ingénieur des Ponts et Chaussées, né à Guingamp (Côtes-du-Nord), Jacques-François Pious (1770-1861) est élevé à Rennes où il travaille avec son père Jacques Pious (1741-1821), puis à Paris. Il obtient son brevet d'ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées en 1791. Attaché au département des Côtes-du-Nord, il s'y maintient jusqu'en 1805. Il est alors envoyé dans le Hainaut (département du Jemmapes) pour y reconstruire les routes et veiller sur la navigation. En 1811, il s'installe à Vannes comme ingénieur en chef du Morbihan, où il participe aux travaux de la ville nouvelle de Napoléonville (Pontivy). Jacques-François Pious est ensuite ingénieur en chef de la Nièvre (1821) et de la Sarthe (1822). En 1825, il est responsable du canal de l'Ille à la Rance, en Ille-et-Vilaine. Admis à la retraite en 1837, il décède le 17 janvier 1861.

Présentation du contenu.

147 AP 1-7. Jacques-François Pious (1777-après 1853), ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Mons (Jemmapes) en 1805, Vannes à partir de 1811, avec notamment des dossiers sur Napoléonville (Pontivy) ; documentation sur les Ponts et Chaussées en général. Correspondance privée avec sa famille.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les dossiers de Jacques Pious et de Jacques-François Pious sous la cote F¹⁴ 2299².

Voir aussi F¹⁴ 10170 (routes, Côtes-du-Nord, Pious père), F¹⁴ 10176 (Jemmapes, Pious fils), F¹⁴ 10088 et 10097 (canaux, Pious fils), et F¹³ 714 et 1757 (travaux de Napoléonville-Pontivy). Pious fils a reçu la Légion d'honneur le 14 août 1823 (LH 217, dossier 44).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique.

SOUCHON (Cécile), « Pious père et fils : deux figures d'ingénieurs des Ponts et Chaussées, d'après les papiers conservés aux Archives nationales », dans *François de Dainville, S.J. (1909-1971), pionnier de l'histoire de la cartographie et de l'éducation : actes du*

colloque international organisé par l'UMR 8586 PRODIG à Paris, 6-7 juin 2002, Paris, École des chartes-PRODIG, 2004, p. 261-282 (Études et rencontres de l'École des chartes ; 15).

148 AP

FONDS ERNEST NOIROT

Dates extrêmes : 1869-1912.

Importance matérielle : 5 cartons (148 AP 1-5) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, mai 1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Fr. Pathie, 1959, 15 p. Ce répertoire a été publié par G. Debien, « Papiers d'Afrique. III. Papiers Ernest Noirot », dans le *Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire*, 1964, B, n^{os} 3-4, p. 676-693.

Notice biographique.

Ernest Noirot (1851-1913) fut comique aux Folies Dramatiques, mais c'est comme peintre photographe qu'il accompagna le docteur Bayol, en 1881, au Sénégal. Celui-ci était officiellement chargé par le gouvernement français d'établir les droits de la France sur le Fouta-Djalon (Afrique occidentale française, Guinée française). En 1883, le ministère des Colonies confia à Noirot l'administration du Fouta et particulièrement celle du cercle de Dagana. À ce titre, il fut chargé de représenter le Sénégal à l'exposition coloniale de 1887. Il fut ensuite administrateur du Siné-Saloum (Sénégal) de 1890 à 1896, du Fouta-Djalon de 1897 à 1900, et directeur des Affaires indigènes au gouvernement de la Guinée de 1901 à 1905. De 1908 à 1910, Ernest Noirot remplit diverses missions pour le gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Présentation du contenu.

148 AP 1-5. Ernest Noirot (1851-1913), commandant de cercle au Sénégal, 1886-1887, administrateur du Siné-Saloum, 1891-1897, du Fouta-Djalon, 1897-1900, directeur des Affaires indigènes en Guinée, 1901-1905, en mission pour le gouvernement général de l'Afrique occidentale française de 1908 à 1910 : correspondance, minutes de rapports administratifs, journaux, itinéraires, relevés topographiques et cartes.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

149 AP

FONDS MANGIN

Dates extrêmes : 1817-1945.

Importance matérielle : 32 cartons (149 AP 1-32) ; 4,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de la générale Mangin et de ses fils, Louis, Eugène, Claude et Stanislas Mangin, 1957-1993, complétés par des achats, 1993-1999.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (149 AP 1 à 24), par S. d'Huart, 1961, 17 p. ; suppl. dact. (149 AP 25 à 32), par M. Guillot et C. Sibille, 1993-2001, 8 p.

Notice biographique.

Sorti de l'École spéciale militaire en 1888 dans l'infanterie de marine, *Charles-Marie-Emmanuel Mangin* (1866-1925) servit d'abord au Soudan, puis fit partie de l'expédition Marchand. Mangin retourna au Congo en 1908, pour inspection, et une mission importante lui fut confiée en 1910 pour l'Afrique occidentale française où il étudia les problèmes du recrutement des troupes indigènes. En 1913, il se distingua au Maroc, où il commanda les opérations dans le Tadla, qui aboutirent à la pacification de la région. Une autre mission lui avait été confiée en 1912 à Casablanca et à Dakar, afin d'enquêter sur le recrutement des troupes noires, et il fit partie en 1919 de la commission interministérielle des troupes indigènes. Il utilisa les troupes noires pendant la guerre de 1914-1918 et eut des succès dans les Flandres et à Verdun. Mais une polémique le fit relever de son commandement de mai à décembre 1917. Il se trouvait en Lorraine avec la 10^e armée, lorsque l'armistice fut proclamé. La 10^e armée occupa la Rhénanie, et c'est alors que le rôle militaire du général Mangin se doubla d'un rôle politique : Mangin estimait que la création de la Rhénanie en État indépendant empêcherait la reconstruction d'une Allemagne forte. Mais le gouvernement français, d'abord favorable à un mouvement séparatiste rhénan, rappela Mangin. Il devint alors membre du Conseil supérieur de la guerre, et fut de juillet à décembre 1921 envoyé en Amérique du Sud.

Le grand-père du général, *Claude Mangin* (1786-1835), avocat à Metz, procureur à Poitiers, avait été préfet de Police de Paris à la veille de la Révolution de juillet.

Présentation du contenu.

- 149 AP 1. Claude Mangin, aïeul du général, préfet de police de Paris d'août 1829 à juillet 1830.
- 2-32. Le général Charles Mangin (1866-1925).
 - 2-8. En Afrique de 1895 à 1913.
 - 9-14. Membre de la commission interministérielle des troupes indigènes en 1919.
 - 15-20. Durant la Première Guerre mondiale.
 - 21-23. Occupation en Rhénanie et mouvement rhénan.
 - 24. Chargé de mission en Amérique du Sud en 1921 et divers.
 - 25-27. Famille et généalogie ; correspondance familiale.
 - 28-29. Articles, discours et écrits.

30-32. Témoignages et hommages posthumes.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent plusieurs fonds relatifs à la mission Marchand : fonds Baratier (99 AP), Germain (301 AP) et Largeau (302 AP). On notera aussi la présence de lettres de Mangin à Pétain sous la cote 415 AP 5, dossier 3.

Le Service historique de l'armée de Terre conserve les archives des trois généraux Mangin, Louis-Eugène, né en 1819, Charles-Henry, né en 1825, et enfin Charles-Marie-Emmanuel (1 K 548).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

Mangin de Sarrebourg 1866-1925, catalogue d'exposition, musée de Sarrebourg, avril 1975.

150 AP

FONDS SAZERAC DE FORGE

Dates extrêmes : XIV^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 8 cartons (150 AP 1-8) ; 1,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs de Mademoiselle Geneviève Sazerac de Forge, 1959-1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille et M. Guyot, 1960-1971, 14 p.

Notice biographique.

Exploitants agricoles dans la région d'Angoulême, les Sazerac acquièrent ensuite un moulin à papier, le moulin de Nersac, et ils virent leur fortune s'arrondir vers la fin du XVIII^e siècle par la création d'une maison d'eaux-de-vie, dont la raison sociale survécut à l'extinction de la branche aînée de la famille. Amenés sous l'Empire à jouer un rôle économique au sein de différentes commissions qui préfiguraient les tribunaux de commerce, les Sazerac de Forge occupèrent des postes importants dans les rangs de l'armée de Condé, en émigration, puis dans la vie locale, sous la Restauration. Différents membres de cette famille tentèrent des aventures commerciales à Saint-Domingue, puis au Nicaragua.

Historique de la conservation.

Le classement établi par la légataire a été respecté, sauf à coter les différents cartons, liasses et pièces de manière à en permettre la consultation.

Présentation du contenu.

150 AP 1-8. Famille Sazerac de Forge, originaire d'Angoulême, propriétaire du moulin de Nersac et d'une maison de commerce d'eau-de-vie : actes notariés, actes généalogiques, lettres et extraits d'actes d'état civil, actes de société et comptes.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

151 AP

FONDS DESCHANEL

Dates extrêmes : 1700-1988.

Importance matérielle : 59 cartons (151 AP 1-58, 2 cartons non cotés) ; 9,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1959-1995.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (151 AP 1 à 33), par G. Gille, 1960, p. 1-35 ; suppl. I dact. (151 AP 34 à 36), par S. d'Huart, 1964, p. 36-41 ; suppl. II, III, IV et V dact. (151 AP 37 à 51), par M. Guillot, 1968-1979, p. 42-60 ; suppl. VI et VII dact. (151 AP 52 à 58), par M. Guillot, 1987-1995, p. 60-62.

Notice biographique.

Ancien élève de l'École normale, devenu maître de conférences à la Sorbonne, *Émile* Auguste Étienne Deschanel (1819-1904) fut destitué de ses fonctions après la publication de son *Catholicisme et socialisme* (1850). Dès lors, il collabora activement à plusieurs journaux. Après le 2 décembre, il fut emprisonné puis banni. Réfugié à Bruxelles, il y ouvrit des conférences politiques. Rentré en France après l'amnistie de 1859, il devint rédacteur au *Journal des débats* et au *National*. Député de la Seine en 1876, il devint professeur de littérature moderne au Collège de France en 1881, et fut cette même année élu sénateur inamovible. Il a laissé de nombreux ouvrages : *Les courtisanes grecques*, *Le mal qu'on a dit des femmes*, *L'histoire de la conversation* (1857), *la Vie des comédiens* (1859), *Études sur Aristophane* (1867), *Benjamin Franklin* (1882).

Licencié ès lettres et en droit (1874), son fils, *Paul* Eugène Louis Deschanel (1855-1922) entra dans l'administration préfectorale et fut successivement sous-préfet de Dreux, de Brest et de Meaux. En 1885, il fut élu député républicain d'Eure-et-Loir, et par la suite, il fut constamment réélu. Vice-président de la Chambre des députés (1896-1898), il en devint président de 1898 à 1902 et de 1912 à 1920, date à laquelle il fut élu président de la République. Son état de santé l'obligea à se démettre au bout de quelques mois (21 septembre 1920). Membre de l'Académie française (1899) et de l'Académie des sciences morales (1918), il fut élu sénateur d'Eure-et-Loir en 1921. Paul Deschanel a laissé : *La Question du Tonkin* (1883), *les Intérêts français dans l'océan pacifique* (1887), *Figures de femmes* (1889) et *Figures littéraires* (1889).

Présentation du contenu.

151 AP 1- *Émile* Deschanel, professeur de littérature moderne au collège de France et 34, 37, 40, travaux divers ; correspondance privée et professionnelle ; député de la Seine 41 et 48. (1876-1881) et sénateur à partir de 1881.
35-36, 38- *Paul* Deschanel : sous-préfet, député d'Eure-Loir (1885), sénateur du même 39, 42-47, département (1921-1922), vice-président (1896-1898) puis président de la 48. Chambre des députés (1898-1902 et 1912-1920), président de la République (1920), membre de l'Académie française : correspondances et papiers divers sur son enfance et sa scolarité ; carrière politique : discours, élections, affiches ;

correspondance politique.

- 49-51. Documents iconographiques et coupures de presse : photographies, dessins, croquis d'audience, affiches, revues illustrées, gravures.
- 52. Ouvrages écrits sur Paul Deschanel.
- 53-58. Divers non classé dont documents iconographiques et documents sonores.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 1, 1889, p. 350-351.

152 AP

FONDS SALVANDY

Dates extrêmes : XIX^e siècle.

Importance matérielle : 27 cartons (152 AP 1-23) ; 3,20 mètres linéaires ; supplément non coté, 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1994, complétés par des dons, 1961-2007,, et un legs, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. (152 AP 1 à 10), 5 p. ; rép. num. détaillé dact. (152 AP 11 à 22), 4 p. ; rép. num. dact. (152 AP 23), par S. Lacombe, 2002, 6 p.

Notice biographique.

Narcisse Achille, comte de Salvandy (1795-1856), s'engagea en 1813 dans les gardes d'honneur, prit part aux campagnes de 1813 et 1814 et entra dans les mousquetaires noirs de Louis XVIII. Maître des requêtes au Conseil d'État, Salvandy soutint la politique libérale de Decazes, combattit le cabinet Villèle, fut promu conseiller d'État par Martignac (1828), mais se démit de ses fonctions pour attaquer Polignac (1829). Après la révolution de Juillet, il rentra au Conseil d'État et fut élu député de la Sarthe (octobre 1830). Membre de l'Académie française (1835), ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Molé (avril 1837-mars 1839), il devint vice-président de la Chambre, ambassadeur en Espagne (1841), à Turin (1843). Rappelé au ministère de l'Instruction publique (février 1845-février 1848), il réorganisa l'École des chartes, créa l'école d'Athènes et transforma le Conseil royal de l'Université en un conseil de l'Instruction publique. Il obtint la suspension des cours au collège de France de Quinet, en octobre 1845, puis de Michelet, en janvier 1848. Après février 1848, Salvandy ne joua plus aucun rôle.

Présentation du contenu.

- 152 AP 1-5. Correspondance passive de *Narcisse* Achille, comte de Salvandy.
- 6. Notes biographiques, papiers personnels.
- 7. Correspondance familiale et amicale active. 1825-1885.
 - Notes sur Napoléon.
 - Testaments. 1845-1856.
- 7 (suite)-8. Correspondance familiale passive.
- 11-12. Correspondance passive de Salvandy et de sa femme. 1827-1888.
- 8. Correspondance passive de Madame de Salvandy.
- 9-10. Correspondance postérieure à la mort de Salvandy reçue soit par sa femme, soit par son fils Paul.
- 13-21. Correspondance adressée à divers membres de la famille Salvandy provenant de la collection de Robert Dauvergne.
- 22. Papiers de Paul Salvandy, député de l'Eure de 1871 à 1876 : Société d'Agriculture et chemins de fer P.L.M., propriétés de Gaveron (Eure) et maison de la Cassette (n° 30) à Paris.
- 22 (suite). Autographes sans rapport avec le fonds.

23. Correspondance familiale.

Supplément non classé.

Rapports de police, faire-parts, notes manuscrites. Vers 1813-1871.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 182-183.

153 AP

FONDS SAINT-EXUPÉRY

Dates extrêmes : 1911-1944 et s. d. (originaux).

Importance matérielle : 2 cartons (153 AP 1-2) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dons de la comtesse Marie de Saint-Exupéry, mère de Saint-Exupéry, 1959, et de Mademoiselle Simone de Saint-Exupéry, sa sœur, 1967, de M. Frédéric d'Agay, petit-neveu de Saint-Exupéry, 1984.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1979, 5 p., revu et complété par A. Ducrot et S. Lacombe, 1999-2001, 4 p. dact.

Cent dix lettres de Saint-Exupéry à sa mère, conservées pour l'essentiel dans ce fonds d'archives, ont été publiées dans : Saint-Exupéry (Antoine de), *Lettres à sa mère*, Paris, 1984, 233 p. (Folio).

Notice biographique.

Aviateur militaire entré en 1926 dans l'aviation commerciale, Antoine de Saint-Exupéry (1900-1944) mit en service les lignes de Patagonie. Officier de l'armée de l'air en 1939, il fut abattu une première fois en 1940, mais parvint à s'échapper et à gagner les États-Unis où il se joignit à l'armée alliée. Saint-Exupéry mourut au cours d'un vol en service commandé en 1944. Il a laissé : *Courrier sud* (1928), *Vol de nuit* (1931) *Terre des hommes* (1939), *Pilote de guerre* (1942), *Lettre à un otage* (1943), *Écrits de guerre* (textes rassemblés en 1982), *Le Petit Prince* (1943) et *Citadelle* (posth. 1948).

Présentation du contenu.

153 AP 1. Lettres et documents originaux. 1911-1944.

Dossier 1. Lettres (184) de Saint-Exupéry. 1911-[1944] et s. d.

Dossier 2. Poésies de jeunesse. 1921 et s. d.

Dossier 3. Lettres de sa mère et passeport. 1940.

2. Photocopies de lettres et de documents familiaux. xvi^e-xx^e s.

Catalogue de la vente de [...] « lettres et dessins d'Antoine de Saint-Exupéry », Drouot Rive gauche, 20 mai 1976.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm de 14 lettres de Saint-Exupéry à un ami sous la cote 132 Mi 3, dossier 12.

Une partie des archives répertoriées ici et de nombreux documents provenant de collections particulières ont été présentés par les Archives nationales dans l'exposition « Antoine de Saint-Exupéry, 1900-1944 », organisée à l'occasion du quarantième anniversaire

de sa disparition (hôtel de Rohan, novembre 1984-février 1985), XVI-164 p., 625 n^{os}, illustrations. Le catalogue et les pièces ont été microfilmés (639 Mi 1 et 2).

Les Archives nationales (site de Paris) conservent également l'enregistrement d'une lettre d'Antoine de Saint-Exupéry à Jean Renoir, au sujet d'un projet de film à partir de *Terre des hommes* (1 AV 6 et 7, 3 AV 141 à 147).

Les Archives nationales (site de Paris) conservent enfin 24 lettres et dessins de Consuelo Suncin, femme de Saint-Exupéry, à Madeleine Goisot, 1957-1963 et s. d., sous la cote AB XIX 5176.

Bibliographie.

CADIX (Alain), DRUON (Maurice), *Saint-Exupéry, le sens d'une vie*, Paris, 2000.

CHADEAU (Emmanuel), *Saint-Exupéry*, Paris, 2000, 321 p.

[154 AP]

177 Mi

CHARTRIER DE TOCQUEVILLE

Dates extrêmes : xv^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 452 bobines de microfilm (177 Mi 1-452).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1961-1962, 2001.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (154 AP I-VI), par A. Vallée-Karcher, Y. Nédélec et M. du Mesnildot, 1961, III-195 p. ; table de concordance entre 154 AP et 177 Mi 1-354, dact., 20 p. ; rép. num. détaillé dact. (AT 1-AT 3580), par V. Gendrin, 2002, 176 p. ; table de concordance entre AT et 177 Mi 355-452, dact., par T. Pin, 2004, 3 p.

Notice biographique.

Le domaine de Tocqueville se situe en Normandie. Plusieurs familles s'y succédèrent : les Clérel, les Lamoignon, les Malesherbes, les Senozan, les Duchemin, les Bricquebelle et les Lallemand de Nantouillet.

Issu d'une ancienne famille normande, Hervé Louis François Jean Bonaventure Clérel, comte de Tocqueville (1772-1856) émigra sous la Révolution, fut nommé préfet de Maine-et-Loire par la Restauration (juin 1814), destitué aux Cent-Jours, appelé par la Seconde Restauration à la préfecture de l'Oise. Il devint gentilhomme de la chambre du roi et pair de France (1827) mais fut exclu de la haute assemblée par la monarchie de Juillet. Il fut le père de l'écrivain Alexis de Tocqueville (1805-1859). Il avait épousé Louise Madeleine de Rosambo, petite-fille de Malesherbes.

Guillaume de Lamoignon de Blancmesnil (1683-1772), membre d'une illustre famille parlementaire, fut lui-même premier président de la Cour des aides de 1746 à 1749 et chancelier de France de 1750 à 1768. Surtout connu pour avoir défendu Louis XVI, Chrétien Guillaume de Lamoignon de Malesherbes (1721-1794), succéda à son père Lamoignon de Blancmesnil à la tête de la Cour des aides en 1749. Il fut directeur de la Librairie de 1750 à 1763, secrétaire d'État de la Maison du Roi sous le ministère Turgot de juillet 1775 à mai 1776, ministre sans portefeuille d'avril 1787 à août 1788. Homme des Lumières, ami des philosophes, il correspondit avec tous les savants de l'époque et fut lui-même dans les domaines scientifiques plus qu'un amateur.

La sœur de Malesherbes, Anne-Nicole, avait épousé en 1735 Jean-Antoine Olivier de Sénosan, premier président de la 4^e chambre des enquêtes puis conseiller d'État.

Originaire de Briquebec, la famille Duchemin était alliée aux Clérel de Tocqueville, possessionnée dans l'actuel département de la Manche. Élisabeth Duchemin avait en effet épousé Charles Clérel de Tocqueville au début du xvii^e siècle.

L'alliance des Tocqueville et des Lallemand de Nantouillet est plus lâche : la femme de Marie Charles François Xavier Lallemand de Nantouillet, Élisabeth Charlotte de Damas, était

la sœur de Catherine Antoinette, femme de Bernard Bonaventure de Tocqueville. Originaires de Champagne, receveurs généraux des finances de Soissons, propriétaires de la seigneurie de Nantouillet (Seine-et-Marne) depuis 1753, les Lallemand de Nantouillet étaient alliés aux Colbert, aux Damas, aux Maillebois et aux Bouchet de Sourches. Ils devinrent à la fin du XVIII^e siècle fermiers généraux puis, pendant l'émigration et la Restauration, officiers de la maison du duc de Berry.

Présentation du contenu.

- 177 Mi 1-69 Fonds Tocqueville : documents familiaux et domaniaux intéressant [154 AP I]. l'histoire de la Normandie. xv^e-xx^e s.
- 177 Mi 70-218 Fonds Lamoignon : le chancelier Lamoignon de Blancmesnil (1683- [154 AP II]. 1772), avec un ensemble important sur les parlements au XVIII^e s., et le ministre Malesherbes (1721-1794), son fils (état civil des protestants et des juifs, les états généraux, correspondance scientifique).
- 177 Mi 219-270 Fonds Senozan : biens de M^{me} de Senozan, sœur de Malesherbes, sis dans [154 AP III]. les Yvelines. XIV^e-XIX^e s.
- 177 Mi 271-287 Fonds Duchemin, famille alliée aux Clérel de Tocqueville et [154 AP IV]. possessionnée dans le département de la Manche. xv^e-XVIII^e s.
- 177 Mi 288-352 Fonds Lallemand de Nantouillet, avec des registres de la recette générale [154 AP V]. des finances de Soissons aux XVII^e et XVIII^e s.
- 177 Mi 353-354 Divers. XVI^e-XIX^e s. [154 AP VI].
- 177 Mi 355-452 Papiers Alexis de Tocqueville. 1810-1939. [AT 1-AT 3580].

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds du château de Malesherbes (399 AP) et détiennent le microfilm des archives de la famille Le Peletier de Rosambo (259 à 264 AP).

Bibliographie.

- LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 5, col. 853-854, t. 10, col. 139-142, t. 11, col. 365.
- GENDRIN (Vanessa), *Archives d'Alexis de Tocqueville*, sous la dir. de Gilles DÉSIRÉ-GOSSET, Saint-Lô, Archives départementales, 2007, 169 p.

155 AP

FONDS BOUGAINVILLE

Dates extrêmes : XI^{e} - XX^{e} siècles.

Importance matérielle : 16 cartons (155 AP 1-16) ; 2,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 24 juin 1957 (155 AP 3 d. 1 et 155 AP 4 d. 2, pièces 1-3) et dépôt, 1958.

Conditions d'accès : sur autorisation, sauf 155 AP 3 d. 1 et 155 AP 4 d. 2, pièces 1-3, libres.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par A. Vallée-Karcher et M. Guillot, 1961 et 1970, 78 p.

Notice biographique.

Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811) se fit d'abord recevoir avocat, puis entra comme aide-major dans le régiment de Picardie (1753). Il fut peu après envoyé à Londres comme secrétaire d'ambassade, et la publication de son *Traité du calcul intégral* (1754-1756) l'y fit recevoir membre de la Société royale. Il suivit Montcalm en Nouvelle-France en 1756 et y devint colonel. Après la paix de Paris, Bougainville, avec des fonds familiaux et l'encouragement du roi, mit sur pied une expédition et fonda aux îles Malouines une colonie où, le 5 avril 1764, il fit reconnaître la souveraineté de Louis XV. Dans le cadre du Pacte de famille, Louis XV décida de l'abandon de cette jeune colonie à l'Espagne (2 avril 1767). Admis dans la marine royale avec grade de capitaine de vaisseau Bougainville entreprit avec la frégate la *Boudeuse* et la flûte l'*Etoile* un voyage de circumnavigation qui lui fit découvrir dans la mer du Sud différents archipels de la Polynésie, et qui fut raconté par lui dans son *Voyage autour du monde* (1771). Bougainville prit part à la guerre d'Amérique dans l'escadre du comte d'Estaing (1778-1779), puis fut promu chef d'escadre dans l'armée navale du comte de Grasse (1781-1782). Placé en 1790 à la tête de l'escadre de Brest, il démissionna bientôt et se consacra désormais à des études scientifiques. Membre de l'Institut et du Bureau des longitudes, il fut nommé sénateur puis comte par Napoléon I^{er}.

Son fils, Hyacinthe de Bougainville (1781-1846), après des études à Polytechnique, participa à la campagne de découverte commandée par Baudin sur le *Géographe*, puis sur la corvette le *Naturaliste*. Attaché à l'état-major de l'amiral Brioux au camp de Boulogne, Hyacinthe de Bougainville prit part à de nombreux engagements contre les flottilles anglaises. Capitaine de frégate en 1811, il commanda en 1812 la *Cérés*. Attaqué par deux vaisseaux anglais, le 6 janvier 1814, il fut fait prisonnier. Traduit à cette occasion devant un conseil de guerre, il fut acquitté. Sous la Restauration, il fut nommé capitaine de vaisseau le 22 août 1821 et commanda la *Thétis* aux Antilles. Il fut promu au grade de contre-amiral, le 1^{er} mai 1838 et nommé commandant supérieur de la marine à Alger. De 1841 à sa mort, il fut membre du Conseil d'amirauté et président du Conseil des travaux.

Présentation du contenu.

155 AP 1-4. Louis-Antoine de Bougainville : ses voyages au Canada, aux îles Malouines, dans le Pacifique, autour du monde sous l'Ancien Régime, sa charge de sénateur durant le Consulat et l'Empire, ses travaux de membre de l'Institut de

- France et du Bureau des longitudes. 1729-1811.
5-13. L'amiral Hyacinthe de Bougainville. 1799-1841.
14-15. Familles de Bougainville et alliées. xvi^e-xx^e s.
16. Plans.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, dans le fonds Marine, des journaux de navigation de Bougainville, dont celui du voyage autour du monde accompli sur la *Boudeuse* (B⁴ 98, 107, 110, 112, 114, 144, 314, 4 JJ 1, 46, 142).

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 1, 1889, p. 416-415.
Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 6, 1954 col. 1286-1287.

156 AP

FONDS MACKAU, WATIER DE SAINT-ALPHONSE ET MAISON

Dates extrêmes : XIV^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 476 cartons (156 AP I 1-316, 156 AP II 1-12, 156 AP III 1-165) ; 62 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de la vicomtesse Bernard de Bonneval, 1959-1960, achats, 1965-1982, don de M. Bernard de Nancy, 1987.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : C. de Tourtier-Bonazzi, *Archives Mackau* (156 AP I 1 à 316), *Watier de Saint-Alphonse* (II 1 à 12) et *Maison* (III 1 à 165). *Inventaire*, Paris, 1972, in-8°, 452 p., XI planches, 2 tableaux généalogiques (Ministère des Affaires culturelles. Direction des Archives de France. Archives nationales. Inventaires et documents). *Correspondance d'Annette de Mackau, comtesse de Saint-Alphonse, dame du Palais de l'impératrice Joséphine (1790-1870), extraite des archives Mackau et Watier de Saint-Alphonse (156 AP I et II)*, éditée par C. de Tourtier-Bonazzi, Paris, 1967, 459 p.

Notice biographique.

Originnaire d'Irlande, venue en France avec Jacques II, la famille Mackau se fixa en Alsace, après le mariage de François-Guillaume de Mackau avec Catherine-Barbe d'Ichtratzheim en 1676. De père en fils, les Mackau affermirent leur position en Alsace. François-Guillaume (mort en 1731), François-Joseph (mort en 1751) et Louis-Eléonore (1727-1767) ouvrirent des forges à Barr, furent membres de diverses assemblées à Strasbourg et devinrent barons d'Empire par la grâce de Léopold I^{er}. Certains Mackau choisirent une carrière ecclésiastique, comme Marie-Henri de Mackau, chanoine de la cathédrale de Metz, d'autres entrèrent dans la diplomatie, comme le baron Louis-Eléonore, représentant de la France à la diète générale de l'Empire. Son fils, Armand-Louis, et son gendre, le marquis de Bombelles, furent eux aussi ambassadeurs au début de la Révolution française, le premier à Stuttgart en 1792-1793, le second près la diète générale de l'Empire, à Lisbonne et à Venise.

Fils d'Armand-Louis et d'Angélique-Madeleine-Félicité Alissan de Chazet, Armand de Mackau (1788-1855) fut successivement capitaine de frégate (1812), capitaine de vaisseau (1819) puis contre-amiral à la suite d'une mission à Saint-Domingue (1825). Il commanda l'escadre des Antilles en 1833 et devint gouverneur de la Martinique. Vice-amiral en 1837, il mit un terme au différend qui subsistait entre la France et l'Argentine, en 1840. Commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée en 1843, il devint, l'année suivante, ministre de la Marine, et il fut promu, en 1847, amiral de France après avoir quitté le pouvoir. En 1852, il entra au Sénat.

Fils de l'amiral de Mackau et de sa deuxième femme, Albine Muguet de Varange (1806-1875), Anne-Frédéric-Armand (1832-1918) fut député au Corps législatif (1866-1870) puis député d'Argentan (Orne) en 1876, et constamment réélu. Il devint en 1885 président de l'Union conservatrice et proclama en 1892 l'utilité de la politique dite des « ralliés ». Anne-Frédéric-Armand avait épousé, en 1858, Mathilde Maison (1837-1886), petite-fille du maréchal Maison.

La sœur de l'amiral, *Anne-Angélique* dite Annette de Mackau (1790-1870), avait épousé en 1812 Pierre Watier, comte de Saint-Alphonse, général de cavalerie (1770-1846), mort sans postérité.

Fils d'un cultivateur, Nicolas Joseph Maison (1771-1840) s'engagea en 1792, servit à l'armée du Nord et conquiert tous ses grades sur les champs de bataille. Nommé général après Austerlitz, il combattit à Iéna, en Espagne, en Hollande et passa divisionnaire en 1812. En 1814, à la tête de l'armée du Nord, il défendit la Belgique contre les alliés. Il adhéra au gouvernement de Louis XVIII et suivit le roi à Gand pendant les Cent-Jours. Il reçut, en 1814, le gouvernement de Paris et la pairie et, en 1817, le titre de marquis. En 1828, l'expédition de Morée qu'il commandait en chef lui valut le bâton de maréchal. La monarchie de Juillet le nomma ministre des Affaires étrangères (novembre 1830), ambassadeur à Vienne (1831), à Saint-Pétersbourg (1833), enfin ministre de la Guerre (1835-1836). De son mariage avec Marie-Madeleine-Françoise Weygold (1776-1851), le maréchal Maison avait eu quatre enfants : André, marquis Maison (1797-1869), Joseph, comte Maison (1799-1874), Eugène, vicomte Maison (1805-1885) et Joséphine (1807-1828). Joseph, comte Maison, était le père de Mathilde, épouse du baron de Mackau.

Présentation du contenu.

156 AP I. Fonds Mackau.

1. Généalogies et origines de la famille de Mackau. XIII^e-XX^e s.
- 2-13. Les premiers Mackau : François-Guillaume, baron de Mackau et sa fille ; François-Joseph, baron de Mackau et ses enfants ; Marie Henri de Mackau ; Louis-Eléonore, baron de Mackau, sa femme, née Fitte de Soucy et leur fille ; Armand-Louis, baron de Mackau, la baronne Armand-Louis de Mackau, née Alissan de Chazet.
14. Familles alliées : Fitte de Soucy, Falloux du Coudray, Alissan de Chazet et Bombelles. XVII^e-XIX^e siècles.
- 15-64. L'amiral de Mackau.
 - 15-17. Documents biographiques. 1788-1910.
 - 18-38. Carrière : en campagne sous l'Empire, directeur du personnel de la Marine, 1829-1830, gouverneur de la Martinique et commandant en chef des forces navales dans les Antilles et le golfe du Mexique, 1835-1838, chargé de négociations dans l'affaire de la Plata, ministre de la Marine et des Colonies, 1843-1847. 1810-1855.
 39. Presse. 1830-1854.
 - 40-53. Correspondance active et passive. 1799-1875.
 - 54-59. Comptabilité : œuvres de bienfaisance, fortune, biens parisiens, livres de compte, factures, quittances. 1812-1875 et s. d.
 - 60-61. La première femme de l'amiral de Mackau, née Brochet de Vérigny : papiers personnels, correspondance, succession, décès. 1825-1828 et s. d.
 - 62-64. La deuxième femme de l'amiral de Mackau, née Muguet de Varange : papiers personnels, correspondance, succession, décès. 1806-1875 et s. d.
- 65-316. Anne-Frédéric-Armand, baron de Mackau.
 - 65-81. Papiers personnels. 1832-1914.
 - 82-87. Coupures de presse. 1865-1918.
 - 88-316. Carrière : député de l'Orne, 1866-1870 et 1876-1918, membre du

comité des juristes, président du comité du Bazar de la Charité.
1854-1918.

156 AP II. Fonds Watier de Saint-Alphonse. 1793-1870.

- 1-6. Le général Pierre Watier, comte de Saint-Alphonse. 1793-1868.
- 7-12. Sa femme, Annette de Mackau, sœur de l'amiral. 1803-1870.

156 AP III. Fonds Maison. 1771-1933.

- 1-63. Le général marquis Maison, militaire, diplomate et ministre, et sa femme. 1771-1883.
- 64-120. Les enfants du maréchal Maison. 1797-1907.
 - 64-112. Eugène, vicomte Maison. 1825-1885.
 - 113. André, marquis Maison, son épouse et ses enfants. 1797-1907.
 - 114-119. Joseph, comte Maison. 1799-1888.
 - 120. Joséphine Maison. 1807-1828.
- 121-165. Propriétés de Langwaden (Allemagne occidentale, Rhénanie-du-Nord-Westphalie) et d'Étrepagny (Eure, arr. des Andelys). 1808-1933.

Sources complémentaires.

Le Service historique de l'armée de Terre conserve les dossiers de carrière du général Watier de Saint-Alphonse et du maréchal Maison (dossiers personnels, généraux de division et maréchaux de France, 2^e série, n^o 535 et 34).

Les Archives départementales des Yvelines conserve les archives de la famille de Bombelles sous les cotes E 231 à 467.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de *Archives Mackau (156 AP I 1 à 316), Watier de Saint-Alphonse II 1 à 12) et Maison (III 1 à 165). Inventaire.*

157 AP

FONDS PARIS DE LA BROSSÉ ET CHESNEL

Dates extrêmes : 1586-1826.

Importance matérielle : 2 cartons (157 AP 1-2) ; 0,27 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la comtesse Elzéar de Boigne, 1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par S. d'Huart, 1961, 3 p.

Notice biographique.

La famille Paris de La Brosse est une famille de parlementaires, originaires de la capitale. Le premier est Nicolas de Paris, conseiller du roi, maître ordinaire à la Chambre des comptes de Paris, qui, de son mariage avec Marie Dreux, eut deux fils, Anne et François de Paris. Ce dernier, seigneur de La Brosse et de Montceaux, fut président à la Chambre des comptes. Il avait épousé Marie du Fos. Leur fils, Anne-François de Paris, fut également président à la Chambre des comptes, tandis que son frère Nicolas fut chanoine de la Sainte-Chapelle et abbé de l'abbaye bénédictine de Saint-Père de Melun. Fils d'Anne-François, Anne-César François, seigneur de La Brosse, marquis de Ponceaux, et également président à la Chambre des comptes, avait épousé en secondes noces Élisabeth Braier, dont il eut un fils, Anne-François, et deux filles.

Historique de la conservation.

En raison du remariage d'Angélique Colin, veuve de Philippe-Jérôme Chesnel, marquis de Meux, avec Anne-François de Paris, sont venus s'adjoindre au fonds Paris des documents de la famille Chesnel.

Présentation du contenu.

157 AP 1-2. Famille Paris de La Brosse ; biens à Paris et dans la région parisienne. Familles Chesnel et Lhoste de Livry-Caumont.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de Seine-et-Marne conservent des archives provenant du château de La Brosse-Montceaux (214 F 1-9).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de Suzanne d'Huart.

158 AP

FONDS D'ÉPRÉMESNIL

Dates extrêmes : xv^e s.-1900.

Importance matérielle : 39 cartons (158 AP 1-82) ; 6,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1960.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (158 AP 1 à 12), par S. de Saint-Exupéry, 1961, 67 p. ; état somm. dact. (158 AP 13* à 82*), 7 p. ; index des noms géographiques, de personnes et de matières, à la fin du répertoire de 158 AP 1 à 12.

Notice biographique.

Familles d'origine parlementaire, les Duval de Leyrit et les Duval d'Eprémesnil occupèrent de hautes fonctions dans les territoires français de l'Inde. Jacques II Duval d'Eprémesnil (1672-1748) fut directeur de la Compagnie des Indes. Son fils, Jacques III Duval d'Eprémesnil (1714-1764), fut gouverneur de Madras ; il était également le gendre de Madame Vincens, qui épousa en secondes noces Duplex. Le frère cadet de Jacques III, Georges Duval de Leyrit, fut gouverneur général de Pondichéry. Fils de Jacques III, Jacques IV Duval d'Eprémesnil (1745-1794), conseiller au Parlement, élu député de la noblesse aux états généraux de 1789, se rendit célèbre pour son attitude violente contre la Cour au début de la Révolution. En 1778, il s'opposa à la réhabilitation de Thomas-Arthur, comte de Lally-Tollendal (1702-1766), accusé de trahison et condamné à mort suite à son échec devant Madras en 1758 et à sa reddition à Pondichéry en 1761. Jacques IV Duval d'Eprémesnil s'éleva ensuite contre la Constitution civile du clergé et fut guillotiné le 22 avril 1794. Son fils, Jacques V Duval d'Eprémesnil (1770-1838) fut colonel d'Empire. Le frère de Jacques V, Hippolyte-Léon d'Eprémesnil dit Bourbonnais (1788-1807), décéda à Varsovie comme sous-lieutenant au 9^e régiment de hussards.

Présentation du contenu.

158 AP 1. Familles d'Eprémesnil et Vincens ; baronnie d'Oinville. 1494-1788

2-7. Fonctions des Duval de Leyrit et Duval d'Eprémesnil dans les territoires français de l'Inde et au Parlement de Paris. 1746-1789.

8-10. Procès Lally-Tollendal. 1780-1783.

11-12. Papiers de famille et d'affaires. 1666-1900.

13-82. Documents concernant Lally, la Compagnie des Indes, les Duval d'Eprémesnil et les Duval de Leyrit. xviii^e s.

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 745-746.

CHAIX-D'EST-ANGE (Gustave), *Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIX^e siècle*, Évreux, 1903-1929, 20 vol., t. 15, 1917, p. 301-304.

159 AP

FONDS FOURQUEVAUX

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 23 cartons (159 AP 1-23) ; 3,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1992.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (159 AP 1 et 2), par Fr. Denel, 1962, 25 p. ; suppl. dact. (159 AP 3 à 21), 2 p.

Notice biographique.

Raymond de Beccaria de Pavie de Rouër, baron de Fourquevaux (1508-1574), d'ascendance italienne, fut diplomate, homme de guerre et homme de lettres. En 1527, étudiant à Toulouse, il s'engagea dans une expédition destinée à délivrer le pape Clément VII, prisonnier des Espagnols. Fait prisonnier au siège de Naples en 1528, il parvint à s'échapper et rentra à Toulouse, où il reprit en 1530 ses études interrompues. Élu capitoul de Toulouse, Raymond de Beccaria de Fourquevaux fut envoyé en Écosse par le connétable de Montmorency en 1548, afin de secourir la reine Marie de Lorraine. Rentré en France, il fut nommé capitaine et gouverneur de Narbonne par Henri II. Dès 1550, il accompagna en Italie Charles de Cossé, comte de Brissac, nommé lieutenant général des armées du roi au-delà des monts. De 1550 à 1555, il effectua des missions diplomatiques et militaires auprès de Maximilien d'Autriche, roi de Bohême, et auprès d'Octave Farnèse, duc de Parme. En 1565, le baron de Fourquevaux remplaça Monsieur de Saint-Sulpice comme ambassadeur auprès du roi d'Espagne, Philippe II. Il resta à Madrid jusqu'à la fin de l'année 1572, date à laquelle il reprit ses fonctions de gouverneur à Narbonne, qu'il conserva jusqu'à sa mort, en 1574.

Présentation du contenu.

- 159 AP 1-2. Missions diplomatiques en Italie de Raymond de Beccaria de Fourquevaux, gouvernement de Narbonne, ambassade en Espagne, affaires protestantes. XVI^e s.
3-21. Famille de Fourquevaux. Manuscrits et minutes de lettres et dépêches de Raymond de Fourquevaux. XIV^e-XIX^e s.

Suppléments.

22. Lettres et copies de lettres de Catherine de Médicis, de Charles IX, du duc d'Albe, de M. de Ferval, résident aux Pays-Bas, de Thomas Geroni Lucio, banquier de Barcelone, de M. de Rieux, beau-frère de Fourquevaux, comptes, frais, mémoires de Fourquevaux, consignés à son successeur. 1565-1572.
23. Papiers personnels des seigneurs puis marquis de Fourquevaux : correspondance, comptes, succession. XVI^e-XIX^e s.
Lettres adressées au marquis de Fourquevaux. XVIII^e s.
Comptes.
Pièces relatives à Charles de Penne, seigneur de Fourquevaux. XVII^e s.
Comptes de tutelle de Geneviève Henriette de Lacussol. XVIII^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de Fr. Denel.

160 AP

FONDS DU CARDINAL DONNET

Dates extrêmes : 1827-1906.

Importance matérielle : 1 carton (160 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par C. Verlet et G. Gille, 1962, 33 p.

Notice biographique.

D'abord prédicateur, François-Ferdinand-Auguste Donnet (1795-1882) fut nommé évêque coadjuteur de Nancy en 1835. Il devint archevêque de Bordeaux en 1837 et le resta jusqu'à sa mort. Créé cardinal en 1852, et la même année sénateur, il prit parti contre l'intervention française en Italie et pour le gallicanisme.

Présentation du contenu.

160 AP 1. *Dossiers 1-8.* Correspondance active et passive de Mgr Donnet. 1836-1882.

Dossier 9. Lettres de vœux de cardinaux au cardinal Couillié, archevêque de Lyon en 1902. 1901-1902.

Dossier 10. Lettres diverses ou ne semblant pas avoir de rapport avec le fonds. 1827-1906.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique.

161 AP

FONDS SÉRENT

Dates extrêmes : 1791-1815.

Importance matérielle : 1 carton (161 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1954-1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 1963-1971, 3 p.

Notice biographique.

Soldat à quinze ans, Armand-Louis, duc de Sérent (1736-1822) fut maître de camp pendant la guerre de Sept Ans. Maréchal de camp en 1780, il fut nommé gouverneur des enfants du comte d'Artois. Dès le début de la Révolution, il conduisit les princes à la cour de Sardaigne et suivit la famille royale. Il rentra en France en 1814, fut nommé pair de France avec le titre de duc, et lieutenant général.

Historique de la conservation.

Les dossiers 2 et 3 étaient cotés à l'origine en AB XIX 3193, dossier 2.

Présentation du contenu.

161 AP 1. *Dossier 1.* Comptes rendus au comte d'Artois pour les dépenses de la Chambre des ducs d'Angoulême et de Berry. 1788.

Dossier 2. Correspondance, souvent chiffrée, reçue et envoyée par le duc de Sérent. 1791-1796, 1800-1802.

Dossier 3. Lettres adressées au duc de Sérent par Nicolas-François Duteil (1760-1822), agent royaliste. 1799-1801.

Dossier 4. Correspondance adressée à Madame de Sérent par le régisseur de sa propriété de Sermoise, près de Nevers. Juillet-septembre 1815.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales des Yvelines conservent, sous la cote E 3183, des papiers provenant d'Armand Louis, duc de Sérent.

Bibliographie.

Larousse du xx^e siècle, Paris, Larousse, 1928-1933, 6 vol., t. 6, 1933, p. 308.

162 AP

FONDS ERNEST COYECQUE

Dates extrêmes : xiv^e siècle-1953.

Importance matérielle : 18 cartons (162 AP 1-25) ; 2,25 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don et legs d'Ernest Coyecque, 1953-1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (162 AP 1-25), par M.-Th. Labignette, 1959, II-59 p.

Notice biographique.

Archiviste-paléographe de la promotion de 1887, Ernest Coyecque (1864-1954) fut l'auteur d'une thèse d'École des chartes sur « l'Hôtel-Dieu de Paris au Moyen Âge ». Il fut successivement attaché à la bibliothèque de l'Arsenal, sous-archiviste aux Archives de la Seine et de la ville de Paris, chef du bureau des eaux, canaux et égoûts à la Direction des travaux de la préfecture de la Seine, inspecteur des Bibliothèques de Paris et du département de la Seine et archiviste-conseil de la Chambre des notaires de Paris. Président de l'Association des bibliothécaires français, Ernest Coyecque proposa, en 1899, de transformer la Société de l'École des chartes en association professionnelle, et il rédigea un rapport sur la réorganisation des Archives de France, en 1904. Promoteur actif de la loi du 14 mars 1928 sur le dépôt des archives notariales aux Archives nationales et auprès des Archives départementales, il dirigea, de 1928 à 1948, le versement des archives anciennes des notaires parisiens donnant naissance au Minutier central. Vice-président de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, connu par ses recherches fécondes dans les archives notariales, Ernest Coyecque était aussi chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique.

Historique de la conservation.

Ces documents étaient à l'origine cotés en AB XIX 3076-3081, 3082, dossier 1.

Présentation du contenu.

162 AP 1-25. Papiers personnels, collection de documents et notes d'érudit (archives notariales et histoire parisienne) d'Ernest Coyecque. xiv^e s.-1953.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent un complément de ce fonds au Minutier central des notaires parisiens (tirés-à-part, photographies, médailles).

Les Archives de Paris conservent sous la cote 1 AZ 7-8 (ancien 1 AZ 69), des copies de documents et notes prises par E. Coyecque relatives à l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Paris aux xiii^e-xvi^e siècles.

Bibliographie.

LESORT (A.), notice nécrologique d'Ernest Coyecque, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 103, 1955, p. 361-366.

163 AP

FONDS ARMAND-GASTON CAMUS

Dates extrêmes : 1784-1804.

Importance matérielle : 1 carton (163 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1954-1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 1962, 6 p. ; annexe à l'introduction du répertoire : sources complémentaires aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale.

Notice biographique.

Avocat du clergé de France au parlement de Paris au moment de la Révolution et membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres depuis 1783, Armand-Gaston Camus (1740-1804) fut élu député du tiers aux états généraux par la ville de Paris, et il fut l'un des premiers à prêter le serment du Jeu de Paume. Depuis le 14 août 1789, Camus était l'archiviste de la Constituante. Le 5 septembre 1792, il fut élu par la Haute-Loire membre de la Convention. Absent lors du procès de Louis XVI, il adressa à l'assemblée son vote pour la mort du roi. Nommé membre du Comité de salut public, Camus proposa de faire suspendre Dumouriez. Il fut envoyé comme commissaire de la Convention près l'armée commandée par Dumouriez. Ce dernier le fit arrêter et livrer aux Autrichiens. Échangé à Bâle contre la fille de Louis XVI, la future duchesse d'Angoulême, Camus entra au Conseil des Cinq-Cents, qu'il présida par la suite. Son mandat terminé, Camus fut nommé, le 4 thermidor an VIII (23 juillet 1800), garde des Archives générales. Il mourut dans l'exercice de ses fonctions. Le 6 fructidor an X (24 août 1802), Camus avait été nommé voyageur pour l'Institut dans les départements du Bas-Rhin, de la Belgique, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Présentation du contenu.

163 AP 1. *Dossiers 1-9.* Notes et relations d'Armand-Gaston Camus.

Dossier 10. Camus, voyageur pour l'Institut dans les départements du Bas-Rhin, de la Belgique, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme. Ans X-XI.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm de la collection Patrice Hennessy contenant des autographes de Camus (148 Mi) ainsi que la thèse d'École des chartes dact. de Pierre Géraudel « A.-G. Camus, garde des Archives nationales (1740-1804) » (AB XXVIII 97).

Voir également la série AB, affectée aux documents relatifs à l'organisation et à l'administration des Archives.

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 325-326.

GÉRAUDEL (Pierre), « A.-G. Camus, garde des Archives nationales (1740-1804) », dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1942 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe*, Nogent-le-Rotrou, Imprimerie Daupeley-Gouverneur, 1942, p. 61-67.

164 AP

FONDS DU CARDINAL DE BERNIS

Dates extrêmes : 1719-1796.

Importance matérielle : 1 carton (164 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 10 p.

Notice biographique.

D'une famille noble mais pauvre, François Joachim de Pierre de Bernis (1715-1794) entra à l'Académie française en 1744. Ses relations d'amitié avec Madame de Pompadour lui valurent une pension du roi et un logement au Louvre. Le 31 décembre 1751, Bernis fut nommé ambassadeur à Venise. Il y reçut le sous-diaconat du patriarche de Venise. De retour à Versailles, il fut récompensé de son activité par l'octroi de l'abbaye de Saint-Arnould de Metz. Désigné pour l'ambassade d'Espagne, il ne rejoignit jamais Madrid. Il fut en effet chargé des négociations secrètes qui aboutirent aux traités de Versailles de 1756 et de 1757. Déjà conseiller d'État d'Église, Bernis fut nommé, le 28 juin 1757, ministre des Affaires étrangères. Cardinal le 2 octobre 1758, il cessa ses fonctions peu après et se retira à Vic-sur-Aisne dépendant de l'abbaye de Saint-Médard de Soissons, abbaye qu'il avait échangée en 1756 contre Saint-Arnould de Metz. Il y fut ordonné prêtre, en 1759. En 1764, il fut à nouveau reçu à Versailles et nommé archevêque d'Albi. Il joua un grand rôle dans le conclave qui élut le pape Clément XIV, en 1766. En 1769, Choiseul lui proposa la légation de Rome, où il demeura jusqu'en 1791. Rappelé à Paris en mars 1791, il ne quitta pas Rome et y mourut.

Historique de la conservation.

A l'époque où Frédéric Masson publia les mémoires du cardinal de Bernis (1878), les archives du cardinal étaient en la possession d'un de ses descendants, le général vicomte de Bernis. Quant aux archives familiales, elles ont été dispersées et ce sont quelques épaves seulement qui constituent ce fonds.

Présentation du contenu.

164 AP 1. Épaves des archives du cardinal de Bernis, ambassadeur à Venise, en Espagne et à Rome, et ministre des Affaires étrangères. 1719-1796.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

165 AP

FONDS FRANÇOIS CACAULT

Dates extrêmes : 1795-1797.

Importance matérielle : 1 dossier (165 AP 1) ; 0,04 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1962, 6 p.

Notice biographique.

François Cacaault (1743-1805) fut nommé en 1764 professeur de fortifications à l'École militaire et, en 1766, inspecteur des études. Il démissionna en 1769 et dut s'expatrier à la suite d'un duel. En 1775, il devint secrétaire du maréchal d'Aubeterre, gouverneur de Bretagne, le suivit en Italie en 1785 et fut ensuite nommé secrétaire d'ambassade de Talleyrand à Naples. En 1788 et 1791, il assuma les fonctions de chargé d'affaires. Rappelé en France en raison de ses relations avec les émigrés, il fut envoyé en mission à nouveau, en 1793, auprès du Saint-Siège. Ministre plénipotentiaire à Gênes, il fut un des signataires du traité de Tolentino du 10 février 1797. Le 27 germinal an VI (16 avril 1798), élu député de la Loire-Inférieure au conseil des Cinq-Cents, il se rallia à Bonaparte après son coup d'État et entra, le 4 nivôse an VIII (25 décembre 1799), au Corps législatif comme député de la Loire-Inférieure. De l'an IX (1802) à l'an XI (1804), il fut ministre plénipotentiaire de Rome, et le 9 germinal an XII (30 mars 1804), nommé membre du Sénat conservateur.

Présentation du contenu.

165 AP 1. Préparation du traité de Tolentino : 15 lettres et notes signées de Bonaparte, lettres de Charles Delacroix, ministre des Relations extérieures, et de divers. 1795-1797.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

ROBINET (D'), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 308-309.

CLEYET-MICHAUD (Rosine), « Un diplomate de la Révolution en Italie : François Cacaault (1793-1798) », dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1971 pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe*, 1971, p. 43-48.

166 AP

FONDS LOUIS AGNEL

Dates extrêmes : 1806-1807.

Importance matérielle : 1 dossier (166 AP 1) ; 0,04 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1953.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 4 p.

Notice biographique.

Volontaire au premier bataillon des Hautes-Alpes en 1791, Louis-Basile-Gaspard Agnel (1761-1840) prit part aux campagnes de l'armée des Alpes et des Pyrénées-Orientales. Il partit ensuite à l'armée d'Italie, fut blessé à Lodi, et entra, le 28 floréal an V (17 mai 1797), dans l'état-major de Masséna. Il accompagna le général Brune en Suisse et en Hollande. Le 6 germinal an X (27 mars 1802), Agnel entra au Corps législatif comme député des Hautes-Alpes. Il y siégea trois ans, reprit du service, passa en Espagne, puis se fit admettre à la retraite, le 6 octobre 1815, comme adjudant général, chef de brigade. En 1807, Agnel avait commandé la place de Greiswald, en Poméranie suédoise.

Présentation du contenu.

166 AP 1. Correspondance adressée au général Agnel, député ; occupation de la place de Greiswald. 1806-1807.

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 1, p. 10-11.

167 AP

FONDS CHARLES-ALEXIS ALEXANDRE

Dates extrêmes : 1792-1800.

Importance matérielle : 1 dossier (167 AP 1) ; 0,04 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962-1966, 6 p.

Notice biographique.

En 1786, Charles-Alexis Alexandre (1759-1825) fut pourvu de la charge de conseiller agent de change, banque et commerce de Paris. En 1789, il se montra partisan de la Révolution et il prit part aux manifestations populaires. Le 10 août 1792, il était à la tête du bataillon des Gobelins qui participa à la prise des Tuileries. Nommé membre de la commission pour la conservation des monuments anciens puis commissaire ordonnateur des guerres à l'armée des Alpes, Alexandre fut désigné par la Convention pour le poste de ministre de la Guerre, le 21 juin 1793. Ce choix fut critiqué, la décision fut rapportée et Alexandre resta commissaire des guerres jusqu'en l'an V (1797). Candidat au Directoire exécutif, Alexandre entra au ministère de la Guerre comme chef de division. Nommé membre du Tribunat après le 18 brumaire, il y siégea jusqu'à sa suppression. Il fut ensuite chef de division aux droits réunis et directeur de cette administration sous la première Restauration. En 1815, il fut envoyé comme directeur dans le Haut-Rhin. Il obtint sa retraite et mourut à Paris.

Présentation du contenu.

167 AP 1. Débuts de la carrière de Charles-Alexis Alexandre à l'armée des Alpes, l'armée du Midi et l'armée d'Italie ; notes sur ses contemporains, civils et militaires, et sur les événements du temps. 1792-1800.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

168 AP

FONDS GÉNÉRAUX AMBERT

Dates extrêmes : 1793-1886.

Importance matérielle : 1 carton (168 AP 1-3) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Franceschi, 1959, et achats, 1955-1956, 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1962, 20 p.

Notice biographique.

Le général Jean-Jacques Ambert (1766-1851) s'engagea dans la marine à quatorze ans, y servit quatre ans et s'en retira après avoir fait les campagnes d'Amérique. En 1792, il devint chef du 2^e bataillon des volontaires du Lot, puis lieutenant-colonel-général de brigade, le 22 septembre 1793. Général de division, il se distingua à Kaiserslautern, le 18 novembre 1793, sous les ordres de Hoche. En l'an III, il obtint la reddition de la place du Luxembourg après un siège de cinq mois. Après le 18 brumaire, son amitié pour Moreau le rendit suspect. Il ne reprit le commandement actif qu'en 1813 et fut placé à la tête de la 31^e division militaire en Hollande. Tenu à l'écart sous la Restauration, il se retira à la Guadeloupe en 1825.

Filleul de Murat, son fils Joachim Albert (1804-1890) entra à l'École de Saint-Cyr, en sortit en 1824 comme sous-lieutenant. Il fit les campagnes d'Espagne, de Belgique. Capitaine en 1837, il fut envoyé en Algérie en 1840. Chef d'escadron en 1843, lieutenant-colonel en 1847, il fut député du Lot de 1847 à 1849. Colonel en 1850, général de brigade en 1857, il fut appelé par Napoléon III au Conseil d'État (1866) et à la mairie de l'Élysée. En 1870, Ambert fut chargé de la défense de Paris comme commandant du secteur des Ternes. Il fut relevé de ses fonctions par le général Trochu pour avoir refusé de crier « vive la République » lors d'une allocution à ses hommes.

Présentation du contenu.

168 AP 1-3. Épaves des papiers du général Jean-Jacques Ambert et de son fils, le général Joachim Ambert. 1793-1886.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

169 AP

FONDS GÉNÉRAL ANDRÉOSSY

Dates extrêmes : 1809-1813.

Importance matérielle : 1 dossier (169 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1962 et 1970, 11 p.

Notice biographique.

Le général comte Antoine François Andréossy (1761-1828) appartenait à une famille noble de Lucques (Italie) dont une branche vint se fixer en France sous Louis XIII. Sorti premier de l'école d'artillerie de Metz, en 1781, capitaine en 1788, Antoine François Andréossy hésita à émigrer au début de la Révolution. Il se fit apprécier de Bonaparte à l'armée d'Italie. Chargé d'une inspection sur les côtes de l'océan, il fit partie de l'expédition d'Égypte. Nommé général de division peu après son retour en France avec Bonaparte, il fut ambassadeur en Angleterre après la paix d'Amiens. Inspecteur général de l'artillerie (1803), Andréossy fit la campagne d'Allemagne jusqu'à la prise de Vienne, où il resta comme ambassadeur. Nommé grand aigle de la Légion d'honneur le 14 août 1809, il se vit confier par Napoléon la charge de grand chancelier de l'ordre des Trois Toisons, qui devait absorber en l'annulant l'ordre de la Toison d'or d'Autriche. Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise fit renoncer à l'établissement de cet ordre.

Présentation du contenu.

169 AP 1. Organisation de l'Ordre des Trois Toisons par le grand chancelier, le général Andréossy ; mines d'Idria (en Illyrie), affectées à la dotation de l'ordre. 1809-1813.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

170 AP

FONDS GÉNÉRAL AUBERT-DUBAYET

Dates extrêmes : 1795-1797.

Importance matérielle : 2 dossiers (170 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don des Archives départementales de l'Aisne (ancien AB XIX 3200, dossier 4), 19 septembre 1955 et achats 1955-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (170 AP 1), par G. Gille (1962), revu et corrigé par P. Jugie, 2006, 4 p.

Notice biographique.

Le général *Jean-Baptiste-Annibal* Aubert-Dubayet naquit le 14 août 1757 à la Mobile, en Louisiane où son père (Jean-Baptiste Aubert) était lieutenant-major de la place. Après la cession de la Louisiane, la famille Aubert séjourna en Isère dont elle était originaire. Entré le 17 avril 1775 comme sous-lieutenant au régiment de Bourbonnais, lieutenant en premier en 1776, Aubert-Dubayet fit la guerre d'Amérique puis quitta l'armée en 1785.

Nommé en octobre 1790 président du collège électoral de l'Isère, il fut élu en 1791 député à la Législative dans le parti des indépendants. À la clôture de la Législative, il rentra dans l'armée. Capitaine, lieutenant-colonel, maréchal de camp avant la fin de 1792, il fut envoyé à l'armée du Rhin où on lui confia le commandement de Worms, puis en avril 1793 à Mayence qui devait se rendre, après un siège de quatre mois. Après une brillante défense à la barre de la Convention, Aubert-Dubayet, qui avait été incarcéré à la suite de la capitulation de la ville, fut relâché et envoyé en Vendée avec les troupes de Mayence. Employé à l'armée des côtes de La Rochelle, il fut le 6 octobre 1793 rappelé à Paris, arrêté et emprisonné. Sauvé par thermidor, il se retira en famille à Grenoble où il rédigea ses mémoires sur le siège de Mayence.

En janvier 1795, Kléber l'appela à l'armée du Rhin et le 4 février le gouvernement lui confia les préparatifs d'une grande expédition aux Indes orientales, abandonnée peu après. Le 20 avril 1795, il prit le commandement en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, succédant à Hoche le 1^{er} mai. À l'avènement du Directoire, Aubert-Dubayet fut nommé ministre de la Guerre, le 3 novembre 1795, mais, en mauvais termes avec Carnot, il démissionna le 8 février 1796. Envoyé comme ambassadeur à Constantinople, il y mourut d'une fièvre maligne le 7 décembre 1797. Le général Claude Carra-Saint-Cyr, qui gérait alors le poste vacant, épousa, en 1799, sa veuve, née Jeanne-Armande Pouchot de Soulière, devenue par la suite dame d'honneur de l'impératrice Joséphine. La fille unique des Aubert-Dubayet, Constance Dubayet, épousa le général Charpentier.

Présentation du contenu.

170 AP 1 *Dossier 1.* Correspondance du général Jean-Baptiste Aubert-Dubayet, commandant en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, 1795.

Dossier 2. Résidus de correspondance personnelle, 1795-1797.

Sources complémentaires.

Des lettres et rapports d'Aubert-Dubayet à diverses personnalités sont conservées aux Archives nationales (site de Paris), sous les cotes : 41 AP 1, dossier 8 ; 95 AP 4, dossiers 1, 2, 4, 7, 12 ; 138 AP 4 ; 171 AP 1, dossier 11 ; 193 AP 2 ; 208 AP 7 ; AB XIX 702, planche 11, n° 19 ; AB XIX 3353, dossier 7 ; AB XIX 3494, dossier 8 ; AB XIX 3895.

Bibliographie.

FAZI DUBAYET (comte), *Les généraux Aubert-Dubayet, Carra-Saint-Cyr et Charpentier*, Paris, 1902 (dont mention des lettres d'Aubert-Dubayet à son épouse).

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 1, p. 25-26.

LAZARE (G.), notice biographique de Jean-Baptiste-Annibal Aubert-Dubayet, dans *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 4, 1948, col. 55-60 (avec bibliog. et sources).

171 AP

FONDS BARRAS ET ROUSSELIN DE SAINT-ALBIN

Dates extrêmes : 1636-1877.

Importance matérielle : 3 cartons (171 AP 1-4) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : 30 achats, 1955-2001 ; legs Robert Dauvergne, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par M. Hayez, 1959-1966, 19 p.

Notice biographique.

Paul, vicomte de Barras (1755-1829) participa comme officier à la campagne des Indes. Élu député à la Convention où il siégea avec les Montagnards, il fut envoyé en mission près l'armée d'Italie et dans le sud-est de la France, où, le 19 décembre 1793, il organisa la répression après le siège de Toulon. Il provoqua, avec Tallien et Fouché, la chute de Robespierre, le 9 thermidor. Commandant en chef de l'armée de l'Intérieur (5 octobre 1793-13 vendémiaire an IV), il réprima l'insurrection royaliste. Directeur (1795), il fut un des instigateurs du coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797). Après le coup d'État du 18 brumaire, Bonaparte l'obligea à démissionner. Exilé en 1810 puis interné à Montpellier, il ne fut pas inquiété sous la Restauration.

Historique de la conservation.

Le 15 juillet 1801, les papiers de Paul Barras, retiré au château de Grosbois, firent l'objet d'une perquisition de la part du gouvernement du Premier Consul. La correspondance personnelle de l'ancien Directeur fut placée sous séquestre. Prévoyant ces mesures, Barras avait confié la plus grande partie de ses papiers à Alexandre-Charles Rousselin de Saint-Albin, ancien conventionnel et fondateur du *Constitutionnel*. Ce fut Rousselin de Saint-Albin qui rédigea les mémoires de Barras, autour de passages mis déjà en forme par Barras lui-même. L'édition en fut préparée par Georges Duruy (Paris, Hachette, 1895-1896, 4 vol.), alors entré dans la famille de Saint-Albin. Le tout fut dispersé en vente vers 1920. Les trois cartons achetés par les Archives nationales entre 1955 et 1992 proviennent en partie des collections Brouwet, André de Coppet, Patrice Hennessy. Ils ne comportent, s'agissant des Mémoires, que deux cahiers de secrétaires avec des corrections autographes de Barras.

Présentation du contenu.

171 AP 1-4. Famille Barras et Paul Barras. Vente au maréchal Berthier de bois près du domaine de Grosbois. Publication des *Mémoires* de Barras et différends entre Victor, Paul et Pierre Grand, ses hommes d'affaires et Rousselin de Saint-Albin. 1636-1877.

Sources complémentaires.

Des archives de Paul Barras sont déposées aux Archives d'État de Genève (Suisse).

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives du domaine de Grosbois dans le fonds Berthier (173 AP bis).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de M. Hayez et des notes d'A. Ducrot dans le dossier de fonds.

172 AP

FONDS BAUDIN DES ARDENNES

Dates extrêmes : 1792-1818.

Importance matérielle : 1 carton (172 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 4 p.

Notice biographique.

Pierre Charles Louis Baudin des Ardennes, dit Baudin des Ardennes (1748-1799), exerça à Sedan diverses fonctions de magistrature et de finances et succéda à son frère dans la direction des postes de la ville. Élu maire en 1790, il fut envoyé à l'Assemblée législative où il fit partie du Comité d'Instruction publique. Membre de la Convention en 1792, il fut le rapporteur de la loi du 5 messidor an II qui organisa les archives françaises. Il présidait la Convention en 1795 lors des journées de vendémiaire. Envoyé au Conseil des Anciens par le département des Ardennes, il postula sans succès au poste d'ambassadeur à Rome. Il mourut brusquement en 1799. Il était membre de l'Institut depuis 1795.

Présentation du contenu.

172 AP 1. Lettres reçues par Pierre Baudin des Ardennes. 1792-1818.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

173 AP

FONDS MARÉCHAL BERTHIER

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 453 cartons (173 AP 1 à 3 ; 173 AP bis 1 à 450) ; 40,41 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons du prince de La Tour d'Auvergne, 1962, et de Monsieur Menant, 1969, complétés par des achats, 1955-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (173 AP 1 et 2), 25 p. ; suppl. dact. (173 AP 3), 5 p. ; rép. num. dact. (173 AP bis 1 à 449), par G. Gille, 1964 et 1984, 93 p. L'ensemble du fonds Berthier, autrefois conservé au château de Grosbois (Yvelines), a été inventorié en 1894, avant sa dispersion, par A. Dufourcq (9 vol. in-folio dact. avec index, consultables dans les bureaux des Archives privées).

Notice biographique.

Lieutenant dès 1770, Louis-Alexandre Berthier (1753-1815) prit part à la campagne d'Amérique. Commandant en second de la garde nationale en 1789, il protégea la famille royale jusqu'aux journées d'octobre. Adjudant général en 1791, il était général de brigade en 1792. Il fit ensuite campagne en Vendée, puis, après le 9 thermidor, passa dans l'armée de Kellermann. Distingué par Bonaparte qui le nomma chef d'état-major de l'armée d'Italie en 1796, il s'empara de Rome en 1798 et il y organisa l'administration républicaine. Sur ordre du Directoire, il procéda à l'arrestation et à la déportation du pape Pie VI. Il reprit, auprès de Bonaparte, dans la campagne d'Égypte, son grade de chef d'état-major. Ministre de la Guerre de 1800 à 1807, Berthier fut promu maréchal en 1804, puis il fut major général de la Grande Armée de 1805 à 1814. Collaborateur immédiat de Napoléon, il fut créé prince souverain de Neufchâtel en 1806 et prince de Wagram en 1809. Il s'opposa à la campagne de Russie, mais il fit preuve d'un grand courage pendant toute la retraite. En 1814, il se rallia à Louis XVIII qui le nomma pair de France. Réfugié pendant les Cent-Jours à Bamberg, dans les États de son beau-père, le duc Guillaume de Bavière-Birkenfeld, il mourut dans des circonstances mystérieuses.

Présentation du contenu.

173 AP 1-2. Activités militaires et politiques du maréchal Alexandre Berthier : chef d'état-major de Bonaparte à l'armée d'Orient, 1799, ministre de la Guerre, 1800-1805, major général de la Grande Armée, septembre 1805, 1810-1812. 1799-1813.

173 AP bis 1-450. Fortune et biens du maréchal Berthier et de ses descendants.

1. Contrat de mariage.
- 2-89. Majorats : principauté de Wagram, dotations de Schoenlanke, de Westphalie et de Hanovre, rente attachée au titre de grand veneur, principauté de Neufchâtel. 1807-1816.

- 90-131. Fortune personnelle : propriétés situées à Paris, domaine de Grosbois, propriété des Moulineaux, Hôtel de Fontainebleau, transactions avec M^{me} Visconti, paiement des dettes du général César Berthier. XVIII^e-XIX^e s.
- 132-417, 439-448. Succession et comptabilité générale de la maison de Berthier. 1815-1934.
- 418-438. Famille du maréchal : son père Jean-Baptiste (1721-1804), son épouse, Élisabeth Berthier (1784-1849), Napoléon, second prince de Wagram (1810-1887), époux de Zénaïde Clary (décédée en 1884), Joachim IV Murat (1834-1901), mari de Malcy de Wagram (1832-1884), Alexandre Berthier (1836-1911), troisième prince de Wagram, et la princesse de La Tour d'Auvergne, née Élisabeth de Wagram.
449. Ouvrages, publications, dessins, diplômes, photographies et gravures.
450. Notice sur les anciennes prérogatives de la charge de porteur-archeuse, manuscrit signé par Alexandre Berthier, maréchal d'Empire et Grand Veneur, 1805, 4 pp.
Lettre de Macdonald, Lérida, 27 janvier 1811.

Sources complémentaires.

Un microfilm de l'inventaire ancien des titres, terres et seigneuries dépendant du château de Grosbois a été réalisé par les Archives nationales, sous la cote 196 Mi 1.

La Bibliothèque de l'université de Princeton, New Jersey, USA, conserve des papiers de Louis-Alexandre Berthier concernant la guerre d'Indépendance américaine, ainsi que le journal du voyage en Prusse que le futur maréchal Berthier fit à son retour de la guerre d'Amérique. Ces documents, qui proviennent de descendants du maréchal, ont été microfilmés sous les cotes 605 Mi 1 et 606 Mi 1.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds du général Louis-César-Gabriel Berthier, frère du maréchal, sous la cote 33 AP.

Le Service historique de l'armée de terre conserve sous la cote 1 K 3 des papiers du maréchal Berthier.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 211-213.

LALLIARD (François), *La fortune des Wagram : de Napoléon à Proust*, Paris, Perrin, 2002.

174 AP

FONDS BEURNONVILLE

Dates extrêmes : 1791-1821.

Importance matérielle : 5 cartons (174 AP 1-11) ; 0,38 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1959-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1962, 11 p. ; suppl. dact. (174 AP 11), par S. Lacombe, [2003-2005], 1 p.

Notice biographique.

Pierre Riel, comte puis marquis de Beurnonville (1752-1821), était le fils d'un charron. Il s'engagea comme volontaire au régiment d'Ile-de-France, combattit dans l'escadre du bailli de Suffren, fit campagne aux Indes. Il reçut le commandement de la milice de l'île Bourbon. Destitué de son commandement, il rentra en France. Appelé au ministère de la Guerre en février 1793, il dressa contre lui le parti jacobin. Dumouriez, auprès duquel il avait été envoyé par la Convention, le fit arrêter et le livra aux Autrichiens. Il resta prisonnier à Olmütz jusqu'à l'échange du 3 novembre 1795 avec la fille de Louis XVI, la future duchesse d'Angoulême. Le gouvernement consulaire l'envoya comme ambassadeur à Berlin, puis à Madrid, le 16 septembre 1802. Il entra au Sénat le 12 pluviôse an VIII (2 juin 1805), fut créé comte d'Empire le 23 mai 1808. En avril 1814, il vota la déchéance de Napoléon. Pendant les Cent-Jours, il suivit Louis XVIII à Gand. Le 3 juillet 1816, il reçut le bâton de maréchal. Il fut fait marquis le 31 juillet 1817 et commandeur du Saint-Esprit le 30 septembre 1820.

Historique de la conservation.

Ces documents proviennent de la collection du docteur Lucien Graux, qui les avait réunis en plusieurs achats, les plus importants ayant eu lieu en janvier 1923, lors de la vente de la collection du comte de Béarn. Ce fut le point de départ de l'intérêt que le docteur Graux porta à Beurnonville et qui le poussa à réunir toutes les lettres éparses qui passèrent en vente entre 1923 et 1929, date de parution de son ouvrage, *Le maréchal de Beurnonville*, Paris, Champion, 429 p. Une grande partie des documents Beurnonville a été utilisée et souvent publiée dans cet ouvrage.

Présentation du contenu.

174 AP 1-11. Affaires personnelles et fonctions publiques du maréchal de Beurnonville.

1-4, 9-10. Imprimés, lettres et études manuscrites du maréchal, papiers personnels et de fonctions, notamment celles de ministre plénipotentiaire et d'ambassadeur en Prusse et à Madrid. 1791-1821.

5-8, 11. Correspondance militaire. 1793-1797.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

175 AP

FONDS BOISSY D'ANGLAS

Dates extrêmes : 1798-1853.

Importance matérielle : 1 carton (175 AP 1-6) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 5 p.

Notice biographique.

Issu d'une famille protestante ardéchoise, François-Antoine, comte de Boissy d'Anglas (1756-1826) fut reçu avocat au Parlement de Paris avant la Révolution. Élu député du tiers état par la sénéchaussée d'Annonay, il fut réélu à la Convention et envoyé en mission avec Legendre et Vitet à Lyon, pour réprimer les troubles survenus à propos des subsistances. Pendant la Terreur, Boissy d'Anglas se joignit à Tallien et Barrès pour combattre Robespierre. Secrétaire de la Convention en vendémiaire, il fut chargé de veiller à l'approvisionnement de Paris, le 1^{er} prairial an III (20 mai 1795). Chargé de présenter le rapport sur la future Constitution en juin 1795, il fut élu au Conseil des Cinq-Cents le 22 vendémiaire an IV (14 octobre 1795). Il devint membre du Tribunat en 1801, sénateur en 1805, comte d'Empire en 1808, et grand officier de la Légion d'honneur en 1810. En 1814, il adhéra à la déchéance de l'Empereur. Louis XVIII le nomma pair de France, le 4 juin 1814. Créé pair pendant les Cent-Jours, il fut éliminé de la Chambre des pairs au retour de Gand (24 juillet 1815), puis réintégré le 17 août suivant. Boissy d'Anglas fut nommé membre de l'Académie des inscriptions en 1816.

Présentation du contenu.

175 AP 1. Napoléon et les Bourbons. 1798-1803.

2-3. Correspondance passive et active. 1810-1825.

4. Manuscrits divers.

5. Action de Boissy d'Anglas en faveur des Conventionnels en exil. 1818.

Correspondance active et passive. 1810-1825.

Biographie de Boissy d'Anglas. 1826-1853.

Poésies et chansons. XVIII^e-XIX^e s.

6. « Mémoire de M. Boissy d'Anglas sur la Convention ». S. l. n. d.

Lettre de Boissy d'Anglas au maire de Bordeaux. 19 mai 1815.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de l'Ardèche conservent un fonds Boissy d'Anglas (12 J), comme celles de la Vendée (3 J).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

176 AP

FONDS FAMILLE BONAPARTE

Dates extrêmes : 1797-1880.

Importance matérielle : 2 cartons (176 AP 1-2) ; 0,22 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1936-2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Lacombe, 2003, 11 p.

Notice biographique.

Frère aîné de Napoléon I^{er}, Joseph Bonaparte (1768-1844) était député de la Corse au Conseil des Cinq-Cents quand il participa au coup d'État du 18 brumaire. Chargé de missions diplomatiques, il signa le traité de Lunéville, la paix d'Amiens et le Concordat (1801). Roi de Naples (1806-1808) puis d'Espagne (1808-1813), il vécut aux États-Unis après Waterloo.

Deuxième frère de Napoléon, Lucien Bonaparte (1775-1840) fut membre puis président du Conseil des Cinq-Cents et prépara le 18 brumaire. Ministre de l'Intérieur (1799), ambassadeur en Espagne (1800), il se réfugia ensuite à Canino qui fut érigé en principauté en sa faveur par Pie VII.

Maria-Anna, dite Élisabeth Bonaparte (1777-1820), princesse de Lucques et de Piombino, grande-duchesse de Toscane, épousa Félix Bacciochi (1797), dont elle vécut séparée après 1805.

Troisième frère de Napoléon, Louis Bonaparte (1778-1846) épousa Hortense de Beauharnais et fut roi de Hollande de 1806 à 1810. Il était le père de Louis Napoléon, futur Napoléon III.

Plus jeune frère de Napoléon, Jérôme Bonaparte (1784-1860) fut roi de Westphalie de 1807 à 1814. Par la suite, il fut gouverneur des Invalides (1848), maréchal de France (1850) et président du Sénat (1852).

Oncle maternel de Napoléon I^{er}, Joseph Fesch fut archevêque de Lyon en 1802 et cardinal en 1803. Ambassadeur auprès du Saint-Siège, il décida Pie VII à venir couronner l'Empereur. Grand aumônier de l'Empire, comte et sénateur (1805), il se retira à Rome en 1814.

Présentation du contenu.

- 176 AP 1. Letizia Ramolino (1750-1836). 1805-1834.
Cardinal Fesch (1763-1839). 1831-1833.
Joseph Bonaparte (1768-1844). 1797-1839.
Napoléon Bonaparte (1769-1821). 1797-1818.
Lucien Bonaparte (1775-1840). 1803-1826.
Alexandrine de Bleschamps. 1832-1852.
2. Élisabeth Bonaparte (1770-1820). 1810.
Louis Bonaparte (1778-1846). 1805-1810.
Napoléon III (1808-1873) et le prince impérial (1856-1879). 1834-1880.

Eugénie. 1875 et s. d.

Pauline Bonaparte. 1805-1811.

Caroline Bonaparte. 1810-1836.

Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie. 1806-1807.

Napoléon-Jérôme Bonaparte, dit le Prince Jérôme, surnommé Plon-Plon. 1853-1860.

3. Album du parc de Mortefontaine, par Thiery, offert à Joseph Bonaparte. 1809.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des fonds Lucien Bonaparte et descendants (103 AP), Joseph Bonaparte (381 AP) et Napoléon (400 AP).

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1.

177 AP

FONDS TAILLEPIED DE BONDY

Dates extrêmes : 1773-1863.

Importance matérielle : 3 cartons (177 AP 1-12) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille et C. Raynaud, 1962-1970, 19 p.

Notice biographique.

Fils du receveur général des finances Jean-Baptiste Adéodat de Bondy, Pierre Marie Taillepiéd, comte de Bondy (1766-1847), dirigeait, en 1792, la fabrication des assignats. En 1805, il obtint un poste de chambellan de l'Empereur, grâce à son amitié avec Eugène de Beauharnais. Au retour de la campagne d'Autriche, il fut nommé maître des requêtes et président du collège électoral de l'Indre. Baron en 1809, comte d'Empire en 1810, Taillepiéd de Bondy fut nommé préfet du Rhône, le 7 août 1810. La Restauration le limogea mais le nomma commandeur de la Légion d'honneur, le 20 novembre 1814. Nommé préfet de la Seine lors du retour de l'île d'Elbe (20 mars 1815), il fut l'un des trois commissaires chargés de négocier la convention du 3 juillet relative à la capitulation de Paris. Député de l'Indre de 1816 à 1824 et de 1827 à 1830, il fut à nouveau préfet de la Seine, du 22 février au 19 novembre 1831. Il quitta ces fonctions pour siéger à la Chambre des pairs. Il fut par la suite chambellan de la reine Marie-Amélie et intendant de la liste civile sous le ministère Montalivet.

Présentation du contenu.

- 177 AP 1. Jean-Baptiste Adéodat, sieur de Bondy, receveur général des finances à Auch : documents maçonniques. 1773-1790.
- 2-8. Activité politique de son fils, Pierre-Marie Taillepiéd de Bondy, député de l'Indre en 1830, préfet de la Seine en 1831 et intendant de la liste civile de Louis-Philippe. 1803-1846.
- 9-12. Famille et descendants du préfet. 1814-1863.

Sources complémentaires.

Les Archives de Paris conservent également un fonds Taillepiéd de Bondy (DE 1).

Bibliographie.

Introduction de l'inventaire semi-anal. de G. Gille et C. Raynaud.

DEBOFLE (Pierre) et RIBAULT (Jean-Yves), « Notes sur quelques fonds d'archives privées récemment entrés aux Archives de Paris », dans *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, t. 107, 1980, p. 211-221.

178 AP

FONDS GÉNÉRAL BRON DE BAILLY

Dates extrêmes : 1729-1847.

Importance matérielle : 8 dossiers (178 AP 1-8) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1965.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 7 p.

Notice biographique.

André François Bron (1757-1847) s'engagea en 1777 comme dragon au régiment d'Artois. Il servit à l'armée des Pyrénées (1793-1795) et à celle d'Italie (1796-1797). Chef de brigade au 33^e régiment de dragons en 1797, il passa aux armées d'Helvétie (1798) puis d'Égypte. Général de brigade en 1801, il fut envoyé à l'armée de Naples de 1804 à 1806. En octobre 1808, il partit pour l'armée d'Espagne. Le 6 mars 1809, il passa à l'armée d'Italie, puis, en 1809, à la Grande Armée. Le 7 décembre 1809, il fut à nouveau affecté à l'armée d'Espagne. Il ne rentra en France qu'en juin 1814. Créé baron d'Empire en 1813, il accepta pendant les Cent-Jours un emploi au dépôt de cavalerie de Troyes, ce qui lui valut sa mise à la retraite en septembre 1815.

Présentation du contenu.

178 AP 1. Papiers personnels. 1729-1847.

2-7. Correspondance passive, intéressant surtout l'administration de la province de la Capitanate (Lucera) en 1806 et l'organisation du dépôt de remonte de la Grande Armée en 1807. 1800-1807.

8. Déclaration textuelle de Louis XVIII du 21 au 22 juillet (?).

Lettres des ministères de la Guerre et de l'Intérieur adressées au général Bron de Bailly. 28 février 1815 et 31 août 1822..

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

179 AP

FONDS MARÉCHAL BRUNE

Dates extrêmes : 1799-1805.

Importance matérielle : 1 dossier (179 AP 1) ; 0,02 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1984.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1962, 4 p.

Notice biographique.

Originaire de Brive-la-Gaillarde, Guillaume-Marie-Anne Brune (1763-1815) s'engagea en 1791 et fit campagne jusqu'en 1799. Il fut nommé conseiller d'État le 25 décembre 1799 et envoyé comme commandant en chef de l'armée de l'ouest pour pacifier la Bretagne. Après Marengo, Brune reçut le commandement de l'armée d'Italie. Le 11 septembre 1802, il fut envoyé à Constantinople pour essayer de renouer avec le Sultan l'alliance brisée par l'expédition d'Égypte. Rappelé en 1804, il fut promu maréchal. Frappé de disgrâce, il reçut le commandement de l'armée des côtes (1^{er} septembre 1805), puis celui des villes hanséatiques (15 décembre 1806). À la chute de l'Empire, il adhéra au gouvernement provisoire puis aux Bourbons. Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon le nomma pair de France et lui confia dans le midi le commandement de la 8^e division militaire. Devant l'attitude menaçante des gardes nationaux de Marseille et la présence de l'escadre anglaise, il reconnut Louis XVIII, le 22 juillet et remit son commandement au marquis de La Rivière. Mais pris à partie par la foule, il fut assassiné à Avignon le 2 août 1815.

Présentation du contenu.

179 AP 1. Lettres reçues par le maréchal Brune. 1799-1805.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent dans le fonds Murat (31 AP 48) un registre de copies de la correspondance reçue par le général Brune.

Les archives municipales de Brive-la-Gaillarde possèdent les lettres du maréchal Brune de 1792 à 1815 et un registre de sa correspondance comme général en chef de l'armée de l'Ouest entre le 20 janvier et le 24 mars 1800, microfilmés par les Archives nationales sous la cote 659 Mi 1, ainsi qu'un registre de correspondance du maréchal Brune du 22 janvier au 22 mai 1807, consultable aux Archives nationales sous la cote 659 Mi 2.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

180 AP

FONDS GÉNÉRAL CAVAIGNAC

Dates extrêmes : 1792-1817.

Importance matérielle : 1 dossier (180 AP 1) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1967.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 1962, 5 p.

Notice biographique.

Le général Jacques-Marie Cavaignac (1773-1855) servit à l'armée du Nord et fut blessé à Jemmapes. Adjoint à l'état-major de l'armée des côtes de La Rochelle, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales (1794-1795) puis à celle d'Italie (1796-1799). Il finit la campagne en qualité de chef de brigade du 10^e régiment de dragons à l'armée des Grisons. En août 1805, il fut employé à la Grande Armée et combattit à Austerlitz. Le 12 janvier 1806, il suivit à Naples le roi Joseph dont il était devenu l'écuyer. De 1806 à 1812, il servit à l'armée de Naples. Nommé en juin 1808 général de division, il devint premier aide de camp de Murat. Il revint en France (mai 1812) comme général de brigade à la Grande Armée.

Inspecteur général de cavalerie en 1816-1817, il fut créé baron de Baragne en 1818. Vicomte en 1822, il fut à nouveau inspecteur général de 1830 à 1839 et il fut nommé pair en 1839.

Présentation du contenu.

180 AP 1. Lettres familiales du général Jacques-Marie Cavaignac, premier aide de camp de Murat à Naples. 1792-1817.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de la Sarthe conservent le microfilm d'archives privées concernant la famille Cavaignac, XVIII^e-XIX^e s., sous la cote 1 Mi 2 (R 1-29). Le double de ce microfilm est conservé aux Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de G. Gille.

181 AP

FONDS CHAMPAGNY, DUC DE CADORE

Dates extrêmes : 1810-1814.

Importance matérielle : 2 dossiers (181 AP 1-2) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1997.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1962, 4 p.

Notice biographique.

Jean-Baptiste Nompère de Champagny (1756-1834) entra dans la Marine où il fit carrière jusqu'en 1789. Député de la noblesse aux états généraux pour le bailliage du Forez, il fut secrétaire de l'Assemblée en juin 1790 et membre du comité de la Marine. Arrêté comme suspect en 1793, il ne fut libéré qu'en thermidor. Nommé par Bonaparte au Conseil d'État dans la section Marine, il fut envoyé à Vienne comme ambassadeur. En 1804, il fut rappelé en France comme ministre de l'Intérieur. La disgrâce de Talleyrand lui valut, le 8 août 1807, le ministère des Relations extérieures. Créé comte d'Empire en 1808, il devint duc de Cadore en 1809. Il fut l'un des négociateurs du mariage de Napoléon et Marie-Louise. Le 16 avril 1811, il perdit son portefeuille, mais le 21 avril, il fut nommé ministre d'État, en 1812, intendant des domaines de la Couronne, et en 1813, sénateur. En 1814, il assura le départ de Marie-Louise. Mais il fut l'un des premiers à se rallier aux Bourbons, qui le nommèrent pair le 14 juin 1814. Lors du retour de l'Île d'Elbe, il rejoignit Napoléon. Il ne fut rappelé à la Chambre haute qu'en 1819.

Présentation du contenu.

181 AP 1-2. Pièces diverses : événements de mars-avril 1814, pendant lesquels Champagny, duc de Cadore, assura le départ de Paris de l'impératrice Marie-Louise. 1810-1814.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

182 AP

FONDS GÉNÉRAL CLARKE DE FELTRE

Dates extrêmes : 1809-1816.

Importance matérielle : 2 cartons (182 AP 1-7) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2005.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (182 AP 1-5), par G. Gille, 1962 ; suppl. dact. (182 AP 6-7), par S. Lacombe, 2005, 6 p.

Notice biographique.

D'une famille noble irlandaise, Henry-Jacques-Guillaume Clarke (1765-1818) fit carrière dans l'armée jusqu'à la Révolution. En 1790, il devint commis à l'ambassade de France en Angleterre, puis il reprit du service dans l'armée, en France. Nommé général de brigade en mai 1793, il fut, le mois suivant, suspendu de ses fonctions comme suspect. Relevé de sa suspension en février 1795, il fut nommé au bureau topographique et historique du Directoire. En décembre, il était général de division. En novembre 1796, une mission en Italie le rapprocha de Bonaparte. Il fut nommé conseiller d'État en 1804 et secrétaire du cabinet de l'Empereur. Le 9 août 1807, il succéda à Berthier comme ministre de la Guerre. Nommé comte de Hunebourg en 1808, il fut fait duc de Feltre en 1809. Il se rallia à Louis XVIII qui le nomma pair de France le 4 juin 1814. Ayant suivi Louis XVIII à Gand, il redevint ministre de la Guerre du 24 septembre 1815 au 12 septembre 1817.

Présentation du contenu.

182 AP 1-5. Ordres de Napoléon I^{er} et correspondance adressée au général Clarke, duc de Feltre. 1809-1816.

182 AP 6. Lettres de Napoléon à Clarke. 1811-1813.

182 AP 7. Notes confidentielles remises au ministre de la Police générale Finkenstein ; rapports de propositions pour le développement de l'industrie française, apostillés par Napoléon. S. d.

Sources complémentaires.

Les archives du ministère des Affaires étrangères conservent un fonds Clarke de Feltre.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

183 AP

FONDS COQUEBERT DE MONTBRET

Dates extrêmes : 1800-1811.

Importance matérielle : 4 dossiers (183 AP 1-4) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1962, 11 p.

Notice biographique.

Fils d'un correcteur à la Chambre des comptes de Paris, Charles-Etienne Coquebert de Montbret (1755-1831) commença sa carrière au bureau des consulats, à Versailles, en 1773. En 1774, il partit pour Hambourg comme commissaire de la marine. En 1777, il fut nommé consul général auprès des villes hanséatiques. À son retour à Paris, en 1786, il succéda à son père à la Chambre des comptes. En 1789, il fut nommé consul à Dublin. La guerre de 1792 entre la France et l'Angleterre interrompit ses activités. Professeur à l'École des Mines, il assumait la rédaction du journal de cet établissement de septembre 1793 à avril 1795. En 1800, il repassa dans les consulats. D'abord consul général à Amsterdam, il fut nommé agent général des relations commerciales à Londres en 1802. En 1803, il négocia avec l'Allemagne un traité sur la navigation du Rhin. Il fut nommé directeur de la statistique au ministère de l'Intérieur en 1806, et maître des requêtes au Conseil d'État en 1808. En 1809, il fut fait baron. En novembre 1810, il partit pour la Hollande pour y organiser la douane. En 1812, il fut nommé secrétaire général du ministère du Commerce. Il prit sa retraite en 1814.

Présentation du contenu.

- 183 AP 1-2. Charles-Etienne Coquebert de Montbret commissaire général des relations commerciales à Amsterdam, puis à Londres. 1800-octobre 1803.
3. Négociateur avec l'archichancelier de l'empire d'Allemagne relativement à la navigation du Rhin. Novembre 1803-1805.
 4. Administrateur de la douane en Hollande. 1811.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

184 AP

FONDS DUROC, DUC DE FRIOUL

Dates extrêmes : 1802-1813.

Importance matérielle : 3 dossiers (184 AP 1-3) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1962, 4 p.

Notice biographique.

Cadet gentilhomme à l'École militaire de Pont-à-Mousson, Géraud Christophe Michel Duroc (1772-1813) démissionna le 22 juillet 1792. Il émigra puis revint en France. Lieutenant en second le 1^{er} juin 1793, il fit les campagnes de la Révolution comme aide de camp du général Lespinasse. Il se signala en Italie, devint aide de camp de Bonaparte qu'il accompagna en Égypte. Grièvement blessé à Aboukir, le 25 juillet 1799, il le seconda lors du coup d'État du 18 brumaire. Promu général de brigade, il fut chargé de missions diplomatiques à la cour de Berlin en novembre 1799, puis à Bâle en février 1800, à Vienne, à Stockholm et à Saint-Pétersbourg. Il fut nommé général de brigade le 13 octobre 1801, gouverneur des Tuileries le 20 novembre, général de division le 27 août 1803. Il servit au camp de Boulogne de 1803 à 1805. Entre-temps, il avait été nommé officier puis grand maréchal du palais. Il participa aux campagnes d'Autriche, de Prusse et de Pologne de 1805 à 1807. En mai 1802, il fut créé duc de Frioul. Napoléon l'envoya pour négocier plusieurs traités (Posen, 1807, Bayonne, 1808). Il servit en Russie en 1812. Il fut nommé sénateur, le 5 avril 1813. Il suivit l'Empereur en Saxe mais il fut mortellement blessé à la bataille de Bautzen en mai 1813.

Présentation du contenu.

184 AP 1-3. Administration de la maison et de la cour de Napoléon I^{er}. 1802-1813.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

185 AP

FONDS GÉNÉRAL ERNOUF

Dates extrêmes : 1804-1816.

Importance matérielle : 2 cartons (185 AP 1-3) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962-1966, 4 p.

Notice biographique.

Jean-Auguste Ernouf (1753-1827) entra en 1791 comme lieutenant au 1^{er} bataillon de volontaires de l'Orne, et il rejoignit l'armée du Nord comme aide de camp du général Berthel. Une manœuvre habile contre le camp anglais qui bloquait Bergues lui valut, le 20 septembre 1793, le grade de général de brigade. Le 12 novembre de la même année, il fut nommé général de division, mais le 8 décembre, il fut suspendu. Le 4 janvier 1794, il fut mis en état d'arrestation, mais le 22 mars, il reprit ses activités en qualité de chef d'état-major de Jourdan à l'armée de la Moselle. Le 12 septembre 1797, il était directeur du dépôt de la guerre. Il reprit du service actif en 1798 à l'armée de Mayence puis à celle du Danube où il commanda par intérim après le départ de Jourdan. À la fin de 1799, il était inspecteur général d'infanterie à l'armée d'Italie. Le 24 février 1803, il fut nommé capitaine général de la Guadeloupe. Mais le 5 février 1810, il fut contraint de capituler. Prisonnier de guerre en Angleterre, il obtint de rentrer en France pour raison de santé. Le 18 juillet 1811, il fut arrêté et traduit pour sa capitulation devant une commission d'enquête présidée par Moncey qui le renvoya devant la Haute Cour impériale. Renvoyé ensuite devant la Cour de cassation, il fut mis en liberté provisoire, le 21 janvier 1814, et éloigné de Paris. Il se rallia à la Restauration, fut élu député de l'Orne en août 1815, créé baron en 1816. Élu député de la Moselle en octobre 1816, il reçut le titre de comte, deux mois plus tard.

Présentation du contenu.

185 AP 1-3. Procès intenté devant la Haute Cour au général Ernouf pour sa capitulation à la Guadeloupe. 1804-1806.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

186 AP

FONDS GUILLAUME-CHARLES FAIPOULT

Dates extrêmes : 1793-1800.

Importance matérielle : 2 dossiers (186 AP 1-2) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1962, 5 p.

Notice biographique.

Issu d'une famille noble de Champagne, Guillaume-Charles Faipoult (1752-1817) embrassa d'abord la carrière militaire, mais il démissionna après qu'on lui eut refusé l'autorisation de combattre en Amérique. Membre de la société des Jacobins, il fut, en 1792, secrétaire général du ministère de l'Intérieur sous Roland. L'année suivante, il dut quitter Paris pour se conformer au décret de la Convention qui bannissait tous les anciens nobles. Il ne put rentrer qu'après thermidor. Il fut ministre des Finances du 10 vendémiaire an III (1^{er} octobre 1794) au 24 pluviôse an IV (13 février 1796). Il fut ensuite envoyé comme ministre plénipotentiaire près de la République de Gênes. Préfet de l'Escaut du 9 mars 1800 au 18 septembre 1808, Faipoult se vit confier ensuite, par Joseph Bonaparte, le ministère des Finances du royaume d'Espagne. Faipoult ne revint en France qu'à la fin de 1813. Préfet de Saône-et-Loire pendant les Cent-Jours, il défendit Mâcon contre les alliés. Arrêté par les Autrichiens après la prise de la ville, il se retira en Belgique. Il revint à Paris en 1816. Il y mourut l'année suivante.

Présentation du contenu.

186 AP 1-2. Mission de Faipoult auprès de la République de Gênes. 1793-1800.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

187 AP

FONDS FOUCHÉ, DUC D'OTRANTE

Dates extrêmes : 1797-1820.

Importance matérielle : 6 dossiers, 1 rouleau (187 AP 1-7) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2004, complétés par un don de la baronne Élie de Rothschild, 1965.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (187 AP 1-6), par G. Gille et N. Gastaldi, 1967-1991, 6 p. ; suppl. dact. (187 AP 7), par S. Lacombe, [2004-2005], 2 p.

Notice biographique.

Joseph Fouché (1754-1820) fit ses études chez les oratoriens de Nantes, entra dans cette congrégation et professa à Juilly, Arras et à l'école militaire de Vendôme. À la Révolution, il quitta l'habit ecclésiastique, devint avocat, et il fut envoyé à la Convention par le département de la Loire-Inférieure. Il vota la mort de Louis XVI. Radié du club des Jacobins à la demande de Robespierre, il contribua au 9 thermidor. Repoussé par les thermidoriens, il fut décrété d'arrestation, le 22 thermidor an III (9 août 1795). L'amnistie du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) lui rendit la liberté. Ayant dévoilé une conspiration babouviste à Barras, il en fut récompensé par l'ambassade près la République cisalpine (1798), puis par l'ambassade de Hollande. Le Directoire l'appela, le 22 thermidor an VII (9 août 1799), au ministère de la Police générale. Il y prépara le 18 brumaire. N'ayant pas su déjouer la conspiration de la machine infernale, il quitta le ministère de la Police, le 15 septembre 1802, mais il reçut le titre de sénateur. Après la courte trêve de la paix d'Amiens, Fouché réintégra le ministère de la Police, du 21 messidor an XII (10 juillet 1804) au 3 juin 1810. Il fut créé comte d'Empire, le 24 avril 1808, et duc d'Otrante, le 15 août 1809. Envoyé à Rome comme gouverneur général, il fut, après la campagne de Russie, nommé gouverneur des provinces illyriennes en juillet 1813. Envoyé ensuite en mission à Naples auprès de Murat, il revint en France. Il offrit ses services aux Bourbons qui ne les acceptèrent pas. Pendant les Cent-Jours, l'Empereur rappela Fouché qui occupa pour la troisième fois le poste de ministre de la Police. Après Waterloo, les chambres nommèrent une commission de gouvernement, le 23 juin 1815 ; Fouché en fut le président. La deuxième Restauration le rappela au ministère de la Police mais son opposition à la réaction royaliste le contraignit à la démission. Nommé ambassadeur à Dresde, il fut atteint par la loi des régicides du 12 janvier 1816. Il perdit ses fonctions et l'autorisation de résider en France. Il mourut à Trieste.

Présentation du contenu.

- 187 AP 1. Lettres adressées par Fouché à divers correspondants. S. d. et 14 vendémiaire an VI (5 octobre 1797).
2. Fouché, ministre de la Police (Consulat et Empire). 1801-1811.
3. Lettres reçues par Fouché pendant les Cent-Jours. 5 avril-5 mai 1815.
4. La seconde Restauration : correspondance passive et active, rapports de police, brouillons de lettres et de notes. 1815-1820.

5. Arbre généalogique de Fouché et de ses descendants par la baronne de Stedingk (descendante de Fouché par la branche suédoise). 1964.
6. Papiers personnels. 1810-1820.
7. Correspondance reçue et envoyée. 1801-1819 et s. d.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, dans le fonds Murat (31 AP), des lettres de Fouché à Murat et de Murat à Fouché (31 AP 13, dossier 21 ; 31 AP 15, dossier 85 ; 31 AP 19, dossier 263 ; 31 AP 20, dossier 347 ; 31 AP 23, dossier 420 ; 31 AP 37, carton 1, 14, dossier 1 ; 31 AP 44, dossier 9 et 10), ainsi qu'un règlement sur les véhicules de transport de marchandises du 12 août 1813 signé de Fouché comme gouverneur des Provinces illyriennes (AB XIX 3872).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille et N. Gastaldi.

188 AP

FONDS GAUDIN DE GAÈTE

Dates extrêmes : 1802-1808.

Importance matérielle : 1 dossier (188 AP 1) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 3 p.

Notice biographique.

Après des études juridiques, Martin Michel Gaudin (1754-1844) entra dans les finances. Il fut nommé par Necker directeur de l'administration générale des contributions, poste qu'il conserva jusqu'en 1789. En 1791, il fut l'un des six commissaires chargés de la trésorerie nationale. En floréal an VI (mai 1798), il accepta la direction des postes. Au 18 brumaire, Sieyès le présenta à Bonaparte qui le nomma ministre des Finances, poste qu'il conserva jusqu'au 30 mars 1814. Ce fut lui qui créa la Banque de France. Le 26 avril 1808, il était créé comte d'Empire, et le 15 août 1809, duc de Gaète. Nommé à nouveau ministre des Finances pendant les Cent-Jours, il resta fidèle à Napoléon. Député de l'Aisne de 1815 à 1819, il fut gouverneur de la Banque de France de 1820 à 1834.

Présentation du contenu.

188 AP 1. Demandes et interventions adressées à Gaudin, ministre des Finances. 1802-1808.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique de G. Gille.

189 AP

FONDS GAUTHIER DES ORCIÈRES

Dates extrêmes : 1726, 1792-1800.

Importance matérielle : 4 cartons (189 AP 1-7) ; 0,58 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1960-1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1968, 9 p.

Notice biographique.

Antoine-François Gauthier, dit Gauthier des Orcières (1752-1838) était avocat à Bourg-en-Bresse, sa ville natale, quand il fut élu, le 3 avril 1790, député du Tiers de son bailliage. Élu syndic du département de l'Ain en 1791, il fut envoyé siéger à la Convention le 4 septembre 1792 et se prononça pour la mort du roi sans sursis ni appel. Représentant en mission à l'armée des Alpes au lendemain de thermidor, il entra au Comité de sûreté générale avant d'être élu, le 23 germinal an VI (12 avril 1798), membre du Conseil des Anciens. Ayant adhéré au Coup d'État du 18 brumaire, il fut, en germinal an VIII, nommé juge au Tribunal de la Seine, qu'il présida de 1811 à 1815. Conseiller à la Cour impériale pendant les Cent-Jours, il dut, en 1816, s'exiler comme régicide, et il ne rentra en France qu'en 1828.

Historique de la conservation.

A part de minimes modifications de classement, l'ordre primitif du fonds, qui avait subi de la part d'un précédent propriétaire, un commencement d'inventaire, a été respecté. Les cartons sont répartis entre les six départements actuels où s'est exercée de l'an III à l'an IV, l'activité de Gauthier des Orcières et, à l'intérieur de chaque carton, en dossiers communaux comprenant parfois des pièces relatives aux localités des districts et cantons dont les communes figurant à l'inventaire furent les chefs-lieux.

Présentation du contenu.

- 189 AP 1. Mission d'Antoine-François Gauthier des Orcières dans le département des Basses-Alpes. An III.
2. Mission dans le département des Hautes-Alpes. 1792-15 prairial an VIII (4 juin 1800).
3. Armée des Alpes et départements divers. 1726, frimaire an III.
4. Mission dans les départements dauphinois. 1781-an IV.
- 5-7. Mission dans le département du Mont-Blanc. 1786-an IV.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

190 AP

FONDS GOUVION-SAINT-CYR

Dates extrêmes : 1815.

Importance matérielle : 1 dossier (190 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 3 p.

Notice biographique.

Artiste peintre, Laurent Gouvion (1764-1830) parcourut l'Italie et revint à Paris en 1784. Le 1^{er} septembre 1792, il s'engagea au 1^{er} bataillon de chasseurs républicains en joignant à son nom celui de sa mère. Nommé capitaine le 1^{er} novembre, il prit part à la campagne de l'armée du Rhin, se fit distinguer par Custine qui le nomma adjoint à l'adjutant général du génie Gay de Vernon. Général de brigade le 5 juin 1794, il se distingua en juillet au siège de Mayence. Placé en 1798 sous les ordres de Masséna à l'armée d'Italie, il eut des ennuis avec les consuls de Rome. Après un passage à l'armée de Mayence et à l'armée du Danube, il réintégra l'armée d'Italie. Gouverneur de Gênes en septembre 1799, il défit les Autrichiens à Albano, le 15 décembre. En 1800, il commanda l'armée du Rhin jusqu'à l'arrivée de Moreau, s'empara de Fribourg et contribua à la victoire d'Hohenlinden. Après Marengo, il fut nommé conseiller d'État (section de la guerre), le 22 septembre 1800. Il reçut ensuite le commandement des troupes dans les opérations contre le Portugal (1801). Ambassadeur en Espagne le 2 novembre, il commanda l'armée destinée à occuper le golfe de Tarente en 1803. Il fit en 1805 la campagne d'Italie contre l'archiduc Charles. En 1808 et 1809, il fit campagne en Espagne. Envoyé en 1812 dans la Grande Armée, il fut créé maréchal et comte d'Empire. Durant la campagne de 1813, il défendit Dresde contre l'armée de Schwartzemberg. Prisonnier, il ne rentra en France qu'en 1814. Louis XVIII le nomma pair de France. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé commandant des troupes d'Orléans. Au retour de Louis XVIII (8 juillet 1815), il remplaça Davout au ministère de la Guerre jusqu'au 12 septembre. Rappelé au pouvoir en 1817 après avoir été nommé marquis, il fut ministre de la Marine (23 février-11 septembre) puis à nouveau de la Guerre (12 septembre 1817-18 novembre 1819).

Présentation du contenu.

190 AP 1. Gouvion-Saint-Cyr ministre de la Guerre : lettres reçues et dossier relatif à la capitulation de Rocroi. Juillet-septembre 1815.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

191 AP

FONDS HÉRICOURT

Dates extrêmes : 1803-1832.

Importance matérielle : 1 dossier, 8 cartons (191 AP 1-14) ; 1,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (191 AP 1-7), par G. Gille, 11 p.

Notice biographique.

Pantaléon-Charles du Troussel, comte d'Héricourt (1777-1837) entra dans l'armée comme capitaine au 2^e régiment de hussards à pied en juillet 1802. De 1805 à 1808, il fit les campagnes d'Autriche, de Prusse et de Pologne. Chef de bataillon après le 30 septembre 1807, il fut appelé à l'armée d'Allemagne le 12 octobre 1808. Attaché à l'état-major du gouvernement de Dantzig, le 17 juillet 1810, il fut nommé, le 26 mars 1811, adjudant commandant en chef d'état-major général du gouvernement de Dantzig. Il servit ensuite sous les ordres de Rapp en qualité de chef de brigade (10^e corps d'armée, le 26 juin 1813). Fait prisonnier lors de la capitulation de la place, le 2 janvier 1814, il ne rentra en France qu'en septembre. Le 13 mars 1815, il fut mis à la disposition du général comte de Viomenil et le 15 avril, il fut nommé commandant du département de la Mayenne. Le 1^{er} septembre, il fut affecté au commandement du département de Tarn-et-Garonne ; le 12 novembre 1817, il fut chargé du commandement des départements du Gers, des Hautes-Pyrénées et de Tarn-et-Garonne dépendants de la 10^e région militaire. Le 21 avril 1820, on lui confia la direction de la 2^e subdivision de la 10^e division militaire (département de l'Aude). Le 23 juillet 1823, il fut nommé inspecteur général de la gendarmerie. Mis en disponibilité le 1^{er} avril 1828, il fut placé dans la réserve de l'état-major.

Présentation du contenu.

- 191 AP 1. États de services et papiers personnels. 1806-1812 et s. d.
2. Pièces diverses. 1803-1809.
3. Gouvernement de Dantzig. 1810-1814.
- 4, 8-14 Commandements d'Héricourt dans la 10^e division militaire (départements de Tarn-et-Garonne, du Gers et des Hautes-Pyrénées et de la deuxième subdivision de l'Aude). Septembre 1815-juin 1821.
5. Héricourt commandant la 3^e subdivision de la 1^e division. 6 juin 1821-7 mai 1823.
6. Héricourt, inspecteur général de la gendarmerie. 1823-1828.
7. Procès pour la succession d'un grand-oncle d'Héricourt.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

192 AP

FONDS GÉNÉRAL HEUDELET

Dates extrêmes : 1799-1815.

Importance matérielle : 1 dossier (192 AP 1) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 3 p.

Notice biographique.

Engagé volontaire à la Révolution, Étienne Heudelet (1770-1857) devint très rapidement chef de bataillon (1^{er} nivôse an II [21 décembre 1793]), adjudant général (10 vendémiaire an III [1^{er} octobre 1794]) et général de brigade (17 pluviôse an VII [5 février 1799]). Affecté le 7 ventôse an XI (26 février 1803) à la 18^e division militaire comme commandant du département de l'Aube, il fut envoyé, le 6 septembre de la même année, au camp de Bruges, à la 2^e division d'infanterie sous les ordres de Friant. En 1805, Heudelet passa à la Grande Armée et fut nommé général de division. Il fit la campagne de Prusse et de Pologne au 7^e corps. Blessé à Eylau le 8 février, il rentra en France et fut nommé commandant de la 33^e division militaire et du camp de réserve de Rennes, le 18 janvier 1808. Le 2 juillet 1808, il fut créé comte d'Empire. Il prit part aux campagnes d'Espagne, du Portugal et de Russie. La Restauration lui confia le commandement de la 18^e division militaire à Dijon, en septembre 1815, mais sa déposition au procès du maréchal Ney le plaça en état de non-activité, le 12 décembre 1815. Après la Révolution de Juillet, on lui confia le commandement en chef de la 20^e division, le 31 décembre 1831. Pair de France en octobre 1831, Heudelet fut placé dans le cadre de réserve en 1835.

Présentation du contenu.

192 AP 1. Lettres adressées par le général Paillard et le maréchal Berthier au général Heudelet. 1799-1815.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

193 AP

FONDS GÉNÉRAL HOCHÉ

Dates extrêmes : 1789-1797.

Importance matérielle : 4 dossiers (193 AP 1-4) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-2000, complétés par un don de la Bibliothèque nationale de France, 1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 9 p. ; suppl. dact., 1991, 1 p. ; suppl. dact. (193 AP 4), par S. Lacombe, [2000-2005], 1 p.

Notice biographique.

Lazare Hoche (1762-1797) s'engagea en 1784 comme soldat au régiment des gardes-françaises. Caporal le 16 juin 1789, il passa le grade de sergent le 1^{er} septembre dans la garde nationale soldée de Paris. Il prit part à la défense de Thionville puis au siège de Namur du 20 novembre au 2 décembre 1792, et enfin au siège de Maastricht. Aide de camp de Le Veneur, il fut envoyé par celui-ci à Paris pour expliquer la situation après la trahison de Dumouriez (avril-mai 1793). Le 15 mai 1793, Hoche fut nommé adjudant-chef de bataillon employé à l'armée du Nord. Chef d'état-major de Souham à Dunkerque, il devint général de brigade le 13 septembre, prit part à l'expédition contre Furnes, Nieupoort et Ostende avant d'être nommé, le 22 septembre, chef d'état-major à l'armée des Ardennes. Le 23 octobre, il fut nommé général de division et commandant en chef de l'armée de la Moselle. Sa victoire à Woerth, le 22 décembre, lui valut d'être nommé, le 25, commandant en chef des armées de la Moselle et du Rhin réunies. Le 4 août 1794, il fut nommé commandant en chef de l'armée des Côtes de Cherbourg. En février 1795, il signa avec Charrette la pacification de la Jaunaye. En juillet, il fut victorieux à Quiberon contre les émigrés. En décembre, il fut nommé commandant en chef de l'armée des Côtes de l'Océan. Il fit emprisonner Stofflet et Charrette et soumit les chouans du Morbihan en juin 1796. Le 20 juillet, le Directoire lui confia le commandement de l'armée chargée d'opérer une révolution en Irlande. Cette armée étant dissoute le 9 février 1797, il remplaça Beurnonville au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Le 18 avril 1797, il remporta la victoire de Neuwied près de Cologne. Il refusa le ministère de la Guerre et mourut de maladie, le 19 septembre 1797.

Présentation du contenu.

193 AP 1-3. Commandement de l'armée de Moselle en 1794, de l'armée des côtes de Cherbourg et de l'armée des Côtes de l'Océan du général Hoche. 1793-1797.

Suppléments (pièces diverses).

4. Pièces diverses, dont lettres et rapports de Hoche. 1789-1797.

Sources complémentaires.

Des papiers Hoche ont été microfilmés aux Archives départementales de Seine-Maritime sous la cote 1 Mi 37 à 74 et 152.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

194 AP

FONDS MARÉCHAL JOURDAN

Dates extrêmes : 1813.

Importance matérielle : 1 dossier (194 AP 1) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 4 p.

Notice biographique.

Simple soldat pendant la guerre d'Amérique, Jean-Baptiste Jourdan (1762-1833) rejoignit Dumouriez comme lieutenant des volontaires de la Haute-Vienne. Sa conduite à Jemappes et Nerwinden lui valut le grade de général (juillet 1793). Général des armées du Nord et des Ardennes, Jourdan battit le prince de Cobourg à Wattignies (16 octobre 1793) mais fut destitué en janvier 1794 pour avoir refusé de continuer les opérations en hiver. Remis à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse en mars 1794, il remporta la victoire de Fleurus (26 juin 1794), puis occupa Cologne, Coblenz et Dusseldorf. Vaincu à plusieurs reprises en 1795 et 1796, Jourdan tomba en disgrâce. Élu président du Conseil des Cinq-Cents, il fit voter la loi de 1798 sur la conscription militaire. Réélu aux Cinq-Cents, il désapprouva le coup d'État du 18 brumaire. Bonaparte ne l'en nomma pas moins maréchal de France en 1804. Attaché au roi Joseph, Jourdan fut, de 1808 à 1814, major général de l'armée française en Espagne. Wellington le battit à Vittoria, le 21 juin 1813. Jourdan se rallia aux Bourbons. Ministre des Affaires étrangères après la révolution de Juillet, il échangea son portefeuille, le 11 août 1830, contre la place de gouverneur des Invalides. Il a laissé des *Mémoires militaires de la guerre d'Espagne*.

Présentation du contenu.

194 AP 1. Opérations de la guerre d'Espagne auxquelles participa le maréchal Jourdan.
Juin-juillet 1813.

Lettre de Jourdan (au maréchal Lefebvre?), 27 décembre 1813.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

195 AP

FONDS MARÉCHAL KELLERMANN

Dates extrêmes : 1792-1815.

Importance matérielle : 3 dossiers (195 AP 1-3) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. par G. Gille, 5 p. ; suppl. dact. (195 AP 3), par S. Lacombe, [2000-2005], 1 p.

Notice biographique.

François Christophe Kellermann (1735-1820) s'engagea en 1752 comme cadet dans le régiment de Lowendahl et fit la guerre de Sept Ans comme lieutenant aux volontaires d'Alsace. Colonel en 1784, maréchal de camp en 1788, il se rallia à la Révolution. On lui confia le commandement du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Promu général de division le 19 mars 1792, il remporta la bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, sous les ordres de Dumouriez. Envoyé à l'armée des Alpes, il réprima l'insurrection de Lyon en août 1793. Arrêté comme suspect en novembre 1793, il fut libéré après le 9 thermidor et replacé dans l'armée des Alpes. Le 5 février 1798, il devint inspecteur général de cavalerie de l'armée d'Angleterre, puis membre du bureau militaire institué près du Directoire. Il fut fait maréchal en 1804, sénateur et duc de Valmy en 1808. Il commanda le 3^e corps de réserve de l'armée du Rhin en 1805, puis en 1806, l'armée entière de réserve qui couvrait toute la frontière de Bâle à Nimègue. Il commanda ensuite la réserve de l'armée d'Espagne en 1808, puis en 1809 l'armée de réserve du Rhin, et à la fin de 1813 les 2^e et 3^e divisions militaires. Rallié aux Bourbons en 1814, il siégea à la Chambre des pairs. Il vota la mort de Ney.

Présentation du contenu.

195 AP 1-2. Correspondance reçue par le maréchal Kellermann et dossier de sa sénatorerie de Molsheim. 1795-1815.

Suppléments.

3. Correspondance de Kellermann. 1792-1798.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent 29 lettres de Kellermann à Duportail (1791) sous la cote AB XIX 3955, dossier 7.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

196 AP

FONDS GÉNÉRAL KLÉBER

Dates extrêmes : 1794-1798.

Importance matérielle : 5 cartons, 1 dossier (196 AP 1-5) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille et Sandrine Lacombe, 2003, 5 p.

Notice biographique.

Fils d'un tailleur de pierres, Jean-Baptiste Kléber (1753-1800) exerça la profession d'architecte à Besançon puis à Strasbourg, sa ville natale. En 1775, il fut admis à l'Académie militaire de Munich et servit dans l'armée autrichienne jusqu'en 1785. Il rentra en Alsace pour y remplir les fonctions d'inspecteur des bâtiments publics. Il fit construire le château de Grandvillars, l'hôpital de Thann et la maison des chanoinesses de Massevaux. À la tête d'un bataillon de volontaires alsaciens en janvier 1792, il assista au siège de Mayence en 1793 et s'y distingua. Nommé chef de brigade puis général en août 1793, il combattit en Vendée et prit une part active aux victoires du Mans et de Savenay, en décembre 1793. Envoyé à l'armée du Nord, il se distingua à la bataille de Fleurus, en juin 1794. Nommé à l'armée de Sambre-et-Meuse le 28 juin 1794, il prit Maastricht en septembre et fit toutes les campagnes, jusqu'à sa démission, le 26 décembre 1796. En 1798, il suivit Bonaparte en Égypte, fut blessé à Alexandrie, remporta une victoire sur les Turcs au Mont-Thabor, en avril 1799. Nommé commandant en chef de l'armée d'Égypte lors du départ de Bonaparte pour la France le 21 août 1799, il signa avec l'amiral anglais Sidney Smith la convention d'évacuation d'El-Arich (24 janvier 1800) qui fut rompue. Il défit les Turcs à Héliopolis le 20 mars, reprit Le Caire en avril, mais fut assassiné par un Turc fanatique le 14 juin.

Présentation du contenu.

196 AP 1-4. Opérations militaires sous la Révolution (armées du Nord et de Sambre-et-Meuse) du général Kléber. 1794-1798.

Suppléments.

5. Lettre du général Bonnamy au général Kléber lui rendant compte d'une opération menée par sa cavalerie à l'armée de Sambre-et-Meuse, 30 fructidor an II (16 septembre 1794), 2 p. in-4°.

3 l.a.s. du général Dejean à Kléber, Creveld, septembre 1795.

Recueil de 39 lettres du maréchal de Beurnonville à Kléber à l'armée de Sambre-et-Meuse, 1796, 1 vol. in-folio.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

197 AP

FONDS DUC DE LA CHÂTRE

Dates extrêmes : 1791-1816.

Importance matérielle : 1 dossier (197 AP 1) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 3 p.

Notice biographique.

Claude-Louis, comte de Nançay, duc de la Châtre (1745-1824) était, au moment de la Révolution, maréchal de camp, inspecteur de cavalerie et grand bailli d'épée au bailliage de Berry. Le 27 mars 1789, il fut élu par le bailliage de Berry député de la noblesse aux états généraux. Il vota avec les intransigeants du royalisme et émigra avec le comte de Provence. À l'armée des princes, il fit la campagne de 1792 contre la France, à la tête d'une compagnie de grenadiers qu'il avait levée à Ath. Il rejoignit l'Angleterre, où il constitua en 1793 un régiment connu sous son nom, puis sous celui de « Loyal Emigrant », qui fut décimé à Quiberon. Nommé en 1814 ambassadeur à Londres, La Châtre fut promu, le 22 juin, lieutenant-général et, le 17 août, pair. Le roi le nomma ensuite l'un des premiers gentilshommes de sa Chambre, officier de la Légion d'honneur, membre du Conseil privé et ministre d'État. Une ordonnance du 21 août 1817 le créa duc.

Présentation du contenu.

197 AP 1. Armée des Princes sous l'émigration et campagnes de Claude-Louis de Nançay, duc de la Châtre. 1791-1816.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

198 AP

FONDS LA FARE

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 18 cartons (198 AP 1-18) ; 3 mètres linéaires ; supplément non coté, 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2009.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (198 AP 1 à 12), par R. Marquant, 20 p. ; suppl. dact. (198 AP 13 à 18), 2 p.

Notice biographique.

Anne-Louis-Henri duc de La Fare (1752-1829) fit ses études au collège Louis-le-Grand à Paris, après avoir été pourvu d'une abbaye, grâce à l'appui de son grand-oncle, le cardinal de Bernis. Il se décida pour l'Église et fut au collège, au séminaire et à la Sorbonne le camarade de Talleyrand. En 1778, il devint doyen de la Sainte-Chapelle, puis vicaire général de l'évêque de Dijon. En 1784, il fut nommé agent général du clergé des États de Bourgogne et en 1787 évêque de Nancy. Membre de l'assemblée des notables en 1788, il fut en 1789 élu député du clergé aux états généraux. Il émigra le 7 janvier 1791 et se réfugia en Autriche. Chargé de plusieurs missions par Louis XVIII auprès de la Cour de Vienne, il fut jusqu'en 1814 le principal agent financier chargé de payer les émigrés répandus en Europe. Ce fut lui qui négocia le mariage du duc d'Angoulême. Rentré en France avec Louis XVIII, il s'occupa de la répartition des secours aux émigrés rentrés sans ressources. En décembre 1814, il fut nommé premier aumônier de la duchesse d'Angoulême. En janvier 1816, il fut chargé de seconder l'archevêque de Reims, Monseigneur de Talleyrand-Périgord pour l'administration des affaires ecclésiastiques. Nommé archevêque de Sens en 1817, il fut créé en 1822 pair de France. Cardinal en mai 1823, il participa aux deux conclaves où furent élus Léon XII en 1823 et Pie VIII en 1829. En 1824, il fut nommé ministre d'État et membre du Conseil privé. Il présida en 1825 au sacre de Charles X et mourut à Paris le 10 décembre 1829.

Présentation du contenu.

198 AP 1-12. Cardinal de La Fare. 1778-1829.

1. Avant l'émigration : avant la nomination à Nancy et évêque de Nancy avant l'émigration. 1778-1791.

2-9. Missions sous l'émigration. 1791-1814.

10. Sous la Restauration. 1814-1829.

11-12. Affaires privées. 1778-1829.

13-18. Famille de La Fare. xv^e-xix^e s.

13-14. Louis-Joseph-Dominique de La Fare, baron de Venejan, maître de camp de cavalerie, cousin du cardinal, et la marquise, née Gabrielle Gazeau. xviii^e-xix^e s.

15. Gabriel-Anne-Henri de La Fare, autre cousin du cardinal de La Fare, et divers membres de la famille. xviii^e-xix^e s.

16. Papiers des familles alliées. XVIII^e-XIX^e s.
17-18. Papiers de terres. XV^e-XIX^e s.

Supplément non classé.

Papiers du cardinal La Fare. 1765-1829.

Sources complémentaires.

Des pièces démembrées du fonds du cardinal de La Fare sont conservées aux Archives départementales de la Vendée sous la cote 70 J.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de R. Marquant.

199 AP

FONDS LAMARQUE

Dates extrêmes : 1679-1909.

Importance matérielle : 6 cartons (199 AP 1-11) ; 0,95 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., III-34 p.

Notice biographique.

François Lamarque (1753-1839) était avocat au parlement quand, le 3 janvier 1791, il devint juge au tribunal criminel de Périgueux où il resta jusqu'au 30 août suivant. Le 10 septembre 1791, il fut élu député de la Dordogne à l'Assemblée législative. Le 6 septembre 1792, il fut envoyé par le département de la Dordogne à la Convention, où il siégea sur les bancs de la Montagne. Il vota la mort du roi. Envoyé par la Convention pour procéder à l'arrestation de Dumouriez, il fut livré par celui-ci aux Autrichiens et demeura prisonnier à la forteresse de Spielberg jusqu'à l'échange du 15 nivôse an III (4 janvier 1795). À son retour en France, il entra comme député de la Dordogne au Conseil des Cinq-Cents le 24 vendémiaire an V (16 octobre 1795). Secrétaire puis président le 1^{er} floréal an V (20 avril 1797), il se fit remarquer par ses opinions assez avancées. Élu de nouveau par la Dordogne au Conseil des Cinq-Cents le 25 germinal an VI (14 avril 1798), il en fut exclu le 22 floréal (11 mai 1798) comme jacobin. Nommé ambassadeur en Suède en prairial (juin 1798), il donna sa démission en floréal an VII (avril 1799). Il fut alors réélu au Conseil des Anciens le 25 germinal an VII (14 avril 1799). Bien qu'opposé au coup d'État du 18 brumaire, il s'y rallia ensuite, ce qui lui valut la préfecture du Tarn le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800). Il démissionna le 19 frimaire an X (10 décembre 1801). Substitut à la Cour de cassation en l'an X, il fut nommé juge le 22 thermidor an XII (10 août 1803). Entre temps, il avait été nommé membre de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII (14 juin 1804), le titre de chevalier d'Empire lui fut attribué le 27 juillet 1808. Pendant les Cent-Jours, il présida le collège électoral de la Dordogne. Lors de la seconde Restauration, il fut atteint par la loi du 12 janvier 1816 et exilé en Suisse. Il regagna la France en 1819 et mourut à Montpon (Dordogne), le 13 mai 1839.

Présentation du contenu.

- 199 AP 1. Papiers personnels de François Lamarque. 1793-1831.
2. Correspondance active. 1790-1839.
- 3-5. Correspondance passive. 1788-1835.
- 6-7. Œuvres diverses. Ans V-VII (septembre 1796-septembre 1799) et s. d.
8. Biens de Lamarque. 1792-1839.
- 9-10. Papiers de la famille Lamarque et de familles alliées. 1679, 1753-1909.
11. Objets divers ayant appartenu à François Lamarque. An V-14 juillet 1800.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé.

200 AP

FONDS FRANÇOIS LAMBERT

Dates extrêmes : 1792-1816.

Importance matérielle : 4 dossiers (200 AP 1-4) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 6 p.

Notice biographique.

Nommé commissaire de guerre le 27 mai 1793, François Lambert (1755-1837) fut d'abord affecté à la 12^e division (Ardennes), puis à la 8^e division (Var et Bouches-du-Rhône). En février 1796, il fut nommé commissaire-ordonnateur à l'armée d'Angleterre et le 6 avril 1798 à l'armée d'Italie. En octobre 1802, il fut nommé inspecteur aux revues, d'abord dans la 21^e division militaire. En novembre 1809, il rejoignit l'armée d'Espagne en qualité d'intendant général. En avril 1810, il fut nommé intendant général de l'armée du Portugal. Pendant les Cent-Jours, Napoléon le désigna pour être attaché au grand quartier général de l'armée en qualité d'inspecteur en chef aux revues. En mai 1816, Lambert fut mis à la retraite.

Historique de la conservation.

Le carton 200 AP 2 était auparavant classé en série AB XIX, 3194, dossier 4.

Présentation du contenu.

- 200 AP 1. Papiers personnels de François Lambert. 1792-1816.
2. Lambert commissaire ordonnateur : échange de prisonniers entre la France et l'Angleterre. novembre 1799.
3. Négociation pour l'exécution du traité du 12 juillet 1806 (remise des pays dévolus au prince primat Dalberg) menée par Lambert, commissaire général. Juillet-septembre 1806.
4. Correspondance passive. 1806-1807.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

201 AP

FONDS LAW DE LAURISTON

Dates extrêmes : 1737-1847.

Importance matérielle : 3 cartons (201 AP 1-6) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la comtesse de Vienne, 1957, complété par des achats, 1975-1984.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (201 AP 1 à 4), par G. Gille, 8 p. ; suppl. dact. (201 AP 5 et 6), 5 p.

Notice biographique.

Neveu du financier écossais John Law (1671-1729), Jacques-François Law de Lauriston, comte de Tancarville, naquit le 20 janvier 1724. Les services qu'il rendit à la compagnie des Indes le firent nommer colonel en 1765. Il fut reçu, en 1766, major général et commandant des troupes du roi aux Indes. On le créa brigadier d'infanterie, le 16 avril 1767, et maréchal de camp, le 1^{er} avril 1780. La date de sa mort n'est pas connue. Il avait été fait chevalier de Saint-Louis.

Entré en 1784 à l'École militaire, son fils, Jacques-Alexandre-Bernard Law de Lauriston (1768-1828), devint capitaine en 1791 et chef de brigade d'artillerie en 1795. Aide de camp du Premier Consul, il le suivit en Italie, assista à la bataille de Marengo et se vit ensuite confier la réorganisation du premier régiment d'artillerie. En 1801, chargé d'une mission diplomatique à Copenhague, Lauriston prit part à la défense de la place contre la flotte anglaise. Général de division en 1805, il fit la campagne d'Austerlitz, prit Raguse en 1807, et se distingua en 1809 à Raab et Wagram. Il fut nommé gouverneur général de Venise le 19 décembre 1807, aide de camp de l'Empereur à l'armée d'Allemagne en 1809. En 1813, il fut fait prisonnier à Leipzig. Il se rallia aux Bourbons et devint successivement pair de France (1815), marquis (1817), ministre de la Maison du roi (1821-1824), maréchal de France (1823). Il fit partie de l'expédition d'Espagne en 1823 et s'empara de Pampelune.

Présentation du contenu.

201 AP 1-4. Expédition de Toulon en 1804-1805 et missions de Jacques-Alexandre-Bernard Law de Lauriston. 1787-1822.

5-6. Succession de Law. 1737.

Le maréchal de camp Jacques-François Law de Lauriston, brigadier des armées du roi à Pondichéry. 1778-1792.

Jacques-Alexandre-Bernard de Lauriston : papiers personnels, gouvernement de Venise et campagne d'Allemagne, écrits sur le maréchal. 1787-1839.

Documents sans lien avec le fonds : note sur le naufrage de La Pérouse, s. d., et 1 l. du maréchal duc de Raguse, 25 septembre 1847.

Bibliographie.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 72.

202 AP

FONDS GÉNÉRAL LECOUBE

Dates extrêmes : 1799-1815.

Importance matérielle : 1 dossier (202 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 4 p.

Notice biographique.

Claude Jacques Lecourbe (1759-1815) s'engagea dans un régiment d'Aquitaine en 1777, qu'il quitta en 1785. Il fut élu en 1789 commandant de la garde nationale de Ruffey, et il ne tarda pas à rejoindre l'armée du Haut-Rhin à la tête d'un bataillon du Jura. Après avoir fait la campagne de 1792 à l'armée du Rhin, il passa à l'armée du Nord, fut envoyé en frimaire an II (novembre-décembre 1793) en Vendée. Passé à l'armée de la Moselle, il se distingua à Fleurus, s'empara de Namur et occupa les environs de Nimègue. Le 25 prairial an III (13 juin 1795), il fut promu général de brigade et attaché à l'armée de Sambre-et-Meuse puis à l'armée du Rhin. En l'an VI, il fut envoyé successivement à l'armée de Mayence et à l'armée d'Angleterre. Général de division le 17 pluviôse an VII (5 février 1799), il fut chargé à l'armée du Danube des opérations dans l'Engadine et la Valteline. Moreau, en floréal an VIII (avril-mai 1800), confia à Lecourbe l'aile droite de l'armée du Rhin. Lecourbe remporta alors plusieurs victoires et participa à celle d'Höchstädt. Nommé inspecteur général d'infanterie le 5 thermidor an IX (24 juillet 1801), il fut fait membre de la Légion d'honneur le 19 frimaire an XII (11 décembre 1803). Sa disgrâce commença le 14 fructidor de la même année (1^{er} septembre 1804) lors du procès de Moreau. Il ne fut remis en activité qu'au retour des Bourbons, comme inspecteur général d'infanterie dans les 6^e et 18^e divisions militaires. Au retour de l'île d'Elbe, il refusa d'abord de se rallier à l'Empereur puis s'offrit pour défendre la France menacée. Il reçut le commandement de la 18^e division puis du corps d'observation du Jura, fut nommé pair des Cent-Jours et créé comte d'Empire. Il fut mis à la retraite le 4 septembre 1815 et mourut peu après.

Présentation du contenu.

202 AP 1. Correspondance passive et éloge funèbre du général Lecourbe. 1799-1815.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

203 AP

FONDS MARÉCHAL LEFEBVRE

Dates extrêmes : 1794-1809.

Importance matérielle : 3 cartons (203 AP 1-7) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (203 AP 1 à 3), par G. Gille, 10 p. ; suppl. dact. (203 AP 4 à 7), 1 p. ; suppl. dact. (203 AP 8), par S. Lacombe, [2000-2005], 1 p.

Notice biographique.

Entré dans les gardes françaises en 1773, puis dans la garde nationale parisienne au début de la Révolution, François Joseph Lefebvre (1755-1820) fut nommé général de division en 1794, sur proposition de Hoche. Dès lors, il commanda presque continuellement les avant-garde aux armées du Rhin-et-Moselle, Sambre-et-Meuse et Danube. Lefebvre fit la campagne de 1796 sous les ordres de Jourdan à l'armée de Sambre-et-Meuse. Après la mort de Hoche (17 septembre 1797), Lefebvre prit le commandement provisoire de l'armée de Sambre-et-Meuse. À l'armée du Danube en 1799, il servit sous les ordres de Jourdan et fut grièvement blessé à Stockoch. Nommé commandant de la division militaire de Paris, le 13 août 1799, il apporta son appui à Bonaparte pour le coup d'État du 18 brumaire an VIII, devint sénateur (1^{er} avril 1800), maréchal d'Empire (1804) et participa aux différentes campagnes de l'Empire. Il contribua à la victoire d'Iéna (1806), assiégea Dantzig (1807 ; la place tomba, ce qui lui valut le titre de duc de Dantzig), prit part aux guerres d'Espagne, d'Autriche, de Russie et à la campagne de France. Rallié en 1814 aux Bourbons qui l'élevèrent à la pairie, puis à Napoléon aux Cent-Jours, il ne fut réintégré dans la Chambre des pairs qu'en 1819.

Présentation du contenu.

- 203 AP 1. Journal de campagne du maréchal Lefebvre : comptes rendus des opérations militaires des armées de Moselle, Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle et de Rhin-et-d'Allemagne. 5 ventôse an II-11 germinal an VIII (23 février 1794-1^{er} avril 1800).
2. Registres de copies de lettres envoyées par Lefebvre. 1799-an VIII.
3. Correspondance reçue par Lefebvre. 1791-1809.
- 4-7. Correspondance militaire des armées du Rhin et Moselle, de Sambre-et-Meuse : registres de copies de lettres reçues et envoyées. 12 fructidor an II-16 messidor an VI (29 août 1794-4 juillet 1797).

Supplément.

8. Lettres adressées à Lefebvre. 1794-1798.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

204 AP

FONDS MARET DE BASSANO

Dates extrêmes : 1796-1828, 1867.

Importance matérielle : 1 dossier (204 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1992.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille et Sandrine Lacombe, vers 1961-2003, 5 p.

Notice biographique.

Avocat au parlement de Bourgogne, Hugues Maret (1763-1839) vint à Paris en 1788 pour acheter une charge au Conseil du roi. Intéressé par le mouvement révolutionnaire, il assista aux séances de la Constituante et en publia un résumé dans le *Bulletin de l'Assemblée*. Panckouke lui demanda de transférer son travail dans le *Moniteur*, ce fut l'origine du *Journal officiel*. Maret fit partie des Jacobins puis contribua à la fondation du Club des Feuillants. En juillet 1793, il fut nommé ambassadeur à Naples. Arrêté en Piémont par les Autrichiens, il fut compris dans l'échange de la fille de Louis XVI. Il devint secrétaire de Bonaparte au retour de la campagne d'Égypte, et après le 18 brumaire, secrétaire général des consuls. À partir de l'an X, il cumula les fonctions de secrétaire d'État et de chef du cabinet. Maret suivit Napoléon en Allemagne et en Pologne, prit part à la rédaction des traités de Vienne et de Presbourg et aux conférences de Tilsitt, d'Erfurt et de Bayonne. Créé comte d'Empire le 3 mai 1809, il était duc de Bassano le 15 août de la même année. Nommé le 17 avril 1811 ministre des Affaires étrangères, il fut chargé, au moment de la rupture avec la Russie, de négocier avec la Prusse et l'Autriche un traité d'alliance offensive. Le 19 novembre 1813, il perdit son portefeuille mais resta auprès de Napoléon I^{er} qu'il ne quitta qu'à Fontainebleau. Il reprit pendant les Cent-Jours ses fonctions de ministre d'État, fut nommé pair de France le 2 juin 1815 et demeura auprès de l'Empereur jusqu'à la seconde abdication. Expulsé lors du retour à Gand, il se retira à Lintz puis à Gratz. Il ne revint à Paris qu'en 1820 et ne reprit une activité politique qu'après la révolution de 1830. Louis-Philippe le nomma pair de France le 19 novembre 1831. En 1834, il devint ministre président du Conseil mais dut démissionner au bout de trois jours. Il se retira de la vie politique et mourut le 13 mai 1839 à Paris.

Présentation du contenu.

204 AP 1. Correspondance échangée par Maret avec Sémonville. Surveillance par la police des ambassades étrangères de 1811 à 1813, ordonnée par Maret, ministre des Affaires étrangères. Journal de Maret. 1796-1828, 1867.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent également le fonds Fain (231 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

205 AP

FONDS GÉNÉRAL MARTEL

Dates extrêmes : 1797-1846.

Importance matérielle : 1 dossier (205 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 16 p.

Notice biographique.

Lieutenant au 4^e bataillon de volontaires de l'Isère, Philippe-André Martel (1771-1849) servit en Savoie en 1792, à l'armée des Alpes en 1793, puis devant Toulon, à l'armée d'Italie, de 1794 à 1799. Fait prisonnier de guerre à Turin le 21 juin 1799 et emmené en Autriche, il recouvra sa liberté le 6 mars 1801. Aide de camp du général Fiorella, le 10 juillet suivant, il passa avec lui au service du royaume d'Italie. Chef d'escadrons en 1804, il fut chef d'état-major de la division Fiorella pendant la campagne d'Italie de 1805, servit en Dalmatie comme chef d'état-major de Lauriston, puis de Clauzel, de 1806 à 1808. Chef d'état-major de la division Serevoli à l'armée d'Italie en 1809, puis de la 1^e division militaire du royaume d'Italie à Milan, fin 1810, il fut envoyé en Espagne en 1811. Général de brigade le 11 juillet de la même année, il fut rappelé en Italie. Commandant de brigade au 4^e corps de la Grande Armée en Allemagne en 1813, il servit à Lutzen, Bautzen et Leipzig. Baron d'Empire en octobre 1813, fut fait prisonnier pendant la campagne de Russie, et il ne revint en France qu'en juillet 1814. Maréchal de camp au service de France, le 30 décembre 1814, il rentra dans ses foyers en non-activité. Il reprit du service pendant les Cent-Jours, mais fut définitivement placé en non-activité le 1^{er} août 1815.

Présentation du contenu.

205 AP 1. Général Philippe-André Martel : campagnes de la Révolution et commandements à l'armée d'Italie et pendant les Cent-Jours. 1797-1814.

Colonel Alexis Martel, frère du général : états de services, décorations, minute de lettre au général Charpentier. 1815-1846.

Bibliographie.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 160.

206 AP

FONDS MARÉCHAL OUDINOT

Dates extrêmes : 1813-1855.

Importance matérielle : 1 dossier (206 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 7 p.

Notice biographique.

Charles-Nicolas Oudinot (1765-1847) s'engagea en 1783 au régiment de Médoc et y demeura jusqu'en avril 1787. Entré dans la Garde nationale en juillet 1789, il participa, de 1792 à 1794, aux campagnes des armées de Rhin-et-Moselle. Blessé à Haguenau en décembre 1793, il assista aux batailles de Kaiserslautern et de Morlautern (mai 1794) où sa brillante conduite lui valut le titre provisoire de général de brigade. Blessé à Trèves le 6 août 1795, laissé pour mort devant Mannheim en octobre, il fut fait prisonnier et échangé après trois mois de captivité. Il commanda en 1797 une brigade de l'armée d'Angleterre puis, en 1799, une brigade de l'armée d'Helvétie. Le 12 avril 1799, il fut promu général de division. Chef d'état-major de Masséna, il contribua aux victoires de Zurich et de Marengo. Le 18 décembre 1801, il fut nommé inspecteur général de la cavalerie, fut élu député du Corps législatif le 29 novembre 1803 et fit les campagnes de 1805. Comte d'Empire le 2 juillet 1808, il prit part à la campagne du Danube en 1809. Il fut fait maréchal de France le 12 juillet 1810, créé duc de Reggio le 4 avril 1810. Il participa à la campagne de Russie, et aussi aux campagnes de 1813 et 1814, en qualité de commandant du 12^e corps de la Grande Armée puis des 4^e, 7^e et 12^e corps. Il fut nommé par Louis XVIII ministre d'État, pair de France et gouverneur de la 3^e division militaire (Metz). Lors des Cent-Jours, il chercha à s'opposer à la marche de Napoléon sur Paris. Exilé par l'Empereur, il fut, au retour de Gand, l'un des majors généraux de la garde royale (8 septembre 1815), membre du conseil privé (19 septembre), commandant de la garde nationale de Paris (9 octobre), puis gouverneur de la 3^e division de Madrid. Après la révolution de 1830, il se retira dans ses terres. Nommé chancelier de la Légion d'honneur le 17 mai 1839, il participa à la tête des maréchaux à la cérémonie du retour des cendres de l'Empereur en 1840 et devint gouverneur des Invalides le 21 octobre 1842. Il mourut à Paris le 13 septembre 1847.

Présentation du contenu.

- 206 AP 1. Registre des copies de lettres et des rapports envoyés par Oudinot, commandant le 12^e corps de la Grande Armée. 24 avril-août 1813.
Pièces diverses. 1815-1816, 1830, 1855.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de G. Gille.

207 AP

FONDS GÉNÉRAL PICHEGRU

Dates extrêmes : 1794-1823.

Importance matérielle : 3 dossiers (207 AP 1-3) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 9 p.

Notice biographique.

Jean-Charles Pichegru (1761-1804) s'engagea en 1783 au 1^{er} régiment d'artillerie à pied où il devint rapidement adjudant. En 1789, il adopta les principes de la Révolution puis alla, à la tête du bataillon du Gard, rejoindre l'armée du Rhin. Capitaine d'artillerie le 23 mars 1793, il fut envoyé à l'armée du Nord et nommé général de brigade, le 22 août 1793. Le 4 octobre 1793, il fut nommé général de division. Il seconda Hoche et contribua aux victoires de Wissembourg, Spire et Worms. Après l'arrestation de Hoche, il obtint le commandement de l'armée du Nord, le 7 février 1794, puis remplaça Michaud à la tête de l'armée du Rhin, le 31 mars 1795. Rallié à la cause royaliste, il perdit son commandement en 1796, puis fut élu au Conseil des Cinq-Cents en 1797. Déporté en Guyane après le 18 fructidor, il s'évada en juin 1798, gagna l'Angleterre et revint secrètement en France en février 1804. Préparant un complot avec Cadoudal contre le Premier Consul, il fut dénoncé, arrêté et trouvé étranglé dans sa cellule le 6 avril 1804.

Historique de la conservation.

Les épaves qui constituent ce fonds ont toutes appartenu à la collection du Docteur Lucien Graux.

Présentation du contenu.

- 207 AP 1. Pichegru commandant à l'armée du Nord. 1794-1795
2. Pichegru à Sinnamary (Guyane). Octobre 1797-juin 1798.
3. Pièces diverses. S. d. et 1823.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

208 AP

FONDS GÉNÉRAL FALQUET DE PLANTA

Dates extrêmes : 1791-1830.

Importance matérielle : 1 carton (208 AP 1-7) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1960-1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1962, 10 p.

Notice biographique.

Bernard-Sébastien-Henry Falquet de Planta (1770-1839) commença sa carrière militaire comme capitaine au 3^e bataillon de l'Isère, le 25 novembre 1791. Le 1^{er} juin 1793, il fut nommé chef du 3^e bataillon des côtes maritimes. Le 28 mars 1796, il devint chef de bataillon de la 21^e demi-brigade. Nommé provisoirement général de brigade des troupes de la République romaine le 15 juin 1798, il fut nommé ministre de la Guerre de la République romaine, le 15 juin 1799. En 1800, il commanda l'avant-garde puis fut affecté à l'état-major de l'aile gauche d'Italie. Créé général au titre de la République romaine le 27 juin 1800 (après Marengo), il démissionna le 20 juin 1804 et n'eut plus d'activité jusqu'à la fin de l'Empire. Sous la Restauration, il fut lieutenant du roi à Ajaccio puis à Briançon. Il prit sa retraite en 1834.

Présentation du contenu.

208 AP 1-7. Commandements du général Falquet de Planta à l'armée d'Italie. 1791-1805.
Pièces diverses. 1791-1799, 1830.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

209 AP

FONDS GÉNÉRAL QUANTIN

Dates extrêmes : 1798-1811.

Importance matérielle : 2 cartons (209 AP 1-3) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1953-1958, 2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 7 p.

Notice biographique.

Pierre Quantin (1759-1824) servit dans la marine française puis, de 1777 à 1783, dans la marine américaine. En janvier 1792, il était lieutenant au 3^e bataillon de volontaires du Calvados. Il franchit rapidement les grades et en juin 1795, il fut nommé chef d'état-major par intérim de l'armée des côtes de Brest. Le 1^{er} janvier 1796, il fut créé général de brigade et il commanda le département du Morbihan. Le 15 juin 1798, on lui confia le commandement de la 9^e division militaire puis, le 24 juillet, celui de la 8^e. Il fut employé à Brest en février 1800, puis en février 1801 à l'armée de l'Ouest comme commandant de Belle-Ile-en-mer. Après avoir exercé différents commandements à Saint-Domingue, de mars 1802 à mai 1803, il reprit son commandement de Belle-Ile-en-mer, le 31 décembre 1803. Il prit sa retraite le 12 avril 1811.

Présentation du contenu.

209 AP 1-3. Commandement par le général Pierre Quantin des 8^e et 9^e divisions militaires et gouvernement de Belle-Ile. 1798-1811.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

210 AP

FONDS JEAN-FRANÇOIS REUBELL

Dates extrêmes : 1795-1806.

Importance matérielle : 3 dossiers (210 AP 1-3) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, mai 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 7 p.

Notice biographique.

Jean-François Reubell ou Rewbell (1747-1807) fut avocat au Conseil souverain d'Alsace. En 1789, il était bâtonnier. Élu député du tiers état aux états généraux pour les bailliages de Colmar et de Schlestadt, il se fit remarquer, à la Constituante, par son opposition à l'Ancien Régime. Procureur syndic du Haut-Rhin, secrétaire général du même département, il fut envoyé par ce département à la Convention, le 3 septembre 1792. Il pressa le procès de Louis XVI puis fut envoyé en mission à l'armée de Mayence. Après le 9 thermidor, il contribua à la fermeture du club des Jacobins. Le 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795), il entra au Conseil des Cinq-Cents comme député du Haut-Rhin. Il devint secrétaire de l'Assemblée, et fut, le 1^{er} novembre 1795, choisi par le Conseil des Anciens comme l'un des membres du Directoire exécutif. Le Directoire l'ayant choisi pour président, il remplit cette fonction jusqu'en l'an VII. Le 23 germinal an VII (12 avril 1799), il fut élu membre du Conseil des Anciens. Le coup d'État du 18 brumaire le rendit à la vie privée.

Présentation du contenu.

210 AP 1-3. Dossiers et correspondance politique et privée du ministre Reubell. 1795-1806.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

211 AP

FONDS REYNIER

Dates extrêmes : 1806-1822.

Importance matérielle : 2 dossiers (211 AP 1-2) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 12 p.

Notice biographique.

D'origine suisse, fils de médecin, Jean-Louis-Antoine Reynier (1762-1824) s'adonna à l'étude de la botanique. En 1784, il fit un voyage à Paris pour parfaire ses études puis alla s'établir à Garchy, dans la Nièvre. Il participa à l'expédition d'Égypte. De retour en France, il fut appelé à Naples où il fut chargé comme commissaire royal de rétablir l'ordre dans la Calabre. Il fut nommé au Conseil d'État avec la surintendance générale des postes. Ses connaissances rurales et botaniques le firent appeler à la direction générale des forêts du royaume de Naples. À la chute de Murat, il regagna le canton de Vaud où il poursuivit ses études scientifiques de conservateur des antiquités du canton et intendant des postes cantonales.

Son frère Jean-Louis-Ebénézer Reynier (1771-1814), vint à Paris pour étudier à l'École des ponts et chaussées. Volontaire de 1792, il servit à Jemmapes, puis dans la conquête de la Hollande. Promu général de brigade le 13 janvier 1795, il passa, le 14 mars 1796, à l'armée de Rhin-et-Moselle comme chef d'état-major de Moreau. Le 1^{er} novembre, il fut nommé général de division tout en conservant ses fonctions de chef d'état-major. Il s'illustra en Égypte mais se brouilla, après le départ de Bonaparte, avec le général Menou qui le fit arrêter à Alexandrie par le général Destaing. Renvoyé en France sans commandement en juin 1801, Reynier publia un ouvrage sur Menou (ouvrage saisi) et tua en duel Destaing. Exilé, il passa en Italie en 1803 sous Gouvion-Saint-Cyr puis Masséna, qu'il remplaça à la tête de l'armée française, le 12 janvier 1807. Ministre de la Guerre du royaume de Naples, il fut appelé à la Grande Armée en 1809. Il servit en Autriche en 1809, au Portugal et en Espagne en 1810-1811, en Russie en 1812, puis en Saxe en 1813. Fait prisonnier à Leipzig en octobre 1813, il ne rentra en France que le 12 février 1814 et mourut peu après.

Présentation du contenu.

- 211 AP 1. Activités du conseiller d'État Jean-Louis-Antoine Reynier, directeur général des forêts du royaume de Naples. 1806-1822.
2. Récits des campagnes en Italie de Jean-Louis-Ebénézer Reynier, ministre de la Guerre du royaume de Naples. 1807-1808.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, dans le fonds Murat (31 AP 19, dossier 281), deux lettres du général Reynier à Murat (17 décembre 1812) et à Berthier (2 janvier 1813).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.
TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 644-645.

212 AP

FONDS ANTOINE-CHRISTOPHE SALICETI

Dates extrêmes : 1794-1800.

Importance matérielle : 1 dossier (212 AP 1) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1985.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 4 p.

Notice biographique.

Originaire de Saliceto (Corse), Antoine-Christophe Saliceti (1757-1809) était avocat en Corse en 1789. Député du Tiers aux états généraux, il se manifesta par des opinions assez avancées et contribua le 30 décembre 1789 à faire décréter l'annexion définitive de la Corse. Envoyé à la Convention par la Corse, il retourna dans son île pour combattre les Anglais mais dut se réfugier en Provence et participa aux opérations entre Marseille et Toulon. En 1795, il fut envoyé par le Directoire en Italie auprès de Bonaparte. La même année, il organisa la Corse en deux départements : le Golo et le Liamone. Le 21 germinal an V (10 avril 1797), il fut élu député de la Corse au Conseil des Cinq-Cents. Après le 18 brumaire, le Premier Consul lui confia diverses missions en Corse, en Toscane puis à Gênes. En 1806, Joseph Bonaparte, roi de Naples, en fit son ministre de la Police générale, poste qu'il quitta lorsque Murat succéda à Joseph en 1809. Napoléon le nomma aussitôt membre de la Consulta qui devait prendre possession de Rome. Lorsque l'armée anglo-sicilienne débarqua en Calabre, Saliceti retourna à Naples, menacé par l'ennemi. Il y mourut subitement, empoisonné, pense-t-on, à la suite d'un dîner que lui avait offert le préfet, le Génois A. Maghella.

Présentation du contenu.

212 AP 1. Correspondance active et passive de Saliceti, député de la Corse et ministre de la Police générale de Joseph Bonaparte à Naples. 1794-1800.

Sources complémentaires.

Des lettres de Saliceti (1798-1803), provenant d'un don en 1967, sont conservées aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XIX 3569, dossier 4.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

213 AP

FONDS GÉNÉRAL SCHÉRER

Dates extrêmes : 1795-1799.

Importance matérielle : 1 dossier (213 AP 1) ; 0,025 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille et Sandrine Lacombe, 2003, 3 p.

Notice biographique.

Cadet des troupes autrichiennes en 1760, admis au service de la France en 1780, puis de la Hollande en 1785, Barthélemy-Louis-Joseph Schérer (1747-1804) revint dans l'armée française avec le grade de capitaine en 1792. Il fut promu général de brigade en 1793, puis de division en 1794. En brumaire an III (octobre 1794), il fut nommé général en chef de l'armée des Alpes. Il fut ensuite placé à la tête de l'armée des Pyrénées-Orientales puis de l'armée d'Italie en 1795. Destitué par le Directoire le 23 février 1796 et remplacé par Bonaparte, il fut ministre de la Guerre du 7 thermidor an V (23 juillet 1797) au 3 ventôse an VII (21 février 1799), puis il reprit le commandement de l'armée d'Italie. Par la suite, il ne joua plus aucun rôle militaire.

Présentation du contenu.

213 AP 1. Schérer, général en chef de l'armée des Pyrénées et ministre de la Guerre. 4 juin 1795-29 novembre 1799.

Sources complémentaires.

Le Service historique de l'armée de terre conserve sous la cote 1 K 4 des lettres à Schérer pendant la campagne d'Italie.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 737.

214 AP

FONDS COURBOULIN

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 10 cartons (214 AP 1-10) ; 1,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Courboulin, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1971, 18 p.

Notice biographique.

Les Courboulin, les Charbonneaud et leurs ancêtres, les Séguin, Garnier et Buisson, étaient des familles de médecins, de notaires et d'avocats curieux de généalogie et d'histoire, qui vécurent dans trois petites villes du nord de la Bourgogne, Semur, Flavigny et Vézelay.

Après avoir fait les campagnes de la Révolution, le capitaine Jean-Pierre Charbonneaud (1754-1816), devint conseiller municipal de Semur et commandant de la Garde nationale locale. De son mariage avec Marie-Jeanne Séguin (1769-1855), il eut un fils, Auguste-Pierre-Olivier Charbonneaud (1804-1872), percepteur à Vézelay (1832-1854), qui épousa une lointaine parente du ministre Eugène Flandin. Le fils d'Auguste-Pierre-Olivier, Joseph Charbonneaud, dit José Bussac (1856-1912), fit une carrière d'artiste lyrique – sa carrière fut marquée en 1887 par l'incendie de l'Opéra-Comique – et il finit directeur de théâtre.

A la fin de l'Ancien Régime, l'oncle maternel de Marie-Jeanne Séguin-Charbonneaud, Louis-Claude-Alexandre Buisson dit l'abbé Buisson (1738-1788), fut lecteur du premier Dauphin, fils de Louis XVI.

Un lointain cousin des Charbonneaud, Ferdinand Wargnien, avocat et politicien à Lormes (Nièvre) édita en 1842 les poésies d'un menuisier de Nevers, Adam Billault.

Historique de la conservation.

L'essentiel du fonds se compose de documents et de souvenirs de famille réunis par Marie Charbonneaud, épouse d'Alexis Courboulin (1819-1877) pour accompagner les *Souvenirs* manuscrits que lui avait dictés en 1851 sa grand-mère, Marie-Jeanne Séguin-Charbonneaud, et pour compléter des papiers de famille que son fils, le colonel Courboulin, mit par la suite en ordre.

Présentation du contenu.

- 214 AP 1-7. Familles bourguignonnes Courboulin, Séguin et Charbonneaud, notamment Jean-Pierre Charbonneaud, sa femme Marie-Jeanne née Séguin, son fils Auguste-Pierre-Olivier et son petit-fils, Joseph (incendie de l'Opéra-Comique en 1887). xvii^e-xix^e siècles.
8. Abbé Buisson, lecteur du Dauphin. 1753-1788.
9. Histoire de Vézelay. 1777-1860.

10. Poésies d'Adam Billault, menuisier à Nevers. 1841-1842.

Sources complémentaires.

Les objets maçonniques et effets militaires du capitaine Jean-Pierre Charbonneaud sont conservés au musée de l'Histoire de France sous la cote AE VI^a 215.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

215 AP

FONDS TALLEYRAND

Dates extrêmes : 1796-1836.

Importance matérielle : 1 carton (215 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1991, complétés par un don de Monsieur Kaufmann, 1961, et le legs Dauvergne, 19 juillet 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num très détaillé dact., par G. Gille et N. Gastaldi, 1961-1991, 6 p.

Notice biographique.

Destiné par sa famille à l'état ecclésiastique, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (1754-1838) devint en 1780 agent général du clergé de France et en 1788 évêque d'Autun. Membre de l'Assemblée des notables, il devint député de son diocèse aux états généraux. Partisan de la Révolution, il célébra, le 14 juillet 1790, la messe au Champ-de-Mars lors de la Fête de la Fédération, prêta serment à la Constitution civile du clergé, se démit de son évêché et sacra les évêques constitutionnels de l'Aisne et du Finistère, ce qui lui valut l'excommunication. Envoyé à Londres sous la Législative pour diverses missions, puis expulsé d'Angleterre, il partit en février 1794 pour les États-Unis, gagna ensuite Hambourg et Amsterdam. Un décret de la Convention du 4 septembre 1795 lui permit de rentrer en France. Ministre des Relations extérieures du 15 juillet 1797 au 28 juillet 1799, il reprit son portefeuille après le coup d'État du 18 brumaire et ne le quitta que le 9 août 1807. Lors de la signature du Concordat, Pie VII leva l'excommunication prononcée contre lui et lui remit un bref de sécularisation qui lui permit d'épouser Madame Grand. Négociateur à Lunéville, Amiens, Presbourg, Tilsitt, Talleyrand fut fait grand chambellan en 1804 et prince de Bénévent en 1806. Tombé en disgrâce, il contribua au retour des Bourbons et fut, lors du retour de Louis XVIII, nommé ministre des Affaires étrangères et envoyé au Congrès de Vienne pour négocier avec les alliés. Il refusa toute fonction pendant les Cent-Jours. Il reprit son portefeuille le 9 juillet 1815 mais l'abandonna le 28 septembre pour la place de grand chambellan. Il joua un rôle fort secondaire sous la Restauration. Nommé ambassadeur à Londres en septembre 1830, il négocia une alliance franco-anglaise. Rappelé sur sa demande en novembre 1834, il mourut à Paris le 17 mai 1838.

Présentation du contenu.

215 AP 1. Épaves des papiers de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord. 1796-1836.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des copies de papiers de Talleyrand sous la cote AB XIX 4200, dossier 4.

Des copies avaient été effectuées en 1936 par le docteur Hans Huth, des archives du prince de Talleyrand, au château de Sagan. Ces documents peuvent être consultés à la division des Manuscrits de la Librairie du Congrès à Washington.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique très détaillé de G. Gille et N. Gastaldi.

216 AP

FONDS COMTE THIBAUDEAU

Dates extrêmes : 1797-1822.

Importance matérielle : 2 cartons (216 AP 1-3) ; 0,18 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1961, 5 p.

Notice biographique.

Député à la Convention, Antoine-Clair Thibaudeau (1765-1854) vota la mort du roi et fut envoyé en mission, en mai 1793, à l'armée des côtes de La Rochelle. Sous la Terreur, il travailla dans les comités et collabora à la création du Musée des Arts du Louvre et à l'organisation du Muséum d'histoire naturelle. Élu le 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795) député au Conseil des Cinq-Cents par trente-deux départements, il choisit de représenter la Vienne. Au 18 brumaire, il prit le parti de Bonaparte, ce qui lui valut le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800), la préfecture de la Gironde, et le 3 floréal an XI (23 avril 1803), celle des Bouches-du-Rhône. Il fut fait comte le 20 août 1809 et resta à Marseille jusqu'au retour des Bourbons. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé commissaire dans la 6^e division militaire. Exilé par ordonnance du 24 juillet 1816, il séjourna à Vienne (1819) et Bruxelles (1823). La révolution de 1830 lui permit de rentrer en France. En 1852, il fut un des premiers membres du nouveau Sénat.

Présentation du contenu.

216 AP 1-2. Correspondance adressée à Antoine-Clair Thibaudeau, député et préfet. 1797-1822.

216 AP 3. Notes autographes d'Antoine-Clair Thibaudeau. S. d.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

217 AP

FONDS MARÉCHAL VICTOR

Dates extrêmes : 1797, 1807, 1808.

Importance matérielle : 1 dossier (217 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille et Sandrine Lacombe, 2003, 3 p.

Notice biographique.

Claude Victor Perrin, dit Victor (1764-1841) servit dans l'artillerie de 1781 à 1791. En octobre 1791, il s'engagea au 3^e bataillon de volontaires de la Drôme et fut promu général de brigade en décembre 1793. Il passa en 1796 à l'armée d'Italie, dont il fut nommé commandant de la réserve mixte, le 30 décembre. Le 8 mars 1797, le Directoire lui confia le commandement de la 8^e division de l'armée d'Italie, puis, le 9 novembre, celui de la 4^e division. Le 12 janvier 1798, il fut affecté à l'armée d'Angleterre sous Kléber. Il poursuivit son activité à l'armée de réserve et en Batavie (1800). Le 19 février 1805, il fut envoyé au Danemark comme ministre plénipotentiaire. Il fit les campagnes de 1806-1807 (il gagna son bâton de maréchal à Friedland), puis la guerre d'Espagne, et enfin les campagnes de Russie et d'Allemagne (1812-1813). Il accueillit avec empressement l'arrivée des Bourbons et pendant les Cent-Jours il alla rejoindre Louis XVIII à Gand. Celui-ci le nomma pair et général de la Garde en 1815, puis ministre de la Guerre (14 décembre 1821-19 octobre 1823). Victor a laissé des *Mémoires* dont quelques extraits ont été publiés en 1846.

Présentation du contenu.

217 AP 1. Commandement en Italie du maréchal Victor. 10 pluviôse an V-27 brumaire an VI (29 janvier-17 novembre 1797).

Lettres patentes de duc de Bellune octroyées par Napoléon au maréchal Victor.
10 septembre 1808.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de G. Gille.

218 AP

FONDS BARON DE VINCENT

Dates extrêmes : 1794-1825.

Importance matérielle : 1 dossier (218 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1960.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Noble lorrain attaché à la Maison d'Autriche, Nicolas-Charles, baron de Vincent (1757-1834) fut aide de camp de François II et joua un rôle dans les préliminaires de la paix de Campoformio, que Bonaparte signa avec l'archiduc Charles à Léoben, le 18 avril 1797. On le retrouve comme diplomate à Paris en 1806 (il y précéda Metternich) et à Erfurt. De 1814 à 1826, il fut ambassadeur d'Autriche en France.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

218 AP 1. Nicolas-Charles, baron de Vincent, chambellan conseiller intime et aide de camp de l'empereur d'Autriche : mémoire adressé en 1797 à l'empereur, rapports, lettres et états des troupes de cavalerie légère autrichienne (la plupart des pièces sont en allemand). 1794-1825.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 950.

219 AP

FONDS JOHANN-GEORG WILL

Dates extrêmes : 1746-1793.

Importance matérielle : 1 carton (219 AP 1) ; 0,14 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. publié par W.-E. Kellner sous le titre : *Neues aus dem schriftlichen Nachlass des Jean Georges Wille (Bericht über die vom Pariser Nationalarchiv im Jahr 1961 erworbenen Stücke)*, dans *Mitteilungen des Oberhessischen Geschichtsvereins*, nouvelle série, n° 49-50, 1965, p. 144-190. Cet inventaire a été imprimé par les soins de H. Klenk, après le décès de W.-E. Kellner, d'après un premier manuscrit de travail. Un autre inventaire dactylographié, plus récent (115 p.), rédigé après un séjour supplémentaire à Paris, existe aux Archives d'État de Hesse à Marbourg (République fédérale d'Allemagne) ; il comprend notamment une numérotation continue de chacune des pièces du fonds : ces numéros ont été reportés sur l'exemplaire imprimé de la salle des inventaires des Archives nationales.

Notice biographique.

Né en Hesse en 1715 d'une famille de meuniers, Johann-Georg Will apprit le métier d'armurier, puis à l'âge de vingt ans partit pour la France où il vécut jusqu'à sa mort en 1797. Il s'y convertit au catholicisme et fut naturalisé français en 1758, mais resta cependant pour ses contemporains le représentant de la culture germanique.

Présentation du contenu.

219 AP 1. 236 lettres adressées à Johann-Georg Will, fragments du journal de Will, poèmes de sa main, biographies d'artistes des xvii^e et xviii^e s. rassemblées par Will. 1746-1793.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de W.-E. Kellner.

220 AP

FONDS GÉNÉRAL WILLOT

Dates extrêmes : 1795-1797.

Importance matérielle : 2 cartons (220 AP 1-4) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1958-1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 3 p.

Notice biographique.

Victor-Amédée Willot (1755-1823) fut envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales en 1793. Battu par les Espagnols en avril, il fut suspendu et arrêté sur l'ordre des représentants en mission. Réintégré après le 9 thermidor, il battit les Espagnols à la bataille de Lecumberry (3-6 juillet 1795) et fut nommé sur le champ de bataille général de division à titre provisoire. Le 15 septembre de la même année, il fut envoyé en Vendée et désavoué par Hoche pour avoir traité sans ordre avec les chefs vendéens. Le 25 juillet 1796, le Directoire lui confia le commandement de la 8^e division militaire, fonction qu'il abandonna le 11 avril 1797 quand il fut élu député des Bouches-du-Rhône au Conseil des Cinq-Cents. Il se rangea du côté des Clichyens, devint secrétaire du Conseil, membre de la commission des inspecteurs de la salle, et au 18 fructidor fut condamné à la déportation. Il réussit à s'échapper de Sinnamary (Guyane) en juin 1798. Il rentra en France avec Louis XVIII qui lui confia le 10 janvier 1816 le gouvernement de la 23^e division militaire. Il fut créé comte le 2 mars 1816.

Présentation du contenu.

220 AP 1-4 Lutte contre les Chouans du général Willot à l'armée de l'Ouest et événements de Provence. 1795-1797.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de G. Gille.

221 AP

FONDS GÉNÉRAL D'ARRIULE

Dates extrêmes : 1774-1848.

Importance matérielle : 1 carton (221 AP 1-4) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 10 p.

Notice biographique.

Jean-Luc d'Arriule (1774-1850) servit à l'armée des Pyrénées occidentales en 1794-1795, en Italie en 1796-1797, et à l'armée d'Orient en 1798-1799. Lieutenant au 7^e régiment d'infanterie légère, il fut nommé le 26 fructidor an XII (13 septembre 1804) aide de camp du général de brigade Darnaudat. Capitaine le 26 février 1807, il devint le 5 janvier 1808 aide de camp du général Augereau, qu'il suivit au 7^e corps de l'armée d'Espagne, ce qui lui valut le 14 mars 1811 d'être nommé chef de bataillon et affecté au 25^e régiment de ligne. Le 8 juin 1812, un décret impérial l'affecta au 1^{er} régiment de grenadiers à pied dans la Garde et il rejoignit son corps à la Grande Armée. Le 14 septembre, il commandait le Kremlin. Le 14 avril 1813, il était major colonel du 2^e régiment de grenadiers à pied de la Garde. Il combattit à Lutzen et à Bautzen. Créé baron d'Empire en 1813, il se vit confier le commandement des Hautes-Pyrénées le 23 juin 1814. Il fut mis en non-activité le 1^{er} août 1815. Nommé inspecteur d'infanterie dans le deuxième arrondissement sous les ordres du baron Lanusse pour 1818, il fut placé en disponibilité le 1^{er} janvier 1819. En 1829, il fut nommé inspecteur général d'infanterie, et le 4 août 1830 chef d'état-major de la 1^e division militaire. Le 4 janvier 1831, il se vit confier le commandement du département de la Seine et de la place de Paris. Le 29 juillet 1832, il fut promu lieutenant-général. Il remplit de 1833 à 1840 les fonctions d'inspecteur général d'infanterie. Pair en 1837, il se vit confier la direction du camp de Saint-Omer en 1838.

Présentation du contenu.

- 221 AP 1. Brevets et états de services du général d'Arriule. 1774-1848.
2. Campagne d'Autriche ; Espagne ; Grande Armée. 1809-1815.
3. Inspecteur d'infanterie dans le 2^e arrondissement et non-activité. 1818-1828.
4. Inspecteur général de l'infanterie. 1829-1842.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

222 AP

FONDS LA BONNINIÈRE DE BEAUMONT

Dates extrêmes : 1801-1849.

Importance matérielle : 1 carton (222 AP 1-4) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 13 p.

Notice biographique.

Gustave-Auguste La Bonninière de Beaumont (1802-1866) entra dans la magistrature sous la Restauration et y resta après 1830 en qualité de procureur du roi. Envoyé en mission en 1831 avec Tocqueville pour étudier le système pénitentiaire américain, il fut désigné à son retour pour être l'organe du ministère public dans le procès intenté par la baronne de Feuchères à la famille de Rohan. Ayant refusé, il fut destitué. Il se retira alors dans la Sarthe et s'adonna à des travaux littéraires et historiques. Il se présenta le 15 décembre 1839 aux élections (6^e collège de la Sarthe) et fut élu. Député de l'opposition, il fut réélu en 1842 puis en 1846. À cette date, il fut également élu dans le 4^e collège de la Sarthe et opta pour la circonscription de Mamers. Après février 1848, il fut élu par le département de la Somme. Réélu à la Législative en 1849, il ne soutint pas le prince-président dans ses préparatifs de coup d'État. Arrêté et conduit au Mont-Valérien, il fut relâché au bout de quelques jours. En 1863, il échoua aux élections dans la 4^e circonscription de la Sarthe.

Présentation du contenu.

- 222 AP 1. Campagnes électorales de Gustave La Bonninière de Beaumont. 1842, 1848-1849.
- 222 AP 2. Député de la Sarthe. 1843-1844.
- 222 AP 3. Membre puis vice-président de la commission de l'Algérie à l'Assemblée nationale. 1841-1849.
- 222 AP 4. Journaux et brochures. 1801-1832.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

223 AP

FONDS BERRYER

Dates extrêmes : XIX^e siècle.

Importance matérielle : 37 cartons (223 AP 1-41) ; 5,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1954-1985.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (223 AP 1 à 30), par S. d'Huart, 1964-1965, 41 p. Suppl. dact. (223 AP 31 à 41), 1985, 1 p.

Notice biographique.

Fils de Pierre Nicolas Berryer, avocat, Pierre-Antoine Berryer (1790-1868) fit des études au collège des oratoriens de Juilly et débuta jeune au barreau. Dès 1812, il s'affirma comme royaliste et, le 26 janvier 1830, il fut élu par les légitimistes de la Haute-Loire. Opposant de la monarchie de Juillet, il soutint la cause de la duchesse de Berry, ce qui lui valut d'être arrêté et traduit en justice. Réélu, le 21 juin 1834, dans trois collèges (Toulouse, Yssingaux et Marseille, pour lequel il opta), il ne fit grâce au gouvernement d'aucune accusation et d'aucune attaque. Il travailla à la révolution de février 1848 et représenta le département des Bouches-du-Rhône à la Constituante. Le coup d'État de décembre 1851 le fit se retirer de la politique et se consacrer au barreau jusqu'en 1868, date où il fut élu comme candidat de l'opposition dans la 1^e circonscription des Bouches-du-Rhône peu avant sa mort.

Présentation du contenu.

- 223 AP 1-2. Affaires privées et dossiers d'avocat de Berryer, relations avec la famille royale, affaire Louis XVII. 1807-1865.
- 3. Correspondance avec les légitimistes. 1833-1863.
- 4-5. Affaires religieuses et de presse. 1828-1868.
- 6-8. Dossiers d'avocat et correspondance. 1822-1868.
- 9-12. Élections. 1831-1868.
- 13-19. Politique extérieure, colonies, marine et armée. 1817-1868.
- 20-24. Politique intérieure, questions économiques et financières. 1830-1867.
- 25-26. Affaires de Marseille et divers. 1810-1868.
- 27-30. Presse et divers. XIX^e s.
- 31-41. Correspondance adressée à Berryer. XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de S. d'Huart.

224 AP

FONDS CHEVALIER DE BROVAL

Dates extrêmes : 1798-1850.

Importance matérielle : 1 carton (224 AP 1) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1959-1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par C. Raynaud, 1970, 12 p.

Notice biographique.

Fils d'un receveur des domaines et bois de Joinville, Nicolas Thomas François Manche Broval (1756-1832) entra très tôt au service du duc d'Orléans. En 1778, il devint secrétaire des commandements du duc et lecteur des enfants princiers. Lorsque le duc d'Orléans confia l'éducation de ses enfants à Madame de Genlis en 1781, Broval quitta son service pour entrer à celui du comte Pignatelli-Fientes, Grand d'Espagne qui résidait à l'hôtel d'Egmont à Paris. Vers 1787, Broval embrassa la carrière des finances. Premier commis sous Necker, il s'occupa ensuite de l'administration des Postes et Messageries. Après deux séjours en Amérique (1792) et en Espagne (1799), Broval rejoignit Louis-Philippe d'Orléans en Angleterre en 1801 et devint son chambellan à Twickenham. En 1810, il participa aux côtés du duc d'Orléans à l'expédition des Bourbons de Sicile en Espagne, et après leur échec, retourna en Angleterre comme attaché à la légation de Sicile et représentant le parti orléaniste à Londres. En août 1814, Broval rentra en France avec Louis-Philippe. Orléaniste convaincu, il fut étroitement surveillé par la police générale sous la Restauration. En 1817, il logeait au Palais-Royal comme secrétaire des commandements. En 1826, il était inscrit dans l'*Almanach royal* comme directeur général des maisons, domaines, forêts et finances du duc d'Orléans. Après 1830, il demeura auprès du roi, jusqu'à sa mort.

Présentation du contenu.

224 AP 1. Journal de 1810 à 1813 et correspondance de Nicolas Manche, dit le chevalier de Broval ; correspondance de sa sœur avec M. Busset sur les papiers de son frère ; documents sans lien direct avec le fonds sur la famille d'Orléans. 1798-1850.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de C. Raynaud.

225 AP

FONDS MARÉCHAL BUGEAUD

Dates extrêmes : 1838-1849.

Importance matérielle : 1 carton (225 AP 1-5) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. et ms. par G. Gille, 1962, 8 p. ; suppl. dact. (225 AP 5), par S. Lacombe, [1999-2005], 1 p.

Notice biographique.

A vingt ans, Thomas-Robert Bugeaud (1784-1849) s'engagea comme vélite dans les grenadiers à pied de la garde impériale et participa aux campagnes de l'Empire. Colonel en 1814, après s'être rallié aux Bourbons, il revint à Napoléon pendant les Cent-Jours. Sous la seconde Restauration, il se retira à Excideuil, sa propriété du Périgord. En 1823, lors de la guerre d'Espagne, il demanda vainement à reprendre du service. Il entra alors dans l'opposition libérale et fut candidat malheureux aux élections législatives de 1829, dans le collège de département de la Dordogne. Rappelé à l'activité en 1830, il fut promu maréchal de camp. Il fut alors choisi pour commander la citadelle de Blaye où était incarcérée la duchesse de Berry. Appelé au commandement d'une brigade chargée de réprimer les émeutes d'avril 1834, Bugeaud fut accusé d'avoir provoqué les massacres de la rue Transnonain. Le 21 juin 1834, il fut élu député de Dordogne, puis réélu en 1836, 1839 et 1846 dans le même département. Envoyé en Afrique par Molé, Bugeaud conclut avec Abd el-Kader le traité de la Tafna (30 mai 1837). Rentré en France en 1839, Bugeaud fut rappelé en Afrique en qualité de gouverneur général de l'Algérie en 1841. Promu maréchal le 31 juillet 1843, il battit, à la bataille d'Isly, le 14 juillet 1844, l'émir Abd el-Kader qui s'était réfugié au Maroc. Le roi lui conféra le titre de duc d'Isly. En désaccord avec le gouvernement, il fut remplacé par le duc d'Aumale, le 11 septembre 1847. Il fut élu à l'Assemblée législative par le département de Charente-Inférieure. Appelé au commandement de l'armée des Alpes en 1849, il fut atteint par l'épidémie de choléra et mourut à Paris.

Présentation du contenu.

- 225 AP 1. Bugeaud avant 1840.
2. Gouverneur général de l'Algérie. décembre 1840-septembre 1847.
3. Pièces diverses. S. d. et 1849.
4. Minutes de lettres et rapports de Bugeaud, états et pièces diverses sur les aliénations de domaines effectuées en Algérie entre 1830 et 1846. 1842-1846.

Supplément.

5. Correspondance adressée et reçue par le maréchal Bugeaud. 1837-1845 et s. d.

Sources complémentaires.

Des lettres adressées à Auguste Romieu, préfet de la Dordogne, puis de la Haute-Marne, par le général, puis maréchal Bugeaud (1833-1850), ont été microfilmées par les Archives nationales (site de Paris) sous la cote 322 Mi 1.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

226 AP

FONDS MARÉCHAL CLAUZEL

Dates extrêmes : 1803-1836.

Importance matérielle : 1 carton (226 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1962, 4 p.

Notice biographique.

Engagé volontaire en 1789, Bertrand Clauzel (1772-1842) fut nommé général de brigade en 1799 et participa à l'expédition de Saint-Domingue en 1801. Il se distingua en Hollande, en Espagne puis au Portugal au cours des campagnes de l'Empire. Rallié à Louis XVIII en 1814, puis à Napoléon pendant les Cent-Jours, il s'exila en Amérique après Waterloo (juin 1815). De retour en France en 1820, il fut élu député des Ardennes en 1829 et siégea dans l'opposition libérale. Remplaçant Bourmont en Algérie (1830), il fut promu maréchal à son retour de France en 1831. Envoyé de nouveau en Algérie comme gouverneur général et commandant de l'armée d'Afrique (1835), il fut rappelé en 1837 après l'échec de l'expédition de Constantine. Il continua à siéger à la Chambre où il avait été élu en 1830, 1831, 1834, 1837 et 1839.

Présentation du contenu.

226 AP 1. Quelques lettres adressées au maréchal Bertrand Clauzel. 1803-1836.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

227 AP

FONDS COSSON ET NAUNDORFF

Dates extrêmes : 1821-1938.

Importance matérielle : 18 cartons (227 AP 1-18) ; 2,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1984.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (227 AP 1 et 2), par G. Gille, 7 p. ; suppl. dact. (227 AP 3 à 18), 14 p.

Notice biographique.

Charles de Cosson fut le secrétaire de Charles-Guillaume Naundorff, le « faux dauphin », qui sut jouer habilement son rôle de fils de Louis XVI. Né à Potsdam en 1787, Naundorff était établi horloger à Spandau en 1812. Lorsqu'il se maria en 1818, il fut admis à produire un simple acte de notoriété. Il se fonda plus tard sur ce fait pour affirmer qu'il avait confié tous ses papiers au lieutenant de police, qui les avait confisqués comme étant de nature à troubler l'ordre public européen. Vers 1824, il prit ouvertement le titre de « duc de Normandie ». En 1831, il fit paraître les *Mémoires du duc de Normandie écrits par lui-même*, et en 1832, *Les Révélations sur l'existence de Louis XVII*. Venu en France pour témoigner au procès d'un autre faux dauphin (le duc de Richemont), il fut expulsé. Après sa mort, survenue en 1845 à Delft, ses descendants tentèrent à plusieurs reprises de saisir la justice française de cette affaire. Certains constituèrent une association des royalistes naundorffistes.

Présentation du contenu.

227 AP 1-2. Documentation réunie par Charles de Cosson, secrétaire de Naundorff. 1821-1846.

Lettres diverses : M^{me} Tussaud, l.a.s. d'Ed. Courvoisier et minute de réponse du colonel A. de Cosson, 30 janvier-20 février 1925.

3-17. Documentation et fichiers de la revue *La Légitimité* sur les faux dauphins. XIX^e-XX^e s.

18. Documentation et correspondance rassemblées par le général Raoul de Cornulier-Lucinière en vue d'études sur Naundorff. 1816 (reproduction photographique)-1910.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des imprimés relatifs aux prétendants Naundorff (1845-1895) sous la cote AB XIX 3338, dossier 9.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

228 AP

FONDS DUPIN

Dates extrêmes : 1809-1855 et s. d.

Importance matérielle : 1 carton (228 AP 1-4) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1952-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, A. Ducrot et C. Sibille, 2000, 14 p. ; suppl. dact. (228 AP 4), par S. Lacombe, [2000-2005], 1 p.

Notice biographique.

Avocat, André Marie Jean Jacques Dupin, dit Dupin aîné (1783-1865) défendit plusieurs généraux ou maréchaux de l'Empire (Ney en 1815, Savary en 1819, Caulaincourt en 1820, la mémoire de Brune en 1821). Député de l'arrondissement de Château-Chinon (Nièvre) en mai 1815 à la chambre des représentants des Cent-Jours, Dupin se rallia à la Restauration. En 1817, il fut l'avocat du duc d'Orléans dans le procès qui l'opposait aux administrateurs du Théâtre français. Entré dès 1818 dans le Conseil d'apanage de Louis-Philippe, Dupin fut appelé en 1830 à faire partie du Conseil des ministres, avec voix délibérative, et devint membre du Conseil du domaine privé du roi, puis chef de ce Conseil en 1839. Il fut l'un des exécuteurs testamentaires de Louis-Philippe. Nommé procureur général à la Cour de cassation le 23 août 1830, il démissionna de ce poste le 22 janvier 1852, pour ne pas s'associer à la confiscation des biens de la famille d'Orléans. Dupin se retira alors dans le Morvan, où il passa six ans à écrire ses mémoires. Il se rapprocha ensuite de Napoléon III et fut nommé sénateur en 1857. Membre de l'Académie française, où il fut élu en juin 1832 en remplacement de Cuvier, et de l'Académie des sciences morales et politiques, Dupin a publié une centaine d'ouvrages et édité les œuvres de plusieurs juristes français et étrangers.

Son frère, Charles Dupin (1784-1873), devint un géomètre et un ingénieur célèbre, que Napoléon envoya avec l'amiral Ganteaume à Corfou, où il resta de 1808 à 1811. Reçu à l'Institut (Académie des sciences) en 1818, il fut créé baron par Louis XVIII en 1824. Élu député libéral de Castres de 1827 à 1830, il fut ensuite député du dixième arrondissement de Paris (juillet 1830) et, après la révolution de 1848, de la Seine-Inférieure. Il devint membre de l'Académie des sciences morales et politiques lors de son rétablissement en 1832. Pair de France en 1837, grand officier de la Légion d'honneur en 1840, il fut nommé sénateur en 1852. Il rentra dans la vie privée en 1870.

Frère puîné des deux précédents, Philippe Dupin (1795-1846) poursuivit une double carrière, juridique et politique. Avocat en 1816, il travailla d'abord avec André, dont il reprit le cabinet en 1830. Il fut député de la Nièvre en 1830-1831 et de l'Yonne en 1842.

Présentation du contenu.

228 AP 1-2. André-Marie Dupin, dit Dupin aîné. 1817-1853.

1. Conseil judiciaire de Louis-Philippe, duc d'Orléans puis roi des Français.

Dossier 1. Affaire du Théâtre français, 1817-1818.

Dossier 2. Procès contre Hugues Maret, duc de Bassano. 1823.

Dossiers 3 et 4. Correspondance. 1819-1847.

Dossier 5. Révolution de 1848. Dupin exécuteur testamentaire de Louis-Philippe. 1848-1853.

2. Autres activités. 1819-1864.

3. Charles et Philippe Dupin, frères d'André. Homonymes. 1824-1862.

Supplément.

4. Lettres de Dupin aîné et pièces diverses. 1809-1855.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, dans le fonds de la Maison de France, deux dossiers sur l'affaire du Théâtre français (300 AP I 153 et 1702, à compléter par 300 AP I 2116).

Les Archives départementales de la Nièvre conservent un recueil de poésies inédites ainsi qu'un dossier de lettres et des notes autographes de Charles Dupin (4 J 1-2).

Aux Archives de la Comédie-Française se trouve le recueil imprimé des différents mémoires inspirés par le procès du Théâtre français.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille, A. Ducrot et C. Sibille.

229 AP

FONDS BARON DURRIEU

Dates extrêmes : 1787-1890.

Importance matérielle : 1 carton (229 AP 1-4) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1962, 18 p.

Notice biographique.

Antoine-Simon Durrieu (1775-1862) entra en 1793 dans le corps des Gardes nationaux de Bayonne. Élu capitaine au 6^e bataillon de volontaire des Landes le 8 janvier 1794, il servit à l'armée des Pyrénées occidentales, fit la campagne d'Italie, puis la campagne d'Égypte. Il passa à l'armée du Rhin en 1800, puis à nouveau à l'armée d'Italie et de 1806 à 1808 servit à l'armée de Naples. Chef de bataillon en 1807, aide de camp du général Lamarque en 1809, il fut nommé le 3 juin 1813 général de brigade employé à l'état-major général de la Grande Armée. Prisonnier de guerre en janvier 1814, il remplit à son retour à Paris les fonctions de chef de division au ministère de la Guerre. Fait prisonnier à Waterloo, il se rallia ensuite à la Restauration qui le nomma baron en janvier 1815 et maréchal de camp du corps royal d'état-major en 1818. En 1829, il fut élevé au grade de lieutenant-général après avoir été commandant en Corse (novembre 1825) et avoir participé à l'expédition de Morée (1828-1829). Inspecteur général d'infanterie en 1831, il fut mis à la retraite en mai 1848. Nommé pair de France en 1845, il fut député de Saint-Sever (Landes) de 1834 à décembre 1851.

Neveu du général Antoine Simon, François Louis Alfred Durrieu (1812-1877) épousa Blanche Dufour, dont il eut deux filles et un fils. Colonel, il commanda la subdivision de Mascara puis fut nommé général, en 1854. Le titre de baron de son oncle lui fut confirmé en 1862.

Présentation du contenu.

- 229 AP 1. Lettres adressées au père et au frère du baron Durrieu. 1787-1844.
2. Correspondance active et passive du baron Durrieu 1795-1861 et s. d.
3. Lettres adressées, notamment par le prince Georges Bibesco, au général François Louis Alfred Durrieu et à sa femme, née Blanche Dufour, 1849-1890 et s. d.
4. Pièces diverses dont la plupart relatives à la famille Bibesco. 1859-1890.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

230 AP

FONDS GÉNÉRAL EYNARD

Dates extrêmes : 1833-1852.

Importance matérielle : 1 carton (230 AP 1-3) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par G. Gille, 1964, 7 p.

Notice biographique.

Phocion Eynard (1796-1861) fut capitaine d'état-major, puis participa à la prise de Bougie en 1833 en qualité d'aide de camp du général Voirol. Nommé colonel, il fut aide de camp du maréchal Bugeaud alors gouverneur général de l'Algérie (1833-1844). De 1846 à 1847, il commanda la subdivision de Sétif et en 1851 celle de Bône. Il fut ensuite nommé général et admis à la retraite le 30 septembre 1858.

Présentation du contenu.

230 AP 1-3. Opérations militaires de la guerre d'Algérie. 1833-1852.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille.

231 AP

FONDS FAIN

Dates extrêmes : 1799-1850.

Importance matérielle : 2 cartons (231 AP 1-7) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (231 AP 1 à 5), par G. Gille, 1964, 21 p. ; suppl. dact. (231 AP 6-7), par S. Lacombe, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Agathon Jean-François Fain (1778-1836) entra à seize ans comme surnuméraire dans les bureaux du Comité militaire de la Convention. Il passa ensuite dans ceux du Directoire exécutif et devint le chef de cabinet du secrétaire général Lagarde. En 1806, grâce à la protection de Murat, il fut affecté au cabinet particulier de l'Empereur avec le titre de secrétaire archiviste. Il suivit alors Napoléon dans toutes ses campagnes, reçut de lui en 1809 la dignité de baron de l'Empire et en 1811 fut nommé maître des requêtes au Conseil d'État. Il reprit ses fonctions aux côtés de l'Empereur pendant les Cent-Jours et du 6 au 8 juillet fut nommé adjoint au ministre secrétaire d'État près le gouvernement provisoire. Lors du retour des Bourbons, il se retira et rédigea ses souvenirs. Louis-Philippe confia à Fain la direction de son cabinet avec le titre de « premier secrétaire du cabinet du roi des Français ». Élu député du Loiret en 1834, il fut réélu en 1836 mais mourut peu après. Son fils Camille (1799-1851) lui succéda dans le titre de premier secrétaire du cabinet.

Présentation du contenu.

- 231 AP 1. Agathon-Jean-François Fain. Avril 1815-juillet 1836.
2. Camille Fain. 1838-1850.
3. Correspondance adressée à Louis-Philippe. 1802-1848.
4. Minutes de lettres ou lettres et notes de Louis-Philippe ou de son fils aîné, Ferdinand-Philippe, duc d'Orléans. 1815-1837.
5. Collection de documents concernant la maison du roi Louis-Philippe. 1816-1850.
- 6-7. Agathon-Jean-François Fain et Camille Fain, premiers secrétaires du roi Louis-Philippe. 1799-1847 et s. d.

Sources complémentaires.

Le fonds de la Maison de France, conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient des lettres du baron Agathon-Jean-François Fain (300 AP I 1008 et 1058) et de son fils, Camille (300 AP III 32, 33, 38, 43, 45, 49, 52, 53, 57, 59, 60, 63, 65, 67, 68, 95, 109, 300 AP IV 44, 292).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de G. Gille et S. Lacombe.
Mémoires de Agathon-Jean-François Fain, présentés par Christophe Bourachot, Paris, Arléa,
2001, 273 p.

232 AP

FONDS VICOMTE LAINÉ

Dates extrêmes : 1815-1817.

Importance matérielle : 1 carton (232 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1964, 3 p.

Notice biographique.

Avocat, Joseph-Louis-Joachim Lainé (1767-1835) voyagea à Saint-Domingue avant de se faire inscrire, en 1789, au barreau de Paris. Rappelé à Bordeaux, sa ville natale, par les événements de la Révolution, il devint membre du bureau des subsistances de Cadillac puis, en 1795, administrateur du département de la Gironde. Avocat à Bordeaux sous le Consulat et l'Empire, Lainé fut élu en 1808 au Corps législatif. Nommé en 1813 membre de la commission extraordinaire chargée de chercher les « besoins et les désirs de la Nation », il en fut rapporteur et s'éleva contre le despotisme impérial. Victime de la colère de l'Empereur, il se retira à Bordeaux où il accueillit la Restauration avec faveur. Nommé par le duc d'Angoulême préfet provisoire de la Gironde lors de la première Restauration, il fut appelé par Louis XVIII à la présidence de la Chambre des députés. L'abdication de Napoléon lui rendit sa place à la tête de la « Chambre introuvable » d'où il passa, en 1816, au ministère de l'Intérieur. Ministre d'État en 1820, pair de France en 1822, Lainé siégea à la Haute assemblée jusqu'en 1830 puis se retira de la vie publique.

Présentation du contenu.

232 AP 1. Terreur blanche dans le Midi de la France et état d'esprit dans les départements, pendant les fonctions de ministre de l'Intérieur du vicomte Lainé. 1815-1817.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

233 AP

FONDS LOUIS-ANTOINE DE MARCHANGY

Dates extrêmes : 1822-1832.

Importance matérielle : 1 carton (233 AP 1-4) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1960.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Gille, 1964, 5 p.

Notice biographique.

Avocat, Louis-Antoine-François de Marchangy (1782-1826) entra dans la magistrature. D'abord juge suppléant au tribunal de première instance de Paris, il fut nommé en 1810 substitut du procureur impérial près les tribunaux de la Seine. En 1813, il publia les deux premiers volumes de *La Gaule poétique ou l'Histoire de France considérée dans ses rapports avec la poésie, l'éloquence et les beaux-arts*. En 1814, il fut nommé substitut près de la cour royale. Sa nomination au conseil privé du comte d'Artois en 1818 lui valut une réputation d'ultra. Nommé avocat général à la Cour de cassation à la suite de son impitoyable réquisitoire contre les sergents de La Rochelle en 1822, il fut aussi député du Nord en 1823-1824.

Présentation du contenu.

233 AP 1-4. Manuscrits et copies de lettres de Louis-Antoine-François de Marchangy. 1822-1832.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de G. Gille.

234 AP

FONDS BARON MOUNIER

Dates extrêmes : 1820-1842.

Importance matérielle : 1 carton (234 AP 1-2) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1950-1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. et ms., par G. Gille, 1964-1970, 15 p.

Notice biographique.

Fils du député Jean-Joseph Mounier (1758-1806), Claude-Philibert-Édouard Mounier (1784-1833) suivit sa famille en émigration et ne rentra en France qu'après le 18 brumaire. Nommé en 1806 auditeur au Conseil d'État, il fut en 1807 et 1808 intendant à Weimar puis en Silésie. Adjoint en 1809 du secrétaire de cabinet de l'Empereur avec le titre de secrétaire, il reçut le 31 décembre de la même année la dignité de baron. Maître des requêtes en 1810, intendant des bâtiments de la couronne en 1813, Mounier fut confirmé dans ses fonctions en 1814 et se retira en Allemagne pendant les Cent-Jours. Conseiller d'État en 1816, président de la commission mixte de liquidation en 1817, directeur général de l'administration départementale et de la police en 1818, il perdit ses fonctions à la chute du ministère Richelieu. Pair de France le 5 mars 1819, il reprit en 1820 la direction de la police après avoir refusé le ministère de l'Intérieur. Il conserva ces fonctions jusqu'en 1822, année où fut supprimé le ministère de la Police.

Présentation du contenu.

- 234 AP 1. Correspondance adressée au baron Mounier. 1807-1842.
2. Mounier directeur de la Police. 1820-1821.

Sources complémentaires.

Des manuscrits de Mounier sont conservés à la Bibliothèque municipale de Grenoble (n° 960).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

235 AP

FONDS MARÉCHAL PÉLISSIER

Dates extrêmes : 1830-1866.

Importance matérielle : 1 carton (235 AP 1-7) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1964, 14 p. ; suppl. dact. (235 AP 7), par S. Lacombe, [2000-2005], 1 p.

Notice biographique.

Sous-lieutenant le 18 mars 1815, Amable-Jean-Jacques Péliissier (1794-1864) fut admis en janvier 1819 dans le corps d'état-major. Lieutenant en août 1820, il participa à la campagne d'Espagne en 1823. Aide de camp du général Durrieu, il suivit l'expédition de Morée. Capitaine le 1^{er} avril 1827, il assista à la prise d'Alger et fut promu chef d'escadron le 2 octobre 1831. Il suivit le général Pelet au siège d'Anvers puis fut officier de la place de Paris de 1834 à 1837. Péliissier retourna en Algérie en 1839 et dirigea pendant trois ans l'état-major de la région d'Oran. Colonel en juillet 1842, il commanda l'aile gauche de la bataille d'Isly. Maréchal de camp en avril 1846, il reçut, avec le grade de général de division, le commandement de la province d'Oran. Le 10 mai 1851, il exerça l'intérim du gouvernement général. Lors du coup d'État du 2 décembre, il décréta l'état de siège puis organisa l'expédition de Kabylie qui lui valut la médaille militaire (15 août 1852). Lors de la guerre avec la Russie, il reçut le commandement du 1^{er} corps de l'armée d'Orient et succéda comme commandant en chef, le 18 mai 1855, au général Canrobert. La prise de Sébastopol lui valut le bâton de maréchal (12 septembre 1855) et le titre de duc de Malakoff. Sénateur de droit en tant que maréchal, membre du conseil privé, Péliissier fut nommé ambassadeur à Londres en mars 1858. Il se vit ensuite confier le commandement de l'armée d'observation du Rhin lors de la campagne d'Italie. Le 23 novembre 1860, il rejoignit Alger comme gouverneur général. Il y resta jusqu'à sa mort.

Présentation du contenu.

235 AP 1. Péliissier avant 1845.

2. Directeur des affaires arabes à Alger, sous-chef d'état-major commandant la subdivision de Mostaganem. 1845-1846.

3. Commandant de la province d'Oran et chargé de l'intérim du gouvernement général. 1847-1853.

Campagne de Crimée. 1855.

4. Gouverneur général de l'Algérie. 1861-1864.

5. Correspondance passive. 1849-1858.

6. Factures. 1846-1866.

Supplément.

7. Lettres adressées à Péliissier. 1851-1861.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent aussi des lettres et récits autographes de campagnes et de batailles, de la main de Pélissier, sous la cote AB XIX 3630, ainsi que des lettres de Pélissier au maréchal Mac-Mahon et à sa femme (AB XIX 5153).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

236 AP

FONDS RAPATEL

Dates extrêmes : 1782-1845.

Importance matérielle : 1 carton (236 AP 1-4) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1958-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1964-1966, 10 p.

Notice biographique.

Paul-Marie Rapatel (1782-1852) suivit la carrière militaire et prit part aux campagnes de l'Empire. Lieutenant en 1806, colonel en juin 1814 et baron en 1816, il commanda le 5^e léger lors des troubles de Nantes, le 15 juillet 1822. Nommé maréchal de camp le 11 août 1823, il fut mis en disponibilité après la campagne d'Espagne. Il reprit du service après la révolution de 1830 et fut envoyé en Afrique le 9 janvier 1833 avec le grade de lieutenant général. Gouverneur par intérim de la colonie en 1836, il rentra en France en 1837. Élevé à la pairie le 21 juillet 1846, il se vit confier le commandement de la 2^e légion de la garde nationale parisienne après le 15 mai 1848 et réprima les insurrections parisiennes de juin. Le 13 mai 1849, les électeurs conservateurs de la Seine l'envoyèrent siéger à l'Assemblée nationale dont il se retira après le 2 décembre.

Présentation du contenu.

- 236 AP 1. Papiers personnels et de service de Rapatel. 1782-1835.
2. Rapatel jusqu'en 1832.
 3. Commandements en Algérie. 1833-1837.
 4. Réflexions sur les opérations militaires en Algérie. 1840 et s. d.
Minute d'une lettre au docteur Moreau. 1845.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

237 AP

FONDS SAINT-VICTOR

Dates extrêmes : 1821-1868.

Importance matérielle : 2 dossiers (237 AP 1-2) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1964, 6 p.

Notice biographique.

Jacques-Benjamin-Maximilien Bins, comte de Saint-Victor (1772-1858) participa sous l'Empire aux conspirations royalistes. Ayant accompli à la fin de 1813 une mission politique en Bretagne, il y fut arrêté, conduit à Paris et emprisonné jusqu'à la fin de l'Empire. Il concourut pendant plusieurs années à la rédaction du *Journal des débats* et au *Drapeau blanc*. Il fonda avec Lamennais une librairie qui ne réussit pas. Il émigra en Amérique en 1830 et à son retour en France devint un rédacteur de *La France*. Son fils, Paul de Saint-Victor (1825-1881), fut un critique dramatique et littéraire assez prisé.

Présentation du contenu.

237 AP 1-2. Épaves de la correspondance adressée aux journalistes Jacques-Benjamin de Saint-Victor et son fils Paul. 1821-1868.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

238 AP

FONDS COLONEL TRÉZEL

Dates extrêmes : 1825-1850.

Importance matérielle : 4 dossiers (238 AP 1-4) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1964.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1964, 8 p.

Notice biographique.

Camille Alphonse Trézel (1780-1860) entra comme dessinateur au bureau de la Guerre, fut envoyé en 1804 à l'armée de Hollande et en 1805 fut nommé aide ingénieur géographe. Il suivit le général Gardanne en Perse, prit assez rapidement ses grades sous l'Empire (capitaine en 1810, adjudant commandant en 1813). Le colonel Trézel fut attaché à la commission de délimitation des frontières de l'Est de 1816 à 1818 et, en 1822, au dépôt de la Guerre. En 1823, il fut nommé membre du comité consultatif d'état-major et secrétaire du comité de réorganisation. Il prit part à l'expédition de Morée comme sous-chef d'état-major en 1828. Maréchal de camp en 1829, il fut envoyé en Afrique en 1831 pour remplacer le général Desmichels à Oran. Il participa à l'expédition contre Abd el-Kader qui aboutit au désastre de la Macta. Blessé au premier siège de Constantine, il revint en France en 1835. Nommé lieutenant-général le 11 novembre 1837, directeur du personnel au ministère de la Guerre le 15 mai 1839, il fut en outre membre du comité d'état-major. Pair de France en juillet 1846, il fut ministre de la Guerre du 9 mai 1847 au 23 février 1848. Mis à la retraite d'office le 8 juin 1848, il fut appelé en 1853 comme gouverneur militaire auprès du comte de Paris et du comte d'Eu. Il conserva ces fonctions jusqu'à la majorité du comte de Paris en 1856.

Présentation du contenu.

238 AP 1-4. Trézel sous-chef de l'état-major général de l'armée française en Grèce et commandements en Algérie. 1825-1850.

Sources complémentaires.

Le fonds de la Maison de France, conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient des lettres du général Trézel (300 AP III 48, 95, 168, 170, 188, 192, 210 et 300 AP IV 43, 267).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

239 AP

FONDS VIÉNOT ET VAUBLANC

Dates extrêmes : 1773-1830.

Importance matérielle : 2 dossiers (239 AP 1-2) ; 0,03 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille et A. Ducrot, 1964-1998, 6 p.

Notice biographique.

Sous-lieutenant au régiment de la Sarre dont son oncle Charles était colonel, Vincent-Marie Viénot, comte de Vaublanc (1756-1846) fut envoyé en 1774 à Saint-Domingue où il épousa Charlotte de Fontenelle. Revenu en France en 1782, il fut nommé lieutenant des maréchaux de France et se fixa dans les environs de Melun. Secrétaire de l'Assemblée de la Noblesse du bailliage de Melun en 1789, président de l'administration départementale de Seine-et-Oise en 1790, il fut élu le 1^{er} septembre 1791 député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative. Élu président le 14 novembre, il se fit remarquer par son loyalisme à l'égard du roi. Il se cacha pendant la Terreur et reparut après le 9 thermidor. Condamné à mort par contumace pour avoir participé à la journée du 13 vendémiaire, il ne put siéger au Conseil des Cinq-Cents comme député de Seine-et-Marne qu'en fructidor an V (août-septembre 1797), après sa condamnation. Proscrit au 18 fructidor, il se réfugia en Suisse puis en Italie et ne revint en France qu'après le 18 brumaire. Il fut élu au Corps législatif (an XI), devint préfet de la Moselle (12 pluviôse an XIII, 1^{er} février 1805) et fut créé baron puis comte d'Empire (19 décembre 1809). Après Waterloo, il fut nommé conseiller d'État et préfet des Bouches-du-Rhône (12 juillet 1815). Le 24 septembre, Viénot accepta dans le ministère Richelieu le portefeuille de l'Intérieur. Désapprouvant ses violences d'ultra, Louis XVIII s'en sépara le 8 mai 1816. Élu député du Calvados en 1820, il fut battu en 1827. Il acheva dans la retraite sa longue existence et publia des œuvres littéraires et politiques ainsi que des ouvrages de statistique commerciale.

Présentation du contenu.

- 239 AP 1. Charles Viénot, lieutenant-colonel au régiment de la Sarre puis maréchal de camp. 1773-1788.
2. Son neveu, Vincent-Marie Viénot, comte de Vaublanc, ministre de l'Intérieur. octobre 1815-mars 1816.
Pièces postérieures au ministère Vaublanc. 1829-[après 1830].

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille et A. Ducrot.

240 AP

FONDS VILLEMUR

Dates extrêmes : 1814-1862.

Importance matérielle : 1 carton (240 AP 1-3) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1954-1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1963, 5 p.

Notice biographique.

Louis de Penne-Villemur (1761-1836) fut lieutenant général et ministre de la Guerre de Charles V, roi d'Espagne. Son fils, Adolphe Raymond, comte de Villemur (mort en 1862) fut un adepte efficace du parti carliste, sous le pseudonyme de M. de Saint-Georges. Il fut en relations avec René Thomassin (1790-1870), agent secret du parti légitimiste en France pendant la monarchie de Juillet, puis devint ministre de Parme à Vienne, où il continua de soutenir le parti légitimiste.

Présentation du contenu.

- 240 AP 1. Parti carliste en Espagne. 1834-1849.
2. Correspondance adressée à Villemur par René Thomassin ; correspondance sur le parti légitimiste, la famille royale à Frohsdorf, la politique autrichienne et italienne. 1857-1862.
3. Pièces diverses dont biographie de Louis de Penne-Villemur. 1814-1840.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

241 AP

FONDS VILLENEUVE-BARGEMONT

Dates extrêmes : 1814-1830.

Importance matérielle : 1 carton (241 AP 1-7) ; 0,14 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1958-1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1963, 11 p.

Notice biographique.

Jean-Paul Alban de Villeneuve-Bargemont (1794-1850) fut successivement secrétaire des bureaux de la sous-préfecture de Nérac (19 nivôse an XII, 10 janvier 1804), secrétaire particulier du préfet de Lot-et-Garonne (10 avril 1806), secrétaire particulier du comte Lacuée de Cessac (18 octobre 1807), auditeur au Conseil d'État (1^{er} août 1810), sous-préfet de Zierikzee (Bouches-de-l'Escaut) (24 mai 1811), préfet des Bouches de l'Ebre (12 février 1812) et préfet de Sambre-et-Meuse (2 janvier 1814). Préfet de Tarn-et-Garonne sous la première Restauration, il perdit ce poste pendant les Cent-Jours. Villeneuve rentra dans l'administration comme préfet de la Charente (6 août 1817), de la Meurthe (25 avril 1820), de la Loire-Inférieure (18 septembre 1824), du Nord (5 mars 1828). Le 18 février 1820, il avait été nommé maître des requêtes en service extraordinaire et le 12 novembre 1828 conseiller d'État. En 1830, il fut mis à la retraite comme préfet. Député du Var en 1830-1831, du Nord de 1840 à 1848, il retourna ensuite à la vie privée. Il avait, en 1845, succédé à Lakanal à l'Académie des Sciences morales et politiques.

Présentation du contenu.

- 241 AP 1. Jean-Paul Alban de Villeneuve-Bargemont secrétaire de Lacuée de Cessac. S. d.
2. Préfet de Tarn-et-Garonne. 1814-1816.
3. Préfet de la Charente. 1817-1820.
4. Préfet de la Meurthe. 1820-1824.
5. Préfet de la Loire-Inférieure. 1824-1828.
6. Préfet du Nord. 1828-1830.
7. Correspondance privée. 1826-1830.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de G. Gille.

242 AP

FONDS DOCTEUR AUZOUX

Dates extrêmes : 1797-1929.

Importance matérielle : 6 cartons (242 AP 1-6) ; 0,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé ms., par D. Langlois-Berthelot, 1971, 16 p.

Notice biographique.

Venu à Paris pour faire ses études de médecine, le normand Louis-Thomas-Jérôme Auzoux (1797-1880) met au point son anatomie classique, c'est-à-dire la représentation des différentes parties du corps, humain ou animal, au moyen d'un relief modelé et démontable. Le docteur Auzoux devient également industriel en montant un atelier dans son village natal, Saint-Aubin-d'Ecroville (Eure). À sa mort, en 1880, l'atelier de Saint-Aubin d'Ecroville compte plus de 150 modèles différents, tant du règne animal que du règne végétal.

Présentation du contenu.

- 242 AP 1. Documents de jeunesse et diplômes du docteur Auzoux, notices biographiques. 1797-1871 et s. d.
- 2-4. Travaux scientifiques, fabrication et diffusion de modèles anatomiques. 1817-1875.
- 5. Correspondance française et étrangère adressée au docteur Auzoux. XIX^e s.
- 6. Jean Montaudon, fils d'Amédée Montaudon, successeur du docteur Auzoux. 1912-1929.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de D. Langlois-Berthelot.

243 AP

FONDS COLONEL DUCOURET

Dates extrêmes : 1851-1852.

Importance matérielle : 1 dossier (243 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, février 1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par G. Gille, 1963, 3 p.

Notice biographique.

Le colonel Louis-Laurent Ducouret (1812-1867) effectua en 1851-1852 une mission sous le nom d'Hadj Abd El Hamid Bey dans le Sud algérien.

Présentation du contenu.

243 AP 1. Quelques lettres adressées au colonel Ducouret pendant sa mission dans le Sud algérien. 1851-1852.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de G. Gille.

244 AP

FONDS JULES FAVRE

Dates extrêmes : 1828-1869.

Importance matérielle : 1 carton (244 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1964, 5 p.

Notice biographique.

Lyonnais, Gabriel Claude *Jules* Favre (1809-1880) fit ses études de droit à Paris, où il assista à la révolution de 1830. De retour à Lyon, il prit une position importante dans le barreau, ce qui lui valut en avril 1834 de défendre les mutualistes prévenus d'associations illicites. Jules Favre se fixa en 1836 à Paris et partagea son existence entre le barreau et le journalisme. Député de la Loire à la Constituante en avril 1848, il vota après les événements du 15 mai les poursuites contre Louis Blanc et soutint Cavaignac dans la répression de l'insurrection de juin. Élu député du Rhône en 1849, il protesta contre le coup d'État de 1851 et rentra dans la vie privée. Il défendit Orsini après l'attentat du 14 janvier 1858 et devint bâtonnier de l'ordre des avocats en 1860. Élu député de la Seine en 1858, il fut, au Corps législatif, le chef du groupe des « Cinq » opposants à l'Empire. Réélu en 1868 et 1869, il combattit la politique de Napoléon III au Mexique et à Rome. En 1870, il devint vice-président du gouvernement de la Défense nationale et ministre des Affaires étrangères. Le 28 janvier 1871, il signa l'armistice puis les préliminaires de paix à Versailles et le traité de Francfort. Il fut sénateur du Rhône de 1876 à sa mort.

Présentation du contenu.

244 AP 1. Jules Favre avocat et député. 1839-1869.

Correspondance familiale et personnelle. 1828-1869.

Pièces sans rapport apparent avec le fonds. 1848-1851.

Supplément.

– 260 lettres à sa fille Geneviève. 1803-1873.

– correspondance et écrits politiques. 1870-1871.

Sources complémentaires.

Le ministère des Affaires étrangères conserve des papiers de Jules Favre, ministre des Affaires étrangères (fonds n° 70).

La Bibliothèque nationale de France conserve de la correspondance, des œuvres littéraires, des discours, des plaidoiries et des dossiers de travail de Jules Favre (n. a. fr. 24107 à 24126).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

245 AP

FONDS GÉNÉRAL DE FORTON

Dates extrêmes : 1855-1856.

Importance matérielle : 2 cartons (245 AP 1-5) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1964, 4 p.

Notice biographique.

Henri de Forton naquit le 27 septembre 1809 à Beaucaire. Officier de cavalerie, il devint général de brigade le 10 août 1853. Il fut alors désigné pour commander la 4^e brigade de la division de cavalerie de l'armée d'Orient. Il commanda ensuite la brigade de cavalerie de réserve de cette même armée, du 20 mai 1855 au 11 juillet 1856, avant de terminer sa carrière à l'armée des Alpes à la subdivision de Seine-et-Marne, enfin comme inspecteur général jusqu'à sa retraite le 7 juillet 1871.

Présentation du contenu.

245 AP 1-5. Commandement de Forton à l'armée d'Orient : ordres et correspondance avec différents généraux et officiers. 1855-1856.

Sources complémentaires.

Le dossier de carrière du général Forton est conservé au Service historique de l'armée de terre sous la cote 7 Y^d 1395.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

246 AP

FONDS FORTOUL

Dates extrêmes : 1680-1932.

Importance matérielle : 41 cartons (246 AP 1-46) ; 5,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons du commandant Antoine Fortoul et du colonel Mathieu Fortoul, 1959-1964, complétés par un achat, 17 avril 1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1964, 41 p. ; suppl. dact. (246 AP 46), par S. Lacombe, [1999-2005], 1 p.

Notice biographique.

Les Fortoul étaient originaires de Jausiers, dans la vallée de Barcelonnette où ils exercèrent la profession de notaire royal. Hippolyte Fourtoul naquit à Digne le 4 août 1811 d'Antoine Fortoul et de Gabrielle Ripert. Il fit ses études au collège de Lyon, puis à la faculté de droit. Docteur ès lettres en 1840, il fut nommé professeur de littérature française à la faculté des lettres de Toulouse, et en 1846 à la faculté d'Aix-en-Provence où il devint doyen. L'appui de son beau-père, le député du Var Joseph Pascalis, le conduisit dans la carrière politique. Il fut élu le 14 janvier 1849 membre de l'Assemblée constituante par le département des Basses-Alpes, et en 1850 à l'Assemblée législative où le prince-président le nomma ministre de la Marine, le 26 octobre 1851. Sa participation à la préparation du coup d'État fut récompensée le 3 décembre 1851 par sa nomination au ministère de l'Instruction publique et des Cultes, charge qu'il conserva jusqu'à sa mort le 7 juillet 1856.

Le fils d'Hippolyte, Joseph Fortoul, polytechnicien, fut chef d'état-major du général Négrier pendant la campagne du Tonkin, en 1883-1885. Il avait épousé Inès de Bourgoing, filleule de l'impératrice Eugénie. Celle-ci, devenue veuve, se remaria avec le maréchal Lyautey.

Présentation du contenu.

246 AP 1. Famille Fortoul. 1680-1826.

2-39. Hippolyte Fortoul.

2-12. Jeunesse et carrière universitaire. 1811-1856.

13. Représentant du peuple et député des Basses-Alpes. 1848-1851.

14. Correspondance politique, littéraire et diverse. 1833-1851.

15-24. Ministre de la Marine et ministre de l'Instruction publique et des Cultes. 1851-1856.

25-26. Journal intime. 1855-1856.

27-29. Correspondance. 1831-1856.

30-39. Manuscrits, œuvres littéraires et travaux sur Siéyès. 1830-1851.

40-42. Madame Fortoul née Julie Pascalis et famille Fortoul. 1803-1868.

43-45. Famille de Bourgoing, dont correspondance échangée entre Inès de Bourgoing et son premier mari, le commandant Joseph Fortoul, pendant la campagne du Tonkin. 1812-1932.

Supplément.

46. Lettres d'Hippolyte Fortoul. 1841-1856.

Sources complémentaires.

Les archives de la famille Bourgoing sont conservées aux Archives départementales de la Nièvre sous la cote 21 F.

Le fonds Lyautey conservé aux Archives nationales (site de Paris) contient quelques lettres et photographies d'Inès de Bourgoing (475 AP 231, 279 et 320).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

[247 AP]

154 Mi

FONDS ACHILLE FOULD

Dates extrêmes : 1856-1859.

Importance matérielle : 1 bobine de microfilm (154 Mi 1).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, novembre 1964.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. Czarnecki, 1958, 1 p.

Notice biographique.

Fils du fondateur de la banque Fould, Oppenheim et Cie et député des Hautes-Pyrénées (1842), Achille Fould (1800-1867) se fit connaître par ses *Observations sur la question financière adressées à l'Assemblée nationale* (mai 1848) et, en octobre 1849, fut nommé ministre des Finances par Louis Napoléon Bonaparte, fonction qu'il conserva jusqu'en janvier 1852. Fondateur des caisses de retraite et de secours à la vieillesse et du Crédit mobilier (avec Pereire en 1852) et organisateur de l'Exposition universelle de 1855, il fut sénateur, ministre d'État du 28 juillet 1852 au 23 novembre 1860, avec la Maison de l'Empereur à partir du 14 décembre 1852, et membre du Conseil privé sous le Second Empire. Partisan du libéralisme économique, il contribua à faire signer le traité de commerce avec la Grande-Bretagne (1860) et, rappelé au ministère des Finances (14 novembre 1861-20 janvier 1867), tenta, sans grand succès, de limiter les dépenses du régime. Lors du remaniement ministériel de janvier 1867, Fould, malade, abandonna le ministère et mourut quelques mois plus tard.

Présentation du contenu.

154 Mi 1. Procès-verbaux du Conseil des ministres. 30 janvier-1^{er} juillet 1856, 12 mars 1858, 12 mai-9 juillet 1859.

Correspondance adressée par Achille Fould à Napoléon III, en Italie. 11 juin-14 septembre 1859.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 262-263.

248 AP

FONDS LAURENT-PICHAT

Dates extrêmes : 1816-1885.

Importance matérielle : 1 carton (248 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Cl.-Fr. Hollard-Rochat, 1966, 4 p.

Notice biographique.

Léon Laurent-Pichat (1823-1886) fit tout d'abord une carrière de journaliste. Il collabora au *Progrès de l'Aube*, fonda avec Louis Ulbach en 1854 la *Revue de Paris*, qui fut supprimée en 1858, et assura le courrier politique du *Phare de la Loire*. Son opposition à l'Empire le conduisit en 1862 et 1866 à la prison de Sainte-Pélagie. En 1866, il prépara la publication d'une *Encyclopédie générale*. En 1869, il fut le principal bailleur de fonds du *Réveil*, de Delescluze. En 1871, il fut élu député de la Seine et en 1875 élu par la chambre sénateur inamovible. Il siégea à l'extrême gauche. Il écrivit de nombreux ouvrages, romans ou recueils de poésies : *Le bourgeois fantôme* (1854), *la Païenne* (1857), *Avant le jour* (1868).

Présentation du contenu.

248 AP 1. Convocations de la garde nationale de Paris adressées au père de Léon Laurent-Pichat. 1816.

Questions de presse et littéraires : lettres reçues par Léon Laurent-Pichat. 1865-1885.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de Cl.-Fr. Hollard-Rochat.

249 AP

FONDS MARÉCHAL RANDON

Dates extrêmes : 1830-1868.

Importance matérielle : 5 cartons (249 AP 1-5) ; 0,55 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1957, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1971, 3 p.

Notice biographique.

Engagé en 1811 dans l'armée napoléonienne, Jacques Louis *César* Alexandre Randon (1795-1871) participa, au 93^e régiment de ligne, à la campagne de Russie. Mis en disponibilité sous la Restauration à cause de ses opinions bonapartistes, il rentra dans l'armée en 1830. Général en 1841, Randon accomplit l'essentiel de sa carrière en Algérie. Il fut nommé directeur des affaires algériennes au ministère de la Guerre de mars à juin 1848, puis gouverneur général au lendemain du coup d'État, poste qu'il conserva huit ans. Maréchal de France en 1856, il fut ministre de la Guerre du 24 janvier au 26 octobre 1851 et du 5 mai 1859 au 20 janvier 1867. Remplacé par le maréchal Niel, il vécut dans la retraite, n'ayant aucun commandement en 1870. Après la chute de l'Empire, il se retira à Genève.

Présentation du contenu.

249 AP 1-5. Cartes d'Algérie et de Crimée et lettres de Napoléon III reçues par le maréchal Jacques Louis *César* Alexandre Randon. 1830-1868.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 292-293.

250 AP

FONDS RASPAIL

Dates extrêmes : an X-1915.

Importance matérielle : 1 carton (250 AP 1-2) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1971, 3 p.

Notice biographique.

François-Vincent Raspail (1794-1878) fut professeur au séminaire d'Avignon, puis au collège de Carpentras. Là, il se signala comme bonapartiste et dut quitter la ville. Il se rendit à Paris où, expulsé des établissements religieux, il prit part à la révolution de 1830 et fut incarcéré. Il se lança alors dans le journalisme et se mit à étudier les sciences naturelles. Il publia un *Mémoire sur les graminées*. Dès 1843, Raspail s'occupa de médecine, attribua à divers parasites internes ou externes les causes des maladies, et préconisa en même temps le camphre comme l'antiparasitaire par excellence. En 1848, il prit part aux premiers mouvements et fut arrêté. Nommé par Paris député à la Constituante, il fut condamné à six ans de prison ; mais sa peine fut commuée en celle du bannissement. Il s'établit alors en Belgique, jusqu'à l'armistice de 1859. En 1869, il fut élu député du Rhône et réélu en 1870. De 1871 à 1874, il rentra dans la vie privée. *L'Almanach et le Calendrier météorologique pour 1874* lui valut un an de prison pour apologie de faits qualifiés de crimes.

Présentation du contenu.

250 AP 1-2. Correspondance émanant d'hommes politiques, d'hommes de lettres et d'artistes adressée à François-Vincent Raspail, à son fils Benjamin (1823-1899), également député, et à leurs descendants, le docteur Julien Raspail, sa fille Francine et leur cousin, le compositeur Louis Ganne. An X (1801-1802)-1915.

Sources complémentaires.

Des papiers relatifs aux travaux de botanique et de médecine de François-Vincent Raspail sont conservés à la Bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle.

Les Archives départementales du Val-de-Marne conservent un fonds Raspail sous la cote 69 J.

Bibliographie.

VELLUZ (L.), *Raspail, un contestataire au XIX^e siècle*, Périgueux, 1974.

Exposition Raspail, catalogue raisonné, rédigé par Simone Raspail, Lise Dubief, Paris, Bibliothèque nationale, 1978.

POIRIER (J.), LANGLOIS (C.), *Raspail et la vulgarisation médicale*, Paris, 1988.

251 AP

FONDS BEAUHARNAIS

Dates extrêmes : 1633-1839.

Importance matérielle : 6 cartons (251 AP 1-6) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-2008.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. et ms., par M. Massot, S. d'Huart et S. Lacombe, 1964-1971 et 2004, 12 p.

Notice biographique.

La famille de Beauharnais était originaire de l'Orléanais. À la fin du XVIII^e siècle, elle était divisée en deux branches. À la première appartenait Claude de Beauharnais (1756-1819), sénateur en 1804, qui mourut pair de France sous la Restauration. La seconde branche était représentée par François et Alexandre, cousins germains de Claude.

Colonel à la fin de l'Ancien Régime, François de Beauharnais (1756-1823) fut député aux états généraux. Il émigra après l'échec d'un complot visant à enlever le roi. Il servit à l'armée de Condé puis sollicita sa belle-sœur Joséphine, pour obtenir une amnistie après le 18 brumaire. Le 30 pluviôse an XIII (19 février 1805), il était nommé ministre plénipotentiaire en Étrurie. Le 10 avril 1806, il remplaça Beurnonville comme ambassadeur à Madrid. Ayant percé le double jeu de Godoy, il prit parti pour le prince des Asturies contre le favori, essayant de faire épouser au futur Ferdinand VII une Tascher de La Pagerie, intrigue qui lui valut la colère de Napoléon. Il fut disgracié et exilé en Sologne.

Son frère Alexandre (1760-1794) épousa en 1779 Joséphine Tascher de La Pagerie, fit la campagne d'Amérique, fut député de la noblesse aux états généraux en 1789. Adjudant général en 1792, puis général en chef de l'armée du Rhin en 1793, il fut guillotiné à Paris en 1794.

Présentation du contenu.

- 251 AP 1-3. Famille de Beauharnais, dont le sénateur comte Claude de Beauharnais : fonctions maritimes, coloniales et militaires, biens. 1633-1839.
- 4-5. François de Beauharnais. 1802-1836.
6. Documents adressés ou reçus par Alexandre de Beauharnais, ou le concernant, et se rattachant à la fin de sa carrière militaire, 23 pièces. 1791-1793.

Supplément non classé.

Correspondance militaire d'Alexandre de Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin. 1793 et s. d.

Papiers de Claude de Beauharnais, sénateur : correspondance, pièces relatives à sa sénatorerie et à sa dotation. 1770-1820.

Sources complémentaires.

Aux Archives nationales (site de Paris), des papiers d'Eugène et d'Hortense de Beauharnais sont conservés dans le fonds Napoléon (400 AP).

Le Musée national du château de Malmaison, à Rueil-Malmaison, conserve des archives de la famille Beauharnais.

Le fonds Eugène de Beauharnais, détenu par la famille de Leuchtenberg, fut acquis le 5 mars 1934 par André de Coppet à une vente chez Sotheby's à Londres, et cédé en 1941 à la Princeton University Library où il est conservé sous la cote C0645 [revu] (inventaire en ligne disponible sur le site de l'Université).

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 186.

252 AP

FONDS LAFAYETTE

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 3 cartons (252 AP 1-3) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la Cornell University de l'État de New-York, 1963, complété par un achat, 1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1964, 4 p. Inv. anal. dans *Lafayette, Documents conservés en France. Catalogue*, t. I : *Archives nationales, Service historique de l'Armée, Archives du ministère des Affaires étrangères*, par C. de Tourtier-Bonazzi, Paris, 1976, p. 153-181 (Direction des Archives de France).

Notice biographique.

Lieutenant en 1773, lié avec Franklin, Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert Motier, marquis de Lafayette (1757-1834) partit en Amérique en 1777 pour aider les insurgés. De retour en France, il contribua à décider le gouvernement à apporter son aide officielle à la guerre d'Indépendance américaine et repartit en 1780 pour l'Amérique, où il fut nommé maréchal de camp en 1782. Franc-maçon, adepte des idées nouvelles, il fut favorable au doublement du tiers état lors de la réunion de l'Assemblée des notables de 1788. Il fut élu député de la noblesse aux états généraux de 1789. Nommé commandant de la Garde nationale après la prise de la Bastille, il voulut être l'instrument de la réconciliation du roi et de la Révolution, lors des journées des 5 et 6 octobre 1789 et de la fête de la Fédération nationale du 14 juillet 1790 ; mais il perdit peu à peu sa popularité, surtout après avoir fait tirer le 17 juillet 1791 sur les manifestants du Champ-de-Mars venus demander la déchéance du roi. Partisan du maintien d'une monarchie libérale, il se sépara des Jacobins pour fonder le Club des Feuillants. Il poussa le roi à la guerre et fut nommé commandant de l'armée du Centre, puis de l'armée du Nord. Il se prononça contre la suspension de Louis XVI et, accusé, cessa de lutter le 19 août 1792 contre les Autrichiens, qui l'internèrent à Magdebourg puis à Olmütz jusqu'en 1797. Député de la Seine aux Cent-Jours, il fit partie de ceux qui exigèrent l'abdication de Napoléon. Député de la Sarthe (1818) puis de Meaux (1827) et membre de la Charbonnerie, il participa encore à la révolution de 1830.

Historique de la conservation.

Lorsque Lafayette, en butte aux attaques des Jacobins, quitta la France, les autorités révolutionnaires s'emparèrent de ses papiers, conservés les uns à Chavaniac, où vivait sa vieille tante, les autres à Paris, dans son hôtel de la rue de Bourbon, *alias* rue de Lille. En 1800, Lafayette put récupérer la majeure partie de ses archives. Malgré des pertes certaines, un fonds important existait à Chavaniac à la mort du général. Il passa entre les mains de son fils, George-Washington, et des héritiers de celui-ci. C'est là le noyau principal de la collection Lafayette de l'université Cornell avec son petit complément aux Archives nationales.

A son retour en France, après le 18 brumaire, Lafayette ne se fixa pas à Chavaniac mais en Brie, à Lagrange. Cette propriété, qui venait de sa belle-mère, née d'Aguesseau, guillotinée pendant la Terreur, échut en effet à la marquise de Lafayette lors des partages des famille Noailles. Là, le général rassembla, entre 1800 et 1834, une masse considérable de documents, non seulement sur l'époque de son séjour au château, mais aussi sur l'Ancien Régime, la guerre d'Indépendance et la Révolution. Après lui, la branche des Lasteyrie, issue de sa dernière fille, Virginie, conserva le château qui, en 1955, à la mort du marquis Louis de Lasteyrie, fut repris par son neveu René de Chambrun. Josée et René de Chambrun reçurent à plusieurs reprises, à Lagrange, James Billington, Librarian of Congress. Après le décès de Josée de Chambrun, Monsieur Billington, fasciné par l'intérêt des archives à Lagrange, offrit à René de Chambrun, en juin 1995, le microfilmage gracieux des archives, l'original des films restant la propriété de la Fondation Josée et René de Chambrun, la copie d'une partie importante étant conservée à Washington. Les archives du château de Lagrange ont été classées archives historiques le 10 février 2004.

Présentation du contenu.

- 252 AP 1 Lafayette et la Révolution de 1789.
- 2 Lafayette et la Révolution de 1830.
- 3 Correspondance active et passive.[1804]-1834.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent sous la cote C 358 un dossier de correspondance active et passive de Lafayette (1779, 1792) saisi sous la Convention.

En outre, il détient le microfilm des papiers Lafayette provenant du château de Chavaniac (Haute-Loire) et conservés à la Cornell University, Ithaca, New-York (cotes 217 Mi 1 à 55) ainsi que le microfilm des archives de Lafayette conservées à Lagrange (729 Mi 1 à 64).

Des lettres conservées à la Virginia State Library et à la Library of Congress ont été publiées : *Lafayette in Virginia : unpublished letters from the original manuscripts in the Virginia State Library and the Library of Congress*, Baltimore : The John Hopkins Press, 1928, 64 p.

TOURTIER-BONAZZI (C. de), *Lafayette, Documents conservés en France. Catalogue, t. I : Archives nationales, Service historique de l'Armée, Archives du ministère des Affaires étrangères*, Paris, 1976, p. 153-181 (le tome II n'a jamais été établi).

Bibliographie.

La Fayette. Exposition organisée par les Archives nationales avec le concours du Comité national français pour la célébration du bicentenaire de la naissance de La Fayette (Paris, Hôtel de Rohan), Paris, 1957.

253 AP

FONDS NETTANCOURT-VAUBÉCOURT

Dates extrêmes : XII^e (copies)-XX^e siècles.

Importance matérielle : 40 cartons (253 AP 1-40) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la comtesse de Dampierre aux Archives nationales, 1961.

Conditions d'accès : fonds conservé aux Archives départementales de la Meuse.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1963, 18 p.

Notice biographique.

Nettancourt et Vaubécourt, village et bourg du Barrois, ont donné leurs noms à une ancienne famille, qui, divisée en plusieurs branches, eut par ses alliances de nombreuses possessions dans le Barrois, le pays messin, la Champagne et la Lorraine. La branche des comtes de Nettancourt s'installa au château de Thillombois dans la Meuse, à la suite d'un mariage qui les unit à la famille Oryot d'Aspremont.

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré, le 29 septembre 1992 [date officielle, celle de l'arrêté d'affectation], aux Archives départementales de la Meuse, où il porte la cote 39 J.

Présentation du contenu.

Anciennes cotes aux Archives nationales :

253 AP 1-9. Généalogie. XII^e (copie)-XX^e s.

10-28. Famille de Nettancourt-Vaubécourt. 1632-1865.

29-33. Familles alliées. 1175 (copie)-1819.

34-40. Terres et biens. XVII^e-XIX^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de la Meuse conservent également un fonds intitulé collection de Nettancourt, sous la cote 38 J 1-305, les archives de la ferme de Champel (Haute-Marne), sous la cote 98 J et le chartrier de Thillombois, sous la cote 7 J 1-85, relatifs à la famille de Nettancourt.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

254 AP

FONDS THOMÉ

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 51 cartons (254 AP 1-57) ; 5,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1964-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (254 AP 1-39), par S. d'Huart, 1964, 14 p. ; état sommaire dact. (254 AP 42-57), par C. Sibille, 2002, 5 p.

Notice biographique.

Originaire de Romans dans l'Isère, la famille Thomé compta des conseillers au parlement de Grenoble et des trésoriers généraux des galères. Pierre Thomé (1649-1710), seigneur de Montmagny et de Ferrières, fut trésorier des écuries du roi en 1683, trésorier général des galères de 1692 à 1699, fermier général de 1687 à sa mort et intéressé dans l'extraordinaire des guerres. Son fils André-Romain lui succéda dès 1699 comme trésorier des galères, et à sa mort comme fermier général. Son autre fils, Philippe Thomé de Ferrières (mort en 1760), conseiller au parlement de Paris, épousa en 1727 Marie-Victoire Ogier, fille de Pierre-François (1665-1735), receveur général du clergé (1710-1726) et grand audencier de France (1711), et sœur de Jean-François Ogier (1703-1775), surintendant de la Maison de la Dauphine (1744) et ambassadeur au Danemark (1755-1766).

Aux XVIII^e siècle, deux parents des Thomé firent carrière au sein du régiment des gardes françaises. Le premier, le colonel Thomé de Torcy servit à l'armée d'Allemagne. Le second, le capitaine René Thomé de Saint-Méry, épousa Marie-Henriette Leclerc de Grandmaison, issue d'une famille originaire de Paris qui avait compté deux trésoriers de l'extraordinaire des guerres au XVII^e siècle, Pierre (mort en 1655) et Nicolas (mort en 1708).

Présentation du contenu.

- 254 AP 8-50. Famille Thomé. XVII^e-XVIII^e s.
 - 42. Généalogies. XVIII^e s.
 - 8-12, 43-44. Pierre Thomé et son fils André-Romain. 1694-1748.
 - 13-14, 45-47. Philippe Thomé de Ferrières et sa fille, Françoise-Victoire. 1721-1773.
 - 48. Thomé de Torcy, colonel des gardes-françaises à l'armée d'Allemagne. 1741-1769.
 - 15-21, 49. René Thomé de Saint-Méry, sa femme Marie-Henriette Leclerc de Grandmaison, leur fils Louis-René et leur fille Marie-Victoire. 1762-1822.
 - 50. Thomé non identifiés. 1721-1784.
- 1-7, 22-41, 51-57. Familles alliées. XV^e-XIX^e s.
 - 52-57. Famille Ogier, dont Pierre-François et Jean-François Ogier. XVII^e-XIX^e s.
 - 1-7, 40-41. Famille Leclerc, Pierre et Nicolas Leclerc. 1644-1791.

22-30, 32. Autres familles alliées. xv^e-xix^e s.
33-39, 51. Terres dans la région parisienne et l'Yonne. xiv^e-xix^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

FAVRE-LEJEUNE (Christine), *Les secrétaires du roi de la grande chancellerie de France. Dictionnaire biographique et généalogique (1672-1789)*, Paris, Sedopols, 1986, 2 vol., t. 2, p. 1015-1016.

[255 AP]

192 Mi

FONDS THOUVENEL

Dates extrêmes : 1838-1902.

Importance matérielle : 28 bobines de microfilm (192 Mi 1-28).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par G. Gille, 1962, 6-70 p.

Notice biographique.

Fils d'un général du Premier Empire disgracié après le retour des Bourbons, Édouard-Antoine Thouvenel (1818-1866) fit des études de droit à Paris puis embrassa la carrière diplomatique sous Louis-Philippe. Il devint directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères après le 2 décembre 1851 et fut envoyé comme ambassadeur à Constantinople en mai 1855, en pleine guerre de Crimée. Nommé sénateur à sa demande en 1859, il fut ministre des Affaires étrangères du 4 janvier 1860 au 15 octobre 1862. Son ministère fut principalement marqué par la réalisation de l'unité italienne, au lendemain de la victoire piémontaise contre l'Autriche. Il fut aussi chargé de négocier l'intervention française en Syrie, à la suite des massacres de chrétiens en 1860. Thouvenel dirigea ensuite le conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer de l'Est, présida en 1864 la commission d'arbitrage instituée à propos du canal de Suez, refusa la présidence du Corps législatif après la mort de Morny et fut nommé en août 1865 grand référendaire au Sénat.

Historique de la conservation.

Les originaux des documents microfilmés ont été achetés par les archives des Affaires étrangères, à l'Hôtel Drouot, le 12 mai 1993.

Présentation du contenu.

192 Mi 1-28. Correspondance passive et active d'Édouard-Antoine de Thouvenel et papiers familiaux. 1838-1902.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 306-307.

256 AP

FONDS BOULLONGNE DE PRÉINVILLE

Dates extrêmes : 1748-1787.

Importance matérielle : 5 cartons (256 AP 1-5) ; 0,85 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don des Archives départementales de la Côte-d'Or (don de l'abbaye de Cîteaux), 1964.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. d'Huart. 1964, 4 p.

Notice biographique.

De la famille Tavernier de Boullongne, originaire de Clermont en Beauvaisis est issu Guillaume Tavernier, directeur des fermes à Orléans en 1695 et fermier général en 1715. Son fils Philippe-Guillaume Tavernier de Boullongne de Préinville, né en 1712, fut receveur général des finances de la généralité de Poitiers en 1749 et fermier général de 1759 à 1789. Le fils de Philippe-Guillaume, Jean-Baptiste Tavernier de Boullongne de Préinville, né en 1749 et mort sous la guillotine en 1794, avait été le filleul de Madame de Pompadour. Conseiller du Parlement de Paris en 1770, il fut trésorier de l'extraordinaire des guerres de 1772 à 1779 et fermier général en 1789.

Présentation du contenu.

256 AP 1-5. Comptes de Philippe-Guillaume Tavernier et de son fils Jean-Baptiste Tavernier de Boullongne de Préinville, trésorier de l'extraordinaire des guerres. 1748-1787.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de S. d'Huart.

257 AP

FONDS ET COLLECTION MAUREPAS

Dates extrêmes : XVI^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 35 cartons (257 AP 1-41) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons du comte Jean de Chabannes de La Palice, 1962, complétés par des achats, 1971-1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (257 AP 1 à 28), par H. Brincard, 1965, 50 p. ; inv. anal. ms. (257 AP 29 à 41), par G. de Bauffremont-Blanchard, 1965, 36 p.

Notice biographique.

Secrétaire des commandements de Marie de Médicis et secrétaire d'État (1610), Paul Phélypeaux, seigneur de Pontchartrain (1569-1621) traita avec Condé. Il suivit Louis XIII au siège de Montauban, y tomba malade et fut transporté à Castelsarrazin où il mourut.

Son petit-fils, Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain (1643-1727), fut conseiller au parlement de Paris en 1661. Il acheta en 1667 la charge de premier président au parlement de Bretagne. Intendant des finances en 1687, il devint contrôleur général des finances en 1689. Il fut ministre secrétaire d'État de la Marine et de la Maison du roi, en 1690, à la mort de Seignelay. Chancelier de France en 1699, il défendit les privilèges de l'Église gallicane et donna sa démission en 1714.

Son fils, Jérôme de Pontchartrain (1674-1747), d'abord conseiller au parlement de Paris (1691), fut nommé secrétaire d'État, en survivance de son père, en 1693, et entra en fonction en 1699. Après la mort de Louis XIV, il se démit de sa charge de secrétaire d'État de la Maison du roi, en faveur de son fils, Jean-Frédéric Phélypeaux, comte de Maurepas (1701-1781). En 1723, Maurepas reçut, en outre, le département de la Marine. En janvier 1738, il fut promu ministre d'État. Disgrâcié pour une épigramme contre Madame de Pompadour en 1749, Maurepas fut exilé à Bourges puis à Pontchartrain. À l'avènement de Louis XVI, il fut rappelé aux affaires en qualité de ministre d'État et de président du conseil des finances. Il s'adjoignit des ministres réformateurs comme Turgot et Necker. Mais il ne sut pas les défendre des intrigues de la Cour. Son secrétaire publia sous son nom des *Mémoires*.

La sœur de Maurepas avait épousé Louis-Jules Mancini Mazarini, duc de Nivernais (1716-1798), ambassadeur à Rome (1748-1752), Berlin (1756) puis Londres (1762-1763), et ministre d'État dans le cabinet Necker. Le duc de Nivernais fit de nombreuses traductions en vers de Virgile, Properce, Ovide, Anacréon, Métastase, Milton et l'Arioste. Sa *Correspondance*, son *Théâtre* et ses *Discours* ont été publiés en 1807.

Historique de la conservation.

Le fonds Maurepas a été dispersé lors de la vente qui en a été faite à New-York, en 1962 : voir le catalogue *The Maurepas papers. A unique collection of French XVIII century historical documents. Property of a continental private owner sold by his order*, Parke-Bernet Galleries, New York, 1962, in-8°, 117 p. La majorité des documents a été achetée par la

Cornell University, Ithaca, et l'université de Rochester (New York), à l'exception de ceux donnés aux Archives nationales.

Présentation du contenu.

- 257 AP 1-3. Paul de Pontchartrain, secrétaire d'État, Louis de Pontchartrain, chancelier de France et Jérôme, son fils, secrétaire d'État. 1619-1710.
- 4-27. Administration de la Maison du roi, Marine, Affaires étrangères, pendant les fonctions exercées par le ministre Jean-Frédéric Phélypeaux, comte de Maurepas. xviii^e s.
- 28. Manuscrits littéraires du duc de Nivernais. xviii^e s.
- 29-32. Collection rassemblée par les descendants de Maurepas. xvi^e-xviii^e s.
- 33-41. Travaux d'érudition du comte Jean de Chabannes de La Palice. xx^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 108 Mi 1 et 2, un microfilm de papiers Maurepas.

Les Archives départementales des Yvelines conservent un fonds Pontchartrain sous la cote 48 J et des titres de propriété sous la cote E 2908.

Bibliographie.

PICCIOLA (André), *Le comte de Maurepas, Versailles et l'Europe à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, 1999, 490 p.

258 AP

FONDS CHANOINE MUGNIER

Dates extrêmes : [1877-1944].

Importance matérielle : 14 cartons (258 AP 1-14) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dons de la comtesse de Castries, 15 juin 1964 et de Madame de Yturbe, 4 février 2005, complétés par un achat, 29 mai 1973.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. (258 AP 1-12), par S. d'Huart, 1964, 6 p. ; suppl. dact. (258 AP 13-14), par S. Le Flohic, 2008, 2 p.

Notice biographique.

D'origine lorraine, l'abbé Arthur Mugnier (1853-1944) fit ses études à Paris et à Nogent-le-Rotrou. Se sentant appelé par la vie pastorale, il abandonna l'enseignement et devint vicaire de Saint-Nicolas-des-Champs (1879), de Saint-Thomas-d'Aquin (1882) puis de Sainte-Clotilde (1901). L'abbé Mugnier fut en rapport avec les milieux littéraires et la société aristocratique de son temps. Il fut l'intime d'Huysmans, d'Anatole France, d'Anna de Noailles, de la princesse Bibesco, de Marcel Proust et de Paul Valéry. Il rencontra souvent Charles Du Bos, Jean Cocteau, Drieu La Rochelle et Louise de Vilmorin. Parmi les jeunes filles auxquelles l'abbé dispensa un enseignement religieux figurait Élane Greffulhe, fille de la comtesse Greffulhe.

Présentation du contenu.

258 AP 1-12. Journal tenu par le chanoine Arthur Mugnier. [1877-1944].

13-14. Correspondance reçue par le chanoine Mugnier et souvenirs lui ayant appartenu. XIX^e-XX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de S. d'Huart.

ESNEVAL (A. d'), « Le journal de l'abbé Mugnier : un document très expurgé, parfois remodelé, peut-il être encore tenu pour authentique ? », dans *Bulletin de la Société J.-K. Huysmans*, n° 78, t. 22, 1986, p. 13-37.

MUGNIER (Abbé), *Journal (1878-1939)*, éd. par Marcel Billot, Paris, 1985 (*Le temps retrouvé*) rééd., Paris, 2003.

FAURE (Félix), *Journal à l'Élysée*, éd. par Bertrand Joly, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Éd. des Équateurs, 2009.

[259 AP]

173 Mi

FONDS ROSANBO, FONDS LE PELETIER

Dates extrêmes : xvii^e-xviii^e siècles.

Importance matérielle : 242 bobines de microfilm (173 Mi 1-242).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1962, complété par un avenant du 15 mars 2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : R. Gourmelon, M. Antoine, M. Langlois et M.-F. Limon, *Archives Rosanbo, fonds Le Peletier 259 AP. Inventaire*, Paris, Archives nationales, 1993, in-8°, 257 p., un tableau généalogique, table de concordance entre les cotes des cartons et celles des microfilms ; table de concordance entre les cotes des cartons et celles des microfilms ; rép. num. dact. (259 AP 271-275), par C. Sibille et S. Lacombe, 2002, 5 p.

Notice biographique.

Les Le Peletier étaient originaires de la ville et de la région du Mans, où ils exerçaient au xvi^e siècle la profession d'avocat. Vers la seconde moitié de ce siècle, certains se fixèrent à Paris, s'y faisant remarquer dans le barreau, l'église et les belles-lettres. Le mariage de Jean Le Peletier (mort en 1588), avocat en parlement, avec Madeleine Chauvelin permit aux Le Peletier de s'intégrer à la meilleure bourgeoisie robe de Paris.

Le fils de Jean Le Peletier, Louis I^{er}, épousa en 1626 Marie Leschassier, petite-fille de l'humaniste Pierre Pithou. Commis des secrétaires d'État Villeroy puis Le Beauclerc, Louis I^{er} fut secrétaire ordinaire de la chambre du roi en 1605, secrétaire ordinaire de la reine en 1622, trésorier de France en 1623 et secrétaire des finances de Gaston d'Orléans en 1624. Président au bureau des finances de Grenoble en 1628, il devint secrétaire du roi en la grande chancellerie le 1^{er} août 1637.

Son fils Claude (1630-1711), conseiller au Châtelet en 1653, passa très vite au parlement de Paris (1654), acquit un office de président en la quatrième chambre des enquêtes en 1662 et fut élu en 1668 prévôt des marchands de Paris. Conseiller d'État en 1673, Claude Le Peletier fut nommé contrôleur général des finances et créé ministre d'État le 6 septembre 1683, le jour même de la mort de Colbert. Il se démit du Contrôle général en 1689. Louis XIV lui confia en 1691 la surintendance des postes.

Son fils Louis II (1662-1730), après avoir été avocat du roi au Châtelet (1684), entra au parlement de Paris. Conseiller en 1686, président à mortier l'année suivante, il devint premier président en avril 1707, charge dont il se démit en 1711. De son mariage avec Geneviève-Josèphe Du Coskaer de Rosanbo, Louis II eut Louis III (1690-1770), qui fit une carrière calquée sur celle de son père : avocat du roi au Châtelet (1709), conseiller (1710), président à mortier (1712) et premier président du parlement de Paris.

Son fils unique, Louis IV (1717-1760), étant mort assez tôt, ne s'éleva dans le parlement de Paris qu'au poste de président à mortier. Son fils aîné Louis V (1747-1794), titré marquis de Rosanbo, n'était lui aussi que président à mortier lorsqu'éclata la Révolution. Il avait

épousé en 1769 la fille de Malesherbes. Les deux époux furent guillotisés en avril 1794. Leur fils, Louis VI (1777-1856) assura la postérité de la famille et la transmission de ses archives.

Présentation du contenu.

- [259 AP 1-6]. Louis I^{er} Le Peletier.
- [259 AP 7-129]. Claude Le Peletier, contrôleur général des Finances.
- [259 AP 130-134]. Louis II Le Peletier, premier président au parlement de Paris, époux de Geneviève-Josèphe de Rosanbo.
- [259 AP 135-179]. Louis III Le Peletier, premier président au parlement de Paris.
- [259 AP 180-206]. Louis IV Le Peletier, président à mortier.
- [259 AP 207-270]. Louis V Le Peletier, époux de Marguerite-Thérèse de Lamoignon de Malesherbes. xvi^e-xviii^e s.
- [259 AP 271]. Jean et François Leschassier. 1577-1644.
- [259 AP 272]. Ecclésiastiques parents de Claude et de Louis II Le Peletier. Michel Le Peletier, abbé de Jouy, évêque d'Angers puis d'Orléans, Charles-Maurice Le Peletier, abbé de Saint-Aubin d'Angers, Louise Le Peletier, abbesse de Notre-Dame de Troyes. 1664-1732.
- [259 AP 273]. Louis I^{er} Le Peletier, Claude Le Peletier et filles religieuses de Claude Le Peletier. 1611-1711.
- [259 AP 274]. Correspondance, mémoires et quittances de fournisseurs concernant la gestion des biens de Louis IV le Peletier, Louis V Le Peletier et Charles-Louis-David Le Peletier d'Aunay. 1731-1771.
- [259 AP 275]. Documents complétant les fonds 259 AP, 260 AP, 262 AP, 264 AP. xvii^e-xviii^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent : les archives du château de Malesherbes, sous la cote 399 AP ; le microfilm des archives du chancelier de Lamoignon et de son fils Lamoignon de Malesherbes, sous la cote 263 AP/162 Mi ; les archives du château de Saint-Fargeau dont les Le Peletier furent seigneurs, sous la cote 90 AP.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire *Archives Rosanbo, fonds Le Peletier 259 AP. Inventaire.*

[260 AP et 261 AP]

155 Mi et 161 Mi

FONDS ROSANBO, FONDS VAUBAN I ET II

Dates extrêmes : xvii^e siècle.

Importance matérielle :

- fonds Vauban I : 68 bobines de microfilm (155 Mi 1-68).
- fonds Vauban II : 47 bobines de microfilm (161 Mi 1-47).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1962, complété par un avenant du 15 mars 2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal., par R. Gourmelon, M. Antoine, M. Langlois, 152 p. et 14 p. ; table de concordance entre les cotes des articles et celles des microfilms.

Notice biographique.

Issu d'une famille pauvre quoique noble, Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707) servit dans l'armée de Condé. Attaché aux fortifications, il se distingua au siège de Sainte-Menehould. Fait prisonnier par les troupes royales en 1653, Vauban fut gagné par Mazarin à la cause royale. En 1655, il reçut le brevet d'ingénieur du roi et de 1655 à 1659 prit une part active à la guerre de Flandre. Après la paix des Pyrénées, il travailla à plusieurs places de la frontière du Nord et, à la reprise des hostilités, en 1667, il dirigea les sièges de Tournai, Douai, Lille et Dôle. Les travaux qu'il fit à Lille consacrèrent sa réputation. Il dirigea en 1673 le siège de Maastricht qu'il obligea à capituler. En 1674, il prit Besançon et Dôle. Maréchal de camp en 1676, il obtint de Louvois la création du corps des ingénieurs du roi. Commissaire des fortifications (1678), il entoura le royaume de fortifications, le long de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin. Il construisit aussi des grands ports, des canaux et l'aqueduc de Maintenon. Il s'intéressa au perfectionnement des techniques d'attaque et s'illustra lors de la Ligue d'Augsbourg en prenant Mons (1691), Namur et Steinkerque (1692). Il écrivit des ouvrages d'art militaire mais aussi de politique générale et sa liberté d'esprit provoqua sa disgrâce. Son *Projet d'une dîme royale* fut interdit en 1707.

Historique de la conservation.

Par son mariage avec le président Louis IV Le Peletier de Rosanbo, la petite-fille de Vauban, Marie-Claire-Aimée de Mesgrigny d'Aunay, apporta aux Le Peletier de Rosanbo les archives de son grand-père.

Présentation du contenu.

[260 AP 1-74] Dossiers militaires, économiques et politiques de Vauban. xvii^e s.
155 Mi.

[261 AP 1-54] Correspondance. xvii^e s.
161 Mi.

Bibliographie.

BLANCHARD (Anne), Vauban, Paris, Fayard, 1996, 682 p.

[262 AP]

174 Mi

FONDS ROSANBO, FONDS D'AUNAY

Dates extrêmes : XVIII^e siècle.

Importance matérielle : 9 bobines de microfilm (174 Mi 1-9).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1962, complété par un avenant du 15 mars 2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal., par R. Gourmelon, M. Antoine, M. Langlois, 9 p. ; table de concordance entre les cotes des articles et celles des microfilms.

Notice biographique.

Petit-fils du maréchal de camp Nicolas de Mesgrigny, Charles de Mesgrigny, comte d'Aunay, entra en 1692 dans la compagnie des cadets, en garnison à Tournai. Aide de camp de Vauban, son aïeul maternel, il servit en cette qualité sur les côtes de Bretagne. Lieutenant en 1698, il servit au camp de Compiègne et à l'armée de Flandre, en 1701-1702. Nommé colonel du régiment d'infanterie de Croÿ en 1709, il le commanda à la bataille de Malplaquet, le 11 septembre, à l'armée de Flandre, en 1710-1711, aux sièges de Douai, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712, de Landau et de Fribourg, en 1713. Son régiment fut réformé en 1714. Colonel du régiment de Vexin infanterie en 1732, le comte d'Aunay fut nommé brigadier en 1734 et servit aux sièges de Guastalla, de Reggiolo et de Révéré. Créé maréchal de camp en 1738, il commanda en chef à Dunkerque et servit aux sièges de Menin, d'Ypres et de Furnes. Lieutenant général des armées en 1744, il conserva le commandement de Dunkerque et de la Flandre française jusqu'en 1749. Il mourut en 1763.

Historique de la conservation.

Le fonds d'Aunay s'est trouvé réuni au fonds Le Peletier de Rosanbo suite au mariage, au XVIII^e siècle, de Marie-Claire-Aimée de Mesgrigny d'Aunay, fille du comte d'Aunay, avec le président Louis IV Le Peletier de Rosanbo.

Présentation du contenu.

[262 AP 1-10] Comte d'Aunay : guerre de succession d'Espagne, places fortes du Nord.
174 Mi. XVIII^e s.

Bibliographie.

COURCELLES (chevalier de), *Dictionnaire historique et biographique des généraux français depuis le onzième siècle jusqu'en 1823*, Paris, 1823, t. 7, p. 425-426.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 13, col. 743-744, et t. 15, col. 593.

[263 AP]

162 Mi

FONDS ROSANBO, FONDS LAMOIGNON

Dates extrêmes : xvii^e-xviii^e siècles.

Importance matérielle : 27 bobines de microfilm (162 Mi 1-27).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1962, complété par un avenant du 15 mars 2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal., par R. Gourmelon, M. Antoine, M. Langlois, 25 p. ; table de concordance entre les cotes des articles et celles des microfilms.

Notice biographique.

Membre d'une illustre famille parlementaire, Guillaume de Lamoignon de Blancmesnil (1683-1772) fut lui-même premier président de la Cour des aides de 1746 à 1749 et chancelier de France de 1750 à 1768. Son fils, Chrétien Guillaume de Lamoignon de Malesherbes (1721-1794), surtout connu pour avoir défendu Louis XVI, succéda à son père à la tête de la Cour des aides en 1749. Il fut directeur de la Librairie de 1750 à 1763, secrétaire d'État de la Maison du Roi sous le ministère Turgot de juillet 1775 à mai 1776, ministre sans portefeuille d'avril 1787 à août 1788. Homme des lumières, ami des philosophes, il correspondit avec tous les savants de l'époque et fut lui-même dans les domaines scientifiques plus qu'un amateur. La Révolution décima la famille de Malesherbes. Malesherbes, sa sœur, sa fille aînée Antoinette Thérèse Marguerite (1756-1794), son gendre Louis V Le Peletier de Rosanbo (1747-1794), sa petite-fille Aline Thérèse Le Peletier de Rosanbo (1771-1794), et l'époux de cette dernière, Jean-Baptiste de Châteaubriand (1759-1794), furent exécutés les 20 avril et 10 mai 1794.

Historique de la conservation.

Ce fonds provient de la fille aînée de Malesherbes, Antoinette Thérèse Marguerite, mariée à Louis V Le Peletier de Rosanbo. Leur fils Louis VI Le Peletier de Rosanbo hérita d'une partie de ces archives qui sont aujourd'hui conservées au château de Rosanbo (Côtes-d'Armor) avec celles des Le Peletier.

Présentation du contenu.

[263 AP 1-22] Chancelier de Lamoignon et Lamoignon de Malesherbes, directeur de la 162 Mi. librairie et ministre d'État. xviii^e s.

Sources complémentaires.

Les archives Lamoignon, précédemment au château de Malesherbes, se trouvent aujourd'hui aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 399 AP.

Les archives Lamoignon conservées au château de Tocqueville ont été microfilmées par les Archives nationales sous la cote 154 AP/177 Mi.

Le fonds de Leusse (documents provenant de Pauline de Montboissier, seconde fille de Malesherbes), est conservé aux Archives départementales du Bas-Rhin sous la cote 53 J.

Voir également, aux Archives nationales (site de Paris), l'étude notariale CXVII, liasses 1061-1066 (familles Lamoignon et Molé).

Bibliographie.

BAZIN (Christian), *Malesherbes ou la sagesse des Lumières*, Paris, 1995, 310 p.

[264 AP]

175 Mi

FONDS ROSANBO, FONDS MOREAU DE BEAUMONT

Dates extrêmes : 1745-1785.

Importance matérielle : 23 bobines de microfilm (175 Mi 1-23).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1962, complété par un avenant du 15 mars 2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal., par R. Gourmelon, M. Antoine, M. Langlois, 13 p. ; table de concordance entre les cotes des articles et celles des microfilms.

Notice biographique.

Neveu de Moreau de Séchelles, intendant de Flandre, Moreau de Beaumont (1715-1785) fut lui-même intendant des Finances.

Historique de la conservation.

Le fonds Moreau de Beaumont s'est trouvé réuni au fonds Le Peletier de Rosanbo suite à une alliance contractée au XVIII^e siècle.

Présentation du contenu.

[264 AP 1-23] Documents sur les campagnes de 1745 à 1747, réunis par Moreau de 175 Mi. Beaumont, alors sous les ordres de son oncle Moreau de Séchelles, intendant de Flandre.

Moreau de Beaumont, intendant de Flandre. 1754-1756.

Administration de la Compagnie des Indes. 1748-1763.

Moreau de Beaumont intendant des Finances. 1759-1785.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique de R. Gourmelon, M. Antoine et M. Langlois.

[265 AP]

219 Mi

CHARTRIER D'UZÈS

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 395 bobines de microfilm (219 Mi 1-395).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1964.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : S. d'Huart, avec la collaboration de J. Sablou, M. Mulon, G. Dumas, G. de Bauffremont-Blanchard, M. Guillot, *Le Chartrier d'Uzès. Inventaire*, Paris, 1968, in-8°, 304 p., XI planches, III cartes (Archives nationales. Inventaires et documents).

Notice biographique.

La maison de Crussol tire son origine de la terre de Crussol en Vivarais. Géraud Bastet, seigneur de Crussol, fit souche d'une descendance qui s'allia aux familles de Roussillon, de Poitiers, de Châteauneuf, de Clermont, de Tournon et de Lastic. Au XV^e siècle, Louis de Crussol, grand panetier de France, sénéchal de Poitou puis de Dauphiné, épousa Jeanne de Lévis, qui lui apporta en dot la terre de Florensac dans le département actuel de l'Hérault. Leur fils aîné, Jacques, seigneur de Crussol, de Beaudiné, de Lévis, de Florensac et de Sézanne, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, grand panetier de France, épousa en 1486 Simone d'Uzès, qui lui apporta en dot la vicomté d'Uzès à condition qu'il porterait le nom et les armes d'Uzès écartelées de Crussol. Parmi leurs nombreux enfants, ce fut Charles, né en 1510, qui reprit les charges de son père. De son mariage avec Jeanne Galiot de Genouillac, fille unique du grand-maître de l'artillerie de France, il eut un fils, Antoine, sénéchal de Quercy en 1544, duc d'Uzès en 1565 et pair de France en 1572. Le frère d'Antoine, Jacques II (mort en 1584), lui succéda et fut un des plus célèbres chefs calvinistes pendant les guerres de religion. Au XVII^e siècle, Emmanuel II (1642-1692), duc d'Uzès, premier pair de France, succéda comme gouverneur de Saintonge et d'Angoumois à son beau-père le duc de Montausier. Son second fils, Jean-Charles de Crussol (1675-1739), devint duc d'Uzès en 1693 et participa aux campagnes du règne de Louis XIV. Son petit-fils, François-Emmanuel de Crussol, maréchal de camp en 1671, continua les traditions de sa famille aux gouvernements de Saintonge et d'Angoumois et comme duc et pair au Parlement.

Présentation du contenu.

[265 AP 1-18] Inventaires anciens. XVIII^e-XIX^e s.

219 Mi 1-16

[265 AP 19-75]. Chartrier féodal. Uzès et seigneuries du Gard. XIII^e-XVIII^e s.

219 Mi 17-72

[265 AP 76-403]. Chartrier féodal. Crussol. Florensac. Marquisat de Montsalès. Terre de

219 Mi 72-268

- [265 AP 404- Familles de Crussol d'Uzès et alliés, terres et biens. xvi^e-xix^e s.
539].
219 Mi 269-394
[265 AP 540- Addenda au chartrier.
618].
219 Mi 395
[265 AP 619]. Collection d'autographes. 1661-1852.
219 Mi 395

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des archives de la famille de Crussol sous la cote 6 AP, ainsi que la thèse d'École des chartes dact. d'Isabelle Dion-Carbonnel « La famille d'Uzès : l'ascension d'un lignage du Bas-Languedoc du xii^e au xv^e siècle » (AB XXVIII 846).

Les Archives départementales des Yvelines conservent des titres de propriété des familles de Crussol et d'Uzès sous les cotes E 720-748 et Suppl. E 766.

Bibliographie.

Informations extraites de S. d'Huart, *Le Chartrier d'Uzès. Inventaire.*

266 AP

FONDS BAUDÉAN DE PARABÈRE

Dates extrêmes : 1371-1870.

Importance matérielle : 13 cartons (266 AP 1-14) ; 2,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1960-1961, renouvelé le 30 décembre 2004.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par S. de Saint-Exupéry, 1961, 21 p.

Notice biographique.

Les Gobelin étaient seigneurs de Gillevoisin (Essonne). Le premier Gobelin connu est Nicolas, propriétaire du château de Gillevoisin vers 1624. Son neveu François, conseiller du roi et contrôleur général des rentes de l'Hôtel de ville de Paris, mort le 11 juin 1667 sans enfants, se porta caution pour ses frères Étienne et Henri, teinturiers, en 1633. Il avait épousé Anne Langerac ou Langrac.

Famille alliée aux Gobelin, la famille Potet compta des conseillers au parlement de Bourgogne et un conseiller au Grand Conseil, Jean-Baptiste Potet, marquis de Bantanges, décédé le 15 décembre 1692.

Alliés aux Potet, les Baudéan de Parabère étaient originaires de Bigorre. Deux Baudéan furent gouverneurs de Niort et lieutenants généraux du roi en Poitou : Jean de Baudéan, comte de Parabère (mort en 1622), et son petit-fils, Alexandre (1619-1702).

Les Potet étaient également alliés aux de Veyle, Guyet, Quarré et Mercier.

Présentation du contenu.

266 AP 1-2. Les Gobelin, seigneurs de Gillevoisin. 1560-1771

3-7. Famille Potet, dont Jean-Baptiste Potet, marquis de Bantanges, conseiller au Grand Conseil. 1496-1738.

8. Familles de Veyle et Guyet. 1371 (copie)-1751.

9-12. Famille Baudéan de Parabère dont Jean Baudéan de Parabère et son petit-fils Alexandre. 1592-1847.

13-14. Familles Quarré, Chamillard et Mercier. 1731-1870.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire semi-analytique de S. de Saint-Exupéry.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 2, col. 194-500.

267 AP

FONDS DU BOUEXIC DE GUICHEN

Dates extrêmes : xvi^e siècle-1842.

Importance matérielle : 14 cartons (267 AP 1-14) ; 1,82 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du vicomte de Guichen, 1965-1975.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (267 AP 1), par S. d'Huart, 1969, 2 p. ; inv. anal. dact. (267 AP 2-3), par Roger de Guichen, 1975, 18 p.

Notice biographique.

Originaire de Bretagne, la famille de Guichen compta un amiral, Luc-Urbain du Bouexic de Guichen (1712-1790), un lieutenant de vaisseau en 1784, François-Marie du Bouexic de La Botelerais, et un chef d'escadrons aux lanciers de la Garde en 1830, Maxime-Luc du Bouexic.

Présentation du contenu.

267 AP 1-3. Famille du Bouexic de Guichen et du Bouexic de La Botelerais. 1799-1842.

Supplément.

4-14. Quittances, pièces de procédure. xvi^e-xviii^e s.

Succession de Nicolas de Cornilloux, seigneur de Trevien, mari d'Anne de Guernazie de Malestroit, père de Héléne Marine de Cornilloux. Fin xvii^e-xviii^e s.

Pièces de procédure, extraits de registres du greffe civil de Rennes, contrats de mariage, règlements de succession concernant des familles bretonnes sans lien direct avec la famille de Guichen. xvi^e-xviii^e s.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

268 AP

COTE RÉSERVÉE

269 AP

FONDS LOUIS

Dates extrêmes : 1806-1813.

Importance matérielle : 1 carton (269 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte Alphonse de La Bourdonnais, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart et A. Ducrot, 1963-1998, 4 p.

Notice biographique.

Fils d'un avocat au parlement de Metz, prêtre et conseiller-clerc au parlement de Paris (1781), Joseph-Dominique, baron Louis (1755-1837), adhère à la franc-maçonnerie en 1785. Il jure la constitution civile du clergé avant d'abandonner le titre et le costume de son ancien état. Ministre au Danemark en 1791, il ne rejoint pas son poste mais émigre en février 1793 avec le banquier Greffulhe. De retour en France (1801), il obtient, grâce à Talleyrand, la direction du bureau central de liquidation au ministère de la Guerre. Trésorier de la Légion d'honneur en 1802, maître des requêtes en 1806, président du conseil de liquidation établi en Hollande en 1810, chargé de missions dans les pays conquis pour le recouvrement des contributions de guerre et l'administration des dotations impériales, conseiller d'État en 1811, Louis devient administrateur du Trésor. Commissaire provisoire aux Finances du 3 avril au 13 mai 1814 et du 30 juillet au 10 août 1830, il est à cinq reprises ministre des Finances (du 13 mai 1814 au 20 mars 1815, du 9 juillet au 26 septembre 1815, du 29 décembre 1818 au 19 novembre 1819, du 11 août au 28 octobre 1830 et du 13 mars 1831 au 11 octobre 1832).

Présentation du contenu.

269 AP 1. *Dossier 1*. Principauté de Munster. 1806-1811.

Dossier 2. Grand duché de Berg. 1809-1813.

Dossier 3. Administration des biens de la princesse Pauline. 1811-1813.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 152-154.

270 AP

FONDS CHANZY

Dates extrêmes : 1839-1923.

Importance matérielle : 13 cartons (270 AP 1^{A-B}-12) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle Féraud, 1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1981, 22 p. De nombreux documents de ce fonds ont été édités dans *La vie du général Chanzy. 1823-1883. Lettres et documents*, 6 vol. multigraphiés.

Notice biographique.

Antoine Eugène *Alfred* Chanzy (1823-1883) s'engagea en 1839 comme novice à bord du *Neptune*, où il fit la campagne d'Orient. Jugeant qu'il ne pourrait pas faire carrière dans la Marine, Chanzy quitta cette arme pour s'engager, en 1841, au 5^e régiment d'artillerie à Metz, où il prépara Saint-Cyr en suivant les cours du lycée de la ville. Sous-lieutenant en 1843, Alfred Chanzy fut affecté au 6^e régiment de zouaves alors placé sous la direction du général Cavaignac. Il resta 16 ans en Algérie, de 1843 à 1859, exerçant les fonctions d'officier des affaires indigènes et de capitaine au 1^{er} régiment étranger qui devaient le préparer à prendre, en 1870, le commandement de la subdivision de Sidi-Bel-Abbès après un intermède de plusieurs années durant lesquelles il fit la guerre en Italie (Magenta et Solferino) puis en Syrie. Après le 4 septembre 1870, Mac-Mahon confia à Chanzy le commandement de l'armée de la Loire durant l'hiver 1870-1871. Élu député des Ardennes, Chanzy rallia l'Assemblée nationale en février 1871. Nommé gouverneur général de l'Algérie (mai 1873-décembre 1875), puis ambassadeur à Saint-Pétersbourg (1879-1882), Chanzy mourut peu après sa prise de commandement de la 6^e région militaire à Châlons-sur-Marne.

Présentation du contenu.

270 AP 1^A. États de service, journaux et agendas. 1839-1882.

1^B. Correspondance familiale. 1839-1888.

2-4. Correspondance reçue. 1847-1882.

5-6. Campagnes en Algérie. 1836-1879.

7. Activités militaires, politiques et diplomatiques (guerre de 1870, ambassade à Saint-Pétersbourg) et articles biographiques. 1870-1923.

8-12. Documentation pour une biographie de Chanzy. 1839-1888.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

271 AP

FONDS ODILON BARROT

Dates extrêmes : 1811-1873.

Importance matérielle : 51 cartons (271 AP 1-51) ; 9 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. simple dact (271 AP 1 à 51), par O. Poncet, 2004, 3 p. ; inv. anal. dact. (271 AP 1 à 7), par Ch. Alméras, 1946, v-176 p. ; rép. num. détaillé dact. (271 AP 8 à 20), par O. Poncet, 2004, 7 p. ; rép. num. détaillé dact. (271 AP 21 à 51), par C. de Tourtier-Bonazzi, 15 p.

L'inventaire analytique de la correspondance d'Odilon Barrot a été rédigé par Charles Alméras comme thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres, avant l'achat de l'ensemble du fonds par les Archives nationales (table de concordance entre les cotes données par Alméras et les cotes de la série AP, en tête de l'inventaire de 271 AP 1 à 7 ; index des noms géographiques et de personnes).

Notice biographique.

Avocat libéral sous la Restauration, chef de file de l'opposition dynastique sous la monarchie de Juillet, préfet de la Seine en 1830-1831, Odilon Barrot (1791-1873) fut le promoteur de la « campagne des banquets » pour la réforme électorale (1847). Député de l'Eure de 1830 à 1849, il accepta la présidence du Conseil, du 20 décembre 1848 au 31 octobre 1849, et le portefeuille de la Justice, du 20 décembre 1848 au 31 octobre 1849. Mais il se laissa reprendre par ses opinions monarchistes et fut arrêté après le 2 décembre 1851. Après le 4 septembre 1870, il fut nommé par Thiers président du Conseil d'État, le 27 juillet 1872. Il était membre de l'Institut depuis 1855.

Présentation du contenu.

271 AP 1-9. Correspondance. 1786-1872.

10-20. Famille Barrot et alliées.

21-28. Papiers politiques. 1811-1873.

29-40. Discours, manuscrits d'ouvrages (dont *Mémoires*) et notes. 1832-1871.

41-51. Affaires judiciaires : minutes des plaidoiries d'Odilon Barrot et minutes de consultations juridiques ou consultations imprimées données par lui. 1811-1865.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 225-226.

272 AP

FONDS PLOEUC

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 33 cartons (272 AP 1-33) ; 4,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1962.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1968, 26 p.

Notice biographique.

Originaire du bourg de Ploeuc-sur-Lié (Côtes d'Armor), la famille de Ploeuc tire son origine des ducs de Penthièvre dont elle semble être une branche cadette. Les Ploeuc, qui apparaissaient comme purement terriens aux xv^e et xvi^e siècles, devinrent marins et militaires avec Vincent de Ploeuc, chevalier de Kerharo (mort en 1753), capitaine de vaisseau. Son frère cadet, l'abbé Hyacinthe (1662-1739) fut pour sa part évêque de Quimper, de 1707 à 1739. Au xix^e siècle, Alexandre-Marie-Sébastien, marquis de Ploeuc (1815-1888), après avoir gravi les échelons de l'Inspection des finances et avoir été l'un des fondateurs de la Banque ottomane, de 1857 à 1865, devint sous-gouverneur de la Banque de France. Populaire pour avoir su sauvegarder le stock d'or de la Banque de France en s'entendant avec le ministre des Finances de la Commune, le Breton Meslay, le marquis de Ploeuc fut élu député de Paris en 1871, puis réélu en 1876, avant d'abandonner la carrière politique après le krach de l'Union générale, qu'il avait fondée.

Présentation du contenu.

- 272 AP 1-13. Famille de Ploeuc ; Vincent de Ploeuc, chevalier de Kerharo et Mgr de Ploeuc. xv^e-xviii^e s.
- 14-25. Marquis de Ploeuc. xix^e s.
- 26-33. Familles alliées et divers. xv^e-xix^e s.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

273 AP

FONDS ROHAN-BOUILLON

Dates extrêmes : XI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 487 cartons (273 AP 1-624), supplément ; 85 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt du comte Henri de Boisgelin, 1965-1979, transformé en don en 1985, complété par des achats, 1967-1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : S. d'Huart, *Archives Rohan-Bouillon* [273 AP 1 à 273]. *Inventaire*, Paris, 1970, 248 p., IV tableaux généalogiques, II cartes, XII planches (Direction des Archives de France. Inventaires et documents) ; état somm. et rép. num. détaillé dact. (273 AP 274 à 624), par S. d'Huart, 1983, v-88 p. ; sources complémentaires et indications bibliographiques en tête de l'inventaire imprimé ; index des noms géographiques, de personnes et de matières ; 273 AP-274 AP Fonds Rohan-Bouillon et Bouillon : *addenda et corrigenda* à l'inventaire publié en 1970, par O. Poncet, 2004, 4 p. dact.

Les lettres de Turenne conservées dans ce fonds (273 AP 181 à 186, 193) ont été éditées par S. d'Huart, *Lettres de Turenne extraites des Archives Rohan-Bouillon*, Paris, 1971, 676 p., 4 cartes, VI planches (Direction des Archives de France. Archives nationales. Inventaires et documents).

Notice biographique.

Guéthenoc, vicomte de Châteautro en Porhoët au XI^e siècle, fut l'auteur de la maison de Porhoët de laquelle sortit celle de Rohan. Au XII^e siècle, son arrière-arrière-petit-fils, Alain I^{er}, vicomte de Castoelnoc, fut en effet le premier à prendre le nom de la terre de Rohan. Un de ses descendants, Jean I^{er}, vicomte de Rohan (mort en 1396), compagnon de Duguesclin, épousa en 1377 Jeanne d'Évreux, fille de Philippe d'Évreux, roi de Navarre, et de Jeanne de France, reine de Navarre, fille unique de Louis X. Son petit-fils, Alain IX, vicomte de Rohan, mort en 1461, épousa Marguerite de Bretagne, fille de Jean IV, duc de Bretagne. Beau-frère du connétable Arthur de Richemont, il maria sa fille Marguerite (morte en 1496) à Jean d'Angoulême, frère du duc d'Orléans, en 1449. Au XVII^e siècle, Henri, duc de Rohan (1579-1638), chef du parti protestant, soutint trois guerres contre Louis XIII. Rallié, il combattit à la Valteline puis servit sous Bernard de Saxe-Weimar. Louis, prince de Rohan, dit le chevalier de Rohan (1635-1674), grand veneur puis colonel des gardes de Louis XIV, enleva Hortense Mancini, duchesse de Mazarin, et courtisa Madame de Montespan. Il conspira contre Louis XIV avec les Hollandais et fut exécuté. Au XVIII^e siècle, Louis René Édouard, prince de Rohan-Guémené (1734-1803), grand aumônier (1777), cardinal (1778), évêque de Strasbourg (1779) fut impliqué dans l'affaire du collier de la reine et émigra pendant la Révolution. Les Rohan possédaient en Bretagne le comté de Porhoët, le duché de Rohan, la principauté de Guémené, etc. Ils s'allièrent aux La Trémouille, La Guiche, La Mothe-Houdancourt, La Tour d'Auvergne, Montmorency et Tournon. Des Rohan sont sortis les princes de Guémené, les ducs de Montbazou et de Rohan, les princes de Soubise, les princes de Léon, les ducs de Rohan-Chabot, les seigneurs de Gié, de Fontenay, du Gué de l'Isle, du Poulduc et de Montauban.

Historique de la conservation.

Sous la Révolution, la famille de Rohan émigra et s'établit en Autriche et en Bohême, où Charles-Alain de Rohan, fils d'Henri-Louis-Marie de Rohan, prince de Guémené, et de Victoire-Armande-Joséphine de Rohan-Soubise, acheta des domaines et le château de Sichrow (Tchéquie). Il est permis de penser que l'essentiel des archives des Rohan-Guémené et des Rohan-Soubise s'y trouvaient.

Une partie du fonds fut déposée en 1822 chez François-Xavier de Clercq, banquier d'origine belge, qui fut chargé sous l'Empire et la Restauration des affaires de la famille de Rohan, et, à partir de 1830, des biens Bouillon dévolus aux Rohan. Il s'agissait des archives des familles de Rohan et de Bouillon, réunies par l'extinction de la maison des ducs de Bouillon dans celle des Rohan et à la suite du mariage de Louise-Henriette-Jeanne de La Tour d'Auvergne, fille de Godefroy, 5^e duc de Bouillon, avec Hercule-Mériadec de Rohan-Guémené, 3^e mariage entre les deux maisons depuis un demi-siècle. C'est l'arrière-petit-fils de M. de Clercq, le comte Henri de Boisgelin, qui donna ce fonds aux Archives nationales entre 1965 et 1979.

Une autre partie du fonds resta aux mains de la branche aînée des Rohan devenue autrichienne au début du XIX^e siècle, et, après la nationalisation du château en 1945, ces archives ont séjourné aux archives d'État de Prague puis ont été transportées en 1965 à la succursale des Archives d'État de Litomerice à Decin (Tchéquie).

Présentation du contenu.

- 273 AP 1-175. Branches des Rohan-Guémené et des Rohan-Soubise : papiers personnels et de fonction, terres et biens, familles alliées. 1002 (copie)-1790.
- 176-273. Familles de La Marck et de La Tour d'Auvergne, ducs de Bouillon, maréchal de Turenne. Principautés de Bouillon et de Sedan, comté d'Évreux. 1243-1838.
- 274-299. Louis de Clercq et son épouse, née Henriette Crombez-Lefebvre. 1808-1878.
- 300-386. Successions Guémené, Soubise, Rohan-Guémené, Rohan-Soubise, Rohan-Rochefort, Marsan, Condé, Lorraine, Guise et Bouillon. XVIII^e-XIX^e s.
- 387-449. Familles de Rohan-Guémené, de Rohan-Soubise et de La Tour d'Auvergne, princes et ducs de Bouillon, familles de Lévis-Ventadour et de Melun-Espinoy. XIII^e-XIX^e s.
- 450-617. Terres et biens. XVII^e-XIX^e s.
- 618-622. Lettres adressées à Monsieur et Madame de Clercq. 1815-1866.
- 623. Comtesse d'Artois. 1790.
Liquidation des dettes des émigrés. An VIII.
- 624. Documents divers : personnages et terres. XVII^e s.-1852.

Supplément (19 cartons non cotés).

Gestion des biens des Rohan par Louis de Clercq.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) ont fait microfilmer, sous la cote 286 Mi 1 à 3, les archives de la famille de Rohan, conservées aux Archives de Litomerice à Decin (Tchéquie).

Un fonds provenant de la succession du duc de Bouillon a été versé en 1812 et 1828 aux Archives nationales, où il constitue la série R².

Les Archives nationales (site de Paris) conservent un fonds Bouillon sous la cote 274 AP et des compléments à ces deux fonds sous AB XIX 5025-5027.

Les Archives départementales des Yvelines conservent, sous la cote E 3684, des papiers de Frédéric-Maurice de La Tour d'Auvergne, duc de Bouillon.

La Bibliothèque de Nantes conserve, sous les cotes 1873-1874, une *Histoire manuscrite de la maison de Rohan*, ainsi que des documents relatifs à cette famille. On en trouve également à la bibliothèque du Wurtemberg, à Stuttgart (fonds Soubise) ainsi qu'aux Archives départementales d'Indre-et-Loire (archives du duché de Montbazou), de la Corrèze (familles de Lentillac et de Rohan) et du Morbihan (fonds Guémené et Rohan-Chabot).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de S. d'Huart, *Archives Rohan-Bouillon*, Paris, 1970.
MARTIN (Georges), *Histoire et généalogie des maisons de Rohan, de Chabot et de Rohan-Chabot*, La Ricamarie, 1977, 2 tomes.

274 AP

FONDS BOUILLON

Dates extrêmes : 1516-xix^e siècle.

Importance matérielle : 3 cartons (274 AP 1-4) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1952-1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : S. d'Huart, *Archives Rohan-Bouillon... Inventaire*, Paris, 1970, 248 p., (Direction des Archives de France. Inventaires et documents), p. 191-196 : inventaire des cotes 274 AP 1 et 2 ; 273 AP-274 AP Fonds Rohan-Bouillon et Bouillon : *addenda et corrigenda* à l'inventaire publié en 1970, par O. Poncet, 2004, 4 p. dact.

Notice biographique.

La seigneurie de La Marck en Westphalie fut érigée en comté au xiii^e siècle et les seigneurs qui portaient jusqu'alors le titre de comtes d'Altena prirent celui de comtes de La Marck. Situé aux confins de la France, du Luxembourg et de la Belgique, le territoire de Bouillon fut érigé en duché de Bouillon en 1093 en l'honneur de Godefroi de Bouillon. Il fut cédé par ce dernier aux évêques de Liège en 1095, passa en 1483 aux comtes de la Marck puis en 1591 aux seigneurs de La Tour d'Auvergne.

Famille célèbre d'Auvergne originaire du village de Latour, à l'ouest d'Issoire (Puy-de-Dôme), la famille de La Tour d'Auvergne remonte au xiii^e siècle avec Bertrand de La Tour. D'elle sortirent les comtes d'Auvergne, les ducs de Bouillon et d'Albret, les vicomtes de Turenne.

Second fils d'Henri de La Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, prince régnant de Sedan (1555-1623), un des chefs du parti protestant sous Henri IV, et d'Élisabeth de Nassau, Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne (1611-1675), fut formé par Maurice de Nassau. Passé au service de la France, il prit part à la guerre de Trente Ans en Flandre, sur le Rhin et en Italie. Il prit Turin aux Espagnols en 1640. Revenu en Allemagne, il vengea sa défaite de Marienthal (1645) par la victoire de Nördlingen, qu'il remporta avec Condé en 1645. Un moment aux côtés des frondeurs (il fut battu avec les Espagnols à Rethel en 1650), il se rallia à la cause royale, vainquit Condé au faubourg Saint-Antoine en 1652 et remporta sur les Espagnols les batailles d'Arras (1654) et des Dunes (1658), ce qui lui valut d'être nommé maréchal général en 1660. Il prit part à la guerre de Dévolution et enleva la Flandre à l'Espagne en trois mois, en 1667. Son rôle dans la guerre de Hollande fut déterminant : après le Palatinat, il envahit l'Alsace. Il trouva la mort à Sasbach en combattant Montecuccoli.

Présentation du contenu.

- 274 AP 1. Famille de La Marck. 1516-1800.
2. Branche aînée de La Tour d'Auvergne. 1590-1790.
3. Titres de l'hôtel de Bouillon, quai Malaquais, Paris. 1649-an XIV.
4. Mémoires manuscrits autographes d'Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, maréchal de France, xvii^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent :

- sous la cote 1 AP, le chartrier de Thouars, qui contient de nombreux documents La Tour d’Auvergne en raison des alliances entre les La Trémoille et les La Tour d’Auvergne ;
- la généalogie de la famille de La Marck (xvi^e-xviii^e s.) sous les cotes T 1526¹ et 1526² ;
- les archives des Rohan-Bouillon (273 AP), alliés par mariages aux La Tour d’Auvergne ;
- des compléments aux deux fonds 273 AP et 274 AP sous AB XIX 5025-5027 ;
- la thèse dact. d’École des chartes d’Henri Zuber, « Recherches sur l’activité politique et diplomatique de Henri de La Tour, vicomte de Turenne, puis duc de Bouillon (1573-1623), 1982 (AB XXVIII 767).

Des documents provenant des chartriers des ducs de Bouillon sont conservés aux Archives départementales de l’Eure (E 248 à 264, 271, 273, 275 à 385, 2337, 2338, 2342 à 2354).

Bibliographie.

Informations extraites de l’introduction de S. d’Huart, *Archives Rohan-Bouillon*, Paris, 1970.
L’épiscopat français depuis le Concordat jusqu’à la séparation (1802-1905), Paris, Librairie des Saints-Pères, 1907, p. 153-154.

275 AP

FONDS MARCHAND

Dates extrêmes : 1800-1816, 1899.

Importance matérielle : 7 cartons (275 AP 1-7) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par O. Dresch-Krakovitch, 1966, 20 p.

Notice biographique.

Avocat au parlement de Grenoble, volontaire en 1791, Jean-Gabriel Marchand (1765-1851) devient général en 1799. Général de division en 1805, comte de l'Empire en 1808, il s'illustre en Espagne. En Russie, il prend part à la prise de la Grande Redoute de la Moskowa et défend Kowno. Il combat en 1813 à Lützen, Bautzen et Leipzig. Commandant à Grenoble à la place de Delaroche, il résiste aux Autrichiens. Maintenu à Grenoble sous la première Restauration, il tente de s'opposer à Napoléon en 1815 mais évacue Grenoble le 7 mars 1815. Ministre de la Guerre du 29 juin au 8 juillet 1815, il est ensuite accusé d'avoir livré Grenoble à Napoléon et traduit devant un conseil de guerre qui l'acquitte. Admis à la retraite, il est nommé pair de France en 1837.

Présentation du contenu.

275 AP 1. Biographie du général Marchand. 1899.

Certificat de mariage. 1800.

Procès. 1815-1816.

2-3. Lettres de Marchand à sa femme. 1808-1816.

4-7. Cartes non classées.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 266-267.

276 AP

FONDS SCHEURER-KESTNER

Dates extrêmes : 1846-1899.

Importance matérielle : 3 cartons (276 AP 1-3) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Cl. Fr. Hollard-Rochat, 1966 et 1982, 11 p.

Notice biographique.

Après des études au lycée de Strasbourg, Auguste Scheurer (1833-1899), dit Scheurer-Kestner suite à son mariage avec Céline Kestner, étudia la chimie à Strasbourg et à Paris, puis retourna en 1854 en Alsace travailler dans la fabrique d'impression d'étoffes de son père. Après son mariage, il entra dans la fabrique de produits chimiques que possédait son beau-père à Thann. Ses activités (il faisait entrer en France des brochures anti-impériales interdites) le conduisirent en 1862 à Sainte-Pélagie où il demeura trois mois. En 1870, il se mit à la disposition de Gambetta qui le nomma directeur de l'établissement pyrotechnique de Sète. En 1871, il fut élu représentant du Haut-Rhin à Bordeaux. Il démissionna le 1^{er} mars avec tous les députés alsaciens. Il fut élu député de Paris le 2 juillet 1871. La Chambre le désigna comme sénateur inamovible en 1875. Il devint secrétaire du Sénat en 1876. Membre de l'Union républicaine et ami de Gambetta, il prit en 1881 la succession de celui-ci à la direction du journal *La République française* dont il avait été, en 1871, l'un des fondateurs. Il y resta jusqu'en 1886. Élu vice-président du Sénat en 1895, il fut réélu jusqu'en 1898 où son attitude en faveur de Dreyfus empêcha sa réélection. Il joua jusqu'à la fin de sa vie un rôle prépondérant dans la lutte pour la réhabilitation de Dreyfus.

Présentation du contenu.

276 AP 1-3. Correspondance reçue. 1846-1899.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de Cl. Fr. Hollard-Rochat.

277 AP

FONDS D'ÉON

Dates extrêmes : 1771-1791.

Importance matérielle : 1 carton (277 AP 1) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1960-1977.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. et ms., par O. Dresch-Krakovitch, 1966 et 1977, 14 p.

Notice biographique.

Charles-Geneviève-Louis-André-Timothée de Beaumont d'Eon (1728-1810) appartenait à une famille de parlementaires. Après des études de droit, il devint, en août 1749, avocat puis secrétaire de Berthier de Sauvigny, intendant de la généralité de Paris. Il fut chargé d'une première mission diplomatique auprès de la tsarine Élisabeth en 1755. Au début de la guerre de Sept Ans, il fut nommé secrétaire à l'ambassade de Saint-Pétersbourg et chargé par le roi d'amener l'impératrice à conclure un traité d'alliance avec la France. Il resta en Russie de 1755 à 1760. En décembre 1760, nommé capitaine de dragons, il partit pour l'Autriche, devint aide de camp du comte de Broglie et se signala dans différents combats en Allemagne. En 1762, il fut envoyé à Londres comme secrétaire du duc de Nivernais, et chargé de mener des négociations secrètes avec la reine d'Angleterre, Marie-Charlotte. Louis XV le récompensa en le nommant chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (1763). À partir de 1763, le chevalier d'Eon passa la plus grande partie de sa vie en Angleterre. Il représentait en fait le « Secret du Roi » contre le diplomate officiel de la cour et des ministres, le comte de Guerchy. À la mort de Louis XV, Beaumarchais, aidé du pamphlétaire Morande, fut chargé par Louis XVI d'obtenir du chevalier, contre de l'argent, les papiers qu'il détenait. D'Eon se travestit alors en femme, signa en 1775 avec Beaumarchais une convention par laquelle il se reconnaissait femme et promettait de restituer les papiers demandés. Mais des questions d'argent firent du chevalier et de Beaumarchais des ennemis irréductibles. En 1777, d'Eon rentra à Paris où il fut présenté comme femme à la Cour. En 1785, la « chevalière » obtint l'autorisation de retourner à Londres où elle resta jusqu'à sa mort, en 1810.

Présentation du contenu.

277 AP 1. Lettres adressées au chevalier par Morande. 1771-1791.

Correspondance échangée avec Vignoles, secrétaire du chevalier. 1775-1791.

Correspondance active et passive. 1761-1787.

Carnets d'adresses. 1777-1785.

Sources complémentaires.

Dans le fonds Bertier de Sauvigny conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 80 AP se trouvent quelques lettres du chevalier d'Eon (80 AP 179 et 183).

Le ministère des Affaires étrangères (correspondance politique : fonds d'Angleterre, vol. 450, suppl. 13, 16 et 17, fonds de Russie, vol. 51 et 52 ; mémoires et documents : fonds Angleterre, vol. 59, fonds États-Unis, vol. 4, fonds de Russie, vol. 5) et la bibliothèque municipale de Tonnerre (correspondance et papiers de famille donnés par Jacquillat-Despréaux en 1837) conservent des papiers du chevalier d'Eon.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé dact. d'O. Dresch-Krakovitch.

278 AP

FONDS BERNARD DE CALONNE

Dates extrêmes : 1510-1902.

Importance matérielle : 15 cartons (278 AP 1-15) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle de Calonne, octobre 1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1966, 30 p.

Notice biographique.

Originaires du Hainaut, les Bernard, d'abord seigneurs d'Esquelmes, furent ensuite seigneurs puis comtes de Calonne, et, grâce à des alliances avec les familles de Berghes et Delval de la Marche, devinrent propriétaires de nombreuses terres en Artois. Une alliance en 1847 avec Marie-Louise-Adélaïde-Sophie Morel de Boncourt, provoqua l'apport des biens de la famille Morel de Boncourt en Santerre et dans la Somme. Descendant de cette lignée de propriétaires fonciers, Alphonse de Calonne (1818-1902), légitimiste, échoua dans sa candidature aux élections de 1869 dans le Pas-de-Calais, son département d'origine, mais il mena un combat actif pour ses idées dans la presse. Il dirigea la *Revue contemporaine*, mais fut aussi critique d'art, généalogiste, auteur de projets pour l'exposition de 1900, historien de la ville de Paris et s'occupa aussi de questions agricoles et économiques.

Présentation du contenu.

278 AP 1-7. Famille de Bernard de Calonne et familles alliées. 1510-1847.

8-15. Alphonse de Calonne. 1854-1902.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

279 AP

FONDS MASSA

Dates extrêmes : 1797-1959.

Importance matérielle : 27 cartons (279 AP 1-39) ; 4,25 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Duplex, 1966, complété par des achats, 1968-2004.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact (279 AP 1-37), par S. d'Huart, 1968, 30 p.

Notice biographique.

Claude-Ambroise Régnier (1746-1814) fut d'abord avocat au bailliage de Lunéville puis au parlement de Nancy, avant d'être élu en 1789 député du Tiers-État. En 1791 après la fuite de Varennes, il fut envoyé comme commissaire dans les départements de l'Est afin d'y apaiser les troubles. Nommé président du tribunal de Nancy en 1792, il fut destitué de sa charge en 1794 et arrêté. Il recouvra ses fonctions et fut élu en 1795 député de la Meurthe au Conseil des Anciens dont il devint président l'année suivante. Il apporta son concours au coup d'État du 18 brumaire et présida la commission législative qui prépara la constitution de l'an VIII. Membre du Conseil d'État, il fut nommé Grand Juge, titre alors donné au ministre de la Justice, et il remplaça Fouché au ministère de la Police pendant sa disgrâce, de 1802 à 1804. Comte d'Empire en 1808, il fut fait duc de Massa et de Carrara en 1809. En 1813, il quitta le ministère de la Justice et devint ministre d'État et président du Corps législatif. En 1814, il adhéra à la première Restauration mais il mourut subitement le 25 juin 1814. De son mariage avec Charlotte Lejeune (1748-1835), d'une famille de parlementaires lorrains, il avait eu quatre enfants. Son fils Sylvestre Régnier (1783-1851) fit une carrière administrative, comme auditeur au Conseil d'État (1803) puis comme préfet (1813). Il épousa en 1810 Anne dite Nancy (1792-1870), la fille aînée du maréchal Macdonald, duc de Tarente. Le fils aîné du second duc de Massa, Alfred, marquis de Massa (1814-1846), épousa Andréine Leroux, nièce de Louis-André Dosne, laquelle, veuve en 1846, se remaria avec le baron Roger. Le second duc de Massa eut un autre fils, Philippe (1831-1910), écuyer de Napoléon III et auteur d'opéras et d'opérettes, et deux filles, Nancy (1815-1864), qui épousa Édouard Burignot de Varenne (1795-1873), ambassadeur à Lisbonne, député de Saône-et-Loire et sénateur du Second Empire, et Mathilde (1824-1907), chanoinesse et femme de lettres.

Louis-Dominique Galliard (1792-1872) était le neveu du premier duc de Massa et son secrétaire particulier. En 1814, il était avocat à Nancy.

Présentation du contenu.

- 279 AP 1-4. Claude-Ambroise Régnier, duc de Massa : dotations impériales et affaires de la duchesse de Massa après son veuvage. 1808-1835.
- 5-22. Sylvestre, second duc de Massa, et son épouse, Nancy Macdonald. 1804-1861.
- 23-32. Leurs enfants : Alfred, marquis de Massa, Philippe, Nancy, épouse du diplomate Édouard Burignot de Varenne, et Mathilde de Massa. 1830-1870.
- 33-35. Alfred, troisième duc de Massa, fils de la baronne Roger, André et Jean quatrième et cinquième ducs. 1856-1959.

36. Maréchal Macdonald. 1797-1935.
37. Divers et mémoires de Louis-Dominique Galliard. 1833-1883.

Supplément.

- 38-39. Archives du Grand Juge Régnier et de sa famille. XIX^e–XX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.
TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 633.

280 AP

FONDS LE JUGE DE SEGRAIS ET BOULOC

Dates extrêmes : 1499-1964.

Importance matérielle : 4 cartons (280 AP 1-4) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Le Juge de Segrais, 1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. ms., par M. Le Juge de Segrais, 1966, 46 p.

Notice biographique.

La famille le Juge compta des fonctionnaires à l'île de France ou île Maurice, au XVIII^e siècle. Elle était alliée aux familles de Boulloc, de Robillard, Ripaud de Montauvert, Romefort, Merlo d'Ancy et Merlo de Saint-Pierre.

Présentation du contenu.

280 AP 1-4. Famille Le Juge et familles alliées. 1499-1964.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique de M. Le Juge de Segrais.

281 AP

FONDS CHARTON ET SAGLIO

Dates extrêmes : 1827-1927.

Importance matérielle : 1 carton (281 AP 1-2) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la librairie Janvier, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par P.-E. Robinne, 1967, 14 p.

Notice biographique.

Édouard Charton (1807-1890) fonda en 1833 le journal le *Magasin pittoresque*. En 1848, il créa une Haute commission des études scientifiques et littéraires. Aussi est-ce à lui qu'Hippolyte Carnot confia les fonctions de secrétaire général du ministère de l'Instruction publique. Dans le même temps, le département de l'Yonne le désigna comme représentant du peuple à l'Assemblée constituante. Sous le Second Empire, il se tint à l'écart des activités politiques. Il fut toutefois élu en 1867 à l'Académie des sciences morales et politiques. Gambetta le fit nommer préfet de Seine-et-Oise. Il n'y resta pas longtemps, partageant ses activités entre la direction du *Magasin pittoresque* et les obligations de son mandat de sénateur dans l'Yonne.

Son gendre André Saglio (1869-1929) dit Jacques Dréza, peintre, professeur à l'École des beaux-arts, fut conservateur au Grand Palais où il dirigea l'organisation du Salon d'automne. Il devint vers 1910 commissaire général des expositions à l'étranger.

Présentation du contenu.

281 AP 1-2. Correspondance adressée à Édouard Charton et à André Saglio. 1827-1927.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de P.-E. Robinne.

282 AP

FONDS PARFAIT

Dates extrêmes : 1843-1902.

Importance matérielle : 1 carton (282 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par P.-E. Robinne, 1967, 12 p.

Notice biographique.

Noël Parfait (1813-1896), journaliste politique, acquit de la notoriété par des écrits pamphlétaires contre la monarchie de Juillet (« les Philippiques »). Il devint après la Révolution de 1848 commissaire du gouvernement à Chartres, puis fut élu par son département représentant à l'Assemblée législative (mai 1849). Expulsé après le coup d'État du prince-président (décembre 1851), il se retira en Belgique où il se consacra à des travaux littéraires. Rentré en France après l'amnistie de 1859, il fut attaché à la librairie de Michel Lévy comme correcteur et se tint à l'écart de la politique jusqu'à la fin de l'Empire. Lors des élections de 1871, Noël Parfait fut élu député par la circonscription de Chartres. Il y fut réélu jusqu'en 1885. Son fils Paul était secrétaire d'Alexandre Dumas.

Présentation du contenu.

282 AP 1. Correspondance adressée à Noël Parfait et à son fils Paul. 1843-1902.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de P.-E. Robinne.

283 AP

FONDS VASSÉ

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 14 cartons (283 AP 1-14) ; 1,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1967, renouvelé le 13 avril 2002.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1968, 6 p.

Notice biographique.

La famille de Vassé, d'ancienne noblesse féodale fixée dès le XIII^e siècle aux confins du Maine et du Perche, était originaire du Poitou. Alliée à la plupart des familles de moyenne noblesse de sa région d'origine, elle comptait aussi des alliances avec les plus grandes, les Broglie, les Lusignan et les d'Humières. Le vidame Alexis-Bruno de Vassé, mort en 1820, fut écuyer du prince de Condé sous l'émigration.

Présentation du contenu.

283 AP 1-12. Famille de Vassé, dont le vidame Alexis-Bruno de Vassé. XIV^e-XIX^e s.

13-14. Familles de Pieffort et de Croix. XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de M. Guillot.

284 AP

FONDS SIEYÈS

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 19 cartons (284 AP 1-19) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur et Madame Jean de Pennart, 1967-1968, complété par des achats, 1968-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : R. Marquant, *Les Archives Sieyès aux Archives nationales. Inventaires*, Paris, 1970, in-8°, 130 p., V planches, un tableau généalogique (Ministère des Affaires culturelles. Direction des Archives de France. Archives nationales). Index des noms géographiques, de personnes et de matières à la fin de l'inventaire.

Notice biographique.

Fervent lecteur des philosophes du xviii^e siècle, Emmanuel Joseph Sieyès (1748-1836) entra sans vocation dans les ordres et fut nommé en 1787 vicaire général de Chartres. Installé à Paris en 1788, il fit paraître peu après son *Essai sur les privilèges* (1788) et sa brochure *Qu'est-ce que le tiers état* (1789). Député du tiers en 1789, il joua un rôle décisif dans la transformation des états généraux en Assemblée nationale (juin 1789). Membre du Club des jacobins, il contribua au sein de la Constituante à faire adopter la division administrative de la France en 83 départements et le maintien du suffrage censitaire dans la constitution de 1791. Monarchiste constitutionnel rallié aux Feuillants, il fut élu à la Convention où il vota cependant la mort du roi. Membre du Comité de salut public après le 9 thermidor, il s'occupa de diplomatie et signa avec la Hollande le traité de La Haye (1795). Élu directeur en 1795, il se démit en faveur de Carnot et siégea aux Cinq-Cents, qu'il présida après le coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797). Ministre plénipotentiaire à Berlin, il revint à Paris en mai 1799 pour occuper au sein du Directoire la place de Reubell et prépara le coup d'État du 18 brumaire an VIII avec Bonaparte et Fouché. Consul provisoire, il participa à la rédaction de la Constitution de l'an VIII. Sieyès fut fait comte d'Empire en 1809, pair pendant les Cent-Jours. Réfugié à Bruxelles en 1815 et proscrit comme régicide en 1816, il ne revint en France qu'en 1830.

Présentation du contenu.

284 AP 1-6. Notes autographes.

7-18. Série chronologique.

7. Avant 1789.

8. Assemblée nationale. Législative. 1789-septembre 1792.

9-10. Convention. Septembre 1792-an III.

11. Membre des Cinq-cents. An IV.

12. Mission à Berlin. 19 floréal an VI-27 floréal an VII (8 mai 1796-16 mai 1799).

13-15. Directeur. Floréal an VII-brumaire an VIII (mai-novembre 1799).

16. Consulat et Empire. Brumaire an VIII-1815.

17. Correspondants principaux. 1777-1808.
18. Imprimés et divers. 1789-1851.
19. Papiers d'affaires, lettres de rentes. xvii^e-XIX^e s.
Papiers fragmentaires ne concernant pas Sieyès.

Bibliographie.

FAURÉ (Christine), dir., *Des manuscrits de Sieyès*, Paris, Éd. Honoré Champion, 1999-2007,
2 vol. (*Pages d'archives*, n^{os} 10 et 18).

285 AP

FONDS GIRAULT

Dates extrêmes : 1878-1919.

Importance matérielle : 33 atlas et 13 portefeuilles (285 AP 1*-29*, 285 AP 1-15).

Modalités d'entrée : don de la direction de l'Architecture du ministère des Affaires culturelles, 25 avril 1967 et janvier 1969.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. des plans conservés en albums (285 AP 1* à 29*), par M. Le Moël, 1967, 3 p. ; inv. anal. dact. des plans conservés en feuilles (285 AP 1 à 15), par N. Felkay, 1977, 3 p.

Notice biographique.

Élève de Daumet, prix de Rome en 1880, Charles-Louis Girault (1851-1933) fut architecte des Bâtiments civils et palais nationaux. Professeur d'atelier libre à l'École nationale supérieure des beaux-arts, il fut l'auteur, entre autres créations, du Petit Palais de l'Exposition universelle de Paris en 1900, et d'importants monuments commandés par le roi Léopold II de Belgique, dont il fut l'architecte favori.

Présentation du contenu.

Atlas.

- 285 AP 1* à 26*. Belgique : domaines et châteaux royaux de Laeken et de Tervuren, parc du Cinquantenaire à Bruxelles, promenoir d'Ostende. 1901-1911.
- 285 AP 27* à 28*. Paris : Palais des Beaux-Arts aux Champs-Élysées ; crypte de l'Institut Pasteur et monument funéraire de Pasteur et de sa femme. – Charleville (Ardennes) : projet pour le caveau de la famille Gustave Gailly. 1895-1911.
- 285 AP 29* Manoir de « Sans-Soucis » du baron Édouard de Rothschild à Gouvieux (Oise). 1906-1908.

Portefeuilles.

- 285 AP 1 à 5. Belgique : domaines royaux de Tervuren et de Laeken ; palais du Cinquantenaire à Bruxelles ; château royal d'Ostende. 1901-1911.
- 285 AP 6 à 10. Paris : expositions universelles de 1889 et de 1900 (Petit-Palais) ; Collège indigène des colonies françaises ; Opéra-Comique ; hippodrome de Longchamp. 1887-1912.
- 285 AP 11. Manoir de « Sans-Soucis » du baron Édouard de Rothschild à Gouvieux (Oise). 1906-1908.
- 285 AP 12 à 14. Œuvres d'autres architectes que Girault. 1878-1919.
12. Charles Garnier : esquisses d'avant-projets pour les Tuileries et le pavillon de Flore et projet de reconstruction pour l'installation du Musée des Contemporains ou du Musée du Luxembourg. 1879-1886.

13. Victor Blavette : projet pour l'escalier Daru du Louvre. 1918-1919.
14. Wilbrod Chabrol : projet pour la façade de la manufacture nationale des Gobelins. 1878.

285 AP 15. Pièces éparses se rapportant ou non à Girault, dont : projet de Faure-Dujarric pour le ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes ; salles de concerts et de spectacles par Girault (salles des Agriculteurs de France, d'Harcourt, Érard, Pleyel, du Conservatoire de Paris, d'audition du Conservatoire Royal de Bruxelles, des théâtres de Monte-Carlo et de Bayreuth). 1895-1906 et s. d.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 147.

286 AP

FONDS CAMBACÉRÈS

Dates extrêmes : 1638-1937.

Importance matérielle : 7 cartons (286 AP 1-7) ; 1,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1964-2000, complétés par un don du baron Zerilli-Marimo, 1972.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (286 AP 1 à 3), par R. Marquant, 1970, 6 p. ; suppl. dact. (286 AP 4 à 7), 1984, 1 p.

Notice biographique.

Jean-Jacques Régis de Cambacérès (1753-1824), conseiller à la chambre des comptes de Montpellier en 1771, président du tribunal criminel de l'Hérault en 1789, fut élu député à la Convention en 1792 où il vota la mort de Louis XVI. Il se prononça pour l'arrestation des chefs girondins après la trahison de Dumouriez. Il rédigea un premier projet de Code civil, présenté à la Convention en août 1793 et rejeté. Membre du Conseil des Cinq-Cents, ministre de la Justice (18 juin 1799), il fut nommé deuxième consul à la demande de Bonaparte. Président du Sénat et du Conseil d'État, il se spécialisa dans les questions d'administration judiciaire, contribuant à l'élaboration du Code civil. Archichancelier de l'Empire (1804) et duc de Parme, il se rallia aux Bourbons en 1814, reprit ses fonctions pendant les Cent-Jours et fut ensuite proscrit comme régicide de 1815 à 1818.

Présentation du contenu.

- 286 AP 1 *Dossier 1.* Jean-Antoine Cambacérès, père de l'archichancelier.
- Dossier 2.* Correspondance active et passive de Cambacérès, 1788-1815.
- Dossiers 3-23.* Livres de raison. 1792-1816.
- Dossier 24.* États de situation, de recettes et dépenses. An VIII-1816.
- 2 *Dossiers 25-26.* Registres de recettes et dépenses. An X-1812.
- Dossier 27.* Hôtel, place du Carrousel. 1808.
- Dossier 27bis.* Duché de Parme. 1811-1812.
- Dossier 28.* Hôtel de la rue de l'Université, n° 23, Paris. 1638-1847.
- Dossier 29.* Propriété de Plessis-Belleville (Oise). 1791-1822.
- 3 *Dossier 30.* Fondation de 50 lits à l'hospice des incurables. 1820.
- Dossier 30bis.* Exil en Belgique et recours en grâce après la loi d'amnistie de 1816.
- Dossier 31.* Testament de Cambacérès. 1818.
- 4-5 Minutes de lettres de Cambacérès à Napoléon I^{er} et transcriptions dactylographiées. 1801-1814.
- 6-7 Collection de faire-part. 1861-1937.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de l'Allier conservent un fonds Delaire de Cambacérés sous la cote 85 J.

Les Archives départementales de l'Hérault détiennent un microfilm de papiers de Cambacérés (1 Mi 151).

Bibliographie.

Les lettres conservées sous les cotes 286 AP 4-5 ont été éditées dans : *Cambacérés, Lettres inédites à Napoléon, 1802-1814*, éd. par J. TULARD, Paris, Éd. Klincksieck, 1973, 2 vol.
TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 351-354.

287 AP

FONDS LOUIS-NATHANIEL ROSSEL

Dates extrêmes : 1837-1928.

Importance matérielle : 2 cartons (287 AP 1-2) ; 0,23 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1967.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par É. Thomas, 1967, 3 p.

Notice biographique.

Élève à l'École polytechnique en 1862, Louis-Nathaniel Rossel (844-1871) était en 1870 capitaine du génie à l'armée de Metz. Après la capitulation, il réussit à s'échapper de Metz et alla à Tours se présenter à Gambetta qui le nomma colonel à titre auxiliaire et chef du génie au camp de Nevers. Partisan de la guerre à outrance, il offrit ses services à la Commune, le 19 mars 1871. Il fut pendant quelques jours son délégué à la guerre. Il démissionna le 8 mai et fut, un mois après, dénoncé, arrêté par les troupes de Versailles, traduit devant un conseil de guerre, condamné et fusillé.

Présentation du contenu.

287 AP 1-2. Lettres, notes, manuscrits, photographies, souvenirs, documents posthumes.
1837-1928.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé d'É. Thomas.

[288 AP]

678 Mi

FONDS BOURBEL

Dates extrêmes : 1330-xx^e siècle.

Importance matérielle : 7 bobines de microfilm (678 Mi 1-7).

Modalités d'entrée : dépôt, 1962, puis microfilm avant retrait par le propriétaire, 1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par S. d'Huart, 1968, 13 p.

Notice biographique.

La maison de Bourbel était une ancienne famille normande originaire du pays de Caux. Son premier représentant fut Hue de Bourbel, écuyer, cité dans des actes d'achat de prés à Hugleville, entre 1330 et 1337. Sous la Révolution, Raoul-Antoine de Bourbel émigra en Angleterre (1791) tandis que son frère Louis-Auguste rejoignit l'armée des Princes (1792) puis se rendit à Malte où il prononça ses vœux (10 février 1793). La famille de Bourbel s'était alliée à d'autres familles normandes (Chasteignier, Dubosc, Duval, de Frontebosc, Le Seigneur de Guetteville...).

Présentation du contenu.

678 Mi 1-2. Famille Bourbel. 1330-xx^e s.

678 Mi 3-6. Familles alliées. 1375-1788.

678 Mi 7. Terres et possessions. 1459-xvii^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de S. d'Huart.

289 AP

FONDS DAMPIERRE

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 125 cartons (289 AP 1-168) ; 17,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 289 AP 1-150 (archives de la branche aînée) : dépôt, 1967-1971, transformé en don par Mesdames Aymardine Matray, Françoise de Dampierre et Éliane de Dampierre, le 8 janvier 2001, complété par un achat, 11 février 1993, et deux dons de Mesdames Matray et Dampierre, 14 mars 2001, 25 novembre 2002.
- 289 AP 151-168 (archives de la branche cadette) : dépôt, 1970-1971.

Conditions d'accès :

- 289 AP 1-150 : sur autorisation.
- 289 AP 151-168 : sur autorisation.

Instrument de recherche : *Archives Dampierre (289 AP). Inventaire*, par Claire Sibille, Paris, 2005, 301 p.

Notice biographique.

La famille de Dampierre, qui compte encore aujourd'hui des représentants, est originaire de Haute-Normandie. Les premiers Dampierre, Élie et Guillaume, sont cités dans les grands rôles de l'Echiquier comme habitant le bailliage d'Arques en 1196. Au XV^e siècle, Jourdain, seigneur de Dampierre et de Biville, panetier du roi en 1405, s'illustra dans la défense du château des Moulineaux (Hauts-de-Seine). Il fut père d'Hector de Dampierre, seigneur de Dampierre, maître d'hôtel de Louis XI et sénéchal de Limousin, et de Guillaume de Dampierre, seigneur de Biville-la-Baignarde, lieutenant général de Normandie. De son mariage avec Jeanne de Roye, Hector de Dampierre eut deux fils, Joachim et Giraud, qui continua la descendance. Au XVI^e siècle, Pierre de Dampierre, par son mariage avec Marie de Loisel, devint seigneur de Millencourt en Ponthieu.

Au XIX^e siècle, Aymar, deuxième marquis de Dampierre (1787-1845), se posa comme champion des Bourbons après Waterloo et devint pair de France en 1827. Son fils, Élie, marquis de Dampierre (1813-1896) fut élu député des Landes en 1848, combattit la politique personnelle du prince Napoléon, et, après le coup d'État du 2 décembre, rentra dans la vie privée. Député des Landes à l'Assemblée nationale en 1871, il siégea à droite, contribua à renverser Thiers en 1873, appuya la politique du duc de Broglie et vota contre la constitution de 1875. Non réélu en 1876, il se consacra à l'agriculture et devint président de la Société des agriculteurs de France, de 1878 à sa mort. Élie de Dampierre eut trois fils : Aymar (1844-1876), qui épousa une fille du général de Lamoricière, Isabelle, Éric (1851-1927) et Septime (1853-1922). D'Aymar sont issus les marquis de Dampierre (branche aînée), d'Eric descendent les comtes de Dampierre (branche cadette).

Fils d'Aymar de Dampierre et d'Isabelle de Lamoricière, Léon Michel Marie *Jacques* de Dampierre (1874-1947), entra à l'École des chartes en 1896 et en sortit premier avec une thèse intitulée « Les Antilles françaises avant Colbert. Les sources, les origines ». Il participa aux *Sources inédites de l'histoire du Maroc*, en collaboration avec le lieutenant-colonel de Castries, son père adoptif. Créateur de la Fondation Richelieu pour l'histoire des activités

françaises hors de France, Jacques de Dampierre publia de 1918 à 1930 l'*Annuaire général de la France et de l'étranger*. Conseiller général de Maine-et-Loire, Jacques de Dampierre présida aussi la Société d'information documentaire et le comité directeur de l'Agence française pour la normalisation.

Grand-père maternel de Jacques de Dampierre, *Christophe* Louis Léon Juchault de Lamoricière (1806-1865), avait fait partie de l'expédition d'Alger de 1830 comme lieutenant du génie. Directeur du premier bureau arabe (1833), lieutenant-colonel (1835), colonel à la suite du siège de Constantine (1837), maréchal de camp (1840) après le combat de la Mouzaïa, lieutenant-général (9 avril 1843), il battit les Marocains à Lalla-Marnia (1844) et contribua à la victoire d'Isly (14 août 1845). En novembre 1845, il reçut de Bugeaud le commandement intérimaire de l'Algérie. Député de la Sarthe de 1846 à 1851, Lamoricière fut ministre de la Guerre dans le gouvernement Cavaignac, de juin à décembre 1848. Emprisonné au fort de Ham puis banni par Napoléon III de 1852 à 1859, il fut autorisé à revenir en France après la mort de son fils en bas-âge, en 1859. Général en chef de l'armée du gouvernement pontifical en 1860, le général de Lamoricière se retira ensuite dans son château de Prouzel (Somme). Il avait épousé Marie-Amélie Gaillard d'Auberville. Leur fille Isabelle (1853-1919) épousa, en 1873, Aymar de Dampierre, puis le colonel comte Henry de Castries (1850-1927), qui adopta son beau-fils Jacques de Dampierre en 1902.

Entré à Saint-Cyr comme officier-élève en 1871, Henry de Castries fut envoyé par mesure disciplinaire en Afrique, en 1873, et affecté aux affaires indigènes. Il demeura sept ans à Aflou, aux confins marocains. Il s'occupa de cartographie dans la région de Figuig et de l'Oued Draa. En avril 1881, il coopéra sous Négrier à la répression de Bou Amana et assista au combat du Chott Tigri. Attaché à la mission chargée en 1887 de présenter au sultan du Maroc une carte de son empire, il explora l'itinéraire de Casablanca à Fez. Il démissionna peu après, s'établit en Anjou, suivit en amateur les cours de l'École des chartes, écrivit et fit de la politique locale comme conseiller général. Lyautey l'appela à Tanger en 1910 comme colonel de territoriale et le prit à son état-major. Le colonel de Castries entra à Fez avec Lyautey en 1912. Pendant la Première Guerre mondiale, il combattit sur l'Ourcq, l'Aisne et la Somme avec le 68^e régiment d'infanterie territoriale. Réformé en 1917, il créa l'Institut historique du Maroc. Le colonel de Castries mourut sans postérité. Il a laissé : *L'Islam* (1896), *Agents et voyageurs français au Maroc* (1911) ainsi que plusieurs traductions d'auteurs arabes.

Historique de la conservation.

Le fonds Dampierre comprend deux fonds distincts :

- les archives de la branche aînée (marquis de Dampierre), qui proviennent du château du Chillon (Maine-et-Loire), propriété du général de Lamoricière, et de Jacques-Audouin, dernier marquis de Dampierre de cette branche aînée (1905-1996) ;
- les archives de la branche cadette (comtes de Dampierre), qui proviennent du château de Plassac (Charente-Maritime) construit par Victor Louis (1731-1811).

Présentation du contenu.

289 AP 1-150. Fonds Dampierre-Lamoricière-château du Chillon. XIII^e-XX^e s.

1. Généralités. XVII^e-XIX^e s.
- 2-3. Les premiers Dampierre. 1250-1463.
4. Les seigneurs de Biville. 1610, 1667.
5. Les seigneurs de Montlandrin. 1560-1663.

- 6-49. Les seigneurs de Sainte-Agathe et de Millencourt et leurs descendants, dont Jacques I, marquis de Dampierre. 1525-xx^e s.
- 50-149. Familles alliées. xvii^e-xx^e s.
 - 50. Famille de Carbonneau. xviii^e-xix^e s.
 - 51. Famille d'Abbadie de Saint-Germain. xviii^e-xix^e s.
 - 52. Famille Barthélémy. xviii^e-xix^e s.
- 53-149. Famille Juchault de Lamoricière. xvii^e-xx^e s.
 - 53-94. Archives seigneuriales et familiales ; archives du général Lamoricière. xviii^e-xx^e s.
 - 95-149. Familles alliées. xvii^e-xx^e s.
 - 95-96. Famille Robineau. xviii^e-xix^e s.
 - 97-119. Famille Gaillard d'Auberville. xvii^e-xix^e s.
 - 120-149. Famille de Castries, principalement comte Henry de Castries, gendre de Lamoricière. xix^e-xx^e s.
- 150. Dampierre non identifiés. xvi^e-xviii^e s.
- 289 AP 151-168. Fonds de Plassac. xvi^e-xix^e s.
 - 151-160. Famille Bigot de Saint-Quentin et familles alliées. xvi^e-xix^e s.
 - 161-167. Archives domaniales et seigneuriales : comté de Plassac et baronnie de Quissac. xv^e-xviii^e s.
 - 168. Documents sans lien direct avec le fonds de Plassac. 1498-1718.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent, sous la cote 102 Mi 1, n° 8, le microfilm des archives Dampierre-Millencourt provenant du château d'Yzengremer (Somme).

Le Service historique de l'armée de Terre conserve des documents provenant du général de Lamoricière (registres sur la place de Lalla-Marnia au Maroc, 1 K 26, et correspondance militaire du xix^e siècle, 1 K 73), ainsi que les dossiers de carrière du général de Lamoricière et du colonel de Castries (7 Y^d 1170 et 5 Y^e 47908).

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 249, et t. 3, 1891, p. 568.

290 AP

FONDS ABBÉ BERNIER

Dates extrêmes : 1800-1804.

Importance matérielle : 1 carton (290 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1967-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par N. Gastaldi, 1991, 7 p.

Notice biographique.

L'abbé Étienne Bernier (1764-1806) était curé de Saint-Laud (Maine-et-Loire) au moment de la Révolution. Il prit une part importante dans l'insurrection vendéenne, mais s'étant rallié à Bonaparte après le 18 brumaire, il travailla désormais à la pacification de la Vendée. Remarqué par le Premier Consul comme rallié de choix et diplomate compétent, il se vit confier par lui, au début de septembre 1800, la mission de ramener l'unité et la paix dans l'Église de France par l'établissement d'un Concordat avec Rome. Sans cesse présent aux négociations avec Rome, l'abbé Bernier fut récompensé de son succès par l'évêché d'Orléans, qu'il reçut en 1802.

Présentation du contenu.

290 AP 1. Négociations du Concordat entre le Saint-Siège et la France. 1800-1804.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de N. Gastaldi.

291 AP

FONDS D'AINE

Dates extrêmes : 1789-1802.

Importance matérielle : 1 carton (291 AP 1) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1964-1965.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par C. de La Soujeole-Delmas, 1968, 16 p.

Notice biographique.

Marius-Jean-Baptiste-Nicolas d'Aine (1730-1795) fut conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du roi (1757), intendant du Limousin (1767) puis du Béarn (1775) et enfin de Touraine (1783). La maladie qui avait frappé sa femme ayant empiré en 1789, il partit avec sa famille en septembre 1789, pour les eaux de Bath en Angleterre. Considérés comme émigrés, les d'Aine virent leurs biens mis sous séquestre. En 1793, la famille d'Aine résida à Maestricht, entourée de nombreux émigrés. D'Aine et sa famille se rendirent à Londres en 1794 et y demeurèrent jusqu'à leur retour en France, en 1802.

Présentation du contenu.

291 AP 1. Lettres adressées à Marius-Jean-Baptiste-Nicolas d'Aine. 1789-1802.

Lettre adressée à M^{me} d'Aine. S. d.

Brouillons de lettres d'Aine. 1790-1801.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de C. de La Soujeole-Delmas.

292 AP

FONDS D'ADHÉMAR

Dates extrêmes : 1328-1756.

Importance matérielle : 1 carton (292 AP 1-2) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1955-1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par S. d'Huart, 1970, 5 p.

Notice biographique.

Originaire de Provence, les Adhémar de Monteil, seigneurs de Grignan et de La Garde, étaient alliés aux Simiane, aux Villeneuve, aux Rabutin et aux Sévigné. Antoine Escalin des Aimars ou d'Adhémar (1498-1578), homme de guerre, était sans doute un bâtard de Grignan.

Présentation du contenu.

292 AP 1-2. Famille d'Adhémar de Monteil, branches Grignan et La Garde, et alliés (Simiane, Villeneuve, Rabutin et Sévigné).

A noter : documents concernant les rapports d'Antoine-Escalin des Aimars ou d'Adhémar et de son fils Jean-Baptiste avec le capitaine Brouart, gouverneur de Pierrelatte. 1328-1756.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de S. d'Huart.

293 AP

FONDS GÉNÉRAL MICHAUD

Dates extrêmes : 1794-1830.

Importance matérielle : 6 cartons (293 AP 1-6) ; 0,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1961-2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par A. Philippe, S. d'Huart et C. de Tourtier-Bonazzi, 1968 et 1982, 4 p.

Notice biographique.

Originaire du Doubs, Claude-Ignace-François Michaud (1751-1835) fut capitaine en 1791, lieutenant-colonel commandant temporaire à Délémont en 1792 et à Porrentruy en 1793. Nommé, par les représentants du peuple près l'armée du Rhin, général de brigade provisoire en 1793, il commanda en chef l'armée du Rhin provisoirement à la place de Pichegru le 8 janvier 1794. Il servit aux armées de Rhin-et-Moselle, de Sambre-et-Meuse puis d'Italie en 1800. Inspecteur général d'infanterie, il passa en Hollande. En 1806, il commanda sous le roi Louis l'avant-garde de l'armée du Nord. Gouverneur des villes hanséatiques à Hambourg en novembre 1806, il commanda par intérim à Berlin puis rejoignit Jérôme en Westphalie. Gouverneur de Magdebourg en 1808-1811, inspecteur général d'infanterie en 1813-1814, il fut mis à la retraite par la première Restauration.

Présentation du contenu.

293 AP 1-4. Copies de lettres et d'ordres du jour envoyés par le général Michaud. 1794-1822.

5-6. Correspondance reçue par le général Michaud. 1794-1830.

Suppléments non cotés.

– lettre du Comité de salut public au général Michaud lui enjoignant de prendre Mayence, 24 brumaire an III (14 novembre 1794) ;

– lettre du général Desaix au général Michaud, commandant de l'armée du Rhin, lui rendant compte d'une attaque ennemie repoussée à Bretzheim, Badenheim, 8 nivôse an III (28 décembre 1794).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm de papiers provenant de Michaud (148 Mi 10-11).

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 312.

294 AP

FONDS D'ANDLAU

Dates extrêmes : 1655-1886.

Importance matérielle : 2 cartons (294 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte Laurent de Sercey, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par S. de Dainville et M. Guillot, 1969, 21 p.

Notice biographique.

La famille d'Andlau appartenait à la vieille noblesse d'Alsace. Ses membres, faits barons du Saint-Empire par diplôme du 16 mars 1676 et comtes par lettres patentes du roi de France en 1750, tenaient un rang élevé dans cette province. Une branche de cette famille eut pour auteur Antoine, chevalier d'Andlau, au début du XVIII^e siècle. Un de ses descendants, Armand-Gaston-Félix d'Andlau (1779-1860) était le fils aîné d'Antoine-Henri d'Andlau (1746-1820) et de Geneviève-Adélaïde Helvétius, fille cadette du philosophe. Il participa à plusieurs des campagnes de l'Empire, fut chambellan de l'Empereur, comte d'Empire le 14 avril 1810. Sous la Restauration, il fut fait chevalier de Saint-Louis, colonel de cuirassiers puis maréchal de camp en 1825. Pair de France en 1827, il se retira de la Chambre des pairs en juillet 1830, mais il resta en activité dans l'armée jusqu'en 1843, date à laquelle il se retira avec le grade de général de brigade. Il avait épousé le 4 février 1823 Pauline-Marine-Joséphine d'Hennezel, dont il eut un fils, Gaston, qui épousa en 1860 Thérèse-Marie-Rose-Berthe Le Pelletier de Saint-Rémy. Les Le Pelletier de Saint-Rémy et leurs alliés, les Josian de Granval dits de La Vigne, habitèrent la Martinique, où ils occupèrent des fonctions civiles et militaires aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Présentation du contenu.

- 294 AP 1. Famille d'Andlau : Antoine, chevalier d'Andlau, comtesse Geneviève-Adélaïde d'Andlau née Helvétius et général Félix d'Andlau. 1730-1886 et s. d.
2. Familles alliées : Josian de Granval ou de La Vigne d'Hennezel et le Pelletier de Saint-Rémy. 1655-1869.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des papiers relatifs à Antoine Henri d'Andlau (T 1624).

Les Archives départementales du Haut-Rhin conservent un fonds d'Andlau sous la cote II E.

Les Archives départementales du Bas-Rhin conservent le chartrier du château de Schoppenwihr (fonds C, familles de Berckheim et d'Andlau).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de S. de Dainville et de M. Guillot.

295 AP

FONDS DU THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE (GESTION DE JEAN VILAR)

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 690 cartons, rouleaux de plans et calques (295 AP 1-687) ; 160 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 295 AP 1-686 : versement, 10 mai 1966.
- 295 AP 687 : don du Centre des Archives du Monde du Travail, 9 août 2006.

Conditions d'accès : libre ou sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (295 AP 1-37), par M. Guillot, 1969, II-14 p. ; état sommaire dact. (295 AP 38-686), par C. Sibille, 2001, 52 p. ; inventaire-index (295 AP 578-607), par P. Laharie, 2005, 57 p. ; index général (295 AP 1-686), par P. Laharie, 2005, 30 p. ; rép. num. dact. (295 AP 687), par P.-R. David, 2006, 1 p.

Notice biographique.

Théâtre subventionné, le Théâtre national populaire (TNP) fut créé en 1920 à l'initiative de Firmin Gémier qui en prit la direction dans une des salles du Trocadéro (1920-1933). En 1937, le Théâtre national du Trocadéro s'installa dans le nouveau palais de Chaillot et fut dirigé par Paul Abram de 1938 à 1940. Le 1^{er} septembre 1951, Jean Vilar, qui animait depuis 1947 le Festival d'Avignon, fut nommé par Jeanne Laurent, sous-directrice du théâtre et de la musique au ministère de l'Éducation nationale, directeur du Théâtre national populaire, qu'il avait tenu à rebaptiser ainsi et qu'il rendit célèbre sous le sigle de TNP. Jean Vilar constitua en quelques mois une équipe administrative sous la direction de Jean Rouvet ainsi qu'une équipe artistique et technique comprenant les décorateurs Léon Gischia et Édouard Pignon, le scénographe Camille Demangeat, le musicien Maurice Jarre et l'éclairagiste Saveron. Il réunit une troupe d'une vingtaine de comédiens, dont Gérard Philippe, Germaine Montero, Monique Chaumette, Maria Casarès, Silvia Montfort, Jean Le Poulain, Charles Denner et Philippe Noiret. En douze ans, Vilar monta 81 spectacles devant plus de 5 500 000 spectateurs à Chaillot et à Avignon. Dirigé par Georges Wilson de 1963 à 1972, le TNP fut transféré au Théâtre national de Villeurbanne en 1973. Le TNP est par vocation un théâtre ouvert au plus grand nombre et défendant un répertoire de culture, accessible à tous.

Présentation du contenu.

295 AP 221-227, 244-248, Secrétariat général : administration intérieure, presse, 276-280, 298-299, 427, 436, publicité, information, invitations, procès.

438-443, 460, 551, 573-574.

39, 130, 228-243, 312, 323- Spectacles : calendrier, tournées, galas, nuits TNP, saisons 401, 409-425, 437, 461-464, Chaillot, Avignon.

550, 619-656, 664-669, 670-676.

148-155, 184-187, 289-297, Pièces : manuscrits de pièces jouées et non jouées, dossiers de 426, 444-458, 578-607. mise en scène, presse, programmes, imprimés.

131-147, 156-158, 215-220, Régie : régie générale, musique, éclairage.
657-663, 677-683.

249-271, 300-307, 313-314, Spectateurs : statistiques, questionnaires.
316-322, 428-431.

162-183, 308-311, 315, 432- Édition : brochures, affiches, photographies.
433, 435, 684.

402-408, 495-532, 538-543. Correspondance.

39, 465-494, 547, 556-568, Personnel : dossiers de personnel, de comédiens.
570-573, 575, 577.

40-129, 188-214, 272-275, Comptabilité.

281-288, 533-537, 548-549,
552-555, 569, 576, 608-618.

1-38^{er}. Press-book.

433-434. Écrits sur le TNP.

685-686. Typons du TNP.

687. *Bref*, journal du TNP, n°55 (avril 1962) et 69 (octobre 1963).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm de « Maldoror », partition du ballet de Maurice Jarre, de « Turcaret » et de coupures de presse (102 Mi 2). Le département des Arts du spectacle de la Bibliothèque nationale détient une collection de documents relatifs au TNP (direction Jean Vilar).

Les Archives nationales (site de Fontainebleau) conservent, notamment, des dossiers de la Commission consultative d'exploitation relatifs au Théâtre national de Chaillot (1960-1987) sous le numéro de versement 19900195.

Melly Puaux a publié les notes de service émanant de Jean Vilar dans l'ouvrage : Jean Vilar, *Du tableau de service au théâtre : Notes de services de Jean Vilar rassemblées par Melly Puaux*, Louvain-la-Neuve, Cahiers théâtre Louvain, 1985, n°53, 131 p.

Bibliographie.

ABIRACHED (Robert), « Jean Vilar devient directeur du Théâtre national populaire », dans *Catalogue des célébrations nationales 2001*, Direction des Archives de France, Délégation aux célébrations nationales, 2001, p. 91-93.

Who's who in France XX^e siècle, 2^e éd., Levallois-Perret, J. Lafitte, 2005, p. 1923.

296 AP

FONDS COMTE D'HECTOR

Dates extrêmes : 1780-1857.

Importance matérielle : 3 cartons (296 AP 1-10) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1969, 7 p.

Notice biographique.

Charles-Jean d'Hector naquit à Fontenay-le-Comte le 22 juillet 1722. Il était le fils d'un officier de marine. Garde-marine à Rochefort le 1^{er} janvier 1741, il devint lieutenant puis capitaine de vaisseau en juin 1756 et janvier 1762. Brigadier des armées navales, il participa comme commandant du vaisseau *L'Orient* au combat d'Ouessant le 28 juillet 1778 ; il fut nommé, le 25 décembre 1779, directeur du port et de l'arsenal de Brest et, en 1781, commandant de la marine dans ce même port, il s'occupa activement de la flotte de la guerre d'Amérique. Il était toujours à Brest lorsque la Révolution éclata. Il en partit en février 1791, émigra et alla rejoindre l'armée des princes où il constitua le régiment d'Hector, qui combattit à Quiberon. Il mourut en Angleterre en 1808.

Présentation du contenu.

296 AP 1. Biographie, mémoires, et états de services du comte d'Hector. 1806-1857.

5-9. Correspondance active et passive. 1780-1802.

10. Journal de bord de l'expédition de la division *Invisible* placée sous les ordres du contre-amiral Allemand. 1803-1804.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de M. Guillot.

[297 AP]

263 Mi

FONDS CALONNE

Dates extrêmes : 1358-1832.

Importance matérielle : 4 bobines de microfilm (263 Mi 1-4).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1968.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. semi-anal, dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1968, 26 p.

Notice biographique.

La famille de Calonne était originaire de Flandre. Louis-Dominique de Calonne, conseiller au parlement de Flandre, avait épousé en 1726 Anne-Henriette de Francqueville. De cette union naquit Charles-Alexandre de Calonne (1734-1802), procureur général au parlement de Douai (1759), intendant à Metz (1766) et Lille (1778) puis contrôleur général des Finances de Louis XVI (1783-1787). Louis-Dominique de Calonne avait un frère, l'abbé Jacques-Ladislas-Joseph.

Présentation du contenu.

263 Mi 1-4. Famille de Calonne dont Louis-Dominique de Calonne, son frère l'abbé Jacques-Ladislas-Joseph et son fils, Charles-Alexandre de Calonne. 1358-1832.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous les cotes AB XIX 3784-3789 et 3854-3857, un important complément aux papiers Calonne (copies de pièces conservées au Public Record Office, à Londres).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de C. de Tourtier-Bonazzi.

298 AP

FONDS CUVILLIER-FLEURY ET TIBY

Dates extrêmes : 1850-1911.

Importance matérielle : 1 carton (298 AP 1-3) ; 0,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1961.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1968, 6 p.

Notice biographique.

Alfred-Auguste Cuvillier-Fleury (1802-1887) fut le secrétaire de Louis Bonaparte, roi de Hollande, dont il partagea l'exil à Rome et à Florence. À son retour en France, il entra comme directeur des études au collège Sainte-Barbe et devint, en 1827, précepteur du duc d'Aumale et ensuite son secrétaire des commandements. En 1834, il entra au *Journal des Débats*, dont il resta jusqu'en 1860 un des principaux rédacteurs. Auteur d'articles historiques et critiques, il fut élu membre de l'Académie française le 12 avril 1866. En 1903 fut publié son *Journal intime*, comprenant des notes prises au jour le jour sur la famille d'Orléans de 1828 à 1851. Sa fille Clémentine épousa Victor Tiby (1833-1881) qui fut secrétaire d'ambassade à Constantinople en 1872, à Rome en 1873, à Berlin en 1875, ministre plénipotentiaire à Copenhague en 1878, puis aux Pays-Bas.

Présentation du contenu.

- 298 AP 1. Lettres reçues par Alfred Cuvillier-Fleury. 1850-1880.
2. Lettres reçues par Victor Tiby. XIX^e s.
3. Lettres reçues par Madame Victor Tiby. 1887-1911 et s. d.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

299 AP

FONDS GÉNÉRAL BALTHAZAR GRANDJEAN

Dates extrêmes : 1795-1820.

Importance matérielle : 1 carton (299 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Michel Ratouis, 1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1968, 8 p.

Notice biographique.

Incorporé comme soldat au régiment de Rouergue, Balthazar Grandjean (1760-1824) fut sous les ordres de d'Estaing à l'armée de Cadix, lors de l'expédition de la Jamaïque en 1782-1783. Congédié par ancienneté le 28 juillet 1785, il revint en Lorraine et reprit ensuite du service à l'armée de Moselle en 1793-1794, puis à l'armée de Sambre-et-Meuse. Général de brigade le 29 août 1803, il fut employé à l'armée de Hanovre en 1804-1805, à l'armée du Nord et à la division Michaud en 1806. Il commanda la 3^e brigade de la 1^e division en 1807 et servit en Espagne de 1808 à 1811. Il prit sa retraite dans le Loiret et devint maire d'Orléans en 1815.

Présentation du contenu.

299 AP 1. États de services du général Grandjean, lettres de service et nominations, correspondance reçue. 1795-1820.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

300 AP

FONDS DE LA MAISON DE FRANCE (BRANCHE D'ORLÉANS)

Dates extrêmes : XII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 4417 cartons et registres (300 AP I 1-2634, 300 AP II 1-679, 300 AP III 1-1048, 300 AP IV 1-312, 300 AP V 1-11, 300 AP 1), supplément ; 600,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 300 AP I à V : dépôts, 1969-2004.
- 300 AP 1 : achats, 1978-2000.

Conditions d'accès :

- 300 AP I à III : sur autorisation.
- 300 AP IV : libre.
- 300 AP V : interdit jusqu'au 23 janvier 2024.
- 300 AP 1 : libre.

Instrument de recherche : *Archives de la Maison de France (branche d'Orléans)*. Tome I : *Fonds de Dreux (300 AP I 1 à 2634)*. Inventaire, par S. d'Huart, Paris, 1976, in-8°, 462 p., un tableau généalogique, une carte, XI planches. Tome II : *Domaines d'Eu, de Haute-Marne et de Sicile (300 AP II 1 à 679)*. Louis-Philippe, Marie-Amélie, princes et princesses d'Orléans (300 AP III 1 à 350). *Fonds Nemours (300 AP IV 1 à 310)*. Inventaire, par S. d'Huart, J. Bottin, P. Canavaggio, M.-Cl. Delmas et Fr. Hildesheimer, Paris, 1979, in-8°, 384 p., 6 tableaux généalogiques, 3 cartes. Tome III : *Princes et princesses d'Orléans XIX^e-XX^e siècles (300 AP III 351 à 961)*. Inventaire, par S. d'Huart, Paris, 1980, in-8°, 66 p., III planches, Tome IV : *Catalogue des cartes et plans*, par P. Maillart et G. West, revu par N. Felkay, Paris, Archives nationales, 1986, in-8°, 399 p. Index des noms géographiques, de personnes et de matières à la fin des tomes I, II et III. Le tome IV comprend quatre catalogues dans l'ordre alphabétique des noms géographiques, correspondant à chacun des quatre fonds (300 AP I à IV). Il comporte un glossaire forestier et un index des noms de personnes.

Inv. dact. (300 AP III 962-1038, 300 AP III A à L), 32 p..

Inv. dact. (300 AP 1), par N. Gastaldi, 1991, 4 p.

Notice historique.

Quatre familles princières françaises portèrent le nom de maison d'Orléans : la première fut représentée par Philippe, duc d'Orléans (1344-1375), fils de Philippe VI et mort sans postérité ; la deuxième était issue de Louis (mort en 1407), fils de Charles V (duc d'Orléans en 1392) et dont le petit-fils régna sous le nom de Louis XII ; la troisième fut représentée par Gaston, frère de Louis XIII, mort sans postérité ; la quatrième, représentée par l'actuel comte de Paris, descend de Philippe (1674-1723), frère de Louis XIV.

Fils de Philippe d'Orléans et de Charlotte Élisabeth de Bavière, Philippe duc de Chartres puis d'Orléans (1674-1723), régent de France de 1715 à 1723, épousa Mademoiselle de Blois, fille de Louis XIV et de Madame de Montespan.

Son arrière-petit-fils Louis Philippe Joseph, duc de Montpensier, de Chartres puis d'Orléans, dit Philippe Égalité (1747-1793), avait épousé l'arrière-petite fille de Louis XIV,

Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre en 1769. Franc-maçon, adepte des idées nouvelles et admirateur du régime politique britannique, il s'opposa au ministère de Maupeou et fut exilé en 1771-1772. Député de la noblesse aux états généraux, il se rallia parmi les premiers au tiers état. Élu député de la Convention en 1792, il vota la mort de Louis XVI, son cousin. Son fils, le futur Louis-Philippe, ayant émigré avec Dumouriez, après la trahison de celui-ci, le duc d'Orléans fut arrêté par les Montagnards, condamné à mort et guillotiné. Philippe-Égalité avait eu trois fils, Louis-Philippe (1773-1850), duc de Valois, de Chartres (1785) et d'Orléans (1793) puis roi des Français (1830-1848), Antoine, duc de Montpensier (1775-1807), Louis-Charles, comte de Beaujolais (1779-1808), et deux filles, Adélaïde dite Madame Adélaïde (1777-1847) et sa jumelle, Mademoiselle de Blois (1777-1782).

Elevé comme sa sœur par Madame de Genlis, le futur roi des Français fut, comme son père, un fervent partisan des idées révolutionnaires. Membre du club des jacobins, il se distingua à Valmy et Jemmapes en 1792. Aide de camp de Dumouriez, il passa à l'ennemi avec ce dernier après la défaite de Neerwinden, en mars 1793. Exilé en Suisse, en Allemagne, en Scandinavie, aux États-Unis puis en Angleterre, il épousa la fille de son cousin Ferdinand IV de Naples, Marie-Amélie de Bourbon des Deux-Siciles (1782-1866). Après avoir séjourné en Sicile de 1810 à 1814, Louis-Philippe revint à Paris pendant la Première Restauration. Exilé en Angleterre pendant les Cent-Jours puis quelques mois après la Seconde Restauration, Louis-Philippe se lia avec les milieux libéraux. Après la révolution de juillet 1830, il fut porté au pouvoir par la bourgeoisie d'affaires libérale et, après une révision de la Charte constitutionnelle de 1814, il devint roi des Français. Des prises de positions malheureuses pendant la campagne des banquets déclenchèrent la révolution de 1848 et la chute de Louis-Philippe. Après avoir abdicqué en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, il s'exila en Angleterre où il mourut deux ans plus tard.

Louis-Philippe et Marie-Amélie avaient eu dix enfants : *Ferdinand*-Philippe duc de Chartres puis d'Orléans (1810-1842), Louise (1812-1850) qui épousa Léopold I^{er} roi des Belges, Marie (1813-1839) qui épousa Frédéric duc de Wurtemberg, Louis, duc de Nemours (1814-1896), marié à Victoire de Saxe-Cobourg-Gotha, Françoise (1816-1818), Clémentine (1817-1907), femme d'Auguste de Saxe-Cobourg, François, prince de Joinville (1818-1900), Charles, duc de Penthièvre (1820-1828), Henri, duc d'Aumale (1822-1897), marié à Marie-Caroline de Bourbon des Deux-Siciles, et Antoine, duc de Montpensier (1824-1890), époux de Marie-Louise-Ferdinande de Bourbon, infante d'Espagne.

Fils aîné de Louis-Philippe, Ferdinand (1810-1842), duc d'Orléans, prit part au siège d'Anvers puis à la conquête de l'Algérie. Marié à la princesse Hélène de Mecklembourg, il eut deux fils, Philippe, comte de Paris (1838-1894) et Robert, duc de Chartres (1840-1910). Il mourut accidentellement.

Philippe, comte de Paris (1838-1894), prétendant au trône après la mort du comte de Chambord, eut de son mariage avec sa cousine Isabelle (1848-1919), fille du duc de Montpensier, deux filles, Amélie (1865-1951), qui épousa Carlos, roi de Portugal, et Isabelle (1878-1961), qui épousa son cousin Jean, duc de Guise (1874-1940), et un fils Philippe-Robert, duc d'Orléans (1869-1926), marié à Marie-Dorothée de Habsbourg et mort sans postérité.

Robert, duc de Chartres (1840-1910) eut de Françoise d'Orléans deux fils, Henri d'Orléans (1867-1901) et Jean, duc de Guise, chef de famille à la mort de son cousin Philippe-Robert. Le fils de ce dernier Henri, comte de Paris (1908-1999), eut d'Isabelle d'Orléans de Bragança, onze enfants dont Henri d'Orléans (né en 1933), l'actuel comte de Paris.

Présentation du contenu.

- 300 AP I 1-2634. Fonds de Dreux : affaires personnelles, comptes, seigneuries et biens de la maison d'Orléans et des familles alliées, liste civile et domaine privé. XII^e-XX^e s.
- 1-122. Papiers de famille des ducs et princes d'Orléans depuis Gaston d'Orléans jusqu'à Louis-Philippe. Successions. XVII^e-XIX^e s.
 - 123-214. Administration centrale des domaines et biens de Louis-Philippe, duc d'Orléans et roi des Français.
Conseil, dépenses de maison, forêts, comptabilité.
 - 215-327. Domaines d'Anet, Bû, Dreux, le Raincy, Sorel. XII^e-XX^e s.
 - 328-668. Domaines d'Albert, les Andelys, Armainvilliers, Auge, Aumale, Beaugency, Bretagne, Breteuil, Brie-Comte-Robert, Bruadan, Carignan, Châteauneuf-en-Thimerais, Civry, Cotentin, principauté des Dombes, Dourdan, Flandre (Avesnes) et Picardie (Albert), Gisors, Ivry et Garennes, la Fère, Lamballe, Lanvaux, Lépaud, Lyons-la-Forêt, Neuilly, Pacy, Pont-l'Évêque, Romorantin, Roncheville, Sommières, Tournan, Valois, Vendôme, Vernon et Bizy, Villers-Cotterêts et divers. XIV^e-XX^e s.
 - 669-745. Domaines de La Ferté-Vidame, Amboise, Jonville, Arc et Châteauvillain, Saint-Dizier, Montpensier et Randan. XIV^e-XIX^e s.
 - 746-922. Papiers de famille et d'affaires depuis Philippe I^{er} d'Orléans et des familles collatérales et alliances. Conseils des princes. Successions. XVII^e-XIX^e s.
 - 923-941. Divers et copies d'actes royaux anciens. XIII^e-XVII^e s.
 - 942-1341. Successions et papiers personnels de Louis-Philippe, Marie-Amélie et des princes de la maison d'Orléans. Administration et comptabilité. Liquidation générale de 1852. XIX^e s.
 - 1342-1903. Affaires générales des domaines, titres de propriété, plans.
 - 1904-2145. État civil de la Maison d'Orléans, papiers de famille et d'administration. Pensions, secours, affaires diverses des domaines, titres de propriété, plans. XIV^e-XIX^e s.
 - 2146-2234. Successions de Louis-Philippe, de Madame Adélaïde, titres de famille, administration centrale, comptabilité, allocations, secours, subventions. XIX^e s.
 - 2235-2299. Domaines d'Amboise, Arc et Saint-Dizier, Chantilly, Aumale, Guise, Clermont et Nointel, Dreux, hospice d'Enghien à Paris, la Ferté-Vidame, Neuilly, Randan, Sandrowo (Bulgarie). XIX^e s.
 - 2300-2325. Livres liturgiques, lithographies du roi et de la famille royale. XIX^e s.
 - 2326-2336. Maisons de Bourbon et d'Orléans. Comptes divers. XVII^e-XIX^e s.
 - 2337-2512. Maison de Ferdinand-Philippe, duc d'Orléans. Comptes divers. XVII^e s.
 - 2513-2561. Maison de la duchesse d'Orléans. Administration et comptes. 1837-1848.
 - 2562-2633. Maison du comte de Paris et du duc de Chartres. Administration et comptes. 1842-1848.
 - 2634. Dessins de blasons pour la salle des croisades du château de Versailles. XIX^e s.

300 AP II 1-679. Comté et domaine d'Eu, domaines de Haute-Marne et Sicile. xii^e-xx^e s.

1-401. Comté et domaine d'Eu.

1-136. Inventaires anciens et titres de propriété du comté d'Eu et fiefs en relevant. Églises et fondations. Actes féodaux. Droits, verreries, offices et juridictions. xv^e-xix^e s.

137-236. Forêt d'Eu : titres et exploitation. xvi^e-xix^e s.

237-264. Chasses, ferme générale et régie du comté et du domaine, plans. xiv^e-xx^e s.

265-366. Eu et Blangy : gestion et comptabilité. xix^e s.

367-390. Domaines d'Eu et Aumale : acquisitions et droits divers. xix^e-xx^e s.

391-401. Château d'Eu : travaux de Viollet-le-Duc, inventaires, mobiliers, catalogues de bibliothèque et divers. Collège d'Eu et le Tréport. xvii^e-xx^e s.

402-602. Joinville, Arc et Châteauvillain.

402-435. Joinville : inventaires anciens, titres de propriété et actes féodaux et d'administration. xiv^e-xix^e s.

436-556. Châteauvillain et Arc-en-Barrois : inventaires anciens, titres de propriété et actes féodaux et d'administration. xiii^e-xix^e s.

557-602. Domaines engagés de Chaumont, Saint-Dizier, Wassy-sur-Blaise. Forges. Inspection d'Arc et de Châteauvillain. Château d'Arc. Chasse. xiii^e-xx^e s.

603-679. Palerme et le Zucco.

603-607. Titres de propriété et acquisitions. xviii^e-xx^e s.

608-679. Gestion, cultures, comptabilité, contentieux, personnel, séjours des princes et inventaires mobiliers. xix^e-xx^e s.

300 AP III 1-1039. Affaires personnelles et politiques du roi Louis-Philippe, de la reine Marie-Amélie et de leurs descendants, prétendants au trône de France et princes et princesses d'Orléans. xviii^e-xx^e s.

1-197. Louis-Philippe, Marie-Amélie, princes et princesse d'Orléans.

1-7. Maisons de Bourbon et d'Orléans. Philippe Égalité et duchesse d'Orléans. Duc de Montpensier et comte de Beaujolais. Madame Adélaïde. 1702-1821.

8-14. Louis-Philippe : Mémoires, journaux de voyage et manuscrits. xviii^e-xix^e s.

15-24. Louis-Philippe : époque révolutionnaire et Consulat : Premier Empire, affaires d'Espagne et de Sicile, année 1815, Restauration. 1791-1830.

25-31. Louis-Philippe : mémoires et copies de pièces ; familiers de Louis-Philippe : général Dumouriez, M^{me} de Genlis, Camille de Sainte-Aldegonde.

32-46. Louis-Philippe : monarchie de Juillet, politique intérieure, correspondance avec ses ministres et diverse. 1830-1847.

47-50. Attentats et grâces. Marine, colonies et Algérie. Politique extérieure. Correspondance avec les souverains. 1830-1848.

51-55. Louis-Philippe : éducation de ses enfants et correspondance familiale ; mariages des princes et princesse d'Orléans ; biens et affaires privées. 1824-1848.

- 56-72. Louis-Philippe en exil, mort et succession. Défense des intérêts de la famille royale. 1848-1860.
73. Familiars de Louis-Philippe : Atthalin, Dupin, Aloys Ney d'Elchingen, général Heymès, Raoul de Montmorency, Vatout. XIX^e s.
- 74-97. Marie-Amélie : papiers personnels, correspondance, collection d'autographes. XVIII^e-XIX^e s.
- 98-164. Louise, reine des Belges. Marie d'Orléans, princesse de Wurtemberg. Duc et duchesse de Nemours. Clémentine, princesse de Saxe-Cobourg. Prince de Joinville. Duc d'Aumale. Duc de Montpensier. XIX^e s.
- 165-197. Duc d'Orléans et duchesse d'Orléans, née Hélène de Mecklembourg. 1810-1858.
- 198-350. Duc de Chartres (1840-1910), prince Henri d'Orléans (1867-1901).
- 198-213. Papiers personnels et militaires, manuscrits, correspondance de Robert, duc de Chartres ; presse. 1840-1910.
- 214-227. Papiers personnels et d'affaires, correspondance de la duchesse de Chartres. 1844-1925.
- 228-350. Correspondance, journaux de voyage et d'explorations ; albums de photographies du prince Henri d'Orléans ; presse le concernant ; cartes et plans. 1875-1901.
- 351-708. Philippe, comte de Paris (1838-1894).
- 351-361. Papiers personnels : enfance, jeunesse, éducation, voyages ; papiers politiques. 1838-1872.
- 362-383. Correspondance familiale et diverse. Papiers familiaux. 1853-1869.
- 384-389. Guerre civile américaine. Papiers militaires. 1861-1865.
- 390-425. Correspondance. 1861-1872.
- 426-484. Papiers militaires, comptes et papiers d'affaires, publication de l'*Histoire de la guerre civile d'Amérique*. 1864-1894.
- 485-565. Correspondance. 1873-1882.
- 566-587. Comités royalistes ; soutien à des journaux. 1882-1892.
- 588-708. Correspondance diverse et papiers politiques ; affaire Boulanger ; mort et succession. 1861-1894.
- 709-712. Isabelle, comtesse de Paris (1848-1919).
Livres de visiteurs ; correspondance et succession. 1872-1921.
- 713-749. Amélie d'Orléans, reine du Portugal (1865-1952).
- 713-725. Papiers personnels et journal, guerre de 1914-1918. 1865-1950.
- 726-749. Correspondance, comptabilité, presse, photographies et divers. XIX^e-XX^e s.
- 750-924. Philippe, duc d'Orléans (1869-1926).
- 750-794. Papiers personnels, détention à Clairvaux, lettres à la duchesse d'Orléans, expéditions polaires et croisières ; événements familiaux. 1876-1922.
- 795-811. Papiers et correspondance politiques. Comités royalistes. 1897-1919.

- 812-880. Correspondance : famille, souverains et princes, divers. XIX^e-XX^e s.
- 881-893. Secours. 1890-1928.
- 894-902. Administration et comptes, archives, collections, yachts. 1895-1919.
- 903-922. Domaines de York House et Woodnorton (Grande-Bretagne) ; Manoir d'Anjou (Belgique) ; mort et succession ; divers. XIX^e-XX^e s.
- 923-924. Marie-Dorothée de Habsbourg, duchesse d'Orléans.
- 925-957. Jean, duc de Guise (1874-1940).
 - 925-943. Papiers personnels et militaires. Guerre de 1914-1918. Correspondance et secours. 1846-1940.
 - 944-952. Collections ; affaires et biens en France et à l'étranger. 1919-1940.
 - 953-957. Papiers et correspondance de la duchesse de Guise.
- 958-1038. Henri, comte de Paris (1908-1999).
 - 958. Mariage et état civil de ses enfants. 1931-1939.
 - 959-960. Collection d'autographes acquis chez les libraires et en ventes publiques.
 - 961. Objets historiques. XIX^e-XX^e s.
 - 962. Non inventorié.
 - 963-967. Papiers personnels et militaires, dont journal du comte de Paris, 1950-1967. 1931-1967.
 - 968-980. Correspondance avec les cours étrangères et les princes, coupures de presse, photographies. 1887-1969.
 - 981-983. Correspondance familiale. 1945-1966.
 - 984-1032. Correspondance familiale et politique. 1938-1967.
- 1033-1035. Réunions, conférences, commémorations, associations et clubs, œuvres de bienfaisance. 1941-1969.
- 1036-1037. Secrétariat du comte de Paris. 1940-1966.
- 1038. Papiers d'Henri d'Orléans, comte de Paris restitués par la Russie en 2001. XX^e s.

Supplément.

- 1039. Recueil de lettres autographes de Philippe d'Orléans, comte de Paris, de son épouse, Marie Isabelle d'Orléans et Bourbon, comtesse de Paris, et de Robert d'Orléans, duc de Chartres, 1856-1892.
Lettre dactylographiée, signée de comte de Paris, en exil, 5 août 1936.
- 300 AP III 1040-1048. Copies de lettres départ de M. de Bellerus, directeur du secrétariat de la Maison des Orléans, 1886-1913, 25 vol. papier pelure, cartonnage vert, soit 0,90 m. l. (8 cartons).
- 300 AP IV 1-312. Fonds Nemours : épaves du « Fonds du Roi », « Fonds de la Reine » et papiers des princes (branche issue du duc de Nemours). XVIII^e-XX^e s.
 - 1-21. Maisons de Bourbon et d'Orléans. 1703-1842.
 - 22-41. Louis-Philippe : mémoires et journaux ; documents sur son règne et son histoire (copies) ; manuscrits littéraires et historiques. 1815-1850.

- 42-53. Louis-Philippe : papiers politiques ; correspondance ; comptes et papiers personnels ; secours ; testament et succession. 1803-1852.
- 54-151. Marie-Amélie : correspondance, journal (originaux et copies), notes et souvenirs, comptes ; mort et succession. 1803-1852.
- 152-161. Princes et princesse d'Orléans. 1826-1892.
- 162-170. Papiers du comte de Paris et du duc de Chartres. 1838-1926.
- 171-197. Duc de Nemours : papiers personnels et politiques ; papiers d'affaires et succession ; papiers militaires et de voyage. 1814-1896.
- 198-269. Duc de Nemours : correspondance militaire et familiale presse. 1824-1896.
- 270-277. Duchesse de Nemours : papiers personnels et correspondance. 1834-1883.
- 278-310. Comte d'Eu, duc d'Alençon, princesse Czartoryska et princesse Blanche d'Orléans. Familiers du duc et de la duchesse de Nemours. Divers. 1853-1891.
- 311-312. *Suppléments.*

300 AP V 1-11. Correspondance familiale d'Isabelle, comtesse de Paris. xx^e s.

- 300 AP 1. *Dossier 1.* Pièces isolées. xviii^e-xix^e s.
- Dossier 2.* 174 lettres de Marie-Amélie de Bourbon, reine des Français, à la marquise du Roure. 1823-1852.
- Dossier 3.* Correspondance active et passive de Louis-Charles d'Orléans, comte de Beaujolais (1779-1808), frère de Louis-Philippe. 1802-1804.
- Dossier 4.* Lettres de George Parker (1732-1800), militaire et homme de lettres anglais sur le séjour du duc d'Orléans, Philippe-Égalité, à Londres. 1790.
- Dossier 5.* Lettres ou billets autographes adressés par Louis-Philippe, duc d'Orléans, à M^{me} Forbes et à sa fille, plus tard Lady James Hay. [1801]-1830.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les papiers de l'apanage d'Orléans sous la cote R⁴. Voir aussi le microfilm 744 Mi 1, correspondance du comte de Toulouse et du duc de Penthièvre, xviii^e siècle.

Bibliographie.

- MANACH (Daniel), *La descendance de Louis-Philippe I^{er}, roi des Français*, Paris, Éditions Christian, 1988.
- POISSON (Georges), *Les Orléans. Une famille en quête d'un trône*, Paris, Perrin, 1999.
- PAOLI (Dominique), *Fortunes et infortunes des princes d'Orléans*, Paris, Éditions Artena, 2006.

301 AP

FONDS COLONEL GERMAIN

Dates extrêmes : 1887-1949.

Importance matérielle : 3 cartons (301 AP 1-3) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1968, renouvelé le 3 mai 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1978, 7 p.

Notice biographique.

Le colonel Joseph-Marcel Germain (1865-1906) commanda en second la mission dirigée par Marchand au Congo et se rendit ensuite en Chine.

Présentation du contenu.

- 301 AP 1. États de services et premières missions en Afrique du colonel Germain. 1887-1895.
2. Mission Congo-Nil commandée par le capitaine Marchand. 1896-1899.
3. Chine. Décès du colonel Germain. Plaques commémoratives et monuments. Photographies. 1899-1949.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent aussi sur la mission Marchand les fonds Baratier (99 AP), Mangin (149 AP) et Largeau (302 AP) et, sous forme de microfilm, les papiers Marchand (231 Mi).

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire semi-analytique de C. de Tourtier-Bonazzi.

302 AP

FONDS EMMANUEL LARGEAU

Dates extrêmes : 1896-1899.

Importance matérielle : 1 carton (302 AP 1-5) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Bazillon, 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1970, 2 p.

Notice biographique.

Sorti en 1866 de Saint-Maixent, Victor-*Emmanuel*-Etienne Largeau (1866-1916) débuta sa carrière militaire comme sous-lieutenant d'infanterie au Sénégal. Il fit partie de la colonne de Kong, conduite contre Samory par le colonel Monteil. En 1895, il prit part à la mission Marchand. Puis, en dix ans, il conquiert la région du Tchad, forçant de 1901 à 1904 les Senoussites à évacuer le Kanem et le Bahr-el-Ghazal, pacifiant le Massalit et l'Ennedi en 1910, conquérant enfin le Borkou en 1913. En 1914, Largeau concourut à la conquête du Cameroun allemand. Sur le front français, il fut tué d'un éclat d'obus.

Présentation du contenu.

302 AP 1-5. Journaux de voyage et carnets de route d'Emmanuel Largeau, mission Marchand. 1896-1899.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent aussi sur la mission Marchand les fonds Baratier (99 AP), Mangin (149 AP) et Germain (301 AP) et, sous forme de microfilm, les papiers Marchand (231 Mi).

Bibliographie.

Larousse du XX^e siècle, Paris, Larousse, 1928-1933, 6 vol., t. 4, 1931, p. 345.

303 AP

FONDS PRÉSIDENT BONJEAN

Dates extrêmes : 1840-1870.

Importance matérielle : 1 carton (303 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1969.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1969, 4 p.

Notice biographique.

Louis-Bernard Bonjean (1804-1871), docteur en droit en 1830, prit part à la révolution de Juillet et acheta en 1838 une charge d'avocat aux conseils du roi et à la Cour de cassation. Élu le 23 avril 1848 représentant de la Drôme mais non réélu à la Législative en 1849, il fut cependant nommé ministre de l'Agriculture du 9 au 24 janvier 1851. Après le coup d'État, il fut nommé conseiller d'État et, le 16 février 1855, sénateur. Il entra ensuite dans la magistrature et, en 1865, fut président de chambre à la Cour de cassation. En septembre 1870, Bonjean prit part comme garde national à la défense de Paris et fut parmi les otages arrêtés et enfermés à Mazas. Il fut fusillé le 21 mai 1871.

Présentation du contenu.

303 AP 1. Correspondance passive du président Bonjean. 1840-1870.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent aussi le dossier de carrière de magistrat de Louis-Bernard Bonjean sous la cote BB⁶ II 50.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

304 AP

FONDS MAURICE GARÇON

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 824 cartons (304 AP 1-824), supplément (4 cartons non cotés) ; 154 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre Maurice Garçon, 23 mai 1969 et 31 juillet 1976.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2029 ; fonds conservé aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

Instrument de recherche : index alphabétique des noms de clients (avec renvois aux numéros des dossiers d'affaires) : sept boîtes de fiches.

Notice biographique.

Fils d'un professeur de droit à l'université de Lille, Maurice Garçon (1889-1967) fit ses études à Paris aux lycées Montaigne et Condorcet, puis à la faculté de droit. En 1911, il s'inscrivit au barreau de Paris et plaida avec succès. L'affaire de la Vierge des pleurs de Bordeaux l'amena à étudier la sorcellerie et les sciences occultes. Son nom fut mêlé à tous les procès retentissants des années 1930 à 1960. Le 16 janvier 1947, il fut reçu à l'Académie française. Maître Garçon était également membre du Conseil de l'ordre des arts et lettres depuis 1957. Outre sept volumes de plaidoyers, il a laissé de nombreux ouvrages : *Le Diable, étude historique, critique et médicale* (1926), *Trois histoires diaboliques* (1929), *La Magie dans l'antiquité romaine* (1934), *Essai sur l'éloquence judiciaire* (1941), *Louis XVII ou la fausse énigme* (1952), *Histoire de la Justice sous la III^e République* (1957), et *Nouvelles histoires curieuses* (1964).

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré en 1986, 1992, 1996 et 2003 au Centre des archives contemporaines,auj. Archives nationales (site de Fontainebleau), où il est conservé sous les cotes : versements n° 19860089 (304 AP 1-515), 19860096 (304 AP 516-821), 19920401 (304 AP 822-824), 19960301 (art. 1-4), 20030493 (art. 1-8).

Présentation du contenu.

304 AP 1-824. Dossiers d'affaires plaidées. xx^e s.

Supplément.

Documents relatifs à l'affaire Lucien Léger et fichiers.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 15, 1982, col. 393-394.

Who's who, 1963-1964, p. 1127.

305 AP

FONDS AUGUSTE BOUCHER ET LÉON LAVEDAN

Dates extrêmes : 1815-1920.

Importance matérielle : 9 cartons (305 AP 1-11) ; 1,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame François Boucher, 1968.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact. (305 AP 1-10), par M. Guillot, 1969, 22 p. ; suppl. dact. (305 AP 11), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Orphelin en 1845, Auguste Boucher (1837-1910) poursuit ses études au collège, destiné au commerce par sa famille. Il fit vers 1858 un séjour en Angleterre et prépara Normale supérieure au Lycée Napoléon en 1859. Sorti de l'École normale en 1861, il fut nommé professeur au lycée d'Orléans en 1862. Il se vit chargé du cours spécial pour jeunes filles créé par Victor Duruy et, à ce titre, fut en butte aux critiques de Mgr Dupanloup. Durant la guerre de 1870, Boucher se dévoua pour les blessés de l'armée de la Loire. En 1871, il soutint la cause conservatrice et collabora au *Journal du Loiret*. En 1875, il entra au *Français* et au *Correspondant*. Il s'installa à Paris et organisa le bureau de presse de Philippe, comte de Paris (1838-1894). La mort du comte de Chambord en 1883, puis les positions intransigeantes du comte de Paris interrompirent cette collaboration. Boucher reprit sa collaboration au *Journal du Loiret*. Il y resta jusqu'en 1907. Après la mort, en 1877, de sa première femme, née Dumont, Boucher était devenu le gendre de Léon Lavedan en 1880.

Journaliste à Orléans, Léon Lavedan (1826-1904), après avoir collaboré à la *France centrale*, fonda le *Moniteur du Loiret*. Lavedan vint à Paris en 1858, collabora à l'*Ami de la Religion* jusqu'en 1862 et reçut les encouragements de Guizot et de Thiers. Il écrivit ensuite pour le *Correspondant* et la *Gazette de France*. Informateur de presse pour les journaux conservateurs et monarchistes de province, Lavedan fut nommé par Thiers préfet de la Vienne puis de la Loire-Inférieure (1871). Administrateur-adjoint de la Bibliothèque nationale (1874), il reprit la direction du *Correspondant* (1875). Directeur de la Presse au ministère de l'Intérieur (1877), il collabora ensuite au *Figaro* sous le pseudonyme de Philibert de Grandlieu. Il quitta la direction du *Correspondant* en 1902.

Présentation du contenu.

305 AP 1-4. Auguste Boucher. 1867-1906.

5-10. Léon Lavedan et son fils Henri. 1815-1920.

Supplément.

11. Cartes postales et reproductions de tableaux et de sculptures. 1926-1948.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de M. Guillot.

306 AP

CHARTRIER DE CASTRIES

Dates extrêmes : xiv^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 394 cartons (306 AP 1-1793, 306 AP I-XIV) ; 63,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1971-1991 ; complété par trois achats, 1975, 1983 et 1986.

Conditions d'accès : libre, sauf le Journal du duc de Castries (306 AP I-XIV) et sa correspondance (306 AP 1749-1771, 1774, 1778 et 1785-1792) communicables 50 ans après la mort des déposants.

Conditions de reproduction : sur autorisation, sauf 306 AP 1721*-1722*, 1780-1781 et 1793, libres.

Instrument de recherche :

– Y. Chassin du Guerny, *Le chartrier de Castries (306 AP 1 à 1720). Inventaire*, Paris, 1975 (Direction des Archives de France. Inventaires et documents), 420 p., 7 tableaux généalogiques, 2 cartes, IX planches, index des noms géographiques, de personnes et de matières et, en annexe (p. 363-365), table de concordance entre les cotes 306 AP 1 à 539 et le microfilm correspondant (326 Mi, bobines 1 à 162) ;

– 360 Mi 1 à 314 : table de concordance entre les cotes 306 AP 540-1504 (familles de Bonnières de Guines et alliés) et le microfilm correspondant (360 Mi, bobines 1 à 314) ;

– 418 Mi 1 à 34 : table de concordance entre les cotes 306 AP 1505-1694 (familles de Mailly-Mamez) et le microfilm correspondant (418 Mi, bobines 1 à 34) ;

– suppl. dact. (306 AP 1721 à 1793 et 306 AP I-XIV), par C. Nougaret, 2005, 23 p.

Notice historique.

La seigneurie de Castries est mentionnée dans les textes à partir du xi^e siècle. Au Moyen Âge, les barons de Castries, vassaux des comtes de Melgueil, possédaient une partie de la plaine entre les fleuves côtiers Vidourle et Lez. Cette première famille des seigneurs de Castries s'éteignit vers le milieu du xii^e siècle dans celle des Guilhem, seigneurs de Montpellier. Les rois d'Aragon, successeurs des Guilhem à Montpellier, inféodèrent la baronnie de Castries aux seigneurs de Peyre en Gévaudan. Les Peyre conservèrent la baronnie de Castries jusqu'en 1495, où elle passa à la famille La Croix qui la détient encore aujourd'hui.

Les La Croix sont une très ancienne famille montpellieraine, venue peut-être à Montpellier dans l'entourage des rois de Majorque. Au xv^e siècle, Guillaume de La Croix, fils d'un Jean de La Croix, consul de Montpellier (1466) et trésorier des guerres en Languedoc (1489), siégea en qualité de commissaire du roi aux États de Languedoc et fut aussi gouverneur de Montpellier (1494-1498), puis des châteaux de Lattes et d'Aumelas. Déjà seigneur de Gordièges et de Saint-Brès, il acquit en 1495 la baronnie de Castries et mourut en 1502. Son fils Louis, baron de Castries (mort en 1522), était président de la Cour des aides de Montpellier en 1503. Henry, fils aîné de Louis (mort en 1568), opta pour la carrière des armes. Son fils Jacques (mort en 1575), gouverneur de Sommières, Gignac et Frontignan, construisit le château actuel. Son fils cadet, Gaspard, seigneur de Meyrargues, fut l'auteur de la seconde branche qui seule subsiste aujourd'hui. Petit-fils de Jacques, Jean de La Croix, baron de Castries, seigneur de Gordièges (1591-1640), servit dans la compagnie d'ordonnance

du duc de Montmorency en 1621 et combattit pour le roi. Gouverneur de Privas, il tint tête au duc de Rohan, chef des protestants. Son fils René-Gaspard (1611-1674) se distingua par ses faits d'armes pendant la guerre de Trente Ans. En 1645, il obtint l'érection de la baronnie de Castries en marquisat. Le fils de René-Gaspard, Joseph-François, second marquis de Castries (1663-1728), épousa en deuxième noces, en 1722, la fille du duc de Lévis. Leur fils Charles-Eugène-Gabriel (1727-1801) fit ses premières armes pendant la guerre de Succession d'Autriche. La mort de son frère aîné fit de lui le quatrième marquis de Castries, gouverneur de Montpellier et de Sète et lieutenant du roi en Bas-Languedoc. Maître de camp au régiment du Roi-Cavalerie, il se signala en 1745 à la bataille de Fontenoy, où son comportement lui gagna l'amitié de Maurice de Saxe. La guerre de Sept Ans lui permit d'accéder à la gloire militaire. Il remporta la victoire de Clostercamp (16 octobre 1760), fut reçu dans l'ordre du Saint-Esprit et nommé directeur général de la cavalerie et gouverneur du Lyonnais et du Forez (1762). Inspecteur général de la gendarmerie (1770), il acheta le comté d'Alès en 1777 et remplaça en 1780 Sartine au secrétariat d'État de la Marine. Maréchal de France en 1783, il fut évincé de la Marine en 1787 et demeura désormais à l'écart de la vie politique. Après la mort de Louis XVI, il devint le principal conseiller du comte de Provence.

Son fils, Armand-Charles-Augustin (1756-1842), fut créé duc de Castries en janvier 1784 peu après avoir pris part à la guerre d'Amérique. Élu député aux états généraux, il s'exila et joua un rôle important comme agent diplomatique et colonel du régiment de Castries de 1795 à 1801. Il ne rentra en France qu'en 1814.

Son fils Edmond-Eugène-Philippe-Hercule (1787-1866) suivit la carrière des armes. Il servit comme aide de camp du maréchal Davout dans l'armée impériale et fut promu général en 1823. Ayant quelques domaines en Artois, provenant de la succession de sa mère, née Marie-Louise-Philippine de Bonnières de Guines (1759-1795), et de son grand-oncle, le vicomte Louis-Joseph de Mailly-Marmez, ancien maréchal de camp et député de la noblesse aux états généraux, il se préoccupa de retrouver les archives des Guines et des Mailly-Marmez et les fit transporter à Castries, ainsi que celles du comté d'Alès qu'il réussit à retrouver. Il mourut sans descendance.

Le général de Castries avait légué son château à son neveu, Edmond-Charles-Auguste (1838-1886). Sa veuve épousa le vicomte Emmanuel d'Harcourt. Elle lui légua le château. En 1886, le titre ducal passa à René-Marie-Edmond-Gabriel de La Croix de Castries, propriétaire du château de Gaujac, issu de la branche des seigneurs de Meyrargues constituée par Gaspard-François au début du XVII^e siècle. À la mort du vicomte d'Harcourt, ses héritiers cédèrent, en 1936, le château familial au duc René-Gaspard-Marie-Edmond de La Croix de Castries (1908-1986), de la branche des seigneurs de Gaujac, membre de l'Académie française (1972).

Présentation du contenu.

- 306 AP 1-270. Famille de La Croix de Castries et alliés, biens dans les départements du Gard et de l'Ardèche. XIV^e-XX^e s.
 - 1-181. Branche aînée.
 - 182-270. Branche cadette.
 - 271-539. Comté d'Alès et mines de la Grand-Combe. XVII^e-XIX^e s.
 - 540-1504. Familles de Bonnières de Guines et alliés. XIV^e-XIX^e s.
 - 1505-1694. Famille de Mailly-Marmez. XII^e-XVIII^e s.
 - 1695-1720. Famille de La Croix de Castries : addenda. XIII^e-XX^e s.
 - 1721-1722. Lettres adressées au maréchal de Castries. Fin XVIII^e-début XIX^e s.

- 1723-1724. Famille de La Croix de Castries : addenda. xv^e-xx^e s.
- 1725-1779. Manuscrits et correspondance du duc René-Gaspard-Marie-Edmond de Castries, de l'Académie française, et coupures de presse relatives à son œuvre. 1942-1984.
- 1780-1781. Dossiers et cartes du marquis de Castries, ministre de la Marine. xviii^e s.
- 1782-1791. Agendas, conférences, manuscrits et correspondance du duc de Castries, de l'Académie française. xx^e s.
1792. Succession de la comtesse de Castries. xx^e s.
1793. « Souvenirs maritimes », par le vicomte de La Croix de Castries, seigneur de Vagnas, capitaine de vaisseau. xviii^e s.
- 306 AP I-XIV. Journal du duc René-Gaspard de Castries. 1939-1986.

Bibliographie.

- Informations extraites de l'avant-propos de Jean Sablou, directeur des Archives départementales du Gard, p. 13-24, dans *Le chartrier de Castries* (306 AP 1 à 1720). *Inventaire*, Paris, 1974.
- CASTRIES (René-Gaspard, duc de), *Le maréchal de Castries (1727-1800)*, Paris, Flammarion, 1956.

307 AP

FONDS RAOUL DAUTRY

Dates extrêmes : 1891-1961.

Importance matérielle : 296 cartons (307 AP 1-302), supplément ; 45,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Mesdames Lucius, Philippot et Desbordes, nées Dautry, 1969-1970.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (307 AP 1 à 22), par D. Langlois-Berthelot, 20 p. ; rép num. dact. (307 AP 23 à 302), par M. Guillot, 1985, 120 p., index dact., 45 p.

Notice biographique.

Polytechnicien attaché au service de la voie à la Compagnie des chemins de fer du Nord (1903), Raoul Dautry (1880-1951) organisa, durant la Première Guerre mondiale, le réseau en faveur de la Défense nationale. Ingénieur en chef chargé de la reconstruction des voies, ouvrages d'art, bâtiments et signaux, des études et de la construction des cités-jardins (1919-1920), expert au Conseil économique et social (1926), il fut nommé par Tardieu à la direction générale du réseau de l'Ouest-État (1928), où il se signala par sa méthode de gestion, et il contribua à la formation de la S.N.C.F. (1938). Parallèlement, en 1931, il avait été chargé par le gouvernement de présider et de réorganiser la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie aéropostale. Au début de la drôle de guerre, Daladier créa pour lui le ministère de l'Armement (13 septembre 1939-16 juin 1940). Il réussit à acheter la réserve d'eau lourde de Norvège avant que les Allemands n'envahissent ce pays et à la faire transporter en France puis évacuer en Angleterre avant que la France ne soit à son tour envahie. En 1940, Dautry se prononça contre l'armistice et quitta le gouvernement pour se retirer dans le Vaucluse. Chargé en 1944 de réorganiser le secours national, il prit le portefeuille de la Reconstruction et de l'Urbanisme (16 novembre 1944-25 janvier 1946) puis fut nommé administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique qu'il avait organisé (1946). Président de la Fondation internationale de la Cité universitaire et du Conseil national français pour le mouvement européen, Raoul Dautry fut maire de Lourmarin (Vaucluse) de 1945 à 1951. Membre de l'Institut de France, il a laissé outre des plaquettes et un grand nombre de préfaces ou d'avant-propos sur les chemins de fer, les transports, la reconstruction, l'urbanisme et l'organisation du travail, un recueil de conférences et de discours, *Métier d'homme* (1937).

Présentation du contenu.

- 307 AP 1-3. Papiers personnels et notices biographiques de Raoul Dautry. 1923-1958.
- 4-59. Lettres, notes, articles et conférences. 1912-1951.
- 60-94. Réseau du Nord ; S.N.C.F. ; transports ; aéropostale. 1918-1938.
- 95-103. Grands travaux. 1934-1936.
- 104-135. Ministre de l'Armement. 1937-1940.
- 136-145. Armistice, procès de Riom, procès Pétain. 1940-1945.
- 146-157. Les transports dans la vie des nations : cours à Sciences Po et projet d'ouvrage. 1940-1944.

- 158-161. Directeur du Secours social. 1944-1945.
- 162-195. Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme. 1944-1946.
- 196-240. Commissariat à l'énergie atomique. 1944-1953.
- 241-268. Associations et sociétés diverses. 1922-1945.
- 269-274. Membre du Mouvement européen. 1948-1951.
- 275-283. Président de la Cité universitaire. 1937-1951.
- 284-296. Maire de Lourmarin. 1945-1951.
- 297-299. Membre de l'Institut de France. 1946-1951.
- 300. *Métier d'homme* : manuscrit et correspondance.
- 301. Plan de classement du fonds Dautry, notes.
- 302. Photographies.

Supplément non coté.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives de Jacques Lucius, gendre de Raoul Dautry (606 AP), et celles de Jacques Allier, attaché au cabinet de Raoul Dautry en 1939-1940 (AB XIX 5194).

Le fonds André Honnorat (50 AP), également conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient des dossiers relatifs à la Cité universitaire.

Les Archives nationales du monde du travail conservent les archives de la S.N.C.F., à la création de laquelle Dautry contribua, sous la cote 133 AQ.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 4, 1966, p. 1252-15253.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 428.

308 AP

COTE RÉSERVÉE

[309 AP]

300 Mi

FONDS VIELCASTEL

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 4 bobines de microfilm (300 Mi 1-4).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1970, 4 p.

Notice biographique.

La famille de Vielcastel est originaire du Quercy et tire sans doute son nom du château de Vielcastel situé sur le territoire de la commune de Cazals, non loin de Gourdon, dans l'actuel département du Lot. Selon la tradition, les Vielcastel remontent aux croisades. Sous la Révolution, leurs biens sont un moment confisqués. C'est au XIX^e siècle que les Vielcastel s'illustrent, à la cour de l'impératrice Joséphine, à Malmaison et à Navarre, puis dans l'administration préfectorale, enfin dans la diplomatie et le monde des lettres. Les Vielcastel étaient alliés aux Saunhac de Belcastel et aux Lasteyrie du Saillant.

Présentation du contenu.

- [309 AP 1-9] Famille Vielcastel. XV^e-XX^e s.
300 Mi 1, 2 et 4.
- [309 AP 9 (suite)-10] Familles alliées, entre autres de Saunhac de Belcastel et de Lasteyrie
300 Mi 3. du Saillant. XVI^e-XX^e s.
- [309 AP 11-12] Terres situées dans les départements du Lot, de l'Aveyron et de la
300 Mi 4 (suite). Dordogne. XIII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de C. de Tourtier-Bonazzi.

310 AP

FONDS JEAN LOCQUIN

Dates extrêmes : 1879-1955.

Importance matérielle : 156 cartons (310 AP 1-157) ; 25 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Jean Locquin, 1970-1979.

Conditions d'accès : libre sauf 310 AP 98 à 110 sur autorisation.

Instrument de recherche : rép num. détaillé dact. (310 AP 1-154), par M. Guillot, 1979, 29 p. ; suppl. dact. (310 AP 155-157), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Fils de Victor Locquin, avocat originaire de Saulieu, Jean Locquin (1879-1949) était issu par sa mère d'une vieille famille nivernaise. Docteur ès lettres, licencié en droit, il fut avocat à la Cour de Paris. Il se lança très jeune dans la politique : à 19 ans, il adhéra au parti socialiste. Il succéda à son père à la mairie de Balleray dès 1908, devint conseiller général du canton en 1919, puis de 1924 à 1929 président du Conseil général de la Nièvre. Jean Locquin fut élu député de la Nièvre de 1914 à 1932. Après son échec aux législatives de 1932, il continua à administrer sa commune de Balleray jusqu'en 1934 pour devenir maire-adjoint, puis maire de Nevers en 1939, jusqu'à sa destitution par Vichy en 1940. Diplômé de l'École du Louvre, Jean Locquin publia une thèse sur *la Peinture d'histoire de 1747 à 1785 et un Catalogue raisonné de l'œuvre de J. Boudry, peintre des chasses de Louis XV*. Aquarelliste, historien d'art, membre du conseil des musées nationaux, vice-président de l'Union centrale des arts décoratifs, il collabora à la *Gazette des Beaux-arts* et autres revues d'art.

Présentation du contenu.

- 310 AP 1-11. Papiers personnels et politiques. 1879-1948.
- 12-51. Député de la Nièvre. 1904-1947.
- 52-59. Rapporteur du budget des Beaux-Arts. 1916-1948.
- 60-66. Commissaire général de l'Exposition de 1937. 1925-1939.
- 67-69. Organisateur de fêtes. 1929-1939.
- 70-74. Conseiller municipal et maire-adjoint de Nevers. 1919-1948.
- 75-85. Conseiller général de la Nièvre. 1901-1940.
- 86-97. Dossiers politiques constitués par Jean Locquin. 1915-1947.
- 98-110. Avocat : dossiers d'affaires plaidées. 1920-1949.
- 111-119. Historien de l'art. 1901-1907.
- 120-127. Historien du Nivernais. 1913-1944.
- 128-154. Papiers de Madame Jean Locquin. 1899-1955.

Suppléments non classés.

- 155. Coupures de presse sur Jean Locquin.
- 156-157. Documents à réintégrer : correspondance, brochures, photographies, coupures de presse et articles de M^e Locquin.

Sources complémentaires.

Des objets provenant de Jean Locquin sont conservés par le Musée de l'Histoire de France (AE VI^a 297^{1 à 9}).

Les Archives départementales de la Nièvre conservent un fonds Jean Locquin sous la cote 9 J.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 6, 1970, p. 2289-2290.

[311 AP]

304 Mi

FONDS MASSÉNA

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 83 bobines de microfilm (304 Mi 1-83).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1970 et 1971.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1971-1973 et 1988, 231 p.

Notice biographique.

Niçois, orphelin de bonne heure, mousse sur un bateau, André Masséna (1758-1817) s'engagea dans le Royal-Italien en 1775. Le 3 août 1789, il quitta l'armée avec le grade d'adjudant sous-officier. Retiré à Antibes, il épousa la fille d'un chirurgien, Rosalie Lamarre (1765-1829). Il fut élu lieutenant-colonel du 2^e bataillon des volontaires nationaux du Var. Général de brigade en août 1793, de division en décembre, commandant de Toulon, il s'illustra pendant la campagne d'Italie, notamment à Lodi (10 mai 1796) et à Rivoli (14 janvier 1797). Bonaparte l'appela alors « l'enfant chéri de la Victoire ». En février 1799, l'armée d'Helvétie fut confiée à Masséna, qui remporta la bataille de Zurich sur les Autrichiens et les Russes, les 25 et 26 septembre 1799, et évita ainsi à la France l'invasion des Alliés. Le 18 brumaire lui fit perdre son commandement mais le premier Consul l'envoya commander les 40 000 hommes de l'armée d'Italie. En 1800, immobilisant les Autrichiens devant Gênes, il permit à Bonaparte d'entrer en Italie et de remporter la victoire de Marengo. Relevé de son commandement, Masséna se retira à Rueil et fut élu député de la Seine au Corps législatif, le 28 juillet 1803. Maréchal en 1804, il conquiert le royaume de Naples en 1806 et fut fait duc de Rivoli en 1808. Il se distingua à Essling et Wagram et fut nommé prince d'Essling en 1810. L'empereur lui confia le commandement de l'armée au Portugal (avril 1810), mais il échoua devant les lignes britanniques à Torres Vedras et dut évacuer le pays (mars 1811) où il fut remplacé par Marmont. Gouverneur de la 8^e division militaire à Toulon, Masséna se rallia aux Bourbons en 1814 et conserva son poste. Aux Cent-Jours, il se rallia à Napoléon. Au lendemain de Waterloo, il fut nommé par Fouché commandant de la Garde nationale dans la capitale où il maintint l'ordre. Au retour de Louis XVIII, il fut démis de son commandement. Il a laissé des *Mémoires*. Son fils aîné, le chef d'escadron Jacques-Prosper Masséna (1793-1821), fut le 2^e prince d'Essling.

Présentation du contenu.

[311 AP 1-65] Correspondance d'André Masséna durant ses campagnes. 1792-1812.
304 Mi 1-64.

[311 AP 66-76] Gouverneur de la 8^e division militaire à Toulon. 1813-1815.
304 Mi 65-75.

[311 AP 77]. Chef de la garde nationale parisienne et gouverneur de Paris pendant les

- 304 Mi 76. Cent-Jours. 1815.
[311 AP 78-79] Divers. 1791-[1814].
304 Mi 77-78.
[311 AP 80-82] Dotations du maréchal. 1807-1813.
304 Mi 79-81.
[311 AP 83-84] Pièces d'état civil, états de service, titres et décorations, correspondance
304 Mi 81-82. personnelle. 1758-1821.
[311 AP 85]. La maréchale Masséna, son fils Jacques-Prosper, et quelques membres de
304 Mi 82 (suite). la famille. XVIII^e-XIX^e s.
[311 AP 86-87] Divers sur Gênes et la République ligurienne. 1793-1831.
304 Mi 83.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 286-287.

312 AP

FONDS ABRAHAM

Dates extrêmes : 1924-1956.

Importance matérielle : 15 cartons (312 AP 1-16) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Germaine Abraham, 1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. par M. Pichol, 1976, 23 p.

Notice biographique.

Marcel Abraham (1898-1955) fit ses études au lycée du Havre puis en khâgne au lycée Louis-le-Grand avant de passer l'agrégation de lettres à la Sorbonne en 1923. Il enseigna aux lycées de Charleville et d'Orléans et enfin au lycée Carnot, mais, à partir de 1932, il entra au ministère de l'Éducation nationale qu'il ne quitta pratiquement plus jusqu'à sa mort. Il fut chef de cabinet de trois ministres : Anatole de Monzie (1932-1934), Jean Zay (1936-1939) et Pierre-Olivier Lapie (1950-1951) tout en exerçant les fonctions d'inspecteur d'académie. En outre, il mena de front des activités de conférencier, de journaliste et d'écrivain : rédacteur en chef des *Cahiers orléanais*, puis directeur du *Mail*, collaborateur des *Cahiers de la Libération* et des *Étoiles* (clandestin) sous le pseudonyme de Jean Villefranche, fondateur de *Quarante-quatre*, il dirigea aussi les travaux des cinq premiers volumes de l'*Encyclopédie française* et fut le maître d'œuvre du tome 10. Il fut l'auteur d'un recueil de vers, *Routes*, et de prose, *Paysages*. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il fut révoqué de son poste d'inspecteur général de l'Enseignement français à l'étranger, en application de la loi du 17 juillet 1940 contre les juifs. Après avoir tenu chez lui des réunions clandestines, il passa en zone libre en 1941 et, à la Libération, se retrouva à Toulouse en compagnie de Jean Cassou. Il revint à l'Université et fut membre de la Commission française à l'Unesco avant de diriger le cabinet de Pierre-Olivier Lapie. Il devint ensuite directeur des Affaires culturelles au ministère de l'Éducation nationale, directeur du service universitaire des relations avec l'étranger et président du Bureau international d'éducation.

Présentation du contenu.

- 312 AP 1-4. Papiers de carrière et correspondance. 1929-1940.
- 5. Réforme de l'enseignement. 1936-1941.
- 6. Films, bibliothèques, Écoles normales, professeurs et étudiants. 1932-1939.
- 7. Institut de coopération intellectuelle, Recherche scientifique et Beaux-Arts. 1924-1939.
- 8. Personnel et budget de l'Éducation nationale. 1936-1940.
- 9. Discours de Jean Zay et pièces imprimées relatives à ce ministre. 1936-1939.
- 10-13. Enseignement français à l'étranger. 1933-1940.
- 14. Enseignement français outre-mer et Unesco. 1950-1954.
- 15. Rédaction de l'*Encyclopédie française*.
- 16. Procès d'Abel Bonnard et de Jean Zay, divers. 1936-1956.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent un fonds Pierre-Olivier Lapie sous la cote 331 AP.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Pichol.

313 AP

FONDS PAUL PAINLEVÉ

Dates extrêmes : 1889-1940.

Importance matérielle : 322 cartons (313 AP 1-338) ; 56,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Pierre Appell, Jean Painlevé et Madame Claude Rouby, 1954-1992.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par M.-Th. Chabord, 1994, 87 p.

Notice biographique.

Professeur agrégé à l'École polytechnique et docteur ès sciences, membre de l'Académie des sciences dès 1900, Paul Painlevé (1863-1933) entra dans la vie politique avec l'affaire Dreyfus. Député radical-socialiste dans le cinquième arrondissement de Paris, de 1910 à 1928, puis dans l'Ain, de 1928 à sa mort en 1933, il s'occupa à la Chambre de toutes les questions militaires. Il fut ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 29 octobre au 15 novembre 1915, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des inventions intéressant la Défense nationale du 15 novembre 1915 au 11 décembre 1916, ministre de la Guerre du 20 mars au 15 novembre 1917, du 17 avril 1925 au 22 juin 1926 et du 19 juillet 1926 au 2 novembre 1929, ministre des Finances du 29 octobre au 27 novembre 1925. D'autre part, Painlevé fut président du Conseil à deux reprises, du 12 septembre au 15 novembre 1917 et du 17 avril au 27 novembre 1925. Il finit sa carrière ministérielle comme ministre de l'Air du 13 décembre 1930 au 26 janvier 1931.

Présentation du contenu.

- 313 AP 1-55. Papiers personnels de Paul Painlevé, agendas, correspondance active et passive, articles et discours, ouvrages, coupures de presse, photographies. 1889-1934.
- 56-107. Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale. 1915-1916.
- 108-112. Cabinets Briand (12 décembre 1916-20 mars 1917) et Ribot (20 mars-12 septembre 1917). 1916-1917.
- 113-199. Ministre de la Guerre (mars-septembre 1917) puis président du Conseil et ministre de la Guerre (septembre-novembre 1917). 1917.
- 200-211. Député de la Seine et président de l'Assemblée nationale. 1909-1912, 1919-1924.
- 212-298. Président du Conseil (avril-novembre 1925), ministre de la Guerre (avril 1925-novembre 1929), ministre des Finances (octobre-novembre 1925). 1925-1929.
- 299-321. Ministre de l'Air. Décembre 1930-janvier 1931 et juin 1932-janvier 1933. 1930-1933.
- 322-323. Dossiers relatifs à la défense nationale et aux armées, à l'aéronautique, à la vie politique, économique et artistique. 1914-1940.

324-338. Affiches. 1915-1925 et s. d.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) ont déposé aux Archives départementales de l'Ain les dossiers de Paul Painlevé député de l'Ain et aux Archives départementales de la Savoie les dossiers de Théodore Reinach député de la Savoie. Reinach avait été le secrétaire de Painlevé.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 7, 1972, p. 2595-2597.
YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 559-561.

314 AP

FONDS GOURGAUD

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 28 cartons (314 AP 1-30) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1970-1975, transformé en dation, 1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par M. Delafosse et S. d'Huart, 1968 et 1984, 19 p.

Notice biographique.

Gaspard Gourgaud (1783-1852) entra à l'École polytechnique le 23 septembre 1799 puis rejoignit l'école d'artillerie de Châlons le 22 septembre 1801. Affecté comme lieutenant en second au 7^e régiment d'artillerie à pied (1802), il fut adjoint au professeur de fortification de l'école d'artillerie de Metz en 1803. Il prit part aux campagnes de l'Empire (Eckmühl, Essling, Wagram). Capitaine en 1808, il fut détaché en 1810 à la manufacture de Versailles, puis rejoignit l'Espagne où il se distingua au siège de Saragosse. Envoyé en mission à Dantzig en vue de préparer secrètement la campagne de Russie, il fut nommé, le 3 juillet 1811, officier d'ordonnance de l'Empereur. Admis dans les gardes du corps de Louis XVIII sous la Première Restauration, il rejoignit Napoléon au retour de l'île d'Elbe. Nommé général de brigade et aide de camp de l'Empereur le 21 juin, il le suivit à Sainte-Hélène. Il partit en 1818 pour l'Angleterre. Il publia *La Campagne de 1815* et commença une vie errante à travers les cours d'Europe pour plaider la cause de Napoléon. Autorisé à rentrer en France en 1821, il se consacra à la rédaction de divers ouvrages, dont *Sainte-Hélène*, journal inédit de 1815 à 1818 qui ne fut publié qu'en 1889. En 1822, il épousa Marthe, la fille de Rœderer, qui mourut en 1823 après la naissance d'un fils. Réintégré dans son grade en 1816, Gourgaud fut successivement commandant de l'artillerie de Paris et de Vincennes, aide de camp du roi (1832), aide de camp du roi (1832), lieutenant général (1835), inspecteur général de l'artillerie (1836), commandant en chef de l'artillerie sur la frontière du Nord (1839). En 1840, il accompagna le prince de Joinville pour ramener en France les cendres de l'Empereur qu'il avait réclamées dès 1821. Président du conseil de l'artillerie (1845), il fut mis à la retraite en 1848. Élu député des Deux-Sèvres en 1849, il perdit toutes ses fonctions après le coup d'État du 2 décembre 1851.

Son fils Louis-Marie-Napoléon-Hélène Gourgaud (1823-1879) épousa Alexandrine-Victoire-Catherine Melin Ramond du Taillis, fille d'Amédée Melin, adoptée par son beau-père, le général Ramond du Taillis, époux d'Aline Boscary, veuve en premières noces de Melin. Leur fils, *Honoré-Gaspard-Napoléon* Gourgaud (1858-1880), fut conseiller général du Loiret. Il eut lui-même un fils, Napoléon Gourgaud, qui épousa Eva Gebhard.

Présentation du contenu.

314 AP 1. Généalogie et papiers personnels de Gaspard Gourgaud. 1783-1823.

2-3. Mission de 1812. Campagne de 1813.

4. Passage de Napoléon I^{er} à Rochefort et à l'île d'Aix, et vie à Sainte-Hélène. 1815-

- 1864.
5. Manuscrit de l'ouvrage sur *La Campagne de 1815*.
 - 6-7. Séjours à Londres, Hambourg et Francfort. 1818-1821.
 8. Mémoires de Napoléon.
 - 9-10. Correspondance familiale et diverse. 1806-1850.
 11. Affaires diverses. 1812-1832.
 - 12-14. Inspecteur général de l'artillerie. 1832-1844.
 15. Retour des Cendres. 1830-1849.
 16. Funérailles de Madame Adélaïde. 1847-1848.
 17. Ouvrages militaires. 1812-1815 et s. d.
 - 18, 27. Famille Bonaparte. XVIII^e-XIX^e s.
 - 19, 24-26. Collection d'autographes avant 1900.
 20. Baron Napoléon Gourgaud, fils du général. 1840-1917.
 21. Honoré Gaspard Gourgaud, petit-fils du général.
 - 22-23. Baron Napoléon Gourgaud, arrière-petit-fils du général, et sa femme, née Eva Gebhard. 1933-1934.
 - 28-29. Famille Du Taillis, dont général Amable-Ramond Du Taillis. XVIII^e-XX^e s.
 30. Journal de Sainte-Hélène de Gaspard Gourgaud. 1815-1819.
Notes et mémoires historiques divers de Gourgaud.
Retour des cendres (suite). Juillet-août 1840.

Sources complémentaires.

Le musée Napoléon de l'île d'Aix, fondé par la famille Gourgaud, conserve plusieurs lettres reçues par Gourgaud ou des membres de sa famille.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de M Delafosse et d'Huart.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 885-886.

[315 AP]

331 Mi

FONDS D'ASSAILLY, DUBOIS ET D'ESPAGNAC

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 5 bobines de microfilm (331 Mi 1-5).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : reproduction strictement interdite.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (315 AP 1-8), S. d'Huart, 1971, 12 p.

Notice biographique.

Originaire du Poitou, la famille d'Assailly compta pour alliés les familles Dubois (famille du cardinal) et d'Espagnac.

Joseph Sahuguet d'Armazit, baron d'Espagnac (1713-1783), né à Brive comme le cardinal Dubois, fit carrière militaire pendant les campagnes de Louis XV et fut sous les ordres du maréchal de Saxe. À la mort de celui-ci, il se retira à Brive mais le roi l'appela en 1754 au commandement de la Bresse et du Bugey à Bourg. Nommé en 1761 maréchal de camp, il fut lieutenant du roi aux Invalides en 1763 et gouverneur en 1766. Son fils, l'abbé Marc-René d'Espagnac (1753-1794), chanoine à Paris, agent et ami de Calonne, fit une fortune immense comme fournisseur aux armées. Il fut arrêté et guillotiné à Paris le 5 avril 1794.

Présentation du contenu.

Seuls ont été microfilmés les dossiers de lettres adressées au cardinal Dubois, ainsi qu'au baron et à l'abbé d'Espagnac.

331 Mi 1-2 Papiers du cardinal Dubois et de son neveu Joseph Dubois. 1694-1721.

[315 AP 2].

331 Mi 3-5 Papiers du baron et de l'abbé d'Espagnac. xviii^e s.

[315 AP 3, 4 et 8].

Sources complémentaires.

Des papiers du cardinal Dubois sont conservés aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 145 AP.

Des documents d'Espagnac sont conservés aux Archives départementales du Cher parmi le fonds du comté de Sancerre, et aux Archives départementales de la Corrèze (série E).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

[316 AP]

325 Mi

FONDS FRÉDÉRIC OZANAM

Dates extrêmes : 1819-1853.

Importance matérielle : 7 bobines de microfilm (325 Mi 1-7).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1971.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. par C. de Tourtier-Bonazzi, 1971, 1 p. ; rép. num. détaillé dact., par F. de Ferry, 21 p.

Notice biographique.

Etudiant à Paris (1831), Frédéric Ozanam (1813-1853) se lie avec l'équipe catholique de l'*Avenir*, fonde la Conférence d'histoire, puis, avec sept compagnons, la Société de Saint-Vincent-de-Paul (1833). Docteur en droit et ès lettres, il devient professeur de littérature étrangère à la Sorbonne en 1841. Fondateur en 1848 de l'*Ere nouvelle*, avec Lacordaire, il passe dans l'opposition après le coup d'État du 2 décembre. Frédéric Ozanam a publié plusieurs études et cours sur l'Italie médiévale (*Les Poètes franciscains en Italie au XIII^e s.*, 1852) et les peuples germaniques (*Études germaniques*, 1847-1849).

Présentation du contenu.

Microfilm des papiers scolaires et universitaires de Frédéric Ozanam et de correspondance :

- devoirs de collège, cahiers scolaires, poésies, essais divers (1827-1833) ;
- études juridiques, notes diverses, cours de droit ;
- études littéraires, notes diverses, cours de littérature étrangère professé à la Sorbonne ;
- lettres à ses parents (1819-1839), à et de sa femme (1840-1851) ;
- poésies ;
- lettres à sa fille Marie (1849-1851), à Charles Ozanam (1840-1853), à Alphonse et Charles Ozanam (1841-1847), à ses beaux-parents (1840-1853) ;
- lettres à Mesdames Haraneder et Couyère (1840-1852), à l'abbé Soulacroix (1841-1852), à Charles Soulacroix (1851-1852), à Materne (1829-1845), à Henri Personneaux (1831-1853), à Lallier (1833-1853), à Curnier (1834-1850), à Dufieux (1835-1852), à Velay (1835-1846), à Jean-Jacques Ampère (1836-1853), à l'abbé Noirod, Arthaud, Cornudet, Devaux, Gouraud, Cochin, Aicard, Jaillard, Génin, Bouchacourt, J. de Maubeut, Janmot, Franchisteguy, Benoit, Perret, Léon Boré, le marquis de Salvo, Lacordaire, Doubet, la Société de Saint-Vincent-de-Paul et autres.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des documents provenant de Charles Ozanam (1887-1967), petit-neveu de Frédéric Ozanam (28 AS) ainsi que les archives de la Société de Saint-Vincent-de-Paul (31 AS).

Les originaux des documents microfilmés par les Archives nationales sont conservés au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France.

Les lettres de Frédéric Ozanam ont été publiées : *Lettres de Frédéric Ozanam*, publiées sous la direction de Didier OZANAM, Paris, 1961-1997, 5 vol.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 4, lettres N-R, p. 4089.

CHOLVY (Gérard), *Frédéric Ozanam (1813-1853)*, Paris, Fayard, 2003.

317 AP

FONDS LOUIS MARIN

Dates extrêmes : xx^e siècles.

Importance matérielle : 243 cartons (317 AP 1-270) ; 34 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons et legs de Madame Marin, 1962-1981.

Conditions d'accès : sur dérogation pour 317 AP 53-62, 65-69, 181-183, 247.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 30 p.

Notice biographique.

Professeur d'ethnographie, Louis Marin (1871-1960) naquit dans la partie de la Meurthe restée française après le traité de Francfort du 10 mai 1871. Engagé dans les rangs de la fédération républicaine dès 1903, il devint vice-président de l'Assemblée en 1923. Député de Meurthe-et-Moselle de 1905 à 1951, Louis Marin fut également conseiller général (1910-1955), président (1934-1952), puis président honoraire du conseil général de ce département. Il entra au gouvernement comme ministre des Régions libérées en 1924, dans le troisième cabinet Poincaré et dans l'éphémère cabinet François Marsal. Deux ans plus tard, avec le retour de Poincaré, il fut nommé ministre des Pensions. Chef de l'opposition en 1924-1926 et en 1932-1934, il fut choisi par Doumergue pour le portefeuille de la Santé publique en février 1934. Symbole de la droite nationaliste, il entra dans le ministère Flandin au poste honorifique de ministre d'État. Il conserva cette place dans le cabinet Bouisson et dans le quatrième ministère Laval, avant d'accepter de faire partie du gouvernement Reynaud, en 1940, où il combattit l'idée d'armistice. Il quitta ses fonctions de ministre d'État le 16 juin 1940. Il ne voulut participer ni au débat ni au vote qui, le 10 juillet 1940, confèrent les pleins pouvoirs à Pétain. Membre des Assemblées consultative et constituante (1944-1946) et de l'Assemblée nationale de 1946 à 1951, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Louis Marin fut aussi un philosophe et un savant.

Présentation du contenu.

- 317 AP 1-18. Dossiers individuels de renseignements sur des hommes politiques contemporains de Louis Marin (classement alphabétique).
- 19-22. Correspondance adressée à Louis Blaison, ami de Louis Marin, entre les deux guerres. 1918-1940.
- 23-41. Coupures de presse, bulletins, comptes rendus d'auditions des différentes commissions d'enquêtes parlementaires sur la crise boursière, les spéculations illicites, l'affaire Stavisky et divers scandales de l'entre-deux-guerres dans lesquels furent impliqués des parlementaires, ainsi que sur les activités de commerce et d'intelligence avec l'ennemi au cours de la Première Guerre mondiale.
- 42-49. Organisation des services de l'État pendant l'entre-deux-guerres, composition du gouvernement, questions concernant le budget, réformes et économies administratives, dommages de guerre et contrôle parlementaire.
- 50-69. Deuxième Guerre mondiale : documentation sur la campagne de France de

mai-juin 1940, la responsabilité de la défaite, le procès de Riom, la politique intérieure de Vichy, la résistance, la déportation, l'épuration à la Libération, le procès Pétain, et dossiers de correspondance classée par ordre alphabétique des personnalités concernées.

- 70-94. Fédération républicaine.- Historique du parti, locaux, incidents et crises de la Fédération, propagande, le parti et les élections législatives, relations avec d'autres partis politiques, activités des sections de la Fédération républicaine : notices biographiques de membres de la Fédération républicaine, correspondance avec les adhérents, procès-verbaux de réunions, rapports imprimés. 1920-1946.
- 95-103. Traité de Versailles, dettes interalliées et activités de la Commission militaire interalliée de contrôle. 1916-1931.
- 104-108. Questions religieuses : missions religieuses et expansion culturelle française à l'étranger. 1919-1940.
- 109-113. Questions parlementaires. 1906-1939.
- 114-118. Réforme de l'enseignement. 1921-1947.
- 119-132. Réparations des dommages de guerre et reconstruction. 1915-1951.
- 133-134. Plan Schuman et Monnet et traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. 1951-1958.
- 135-139. Activités de Louis Marin au sein de la Société d'ethnographie. 1935-1939.
- 140-158. Activités de Louis Marin au sein de diverses autres sociétés (Société franco-polonaise, Les amis de la Roumanie). 1915-1958.
- 159-160. Le réarmement allemand après 1945. 1948-1951.
- 161-163. Dommages causés par les inondations de l'Est et plan général d'aménagement des eaux. 1923-1950.
- 164-173. Élections. 1905-1951.
- 174-205. Louis Marin président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. 1909-1955.

- 206-270. *Suppléments non classés.*
 - 256. Ministre des régions libérées et des pensions.
 - 222. Ministre de la Santé publique et de l'Éducation physique dans le gouvernement Doumergue.
 - 213, 218-219, 227, 254. Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle.
 - 226, 249, 251, 264. Traité de Versailles et dettes interalliées après 1914-1918.
 - 206-208, 210, 214, 263. Défense nationale.
 - 248. Questions d'éducation nationale.
 - 211, 217, 221, 245, 259. Questions parlementaires.
 - 209, 212, 230, 246-247, 260-261, 266, 267. Guerre de 1939-1945, gouvernement de Vichy et procès Pétain.
 - 244. Expansion culturelle française.
 - 252-253, 258. Travaux sur les sciences humaines.
 - 231-243, 255. Vœux et félicitations adressés à Louis Marin.
 - 262. Cérémonies, fêtes, commémorations.
 - 215, 216, 220, 228, 265. Discours de Louis Marin.
 - 250, 257. Correspondance (non classée).
 - 223-225, 229. Documentation pour une biographie.
 - 268-269. Journal de Louis Marin. 1940-1943.
 - 270. Manuscrits sur l'histoire de France (Ancien Régime, Consulat et Empire), littérature et arts, droit) ; papiers sur la famille Lacretelle. s. d.

Sources complémentaires.

Des livres provenant de la bibliothèque de Louis Marin sont conservés à la Bibliothèque historique des Archives nationales (site de Paris).

Des coupures de presse et de la documentation sur les colonies provenant de Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle, sont conservées aux Archives nationales (site de Paris) sous les cotes 72 AJ 547 à 562.

D'autres archives de Louis Marin ont été léguées par son épouse aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (26 J 1-471) et de Moselle (14 J 1-15) ainsi qu'aux Archives du ministère des Affaires étrangères (fonds nominatif, n° 203).

Enfin, le musée Guimet conserve un fonds Louis Marin (consul au Yunnan de 1899 à 1902, Louis Marin a ramené de ses voyages en Asie centrale et en Extrême-Orient des notes ainsi que des photographies).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 536.

318 AP

FONDS ÉDITH THOMAS

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 14 cartons (318 AP 1-14) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur Daniel Thomas, 1971-2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (318 AP 1-12) par Yvonne Lanhers, 1971, 3 p. ; état sommaire dact. (318 AP 13-14) par C. Nougaret et C. Sibille, 2001, 2 p.

Notice biographique.

Archiviste-paléographe de la promotion de 1931, Édith Thomas (1909-1970), avait soutenu une thèse d'École des chartes sur *Les relations de Louis XI avec la Savoie*. En 1933, elle obtint le prix du Premier roman pour *La Mort de Marie*, publié en 1934. Face à la montée du fascisme, elle adhéra à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, dont elle démissionna en novembre 1934. Édith Thomas publia des grands reportages, notamment sur la guerre civile d'Espagne. Elle s'inscrivit au parti communiste en septembre 1942 et participa activement à la Résistance intellectuelle. Elle fut une des premières à participer au Comité national des écrivains, et c'est chez elle, dès février 1943, que se tinrent la plupart des réunions du Comité de la zone Nord. La Libération venue, elle dirigea *Femmes françaises*, suite de l'*Union des femmes françaises* fondée durant l'occupation. En 1947, Édith Thomas fut nommée conservateur aux Archives nationales. Elle y assumait, jusqu'à sa mort, le service de la Bibliothèque. En 1949, Édith Thomas démissionna du P.C.F. et prit parti pour l'indépendance de Tito. Après *Ève et les autres* (1951), sa vocation historique prit le pas sur l'activité romanesque : *Pauline Roland, Socialisme et féminisme au XIX^e siècle* (1956), *George Sand* (1960), *Les Pétoleuses* (1963), *Rossel* (1967), *Louise Michel* (1971), qui parut après sa mort. Édith Thomas était aussi, depuis 1968, membre du jury Femina. Aux Éditions Mazenod, dans le recueil biographique consacré aux *Femmes célèbres*, elle dirigea la partie groupant *La Femme et le pouvoir* et *L'Humanisme féminin*.

Présentation du contenu.

- 318 AP 1. Cartes d'identité et cartes diverses. Admission à la Société des gens de lettres. Carnet scolaire. Diplômes. Association des écrivains et artistes révolutionnaires. Résistance (1944). « Femmes françaises », n° 2-16. Lettre de sa mère du 28 août 1944. Attestation de Debu-Bridel. « Union des écrivains pour la vérité ». Lettre de la cellule communiste « Royer-Collard » (1950). Lettres d'Édith Thomas (1960-1966). Conférences et articles.
2. « Les fleurs du temps » : préface, textes, projets d'illustrations, documentation.
3. « L'humanisme féminin » : manuscrit dactylographié. Conférences ou articles dactylographiés, notes manuscrites et documentation sur ce thème. Un manuscrit.
4. Articles imprimés classés chronologiquement (1935-1969).
5. Émissions radiophoniques. Scénarios radiophoniques. Contes et nouvelles dactylographiés et manuscrits. Nouvelles imprimées sous forme de feuillet.

6. Documents n'ayant pas été utilisés pour sa thèse d'École des chartes : *Louis XI et la Savoie*.
7. « Coalitions 1830-1848 » : manuscrits dactylographiés et notes de documentation. Notes prises dans les archives Fournier (Archives nationales).
8. « Pauline Roland ». « Les Pétoleuses » : notes de documentation.
9. « Rossel » : documentation.
10. « Louise Michel » : documentation.
11. « Louise Michel » : manuscrit dactylographié ; photographies et reproductions de documents ; notes de documentation, adjonctions.
12. *Argus de la presse* à propos de ses ouvrages et de son action politique.
13. Journal intime, huit cahiers ; nouvelles et poèmes inédits et articles pour la presse clandestine, 1 dossier.
14. Correspondance croisée avec Dominique Aury, correspondance reçue de Jean Paulhan, 3 chemises. Années 1930-années 1960.

Sources complémentaires.

La thèse d'École des chartes d'Édith Thomas, « Étude sur les relations de Louis XI avec la Savoie » (1931) est conservée aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XXVIII 86.

Bibliographie.

- MARTIN-CHAUFFIER (Louis), notice nécrologique d'Édith Thomas, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 130, 1972, p. 681-684.
- Jean Paulhan, *Choix de lettres par Dominique Aury et Jean-Claude Zylberstein, revu et annoté par Bernard Leuilliot*, Paris, N.R.F. Gallimard, 1986, 3 t. (10 lettres de 318 AP 14 figurent dans cette édition).
- KAUFMANN (Dorothy), *Édith Thomas : a passion for resistance*, Ithaca [USA], Cornell University Press, 2004.

319 AP

FONDS PAUL-FRANÇOIS DUBOIS

Dates extrêmes : 1822-1966.

Importance matérielle : 3 cartons (319 AP 1-3) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Paul Gerbod, 1971.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1971, 3 p. dact.

Notice biographique.

Paul-François Dubois (1793-1874) fit ses études à Rennes, entra en 1812 à l'École normale supérieure, et fut nommé régent de mathématiques à Guérande en 1814. Au retour de l'île d'Elbe de Napoléon, il refusa de prêter serment à l'Acte additionnel. En 1815, il fut nommé régent de langue grecque puis de rhétorique au collège de Falaise. Professeur de seconde au lycée de Limoges (1818), professeur de rhétorique à Besançon (1819), il fit des cours d'éloquence française à la faculté des lettres et fut nommé (1820) professeur de rhétorique au lycée Charlemagne. Suspendu pour des motifs politiques, il collabora aux *Tablettes universelles*, au *Censeur européen* et fonda le *Globe* en 1824 avec Pierre Leroux et Lachevardière. Paul-François Dubois fut également député de la Loire-Inférieure, de 1831 à 1848, et directeur de l'École normale supérieure, de 1840 à 1850.

Présentation du contenu.

319 AP 1-2. Registres de lettres expédiées par Dubois. 1822-1843.

3. Manuscrit d'un journal autographe rédigé par Dubois entre 1835 et 1850. Notes sur les événements politiques de 1848 à 1861, peut-être de Dubois. Notes rédigées par Dubois entre 1855 et 1869 et revues en 1871, sur la fondation du *Globe* et ses rédacteurs, copies de lettres sur le même sujet (1824-1834). Notes intitulées « Royalistes et fédérés bretons en 1815 ». Réflexions sur divers sujets dues à Dubois (1854-1866). Discours du président de l'Académie des sciences morales et politiques prononcé aux funérailles de Dubois, le 17 juin 1874, suivi du discours de M. Bersot, directeur de l'École normale supérieure. Manuscrit d'une étude d'André Mater, « Les associations » (1901). Épreuves d'un article de Paul Gerbod, « La vie universitaire à Paris sous la Restauration » (1966).

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 420-421.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 11, 1967, col. 964-966.

320 AP

FONDS BAZAINE

Dates extrêmes : XIX^e siècle.

Importance matérielle : 7 cartons (320 AP 1-7) ; 0,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 31 mars 1971, 28 mars 1991, 10 juillet 1991, 15 juin 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Garrigues, 1973, 10 p.

Notice biographique.

Né le 13 février 1811, François-Achille Bazaine s'engage à vingt ans comme simple soldat et conquiert tous les grades en Afrique. Sous-lieutenant à vingt-quatre ans et décoré quelques années plus tard, il prend part aux expéditions de Kabylie, de Mitianah et du Maroc comme capitaine et dirige les affaires arabes dans la subdivision de Tlemcen. La révolution de 1848 le trouve lieutenant-colonel. L'Empire en fait un général de brigade, et c'est avec ce grade qu'il participe à la guerre de Crimée dont il revient général de division. En 1862, il prend le commandement du corps expéditionnaire envoyé au Mexique avec Maximilien d'Autriche. En 1864, il est élevé à la dignité de maréchal. Successivement commandant du troisième corps et commandant en chef de la garde impériale, le 15 juillet 1870, il est appelé à la tête du troisième corps de l'armée du Rhin, pour devenir le général en chef de l'armée de Metz au mois d'août. Après maints déboires, s'étant attardé sous Metz, il capitule face aux armées prussiennes. Cette reddition paraît bien vite honteuse et le 6 octobre 1873, il est traduit devant les tribunaux. Reconnu coupable, il est condamné à la peine de mort avec dégradation militaire. Mac-Mahon commue la peine en vingt ans de détention avec dispense de l'humiliation de la dégradation. Transféré à Sainte-Marguerite après avoir perdu tout espoir de voir sa peine commuée, il s'enfuit le 8 août 1874. Après avoir paru en Suisse, en Belgique, en Angleterre, il se réfugie en Espagne, où il meurt le 20 septembre 1888.

Historique de la conservation.

Ces papiers de famille furent réunis par le frère du maréchal, Pierre-Dominique Bazaine, qui lui-même semble avoir tenu une sorte de journal relatant tous les faits et gestes de son frère pendant toute sa vie, document qui, par chapitres, figure dans ce fonds. Ces papiers reçurent par la suite un premier classement sommaire par Georges Bazaine, petit-neveu du maréchal, en vue d'une exploitation historique : ce dernier a rassemblé toutes sortes d'articles de journaux, de notes prises dans divers livres et concernant tout particulièrement le rôle que joua le maréchal pendant la campagne de 1870, papiers qui forment la majeure partie du cinquième carton.

Ce fonds a été acheté à la veuve du général Régnauld, historien qui s'efforça dans ses écrits de réhabiliter le maréchal Bazaine, ce qui explique la présence de deux lettres du général Régnauld dans le cinquième carton.

Présentation du contenu.

- 320 AP 1. Dominique Bazaine, père du maréchal, qui partit comme ingénieur des Ponts et Chaussées en Russie, et famille Bazaine (Pierre-Dominique et Mélanie, frère et sœur du maréchal). 1808-1870.
- 2-4. Maréchal Achille Bazaine (1811-1888) : Algérie, Mexique, siège et capitulation de Metz, procès. 1831-1888.
5. Georges et Alphonse Bazaine : réhabilitation du maréchal. 1912-1949.

Supplément non classé.

6. Deux lettres autographes de Bazaine de Sébastopol, 1855 et 1856.
Archives personnelles et familiales, mettant au jour certains aspects de la jeunesse et de la vie de Bazaine, qui toujours se confondent avec sa carrière politique et des ambitions politiques plus ou moins avouées.
Correspondance avec sa seconde femme, son fils Alphonse, militaire de carrière, qui lui apporte un soutien moral et qui cherchera à le faire réhabiliter, et diverses personnalités.
7. Documents relatifs à la guerre de 1870 et au procès de Bazaine, sa condamnation à mort, la grâce du Maréchal Mac-Mahon, son internement à Sainte-Marguerite, son évasion et son refuge à Madrid : rapports d'officiers, mémoires, lettres, coupures de presse, manuscrit de son fils Alphonse, datant de 1918, ayant pour objet la réhabilitation de son père.

Sources complémentaires.

Un fonds Bazaine (1 K 18) est conservé au Service historique de l'armée de Terre.

L'Archivo General de la Nación à Mexico conserve, sous la cote 236, un fonds Bazaine inventorié par Anne-Elyse Lebourgeois, « Fondo Mariscal Bazaine, 236 », dans *Boletín del Archivo General de la Nación*, 6^e série, n^o 2, novembre-décembre 2003, p. 85-107.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Garrigues.
BAUMONT (Maurice), *Bazaine ou les Secrets d'un maréchal*, Paris, Imprimerie nationale, 1979.

321 AP

FONDS FÉLIX ROUIRE

Dates extrêmes : [1898] 1926-1967.

Importance matérielle : 32 cartons et 145 pochettes krafts (321 AP 1-220) ; 14,23 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Félix Rouire, 1972.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : état somm. dact. des plans et dossiers, par Y. Chevalier, 7 p.

Notice biographique.

Félix Rouire, architecte de 1928 à 1967, exerce à Paris et dans la proche banlieue. Il habite dans le XIII^e, avenue de Choisy. Ses clients sont souvent ses voisins : commerçants, petits industriels, artisans. C'est après la guerre de 1940 que l'essor de son agence se manifeste avec la reconstruction d'immeubles et de nombreux magasins.

Présentation du contenu.

Le fonds se décompose en deux parties :

- les portefeuilles de plans ;
- les dossiers de permis de construire et de correspondance échangée avec les clients, les fournisseurs, les entrepreneurs.

Les programmes concernent essentiellement, pour Paris, les XIII^e (reconstruction après 1945 autour de la porte de Choisy : anciennes usines Panhard), mais aussi sixième, quinzième et dix-huitième arrondissements. Pour la banlieue, des dossiers se rapportent principalement à Ivry-sur-Seine, mais aussi à Cachan, à Sceaux, à Fontenay-aux-Roses, à Bry-sur-Marne, etc. Quelques dossiers concernent la province, majoritairement l'Ile-de-France (Rambouillet, Moret-sur-Loing), mais aussi la Bretagne et le Pays Basque.

Quelques dossiers portent sur des réalisations d'autres architectes parisiens (Georges Debrie, 1898).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 149.

322 AP

FONDS FRAGUIER

Dates extrêmes : xvi^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 50 cartons (322 AP 1-54) ; 8 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 322 AP 1-39 : don de la marquise de Fraguier, 1971.
- 322 AP 40-54 : dépôt, 1990.

Conditions d'accès : libre pour 322 AP 1-39 ; sur autorisation pour 322 AP 40-54.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé (322 AP 1-39), par D. Langlois-Berthelot, 1974, dact. par A. Perlot, 2006, 14 p. ; état somm. dact. (322 AP 40-54), par V. Le Nénaon, 2000, 2 p.

Notice historique.

D'origine parisienne, la famille de Fraguier remonte au xiii^e siècle : Jehan Frager, bourgeois de Paris, est cité dans un acte de 1261. Un Fraguier fut premier auditeur en la Chambre des comptes en 1418, un autre en 1501. À la fin du xvi^e siècle, cette famille se partagea en deux branches : la branche dite de Franche-Comté qui, en réalité ne cessa de résider à Paris qu'au milieu du xviii^e siècle, après la nomination de Louis de La Tour-Fraguier comme gouverneur de Besançon en 1733, et s'éteignit sans descendance mâle au début du xix^e siècle, et la branche d'Ile-de-France. La branche dite de Franche-Comté suivit le parti des armes : François Fraguier, baron de Dannemarie, lieutenant au régiment des Gardes françaises, fut tué à la bataille de Lens en 1648, et François-Louis Fraguier, capitaine au régiment de Vermandois, trouva la mort à Friedlingen. Cette branche fut illustrée par l'abbé Fraguier, membre de l'Académie française en 1707, qui entretint une correspondance avec Leibnitz. La branche d'Ile-de-France, restée à Paris, donna des auditeurs, des maîtres, six présidents de la Chambre des comptes, des conseillers au parlement de Paris, des chevaliers de Malte et des officiers des armées du roi. Au xviii^e siècle, Geneviève Gruyn, veuve en premières noces de Martin Fraguier, conseiller du roi en ses conseils et président de la Chambre des comptes, épousa en secondes noces Jacques Antoine Baratier de Saint Auban, lieutenant général des armées du roi, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, inspecteur général de l'artillerie. De son premier mariage, elle avait eu un fils, Ambroise Nicolas Fraguier, maréchal de camp et d'armée du roi, chevalier de l'ordre de Saint-Louis.

Au xix^e siècle, la famille Fraguier s'allia par mariage aux Montagu.

Présentation du contenu.

322 AP 1-39. Inventaires, actes de succession, contrats, quittances, comptes et rentes. xvi^e-xix^e s.

1-13. Famille Fraguier : papiers personnels. 1528-1870.

14-25. Biens à Paris et dans la région parisienne, en particulier la terre du Mée, près de Melun. 1518-1889.

26-35. Familles alliées. 1655-1896.

- 36-39. Famille de Montagu, alliée par mariage en 1844 à la famille Fraguier : fonds provenant des archives du Chillon, contenant notamment la correspondance de la comtesse Sophie de Stolberg à la marquise de Montagu. 1793-1923.
- 40, 42, 45. Maréchal de Saint-Auban : papiers militaires concernant le corps royal d'artillerie ; succession du maréchal, contrats, rentes et baux de la terre de La Celle-Saint-Cyr. xviii^e s.
- 41, 43, 44, Famille Fraguier : correspondance contrats, baux, quittances, comptes relatifs
46., 48, 51- aux biens des Fraguier (fiefs de Marche-Marais, Pierre-Percée, et domaine de
52, 54. La Mée). xvi^e-xix^e s.
- 50, 53. Famille de Juvigny. xviii^e-xix^e s.
49. Famille d'Oissel : vente du château de La Rocque-Baignard. xx^e s.
43. Famille de La Bretonnerie. xviii^e s.
45. Famille de Tourny. 1788-1789.
47. Presse, notamment sur les inondations de Paris en 1910, et dessins humoristiques.

Sources complémentaires.

Les archives de la famille de Montagu, achetées par le marquis de Fraguier, faisaient partie autrefois du fonds du Chillon, dont le reste est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 289 AP.

Bibliographie.

- LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 8, col. 521-523.
- FRAGUIER (marquis de), *Une famille parisienne*, avec préface du duc de Lévis-Mirepoix, Paris, 1963.

323 AP

FONDS BILLECARD

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 47 cartons (323 AP 1-47) ; 7,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1972.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. par M. Guillot, 1973, 7 p., complété et corrigé par P. Jugie, 2006, 1 p.

Notice biographique.

Avocat au barreau de Douai puis à la Cour de Paris, Robert Billecard (1886-1953) fut membre de différentes associations de jeunesse radicales socialistes dans le Nord et conférencier officiel de son parti. Attaché au cabinet du sous-secrétaire d'État à la Guerre (1910), il devint ensuite chef du cabinet civil de Lyautey, résident général au Maroc (1912), chef adjoint du cabinet du ministre des Régions libérées (1918). Directeur du cabinet du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (1924) et du ministre de la Santé publique (1933), Robert Billecard fut aussi préfet des Deux-Sèvres (1924), de l'Orne (1926), de la Drôme (1931), du Loiret (1934-1935) puis de Seine-et-Oise (1936). Mis en disponibilité par le gouvernement du maréchal Pétain, il reprit du service comme préfet des Ardennes en 1942 sur demande de Vichy, mais après en avoir informé Londres. Son action au sein de la Résistance lui valut d'être nommé haut-commissaire à la production industrielle en 1944. Nommé préfet d'Ille-et-Vilaine en 1946, inspecteur général en mission extraordinaire dans les départements compris dans la 3^e région militaire en 1948, Robert Billecard fut admis à la retraite comme président de l'office d'immigration en 1952.

Présentation du contenu.

323 AP 1-3. Papiers familiaux et personnels. XIX^e-XX^e s.

323 AP 4-47. Correspondance et dossiers de Robert Billecard.

4-5. Presse, barreau de Douai. Fédération républicaine des étudiants de France et Jeunesse républicaine démocrate. 1907-1912.

6. Maroc. 1914-1918.

7-8. Politique, correspondance générale. 1914-1918.

9. Cabinet du ministre des Régions libérées. Brest (sous-préfet). 1918-1919.

10-34. Préfet : Gironde, Deux-Sèvres, Orne, Drôme, Morbihan, Loiret, Seine-et-Oise, Ardennes. 1921-1944

35. Haut-commissaire à la production industrielle. 1944.

36-41. Préfet d'Ille-et-Vilaine. 1946-1951.

42. Président de l'Office national d'immigration. 1952.

43-44. Journal intime. Papiers personnels. 1951-1952.

45. Les préfets et la réforme administrative. Inspection générale de

l'administration.
46-47. Notes diverses, coupures de presse.

Sources complémentaires.

Le dossier de carrière du préfet Billecard est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote F^{1b} I 944.

Bibliographie.

Who's Who, 1953-1954, p. 105.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 91-92.

324 AP

FONDS ANDRÉ TARDIEU

Dates extrêmes : 1904-1957.

Importance matérielle : 129 cartons (324 AP 1-136) ; 14,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 324 AP 1-128 : don, 1972, 1988.
- 324 AP 129-136 : achat, 1985.

Conditions d'accès : libre, sauf 324 AP 69-75 et 77-79bis, sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (324 AP 1-128), par D. Langlois-Berthelot, complété par M. Guillot, 1974, 21 p. ; annexe au répertoire : note sur les papiers Tardieu conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères, 6 p. ; rép. num. dact. (324 AP 129-136), s. d. [1986 ?], 3 p.

Notice biographique.

Lauréat du Concours général, reçu premier à l'École normale supérieure, André Tardieu se fait remarquer dès ses débuts. Attiré par la politique, il démissionne de l'École normale pour se tourner vers les Affaires étrangères, au concours desquelles il est encore reçu premier.

Son premier poste est celui d'attaché d'ambassade à Berlin en 1897. Il devient en 1899 le collaborateur de Delcassé, puis celui de Waldeck-Rousseau comme secrétaire de la Présidence du Conseil. En même temps, Adrien Hébrard l'attache au *Temps* où, pendant plus de dix ans, André Tardieu est chargé de la chronique diplomatique.

En 1908 lui est donnée la chaire de littérature française à l'université de Harvard (États-Unis). L'année suivante, il est professeur d'histoire diplomatique contemporaine à l'École des Sciences politiques et chargé de cours à l'École des langues orientales. Il est professeur à l'École de Guerre en 1911.

Élu député républicain de gauche de Seine-et-Oise en 1914, André Tardieu part pour la guerre quatre mois plus tard. Il est alors capitaine de chasseurs à pied. Rappelé en 1917 par le gouvernement, il se voit confier la mission de haut-commissaire aux États-Unis, dont il revient en 1918, sur l'instigation de Clemenceau, pour prendre la direction du Commissariat général aux Affaires franco-américaines. Il participe aussi à la conclusion du Traité de Versailles. La carrière politique d'André Tardieu est alors tracée : député de Belfort, onze fois ministre et trois fois Président du Conseil. Il se retire en 1935 à la suite d'attaques que sa politique rencontre, avec l'idée qu'un poste politique ne vaut sans doute pas la liberté d'action et d'expression dont il va se servir, tout au long d'ouvrages et d'articles de presse nombreux et réguliers, d'une forme souvent violente et polémique, notamment dans le journal *Gringoire*.

Foudroyé par une attaque qui le laisse définitivement amoindri, après 1939, André Tardieu reste loin de toute politique et de toute nouvelle action personnelle. Il s'éteint dans la nuit du 15 au 16 septembre 1945.

Présentation du contenu.

- 324 AP 1-18. Papiers personnels et correspondance adressée à André Tardieu, président du Conseil.
 - 1-2. Biographie et carrière.
 - 3-18. Correspondance active et passive, générale et familiale.
- 19-80. Vie parlementaire et politique (1914-1939).
 - 19-23. Guerre 1914-1918 : documents et rapports.
 - 24-27. Activités.
 - 28-45. Journalisme. Articles manuscrits (1922-1939).
 - 46-53. Vie parlementaire (1917-1938).
 - 54-68. Vie ministérielle et discours hors Parlement.
- 69-79bis. Affaires litigieuses : affaire Ngoko Sanngha (1907-1933) ; aéropostale (1930) ; procès Calmette (1914) ; Compagnie française des Pétroles (1929-1930) ; procès La Roque (1937).
- 80. Discussion Caillaux (1911-1912).
- 81-128. Manuscrits, préparation d'ouvrages, correspondance, livres et brochures le concernant (1930-1957).
 - 81-111. Manuscrits et préparation d'ouvrages (1932-1946).
 - 112-115. Retrait de la vie politique.
 - 116-122. Correspondance échangée avec des personnalités diverses et des éditeurs (1920-1939).
 - 123-128. Remerciements pour l'envoi de livres. Cartes de visite. Notes diverses et imprimés, feuilles éparses. Monnaies. Correspondance sur les affaires africaines. Livre et brochures sur André Tardieu.
- 129-130. Papiers personnels, premières fonctions et premiers travaux.
- 131-134. Dossiers de correspondance active et passive.
 - 135. Action politique.
 - 136. Articles par A. Tardieu sous son nom et sous le pseudonyme de Jean Frollo.

Sources complémentaires.

Il faut noter l'existence d'un fonds André Tardieu important aux Archives du ministère des Affaires étrangères, versé, après apposition des scellés en 1945, à l'initiative de Gabriel Puaux, président de la Société des amis d'André Tardieu, en 1965, et par la Société industrielle maritime en 1973.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de D. Langlois-Berthelot. YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 621.

325 AP

FONDS LARMINAT

Dates extrêmes : 1629-1891.

Importance matérielle : 4 cartons (325 AP 1-9) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1972, renouvelé le 4 avril 1995.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M.-F. Limon, 1995, 8 p.

Notice biographique.

La famille de Larminat, originaire de Thionville, compta dans cette ville des échevins, des procureurs du roi et des officiers. Ainsi, Louis Larminat (1629-1704) fut maître échevin de Thionville de 1679 à 1701. Son fils aîné, Jean-François (1657-1709), fut également échevin de Thionville, avocat au parlement de Metz et subdélégué de l'intendant de Metz, tandis que le cadet, Jean (1668-1709) était conseiller du roi, receveur des amendes et épices au bailliage de Thionville. Le fils de Jean, Antoine (1709-1774) fut procureur du roi à Thionville, commissaire ordinaire des guerres et chevalier de Saint-Louis. Le fils de celui-ci, Louis Alexis (1749-1814) fut officier au régiment de la Marck et commissaire ordinaire des guerres de 1773 à 1791, et son fils Jean Charles, baron de Larminat (1777-1840), conservateur des forêts de la Couronne et maire de Fontainebleau.

Présentation du contenu.

325 AP 1-9. Archives familiales.

- 1-3. Louis Larminat (1629-1704), Jean-François (1657-1709) et Jean (1668-1709) ses deux fils, Antoine (1709-1774) son petit-fils, et Marie-Marguerite Martin (1724-1749), femme d'Antoine.
- 4-5. Louis Alexis de Larminat (1749-1814), fils d'Antoine et de Marie-Marguerite, et sa famille, notamment son fils aîné, Jean Charles Nicolas (1777-1840), baron de Larminat.
- 6-7. Jean Charles Nicolas, baron de Larminat (suite).
- 8-9. Adélaïde Louise de Larminat (1789-1876), fille de Louis Alexis et de Marie Élisabeth, et Louis-Durand d'Aunoux (1775-1854), son mari. Félicie (1810-1855), Victor (1823-1854) et Charles de Larminat (1816-1891), enfants de Jean Charles Nicolas.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique de M.-F. Limon.

BARBÉ (J.-Julien), *Metz, documents généalogiques... 1792-1870*, Metz, 1934.

326 AP

FONDS AUTHIER-CHANTÉRAC

Dates extrêmes : 1821-1866.

Importance matérielle : 1 carton (326 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1972.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Suzanne d'Huart, 1972, 4 p.

Notice biographique.

D'abord au service du duc de Penthièvre comme capitaine des gardes, Henri du Authier devint ensuite premier gentilhomme de la duchesse douairière d'Orléans, née Adélaïde de Bourbon-Penthièvre. Le vicomte du Authier fut premier gentilhomme de Madame Adélaïde, de 1821 à 1843, et de ce fait aussi attaché à la maison du roi.

Le vicomte du Authier avait une fille qui épousa en 1807 Hippolyte de la Crote, chevalier, marquis de Chantérac, d'une ancienne famille du Périgord. La marquise de Chantérac fut dame de la duchesse douairière, puis de Marie-Amélie.

Présentation du contenu.

Lettres de Louis-Philippe au vicomte du Authier, premier gentilhomme de la duchesse douairière d'Orléans, puis de Madame Adélaïde, et lettres de Marie-Amélie à la marquise de Chantérac, sa dame d'honneur, entre 1824 et 1866. Ces documents renferment des détails sur la vie quotidienne des princes et princesses d'Orléans, tant à Paris que dans leurs résidences de Neuilly, Eu et Randan.

Sources complémentaires.

Un autre fonds provenant de la famille de Chantérac existe sous la cote 5 AP 1 à 45 : archives du marquisat et de la famille de Bassompierre. Des lettres de la marquise de Chantérac sont conservées dans le fonds de la maison de France (branche d'Orléans) sous la cote 300 AP III 95.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 6, col. 569-572.

DELMAS (Jean-François), « Audoin de Chantérac, un gentilhomme des lettres au siècle de l'histoire », dans *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. 129, juin 2002, p. 247-258.

327 AP

FONDS DEVOIZE

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 33 cartons (327 AP 1-39) ; 5,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1972-1974.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (327 AP 1-29) par S. d'Huart, 1972-1973, 10 p. ; suppl. dact. (327 AP 30-39), 3 p.

Notice biographique.

Après avoir servi comme lieutenant et capitaine de cavalerie, Jacques Devoize ou de Voize, d'une famille noble de l'Isère, devint consul à Tunis en 1776 et exerça les mêmes fonctions à Lattaquié en 1781, à Tripoli en 1782, à Chio en 1786 avant de revenir de Tunis en 1791 comme commissaire du roi, puis consul général et chargé d'affaires auprès du Bey de 1787 à 1819. Son fils Antoine, chevalier de Voize (1803-1882) fut d'abord surnuméraire à la division commerciale du ministère en 1823, il servit de secrétaire à Châteaubriand et à Talleyrand et il exerça ensuite les fonctions de consul à Smyrne en 1829, à Patras en 1833, à Syra en 1836, à Damas en 1842, avant de devenir consul général à Montevideo en 1846.

Présentation du contenu.

- 327 AP 1-20. Jacques Devoize consul à Tripoli, commissaire du roi, puis consul général à Tunis, chargé d'affaires auprès du Bey.
1. Papiers personnels et affaires du consulat de Tunis (1783-1819). Journaux et notes pour des mémoires (1799-1820). Affaires du consulat (1782-1819). Expédition d'Égypte (1799-1802).
 - 2-7. Instructions et lettres reçues des ministères des Affaires étrangères et de la Marine (1776-1819).
 - 8-14. Copies de lettres (1788-1829).
 - 15-18. Correspondance reçue des autres consuls à Tunis et dans les pays méditerranéens, des négociants installés dans le pays, de Nicolas Pléville, son fondé de pouvoir (1773-1829).
 19. Comptes du consulat et comptes privés (an XII-1823).
 20. Papiers de familles alliées : Eyrault, Virieu, La Martellière et divers (xvii^e-xviii^e s.)
- 21-29. Antoine Devoize (1803-1882), consul à Patras et à Damas, puis consul général à Montevideo (1829-1856).
- 21-24. Premières fonctions, vice-consul à Smyrne, Patras, Syra (1829-1842).
 25. Consul à Damas (1842-1846).
 - 26-29. Consul général et chargé d'affaires à Montevideo (1846-1855).
- 30-33. *Supplément* aux papiers de Jacques et Antoine Devoize.
- 34-39. Antoine Devoize et son neveu Albert Devoize (1849-1917). Familles La

Martellière et Virieu et terres en Dauphiné (xvii^e-xix^e s.)

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de S. d'Huart.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 382.

DARU (Jean), *La descendance de Jacques de Voize. 1745-1832*, 1968, 37 ff. mult.

[328 AP]

344 Mi

FONDS SAULCY

Dates extrêmes : 1773-1933.

Importance matérielle : 3 bobines de microfilm (344 Mi 1-3).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1972.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par M. Guillot et C. de Tourtier-Bonazzi, 1972, 9 p.

Notice biographique.

Louis-Félicien-Joseph Caignart de Saulcy (1807-1880) fut admis en 1826 à l'École polytechnique ; il en sortit deux ans plus tard pour entrer à l'École d'application de Metz. C'est là qu'il commença à se passionner pour les médailles et, devenu lieutenant d'artillerie, il réussit à mener de front ses obligations militaires et ses recherches d'archéologue et de numismate. Professeur de mécanique à l'École de Metz, il publia des études sur les monnaies de la ville et de ses évêques et un *Essai de classification des suites monétaires byzantines*, résultat de ses travaux de classement d'une précieuse collection de médailles byzantines. En 1841, il devint conservateur du musée d'artillerie à Paris, et, l'année suivante, l'Académie des inscriptions lui ouvrit ses portes. Il se spécialisa alors dans l'épigraphie orientale et entreprit en 1845 un grand voyage archéologique avec La Saussaye à travers l'Italie, la Grèce, la Turquie et l'Égypte. Cinq ans plus tard, accompagné de son fils et d'Édouard Delessert, il se rendit en Palestine. On doit à Saulcy de nombreux travaux de numismatique, des récits de voyages, et l'animation, comme président, de la commission instituée pour publier la carte de l'ancienne Gaule, commission qui donna une impulsion très vive aux recherches d'archéologie gauloise et latine en France.

Veuf de Mademoiselle de Brye en 1850, Saulcy épousa en secondes noces le 20 décembre 1852, Mademoiselle de Billing, fille du ministre de France à Copenhague, bientôt dame d'honneur de l'impératrice Eugénie. Fréquentant ainsi la cour et apprécié par Napoléon III, il fut nommé en novembre 1859 sénateur. S'intéressant peu à la politique, il consacra tous ses loisirs à ses travaux d'érudition. À deux reprises, en 1863 et en 1869, il se rendit en Terre Sainte, et lorsqu'il s'éteignit en 1880, il rédigeait une description de sa collection de monnaies françaises de Philippe II à François I^{er}.

Présentation du contenu.

Généalogie des familles Caignart du Rotoy et Caignart de Saulcy, originaires de Flandre ; correspondance reçue par le baron de Saulcy et son épouse, née de Billing ; documentation rassemblée par M. de Saulcy pour son voyage archéologique en Syrie et au Liban en 1863 ; familles alliées : Billing, Lesseps et Boissy d'Anglas (xviii^e-xix^e s.).

Sources complémentaires.

Voir aux Archives nationales, sous la cote 329 Mi, le microfilm du fonds Billing conservé aux Archives départementales du Haut-Rhin.

Des documents provenant de Louis Félicien Joseph Caignart de Saulcy sont également conservés à la Bibliothèque de l'Institut (Ms 2250-2301).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de C. de Tourtier-Bonazzi et M. Guillot.

VAPEREAU (G.), *Dictionnaire universel des contemporains*, Paris, 1858, p. 1545.

329 AP

FONDS ARNOULT ET GÉRARD

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 30 cartons (329 AP 1-30) ; 5,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur et Madame Pierre Arnoult, 1954-1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état dact. par C. de Tourtier-Bonazzi (329 AP 1-28), s. d., 5 p.

Notice biographique.

Pierre Arnoult (1889-1973), inspecteur des Finances de première classe, fut détaché dans différents ministères entre 1931 et 1940. Chef de cabinet du ministère Laval (1931-1932) puis attaché au cabinet du ministre du Travail, Pierre Arnoult est l'auteur de plusieurs ouvrages historiques sur les deux conflits mondiaux.

Son parent, le diplomate Auguste Gérard (1852-1922) commença sa carrière en 1880, comme secrétaire d'ambassade à Washington. Rappelé l'année suivante en France, il fut chef de cabinet de Gambetta aux Affaires étrangères (1881-1882), mais il renonça à la politique par la suite et ne servit plus que dans la diplomatie. Envoyé successivement à Madrid (1882-1883), Berne (1883-1886), Rome (1886-1889), il devint ministre plénipotentiaire en 1889 et partit pour le Monténégro. Après Cettigné, c'est Rio-de-Janeiro (1891-1893) puis Pékin où il négocia des conventions de délimitations et de commerce avec la Chine, avant d'être accrédité près la cour de Belgique. Mais le pays où il représenta la France le plus longtemps fut le Japon, où il fut ambassadeur de 1907 à 1914.

Présentation du contenu.

329 AP 1-17. Papiers de Pierre Arnoult.

1. Pierre Arnoult, chef-adjoint du cabinet civil du ministère de la Marine sous le ministère Laval (1931-1932).
- 2-6. Chef de cabinet au ministère des Colonies (septembre 1932-janvier 1934).
- 7-9. Chargé des services du cabinet du sous-secrétaire d'État au Commerce (1937-1938).
10. Chef de cabinet du sous-secrétaire d'État aux Finances sous le premier ministère Chautemps.
- 11-13. Trésorier du centre d'accueil pour les soldats sans ressources et sans famille (décembre 1939-juin 1940).
- 14-15. Ouvrages de Pierre Arnoult.
- 16-17. Expositions et divers.
- 18-28. Papiers d'Auguste Gérard. Correspondance personnelle. Documentation iconographique sur le Japon (1907-1914).

Supplément non classé.

29-30. Études et ouvrages de Pierre Arnoult sur l'abbaye de Montier-en-Der,

notamment livre intitulé *Le Carrefour de Montier-en-Der. Rencontre d'une bourgade et d'un groupe de reconnaissance devant l'ennemi (15 juin 1940)*, Saint-Dizier, 1947.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de C. de Tourtier-Bonazzi.
Annuaire diplomatique et consulaire, 1880, 1881, 1882, 1883, 1886, 1889, 1891, 1907.

330 AP

FONDS HARTY DE PIERREBOURG

Dates extrêmes : 1698-1877.

Importance matérielle : 4 cartons (330 AP 1-5) ; 0,65 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1972, renouvelé le 5 avril 2002.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inventaire anal. dact. (330 AP 1-4), par P. Harty de Pierrebourg, 1972, 14 p. ; inv. anal. dact. (330 AP 5), par P. Harty de Pierrebourg, 1973, 5 p.

Notice biographique.

Cadet au régiment irlandais de Clare au service de la France en 1762, le futur général d'Empire Olivier Harty (1746-1823) servit aux îles de France et de Bourbon en 1771-1772. Revenu en France, il servit au régiment irlandais de Berwick de 1774 à 1792, successivement comme sous-lieutenant (1774), lieutenant en 2^e (1778), premier lieutenant de grenadiers (1783), capitaine en 2^e de grenadiers (1787), chef de bataillon au 88^e régiment d'infanterie, ci-devant Berwick (1791) et colonel (1792). Commandant la province du sud de Saint-Domingue et général de brigade (1793), il fut suspendu de ses fonctions et mis en état d'arrestation. Réintégré dans son grade en 1795, il fut nommé commandant du département du Morbihan (1799). Vainqueur de Georges Cadoudal à Grandchamp, le 25 janvier 1800, il commanda les Irlandais au camp de Brest en 1805. Chef d'état-major du camp de Boulogne (1808), puis commandant du département de l'Yssel supérieur à Arnheim (1810), Olivier Harty fut confirmé baron de Pierrebourg, par lettres-patentes du 17 avril 1812, avec dotation de 2000 francs de rente annuelle sur les domaines d'Erfurt.

Présentation du contenu.

330 AP 1-3. Général Olivier Harty, baron de Pierrebourg (1746-1823).

Correspondance, papiers de factures, dossiers de la dotation d'Erfurt (1811) et de l'acquisition du château de Fleckenstein (1812), papiers concernant sa famille, originaire d'Irlande, et celles de ses beaux-parents, Jean de Groenweldt et Anne Papelart.

4-5. Ses descendants (XIX^e-XX^e s.), le chef d'escadron Guillaume-Henry Harty, baron de Pierrebourg (1796-1877) et son fils, Septime (1839-1871).

Bibliographie.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 2, p. 142.

331 AP

FONDS PIERRE-OLIVIER LAPIE

Dates extrêmes : 1946-1970.

Importance matérielle : 4 cartons (331 AP 1-4) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre-Olivier Lapie, 1972-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par S. d'Huart et A. Ducrot, 1973 et 1991, 6 p.

Notice biographique.

Docteur en droit, avocat au barreau de Paris de 1925 à 1967, Pierre-Olivier Lapie (1901-1994) fut élu en 1936 député U.S.R. (Union socialiste et républicaine) de Nancy. Mobilisé en 1939, il participa à la campagne de Norvège, rejoignit le général de Gaulle à Londres le 20 juin 1940 et devint directeur des affaires extérieures de son cabinet en juillet. Gouverneur du Tchad de 1940 à 1942, il fut ensuite membre de l'Assemblée consultative d'Alger en 1943 puis de Paris en 1944.

Rejoignant le parti S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière) après la guerre, il fut élu sous cette étiquette député de Meurthe-et-Moselle jusqu'en 1958. Il entra au gouvernement comme sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du 16 décembre 1946 au 16 janvier 1947. Ministre de l'Éducation nationale du 12 juillet 1950 au 10 juillet 1951, il créa la première commission sur le problème des rapports entre l'enseignement privé et l'enseignement public, présidée par Joseph Paul-Boncour.

Délégué aux Nations-Unies (ONU) de 1947 à 1954, au Conseil de l'Europe de 1949 à 1956, à l'Assemblée dite « Commune » contrôlant la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) de 1956 à 1958 et à l'Assemblée parlementaire européenne en 1958, il fut président de la délégation française à l'Unesco en 1951 et 1956. De 1956 à 1958, il fut vice-président de l'Assemblée nationale.

En 1959, il devint président de la nouvelle Commission chargée de l'étude des rapports entre l'État et l'enseignement privé, préalable à la loi Debré. De 1959 à 1967, il fut membre français de la Haute-Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. À ce titre, il fut président du Comité inter-exécutif européen de l'énergie de 1960 à 1967. De 1968 à 1978, il fut président de la Commission interministérielle pour les questions de coopération entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

En 1969, Pierre-Olivier Lapie fut élu membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques).

Présentation du contenu.

331 AP 1-2. Journal (1946-1958).

3. Notes manuscrites prises au Conseil des ministres (décembre 1946, juillet 1950-juillet 1951).

4. Correspondance et notes (1949-1970).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart et A. Ducrot.
YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 807.

332 AP

FONDS BALTARD

Dates extrêmes : 1798-1874.

Importance matérielle : 20 cartons (332 AP 1-19), 12 portefeuilles (332 AP 20B-26F) et 1 atlas (332 AP 20) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1973.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Conditions de reproduction : reproduction interdite.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 13 p.

Notice biographique.

Pierre-Louis Baltard (1764-1846), architecte, peintre et graveur, professeur à l'École polytechnique (1796) puis à l'École des Beaux-Arts (1818), membre du conseil des bâtiments civils, a construit les chapelles de Saint-Lazare et de Sainte-Pélagie à Paris, le palais de justice de Lyon. Ses principaux ouvrages de gravures sont *Paris et ses monuments* (1803), *Écouen, Saint-Cloud et Fontainebleau, la Colonne de la grande armée* (colonne Vendôme), diverses planches dans le *Voyage dans la basse et la haute Égypte* par Denon ou dans le *Voyage en Espagne* par A. de Laborde.

Grand prix d'architecture 1833, son fils Victor (1805-1874) parvint aux fonctions de directeur des travaux de Paris et du département de la Seine. Il construisit en cette qualité plusieurs édifices publics, notamment les bâtiments annexes de l'hôtel de ville, le nouvel hôtel du Timbre et les halles centrales (1851). Il restaura plusieurs églises de Paris : Saint-Germain-des-Prés, Saint-Eustache, Saint-Séverin, Saint-Etienne-du-Mont. Il dirigea aussi les fêtes du Second Empire, notamment celles qui eurent lieu à l'occasion du mariage de Napoléon III et du baptême du prince impérial (dessin du berceau). On lui doit la *Monographie des halles centrales*, les *Peintures et Arabesques de l'ancienne galerie de Diane à Fontainebleau*.

Présentation du contenu.

332 AP 1. Pierre-Louis Baltard. Début XIX^e s.

2-18. Victor Baltard : halles de Paris, palais de justice de Lyon et divers travaux. Correspondance. 1814-1874.

2. Notices biographiques, papiers personnels.

3. Élève des Beaux-Arts et de l'École de Rome.

4. Architecte de la ville de Paris.

5. Travaux divers.

6-7. Les halles centrales.

8. Professeur à l'École des Beaux-Arts.

9-12. Membre de l'Académie des Beaux-Arts et de la Société des architectes.

13-15. Correspondance et souvenirs.

16-18. Ouvrages imprimés provenant de la bibliothèque de Victor Baltard.

19-26. Albums, dessins, planches et photographies.

Sources complémentaires.

Aux Archives départementales du Rhône sont conservés quelques plans de Pierre Baltard (série P 1).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 145-146.

333 AP

FONDS ÉTIENNE LAMY

Dates extrêmes : xvii^e siècle-1919.

Importance matérielle : 76 cartons (333 AP 1-76) ; 11,76 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la famille Audollent, 1973.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par M. Guillot, 1973, V-31 p.

Notice biographique.

Opposant à l'Empire, Étienne Lamy (1845-1919) fut député républicain du Jura de 1871 à 1881, et membre des commissions de la Marine, de l'Armée et des Colonies de l'Assemblée nationale. Catholique, champion du ralliement (1892), il fut également le fondateur de la Démocratie chrétienne et l'un des artisans de la condamnation de l'Action française. Chroniqueur de la *Revue des Deux-Mondes*, directeur du *Correspondant* (1904-1910), il fut chargé de l'administration des biens de l'Institut comme secrétaire perpétuel de l'Académie française (1913-1919). Les grandes questions religieuses posées par l'exil des Congrégations, les missions et la présence française outre-mer, la séparation des Églises et de l'État et les questions sociales firent partie des préoccupations d'Étienne Lamy, qui fonda un prix en faveur des familles nombreuses.

Présentation du contenu.

333 AP 1. Papiers personnels d'Étienne Lamy.

2-12. Lettres d'E. Lamy à sa mère. Correspondance reçue par É. Lamy et sa mère.

13-14. Papiers d'affaires. Propriétés.

15-17. Journal et copies de lettres, cahiers de notes.

18-19. Étienne Lamy et les événements de 1870-1871.

20-22. Étienne Lamy, député du Jura (1870-1881), travaux parlementaires.

23-24. Travaux historiques.

25-46. Étienne Lamy, membre de la commission de la Marine (1871-1882).

47-54. Activités politiques d'E. Lamy après son départ de la Chambre (1882-1919).

55-60. Activités académiques (1905-1918).

61-64. Notes de voyage et notes sur les pays étrangers.

65-68. Manuscrits historiques et littéraires.

69-73. Questions militaires et Première Guerre mondiale.

74-75. Décès et obsèques, testament et succession d'E. Lamy.

76. Brochures diverses.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de M. Guillot.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 3, 1891, p. 572.

334 AP

FONDS BLUET

Dates extrêmes : 1918-1966.

Importance matérielle : 86 cartons (334 AP 1-86) ; 13,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madames Bluet et Nobécourt, 1973-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, S. Bula et M. Guillot, 1978-1991, 40 p.

Notice institutionnelle.

Le cabinet de sténographie judiciaire Bluet fut fondé à Paris avant la Première Guerre mondiale. Ce cabinet privé sténographiait les débats des divers tribunaux et cours de justice et vendait ensuite les comptes rendus dactylographiés des audiences.

Présentation du contenu.

334 AP 1-86. Comptes rendus de procès politiques et criminels classés par tribunaux et cours suivant l'ordre chronologique.

1. Haute Cour de justice (1918).
- 2-7. Conseils de guerre de Paris (1918-1919).
- 8-30. Cours de justice (1944-1951).
- 31-48. Haute Cour de justice (1945-1960).
- 49-56. Tribunal militaire de Paris (1949-1961).
- 57-58. Haut tribunal militaire (1961-1962).
59. Cour militaire de justice (1963).
60. Cour de sûreté de l'État (1963-1964).
- 61-79. Cours d'assises, tribunaux civils et correctionnels, cour d'appel de Paris, cour de cassation (1923-1966).
80. Plaidoiries de M^e Moro-Giafferi. Affaires diverses (1933-1939).
- 81-86. Troisième tribunal militaire de Paris (1940). Cours de justice (1946-1948). Haute Cour de justice (1947-1955). Doubles des cartons 334 AP 4 et 5.

Sources complémentaires.

Le fonds de la Haute Cour de justice (1845-1960), conservé aux Archives nationales (site de Paris), comporte des comptes rendus sténographiques des audiences établis par le cabinet René Bluet (3 W 31 à 43).

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre possède des doubles de comptes rendus du cabinet Bluet.

La Bibliothèque municipale de Rouen (Seine-Maritime) conserve, dans le fonds de l'historien René-Gustave Nobécourt (mort en 1989), des comptes rendus des audiences du

procès des généraux Fagalde, Dubuisson et d'Arras, devant le tribunal militaire de Paris, 4 et 5 février 1949 (Mss. G 342).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de C. de Tourtier-Bonazzi.

335 AP

FONDS ALEXIS VAVIN

Dates extrêmes : 1830-1852.

Importance matérielle : 5 cartons (335 AP 1-5) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Alexandre Parodi, de l'Institut, par l'intermédiaire de la Bibliothèque nationale, 1973.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1975, 9 p.

Notice biographique.

Alexis Vavin naquit à Paris le 12 septembre 1792. Étudiant en droit, il exerça ensuite, de 1822 à 1838, la profession de notaire qu'il abandonna pour se présenter aux élections législatives en 1839. Trésorier de la Chambre des notaires, il devint député du onzième arrondissement (partie des quatrième, cinquième et sixième arrondissements actuels), où une rue porte son nom dans le quartier du Luxembourg. Constamment réélu, Vavin siégea d'abord dans les rangs de l'opposition libérale puis, à partir de 1849, vota avec la droite. Démissionnaire lors du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, il avait été nommé liquidateur des biens de la liste civile et de la Maison d'Orléans, le 9 mars 1848, et il le resta malgré son départ du Parlement. Ayant renoncé à la vie publique, Vavin mourut à Paris le 2 décembre 1863.

Présentation du contenu.

335 AP 1, dossier 1. Alexis Vavin, député de Paris. 1848-1849.

335 AP 1 (dossier 2)-5. Vavin liquidateur de la liste civile de Louis-Philippe et de la Maison d'Orléans. 1830-1852.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 5, 1891, p. 495.

336 AP

FONDS LENONCOURT

Dates extrêmes : XVI^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 44 cartons et dossiers (336 AP 1-44).

Modalités d'entrée : dépôt, 1973.

Conditions d'accès : fonds conservé aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Instrument de recherche : état somm. dact. (336 AP 1-44), par M. Langlois et M. Mulon, 1973, 12 p. ; Arch. départ. de Meurthe-et-Moselle, 13 J. Archives de la famille de Lenoncourt, rép. num. dactylographié, 95 p.

Notice historique.

Ancienne maison de Lorraine, la famille de Lenoncourt a d'abord porté le surnom de Nancy, puis au XIV^e siècle, celui de Lenoncourt. Le premier représentant connu est Odelric de Nancy ou Nancey au XI^e siècle. De la tige principale sont issues les branches des seigneurs de Gondrecourt, de Serres, de Loches et de Marolles. La branche aînée de la maison de Lenoncourt se termina au XVII^e siècle par Marie-Anne-Françoise de Lenoncourt (gouvernante des enfants de Lorraine sous Léopold I^{er} et Élisabeth-Charlotte d'Orléans, son épouse), qui épousa Denis Sublet, marquis d'Heudicourt.

Historique de la conservation.

Fonds transféré en 1976, en dépôt, aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, où il porte désormais la cote 13 J.

Présentation du contenu.

Anciennes cotes aux Archives nationales :

- 336 AP 1-8. Famille Sublet d'Heudicourt de Lenoncourt. XVIII^e-XIX^e s.
- 9-17. Dossiers d'affaires d'Henri, puis Odelric Sublet d'Heudicourt. XIX^e s.
- 18-25. Famille de Suremain. XIX^e-XX^e s.
- 26-30. Famille Renouard de Bussière. XVIII^e-XIX^e s.
- 31. Famille Lebas de Bouclans. XVIII^e-XIX^e s.
- 32-38. Famille de Champdivers. XVIII^e-XIX^e s.
- 39-44. Famille de Rosières. XVI^e-XIX^e s.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 11, col. 844-864.

337 AP

FONDS BERNARD DE SASSENAY

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 35 cartons (337 AP 1-38) ; 6 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la comtesse Marquiset, 1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1974, 13 p.

Notice historique.

La famille Bernard de Sassenay est originaire de Bourgogne. Le plus ancien personnage connu en est Jean Bernard, auditeur des causes d'appel à Beaune, nommé conseiller de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, en 1442 et mort en 1444. Girard de Bourgogne, son fils, fut secrétaire de Charles, duc de Bourgogne, puis du roi Charles VIII. Leurs descendants occupèrent des charges et fonctions diverses, particulièrement de conseillers et présidents au parlement de Dijon au xvii^e et xviii^e siècles, notamment Étienne Bernard (1553-1609), député du tiers état de Bourgogne, et Claude (1588-1641), un de ses fils, prêtre et fondateur du séminaire des Trente-Trois à Paris. Claude-Henry-Etienne Bernard de Sassenay (1760-1840) fut député de la noblesse du bailliage de Châlon-sur-Saône, aux états généraux de 1789, puis il émigra en Amérique et devint propriétaire à Saint-Domingue. Revenu en France à la Restauration, il devint secrétaire des commandements de la duchesse de Berry avant d'entrer à la Chambre des députés en 1830. Son fils, Henry-Etienne Bernard de Sassenay (1805-1872) épousa Athénaïs d'Arlincourt, fille du vicomte d'Arlincourt, romancier.

Présentation du contenu.

337 AP 1-3. Inventaires et généalogies (xviii^e-xix^e s.).

4-9. Famille Bernard de Sassenay : papiers personnels (1400-1756).

10-14. Branche cadette du Tartre et de Saint-Aubin (1710-1840).

15-16. Henry-Etienne Bernard de Sassenay (1805-1872).

17. Athénaïs d'Arlincourt, comtesse de Sassenay (+ 1862).

18-26. Fernand de Sassenay (1829-1899). Baronne de Laumont, née Marie-Henriette Bernard de Sassenay.

27-38. Familles alliées et terres diverses (xv^e-xix^e s.).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

BOURÉE (A.), *La Chancellerie près le gouvernement de Bourgogne*, Dijon, 1927.

338 AP

FONDS ÉMILE DIGEON

Dates extrêmes : 1860-1898.

Importance matérielle : 1 carton (338 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. par M. Guillot, 1973, 6 p.

Notice biographique.

Émile Digeon naquit le 7 décembre 1822 à Limoux (Aude), où son père, libéral et républicain, exerçait la profession d'avocat. Opposant au coup d'État du 2 décembre, Digeon, qui écrivait dans la presse locale, fut déporté en Algérie, s'évada et passa à Majorque. Rentré en France lors de l'amnistie qui suivit l'accession d'Émile Ollivier au ministère, Digeon devint rédacteur en chef du journal *La Fraternité de Carcassonne* et proclama la République dans l'Aude, tout en s'opposant aux républicains modérés représentés par les frères Raynal. C'est lui encore, qui proclama, le 24 mars 1871, la Commune de Narbonne et se dévoua à l'hôtel de ville de cette cité, abandonnée huit jours plus tard, lors de sa reprise par les tirailleurs algériens appelés pour suppléer les troupes régulières ralliées aux insurgés. Emprisonné, il fut jugé à Rodez et acquitté à la demande de ses propres adversaires. En 1883, il déclina l'offre faite par le Comité socialiste de l'Hérault, pour une élection législative partielle. Tout en préparant le retour des proscrits de 1871, Digeon rédigea une brochure sur *Les droits et les devoirs de l'anarchie rationnelle*, éditée à Londres en 1882, destinée à former et à mettre en garde les adhérents du mouvement anarchiste contre les conséquences aventureuses de leur action. Émile Digeon mourut en 1894.

Présentation du contenu.

Papiers privés et politiques d'Émile Digeon ; dossiers de correspondance, dont des lettres de Louis Blanc, d'Auguste Blanqui, de Jules Guesde et de Louise Michel.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 11, 1967, col. 340-341.

339 AP

FONDS HUBERT

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 44 cartons (339 AP 1-44) ; 8 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de la famille Hubert, 1974-1996.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (339 AP 1-39), par C. de Tourtier-Bonazzi, 1974, 1 p. ; état somm. dact. (339 AP 40-44), par V. Le Nénaon, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Co-gérant des Usines Dalifol, entreprise de forges, fonderies et aciers, directeur administratif puis directeur de la société des Agrafes françaises, Jules Hubert (1843-1935) fut l'un des promoteurs du procédé sidérurgique « Bessemer ». Jules Hubert fut également administrateur de la compagnie française du « Bi-Métal », de 1893 à 1926. Son fils, Jacques (1880-1971), fut expert comptable, membre fondateur du syndicat national des experts-comptables de France et des colonies et secrétaire administratif de l'Union commerciale des pétroles. La famille Hubert était alliée par mariage aux familles Badoureau, Dimier et Thierry.

Présentation du contenu.

- 339 AP 1. Agendas de Jules et de Jacques Hubert.
- 2-8. *Mémoires* de Jacques Hubert. 1914-1950.
- 9-10. Fichier de dépouillement des *Mémoires*.
- 11-13. Souvenirs de Jacques Hubert (ces pages concernent davantage sa famille). 1843-1945.
- 14-30. Dossiers de documentation de Jacques Hubert.
- 31-32. Catalogue sur fiches de la bibliothèque de Jacques Hubert.
- 33-38. Photographies, vues stéréoscopiques, pellicules et clichés de verre.
- 39. Documents relatifs au peintre Dagnan-Bouveret (1852-1929), dont souvenirs de Madame Jacques Hubert sur l'artiste.

Supplément non classé.

- 40-44. Membres des familles Hubert, Badoureau, Dimier et Thierry.

Bibliographie.

Informations extraites des mémoires, notices biographiques et souvenirs contenus dans le fonds.

340 AP I, II ET III

FONDS PONIATOWSKI

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 84 cartons (340 AP I 1-16, 340 AP II 1-79), 329 cartons (340 AP III 1-396), supplément non classé ; 59,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1972-1981.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. (340 AP I 1-16) et rép. num. détaillé dact. (340 AP II 1-79), par S. d'Huart, 1974-1976, 49 p. ; récolement dact. (340 AP 1-289), par Claire Sibille, 2002, 34 p. ; rép. num. détaillé dact.. (340 AP III 1-396), par F. Aujogue, 2008, 244 p.

Notice biographique.

C'est avec Stanislas Poniatowski (1732-1798), dernier roi de Pologne (1764-1775), qu'entra dans l'histoire cette famille princière de Pologne, issue d'une branche de la maison italienne des Torelli. Amant de Catherine II de Russie, qui le fit nommer ambassadeur de Pologne à Saint-Pétersbourg (1757) et assura, avec l'appui des troupes russes, son élection au trône de Pologne, Stanislas Poniatowski fut déchu en 1770 par les patriotes de la Confédération de Bar. Après le premier partage de la Pologne (1772), en dépit d'un pouvoir précaire, il favorisa les arts et les sciences, il embellit Varsovie et il réorganisa l'enseignement ; mais il fut contraint d'adhérer à la Confédération de Targowica et assista impuissant au deuxième (1792), puis au troisième partage de la Pologne (1795), avant d'abdiquer.

Neveu du roi Stanislas, général en chef de l'armée du Midi opposée aux Russes en 1792, contraint à l'exil après Targowica, le prince Joseph (1762-1813) rejoignit Kosciuszko en 1794, défendit Varsovie et s'exila de nouveau à l'issue de la reddition de la capitale. Nommé ministre de la Guerre du grand-duché de Varsovie par Napoléon (1807), il organisa l'armée polonaise qu'il commanda contre les Autrichiens en 1809, participa à la campagne de Russie (1812) et fut fait maréchal de France pour s'être distingué à Leipzig (1813). Chargé de couvrir la retraite de l'empereur, il se noya en traversant l'Elster.

Les Poniatowski se sont alliés aux Sainte-Aldegonde (mariage du prince Stanislas-Auguste et d'Aldegonde de Sainte-Aldegonde, parents du prince Jean Poniatowski), aux Bray de Flesselles et aux Caraman-Chimay.

Descendant du roi de Pologne et du prince Joseph, Michel Poniatowski (1922-2002) est le fils du prince Charles-Casimir Poniatowski et de la princesse, née Anne de Caraman-Chimay. Il a été successivement directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing (1959-1962), chargé de mission (1962-1965) et directeur des Assurances (1963-1967) au ministère des Finances. Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale du 5 avril 1973 au 27 mai 1974, Michel Poniatowski a été le principal organisateur de la victoire de Valéry Giscard d'Estaing aux élections présidentielles de 1974 ; il est devenu ministre d'État, ministre de l'Intérieur du 28 mai 1974 au 29 mars 1977. Ambassadeur et représentant personnel du président de la République (1977-1981), Michel Poniatowski a obtenu différents mandats électifs : député

républicain indépendant (1967-1973), puis sénateur (1989-1995) du Val-d'Oise, secrétaire général (1967-1973) puis président (1975) de la Confédération des Indépendants, maire de l'Isle-Adam (depuis 1971) ; parlementaire européen (1979-1989), il a présidé la commission du développement et de la coopération (1979-1984), la commission de l'énergie, de la recherche, et de la technologie (1984) du Parlement européen.

Présentation du contenu.

- 340 AP I 1-6. Papiers Torelli, Poniatowski, Sobieski et documents polonais. Stanislas Poniatowski (1732-1798), roi de Pologne. Stanislas Poniatowski (1754-1833), général et homme d'État polonais, neveu du roi Stanislas. Joseph-Antoine Poniatowski (1763-1813), maréchal de France. Dossier sur le coup d'État du 2 décembre 1851 et papiers Lehon et Morny.
- 7-14. Collection d'autographes et travaux historiques de Michel Poniatowski. 1616-1956.
15. Papiers provenant de la famille de Montesquiou-Fezensac. XVIII^e-XIX^e s.
16. Papiers Savigny. XIX^e s.
- 340 AP II 1-2. Papiers personnels des princes Jean, Casimir, Stanislas et André Poniatowski, comptes de la princesse Poniatowski, née Sainte-Aldegonde. 1914-1940.
- 3-13. Papiers d'affaires du prince André Poniatowski. 1920-1941.
- 14-17. Papiers de la famille de Sainte-Aldegonde. XIII^e-XX^e s.
- 18-26. Papiers de la famille de Bray de Flesselles. XVIII^e s.
- 27-43. Familles alliées. XVI^e-XX^e s.
- 44-79. Terres et biens. XVII^e-XX^e s.
- 340 AP III 1-396. Papiers du prince Michel Poniatowski. 1919-1981.
- 1-59. Papiers personnels de Michel Poniatowski.
- 60-239. Michel Poniatowski au service de l'État.
- 240-310. L'homme de parti.
- 311-353. L'élus du Val-d'Oise.
- 354-396. Documentation.

Suppléments 340 AP.

Papiers de la famille Poniatowski : Stanislas Poniatowski (1769-1831), maréchal Joseph Poniatowski, correspondance avec la comtesse de Castiglione.

Papiers des familles de Sainte-Aldegonde et de Bray de Flesselles. XVIII^e-XIX^e s.

Papiers de la famille Caraman-Chimay. XX^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives de Valéry Giscard d'Estaing ministre des Finances (500 AP) et Président de la République (5 AG).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique et du répertoire numérique de S. d'Huart.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 323-324.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 981.

341 AP

FONDS LELIÈVRE DE LA GRANGE

Dates extrêmes : 1324-1876.

Importance matérielle : 36 cartons (341 AP 1-53) ; 6 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1974.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par S. d'Huart, 1974, 21 p. ; suppl. dact. (341 AP 53), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice historique.

La famille Lelièvre trouve son origine, selon certaines généalogies, en Orléanais, selon d'autres en Berry. Si le dictionnaire de La Chesnaye-Desbois ne la fait remonter qu'au xvi^e siècle, le vicomte Révérend établit sa filiation depuis Gilles Le Lièvre, seigneur de Mérinville en 1358, et ses descendants immédiats, parmi lesquels figurent des conseillers au parlement de Paris, un lieutenant au Grand Conseil et des lieutenants généraux. Les Lelièvre prirent le nom de la terre de la Grange, aujourd'hui les Granges-le-Roi en Seine-et-Marne, érigée en marquisat en 1659.

Du xv^e au xvii^e siècles, la famille Lelièvre compte parmi les familles parlementaires importantes de la France. Titulaire de charges et de fonctions, sa position sociale s'accroît encore grâce à des alliances. Gobelin, Ganaye, Faure, Rouillart, sont des noms qui s'illustrent dans la magistrature et les charges civiles. D'une branche éteinte au xviii^e siècle, Catherine Lelièvre épouse même un Galliot de Genouillac, première alliance aristocratique de la famille.

Sous chaque régime, les Lelièvre de La Grange ont su choisir les charges qui convenaient pour la poursuite d'une ascension sociale : la magistrature du xvi^e au xviii^e siècles, l'armée à la veille de la Révolution et sous les Premier et Second Empire, enfin les fonctions parlementaires dans la seconde moitié du xix^e siècle.

Présentation du contenu.

- 341 AP 1-28. Généalogie et papiers personnels de la famille Lelièvre de La Grange : magistrats sous l'Ancien Régime, généraux et colonels sous les Premier et Second Empire. 1324-1876.
- 29-43. Papiers de familles alliées. Papiers personnels et de fonction de Blaise Méliand, intendant de Soissons.
- 44-52. Terre de Fourilles, la Grange (les Granges-le-Roi) et autres de la région parisienne et de Bretagne. 1512-1830.

53. *Supplément non classé.*

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de Seine-et-Marne conservent des registres du greffe des Granges-le-Roi et Grisy-Suisnes (xvi^e-xviii^e siècles) ainsi que des comptes du château des Granges-le-Roi aux xix^e et xx^e siècles.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 12, col. 89-91.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 1, p. 521-522.

342 AP

FONDS JOLY DE FLEURY

Dates extrêmes : XVIII^e siècle.

Importance matérielle : 2 cartons (342 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 1974, 3 p.

Notice biographique.

La famille bourguignonne Joly était connue à Nuits dès le début du XIV^e siècle. Elle se scinda en deux branches à la fin du XVI^e siècle : les Joly de Fleury et les Joly de Blaisy (marquis en 1695). Les Joly de Fleury s'installèrent à Paris au début du XVII^e siècle et gravirent tous les échelons de la carrière parlementaire jusqu'à la charge de procureur général au Parlement de Paris. Ainsi, Guillaume-François Joly de Fleury fut avocat général à la Cour des aides de 1700 à 1705 puis procureur général au Parlement de Paris, de 1705 à 1746. Son fils, Omer Joly de Fleury, fut avocat général au Grand Conseil (1737-1746) puis au Parlement de Paris à partir de 1746.

Présentation du contenu.

342 AP 1-2. Mémoires de Guillaume-François Joly de Fleury et de son fils Omer. 1702-1750.

Sources complémentaires.

L'article 342 AP 3 est disponible uniquement sur microfilm (102 Mi 2 n° 10) : copie de l'ouvrage de d'Hozier (n° 937), *Mémoire contenant les véritables origines de Messieurs du Parlement de Paris en 1706*.

La Bibliothèque nationale de France conserve la collection Joly de Fleury qui comprend les archives des procureurs généraux au Parlement de Paris et des documents historiques, administratifs et judiciaires, pour la plupart du XVIII^e siècle, réunis par la famille Joly de Fleury.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 18, 1994, col. 753-754.

343 AP

FONDS MARQUESTE ET MARX

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 5 cartons (343 AP 1-5) ; 0,65 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Zimmermann, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par D. Langlois-Berthelot, 1974, 3 p.

Notice biographique.

Élève de Jouffroy et Falguière, le sculpteur Laurent Marqueste (1850-1920) obtint le Prix de Rome en 1871. Il débuta au Salon en 1874 et en resta un fidèle exposant. On lui doit *Jacob et l'Ange* (1874), *Persée et Gorgone* (1876), *la Douleur d'Orphée* (1879), *Diane surprise* (1880), *Galatée* (1884), *l'Art et la Fortune* (1887), *Nessus* (1892). Il est l'auteur de la statue de la Géographie, pour la Sorbonne nouvelle. Il termina la statue équestre d'Etienne Marcel, commencée par Idrac. Il était entré à l'Académie des beaux-arts en 1894.

Présentation du contenu.

343 AP 1-5. Papiers du statuaire Laurent Marqueste, lettres adressées par des artistes à Madame Charles Marx, sa belle-sœur, et photographies d'amis, certaines dédiées.

Bibliographie.

BÉNÉZIT (E.), BUSSE (Jacques), *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs...*, Paris, Ernest Gründ, 1999, 14 vol., t. 9, p. 249.

344 AP

FONDS D'ARGENT

Dates extrêmes : xv^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 65 cartons (344 AP 1-65), 146 registres (344 AP 66-168) ; 17 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1974-1980.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (344 AP 1-65) par C. de Tourtier-Bonazzi, 1974, 6 p. ; rép. num. dact. (344 AP 66-168), par P. Jugie et P.-R. David, 2005, 4 p.

Notice biographique.

La famille d'Argent, originaire du Hainaut, résida dans la Marne avant de se fixer en Eure-et-Loir, à Bouville, commune de Cloyes, à la suite du mariage de Charles-Marie, marquis d'Argent de Deux-Fontaines (1789-1852) avec Charlotte Célier de Bouville (1799-1856) sous la Restauration. Charles-Marie administra les biens du prince de Condé, servit comme officier supérieur dans la maison militaire de Louis XVIII et de Charles X et fut élu, en 1852, au Corps législatif où il ne siégea que quelques mois ; son fils Alfred (1819-1885) et son petit-fils Charles-Marie-Emmanuel (1847-1921) furent maires de Cloyes. Ils s'occupèrent aussi de la Société d'agriculture de Châteaudun, et des comices et syndicats agricoles du département.

Présentation du contenu.

- 344 AP 1-14. Généalogies, papiers de la famille d'Argent de Deux-Fontaines (en particulier ceux de Charles-Marie, comme administrateur des biens du prince de Condé).
xix^e-xx^e s.
- 15-20. Gestion de la mairie de Cloyes. Société d'agriculture de Châteaudun et comices agricoles d'Eure-et-Loir. Société de secours aux blessés militaires pendant la Première Guerre mondiale. xix^e-xx^e s.
- 21-45. Terres appartenant à la famille d'Argent dans la Marne et dans l'Eure-et-Loir, notamment à Bouville.
- 46-64. Familles alliées (dont Célier de Bouville, de Hérain, de Lhomel et Behague).
65. Titres de la propriété de Bouville.
- 66-67, 168. Registres anciens d'identification incertaine, 1812-1835.
- 68-159. Registres de la gestion du domaine de Bouville et de ses annexes, dont la fabrique de noir animal de Villasse, 1820-1925.
- 160-167. Registres de la gestion de la Sucrierie de Bouville, 1834-1860.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de C. de Tourtier-Bonazzi.
ARGENT DE DEUX-FONTAINES (marquis d'), *Notes généalogiques*, s.l., 1974, 71 p. multigraphiées.

345 AP

FONDS DEKANOZICHVILI

Dates extrêmes : 1888-1904.

Importance matérielle : 2 cartons (345 AP 1-2) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1971-1989, transformé en don, 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. par S. d'Huart, 1971, 1 p.

Notice biographique.

Georges Dekanozichvili naît en 1867 à Makhatra. Après des études à l'École des mines de Saint-Pétersbourg, il commence à travailler comme ingénieur en 1897, à Tchiatoura, dans des mines de manganèse. Il collabore avec la presse géorgienne (*Ivéria, Les Nouvelles*). À la fin de 1899, il s'embarque pour l'Europe et visite la France, l'Allemagne, apprend le français et l'allemand. En 1902, il est envoyé au Brésil pour étudier sur place le traitement du manganèse. Il relate les conditions de vie des mineurs brésiliens dans son livre *Voyage au Brésil et sur l'île de Cuba*, paru en 1905. Avec Achille Djordjadze, Kita Abachidze et d'autres, Georges Dekanozichvili fonde le Parti socialiste fédéraliste révolutionnaire, en 1902. Il meurt prématurément en 1910, à Cannes.

Présentation du contenu.

345 AP 1-2. Journal de Georges Dekanozichvili (1904-1910) en géorgien et en français.
Journal de sa femme, Henriette Dekanozichvili (1888-1902).
Papiers de famille et d'identité.
Correspondance reçue.
Articles, textes divers sur la révolution socialiste en Géorgie.

Bibliographie.

Articles biographiques de N. Djaparidze et de David Abachidze contenus dans le fonds.

346 AP

FONDS FERDINAND DREYFUS

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 8 cartons (346 AP 1-9) ; 1,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle Ferdinand Dreyfus, 1971.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. par S. d'Huart, 1971, 1 p.

Notice biographique.

Avocat, rédacteur du *Siècle*, Ferdinand Dreyfus (1849-1915), sans lien familial avec le capitaine Alfred Dreyfus, fut député (1880-1885) puis sénateur de Seine-et-Oise (1909-1915). Inscrit au groupe de l'Union républicaine, Ferdinand Dreyfus prit part, le plus souvent comme rapporteur, à toutes les discussions sur les retraites ouvrières, la mutualité, l'assistance aux familles nombreuses, les caisses des écoles, et il s'intéressa plus particulièrement aux tribunaux spéciaux pour enfants. Son fils, Jacques-Ferdinand, fut directeur général des Assurances sociales.

Présentation du contenu.

346 AP 1-9. Correspondance adressée à Ferdinand Dreyfus, député et sénateur de Seine-et-Oise, par des hommes politiques, des écrivains, des artistes. 1880-1915.
Correspondance et coupures de presse de son fils Jacques-Ferdinand-Dreyfus : préparation de la loi sur les assurances sociales.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 410.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 4, 1966, p. 1487-1488.

347 AP

FONDS ROUSSAN ET SABATHIER

Dates extrêmes : XVI^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 3 cartons (347 AP 1-3) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1956.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par M. Guillot, 1974, 4 p.

Notice historique.

Entre 1884 et 1905, Théophile Roussan, conducteur des ponts et chaussées à Rennes, et son fils Georges, étudiant en médecine, d'une ancienne famille de bonne bourgeoisie alliée à plusieurs familles de petite noblesse bretonne et parents du célèbre médecin Broussais, entreprirent des recherches généalogiques sur leur famille et son rameau provençal des Roussan de Thorenc.

Alliée aux Roussan, originaire de Tarbes et fixée au Havre, la famille Sabathier est celle de l'ingénieur Lucien Sabathier, l'un des créateurs du dirigeable.

Historique de la conservation.

Les documents rassemblés entre 1884 et 1905 par le docteur Roussan et les papiers de la famille Sabathier proviennent de mademoiselle Jeanne Roussan, dernière descendante des Roussan.

Présentation du contenu.

347 AP 1-3. Papiers des Roussan, famille de fonctionnaires bretons. XVI^e-XX^e s.

Papiers de la famille Sabathier, originaire de Tarbes et fixée au Havre. XIX^e-XX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de M. Guillot.

[348 AP]

372 Mi

FONDS ARAGO

Dates extrêmes : 1797-1892.

Importance matérielle : 2 bobines de microfilm (372 Mi 1 et 2).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., 2 p.

Notice biographique.

François Arago (1786-1853) fut admis à l'âge de dix-sept ans à l'École polytechnique. Secrétaire du Bureau des Longitudes, il fut adjoint à Biot, chargé d'achever la mesure de l'arc du méridien terrestre (1806). Membre titulaire de l'Académie des sciences à vingt-trois ans, il fut nommé professeur d'analyse et de géodésie à l'École polytechnique où il exerça ces fonctions pendant vingt ans. Devenu directeur de l'Observatoire, il donna des cours d'astronomie restés célèbres par leur clarté. En 1830, Arago remplaça Fourier comme secrétaire perpétuel de l'Académie pour les sciences mathématiques. Après 1830, il entra à la Chambre comme député des Pyrénées-Orientales et siégea à l'extrême-gauche. En février 1848, Arago fut porté par l'acclamation populaire au Gouvernement provisoire et chargé de diriger les ministères de la Marine et de la Guerre. Il fit adopter l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Député à la Constituante, il appartient à la Commission exécutive, qui se démit en juin, puis il siégea à la Législative. En 1852, il ne voulut pas prêter serment au gouvernement nouveau.

Son frère Étienne (1802-1892) dirigea le Vaudeville de 1830 à 1840. Homme politique, il prit part à toutes les luttes du parti républicain. Compromis dans la journée du 13 juin 1849, il se réfugia à Bruxelles et fut condamné par contumace à la déportation. Rentré à Paris en 1859, maire de Paris après le 4 septembre 1870, député des Pyrénées-Orientales (1871), il devint archiviste de l'École des Beaux-Arts (1878) et conservateur du musée du Luxembourg (1879).

Historique de la conservation.

Ces papiers de famille proviennent de Lucie Laugier, fille de Louis Mathieu et de Marguerite Arago, sœur de François et d'Étienne Arago.

Présentation du contenu.

Microfilm des papiers personnels de François Arago et Étienne Arago, et des familles Mathieu et Laugier.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 1, 1889, p. 80-81.

349 AP

FONDS MONTESQUIOU-FEZENSAC

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 39 cartons (349 AP 1-42) ; 4,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1964-2008.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (349 AP 1-29), par S. d'Huart et N. Gastaldi, 1986 et 1990, 14 p. ; état somm. dact. (349 AP 30 à 35), par C. Sibille, 2000, 2 p. ; rép. num. détaillé dact. (349 AP 36-41), par F. Aujogue et S. Le Flohic, 2007, 8 p. ; rép. num. détaillé dact. (349 AP 42), par F. Aujogue, 2008, 3 p.

Notice biographique.

Cette ancienne famille originaire de l'Armagnac s'illustra dans sa région et dans l'histoire de la nation. Le marquis Anne-Pierre (1739-1798) fut premier écuyer du comte d'Artois en 1778, maréchal de camp en 1780, député de la noblesse aux états généraux de 1789 et rapporteur de la commission des assignats, lieutenant général en 1791, administrateur du département de Paris le 19 octobre 1791, avant de devenir général en chef des armées du Midi et des Alpes. Destitué après les affaires de Genève, il émigra en Suisse le 13 novembre 1792 et ne rentra en France qu'en juillet 1795. Son fils, le comte Élisabeth-Pierre (1764-1834), après avoir été écuyer du comte de Provence, fut élu député du Nord et s'intéressa aux questions financières. Président de la commission des finances, il devint par la suite président du Corps législatif, sénateur et pair de France. Il est surtout connu par les fonctions de grand chambellan de France qu'il exerça sous l'Empire et les Cent-Jours. La position des Montesquiou ne fit que s'affermir avec la nomination, en 1811, de la comtesse de Montesquiou comme gouvernante du roi de Rome. Le fils du comte Élisabeth-Pierre, Anatole (1788-1878), fut officier d'ordonnance de Napoléon I^{er} et maréchal de camp. Sous la Restauration, il correspondit avec Stéphanie Félicité du Crest de Saint-Aubin, comtesse de Genlis (1746-1830), auteur de *Mémoires inédits sur le XVIII^e siècle et la Révolution*.

Ancien abbé de Beaulieu, député du clergé aux états généraux, membre du comité royaliste sous le Directoire, François-Xavier-Marc-Antoine, duc de Montesquiou (1756-1832) resta un fidèle des Bourbons. Durant la première Restauration, il fut membre du gouvernement provisoire du 1^{er} avril au 14 avril 1814 et ministre de l'Intérieur du 13 mai 1814 au 20 mars 1815.

Présentation du contenu.

- 349 AP 1-8. Papiers personnels et de fonctions du marquis Anne-Pierre de Montesquiou. Papiers militaires. Correspondance. Titres de propriété, comptes.
- 9-24. Papiers personnels et de fonctions du comte Élisabeth-Pierre.
- 25. Lettres de l'impératrice Marie-Louise à la Louise-Charlotte-Françoise Le Tellier de Courtanvaux, épouse d'Élisabeth-Pierre, gouvernante du roi de Rome.
- 26. Papiers personnels et de fonctions d'Anatole de Montesquiou.

- 27-28. Elodie de Montesquiou, comtesse Anatole de Montesquiou (morte en 1875).
 29. Lettres et pièces concernant la famille de Montesquiou-Laboulbène ; documents du Bureau de traduction pour le cabinet de l'Empereur ; lettres du baron Mousnier. 1766-1815.

Suppléments.

30. Papiers personnels et de fonctions du comte Élisabeth-Pierre : lettres et discours. 1785-1833.
 Lettres, comptes, quittances relatifs à l'armée du Midi. 1792.
 Manuscrits et lettres de François-Xavier-Marc-Antoine, abbé de Montesquiou. 1790-1814.
 Manuscrits autographes d'Anne-Pierre, marquis de Montesquiou-Fezensac. 1793-1794.
31. Correspondance reçue par le marquis de Montesquiou relative à ses affaires et comptes. xviii^e s.
32. Famille Bombarde de Beaulieu (la mère d'Anne-Pierre de Montesquiou était une Bombarde de Beaulieu) et familles alliées Fusée de Voisenon et Champion de Cicé. xviii^e s.
 Correspondance diverse des Montesquiou, xviii^e -xix^e s.
 Archives de la branche Montesquiou. 1780-1806.
33. Lettres d'Elodie de Montesquiou à son mari, 1811-s. d., et lettres d'Anatole de Montesquiou à Madame de Genlis, 1819-1829.
34. Minutes de la correspondance militaire d'Anne-Pierre de Montesquiou et mémoires sur l'armée, 1792.
 Lettres d'Anatole de Montesquiou à sa femme, Élodie de Montesquiou, 1815-1838.
35. Correspondance reçue par la famille de Montesquiou-Fezensac. 1895-1899, 1903-1909.
36. Correspondance des Montesquiou-Fezensac, Bombarde de Beaulieu et Champion de Cicé. 1767-1838 et s. d.
37. Papiers d'Élisabeth-Pierre de Montesquiou. 1800-1822 et s. d.
- 38-41. Correspondance d'Anatole de Montesquiou et de M^{me} de Genlis. 1810-1830 et s. d.
42. Papiers de François-Xavier-Marc-Antoine, abbé de Montesquiou et du comte Élisabeth-Pierre de Montesquiou-Fezensac. 1804-1813.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le microfilm de la correspondance active et passive de la comtesse de Montesquiou (de 1799 à 1832) et de son fils Anatole (de 1799 à 1867) sous la cote 710 Mi, ainsi que des papiers Montesquiou-Fezensac dans le fonds Poniatowski (340 AP I 15). Voir aussi : AB XIX 5350, papiers d'Anne-Pierre de Montesquiou en émigration (1790-1795) ; 741 Mi, archives du grand chambellan de l'Empereur, 1805-1811.

Des papiers Montesquiou sont également conservés à la Bibliothèque nationale de France (n. a. .fr. 15012-15380).

Des papiers d'Aimery de Montesquiou, duc de Fezensac (1784-1867), gendre et aide de camp du maréchal Clarke, sont conservés au ministère des Affaires étrangères.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart et de N. Gastaldi.

MONTESQUIOU-FEZENSAC (Arnaud, comte de), *La Maison de Montesquiou-Fezensac depuis la fin de l'Ancien Régime*, Paris, 1962.

350 AP

FONDS DU MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE (M.R.P.)

Dates extrêmes : 1932-1968.

Importance matérielle : 153 cartons (350 AP 1-125, 127-154) ; 18 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1977-1993.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (350 AP 1-126), par M.-G. Chevignard, 1973, 31 p., complété pour les cotes 350 AP 127-130, s. d., 1 p. ; inv. anal. dact. (350 AP 126), 85 p. ; état sommaire dact. (350 AP 131-154), par C. Sibille, 2003, 2 p.

Notice historique.

Issu de la Résistance et s'inspirant des principes de la démocratie chrétienne et du Sillon, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.) fut créé à Paris en novembre 1944. Il obtint à la Libération une audience sans commune mesure avec celle de son prédécesseur de l'entre-deux-guerres, le Parti démocrate populaire. Avec le Parti communiste français, le M.R.P. fut en effet le grand vainqueur des élections législatives de 1945 et participa, avec celui-ci et les socialistes, au système du tripartisme. Ce parti, dont plusieurs membres jouèrent un rôle important sous la IV^e République comme présidents du Conseil ou ministres (Georges Bidault, Robert Schuman, Pierre Pfimlin), proposa un programme de réformes sociales et familiales, se fit l'artisan du rapprochement franco-allemand et de la création d'une Europe unie. Le M.R.P. se voulait un « mouvement », organisé sur la base de fédérations départementales. Sa direction théorique appartenait au congrès national qui se réunissait chaque année et, dans l'intervalle, au conseil national. Maurice Schumann fut le premier président du parti. Parmi les principaux dirigeants du M.R.P. figurent Paul Bacon, André Colin, Robert Bichet, Georges Bidault, François de Menton et Pierre-Henri Teitgen. Divisés sur la question algérienne, ses membres se rallièrent au gaullisme, ou, avec Jean Lecanuet, fondèrent, en 1966, le Centre démocrate.

Présentation du contenu.

- 350 AP 1-11. Organisation et vie du Mouvement Républicain Populaire : naissance, doctrine, sociologie du mouvement, cotisations, statuts et évolution générale, secrétariat général, propagande, presse sur le M.R.P., affaires diverses.
- 12-62. Instances nationales : congrès nationaux, commission exécutive, conseil (ou comité) national.
- 63-72. Equipes ; commissions d'étude ; positions.
- 73-84. Activité parlementaire et ministérielle.
- 85-92. Vie régionale ; fédérations ; les leaders M.R.P.
- 93-99. Dossiers sur les élections.
- 100-130. Publications et collections.

Supplément non classé.

- 131-154. Composition des organismes dirigeants du M.R.P. 1951-1957.

Procès-verbaux de réunions. 1945-1969.
Livres de comptes. 1952-1967.
Conférences de Pierre Abelin. 1952-1954.
Rapports présentés à des congrès nationaux. 1947-1959.
Dossiers des comités nationaux. 1968.
Dossiers de réunions des présidents et secrétaires fédéraux. 1962-1967.
Élections cantonales, sénatoriales. 1961-1965.
Agence française d'information et de documentation : procès-verbaux de réunions (1953-1969), livres de comptes (1952-1956), comptes généraux (1952-1955), registre de paye (1946-1952).
Comité d'études et de liaison des démocrates français : livre d'enregistrement des salaires, des traitements et des retenues effectuées (1963).
Éditions et Publicité France-Etranger. : procès-verbaux de réunions (1945-1969), livres de comptes (1955-1964).
Revue (avec lacunes) : *Paysans, Forces nouvelles, Action civique et politique, L'Action fédérale, L'Action rurale*. 1951-1965.

Sources complémentaires.

L'article 350 AP 126 est disponible uniquement sur microfilm (291 Mi 1-19). Voir également, aux Archives nationales (site de Paris), les fonds du Centre Démocratie et Progrès (420 AP) et du Centre des démocrates sociaux (541 AP). Enfin, les archives du M.R.P./Fédération de la Seine et Groupe parlementaire sont conservées par la Fondation nationale des sciences politiques.

Bibliographie.

LETAMENDIA (Pierre), *Le M.R.P.*, thèse pour le doctorat d'État en Science, Université de Bordeaux I, 1975.

351 AP

FONDS SCHWEISGUTH

Dates extrêmes : 1903-1970.

Importance matérielle : 8 cartons (351 AP 1-8) ; 0,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1973.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par M.-G. Chevignard, 1972-1973, 37 p.

Notice biographique.

Le futur général Victor-Henri Schweisguth (1878-1949) commença sa carrière militaire comme lieutenant au sein du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied et fut promu capitaine en 1910. Il participa à la Première Guerre mondiale comme commandant du 15^e bataillon de chasseurs à pied. Chef de corps du 26^e régiment d'infanterie en 1929-1931, il devint en 1935 sous-chef d'état-major de l'armée. À ce titre, il effectua de nombreuses missions à l'étranger : en Roumanie (octobre 1935), en Tchécoslovaquie (août 1936), en U.R.S.S. (septembre 1936) et à plusieurs reprises en Suisse, en Grande-Bretagne et en Italie (1935-1937). Enfin, il commanda la 8^e région militaire de 1937 à 1940.

Présentation du contenu.

- 351 AP 1. Victor-Henri Schweisguth, lieutenant et capitaine avant 1914. La Première Guerre mondiale (15^e bataillon de chasseurs à pied). Le 26^e régiment d'infanterie sous le commandement du colonel Schweisguth (1929-1931).
- 2-6. Le général Schweisguth, sous-chef de l'état-major de l'armée, puis commandant la 8^e région militaire.
- 7-8. Conférences, articles, documentation.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique de M.-G. Chevignard.

352 AP

FONDS BONNARD

Dates extrêmes : XVIII^e siècle.

Importance matérielle : 23 cartons (352 AP 1-46) ; 3,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1981, 14 p.

Notice biographique.

Né en Bourgogne, le 22 octobre 1740, Bernard de Bonnard servit dès l'âge de 15 ans dans le corps royal de l'artillerie. Après avoir été élève à l'école d'artillerie de Bapaume, il fut lieutenant au régiment royal de Besançon. Par les Mortemart, le chevalier de Bonnard connut les ducs d'Harcourt et de Gramont, les comtes de Buffon et de Maillebois, ainsi que Madame Necker. Madame de Genlis l'introduisit chez le duc et la duchesse de Chartres qui lui confièrent en 1777 l'éducation de leurs trois fils, le duc de Valois, futur Louis-Philippe, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais. Révoqué en 1782 et après avoir essayé en vain de retrouver un emploi militaire, le chevalier de Bonnard mourut en 1784. Il a laissé une œuvre littéraire imprimée et manuscrite. Bernard de Bonnard avait épousé Anne-Charlotte-Sophie Silvestre, fille de Jacques-Augustin Silvestre, maître de dessin du roi. Son fils Augustin, sorti de l'École polytechnique en 1799, fut inspecteur et secrétaire général du conseil des mines. Il publia de nombreux ouvrages sur les salines, les minéraux, la géologie.

Présentation du contenu.

- 352 AP 1-38. Mémoires et souvenirs du chevalier de Bonnard, gouverneur des princes d'Orléans de 1778 à 1781, comptes et papiers personnels, journal, correspondance reçue.
- 39-44. Madame de Bonnard, née Sophie Silvestre. Papiers Silvestre. Maurice-Jean de Bonnard, capitaine d'artillerie, frère du chevalier. Augustin de Bonnard.
- 45. Famille alliée : lettres adressées à M. de Bertrix, capitaine au régiment de la Sarre à La Rochelle, par divers correspondants (classement alphabétique).
- 46. Terres de Bourgogne. XVI^e-XVIII^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.
GARAT, *Précis historique de la vie de Bonnard*, 1785.

353 AP

FONDS CAUMONT LA FORCE

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 164 cartons (353 AP 1-185), supplément ; 25 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 353 AP 1-184 : dépôt, 1974-1983.
- 353 AP 185 : achat, 1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (353 AP 1-184), par S. Nicolas-Simonet, 1981, 37 p. ; suppl. dact. (353 AP 185), 1 p. ; les articles 353 AP 88-183, qui intéressent Blaye et le Vitrezaïs, ont fait l'objet d'un inventaire analytique par M. Johel Coutura : « Une source fondamentale pour l'étude de Blaye et du Vitrezaïs : le fonds La Force aux Archives nationales (XIII^e-XX^e s.) », dans *Les cahiers du Vitrezaïs, Revue archéologique, historique et littéraire des Hauts de Gironde*, n° 39, février 1982, p. 15-84.

Notice historique.

La maison de Caumont serait issue d'un fils du comte de Rouergue qui éleva, vers 970, la forteresse de Caumont d'Olt. La famille participa aux croisades avant de connaître des vicissitudes de la guerre de Cent Ans, où elle se rangea tour à tour sous les bannières de France et d'Angleterre. Liée aux Foix puis aux Albret, elle se convertit au protestantisme. Jacques Nompar de Caumont, échappé de justesse aux massacres de la Saint-Barthélémy, fit ses premières armes aux côtés d'Henri de Navarre dont il resta toujours le fidèle compagnon. Il était dans le carrosse royal, le 14 mai 1610, lorsque Ravailiac porta au roi un coup mortel. Grand serviteur de la couronne, il reçut le bâton de maréchal en 1622 et accéda à la dignité de duc et pair en 1637. Lui et son fils Armand Nompar participèrent activement à la guerre menée par Louis XIII et Richelieu. L'une de ses petites filles, Charlotte de Caumont, épousa en 1652 Turenne, tandis qu'une autre, connue sous le nom de Mademoiselle de La Force, s'illustrait par de nombreux romans historiques.

Toujours protestante, la famille fut forcée d'abjurer après la révocation de l'Édit de Nantes.

Le duc de Lauzun (1633-1723) et la comtesse de Balbi (1753-1832) appartenaient à la maison de Caumont.

A l'aube du XX^e siècle, le lieutenant Jacques de Caumont, troisième officier aviateur, écrasé au sol avec son aéroplane, apparut comme l'une des figures de l'aviation.

Enfin, Auguste de Caumont, 12^e duc de La Force (1878-1961), connu pour ses ouvrages littéraires, fut élu à l'Académie française en 1925.

Présentation du contenu.

353 AP 1-54. Famille de Caumont La Force.

- 55-87. Familles alliées (de Celles, Lamoignon, Noailles...).
- 88-183. Terres et seigneuries de Blaye, Châtres, l'Isle-en-Sologne, Moitron, Saint-Germain-de-la-Coudre et Saint-Aubin.
- 184. Mélanges.
- 185. Comtesse de Balbi, née Anne Jacobé Nompar de Caumont-La Force.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. Nicolas-Simonet.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 4, col. 866-877.

354 AP

FONDS LOBEL-MAHY

Dates extrêmes : 1621-1970.

Importance matérielle : 4 cartons (354 AP 1-4) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1973, renouvelé en 2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par R. de Lobel-Mahy et D. Langlois-Berthelot, 1975, 27 p.

Notice historique.

La famille de Lobel est originaire de la province de Flandre où elle est connue dès le XIII^e siècle. Elle a donné son nom au fief de Lobel, sis près de Mentque, dépendant de la châtelainie de Tournechem (actuellement en Belgique). Parmi les personnages marquants de cette famille figurent plus particulièrement Mathias de Lobel (1538-1616), médecin du Prince d'Orange puis botaniste de Jacques I^{er} d'Angleterre, et Jean Christophe de Lobel, colonel en 1632 d'un régiment au service de l'empereur d'Allemagne.

Présentation du contenu.

354 AP 1-4. Famille de Lobel, Mahy et alliées. Biens dans la région de Blois et à la Martinique.

Bibliographie.

Informations extraites des notes généalogiques de Roger de Lobel-Mahy, en tête de l'inventaire analytique dact.

355 AP

FONDS MADELIN

Dates extrêmes : 1792-1955.

Importance matérielle : 47 cartons (355 AP 1-47) ; 6,55 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Zeller, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (355 AP 1-40), par D. Langlois-Berthelot, 25 p. ; inv. des photographies 1914-1918 (355 AP 47), par C. Sibille, 2003, 4 p.

Notice biographique.

Agrégé d'histoire et de géographie, archiviste-paléographe, auteur d'une thèse de doctorat sur Fouché, Louis Madelin (1871-1956) fut chargé de cours à la Sorbonne de 1904-1910, période au cours de laquelle il publia de nombreux ouvrages historiques, dont *La Révolution*, et « Histoire politique de 1516 à 1804 » dans *L'histoire de la nation française* dirigée par Gabriel Hanoteaux. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut d'abord simple sergent au 44^e territorial puis attaché au quartier général de Chantilly. De ces quatre années, il retira la matière de plusieurs ouvrages : *La Bataille de la Marne*, *La Mêlée des Flandres*, *La Bataille de France*. Député des Vosges de 1924 à 1928, il appartient à la commission des affaires étrangères et intervint dans les discussions budgétaires ou à propos de problèmes de politique étrangère, comme la ratification des accords de Locarno. Commandeur de la Légion d'honneur, Louis Madelin succéda en 1927 à Robert de Flers à l'Académie française. Il se retira de la vie politique et commença, en 1936, de publier la grande œuvre de sa vie : *L'Histoire du Consulat et de l'Empire*.

Présentation du contenu.

355 AP 1-9. Correspondance. 1893-1940.

10. Manuscrits adressés à Louis Madelin. s. d.

11. Documents originaux sur l'Italie. 1809-1810.

12-16. Journal personnel. 1886-1934.

17-40. Manuscrits de cours et conférences.

Supplément.

41. Correspondance passive de la famille Madelin. 1787-1947.

42. Documents sur l'occupation d'Italie : rapports de police générale. 1809-1810.

43. Correspondance non classée.

44. Coupures de presse. 1920-1925.

45. Textes de conférences.

46. Diplôme de chancelier de la Légion d'honneur d'Émile Madelin.

Correspondance non classée.

Factures, coupures de presse.

Brochures.

Procès-verbaux du conseil d'administration des apprentis d'Auteuil.

Radiographies médicales.
47. Photographies de la Guerre 1914-1918.

Sources complémentaires.

Plus de 3000 ouvrages issus de la bibliothèque de Louis Madelin ont été donnés à la Bibliothèque historique des Archives nationales (site de Paris).

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 7, 1972, p. 2326-2327.

356 AP

FONDS CHENEVIER

Dates extrêmes : 1743-1895.

Importance matérielle : 1 carton (356 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Chenevier, 1975.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1975, 3 p.

Notice biographique.

La famille Chenevier est originaire de Saint-Rambert-sur-Loire. Jean Chenevier fut officier au 22^e régiment de ligne sous la Révolution et l'Empire.

Présentation du contenu.

Souvenirs de Jean Chenevier. Papiers des familles Chenevier et Damalix. Titres de propriétés sises à Berthelange (Doubs).

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

357 AP

FONDS JEAN WALTER

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 251 cartons, environ 620 rouleaux de plans (calques et tirages), 15 registres ; environ 64,24 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Jean Walter, 1974.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Jean Walter (1883-1957) est l'un des pionniers des cités-jardins au début du xx^e siècle. Après la Première Guerre mondiale, Jean Walter participe à de nombreux et importants programmes de constructions hospitalières et se révèle l'un des architectes les plus innovants en ce domaine et en celui, inauguré par lui, des centres hospitaliers universitaires. On lui doit, notamment, le nouvel hôpital Beaujon à Clichy (Hauts-de-Seine) (1938), la Faculté de Médecine de la rue des Saints-Pères à Paris (1939-1950), le Centre hospitalier et la Faculté de Médecine de Lille (1934-1957), ainsi que le nouvel hôpital d'Istanbul et celui d'Ankara. Jean Walter a également travaillé comme architecte en Afrique du Nord où il a participé comme industriel à l'exploitation des mines de Zelligja (Algérie).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Dossiers et plans de l'architecte Jean Walter.

Bibliographie.

WALTER (Jean), *Renaissance de l'architecture médicale*, Paris, Ch. Massin et C^{ie} et Masson et C^{ie}, 1945, 209 p.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 150.

358 AP

FONDS CHALAVET

Dates extrêmes : 1964-1972.

Importance matérielle : 3 cartons (358 AP 1-3) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Robert Chalavet, 1975.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1975, 4 p.

Notice biographique.

Directeur de l'hôpital de Montreuil (Seine-Saint-Denis), Robert Chalavet fut conseiller technique au cabinet du ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, Robert Boulin, qui occupa cette fonction du 22 juin 1969 à juillet 1972. Robert Chalavet fut chargé à ce titre de la rédaction des textes d'application de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière. Il succédait à ce poste à Jean Rebeyrol, conseiller technique de Robert Boulin et directeur du Centre hospitalier de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Présentation du contenu.

358 AP 1-3. Documents relatifs à l'application de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière : correspondance, notes, projets relatifs aux textes d'application, dossiers sur les principes généraux des textes et réponses aux consultations demandées pour leur rédaction, documentation réunie par la Direction des hôpitaux du ministère de la Santé publique et de la sécurité sociale sur l'application de la réforme hospitalière. 1964-1972.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

359 AP

FONDS CLERMONT-TONNERRE (CHARTRIER D'ANCY-LE-FRANC)

Dates extrêmes : XII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 99 articles (359 AP 1-118) ; 16,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1975-1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. (359 AP 1-37) et rép. num. dact. (359 AP 38-115), par S. d'Huart, 1976, 21 p. ; suppl. ms., 1 p. (359 AP 116-117) ; sous la cote 359 AP 115* est conservé un ancien inventaire manuscrit de 387 pages, rédigé au XIX^e siècle, qui sert en fait, d'inventaire analytique pour 359 AP 1-37 (index des noms de familles et de lieux) ; Recueil de plans, coupes, élévations et vues du château d'Ancy-le-Franc et de ses dépendances vers 1759-1761 et de projets d'architecte pour le château de Tonnerre (Yonne) : inventaire des 62 planches de 359 AP 117*, dact., par F. Audebrand, 1999, 9 p. ; rép. num. dact. (359 AP 118), par C. Sibille, 1999, 1 p.

Notice historique.

La très ancienne famille de Clermont, dont les origines remontent au XI^e siècle, était originaire du Dauphiné ; son importance s'accrut encore par de brillantes alliances, Virieu, Savoie, Poitiers ; le mariage de Bernardin de Clermont en 1496 avec Anne Husson, comtesse de Tonnerre, lui apporta des possessions en Bourgogne. Gaspard-Paulin, vicomte, puis en 1837 duc de Clermont-Tonnerre, fut maréchal de camp dans l'armée des Princes. Son frère aîné, Antoine-Jules (1748-1830), fut d'abord évêque de Châlons, puis cardinal en 1822 et archevêque de Toulouse de 1822 à sa mort, en 1830. Aimé-Marie-Gaspard (1779-1865), marquis puis duc de Clermont-Tonnerre, embrassa d'abord, à sa sortie de l'École polytechnique, la carrière militaire. Il participa au camp de Boulogne, puis, aide de camp du général Mathieu-Dumas, il fit la campagne d'Autriche et suivit le général à Naples et à la guerre d'Espagne, où il resta quatre ans. Colonel de la légion de l'Eure en 1814, il reprit du service à la Restauration. Maréchal de camp et pair de France, il fut ministre de la Marine de 1821 à 1824, puis de la Guerre, de 1824 à 1828. Il fit tracer des plans pour les fortifications de Paris et, en 1827, arrêta le plan de l'expédition d'Algérie, qu'il ne mena pas à cause de la chute du ministère Villèle.

Historique de la conservation.

Les archives étaient à l'origine conservées au château de Saint-Geoire-en-Valdaine (Isère). À la vente du château en 1846, cartons et registres furent transportés, ainsi que les boiseries qui les contenaient, au château d'Ancy-le-Franc (Yonne), qu'Antoine III de Clermont, aîné des treize enfants de Bernardin de Clermont et de la comtesse de Tonnerre et époux de la sœur de Diane de Poitiers, avait fait bâtir à partir de 1546. Après avoir été la propriété de Louvois, de ses descendants et de l'héritier du dernier marquis de Louvois, le château fut racheté en 1845 par le duc de Clermont-Tonnerre. Les archives y restèrent jusqu'à leur achat.

Présentation du contenu.

- 359 AP 1-56. Chartrier féodal, papiers de famille et titres de propriété des terres de Dauphiné et de Bourgogne des Clermont-Tonnerre et familles alliées. 1120 copie-XIX^e s.
- 57-110. Branche aînée des Clermont-Tonnerre. Gaspard Paulin, son frère le cardinal Antoine-Jules de Clermont-Tonnerre, son fils Aimé, son épouse et ses enfants. XIX^e s.
- 111-112. Branche de Clermont-Montoison. 1811-1855.
113. Famille de Carvoisin. XVIII^e-XIX^e s.
114. Biens à Ancy-le-Franc, Glisolles et Paris. XIX^e s.
115. Inventaire ancien du XIX^e s.
116. Contrat de mariage de Simon Charles Sébastien Bernard de Ballainvilliers et Louise de Bernage de Chaumont. 6 avril 1755.
États de dépenses du duc Aimé de Clermont-Tonnerre, ministre, pendant ses voyages à Reims, dans le nord et le midi, et un bal donné en juin 1825. 1825.
- 117*. Atlas du château d'Ancy-le-Franc (et projets d'architecte pour le château de Tonnerre. Vers 1759-1761.
118. Discours, conférences, notes manuscrites d'Aimé-Marie-Gaspard.
Extrait des *Mémoires* de M. de Saint-Phelipe sur l'Espagne. 1808-1809.
« Discours pour appuyer la proposition de M. le marquis Barthélémy pour la révision de la loi d'élection ».
« 5^e conférence » : sur Thiers.
« 6^e conférence » : sur Napoléon I^{er} et l'opinion.
Conférences pour *L'Œuvre des campagnes* : « Des catacombes à Saint-Pierre », « Clio à l'Académie », « Foch », « Saint-Simon », « Montalembert et la liberté de l'enseignement ».
Notes politiques et historiques, extraits de journaux.
Notes manuscrites sur la « guerre de *Julius Caius Cesar* à Alexandrie ».
Traductions de versions latines.
Loi d'élection 1817-1820 : discours, notes, proposition Barthélémy.
« Histoire romaine » (cahier ms.).
« Extrait de mes lectures commencé le 1^{er} janvier 1795 » (cahier ms.).

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de l'Orne conservent, dans la collection d'autographes « La Sicotière », sous la cote 35 J 8, des lettres du comte Aimé-Marie-Gaspard de Clermont-Tonnerre (1827, 1865, 1871). Les Archives départementales de l'Eure conservent, sous les cotes E 2891 à 3019, le chartrier de Glisolles (archives des familles de Boulainvilliers et de Clermont-Tonnerre). Les Archives départementales de l'Isère ont en dépôt le fonds Prunier de Saint-André (communication sur autorisation ; rép. num. détaillé dact. par V. Chomel et Y. Soulingeas, 1999) et conservent le fonds Allemand d'Uriage (217 J ; rép. num. détaillé par Y. Soulingeas, s. d.).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire et répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 5, col. 856-932.

MARTIN (Georges), *Histoire et généalogie de la maison de Clermont-Tonnerre*, S.l., 1986.

360 AP

FONDS HENRI WALLON

Dates extrêmes : 1898-1973.

Importance matérielle : 31 cartons (360 AP 1-30) ; 4,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 360 AP 1-2 : don de Madame Marguerite Cazé-Wallon, 14 février 1976 et 10 août 1977.
- 360 AP 3-30 : dépôt, 17 mai 1989.
- Suppléments : don de Monsieur Jean-Paul Malrieu en 2007 ; don de Monsieur Bernard Wallon en 2008

Conditions d'accès : libre pour 360 AP 1-5, 9-27, 29-30 ; sur dérogation pour 360 AP 6-8, 28^A-28^B.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (360 AP 1-2), par C. de Tourtier-Bonazzi, 1976, 5 p. ; rép. num. détaillé dact. (360 AP 3-30), par Th. Charmasson et F. Parot, s. d. [av. 1989] 41 p., corrigé et complété (360 AP 9, 28^A-28^B), par P. Jugie, 2006, 3 p. ; ce répert. num. détaillé a été édité dans Th. Charmasson, S. Mechine et F. Parot, « Les archives d'Henri Wallon », dans *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 5, 2001, p. 117-142.

Notice biographique.

Henri-Paul Wallon (1879-1962) était le petit-fils d'Henri Wallon, homme politique qui présenta le célèbre « amendement Wallon » relatif à l'organisation des pouvoirs publics, voté le 30 janvier 1875. Normalien, agrégé de philosophie (1902), docteur en médecine (1908) et docteur ès lettres (1925), il se consacra à la recherche médico-scientifique (créant en 1922 un Laboratoire de psychobiologie de l'enfant, dans une école à Boulogne-Billancourt) et à l'enseignement. Chargé de conférences puis de cours sur la psychologie de l'enfant à la Sorbonne (1919-1937), collègue et ami d'Henri Piéron, H. Wallon fut également directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études (1927-1950), professeur à l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (1929-1949) et occupa au Collège de France une chaire de psychologie et d'éducation de l'enfance de 1937 à 1949. Sympathisant communiste, puis membre du parti communiste (1942-1962), résistant, il fut élu député à l'Assemblée constituante de 1945 et présida diverses sociétés et commissions, dont la commission de réforme de l'enseignement (dite commission Langevin-Wallon) dans les années 1946-1950.

Présentation du contenu.

- 360 AP 1-2. Correspondance adressée à Henri Wallon entre 1898 et 1921, par ses professeurs et camarades de l'École normale supérieure, par les docteurs Nageotte et Meyerson et Melle Rolland, infirmière, de l'hôpital de la Salpêtrière à Paris, ainsi que par les soldats sous son commandement pendant la Première Guerre mondiale. 1898-1921 et s. d.
3. Dossiers à caractère administratif (1934-1950). Notes de cours, études, correspondance sur la filmologie (1948-1953) et la bombe atomique (1945-

- 1951). 1934-1953.
- 4-5. Commission d'études pour la réforme de l'enseignement (dite Langevin-Wallon). 1920-1968.
 - 6-8. Fiches de malades. Fiches de soldats de la Première Guerre mondiale. 1913-1940.
 - 9-10. Tests psychologiques : études, résultats 1930-1954.
 - 11-12. Réponses au questionnaire de l'épreuve des images. 1941-1945 et s. d.
 - 13-14. Réponses au questionnaire de l'épreuve sur la causalité. 1929-1937 et s. d..
 15. Thèse de doctorat ès lettres d'H. Wallon sur « L'enfant turbulent : recueil d'observations » (1925). 1911-1925.
 - 16-19. Cours et conférences. 1903-1959 et s. d.
 20. Manuscrits de livres et d'articles. 1926-1958.
 - 21-27. Notes de travail. s. d.
 - 28^A-28^B. Divers : documents et lettres concernant les prisonniers, la sélection des écoliers, les « recherches à faire », des tests sur la mémoire phénoménale des dates ; lettres d'Alexander Luria (Moscou) ; fiches médicales et photographies d'enfants ; photographies d'H. Wallon et de ses obsèques. 1901-1962.
 29. Documents sur l'enseignement, les relations internationales et les prises de position politique d'H. Wallon ; coupures de presse. 1933-1954 et s. d.
 30. Documents communiqués par Hélène Gratiot-Alphandéry, élève et collaboratrice d'H. Wallon, sur la traduction et la diffusion des œuvres de Wallon ; correspondance entre H. Wallon et Henri Daudin. 1945-1973.

Suppléments.

Lettres de Henri Wallon à Henri Daudin. 1900-1945.

Décès d'Henri Wallon. 1962.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, entre autres sources :

- le dossier individuel de Wallon à l'École normale supérieure sous la cote 61 AJ 221 (promotion 1899, lettres) et sa chronique nécrologique dans l'*Annuaire de l'Association amicale des anciens élèves de l'École normale supérieure* (1965, p 42-45), sous la cote 61 AJ 208.
- le fonds Henri Piéron (520 AP).

Pour le projet de réforme de l'enseignement de la commission dite Langevin-Wallon, l'on se reportera également avec intérêt au fonds Paul Langevin déposé au Centre de ressources historiques de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (E.S.P.C.I., 10 rue Vauquelin, V^e arrond.).

Bibliographie.

ZAZZO (R.), *Psychologie et marxisme ; la vie et l'œuvre d'H. Wallon*, Paris, 1975.

CHARMASSON (Th.), MÉCHINE (S.) et PAROT (F.), « Les archives d'Henri Wallon », dans *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 5, 2001, p. 117-142.

361 AP

FONDS SILVESTRE DE SACY

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 8 cartons (361 AP 1-13) ; 1,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame de Sacy, 1976.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (361 AP 1-13), par S. d'Huart, 1976, 3 p.

Notice biographique.

Conseiller à la Cour des monnaies dès 1781, l'orientaliste Antoine-Isaac Silvestre de Sacy (1768-1838) devint, en 1791 l'un des commissaires généraux des monnaies. Associé libre de l'Académie des inscriptions dès 1785, membre ordinaire en 1792, il en devint secrétaire perpétuel en 1833. À la création de l'École des langues orientales en 1795, il fut professeur d'arabe, et en 1806, professeur de persan au Collège de France. De 1808 à 1814, il siégea au Corps législatif, fut nommé de 1815 à 1820 membre de la Commission de l'instruction publique et administrateur de l'Académie de Paris, puis, en 1822, du Collège de France et de l'École des langues orientales. Il fonda la même année la Société asiatique, dont il fut élu président, et en 1832, devint pair de France, conservateur des manuscrits de la Bibliothèque royale et inspecteur des types orientaux de l'Imprimerie royale.

Après des études au Collège Louis-le-Grand, son fils, Samuel-Ustazade (1801-1879) fit ses débuts comme écrivain au *Journal des débats* en 1828. Pendant plus de vingt ans, il fournit à cette feuille de nombreux articles politiques, qui lui valurent d'être nommé, en 1836, conservateur, et en 1848, administrateur de la bibliothèque Mazarine. À la suite du coup d'État du 2 décembre 1851, il écrivit plus spécialement des articles littéraires. Membre de l'Académie française à partir de 1854, il entra en 1864 au Conseil supérieur de l'Instruction publique et devint sénateur en 1865.

Historique de la conservation.

Les papiers Augereau viennent de la famille Vinit, alliée aux Silvestre de Sacy par mariage.

Présentation du contenu.

- 361 AP 1-8. Dossiers généalogiques par branches et par personnes (XIX^e-XX^e s.) établis par Armand de Sacy (mort en 1946), comprenant en outre des photographies et des dessins originaux.
- 9-11. Antoine-Isaac Silvestre de Sacy : correspondance, centenaire de l'École des Langues orientales. 1910-1931.
 12. Samuel-Ustazade Silvestre de Sacy : correspondance et œuvres littéraires. 1817-1877.
 13. Papiers du maréchal Pierre Augereau (1757-1816) et de son frère le général

Jean-Pierre Augereau. 1803-1816.

Sources complémentaires.

9 articles supplémentaires (361 AP 14-22) sont conservés sous forme de microfilm (407 Mi 1-9) : lettres d'écrivains, artistes, savants et personnalités diverses adressées aux Sacy et à Léon Vinit (XIX^e s.), journal de Jean-Marie-Samuel Silvestre de Sacy, administrateur en Indochine (1930-1946). Instruments de recherche : rép. num. détaillé dact. (361 AP 14-21), par F. de Ferry, 1976, 5 p. ; notice dact. (361 AP 22), 2 p.

La correspondance d'Antoine Isaac Silvestre de Sacy, administrateur du Collège de France, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, est conservée à la Bibliothèque de l'Institut (Ms. 2375-2377).

Bibliographie.

VAPEREAU (G.), *Dictionnaire universel des contemporains*, 3^e éd., Paris, 1865, p. 1568.
ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 5, 1891, p. 230-231.

362 AP

FONDS GUIRAUD

Dates extrêmes : 1660-1953.

Importance matérielle : 137 cartons (362 AP 1-243) ; 15,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons, 15 juin 1954, 4 juillet 2002, 21 octobre 2003, 12 mai 2005, 9 décembre 2005, 12 janvier 2007.

Conditions d'accès : libre, sauf 362 AP 15, 21, 26, 29, 34, 37, 45-46, 49, 55, 207, 210, 225, 227-228 et 230 sur autorisation du donateur.

Instrument de recherche : *Papiers Jean Guiraud (1866-1953) et sa famille*, répertoire numérique détaillé (362 AP 1-242) par F. Aujogue, Paris, 2006, 383 p. ; rép. num. détaillé dact. (362 AP 243), par F. Aujogue, 2008, 2 p.

Notice biographique.

Né à Quillan le 24 juin 1866, fils d'instituteur, Jean Guiraud décroche son agrégation d'histoire et géographie en 1888. En 1892, après trois années de séjour à l'École française de Rome où il participe à l'édition des registres pontificaux du XIII^e siècle, il obtient sa première nomination de professeur d'histoire au lycée de Sens (Yonne). Six ans plus tard il est nommé à l'université de Besançon où il occupe la chaire d'histoire et de géographie de l'Antiquité et du Moyen Âge. Parallèlement à son métier de professeur, il poursuit des travaux historiques mais surtout, se consacre à la défense de l'enseignement libre, ce qui lui vaut quelques différends avec son ministre de tutelle. Dès 1903, il participe à la création d'un quotidien, *L'Éclair comtois*. Acquis aux idées défendues par Jacques Piou, il prend la présidence du comité de l'Action libérale populaire du Doubs en 1905. En 1909, il crée son propre bulletin, *Dieu, patrie, Liberté*. Après deux échecs électoraux et quelques déboires avec des personnalités franc-comtoises, Jean Guiraud s'éloigne de l'action politique pour se consacrer aux associations catholiques de chefs de famille. Il est à l'origine de la fédération des associations des chefs de famille des départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort dont il prend la présidence ; Dans la foulée il organise une Union nationale dont il s'occupera durant de très nombreuses années. Depuis 1908, Jean Guiraud est le rédacteur en chef de la *Revue des questions historiques*, ayant succédé à Paul Allard à la tête de cette revue fondée par la famille de Beaucourt et propriété de celle-ci. À la fin de l'année 1916, les Assomptionnistes proposent à Jean Guiraud la corédaction de leur quotidien *La Croix*. Il accepte et assume cette lourde responsabilité jusqu'en 1939, année de sa démission. Jean Guiraud décède le 11 décembre 1953 à Saint-Martin-de-Bréthencourt (Yvelines), où il s'était retiré pour travailler à la rédaction d'ouvrages consacrés au Jansénisme et à la Révolution. Il avait épousé, en 1895, Marguerite Petit de Julleville qui lui a donné dix enfants.

Présentation du contenu.

362 AP 1-187. Papiers de Jean Guiraud.

1-79. Jean Guiraud, vie privée et familiale.

- 1-11. Papiers et documents personnels, travaux scolaires et universitaires, souvenirs, distinction honorifique, questions domestiques, biens. 1878-1953 et s. d.
- 12-55. Correspondance familiale. 1875-1953 et s. d.
- 56-79. Correspondance avec des amis et relations. 1878-1953 et s. d.
 - 56-63. L'enfance et les années de formation. 1878-1950 et s. d.
 - 64-66. Jean Guiraud, membre de l'École française de Rome. 1889-1945 et s. d.
 - 67-71. Amitiés et relations nouées après les années d'études. 1893-1953 et s. d.
 - 72-79. Vie en société et mondanités. 1885-1953 et s. d.
- 80-144. Jean Guiraud, carrière professionnelle.
 - 80-88. L'enseignant. 1888-1940 et s. d.
 - 89-111. Le journaliste. 1914-[1952] et s. d.
 - 89-90. Relations avec le monde de la presse. 1916-[1952] et s. d.
 - 91-111. Jean Guiraud, journaliste à *La Croix*. 1914-1951 et s. d.
 - 112-144. L'historien. 1660-1953 et s. d.
- 112-132. Travaux personnels : documentation rassemblée. 1660-[1933] et s. d.
- 133. Articles et texte de conférence. 1909-1942.
- 134-141. Correspondance. 1887-1953 et s. d.
- 142-144. *La Revue des questions historiques*. 1890-1939 et s. d.
- 145-187. Le militant chrétien.
 - 145-147. Relations de Jean Guiraud avec l'Épiscopat. 1893-1949 et s. d.
 - 148-151. Relations avec des personnalités du monde politique et religieux, associatif, intellectuel, avec des organisations et mouvements associatifs. 1889-1952 et s. d.
 - 152-186. Action de Jean Guiraud sur le terrain. 1885-1954 et s. d.
 - 152. Articles de presse concernant ou évoquant Jean Guiraud et ses combats. 1916-1954 et s. d.
 - 153. Les premières années. 1886-1912 et s. d.
 - 154. Publication d'articles. 1890-1916 et s. d.
 - 155-164. L'Action libérale populaire (A.L.P.). 1889-1932 et s. d.
 - 165-174. Les associations catholiques de chefs de famille (A.C.C.F.). 1907-1948 et s. d.
 - 175-181. La défense de l'enseignement libre. 1906-1952 et s. d.
 - 182-186. Les sollicitations. 1885-1953 et s. d.
 - 187. Correspondances incomplètes reçues par Jean Guiraud. 1887-1939 et s. d.
- 362 AP 188-237. Papiers des membres de la famille de Jean Guiraud.
- 362 AP 238-242. Documents divers. 1885-1949 et s. d.
- 362 AP 243. Lettres de Jean et Marguerite Guiraud à Monique et François Bertrand. 1919-1944.

Bibliographie.

- LEDEUR (chanoine Étienne), *Un universitaire engagé, Jean Guiraud, professeur à l'université de Besançon (1898-1917)*, dans *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon, procès-verbaux et mémoires*, 1966, vol. 176, p. 151-183.
- TRIBOUT DE MOREMBERT, notice biographique de Jean Guiraud, dans *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 17, 1989, col. 312-314.
- BIGET (Jean-Louis), Notice biographique de Jean Guiraud, dans *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones*, sous la dir. de Christian AMALVI, Paris, la Boutique de l'histoire, 2004, p. 146-147.

363 AP

FONDS RENÉ MAYER

Dates extrêmes : 1912-1983.

Importance matérielle : 53 cartons (363 AP 1-53) ; 7,45 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1975-1991, transformé en don en 2001 par Madame Lise Amar.

Conditions d'accès : sur dérogation ; 363 AP 42, 43, 48 et 50-52 (journal, agendas, correspondance avec sa femme, création de la SNCF) : interdit jusqu'au 13 décembre 2022.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par L. Florentin-Skorcka, I. Guérin-Brot et C. Nougaret, 1976-1999, IV-35 p. ; suppl. dact. (363 AP 53), par C. Sibille, 2003, 1 p. ; rép. num. dact. (363 AP 39-41), par F. Aujogue, 2006, 6 p.

Notice biographique.

René Mayer (1895-1972) est issu de la grande bourgeoisie israélite, petit-fils de J. Mayer, grand rabbin de France, et cousin, par sa mère, des Rothschild. Diplômé de sciences, licencié ès lettres, il débute comme auditeur au Conseil d'État en 1920. En 1925, il est membre du cabinet ministériel de Pierre Laval. Il quitte alors l'administration pour entamer une carrière dans les transports. Secrétaire général du Conseil supérieur des chemins de fer, vice-président des Chemins de fer du Nord et administrateur de la banque Rothschild frères (1928-1940), il représente les compagnies de chemins de fer dans les négociations avec le gouvernement qui aboutissent, en 1937, à la fusion des réseaux et à la création de la S.N.C.F. ; il fait partie du comité de direction de cet organisme jusqu'en 1939.

Dès juin 1940, René Mayer se rallie à la France libre, mais il ne gagne Alger qu'en 1942. Le général Giraud l'y désigne comme commissaire aux Communications et à la Marine marchande. Confirmé à la direction des Transports et Travaux publics dans le gouvernement provisoire du 9 septembre 1944, il est ensuite nommé commissaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes, de décembre 1945 à juin 1946. Maire de Giverny (Eure) de 1945 à 1953, élu député de la deuxième Assemblée constituante en 1946, puis député radical de Constantine de 1946 à 1956, René Mayer fait partie des adversaires du projet de Constitution adopté par l'Assemblée le 29 septembre 1946. Issu de la tendance des « néo-radicaux » de l'entre-deux-guerres, il crée le Rassemblement des gauches républicaines (RGR). Ministre des Affaires financières et économiques dans les gouvernements Schumann et Pleven, il élabore un plan de redressement, afin de juguler l'inflation. René Mayer est ministre de la Défense nationale en juillet-août 1948. Garde des Sceaux d'octobre 1949 à août 1951, il est l'auteur de la loi d'amnistie concernant les collaborateurs de Vichy, adoptée le 5 janvier 1951. Vice-président du Conseil et ministre des Finances et des Affaires économiques d'août 1951 à janvier 1952, il devient président du Conseil, de janvier à mai 1953. Européen convaincu, il préside la Haute Autorité du charbon et de l'acier, de juin 1955 à décembre 1957. René Mayer préside également la « Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole » (Eurafrep), il est vice-président de la Société financière de transports et d'entreprises individuelles (Sofina), et il appartient au conseil d'administration de nombreuses sociétés.

Présentation du contenu.

- 363 AP 1-4. Commissariat aux Communications et à la marine marchande du gouvernement de la République française à Alger. 1943-1944.
- 5. Ministère des Travaux publics et des transports. 1944-1945.
- 6. Commissariat aux Affaires allemandes et autrichiennes. 1945-1947.
- 7-9. Finances. 1947-1948.
- 10. Ministère de la Défense nationale et pacte de l'Atlantique. 1948-1949.
- 11-16. Ministère de la Justice. 1949-1951.
- 17. Plan Schuman. 1950-1955.
- 18-20. Ministère des Finances et des affaires économiques, O.T.A.N. 1951-1952.
- 21. Débats d'investissement. 1949-1953.
- 22-26. Présidence du Conseil. 1953.
- 27-30. Communauté européenne de défense. 1950-1954.
- 31-32. Indochine et Algérie. 1947-1958.
- 33-35. Communauté européenne du charbon et de l'acier. 1955-1956.
- 36. Voyages. 1947-1953.
- 37-38. Correspondance générale antérieure à 1963 classée alphabétiquement.
- 39-41. Correspondance générale des années 1963-1972 classée alphabétiquement.
- 42. Journal et agendas. 1912-1972.
- 43. Copies d'agendas. 1939-1957.

Supplément non classé.

- 44. Coupures de presse. 1945-1949, 1953-1954.
Discours. 1959-1967.
- 45. Extraits de discours, *J.O.* 1948-1954.
- 46. Discours. 1948-1952.
- 47. Documentation et témoignages (dont certains manuscrits) insérés dans le livre René Mayer. *Études, témoignages, documents*, PUF, 1983.
- 48. Documentation et témoignages (dont certains manuscrits) insérés dans le livre René Mayer. *Études, témoignages, documents*, PUF, 1983.
Fragments du journal de René Mayer. 1944.
Livre de René Mayer, *Le Pacte de l'Atlantique, paix ou guerre*, Éditions du Grand siècle, 1949.
- 49. Notes, documentation pour des discours et des articles.
Bulletin d'information et de documentation. Alger, 1943-1944.
Articles. 1952-1969.
Copies de correspondance à des personnalités. 1933-1972.
- 50. Correspondance à son épouse. 1947-1953, 1961-1972.
Journal de René Mayer. 1944-1945, 1957.
Mémentos dact. 1940-1957.
- 51-52. Papiers de René Mayer concernant la constitution d'une société nationale [ex 119 AQ 1-2]. des chemins de fer français. 1932-1937.
- 53. Correspondance, coupures de presse. 1943-1952.

Bibliographie.

Informations extraites de la notice biographique du répertoire numérique détaillé de L. Florentin-Skorka, I. Guérin-Brot et C. Nougaret.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 707-708.

364 AP

FONDS LUCIEN PAYE

Dates extrêmes : 1968-1970.

Importance matérielle : 5 cartons (364 AP 1-5) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Lucien Paye, 1976.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par F. Hildesheimer, 1986, 1 p.

Notice biographique.

Normalien, agrégé de lettres, docteur ès lettres, Lucien Paye (1907-1972) fut ministre de l'Éducation nationale de février 1961 à avril 1962, haut représentant de la France au Sénégal en 1962, ambassadeur de France à Pékin de 1964 à 1969, et premier président de la Cour des comptes. Il présida la commission de réforme du statut de l'O.R.T.F. de 1968 à 1970.

Présentation du contenu.

364 AP 1-5. Commission d'étude du statut de l'O.R.T.F.

1. Procès-verbaux de séances et des auditions et pièces annexes, rapport spécial sur les problèmes de personnel, dossier sur l'aménagement des rapports de l'O.R.T.F. et du ministère des Finances.
Groupe de travail chargé d'étudier les structures de la production et de la fabrication de la télévision : procès-verbaux de séances, rapport.
- 2 Correspondance de Lucien Paye, président de la commission sur l'O.R.T.F.
- 3-5 Rapports, notes, études, coupures de presse.

Bibliographie.

Who's who, 1969-1970, p. 1145.

365 AP

FONDS AURILLAC

Dates extrêmes : 1915-2002.

Importance matérielle : 132 cartons (365 AP 1-130) ; 17,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1976-2004.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. par S. d'Huart, 1976, 12 p. ; état somm. dact. (365 AP 86 à 117), par C. Sibille, 2000, 2 p. ; rép. num. dact. (365 AP 118-130) par O. Poncet, 2004, 2 p.

Notice biographique.

Jean Aurillac (1903-1967), breveté de l'École coloniale, commença sa carrière en 1928 en qualité d'administrateur des services civils de l'Indochine. Il fut directeur de cabinet de l'amiral Decoux (1942-1945), dernier gouverneur général de l'Indochine, directeur de l'Intérieur du gouvernement général de l'A.O.F. (1948-1949), revint en Indochine comme directeur de cabinet du général de Lattre de Tassigny, haut commissaire (1950-1952), gouverneur de la France d'outre-mer (1953), chef du service des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, chargé des relations avec les États associés (1955-1958), consul général de France à Singapour (mai 1958) et ministre de France en Albanie (1961-1963).

Son fils, Michel Aurillac (né en 1928), ancien élève de l'École nationale d'administration et maître des requêtes au Conseil d'État, a fait partie en 1958 du groupe de travail, présidé par Michel Debré, chargé de préparer la nouvelle Constitution. Directeur de cabinet de Léopold Sédar Senghor (ministre-conseiller du gouvernement, 1959), Michel Aurillac a ensuite présidé la section du contentieux de la Cour suprême du Sénégal (1960). Réintégré au Conseil d'État (1963), il a été conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou, alors Premier ministre, puis préfet de l'Indre (1965), secrétaire général de la préfecture de la région parisienne (1969), préfet de l'Essonne (1969), de la région Picardie et du département de la Somme (1973-1974), de la région Provence-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône (1976-1977). Il a été député de l'Indre de 1978 à 1981 et à nouveau à partir de 1986, ainsi que vice-président du conseil général du même département de 1985 à 1992. Michel Aurillac a été ministre de la Coopération de 1986 à 1988, dans le gouvernement de Jacques Chirac. Depuis 1997, il est vice-président de la cour d'arbitrage de la chambre de commerce internationale.

Présentation du contenu.

365 AP 1-5. Graffeuil, résident général au Tonkin (Annam). 1915-1930.

6. Jean Aurillac : journal d'internement par les Japonais à Saïgon et Loc Nin, de mars à octobre 1945, rapports, notes, correspondance, imprimés, conférences. 1945-1958.

7-117. Michel Aurillac.

- 7-85. Algérie (1956-1958). Conseil d'État (1953-1965). Constitution de 1958. Sahara. Afrique (1958-1964). Cabinet du Premier ministre (1963-1967). Préfecture de l'Indre (1968-1969). Préfecture de l'Essonne (1969-1973). Préfecture de la Région Provence-Côte d'Azur et préfecture des Bouches-du-Rhône (1977). Députation de l'Indre (1978-1981).
- 86-117. Ministre de la Coopération du gouvernement Chirac et député de l'Indre. 1986-1988.
- 118-119. Jean Aurillac. 1930-1956.
 - 118. Carrière en Indochine. 1930-1947.
 - 119. Conseiller technique au Ministère des affaires étrangères. 1955-1956.
- 120-130. Michel Aurillac. 1951-2002.
 - 120. Carrière et Conseil d'État et dans l'administration préfectorale. 1951-1987.
 - 121-123. Ministre de la Coopération de 1986 à 1988. 1986-1996.
 - 124. Mandats électoraux. 1983-1992 et s. d.
 - 125. Président du Club 89. 1981-1994.
 - 126. Participation à des colloques internationaux. 1992,1995.
 - 127. Avocat chez Vovan et Associés. 1991-1993.
- 128-130. Vice-président de la cour d'arbitrage de commerce internationale. 1998-2002.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des enregistrements d'entretiens avec Michel Aurillac (2 AV 7 à 19).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 877.

366 AP

FONDS BRAIBANT

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 127 cartons (366 AP 1-127) ; 19,75 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1976.

Conditions d'accès :

- 366 AP 1-7, 12-96, 107-114, 116-118, 120-127 : sur autorisation.
- 366 AP 8-11, 97-106, 115, 119 : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2001-2003, 16 p.

Notice biographique.

Issu d'une vieille famille ardennaise, Maurice Fauste Braibant (1863-1922), ses études juridiques terminées, prit la tête d'une étude d'avoué, en 1890, à Largentières. En 1893, il se fit inscrire avocat au barreau de cette ville et en 1895, devint avoué-plaidant à Bar-le-Duc. Juge suppléant à Reims (1899-1900), il rejoignit Paris en 1900 pour se faire recevoir avocat à la Cour d'appel. Il plaida pendant huit ans puis revint à la magistrature assise en se faisant nommer juge au tribunal civil de Laon, fonctions qu'il remplit jusqu'en 1910. Conseiller d'arrondissement du canton de Château-Porcien (1901-1902), maire d'Herpy (1902), député des Ardennes de 1910 à 1919, Maurice Braibant siégea au Conseil général des Ardennes de 1904 à sa mort.

Son fils, Charles Braibant (1889-1976), archiviste-paléographe et homme de lettres, fut successivement chef du service des archives et bibliothèques de la Marine (1919-1944), inspecteur général (1945-1948), directeur général (1948-1959) puis directeur général honoraire des Archives de France, président (1950-1954) puis président d'honneur du Conseil international des archives et président-fondateur de la Table ronde internationale des archives (1954-1972). Membre du Conseil de l'ordre des Palmes académiques et du Conseil de l'ordre des Arts et Lettres (1957-1960), Charles Braibant fut également président d'honneur des écrivains de Champagne, des écrivains ardennais, des amis des Lettres, président de la fédération des sociétés d'écrivains du Nord et de l'Est (1949-1976), correspondant de l'Indian Historical Records Commission et président de la Société de l'histoire de France. Ses œuvres littéraires principales sont : *Le roi dort*, *le Soleil de mars*, *le Rire des Dieux*, *Irène Soubeyran* (romans), *Un bourgeois sous trois républiques* (mémoires), *Resplendine* (nouvelles), *Lumière bleue*, *la guerre à Paris* (journal), *le Métier d'écrivain* (anthologie), *Félix Faure à l'Élysée*, *Histoire de la Tour Eiffel*.

Le fils de Charles, Guy (né en 1927), ancien élève de l'École nationale d'administration, a été successivement commissaire du gouvernement près le Tribunal des conflits (1969-1974), conseiller d'État (1978), directeur général (1979-1981), président de l'Institut international des sciences administratives (1992-1995) et chargé de mission auprès du ministre des Transports Charles Fiterman (1981-1984). Il a réintégré le Conseil d'État en 1984 comme président de la section du rapport et des études (1985-1992). Il est vice-président de la commission de codification depuis 1989 et chargé de mission sur les questions de droit que pose Internet depuis 1997.

Présentation du contenu.

366 AP 1. Familles Braibant et Tournier.

2-7. Maurice Braibant, avoué à Bar-le-Duc, député des Ardennes et maire d'Herpy.
XIX^e-XX^e s.

8-82. Charles Braibant. XX^e s.

8-11. Activité professionnelle nationale (Archives de la Marine, Inspection générale des Archives, Direction générale des Archives) et internationale (Conseil international des Archives, table ronde).

12-82. Papiers littéraires : romans, essais, conférences, mémoires, agendas, presse.

Correspondance et dossiers de documentation.

83-85. Guy Braibant.

Notes et documentation de droit et d'économie.

86-94. Fichiers manuscrits.

95. Bobines d'enregistrement d'une émission sur les écrivains du nord-est de la France.

Supplément.

96-127. Charles Braibant : papiers personnels et familiaux, agendas, études secondaires et supérieures (École des chartes), activité professionnelle (Archives de la Marine, Archives de France), relations avec des associations culturelles et littéraires, correspondance, photographies. 1927-1975.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 2, 1962, p. 748-749.

Who's who, 1975-1976, p. 317.

367 AP

FONDS GUILLAUME GILLET

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 260 mètres linéaires de dossiers ; env. 900 rouleaux ; plusieurs carnets d'étude ; une cinquantaine de maquettes ; un film (Notre-Dame de Royan).

Modalités d'entrée : dation et legs de Guillaume Gillet, mars 1977.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à l'Institut français d'architecture (127 rue de Tolbiac 75013 Paris).

Instrument de recherche : fonds partiellement traité (dossiers classés, rouleaux en vrac ; inventaire ms. des cartons par les Archives nationales) ; voir aussi Archiwebture, base de données du Centre d'archives d'architecture du xx^e siècle, consultable sur Internet : <http://architwebture.citechailot.fr/awt/>.

Notice biographique.

Guillaume Gillet (1912-1987), architecte, diplômé par le gouvernement en 1937, fut architecte en chef des Bâtiments civils et palais nationaux (chargé des bâtiments français à Rome), architecte conseil des villes de Paris et Cannes, du département des Bouches-du-Rhône et de la principauté de Monaco ; urbaniste conseil de la ville d'Antibes et professeur à l'École nationale supérieure des beaux-arts.

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré à l'Institut français d'architecture en 1990, puis complété par la famille et les Archives nationales en 1992. Il porte la cote 152 IFA.

Présentation du contenu.

Études, correspondance, devis et marchés de travaux d'urbanisme et de construction d'édifices publics ou privés ; papiers personnels ; plans et maquettes.

Projets et opérations : églises (Avignon, Chamalières, Royan, Soissons, Valenciennes), établissements scolaires (Bagneux, Brienne-le-Château, Chatenay-Malabry, Coucy-le-Château, Decize, Meaux, Montrouge, Paris-Clignancourt, Sucy-en-Brie, Yerres), prisons (Albi, Bois d'Arcy, Bonneville, Bordeaux, Fleury-Mérogis, Fresnes, Grenoble, Lamnezan, Metz, Nantes, Paris-La Santé), châteaux d'eau (Caen, Nîmes, Royan), stations service (Antibes, Les Chères, Morainvilliers) ; Paris (drugstores, porte Maillot, palais d'Orsay, avenue Foch), Bordeaux (École nationale de la magistrature, Mérignac, conservatoire, musée...), Royan (lotissements), Côte d'Azur (Cannes, Marseille, Saint-Tropez, Ramatuelle, Fréjus, Porquerolles, Monte Carlo...), Bruxelles (Pavillons de France et de Paris), Beyrouth (ambassade de France), Rome (entretien et aménagement d'édifices français : palais Farnèse, villa Médicis).

Gestion de l'agence.

Académies et organismes divers : Institut de France, Académie d'architecture, École des Beaux-Arts, commission des sites.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 193.

368 AP

FONDS BARBEDIENNE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 8 cartons (368 AP 1-8) ; 1,65 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Barbedienne, 1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1976, 9 p.

Notice biographique.

Fils d'un modeste cultivateur, Ferdinand Barbedienne (1810-1892) fit une première fortune dans les papiers peints avant de s'associer en 1838 avec le mécanicien Achille Collas (1795-1859), qui venait d'inventer un procédé de reproduction à plus petite échelle des objets de bronze. En 1839, Barbedienne fonda la maison où il fit reproduire en bronze la plupart des statues des musées d'Europe, suffisamment réduites pour pouvoir orner les intérieurs modernes. Il appliqua ses procédés aux travaux des sculpteurs contemporains et créa de très nombreux modèles de bronze d'ameublement. Son neveu et successeur, Gustave Leblanc-Barbedienne, développa la fonderie de grosses pièces, tant pour les bronzes monumentaux que pour les reproductions, dont certaines furent popularisées comme prix des sociétés de tir et de gymnastique.

Présentation du contenu.

- 368 AP 1. Dossier personnel et papiers de Ferdinand Barbedienne et d'Achille Collas.
2. Épaves des archives de la Maison Leblanc-Barbedienne et C^{ie} qui continua l'œuvre de F. Barbedienne de 1892 à 1955.
- 3-4. Dossiers d'artistes.
- 5-8. Livres comptables. 1912-1955.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

VAPEREAU (G.), *Dictionnaire universel des contemporains*, Paris, Hachette, 1858, p. 101-102.

CHEVILLOT (Catherine), « 'Prenez la main que je vous tends' : Eugène Blot, du milieu des fabricants de bronze à celui des galeries », dans *Camille Claudel et Rodin : la rencontre de deux destins*, Catalogue de l'exposition, Québec-Detroit-Martigny, mai 2005-juin 2006, Paris, Hazan, 2005, p. 261-273.

369 AP

FONDS CRÉMIEUX

Dates extrêmes : 1824-1880.

Importance matérielle : 3 cartons (369 AP 1-3) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1968-2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par V. Miguet, 1977, 16 p.

Notice biographique.

Avocat, Isaac-Adolphe Crémieux (1796-1880) fut député de 1842 à 1848, membre du gouvernement provisoire du 24 février au 7 juin 1848, représentant du peuple aux Assemblées constituante et législative de 1848-1849, député au Corps législatif de 1869 à 1870, membre du gouvernement de la Défense nationale du 4 septembre 1870 au 17 février 1871 et ministre de la Justice de septembre 1870 à février 1871, député du département d'Alger de 1872 à 1875 et sénateur inamovible de 1875 à sa mort.

Présentation du contenu.

- 369 AP 1. Vie et carrière d'Adolphe Crémieux : titres de propriété, études, journal du voyage accompli en 1840 pour la défense des juifs de Damas accusés du meurtre du père Thomas, témoignages divers des relations de Crémieux avec l'ordre des avocats, l'Alliance israélite universelle, la franc-maçonnerie, correspondance adressée à sa femme relatant sa campagne électorale dans la Drôme en avril-juin 1869, correspondance administrative adressée à Crémieux comme ministre de la Justice.
2. Correspondance d'Adolphe Crémieux et de son épouse. 1824-1880.
3. Papiers de son fils Gustave (mort en 1864) et ses descendants.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de V. Miguet.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 215-218.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 244-245.

370 AP

FONDS GILBERT PEYCELON

Dates extrêmes : 1834-1939.

Importance matérielle : 3 cartons (370 AP 1^A et^B-2) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée :

- dépôt, 1971 : 370 AP 1^A (dossiers 1 et 2), 1^B (dossiers 3 et 4), et 370 AP 2.
- don, 1971 : 370 AP 1^A (dossier 2bis) et 370 AP 1^B (dossier 5).

Conditions d'accès :

- dépôt : sur autorisation.
- don : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par V. Miguet, 1977, 18 p.

Notice biographique.

Gilbert-Antoine Peycelon (1867-1940) occupa, de 1897 à 1906, les fonctions de chef de service de la comptabilité départementale à la Trésorerie général de la Loire. En 1906, Aristide Briand l'appela auprès de lui à l'Instruction publique et en fit son secrétaire particulier, fonction que Peycelon conserva dans les autres ministères de Briand, à la Justice, à l'Intérieur, aux Affaires étrangères et à la Présidence du Conseil. Parallèlement, Peycelon fut nommé sous-directeur de la Manufacture des Gobelins en 1907. Il devint directeur de la Manufacture de Beauvais en 1913. Directeur des Journaux officiels en 1916, il créa les deux éditions des Lois et Décrets et des Débats parlementaires. En 1926, les fonctions de directeur de l'Imprimerie nationale et de directeur des Journaux officiels furent réunies à son profit sous le titre de directeur des Publications officielles, poste qu'il occupa jusqu'en 1937. Sa carrière politique prit fin en 1932, avec le départ et la mort de Briand.

Présentation du contenu.

370 AP 1^A. *Dossier 1*. Papiers personnels de Gilbert-Antoine Peycelon.

Dossier 2. Dossier sur Aristide Briand : documents judiciaires, activités politiques, études sur Briand.

Dossier 2bis. Photographies d'Aristide Briand et d'hommes politiques contemporains.

370 AP 1^B. *Dossier 3*. Affaires générales : Guerre de 1914-1918, Société des nations.

Dossier 4. Affaires extérieures : colonies, puissances étrangères (Allemagne, Angleterre, Chine, États-Unis, Grèce, Italie, Monaco, Roumanie, Turquie, U.R.S.S.).

Dossier 5. Portraits d'Aristide Briand.

370 AP 2. Fiches de renseignement, dossiers individuels, correspondance.

Sources complémentaires.

D'autres archives de Gilbert Peycelon (lettres adressées à Peycelon et à Briand) ont été microfilmées sous la cote 320 Mi 1.

La lithographie représentant Aristide Briand sur son lit de mort, par Lévy-Dhurmer, 8 mars 1932, 8 exemplaires (370 AP 1^B, dossier 5) est conservée au Musée de l'Histoire de France.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de V. Miguet.
SUAREZ (G.), *Briand, sa vie, son œuvre...*, Paris, 1938-1952.

371 AP

FONDS DU CHÂTEAU DE ROSNY/

ARCHIVES DU DUC ET DE LA DUCHESSE DE BERRY

Dates extrêmes : 1796-1837.

Importance matérielle : 13 cartons (371 AP 1-15) ; 1,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du duc de Parme, 1972.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1977, 11 p.

Notice historique.

Deuxième fils du comte d'Artois (futur Charles X) et de Marie-Thérèse de Savoie, Charles-Ferdinand, duc de Berry (1778-1820) émigra dès les débuts de la Révolution, servit dans l'armée de Condé (1792), puis passa en Angleterre où il épousa Anne Brown, dont il eut deux filles. De retour en France au moment de la Première Restauration, il suivit son oncle Louis XVIII à Gand pendant les Cent-Jours. Son premier mariage n'ayant pas été reconnu par sa famille, il épousa, en 1816, la princesse Marie-Caroline de Bourbon-Sicile (1798-1870), dont il eut une fille, Louise, et un fils posthume, Henri, duc de Bordeaux, puis comte de Chambord. Son assassinat par Louvel, en février 1820, provoqua la chute du cabinet Decazes.

L'ancien château de Sully fut acquis le 14 août 1818 par le duc de Berry pour sa jeune épouse. Le couple princier s'installa le 17 juin 1816 au palais de l'Élysée. Rosny devint leur résidence d'été et bénéficia d'importants travaux dans le château et dans le parc. Après l'assassinat du duc de Berry, en 1820, la duchesse fit construire par l'architecte Froelicher un nouveau bâtiment, composé d'un pavillon et de deux ailes. Le château de Bagatelle, dans le bois de Boulogne, avait été donné par le comte d'Artois à son fils à l'occasion de son mariage.

Présentation du contenu.

- 371 AP 1. Comptes et dépenses du duc de Berry. 1802-1810.
- 2-13. Comptes et dépenses de Marie-Caroline, duchesse de Berry.
Factures et mémoires pour achats divers (armes, bijoux, meubles, tableaux, vaisselle, etc.) destinés au palais de l'Élysée, au château de Bagatelle et au parc, à la chapelle et à l'hospice de Rosny. 1816-1837.
14. Comptes du duc de Bordeaux et de sa sœur, Louise, dite Mademoiselle, future duchesse de Parme. 1820-1825.
15. Comptes d'émigration de la duchesse d'Angoulême, tante du duc de Berry, et comptes des écuries du duc d'Angoulême. 1796-1817.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales des Yvelines conservent un chartrier du XVIII^e siècle provenant du château de Rosny (E 926-933), un inventaire des titres de la seigneurie de Rosny

(J 2875) ainsi qu'une estimation du château et du domaine en 1827 (suppl. E 759, papiers Talleyrand-Périgord).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

THOMAS (abbé H.), *Rosny-sur-Seine où est né Sully*, Paris, Plon, 1889, p. 241-304.

REISET (Vicomte de), *Marie-Caroline duchesse de Berry*, Paris, Calmann-Lévy, 1906, p. 338-346.

372 AP

FONDS MALOUE ET LAURENTIE

Dates extrêmes : 1768-1936.

Importance matérielle : 22 cartons (372 AP 1-22) ; 2,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Morice, 1976, complété par des achats, 1977-1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (372 AP 1-4), par C. de Tourtier-Bonazzi, 1977, 9 p. ; inv. anal. dact. (372 AP 5-22) et index de la correspondance reçue par Pierre-Sébastien Laurentie, par N. Gastaldi, VIII-178 p.

Notice biographique.

Pierre-Victor, baron de Malouet (1740-1815) fut tour à tour député à la Constituante, commissaire général de la Marine sous le Consulat, conseiller d'État en 1810 et ministre de la Marine pendant la Première Restauration.

Journaliste et historien, Pierre-Sébastien Laurentie (1793-1876) fut professeur au collège Stanislas (1817), répétiteur de littérature à l'École polytechnique (1818) et inspecteur général des études (1828). En 1849-1850, il fut nommé membre de la commission chargée de préparer la nouvelle loi sur l'enseignement secondaire (la célèbre loi Falloux du 15 mars 1850). Il fonda, en 1831, le *Courrier de l'Europe*, dirigea ensuite la *Quotidienne*, qui prit le nom d'*Union monarchique* et d'*Union* en 1848, et dont il fut jusqu'à sa mort le rédacteur en chef. Il est l'auteur d'une *Histoire de France* en huit volumes (1841-1843).

Son petit-fils, François, né en 1874, mort sur le front de la Somme en 1915, fut chargé par le prince Sixte de Parme d'inventorier les archives de Frohsdorf et d'en publier les pièces importantes. Il a laissé *l'Affaire Naundorff* (1911), *la Mort de Louis XVII* (1912), *Louis XVII d'après des documents inédits* (1913).

Historique de la conservation.

Ce fonds comporte en fait deux sous-fonds distincts, les sous-fonds des familles Malouet et Laurentie. En 1976, Monsieur Morice a donné aux Archives nationales des documents provenant des familles Malouet et Laurentie (Madame Morice était une Laurentie). Ce don a été complété par des achats, notamment, en 1996, à d'autres descendants des Laurentie.

Présentation du contenu.

- 372 AP 1-2. Pierre-Victor, baron de Malouet, notamment ses affaires de Saint-Domingue (1792-1849) et la publication de ses *Mémoires* par son petit-fils en 1868, et ses descendants (1768-1905).
- 2 (suite)-4. Les historiens Pierre-Sébastien et François Laurentie : travaux et documents sur la duchesse d'Angoulême et le comte de Chambord et correspondance de François avec entre autres Marc Sangnier, des membres du Sillon (1897-1909 et

- s. d.), et Louise Read, égérie de Barbey d'Aurevilly (1907-1912).
5-22. Correspondance de Pierre-Sébastien Laurentie (1816-1876).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire analytique de N. Gastaldi.

Mémoires de Malouet, publiés par son petit-fils le baron Malouet, Paris, 1868.

DROUIN (J.C.), « Un écrivain royaliste du XIX^e siècle (1793-1876) », dans *Revue française d'histoire du livre*, Bordeaux, nouvelle série n° 4, t. 2, 1972, p. 195-217.

373 AP

FONDS ANTÉRIOU

Dates extrêmes : 1887-1969.

Importance matérielle : 9 cartons (373 AP 1-9) ; 1,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jacques Louis-Antériou, 1977.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1977, 10 p.

Notice biographique.

Louis Antériou (1887-1931) commence sa carrière dans l'administration des contributions indirectes. En poste dans l'Oise puis dans le Rhône, il combat durant la Première Guerre mondiale sur le front d'Orient, où il est grièvement blessé. Il est élu député de l'Ardèche en 1919 ; il exercera ce mandat jusqu'à sa mort. Outre ses responsabilités locales de maire de Voulte et de député, Antériou est à plusieurs reprises ministre des Pensions, du 17 avril au 25 novembre 1925 dans les deux cabinets Painlevé, puis du 11 novembre 1928 au 29 juillet 1929, Poincaré puis Briand assumant la présidence du Conseil.

Son fils, Jacques (1920-1980) est chef de cabinet du haut-commissaire de France pour l'Indochine, Émile Bollaert (1947), puis directeur de cabinet du secrétaire d'État à la présidence du Conseil (1948-1949). D'août 1951 à juin 1954, il est directeur du cabinet du secrétaire d'État aux Beaux-Arts et s'occupe entre autres du cinéma et des théâtres parisiens. Suivant l'exemple de son père, inscrit dès 1919 au groupe républicain socialiste de la Chambre, Jacques Antériou milite de bonne heure dans les rangs du parti radical-socialiste, présidant notamment les Jeunesses radicales socialistes en 1949-1951 et le Club des Montagnards en 1956-1959.

Présentation du contenu.

373 AP 1-6. Louis Antériou : correspondance, discours, coupures de presse, photographies. 1887-1950.

7-9. Jacques-Louis Antériou : notes, correspondance ; documents sur le parti radical socialiste. 1926-1969.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 358.

374 AP

FONDS PIERRE QUESNAY

Dates extrêmes : 1920-1937.

Importance matérielle : 28 cartons (374 AP 1-38) ; 5,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Pierre Quesnay, 1977.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. d'Huart, 6 p.

Notice biographique.

Après des études de droit à Paris, où il fut l'élève du professeur Charles Rist, Pierre Quesnay (1895-1937) combattit dans l'armée française pendant la Guerre de 1914-1918. À peine démobilisé, il entra à la section de Vienne de la commission des réparations. Il lui fut fait appel pour assister le docteur Zimmermann, haut-commissaire de la Société des Nations en Autriche, lorsque fut lancé le premier emprunt international garanti par une dizaine de pays. Il fut nommé ensuite à la Banque de France par le gouvernement Moreau, au moment où le professeur Rist en devenait sous-gouverneur. Quesnay assumait en 1926 le secrétariat du Comité des experts qui, sous le gouvernement Poincaré, prépara la stabilisation du franc.

A la Banque de France, Pierre Quesnay dirigea le service des Études économiques et participa avec la Délégation française à la préparation du plan Young. Il joua un rôle de premier plan dans l'élaboration du statut définitif de la Banque des Règlements internationaux. Il fit partie du Comité spécial d'experts, aux côtés de R. Burgess, de W. Steward et de Shepard Morgan. En 1930, il devint Directeur général de la B.R.I.

Présentation du contenu.

- 374 AP 1-23. Papiers de fonctions. Dossiers sur la restauration financière de l'Autriche, commission des Réparations de la S. D. N., Banque de France et marché monétaire, dettes interalliées, plans Dawes et Young, affaires des réparations. 1920-1937.
- 24-32. Correspondance.
- 33-38. Papiers personnels.

Bibliographie.

Informations extraites de l'état sommaire de S. d'Huart.

375 AP

FONDS GRATTEPAIN DIT MORIZOT

Dates extrêmes : 1681-1831.

Importance matérielle : 2 cartons (375 AP 1-2) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Fromageot, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 6 p.

Notice biographique.

D'une famille modeste, Jacques-Philippe Grattepain dit Morizot (1754-1823) acquiert la charge d'avocat au Parlement de Paris, grâce à la protection d'un oncle, garde des archives du comte d'Eu et du duc de Penthièvre. Il s'occupe alors de gérer la fortune de riches aristocrates, notamment Lafayette. À la Révolution, il se retire à Balnot-sur-Laignes, dans l'Aube, devient maire de la localité, puis député de son département au Corps législatif de 1803 à 1807, avant de s'éteindre en 1823.

Présentation du contenu.

- 375 AP 1. Documents divers sur Jacques-Philippe Grattepain, dit Morizot. 1681-1831.
2. Registres de comptes tenus pour le marquis de Lafayette par Jacques-Philippe Grattepain, son intendant. 1777-1790.
Correspondance échangée entre celui-ci, le marquis et surtout la marquise de Lafayette. 1785-1820.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

FROMAGEOT (Jean), *Jacques-Philippe Grattepain dit Morizot, procureur du marquis de La Fayette, originaire d'Arthonnay en Tonnerrois*, Tonnerre, 1982.

376 AP

FONDS HUTTEAU D'ORIGNY ET PÉCOUL

Dates extrêmes : xvii^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 88 cartons (376 AP 1-107) ; 13,55 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1976-2001.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (376 AP 1-81), par S. d'Huart et M. Guillot, 1979, 17 p. ; état somm. dact. (376 AP 82-107), par C. Sibille, 2001-2003, 3 p.

Notice biographique.

La famille Hutteau était alliée aux familles La Rivoire, Dufoÿs, Dufourny, Lecomte de Lagny et Lecomte de La Vieffville. Elle compta un député sous la Révolution, François-Louis Hutteau, également avocat (1729-1807). Le fils de ce dernier, Antoine-Joseph Hutteau d'Origny (1775-1858), fut maire du quatrième arrondissement de Paris en 1816, du dixième arrondissement de Paris en 1828 et gentilhomme honoraire de la Chambre de Charles X.

Alliés aux d'Origny par le mariage, en 1900, d'Henri, vicomte Hutteau d'Origny (1869-1935), et d'Augusta Pécoule (1871-1942), les Pécoule étaient originaires d'Aix-en-Provence. L'un d'eux, Christophe Louis Pécoule (1768-1856), fut avocat à Paris et à Marseille. Son frère Joseph Pécoule (1755-1817) partit très jeune à la Martinique et y épousa en 1793 Marie Victoire Perez, issue d'une famille dont la présence sur l'île remontait à 1635. Il en eut deux fils, Armans Pécoule (1795-1870), médecin, qui épousa l'arrière-petite-fille de Law, Augusta Law de Lauriston (1813-1897), et Augustin-Marie Pécoule (1798-1858). Propriétaire à la Basse-Pointe, Augustin-Marie fut élu, le 3 juin 1849, représentant de la Martinique à l'Assemblée législative. Il vota pour la loi Falloux sur l'enseignement, pour la loi restrictive du suffrage universel, ainsi que pour toutes les mesures approuvées par la majorité monarchiste. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, il renonça à la vie politique. Le fils d'Armans, Auguste Pécoule (1837-1917), après un séjour à l'abbaye de Solesmes comme novice, entra à l'École des chartes en 1861. Auteur d'une thèse sur « Les causes de la grandeur de Cluny », Auguste Pécoule fut ensuite attaché d'ambassade à Madrid (1867) puis à Rome (1868). Il devint l'ami de dom Besse, abbé de Ligugé (Vienne), qui fut son exécuteur testamentaire.

Présentation du contenu.

- 376 AP 1-12, 101. Famille Hutteau d'Origny. xviii^e-xx^e s.
- 13-44, 102-105, 107. Famille Pécoule : papiers personnels et correspondance, notamment de Joseph Pécoule, de son frère Christophe-Louis, de ses fils Armans Pécoule, médecin, et Augustin-Marie Pécoule, député de la Martinique, et de son petit-fils, Auguste Pécoule, archiviste-paléographe. xviii^e-xx^e s.
- 45-50. Familles alliées. xviii^e-xx^e s.
- 51-56. Titres de propriété et gestion des habitations de la Montagne et de Basse-Pointe à la Martinique. xvii^e-xix^e s.

- 57-81, 106. Comptes des héritiers Pécoul. Vente des rhums et des sucres. XIX^e-XX^e s.
82-95. Lettres reçues et minutes. 1925-1945.
96-100. Habitations Pécoul, administration, affaires diverses. 1924-1972.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent la collection d'Alexandre Pécoul (1876-1904), fils d'Auguste Pécoul : clichés concernant les Antilles, l'Extrême-Orient, divers pays étrangers et la vie en France de 1901 à 1905 environ (4 PH 1-278).

Bibliographie.

- ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 5, 1891, p. 565.
MACÉ (Jacques), *Les fantômes de Villiers. Chroniques du château de Villiers à Draveil de 1550 à nos jours*, Draveil, 1997, 229 p.

377 AP

FONDS PAUL TOURNON

Dates extrêmes : 1905-1964.

Importance matérielle : 190 cartons, 75 rouleaux, 45 portefeuilles de plans, 4 cartons de catalogues et documentation imprimée (377 AP 1-284).

Modalités d'entrée : dépôt, 1989 ; dons de Madame Marion Tournon-Branly, 1992-1995.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (plans 377 AP 1-70, cartons 377 AP 71-284), par M. Maresca et G. West, 1978, 78 et 20 p.

Notice biographique.

Paul Tournon (1883-1947), architecte, diplômé par le gouvernement en 1912, était le gendre du physicien Édouard Branly. Architecte en chef des Bâtiments civils et palais nationaux et membre de l'Institut, il fut professeur puis directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts en 1942 et directeur de l'École nationale des arts décoratifs. Il créa son agence à Paris en 1914.

Présentation du contenu.

377 AP 1-284. *Architecture religieuse.*

Clocher de l'église du Saint-Esprit à Villemomble (Seine-Saint-Denis), 1926 ; église Sainte-Thérèse à Élisabethville (Yvelines), 1928 ; église du Saint-Esprit à Paris (12^e arr.), 1928 ; église à Rabat, 1930 ; église du Sacré-Cœur à Casablanca, 1930-1946 ; pavillon pontifical à l'Exposition internationale de Paris, 1937 ; abbayes de Saint-Wandrille (Seine-Maritime), 1943, et de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret), 1954-1964 ; église Saint-Honoré à Amiens, 1957.

Bâtiments publics et privés.

Paris : foyer d'étudiantes, rue Pierre-Brossolette (5^e arr.) ; atelier d'Édouard Branly, rue d'Assas (6^e arr.) ; restauration et sauvegarde : Archives nationales, hôtel d'Aumont et immeubles du Marais (4^e arr.), Banque de France (1^{er} arr.). Maisons de la radio de Strasbourg (Bas-Rhin), 1954-1958, d'Alger, 1956-1959, de Paris (projet), 1954.

Monuments.

La Marseillaise à Marseille (Bouches-du-Rhône), 1919 ; monuments aux morts à Tournon (Ardèche).

Sources complémentaires.

Fonds Paul Tournon à l'Académie d'architecture : env. 200 pièces (dessins, photographies, manuscrits).

Bibliographie.

Exposition des œuvres de Paul Tournon, Paris, Institut de France, Académie des Beaux-Arts, 1969.

TOURNON-BRANLY (Marion), *Paul Tournon architecte : 1881-1964*, Paris, Dominique Vincent, 1976.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 150.

378 AP

FONDS ALBERT DE MUN

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 14 cartons (378 AP 1-16) ; 2,75 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1977-1991, complété par un achat (378 AP 9 supplément), 1982.

Conditions d'accès :

- 378 AP 1-9 : libre.
- 378 AP 10-16 : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (378 AP 1-9), par S. d'Huart, 1978, 2 p. ; état somm. dact. (378 AP 10-16), par M. Guillot, 1980, 2 p.

Notice biographique.

Arrière-petit-fils du philosophe Helvétius, Albert de Mun (1841-1914) entra à l'École militaire de Saint-Cyr, servit en Afrique (1863), puis fit la guerre de 1870 dans les chasseurs. Prisonnier en Allemagne, il fut gagné par la lecture des œuvres de Monseigneur Ketteler aux idées du christianisme social. Professant les doctrines ultramontaines, il contribua à la fondation des cercles catholiques d'ouvriers et y prononça un grand nombre de discours. Il quitta l'armée en 1875. Député de Pontivy, il combattit la politique coloniale en général. Rallié au boulangisme, dans lequel il entraîna le comte de Paris, il renonça, après l'encyclique de Léon XIII de 1892, à la politique royaliste, pour se consacrer uniquement à la politique sociale et religieuse. Au début de la Guerre de 1914-1918, il s'efforça, par ses articles de *l'Echo de Paris* de soutenir le moral de ses concitoyens et organisa l'œuvre des aumôniers militaires. Il était membre de l'Académie française depuis 1897.

Présentation du contenu.

378 AP 1. Papiers d'Adrien de Mun et d'Eugénie de La Ferronnays, son épouse. 1830-1842.

2-16. Papiers personnels, carnets et correspondance familiale d'Albert de Mun, carnets de M^{me} Albert de Mun, lettres de Lyautey, copies de documents. 1863-1932.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 456-457.

379 AP

FONDS RAYMOND BLANCHOT

Dates extrêmes : 1928-1952.

Importance matérielle : 32 cartons (379 AP 1-32) ; 4,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur Raymond Blanchot, 1954-1979.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (379 AP 1-18), par S. Barbiche, S. Clémencet et G. Beaujouan, 1939-1976, 6 p. ; 379 AP 19-32 : non classés.

Notice biographique.

Raymond Blanchot (né en 1897) fut successivement agent judiciaire du Trésor, directeur de l'Imprimerie nationale, président de la Commission interministérielle de liquidation des biens français en Syrie et au Liban, et de la Commission interministérielle des opérations immobilières de l'État à l'étranger, directeur général honoraire au ministère des Finances et conseiller maître à la Cour des comptes.

Historique de la conservation.

Le premier don de Raymond Blanchot avait été classé dans la sous-série AJ¹⁷, consacrée aux archives de l'Imprimerie nationale, sous les cotes AJ¹⁷ 27 à 44. Il s'agissait de ses papiers comme directeur de l'Imprimerie nationale. Ces documents ont été intégrés dans la sous-série 379 AP (379 AP 1-18) suite au don de la seconde partie des papiers Blanchot (379 AP 19-32), en 1977 et 1979.

Présentation du contenu.

379 AP 1-18. Blanchot, directeur de l'Imprimerie nationale.

1-2. Occupation allemande et Libération. 1941-1945.

3. Règlement général de l'Imprimerie nationale.

4-6. Organisation de l'Imprimerie nationale. 1945-1951.

7. Comptabilité. 1943-1950.

8-9. Personnel.

10. Action sociale et mutualiste.

11. Questions syndicales. 1928-1949.

12. Services extérieurs.

13. Questions techniques.

14. Caractères typographiques.

15. Impressions orientales.

16. Éditions artistiques et publications d'auteurs classiques.

17. Expositions et initiatives diverses en vue du rayonnement français à l'étranger. 1945-1952.

18. Divers.

- 19-32. Papiers de Blanchot, agent judiciaire du Trésor, et représentant de la Commission interministérielle des opérations immobilières de l'État à l'étranger.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de la sous-série AJ¹⁷ rédigée par S. Barbiche, S. Clémencet et G. Baujouan.

[380 AP]

448, 478, 479 Mi

FONDS D'HARCOURT (DOMAINE DE SAINT-EUSOGE)

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 46 bobines de microfilm (448 Mi 1-28 : 380 AP 1-18, 104-191 ; 478 Mi 1-10 : 380 AP 19-65 ; 479 Mi 1-8 : 380 AP 66-103).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1979-1980.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Balédant et Cl. Hohl, 1979, 134 p. (certaines pièces analysées dans le rép. n'ont pas été microfilmées).

Notice historique.

La famille d'Harcourt aurait pour ancêtre Bernard, surnommé le Danois, parent de Rollon, qu'il accompagna dans ses expéditions contre les Anglais et les Neustriens en 876. Après la conquête de la Normandie, Bernard reçut, pour prix de ses exploits, des terres considérables et notamment la seigneurie d'Harcourt, près de Bayeux. Au XI^e siècle, Enguerrand d'Harcourt aurait suivi Guillaume-le-Bâtard, duc de Normandie, à la conquête de l'Angleterre. La branche de la maison d'Harcourt, ainsi établie en Angleterre, entra en possession de la pairie anglaise, sous les titres successifs de barons, vicomtes et comtes. En France, le frère d'Enguerrand, Robert I^{er}, sire d'Harcourt, continua la maison d'Harcourt. Sa postérité se subdivisa en plusieurs branches, dont les deux principales, Olonde et Beuvron, subsistent encore de nos jours.

La branche de Beuvron compta de nombreux maréchaux de France et lieutenants généraux des armées du roi, entre autres François III d'Harcourt (mort en 1705), marquis d'Ectot et de Beuvron, lieutenant général des armées du roi et son lieutenant général en Normandie, Henri, marquis puis duc (1701) d'Harcourt, maréchal de France, ambassadeur à Madrid en 1697 (mort en 1718), Anne-Pierre, 4^e duc d'Harcourt, maréchal de France, gouverneur de Normandie (mort en 1783) et son fils François-Henri, comte de Lillebonne, puis 5^e duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie, représentant du comte de Provence auprès du gouvernement britannique. Le marquis Georges d'Harcourt-Olonde (1808-1883) fut ambassadeur à Londres et à Vienne.

Le domaine de Saint-Eusoge dans l'Yonne a été acquis par la branche aînée sous la Restauration.

Présentation du contenu.

[380 AP 1-11] Titres généalogiques de la maison d'Harcourt. XIII^e-XX^e s.
448 Mi.

[380 AP 12-18] Familles alliées : Maillart, Briroy, Vieuxpont, Mareuil, Bouchard
448 Mi. d'Aubeterre, Saint-Ouen, Avaugour, Pinchard. XV^e-XVIII^e s.

[380 AP 19-65] Fonds domanial : domaine de Saint-Eusoge. XIV^e-XX^e s.

- 478 Mi.
[380 AP 66-103] Fonds domanial : domaines de Normandie (branche Harcourt-Olonde).
479 Mi. XIV^e-XIX^e s.
- [380 AP 104-180] Papiers personnels des membres de la branche Harcourt-Beuvron, en
448 Mi. particulier, correspondance des ducs d'Harcourt, maréchaux de France, aux XVII^e et XVIII^e s., et de François-Henri, 5^e duc d'Harcourt (1726-1784), gouverneur de Normandie puis représentant des princes auprès du gouvernement britannique durant l'émigration. XVII^e-XVIII^e s.
- [380 AP 181-191] Papiers personnels des membres de la branche Harcourt-Olonde, entre
448 Mi. autres papiers du marquis Georges d'Harcourt, ambassadeur à Vienne et à Londres. XVII^e-XX^e s.

Sources complémentaires.

D'après le fichier d'enquête des archives privées conservées dans les différents départements, des papiers d'Harcourt sont répartis dans plus de cinq départements. On se limitera ici à indiquer les principales sources complémentaires.

Des papiers d'Harcourt sont conservés aux Archives nationales (site de Paris) dans la série T (T 204¹ à 204¹⁷, T *204¹ à *204²²).

Des titres de famille relatifs à Anne François d'Harcourt, duc de Beuvron, seigneur de Jouy, sont conservés aux Archives départementales des Yvelines (E 1196-1202).

Une partie du chartrier de Thury-Harcourt est conservée aux Archives départementales du Calvados (série E, articles 1-527).

Des archives Bioncourt-Harcourt, précédemment conservées au château de Melz, ont été données en 1978 aux Archives départementales de Seine-et-Marne (fonds non classé, 88 J 1-9, soit 6 mètres linéaires).

Bibliographie.

- LA ROQUE (Gilles-André de), *Histoire généalogique de la maison d'Harcourt*, t. 2, Paris, 1662.
- LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 10, col. 282-323.
- BALÉDENT (Sophie), *La carrière militaire des ducs d'Harcourt, pairs et maréchaux de France à la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1979-1980.

381 AP

FONDS JOSEPH BONAPARTE

Dates extrêmes : 1806-1814.

Importance matérielle : 37 cartons (381 AP 1-37) ; 6 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1977-1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Archives de Joseph Bonaparte, roi de Naples, puis d'Espagne (381 AP). Inventaire*, par C. de Tourtier-Bonazzi, Paris, Archives nationales, 1982, in-8°, 132 p.

Notice biographique.

Frère aîné de Napoléon I^{er}, Joseph Bonaparte naquit à Corte en 1768. Avocat en Corse en 1788, il quitta l'île quand Paoli la souleva contre la France. Il épousa, en 1794, à Marseille, Julie Clary, fille d'un riche négociant. Il fut, grâce à son frère, chargé de mission en Corse (1796) et devint résident à Parme (1797), puis à Rome. Député aux Cinq-Cents, il signa les traités de Lunéville et d'Amiens (1801, 1802), ainsi que le Concordat (1801). Premier prince du sang à la proclamation de l'Empire, il fut successivement roi de Naples (1806) et d'Espagne (1808-1813). Rentré en France lors de l'invasion, il eut le titre de lieutenant-général de l'Empire. Il vécut aux États-Unis de 1815 à 1841, et ensuite à Florence, où il mourut en 1844.

Présentation du contenu.

381 AP 1-12. Copies de lettres et ordres du roi Joseph, 1807-1813, et papiers de Joseph, roi de Naples et de Sicile de 1806 à 1808.

13-29. Papiers de Joseph, roi d'Espagne et des Indes de 1808 à 1813.

30-33. Lettres interceptées en Espagne par les troupes du duc de Wellington.

34-37. Papiers de Wellington relatifs aux opérations d'Espagne et du Portugal, 1808-1814, et à ses activités en France durant la Restauration.

Sources complémentaires.

Des archives du roi Joseph, en particulier de la correspondance reçue par lui de Napoléon, sont conservées dans le fonds 400 AP (Napoléon), sous les cotes 400 AP 9 à 13.

Bibliographie.

Informations extraites de *Archives de Joseph Bonaparte, roi de Naples, puis d'Espagne (381 AP). Inventaire*, par C. de Tourtier-Bonazzi.

ROBINET (D^r), ROBERT (Adolphe) et LE CHAPLAIN (J.), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*, Paris, Librairie historique de la Révolution et de l'Empire, 1898, 2 vol., t. 2, p. 230-231.

ROSS (M.), *The reluctant king : Joseph Bonaparte, king of the Two Sicilies and Spain*,
Londres, 1976.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 85.

382 AP

FONDS RENÉ CASSIN

Dates extrêmes : 1914-1976.

Importance matérielle : 226 cartons et 1 portefeuille (382 AP 1-227) ; 37 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 382 AP 1-169 : dépôt, 1977.
- 382 AP 170-227 : dons de Madame René Cassin, 1989-1991, et du Conseil d'État, 1991.

Conditions d'accès : libre, sauf 382 AP 4-6, sur dérogation.

Instrument de recherche : *Archives René Cassin (382 AP 1-169). Inventaire*, par Fr. Gasnault, Paris, Archives nationales, 1983, in-8°, 164 p. ; état somm. dact. (382 AP 170-227), par C. Sibille, 2000-2003, 7 p.

Notice biographique.

Né en 1887, René Cassin est licencié ès lettres en 1908, docteur en droit dès 1913 et avocat au barreau de Paris. Mobilisé en 1914, il est très grièvement blessé dans les premiers engagements. Réformé, il est nommé chargé de cours à la faculté de droit de Marseille en 1916. Agrégé de l'Université en 1919, il enseigne successivement à Lille et à Paris. Avant même la fin de la Grande Guerre, il jette les bases du mouvement combattant, fonde l'Union fédérale en 1918 et siège dans la délégation française à la Société des Nations comme représentant des associations d'anciens combattants, de 1924 à 1938. En 1939, il se dévoue au Commissariat national à l'Information, que dirige Jean Giraudoux, et à l'œuvre du Secours national. À Bordeaux, où le gouvernement s'est replié, il apprend l'appel du 18 juin et s'embarque pour l'Angleterre. Conseiller juridique de la France Libre, René Cassin exerce successivement les fonctions de secrétaire du Conseil de défense de l'Empire et de commissaire à la Justice et à l'Instruction publique au sein du Comité national français de Libération nationale. Il gagne Alger en octobre 1943 pour présider, à l'Assemblée consultative provisoire, la Commission de législation et de réforme de l'État. De retour à Paris en 1944, il se voit confier par le général de Gaulle la vice-présidence du Conseil d'État, qu'il assume jusqu'en 1960, tout en présidant le Conseil d'administration de l'École nationale d'administration. Délégué de la France à la Commission des crimes de guerre des Nations unies, il joue un rôle essentiel lors de l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948. Il siège encore à l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco), à la Confédération internationale du travail et à la Cour européenne des droits de l'homme, qu'il préside de 1965 à 1969. Élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1947, membre du Conseil constitutionnel en 1960, René Cassin se voit décerner en 1968 le Prix Nobel de la Paix. Il fonde alors à Strasbourg l'Institut international des droits de l'homme. Il disparaît le 20 février 1976.

Présentation du contenu.

382 AP 1-23. Papiers personnels et familiaux. Travaux universitaires et juridiques. Anciens Combattants. Société des Nations. 1914-1939.

24-81. Organisation de la France Libre. Commissariat à l'Instruction

- publique et à la Justice. Conseil de défense de l'Empire. Comité français de la Libération nationale. 1940-1945.
- 82-114, 158-159. Papiers personnels. Nominations. Questions juives. Conseil d'État et réforme de la Constitution. École nationale d'administration. Associations nationales. 1943-1976.
- 115-157, 160-169. S. D.N. et O.N.U. Commission des droits de l'homme et Déclaration universelle des droits de l'homme. Unesco. Cour européenne de justice de la Haye. Institut international des droits de l'homme et autres associations internationales. Conférences, articles et travaux divers. 1935-1976.

Suppléments.

194. Souvenirs personnels, diplômes, copies et cours de lycée, lettres et cartes. 1902-1905.
- 171, 180, 186, 203, 221. Notes manuscrites, articles, publications, discours de René Cassin.
- 180-185, 187-188, 195-202, 209. Hommages officiels rendus à la mémoire de René Cassin ; transfert de sa dépouille au Panthéon ; association « Pour la fidélité à la pensée de René Cassin ».
- 170, 172, 190-191. Guerre 1914-1918 et 1939-1945 : associations d'anciens combattants.
- 173-175, 178-179. Question juive en France, déportation : télégrammes, rapports, correspondance.
- 176-177, 204, 210, 216-218, 226. Documentation sur les droits de l'homme, le désarmement, la paix et l'Unesco.
- 212-215, 220. Société des Nations : rapports, comptes rendus de sessions. 1923-1938.
- 223-225. Conseil de l'Europe et Cour européenne des droits de l'homme. 1961-1974.
- 189, 192-193, 205-208. Correspondance active et passive de Madame Cassin.
211. Photographies non classées.
227. – 1 pochette de photographies.
 – Diplômes de la Decalogue Society of lawyers.
 – Déclaration universelle des droits de l'homme.
 – Un rouleau de photographies de René Cassin à tous les âges.

Sources complémentaires.

Se reporter, aux Archives nationales (site de Paris), à l'enregistrement de discours de René Cassin à la Commission des droits de l'homme de l'ONU (2 AV 34 et 35, 3 AV 1).

Des papiers Cassin sont également conservés au ministère des Affaires étrangères, sous la cote PA-AP 301. Ils se composent de deux sous-dossiers numérotés 122 et 123. Le n° 122 traite de la situation en France en novembre 1941. Le n° 123 renferme le rapport remis au maréchal Pétain par le général de La Laurencie, délégué général du gouvernement français auprès du chef de l'administration militaire allemande en France, après quatre mois de missions (19 août-19 décembre 1940).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de *Archives René Cassin (382 AP 1-169). Inventaire*, par Fr. Gasnault.

AGI (Marc), *René Cassin, fantassin des droits de l'homme*, Paris, Plon, 1979, 353 p.

AGI (Marc), *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des droits de l'homme, d'après la vie et l'œuvre de René Cassin*, Nice, 1981, 404 p.

SOUTOU (Georges Henri), *La France et la déclaration des droits de l'homme*. Paris, Ministère des affaires étrangères (direction des Archives), éd. du Sagittaire, 2008.

383 AP

FONDS SILVESTRE

Dates extrêmes : xvii^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 2 cartons (383 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de la famille de Silvestre, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1978, 4 p.

Notice biographique.

Israël Silvestre (1621-1691) était le fils du peintre nancéien Gilles Silvestre. Son maître fut Israël Henriet, ami et éditeur de Jacques Callot. De 1640 à 1653, Israël Silvestre voyagea en France et en Italie. Il dessina et grava pour Louis XIV les *Maisons royales*, ainsi que les *Fêtes données* et les *Places conquises* sous son règne. On lui doit aussi : les *Plaisirs de l'île enchantée*, une grande vue de Rome. En 1670, il entra à l'Académie royale. Ses trois fils, Louis de Silvestre l'Aîné, Louis de Silvestre le Jeune et Charles-François de Silvestre, furent peintres ou graveurs.

Présentation du contenu.

- 383 AP 1. Généalogie de la famille des dessinateurs et graveurs Silvestre, brevets de maîtres à dessiner, épaves de correspondance, trois dessins (1698, 1700 et s. d.) du duc de Bourgogne, du duc d'Anjou et de Louis Silvestre, fils d'Israël. xvii^e-xx^e s.
2. Catalogues des œuvres d'Israël Silvestre (1621-1691) et de ses descendants, et études imprimées ou dactylographiées.

Bibliographie.

BÉNÉZIT (E.), BUSSE (Jacques), *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs...*, Paris, Ernest Gründ, 1999, 14 vol., t. 12, p. 807-809.

384 AP

FONDS SUCHET D'ALBUFERA

Dates extrêmes : 1766-1929.

Importance matérielle : 166 cartons (384 AP 1-250, 288) ; 25,30 mètres linéaires ; cartes, plans et dessins (384 AP 253-287).

Modalités d'entrée : achats, 1978-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (384 AP 1-250), par S. d'Huart, 1980, 69 p. ; état somm. dact. (384 AP 251-252), par F. de Ferry, 1980, 1 p. ; rép. num. dact. (384 AP 253-287), par N. Felkay, 1981, 41 p.

Notice biographique.

Louis-Gabriel Suchet (1770-1826) s'enrôla en 1791 dans la cavalerie de la garde nationale de Lyon, sa ville natale, où il servit comme sous-lieutenant. Deux ans plus tard, il était capitaine d'une compagnie franche de l'Ardèche. Au siège de Toulon, il commandait un bataillon de ce département. En Italie, sous les ordres de Schérer, d'Augereau et de Masséna, il fut nommé chef de la 2^e brigade (26 novembre 1797). Il passa ensuite à l'armée d'Helvétie, assista au traité conclu avec les cantons de Berne et de Fribourg en 1798. Désigné comme major général de l'armée d'Égypte, il dut se rendre à Paris pour se disculper des fausses accusations portées contre sa gestion. Absout, il rejoignit l'armée d'Helvétie comme chef d'état-major, sous Masséna, passa en Italie avec le même emploi sous Joubert, fut à Marengo, au passage du Mincio, aux combats de Pozzolo, Borghetto, Verone et Montebello. Il remplit ensuite différentes missions, et, en 1805, il commanda la 1^e division du corps de Lannes, où il contribua aux victoires d'Austerlitz et d'Iéna ainsi qu'aux succès de la campagne de Pologne. En 1808, il prit part à la tête du 5^e corps à la guerre d'Espagne, où le siège de Saragosse, de Lérida, de Tarragone, et l'occupation du Montserrat lui valurent le bâton de maréchal. C'est à la suite de ses succès à Oropesa, Murviedo et Valence qu'il reçut le titre d'Albufera. En 1808, il épousa Honorine Anthoine de Saint-Joseph, fille du maire de Marseille et nièce de la reine d'Espagne. Bien accueilli par la Première Restauration, il tomba en disgrâce en 1815 et perdit son siège de pair, qu'on ne lui rendit qu'en 1819.

Présentation du contenu.

384 AP 1-208. Maréchal Suchet.

1-77. Registres : correspondance militaire, mémoires historiques, rapports, états de situation. 1797-1814.

78. Lettres de services, nominations, brevets. An VI-1806.

79-97. Armée d'Italie et de Suisse. Grande Armée. 1797-1808.

98-146. Armée d'Espagne : armée d'Aragon et de Catalogne, armée royale du Midi et gouvernement de la 5^e division militaire, armée des Alpes. 1809-1814.

147-161. Administration et comptabilité d'Espagne. 1809-1814.

162-181. Armées d'Aragon et de Catalogne. Papiers militaires. Génie. 1810-

1814.
 182-184. Dotations impériales. 1807-1822.
 185-188. Correspondance reçue. 1802-1828.
 189-191. Pair de France. 1819-1824.
 192-196. Mémoires, parus en 1828.
 197-208. Papiers personnels et d'affaires. Comptes. 1785-1829.
- 384 AP 209-210. Maréchale Suchet. 1810-1879.
 384 AP 211. Chevalier Gabriel Suchet (1773-1835), frère du maréchal.
 384 AP 212-220. Napoléon, 2^e duc d'Albufera. Raoul, 3^e duc d'Albufera. Zénaïde de Cambacérès. Louis, 4^e duc d'Albufera. Louis, 5^e duc d'Albufera. 1838-1961.
 384 AP 221. Terrier de Vernon. 1759.
 384 AP 222-250. Familles alliées : Bonaparte, Cambacérès, Davout, Decrès, de Saint-Léon. 1823-1929.
 384 AP 253-287. Atlas et recueils, plans de batailles.
 384 AP 288. Armée d'Aragon. 1810-1812.

Sources complémentaires.

838 lettres de Napoléon I^{er} à Decrès, ministre de la Marine, et à divers, ainsi qu'une collection d'autographes de la famille Bonaparte ont été microfilmés sous la cote 398 Mi [384 AP 251-252]. Ces documents ont été prêtés pour microfilmage en 1976, avant l'entrée du reste du fonds aux Archives nationales.

La correspondance de Thiers avec la duchesse d'Albufera (1822-1877) est conservée aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 77 AP.

Bibliographie.

- SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 481-482.
 JOURQUIN (Jacques), *Dictionnaire des maréchaux du Premier Empire*, Paris, Tallandier/Institut Napoléon, 1986.
 BERGEROT (Bernard), *Le maréchal Suchet duc d'Albuféra*, Paris, Tallandier/Bibliothèque napoléonienne, 1986.

[385 AP]

463 Mi

FONDS PIERRE DIGNAC

Dates extrêmes : 1877-1972.

Importance matérielle : 1 bobine de microfilm (463 Mi 1).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1978, 3 p.

Notice biographique.

Plus jeune maire de France en 1901, Pierre Dignac (1876-1973) fut élu député de la Gironde en 1919. Il devint à la Chambre l'un des spécialistes de la marine marchande. Son activité dans ce domaine lui valut d'entrer au gouvernement comme adjoint de Charles Dumont au ministère de la Marine dans les trois cabinets Laval, du 27 janvier 1931 au 16 février 1932.

Présentation du contenu.

Correspondance reçue par Pierre Dignac, député de la Gironde de 1919 à 1942, et liste des ses interventions à la Chambre des députés de 1919 à 1940.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 439.

386 AP

FONDS DEBRY

Dates extrêmes : 1786-1865.

Importance matérielle : 11 cartons (386 AP 1-13, 15-29) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1978.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1978, 9 p.

Notice biographique.

Jean Debry naquit à Vervins, le 25 novembre 1760. Inscrit au barreau en janvier 1784, il devint juge au grenier à sel de Vervins, puis membre du Directoire de l'Aisne. Élu député à la Législative le 8 septembre 1791, il siégea ensuite à la Convention et au procès de Louis XVI, où il vota la mort sans sursis. En décembre 1794, il fut représentant en mission en Vaucluse et dans l'Ardèche, et le 3 juillet 1795, il entra au Comité de salut public. Au traité de Bâle, il fut en contact avec Bonaparte, et, réélu aux Cinq-Cents, il coopéra au coup d'État de floréal. Député aux Cinq-Cents, il fut envoyé au congrès de Rastadt, le 18 mai 1798. Porté à la présidence de l'Assemblée, Debry fut nommé préfet du Doubs, le 9 floréal an IX, et il resta à Besançon jusqu'en 1814. Pendant les Cent-Jours, il accepta de l'Empereur la préfecture du Bas-Rhin, mais, révoqué à la Seconde Restauration, il s'exila à Mons jusqu'en 1830, avant de revenir à Paris, où il mourut le 6 janvier 1834.

Présentation du contenu.

- 386 AP 1-13, 15-27. Jean Debry, conventionnel, député aux Cinq-Cents, préfet : mission dans le Midi, négociateur du traité de Rastadt, préfet du Doubs de l'an IX à 1814, correspondance (famille Bonaparte et divers). 1786-1829.
- 28-29. Son fils, Fleurus Debry, préfet du Bas-Rhin (né en 1794), et son petit-fils, Fortuné Debry, sous-préfet de Dunkerque (1803-1884) : imprimés et papiers de fonctions. 1815-1865.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm du carton 386 AP 14 (lettres reçues de la famille Bonaparte, 1784-1803), sous la cote 464 Mi.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 283-284.

LAMOISSIÈRE (Christiane) et LAHARIE (Patrick), *Le personnel de l'administration préfectorale 1800-1880*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998, p. 154.

387 AP

FONDS DE L'ÉTUDE DEMANGE

Dates extrêmes : 1850-1920.

Importance matérielle : 24 cartons (387 AP 1-24) ; 3,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la Caisse nationale des Barreaux français, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (387 AP 1-24), par M. Guillot, 1979, 11 p. ;
rép. num. détaillé dact. (387 AP 10), par S. Le Flohic, 2006, 5 p.

Notice biographique.

Charles-Gabriel Édouard Demange naquit à Versailles le 22 avril 1841. Fils d'un officier de cavalerie d'origine vosgienne, il fit ses études classiques à Nancy, où son père était en garnison. Reçu licencié en Droit devant la Faculté de Paris en 1859 et inscrit au barreau le 8 novembre 1862, il fut un temps secrétaire de l'avocat Leroux, qui se l'associa dans le procès de Victor Noir. Quatrième secrétaire de la Conférence des Avocats de 1862 à 1865, il vit s'accroître rapidement sa réputation. Il plaida de retentissantes affaires criminelles et civiles parmi lesquelles on peut mentionner celles de l'étudiant en médecine Lebiez (1878), de Fenayroux, dans le crime du Pecq (1882), d'Alexandre Dumas fils contre Jacquet, à propos d'une caricature de ce peintre représentant l'écrivain sous les traits d'un marchand juif, du Panama, pour Antonin Proust, acquitté du fait de concussion, ou encore d'Arton, qu'il assista dans différents procès relatifs à Panama et à la Société de Dynamite (1897). M^e Demange défendit également le capitaine Dreyfus en 1894, devant le Conseil de guerre de Paris, et en 1899, devant le Conseil de guerre de Rennes, où Dreyfus, après avoir été condamné à la déportation perpétuelle, ne le fut plus qu'à dix ans de détention. Le succès remporté en 1899 incita Demange et ses amis à procéder à la demande de réhabilitation du capitaine Dreyfus, dont l'innocence fut définitivement reconnue en 1903. En 1910 et 1917, Demange prit la défense des parlementaires Henri Rochette et Joseph Caillaux. Ancien président de la Société de médecine légale (1892) et vice-président de l'Association vosgienne, maître Demange fut membre du Conseil de l'ordre des avocats de 1889 à 1892. Admis à la retraite à la fin de 1919, il mourut à son domicile parisien, le 10 février 1925.

Présentation du contenu.

387 AP 1-24. Dossiers de l'étude Charles Demange.

1. Procès Pierre Bonaparte (affaire Victor Noir). 1850-1873.
2. Dossiers divers. 1869-1897.
3. Affaire Antonin Proust (Panama). 1892-1893.
- 4-5. Affaire Arton. 1896-1904.
- 6-15. Affaire Dreyfus. 1898-1911.
16. Affaire Henri Rochette. 1910
- 17-24. Affaire Caillaux. 1915-1920.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Guillot.

388 AP

FONDS JACQUES BOUNIN

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 9 cartons (388 AP 1-10) ; 1,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1978.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par P. David, 2002, 2 p.

Notice biographique.

Jacques Bounin (1908-1977) fit ses études secondaires au Lycée de Nice, puis il entra à l'École centrale des arts et manufactures en 1930. Il en sortit avec le diplôme d'ingénieur. Il débuta dans la politique en 1935, comme conseiller municipal de Nice. Il fut élu député des Alpes-Maritimes en mars 1939. Dès le lendemain de Montoire, il prit part aux premières tentatives organisées de la résistance et réalisa à cet effet un contact avec les F.F.L. par l'intermédiaire de la Suisse où il rencontra Farrel, en février 1941, au Consulat britannique de Genève. Avec Léon Perrier et Julitte, il organisa à Nice deux services d'action et de renseignements « Réseau Groussard », « Éric de Genève ». Jacques Bounin fut l'un des fondateurs en zone sud du front national (1941-1942) et il devint aussitôt membre de son comité directeur. Il représenta le mouvement à l'échelon national, notamment au comité chargé de sa coordination en zone sud (1943-1944). Il fut nommé, le 26 mai 1944, commissaire de la République à Montpellier et il administra six départements : l'Hérault, le Gard, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, l'Aveyron et la Lozère. Il prit l'initiative des manifestations du 14 juillet 1944 qui servirent de répétition générale à l'insurrection nationale dans la région, qu'il organisa peu après. Après 1945, il prolongea sa mission par une série de conférences dans les universités américaines sur le sujet « Les Français pendant et après l'Occupation ».

Présentation du contenu.

- 388 AP 1. Papiers personnels, engagement militaire et premières fonctions comme député des Alpes-Maritimes en 1939. 1935-1987.
- 2, 3, 7, 8, 10. Correspondance et documentation sur des hommes politiques et sur différents thèmes. 1940-1989.
- 4-5. Rapports, discours, conférences, notes d'information, photographies, coupures de presse sur la Libération. 1944-1946.
- 9. Jacques Bounin, *Beaucoup d'imprudences* : exemplaire de l'ouvrage, correspondance et presse. 1959-1978.
- 6. Disques.

Bibliographie.

BOUNIN (Jacques), *Beaucoup d'imprudences*, Paris, Stock, 1974.
Who's who, 1975-1976, p. 299.

389 AP

FONDS LOUIS CARRÉ

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 55 cartons (389 AP 1-68), supplément (4 caisses de plaques de verre) ; 13,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : legs de Monsieur Louis Carré, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (389 AP 1-66), par M.-H. Delpeuch, 26 p. ; notices descriptives provisoires des plaques de verre, par F. Audebrand, 1999-2000.

Notice biographique.

Juriste de formation, Louis Carré (1897-1977) abandonne le barreau en 1923, pour reprendre le commerce de son père, antiquaire, d'abord à Rennes, puis à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Il consacre ses premières expositions à l'orfèvrerie, mais très vite, en 1930, il se tourne vers l'art primitif et africain. Liquidant son commerce de la rue Saint-Honoré, il s'installe Villa Guibert et s'associe à Charles Ratton, avec lequel il organise à l'Hôtel Drouot la vente de la collection Breton-Eluard. Il s'installe ensuite rue Nungesser et Coli, devenant le voisin de son ami Le Corbusier, avec lequel il réalise une exposition de synthèse en 1935, « Les arts primitifs dans la maison d'aujourd'hui ».

À la même époque, Louis Carré découvre la sculpture grecque archaïque avec Jean Charbonneaux, et il présente des moulages de sculptures du musée de l'Acropole. Il apporte également au public américain les récentes découvertes françaises : ainsi « La Tour et les frères Le Nain » à New-York en 1936, Toulouse-Lautrec en 1937. Parallèlement, il s'associe avec Roland Balaÿ (de la galerie Knoedler à New-York) pour fonder en 1937 à Paris, 10, avenue de Messine, une galerie, qu'il inaugure en exposant Paul Klee, Juan Gris et Le Corbusier. En 1941, il reprend la galerie à son compte, et après 1945, il confirme sa vocation de spécialiste de l'art contemporain, en exposant Picasso, Calder et Léger. Directeur de la Louis Carré Art Gallery à New-York de 1948 à 1952, il s'attache à découvrir de nouveaux talents, qu'il impose sur le marché d'art international : Bazaine, Estève, Lapicque, Gromaire, Lansky et Jacques Villon. La passion de Louis Carré pour l'art contemporain trouve sa consécration dans la construction de la « Maison Carré » à Bazoches-sur-Guyonne (Yvelines) par l'architecte finlandais Alvar Aalto, de 1957 à 1960.

Présentation du contenu.

389 AP 1-16. Papiers personnels de Louis Carré. 1897-1977.

17-43. Activités professionnelles. 1922-1976.

17-20. Catalogues d'expositions, A à W. 1934-1966.

21-23. Expositions, dossiers d'organisation. 1922-1966.

24-28. Voyages de Louis Carré. 1949-1970.

29. Relations avec les États-Unis. 1934-1957.

30. Gestion et comptabilité. 1934-1957.

31-32. Achat et vente d'objets d'art. 1928-1961.

- 33-35. Correspondance professionnelle. 1923-1970.
- 36. Activités diverses (expertises, journalisme). 1930-1936.
- 37-38. Agenda de Louis Carré. 1938-1976
- 39-43. Documentation sur les artistes, B à W.

389 AP 44-65. Maison Carré à Bazoches-sur-Guyonne. 1954-1977.

- 44. Correspondance avec Alvar Aalto. 1956-1976.
- 45-48. Construction de la maison. 1957-1977.
- 49-50. Procès. 1955-1974.
- 51-53. Réceptions et visites à Bazoches. 1959-1975.
- 54-55. Photographies et publications sur la maison. 1959-1977.
- 56. Activités de Louis Carré dans le village. 1954-1973.
- 57-65. Plans de la Maison Carré. 1957-1967.

- 66. Affiches des expositions de Louis Carré.
- 67. Documentation sur les poinçons.
- 68. Cartes de membres de différentes associations et entrées d'expositions.
Fichiers d'histoire de l'art.
Poinçons.

Supplément non coté.

Plaques de verre.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M.-H. Delpeuch.
Galerie Louis Carré, Histoire et actualité, Paris Association Campredon Art et Culture, mars-juin 2000.

390 AP

FONDS BERTRAND

Dates extrêmes : [1794]-[1884].

Importance matérielle : 12 cartons (390 AP 1-34) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1962-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (390 AP 1-33), par V. Le Nénaon, 2000, 45 p. ; suppl. dact. (390 AP 34), par Sandrine Lacombe, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Henri-Gatien Bertrand (1773-1844) entra dans l'armée sous la Révolution, débuta comme élève sous-lieutenant à l'école du génie (septembre 1793) et en sortit lieutenant (brumaire an III). Il partit en Égypte comme capitaine, fut fait chef de brigade (prairial an VIII) et promu général de brigade le 19 fructidor de la même année, ; il devint membre de la Légion d'honneur (frimaire an XII) et officier du même ordre, le 25 prairial suivant. Il prit part à la bataille d'Austerlitz, à celle de Friedland et il prépara le passage du Danube, qui précéda la bataille de Wagram. Après la campagne de Russie, il fut nommé grand-maréchal du Palais en remplacement de Duroc qui venait d'être tué (novembre 1813), se trouva à Leipzig, revint ensuite à Paris et fut nommé, le 16 janvier 1814, aide-major général de la garde nationale et de l'armée de Paris. De retour de l'île d'Elbe avec l'Empereur, il fut nommé pair de France, mais à l'avènement des Bourbons, Bertrand, fidèle à Napoléon, poussa le dévouement jusqu'à l'accompagner à Sainte-Hélène. Après la mort de l'Empereur, en 1821, il revint en France, et, par une ordonnance de Louis XVIII, il fut réintégré dans tous ses grades et se retira dans son domaine de l'Indre. Après la Révolution de 1830, Bertrand fut élu député de l'opposition par l'arrondissement de Châteauroux. Il siégea au centre gauche et vota pour la liberté de la presse. N'ayant pas été réélu, il renonça à la vie politique et mourut en 1844. Il fut enterré aux Invalides, auprès du tombeau de Napoléon I^{er}, le 15 mai 1847.

Présentation du contenu.

390 AP 1. Papiers personnels. [1794]-1842.

2-30. Papiers de fonctions.

2. Expédition d'Égypte. An VII-an IX (1798-1801).
3. Camp de Saint-Omer. 14 pluviôse-26 messidor an XII (4 février-15 juillet 1804).
4. Voyage en Italie. 15 floréal an XIII (5 mai 1805).
5. France, inspection du génie. [1808].
6. Campagne d'Allemagne et d'Autriche. 12 août 1809, s. d.
7. Frontières du traité de Vienne, inspection du génie. 30 novembre 1809.
- 8-14. Hollande, inspection du génie. 1808-1810.
- 15-19. Provinces illyriennes. 1810-1813.
20. Campagne de Russie. [1812].
21. Campagne de France. 1814, s. d.

22. Ile d'Elbe. 1814-1815.
23. Cent-Jours. 24 mars-10 juin 1815.
- 24-29. Ile de Saint-Hélène. 1815-1821.
30. Retour en France. 1821-1844.
- 31-32. Papiers relatifs à Bertrand mais ne lui appartenant pas.
 31. Éléments biographiques : notes et correspondance. 1798-1818, [1884].
 32. Transcription des manuscrits de Bertrand. [v. 1884].
33. Papiers sans rapport avec le fonds. 15 ventôse an IX [6 mars 1801]-1^{er} juillet 1809.
34. Lettres de Bertrand à sa famille pendant son séjour à Sainte-Hélène. 1815-1821.
Liquidation de la succession de Napoléon. Janvier 1826.

Sources complémentaires.

Un microfilm d'archives du général Bertrand et de sa famille passées en vente publique en 2007 vient d'être versé dans la série Mi des Archives nationales (739 Mi 1).

La bibliothèque municipale de Châteauroux ne possède pas de fonds mais quelques documents épars comme des cartes, des gravures, de la correspondance ou des notes autographes de Bertrand. Le musée de Châteauroux-Hôtel Bertrand est en grande partie dédié au général Bertrand : il renferme des objets et de nombreuses archives données par les membres de la famille Bertrand après la mort du général.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de V. Le Nénaon.

Le général Bertrand, fidèle compagnon de Napoléon, 1773-1844, catalogue d'exposition du 150^e anniversaire de la mort du général Bertrand (1773-1884), réalisée à l'hôtel Bertrand de Châteauroux du 14 mai au 4 septembre 1994, Châteauroux, impr. Laboureur, 1994.

[391 AP]

474 Mi

FONDS JOSEPH CHAPPEY

Dates extrêmes : 1785-1923.

Importance matérielle : 1 bobine de microfilm (474 Mi 1).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1978, 4 p.

Notice biographique.

Ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé d'allemand, Joseph Chappey (1888-1976) partit comme sous-lieutenant le 1^{er} août 1914 et servit durant toute la guerre dans l'infanterie. L'armistice signé, il occupa divers postes à l'étranger : à Berlin, au titre du ministère des Affaires étrangères, à Londres à partir de 1920, puis à Genève où il travaille au B.I.T. jusqu'en 1923. Parallèlement, Chappey fut secrétaire de Barrès de 1918 à 1923, succédant dans cette tâche aux frères Tharaud. Après la Seconde Guerre mondiale, Chappey s'adonna aux travaux historiques. Il publia deux ouvrages importants, *La Crise du capital*, et *La Révolution économique du xx^e siècle*, avant d'entreprendre une histoire de la civilisation en Occident, dont seuls les premiers tomes parurent. Joseph Chappey préparait une étude sur les relations franco-allemandes du Directoire à la Restauration quand il mourut en 1976.

Présentation du contenu.

Correspondance reçue par Joseph Chappey et notes sur Barrès ; lettres acquises et photographies de documents réunies en vue d'une étude sur les relations franco-allemandes du Directoire à la Restauration.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

392 AP

FONDS JEAN-BAPTISTE PIERRE

Dates extrêmes : 1752-1789.

Importance matérielle : 2 cartons (392 AP 1-5) ; 0,23 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1964.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. d'Huart, 1979, 2 p.

Notice biographique.

Élève de Natoire à l'école de l'Académie, Jean-Baptiste-Marie Pierre (1713-1789) obtint le premier prix de peinture en 1734. Il fut reçu à l'Académie en 1742. Recteur en 1768, directeur de l'Académie en 1778, puis directeur des Gobelins, il devint premier peintre du roi en 1770, en remplacement de Boucher. Le musée des Gobelins possède plusieurs tapisseries exécutées d'après ses cartons.

Présentation du contenu.

392 AP 1-5 Correspondance de Jean-Baptiste-Marie Pierre, premier peintre du Roi, inventaire des décisions du roi, états et plans concernant ses écuries.

Bibliographie.

BÉNÉZIT (E.), BUSSE (Jacques), *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs...*, Paris, Ernest Gründ, 1999, 14 vol., t. 10, p. 905-906.

393 AP

FONDS PALERNE DE LA MADELEINE

Dates extrêmes : 1728-1756.

Importance matérielle : 1 carton (393 AP 1-2) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1979.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1979, 4 p.

Notice biographique.

La famille Palerne de La Madeleine est originaire de Lyon, où Jean Palerne exerça la charge de secrétaire-greffier à la Cour des Dombes à partir de 1630. La branche Palerne de Savy remonte pour sa part à Zacharie Palerne, marchand à Saint-Chamond, puis trésorier du duc d'Orléans ; son petit-fils, Antoine-Marie, échevin de Lyon en 1739, eut deux fils, Vincent Palerne de Chintre, trésorier de France, et Jean-Joseph Palerne de La Madeleine, député de Lyon au Conseil du Commerce et trésorier des ducs Louis et Louis-Philippe d'Orléans.

Présentation du contenu.

393 AP 1-2. Comptes et correspondances de Jean-Joseph Palerne de La Madeleine, trésorier des ducs Louis et Louis-Philippe d'Orléans.

Sources complémentaires.

On trouvera des comptes de Jean-Joseph Palerne de La Madeleine dans le fonds de la Maison de France, sous les cotes 300 AP I 777* et 2329.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

394 AP

FONDS HARLAY

Dates extrêmes : XVI^e-XVIII^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (394 AP 1-4) ; 0,57 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1960-1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1980-1983, 3 p.

Notice biographique.

Originnaire vraisemblablement d'Ile-de-France et d'ancienne noblesse, la famille de Harlay est connue depuis la fin du XIV^e siècle en la personne de Gautier, sergent d'armes de Charles VI. Son petit-fils, Jean, fut échevin de la ville de Paris et chevalier du guet en 1461. De son mariage avec Louise Lhuillier, Jean de Harlay eut Louis, seigneur de Beaumont, qui épousa en 1493 Hermaine Cœur, descendante de Jacques Cœur. Parmi leurs enfants, on notera Christophe, tige des comtes de Beaumont (en Gâtinais), Robert, tige des seigneurs de Sancy (lès-Provins), Louis, tige des seigneurs de Cély et de Champvallon (Yonne).

Les principaux représentants de la branche de Beaumont sont Achille I^{er}, (1536-1619), Achille II, mort en 1671, et Achille III (1639-1712). Tous trois appartinrent au parlement de Paris. Achille I^{er} de Harlay, seigneur de Beaumont, fut conseiller au parlement de Paris à vingt-deux ans, et successivement président à mortier puis premier président à la mort de son beau-père de Thou, en 1582. Il tint tête à la Ligue et au duc de Guise après la journée des Barricades (15 mai 1588), mais dut temporiser en 1589 pour éviter d'être massacré. Le duc de Guise le fit arrêter et emprisonner à la Bastille. Il en sortit après avoir payé une rançon de 10 000 écus. Il se rendit alors à Tours pour rejoindre le parlement royaliste qui s'était groupé autour de Henri IV. Il réorganisa le parlement après l'entrée de Henri IV à Paris. Celui-ci le récompensa en érigeant en comté sa seigneurie de Beaumont. Premier président du parlement de Paris en 1689, Achille III de Harlay joua un rôle important dans l'affaire de la légitimation des bâtards de Louis XIV.

Présentation du contenu.

394 AP 1-4. Épaves des papiers de la famille de Harlay, depuis Achille I^{er} de Harlay (lettre de Henri IV pour rembourser la rançon exigée par les rebelles qui l'avaient emprisonné à la Bastille, 1591), jusqu'au président de Harlay (1728) ; les Harlay de Champvallon, Harlay de Bonneuil et Harlay de Cély (intendants de Metz et de la généralité de Paris) ; actes concernant la terre de Bréval, papiers Harlay-Beaumont, comptes et procédures.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 17, 1989, col. 658-671.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 2, lettres D-H, p. 2607.

395 AP

FONDS GUIGNARD DE SAINT-PRIEST

Dates extrêmes : 1777-1858.

Importance matérielle : 2 cartons (395 AP 1-4) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don et achat, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1979, 5 p.

Notice biographique.

D'une famille originaire d'Alsace mais fixée depuis longtemps en Dauphiné, sur la terre de Saint-Priest, François-Emmanuel Guignard, comte de Saint-Priest (1735-1821), fils de l'intendant de Languedoc, entra dans la carrière militaire avant de devenir diplomate. Nommé ambassadeur à Lisbonne, à Constantinople et en Hollande, il fut ministre de l'Intérieur en 1790 mais dut donner sa démission. Il émigra d'abord en Suède, auprès de son beau-frère, le comte de Ludolph, puis à Vérone, à Mittau et en Suisse. Rentré en France en 1814, il fut nommé pair de France le 17 août 1815.

Son fils, Armand-Emmanuel-Charles Guignard de Saint-Priest (1782-1863), le suivit en émigration et entra au service de la Russie. Il devint gouverneur d'Odessa et de la province de Podolie. Revenu en France sous la Restauration, il remplaça son père à la Chambre des Pairs. Quant à Alexis Guignard de Saint-Priest (1805-1851), diplomate, il fut aussi écrivain et membre de l'Académie française.

Présentation du contenu.

395 AP 1-2. Papiers et correspondance de François-Emmanuel Guignard, comte de Saint-Priest. 1790-1821.

3-4. Mémoires, relations de voyages d'Armand de Saint-Priest ; papiers de son fils, Alexis de Saint-Priest. 1830-1843 et s. d.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

396 AP

FONDS ANDRÉ GUTTON

Dates extrêmes : 1941-1968.

Importance matérielle : 2 portefeuilles, 1 pochette kraft et 13 rouleaux de documents graphiques (calques et tirages).

Modalités d'entrée : dépôt, 1979.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par P. Maillard, 1981, 11 p.

Notice biographique.

André Gutton (1904- ?), architecte diplômé par le gouvernement en 1927 et urbaniste, fut successivement architecte en chef des Bâtiments civils et palais nationaux en 1936, architecte (1936) puis architecte en chef de l'Institut de France (1943-1969), architecte en chef de l'Opéra de Paris (1950-1954) et architecte des P.T.T. Il fut également professeur à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts (1949-1958) et à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris (1944). Ses *Conversations sur l'architecture* constituent la traduction éditoriale d'un enseignement particulièrement remarqué en son temps.

Présentation du contenu.

Rapports, gravures, calques relatifs à la restauration de l'Institut de France à Paris et à l'aménagement du quartier (aménagement d'appartements et de locaux côté quai Conti, 1942-1950 ; aménagement de locaux de la société asiatique ; bibliothèque Mazarine ; pavillon Decaen, pavillon d'angle entre la rue de Seine et le quai Conti, 1958-1966 ; projets pour la reconstruction du pont des Arts).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 147-148.

397 AP

FONDS MARIE GRANET

Dates extrêmes : 1940-1974.

Importance matérielle : 14 cartons (397 AP 1-14) ; 2,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Granet, 1979.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1979, 6 p.

Notice biographique.

A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Marie Granet (décédée en 1991) s'est consacrée à l'étude de l'histoire de la Résistance. Elle a d'abord travaillé comme attachée de recherches avec Édouard Perroy, professeur à la Sorbonne, fondateur de la Commission d'histoire de l'occupation de la France, puis avec son successeur Henri Michel. De 1950 à 1967, elle a collaboré avec Henri Michel, comme membre du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, créé par celui-ci. Avec Henri Michel, elle est l'auteur de *Combat, histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à août 1943* (1957).

Présentation du contenu.

- 397 AP 1-7. Manuscrits des divers ouvrages de Marie Granet, historienne de la Résistance, publiés entre 1957 et 1974, et textes des témoignages rassemblés pour ces travaux.
- 8-9. Manuscrits du volume inédit sur Libération-Nord (1940-1944) : documents et témoignages recueillis relatifs à cette étude, regroupés par département.
- 10-11. Documents provenant du Comité parisien de libération et témoignages sur les prisons françaises, allemandes et italiennes, les camps de détention suisses et les camps de concentration en Allemagne.
- 12. Manuscrit du volume inédit sur « Le rôle des femmes dans la Résistance » et témoignages sur le sujet.
- 13-14. Témoignages et documents rassemblés sur divers mouvements et réseaux de Résistance.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de C. de Tourtier-Bonazzi.

398 AP

FONDS JULES BRETON

Dates extrêmes : 1896-1940.

Importance matérielle : 88 cartons (398 AP 1-88) ; 12 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Paul Breton, 1976.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (398 AP 1 à 34), par V. de Becdelièvre, 1980, 51 p. ; rép. num. détaillé dact. (398 AP 35 à 88), par Y. Roussel, M.-H. Joly et F. Vandermarcq, 1991, 13 p. ; index dact. (398 AP 35 à 42), 97 p., et ms. (398 AP 43 à 54), 76 p.

Notice biographique.

Né à Courrières (Pas-de-Calais), le 1^{er} avril 1872, Jules-Louis-Émile Breton était ingénieur chimiste. Il avait à peine vingt-six ans lorsqu'il fut élu député du Cher, en mai 1898, comme candidat républicain socialiste. Il ne se démit de son mandat que le 15 février 1921, pour siéger au Sénat. Président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale au Sénat, il s'intéressa au sort des familles nombreuses et se fit le rapporteur de nombreuses lois sociales : loi Breton sur la réparation des maladies professionnelles, loi sur l'emploi des composés du plomb dans la peinture en bâtiment. Membre de la Commission du Règlement de la Chambre, ce fut lui qui soumit le projet de loi de réforme électorale sur la représentation proportionnelle. Orientant ses travaux de savant vers la création de voitures blindées, il fut désigné en septembre 1914 pour siéger à la Commission supérieure des Inventions intéressant la Défense nationale. Sous-secrétaire d'État des Inventions intéressant la Défense nationale, il fut nommé directeur des Inventions, Études et Expériences techniques dans le premier cabinet Painlevé du 12 septembre 1917. Après la chute du ministère, il resta chargé des fonctions de Directeur des Recherches scientifiques et industrielles et des Inventions de juillet 1919 à novembre 1922, date à laquelle l'organisme fut transformé en un Office national des Recherches scientifiques et industrielles et des Inventions. C'est à cette époque que fut créé le Salon des Arts ménagers dont les bénéficiaires étaient destinés à l'Office. Dépendant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, puis, à partir de 1932, du ministère de l'Éducation nationale, l'Office fut supprimé par le décret du 24 mai 1938 qui décida la création du Centre national de la recherche scientifique appliquée. Entre-temps, de janvier 1920 à janvier 1921, Breton avait également été ministre de l'Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales. Son action en faveur du relèvement de la natalité et de la protection de la famille lui valut le surnom de « ministre de la natalité ».

Ses recherches scientifiques l'avaient désigné en 1920 pour succéder à Adolphe Carnot à l'Académie des sciences. Après un échec aux élections législatives d'octobre 1929, il ne se consacra plus qu'à ses travaux scientifiques. Directeur de la revue *l'Encyclopédie parlementaire des sciences politiques et sociales*, il laissa à sa mort, le 2 août 1940, de nombreux ouvrages sur les rayons X et les ampoules radiographiques, les chars d'assaut, le plomb et ses composés.

Présentation du contenu.

- 398 AP 1-2. Jules Breton, député du Cher de 1898 à 1921, sénateur du Cher de 1921 à 1930.
- 3-16. Sous-secrétaire d'État des Inventions intéressant la Défense nationale, puis directeur des Inventions, études et expériences techniques intéressant la Défense nationale : dossiers d'études sur les recherches et inventions dans le domaine de l'armement. 1916-1919.
- 17-19. Directeur des recherches scientifiques et industrielles et des inventions : installations expérimentales de Bellevue, budget, personnel, dossiers d'études. 1919-1922.
- 20-22. Ministre de l'Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : organisation, budget, action en faveur de la natalité, assistance publique, santé et hygiène. 1920-1921.
- 23-31. Directeur de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions : création, régime financier, salon des arts ménagers, budget, personnel, recherches à but militaire, exposition internationale de 1937. 1922-1938.
- 32-33. Centre national de la recherche scientifique appliquée : recherches menées au laboratoire de Bellevue pour le compte du ministère de la Défense nationale. 1938-1940.
34. Papiers personnels : liste de ses brevets d'invention, l'*Encyclopédie parlementaire des Sciences politiques et sociales*, comités et sociétés, correspondance.
- 35-73. Directeur des inventions : rapports sur les propositions d'inventions, albums de photographies, photographies isolées, organisation et activité des services des inventions, études et expériences techniques, 1916-1918. Directeur de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions : fonctionnement et suppression de l'office, 1925-1940, recherches et inventions de Jules-Louis et Paul Breton, 1907-1940.
- 73-83. Secrétariat. 1917-1930.
- 84-88. Archives de ses fils, Paul et André Breton : archives privées, Salon des Arts ménagers, photographies relatives notamment à la Seconde Guerre mondiale.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de V. de Becdelièvre. YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 387.

399 AP

FONDS DU CHÂTEAU DE MALESHERBES

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 525 cartons (399 AP 1-595⁵, 1 carton non coté) ; 70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1980 ; datation, 31 octobre 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (399 AP 1-388), par S. d'Huart, 1985, 109 p. ; rép. num. détaillé dact. (399 AP 389-586/1 Mi 1435-1441), avec index, par A. Venturini et M. Naivin sous la dir. d'H. Charnier, directeur des Archives départementales du Loiret, 1981, 143 p. ; rép. num. détaillé dact. (399 AP 587-595), s. d., 6 p.

Notice historique.

Le château et la terre de Malesherbes (Loiret) furent, du XIV^e siècle à la Révolution, le centre d'une seigneurie qui connut des fortunes diverses entre les mains des familles de Montaigu, Malet de Graville, Balsac d'Entragues, Balsac d'Illiers ou Illiers d'Entragues (toutes successivement alliées entre elles) et surtout Lamoignon : c'est en 1718 que Guillaume de Lamoignon de Blancmesnil (1683-1772), membre d'une illustre famille parlementaire, lui-même premier président de la Cour des aides de 1746 à 1749 et chancelier de France de 1750 à 1768, en fit l'acquisition des mains d'Alexandre d'Illiers d'Entragues. Son fils, Chrétien Guillaume de Lamoignon (1721-1794), s'attacha à cette terre dont il prit le nom. Surtout connu pour avoir défendu Louis XVI, Malesherbes succéda à son père à la tête de la Cour des aides en 1749. Il fut directeur de la Librairie de 1750 à 1763, secrétaire d'État de la Maison du Roi sous le ministère Turgot de juillet 1775 à mai 1776, ministre sans portefeuille d'avril 1787 à août 1788. Homme des lumières, ami des philosophes, il correspondit avec tous les savants de l'époque et fut lui-même dans les domaines scientifiques plus qu'un amateur. La Révolution décima la famille de Malesherbes. Malesherbes, sa sœur, sa fille aînée Antoinette Thérèse Marguerite (1756-1794), son gendre Louis V Le Peletier de Rosambo (1747-1794), sa petite-fille Aline Thérèse Le Peletier de Rosambo (1771-1794), et l'époux de cette dernière, Jean-Baptiste de Châteaubriand (1759-1794), furent exécutés les 20 avril et 10 mai 1794, ce qui provoqua la désagrégation du domaine. Celui-ci fut partiellement reconstitué au profit de l'arrière-petit-fils de Chrétien Guillaume, Geoffroy Louis de Châteaubriand (neveu de l'écrivain), puis transmis à ses descendants portant par le jeu des alliances les noms de Beaufort puis Lévis-Mirepoix, princes de Robech, jusqu'au décès de la princesse de Robech, survenu le 30 septembre 1997.

Historique de la conservation.

Les archives Lamoignon proviennent pour l'essentiel de la fille aînée de Malesherbes, Antoinette Thérèse Marguerite, mariée à Louis V Le Peletier de Rosambo. Leur fils Louis VI Le Peletier de Rosambo hérita d'une partie de ces archives qui sont aujourd'hui conservées au château de Rosambo (Côtes-d'Armor) avec celles des Le Peletier.

Le reste des archives Lamoignon provenant de Madame de Rosambo fit l'objet, en 1867, d'un partage, effectué par tirage au sort à partir de deux lots préalablement constitués, entre

MM. de Châteaubriand et de Tocqueville, descendants respectifs d'Aline Thérèse de Rosanbo, fille aînée des Rosanbo et épouse de Jean-Baptiste de Châteaubriand, et de sa sœur, Louise de Rosanbo, épouse de Hervé Clérel, comte de Tocqueville (1772-1856). Le premier lot est celui du château de Malesherbes, propriété des Archives nationales, le second est conservé au château de Tocqueville dans la Manche.

La seconde fille de Malesherbes, Françoise Pauline, baronne de Montboissier (1758-1827) a transmis à ses descendants des archives qui auraient été partagées entre deux branches de la famille de Leusse.

Les archives du château de Malesherbes décrites ci-dessous ont pour noyau principal une partie des archives de la famille Lamoignon (1-155), amputées pour cause de partage successoral, mais augmentées de fonds de familles alliées (171-361) – le fonds le plus important en volume et en intérêt provient de Louis de Lebzeltern, né à Lisbonne en 1774, mort à Naples en 1854, diplomate au service de l'Autriche – et d'une collection de pièces isolées (156-170) issues souvent d'achats (lettres émanant de membres de familles royales et aristocratiques, françaises et étrangères du xv^e au xix^e siècle). S'y ajoute l'important fonds du bailliage et de la seigneurie de Malesherbes et autres seigneuries (362-595).

Présentation du contenu.

399 AP 1-155. Famille Lamoignon.

1-6. Généalogies, papiers personnels et de fonctions concernant notamment Chrétien de Lamoignon, conseiller puis président au Parlement (1567-1636), Guillaume de Lamoignon (1617-1677), premier président au Parlement en 1658, ami du surintendant Fouquet et pourtant mis à la tête de la chambre de justice chargée d'instruire son procès, et son fils Chrétien François de Lamoignon (1644-1709), avocat général puis président à mortier au parlement de Paris.

7-31. Papiers de fonction de Guillaume de Lamoignon (1683-1772), chancelier de France de 1750 à 1768.

32-155. Travaux professionnels, d'histoire naturelle, notes et études de son fils, Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes (1721-1794).

399 AP 156-170. Collection d'autographes et divers. xv^e-xix^e s.

399 AP 171-361. Familles alliées Assy, Beaufort, Châteaubriand, Des Cars, Giers, Graville, La Granville, Lebzeltern, Lévis-Mirepoix, Montcalm, Nicolay, Orglandes, Rosanbo, Roujault : titres et généalogies, actes notariés, comptes, correspondances et papiers personnels. xv^e-xx^e s.

171. Famille d'Assy. xvi^e s.

172-177. Famille de Beaufort. xv^e-xix^e s.

178. Famille de Brissac. xix^e s.

179-200. Famille de Châteaubriand. xvii^e-xix^e s.

201-221. Famille des Cars. xviii^e-xx^e s.

222-223. Famille de Giers. xix^e-xx^e s.

224. Famille de Graville. xvi^e s.

225-227. Famille de La Granville. xix^e s.

228-308. Papiers de Louis, comte de Lebzeltern (1774-1854), diplomate autrichien, envoyé par Metternich auprès du pape Pie VII lors des

- négociations du mariage de Napoléon I^{er} et de Marie-Louise, plénipotentiaire au traité de Vérone en 1822.
- 309-321. Famille de Levis-Mirepoix. Titre de prince de Robech. xvii^e-xx^e s.
- 322-323. Correspondance de M^{me} de Montcalm. xix^e s.
324. Papiers Nicolay. xiii^e-xix^e s.
- 325-327. Famille d'Orglandes. xviii^e-xix^e s.
- 328-331. Famille de Rosanbo. xviii^e-xix^e s.
- 332-360. Famille Roujault. xvii^e-xviii^e s.
361. Familles diverses. xvii^e-xx^e s.
- 399 AP 362-595⁵. Terres et seigneuries.
- 362-388. Chef-Boutonne (Deux-Sèvres) et terres autres que Malesherbes, situées notamment en Seine-et-Marne. xvi^e-xix^e s.
- 389-586. Seigneurie et bailliage de Malesherbes : inventaires anciens, titres et documents, actes d'acquisition par Lamoignon, autres ventes et rachat, foies et hommages dus par la seigneurie de Malesherbes ou reçus par elle, documents relatifs à l'administration des receveurs généraux de la seigneurie de Malesherbes, archives se rapportant aux différentes seigneuries et fiefs dépendant de Malesherbes, registres de plusieurs tabellionnages et justices seigneuriales. xv^e-xix^e s.
- 587-595. Seigneuries de Dunes (Tarn-et-Garonne) et de Gyé-sur-Seine (Aube), le bailliage et tabellionnage de Marcoussis (Essonne) et d'autres seigneuries situées hors du Loiret (surtout dans l'Essonne). xv^e-xviii^e s.
- Carton non coté.* Pièces diverses, notamment comptes et correspondances émanant des familles de Châteaubriand, Lamoignon, Roujault, de Méry, intendant des Le Peletier.

Sources complémentaires.

Les archives Lamoignon aujourd'hui conservées au château de Rosanbo ont été microfilmées par les Archives nationales (site de Paris) sous la cote 263 AP/162 Mi, celles conservées au château de Tocqueville, sous la cote 154 AP/177 Mi.

Le fonds de Leusse (documents provenant de Pauline de Montboissier, seconde fille de Malesherbes), est conservé aux Archives départementales du Bas-Rhin sous la cote 53 J.

Voir également, aux Archives nationales (site de Paris), l'étude notariale CXVII, liasses 1061-1066 (familles Lamoignon et Molé).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé d'A. Venturini et M. Naivin.

400 AP

FONDS NAPOLÉON

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 226 cartons (400 AP 1-221), 1 grand portefeuille non coté ; 32 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1979.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Archives Napoléon. État sommaire* (400 AP 1 à 220), par C. de Tourtier-Bonazzi, Paris, Archives nationales, 1979, in-8°, 86 p., 2 tableaux généalogiques, 3 planches ; index dact., par Y. Isselin, s. d., n. paginé.

Depuis août 2005, le fonds Napoléon est librement consultable sur le site Internet des Archives nationales (site de Paris). La collection de photographies de personnalités du Second Empire de l'abbé Misset est consultable sur la base ARCHIM (400 AP 217 et 218).

Notice historique.

D'origine lombarde, la famille Bonaparte se divisa en trois branches, établies à Bologne, à Trévise et à Florence. De cette dernière est issu l'empereur Napoléon I^{er}. Le père de l'empereur, Charles-Marie Bonaparte (1746-1785) épousa, en 1764, Laetitia Ramolino (1750-1836). Il lutta d'abord avec Paoli pour l'indépendance de la Corse (1768-1769) puis se rallia au gouvernement français. Son épouse se réfugia à Marseille en 1793, à Paris en 1796. Elle eut, sous l'Empire, le titre de Madame Mère. Charles-Marie Bonaparte eut de Laetitia Ramolino cinq fils et trois filles : Joseph (1768-1844), Napoléon (1769-1821), Lucien (1775-1840), Élisabeth (1777-1820), Louis (1778-1846), Pauline (1780-1825), Caroline (1782-1839) et Jérôme (1784-1860).

Joseph, roi de Naples (1806) et d'Espagne (1808-1813), frère aîné de Napoléon I^{er}, eut de son mariage avec Julie Clary (1777-1845) deux filles : Zénaïde (1801-1854), mariée en 1822 à Charles, fils de Lucien, et Charlotte (1802-1839), mariée en 1827 à Napoléon-Louis, fils de Louis.

L'empereur Napoléon I^{er} adopta les deux enfants et la nièce de sa première femme, l'impératrice Joséphine (1763-1814) : Eugène de Beauharnais (1781-1824), vice-roi d'Italie (1805), duc de Leuchtenberg (1817), marié, en 1806, à Amélie, fille de Maximilien-Joseph I^{er}, roi de Bavière ; Hortense de Beauharnais (1783-1837), qui épousa Louis Bonaparte ; Stéphanie (1789-1830), fille du comte Claude de Beauharnais, qui épousa en 1806 Charles-Frédéric, grand-duc de Bade. De son mariage avec Marie-Louise (1791-1847), fille de François II, empereur d'Autriche, Napoléon I^{er} eut François-Charles-Napoléon (1811-1832), roi de Rome (1811), duc de Reichstadt (1818).

Lucien, prince de Canino, second frère de Napoléon I^{er}, eut de son second mariage avec Alexandrine de Bleschamp (1778-1855) neuf enfants, dont Charles (1803-1857), prince de Canino, Louis-Lucien (1813-1891) et Pierre-Napoléon (1815-1881), qui tua d'un coup de revolver le journaliste Victor Noir, en 1870.

Élisa, princesse de Lucques et de Piombino, grande duchesse de Toscane, eut du capitaine Félix Bacciochi deux enfants : Napoléonne-Élisa, mariée au comte de Camerata (1806-1869) et Charles-Jérôme (1810-1830).

Louis, troisième frère de Napoléon I^{er}, roi de Hollande (1806-1810), eut d'Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine, trois fils, Napoléon-Charles (1802-1807), Napoléon-Louis (1804-1831) et Charles-Louis-Napoléon, l'empereur Napoléon III (1808-1873). Le fils unique de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie (1826-1920), le prince Eugène-Louis-Joseph (1856-1879) fut tué au Zoulouland.

Pauline, princesse Borghese, duchesse de Guastalla, seconde sœur de Napoléon I^{er}, épousa le général Leclerc, puis le prince romain Camille Borghese.

Caroline, grande-duchesse de Clèves et de Berg (1806), puis reine de Naples (1808), troisième sœur de Napoléon I^{er}, épousa en 1800 le général Murat.

Jérôme, dernier frère de Napoléon I^{er}, roi de Westphalie, épousa en 1805 Catherine de Wurtemberg, qui lui donna trois enfants : Jérôme-Napoléon-Charles, prince de Montfort, Mathilde (1820-1904) et Napoléon-Joseph-Charles-Paul (1822-1891). Ce dernier fut élu député des assemblées de la Seconde République, et le fait de siéger à l'extrême-gauche lui valut le surnom de « prince de la montagne ». De son mariage avec Marie-Clothilde, fille de Victor-Emmanuel II, roi de Sardaigne, il eut trois enfants dont Napoléon-Victor-Jérôme-Frédéric, dit le prince Victor (1862-1926), lui-même marié en 1910 à Clémentine, princesse de Belgique.

Historique de la conservation.

Deux fonds étaient à l'origine de cet ensemble : d'une part les papiers conservés par l'impératrice Eugénie à Farnborough, transportés à sa mort, en 1920, chez le prince Victor à Bruxelles, dans son hôtel de l'avenue Louise, puis, après la vente de cet hôtel, au château de Ronchinne, près de Namur, enfin en 1958, à Prangins, en Suisse ; et d'autre part, les papiers qui étaient toujours demeurés à Prangins, depuis la construction de la propriété par le prince Napoléon (fils du roi Jérôme) dans les années 1880.

Présentation du contenu.

- 400 AP 1-9. Napoléon I^{er} (1759-1821) : lettres à divers, entre autres au cardinal Fesch ; lettres de souverains et de princes à l'Empereur ; quelques lettres relatives à la captivité de l'Empereur.
 - Joséphine : lettres reçues de Napoléon, 1796-1813.
 - Le Roi de Rome : lettres envoyées et cahiers d'études.
 - Madame Mère, le cardinal Fesch et le prince Eugène de Beauharnais : quelques lettres envoyées et reçues.
- 9 (suite)-13. Le roi Joseph (1768-1844) : correspondance envoyée et reçue, en particulier de l'Empereur.
- 14. Lucien, prince de Canino (1775-1840), et son fils, le prince Louis-Lucien : quelques lettres.
- 15-24. Élisa, princesse Bacchiochi, grande-duchesse de Toscane (1777-1820) : correspondance reçue de l'Empereur et de sa famille, de ministres français, de ministres plénipotentiaires de France en Étrurie, du préfet de l'Arno, de

- divers ; documents relatifs à la comtesse Camerata, sa fille ; lettres adressées au prince Bacchiocchi, son époux, et au prince Frédéric, leur fils.
- 25-79. Louis, roi de Hollande (1778-1846), Hortense (1783-1837), et leurs descendants : correspondance adressée à Louis et à Hortense par l'Empereur, les impératrices Joséphine et Marie-Louise, leur fils Napoléon-Louis, le prince Eugène et son épouse, les enfants du prince Eugène et ceux de la princesse Stéphanie de Bade, M^{me} Campan, le roi Jérôme et son épouse, des souverains, des princes, des personnages célèbres ; notes et réflexions du roi Louis sur sa carrière et des sujets divers ; Mémoires et romances de la reine Hortense.
Leur fils, Napoléon III : correspondance active et passive ; campagnes de Crimée, d'Italie, du Mexique, de 1870 ; dossiers provenant de la Maison de l'Empereur.
Le prince impérial : correspondance, documents relatifs à son décès.
- 79 (suite). Pauline, princesse Borghèse (1780-1825) : acte de mariage, 1797 ; son château de Neuilly, 1812-1817.
- 80-214. Jérôme, roi de Westphalie (1784-1860) et ses descendants : correspondance active et passive ; campagnes de Russie, de Silésie ; le gouverneur des Invalides ; finances du royaume de Westphalie.
Catherine de Wurtemberg, reine de Westphalie, son épouse (1783-1835) : correspondance ; fragments de Mémoires.
Leurs enfants : princesse Mathilde (1820-1904), diplômes divers ; et prince Napoléon (1822-1891) : correspondance, papiers de la famille Bonaparte antérieurs à la Révolution remis en 1863 au prince par Braccini, brevets et décorations, campagnes d'Italie et d'Orient, lettres de la princesse Marie-Clotilde de Sardaigne (1843-1911), expositions universelles, papiers de la Commission pour la publication de la correspondance de Napoléon I^{er}, notes et mémoires du prince, voyages.
Le fils aîné du prince Napoléon, le prince Victor (1862-1926) et son épouse la princesse Clémentine de Belgique (1872-1955) : menus, programmes de théâtre, photographies ; coupures de presse ; correspondance.
- 215-220. Divers : généalogie de la famille Bonaparte ; lettres de famille des Premier et Second Empires ; photographies de membres de la famille impériale, de princes, d'artistes, d'officiers de l'époque du Second Empire.
221. Négatifs sur plaques de verre, représentant la famille impériale, son entourage, des intérieurs.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent d'autres documents provenant de la famille Bonaparte :

- un ensemble de pièces relatives à de nombreux membres de la famille, sous la cote 176 AP ;
- les archives de Joseph Bonaparte, roi de Naples, puis roi d'Espagne, sous la cote 381 AP ;
- les archives des descendants de Lucien Bonaparte, son fils Pierre, son petit-fils Roland et son arrière-petite-fille, Marie Bonaparte, princesse Georges de Grèce, sous la cote 103 AP ;
- les archives du cabinet de Louis, roi de Hollande, sous la cote AF IV 1719-1832, ainsi que dans les papiers de son grand écuyer le comte de Caulaincourt (95 AP) ; les archives de la chancellerie de sa maison ont, d'autre part, été microfilmées par les Archives nationales (site de Paris) sous la cote 191 Mi.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de *Archives Napoléon. État sommaire* (400 AP 1 à 220), par C. de Tourtier-Bonazzi.

BOUREL (Sylvie), « Élisa Bonaparte-Baciocchi, grande-duchesse de Toscane, et le gouvernement général des départements toscans (1809-1814) », dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1998 pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe*, 1998, p. 55-58 (thèse conservée sous la cote AB XXVIII 1152).

De nombreuses correspondances du fonds 400 AP ont fait l'objet d'éditions de textes, voir en particulier :

Napoléon. Lettres d'amour à Joséphine. Première édition intégrale établie par Chantal de Tourtier-Bonazzi, Paris, 1981.

Impératrice Joséphine. Correspondance, 1782-1814, édition établie par Bernard Chevallier et al., Paris, 1996.

Napoléon Bonaparte. Correspondance générale, Paris, Fayard, 2004-..., 6 volumes parus pour la période 1784 à 1806.

401 AP

FONDS DÉROULÈDE

Dates extrêmes : 1869-1914.

Importance matérielle : 55 cartons (401 AP 1-57) ; 7,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 401 AP 1-49 et 51-57 : don, 1978.
- 401 AP 50 : achat, 1985-1990.

Conditions d'accès :

- 401 AP 1-49 et 51-57 : sur autorisation.
- 401 AP 50 : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (401 AP 1-56), par B. Joly, 1991, II-45 p. ; rép. num. détaillé dact. (401 AP 57), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Engagé dans les chasseurs à pied en 1870, Paul Déroulède (1846-1914) servit vaillamment, fut décoré et quitta l'armée avec le grade de lieutenant. En 1872, il publia les *Chants du soldat*, poésies inspirées par l'idée de la Revanche, et suivies des *Nouveaux chants du soldat* (1875). L'un des fondateurs de la Ligue des patriotes en 1882, il fit une campagne en faveur du général Boulanger. Élu député d'Angoulême en 1889, il donna sa démission en 1892. Réélu député dans la Charente en 1898 comme partisan de la république plébiscitaire, il tenta, en 1899, d'entraîner à l'Élysée le général Roget, pour renverser la république parlementaire, et il fut arrêté. Il fut condamné à dix ans de bannissement (1900). Il s'établit à Saint-Sébastien (Espagne) et ne rentra en France qu'après le vote de la loi d'amnistie du 2 novembre 1905. Dès lors, il se consacra exclusivement à ses fonctions de président de la Ligue des patriotes.

Présentation du contenu.

- 401 AP 1-2. Vie privée, généalogie, affaires domestiques, affaires financières, carrière militaire, intérêts et relations en Charente, amis.
- 3-20. Correspondance adressée à Paul Déroulède. 1869-1914.
- 21-27. Politique. Ligue des patriotes. Élections. Associations sportives et militaires, concours de tir. 1882-1914.
- 28-30. Presse et littérature. 1869-1913.
- 31. Associations et manifestations diverses. 1874-1913.
- 32-37. Admirateurs. Demandes d'autographes et de livres. Envoi de livres, poésies et articles.
- 38-45. Sollicitations diverses.
- 46-50, 57. Dossiers divers : œuvres de Déroulède ; condoléances, invitations, vœux, remerciements ; poèmes envoyés par des admirateurs ; lettres d'Espagne (1900-1905) ; brochures, affiches, presse, documents iconographiques. 1872-1912.
- 51-54. Lettres à la famille Déroulède.
- 55. Documents privés, politique, littérature. 1870-1913.

56. Factures, affaire du chemin de fer Rouillac-Matha. 1873-1914.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de B. Joly.

402 AP

FONDS MORNAY ET SOULT

Dates extrêmes : xvi^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 75 cartons (402 AP 1-81) ; 11 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 402 AP 1-59, 61 : dépôt, 1976.
- 402 AP 25bis, 60, 62-81 : achats, 1955-2006.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (402 AP 1-59), par S. d'Huart, 1980, 5 p. ; rép. num. détaillé dact. (402 AP 60), par M.-F. Limon, 1993, 3 p. ; suppl. dact. (402 AP 61), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice biographique.

La famille de Mornay compte des personnages illustres : au xvi^e siècle, le chef huguenot Philippe du Plessis-Mornay, gouverneur de Saumur (1549-1623), et au xix^e siècle, un diplomate, ministre résident à Bade puis ministre plénipotentiaire à Stockholm, Charles, comte de Mornay (1801-1878), ainsi que deux députés de l'Oise, Jules, marquis de Mornay (1798-1852) et Philippe (né en 1831). La position officielle et sociale de la famille de Mornay se trouve encore renforcée par la faveur dont elle jouit auprès du roi et de la reine sous la monarchie de Juillet, après le mariage en 1822 de Jules de Mornay avec Hortense Soult, fille du maréchal Nicolas Soult, duc de Dalmatie (1769-1851).

Engagé en 1785, le futur maréchal Soult prit part à la victoire d'Austerlitz (1805) et à la prise de Königsberg (1807) et fut nommé gouverneur de la Vieille-Prusse et duc de Dalmatie. Envoyé en Espagne, il força les Anglais à lever le siège de Badajoz (1811). Il prit part à la victoire de Bautzen puis fut renvoyé en Espagne où il réussit à freiner l'avance de Wellington. Rallié aux Bourbons en 1814, il fut fait pair de France et nommé ministre de la Guerre (1814-1815). Pendant les Cent-Jours, il se rallia à Napoléon I^{er}. Il fut banni lors de la Seconde Restauration, revint en France en 1819, fut réintégré dans la Chambre des pairs en 1827. Rallié à la monarchie de Juillet, il fut ministre de la Guerre du 17 novembre 1830 au 18 juillet 1834 et du 29 octobre 1840 au 10 novembre 1845, et ministre des Affaires étrangères du 12 mai 1839 au 1^{er} mars 1840. Il fut président du Conseil du 11 octobre 1832 au 18 juillet 1834, du 12 mai 1839 au 1^{er} mars 1840 et du 29 octobre 1840 au 19 septembre 1847. Il réprima l'insurrection de Lyon en 1831 et décida de l'expédition d'Anvers en 1832.

Historique de la conservation.

Les archives de la famille de Mornay étaient autrefois conservées au château de Montchevreuil (Oise), qui appartenait aux descendants de Pierre de Mornay-Buhy, frère aîné de Philippe du Plessis-Mornay. Le mariage de Jules de Mornay et d'Hortense Soult provoqua l'apport des papiers du duc de Dalmatie.

Présentation du contenu.

- 402 AP 1-8. Famille de Mornay : généalogie, papiers personnels. xvii^e-xx^e s.
9-14. Philippe du Plessis-Mornay (1549-1623) : correspondance. 1598-1618.
15-25, 61. Abbé de Mornay de Montchevreuil. Charles de Mornay, diplomate (1801-1878). Jules de Mornay (1798-1852) et Philippe de Mornay (né en 1831), députés de l'Oise, et Pierre de Mornay (1837-1905). Familles alliées. xviii^e-xx^e s.
25bis. L. a. d'Henri de Rohan à Duplessis-Mornay. 1610-1621 et s. d.
26-55. Maréchal Soult : papiers personnels et militaires, lettres de Louis-Philippe, mémoires, copies de pièces, papiers de la maréchale Soult, née Louise Berg (1771-1852). xviii^e-xix^e s.
56-59. Terres de Crespières, Frenses-Leguillon et Montchevreuil. xvi^e-xx^e s.
60. Lettres reçues par le maréchal Soult du colonel Dumas, aide de camp de Louis-Philippe, pour le tenir au courant des déplacements du roi. 1840-1845.

Supplément.

- 62-79. Campagne d'Espagne. 1808-1811.
62-73. Papiers personnels : correspondance reçue. 1808-1811.
74-79. Papiers du ministre de la Guerre. 1810-1811.
80-81. Correspondance avec Louis-Philippe. 1830-1846.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent 45 lettres autographes signées de Soult à son épouse, écrites d'Espagne entre le 20 janvier et le 25 décembre 1811 (699 Mi 2, dossier 3), ainsi que la correspondance militaire adressée à Soult au camp de Boulogne et pendant la campagne d'Espagne (734 Mi 1-7).

Bibliographie.

- MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 3, lettres I-M, p. 3741-3742.
GOTTERI (Nicole), « Archives et noblesse. Le démembrement d'un patrimoine écrit est-il un signe de déclassement ? L'exemple du fonds Soult », dans *Histoire et archives*, n° 11, janvier-juin 2002, p. 21-45.

403 AP

FONDS ALBERT LAPRADE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 285 cartons (403 AP 1-229, 401-429 et non cotés), 34 portefeuilles (403 AP 230-335, 430), pièces isolées (403 AP 432-440), 571 rouleaux (403 AP 500-505 et non cotés) ; environ 115,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Madame Barré-Laprade, 1980-2005, complétés par un achat, 1999, 2005.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par N. Felkay, s. d., 20 p. ; inv. analyt. (403 AP 401-439), par M. Dion, novembre 1989, 94 p.

Notice biographique.

L'architecte Albert Laprade (1883-1978), diplômé par le gouvernement en 1907, fut attaché à la résidence générale de France au Maroc de 1915 à 1919. Il créa sa propre agence en 1920. Architecte en chef des Bâtiments civils et palais nationaux de 1932 à 1960, il fut membre fondateur du Groupement des architectes modernes présidé par Frantz Jourdain, de l'Union des artistes modernes, puis de l'Union internationale des architectes, et membre du comité de rédaction de la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*. Inspecteur puis inspecteur général des Beaux-arts de 1932 à 1951, Albert Laprade fut architecte en chef du ministère de la Reconstruction et de l'urbanisme (Nord) et architecte de la reconstruction du Mans de 1944 à 1958. Membre de la commission des sites de Paris de 1945 à 1965 et architecte conseil des établissements Schneider au Creusot de 1950 à 1962, il fut également chargé de la surveillance des abords de la Seine avec Claude Charpentier de 1955 à 1970. Chargé de la résorption de l'îlot insalubre n° 16 à Paris (quartier Saint-Gervais), il y inaugura la pratique de curetage en cœur d'îlot, qui fut généralisée lors de la création des Secteurs sauvegardés, dont Laprade fut l'un des architectes pionniers (Sarlat).

Présentation du contenu.

- 403 AP 1-140. Dossiers de travaux : notamment à Paris, Châteauroux, Maisons-Laffitte, Le Mans, Valenciennes, Lourdes, et à l'étranger (Maroc, Turquie).
- 141-164. Travaux pour des clients privés (classé par ordre alphabétique des clients, institutions ou sociétés). 1919-1968.
- 165-171. Comptabilité de l'agence Laprade. 1912-1976.
- 172-175. Correspondance. 1930-1972.
- 176-184. Manifestations diverses auxquelles Albert Laprade a pris part. Associations dont il faisait partie. 1936-1965.
- 185-192. Enseignement artistique en province. 1933-1968.
- 193-204. Articles et conférences. 1925-1975.
- 205-229. Ouvrages d'A. Laprade.
- 230-324. Portefeuilles de plans, calques, bleus, etc. de bâtiments officiels et particuliers.

- 325-335. Dossiers de pièces isolées.
- 401-402. Documents biographiques, documentation architecturale, dossier sur Henri Prost.
- 403-410. Photographies se rapportant aux principales réalisations de l'architecte : plaques de verre, négatifs et tirages papier.
 - 411. Carreaux de céramique de Jean Lurçat pour l'immeuble de la Cité administrative, boulevard Morland.
- 412-415. Documents écrits et conférences d'Albert Laprade, dossier sur Henri Prost.
- 416-419. Documentation pour préparation d'ouvrages.
- 420-422. Documentation générale : architecture, arts décoratifs, jardins.
- 423-430. Documents graphiques, photographies et imprimés concernant les principales réalisations d'Albert Laprade.
- 432-440. Tirages photographiques, sur panneaux d'exposition, des principales réalisations de l'architecte.

Supplément non coté.

Mémoires d'Albert Laprade en deux versions, années 1950 et années 1970 ; documentation pour l'édition des albums de croquis d'Albert Laprade, vers 1940-1967

Sources complémentaires.

L'Académie d'architecture conserve un fonds Albert Laprade (300 pièces, dessins, croquis, photographies).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 148.

404 AP

FONDS PAUL DEVINAT

Dates extrêmes : 1940-1964.

Importance matérielle : 30 cartons (404 AP 1-30) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Paul Devinat, 1980.

Conditions d'accès : libre ou sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1980, 7 p.

Notice biographique.

Radical, proche de Henri Queuille, Paul Devinat (1890-1980) fut d'abord universitaire (agrégé d'histoire, il enseigna à l'Institut français de Londres et à l'École de la France d'outre-mer), puis conseiller maître à la Cour des comptes et directeur de plusieurs cabinets sous la III^e République. Il fut successivement chargé de mission au sous-secrétariat d'État à l'Économie nationale (1930-1933), directeur du cabinet du ministre du Commerce, Laurent Eynac (1933-1934), membre des cabinets Daladier, Doumergue puis Flandin, en 1934. Après un bref intermède durant lequel il fut chargé, en 1935, d'organiser l'enseignement commercial en France, au titre d'inspecteur général de l'enseignement technique, il entra au ministère des Travaux publics comme directeur du cabinet de Laurent Eynac (1935-1936), avant d'occuper le même poste en 1937, auprès d'Henri Queuille. Avant 1939, Devinat dirigea encore le cabinet de Queuille à l'Agriculture, puis il fut nommé à la tête des Affaires économiques au ministère des Colonies sous Mandel ; enfin, il seconda Laurent Eynac au ministère de l'Air en mars 1940. Nommé par Bouthillier, en 1941, conseiller maître à la Cour des comptes, Paul Devinat entra dans la Résistance. Après la guerre, il fut nommé par Henri Queuille secrétaire d'État à la présidence du Conseil, et il exerça ces fonctions de septembre 1948 à octobre 1949. Comme secrétaire d'État aux Travaux publics et à l'Aviation civile du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954, Devinat se consacra aux problèmes de la construction aéronautique et à la réforme d'Air France. Avant d'entrer au gouvernement, Paul Devinat avait été élu en 1946 député de Saône-et-Loire et il fit partie de nombreuses commissions parlementaires : Affaires étrangères, Finances, Territoires d'outre-mer. C'est ainsi qu'il se rendit en Indochine à plusieurs reprises, pour y contrôler l'utilisation des crédits militaires, puis en Algérie avec la même mission, à Madagascar, à la Réunion, à l'Ile Maurice et à Djibouti, et dans les anciennes A.O.F. et A.E.F. Paul Devinat était également président de la banque de l'Union industrielle.

Présentation du contenu.

- 404 AP 1-3. Souvenirs de Paul Devinat (1890-1980) recueillis en 1980 par Ch. de Tourtier-Bonazzi, conservateur aux Archives nationales ; Devinat résistant, 1940-1944, puis secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, 1948-1949.
- 4-10. Secrétaire d'État aux Travaux publics et à l'Aviation civile. 1953-1954.
- 11-20. Commissions parlementaires : la Défense nationale, l'Indochine, affaires allemandes, Communauté européenne de Défense. 1948-1955.
- 21. Plan Schumann : Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. 1951-

- 1952.
- 22-29. Commissions parlementaires : Afrique du Nord, 1950-1957, et Territoires d'outre-mer, 1949-1957.
30. Divers, dont voyage de Paul Devinat aux États-Unis. 1948-1957.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 784.

405 AP

FONDS DU TILLET

Dates extrêmes : 1493-1880.

Importance matérielle : 6 cartons (405 AP 1-6) ; 0,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Antoine Hervé-Gruyer, 1980.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par M. Guillot, 1983, 19 p.

Notice biographique.

Les plus anciennes généalogies font remonter la famille du Tillet au milieu du xv^e siècle, époque à laquelle Élie du Tillet, fils de Jean, quitte l'Angoumois dont la famille est originaire, pour accompagner à la Cour, en qualité de secrétaire, le duc Charles de Valois, comte d'Angoulême et père du roi François I^{er}. Anobli par Charles VIII en 1484, Jean du Tillet mourut vers 1520, après s'être constitué dans la région de Provins un domaine. Jean II du Tillet, d'abord secrétaire du roi François I^{er}, puis greffier en chef du parlement de Paris en 1559, se fit l'historien de l'institution à laquelle il appartenait et, le premier, eut accès au trésor des Chartres que le roi lui ouvrit. La baronnie du Tillet fut érigée en marquisat par Louis XIV le 13 avril 1680. Le dernier évêque d'Orange, Guillaume-Louis du Tillet, appartenait à cette famille. Nommé en 1774, il fut incarcéré en 1793 et dut son salut à l'intervention de l'abbé Grégoire et du conventionnel Goupilleau de Fontenay. Il mourut le 22 décembre 1794.

Présentation du contenu.

- 405 AP 1. Généalogies imprimées et manuscrites de la famille du Tillet. Preuves de noblesse et divers. xv^e-xix^e s.
- 2-5. Titres de famille, dont un dossier relatif à Louis-Édouard du Tillet, chevalier puis bailli de l'ordre de Malte (1770-1790). xv^e-xviii^e s.
6. Titres provenant de diverses successions de la famille du Tillet. 1667-1738.

Bibliographie.

GUILLOT (M.) et VEISSIÈRE (M.), « Les archives du Tillet », dans *Provins et sa région. Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins*, n° 139-140, 1985-1986, p. 57-64.

406 AP

FONDS BERNARD CHENOT

Dates extrêmes : 1932-1979.

Importance matérielle : 37 cartons (406 AP 1-37) ; 6 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1976-1980.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (406 AP 1-16), par S. d'Huart, 1976, 1 p. ; état somm. dact. (406 AP 17-37), par C. Sibille, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Licencié en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, Bernard Chenot (1909-1995), entre en 1932 au Conseil d'État comme auditeur et dirige plusieurs cabinets ministériels, avant d'être délégué général au Tourisme (1938-1942). Après la Guerre, il devient secrétaire général des Houillères du Nord (1945-1946), puis secrétaire général du Conseil économique en 1951. Parallèlement, il est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. En juin 1958, le général de Gaulle le nomme ministre de la Santé publique (1958-1961), puis garde des Sceaux (1961-1962). Lorsque Georges Pompidou arrive à Matignon en 1962, Bernard Chenot le remplace pendant deux ans au Conseil constitutionnel. Il effectue ensuite un détour dans le secteur privé. En 1964, il est nommé à la présidence de la Compagnie des assurances générales qui devient sous son autorité les AGF. En janvier 1971, il réintègre le Conseil d'État, dont il devient six mois plus tard vice-président. Il assume cette fonction jusqu'en 1978, date à laquelle il est admis à la retraite. Grand-croix de la Légion d'honneur, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, Bernard Chenot a laissé plusieurs ouvrages, notamment : *Les entreprises nationalisées* (1956), *Être ministre* (1967), *Référendum* (1969), *L'hôpital en question* (1970), *Réflexions sur la cité* (1981).

Présentation du contenu.

- 406 AP 1-3. Conseil d'État : notes et rapports (1932-1945), section du contentieux, rôles de 1948.
- 4-8. Documentation diverse : questions économiques (1944-1957), tourisme, notamment en Corse (1940-1957), Commissariat général au Plan (1946), cours sur les « Institutions administratives » (1954-1957), colloque juridique magistrats-assureurs (1964).
- 9-11. Élections municipales (1965). Élections législatives (juin 1968). Demandes d'interventions (1964-1970).
- 12-15. Assurances générales de France (1964-1970).
- 16, 20-29. Agendas, correspondance personnelle, presse et documentation rassemblée par Bernard Chenot sur des sujets d'actualité. 1964-1970.
- 17. Textes d'allocutions et de discours. 1971-1978.
- 18-19. Remise de l'épée d'académicien ; félicitations ; invitations. 1971-1978.
- 30-32. Documentation sur la vie politique, des questions économiques, sur le

- Commissariat général au Plan. 1944-1957.
- 33, 36. Notes et rapports de la section du contentieux du Conseil d'État. 1932-1948.
34. Dossier d'arbitrage entre la Société pour la valorisation des produits bruts (SOVAP) et Esso International Inc. 1970.
- 35, 37. Bernard Chenot président des Assurances générales de France : documentation rassemblée pour une table ronde sur la sécurité routière. 1970.

Bibliographie.

Who's who, 1991-1992, p. 434.

407 AP

FONDS FAYE

Dates extrêmes : 1760-1851.

Importance matérielle : 10 cartons (407 AP 1-10) ; 1,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1980.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 5 p.

Notice biographique.

Issu d'une vieille famille normande - son père Étienne-Antoine Faye (1726-1802) était receveur des revenus de la manse abbatiale de la fameuse Abbaye aux Hommes et des terres normandes de la Sainte-Chapelle de Paris - Hervé-Charles-Antoine Faye naquit à la Haye-du-Puits (Manche) le 30 décembre 1763. Il put, avant que sa famille fût ruinée par la Révolution, entrer à l'École des Ponts et Chaussées. Il en sortit en 1791 pour occuper les fonctions d'ingénieur à Mortagne où il fut un temps incarcéré, puis à Caen, en 1795, où l'un de ses condisciples, Girard, vint lui proposer d'accompagner comme ingénieur l'expédition d'Égypte. Sa carrière le conduisit ensuite à Saint-Quentin, où il participa à la construction du canal de l'Aisne, puis à Anvers. Ingénieur en chef du département de l'Indre en 1806, il se fixa à Saint-Benoît-du-Sault, où il s'intéressa à la naissance de l'école publique, et où il mourut le 3 octobre 1825. Son fils Hervé (1814-1902), astronome, fut ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Rochebouet (1877), puis président de l'Académie des sciences.

Présentation du contenu.

407 AP 1. Etienne-Antoine Faye.

Papiers personnels et de fonctions comme receveur des biens ecclésiastiques à Caen ; succession ; recettes et divers. 1760-1802.

2-8. Hervé-Charles-Antoine Faye.

2. Ingénieur des Ponts et chaussées. 1785-an III.

3. Expédition en Égypte et papiers personnels. 1760-1801.

4. Ingénieur des Ponts et Chaussées à Saint-Quentin et Anvers. 1801-1806.

5-8. Correspondance. 1803-1829.

9. Hervé Faye fils : correspondance. 1831-1851

10. Copies de lettres dact. (correspondant aux cartons 1 à 6). 1760-1825.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique.

408 AP

FONDS LUCIEN ROMIER

Dates extrêmes : 1880-1980.

Importance matérielle : 10 cartons (408 AP 1-10) ; 1,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Lucien Romier, 1980-1981, don de Madame Yvon Chotard et de ses enfants, 2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (408 AP 1-6), par C. de Tourtier-Bonazzi et S. Malavieille, 1981 et 1984, 23 p. ; état sommaire dact. (408 AP 7-10), par C. Sibille, 2001, 1 p.

Notice biographique.

Après des études à Dijon et à Lyon, Lucien Romier (1885-1944) entre en 1905 à l'École des chartes. De santé fragile, il est réformé. Il se consacre alors entièrement à ses recherches historiques, séjourne à l'École française de Rome et achève une thèse sur les guerres de Religion. Après la guerre de 1914-1918, il se lance dans le journalisme. En 1920, il est rédacteur en chef de *la Journée industrielle* et il se spécialise peu à peu dans les questions économiques. En 1925, François Coty, qui vient d'acheter *le Figaro*, lui propose d'en devenir le rédacteur en chef, mais deux ans plus tard, Romier quitte le journal. Il y revient en 1934, Coty évincé, pour en prendre la direction. Il adhère en 1927 au « Redressement français » d'Etienne Mercier et devient le porte-parole de ce club. Pendant la guerre, il appartient à l'entourage immédiat de Pétain, qu'il conseille dès l'été 1940. Il est membre du Conseil national, puis, après le 23 février 1941, chargé de mission, et enfin, à partir du 11 août 1941, ministre d'État en même temps qu'Henri Moysset. En septembre 1943, Romier convainc Pétain de se débarrasser de Laval, devenu trop impopulaire. Il est alors envisagé comme successeur. Il préside au projet de rédaction de la Constitution, mais ses idées et sa grande influence déplaisent aux Allemands. Romier présente sa démission le 31 décembre 1943. Il meurt quelques jours plus tard. Membre de l'Institut, Lucien Romier a laissé des livres d'histoire : *les Origines politiques des guerres de religion, Catholiques et Huguenots à la cour de Charles IX*.

Présentation du contenu.

- 408 AP 1. Carrière et correspondance. 1905-1978.
2. Voyages. 1933-1937.
3. Décès et travaux. 1901-1979.
4. Lucien et Yvonne Romier : réceptions, voyages en France, voyages à l'étranger, château et propriété de Tanay au Bois d'Oingt, relations, correspondance passive. 1925-1980.
5. Lucien Romier : photographies, le journaliste, le gouvernement de Vichy, décès de Lucien Romier, travaux sur Lucien Romier. 1924-1980.
6. Yvonne Romier : documents divers, correspondance passive. 1880-1980.

Supplément non classé.

- 7-10. Papiers personnels, correspondance passive de Lucien et Yvonne Romier, manuscrits et dactylographies d'articles et de conférences.

Sources complémentaires.

Des papiers Romier sont également conservés à la Bibliothèque nationale de France (don 32494) et aux Archives départementales du Rhône (5 J).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 726.

409 AP

FONDS GABRIEL ASTRUC

Dates extrêmes : 1902-1927.

Importance matérielle : 46 cartons (409 AP 1-47) ; 7 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1957-1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (409 AP 1-46), par A.-M. Bruleaux, 1981, 29 p. ; suppl. dact. (409 AP 47), 1 p.

Notice biographique.

Gabriel Astruc, né à Bordeaux en 1864, exerça la fonction de directeur associé dans la maison d'éditions musicales Enoch et C^{ie} à Paris. En 1902, il créa avec l'éditeur Pierre Laffitte la revue *Musica*, dont il devint directeur en février 1907 et dont il s'occupa jusqu'en 1910. Parallèlement, il avait fondé en juin 1904 une maison d'éditions musicales installée au pavillon de Hanovre, à laquelle il adjoignit, dès 1905, une agence de concerts et de théâtre, la Société musicale. Parmi ses réalisations, il convient de citer la tournée des Concerts Lamoureux en Allemagne, en octobre 1904, la saison italienne du théâtre Sarah-Bernhardt et le festival Beethoven au Nouveau Théâtre sous la direction de Félix Weingartner, en mai 1905, le festival anglais du London symphony orchestra et le festival Mozart au Nouveau Théâtre, en janvier 1906, le festival Beethoven-Berlioz au Châtelet et à l'Opéra en avril-mai 1906, la tournée de Camille Saint-Saëns en Amérique, en décembre 1906, les concerts historiques russes à l'Opéra et les représentations de *Salomé* sous la direction de Richard Strauss en mai 1907, la saison d'Opéra et de ballet russe en mai-juin 1909, la saison d'opéra italien en mai-juin 1910 et les fameux ballets russes pendant plusieurs années à partir de 1908. Il organisa aussi des galas de bienfaisance et des bals au profit d'associations de secours diverses. La grande œuvre de Gabriel Astruc reste la création du théâtre des Champs-Élysées ; reprenant les démarches de son ami, Charles Joly, rédacteur musical au *Figaro*, il se heurta au refus du Conseil municipal de Paris qui rejeta le projet de construction sur un terrain concédé par la ville. L'achat de l'ancien hôtel de Lillers, avenue Montaigne, permit toutefois la construction de ce théâtre édifié par les frères Perret et décoré par Bourdelle et Maurice Denis. Les représentations du *Sacre du printemps* d'Igor Stravinsky sont restées particulièrement mémorables. À l'approche de la guerre, la conjoncture obligea le théâtre à fermer ses portes. Gabriel Astruc fut publiciste après les années de guerre, à la tête de l'Agence Radio.

Présentation du contenu.

409 AP 1. Société Pierre Laffitte et revue *Musica*. 1902-1925.

2-35. La Société musicale.

2-4. Origines et fondation. Personnel et régie. Affaires financières et contentieuses. 1906-1915.

5. Œuvres de bienfaisance et galas. 1904-1924.

6. Bals de l'Opéra. 1914.

7. Théâtres et salles de concerts à Paris. 1913-1914.
8. Théâtres, salles de concerts et casinos de province. 1904-1914.
- 9-11. Théâtres, salles de concerts et casinos à l'étranger, par pays. 1904-1914.
12. Sociétés de concerts : lettres reçues. 1903-1913.
- 13-15. Agents et imprésarios. 1904-1914.
- 16-22. Chorales et artistes lyriques : lettres reçues, répertoires, programmes, photographies, contrats. 1902-1921.
23. Pianistes, organistes, harpistes : lettres reçues. 1901-1914.
24. Violonistes, violoncellistes : lettres reçues. 1905-1914.
25. Chefs d'orchestres : lettres reçues, programmes, photographies. 1904-1920.
26. Orchestres : lettres reçues, programmes, photographies. 1903-1914.
27. Compositeurs : lettres reçues. 1904-1918.
28. Éditeurs : lettres reçues. 1904-1914.
29. Danseurs, art dramatique, hommes de lettres : lettres reçues, photographies, manuscrits d'œuvres littéraires. 1903-1915.
- 30-31. Presse. 1903-1914.
32. Papiers de Charles Joly (1860-1905), rédacteur musical au *Figaro*. 1900-1911.
- 33-35. Vie mondaine : lettres reçues. 1904-1914.
- 36-43. Le Théâtre des Champs-Élysées.
- 36-40. Création du Théâtre des Champs-Élysées, construction. La Société du Théâtre des Champs-Élysées. Affaires financières, contentieux, domaine. Personnel et régie. 1906-1914.
41. Activités artistiques et locations. 1912-1914.
42. Correspondance. 1912-1914.
43. Liquidation du théâtre des Champs-Élysées. 1913-1921.
44. Astruc directeur de l'Agence Radio. 1923-1927.
45. Correspondance diverse. 1904-1914.
46. Photographies.
47. Correspondance et documents divers. 1905-1914.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent le microfilm de documents relatifs aux ballets et concerts russes (Diaghilev, Chaliapine) de 1906 à 1925, et de lettres reçues d'auteurs et de compositeurs, de chefs d'orchestre et de solistes, de chanteurs, de danseuses, d'entrepreneurs de concerts et de spectacles, de théâtres étrangers, de clients de la Société de 1897 à 1923 (150 Mi 1-11).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé d'A.-M. Bruleaux.

410 AP

FONDS ABEL COMBARIEU

Dates extrêmes : 1899-1906.

Importance matérielle : 1 carton (410 AP 1) ; 0,13 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Maître Gueullette, 1981.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1981, 3 p.

Notice biographique.

Avocat, journaliste à *La Petite République* puis à *L'Armée française*, préfet de l'Ain (1895) puis de la Meuse (1896), Jean François *Abel* Combarieu (1856-1944) fut secrétaire général à la présidence de la République durant le septennat d'Émile Loubet, de 1899 à 1906. Il publia en 1932 chez Hachette un livre de souvenirs intitulé *Sept ans à l'Élysée avec le président Loubet*.

Présentation du contenu.

Manuscrit du livre d'Abel Combarieu, *Sept ans à l'Élysée avec le président Loubet*, Hachette, 1932, 334 p. Deux livres de caisse où sont notées les sommes reçues par Abel Combarieu, secrétaire général de l'Élysée, et les dépenses personnelles du président Loubet. 1899-1906.

Sources complémentaires.

Un fonds Émile Loubet (473 AP) est conservé aux Archives nationales (site de Paris).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de C. de Tourtier-Bonazzi.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets (septembre 1870-mai 1982)*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 164.

411 AP

FONDS FERNAND DE BRINON

Dates extrêmes : 1905-1980.

Importance matérielle : 8 cartons (411 AP 1-8) ; 1,15 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Mittre et de son exécuteur testamentaire, M^e Guitard, 1980-1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi et S. Malavieille, 1981 et 1984, 20 p.

Notice biographique.

Fernand de Brinon naquit le 16 août 1885. Licencié en droit et diplômé des Sciences politiques, il opta pour le journalisme après un bref passage au barreau de Paris. Sa carrière se déroula d'abord au *Journal des débats*, que dirigeait un parent, Étienne de Nalèche, de 1909 à 1929, puis à l'*Information* de 1932 à 1939, comme chef des services de politique étrangère. Après la Première Guerre mondiale, il s'était montré partisan d'un rapprochement franco-allemand, partageant les idées de Mandel, Reynaud, Tardieu et surtout de Daladier. C'est en songeant à préparer une entrevue entre celui-ci et Adolphe Hitler qu'il se rendit à plusieurs reprises en Allemagne. Il fut reçu par le Führer en septembre 1933 puis obtint de lui une interview qui eut un grand retentissement.

La parution du livre de Brinon, *France-Allemagne, 1918-1934* en 1934, la fondation, l'année suivante du Comité France-Allemagne, ses missions à Berlin et ses relations avec de nombreux Allemands firent de lui un spécialiste des rapports franco-allemands. Aussi, après une retraite dans les Pyrénées, commencée au printemps de 1939, fut-il appelé dès juillet 1940 par Pierre Laval pour le représenter à Paris auprès des autorités allemandes. Le 3 novembre de la même année, il fut nommé ambassadeur de France par décision du maréchal Pétain, puis, le 17 décembre, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, en remplacement du général de La Laurencie. Brinon exerça ces fonctions durant toute la guerre, ayant reçu en outre, dans le ministère Laval constitué en 1942, le titre de secrétaire d'État auprès du chef du gouvernement. Brinon suivit à Sigmaringen le maréchal Pétain et Pierre Laval et présida durant quelques mois une Commission gouvernementale française pour la défense des intérêts nationaux qui devait assumer la protection des intérêts français en Allemagne. Le 8 mai 1945, Fernand Brinon se trouvait à la frontière suisse, ayant demandé le passage afin de rentrer en France où il souhaitait se constituer prisonnier. Il fut conduit au quartier général de De Lattre à Lindau, où il arriva le 9 mai au soir. Le 20, il fut incarcéré à Fresnes. Les 4, 5 et 6 mars 1947, il comparut devant la haute cour de justice. Condamné à mort, il fut exécuté le 15 avril 1947 au fort de Montrouge.

Présentation du contenu.

411 AP 1. Avant la Seconde Guerre mondiale. Brinon, étudiant. Brinon, officier. Les rapports franco-allemands avant la Seconde Guerre mondiale. Brinon, officier de la Légion d'honneur. Le 6 février 1934. Le journaliste. Correspondance reçue par

Brinon.

- 2-3. Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés. 1940-1947.
4. Presse. 1926-1966.
5. Écrits de Brinon et photographies. 1914-1940.
- 6-7. Procès de Brinon. Écrits de et sur Brinon. 1946-1980.
8. Simone Mitre, secrétaire de Brinon. 1943-1955.

Sources complémentaires.

Les enregistrements des deux entretiens de Simone Mitre avec C. de Tourtier-Bonazzi sur Fernand de Brinon sont conservés aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 1 AV 1-3 et 2 AV 1-3.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi et S. Malavieille.
Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 7, 1956, col. 327-328, 753-754.
MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 1, lettres A-C, p. 786.

412 AP

FONDS DE L'UNION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE DE LA RÉSISTANCE

(U.D.S.R.)

Dates extrêmes : 1945-1965.

Importance matérielle : 95 cartons (412 AP 1-95) ; 11,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1981.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par N. Faure, 1979-1981, 6 fasc. in-4°.

Notice historique.

Le 25 juin 1945, à l'initiative de la majorité du Mouvement de libération nationale qui avait refusé de fusionner en juin avec le Front national dominé par les communistes, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.) fut constituée, sur la base d'une fédération de mouvements de Résistance : Organisation civile et militaire, Libérer et Fédérer, Libération-Nord, auxquels s'adjoignirent quelques membres de Ceux de la Résistance et des représentants de la France libre et d'autres mouvements. À l'exception des communistes, toutes les familles résistantes - des Français libres aux résistants de l'intérieur - et toutes les familles politiques - des gaullistes aux socialistes en passant par les démocrates chrétiens - s'y retrouvèrent. Après une constitution difficile, l'U.D.S.R. dut affronter les élections du 21 octobre 1945 à l'Assemblée nationale constituante. Avec 31 constituants, l'U.D.S.R. prit la mesure de son influence. Elle se transforma, en juin 1946, en parti politique.

De 1948 à 1951, l'U.D.S.R. constitua la charnière des majorités de Troisième force, articulant les combinaisons entre la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) et le centre droit. Appelé à former en fin de législature le gouvernement, le président de l'U.D.S.R., René Pleven, tenta en vain de ressusciter la Troisième force au lendemain des législatives de 1951. À la suite de la dissidence de 27 députés du Rassemblement du peuple français (R.P.F.) en faveur du gouvernement Pinay en 1952, l'appoint des voix des députés U.D.S.R. apparut moins nécessaire à la formation des majorités. À l'intérieur de l'U.D.S.R., l'opposition menée par François Mitterrand critiqua de plus en plus ouvertement la participation systématique au gouvernement. Tirant parti de ce mécontentement, le député de la Nièvre fut élu président en 1953.

A partir de 1954, l'U.D.S.R. se présenta comme un parti spécialisé dans la construction européenne et la défense de l'ensemble franco-africain dans un sens fédéral puis confédéral. L'appel au général de Gaulle en 1958 conduisit René Pleven, Claudius-Petit et leurs amis à quitter l'U.D.S.R., engagée par François Mitterrand dans l'opposition au général de Gaulle. L'U.D.S.R., bien que réduite à une poignée de fidèles à partir de 1960, offrit à François Mitterrand une structure d'attente qui se révéla très utile quand il s'agit de fonder la Convention des institutions républicaines, puis la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. En 1965, quand Mitterrand se déclara candidat à la présidence de la République, on peut considérer que l'U.D.S.R. avait cessé d'exister.

Présentation du contenu.

- 412 AP 1-3. Fonctionnement du Parti. Naissance. Statuts et programme. Finances et administration. 1945-1961.
- 4-20. Instances nationales.
 - 4-12. Généralités. Congrès nationaux. Mai 1947-février 1959.
 - 13. Comité directeur : convocations, comptes rendus, motions, correspondance (excuses et pouvoirs). 1947-1962.
 - 14. Délégation exécutive : convocations, comptes rendus, motions, correspondance. 1950-1959.
 - 15-17. Autres instances nationales : Conseil national, bureau politique national, réunion des cadres, secrétariat national à la propagande, commission des conflits. 1947-1957.
 - 18-20. Commissions d'études et associations diverses. 1948-1958.
- 21-34. La vie des fédérations. 1949-1959.
 - 21-27. Fédération de la Seine.
 - 28-30. Fédérations départementales.
 - 31-34. Fédérations outre-mer.
- 35-44. Élections. Généralités. Élections nationales : législatives, sénatoriales. Élections locales : cantonales, municipales. Élections aux assemblées territoriales. 1946-1959.
- 45-55. Correspondance. Interventions. 1947-1960.
- 56-67. François Mitterrand. 1948-1965.
- 68-73. Rapports entre l'U.D.S.R. et d'autres formations. 1946-1959.
- 74-86. Positions de l'U.D.S.R. 1951-1959.
- 87-94. Documentation annexe. 1954-1963.
- 95. Photographies. Fichiers d'adhérents. 1954-1957.

Bibliographie.

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1995, 1088 p.

[413 AP]

536 Mi

FONDS DU PÈRE J.-B. RAUZAN, DES MISSIONNAIRES DE FRANCE

ET DE LA CONGRÉGATION DE LA MISÉRICORDE

Dates extrêmes : 1713-1970.

Importance matérielle : 12 bobines de microfilm (413 AP 1-9 : cote fictive pour 536 Mi 1-12).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1973.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par M. Guillot, 1981, 24 p.

Notice biographique.

Jean-Baptiste Rauzan, né à Bordeaux en 1757, était fils d'un notaire. Après des études au collège des Jésuites et à la faculté de Droit de sa ville natale, il suivit les cours du séminaire et de la faculté de théologie et fut nommé à l'âge de 25 ans, vicaire de la paroisse Saint-Jacques. Refusant le serment constitutionnel, l'abbé Rauzan émigra, passa en Belgique puis à Berlin, où il exerçait son ministère auprès des catholiques allemands et français en 1797. Rentré en France après le 18 brumaire, il se forma à la prédication et s'attacha au cardinal Fesch qui forma, en 1808, le projet de constituer dans l'ancien couvent des Chartreux de Lyon une congrégation de prêtres consacrés à l'étude et à la prédication des missions intérieures. Compagnon du cardinal Fesch lors du Concile de 1811, il infléchit ses décisions en faveur des libertés de l'Église. La dispersion des premiers Missionnaires de France prononcée par Napoléon en même temps que celle des Trappistes à la suite de l'échec du Concile, la disgrâce de Fesch et les revers subis par les armées napoléoniennes rapprochèrent le Père Rauzan de l'opposition royaliste. Dès le retour de Louis XVIII, le 26 décembre 1814, le Père Rauzan se vit nommer chapelain du roi et doté d'une pension. Moins d'un mois plus tard, il sollicita l'approbation de la compagnie des Missionnaires de France de l'archevêque de Paris et obtint sa reconnaissance officielle par le ministre de l'Intérieur.

En 1816, ses missionnaires se virent confier le service de l'ancien pèlerinage du Mont-Valérien, à charge d'en entretenir les bâtiments abandonnés depuis 1814. En 1825, les Pères s'installèrent rue des Fossés-Saint-Jacques, puis dans l'ancien hôtel de Montmorency-Laval, rue de Varenne, où la Révolution de juillet les dispersa. De Rome, où il s'était réfugié de 1831 à 1833, le Père Rauzan reforma sa congrégation sous le nom de Pères de la Miséricorde et la dota de nouveaux statuts.

Uniquement orientés vers les missions intérieures et possédant des maisons à Bordeaux, Orléans et Paris, les Pères de la Miséricorde, indemnisés de leur expulsion du Calvaire par Louis-Philippe, ne se remirent jamais de la suppression légale du 25 décembre 1830 et des lois sur les congrégations de la III^e République. Peu nombreux et éprouvant des difficultés de recrutement, ils fondèrent cependant une chapelle française à New-York (1839-1946) et créèrent une province d'Amérique.

Le Père Rauzan mourut en 1847, âgé et malade après que ses disciples eurent obtenu sa quasi-démission en lui choisissant un coadjuteur.

Présentation du contenu.

- 413 AP 1. Le Père Jean-Baptiste Rauzan (1757-1847). Papiers personnels, textes de sermons, notes manuscrites et coupures de presse, notices biographiques et nécrologies, sépulture à Bordeaux. 1791-1912.
2. Les Missionnaires de France : statuts, déroulement des missions, œuvres des missionnaires, temporel, sermons et plans de sermons. 1814-1831.
- 3-7. Les Pères de la Miséricorde : règlements de la congrégation, chapitres et assemblées générales, supérieurs généraux, gestion du temporel, authentiques de reliques, noviciat, maisons de Bordeaux et d'Orléans. 1833-1929.
8. Province d'Amérique. 1839-1928.
9. Œuvres dirigées par les Pères de la Miséricorde. Registre des délibérations des Missionnaires de France, puis des Pères de la Miséricorde. Histoire de la Société et chronologie de la vie du Père Rauzan. Divers. Publication du livre d'E. Sevrin sur *Les Missions en France sous la Restauration*. XIX^e-XX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de M. Guillot.

414 AP

FONDS DU MARÉCHAL FOCH

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 17 cartons (414 AP 1-17) ; 1,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dation et don du colonel Fournier-Foch, 1981-1984, complétés par des achats, 1984-1987.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par N. Gastaldi, 1989, 5 p. ; inv. anal. ms. par H. Fournier-Foch et N. Gastaldi, s. d., 125 p. ; catal. ms. des 7 albums photos (414 AP 14-17), par H. Fournier-Foch, 1982, 58 p.

Notice biographique.

Polytechnicien, commandant (1907) de l'École supérieure de Guerre, Ferdinand Foch (1851-1929) publia des traités militaires exposant ses conceptions stratégiques (*Principes de la guerre*, 1903 ; *Conduite de la guerre*, 1904). Commandant du 20^e corps d'armée de Nancy, il participa à la bataille des frontières au début de la Première Guerre mondiale (août 1914) qui bloqua l'avance des armées allemandes en Lorraine. Placé par Joffre à la tête de la 9^e armée, il contribua, par son attaque dans les marais de Saint-Gond, à la première victoire de la Marne (septembre 1914). Il dirigea ensuite le groupe d'armées du Nord, coordonnant les actions des troupes françaises, belges et britanniques, qui permirent d'arrêter la « course à la mer » des forces ennemies, puis il livra la bataille d'Artois en 1915. Mis quelque temps à l'écart, après la bataille de la Somme (1916), il remplaça Pétain à la tête de l'état-major général de l'armée (1917) et fut envoyé en Italie pour rétablir la situation après le désastre de Caporetto et y préparer la formation du Conseil suprême de la guerre (conférence de Rapallo, novembre 1917). Face à la gravité de la situation consécutive à l'attaque allemande d'Amiens (1918), Foch fut nommé, avec l'appui de Clemenceau et de lord Milner, ministre britannique de la guerre, généralissime des armées alliées (conférence franco-britannique de Doullens, mars 1918). Après avoir arrêté l'offensive de la Somme (avril 1918), il contre-attaqua les forces allemandes de Ludendorff à Villers-Cotterêts et remporta la seconde victoire de la Marne (juillet 1918), puis déclencha l'offensive générale (8 août) qui s'acheva par la défaite allemande. Promu maréchal de France dès le début du mois d'août, Foch signa l'armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale (11 novembre 1918). Président du Conseil supérieur de la guerre (1919), il défendit, pendant les négociations pour la paix, la thèse du Rhin comme frontière militaire de la France, mais se heurta à l'opposition des gouvernements alliés. Il a laissé des *Mémoires de guerre*, publiés en 1931, deux ans après sa mort.

Présentation du contenu.

414 AP 1-10. Papiers du maréchal Foch.

1. Papiers officiels. 1851-1927.

2-5. Correspondance. 1882-1929.

6-10. Écrits du maréchal Foch, dont *Mémoires* sur 1914-1918.

11-13. Papiers de la maréchale Foch : lettres de Foch à sa femme, lettres de

personnalités militaires et civiles françaises et étrangères, dix-neuf carnets.
1885-1949.

14-17. Albums de photographies. 1878-1924.

Sources complémentaires.

Des papiers du maréchal Foch sont également conservés au Service historique de l'armée de terre (1 K 129).

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 2, lettres D-H, p. 2162-2163.

415 AP

FONDS PÉTAIN

Dates extrêmes : 1913-1973.

Importance matérielle : 14 cartons (415 AP 3-16) ; 2,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée :

- 415 AP 1-2, cote fictive pour 523 Mi : prêt pour microfilmage, 1981.
- 415 AP 3 à 16 : achats et dons, 1967-2007.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : libre, sauf 415 AP 1-2 (cote fictive pour 523 Mi 1-3), sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (415 AP 1-16), par C. de Tourtier-Bonazzi et N. Gastaldi, complété par F. Aujogue, P. Jugie et C. Piketty, 2009, 41 p.

Notice biographique.

Philippe Pétain est né le 24 avril 1856 à Cauchy-la-Tour (Pas-de-Calais). Orphelin de mère à l'âge d'un an, il est élevé par sa grand-mère paternelle, puis, à partir de 1867, est interne au collège religieux Saint-Bertin à Saint-Omer. En 1876, il entre à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Sous-lieutenant d'infanterie en 1878, capitaine au 8^e bataillon de chasseurs à Amiens en 1890, lieutenant-colonel au 118^e régiment d'infanterie de Quimper en 1907, il est promu colonel en 1910. En août 1914, à la veille de la retraite, Philippe Pétain est maintenu en activité comme commandant de la 4^e brigade d'infanterie. Distingué à la bataille de Dinan en Belgique, il est nommé général de brigade le 28 août 1914 et participe à la bataille de la Marne (septembre 1914). Il est promu général de division le 14 septembre 1914. Le 21 juin 1915, il commande la 2^e armée dans les offensives de Champagne et d'Artois. Le 21 février 1916, il est chargé de la direction du secteur de Verdun, puis, le 25 février, est nommé commandant des armées de Verdun. Après l'échec du chemin des Dames, il remplace Nivelle comme commandant en chef des armées (15 mai 1917), poste qu'il conserve jusqu'à la fin de la guerre, même lorsqu'il est soumis à Foch, commandant interallié. Le 24 août 1917, Philippe Pétain est promu Grand-Croix de la Légion d'honneur. Le 19 novembre 1918, il est fait maréchal de France. En janvier 1920, il est nommé vice-président du conseil supérieur de la guerre, puis, en février 1922, inspecteur général des armées. C'est à ce dernier titre qu'en juillet 1925 il est envoyé au Maroc, dans le Rif, pour opérer une liaison entre Lyautey, résident général, et le gouvernement Paul Painlevé. Atteint par la limite d'âge en 1931, il est remplacé par le général Weygand à la vice-présidence du conseil supérieur de la guerre. Après les événements du 6 février 1934, il est appelé par Gaston Doumergue pour entrer dans un gouvernement d'union nationale en tant que ministre de la Guerre et le restera jusqu'au 15 juillet 1935. Ambassadeur en Espagne en mars 1939, il est rappelé par Paul Reynaud pour être vice-président du Conseil (mai 1940). Devenu président du Conseil à Bordeaux dans la nuit du 16 au 17 juin 1940, il demande l'armistice. Le 1^{er} juillet, il installe le gouvernement à Vichy ; le 10 juillet, les Assemblées lui remettent tous les pouvoirs et, le lendemain, un acte constitutionnel fait de lui le chef de l'État français. Il exerce également la présidence du Conseil, jusqu'au moment où les Allemands exigent qu'il y nomme Pierre Laval. Il engage avec l'Allemagne une politique de collaboration active (entrevue avec Hitler à Montoire le 24 octobre 1940). En novembre 1942, lors du débarquement allié en Afrique du Nord, il

refuse de quitter la France où l'invasion de la zone libre par les Allemands ne lui laisse que l'ombre du pouvoir. Il accepte les lois raciales, la création de la Milice, les exécutions d'otages et les déportations de Juifs. Le 20 août 1944, il est enlevé par les Allemands et emmené à Belfort puis à Sigmaringen, où il refuse de cautionner un simulacre de gouvernement français. Il réussit à gagner la Suisse et se présente en France pour être jugé (25 avril 1945). La Haute Cour le condamne à mort (août 1945), mais cette peine est commuée en détention perpétuelle au fort du Portalet (vallée d'Aspe), puis à l'Île-d'Yeu (Vendée) où il meurt le 23 juillet 1951 à l'âge de 95 ans.

Présentation du contenu.

- [415 AP 1-2] Lettres adressées par le général, puis maréchal Pétain à Eugénie dite Annie 523 Mi 1-3. Hardon, en premières noces M^{me} François de Hérain, avant et après leur mariage, soit près de 490 lettres. 1913-1949.
- 415 AP 3. Documents relatifs à Sigmaringen, au procès et à la détention du maréchal Pétain, documents divers. 1921-1973. A noter que le dossier 2 est consultable sous forme de microfilm coté 514 Mi.
- 415 AP 4. Documents produits ou reçus par le Cabinet civil du maréchal Pétain. Juin 1940-août 1944.
- 415 AP 5. Correspondance, documents divers. 1916-1938.
- 415 AP 6-15. Lettres adressées à Pétain classées dans l'ordre alphabétique : lettres adressées par des militaires ou des personnalités, lettres personnelles et familiales ; lettres anonymes et lettres dont la signature est illisible. 1916-1938.
- 415 AP 16. Photographies, correspondance de Pétain avec des généraux ou des personnalités, notes manuscrites ou imprimées 1915-1920 et s.d..

Sources complémentaires.

Aux Archives nationales (site de Paris) :

- voir notamment la série 2 AG (État français), en particulier les papiers personnels du maréchal Pétain versés par la Haute Cour de justice (2 AG 1-14) et le procès en Haute Cour (3 W 277-309).
- sténotypie du procès du maréchal Pétain par le cabinet Bluet (334 AP 32-33).
- fonds Du Moulin de Labarthète (474 AP 1-2).
- albums photographiques sur le maréchal Pétain (AB XIX 5336-5341).
- témoignage sur le mariage religieux du maréchal Pétain avec Eugénie Hardon (AB XIX 5353).

Le Service historique de la Défense conserve, entre autres sources, une série de correspondance adressée au général pendant et juste après la Première Guerre mondiale, en 1 K 967 et un groupe de dossiers des années 1919-1941 en 1 K 188.

Bibliographie.

FERRO (Marc), *Pétain*, Paris, Fayard, 1987.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 4, lettres N-R, p. 4277-4281.

SUAREZ (Georges), *Le Maréchal Pétain*, Paris, Plon, 1999.

CHALLÉAT (Violaine), PÉNICAUT (Emmanuel), « Philippe Pétain en taille-douce. Portrait d'un homme par ses correspondants (1914-1921) », dans *Vingtième siècle*, 90, avril-juin 2006, p. 187-196.

416 AP

FONDS HECTOR DAURE

Dates extrêmes : 1802-1830.

Importance matérielle : 1 carton (416 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1973.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1981, 5 p.

Notice biographique.

Commissaire des guerres, Hector Daure, dit aussi d'Aure (1774-1846), fit les campagnes d'Égypte et d'Italie à la suite de Bonaparte, puis il suivit Leclerc à Saint-Domingue, où il fut successivement préfet colonial de l'ouest de l'île et commissaire ordonnateur de l'armée expéditionnaire. Conseiller d'État, il fut ministre de la Guerre et de la Marine du royaume de Naples sous le règne du roi Murat. Daure fit la campagne de Russie comme ordonnateur en chef. Il fut intendant général de l'armée du Nord en 1815.

Présentation du contenu.

416 AP 1. Documents se rapportant à Saint-Domingue : copies de lettres du général Leclerc au Premier Consul et à Decrès, ministre de la Marine (1802), correspondance diverse, notamment du vicomte de Noailles, comptes (1803).

Documents se rapportant aux fonctions de Daure comme ministre de la Guerre et de la Marine du royaume de Naples : rapport du lieutenant-colonel Tirone au général Campredon sur le port de Brindes, relevé des lettres remises par Daure au maréchal de camp chargé du portefeuille de la Guerre et de la Marine (1811-1812).

Lettres adressées à James Mahon sur les blessés des journées des 28 et 29 juillet 1830.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales des Hauts-de-Seine conservent, sous la cote 1 J 223, des lettres adressées à Hector Daure, en qualité de directeur général de l'administration de la Guerre : essentiellement demandes et remerciements pour l'obtention d'indemnités, de décorations, d'avancement, de places dans l'administration militaire. An X [1801]-1839.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 612.

417 AP

FONDS GEORGES COULON

Dates extrêmes : 1794-1927.

Importance matérielle : 17 cartons (417 AP 2-18) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1981.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (417 AP 1-18), par C. de Tourtier-Bonazzi, 1981, 21 p.

Notice biographique.

Georges Coulon, né le 11 mars 1838, était sans doute le fils naturel d'Eugène Scribe. Il épousa Geneviève Pelletan, devenant ainsi le gendre d'Eugène Pelletan. Avocat et franc-maçon sous le Second Empire, il fut préfet de la Vendée en 1870, mais la plus longue partie de sa carrière se déroula au Conseil d'État : il fut conseiller à partir du 2 avril 1881, président de section à compter du 21 janvier 1890, puis vice-président du 12 septembre 1898 au 20 février 1912, date de sa mort. De 1887 à 1889, il avait été détaché au poste de directeur général des Postes et Télégraphes.

Présentation du contenu.

417 AP 2. Famille de Georges Coulon : Antoine Finot, Louis-Auguste Huet, secrétaire du théâtre de l'Opéra comique, Madame Coulon née Augustine-Antoinette Finot, les Pelletan. 1794-1903

3-18. Georges Coulon.

3. Les débuts de sa carrière : préfet de la Vendée, avocat, conseiller d'État, conférencier. 1866-1912.

4-6. Directeur général des Postes et télégraphes. 1849-1890.

7-17. Correspondance reçue classée chronologiquement puis dans l'ordre alphabétique des correspondants. 1866-1909.

18. Correspondance reçue et envoyée, coupures de presse. 1852-1916.

Sources complémentaires.

Voir également le microfilm (417 AP 1 : cote fictive pour 532 Mi) des lettres adressées ou transmises à Georges Coulon, directeur des Postes et télégraphes, vice-président du Conseil d'État, et de documents provenant des familles Scheurer-Kestner et Lauth-Scheurer, lettres adressées à Madame Marie Rueff (1862-1927).

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 172.

[418 AP]

456 Mi

FONDS JULES FERRY

Dates extrêmes : 1872-1892, 1933-1934 et 1982.

Importance matérielle : 3 bobines de microfilm (456 Mi 1-3).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1981-1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1981-1982, 5 p.

Notice biographique.

Avocat et journaliste sous le Second Empire, Jules Ferry (1832-1893) fut rendu célèbre par son pamphlet contre la gestion de Paris, *Les comptes fantastiques d'Hausmann*. Député républicain, il prit la tête d'une des colonnes qui allèrent à l'Hôtel de Ville, le 4 septembre 1870, afin d'y proclamer la République. Il s'y retrouva membre du gouvernement comme élu de la capitale, sans portefeuille, mais avec le poste de secrétaire. Le surlendemain, il fut nommé délégué pour l'administration du département de la Seine et dix jours plus tard, maire de Paris en remplacement d'Arago. Il devint ministre de l'Instruction publique dans les cabinets Waddington et Freycinet (1879-1882) et président du Conseil (1880-1885). En novembre 1883, il prit le portefeuille des Affaires étrangères. L'échec des troupes françaises contre les Chinois à Lang Son le contraignit à la démission. Après son échec à la présidence de la République, il ne retrouva aucun poste gouvernemental mais fut élu à la tête du Sénat.

Présentation du contenu.

Lettres adressées entre 1875 et 1892 par Jules Ferry à son épouse, née Eugénie Risler. Lettres de Paul Strauss (30 mai 1933) et de Louis Barthou (16 janvier 1934) relatives à ce dossier de lettres.

Sources complémentaires.

L'enregistrement réalisé par Odile Rudelle des entretiens que lui a accordés Madame Pisani-Ferry (petite-nièce de Jules Ferry) les 13 mai et 4 juin 1982, est conservé à la section du xx^e siècle des Archives nationales (site de Paris) sous la cote 2 AV 22 ainsi que sa transcription [418 AP 2].

Les mémoires de Madame Pisani-Ferry sont conservés aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XIX 5112-5113.

Les archives départementales des Vosges conservent les archives de la famille Ferry (40 J 1-807).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 456-457.

Jules Ferry. Aux sources de la République laïque (1832-1893), catalogue d'exposition, Archives départementales des Vosges, 2 décembre 2005-4 mars 2006, Épinal, Conseil général des Vosges, 2005.

419 AP

FONDS D'ANTRAIGUES

Dates extrêmes : 1792-1810.

Importance matérielle : 1 carton (419 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1955-1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1981, 4 p.

Notice biographique.

Neveu du comte de Saint-Priest, le ministre de Louis XVI, Emmanuel-Louis-Henri comte d'Antraigues (1755-1812) manifesta dans sa jeunesse des opinions avancées avant de devenir en 1789 député aux états généraux. Émigré en 1790, le comte d'Antraigues, membre très actif du parti royaliste, ennemi acharné de Napoléon I^{er}, fut un agent secret à la solde de plusieurs puissances étrangères. Il fut assassiné par un domestique avec sa femme, Madame de Saint-Huberty, ancienne chanteuse de Marie-Antoinette, le 22 juillet 1812, près de Londres.

Présentation du contenu.

419 AP 1. Mémoires du comte d'Antraigues.

Rapports et notices sur la Russie, adressés en Angleterre. 1799-1810.

Note sur le comte d'Antraigues, retraçant sa carrière et ses missions.

Lettres adressées au comte d'Antraigues et lettres diverses. 1792-1812.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 3, 1939, col. 76-80.

420 AP

FONDS DU CENTRE DÉMOCRATIE ET PROGRÈS

(C.D.P.)

Dates extrêmes : 1946-1978.

Importance matérielle : 32 cartons (420 AP 1-32) ; 4,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du Centre des démocrates sociaux, 1981.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 13 p.

Notice historique.

Le Centre démocrate vit le jour le 2 février 1966 ; il traduisait la tentative de regroupement des centristes à l'occasion de la candidature de Jean Lecanuet à l'élection présidentielle de décembre 1965. Cette formation comprit, au départ, des membres du Mouvement républicain populaire, du Centre national des indépendants et paysans et des représentants du Centre gauche. Le M.R.P. se mit en sommeil en 1967, alors que le C.N.I.P. reprenait son indépendance.

Le Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.) est né d'une scission à l'intérieur du Centre démocrate. En 1969, Jacques Duhamel et ses amis des Cercles Démocratie et Progrès se rallièrent à la majorité gaulliste et soutinrent la candidature de Georges Pompidou, alors que le Centre démocrate appuyait celle d'Alain Poher. Le 8 juin, le Centre Démocratie et Progrès fut constitué à l'Hôtel Lutétia, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Le mouvement compta surtout parmi ses membres des conseillers généraux, des maires et des conseillers municipaux. Les principaux responsables étaient : Jacques Duhamel, président ; Joseph Fontanet, premier vice-président ; Eugène Claudius-Petit, Aymar Achille-Fould et Bernard Stasi, vice-présidents ; Jean Poudevigne, secrétaire général ; Raoul Honnet, délégué national. En 1976, le C.D.P. fusionna avec le Centre démocrate et les clubs Démocratie nouvelle pour former le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.).

Présentation du contenu.

- 420 AP 1-4. Circulaires et documentation du Centre démocrate, puis du Centre Démocratie et Progrès. 1965-1976.
- 5-6. Journées d'études. 1969-1973.
- 7. Conseils politiques. 1972-1976.
- 8-9. Communiqués de presse, articles et études. 1970-1976.
- 10-21. Élections. 1965-1978.
- 22-27. Dossiers thématiques : l'Europe, les femmes et l'avortement, divers. 1964-1976.
- 28-32. *Faits et causes* devenu (1969) *Bulletin hebdomadaire du C.D.P., Études et opinions*, publications diverses. 1968-1975.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent également les archives du Mouvement républicain populaire (350 AP), du Centre démocrate et du Centre des démocrates sociaux (541 AP I et II).

Bibliographie.

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1995, 1088 p.

421 AP

FONDS SAVARY

Dates extrêmes : 1768-1909.

Importance matérielle : 4 cartons (421 AP 1-4) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1963-2000, complétés par un don de mademoiselle Aliette de Boisgelin, 1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M.-F. Limon, 1995, XIX-8 p.

Notice biographique.

Après s'être engagé comme volontaire dans le Royal-Normandie en 1789, René Savary (1774-1833) servit à l'armée du Rhin en 1792, puis, en 1797, il devint chef d'escadron et aide de camp de Desaix. Avec ce dernier, il partit pour l'Égypte et l'Italie. En juin 1800, Bonaparte fit de lui son aide de camp. Le 6 septembre 1801, Savary devint colonel, commandant la gendarmerie d'élite, et en 1803, il fut promu général de brigade. Sous le Consulat, Bonaparte l'employa à des missions politiques. Il se rendit dans les départements de l'Ouest à la recherche des complices de Cadoudal. C'est à cette époque que se place l'épisode de l'enlèvement du duc d'Enghien. Sous l'Empire, devenu général de division, il participa avec la Grande Armée aux campagnes de 1805 à 1807. Sa victoire à Ostrolenka sur les Russes, le 16 février 1807, lui valut le grand aigle de la Légion d'honneur. Après la paix de Tilsitt (8 juillet 1807), il fut envoyé en mission auprès du tsar jusqu'en janvier 1808.

Créé duc de Rovigo en mai 1808, Savary fut nommé ministre de la Police générale à la place de Fouché, le 3 juin 1810. Lors de la reddition de Paris en 1814, il accompagna Marie-Louise à Blois. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé premier inspecteur général de la gendarmerie. Il voulut accompagner l'Empereur à Sainte-Hélène mais il fut conduit par les Anglais à Malte où il resta enfermé sept mois. Il y prépara ses *Mémoires* et parvint à s'évader en avril 1816. Ayant été condamné à mort par contumace en France le 24 décembre 1816, il ne revint à Paris qu'en 1819. Il fut finalement acquitté lors d'un second procès. Le 6 décembre 1831, il fut nommé gouverneur des possessions françaises en Afrique et commissaire en chef du corps d'occupation en poste à Alger. Il mourut le 2 juin 1833 à Paris.

Il avait épousé le 27 février 1802 Marie Charlotte Félicité de Fautoas Barbazan de Segnanville, cousine des Polignac. Il en eut sept enfants.

Présentation du contenu.

- 421 AP 1. Savary et sa famille, des débuts de sa carrière à la fin de l'Empire.
 - Biographie, notes biographiques et souvenirs consacrés à René Savary, duc de Rovigo.
 - Pièces relatives au père et aux frères de Savary.
 - Savary sous le Consulat.
 - Savary sous l'Empire.
 - Papiers de la duchesse de Rovigo et de sa famille.

- Enfants du duc et de la duchesse de Rovigo.
2. Savary après la chute de l'Empire.
Lettres reçues et envoyées par Savary. 1817-1825.
Fragments de comptabilité. 1809-1828.
Savary en exil. 1816-1819.
Conflit avec la maison Wilkinson. 1817-1825.
 3. Procès relatif à la terre de Sommerschenbourg, en Westphalie.
 4. *Mémoires* de Savary.

Supplément non coté.

Mémoires signés « René de Rovigo », censés avoir été rédigés par le fils du second duc de Rovigo. Or, ce dernier n'a pas eu de fils.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M.-F. Limon.

VANLYNSEELE (Joseph), *Les princes et les ducs du Premier Empire non maréchaux. Leur famille et leur descendance*, Paris, s.n.d.e., 1959, p. 249-269.

MELCHIOR-BONNET (Bernardine), *Un policier dans l'ombre de Napoléon. Savary, duc de Rovigo*, Paris, Tallandier, 1961.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 731-734.

LENTZ (Thierry), *Savary, Le séide de Napoléon*, Metz, Serpenoise, 1993 et Paris, Fayard, 2001.

422 AP

FONDS D'ARGENSON

Dates extrêmes : 1722-1748.

Importance matérielle : 4 cartons (422 AP 1-4) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1966-1970, 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (422 AP 1), par S. d'Huart, 1981, 3 p.

Notice historique.

La seigneurie d'Argenson, en Touraine, fut érigée en marquisat en janvier 1700 en faveur de Marc-René de Voyer de Paulmy d'Argenson. La famille compte plusieurs personnages connus depuis René de Voyer, comte d'Argenson (1596-1651), conseiller d'État et ambassadeur à Venise, son fils Marc-René (1623-1700) aussi ambassadeur à Venise et son petit-fils Marc-René (1652-1721) lieutenant général de police, garde des Sceaux, ministre d'État.

Celui-ci eut deux fils, René-Louis et Marc-Pierre.

René-Louis, marquis d'Argenson (1694-1757), intendant du Hainaut et secrétaire aux Affaires étrangères de 1744 à 1747, a laissé de nombreux écrits, publiés de son vivant ou après sa mort : *Considérations sur le gouvernement de la France* (1764), *Essais ou Loisirs d'un homme d'État* (1782), *Journal et mémoires* (1859). Son frère cadet, Marc-Pierre (1696-1764), comte d'Argenson, lieutenant général de police, chancelier du duc d'Orléans, conseiller d'État, ministre de la Guerre, intendant général des Postes, fut en butte à l'hostilité de Madame de Pompadour qui le fit exiler dans sa terre des Ormes. Diderot et d'Alembert lui dédièrent l'*Encyclopédie*. Le fils de Marc-Pierre, Marc-René marquis d'Argenson (1722-1782) fut lieutenant général des armées du roi puis gouverneur du château de Vincennes de 1754 à sa mort.

Présentation du contenu.

422 AP 1. Lettres adressées au comte Marc-Pierre d'Argenson (1696-1764).

Supplément.

422 AP 2. Lettres autographes de plus de quarante personnages illustres (La Rochefoucauld, Marigny, Crillon, Clermont-Tonnerre, d'Estrées, Montmorency, Chevreuse, Biron, Vögué...), au marquis Marc-René de Voyer d'Argenson, lieutenant général des armées du roi. 1715-1781.

422 AP 3. Documents provenant du comte Marc-Pierre d'Argenson, et concernant l'armée française en Belgique pendant la guerre de succession d'Autriche. Campagne de Flandre de l'armée de Maurice de Saxe, 1743-1763 :

– cartes militaires de l'état-major du maréchal de Noailles et du maréchal de Saxe.

– campagne du Rhin de 1743 : plans, cartes, ordres de marche, notes.

- livre de route du chef d'état-major du maréchal de Saxe. Avril-août 1746.
- l'armée de Maurice de Saxe avant les préliminaires de paix en avril 1748 : listes, observations, ordres de marche.
- instructions signées du maréchal de Noailles. 1744.
- campagne de Belgique du maréchal de Saxe après Fontenoy : livre de route du chef d'état-major, juin à octobre 1745, ordres d'opération, règlements, ordres de fourrage, projet de marche.
- documents divers.

422 AP 4. Lettres de la marquise de Pompadour au comte Marc-Pierre d'Argenson. S. d.

Sources complémentaires.

En 1976, la bibliothèque universitaire de Poitiers a reçu en dépôt les archives d'Argenson provenant du château des Ormes (papiers de la branche cadette de la famille d'Argenson, issue du comte Marc-Pierre d'Argenson).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.
 COMBEAU (Yves), *Le comte d'Argenson, ministre de Louis XV*, Paris, librairies H. Champion et Droz, Mémoires et documents de l'École des chartes, 1999.

423 AP

FONDS FLANDIN

Dates extrêmes : 1870-1946.

Importance matérielle : 19 cartons (423 AP 1-19) ; 2,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Flandin, 1956.

Conditions d'accès : libre sauf 423 AP 19, dossier 1.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Bimbenet-Privat, 1982, 18 p.

Notice biographique.

Etienne Flandin, né le 1^{er} avril 1853 à Paris, était le fils du docteur Charles Flandin, médecin chimiste, tenant de l'opposition républicaine sous l'Empire, et vice-président du conseil général de l'Yonne.

Etienne Flandin quitta très vite la maison familiale de Domecy-sur-Cure (Yonne) pour compléter ses études au lycée Saint-Louis, puis faire son droit et consacrer son doctorat aux assemblées provinciales dans l'Empire romain. Sa carrière juridique est courte : professeur de droit civil à la faculté d'Alger de 1880 à 1882, il assuma diverses charges aux parquets de Pau, Paris et Alger, jusqu'en 1893.

Il commença sa carrière politique en entrant, en 1893, au conseil général de l'Yonne. Cette même année, il fut élu dans l'Yonne aux élections législatives. Battu par son adversaire radical Gallot en 1898, il retrouva un nouveau mandat en 1902, puis en 1906. Le 3 janvier 1909, encore député, il fut élu sénateur de l'Inde française ; il le resta jusqu'à sa mort, le 20 septembre 1922. Le 26 octobre 1918, Étienne Flandin avait également été nommé résident général à Tunis, en mission temporaire.

Etienne Flandin était le gendre d'Hippolyte Ribière (1822-1885), préfet de l'Yonne du 6 septembre 1870 au 25 mai 1873. Son fils, Charles Flandin, fut médecin des hôpitaux de Paris et consacra ses travaux à la chimie et aux maladies infectieuses.

Présentation du contenu.

423 AP 1-16. Papiers d'Etienne Flandin.

1. Études et magistrature. 1880-1891.
- 2-4. Député de l'Yonne. 1893-1909.
- 5-11. Sénateur de l'Inde (avant 1914 et pendant la Première Guerre mondiale). Résidence générale de Tunis. 1909-1920.
12. Dernière période sénatoriale. 1920-1922.
13. Divers. Œuvres. Papiers de Madame Étienne Flandin. 1880-1920.
- 14-16. Correspondance. 1909-1922.
- 17-19. Papiers Hippolyte Ribière, beau-père d'Etienne Flandin, préfet de l'Yonne. 1870-1872.
- Papiers Charles Flandin. 1905-1945.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de M. Bimbenet-Privat.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 5, 1968, p. 1697-1698.

424 AP

FONDS JOSEPH PAUL-BONCOUR

Dates extrêmes : 1899-1966.

Importance matérielle : 55 cartons (424 AP 1-55) ; 8,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1977.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Bimbenet-Privat, 1982, 24 p.

Notice biographique.

Docteur en droit et avocat, Joseph Paul-Boncour (1873-1972) fut secrétaire particulier du président Waldeck-Rousseau, puis directeur de cabinet du ministre du Travail, René Viviani. En 1911, il fut nommé à son tour ministre du Travail. Il fut ministre de la Guerre, de juin à septembre 1932, président du Conseil du 18 décembre 1932 au 30 janvier 1933, ministre des Affaires étrangères du 18 décembre 1932 au 29 janvier 1934. Délégué permanent à la Société des Nations, il n'accepta un poste honorifique de ministre d'État en janvier 1936 qu'à la condition expresse de rester à Genève. Président du groupe parlementaire de l'union socialiste et républicaine, il assumait l'intérim des Affaires étrangères lors de la maladie de Pierre-Etienne Flandin. Lors de la réoccupation militaire de la rive gauche du Rhin par l'Allemagne, il fut l'un des rares à se montrer partisan d'une solution de force immédiate. Ministre des Affaires étrangères dans le second cabinet Blum du 13 mars au 9 avril 1938, il confirma à la Tchécoslovaquie que la France tiendrait tous ses engagements en cas d'invasion allemande et il rappela à la Chambre la politique gouvernementale de non-intervention en Espagne. Joseph Paul-Boncour fut également député du Loir-et-Cher de 1909 à 1914, de la Seine de 1919 à 1924, du Tarn de 1924 à 1931, et sénateur du Loir-et-Cher de 1931 à 1941. En 1944, il présida la commission des Affaires étrangères à la Chambre des députés, et il fut conseiller de la République de 1946 à 1948.

Présentation du contenu.

- 424 AP 1. Études et débuts politiques. 1899-1909.
2. Député du Loir-et-Cher et ministre du Travail. 1909-1911.
- 3-5. Député du Loir-et-Cher. 1911-1914.
- 6-8. Correspondance. 1900-1914.
- 9-10. Député de la Seine. 1919-1924.
- 11-15. Député du Tarn. 1924-1931.
16. Sénateur du Loir-et-Cher. 1931-1932.
- 17-18. Sénateur et ministre de la Défense. Juin-décembre 1932.
- 19-20. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Décembre 1932-janvier 1933.
- 21-22. Ministre des Affaires étrangères (cabinets Daladier, Sarraut et Chautemps). Janvier 1933-janvier 1934.
23. Ministre des Affaires étrangères (fin) et de la Défense nationale. Fin 1933-février 1934.

- 24-27. Sénateur du Loir-et-Cher et avocat. Février 1934-janvier 1936.
- 28. Ministre d'État. Janvier-juin 1936.
- 29-30. Sénateur et avocat. Juin 1936-1938.
- 31-32. Ministre des Affaires étrangères (2^e cabinet Blum). 1938.
- 33. Sénateur du Loir-et-Cher. 1939.
- 34. Correspondance et autres documents. 1919-1939.
- 35-38. Articles et conférences. 1919-1939.
- 39. Seconde Guerre mondiale. 1939-1945.
- 40. Paul-Boncour au Conseil de la République. 1946-1948.
- 41-44. IV^e République. Présidence de la commission scolaire. 1947-1959.
- 45-46. Activités annexes de Paul-Boncour après la guerre. L'avocat. Comité de vigilance pour la protection de l'enfance. Réunions d'anciens résistants. Ligue des droits de l'homme. Ligue internationale contre l'antisémitisme. Anciens combattants du Loir-et-Cher. 1948-1964.
- 47-55. L'œuvre : le conférencier, le journaliste, l'homme de Radio, l'homme de cinéma, l'écrivain. 1945-1966.

Sources complémentaires.

Dans les nouvelles acquisitions françaises de la Bibliothèque nationale de France sont conservés quelques fragments de la correspondance de Paul-Boncour (n. a. .fr. 17184, fol. 289 ; n. a. .fr. 17591, fol. 307 ; n. a. .fr. 17597, fol. 108 ; n. a. .fr. 17812, fol. 107-111 ; n. a. .fr. 17863, fol. 155-156).

Dans la série des papiers d'agents du ministère des Affaires étrangères sont conservés 5 cartons concernant Joseph Paul-Boncour, 1924-1951.

Bibliographie.

- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 563.
- VIDAL (Colin), « Les activités politiques de Joseph Paul-Boncour de 1932 à 1936 », dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1992 pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe*, 1992, p. 233-241 (thèse conservée sous la cote AB XXVIII 980).

425 AP

FONDS RENÉ RENOULT

Dates extrêmes : 1867-1946, 1965.

Importance matérielle : 3 cartons (425 AP 1-3) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de madame René Renoult, 9 mars 1982.

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 6 p.

Notice biographique.

René Renoult (1867-1946) entreprit en 1888 une carrière d'avocat. Deux ans plus tard, il entra dans les milieux politiques en devenant secrétaire particulier, puis chef de cabinet du président de la Chambre des députés, Charles Floquet. Élu député de la Haute-Saône dans l'arrondissement de Lure en 1902, il accomplit une œuvre considérable à la Chambre des députés, où il représenta ce département pendant 17 ans. En 1920, il passa à la Haute Assemblée et fut sénateur du Var de 1920 à 1944. Sous-secrétaire d'État aux Finances pendant plus d'un an en 1909-1910, il fut ensuite huit fois ministre : entre 1911 et 1932, il détint tour à tour les ministères du Travail, de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics, de la Justice, à trois reprises, et de la Marine, mais il ne conserva souvent son portefeuille que durant quelques mois. C'est surtout dans les deux assemblées et dans les commissions parlementaires que s'exerça son activité tournée vers les domaines économique, social, juridique, avec le souci constant de défendre les principes laïcs et républicains chers au parti radical, dont il fut l'un des premiers présidents en 1903. Fidèle à sa ligne de conduite, il fit partie des 80 parlementaires qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Arrêté dans le Var où il s'était réfugié à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il fut interné de janvier à juin 1944 et mourut peu de temps après la fin des hostilités en 1946.

Présentation du contenu.

425 AP 1-3. Biographies et discours parlementaires. 1867-1946.

Notes biographiques, discours, professions de foi électorales. 1867-1944.

Sources complémentaires.

L'enregistrement du témoignage d'Henriette Renoult sur son mari, René Renoult, et son incarcération en 1944 est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 2 AV 20-21.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 589.

426 AP

FONDS SOMBREUIL

Dates extrêmes : 1714-1844.

Importance matérielle : 3 cartons (426 AP 1-3) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Gattins, 1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par S. d'Huart, 1982, 7 p.

Notice biographique.

Fille de Charles-François Vireau ou Virot, marquis de Sombreuil, maréchal de camp et gouverneur des Invalides (1727-1794), enfermé à l'Abbaye après le 10 août 1792, Marie-Maurille Virot de Sombreuil (1774-1823) sauva son père, qui eût été au nombre des victimes des massacres de Septembre, en demandant au peuple sa grâce. Sombreuil fut exécuté peu après, condamné à mort comme conspirateur. Délivrée après le 9 thermidor, Marie de Sombreuil épousa un émigré, le comte de Villelume. Le dévouement filial de Mademoiselle de Sombreuil et l'épisode du verre de sang que les massacreurs lui auraient fait boire comme rançon de la vie de son père, ont été célébrés en prose et en vers, notamment par Victor Hugo, par Delille et par Legouvé.

Son frère, Charles-Eugène-Gabriel, emprisonné en 1792, émigra ensuite, servit sur le Rhin et en Hollande (1794), puis passa en Angleterre. Chargé du commandement de la deuxième division de l'expédition dirigée sur Quiberon, il y débarqua au moment où Hoche attaquait le fort Penthièvre. Contraint de capituler, il fut condamné à mort et fusillé à Vannes en juillet 1795.

Présentation du contenu.

- 426 AP 1. Papiers personnels et d'affaires, brevets, ordres, lettres de service concernant Charles-François Virot de Sombreuil, sa fille Marie-Maurille, et son fils Charles-Eugène-Gabriel. 1758-1821.
2. Papiers Villelume. XIX^e -XX^e s.
3. Familles alliées et collection d'autographes. XVII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'inventaire semi-analytique de S. d'Huart.

427 AP

FONDS ROBIEN

Dates extrêmes : 1917-1944.

Importance matérielle : 6 cartons (427 AP 1-6) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du comte Louis de Robien, 1956-1958.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart et A. Ducrot, 1982 et 1998, 5 p.

Notice biographique.

Né en 1888, Louis de Robien épousa Laure du Pont de Gault Saussine, dont il eut deux enfants : Élisabeth et Anne-Thibault. Sa carrière diplomatique le mena dans les pays de l'Est (Russie, Pologne, Hongrie), avec un intermède en Belgique, puis en Amérique (Brésil et Uruguay). Il mourut en 1958.

Historique de la conservation.

Le comte Louis de Robien rédigea ses souvenirs d'après des documents, notes et agendas dont la plupart disparurent entre 1940 et 1945, pendant l'occupation de son château du Mesnil-Geffroi, à Ermenouville (Seine-Maritime), par les troupes allemandes puis américaines. Ses souvenirs sont restés inédits, mais il les communiqua souvent, en particulier à Roger Peyrefitte, qui les utilisa dans son ouvrage sur *Les ambassades*.

Présentation du contenu.

- 427 AP 1. « Souvenirs, 1^e série », 1888-1918, 1150 p. mss., 6 p. dact. et 3 tableaux généalogiques.
- 2-3. « Souvenirs, 1^e série (à l'étranger) [suite : 1919-1931] ». 17 fasc. mss.
4. « Souvenirs, 2^e série (à Paris, 1931-1941) ». 18 fasc. mss.
5. « Journal tenu en Russie, 1917-1919 », 1 vol. relié de 743 p. dact.
6. « Notes concernant le quai d'Orsay. 1930-1944. », 141 p. mss.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart et d'A. Ducrot.

428 AP

FONDS GEORGES MONTORGUEIL

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (428 AP 1-4) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du journal *Le Monde*, 1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par V. Dignac, 1982, 6 p.

Notice biographique.

Né à Paris, le 5 novembre 1857, Octave Lebesque commença sa carrière de journaliste dans la presse lyonnaise. Puis il collabora à plusieurs journaux parisiens notamment *Paris*, *La Bataille*, *Le Mot d'Ordre*, *L'Echo de Paris*, sous les pseudonymes de Georges Montorgueil, Jean Valjan, Caribert. Il devint ensuite chef des informations à *l'Éclair*, et enfin rédacteur en chef du *Temps* jusqu'à sa mort, survenue en avril 1933. Depuis 1900, il était directeur de *L'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*.

Auteur des livrets de trois drames lyriques, *Mérovig*, *La Cloche du Rhin*, avec la collaboration de Gheusi, et *Léone* – la musique de ces deux dernières œuvres étant l'œuvre de Samuel Rousseau – il publia également de nombreux ouvrages et albums sur Paris : *Le Café-Concert*, *La Vie des Boulevards*, *Les Plaisirs du Dimanche*, *La Vie à Montmartre*, *La Parisienne peinte par elle-même*, entre autres, et une vie romancée d'Henry Murger.

Présentation du contenu.

428 AP 1-4. Papiers personnels, correspondance et coupures de presse. XIX^e-XX^e s.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de V. Dignac.

429 AP

FONDS LUCIEN BAUZIN

Dates extrêmes : 1903-1946.

Importance matérielle : 10 cartons (429 AP 1-10) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Bauzin, 1971.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., 1 p.

Notice biographique.

Licencié en droit, avocat à la cour d'appel de Paris en 1900, Lucien Bauzin (1880-1971), fut chef de cabinet aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, conseiller de préfecture de la Seine, maître des requêtes au Conseil d'État (1926), conseiller d'État (1938), vice-président du Parti républicain radical socialiste (1930-1932) et président de la Fédération radicale de la Seine. Journaliste politique et auteur d'œuvres poétiques, Lucien Bauzin fut également vice-président du Syndicat des journalistes républicains et de la presse périodique.

Présentation du contenu.

- 429 AP 1. Documents relatifs à la Fédération radicale de la Seine et au bureau du Parti radical. 1914-1940.
2. Bulletins du parti radical. Brochures : congrès du parti, listes des députés et sénateurs, coupures de presse. 1908-1955.
3. Documentation sur diverses personnalités politiques. Notes sur l'affaire Caillaux, la guerre de 1914-1918.
4. Politique locale : Fédération de la Seine, élections dans le xvii^e arr. et à Vincennes, dans le Lot, dans la Nièvre. 1903-1946.
- 5-7. Documentation réunie pour la biographie de Louis-Lucien Klotz (1868-1930), ministre des Finances de 1910 à 1913 et de 1917 à 1920, et ministre de l'Intérieur du 22 mars au 8 décembre 1913.
8. Notes sur la dévaluation, le principe majoritaire, le communisme. Groupe Waldeck-Rousseau. Notes sur les cabinets auxquels des radicaux ont participé. 1910-1938.
9. Collections de journaux relatifs aux élections : Vincennes, Neuilly. Élections et constitution de 1946
10. Varia : projet de loi sur le conseil économique, dommages de guerre, syndicalisme, anticléricalisme, anti-militarisme, notes biographiques.

Bibliographie.

Who's who, 1969-1970, p. 209.

430 AP

FONDS ANDRÉ COCHUT

Dates extrêmes : 1853-1890.

Importance matérielle : 1 carton (430 AP 1) ; 0,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1957.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1982, 3 p.

Notice biographique.

Pierre *André* Cochut naquit à Paris le 18 mars 1807. Chargé de traiter en 1836 dans la *Revue des Deux Mondes* les questions d'économie politique, et particulièrement la colonisation algérienne, il se vit confier par le gouvernement de Louis-Philippe la rédaction d'un *Rapport général sur l'Algérie*, dont la Révolution de 1848 arrêta la publication. Cochut fut ensuite attaché à la rédaction du *National*. Après avoir appartenu à une société de crédit, il devint en 1870 directeur du Mont-de-Piété de Paris, fonction qu'il garda jusqu'en 1885. Il mourut en 1890.

Présentation du contenu.

430 AP 1. Lettres adressées à André Cochut, économiste, directeur du Mont-de-Piété par des députés, sénateurs, des hommes de lettres, des économistes, des préfets et divers. 1853-1890.

Sources complémentaires.

Le dossier d'André Cochut, officier de la Légion d'honneur, est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote LH 558, dossier 73.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart et du dossier de Légion d'honneur d'André Cochut.

431 AP

FONDS ROCHECHOUART

Dates extrêmes : 1353-1847.

Importance matérielle : 3 cartons (431 AP 1-3) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Antoine de Rochechouart, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1982, 5 p.

Notice biographique.

La famille de Rochechouart est une ancienne maison française, originaire de Charente et de Limousin, dont sont issues les branches de Mortemart, de Chandénier, de Saint-Amant, de Faudoas, de Jars et autres. Aimery I^{er}, descendant des vicomtes de Limoges, est cité en 1018. Aimery VII de Rochechouart hérita par mariage, en 1205, de la maison de Mortemart, et vers 1254, également par mariage, Jeanne de Mauléon apporta à cette famille la principauté de Tonnay-Charente. Le titre de duc de Mortemart avec la pairie fut érigé en 1650. Louis-Victor-Léon de Rochechouart (1788-1858), général de brigade, fit une carrière militaire au service de la France et de la Russie.

Présentation du contenu.

- 431 AP 1. Arbres généalogiques, notes sur divers Rochechouart. Manuscrits et feuilles imprimées de l'*Histoire de la maison de Rochechouart* par le général comte de Rochechouart.
2. Papiers personnels et de fonctions concernant divers Rochechouart. 1353-xviii^e s.
3. Général de Rochechouart (1788-1854) et autres. 1776-1847.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

[432 AP]

572 Mi

FONDS GÉNÉRAL DE CUBIÈRES

Dates extrêmes : 1830-1840.

Importance matérielle : 2 bobines de microfilm (572 Mi 1-2).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1982.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 6 p.

Notice biographique.

Le général de Cubières (1786-1853) se distingua à Eylau et à Waterloo où il était colonel. Retraité en 1815, il reprit du service en 1823 et fit les campagnes d'Espagne, de Morée et d'Ancône. Lieutenant-général en 1825, pair de France, deux fois ministre de la Guerre (du 31 mars au 12 mai 1839 et du 1^{er} mars au 29 octobre 1840), il fut impliqué en 1847 dans l'affaire de corruption Teste, condamné à la dégradation civique, mais réhabilité en 1852.

Présentation du contenu.

Correspondance reçue par Cubières relative à l'Algérie. 1830-1839.

Correspondance de Cubières relative à l'Algérie. 1839-1840.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 10, 1965, col. 1502-1505.

433 AP

FONDS LÉON NOËL

Dates extrêmes : 1901-1975.

Importance matérielle : 3 cartons (433 AP 1-3) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1982.

Conditions d'accès : libre sauf les lettres émanant de Louis Canet.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1982, 3 p.

Notice biographique.

Docteur en droit, Léon Noël (1888-1987) commença sa carrière au Conseil d'État comme auditeur (1913), puis maître des requêtes (1924). Délégué général du Haut-Commissariat de la République française dans les provinces du Rhin (1927), il devint préfet du Haut-Rhin en 1930.

Directeur de la Sûreté générale et secrétaire général du ministère de l'Intérieur (1931), Léon Noël fut directeur de cabinet du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Pierre Laval (1932), ambassadeur en Pologne (1935-1940) et ministre plénipotentiaire aux négociations d'armistice avec l'Allemagne et l'Italie (1940).

Nommé délégué en territoire occupé le 9 juillet 1940, il démissionna le même jour. Président de la commission des Affaires étrangères du R.P.F. (1948), il fit partie du conseil de direction de ce parti en 1949, et il fut député de l'Yonne de 1951 à 1955. Président du Conseil constitutionnel de 1959 à 1965, Léon Noël fut chargé par le Gouvernement de proposer une réforme des services de police en 1966.

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques (1944), il a laissé une œuvre importante : *l'Agression allemande contre la Pologne* (1946), *Conseils à un jeune Français entrant dans la diplomatie* (1948), *Comprendre de Gaulle* (1972), *les Illusions de Stresa* (1975), *De Gaulle et les débuts de la V^e République* (1976), *la Guerre de 39 a commencé quatre ans plus tôt* (1979).

Historique de la conservation.

L'essentiel des archives de Léon Noël a été brûlé en 1940. Léon Noël avait intentionnellement fait détruire les doubles des archives de l'ambassade de Varsovie. Reste ce dossier de travail sur la reprise des relations diplomatiques avec Rome et les associations diocésaines. Léon Noël était alors auditeur au Conseil d'État, affecté à la section de l'Intérieur (questions du Culte), spécialisé dans les affaires religieuses.

Présentation du contenu.

433 AP 1. Reprise des relations diplomatiques avec Rome. 1918-1921.

Syndicats ecclésiastiques, associations culturelles et diocésaines. 1920-1927.

2. Congrégations : arrêt des poursuites, projets de lois d'autorisation, liquidation et attribution. 1901-1926.
3. Etablissements de droit étranger en France (Alsace-Lorraine, chapelles allemande et écossaises, Visitation de Chambéry). Loi de finances de 1926. Coupures de presse, notes et travaux universitaires. Correspondance relative aux associations diocésaines, échangée notamment avec Louis Canet chef adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur (Pierre Marraud) puis du garde des sceaux (Maurice Colrat), chargés successivement de la question des associations diocésaines. *Le statut de l'Église de France après la Séparation, l'affaire des Associations diocésaines*, témoignage dact. de L. Noël. 1922-1975.

Bibliographie.

Who's who, 1987-1988, p. 1193.

434 AP

FONDS JEAN ET PIERRE DUPUY

Dates extrêmes : 1886-1928.

Importance matérielle : 39 cartons, 1 registre, 1 rouleau (434 AP 1-41) ; 5,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Micheline Dupuy, 1982-1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (434 AP 1 à 8), par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 6 p. ; récolement dact. (434 AP 9 à 41), par C. Sibille, 2000-2003, 4 p.

Notice biographique.

D'origine modeste, Jean Dupuy (1844-1919) devient huissier à Paris, connaît une ascension sociale rapide qui le conduit à l'achat du *Petit Parisien*, et est élu sénateur des Hautes-Pyrénées en 1891. Rapporteur du budget de l'agriculture depuis trois ans, il devient ministre de l'Agriculture en 1899. Il organise alors le Crédit agricole, crée l'office des renseignements agricoles et développe l'usage de l'alcool industriel. À la chute du cabinet, il reprend sa place à la Chambre haute. Il retrouve un portefeuille en 1909 quand Briand le charge du Commerce et de l'Industrie. Vice-président du Sénat en 1911, il est ministre des Travaux publics et des P.T.T. un an plus tard. Au milieu de la Grande Guerre, il obtient une place au Conseil des ministres comme membre du Comité de guerre mis en place par Painlevé. Pendant plus de trente ans, de 1887 à 1919, Jean Dupuy était resté le directeur du *Petit Parisien*.

Son fils Pierre (1876-1968) est secrétaire particulier de son père au ministère de l'Agriculture, en 1902, après son doctorat en droit. La même année, il devient le plus jeune député de France (Gironde) et s'inscrit au groupe de la gauche démocratique dont il devient le secrétaire l'année suivante. Après un passage aux services techniques du ministère de la Guerre durant la Guerre de 1914-1918, il est nommé commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande par Clemenceau (20 mai 1919-20 janvier 1920). Député de la Gironde jusqu'en 1924, il préside la Commission de la marine militaire à la Chambre des députés de 1921 à 1923. Il est ensuite député de la Seine de 1924 à 1928, de l'Inde française de 1932 à 1942. Gérant statutaire de la Société en commandite par actions dite Société du *Petit Parisien* et d'éditions Pierre Dupuy et Compagnie, de 1906 à 1957, Pierre Dupuy est en outre président-directeur général de la Société anonyme de la Papeterie de la Seine à Nanterre. Le *Petit Parisien* se replie en juin 1940 à Bordeaux, puis à Clermont-Ferrand. Mais en octobre, Pierre Dupuy le fait reparaître à Paris, en lui donnant une orientation qui lui vaut d'être inquiété à la Libération.

Présentation du contenu.

- 434 AP 1-6. Jean Dupuy (1844-1919). Dossiers du sénateur, du ministre et du président du Syndicat de la presse. Correspondance du sénateur des Hautes-Pyrénées. Correspondance active et passive de Jean Dupuy. Domaine du Gibaud, Charente-Maritime et biographie de Jean Dupuy. 1886-1920.
- 7-8. Pierre Dupuy (1876-1968). Député de la Gironde et président de la Commission

de la marine militaire à la Chambre des députés. Journaliste et directeur du *Petit Parisien*. 1907-1928.

Supplément non classé.

I - Papiers familiaux.

14, 18, 31, 36-38. Propriétés familiales : Gibaud (Charente-Maritime), Villembitz (Hautes-Pyrénées), Tarbes, château de La Maye. 1890-1897.
Successions. 1913-1925.

II - Jean Dupuy.

9-12, 30, 61. Jean Dupuy sénateur des Hautes-Pyrénées. 1892-1919.
29. Jean Dupuy président de la mission d'essais, vérifications et expériences techniques. 1915-1919.
29. Politique intérieure et extérieure. 1890-1919.

II - Pierre Dupuy.

16. Pierre Dupuy député de la Gironde. 1902-1927.
16, 41. Campagne législative de Pierre Dupuy à Paris en 1928.
20, 28, 32, 33. Pierre Dupuy député de l'Inde française. 1931-1939.
24, 34. Pierre Dupuy président de la commission de la marine militaire à la Chambre des députés. 1915-1923.
15. Politique intérieure et extérieure, Société des Nations, relations franco-italiennes. 1930-1936.
13, 14, 17, 19, 22- Pierre Dupuy journaliste, président du conseil d'administration de la
23, 25-27, 39, 40. Société nouvelle d'éditions et de publications de l'Ouest et directeur du *Petit Parisien*.

Sources complémentaires.

Les archives du *Petit Parisien* sont conservées aux Archives nationales dans la sous-série 11 AR.

Bibliographie.

DUPUY (Micheline), *Un homme, un journal, Jean Dupuy (1844-1919)*, Paris, Hachette, 1959.
DUPUY (Micheline), *Le Petit Parisien, le plus fort tirage des journaux du monde entier*, Paris, Plon, 1989.
YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 446-447.

435 AP

FONDS LEBAS-GUYOT

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 8 cartons (435 AP 1-9) ; 1,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Yvette Lebas-Guyot, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. ms., par S. d'Huart, 1982, 4 p.

Notice biographique.

Épouse de l'historien Raymond Guyot, collaboratrice et amie de Joseph Caillaux, journaliste spécialisée dans les problèmes internationaux, romancière de talent, Yvette Lebas-Guyot (décédée en 1965) a joué un rôle important dans la vie intellectuelle et politique de l'entre-deux-guerres. Ses activités professionnelles la conduisirent notamment en Autriche et aux États-Unis. Officier de marine dans les Forces françaises libres, elle fonda à Alger les Forces françaises féminines de la flotte.

Présentation du contenu.

- 435 AP 1. Papiers militaires des services féminins de la flotte, Alger et États-Unis, laissez-passer et documents divers. 1941-1944.
- 2-5. Correspondance reçue. 1916-1954.
6. Papiers de Raymond Guyot. 1925-1934.
7. Papiers de famille et divers. 1922-1954.
8. Papiers de fonctions. Documentation sur la marine anglaise, 1935-1936. Marine nationale, 1944-1945. O.T.A.N., Conseil de l'Europe, B.B.C., Unesco, 1947-1955.
9. Œuvres littéraires et articles. 1932-1965.

Bibliographie.

Informations recueillies à partir des papiers personnels contenus dans le fonds.

436 AP

CHARTRIER DE LÉRAN/ARCHIVES LÉVIS-MIREPOIX

Dates extrêmes : x^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 728 cartons (436 AP 1-728) ; 95 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dation, 1982, complétée par des achats, 1983-2000.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé aux Archives départementales de l'Ariège.

Instrument de recherche : *Archives du château de Lérans (436 AP). Répertoire numérique*, par Fr. Hildesheimer, Paris, Archives nationales, 1986, in-8°, 120 p.

Notice historique.

Le plus ancien membre de cette famille originaire de Lévy-Saint-Nom (Seine-et-Oise, canton de Chevreuse), Philippe de Lévis, mourut vers 1204. Son second fils, Guy I^{er} de Lévis, fondateur (1196) de l'abbaye de Notre-Dame de la Roche, suivit (1209) son suzerain Simon de Montfort, comme maréchal dans sa croisade contre les Albigeois. Guy de Lévis se vit attribuer par le roi de France la terre de Mirepoix et le pays d'Olmès, conquis sur le comté de Foix. Il mourut vers 1233. De cette souche dérivent : les Lévis-Lérans, les seigneurs de Montbrun et de Pennes, les vicomtes de Lautrec, comtes de Villars, seigneurs de La Roche-en-Régnier dans le Velay, les barons de La Voulte, comtes puis ducs de Ventadour, les comtes de Charlus, les seigneurs de Lévis et de Florensac, les seigneurs de Cousan et de Lugni, les barons et comtes de Caylus. Les seigneurs de Mirepoix devinrent rapidement les personnages les plus importants du domaine royal languedocien. Ils étaient de père en fils sénéchaux de Carcassonne.

Les biens de la famille furent saisis sous la Révolution, le château détruit et le fils du duc, Charles-Philibert, décapité sous la Terreur. De retour d'émigration, la famille s'installa au château de Lérans (Ariège).

Historique de la conservation.

Fonds transféré le 11 juillet 1996 aux Archives départementales de l'Ariège, où il porte désormais la cote 46 J (la cotation interne est inchangée).

Présentation du contenu.

- 436 AP 1-215. Fonds Lévis : documents d'administration seigneuriale provenant des fonds Lévis-Mirepoix et Lévis-Lérans et réunis en un unique ensemble. x^e-xviii^es.
- 216-322. Branche aînée : fonds Lévis-Mirepoix. xiii^e-xviii^e s.
- 323-409. Branches cadettes, dont fonds Lévis-Lérans. xiii^e-xix^e s.
- 410-726. Familles alliées. xviii^e-xx^e s.
- 727-728. Divers. Papiers Boffille de Juge. xiv^e-xviii^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, dans la série T 208¹ à 208¹¹, des papiers concernant la carrière et des souvenirs militaires du maréchal de Mirepoix.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de *Archives du château de Lérans (436 AP)*.
Répertoire numérique, par Fr. Hildesheimer.

437 AP

FONDS JAURÈS

Dates extrêmes : 1885-1980.

Importance matérielle : 2 cartons (437 AP 1-2) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Magdeleine Regnier, 1982, complété par des achats, 1982-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par M. Guillot, 1984, 7 p.

Notice biographique.

Professeur de philosophie à Albi puis à l'université de Toulouse, Jean Jaurès (1859-1914) fut élu député (centre gauche) du Tarn (1885). Battu aux élections de 1889, il revint à l'enseignement et prépara ses thèses : *De la réalité du monde sensible ; Les origines du socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte, Hegel* (1891). Député socialiste de Carmaux (1893), il adhéra au Parti ouvrier français et lutta pour l'unité du mouvement socialiste. En 1898, il prit position pour la reconnaissance de l'innocence de Dreyfus. Il défendit contre Jules Guesde la participation du socialiste Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau (1899). Il se plia cependant à la décision du congrès socialiste d'Amsterdam (1904), où la tendance guesdiste l'emporta. Mais après que l'unité du mouvement socialiste fut réalisée grâce à la constitution de la S.F.I.O. (1905), le guesdisme devint minoritaire et les idées de Jaurès dominèrent désormais le socialisme français. Fondateur de *l'Humanité* (1904), Jaurès mena, comme parlementaire, les grandes batailles socialistes : lois pour l'enseignement laïc, lois ouvrières. violemment opposé à la politique colonialiste et à la guerre, il fut assassiné par un nationaliste, R. Villain, le 31 juillet 1914, à la veille du début de la Première Guerre mondiale.

Présentation du contenu.

437 AP 1-2. Papiers de la famille Jaurès. Généalogie. Jules Jaurès (1819-1882), père de Jean. Louis Barbazat, oncle maternel de Jaurès (1830-1902). Maison natale de Jaurès. Jeunesse de Jaurès. Amiral Louis Jaurès (1860-1937). Enfants de Jean Jaurès. Jean-Jacques Delaporte (1910-1931), fils de Madeleine Jaurès. Écrits autographes de Jean Jaurès. L'assassinat de Jaurès. Documentation. Iconographie de Jean Jaurès. Musée de Castres. Musée de l'Histoire à Montreuil (Seine). Centenaire de la naissance de Jaurès à Castres (1961). Commémorations diverses. Films sur Jean Jaurès. Réédition de *l'Histoire socialiste de la Révolution* (1959-1961). Articles divers sur Jean Jaurès. Brochures diverses. Citations.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote AJ¹⁶ 803, une composition de vers latins de Jean Jaurès au concours général de 1878, ayant obtenu le 2^e prix. Le

microfilm de ce document est conservé aux Archives départementales du Tarn sous la cote 1 Mi 10.

La bibliothèque municipale de Toulouse conserve la composition française de Jean Jaurès pour le concours d'entrée à l'École normale supérieure ainsi qu'un écrit politique intitulé « Socialisme et radicaux ». Les Archives départementales du Tarn conservent le microfilm de ces deux manuscrits non datés (1 Mi 12).

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 3, lettres I-M, p. 2979-2981.

438 AP

FONDS PIERRE-AUGUSTE ROQUES

Dates extrêmes : 1898-1959.

Importance matérielle : 97 cartons (438 AP 8-103) ; 11 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1982.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier Bonazzi, M. Mangotte et F. Hildesheimer, 1968, 1983 et 1984, 35 p.

Notice biographique.

Polytechnicien et artilleur, Pierre Auguste Roques (1856-1920) servit tout d'abord comme lieutenant au 2^e régiment du génie (1879). Capitaine détaché à la colonne expéditionnaire du Sud oranais en 1882, chef de bataillon au 3^e régiment du génie en 1892, il fut promu lieutenant-colonel en 1898. Colonel directeur du Génie et des travaux publics de Madagascar en 1901, il prit les fonctions de directeur du Génie au ministère de la Guerre et de membre du conseil technique des troupes coloniales en 1906. Général de brigade en 1906, de division en 1909, il fut nommé à 57 ans seulement à la tête d'un corps d'armée. Au moment de la bataille de Verdun, en 1916, ce proche du général Joffre remplaça le général Galliéni au gouvernement, comme ministre de la Guerre. Poursuivant sa politique, il travailla à garder l'autonomie de mouvement de l'armée et du gouvernement face à la Chambre et au monde politique. Il commanda ensuite la 4^e armée (janvier-juin 1917), fut inspecteur général des travaux et organisations aux armées (mars 1917) et président du Comité technique du Génie (novembre 1918). Chargé de mission au Luxembourg, le général Roques prit sa retraite en 1919 et mourut à Saint-Cloud le 26 février 1920.

Présentation du contenu.

- 438 AP 8-28. Madagascar : documentation imprimée, correspondance officielle, photographies. 1898-1909.
- 29-30. Inspecteur permanent de l'aéronautique. 1910-1914.
- 31. Directeur du Génie au ministère de la Guerre. 1908-1910.
4^e corps d'armée, général commandant la 7^e division d'infanterie puis le 12^e corps d'armée. 1910-1914.
- 32-47. Général commandant la 1^e armée. 1915-1916.
- 47-62. Ministre de la Guerre. Mars-décembre 1916.
- 63. Général commandant la 4^e armée. Janvier-juin 1917.
- 64-72. Inspecteur général des Travaux et organisations aux armées. Président du Comité technique du Génie. Juillet 1917-février 1919.
- 73. Cessation d'activité et documents postérieurs. 1919-1959.
- 74-77. Manuscrits et notes. 1919.
- 78-103. Documentation, dont bulletins de presse du service de renseignements de Belfort. 1917-1919.

Sources complémentaires.

Voir aussi le microfilm 604 Mi 1-18 [438 AP 1-7] : correspondance adressée par Pierre Roques à sa fiancée puis son épouse, correspondance reçue par le général Roques classée par ordre alphabétique et par ordre chronologique, correspondance reçue par le général Roques, ministre de la Guerre. 1901-1919.

Le Service historique de l'armée de terre conserve une série de télégrammes échangés entre le général Roques, ministre de la Guerre, en mission à Salonique et dans les Balkans, et son chef de cabinet à Paris, en 1916 (1 K 147).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 600.

439 AP

FONDS PIERRE FONTAINE

Dates extrêmes : xvi^e siècle (copies)-1865.

Importance matérielle : 5 cartons (439 AP 1-5) ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Maurice Dupont, 1982.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 15 p.

Notice biographique.

Né à Pontoise le 10 septembre 1762, Pierre-François-Léonard Fontaine travailla très tôt sur les chantiers de L'Isle-Adam, où son père exécutait pour le prince de Conti des travaux d'adduction d'eau. Fin octobre 1779, il fut envoyé à Paris où Peyre le jeune, inspecteur des bâtiments du roi, le prit comme élève architecte. C'est là qu'il connut Charles Percier avec lequel, lié étroitement, il devait collaborer longtemps. En 1785, il présenta, pour l'obtention du prix de Rome, un *Projet de sépulture des rois*, qui n'obtint que le second prix. En dépit de ses médiocres ressources financières, Fontaine décida d'aller à Rome à ses frais. En 1790, il revint à Paris. Il fut adjoint à Percier, directeur des décorations de l'Opéra. Ils exécutèrent ensemble les décors des ballets en vogue et restaurèrent la Malmaison sur l'ordre de Bonaparte. Ils rédigèrent le projet de réunion du Louvre et des Tuileries. Fontaine dressa entre le Louvre et les Tuileries l'arc de triomphe du Carrousel, à la gloire de la Grande Armée (1806). En 1813, il fut nommé premier architecte de l'Empereur. Favorisé de la bienveillance de Louis XVIII puis de l'amitié de Louis-Philippe, il exécuta la *Galerie d'Orléans* au Palais-Royal. Il mourut à Paris, le 13 octobre 1853.

Présentation du contenu.

- 439 AP 1. Manuscrits de Fontaine. Correspondance active et passive. 1790-1853.
2. Documentation rassemblée par l'architecte Legrand sur les bâtiments de la couronne et la Maison des rois de France depuis saint Louis, léguée à Fontaine afin d'écrire un ouvrage sur ce sujet. xvi^e-xix^e s.
- 3-4. Dossiers de travail de Fontaine concernant en grande partie Paris : le Louvre et les Tuileries, les théâtres de la capitale, le percement de la rue de Rivoli, le jardin de Monceau, l'Élysée et les deux arcs de triomphe. xviii^e-xix^e s.
5. Reproductions photographiques de plans et dessins aquarellés. xix^e s.

Sources complémentaires.

Des papiers de Pierre Fontaine sont conservés à la bibliothèque de l'Institut de France, au cabinet des dessins du musée du Louvre, au musée Carnavalet et au département des estampes de la Bibliothèque nationale de France.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 147.

440 AP

PAPIERS MARIE-ANTOINETTE

Dates extrêmes : 1770-1804.

Importance matérielle : 2 cartons (440 AP 1-4) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 15 juillet 1982, 1^{er} décembre 1987, 25 mars 1992, 9 septembre 2005.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart (440 AP 1), 1987, 3 p., F. Aujogue (440 AP 2-3), 2000, 3 p. et P. Jugie (440 AP 4), 2005-2006, 3 p.

Notice biographique.

Écrivant très peu, la reine Marie-Antoinette (1755-1793) ne fut pas une grande productrice d'archives. En outre, ses papiers personnels – de la correspondance reçue essentiellement - subirent plusieurs destructions notamment après le 14 juillet 1789 et le 20 juin 1791. La cote 440 AP a, par conséquent, été créée pour accueillir les papiers privés relatifs à la reine acquis depuis les années 1980 par les Archives nationales : papiers Fersen, papiers Campan et papiers Polignac.

Officier de dragons de la garde suédoise, Hans Axel, comte de Fersen (1755-1810) devint en 1779 colonel du régiment français de Royal-Bavière et il participa à la guerre d'Indépendance américaine sous les ordres de Rochambeau. Colonel propriétaire du régiment de Royal-Suédois en France, il conquiert tous les grades en Suède, devint maréchal du royaume. Très en faveur à la cour de Versailles, où il séjourna longtemps, il avait voué une sorte de culte à Marie-Antoinette. Il favorisa la fuite de la famille royale à Varennes en 1791. Après l'arrestation du roi, il s'enfuit en Belgique et entretint une correspondance secrète avec Marie-Antoinette, qui faisait passer par son intermédiaire les lettres qu'elle adressait aux souverains étrangers. Rentré en Suède après l'exécution de Marie-Antoinette, il fut accusé d'avoir empoisonné le prince royal Christian Auguste et fut lapidé par le peuple lors des funérailles.

Pierre-Dominique-François Berthollet dit Campan, mari de la célèbre Madame Campan, fut secrétaire du cabinet de Marie-Antoinette à partir de 1778.

Gabrielle-Yolande de Polastron (1749-1793), épouse d'Armand-Jules, comte puis duc de Polignac (1745-1817) – directeur général des Postes et grand écuyer du roi –, avait reçu la charge de confiance de gouvernante des Enfants de France en 1782. Favorite de la reine, elle fut, ainsi que sa famille, comblée de dons autant que d'affection par le couple royal, qui lui fit prendre le chemin de l'exil dès le 17 juillet 1789.

Historique de la conservation.

Marie-Antoinette remit à Fersen, lors de leur dernière entrevue, en février 1792, plusieurs lettres qu'elle jugeait nécessaire de conserver et, en particulier, la correspondance reçue par elle de Barnave et de Fersen. Après la mort de Fersen ces deux ensembles passèrent aux descendants de ses sœurs, les familles Piper et Klinckowström, et furent conservés à Lönstads

(correspondance avec Barnave) et à Stafsund (papiers Fersen). Les documents achetés en 1982 (440 AP 1) étaient propriété des Klinckowström. Ils avaient été publiés par le petit-neveu de Fersen, le baron Rudolf Klinckowström, dans l'ouvrage *Le comte de Fersen et la cour de France*, Paris, 1877-1878, 2 vol. Ce dernier détruisit les lettres autographes de Marie-Antoinette à Fersen, à l'exception de 4 lettres conservées ici (440 AP 1, dossier 1).

Les cotes 440 AP 2 et 3 ont été achetées chez Bérès, en 1987, (ex-libris Calvin Bullock) et en vente publique chez M^{es} Laurin, Guilloux et Buffetaud, en 1992. On ignore la provenance de cette dernière cote.

La cote 440 AP 4 a été achetée en 2005 au duc de Polignac.

Présentation du contenu.

440 AP 1. *Dossier 1. Correspondance secrète de Marie Antoinette et Fersen.*

4 lettres autographes de la reine Marie-Antoinette à Fersen, 31 octobre 1791-4 janvier 1792.

Copies de 23 autres lettres de Marie-Antoinette à Fersen, la plupart transcrites en chiffre par Fersen, ou son secrétaire, et annotées par lui. 28 juin 1791-24 juillet 1792.

Transcriptions en plusieurs exemplaires, par le baron Klinckowström, des lettres de Marie-Antoinette à Fersen (les 4 autographes conservées et les 23 transcrites dont les originaux ont été détruits par lui-même). 26 septembre 1791-24 juillet 1792.

Copies (probablement par le secrétaire de Fersen) de lettres de Marie-Antoinette à sa sœur la reine d'Espagne, à l'impératrice Catherine II de Russie, au prince Kaunitz, ambassadeur d'Autriche, 4 janvier-1^{er} février 1792.

Lithographie de la dernière lettre de Marie-Antoinette à Madame Élisabeth, 16 octobre 1793.

Copies par le baron Klinckowström de lettres de Marie-Antoinette à sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse, à ses frères Joseph II et Léopold II, à la duchesse de Polignac, au duc de Choiseul et autres publiées dans divers ouvrages du XIX^e siècle. 1770-1791.

Transcription autographe par Marie-Antoinette d'une lettre écrite par le maréchal Frederich Fersen pendant sa détention en Suède à son fils Axel, 22 février 1789.

« Papiers à mon ami » : inscription autographe de Marie-Antoinette sur les lettres remises à Fersen en février 1792.

Dossier 2. Lettres de Fersen.

Minutes de lettres de Fersen à Marie-Antoinette : 6 en clair et 27 chiffrées, 2 mai 1788-8 avril 1792.

Memoranda de Fersen au roi et à la reine, le deuxième annoté par Marie-Antoinette, 27 mars, 2 avril, 26 novembre 1791.

Pièces relatives au voyage de Varennes. 19 juin-29 juillet 1791, et s. d.

Pièces sur la famille royale après Varennes et la mort de Louis XVI et Marie-Antoinette. 1791-1804.

440 AP 2. *Papiers de Campan, secrétaire du cabinet de Marie-Antoinette.*

Dépenses de la reine en ouvrages et objets d'art : notes et mémoires comptables de Campan et reçus des fournisseurs. 1784-1788.

440 AP 3. *Lettres de Fersen.*

2 lettres autographes au baron d'Armfelt, ministre de Suède près les Cours

d'Italie, à Naples, écrites peu après l'exécution de Marie-Antoinette, Bruxelles, 3 et 12 novembre 1793.

440 AP 4. 5 lettres autographes de Marie-Antoinette à la *duchesse de Polignac*, gouvernante des Enfants de France (1789-1790).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des écrits autographes de Marie-Antoinette sous les cotes suivantes :

Lettres écrites par elle à :

– Madame Élisabeth (dernière lettre, dite « testament » de Marie-Antoinette), 16 octobre 1793 : AE I 7-8, n° 3 ;

– la princesse de Guéméné, gouvernante des enfants de France, 13 lettres, [1770-1782] : 273 AP 8, dossier 2 ;

– la duchesse de La Trémoille, s. d. (faux Feuillet de Conches) : 1 AP 25* ;

– Léopold II, 8 septembre 1791 : AE II 1241.

Autographes (sélection) :

– sur des contrats de mariage (1775-1786) : 399 AP 156, étude LXXIX 191, étude LXXXIII 607, étude LXXI 67 ;

– secrétaire de la main, 31 janvier 1791 : 399 AP 157.

Bibliographie.

SÖDERHJELM (Alma), *Journal intime et correspondance du comte Axel de Fersen*, Paris, 1930.

HUART (Suzanne d'), « Vraies ou fausses ? Les lettres de Marie-Antoinette », dans *L'Histoire*, n° 51, décembre 1982, p. 91-93.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 2, lettres D-H, p. 2132.

DUCROT (A.), GALLET (D.), POULLE (E.), DUFOUR (J.) et BERRICHON-SEDEYN (M.-J.), « Histoire de faux ? Une lettre de Marie-Antoinette à la princesse de Lamballe », dans *Histoires d'archives*. Recueil d'articles offerts à Lucie Favier par ses collègues et amis, Paris, 1997, p. 277-289.

NOUGARET (Christine), « Marie-Antoinette dans les fonds des Archives nationales », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 338, octobre-décembre 2004, p. 129-136.

LEVER (Évelyne) (éd.), *Marie Antoinette, correspondance (1770-1793)*, Paris, Tallandier, 2005, 911 p.

LEVER (Évelyne), *C'était Marie-Antoinette*, Paris, Fayard, 2006.

LEVER (Évelyne), *Marie-Antoinette, un destin brisé*, Paris, R.M.N., 2006.

SETH (Catriona), *Marie-Antoinette. Anthologie et Dictionnaire*, Paris, Robert Laffont, 2006.

441 AP

FONDS PAUL-GUSTAVE CLUSERET

Dates extrêmes : 1857-1900.

Importance matérielle : 3 cartons (441 AP 1-3) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1970-1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1982, 3 p.

Notice biographique.

Paul-Gustave Cluseret (1823-1900) prit part en 1860, comme colonel, à l'expédition de Garibaldi dans les deux Siciles et en 1862 comme général américain dans les armées du Nord, à la guerre de Sécession. Membre de la Commune en 1871, délégué par elle à la Guerre, puis destitué en 1871, il revint en France en 1884 et fut élu député de Toulon en 1888. Lors de l'affaire Dreyfus, il prit parti pour l'armée et entra dans la Ligue des patriotes.

Présentation du contenu.

441 AP 1. *Dossier 1.* Succession Cluseret. 1900.

Dossier 2. Correspondance adressée à Cluseret par Alfred Naquet. 1879-1891.

Dossier 3. Divers, dont proclamation des réfugiés de la Commune à Londres, en 1874.

2-3. Correspondance reçue par Cluseret. 1857-1899.

2 A-L.

3 M-W.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 140-141.

[442 AP]

505 Mi

FONDS BEGOUËN-DEMEAUX

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 100 bobines de microfilms (505 Mi 1-100).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1997.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par L. Begouën-Demeaux, 1979 et 1982, 2 vol. (92 et 72 p.).

Notice biographique.

Jacques-François Begouën (1743-1831) était négociant au Havre. Il fut élu, le 25 mars 1789 député du tiers aux états généraux pour le bailliage de Caux. Il se fit remarquer dans plusieurs discussions sur des questions commerciales, coloniales et financières. Il fut notamment l'adversaire du décret sur les colonies et se fit (31 août 1791) l'écho des réclamations des armateurs du Havre qui en sollicitaient l'abrogation. Sa modération le rendit suspect en 1793. Il fut incarcéré, avec plusieurs habitants du Havre, au château de Noirtot, près de Bolbec. Rendu à la liberté après le 9 thermidor, il ne s'occupa, sous le Directoire, que de son commerce ; mais il accepta de Bonaparte après le 18 brumaire divers titres et dignités. Nommé conseiller d'État, le 5 floréal an XI, chevalier de la Légion d'honneur, le 9 vendémiaire an XII, et commandeur du même ordre, le 25 prairial, il fut fait en outre (1808) chevalier et comte de l'Empire. Bégouën signa l'avis du conseil d'État portant que le comte Frochot, préfet du département de la Seine, avait « manqué de fermeté » dans la conspiration de Malet en 1812. Cette attitude ne l'empêcha pas de se prononcer, deux ans plus tard, pour la déchéance de Napoléon. Il ne revint aux affaires qu'après les Cent-Jours, comme conseiller d'État, membre de la section de la marine et des colonies, puis comme président (1816) du collège électoral de la Seine-Inférieure, qui le nomma député, le 4 octobre. En 1818, il défendit à la Chambre des pairs le projet de loi sur la Banque de France. Admis au titre de conseiller d'État honoraire en 1820, il se retira dans sa terre du Valau, près du Havre, où il passa les dernières années de sa vie.

Présentation du contenu.

Microfilm des papiers de Jacques-François Begouën, député du bailliage de Caux à l'Assemblée constituante (1743-1831) et de ses descendants (familles Begouën Demeaux, Foäche, Mahieu). Correspondance familiale, généalogies, papiers politiques, récits de voyages, commerce au Havre et aux Antilles, propriétés à Saint-Domingue, à la Guadeloupe et à la Martinique. XVIII^e-XIX^e s.

Sources complémentaires.

Un microfilm de ce fonds se trouve également aux Archives départementales de Seine-Maritime (1 Mi 547 à 573, 638 à 676, 1542). Voir également, aux Archives départementales de Seine-Maritime, le fonds Begouën-Demaux (18 J) et le microfilm de la correspondance active de Jacques-François Begouën adressée principalement à la municipalité du Havre (24 juin 1789-24 septembre 1791), à des correspondants en Amérique (3 janvier 1791-20 janvier 1805) et son fils aîné André (29 décembre 1805-5 mai 1816).

Bibliographie.

BEGOUËN-DEMEAUX (Maurice), *Mémorial d'une famille du Havre. Les fondateurs, choses et gens du XVIII^e siècle en France et à Saint-Domingue. Jacques-François Begouën (1743-1831)*, Société française d'histoire d'Outre-mer et Société libre d'émulation de la Seine-Maritime, 1982.

BEGOUËN-DEMEAUX (Maurice), *Mémorial d'une famille du Havre. Stanislas Foäche (1737-1806), négociant de Saint-Domingue*, Société française d'histoire d'Outre-mer et Société libre d'émulation de la Seine-Maritime, 1982.

FONDS GERMAIN-MARTIN

Dates extrêmes : 1890-1947.

Importance matérielle : 32 cartons (443 AP 3-34) ; 3,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur et Madame Mergier, 1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 7 p.

Notice biographique.

Archiviste-paléographe de la promotion 1897, professeur agrégé de droit et député de l'Hérault, Louis-Germain Martin, dit Germain-Martin (1872-1948) fut appelé à plusieurs reprises à faire partie du gouvernement. Sous-secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie, chargé des Postes, Télégraphes et Téléphones (11 novembre 1928-octobre 1929), il fut ensuite ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (3 novembre 1929-17 février 1930), puis du Budget (2 mars-13 décembre 1930), avant de recevoir à trois reprises le portefeuille des Finances (13 décembre 1930-22 janvier 1931 ; 3 juin-14 décembre 1932 ; 9 février 1934-31 mai 1935). Chargé par le Gouvernement de la réorganisation de la Compagnie transatlantique et de son assainissement financier en 1931, il fut délégué de la France à la Société des Nations de 1932 à 1935, président du Comité de prévoyance et d'action sociales en 1937-1938 et administrateur-trésorier de l'Institut Pasteur. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Louis Germain-Martin a laissé de nombreuses études financières et économiques, ainsi que des monographies sur le Languedoc, la Bourgogne et le Velay.

Docteur en droit, son fils Henry (1901-1985) fut professeur d'économie politique à la faculté de droit de Lille. Il dirigea le service d'études économiques et financières de la Banque nationale pour le Commerce et l'Industrie (B.N.C.I.) à partir de 1932. Jusqu'en 1966, année de sa retraite, il se consacra aux études économiques et financières à la B.N.C.I. devenue ensuite la B.N.P. En 1937, il avait été le premier membre français de la Conférence internationale des économistes de banque.

Parallèlement, dès 1935, Henry Germain-Martin entra dans la magistrature consulaire, successivement comme juge suppléant, juge titulaire et président de chambre au Tribunal de commerce de Paris. Le Centre d'études supérieures de banque lui confia le cours d'histoire et d'organisation des banques en 1948, le cours de documentation et de méthodes économiques en 1951, le cours sur la documentation de services d'études économiques dans les banques en 1953. En 1954, il publia aux Presses universitaires de France, dans la collection « Que sais-je », en collaboration avec Jean Bouvier, un ouvrage sur les finances et les financiers de l'Ancien Régime, réédité en 1969. Auteur de la rubrique « Monnaie » du *Dictionnaire des sciences économiques* (P.U.F., 1958), il collabora en 1966 avec Maurice Baumont et Raymond Isay à l'ouvrage *L'Europe du xx^e siècle - 1900-1914*.

Présentation du contenu.

- 443 AP 3-10, 15, 28. Papiers personnels de Louis Germain-Martin et de son fils Henry : état civil, diplômes, titres et décorations, actes notariaux, correspondance familiale, lettres de condoléances, photographies.
- 8, 11-14, 16. Papiers de fonctions de Louis Germain-Martin : ministre du Budget (1930) puis des Finances (1930-1935), délégué de la France à la Société des Nations (1932-1934), président du Comité de prévoyance et d'action sociale (1936), trésorier-administrateur de l'Institut Pasteur.
- 17-23. Travaux d'érudit, conférences, cours, publications de Louis Germain-Martin, articles de journaux relatifs à ses ouvrages : recherches sur le XVIII^e s. et l'économie politique.
- 24-34. Collection de documents originaux rassemblés par Louis et Henry Germain-Martin sur les finances, la monnaie, le commerce, les manufactures de tissu du Languedoc, la dentelle et les dentellières, les villes de Tulle et du Puy-en-Velay. XVII^e-XIX^e s.
Collection d'autographes.
Notes manuscrites.
Documentation d'économie politique.

Sources complémentaires.

Prêt pour microfilmage, 2 novembre 1982 : voir rép. num. détaillé dact., par Ch. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 3 p.

[443 AP 1-2] *Contribution à l'histoire nationale de la France, 1890-1947*, mémoires de 581 Mi 1-3. Louis Germain-Martin.

Tomes 1, 2 et 3 : évolution de la politique française de 1880 à 1934, déclin du parti radical avant la Seconde Guerre mondiale.

Tomes 4, 5 et 6 : événements de 1940 à octobre 1947.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 475-476.

444 AP

FONDS ABBÉ ANDRÉ

Dates extrêmes : 1797-1807.

Importance matérielle : 1 carton (444 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1982.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 22 p.

Notice biographique.

L'abbé André, dit aussi Delamare, fut agent secret de Louis XVIII.

Présentation du contenu.

444 AP 1. Papiers secrets de l'abbé André, accompagnés du chiffre et du code de Louis XVIII. 1797-1807.

Bibliographie.

Informations extraites de l'inventaire analytique.

445 AP

FONDS ANDRÉ MARIE

Dates extrêmes : 1938-1955.

Importance matérielle : 39 cartons (445 AP 1-39) ; 4,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Claude Papeloux, 1982-1983.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2009.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1983, 9 p.

Notice biographique.

Avocat et député radical à 31 ans, André Marie (1897-1974) entre au gouvernement, le 26 octobre 1933, comme sous-secrétaire d'État auprès d'Albert Sarraut qui le charge particulièrement des affaires d'Alsace-Lorraine. Il n'occupe que quelques mois ce poste et retrouve un portefeuille semblable, pendant quelques jours, auprès du président Daladier, avant de devenir le représentant de la France à la Société des Nations. Déporté à Buchenwald à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est ensuite membre des deux Assemblées constituantes. Sous la IV^e République, il est d'abord garde des Sceaux et a la responsabilité des derniers procès en Haute Cour des collaborateurs. Auriol l'appelle au gouvernement en remplacement de Schuman, le 27 juillet 1948, mais il est obligé de démissionner le 27 août suivant. Il accepte la vice-présidence du cabinet Queuille et est ensuite nommé à la Justice où il refuse de poursuivre les communistes à la suite des grèves minières de 1948, puis à l'Éducation nationale, d'août 1951 à juin 1954. André Marie fut également député de la Seine-Maritime de 1946 à 1962 et maire de Barentin (Seine-Maritime) de 1945 à 1974.

Présentation du contenu.

- 445 AP 1-36. Ministère de la Justice. 23 janvier 1947-19 juillet 1948 et 12 septembre 1948-13 février 1949.
- 37. Présidence du Conseil. 27 juillet-28 août 1948.
- 38. Légion d'honneur : dossiers de propositions. 1948-1949.
- 39. Divers. Conférences et discours d'André Marie. Photographies. 1948-1955.

Sources complémentaires.

La correspondance parlementaire d'André Marie ainsi que les dossiers relatifs à son mandat de député de Seine-Maritime sont conservés aux Archives départementales de Seine-Maritime sous la cote 79 J.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 535, 818.

446 AP

FONDS BRISSOT

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 21 cartons (446 AP 1-25) ; 2,35 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1982-1992.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart et F. Aujogue, 1983 et 1999, 17 p.

Notice biographique.

Né à Chartres en 1754, Jacques Pierre Brissot débuta comme clerc de procureur dans sa ville natale et à Paris. Des œuvres littéraires et juridiques le firent connaître et il devint rédacteur du *Courrier de l'Europe* à Boulogne-sur-mer. Des activités dans le négoce et l'impression de livres à Paris, en Suisse et à Londres lui valurent une détention à la Bastille en 1784. Secrétaire général de la Chancellerie du duc d'Orléans en 1787, il fonda la Société des Amis des Noirs et passa six mois aux États-Unis en 1788. L'ouverture des états généraux en 1789 précipita son retour en France, où son échec aux élections fut compensé par sa nomination dans la commission provisoire de Paris et la direction du *Patriote français*, important organe de presse révolutionnaire. Élu député à l'Assemblée législative le 13 septembre 1791, Brissot fit partie du Comité diplomatique où il s'opposa à Robespierre sur la politique extérieure. La déclaration de guerre à l'Autriche le 20 avril 1792 fut en partie son œuvre, comme la constitution du premier cabinet girondin. Les événements du 10 avril 1792, le procès et l'exécution de Louis XVI poussèrent à l'extrême l'antagonisme entre deux groupes de la Convention : les Girondins dont le chef de file était Brissot et les Montagnards, conduits par Robespierre. Proscrit le 2 juin 1793, Brissot chercha son salut dans la fuite, mais arrêté à Moulins, il fut transféré et détenu à Paris, où il prépara sa défense devant le Tribunal révolutionnaire. Condamné à mort le 30 octobre 1793, il fut exécuté le lendemain.

Présentation du contenu.

- 446 AP 1-6. Papiers personnels et correspondance, concernant notamment la guerre d'Amérique et les Quakers. 1777-1793.
- 7-8. Correspondance de personnages de la Révolution. 1777-1793.
- 9-10. Correspondance diverse. 1784-1793.
11. Correspondance avec les clubs et sociétés révolutionnaires. 1790-1793.
- 12-13. Lettres, discours. 1789-1792.
14. Papiers de Félicité Brissot et des familles Brissot et Dupont. 1788-1835.
15. Mémoires de Brissot.
16. Cours, travaux historiques et imprimés. 1780-1784.
17. Histoire et religion.
18. Écrits sur la politique.
19. Législation, économie et finances.
20. Littérature et édition.

- 21-24. Manuscrits, notes et divers. Ouvrages et brochures imprimés. 1782-1791.
25. « Itinéraire des marches que l'armée a fait du camp de Philipsburg au camp devant Yorck en Virginie en 1781. 1^{er} cahier ». 1 vol. relié.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le microfilm du registre de procès-verbaux de séances de la Société des Amis des Noirs, 19 février 1788-août 1790 (632 Mi).

Bibliographie.

HUART (Suzanne d'), *Brissot, la Gironde au pouvoir*, Paris, Robert Laffont, 1986 (coll. « Les hommes et l'Histoire »).

447 AP

FONDS CACHIN

Dates extrêmes : 1903-1958.

Importance matérielle : 24 cartons (447 AP 1-24) ; 4,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la famille Hertzog-Cachin, 1983-2000.

Conditions d'accès : libre sauf 447 AP 21 sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (447 AP 1 à 8), par C. de Tourtier-Bonazzi, F. Aujogue et S. Lacombe, 1983-2000, 5 p. ; rép. num. dact. (447 AP 9 à 24), par F. Audous, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Membre du Parti ouvrier français dès 1891, Marcel Cachin (1869-1958) prit part aux congrès socialistes d'Amsterdam (1904), puis de Paris (1905). Député (1914-1932), rallié à la politique d'union nationale, il fut envoyé en mission diplomatique en Russie (1917). Lors du congrès de Tours (1920), Marcel Cachin se rangea du côté de la fraction majoritaire (communiste) qui adhéra à la III^e Internationale. Directeur de *l'Humanité* (1918-1958), il fut membre du bureau politique du parti communiste (1923-1958) et sénateur (1935) puis de nouveau député (1946).

Sa fille, Marcelle (1911-1999) épousa Paul Hertzog, chirurgien. Elle-même médecin, Marcelle Hertzog-Cachin était membre du P.C.F. et député.

Présentation du contenu.

- 447 AP 1-3. Agendas de Marcel Cachin et documents divers le concernant. 1906-1957.
- 4-7. Transcriptions dactylographiées des agendas et notes de Marcel Cachin. 1906-1945.
- 8. Agendas et carnets de notes de Marcel Cachin. 1917-1958.
Carnets de notes, cartes postales reçues par Marcel Cachin ou adressées par lui à sa femme et à divers membres de sa famille. 1903-1911.
- 9-24. *Supplément* :
 - 9-20. Archives de Marcel Cachin.
 - 9-10. Papiers personnels.
 - 11-15. Écrits de Marcel Cachin.
 - 16. Écrits sur Marcel cachin.
 - 17. Le musée Marcel Cachin à Choisy-le-Roi.
 - 18-19. Photographies.
 - 20. Documentation.
 - 21-24. Archives de Marcelle Hertzog-Cachin.
 - 21. Papiers personnels.
 - 22-23. Écrits.
 - 24. Documentation.

Sources complémentaires.

L'Institut de recherches marxistes conserve 34 cartons d'archives provenant de Marcel Cachin.

Les lettres de Marcel Cachin à sa femme, période avril-novembre 1918, ont été publiées dans le n° 48 des *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1992.

Bibliographie.

MAITRON (Jean), dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1914-1939, de la Première à la Deuxième Guerre mondiale*, Éd. de l'Atelier, t. 21, 1983, p. 21-32, également consultable sur cédérom.

PESCHANSKI (Denis), dir., *Marcel Cachin. Carnets 1906-1947*, Paris, Éditions du C.N.R.S., 1993-1998, 4 vol.

[448 AP]

593 Mi

FONDS HERSON ET DE LOUSTAL

Dates extrêmes : 1903-1933.

Importance matérielle : 1 bobine de microfilm (593 Mi 1).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1983.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 1983, 4 p.

Notice biographique.

Les généraux Jacques de Loustal et Herson jouèrent un rôle important dans les opérations militaires en Afrique du Nord au début du xx^e siècle.

Le futur général Louis-Charles Herson (1843-1916) servit en Afrique du Nord de 1865 à 1890 à l'exception des années 1870-1871 où il fit campagne avec le 2^e zouaves à l'armée du Rhin. Il fut fait prisonnier après la capitulation de Sedan. Il fut ensuite affecté comme lieutenant-colonel du 111^e régiment d'infanterie en 1890, nommé colonel en 1893 et chef de corps du 141^e régiment d'infanterie. Général de brigade en 1898, général de division en 1902, il commanda la division d'Oran en 1903, la division d'occupation de Tunisie en 1906.

Engagé volontaire en 1896, Jacques de Loustal (1876-1945) servit ensuite en Afrique du Nord sous les ordres du général Herson et de Lyautey. Lieutenant-colonel en 1923, colonel en 1928, général de brigade en 1931, de division en 1935, il commanda la 2^e division marocaine en septembre 1939 et prit sa retraite peu après.

Présentation du contenu.

Lettres, cartes et télégrammes adressés par Lyautey au général Herson. 1903-1910.

Lettres adressées par Lyautey à la générale Herson. 1904-1905.

Pièces diverses relatives aux généraux Herson et Lyautey. 1903-1909.

Lettres, cartes et télégrammes adressés par Lyautey à Jacques de Loustal. 1906-1934.

Lettres adressées par la maréchale Lyautey à Jacques de Loustal. S. d.

Pièces diverses relatives à Jacques de Loustal. 1905-1933.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. de Tourtier-Bonazzi et des états de services des généraux Herson (n^o 9Y^d 351) et de Loustal (n^o 13Y^d 447) conservés au service historique de l'armée de Terre.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 17, 1989, col. 1133.

449 AP

FONDS LOUIS TERRENOIRE

Dates extrêmes : 1893, 1929-1982.

Importance matérielle : 171 cartons (449 AP 1-171) ; 23,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de la famille Terrenoire, 1989-1993, et de Madame Georgette Elgey, 1992-1994.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact. (449 AP 1 à 171), par C. Sibille, 2000-2003, 12 p.

Notice biographique.

Journaliste à *L'Aube* puis à *Carrefour*, Louis Terrenoire (1908-1992) dirigea à l'Office de Radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) les informations et le journal télévisé en 1958. Venu de la Résistance et de la démocratie chrétienne, adhérent du R.P.F. dès l'origine, partisan d'une politique libérale en Algérie, Terrenoire fut député de l'Orne de 1946 à 1951 et de 1958 à 1973 et président du groupe UNR de l'Assemblée en 1959. Il fut ministre de l'Information du 5 février 1960 au 24 août 1961. Exécutant des conceptions gaullistes en matière d'information, il maintint un strict contrôle sur l'O.R.T.F., en exclut les communistes et mobilisa l'opinion lors du putsch des généraux (avril 1961). Cette action lui valut d'être délégué auprès du Premier ministre (1961-1962). Destiné à assumer le secrétariat général de l'UNR (mai-décembre 1962), il n'intégra pas le ministère Pompidou. Européen convaincu, Louis Terrenoire fut successivement représentant de la France au Parlement européen de 1962 à 1973, vice-président du Parlement européen de 1967 à 1973, président (1959-1973) puis vice-président d'honneur du comité français de l'Union paneuropéenne. Il a laissé des écrits sur de Gaulle : *De Gaulle et l'Algérie : De Gaulle vivant* (1971), *De Gaulle 1947-1954 : du R.P.F. à la traversée du désert* (1981), *De Gaulle, Israël et les Palestiniens* (1989).

Présentation du contenu.

449 AP 1-28. Papiers personnels et fonctions privées.

1-3. Affaires privées.

4-5, 13-19. Louis Terrenoire, journaliste. 1929-1939, 1941-1982

6-12. Période de guerre. 1941-1944.

20-28. L'Association de solidarité franco-arabe. 1952-1978.

449 AP 29-54. Louis Terrenoire, directeur de l'O.R.T.F. (1958), ministre de l'Information (5 février 1960-24 août 1961) et ministre délégué auprès du Premier ministre (24 août 1961-14 avril 1962).

449 AP 55-124. Fonctions électives (locales, nationales et européennes).

55-58. Député M.R.P. de l'Orne. 1946-1951.

59-62. Candidat aux législatives dans les Côtes-du-Nord et en Seine-et-Oise. 1951-1956.

63-97. Député R.P.F. de l'Orne. 1958-1973.

98-105. Député européen. 1962-1973.

- 106-112. Membre (1947) puis secrétaire général du R.P.F./R.P.R. 1946-1972.
- 113-118. Maire de Ceaucé (Orne).
- 119-124. Membre de diverses commissions départementales de l'Orne comme maire et député.
- 449 AP 125-154. Manuscrits inachevés et dossiers de documentation. 1956-1982.
- 449 AP 155-167. Famille alliée.
 - 155-161. Papiers du docteur Georges Collet, oncle maternel de Louis Terrenoire.
 - 162-167. Association « L'Ain à Paris », société d'histoire des originaires de l'Ain, dont le docteur Collet était animateur.
- 449 AP 168-169. Archives de Louis Terrenoire données par Georgette Elgey. 1948-1954.
- 449 AP 170. Correspondance personnelle de Marie-Odile Terrenoire, sa fille. 1968-1973.
- 449 AP 171. Documents relatifs à Francisque Rigaud, député de la Seine, conseiller général (circonscription de Neuilly-Boulogne). 1893.
 - Photographie (encadrée) du maréchal Leclerc.
 - Affiche intitulée « Avec de Gaulle pour la France. V^e République. ».
 - Numéro du journal *L'Orne* (encadré). 17 avril 1932.

Sources complémentaires.

Le cahier des procès-verbaux du Comité de rédaction de *l'Aube* (16 janvier 1933-4 avril 1935) ainsi que huit cahiers de *Souvenirs* de Louis Terrenoire (23 août 1947-9 juin 1969) ont été microfilmés sous la cote 582 Mi (rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi et N. Gastaldi, 1983 et 1991, 2 p.).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 1000.

450 AP

FONDS JACQUES LECOMPTE-BOINET

Dates extrêmes : 1939-1965.

Importance matérielle : 12 cartons (450 AP 1-5, 7-12, 14) et 1 microfilm (647 Mi 1) ; 1,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1982-1985.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. Malavieille, 1984, corrigé et complété, 2004-2006, 8 p. ; état sommaire dact. du microfilm de complément 647 Mi 1 [450 AP 13], 2 p.

Notice biographique.

Ancien élève de l'École des sciences politiques, Jacques Lecompte-Boinet (1905-1974) fut employé à la Préfecture de la Seine comme commissaire-répartiteur de la ville de Paris de 1933 au 1^{er} octobre 1943. Entré dès 1940 dans la Résistance (où il prit le nom de Mathieu) par un contact avec le colonel Heurtault, il fut chargé en 1941 du bureau d'information des groupes paramilitaires du capitaine Guesdon, correspondant du mouvement Combat en zone Nord. En février 1942, il prit la tête du réseau, dont tout l'état-major venait d'être arrêté, et fonda avec Henri Ingrand l'Organisation nationale de la Résistance (O.N.R.) qui devenait en février 1943 Ceux de la Résistance (C.D.L.R.). Chef de C.D.L.R. et membre du Comité central des mouvements de Résistance, il participa à la première séance du Conseil national de la Résistance (C.N.R.) le 24 mai 1943. Passé à Londres en octobre 1943 puis à Alger, pour participer à la première session de l'Assemblée consultative (novembre 1943), il rentra en France en février 1944. Président de la commission du C.N.R. pour les voies et communications, il devint ministre des Travaux publics le 19 août 1944 et le resta comme secrétaire général provisoire jusqu'à l'arrivée du ministre d'Alger le 3 septembre ; il assura pendant ces quinze jours le ravitaillement de Paris. Il fut membre de l'Assemblée consultative jusqu'en octobre 1945 et fit partie du Jury d'honneur de l'Assemblée constituante.

Il fut ensuite ambassadeur de France et ministre plénipotentiaire à Bogota en Colombie (février 1946-mai 1950), à Helsinki en Finlande (30 août 1950-14 juillet 1955), enfin à Oslo en Norvège (octobre 1961-janvier 1966) après avoir été représentant permanent du gouvernement français auprès du Conseil de l'Europe.

Présentation du contenu.

450 AP 1-5. Journal de Jacques Lecompte-Boinet. 1939-1948.

[6. cote vacante]

7-9. Documents rassemblés au cours de sa vie politique. 1943-1965.

7. La Résistance. 1941-1945.

8. La Libération. 1944-1945.

9. L'après-guerre. Les ambassades. 1945-1965.

10-12. Photocopie du journal 1939-1946.

[450 AP 13] Index noms de personnes du journal : fiches microfilmées.
647 Mi 1.

14. Allocutions radiodiffusées. Coupures de presse. Notes. 1944-1945.

Sources complémentaires.

Le fonds du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale contient un extrait du journal de Jacques Lecomte-Boinet, membre du C.N.R. (72 AJ 542).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. Malavieille.

451 AP

FONDS FRANÇOIS DE LA ROCQUE

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 179 cartons (451 AP 1-286) ; 15 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1983-1988.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (451 AP 1 à 282), par J. Brumeaux avec corrections, 1978, 112 p. ; suppl. dact.(451 AP 283 à 286), par S. d'Huart, 1983-1988, 3 p.

Notice biographique.

Plus jeune commandant de l'armée française en 1918, François, comte de La Rocque (1885-1946), s'en retira en 1928 avec le grade de colonel pour se consacrer à la politique. En 1931, il fut élu président des Croix-de-Feu, association d'anciens combattants réservée à l'origine aux blessés de guerre cités pour action d'éclat, qui joua un rôle dans la manifestation du 6 février 1934 en se tenant toutefois à l'écart des affrontements sanglants. Après la dissolution des ligues en 1936, le colonel de La Rocque fonda le Parti social français (P.S.F.). En 1937, il procéda à l'acquisition du *Petit Journal*, dont il devint directeur. D'abord favorable à Pétain en 1940, il prit position contre la politique de collaboration, fut arrêté et déporté en Allemagne. Son action dans la Résistance fut officiellement reconnue en 1961 par le général de Gaulle.

Historique de la conservation.

Des cotes ont été laissées vacantes lors du classement de ce fonds. Il s'agit des cotes 451 AP 20, 22, 30 à 79, 94 à 98, 136 à 139, 141 à 150, 157 à 160, 165 à 170, 191 à 200, 210 à 230 et 273.

Présentation du contenu.

451 AP 1-19, 21 bis, Vie de La Rocque. 1885-1946.

23-29.

80. Ligue de Défense aérienne. 1927-1934.

81-93. Le mouvement « Croix-de-feu ». 1929-1936.

99-100 bis. Jean Mermoz. 1936-1937.

101-135. « Le Parti social français ». 1935-1946.

140. Les Syndicats professionnels français (S.P.F.).

151-156. La Société de préparation et d'éducation sportive (S.P.E.S.). 1936-1964.

161-164. Association médico-sociale « Jeanne d'Arc ». 1936-1946.

171-190. « Travail et loisir ». 1936-1947.

201-209. Les volontaires de la défense passive. 1939-1940.

231-272, 274-282. Les A.D.P. (Auxiliaires de la défense passive et artisans du devoir patriotique). 1936-1946.

- 283-284. Répertoires alphabétiques des adhérents « Croix de Feu » et P.S.F.
285. *Dossier A.* Registres du « Petit Journal » : délibérations du conseil d'administration (25 avril 1927-9 juillet 1968), procès-verbaux des assemblées générales et extraordinaires des actionnaires du « Petit Journal » (29 mai 1922-25 juillet 1961).
Dossier B. Dossiers du « Petit Journal ». 1946-1948.
286. *Dossier C.* « Cour de Justice ». 10 juillet 1948.
Dossier D. « Jugements divers » : jugements rendus par les Tribunaux administratif, de Grande Instance, de commerce, de Cour d'appel et de Cassation ; liquidation. 1961-1968.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les enregistrements de discours du colonel de La Rocque et des Amis de La Rocque, issus du fonds 451 AP, sous les cotes 2 AV 36, 3 AV 3 et 4, 5 AV 1 à 12, 7 AV 2, 8 AV 264. Les Archives nationales (site de Paris) possèdent, en outre, les dossiers d'affaires plaidées par Maître Gabriel Olivier, avocat du colonel de La Rocque et du Parti social français (556 AP).

Des archives du colonel de La Rocque, initialement conservées à la Maison du souvenir à Olmet (Cantal) ont été déposées à la Fondation nationale des sciences politiques. La Maison du souvenir conserve quant à elle des archives de l'Association des amis.

Bibliographie.

- NOBÉCOURT (Jacques), *Le colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996.
- NOBÉCOURT (Jacques), notice biographique de François de La Rocque, dans *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 19, 2000, col. 1061-1064.

[452 AP]

628 Mi

FONDS RENÉ COTY

Dates extrêmes : 1843-1983.

Importance matérielle : 2 bobines de microfilm (628 Mi 1-2).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1984.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Archives de la présidence de la République, IV^e République. Vincent Auriol (16 janvier 1947-16 janvier 1954), René Coty (16 janvier 1954-8 janvier 1959)*, par F. Adnès, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2001, 402 p.

Notice biographique.

Avocat, député républicain de gauche (1923-1935), sous-secrétaire d'État à l'Intérieur (1930) puis sénateur (1935-1940), René Coty (1882-1962) présida le groupe des Indépendants à l'Assemblée nationale (1946), fut nommé ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1947-1948) et élu membre du Conseil de la République (1948-1954). Président de la IV^e République (16 janvier 1954-8 janvier 1959), il se prononça pour le retour du général de Gaulle après la crise du 13 mai 1958 à Alger (message du 29 mai 1958) et lui abandonna ses fonctions présidentielles lorsque furent mises en place les institutions de la V^e République.

Présentation du contenu.

Éléments d'ordre biographique. 1843-1981.

Élections. 1908-1959.

Écrits et prises de position de René Coty. 1927-1962.

Correspondance. 1948-1958.

Caricatures et dédicaces. 1953-1962, 1982 et s. d.

Voyages. 1954-1958.

Hommages, félicitations et témoignages de sympathie. 1935-1982.

Timbres à l'effigie du président. 1959-1982 et s. d.

Après la Présidence.

Documentation. 1884-1983 et s. d.

Sources complémentaires.

Un microfilm identique existe aux Archives départementales de Seine-Maritime (1 Mi 1046). Les archives des fonctions présidentielles de René Coty (16 janvier 1954-8 janvier 1959) sont conservées aux Archives nationales en sous-série 4 AG : dossiers provenant d'une part, du Secrétariat général de la Présidence, du Secrétariat général militaire, des Secrétaires généraux du Haut Conseil de l'Union française et du Conseil supérieur de la magistrature, d'autre part du Commandant militaire et des services de la Présidence.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin 1990, p. 419-420.

453 AP

FONDS LABROUSTE

Dates extrêmes : xvii^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 6 cartons (453 AP 1-9) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 1984.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. d'Huart, 1984, 4 p.

Notice biographique.

Théodore Labrouste (1799-1885) fut architecte de la bibliothèque de l'Arsenal de 1841 à 1880, architecte en chef des hôpitaux et hospices de Paris de 1845 à 1876, puis architecte honoraire de l'Assistance publique. Il fut également l'auteur du monument de Louis XIII (place des Vosges à Paris) de 1854 à 1880.

Inspecteur général des édifices diocésains en 1857 et inspecteur général des Bâtiments civils en 1865, son frère Henri (1801-1875) innova dans la bibliothèque Sainte-Geneviève (1843-1861) en utilisant une structure métallique apparente à l'intérieur, masquée cependant à l'extérieur par une façade classique sobrement ornée. À la Bibliothèque nationale (1862-1866), l'emploi du fer et de la fonte lui permit d'alléger au minimum les supports de la salle de lecture.

Le petit-fils d'Henri, Léon (1846-1907) fut également architecte.

Présentation du contenu.

453 AP 1-9. Papiers personnels et de fonction, comptes et correspondance des Labrouste et des familles alliées.

Sources complémentaires.

Des archives de Théodore (1799-1885), Henri (1801-1875) et Léon (1846-1907) Labrouste sont conservées à l'Académie d'architecture de Paris, à la Bibliothèque nationale de France (série H) et au musée d'Orsay.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, xix^e-xx^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 148.

454 AP

FONDS DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 663 cartons (454 AP 1-661), supplément (172 articles non cotés) ; 119 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1984-1991.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. ms. (454 AP 1-563), 196 p. ; 4 index dact. (auteurs : 454 AP 1-455 et 564-661 ; traducteurs : 454 AP 456-479 ; audiovisuel : 454 AP 480-542 ; cinéma : 454 AP 543-563), env. 40 000 fiches ; base de données consultable en salle des inventaires des Archives nationales (site de Paris).

Notice historique.

Reconnu seulement sous Louis XV en 1764 et officialisé sous Louis XVI en 1777, le droit d'auteur fut à nouveau affirmé par la Convention, en 1791 et 1793. Mais, demeurant dans l'ignorance de leurs droits, les auteurs restaient sans secours. C'est ce qui décida Balzac, en 1836, à mener une campagne décisive auprès de ses confrères pour la fondation d'une société des écrivains, calquée sur la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, créée sept ans plus tôt pour défendre les écrivains de théâtre et les aider à percevoir leurs droits sur les représentations. Le 28 avril 1838, une cinquantaine d'écrivains réunis chez Louis Desnoyers, directeur du *Siècle*, élaborèrent les statuts de la « Société des gens de lettres ». Celle-ci devint le rendez-vous de l'élite intellectuelle de Paris et développa les procédés de défense des intérêts moraux et matériels de ses membres. Parmi les membres de la Société ont figuré Apollinaire, Arago, Balzac, Maurice Barrès, René et Hervé Bazin, Pierre Benoît, Henry Bordeaux, Francis Carco, Paul Claudel, Alphonse Daudet, Alexandre Dumas père et fils, Théophile Gautier, Jean Giono, Edmond et Jules de Goncourt, Jean Guéhenno, José-Maria de Heredia, Édouard Herriot, Victor Hugo, Francis Jammes, Mallarmé, Maupassant, Mauriac, Maurois, Prévert, Jules Romains, Edmond Rostand, Armand Salacrou, George Sand, Sarah Bernhardt, Eugène Sue, Sully Prudhomme, Jules Supervielle, Verlaine et Zola.

La Société des Gens de Lettres existe toujours (Hôtel de Massa, 38, rue du Faubourg Saint-Jacques, 75014 Paris).

Présentation du contenu.

454 AP 1-661. Dossiers nominatifs (classement chronologique) de membres de la Société dont les droits ne font plus l'objet d'une exploitation et collections d'autographes.

1-455. Auteurs.

456-479. Traducteurs.

480-542. Audiovisuel.

543-563. Cinéma.

564-661. Auteurs (supplément).

Supplément non coté.

Presse classée par départements et par pays (Belgique, Canada, Suisse, Afrique francophone), « inédits », « déclarations », pseudonymes, fichiers S.G.D.L. n° 1 à 28.

Sources complémentaires.

Les statuts de la Société des gens de Lettres à sa création, en 1838, sont conservés au Minutier central (étude XLI 934, réserve n° 599, microfilmé).

Bibliographie.

FELKAY (N.), « Balzac, Desnoyers et la Société des gens de lettres », dans *Le Courier balazacien*, revue trimestrielle de la Société des amis d'Honoré de Balzac, n° 23, avril 1986, p. 7-12.

MONTAGNE (Édouard), *Histoire de la Société des gens de lettres de France*, Paris, Société des gens de lettres de France, 1988.

454 AP II

PAPIERS DE MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

Dates extrêmes : 1873-1997.

Importance matérielle : 11 cartons (454 AP II 1-16) ; 1,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 2005-2008 .

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. par F. Aujogue (454 AP II 1-16), 2008, 43 p.

Notice historique

Cette seconde partie du fonds de la Société des gens de lettres, cotée 454 AP II, est destinée à recevoir les papiers d'écrivains membres de cette société. Actuellement, elle ne comprend que les archives de Louis Payen.

Notice biographique.

Albert Liénard, *alias* Louis Payen, est né le 13 décembre 1875 à Bagard, près d'Alès (anc. Alais) dans le Gard. Jeune lycéen à Montpellier, il se fait remarquer par ses prédispositions littéraires et en particulier son talent dans l'art de la versification. En 1894, il publie son premier poème *À Gounod*, dans *La Victoire Montpelliéraine*. L'année suivante, il participe à la fondation d'une revue d'avant-garde, *La Coupe*, dans laquelle il écrit très régulièrement. Son premier volume de vers, *À l'ombre du portique*, est publié en 1900 sous le pseudonyme de Louis Payen, son nom de plume depuis deux ans. L'auteur est devenu parisien. Son amour de la poésie et le désir de faire partager sa passion le conduisent à organiser des matinées poétiques dans différents théâtres de la capitale. Il collabore aux revues *l'Ermitage* et *Le Mercure de France*. Durant la guerre de 1914-1918, nous le retrouvons à la tête du théâtre aux armées qui a vocation à distraire les soldats en permission.

Il poursuit son activité littéraire après la guerre. En 1925, il est nommé secrétaire général de la Comédie-Française dont il était un familier puisqu'il y organisait des matinées poétiques depuis 1920. La mort le surprend à l'âge de cinquante-deux ans.

Louis Payen a laissé des recueils de poésie, plusieurs romans, des contes, ainsi que des pièces, tragédies et épopées lyriques.

Présentation du contenu.

454 AP II 1-16. Papiers de l'écrivain, Louis Payen, né Albert Liénard. 1873-1997.

454 AP II 1-15. Papiers d'Albert Liénard *alias* Louis Payen. 1873-1926.

1. Papiers personnels, souvenirs, postérité intellectuelle. 1892-1926.
- 2-12. Œuvre. 1873-1927.
13. Conférences et articles. 1905-[1926] et s. d.
14. L'organisateur des samedis populaires. 1897-1905.
15. La Comédie-Française. 1920-1926.

454 AP II 16. Papiers concernant Louis Payen, l'homme et son œuvre, archives de Louise Gal et Hélène-May Appel, ses nièce et petite-nièce. 1927-1997.

Sources complémentaires.

Voir aux Archives nationales, le dossier de Légion d'honneur (LH 1639, dossier 58) et le dossier de membre de la Société des gens de lettres (454 AP 319).

Bibliographie.

DAVRAY (Raoul) et RIGAL (Henry), *Anthologie des poètes du Midi, morceaux choisis accompagnés de notices biographiques et d'un essai de bibliographie...*, Paris, P. Ollendorff, 1908, p. 219-228.

[455 AP]

638 Mi

FONDS RAYMOND FROIDEVAL

Dates extrêmes : 1912-1978.

Importance matérielle : 6 bobines de microfilm (638 Mi 1-6).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1984.

Conditions d'accès : libre sauf 455 AP 3, dossier 21, sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par Y. Poulle, 1984, 13 p.

Notice biographique.

D'origine modeste, Raymond Froideval (1897-1978) était ouvrier serrurier. Syndicaliste (C.G.T.), il rompit avec le parti communiste dès 1923 et rejoignit la S.F.I.O. Il fut successivement secrétaire de la chambre de la serrurerie à Paris (1924), puis secrétaire régional des syndicats confédérés du bâtiment (1936), chargé de mission au cabinet de Raoul Dautry, ministre de l'Armement (1939-1940), chef de cabinet de René Belin, ministre de la Production industrielle et du travail (juillet 1940-février 1941) et secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production (1941-1944). Il avait créé plusieurs journaux, dont *Le Bâtiment syndicaliste*, en 1936.

Présentation du contenu.

Biographie.

Le syndicaliste. 1912-1939.

« Les Éditions syndicales ». 1936-1943.

Affaires *Syndicats/Nouvel âge*. 1939-1942.

Chargé de mission au cabinet de Dautry, ministre de l'Armement. 1939-1940.

Chef de cabinet de René Belin, ministre de la Production industrielle et du travail. Juillet 1940-février 1941.

Secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production. 1941-1944.

Activités postérieures à 1945.

Coupures de presse. 1947-1950.

Tracts et journaux, brochures diverses. 1903-1970.

Photographies et croquis.

Sources complémentaires.

Une bande magnétique (3 AV 2) conservée à la section du xx^e siècle des Archives nationales (site de Paris) comprend les allocutions à Radio Travail de Raymond Froideval, secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production et de Jean Bichelonne, ministre secrétaire d'État au Travail par intérim, sur le mouvement coopératif français (février 1944).

Bibliographie.

MAITRON (Jean), dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1914-1939, De la Première à la Deuxième Guerre mondiale*, vol. 28, Fi à Fz, éd. de l'Atelier, 1986, p. 296-297, également consultable sur cédérom.

456 AP

FONDS ÉDOUARD DEPREUX

Dates extrêmes : 1910-1980.

Importance matérielle : 17 cartons (456 AP 1-17) ; 2,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Madame Édouard Depreux, 1982 et du Centre d'histoire sociale, 2004.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (456 AP 1-13), par J. Pouessel, 1985, 9 p. ; rép. num. détaillé (456 AP 14-17), par O. Poncet, 2004, 2 p.

Notice biographique.

Avocat, puis chef de cabinet de Vincent Auriol, ministre de la Justice (1937-1938), Édouard Depreux (1898-1981) avait été nommé en 1941 président du conseil départemental de la Seine, poste qu'il refusa. Son engagement dans la Résistance lui valut d'être arrêté peu après. Il s'évada sans tarder. Député aux deux Assemblées constituantes (1945-1946), député du 4^e secteur de la Seine (1946, 1951 et 1956-1958), l'un des piliers de la S.F.I.O. au gouvernement, il dénonça comme ministre de l'Intérieur un assez confus « Plan bleu » de la droite et de l'extrême droite françaises, visant à extirper le bolchevisme d'Occident (1947), ce qui lui permit surtout de compromettre le R.P.F. C'est également lui qui fut à l'origine du statut de l'Algérie de septembre 1947. Ministre de l'Éducation nationale du 12 février au 26 juillet 1948, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il fut toutefois conduit à quitter la S.F.I.O. en 1958 pour fonder avec d'autres le Parti socialiste autonome puis le Parti socialiste unifié à la suite d'un désaccord sur la politique algérienne. Maire (1944-1959) puis conseiller municipal (1959-1965) de Sceaux, ancien président de la Haute-Cour de justice, Édouard Depreux laissa plusieurs œuvres : *Renouveau du socialisme* (1960), *Souvenirs d'un militant* (1972), *Servitude et grandeur du P.S.U.* (1974).

Présentation du contenu.

- 456 AP 1. Diplômes. Livret et papiers militaires. Conseiller municipal et conseiller général de Sceaux. 1915-1952.
2. Commissaire de la République. Médaille de la Résistance. Maire de Sceaux et député de la Seine. 1943-1973.
3. Ministre de l'Intérieur et de l'Éducation nationale. 1946-1948.
4. Dossiers constitués sur Auriol, Blum et De Gaulle. 1938-1981.
5. Papiers politiques : S.F.I.O., P.S.A. et P.S.U. 1935-1980.
6. Militants socialistes.
7. Voyages et étranger. 1954-1956.
8. Dossiers historiques et littéraires.
- 9-10. La ville de Sceaux.
11. Localités de la région parisienne.
- 12-13. Livres d'Édouard Depreux, coupures de presse et correspondance. 1932-1979.
- 14-17. Correspondance reçue par Édouard Depreux, député, des électeurs de sa

circonscription électorale, et de correspondants hors de sa circonscription. 1950-1963

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds du P.S.U. (581 AP).

L'enregistrement d'une émission radiodiffusée sur le lycée Lakanal, avec le régisseur Albert, Christian Boussus, Pierre Cour, Édouard Depreux, Jacques Deval, Maurice Genevoix, Frédéric Joliot-Curie, Louis Joxe et Maurice Toesca (R.T.F.) du 8 février 1953 est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 5 AV 56-64.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 784.

457 AP

FONDS GEORGES BIDAULT

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 190 cartons (457 AP 1-191) ; 22,86 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 457 AP 1-165 : dons de Madame Bidault et de son neveu, M. Georges Bidault, 1984-1998.
- 457 AP 166-188 : dépôt, 1983, transformé en don par les héritiers Bidault, 2003.
- 457 AP 189-191 : don de Monsieur Georges Bidault, 2004.

Conditions d'accès : libre ou sur dérogation.

Instrument de recherche : *Papiers Georges Bidault (457 AP). Inventaire*, par J. Irigoien et P. Gillet, Archives nationales, 1993, 77 p., répertoire numérique détaillé du supplément 457 AP 189-191 par F. Aujogue, 2004, 5 p.

Notice biographique.

Après sa libération de l'armée en 1918, Georges Bidault (1899-1983) devient professeur agrégé d'histoire, en poste à Valenciennes (1925-1926), Reims (1926-1931), Paris (1931-1939) et Lyon (1942-1943). Proche du Sillon de Marc Sangnier, il milite dans divers mouvements démocrates-chrétiens et notamment au sein du Parti démocrate populaire dont il devient l'un des leaders. Engagé en 1940, il est fait prisonnier de guerre puis relâché sur la foi d'un faux certificat médical. Il rentre dans la Résistance, est porte-parole du mouvement Combat puis préside le Conseil national de la Résistance à la mort de Jean Moulin en 1943. À la Libération, il contribue à fonder le Mouvement républicain populaire, dont il devient le deuxième président, de 1949 à 1952. Le général de Gaulle lui confie en octobre 1944 le portefeuille des Affaires étrangères, qu'il conserve jusqu'en décembre 1946, exerçant la même fonction à plusieurs reprises jusqu'en juin 1954. Après avoir été six mois président du gouvernement provisoire (et ministre des Affaires étrangères, de juin à décembre 1946), Georges Bidault est investi Président du Conseil en octobre 1949 et à nouveau pressenti en juin 1952. C'est sous son impulsion que la France rentre dans l'O.T.A.N. en 1949. Il défend par ailleurs l'Union française et se déclare favorable à la Communauté européenne de défense (C.E.D.). Lors des négociations internationales de Genève qui suivent le désastre de Diên Biên Phu, Georges Bidault est récusé par les Soviétiques ; le gouvernement Laniel tombe, et Georges Bidault est remplacé par Pierre Mendès France qui cumule les Affaires étrangères et la présidence du Conseil. Bidault prend totalement fait et cause pour les positions de l'Algérie française. Il quitte le M.R.P. en 1958 et crée la Démocratie chrétienne de France. Il s'oppose violemment à la politique algérienne du général de Gaulle, au point d'être recherché pour complot contre la sûreté de l'État. Son immunité parlementaire est levée en 1962, et Georges Bidault est contraint à l'exil, se fixant finalement au Brésil où il ressuscite le CNR. Après l'amnistie de 1968, il fonde le Mouvement pour la justice et la liberté. Georges Bidault avait également été député de la Loire (1945, réélu en 1946, 1951 et 1956).

Présentation du contenu.

457 AP 1-133. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères. 1944-1948 et 1953-

- 1954.
- 1-5. Conférences internationales et organisation des Nations unies. 1944-1954.
 - 6-19. Conférences internationales et conseils des ministres des Affaires étrangères. 1945-1948.
 - 20-22. Plan Marshall. 1947-1948.
 - 23-24. Traité de Bruxelles. 17 mars 1948.
 - 25-27. Pacte atlantique. 1948-1969.
 - 28-43. Europe : conseil de l'Europe, plan Schuman et Communauté européenne du charbon et de l'acier, Communauté européenne de défense, Communauté politique européenne, pool vert (organisation européenne des marchés agricoles). 1948-1968.
 - 44-51. Relations internationales et bilatérales. 1953-1955.
 - 52-55. Indochine. 1953-1959.
 - 56-59. Documentation. 1946-1958.
 - 60-133. Dossiers classés par pays ou zones géographiques : Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Europe centrale et orientale, Empire britannique, États-Unis, Arctique et Antarctique, Amérique latine, U.R.S.S., Pologne, Italie, Balkans, Grèce, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Turquie, Espagne, Portugal, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Vatican, Union française, Afrique du Nord, Algérie, Tunisie, Maroc, Afrique noire et Madagascar, Proche-Orient et Moyen-Orient, Asie et Extrême-Orient. 1944-1969.
- 457 AP 134-168. Politique intérieure de la France. 1940-1959.
- 134-135. Gouvernement de Vichy. 1940-1954.
 - 135-136. Politique générale. 1944-1955.
 - 137-140. Ministère des Affaires étrangères : réorganisation du ministère, personnel, budget. 1944-1963.
 - 141-143. Premier gouvernement Georges Bidault. 24 juin-16 décembre 1946.
 - 144-149. Deuxième gouvernement Georges Bidault. 28-29 octobre 1949-2 juillet 1950.
 - 150-162. Séquelles de la guerre, Résistance, épuration ; Défense nationale. 1945-1956.
 - 163-168. Affaires de presse, Mouvement républicain populaire (M.R.P.). 1946-1959.
- 457 AP 169-191. Papiers personnels de Georges Bidault, dont correspondance et photographies le concernant ainsi que son épouse, née Suzanne Borel. 1926-2004.

Sources complémentaires.

Aux Archives nationales (site de Paris) est conservée une cassette de l'interview donnée par Georges Bidault à un journaliste de la B.B.C. en janvier 1963 (8 AV 815).

Aux Archives du ministère des Affaires étrangères sont conservés le fonds du Cabinet du ministre de 1944 à 1953, le fonds du Secrétariat général de 1945 à 1954 et celui du Secrétariat des conférences de 1945 à 1955. Les Archives nationales (site de Paris) détiennent les archives du M.R.P. sous la cote 350 AP et le Service historique de l'armée de terre, celles du

cabinet du ministre de la Défense (sous-série 1 R). Quant à la correspondance parlementaire de Georges Bidault, elle se trouve aux Archives départementales de la Loire (sous-série 57 J). Laurence Chapelle-Fossevalle, *Biographie de Georges Bidault de 1899 à 1936*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Paris X Nanterre, 1985, 114 p., conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XLV 156.

Bibliographie.

Informations extraites de *Papiers Georges Bidault (457 AP). Inventaire*, par J. Irigoien et P. Gillet.

Georges Bidault (1899-1983), bulletin de l'association des « Amis de Georges Bidault », janvier 1986.

458 AP

FONDS HENRY BERNARD

Dates extrêmes : 1963-1982.

Importance matérielle : 4 cartons, 1 portefeuille, 2 rouleaux (458 AP 1-7).

Modalités d'entrée : don, 1984.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : état somm. dact., 2 p.

Notice biographique.

Architecte diplômé par le gouvernement en 1938, Henry Bernard (1912-1994) est inspecteur général des Bâtiments civils et palais nationaux, urbaniste en chef de la ville de Grenoble puis de l'Atelier parisien d'urbanisme, chef d'atelier à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts. Il participe à la reconstruction de Caen après la Deuxième Guerre mondiale (église Saint-Julien, université, centre hospitalier universitaire). Il est également l'auteur de la Maison de la radio à Paris, de la préfecture du Val-d'Oise, des centres hospitaliers universitaires de Tours et Grenoble, du Palais de l'Europe à Strasbourg, d'études d'urbanisme à Lille, Roubaix, Tourcoing.

Présentation du contenu.

458 AP 1-7. Travaux parisiens : projet d'aménagement de l'ensemble Louvre-Tuileries, 1964 ; voie express rive droite et rive gauche, 1964-1965 ; schéma directeur de Paris, 1966-1968 ; plans d'occupation du sol de la ville de Paris, 1976-1981 ; documentation sur Paris émanant principalement de la Préfecture, 1964-1976.

Sources complémentaires.

Un fonds Henry Bernard est conservé à l'Académie d'architecture.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 146.

459 AP

FONDS PIERRE JOIN-LAMBERT

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 55 cartons (459 AP 1-50) ; 18 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1984-1985.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en décembre 2014 ; fonds conservé aux Archives nationales (site de Fontainebleau) sous le versement n° 19860578.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Pierre Join-Lambert (1906-1983), conseiller d'État, fut vice-président du Conseil supérieur de l'aménagement rural et président de la commission interministérielle d'étude des questions intéressant les populations d'origine nomade de 1949 à 1967. Créée en 1949 par les ministres de l'Intérieur et de la Santé publique et de la Population, cette commission a défini les principes d'une nouvelle politique à l'égard des Tsiganes et des populations menant une vie analogue.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 459 AP 1-50. Archives de la commission interministérielle d'étude des questions intéressant les populations d'origine nomade.
Dossiers de travail, correspondance personnelle, notes d'entretiens.
Documents d'enquêtes démographiques.
Documentation imprimée : articles, ouvrages, presse.
Dossiers de travail relatifs à l'aménagement foncier dans le domaine rural (création des G.A.E.C., des S.A.F.E.R.).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Fontainebleau) conservent deux versements complémentaires :

- 19870256, art. 1-7. Dossiers des différents bureaux s'étant occupés des populations nomades. 1948-1978.
- 19870498, art. 1-5. Photographies relatives aux populations nomades (camps et terrains d'accueil). 1964-1969.

Ces deux versements proviennent du ministère des Affaires sociales, direction de la population et des migrations.

Bibliographie.

JOIN-LAMBERT (Pierre), « Un tournant dans la politique française à l'égard des Tsiganes : l'approbation donnée en 1949, aux conclusions d'une commission interministérielle », dans *Études tsiganes*, n° 2 et 3, 1979.

460 AP

FONDS FÉLIX FAURE

Dates extrêmes : 1860-1898.

Importance matérielle : 22 cartons (460 AP 1-22) ; 3,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1977.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par B. Joly, 2000, 66 p.

Notice biographique.

Après avoir fait fortune dans le commerce du cuir au Havre, Félix Faure (1841-1899) fut élu comme républicain modéré (1881), puis chargé de différents ministères (Colonies, Marine, 1883-1885). En janvier 1895, il fut élu président de la III^e République par la coalition monarchiste et modérée. Son mandat fut marqué par le renforcement de l'alliance avec la Russie (Félix Faure accueillit le tsar Nicolas II à Paris en 1896 et se rendit lui-même à Kronstadt en 1897), la poursuite de la colonisation de Madagascar, des difficultés diplomatiques avec la Grande-Bretagne à la suite de l'affaire de Fachoda, et la révision du procès Dreyfus à laquelle il se montra hostile. Sa mort soudaine, survenue dans des conditions qui firent scandale, fut suivie d'une importante agitation politique.

Présentation du contenu.

- 460 AP 1. Famille ; guerre de 1870-1871 ; questions financières et succession. 1771-1920.
- 2-4. Mandats politiques et fonctions ministérielles. 1863-1899.
 - 2. Politique locale au Havre ; écrits et discours. 1863-1893.
 - 3. Politique générale ; affaire Belluot. 1878-1899.
 - 4. Fonctions ministérielles. 1882-1895.
- 5-10. Présidence de la République. 1893-1932.
 - 5. Politique intérieure. 1895-1899.
 - 6. Protocole. 1894-1899.
 - 7-5. Affaires étrangères. 1893-1899.
 - 9. Journal de Félix Faure. 1895-1899.
 - 10. Affaire Dreyfus ; décès de Félix Faure. 1895-1932.
 - 11. Correspondance. 1878-1899.
- 12-18. Dossiers de presse. 1894-1899.
- 19-20. Souvenirs de Louis Le Gall ; correspondance échangée entre Félix Faure et Louis Nordheim. *Circa* 1880-1956.
- 21-22. Documents annexés au fonds. 1891-1977.

Bibliographie.

BRAIBANT (Charles), *Félix Faure à l'Élysée*, Paris, Hachette, 1963.

« Rue Félix Faure ». *Exposition du 7 novembre 1987 au 3 janvier 1988*, Musée des Beaux-Arts André Malraux, Le Havre.

FAURE (Félix), *Journal à l'Élysée*, éd. par Bertrand Joly, [Sainte-Marguerite-sur-Mer], Éd. des Équateurs, 2009.

461 AP

FONDS MONTEBELLO

Dates extrêmes : 1810-1900.

Importance matérielle : 2 cartons (461 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1962-1984.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1986, 5 p.

Notice biographique.

Enrôlé dans un bataillon de volontaires du Gers en 1792, général de brigade en 1795, Jean Lannes (1769-1809), futur duc de Montebello, fit la campagne d'Italie et suivit Bonaparte en Égypte. Ayant participé au 18 brumaire an VIII, il devint commandant de la garde consulaire. Il contribua à la victoire de Marengo. Maréchal en 1804, duc de Montebello en 1808, il participa à de nombreuses batailles : Ulm, Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland, combattit en Espagne (victoire de Tuleda, novembre 1808, siège de Saragosse) ; il fut mortellement blessé à Essling le 22 mai 1809 et mourut après avoir été amputé des deux jambes. Napoléon fit déposer son corps au Panthéon.

Lannes avait épousé en 1800 Louise Guéhéneuc (1782-1856), fille d'un commissaire des guerres, qui fut dame d'honneur de l'impératrice Marie-Louise.

Le titre de duc de Montebello passa après Lannes à son fils Napoléon-Auguste (1801-1874), ministre des Affaires étrangères (1839), de la Marine et des Colonies (1847) et ambassadeur à Saingt-Pétersbourg (1858-1864), et à son petit-fils Napoléon (1835-1876). La mort prématurée du 4^e duc, également prénommé Napoléon (1877-1899), fit du frère de son père, Charles (1836-1922), le 5^e duc de Montebello, grand-père du 6^e duc.

Historique de la conservation.

Le maréchal Lannes n'a laissé ni écrits ni souvenirs et n'eut pas le temps de constituer un fonds d'archives que ses descendants auraient accru de leurs papiers propres.

La veuve de Napoléon, 3^e duc de Montebello, Marie Daguillon, qui avait épousé en secondes nocces, en 1879, Louis de Juge-Montespieu, garda par-devers elle les souvenirs et papiers de famille avant de les rendre sur sa demande au 6^e duc de Montebello.

Présentation du contenu.

461 AP 1-2. Lettres de l'impératrice Marie-Louise à la duchesse de Montebello, sa dame d'honneur. 1811-1824.

Comptes, papiers d'affaire et correspondance de la famille de Montebello et des familles alliées (Guéheneuc, Kirgener). 1810-1900.

Bibliographie.

GACHOT (Édouard), *Marie-Louise intime*, Paris, J. Tallandier, 1912, 2 vol. in-8° (*Bibliothèque Historia*).

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 150.

462 AP

FONDS ANDRÉ FRANÇOIS-PONCET

Dates extrêmes : 1893-1978.

Importance matérielle : 87 cartons (462 AP 1-87) ; 10,55 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, novembre 1984, complété en 2004.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (462 AP 1-57), par F. Hildesheimer, 1985, 23 p. ;
rép. num. dact. (462 AP 58-87), par P.-R. David, 2005, 6 p.

Notice biographique.

Ancien élève du collège Stanislas et de l'École normale supérieure, André François-Poncet (1887-1978) commença sa carrière dans le journalisme. Élu député d'Union Républicaine, il occupa les postes de sous-secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique, des Beaux-Arts et de l'Économie nationale, entre 1928 et 1931. Il avait été précédemment membre de la commission économique internationale aux États-Unis et avait fondé la Société d'information et d'études économiques. Il devint ensuite ambassadeur à Berlin de 1931 à 1938, et à Rome de 1938 à 1940. De ces deux missions capitales, destinées à sauver la paix, il laissa la narration dans deux volumes de souvenirs. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut élu à l'Académie française au siège du maréchal Pétain. Haut-commissaire (1949) puis ambassadeur à Bonn (1953-1955), André François-Poncet fut également président de la Commission permanente de la Croix-Rouge internationale (1949-1965) et de la Croix-Rouge française (1955-1967). Son fils, Jean François-Poncet, fut ministre des Affaires étrangères de 1978 à 1981, sous la présidence Giscard d'Estaing.

Présentation du contenu.

- 462 AP 1. Études et premiers postes. Notes et œuvres de jeunesse. 1893-1911.
- 2. Débuts politiques. 1913-1914.
- 3. Guerre de 1914-1918.
- 4. Conférences, articles et discours. 1911-1919.
- 5. Missions officielles (États-Unis, Allemagne). 1919-1923.
- 6-8. Député de la Seine. 1924-1928.
- 9-13. Ministre. 1928-1931.
- 14-21. Ambassade de France en Allemagne. 1931-1938.
- 22-24. Ambassade de France en Italie. 1938-1941.
- 25. Disponibilité et captivité. 1941-1944.
- 26-30. Haut-Commissaire de France en Allemagne. 1945-1949.
- 31-43. Conférences, discours, articles, préfaces. 1945-1974.
- 44-47. Fonctions diverses. 1948-1972.
- 48-49. Anniversaires et décès. 1960-1978.
- 50-57. Ouvrages.

Supplément.

58-87. Associations, universités et grandes écoles, Institut de France, activités littéraires et discours, correspondance, documentation. 1955-1974.

Sources complémentaires.

Le fonds n° 284 conservé au ministère des Affaires étrangères contient les papiers d'André François-Poncet ambassadeur et haut-commissaire de France en Allemagne de 1949 à 1955, des documents sur la Croix-Rouge, le Mouvement de l'Europe unie et la Cité universitaire de 1951 à 1954.

Bibliographie.

Informations extraites de la notice biographique figurant en tête du répertoire numérique de F. Hildesheimer.

463 AP

CORRESPONDANCE DE LOUIS XV ET DU COMTE DE SAINT-FLORENTIN

Dates extrêmes : 1744-1769.

Importance matérielle : 1 carton (463 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1984-1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par S. d'Huart, 1984, 20 p.

Notice biographique.

Fils du marquis de La Vrillière, Louis Phélypeaux, comte de Saint-Florentin (1705-1777), succéda à son père en 1725 comme ministre des affaires générales de la religion réformée, puis devint, en 1761, ministre d'État. Secrétaire de la maison du roi et ministre de l'Intérieur, il fit fonction de premier ministre de Louis XV, en détenant le record de longévité ministérielle en France (50 ans). Il fut, en 1775, remplacé par Malesherbes. Il avait été créé duc de La Vrillière en 1770.

Présentation du contenu.

- 463 AP 1. Minutes et lettres signées adressées à Louis XV par Louis Phélypeaux, comte de Saint-Florentin, duc de La Vrillière.
Quatre lettres et billets autographes signés par Louis XV.
Quelques lettres signées du comte de Dreux et de Maurepas.

Bibliographie.

BAUDOT (Marcel), « Un ministre champenois méconnu : le comte Saint-Florentin secrétaire d'État et ministre de Louis XV durant cinquante ans », dans *Actes du 95^e congrès national des sociétés savantes (Reims, 1970)*, Paris, Bibliothèque nationale, 1974.

464 AP

FONDS FRANÇOIS LAITY

Dates extrêmes : 1836-1913.

Importance matérielle : 1 carton (464 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1984.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. d'Huart, 1985, 5 p.

Notice biographique.

François-Armand-Rupert Laity (1812-1889), né à Lorient, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École d'application d'artillerie de Metz, eut sa première affectation dans le bataillon des pontonniers de Strasbourg. Lorsque le prince Louis-Napoléon Bonaparte tenta de soulever la garnison de la ville en 1836, le lieutenant Laity parvint à entraîner à sa cause ses pontonniers, ce qui lui valut d'être arrêté et traduit avec les autres conspirateurs devant la cour d'assises de Strasbourg, qui l'acquitta. Laity démissionna en 1837, mais publia en 1838 la *Relation historique des événements du 30 octobre 1836*. Arrêté pour la seconde fois, il fut condamné à cinq ans de prison.

L'élection présidentielle du 10 décembre 1848 lui permit de reprendre du service dans l'armée. Il devint capitaine et officier d'ordonnance du Prince président. En 1852, il démissionna de l'armée une seconde fois et fut nommé préfet des Basses-Pyrénées en 1854. Enfin, du 12 août 1857 à 1870, il fit partie du Sénat impérial.

Présentation du contenu.

464 AP 1. Papiers personnels et correspondance de François-Armand Laity, dont lettres de prison et lettres adressées à sa femme, née Hortense-Louise de Beauharnais, cousine de Napoléon III, en premières noces Madame de Quérelles.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent 56 lettres autographes signées de Napoléon III adressées, entre 1837 et 1861, à sa cousine Hortense de Beauharnais et à François-Armand Laity (176 AP 2, dossier Napoléon III).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. d'Huart.

465 AP

FONDS JACQUES KAYSER

Dates extrêmes : 1870-1962.

Importance matérielle : 22 cartons (465 AP 1-22) ; 2,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., 1974 et 1976, 2 vol., 62 et 119 p.

Notice biographique.

Jacques Kayser (1900-1963) fut rédacteur en chef du journal *La République* et collaborateur politique des journaux *L'Œuvre*, *La France de Bordeaux*, *Le Petit Méridional*, *Le Petit Provençal*, *Le Populaire de Nantes*, et *Marianne*. Conseiller à l'ambassade de France à Londres, de juillet 1943 à juin 1944, il collabora, après 1945, au *Monde* et au *Midi libre*. Directeur adjoint de l'Institut français de presse et président adjoint de l'Association internationale des études et recherches sur l'information, Jacques Kayser fut aussi membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme. Ancien vice-président et secrétaire général du parti républicain radical et radical-socialiste, il a laissé une *Histoire du radicalisme*.

Présentation du contenu.

465 AP 1. Documentation ayant servi à la rédaction de l'*Histoire du radicalisme* de 1870 à 1901.

Les débuts du radicalisme.

Élections, Chambre des députés, Sénat. 1871-1901.

2-9. Documentation ayant servi à la rédaction de l'*Histoire du radicalisme* de 1901 à 1958.

2-3. Documentation générale.

3-6. Documentation classée selon le plan de J. Kayser. 1901-1958.

3. « Deux épreuves, deux victoires. 1901-1902. »

« Combes, prototype. 1902-1905. »

4. « Politique sans boussole. 1905-1910. »

« La Guerre. 1914-1919. »

« De l'opposition qui paie au pouvoir qui accable. 1919-1926. »

5. « À la recherche du radicalisme perdu. 1926-1932. »

« Les défaillances irrémédiables. 1932-1936. »

6. « Du Rassemblement Populaire à la guerre. 1936-1939. »

« L'Épreuve nationale. 1939-1945. »

« Les Nouveaux messieurs, fossoyeurs. 1945. »

10-11. Documentation diverse.

Commission d'histoire du parti républicain radical et radical-socialiste. 1956-1957.

Recherches et travaux pour l'histoire du radicalisme, t. 2.

Activités de J. Kayser : collaboration à certains journaux, séminaires, cours.

12-22. Coupures de presse : articles de J. Kayser et autres. 1920-1939.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent de la documentation rassemblée par Jacques Kayser sur l'affaire Dreyfus (AB XIX 3537-3555, 3752-3753).

Bibliographie.

Who's who, 1959-1960, p. 1478-1479.

466 AP

FONDS GEORGES AUDOLLENT

Dates extrêmes : 1886-1909.

Importance matérielle : 1 carton (466 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire. *Modalités d'entrée* : dépôt.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par M. Guillot, 1985, 3 p.

Notice biographique.

Né à Paris le 8 mai 1867, Georges-Marie-Eugène Audollent fit ses études sacerdotales au séminaire de Saint-Sulpice de Paris et d'Issy-les-Moulineaux où il reçut la tonsure cléricale le 18 juin 1886. D'abord attaché à diverses paroisses de Paris, il fut nommé en 1909 supérieur de l'École Bossuet et, le 15 mai 1925, évêque de Blois. Sacré à Paris le 16 juillet suivant, il occupa son siège jusqu'à sa mort survenue à Blois, le 9 novembre 1944.

Présentation du contenu.

466 AP 1. Correspondance personnelle et familiale reçue par Georges Audollent. 1886-1909.

Sources complémentaires.

Le fonds Jean Guiraud (362 AP) comprend également des lettres familiales de Georges Audollent.

Les archives de l'archevêché de Paris conservent le manuscrit des Mémoires de Monseigneur Audollent.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de M. Guillot.

467 AP

FONDS GÉNÉRAL DUCROT

Dates extrêmes : XVI^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 8 cartons (467 AP 1-9) ; 1,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1964-1977.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. de Tourtier-Bonazzi, 7 p. ; suppl. dact. (467 AP 9), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Sorti de Saint-Cyr comme sous-lieutenant, Auguste-Alexandre Ducrot (1817-1882) servit en Afrique sous les ordres du duc d'Aumale au 17^e léger. Promu lieutenant le 27 décembre 1840, il devint capitaine le 11 février 1842, commandant le 27 septembre 1847, lieutenant-colonel le 8 avril 1851, colonel le 26 décembre 1853 et général de brigade le 13 mars 1858. Il fit la campagne d'Italie en 1859. Général de division depuis le 7 juin 1865, il commanda en 1869 à Strasbourg la 6^e division territoriale. Au début de la guerre de 1870, il fut nommé commandant de la 1^e division du 1^{er} corps d'armée, celui de Mac-Mahon, et il se trouva à Reischoffen et à Sedan. Prisonnier, il s'évada et vint offrir à Paris ses services au général Trochu. Appelé au commandement des 13^e et 14^e corps, il subit échec sur échec. Impopulaire à Paris et hostile au gouvernement de la République, il fut élu le 8 février 1871 représentant de la Nièvre par les conservateurs monarchistes de son pays natal. Le 1^{er} septembre 1872, il fut nommé au commandement en chef du 8^e corps d'armée à Bourges et envoya, le 19 novembre, sa démission parlementaire. Un décret du 10 janvier 1878 lui retira le commandement du 8^e corps. Le général Ducrot publia différents ouvrages militaires, dont un livre sur l'Algérie, un récit de la journée de Sedan et une histoire en deux volumes de la Défense de Paris.

Présentation du contenu.

- 467 AP 1, 9. Papiers personnels et militaires du général Ducrot et de sa famille. 1817-1892.
2. Ouvrages du général Ducrot.
 - La vie militaire du général Ducrot d'après sa correspondance (1839-1871), publiée par ses enfants*, 2^e éd., Paris, 1895, 2 vol. in-8^o.
 - P. Camille de Rochemonteix, *Le Liban et l'expédition française en Syrie (1860-1861). Documents inédits du général A. Ducrot*, Paris, 1921, 1 vol. in-8^o.
3. Familles alliées Senlis et Villars. XVIII^e-XIX^e s.
4. Famille Prévost de La Croix et alliés. XVII^e-XX^e s.
- 5-6. Familles alliées et divers. XVII^e-XIX^e s.
7. Cartes et plans.
8. Documents du Bourbonnais. Actes privés. 1525-1788.

Sources complémentaires.

Des archives du général Ducrot sont également conservées au Service historique de l'armée de terre (fonds privé coté : 1 K 189).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de C. de Tourtier-Bonazzi.
Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 11, 1967, col. 1336-1338.

468 AP

FONDS JEAN COUTROT

Dates extrêmes : 1929-1979.

Importance matérielle : 33 cartons (468 AP 1-33) ; 3,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1985.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par M.-G. Chevignard, 1981, 336 p. ; index dact., 1982, 54 p.

Notice biographique.

Né en 1895 à Paris, Jean Coutrot fit ses études au lycée Carnot. Reçu premier à l'École polytechnique en 1913, il partit pour le front en août 1914. Grièvement blessé, il passa sa convalescence à préparer une licence en droit et à suivre des cours à l'École libre des sciences politiques. À sa démobilisation, il renonça à faire sa deuxième année de Polytechnique, pour des raisons familiales. Il fut associé par son beau-père à la direction de l'affaire familiale Gaut-Blancan, fabrique de papier et de matières colorantes, et il commença à s'intéresser à l'Organisation scientifique du travail (O.S.T.). Parallèlement, de 1920 à 1930, Coutrot et sa femme se lièrent d'amitié avec des peintres et des poètes : les Delaunay, Picasso, Braque, André Lhôte, Jules Supervielle, l'anthropologue P. Teilhard de Chardin...

En 1931, un appel de trois anciens polytechniciens dans *X-Information* aboutit à la formation du groupe « X-Crise », devenu peu après Centre polytechnicien d'études économiques (C.P.E.E.), et dont le but était d'étudier les raisons de la crise économique. Tout en menant de front la direction de l'entreprise familiale et celle du Bureau d'ingénieurs conseils en rationalisation (B.I.C.R.A.), qu'il avait créé en 1930, Coutrot enseigna à l'École d'organisation scientifique du travail, collabora au Comité national de l'Organisation française (C.N.O.F.), à l'Agence française de normalisation, au C.P.E.E., écrivit de nombreux articles et un essai, *Quoi vivre* (paru chez Grasset en 1935), et prononça des conférences. En 1936, il créa un nouveau groupe d'études, le Centre d'étude des problèmes humains (C.E.P.H.), qui se réunit pour la première fois à Pontigny et vit, de 1936 à 1941, la création de l'Institut de psychologie appliquée et de commissions et de groupes spécialisés.

Charles Spinasse, ministre de l'Économie et des finances dans le gouvernement du Front populaire, appela Coutrot auprès de lui. Ce dernier créa et anima le Centre national d'organisation scientifique du travail (C.N.O.S.T.), dont la finalité était l'abaissement des prix de revient français sans compression des salaires, par l'introduction de l'Organisation scientifique du travail. dans les programmes des écoles professionnelles et par une meilleure organisation des entreprises, des administrations et de la recherche scientifique. Les activités du C.N.O.S.T. se ralentirent après le départ de Spinasse. Coutrot suivit le gouvernement à Bordeaux et à Vichy, jusqu'au 10 juillet 1940. Il se suicida en mai 1941, peu après sa nomination dans la commission du plan comptable.

Présentation du contenu.

- 468 AP 1. Articles, coupures de presse et correspondance. 1929-1933.
Le IV^e congrès de l'Organisation scientifique du travail à Paris. Juin 1929. Le rôle du cinéma dans l'Organisation scientifique du travail. 1930-1932.
2. Correspondance ; articles et conférences ; coupures de presse. 1930-1933.
3. La commission générale d'Organisation scientifique du travail (O.S.T.). 1933-1937.
4. Le comité central de l'organisation professionnelle (C.C.O.P.). 1936-1937.
L'Institut d'Organisation des services publics et de l'Économie nationale (I.O.S.P.E.N.). 1936-1937.
Le Comité du Plan. 1936-1937.
Le Comité d'Organisation de la Confédération générale des classes moyennes. 1937.
- 4-5. Le Comité national de l'Organisation française (C.N.O.F.). 1930-1939.
6. Le Bureau d'ingénieurs conseils en rationalisation (B.I.C.R.A.). 1929-1938.
6. Gaut-Blancan.
- 7-9. Le Centre polytechnicien d'études économiques (C.P.E.E.). 1931-1939.
10. Problèmes d'esthétique. Relations avec des artistes. 1925-1937.
11. Écrits et conférences, correspondance, documentation. 1934-1935.
- 12-14. *Quoi vivre* : préparation du livre, critiques et lettres. 1934.
- 15-17. Écrits et conférences, correspondance, documentation. 1936-1939.
- 18-20. Le Centre national d'organisation scientifique du travail (C.N.O.S.T.). 1936-1939.
- 21-25. Le Centre d'étude des problèmes humains (C.E.P.H.). 1938-1939.
- 26-27. Les réunions de Pontigny. 1936-1939.
- 27-32. La guerre. Septembre 1939-avril 1941.
- 32-33. La mort de Jean Coutrot. Attaques et réfutations. Documents postérieurs. 1937-1979.

Bibliographie.

Informations extraites des notices biographiques contenues dans le fonds.

469 AP

FONDS LE PÈRE, HITTORF ET BÉLANGER

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (469 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur François de Calmels-Puntis, 1976, et achat, 1985.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par S. d'Huart, 1964 et 1985, 4 p.

Notice biographique.

Jean-Baptiste Le Père (1761-1844) séjourna à Saint-Domingue de 1787 à 1790, avant d'établir à Constantinople une fonderie de canons. Choisi en 1798, en raison de ses voyages, pour faire partie de l'expédition d'Égypte, il fut chargé par Bonaparte de relever le tracé de l'ancien canal des pharaons à travers l'isthme de Suez ; il devint, à son retour en France, l'architecte de la Malmaison. Il reçut en 1805 la mission d'élever la colonne Vendôme (en collaboration avec Gondoin). On lui doit encore la construction de l'église Saint-Vincent-de-Paul à Paris, que son gendre, Hittorf, termina.

Jacques-Ignace Hittorf (1792-1867) fut à Paris l'élève de Percier et Lebas, puis il alla étudier l'architecture grecque en Sicile et y constata l'utilisation de la polychromie. De retour en France en 1824, il restaura la salle Favart, construisit le théâtre de l'Ambigu comique avec Lecointe. Devenu, en 1830, architecte de la Ville de Paris et du Gouvernement, il acheva l'église Saint-Vincent-de-Paul et construisit la gare du Nord. En 1852, le Gouvernement le chargea de remanier la décoration de la place de la Concorde, des Champs-Élysées et de l'avenue de l'Étoile. Il traça les plans des travaux du bois de Boulogne et de ses deux lacs. L'Académie des beaux-arts l'avait élu en 1853.

Quant à l'architecte François-Joseph Bélanger (1745-1818), il fut l'ordonnateur d'une fête donnée par Talleyrand, ministre des Relations extérieures à Madame Bonaparte le 14 nivôse an VI (3 janvier 1798).

Présentation du contenu.

469 AP 1. Papiers de Jean-Baptiste Le Père : Orient et Égypte, architecte du Premier consul à Malmaison, architecte de la Ville de Paris, architecte de Saint-Cloud et de Sèvres, architecte de Fontainebleau.

Papiers de Jacques-Ignace Hittorf.

Papiers de l'architecte Bélanger.

Familles alliées : lettres adressées au général de Castelbajac. 1869-1905.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 146.

470 AP

FONDS MILLERAND

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 245 cartons dont 1 portefeuille (470 AP 1-244) ; 18,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque nationale, 1980, complété par des achats, 1992-1995.

Conditions d'accès : libre, sauf 470 AP 129, 131, 133-137, 141, 150, 152, 155-168, 171-183, 185-196, 198-220, 222-225.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (470 AP 1-102), par M. Dorsemaine, 1977, 22 p. ; rép. num. ms. (470 AP 103-117), par M. Dorsemaine, 14 p. ; état somm. dact. (470 AP 118-244), par C. Sibille, 2000-2003, 9 p. ; rép. num. détaillé dact. (470 AP 103-112), par F. Rémy, 2007, VIII-112 p.

Notice biographique.

Avocat, collaborateur de Clemenceau à la rédaction du journal *La Justice*, Alexandre Millerand (1859-1943) siège comme député radical du département de la Seine (1885, 1889) avant d'évoluer vers le socialisme. Premier socialiste à occuper un portefeuille ministériel, il est chargé du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1899-1902) et contribue à faire adopter plusieurs lois sociales : repos hebdomadaire et salaire minimum dans toutes les entreprises travaillant avec les collectivités publiques, durée du travail fixée à dix heures au maximum pour les femmes et les enfants. En mars 1900, il crée le Conseil supérieur du travail auquel il confie la mission de fixer la durée maximale du temps de travail. Sa participation à ce ministère est néanmoins vivement critiquée par la plupart des socialistes (en particulier Jules Guesde) et Millerand est exclu du parti socialiste en 1904. Il retrouve le barreau, avant d'accepter de Briand le portefeuille des Travaux publics et des Postes et Télégraphes (1909-1910). Deux ans plus tard, il devient ministre de la Guerre, dans le premier cabinet Poincaré, du 14 janvier 1912 au 12 janvier 1913, puis dans le cabinet Viviani, du 26 août 1914 au 29 octobre 1915. À sa demande est créé, pour Albert Thomas, le sous-secrétariat d'État à l'Artillerie, puis celui du service de Santé et de l'Intendance. Commissaire général en Alsace-Lorraine après l'armistice, il gagne les élections de 1919 à la tête du « Bloc national ». Le président Poincaré charge alors Millerand de former un gouvernement. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères du 20 janvier au 23 septembre 1920, Alexandre Millerand fait occuper Francfort et Darmstadt à la suite d'une violation allemande de la zone démilitarisée, dirige les négociations sur le partage interallié des réparations allemandes et obtient le mandat de la Syrie pour la France. Lors de l'élection du président Deschanel, il remanie très légèrement son cabinet, avant de démissionner lors de sa propre élection à la présidence de la République. Après la victoire du Cartel des gauches aux élections de 1924, il démissionne. Il retourne au Palais où ses confrères l'élisent pour la seconde fois au Conseil de l'Ordre et il redevient assidu aux séances de l'Académie morales et politiques dont il faisait partie depuis décembre 1918. Il reprend ses activités parlementaires en 1925 : il est élu sénateur de la Seine de 1925 à 1927, puis de l'Orne de 1927 à 1944. Inscrit au groupe de la gauche républicaine, Millerand est membre de la commission des Affaires étrangères du Sénat. Le 10 juillet 1940, Millerand, absent, ne prend pas part au

vote de l'Assemblée nationale sur les pleins pouvoirs demandés par Pétain. Ses principaux ouvrages sont : *Le socialisme réformiste français* (1906), *Travail et travailleurs* (1908), *Politique de réalisation* (1911), *Pour la défense nationale* (1913), *La guerre libératrice* (1918), *Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France* (1933) et *Choix de plaidoyers* (1921).

Présentation du contenu.

- 470 AP 1-13. Période 1885-1914 : Souvenirs de Millerand (1859-1941), élections (1885-1906), ministère du Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes (1899-1902), ministère des Travaux publics, Postes et Télégraphes (1909-1910), 1^{er} ministère de la Guerre (1912-1913).
- 14-32. Deuxième ministère de la Guerre (cabinet Viviani). 26 août 1914-29 octobre 1915.
- 34-43. Période 1915-1919.
- 44-47. Commissariat général à Strasbourg. 21 mars-17 septembre 1919.
- 48. Discours. 1919-1921.
- 49-65. Présidence du Conseil et Affaires étrangères. 20 janvier 1920-23 septembre 1920.
- 49-55. Politique intérieure.
- 56-65. Politique étrangère.
- 66-83. Présidence de la République. 23 septembre 1920-11 juin 1924.
- 84-99. Période 1924-1940.
- 100-102. Papiers personnels. 1859-1943.
- 103-107. Correspondance générale adressée à Alexandre Millerand : classée par ordre alphabétique.
- 108-109. Correspondance reçue par Alexandre Millerand au moment de la crise présidentielle de juin 1924.
- 110-111. Correspondance reçue par Alexandre Millerand lors de son élection au Sénat en avril 1925.
- 112. Correspondance adressée à Jacques Bompard.
- 113. Documents concernant la vie politique d'A. Millerand. 1883-1925.
- 114. Documents concernant le Commissariat général en Alsace-Lorraine. 21 mars-17 septembre 1919.
- 115. Documents concernant A. Millerand. 1931-1941.
- 116. Notes et copies de documents concernant la politique étrangère (conférence de Cannes, etc.) pendant la Présidence de la République d'A. Millerand.
- 117. Dossier de lettres écrites lors du siège de Paris constitué par le père d'A. Millerand. 1870-1871.
Dossier de lettres : volontariat. 8 novembre 1879-8 novembre 1880.

Suppléments non classés.

- 118. Documentation imprimée (doubles des cartons 470 AP 95-102).
- 119-120, 123, 128, 144, 147, 149. Questions sociales. 1904-1913.
- 121, 125, 130, 139. Politique étrangère. 1911, 1934-1939.
- 132, 146. Politique intérieure. 1913-1924.
- 138, 140. Marine marchande, commerce, postes. 1899-1915.
- 143. Alexandre Millerand, député. 1904-1914.
- 197. Alexandre Millerand, sénateur. 1924-1936.

- 142. Alexandre Millerand et le socialisme. 1899-1905.
- 157, 199. Fragments de souvenirs d'Alexandre Millerand.
- 122. Discours d'Alexandre Millerand. 1911-1916.
- 145. Articles de presse sur Alexandre Millerand.
- 153. Millerand, président du conseil d'administration du Conservatoire des arts et métiers. 1927-1930.
- 169, 170, 184. Millerand, membre de l'Institut et de diverses sociétés savantes. 1931-1939.
- 124, 126. Affaire du Paty de Clam. 1903-1913.
- 129, 131, 133-137, 141, 150-152, 154-168, 171-183, 185-196, 198-235. Millerand avocat : dossiers d'affaires plaidées, correspondance, documentation juridique. 1895-1940.
- 236-244. Doubles des cartons 470 AP 17-21, 42-81, 84-87, 89-94. Affiches électorales.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1986)*, Paris, Perrin, 1990, p. 548.

471 AP

FONDS COLCHEN

Dates extrêmes : 1747-1840.

Importance matérielle : 18 cartons (471 AP 1-21) ; 2,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque nationale, 1985.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1985, 13 p. ; suppl. dact. (471 AP 21), par C. Sibille, 2003, 1 p.

Notice biographique.

Victor Colchen naquit le 6 novembre 1751 de Jean Colchen, procureur à la cour du Parlement de Metz, et de Madeleine Stoffel. Il eut deux sœurs et six frères, parmi lesquels on compte deux prêtres, deux avocats et Claude-Nicolas-François qui fut député de la Moselle. Victor Colchen devint subdélégué des intendances de Pau et d'Auch. En octobre 1791, il entra dans les bureaux du ministère des Contributions publiques, et le 29 mars 1792, il fut nommé chef de division au ministère des Affaires étrangères. La fin de la Terreur et la paix avec la Prusse et l'Espagne furent le point de départ d'une progression importante de sa carrière. Du 14 ventôse an III au 15 brumaire an IV, il fut ministre des Relations extérieures, puis préfet de la Moselle, mais en 1797, il s'occupa à nouveau des Affaires extérieures. Nommé ministre plénipotentiaire chargé de préparer la paix avec l'Angleterre, il prit part à la négociation de Lille. Sous l'Empire, il fut nommé sénateur le 2 février 1805, membre du Conseil du Sceau des titres, président du collège électoral du département de la Moselle et comte d'Empire. Il exerça les fonctions de commissaire extraordinaire dans la 4^e division militaire à Nancy en 1813 et 1814, et pendant les Cent-Jours, dans les 20^e et 21^e divisions militaires (départements du Centre). Napoléon le fit entrer à la Chambre des pairs des Cent-Jours (2 juin 1815) ; il fut exclu de la Chambre haute au retour définitif des Bourbons pour y être réintégré le 5 mars 1819. Il mourut en 1830.

Présentation du contenu.

- 471 AP 1. Papiers personnels et d'état civil. 1751-1829.
2. Intendance de Pau et Auch. 1786-1800.
3. Premier secrétaire, puis commissaire des Relations extérieures. 1795.
4. Négociation de Lille. An VII.
5. Préfet de la Moselle. 1797-an X.
6. Sénateur. Conseil du Sceau des Titres. Présidence du collège électoral du département de la Moselle. 1806-1812.
7. Président de la Société des donataires de 5^e et 6^e classes sur le Mont Napoléon. 1810-1815.
8. Commissaire extraordinaire dans la 4^e division militaire à Nancy. 1813-1814.
- 9-10. Mission dans la 20^e et 21^e division militaire. 1815.
11. Mission du baron Honoré-René Marchant (1764-1815), ancien commissaire-ordonnateur de l'armée d'Espagne, dans la 21^e division militaire. Avril 1815.

12. Comptes et divers. xvii^e-xix^e s.
13. Mémoires du comte Colchen.
14. Divers. Mémoires historiques.
- 15-17. Chanoine Mathias Colchen, chanoine de l'église cathédrale de Meaux (1744-1819), son frère ou cousin.
- 18-19. Charles-Victor Baudon de Mony, auditeur au Conseil d'État, chef du cabinet particulier du ministre des Finances, neveu par alliance du comte Colchen. 1826-1840.
- 20-21. Divers. Lettres du comte Colchen, son oncle et père adoptif, à Victoire Barthélémy. Plan du château et parc de Montgeron (Essonne). An XIII-1817.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

472 AP

FONDS ALFRED FABRE-LUCE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 10 cartons (472 AP 1-10) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Alfred Fabre-Luce, 1985-1987.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2015.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. d'Huart, 1985-1987, 6 p.

Notice biographique.

Né à Paris le 16 mai 1899, Alfred Fabre-Luce est à 21 ans licencié en droit, en histoire et diplômé des Sciences politiques. Attaché d'ambassade à Londres pendant quelques mois, il préfère devenir écrivain et journaliste et publie alternativement des ouvrages politiques et littéraires. En 1924, dans *La Victoire*, il combat la politique étrangère de Poincaré, qui lui répond dans ses *Mémoires*. En 1927, il effectue un voyage en Russie et publie au retour des impressions qui lui fermeront désormais les portes de l'U.R.S.S. Les années suivantes, il écrit différentes biographies et fonde un hebdomadaire (*Pamphlet*). De 1934 à 1936, il est rédacteur en chef de *L'Europe nouvelle*. Entre 1936 et 1938, il produit différentes critiques sur la politique du Front populaire. Puis il se rend en Chine, d'où il rapporte un roman, *Un Fils du ciel*.

En 1939, Alfred Fabre-Luce commence un *Journal de la France*, où il retracera en quatre volumes la vie de la France pendant la guerre. Le premier tome, paru en zone libre, est interdit en zone occupée. Fabre-Luce a cependant approuvé l'armistice et soutient Pétain. Dans le troisième tome du *Journal*, il s'élève contre le S.T.O., approuve la coopération avec les alliés en Afrique et annonce la défaite allemande, ce qui lui vaut d'être arrêté et détenu quatre mois par la Gestapo. Il n'en reprend pas moins la rédaction de son journal, dont le quatrième tome paraît en août 1944. En septembre, il est arrêté par les autorités françaises de Vichy. Quelques semaines plus tard paraissent ses souvenirs de sa prison allemande. Libéré, il reprend sa carrière d'écrivain, publiant notamment : *Au nom des silencieux* (1945), *Histoire de la Révolution européenne* (1954), *Une Minute, Demain en Algérie* (1957), *Gaule deux* (1958), *Le Monde en 1960* (1960), *Le Plus illustre des Français* (1960), *La Voyageuse de nuit* (1961), *Vingt-cinq années de liberté* (1961-1964), *Haute-Cour* (1962), *Le Couronnement du prince* (1964), *Les Cent Jours de Mitterrand* (1977), *les Demi-dieux meurent aussi* (1977), *Benjamin Constant* (1978), *Vivre avec son double* (1979) et *La parole est aux fantômes* (1980). Il meurt en 1983.

Présentation du contenu.

472 AP 1-10. Documentation sur la vie d'Alfred Fabre-Luce. 1941-1983.

Correspondance reçue pour ses livres et ses articles. 1924-1983.

Comptes rendus de rencontres avec diverses personnalités. 1924-1928.

Notes de lectures sur les Première et Deuxième Guerres mondiales. 1912-1981.

Textes dactylographiés.

Bibliographie.

Who's who, 1981-1982, p. 552.

473 AP

FONDS ÉMILE LOUBET

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 16 cartons (473 AP 1-28) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur de Saint-Prix, 1978-1981, complétés par des achats, 2004-2005.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par B. Wyciszkievicz, revu par F. Aujogue, 2005-2007, 73 p.

Notice biographique.

Docteur en droit, Émile Loubet (1838-1929) s'inscrit au barreau de Montélimar, ville dont il devint maire en 1870. Il était conseiller général de la Drôme quand ce département l'envoya siéger à la Chambre (1876) ; il remplit ce mandat jusqu'à son entrée au Sénat en 1885. Tirard lui confia le portefeuille des Travaux publics (12 décembre 1887) que Loubet refusa de reprendre dans le cabinet Floquet (avril 1888). Le 27 février 1892, Loubet fut chargé de former un cabinet qui dut tout de suite affronter le scandale de Panama. La mort subite, dans la nuit du 19 au 20 novembre 1892, du financier Jacques de Reinach, fit accuser Loubet de faiblesse à l'égard des « chéquards ». La Chambre n'admit pas que le gouvernement n'eut pas fait apposer les scellés au domicile de Reinach : Loubet démissionna le 28 novembre.

Le 16 janvier 1896, il succéda à Challemel-Lacour comme président du Sénat. Il remplissait ces fonctions lorsqu'il fut élu président de la République (18 février 1899). Le début de sa présidence fut signalé par des attaques du parti nationaliste, suivies de la révision du procès Dreyfus. L'Exposition universelle de 1900 amena une accalmie. La visite de Nicolas II en 1901 et celle du président en Russie en 1902 renforcèrent l'alliance franco-russe. En 1903, Loubet reçut Édouard VII et lui rendit sa visite la même année. Ce furent les bases du rapprochement franco-anglais appelé « Entente cordiale ». La présidence de Loubet fut encore marquée par la visite des souverains italiens, espagnols et portugais. Le 17 janvier 1906, Armand Fallières succéda à Loubet qui se retira à Montélimar.

Présentation du contenu.

473 AP1-22. Émile Loubet (1838-1929).

473 AP 1. Correspondance et papiers personnels. 1868-1929 et s. d.

473 AP 2-22. Papiers de fonction. 1867-1919 et s. d.

2-4. Carrière avant la présidence de la République. 1899-1906.

5-22. Émile Loubet, président de la République. 1899-1906.

5-7. Fonctionnement de la Présidence. 1899-1906.

8-13. Politique étrangère. 1894-1906.

8. Ministère des Affaires étrangères. 1899-1906.

9. Voyages officiels d'Émile Loubet à l'étranger. 1902-1905 et

- s. d.
10. Visites de souverains et chefs d'états étrangers en France. 1900-1906.
 - 11-13. Relations avec les pays étrangers et protectorats. 1894-1906.
 - 14-22. Politique intérieure. 1897-1919 et s. d.
 14. Sûreté de l'État. 1898-1905 et s. d.
 15. Les affaires (affaire Dreyfus, scandale de Panama, etc.). 1898-1906.
 16. Questions religieuses. 1903-1906.
 17. Instruction publique et Beaux-Arts. 1900-1902.
 18. Affaires militaires. 1897-1905 et s. d.
 19. Affaires coloniales. 1898-1905.
 20. Voyages du Président de la République en France. 1900-1905.
 21. Réceptions organisées à l'Élysée et fonctions de représentation. 1899-1906.
 22. Correspondance reçue à la présidence de la République. 1899-1906.

473 AP 23. Paul Loubet (1874-1948 et s. d.), fils d'Émile Loubet. 1892-1933 et s. d.

473 AP 24-28. Famille de Soubeyran de Saint-Prix. 1789-1980 et s. d.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent :

- un microfilm de la correspondance d'Émile Loubet de 1892 à 1912, autrefois déposée aux Archives départementales de la Drôme (33 Mi).
- le manuscrit d'Abel Combarieu, secrétaire général de l'Élysée, *Sept ans à l'Élysée avec le président Loubet*, ainsi que deux livres des dépenses personnelles du président Loubet, sous la cote 410 AP 1.
- l'enregistrement de l'entretien de Pierre de Saint-Prix avec C. de Tourtier-Bonazzi sur le président Loubet, sous la cote 1 AV 188 à 190.

Aux Archives départementales de la Drôme sont conservés des microfilms de papiers de fonction et de correspondance personnelle d'Émile Loubet (1 Mi 408, 1 Mi 11 R 1 et 2).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 525.

474 AP

FONDS HENRI DU MOULIN DE LABARTHÈTE

Dates extrêmes : 1914-1949.

Importance matérielle : 3 cartons (474 AP 1-2 et supplément non classé) ; 0,45 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1980 ; don, 21 septembre 2007.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Annoepel, 1998, 20 p.

Notice biographique.

Henry Du Moulin de Labarthète, issu d'une famille de Gascogne connue depuis le xvi^e siècle, naquit le 19 mars 1900 à Paris. Après ses études secondaires, il obtint la licence en droit. Il accomplit son service militaire en Syrie de 1921 à 1923, et fut reçu au concours d'inspecteur des Finances en 1925.

En 1930, il fut nommé chef adjoint du Cabinet du ministre des Finances, Paul Reynaud. En janvier 1931, Paul Reynaud, devenu ministre des Colonies, le désigna comme chef adjoint de son cabinet. En 1932, il fut placé en service détaché auprès de la Banque occidentale française. En 1939, le ministère de l'Armement lui confia une mission d'achat d'armement en qualité d'attaché financier auprès de l'ambassade de France à Madrid.

Rentré en France quelques jours après l'Armistice, il fut nommé directeur du cabinet civil du maréchal Pétain, fonction qu'il occupa du 19 juillet 1940 au 13 avril 1942, date à laquelle il démissionna. Nommé attaché financier près l'ambassade de France à Berne le 2 septembre 1942, il donna sa démission le 3 décembre 1943. Ayant obtenu le statut de réfugié politique, il séjourna en Suisse jusqu'en 1947. En 1946, il avait publié en Suisse un ouvrage intitulé *Le Temps des illusions*, recueil de souvenirs sur le gouvernement de Vichy. Malgré sa demande, il ne fut pas cité comme témoin dans le procès du maréchal Pétain. Il mourut le 10 octobre 1948, peu avant que son avocat obtienne sa réintégration dans le corps des inspecteurs des Finances.

Présentation du contenu.

- 474 AP 1-2. Papiers personnels, biographiques et familiaux. 1930-1947.
- Activités associatives. 1914-1937.
- Chef adjoint du cabinet du ministre des Finances. 1930-1931.
- Chef adjoint du cabinet du ministre des Colonies. 1931-1932.
- Inspecteur des finances. 1933-1939.
- Mission d'achat d'armement comme attaché financier auprès de l'ambassade de France en Espagne. 1939-1941.
- Cabinet du maréchal Pétain. 19 juillet 1940-13 avril 1942.
- Attaché financier près l'ambassade de France à Berne puis réfugié politique en Suisse. 1942-1944.
- Procès du maréchal Pétain. 1945-1946.
- Procès en diffamation contre le journal *Samedi-Soir*. 1947-1949.

Réintégration dans le corps des inspecteurs des finances. 1947-1949.
Manuscrits et articles. 1919-1938. Photographies, menus et invitations.

Supplément non classé.

Rapports (pelures) comme chargé de mission à l'ambassade de France en Espagne, puis comme chef de la Mission d'achat d'armement en Espagne. Mai 1939-9 juillet 1940.

Sources complémentaires.

Les archives de la famille Du Moulin de Labarthète (xv^e-première moitié du xx^e s.) ont été déposées aux Archives départementales des Landes (9 J 1-64).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. Annoepel.

DU MOULIN DE LABARTHÈTE (Henry), *Le Temps des illusions. Souvenirs (juillet 1940-avril 1942)*, Genève, Les Éditions du cheval ailé, 1946.

COTILLON (Jérôme), « Un homme d'influence à Vichy : Henry du Moulin de Labarthète », dans *Revue historique*, t. 622, 2002, p. 353-385.

475 AP

FONDS LYAUTEY

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 314 cartons et 1 portefeuille (475 AP 1-321) ; 41 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dation, 1974-1976, complétée par des dons, 1976-1999, et des achats, 1975-2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Papiers Lyautey (475 AP 1-320). Répertoire numérique*, par F. Hildesheimer, Paris, Archives nationales, 1990, 88 p. ; suppl. dact. (475 AP 321), par F. Aujogue, 2002, 1 p. ; correspondance de Lyautey (475 AP 259-314), inv. analyt. dact., par A. Machado, 2005, 35 p.

Notice biographique.

Louis-Hubert-Gonzalve Lyautey naquit à Nancy en 1854. Issu d'une famille militaire, il entra à Saint-Cyr en 1873, en sortit dans l'infanterie, passa à l'École d'application d'état-major, puis fut versé dans la cavalerie. En Algérie de 1880 à 1887, chef d'escadrons en 1893, il fut envoyé en Indochine en 1894 comme sous-chef d'état-major du corps d'occupation. Gallieni, alors commandant des territoires militaires de la frontière de Chine, le prit comme adjoint. Quand Gallieni fut nommé gouverneur général de Madagascar en 1897, il fit venir Lyautey et lui confia successivement la pacification du nord de l'île et l'organisation du sud. Promu colonel en 1900 et rentré en France en 1902, Lyautey fut appelé dès 1903 dans le Sud-Oranais par Jonnart, gouverneur général de l'Algérie, et il prit le commandement du territoire d'Aïn-Sefra, où il fut promu général.

Commandant de la division d'Oran à la fin de 1906, il fut chargé en mars 1907 d'occuper Oujda, en représailles de l'assassinat à Casablanca du docteur Mauchamps ; il réprima ensuite le soulèvement des Beni-Snassen (novembre 1907) et fut nommé haut-commissaire du gouvernement pour la zone marocaine occupée dans la région d'Oujda. La convention de Fès (mars 1912) établit le protectorat français sur le Maroc, dont Lyautey fut le premier résident général. Il chercha à pacifier le Maroc, malgré le début de la Première Guerre mondiale. Ministre de la Guerre de décembre 1916 à avril 1917, Lyautey repartit au Maroc, dont il fut écarté pendant la guerre du Rif (1925).

Élevé à la dignité de maréchal de France en 1921, membre de l'Académie française depuis 1912, Lyautey mourut à Thorey (Meurthe-et-Moselle) le 27 juillet 1934. Il a écrit : *Le rôle social de l'officier* (1891), *Du rôle colonial de l'armée* (1900), *Dans le sud de Madagascar, pénétration militaire, situation politique et économique* (1903).

Présentation du contenu.

475 AP 1-9. Famille Lyautey. XVIII^e-XX^e s.

475 AP 10-321. Hubert Lyautey.

10-13. Études et carrière militaire.

14-19. Premières affectations. 1878-1894.

- 20-23. Le Tonkin. 1886-1897.
- 24-50. Madagascar. 1897-1902, 1913.
- 51. Alençon. 1903.
- 52-80. Algérie. 1903-1913.
- 81-83. Rennes. 1911-1912.
- 84-193. Le Maroc. 1912-1934.
 - 84-89. Documents généraux.
 - 90-110. Correspondance officielle.
 - 111-134. Opérations militaires et organisation du Maroc.
 - 135-142. Effectifs et personnel. Affaires militaires diverses.
 - 143-158. Affaires internationales.
 - 159-164. Finances.
 - 165-180. Administration du Maroc.
 - 181-186. Affaires personnelles de Lyautey.
 - 187-193. Le Maroc après Lyautey.
- 194-198. Ministre de la Guerre. 1916-1917.
- 199-234. Paris-Thorey. 1924-1935.
- 235-237. Décès. 1934-1935.
- 238-242. Publications concernant Lyautey. 1912-1945.
- 243-255. Œuvres littéraires, discours, préfaces. 1878-1934.
- 256-258. Documents isolés. xviii^e-xx^e s.
- 259-314. Correspondance. 1840-1934.
- 315-320. Photographies. 1894-1953.
- 321. Travaux rédigés ou exécutés par Lyautey. 1864-1877 et s. d.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) ont microfilmé des lettres, cartes, billets et télégrammes de Lyautey et de la maréchale adressés à Georges Hardy de 1920 à 1934 (684 Mi), une centaine de lettres au colonel de Castries (220 Mi), ainsi que le catalogue des documents passés en vente publique à l'Hôtel Drouot en décembre 1981 (540 Mi 1) : il s'agit de correspondances d'ordre politique et militaire, en particulier avec le maréchal Pétain et Philippe Berthelot, rédigées ou reçues par Lyautey après la Première Guerre mondiale, et plus précisément autour de l'année 1925.

Elles conservent également les archives de Robert Billecard (323 AP), qui fut chef du cabinet civil de Lyautey, résident général au Maroc en 1912.

Le Service historique de l'armée de terre conserve un fonds Lyautey (1 K 195), ainsi que le ministère des Affaires étrangères (série « M » Maroc, 1917-1939).

Les archives du neveu du maréchal, Pierre Lyautey, sont conservées aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (20 J).

Bibliographie.

Informations extraites des états de services figurant en tête de *Papiers Lyautey* (475 AP).
Répertoire numérique, par F. Hildesheimer, Paris, 1990.

476 AP

FONDS CHAUVEAU-LAGARDE

Dates extrêmes : xv^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 37 cartons (476 AP 1-38) ; 4,90 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Colnat, 1985-1986, complété par des achats, 1989-1995.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (476 AP 1-29), par S. d'Huart, 4 p. ; état somm. dact. (476 AP 30-38), par C. Sibille, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Claude-François Chauveau-Lagarde naquit à Chartres en 1756. Avocat au parlement de Paris, il fut d'abord gagné par les idées révolutionnaires. En 1793, il défendit le général Miranda et le fit acquitter par le tribunal révolutionnaire. Il échoua dans la défense de Brissot et de Charlotte Corday. Il fut également l'avocat de Marie-Antoinette et de Madame Élisabeth. Arrêté comme suspect, il ne recouvra sa liberté qu'après le 9 thermidor. Il devint avocat au Conseil d'État sous l'Empire, et il reçut la Légion d'honneur le 23 août 1814. Nommé conseiller à la Cour de cassation en 1828, il mourut en 1841. On a de lui une note historique sur le procès de Marie Antoinette et de Madame Élisabeth (1816).

Son fils, François-Olivier-Léon Chauveau-Lagarde, fut conservateur des hypothèques à Issoudun.

Présentation du contenu.

- 476 AP 1-22. Claude-François Chauveau-Lagarde.
1. Papiers personnels.
 2. Avocat. 1806-1826.
- 3-21. Procès et affaires diverses.
22. Correspondance.
- 476 AP 23-28. François-Olivier-Léon Chauveau-Lagarde, conservateur des hypothèques à Issoudun.
23. Papiers personnels.
 24. Manuscrits divers. xviii^e-xix^e s.
 25. Manuscrit des *Mémoires du comte de Paroy* sur la Révolution, publiés par Étienne Charavay en 1895.
 26. Auvergne. 1480-1726.
 27. Papiers des familles Albert et Bonnefous, provenant de Mercuès (Lot).
 28. Papiers personnels d'affaires de Claude-François Chauveau-Lagarde et de son fils, dossiers d'affaires plaidées par Claude-François, demandes de titres et de majorats. xix^e s.
 29. Membre et président des logements insalubres. 1863-1870.

Supplément non classé.

- 30-38. Correspondance familiale, actes notariés, dossiers d'affaires plaidées, de

demandes de titres et majorats. XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 8, 1959, col. 900-901.
MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 1, lettres A-C, p. 1079.

477 AP

FONDS LOUIS D'ARTHEZ

Dates extrêmes : 1789-1829.

Importance matérielle : 2 cartons (477 AP 1-2) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 1961-1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1986, 3 p.

Notice biographique.

Louis-Gabriel d'Albespeyres d'Arthez (1752-1829) entra dans l'armée en 1751 et devint capitaine d'infanterie le 13 mai 1788. Émigré en 1791, il fut employé confidentiellement par le comte d'Artois et devint aide-maréchal général des logis de l'armée royale en 1791-1792. Il fut chargé de missions en Suisse et à Turin.

En 1794, le comte d'Artois lui ayant refusé un commandement dans l'armée, Albespeyres d'Arthez demanda à servir en Angleterre et devint en 1797 colonel des dragons. En 1815, il rejoignit Louis XVIII à Gand. Sous la Restauration, il demanda à être récompensé en arguant de 42 ans de service, dont 25 d'émigration et 17 sous les drapeaux de S.M. britannique. Il finit maréchal de camp, mais ne devint pas pair de France.

Présentation du contenu.

- 477 AP 1 Emigration : états des armées ; mémoires militaires ; grilles de chiffres ; cartes ; mémoires et lettres à Marseille, en Provence, en Dauphiné et en Savoie, à Lyon (1790-1793) ; certificats de service du comte d'Artois ; lettres de Lausanne, Fribourg, Liège, Dusseldorf, Ham, Berne, Aix-la-Chapelle, Turin, Vérone ; mémoires sur ses voyages ; lettres de nouvelles. 1789-1802.
- 2 Séjour en Angleterre et fin d'existence : notes et rapports ; papiers militaires ; pamphlets, factures ; actes concernant l'acquisition du domaine de Sainte-Maure ; correspondance militaire et privée. 1804-1829.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 3, 1939, col. 1171.

478 AP

FONDS LA CROIX ET DUREAU

Dates extrêmes : 1568-1789.

Importance matérielle : 5 cartons (478 AP 1-5) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (478 AP 1-2), par S. d'Huart, 1986, 3 p. ; rép. num. dact. (478 AP 1-5), par M.-A. Nielen, 2009, 16 p.

Notice biographique.

La famille de La Croix qui compta des hommes de loi, des militaires et des marins est originaire de Paris, de Picardie et de la Brie, les documents les plus anciens étant relatifs aux seigneuries de Brégy et de Torcy.

Marié avant 1568 à Marguerite Aubery, Jean I^{er} de La Croix fut contrôleur ordinaire des guerres, secrétaire du roi et maître ordinaire de la Chambre des comptes. Leur fils Jean II de La Croix, conseiller du roi, maître ordinaire de la Chambre des comptes, eut huit enfants de son épouse Anne Catherine du Tremblay, parmi lesquels Jean III († 1640) et Claude, conseiller du roi, auditeur en la Chambre des comptes et maître d'hôtel ordinaire du roi.

Fils de Claude, Jean IV de La Croix (1656-1716) fut maître des comptes, maître d'hôtel de la duchesse de Bourgogne et secrétaire d'ambassade sous le cardinal d'Estrées à Rome. Il y épousa Marie Marguerite Catherine Goy, veuve de Charles Érard, directeur de l'académie de peinture et de sculpture à Rome.

Leur fils, César-Marie (1690-1747) hérita de son père la charge de maître d'hôtel de la duchesse de Bourgogne, devenue dauphine ; il fut successivement avocat au parlement en 1715, commissaire de la Marine à Brest en 1716, maître des comptes et commissaire ordinaire de la Marine en 1717, intendant des Iles du Vent de l'Amérique. Fils cadet de César-Marie et de Geneviève Elisabeth Lévy, Louis de La Croix fut capitaine de vaisseau et commissaire général de la Marine à la Martinique en 1768.

Réunis par erreur par l'antiquaire, les papiers Dureau traitent d'affaires ayant eu lieu à Saint-Domingue, là même où Louis de La Croix a eu à faire face à des querelles d'héritage. À l'exception de quelques papiers personnels, tous les documents du fonds Dureau concernent les procédures résultant du partage des droits des enfants Chicoteau, enfants du premier lit de Marie Louise Michel, épouse en secondes noces de Laurent Dureau, et les mineurs Dureau nés de cette union, et les procédures nées entre les enfants de Laurent Dureau du premier et du second lit.

Né à Saint-Domingue de Laurent Dureau et de sa troisième épouse, Elisabeth Sauvage, Jean-Baptiste Dureau, dit Dureau de la Malle (1742-1807) vient étudier à Paris et se consacre aux lettres latines. Membre éminent des milieux érudits du tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. donne une traduction de Sénèque (1776), Tacite (1793), Salluste (1808), celle, posthume, de Tite-Live étant achevée par son fils Adolphe en 15 volumes, de 1810 à 1815. Membre du

corps législatif en 1802, qu'il préside, il est élu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres puis, en 1804, à l'Académie française.

Présentation du contenu

- 478 AP 1. Jean I^{er} de La Croix et Marie Aubéry. Familles alliées. Jean II de La Croix et Anne Catherine du Tremblay, et leurs enfants. Jean IV de La Croix et Marie Marguerite Goy. Famille Goy. 1558-1738.
2. César Marie de La Croix et Geneviève Elisabeth Lévy. 1708-1761.
3. Parentèle et familles alliées : Armand Jean de La Croix, Anne Jacques de La Croix, Marie Adélaïde de La Croix, familles Lévy, Hallé et Crémainville. 1701-1764.
4. César Jacques et Louis de La Croix, Marie Jeanne Elisabeth de La Croix et Jean François de Laugier, Adélaïde Geneviève de La Croix et Denis Louis d'Hozier. Pièces isolées. 1474-1789.
5. Papiers Dureau. 1719-1789.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 6, col. 525-564.

479 AP

FONDS D'AGAY ET DE LAUNAY

Dates extrêmes : XIV^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 73 cartons (479 AP 1-73) ; 9,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1976.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1985, 10 p. ; inv. anal. dact. par C. de Lespinay, 1996, 246 p.

Notice historique.

La famille d'Agay était originaire de Franche-Comté. Elle se distingua dans l'épée et dans la robe. Son premier représentant fut Hugues d'Agay, écuyer, seigneur de la Tour de Laubespain, officier de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, anobli par celui-ci en 1463. Étienne d'Agay fut reçu en 1655 procureur du parlement de Franche-Comté. Son fils Bonaventure fut en 1676 conseiller au parlement de Franche-Comté. Au XVIII^e siècle, Antoine-Philibert d'Agay fut président à mortier du parlement de Franche-Comté (1744), et son fils, François-Marie-Bruno, fut avocat général au parlement de Franche-Comté (1749), maître des requêtes (1759), président au grand conseil (1765) et intendant de Bretagne (1767). La famille d'Agay compta également un évêque de Perpignan de 1783 à 1788, Jean Gabriel d'Agay. Sous la Révolution, Philippe-Charles-Bruno d'Agay, ancien intendant d'Amiens et gendre du dernier gouverneur de la Bastille, le marquis Bernard-René Jourdan de Launay (1740-1789), fut détenu à la Madelonnette.

La famille alliée Jourdan de Launay était originaire de Normandie. Son représentant le plus connu est le dernier gouverneur de la Bastille, massacré par la foule le 14 juillet 1789.

Historique de la conservation.

Ce fonds provient du château de Saint-Cyr-en-Vexin (Oise). Il comprend deux sous-fonds importants : archives des familles d'Agay et de Launay.

Présentation du contenu.

- 479 AP 1-16. Famille d'Agay, notamment Hugues, Étienne, Bonaventure, Antoine-Philibert, François-Marie-Bruno, Jean Gabriel d'Agay, évêque de Perpignan, et Philippe-Charles-Bruno d'Agay, détenu à la Madelonnette. XVI^e s.-1825.
- 17-57. Famille Jourdan de Launay et alliés. XIV^e-XIX^e s.
- 58. Fief d'Izy (Beauce) appartenant aux Launay. XVI^e-XVIII^e s.
- 59. Fiefs de Machy et de Coquerelle (Somme). 1763-1764.
- 60. Saint-Léonard-des-Bois (Sarthe). 1594-1596.
- 61-66. Mutigney-Chassesey (Jura). XVI^e-XVIII^e s.
- 67-69. Saint-Cyr-en-Vexin (Oise). XVI^e-XIX^e s.
- 70-73. Familles diverses. Terres et localités diverses. XVI^e-XVIII^e s.

Sources complémentaires.

Des papiers de famille de Bernard-René Jourdan de Launay, dernier gouverneur de la Bastille, sont conservés à la Bibliothèque de l' Arsenal (ms. 12630-12671).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 1, col. 137-140, et t. 11, col. 689.

[480 AP]

652 Mi

FONDS MONTLOSIER ET BARANTE

Dates extrêmes : 1801-1816.

Importance matérielle : 1 bobine de microfilm (652 Mi 1).

Modalités d'entrée : prêt pour microfilmage, 1986.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

François-Dominique de Reynaud, comte de Montlosier (1755-1838) publia en 1789 un *Essai sur les volcans d'Auvergne*. Élu aux états généraux de 1789, il y défendit le privilège de la noblesse. Il émigra à Coblençe, puis à Londres. Sous le Consulat, Bonaparte le chargea d'écrire, dans le *Bulletin de Paris*, quelques articles contre les Anglais. La publication de son *Histoire de la monarchie française* fut interdite à cause de ses tendances royalistes. Inquiet des progrès du parti « prêtre », il publia contre les jésuites un *Mémoire à consulter*, qui fit grand bruit. Conseiller général du Puy-de-Dôme (1830), plus tard pair de France, il se rallia à la monarchie de Juillet. À sa mort, le clergé lui refusa les sacrements. Il a laissé des *Mémoires*.

Claude-Ignace Brugière, chevalier de Barante (1755-1814) était avocat quand il entra dans l'administration comme préfet de l'Aude en l'an VIII (4 avril 1800). Il passa ensuite à la préfecture de Genève, quitta l'administration pour se livrer aux lettres et publia un grand nombre d'ouvrages.

Son fils, Amable-Guillaume-Prosper Brugière, baron de Barante (1782-1866) fut nommé en mars 1806 auditeur au Conseil d'État, le 9 août suivant, envoyé extraordinaire en Espagne et le 8 novembre, nommé intendant à Dantzig. Le 8 juillet 1807, il devint sous-préfet de Bressuire, le 1^{er} février 1809 préfet de la Vendée, passa ensuite, en mars 1813 à la préfecture de Loire-Inférieure et donna sa démission le 20 mars 1815. Sous la Restauration, fut conseiller d'État, ministre de l'Intérieur par intérim et directeur des contributions indirectes. Le 22 août 1815, il fut élu député par le collège du Puy-de-Dôme. Pair de France en 1819, il occupa le poste d'ambassadeur à Turin en 1830 et à Saint-Pétersbourg en 1835.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Lettres du comte de Montlosier à Prosper de Barante, sous-préfet de Bressuire, préfet de la Vendée, de la Loire-Inférieure, ministre de l'intérieur, conseiller d'État et directeur général des contributions indirectes. 1801-1816.

Lettres du comte de Montlosier à Claude de Barante, préfet de Genève. 1801-1814.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 164-166 et t. 2, p. 341.

481 AP

FONDS LEMARESQUIER

Dates extrêmes : 1960-1980.

Importance matérielle : 129 cartons et 200 rouleaux de plans non cotés (481 AP).

Modalités d'entrée : don, 1986.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : fonds non classé ; état somm. dact., 5 p.

Notice biographique.

Architecte diplômé par le gouvernement en 1928, Noël Lemaesquier (1903-1982) enseigna à l'École nationale supérieure des beaux-arts de 1953 à 1974. Architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux à partir de 1954, il fut aussi architecte en chef de la reconstruction de Saint-Nazaire à partir de 1943. Architecte conseil de la ville de Saint-Nazaire jusqu'en 1978, il reprit l'agence de son père, Charles Lemaesquier (1870-1972) en 1945.

Son fils Nicolas (né en 1947) est également architecte.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Zone géographique : surtout Ile-de-France mais également le reste de la France (notamment la Côte d'Azur) et de nombreux pays étrangers (Argentine, Égypte, Irak, Koweït, Venezuela, etc.).

Secteurs d'activité et programmes : universités, centres hospitaliers universitaires et hôpitaux (facultés de médecine de Toulouse, Limoges et Ankara ; hôpital de Saint-Nazaire ; Hôpital américain et hôpital Ambroise-Paré à Paris ; centre hospitalier universitaire de Nancy-Brabois ; hôpitaux à Ankara et au Gabon) ; bureaux (bâtiment du Journal officiel à Paris, siège social des Assurances générales de France à Paris et centre national administratif à Reims, préfecture maritime de Toulon) ; hôtels et immeubles résidentiels ; réhabilitations urbaines (Saint-Nazaire, Marseille, etc.).

Sources complémentaires.

L'Ecomusée de Saint-Nazaire conserve un fonds Noël Lemaesquier (reconstruction de Saint-Nazaire et autres interventions de l'architecte, en particulier îlots prioritaires, HLM, établissements scolaires, 1948-1960).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 148-149.

482 AP

FONDS BRIEY

Dates extrêmes : 1181-xx^e siècle.

Importance matérielle : 6 cartons (482 AP 1-6) ; 0,85 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1984-1987.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (482 AP 1-5), 1987, 108 p. ; table de concordance dact. (482 AP 1-6), 1 p.

Notice historique.

La famille de Landres de Briey est une ancienne maison de Lorraine. Selon le généalogiste Beaujon, « les titres de M. de Landres, qui est du Barrois, prouvent que son nom est connu dans le xii^e siècle et que sa filiation a été établie beaucoup au-delà de l'année 1400 ».

La famille compta diverses illustrations aux xix^e et xx^e siècles : un évêque de Saint-Dié en 1876, un évêque de Meaux en 1884 et, en Belgique, des ministres, députés, sénateurs et un gouverneur de province.

Le titre de comte leur fut confirmé en Belgique le 20 mars 1842.

Présentation du contenu.

482 AP 1-6. Actes de vente, accords, hommages, testaments, donations concernant la famille de Landres de Briey. 1349-1882.

1. 1349-1529.
2. 1529-1567.
3. 1568-1595.
4. 1598-1676.
5. 1678-1770.
6. 1770-1882.

Sources complémentaires.

Voir aussi le microfilm 633 Mi : actes concernant le moulin de Richemont (1181-fin xviii^e s.), échanges et actes divers d'Herban de Briey, Colart de Briey, Nicolas de Landres, baron de Fontois (1241-1572) ; actes d'acquisitions de terres à Thémerville par Nicolas de Landres, baron de Fontoy, Didier de Landres, prévôt de Ruette, Aubigny et Fontoy, et Jean-Gabriel, comte de Briey, baron de Landres (1557-1787).

Bibliographie.

Informations recueillies dans l'avant-propos de l'inventaire analytique.

483 AP

FONDS BOUDET

Dates extrêmes : 1549 (copie)-1929.

Importance matérielle : 4 cartons (483 AP1-4) ; 0,53 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs, 1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par N. Gastaldi, 1988, 11 p.

Notice historique.

Originaires du Nord mais fixés définitivement à Caussade (Tarn-et-Garonne) dès le ^{xvi}^e siècle, les Boudet devinrent progressivement des notables locaux. Marchands tanneurs au ^{xvii}^e siècle, ils prennent rang de négociants au ^{xviii}^e siècle avec Pierre (1702-1747) et son frère Jean (1705- ?), établi en Hollande. Les fils de Pierre, Pierre-Paul (1739-1813) et Pierre de La Bombardière (1740-1826) furent respectivement directeur des postes et propriétaire foncier.

Des quatre fils de Pierre-Paul, trois participèrent aux guerres de la Révolution, comme volontaires dès l'an II : Jacques (1760-1840), Étienne (1761-1828) et Pierre (1764-1826), le premier au 14^e régiment de chasseurs à cheval, les second et troisième au 43^e régiment d'infanterie (plus tard le 85^e puis le 34^e régiment d'infanterie). Jacques resta dans la carrière et prit sa retraite comme colonel en 1806. Étienne, établi à Laval, s'engagea dans la politique comme maire de Laval et député de la Mayenne. Pierre retourna à Caussade vivre en propriétaire exploitant aisé. L'aîné des fils de Pierre-Paul, prénommé aussi Pierre-Paul (1758-1813) résidait à cette époque à Paris, étant employé au ministère de l'Intérieur.

Au ^{xix}^e siècle, Pierre-Paul Boudet (1799-1844), fils de Jacques, fervent révolutionnaire de 1830, son fils Léopold (1837-1908), ses petits-fils Gaston (1861- ?), Georges (1863-1902) et Albert (1866- ?) eurent diverses fonctions dans l'État, comme administrateurs préfectoraux, coloniaux ou diplomates.

Présentation du contenu.

483 AP 1. État civil de la famille Boudet. 1620-1929.

Les Boudet au ^{xvii}^e s. ; titres et actes. [1549]-1663.

Papiers de Jean Boudet (mort en 1711), tanneur, de sa femme Marie Jacquot et de son beau-frère Pierre Jacquot. 1700-1751.

Papiers de Pierre Boudet (1702-1747), fils de Jean, de sa 2^e femme Anne Duc (mariage en 1737, morte en 1825) et de son beau-frère Paul Duc. 1732-1767.

Papiers de Pierre-Paul Boudet (1739-1813), directeur des postes de Caussade, et de son frère Jacques Boudet (1742- ?). 1765-1802.

2. Papiers de Pierre Boudet de La Bombardière (1740-1826). 1752-1826.

Papiers du colonel Jacques Boudet (1760-1840). 1792-1834.

Papiers d'Étienne Boudet (1761-1828), baron, capitaine, maire de Laval et député de la Mayenne. 1794-1798.

3. Papiers de Pierre Boudet, le jeune ou Duqueton (1764-1826). 1792-1826.

Papiers de Pierre-Paul Boudet (1799-1844), fils de Jacques, avocat, député du Tarn-et-Garonne (1831), et de son frère Victor (1816- ?). 1817-1862.

4. Papiers de Léopold Boudet (1837-1908), secrétaire général à Alger (1859) puis Cahors (1872), sous-préfet à Figeac (1872), à Barbézieux (1877), à Pamiers (1878), à Bastia (1884) puis Sedan (1890), et de sa femme Marie Élodie de Villemur (morte en 1891).

Papiers de Gaston Boudet (1861- ?), membre du cabinet de préfecture du Lot-et-Garonne (1844) puis du Gers (1892). 1875-1908.

Papiers des familles alliées, Liauzu et Besson. 1725-1824.

Documents isolés manuscrits et imprimés.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de N. Gastaldi.

484 AP

FONDS JULES MOCH

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 180 cartons (484 AP 1-180) ; 26,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1987-1994.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (484 AP 1-148), par Y. Isselin, 1988, 29 p. communiqué sur autorisation ; état somm. dact. (484 AP 149-180), par C. Sibille, 2000, 15 p.

Notice biographique.

Major de sa promotion à Polytechnique et ingénieur de la Marine, Jules Moch (1893-1985) fut député socialiste de la Drôme (1928-1936) et de l'Hérault (1937-1940, 1946-1958, 1962-1967). Avant la guerre, il fit partie de deux gouvernements de Léon Blum comme secrétaire général de la Présidence du Conseil de 1936 à 1937 puis, comme ministre des Travaux publics en 1938. Il fut l'un des « 80 » à voter contre Pétain en 1940, ce qui lui valut d'être arrêté et détenu à Pellevoisin, Aubenas et Vals. Il fonda ensuite dès sa libération le groupe de résistance « 1793 », milita dans « Combat » avant de rallier, en 1943, les Forces navales françaises libres. Sitôt démobilisé en 1945, il entra dans le gouvernement de Gaulle et participa pendant six ans à tous les ministères. Pendant deux ans, ministre des Travaux publics et des Transports (novembre 1945-novembre 1947), il présida à la reconstruction des chemins de fer, ports, routes, marine marchande et aviation civile. Il passa au ministère de l'Intérieur lors des grandes grèves politiques de novembre 1947 et y resta deux ans et demi. Vice-président du Conseil, ministre de l'Intérieur du 28 octobre 1949 au 7 février 1950, Jules Moch fut ensuite chargé, lors de la guerre de Corée, comme ministre de la Défense nationale, de la modernisation de l'armée et de la mise en œuvre du Pacte Atlantique.

Moch quitta le gouvernement en 1951. Il devint, à la Commission des affaires étrangères, rapporteur du projet de loi sur la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense) et conclut au rejet du projet qui fut repoussé à 60 voix de majorité.

Délégué de la France aux assemblées des Nations Unies en 1947, puis en permanence de 1951 à 1960, il se spécialisa dans la question du désarmement et fut nommé, en 1952, délégué de la France à la Commission du désarmement. Durant cette période, il refusa de rentrer au gouvernement et il ne fit qu'une exception, en mai 1958, où il accepta, en période troublée, de reprendre l'Intérieur dans le gouvernement Pflimlin, du 17 au 31 mai 1958.

Présentation du contenu.

- 484 AP 1-11. Discours et conférences. 1928-1974.
- 12. Activités durant la guerre 1939-1945.
- 13-29. Fonctions ministérielles. 1945-1971.
- 30-34. Fonctions parlementaires. 1934-1963.
- 35. Activités au sein de la S.F.I.O. 1945-1975.

- 36-48. Participation aux négociations internationales pour la paix et le désarmement. 1930-1977.
- 49. Participation à diverses associations. 1971-1985.
- 50-73. Articles. 1916-1982.
- 74-95. Manuscrits. 1931-1980 et s. d.
- 96-98. Biographies et caricatures. 1945-1951.
- 99-147. Coupures de presse sur son activité politique. 1946-1976.
- 148. Divers. 1922-1977 et s. d.
- 149-151. Travail parlementaire. 1923-1939.
- 151-152. Présidence du Conseil. 1928-1939.
- 152-157. S.F.I.O. 1924-1940.
- 158. Entrée en France et accueil des réfugiés républicains espagnols. 1926-1940.
- 159-165. Transport, nationalisation des chemins de fer. 1907-1940.
- 165-177. Problèmes économiques et sociaux : manuscrits, documentation. 1914-1940
- 178. Déclarations fiscales et avis divers. 1940-1972.
- 179-180. Discours de Jules Moch. 1956-1968.

Sources complémentaires.

Les ouvrages imprimés et la documentation de Jules Moch ont été versés à la Fondation nationale des Sciences politiques.

L'Institut d'histoire du temps présent conserve, sous la cote ARC 3004, le manuscrit original du journal rédigé, dans les années 1970, par Jules Moch en vue de la publication de son livre : *Une si longue vie*, qui fut édité en 1976 aux éditions Robert Laffont.

Bibliographie.

- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 550.
- MECHOULAN (Eric), *Jules Moch et le socialisme 1893-1985*, thèse de doctorat en histoire préparée sous la dir. de Jean-Marie Mayeur, Université de Paris IV-Sorbonne, 1996, 4 vol. dact., 955 p.

485 AP

FONDS HENRI CACAUD

Dates extrêmes : 1919-1940.

Importance matérielle : 21 cartons (485 AP 1-21) ; 2,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1988, transformé en don, 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. ms., 1988, 23 p.

Notice biographique.

Né à Loudun le 18 septembre 1875, Henri Cacaud suivit avant 1914 les grandes étapes d'une carrière préfectorale. Il fut successivement chef de cabinet des préfets du Pas-de-Calais et du Rhône (1900), conseiller de préfecture du Rhône (1902), secrétaire général du Rhône pour la police (1905) et préfet des Ardennes (1911). Directeur administratif des travaux de Paris depuis le 16 janvier 1912, Henri Cacaud démissionna de ce poste en 1918, se refusant à avaliser un projet de rachat des transports en commun de la capitale. Trésorier-payeur général de la Côte d'Or le 1^{er} janvier 1919, il fut nommé secrétaire général du Commissariat de la République à Strasbourg en 1920, mais il en démissionna en 1924 pour protester contre la politique du Cartel des Gauches en Alsace. Il devint alors le collaborateur de l'industriel Ernest Mercier. Secrétaire général du Redressement français de 1919 à 1940, maire de la Chaize-le-Vicomte (Vendée) de 1939 à fin 1950, Henri Cacaud était aussi membre du parti radical et radical-socialiste et président de la fédération départementale du Centre républicain. Il mourut le 4 septembre 1961 à la Chaize-le-Vicomte.

Présentation du contenu.

485 AP 1. Henri Cacaud, secrétaire général du Redressement français. 1919-1940.

2-21. Henri Cacaud, secrétaire général du Commissariat général de la République à Strasbourg et haut-commissaire de France en Alsace-Lorraine. 1920-1924.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 129.

486 AP

FONDS EUGÈNE BRIDOUX

Dates extrêmes : 1939-1982.

Importance matérielle : 7 cartons (486 AP 1-7) ; 1,05 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Bernard et de la Commission d'armistice, 1982-1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par N. Gastaldi, 1988, 8 p.

Notice biographique.

Fils du général Bridoux, tué au combat en 1914, Eugène Bridoux (1888-1955) choisit lui aussi la carrière militaire. Il fut colonel en 1934, puis général de brigade en 1938 et directeur de l'École de cavalerie de Saumur. En septembre 1939, il fut placé à la tête de la 41^e division d'infanterie. Fait prisonnier en juin 1940, il fut libéré en mars 1941, grâce à l'intervention de Fernand de Brinon qui lui confia le poste de secrétaire général de la Délégation du gouvernement français dans les territoires occupés. Appelé au gouvernement par le Maréchal Pétain, il occupa ensuite les fonctions de secrétaire d'État à la Guerre (18 avril 1942-25 mars 1943), puis de sous-secrétaire d'État à la Défense nationale (26 mars 1943-20 août 1944). Après s'être réfugié en Allemagne, le général Bridoux s'installa en Espagne où il mourut le 6 juin 1955.

Présentation du contenu.

- 486 AP 1. Documents biographiques. 1940-1982.
 - Commandement de la 41^e division d'infanterie lors de la campagne de 1939-1940.
 - 2. Secrétaire général de la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés. 20 mars 1941-18 avril 1942.
 - 3-4. Secrétaire d'État à la Guerre. 18 avril 1942-25 mars 1943.
- 4 (suite)-5. Sous-secrétaire d'État à la Défense nationale. 26 mars 1943-20 août 1944.
- 5 (suite)-7. Correspondance personnelle. 1940-1944.
 - 7 (suite). *Souvenir de Vichy*. 18 avril 1942-15 avril 1944.
 - Exposition *La vie nouvelle* au Grand Palais. Juin 1943.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de Nadine Gastaldi.
Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 7, 1956, col. 294.

487 AP

FONDS DOUCET

Dates extrêmes : 1740-1936.

Importance matérielle : 10 cartons (487 AP 1-10) ; 1,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1988.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M. Guillot, 1988, 5 p.

Notice biographique.

Camille Doucet (1812-1895) étudia le droit, puis entra dans l'administration et devint directeur de l'administration des théâtres (1863). Outre des vaudevilles, des à-propos, des scènes lyriques, il donna des comédies en vers : *Un jeune homme* (1841), *l'Avocat de sa cause* (1842), *le Baron de Lafleur* (1843), *la Chasse aux fripons* (1846), *les Ennemis de la maison* (1851), *le Fruit défendu* (1858), *la Considération* (1860). Il fut élu membre de l'Académie française (1865), dont il devint secrétaire perpétuel en 1876.

Présentation du contenu.

- 487 AP 1. Papiers de famille. 1740-1911.
2. Vie et carrière littéraire de Camille Doucet. 1812-1902.
3. Correspondance familiale. 1823-1883.
4. Famille Adelon. An X-1889.
- 5-8. Carnets de Camille Doucet. 1879-1894.
9. Fichier de la correspondance adressée à Camille Doucet et conservée dans la famille Dupin.
10. Recueil de coupures de presse, notices nécrologiques. 1895-s. d.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 11, 1967, col. 650-651.

488 AP

FONDS JOSEPH DENAÏS

Dates extrêmes : fin XIX^e-début XX^e siècles.

Importance matérielle : 13 cartons (488 AP 1-13) ; 1,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1981.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1988, 4 p.

Notice biographique.

Fils de Paul Denaïs, avocat à la Cour, Joseph Denaïs (1877-1960) eut une longue carrière parlementaire : député de la Seine de 1911 à 1919 et de 1928 à 1942, il fut aussi délégué à l'Assemblée consultative provisoire de 1944 à 1945, député aux deux Assemblées nationales constituantes de 1945 à 1946 et député à l'Assemblée nationale de 1946 à 1956. Journaliste, il collabora très activement au *Soleil*, à *La Patrie*, à *la Vérité française*, à *l'Agence de la Presse nouvelle* et à de nombreux journaux de province. Il fut co-directeur de *la Libre Parole* de 1910 à 1924. Avocat, Denaïs s'occupa aussi des affaires et des biens des princes turcs émigrés en France, les princes Loutfallah et Sabahaddine. Il accompagna ce dernier lors de son retour à Constantinople, en 1908, à l'avènement du régime constitutionnel.

Présentation du contenu.

488 AP 1. Papiers personnels. 1877-1908.

2. Publications et journaux. 1886-1912.

3-10. Affaire des princes turcs. 1896-1926.

11-12. Correspondance. XX^e s.

13. Presse. Articles imprimés. Imprimés réunis pour *la Bibliographie de la Franc-maçonnerie et des sociétés secrètes*, par P. Fesch, J. Denaïs et R. Lay.

Bibliographie.

JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 4, 1966, p. 1379-1380.

489 AP

FONDS JEAN-FRANÇOIS DE LAPÉROUSE

Dates extrêmes : 1780-1782.

Importance matérielle : 1 carton (489 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1985 et 2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. dact. par S. Lacombe, 2004, 3 p.

Notice biographique.

Entré dans la Marine en 1756, Jean-François de Galaup, comte de Lapérouse (1741-1788), participa à plusieurs campagnes contre les Anglais. Durant la guerre de l'Indépendance américaine, il rejoignit la flotte de l'amiral d'Estaing et participa à la bataille des Antilles (1779). Capitaine de vaisseau en 1780, à bord de l'*Astrée*, il captura, avec l'aide de La Touche-Tréville, deux bâtiments près de l'île royale. En 1782, il s'empara des forts du Prince-de-Galles et d'York, dans la baie d'Hudson, et les fit raser. En 1785, il partit de Brest pour une expédition de découverte dans le Pacifique, avec les navires la *Boussole* et l'*Astrolabe*. En 1826, le capitaine Dillon découvrit les vestiges du naufrage de Lapérouse, vraisemblablement tué en 1788 par les indigènes dans l'île de Vanikoro.

Présentation du contenu.

489 AP 1. Journal de bord de la campagne de la frégate *L'Astrée*, commandée par le capitaine de vaisseau Lapérouse ; navigation de Brest à Boston, et opérations d'escorte et de surveillance autour de Boston. 24 décembre 1780-28 septembre 1781, 93 p. in-fol.

Journal de navigation de Boston aux Antilles ; opérations aux îles du Vent, et bataille de la Dominique. 6 décembre 1781-2 mai 1782, 95 p. in-fol.

Journal de navigation pour l'expédition de la baie d'Hudson, où Lapérouse est envoyé pour détruire les établissements anglais. 30 mai 1782-12 octobre 1782, 93 p. in-fol.

Manuscrit autographe de Lapérouse retraçant un épisode de la guerre d'indépendance américaine. S.l.n.d. [vers 1784], 10 pages et demi in-fol.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 3, lettres I-M, p. 3196.

490 AP

FONDS MAURICE ROLLAND

Dates extrêmes : 1943-1979.

Importance matérielle : 22 cartons (490 AP 1-22) ; 2,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : legs, 1988.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par N. Gastaldi, 1988, 21 p.

Notice biographique.

Fils de Paul Rolland, président de la Cour de cassation, Maurice Rolland est né le 2 septembre 1904 à Montauban. Après des études de droit, il commença sa carrière juridique comme avocat à la cour d'appel de Paris de 1924 à 1929. Substitut adjoint du procureur de la République à Paris au début de la Seconde Guerre mondiale, il devint, en 1944, directeur du personnel au commissariat de la justice à Alger ainsi qu'inspecteur général des services judiciaires (jusqu'en 1947, date à laquelle cette inspection fut supprimée). Il acheva sa carrière comme président de la chambre criminelle de 1964 à 1974, et fut alors nommé président de chambre honoraire à la Cour de cassation. Il est décédé le 14 janvier 1988.

Présentation du contenu.

- 490 AP 1-10. Documents concernant l'organisation de la justice en France pendant la Seconde Guerre mondiale et après la Libération (résistance ou collaboration des magistrats, réformes judiciaires, fonctionnement des tribunaux en France et dans les colonies) : rapports, articles de journaux, tracts, correspondance avec le ministère de la Justice et correspondance personnelle avec le milieu judiciaire. 1943-1972.
- 11-20. Inspections des services judiciaires et pénitentiaires de Madagascar, procès des parlementaires malgaches, dirigeants de la « rébellion » de 1947 : rapports, dossiers d'instruction, articles de presse. 1946-1979.
- 21-22. Rapports généraux d'inspection des services judiciaires d'Outre-Mer et des colonies, conférences sur les problèmes coloniaux, projets de réforme. 1946-1954.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de N. Gastaldi.

491 AP

FONDS EDGARD PISANI

Dates extrêmes : 1945-1992.

Importance matérielle : 63 cartons (491 AP 1-63) ; 8,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1988-1996.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. Sibille, 2000, 9 p.

Notice biographique.

Né le 9 octobre 1918 à Tunis, Edgard Pisani a fait ses études de droit et de lettres à Paris. Il a débuté sa carrière comme sous-préfet et est devenu en 1944, chef puis directeur adjoint du cabinet du Préfet de police (1945). En 1946, il a été nommé directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, préfet de la Haute-Loire et directeur de cabinet du ministre de la Défense nationale. Il est devenu préfet de la Haute-Marne en 1947, et s'est trouvé en disponibilité à partir de 1953 pour exercer ses fonctions de sénateur de la Haute-Marne (1954-1961 puis 1974-1981), ministre de l'Agriculture (cabinets Michel Debré, 1961-1962 et Georges Pompidou, 1962-1966), ministre de l'Équipement (troisième cabinet Georges Pompidou, 1966-1967), ministre de l'Équipement et du Logement (quatrième cabinet Georges Pompidou, 1967).

Il a donné sa démission de membre du gouvernement en avril 1967, pour devenir, entre autres, député de Maine-et-Loire, puis président du conseil national des économies régionales (1967-1971). Il a été également maire de Montreuil-Bellay de 1965 à 1975. Dans les années 1980, il a été membre de la Commission des communautés européennes (à partir de 1981), député du Parlement européen et commissaire au Développement, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie et dépendances (1984-1985) et, enfin, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie en 1985. Il a été également président du Centre euro-arabe de prospective méditerranéenne, devenu Institut du monde arabe, de 1988 à 1995.

Il est l'auteur notamment de *La Région : pour quoi faire* (1969), *Socialiste de raison* (1978), *Pour l'Afrique* (1988) et *Persiste et signe* (1992).

Présentation du contenu.

- 491 AP 1-2. Carrière administrative (directeur du cabinet du Préfet de police de Paris et préfet de la Haute-Marne). 1945-1954.
- 3-8. Ministre de l'Agriculture.
- 9-10. Ministre de l'Équipement. 1965-1967.
- 11-28. Mandats électifs.
 - 11-16. Sénateur de la Haute-Marne. 1954-1961.
 - 17-18. Élections législatives de 1967.
 - 19. Député de Maine-et-Loire. 1967-1969.
 - 20-28. Député du Parlement européen et commissaire au développement. 1960-1984.

- 29-31. Centre euro-arabe de prospective méditerranéenne. 1986-1991.
- 32-33. Agendas. 1984-1992.
- 34-37. Correspondance active et passive. 1976-1981.
- 38-50. Revues et articles de presse.
- 51-62. Manuscrits d'ouvrages.
- 63. Photographies.

Sources complémentaires.

Quelques dossiers contenant des notes, des rapports et de la correspondance d'Edgard Pisani adressés au président de la République (1985-1992) sont conservés aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 5 AG 4 /EP 1-19.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 976.

492 AP

FONDS RAYMOND TOURNOUX

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 19 cartons (492 AP 1-19) ; 2,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1985.

Conditions d'accès : libre après classement.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Né le 15 août 1914 aux Rousses (Jura), Raymond Tournoux fit des études de journalisme et commença sa carrière comme secrétaire de rédaction à la *République de l'Est* (1934-1939), puis comme rédacteur à la radiodiffusion (1941-1946). Il devint bientôt chef de service à *Libération*, puis à *Ce Matin* jusqu'en 1950. Éditorialiste à l'*Information* (1950-1955), à *Combat*, au *Progrès de Lyon* (1945-1962) et au *Figaro* (1976-1980), il collabora également à *Paris-Match* dont il fut le directeur politique de 1964 à 1976. Auteur de nombreux livres concernant le maréchal Pétain et le général de Gaulle, il est décédé en 1984.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

492 AP 1-15, 17-18. Dossiers de documentation, dont les principaux concernent le général de Gaulle, le maréchal Pétain, l'Indochine, l'Algérie, l'affaire Pucheu : résumés d'interviews, notes, correspondance reçue à la parution de ses livres.

16. Autographes : lettres de personnalités comme François Mitterrand, Daladier, Vincent Auriol, Bourguiba, René Coty, André Malraux, Pierre Mendès-France, etc.

19. Papiers personnels.

Bibliographie.

Informations extraites des papiers personnels contenus dans le fonds.

493 AP

FONDS AUJAS, RATTON ET SONNERY

Dates extrêmes : 1595-1921.

Importance matérielle : 12 cartons (493 AP 1-13) ; 1,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1960.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 15 p.

Notice biographique.

Originaires du Monestier, près de Briançon, Jacques Ratton (1717-1778) et Françoise Bellon, sa femme (1714-1793), s'établirent vers 1737, au Portugal, à Porto. En 1759, ils revinrent en France. En 1785, Françoise Bellon acheta le domaine de Saint-Léger, près de Mâcon. Sa petite-fille, Lucie Ratton (1761-1824), hérita de Saint-Léger, qu'elle laissa à son mari, Louis-Claude Aujas (1757-1836). En 1836, le domaine passa à une petite-nièce de Lucie Ratton, Espérance Delaye (1810-1880), puis au fils de celle-ci, Alfred Blondet (1835-1886). Alfred Blondet transmit Saint-Léger à sa fille Berthe, puis sa petite-fille Anne-Marie Berthon du Fromental (née le 13 octobre 1891 à Fleurie, Rhône), en hérita à son tour. Cette dernière épousa en 1912 l'industriel lyonnais René Sonnery (1887-1925).

Présentation du contenu.

- 493 AP 1-5, 8, 9, 13. Familles Aujas, Ratton, Duruisseau et Delaye : recherches généalogiques et correspondance. 1595-1874.
- 6, 7. Recherches généalogiques concernant la famille Berthon du Fromental et divers documents domaniaux. 1344-1921
- 10, 11. Documents concernant le domaine de Saint-Léger, carnets et livres de comptes de la famille Sonnery. 1765-1815.
12. Documents concernant le château de Chaintré (Saône-et-Loire). 1813-1824.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de Saône-et-Loire conservent le fonds de la famille Sonnery (48 J 1-44).

Bibliographie.

Informations extraites des notes généalogiques contenues dans le fonds.

DAUPIAS D'ALCOCHETE (Nuno), « Lettres familières de Jacques Ratton 1792-1807 », dans *Bulletin des études portugaises*, t. 23, Livraria Bertrand, 1961.

494 AP

FONDS CHARLES ET HENRI DELESCLUZE

Dates extrêmes : 1840-1879.

Importance matérielle : 1 carton (494 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1962-1973.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par M.-F. Limon et C. Sibille, 1993-2000, 8 p.

Notice biographique.

Louis-Charles Delescluze (1809-1871) fut un journaliste et un homme politique. Il participa aux révolutions de 1830 et de 1848, fut déporté sous le Second Empire jusqu'en 1860, et collabora au journal républicain *Le Réveil*. Membre de la Commune de Paris, de tendance jacobine, il appartint au troisième Comité de salut public et fut nommé délégué à la Guerre le 10 mai 1871. Il fut tué sur les barricades lors de la Semaine sanglante, le 25 mai 1871.

Son frère, Henri Delescluze (1819-1879), auquel il était très attaché, eut également un destin hors du commun. Arrêté le 26 octobre 1850, sous l'inculpation d'excitation à la guerre civile et complot contre la sûreté de l'État, il fut incarcéré à Mazas, puis transféré à Lyon, pour être bientôt emprisonné à Belle-Ile jusqu'en 1853. Condamné au bannissement, il s'embarqua ensuite pour l'Angleterre puis, en 1854 pour les États-Unis, où il demeura jusqu'en 1879, après avoir vainement tenté de rentrer en France à plusieurs reprises. Il revint finalement à Paris un mois avant sa mort survenue le 28 avril 1879.

Présentation du contenu.

494 AP 1. Carnets de prison et d'exil de Charles Delescluze et correspondance avec son frère Henri. 1840-1879.

Sources complémentaires.

La Bibliothèque municipale de Lille conserve un fonds Delescluze (non coté), au sein duquel se trouve notamment un journal de prison d'Henri.

Bibliographie.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 2, lettres D-H, p. 1600.

495 AP

FONDS D'ALLEMAND

Dates extrêmes : 1532-1777.

Importance matérielle : 3 cartons (495 AP 1-3) ; 0,38 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1969.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. ms., 15 p.

Notice biographique.

D'origine dauphinoise, Labeau d'Allemand (1508-1594) fut jurisconsulte, l'un des auteurs des statuts du Comtat Venaissin et syndic de Carpentras en 1549 et 1567. Son neveu, Antoine, eut un fils, Esprit. Celui-ci fut président du parlement de la Principauté d'Orange, comte palatin et chevalier des ordres du Pape. Esprit eut lui-même un fils appelé Jacques et un petit-fils appelé Paul (né en 1607).

Présentation du contenu.

- 495 AP 1. Trois livres de raison de Labeau d'Allemand. 1532-1580.
2. Livre de raison de Labeau d'Allemand. 1584-1591.
Livre de raison d'Antoine et d'Esprit d'Allemand. 1593-1602.
Inventaire des meubles d'Esprit d'Allemand. 1600.
Livre de capitaux d'Esprit d'Allemand. 1590-1594.
Livre de raison de Pierre Michel, de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). 1592-1642.
Comptes de tutelle pour le fils mineur de M. de Meyran d'Ubaye. 1687-1688.
Livre de compte de M. de Grille d'Estoublon, gentilhomme et propriétaire à Maussane, près d'Arles. 1760-1764.
Livre de compte de M. Second, seigneur de Sèderon et grand propriétaire au Bausset et Ollioules (Var). 1752-1777.
3. Livre de raison d'Esprit d'Allemand, de Jacques son fils et de Paul, son petit-fils. 1580-1651.

Bibliographie.

Informations extraites de la notice figurant en tête de l'inventaire manuscrit.

496 AP

FONDS ÉDOUARD DALADIER

Dates extrêmes : 1919-1975.

Importance matérielle : 67 cartons (495AP 1-67) ; 7,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. par la Fondation nationale des Sciences politiques, 1972, 6 vol., 326 p. ; index dact., 1973, 34 p.

Notice biographique.

Édouard Daladier est né à Carpentras en 1884. Agrégé d'histoire, député radical-socialiste (1919-1940), il fut plusieurs fois ministre à partir de 1924. Président du Conseil de janvier à octobre 1933, il tenta de faire face à la crise financière. Rappelé au pouvoir en janvier 1934, pour lutter contre le développement des ligues d'extrême droite après l'affaire Stavisky, il exigea la démission du Préfet de police, Chiappe (3 février 1934), mais dut se retirer après la manifestation du 6 février 1934. Il fut l'un des instigateurs du Front populaire, et fut nommé ministre de la Défense nationale (1936-1937), puis appelé, après la chute du second cabinet Blum, à former le gouvernement (avril 1938-mars 1940). Il signa les accords de Munich (septembre 1938), essaya d'enrayer la crise financière et d'organiser la Défense nationale et prit des mesures rigoureuses contre les communistes après la signature du pacte germano-soviétique (1939). Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne, son gouvernement déclara la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre 1939. Ministre de la Guerre et des Affaires étrangères dans le cabinet de Paul Reynaud, il fut arrêté par le gouvernement de Vichy (après juin 1940) et comparut au procès de Riom (1942). Déporté en Allemagne (1943-1945), il fut réélu député radical après la Libération (1946-1958). Il prit position contre la continuation de la guerre en Indochine, la constitution de la Communauté européenne de défense et la Constitution de 1958. Édouard Daladier avait été aussi député du Vaucluse de 1919 à 1942 et de 1946 à 1958. Il mourut à Paris en 1970.

Présentation du contenu.

496 AP 1-7. L'entre-deux-guerres. 1919-1938.

1-3. Documents généraux, activités d'Édouard Daladier, problèmes économiques de 1920 à 1933 et gouvernement de Daladier en 1933.

4-7. Le 6 février 1934, de 1934 au Front populaire, le premier gouvernement Léon Blum, la fin du Front populaire, avril 1938.

496 AP 8-15. Vers la guerre. Avril 1938-septembre 1939.

8-10. Munich : situation générale, les étapes de la crise, réactions (presse et opinion).

11-13. Relations diplomatiques : politique intérieure et extérieure (Pologne, Balkans, Espagne, Italie, Angleterre, U.R.S.S.).

14-15. Du pacte germano-soviétique à la déclaration de guerre.

496 AP 16-27. La guerre. 1939-1940.

- 16-19. Politique de la France, l'action commune des alliés, les pays envahis, situation et relations internationales avec les autres pays. septembre-décembre 1939.
- 20-22. Les relations internationales, la politique de la France, la Scandinavie. Janvier-mai 1940.
- 23-25. La défaite, l'armistice, mai-juin 1940.
- 26-27. Parti communiste, répression, résistance des communistes.
- 496 AP 28-48. La préparation de la France à la guerre et les responsabilités de la défaite, 1919-1943.
- 28-36. La politique de Défense nationale : aménagement et politique militaire, matériel et rapports de force.
- 36-48. Le procès de Riom : déroulement, dépositions, accusés (Léon Blum, Édouard Daladier, le général Gamelin, le contrôleur général Jacomet, Guy La Chambre).
- 496 AP 49-66. L'après-guerre.
- 49-50. Les suites immédiates de la guerre : procès et accusations (Pétain...).
- 50-59. La France de 1945 à 1958 : la vie politique, la vie économique et sociale, la Défense nationale, les problèmes de l'Union française.
- 60-65. La politique internationale, 1945-1958.
- 65-66. Daladier député du Vaucluse, 1953-1957 ; documentation, coupures de presse postérieures à 1960.
- 496 AP 67. Actes du colloque Daladier, 1975.

Bibliographie.

- DAUMAS (Armelle), « La politique du gouvernement Daladier à l'égard des États-Unis (1938-1940) », dans *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1988 pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe*, 1988, p. 63-69 (thèse conservée sous la cote AB XXVIII 869).
- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 421-423.

497 AP

FONDS DUVIVIER

(MANUFACTURE DE LA SAVONNERIE)

Dates extrêmes : 1626-1813.

Importance matérielle : 4 cartons (497 AP 1-4) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 1989.

Conditions d'accès : libre (sauf réserves dues à la nature des documents).

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par N. Gastaldi, 9 p.

Notice biographique.

Première manufacture royale de tapis fondée en France, la Savonnerie tire son nom d'une ancienne maison de savonnerie à Chaillot, dans laquelle elle fut transférée en 1631. Elle était alors spécialisée dans la fabrication de tapis veloutés auxquels on adjoignit par la suite des tapis copiés de l'Orient.

Cette manufacture fut fondée vers 1628 par deux associés : Pierre Dupont (1560-1640) et Simon Lourdet (vers 1590-1667). À leur suite, la manufacture fut divisée en deux ateliers distincts, dirigés chacun par les descendants des fondateurs : Louis puis Bertrand Dupont d'une part, Philippe Lourdet, sa veuve Jeanne Haffrey puis leur fils, d'autre part.

En 1714, Bertrand Dupont réunit les deux ateliers. Son neveu par alliance, Jacques Noinville, devint régisseur de la Savonnerie de 1720 à 1742.

De 1743 à 1826, trois Duvivier se succédèrent à la tête de l'entreprise : Pierre-Charles (1743-1773), Nicolas-Cyprien (1774-1807), et Ange-Pierre (1807-1826). C'est en 1826 que la manufacture fut réunie à la Manufacture nationale des Gobelins.

Présentation du contenu.

- 497 AP 1. La Savonnerie aux xvii^e et xviii^e s. : Pierre Dupont et Simon Lourdet, tapissiers ordinaires du roi, privilèges de la manufacture, registre de livraison des tapis sous Louis XIV, état complet et détaillé de la fabrication de 1708 à 1774, état des dépenses engagées par les Duvivier pour l'administration de la Savonnerie et papiers personnels des Duvivier.
- 2-3. La Savonnerie sous la Révolution et l'Empire : recettes, dépenses, personnel, registre d'entrées et sorties.
4. Echantillons et graphiques : cahier de nuances de teintes, plans de pièces du palais des Tuileries et des châteaux de Saint-Cloud et de Compiègne, modèles de tapis.

Sources complémentaires.

Des archives concernant la Savonnerie se trouvent également aux Archives nationales (site de Paris) sous les cotes O¹ 2036 à 2058 et O² 907 à 912.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de N. Gastaldi.

498 AP

FONDS SAINT-NECTAIRE

Dates extrêmes : XVI^e-XVIII^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton (498 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1989.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Originnaire d'Auvergne, la famille de Saint-Nectaire ou Sennecterre est connue dès le XIII^e siècle, avec Louis, seigneur de Saint-Nectaire en 1234. François de Saint-Nectaire, seigneur de La Ferté-Nabert (auj. La Ferté-Saint-Aubin, Loiret), chevalier des ordres du roi, servit au siège de Perpignan en 1542, dans les guerres de Champagne en 1544, passa en Écosse en 1548 et dans le Piémont en 1552. Il fut nommé lieutenant général au gouvernement de Metz en 1556, date à laquelle la ville fut cédée à la France. Maréchal de camp en 1561, il combattit à Dreux (1562) et Jarnac (1569). Il mourut en 1587. Son fils, Henri, marquis de La Ferté-Nabert, lieutenant général au gouvernement de Champagne, ambassadeur en Angleterre et à Rome, fut ministre d'État. Il mourut en 1662. Henri II, duc de La Ferté, fut maréchal de camp, gouverneur de Lorraine, lieutenant général puis maréchal de France. Il mourut en 1681.

Sans lien avec les précédents, Balthasar-Henri, comte de Saint-Simon-Sandricourt, était maître de cavalerie et gouverneur de Senlis vers 1765-1767.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

498 AP 1. Famille Saint-Nectaire. 1558-1615 et s. d.

François de Saint-Nectaire : correspondance officielle reçue, notamment des rois de France Henri II et Henri III, des ducs de Guise et de Montmorency (1558-1561), états des dépenses pour la solde des gens de guerre à Metz, Marsal et Thionville (1558-1560), contrat privé (1567).

Henri 1^{er} de Saint-Nectaire, son fils : administration de la seigneurie de La Ferté. 1599-1606, s. d.

Henri II, maréchal de la Ferté : lettres reçues de Louis de Bourbon, prince de Condé. 1615.

Balthasar-Henri, comte de Saint-Simon-Sandricourt : correspondance privée reçue. 1765-1767.

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 18, col. 127-130.

499 AP

FONDS ROUGÉ

Dates extrêmes : 1193-1954.

Importance matérielle : 5 cartons (499 AP 1-5) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par le comte Philippe de Rougé, s. d., 28 p.

Notice biographique.

La famille de Rougé du Plessis-Bellière, des Rues et de Caylus est originaire de Bretagne, Anjou et Touraine. Un des plus illustres membres de cette famille fut Jacques de Rougé, marquis du Plessis-Bellière : né en 1602, il était déjà colonel en 1628 et se distingua au siège de La Rochelle. Pendant la guerre de Trente Ans, il prit part à de nombreuses campagnes et se couvrit de gloire lors du siège d'Armentières, dont il était gouverneur. Maréchal de camp puis lieutenant général en 1650, il se prononça pour la cause royale pendant la Fronde, combattit à Rethel (1650), et fut envoyé en Roussillon, en 1653, pour commander l'armée à la place du maréchal de La Mothe. En 1654, il fit partie de l'aventureuse expédition chargée de remettre le duc de Guise sur le trône de Naples, mais il fut mortellement blessé à l'attaque de Castellamare. Un de ses descendants, Olivier de Rougé, comte du Plessis-Bellière, eut, de son mariage avec Marie de Lignerac, une fille, Erminie (1785-1812), qui fut religieuse au couvent du Sacré-Cœur, à Amiens.

Présentation du contenu.

- 499 AP 1. Généalogie et inventaire des titres de la famille de Rougé, 1228-1717.
2. Brevets et nominations de divers membres de la famille. 1562-1875.
Contrats de mariage des aînés et contrats de mariages de fils puînés, de filles et de familles alliées, testaments. 1329-1789.
Testaments, 1649-1954.
3. Actes divers : ventes, donations, partages de biens. 1239-1868.
4. Documents concernant Erminie de Rougé, religieuse. 1785-1812.
5. Un « album spécial » contenant :
 - des lettres adressées par de hauts personnages à Jacques de Rougé, marquis du Plessis-Bellière, capitaine général des armées du roi, xvii^e s. ;
 - des lettres et documents provenant des archives du château de Sablé et concernant la famille Colbert ;
 - une soixantaine d'autographes, en majorité des familles Colbert, Ladvocat et Arnauld.

Bibliographie.

Informations extraites des documents contenus dans le fonds.

[500 AP]

500 AJ

FONDS VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Dates extrêmes : 1962-1993.

Importance matérielle : 345 cartons (500 AP 1-348) ; 40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt initial, 8 juillet 1981, en cours d'accroissement.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle (500 AJ).

Instrument de recherche : rép. num. dact., par P. Geneste, 2008, 108 p.

Notice biographique.

Polytechnicien, élève de l'École nationale d'administration, inspecteur des Finances (1954), attaché puis conseiller dans les cabinets Edgar Faure, Valéry Giscard d'Estaing (né en 1926) est nommé secrétaire d'État aux Finances (1959-1962) puis ministre des Finances et des Affaires économiques (1962-1966). Il est l'instigateur du plan de stabilisation de 1963 (restriction des crédits, blocage des prix, contrôle des changes) pour enrayer l'inflation. Au moment de la scission du Centre national des indépendants, il fonde la Fédération nationale des Républicains indépendants, alliée à la majorité gaulliste, qu'il préside de 1966 à 1974. Ministre de l'Économie et des Finances (1969-1974) sous la Présidence de Georges Pompidou, il devient président de la République en mai 1974, élu par 50,81 % des voix contre François Mitterrand. Battu par François Mitterrand en mai 1981, président du Conseil régional d'Auvergne (1986) et de l'U.D.F. (1988-1996), favorable à l'Union économique et politique de l'Europe, il dirige la liste commune U.D.F.-R.P.R. lors des élections européennes de 1989. Parlementaire européen (1989-1993), président du conseil régional d'Auvergne (1986-2004), il est aussi député du Puy-de-Dôme entre 1956 et 2002. Il est élu membre de l'Académie française en 2003.

Présentation du contenu.

500 AJ 1-264. Le ministre de l'économie et des Finances (1962-1966 et 1969-1974).

1-103. Dossiers du ministre.

104-152. Dossiers de Jean Serisé.

153-172. Dossiers de Xavier Gouyou-Beauchamps.

173-238. Dossiers de François Polge de Combret.

239-259. Dossiers de Jean-Pierre Ruault.

260-264. Dossiers de Philippe Sauzay.

500 AJ 265-317. Les campagnes des élections présidentielles de 1974 et 1981.

265-272. Élections présidentielles de 1974.

273-317. Élections présidentielles de 1981.

500 AJ 318-348. L'après-1981.

500 AJ NC. Photographies.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5 AG 3, les archives de la présidence de la République sous Valéry Giscard d'Estaing, de mai 1974 à mai 1981.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 932-933.
Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing. 1974-1981. Rép. num. détaillé, par P. Geneste, assisté de V. Chatelain et G. Vitali, Paris, Archives nationales, Somogy éditions d'art, 2007, 707 p.

501 AP

FONDS JEAN FAVIER

Dates extrêmes : 1969-1992.

Importance matérielle : 71 cartons (501 AP 1-60) ; 10,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1988-1997.

Conditions d'accès : sur autorisation et sur dérogation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (501 AP 1-37), 2 p.

Notice biographique.

Archiviste-paléographe, agrégé d'histoire, docteur ès lettres, Jean Favier (né en 1932) a été successivement membre de l'École française de Rome (1956-1958) et maître de conférences dans les facultés des lettres de Rennes (1964) et de Rouen (1966-1969). Professeur d'histoire économique du Moyen Age à l'université de Paris-Sorbonne depuis 1969, il a occupé aussi les fonctions de directeur de l'Institut d'histoire de l'université de Paris-Sorbonne (1971-1975) et de directeur d'études à l'École pratique des hautes études (depuis 1965). Directeur général des Archives de France et président de la Conférence internationale de la table ronde des archives et du Conseil international des archives (1975-1994), Jean Favier a présidé ensuite la Bibliothèque nationale de France (1994-1997). Il est actuellement conservateur du château de Langeais (depuis 1995), président de la Commission française pour l'Unesco (depuis 1997), et administrateur de l'Institut national de l'audiovisuel.

Directeur de *la Revue historique* depuis 1973 et membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres) depuis 1985, président du conseil d'administration de l'École normale supérieure depuis 1988, président de l'Association des lauréats du concours général, Jean Favier est l'auteur de nombreux ouvrages historiques : *Un conseiller de Philippe le Bel : Enguerran de Marigny* (1963), *les Finances pontificales à l'époque du grand schisme d'Occident* (1966), *De Marco Polo à Christophe Colomb* (1968), *les Contribuables parisiens à la fin de la guerre de Cent Ans* (1970), *Finance et fiscalité au bas Moyen Age* (1971), *Paris au xv^e siècle* (1975), *Philippe le Bel* (1978), *la Guerre de Cent Ans* (1980), *François Villon* (1982), *le Temps des principautés* (1984), *De l'or et des épices* (1987), *Chronique de la Révolution* (sous sa direction, 1988), *l'Univers de Chartres* (1988), *les Grandes découvertes, d'Alexandre à Magellan* (1991), *les Archives de la France* (sous sa direction, 1992), *Dictionnaire de la France médiévale* (1993), *Paris, deux mille ans d'histoire* (1997).

Présentation du contenu.

501 AP 1-60. Archives se rapportant à la carrière universitaire de Jean Favier : secrétaire général du Comité international d'historiens et de géographes de langue française et de l'Association française de coopération pour l'histoire et la géographie, directeur de *la Revue historique*, président de l'Association des lauréats du Concours général, président du conseil d'administration de l'École normale supérieure.

Archives se rapportant aux fonctions de directeur général des Archives de

France, de président de la Conférence internationale de la table ronde des archives et du Conseil international des archives : loi sur les archives du 3 janvier 1979, décrets d'application du 3 décembre 1979, circulaire du 31 décembre 1979 sur le traitement des archives contemporaines, commission d'accès aux documents administratifs, construction du Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales et du Centre d'archives du monde du travail.

Préfaces, émissions télévisées, conférences, correspondance de lecteurs et de téléspectateurs.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 693.

502 AP

FONDS FRANÇOIS LÉOTARD

Dates extrêmes : 1978-1986.

Importance matérielle : 13 cartons (502 AP 1-13) ; 4,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1988.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

Instrument de recherche : bordereau de versement dact., par J.-P. Defrance, 1988, 5 p.

Notice biographique.

Maire de Fréjus (1977-1992 et 1993-1997), député du Var (1978-1986, et à plusieurs reprises entre 1988 et 2001), président du Parti républicain (1982-1990 et 1995-1997) et de l'Union pour la Démocratie Française (1996-1998), François Léotard (né en 1942) a été ministre de la Culture et de la Communication (1986-1988) dans le premier gouvernement de cohabitation et il a fait voter la privatisation de la chaîne de télévision TF1. Il a été ministre d'État, ministre de la Défense dans le gouvernement Balladur (1993-1995).

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré en 1989 au Centre des archives contemporaines, auj. Archives nationales (site de Fontainebleau), où il est coté versement n° 19890259.

Présentation du contenu.

502 AP 1-2. Papiers personnels. 1978-1986

2 (suite)-4. Activités politiques : U.D.F./Parti républicain. 1979-1986.

5. Député du Var. 1978-1986.

5(suite)-8. Interventions, associations. 1978-1981.

9-10. Projets de loi. 1978-1985.

11-12. Dossiers de travail de François Léotard, député, par thème : agriculture, audiovisuel, défense, économie/entreprises, éducation, emploi, environnement, Europe/C.E.E., industrie, informatique/télématique, logement/bâtiment, mer, régions, télévision. 1978-1986.

13. Activités politiques locales, mairie de Fréjus. 1978-1985.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Fontainebleau) conservent le fonds privé Darrason, chef de cabinet de François Léotard, ministre de la Culture (dépôt, 30 mai 1988, versement n° 19890260).

Les archives du cabinet de François Léotard, ministre de la Défense de 1993 à 1995, sont conservées au Service historique de l'armée de terre, où elles ont été versées sous la forme d'un dépôt privé (1 K 715).

Bibliographie.

Who's who, 2004, p. 1189.

503 AP

FONDS GEORGES CLEMENCEAU

Dates extrêmes : 1904-1919.

Importance matérielle : 1 carton (503 AP 1) ; 0,06 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1975-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M.-F. Limon, 1992, 3 p.

Notice biographique.

Médecin, Georges Clemenceau (1841-1929) entra dans la carrière politique au lendemain de la journée révolutionnaire du 4 septembre 1870 et devint maire de Montmartre. Député radical en 1871, il siégea ensuite à l'extrême gauche de l'Assemblée (1876), où, après s'être opposé à la politique de Mac-Mahon, il contribua à provoquer la chute de plusieurs ministères (Gambetta, 1882 ; Jules Ferry, 1885). Après avoir soutenu la candidature de Boulanger au ministère de la Guerre, il dénonça ses prétentions à la dictature. Mais, compromis dans l'affaire du scandale de Panama et accusé d'être un agent de la Grande-Bretagne, il fut battu aux élections de 1893. Ses prises de position en faveur de Dreyfus (il publia « J'accuse » de Zola dans le journal *L'Aurore*) le ramenèrent à la politique. Sénateur (1902), il fut nommé président du Conseil et ministre de l'Intérieur (1906). Il poursuivit la politique de séparation de l'Église et de l'État, mais se heurta bientôt à des mouvements sociaux, organisant la répression de la grève des mineurs du Pas-de-Calais. Revenu dans l'opposition, il fonda le journal *L'Homme libre* (1913) qui parut sous le titre *L'Homme enchaîné*, au début de la Première Guerre mondiale, pour dénoncer la censure. En 1917, il fut appelé par Poincaré à la tête du gouvernement et restaura la confiance de la nation en luttant contre le défaitisme (arrestation de Caillaux et de Malvy) et en obtenant des Alliés que le commandement unique fût confié à Foch. Après avoir présidé la conférence de Paris et négocié le traité de Versailles (1919), « le Père la Victoire » fut battu par Deschanel à l'élection présidentielle (1920).

Présentation du contenu.

503 AP 1. Correspondance et manuscrits autographes de discours politiques et d'éditoriaux.

Sources complémentaires.

Des dossiers concernant Clemenceau sont conservés au Service historique de l'armée de terre (6 N 53-111), au Musée Georges Clemenceau (8, rue Benjamin Franklin, 75116 Paris), au Ministère des Affaires étrangères (fonds nominatifs, n° 198), à la Bibliothèque nationale de France, aux Archives départementales de la Vendée (1 J).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 411.

504 AP

CHARTRIER DE CRILLON

Dates extrêmes : 1228-1720.

Importance matérielle : 7 cartons (504 AP 1-7) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par S. d'Huart, 1988, 4 p.

Notice biographique.

Originaire de Quiers en Piémont, Gilles de Berton s'établit en 1456 à Avignon. Il épousa Marguerite de Seitre-Caumont. Gilles II de Berton, leur petit-fils, prit possession de la seigneurie de Crillon le 28 mars 1557. Parmi les sept enfants de ce dernier, on trouve Louis (1543-1615), compagnon d'armes du roi Henri IV, et Gilles III. Celui-ci fut capitaine de cent hommes d'armes. Il épousa Julie de Sade. Ils eurent deux enfants : Madeleine, fondatrice et première supérieure des Clarisses de Saint-Rémy de Provence, et Pierre, qui mourut sans alliance. Au XVIII^e siècle, le général Louis de Crillon (1717-1796) fit la guerre en Italie, puis en Bavière (1742) et se distingua à Fontenoy.

Présentation du contenu.

504 AP 1. Inventaire des papiers de la maison de Crillon. XVIII^e s.

2-7. 6 registres factices rassemblant 580 documents concernant les localités de Crillon, Avignon, Bédouin, Cavaillon, Châteauneuf, Villeneuve-lès-Avignon et lieux avoisinants du Comtat-Venaissin. 1228-1720.

Bibliographie.

CORDEY (Jean), *Inventaire des archives des ducs de Crillon conservées chez M. le marquis de Gramont*, Paris, Librairie Honoré Champion, 1908.

505 AP

FONDS EDGAR FAURE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 420 cartons (505 AP I 1-89 et 505 AP II 1-345), supplément ; 73,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur Edgar Faure, de Madame Sylvie Faure et de Madame Georgette Elgey, 1978-2007.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (505 AP I 1-89 et 505 AP II 1-345), par C. Sibille, 2000, 33 p.

Notice biographique.

Fils d'un médecin militaire, Edgar Faure naît le 18 août 1908 à Béziers. Agrégé des facultés de droit et diplômé de l'École des langues orientales, Edgar Faure est avocat à la Cour de Paris dès 1929. À la Libération, il devient secrétaire général adjoint chargé des services législatifs de la présidence du Comité français de la Libération, puis du gouvernement provisoire à Alger (juin-juillet 1944) et procureur général adjoint français au Tribunal militaire international de Nuremberg (1945). Edgar Faure se lance alors dans une carrière politique : il est député radical-socialiste du Jura de 1946 à 1958, député du Doubs de 1967 à 1980, président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1978, président du conseil de la région Franche-Comté de 1974 à 1981, président du conseil général du Jura de 1949 à 1967, maire de Port-Lesney (Jura) de 1947 à 1970 et de 1983 à 1988, maire de Pontarlier de 1971 à 1977 et sénateur du Jura (1959-1966) et du Doubs (1980). Président du Comité d'expansion économique de Franche-Comté et du territoire de Belfort (1951), puis de la Commission de développement économique régionale de Franche-Comté (1964-1973), il enseigne à la Faculté de droit de Dijon. Edgar Faure occupe également de nombreux postes ministériels : il est à plusieurs reprises président du Conseil (1952, 1955-1956), ministre des Finances (1949-1951, 1953, 1958), de la Justice (1951), des Affaires étrangères (1955), de l'Agriculture (1966-1968), de l'Éducation nationale (1968-1969) et des Affaires sociales (1972-1973). Élu à l'Académie française en 1978, Edgar Faure est représentant à l'Assemblée des communautés européennes de 1979 à 1984. Il disparaît en 1988.

Présentation du contenu.

505 AP I 20. Papiers personnels.

505 AP II 125, 173, 337.

505 AP II 24, 33, 39-40, 81-84, 87, 91, 93-94, 97, 206-207. Professeur à la faculté de droit de Dijon. 1964-1965.

505 AP I 5-38, 67, 70, 81. Avocat : dossiers d'affaires plaidées. 1929-1972.

505 AP II 1-2, 9, 18, 35, 37, 42-45, 49, 58-60, 65-66, 90, 96, 99, 101, 104, 122, 129-130, 156, 166-167, 169-171, 175-177, 181, 185-187, 285.

- 505 AP II 198. Secrétaire général adjoint du gouvernement provisoire. 1944-1946.
- 505 AP I 73. Président du Conseil. 1952, 1955-1956.
- 505 AP II 184, 344-345.
- 505 AP I 48. Ministre des Finances. 1949-1951, 1953, 1958.
- 505 AP II 11, 21, 46, 98-99, 110, 127-128, 143, 152-153, 182, 324, 340-342.
- 505 AP I 77-78. Ministre des Affaires étrangères. 1955.
- 505 AP II 6-7, 70, 115-116.
- 505 AP II 71, 116, 155, 161, 306, 320, 323. Ministre de l'Agriculture. 1966-1968.
- 505 AP I 39-46, 62. Ministre de l'Education nationale. 1968-1969.
- 505 AP II 63-64, 160.
- 505 AP I 71. Ministre des Affaires sociales. 1972-1973.
- 505 AP II 30, 265-267, 272, 281-282, 297, 322.
- 505 AP I 49. Vie politique et élections en Franche-Comté. 1946-1962.
- 505 AP II 149, 157, 164, 328-329.
- 505 AP I 63, 79, 82, 88. Député du Jura, 1946-1958, puis du Doubs, 1967-1980.
- 505 AP II 3, 5, 12-14, 215-216.
- 505 AP II 220-221, 226-227, 273, 284. Président de l'Assemblée nationale. 1973-1977.
- 505 AP II 114. Président du conseil général du Jura. 1949-1963.
- 505 AP II 299. Maire de Port-Lesney (Jura). 1971-1977.
- 505 AP II 25, 29, 75-77, 100-101, 105-107, 110, 127, 131, 154, 162-163, 188, 191-192, 228, 292. Président du Comité d'expansion économique de Franche-Comté et du territoire de Belfort, 1951, puis de la Commission de développement économique régionale de Franche-Comté, 1964-1973.
- 505 AP I 4. Président de la Commission Unesco sur l'éducation. 1971-1972.
- 505 AP II 72, 74, 78, 80, 298.
- 505 AP I 61, 74. Correspondance passive et active, notamment demandes d'interventions. 1946-1973.
- 505 AP II 62, 105, 123, 150-151, 158-159, 165, 168, 172, 174, 189, 193-194, 196, 199-200, 203, 205, 208-214, 223-224, 229-264, 274-276, 279, 283, 288-289, 291, 293-294, 300-301, 321, 331-333.
- 505 AP I 1-3, 59, 63-66, 69, 83, 85-87. Ouvrages, discours, conférences, articles, interviews.
- 505 AP II 19, 22, 31, 34-36, 41, 47, 53-54, 61, 73, 96-97, 102-103, 111, 113, 126, 144, 178-179, 278, 286-287, 295-296, 303-305, 308-319.
- 505 AP I 47, 53, 56, 60, 72, 75-76, 80, 84, 89. Documentation, publications, coupures de presse.
- 505 AP II 4, 15-17, 20, 23, 38, 50, 55-57, 61bis, 67-69, 86-89, 92, 108-109, 111, 112, 117, 120, 132-135, 137-142, 145-148, 204, 217-219, 225, 269-271, 302-303, 325-327, 339.
- 505 AP II 195. Bandes, cassettes audiovisuelles.

505 AP I 55-58. Photographies.
505 AP II 69, 195bis, 201-202.

Supplément.
Correspondance, discours.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent l'enregistrement de l'entretien radiodiffusé d'Edgar Faure avec un journaliste (Radio Monte-Carlo) sur sa vie, sous la cote 5 AV 55.

Bibliographie.

FAURE (Edgar), *Mémoires*, Paris, Plon, 1982.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 788.

KRAKOVITCH (Raymond), *Edgar Faure : le virtuose de la politique*, Paris, Economica, 2006, in-8°, XVIII-288 p.

506 AP

FONDS GIRARDIN

Dates extrêmes : 1786-1853.

Importance matérielle : 2 cartons (506 AP 1-2) ; 0,23 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1989-1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. ms., par S. d'Huart, s. d., 8 p.

Notice biographique.

Louis-Stanislas de Girardin (né à Lunéville en 1762 et mort à Paris en 1827) eut comme parrain le roi Stanislas et comme précepteur Jean-Jacques Rousseau. Élu député à l'Assemblée législative de l'Oise le 1^{er} septembre 1791, il dut se cacher après le 10 août 1792. Découvert, il fut emprisonné jusqu'au 9 thermidor. Après sa libération, il se lia avec Joseph Bonaparte qui venait d'acheter le château de Mortefontaine et il entra dans le cercle des Bonaparte. Nommé membre du Tribunat, il fut réintégré dans l'armée et partit, avec le grade de colonel, avec Joseph Bonaparte pour Naples et ensuite pour l'Espagne. Il fut premier écuyer du roi Joseph, et son épouse, dame d'honneur de la reine Julie. Rentré en France, il devint membre du Corps législatif en 1809, comte de l'Empire en 1810, préfet de la Seine-Inférieure en 1812, préfet de la Seine-et-Oise en 1815. Représentant aux Cent-Jours, inspecteur des haras, préfet de la Côte-d'Or, député en 1819 et 1824, il siégea jusqu'à sa mort dans l'opposition libérale. Louis-Stanislas avait épousé Jeanne-Victoire-Henriette de Navailles (morte en 1818). Il en eut une fille, Télésie, en premières noces Madame de Belle-Isle, en secondes noces comtesse de Ludre.

Présentation du contenu.

506 AP 1. Papiers personnels et correspondance de Louis de Girardin, notamment lettres de son épouse, de son fils Euriale, correspondance avec sa fille Télésie. An XI [septembre 1802-septembre 1803]-1848.

Papiers personnels et correspondance de Jeanne-Victoire-Henriette de Navailles. 1786-1815.

2. Papiers personnels et correspondance de Télésie de Girardin. 1818-1853.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart.

507 AP

FONDS CORENTIN CALVEZ

Dates extrêmes : 1958-1983.

Importance matérielle : 104 cartons (507 AP 1-104) ; 15 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1987.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (507 AP 1-40), par N. Gastaldi, 1994, 21 p. ; état somm. dact. (507 AP 41-104), par C. Sibille, 2000, 10 p.

Notice biographique.

Corentin Calvez (1920-1985) mena une double carrière syndicale puis politique, fondée sur les compétences qu'il avait acquises comme élève au Conservatoire national des arts et métiers, puis comme cadre de l'industrie pétrolière. Il s'engagea dans de multiples mouvements associatifs et s'orienta très tôt vers l'action syndicale, au sein principalement de la Confédération générale des cadres (C.G.C.), dont il fut membre du Comité confédéral en 1959, du Comité directeur en 1961, du Bureau en 1965, secrétaire général en 1969 et délégué général en 1973. Il quitta ses fonctions à la C.G.C. en 1979 pour se lancer dans la vie politique au niveau européen, étant élu à l'Assemblée des Communautés européennes sur la liste « Union pour la France en Europe ». Il resta député européen jusqu'à sa mort, en 1985. Dès les années soixante, Corentin Calvez avait également été membre de nombreuses commissions administratives, notamment du Conseil économique et social.

Présentation du contenu.

507 AP 1-15. Activités syndicales et associées. 1958-1979.

1. Corentin Calvez, membre des syndicats C.G.C. du Pétrole : Syndicat des cadres de l'industrie du pétrole (1958-1969) et Union syndicale des cadres du pétrole-Union syndicale de la maîtrise du pétrole (1978-1980).

- 2-15. Corentin Calvez, membre de la C.G.C. 1964-1979.

15 (suite)-38. Conseil économique et social. 1968-1978.

39-104. Députation européenne et associations diverses. 1979-1985.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de N. Gastaldi.

508 AP

FONDS D'ÉTAMPES

Dates extrêmes : 1380-xx^e siècles.

Importance matérielle : 26 cartons (508 AP 1-55) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1989-1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique dact., par A. Levet, 2001, 78 p.

Notice biographique.

La famille d'Étampes doit son nom à une ancienne seigneurie du Berry. D'origine non noble, elle prit possession à la fin du xiv^e siècle des seigneuries de la Ferté-Imbault et de la Ferté-Nabert. Le premier membre du lignage connu fut Jean d'Étampes, garde des joyaux du duc Jean de Berry. Son fils Robert I^{er} devint conseiller puis exécuteur testamentaire du duc en 1416. Au xvi^e siècle, la famille d'Étampes se divisa en trois branches : la Ferté-Imbault, Valençay et d'Autry. Les branches de la Ferté-Imbault et de Valençay se distinguèrent par d'éminents personnages qui évoluèrent dans des fonctions militaires, diplomatiques et ecclésiastiques.

Le plus illustre représentant de la branche de la Ferté-Imbault est Jacques d'Étampes, marquis de la Ferté-Imbault, seigneur de Salbris (1590-1668). Maréchal de camp, Jacques d'Étampes prit part aux sièges de Saint-Jean-d'Angély et de Montauban et se distingua en 1630 au combat de Veillane. Ambassadeur en Angleterre en 1641, colonel général des Écossais au service de la France en 1643, conseiller du roi et lieutenant général, il contribua à la victoire de Lens en 1648. Jacques d'Étampes commandait avec Turenne l'armée royale en 1654, lorsque les Espagnols durent lever le siège d'Arras. Son petit-fils, Charles, marquis de Mauny et de la Ferté-Imbault (mort en 1716), eut un fils, Roger, qui eut lui-même un fils, Louis-Roger dit le marquis d'Étampes, mousquetaire du roi, mort en 1754. Le fils de Louis-Roger, Louis, marquis d'Étampes (1734-1815) fut colonel des grenadiers de France. Au xviii^e siècle, Marie-Thérèse Geoffrin, mariée en 1733 avec Philippe-Charles d'Étampes, marquis de la Ferté-Imbault, et sa mère, Marie-Thérèse Rodet, plus connue sous le nom de Madame Geoffrin (1699-1777), tinrent, pendant plus de vingt-cinq ans, dans la rue Saint-Honoré, un salon très fréquenté où elles réunissaient alternativement les artistes, les gens de lettres et les personnes de l'aristocratie.

Le membre le plus connu de la branche d'Étampes-Valençay est Jacques II d'Étampes, seigneur d'Happlaincourt et de Valençay (1579-1639). Gouverneur de la place et de la ville de Montpellier en 1622, Jacques II d'Étampes-Valençay participa à la première guerre de religion menée par Louis XIII. En 1627, il fut nommé gouverneur de la citadelle et de la ville de Calais et des *Pays conquis*.

Présentation du contenu.

508 AP 1-4. Les premiers d'Étampes, seigneurs de la Ferté-Imbault, de Valençay, des Roches et d'Autry. 1395-1543.

- 508 AP 5-39. Branche d'Étampes de la Ferté-Imbault. [vers 1499]-1904.
5. Généralités.
6-23. Membres de la branche de la Ferté-Imbault, dont le maréchal Jacques d'Étampes, son petit-fils Charles, marquis de Mauny et de la Ferté-Imbault, Louis-Roger et Louis marquis d'Étampes.
24-39. Familles alliées, dont famille Geoffrin : correspondance et papiers de Madame Geoffrin et de sa fille, Madame de la Ferté-Imbault. xviii^e s.
- 508 AP 40-53. Branche d'Étampes-Valençay. 1505-[xix^e s.].
40. Généralités.
41-50. Membres de la branche d'Étampes-Valençay dont Jacques d'Étampes, seigneur d'Haplaincourt et marquis de Valençay.
51-53. Familles alliées.
- 508 AP 54. Branche d'Estampes-Autry. 1499-[xviii^e s.].
508 AP 55. Documents sans lien avec le fonds. 1442-[xix^e s.].

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique d'Alban Levet.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 7, col. 472-486.

HAMON (Maurice) et PERRIN (Dominique), *Au cœur du xviii^e siècle industriel. Condition ouvrière et tradition villageoise à Saint-Gobain*, Éditions P.A.U., 1993, p. 142-154 (François Geoffrin, né en 1665, mort en 1749, mari de Marie-Thérèse Rodet, était un des principaux actionnaires de la Manufacture royale des glaces).

509 AP

FONDS MESSIMY

Dates extrêmes : 1906-1937.

Importance matérielle : 12 cartons (509 AP 1-12) ; 1,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 1977, complété par des achats, 1975-1999.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (509 AP 1-11), par M.-T. Chabard et M.-F. Limon, 1994, 13 p. ; rép. num. dact. (509 AP 12), 1999, 1 p.

Notice biographique.

Fils d'un notaire lyonnais, Adolphe Messimy (1869-1935) entra à Saint-Cyr en 1887. Il commença sa carrière militaire comme lieutenant au 13^e régiment de chasseurs à pied alpin de Chambéry, fit l'École de guerre de 1894 à 1896 puis entra à l'état-major du gouverneur de Lyon. En 1899, il quitta l'armée.

Il débuta en politique par le journalisme. Franc-maçon, député radical en 1902 (élu du quatorzième arrondissement de Paris aux élections de mai), il fut réélu en 1906 et 1910. Il s'intéressa alors aux questions maritimes, militaires et coloniales. Il fut ainsi rapporteur du budget de la Marine en 1904, rapporteur du budget de la Guerre en 1907, 1908 et 1914, rapporteur du budget des Colonies en 1909 et 1910. Il obtint son premier portefeuille dans le cabinet Monis où il fut ministre des Colonies (2 mars-26 juin 1911). Caillaux en fit son ministre de la Guerre (27 juin 1911-13 janvier 1912). À la suite de l'affaire d'Agadir, il tenta de réformer l'organisation militaire française. Il imposa Joffre comme commandant en chef et décida d'étendre la conscription aux indigènes d'Algérie. À la veille de la Première Guerre mondiale, il retrouva le portefeuille de la Guerre dans le cabinet Viviani (13 juin-26 août 1914). En août 1914, Messimy reprit du service comme chef de bataillon de réserve. Il commanda successivement le 229^e régiment d'infanterie et la 162^e division d'infanterie. Il finit la guerre avec le grade de général de brigade.

Élu député de Trévoux (Ain) en mars 1912, il avait été réélu en 1914 ; il fut battu en 1919. En juin 1923, il devint sénateur de l'Ain, siège qu'il garda jusqu'à sa mort, en 1935. Au Sénat, il présida la commission des Colonies de 1926 à 1931 et fut membre des commissions de l'Armée et des Affaires étrangères.

Présentation du contenu.

509 AP 1. Notices biographiques et correspondance. 1911-1937.

2-3. *Souvenirs* du général Messimy. 1930-1937.

4-5. Messimy, ministre de la Guerre. 1911-1912, 1914.

6-9. Première Guerre mondiale. 1914-1916.

10. Fin de la Première Guerre mondiale (années 1917 et 1918) et affaires politiques d'après-guerre. 1917-1934.

11. Après-guerre : Messimy, sénateur de l'Ain, président de la commission des Colonies au Sénat. 1912-1937.

12. *Souvenirs* du général Messimy. 1937.
Rapport portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (ministère de la Guerre).
Correspondance reçue et expédiée. 1912-1914.
Guerre 1914-1918.
Procès Caillaux. 1920.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de M.-T. Chabord et de M.-F. Limon.

510 AP

FONDS ABBÉ GRÉGOIRE

Dates extrêmes : 1775-1884.

Importance matérielle : 4 cartons (510 AP 1-4) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989, complété par un achat, 1992.

Conditions d'accès : sur autorisation (510 AP 1-3) ; libre (510 AP 4).

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1989-1992, 19 p.

Notice biographique.

Député du clergé aux états généraux de 1789, l'abbé Grégoire (1750-1831) contribua à l'union du bas-clergé et du tiers et proposa, le 4 août, l'abolition du droit d'aînesse. Il fut le premier à prêter le serment de fidélité à la Constitution civile du clergé (novembre 1790). Évêque constitutionnel de Blois (1791), il fut élu par son diocèse à la Convention où il contribua à faire voter les décrets accordant les droits civils et politiques aux juifs et l'abolition de l'esclavage. Membre du Conseil des Cinq-Cents (1795-1798) puis du Corps législatif (1800), sénateur (1802), il renonça à son évêché lors du Concordat. Sous la Restauration, il siégea dans l'opposition libérale comme député de l'Isère (1819).

Présentation du contenu.

510 AP 1-4. États généraux et Assemblée nationale constituante. Avril 1789-mars 1790.

Correspondance reçue par l'abbé Grégoire. 1790-1830.

Pièces diverses, documents postérieurs ou étrangers aux papiers de l'abbé Grégoire.

Remise des papiers Grégoire aux Archives nationales et transfert des cendres de Grégoire au Panthéon en 1989.

Sources complémentaires.

Les dossiers relatifs aux Noirs et les manuscrits des *Mémoires* sont conservés à la Bibliothèque de l'Arsenal (n° 6339). Les dossiers de l'abbé Grégoire relatifs aux questions religieuses sont conservés à la Bibliothèque de la Société de Port-Royal. D'autres papiers sont conservés à la Bibliothèque d'Orléans (M 1504).

Bibliographie.

PLONGERON (Bernard), *L'abbé Grégoire ou l'Arche de la Fraternité, 1750-1831*, Paris, Letouzé et Ané, 1989.

HERMON-BELOT (Rita), *L'abbé Grégoire. La politique et la vérité*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.

511 AP

FONDS NIMIER

Dates extrêmes : 1927-1938.

Importance matérielle : 10 cartons (511 AP 1-10) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1989.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par N. Gastaldi, 1990, 3 p.

Notice biographique.

Originaire de Bretagne, Henri Nimier (1857-1938) fut médecin et inspecteur général des services de santé de l'armée, notamment en Indochine à la fin du XIX^e siècle et sur le front pendant la guerre de 1914-1918. À partir de 1927, date de sa mise à la retraite, il entreprit de tenir un journal qu'il poursuivit jusqu'au 7 octobre 1938, une semaine avant sa mort.

Présentation du contenu.

511 AP 1-10. Journal d'Henri Nimier : 15 registres et 4 liasses intitulés « Pensées et rêves », « Contemplations et rêveries », « Tristes réalités », « Pages d'histoire », « Crises et conférences », « Dirigeants et jeunesse », « Désordre mondial », « Communisme et fascisme », « Fin d'époque », « Ère nouvelle », « Fascisme-communisme », « Agitation sociale », « Pire-mieux », « Remontée-descente », « Folie mondiale », « Idéologies sociales », « Anxiété ». 1927-1938.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de l'état sommaire de N. Gastaldi.

512 AP

FONDS MIROMESNIL

Dates extrêmes : 1530-1892.

Importance matérielle : 46 cartons et 1 rouleau (512 AP 1-94) ; 6 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1990-1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par G. Lévesque, 2002, 82 p.

Notice biographique.

Gendre de Louis-Marie Duhamel, sieur de Bretteville, président au parlement de Rouen, lui-même premier président du parlement de Rouen en 1757, Armand-Thomas Hue de Miromesnil (1723-1796) fut exilé, ainsi que le corps qu'il présidait, par le chancelier de Maupeou, pour son opposition à la réforme parlementaire. Son parent, Maurepas, devenu ministre, le fit nommer garde des Sceaux (1774). Miromesnil combattit la politique de Turgot et celle de Necker, conserva la confiance du roi jusqu'à l'assemblée des notables de 1787 et fut alors remplacé par Lamoignon. Miromesnil se retira sur ses terres normandes. Sa fille, Anne-Angélique-Armande Hue de Miromesnil, épousa en 1796 Paul-Charles Cardin Le Bret, comte de Selles.

Historique de la conservation.

Le fonds Miromesnil provient en grande partie du château de Bretteville (c^{ne} de Saint-Clair-sur-les-Monts, Seine-Maritime), vendu par son propriétaire, descendant du frère de Miromesnil.

Présentation du contenu.

512 AP 1-45. Famille Hue de Miromesnil. 1590-1880.

1. Pierre Hue de Vertmanoir et de la Roque. 1590-1619.

2-44. Branche aînée : les Hue de la Roque et de Miromesnil. 1599-1880.

2. Les premiers Hue de la Roque. 1601-1634.

3-5. Thomas Hue, ses deux femmes et ses enfants. 1643-1749.

6-43. Armand Thomas Hue, marquis de Miromesnil, fils de Thomas Hue, et ses enfants, dont Angélique-Armande Hue de Miromesnil, épouse de Paul-Charles Cardin Le Bret, comte de Selles. 1672-1828.

44. Descendance de Nicolas-Thomas Hue, frère cadet d'Armand Thomas Hue. 1799-1880.

45. Branches cadettes : les Hue de Vertmanoir et les Hue de Trourie. 1592-1654.

512 AP 46-67. Familles alliées, dont famille Duhamel. 1540-1828.

512 AP 68-94. Archives domaniales, concernant notamment la terre de Bretteville. 1530-1892.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 17, 1989, col. 1418-1419.

513 AP

CHARTRIER DE TOURNON

Dates extrêmes : XIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 75 cartons (513 AP 1-155) ; 14,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1990.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. Sibille et S. Hilaireau, 2002-2003, 165 p.

Notice historique.

Originnaire du Vivarais, la famille de Tournon serait attestée depuis 1188, date de l'hommage lige rendu par Odon de Tournon à Philippe Auguste. Les domaines des seigneurs de Tournon s'étendirent aux XII^e-XIII^e siècles à la terre de Saint-Victor dans le haut Vivarais, par le double mariage de deux seigneurs de Tournon avec des filles de la maison de Sabran. Au XIV^e siècle, Guidon de Tournon adhéra à l'appel du roi Philippe le Bel excommunié par Boniface VIII et combattit lors de la guerre de Flandre.

Cette maison se divisa en deux branches à partir des XVI^e-XVII^e siècles : la branche aînée des Tournon et la branche cadette des Tournon de Meyres en Vivarais, dont descendent les Tournon-Simiane en Provence, alliés entre autres aux Ligniville (Lorraine), aux Bouillon, aux Soubise-Rohan et aux Condé.

La famille de Tournon compta plusieurs hommes d'Église, dont le plus connu est le cardinal François de Tournon (1489-1562), archevêque d'Embrun (1517), de Bourges (1525), d'Auch (1537) et de Lyon (1551).

Présentation du contenu.

513 AP 1-54. Papiers familiaux. 1241-1952, s. d.

1. Généralités. 1854-1907, s. d.

2-10. Branche aînée : la famille de Tournon. 1241-1654, s. d.

11-37. Branche cadettes. 1494-1952, s. d.

11-22. Branche cadette de la famille de Tournon : les Tournon de Meyres.
1494-1789, s. d.

23-37. Branches cadette des Tournon de Meyres : les Tournon-Simiane.
1702-1952, s. d.

38-54. Familles alliées. 1342-1865, s. d.

55-154. Seigneuries des Tournon de Meyres et des Tournon-Simiane. 1277-1893, s. d.

55-149. Seigneuries du Vivarais. 1293-1893, s. d.

150-153. Seigneuries provençales. 1277-1830, s. d.

154. Autres biens. 1543-1601.

155. Documents sans lien avec le fonds. 1448-1781, s. d.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de l'Ardèche conservent le chartier de la branche Tournon-Arras (1 J 3), ainsi que le microfilm de plusieurs fonds intéressant les Tournon : archives du château d'Avrilly (1 Mi 686-695) ; parchemins du château du Vergier (Désaignes, 1 Mi 845) ; famille de Tournon (1 Mi 846-847). D'autre part, quelques documents sur les Tournon sont conservés dans les papiers Faure de Satillieu (61 J).

Bibliographie.

MAZON (A.), *Notes historiques sur Tournon et ses seigneurs*, Privas, Imprimerie centrale de l'Ardèche, 1908.

514 AP

FONDS CLAUDE AUREAU

Dates extrêmes : 1968-1990.

Importance matérielle : 641 cartons, 100 tubes de rouleaux, 2 rouleaux sans tube non cotés ; 120 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 1989-1995.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2010 ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par Cl. Aureau, 1989, 172 p.

Notice biographique.

Architecte diplômé par le gouvernement, Claude Aureau (né en 1923) a été architecte rapporteur à la commission régionale des opérations immobilières et de l'architecture de la région parisienne (1972-1978), inspecteur général des Bâtiments civils et palais nationaux, membre titulaire de la Commission supérieure des Monuments historiques à Paris (1981-1989), architecte en chef de la Préfecture de police et membre permanent de la commission centrale de sécurité du ministère de l'Intérieur (1979-1989).

A titre privé, Claude Aureau a été architecte de la caisse primaire centrale de Sécurité sociale de la région parisienne (1950-1982) et de la Compagnie générale transatlantique (1956-1970), puis de la Compagnie générale maritime (1970-1987).

Présentation du contenu.

Études, avant-projets, projets, rapports, plans relatifs aux travaux privés ou exécutés par Claude Aureau comme architecte des Bâtiments civils et palais nationaux, notamment pour les Archives nationales : Palais Soubise (Paris), Dépôt de microfilms d'Espéran à Saint-Gilles-du-Gard (1968-1990), Cité des archives contemporaines à Fontainebleau, Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence ; autres réalisations : lycée, CES et SES à Saint-Amand-Montrond (Cher), Palais de justice de Douai et office public des HLM de Roubaix (Nord), département informatique du ministère des Finances à Strasbourg (Bas-Rhin), Archives départementales de la Somme, direction régionale des affaires culturelles et hôtel des impôts à Amiens, à Paris : Cour des comptes, rue du Faubourg-Saint-Honoré, maison de retraite des Petites Sœurs des pauvres, avenue de Breteuil, Centre de Chaillot Galliera, foyer de jeunes travailleuses, rue de la Gare-de-Reuilly.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent le fonds de l'agence d'architecture des Archives nationales (sous-série AJ⁵⁴).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 145.

515 AP

FONDS PABLO PICASSO

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 359 cartons ; 25 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 1991 et achat, 1998.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé au musée Picasso (5 rue de Thorigny 75003 Paris).

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par L. Madeline, C. Sibille et S. Fresnault, 2002, 152 p. ; inv. de la correspondance générale (515 AP C1 à C178), par L. Madeline et S. Fresnault, 2005, 187 p.

Notice biographique.

Pablo Picasso est né à Malaga en 1881. Élève à l'École des beaux-arts de Barcelone, puis de Madrid, il séjourne à Paris (1900-1901), avant de s'y fixer en 1904, vers la fin de sa période dite « bleue » (*Maternité, Célestine*). La période « rose » (1904-1906) met en scène des acrobates délicatement stylisés (*Famille d'arlequins*). Les influences de l'art nègre et de Cézanne lui succèdent. *Les Demoiselles d'Avignon* (1907) ont été considérées comme le manifeste du cubisme. Le voyage à Rome de Picasso (1917), ses décors et costumes pour *Parade* de Cocteau et de Satie, puis son décor pour *le Tricorne* (1919) sont les principales étapes d'une manière plus classique. Puis il participe au surréalisme (*Jeu de ballon*, 1928) avant d'atteindre à un expressionnisme qui connaîtra son paroxysme dans la traduction des horreurs de la guerre civile d'Espagne (*Guernica*, 1937, *La femme qui pleure*, 1937). Retiré après la guerre à Golfe-Juan, puis à Vallauris, il y commence en 1947 ses travaux de céramique. Il compose des suites et variations sur des tableaux célèbres (*les Ménines*, 1957 ; *le Déjeuner sur l'herbe*, 1959-1961). Picasso meurt à Mougins en 1973.

Présentation du contenu.

- Série A. Papiers, objets, comptabilité et documentation personnels de Picasso. 1915-1964 et s. d.
- Série B. Écrits de Picasso : poèmes, signatures, croquis, pliages et lettres. 1911-1962 et s. d.
- Série C. Correspondance générale reçue par Picasso (classement alphabétique).
- Série D. Correspondance sérielle reçue par Picasso : cartes de visite, faire-part, cartes de vœux, cartes d'anniversaires, lettres d'admirateurs, de détracteurs, demandes d'œuvres, demandes d'autographes, demandes de conseils artistiques, demandes d'interviews, requêtes diverses, cartons d'invitation. 1913-1972.
- Série E. Œuvre artistique : demandes d'expertises, diffusion et exploitation de l'œuvre, gestion des ateliers et comptabilité fournisseurs, lettres reçues d'institutions culturelles. 1906-1970.
- Série F. Picasso et l'Espagne. 1930-1962.
- Série G. Picasso et la vie politique, syndicale et sociale : lettres reçues de partis politiques et de syndicats, de mouvements pour la paix et les droits de l'homme, d'associations caritatives, médicales, sportives et familiales. 1935-1970.

Série H. Documentation sur Picasso : maquettes de livres dédiés ou envoyés au peintre, collection de journaux, dossiers de presse, périodiques culturels. 1918-1973.

Bibliographie.

CABANNE (Pierre), *Le Siècle de Picasso*, Paris, Gallimard, 1992, 4 vol. (coll. *Folio*), t. I, *La naissance du cubisme (1881-1912)*, t. II, *L'époque des métamorphoses (1912-1937)*, t. III et IV, *Le Siècle de Picasso*.

BÉNÉZIT (E.), BUSSE (Jacques), *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs...*, Paris, Ernest Gründ, 1999, 14 vol., t. 11, p. 873-880.

Les archives de Picasso, catalogue de l'exposition au musée Picasso (22 octobre 2003-19 janvier 2004), Paris, Réunion des musées nationaux, 2003.

516 AP

FONDS HENRI BOURDEAU DE FONTENAY

Dates extrêmes : 1920-1969.

Importance matérielle : 12 dimabs et 1 carton (516 AP 1-13) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Élisabeth Bourdeau de Fontenay, 1991.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (516 AP 1-8), 5 p.

Notice biographique.

Engagé volontaire en 1917, Henri Bourdeau de Fontenay (1900-1969) participa à la campagne de Syrie-Liban en 1919. Avocat au barreau de Paris de 1928 à 1944, il fut également secrétaire de la Conférence du stage des avocats à la Cour d'appel de Paris en 1929-1930. Après avoir servi en 1939-1940 comme capitaine de réserve, Henri Bourdeau de Fontenay s'engagea dans la Résistance : membre du comité directeur de « Ceux de la Résistance », il fut nommé commissaire régional de la République à Rouen en 1944 et fit partie du comité parisien de la Libération nationale. Il fut le premier directeur de l'École nationale d'administration, créée en 1946. Conseiller d'État à partir de 1963, il fut également membre du Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, commandeur de la Légion d'honneur, du Mérite agricole et de l'Etoile noire. Henri Bourdeau de Fontenay participa ès-qualité à de nombreux conseils et comités concernant la fonction publique et l'étude de l'administration publique et des sciences politiques en France et à l'étranger (il s'intéressa notamment à l'Union de l'Europe occidentale, organisation politique militaire européenne fondée par les accords de Paris du 3 octobre 1954). Il fut enfin membre de la Commission française pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et du Centre national de la recherche scientifique.

Présentation du contenu.

- 516 AP 1. Carrière et papiers personnels. 1940-1969.
 - Campagne de Syrie et du Liban. 1919-1920.
 - Avocat au barreau de Paris. 1928-1944.
 - Résistant (pseudonyme : Seguin) et commissaire régional clandestin de la République à Rouen. 1944.
 - Commissaire régional officiel de la République à Rouen. 29 août 1944-31 mars 1946.
- 2-6. Premier directeur de l'École nationale d'administration. 1946-1963.
- 7-8. Relations internationales : Europe, Afrique, Amérique, Asie. 1946-1966.
9. Fichier d'adresses.
 - Cinq albums de photographies.
 - Rapports ou brouillons de rapports au Conseil d'État. 1963-1964.
10. Associations (Combattants volontaires de la résistance, Comité d'action de la Résistance, Anciens des réseaux de la France combattante, Amicale des magistrats résistants, Comité Pierre de Coubertin) et commémorations (21^e

- anniversaire de la Libération à Rouen). 1960-1968.
11. Associations, conseils, comités, fondations, instituts. 1957-1968.
 12. Union de l'Europe occidentale : comptes rendus de réunions, notes d'organisation et de fonctionnement, étude sur l'organisation politique, administrative et judiciaire des États-membres. 1956-1967.
Unesco : enquête sur l'opportunité de donner une formation commune aux candidats à la Fonction publique internationale, 12^e conférence générale de 1962, comités « Éducation », « Jeunesse », « Orient-Occident », « Sciences sociales ». 1956-1969.
 13. C.N.R.S. : rapports de conjoncture et d'activités, notes sur les services et les laboratoires, correspondance et notes de travail 1959-1963.

Bibliographie.

Who's who, 1967-1968, p. 184.

517 AP

FONDS AMIRAL GEORGES THIERRY D'ARGENLIEU

Dates extrêmes : 1926-1964.

Importance matérielle : 64 cartons (517 AP 1-64) ; 9 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 30 mai 1991.

Conditions d'accès : ensemble du fonds sur autorisation et 517 AP 33 sur dérogation.

Instrument de recherche : M.-F. Limon, *Papiers Georges Thierry d'Argenlieu (517 AP)*.

Inventaire, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2001, 86 p.

Notice biographique.

Après des études au collège Stanislas et au lycée Saint-Charles de Saint-Brieuc, Georges Thierry d'Argenlieu (1889-1964) entra à l'École navale. En 1911, l'enseigne de vaisseau d'Argenlieu prit part au Maroc à la première guerre de sa vie. Il y fit connaissance de Lyautey. En 1920, jeune lieutenant de vaisseau depuis 1917 en poste à l'état-major de l'amiral Lacaze, préfet maritime à Toulon, il quitta l'uniforme et entra dans l'ordre des Carmes. Le second conflit mondial le rappela sous les drapeaux. Il rejoignit en 1939 l'état-major de Cherbourg avec le grade de capitaine de corvette. Fait prisonnier, il s'évada du camion qui le conduisait vers l'Allemagne. En 1940, il rejoignit à Londres de Gaulle, qui le nomma haut-commissaire pour le Pacifique en 1941. Commandant des Forces navales françaises libres en Grande-Bretagne en 1943, chef de la mission navale du 19 juillet 1943 au 18 août 1944, Thierry d'Argenlieu conduisit de Gaulle en France à bord de La Combattante et entra le 25 août 1944 à Paris à ses côtés. Amiral Nord et chef d'état-major général adjoint (19 août 1944-9 avril 1945), il prit provisoirement en main le commandement de la marine nationale. Il fut promu vice-amiral en décembre 1944. Vice-président du Conseil supérieur de la marine et inspecteur général des forces maritimes, l'amiral Thierry d'Argenlieu fut nommé par de Gaulle haut-commissaire en Indochine, en août 1944. Il reprit ensuite la vie monastique.

Présentation du contenu.

517 AP 1-5. Papiers personnels de Thierry d'Argenlieu.

517 AP 6-29. La Seconde Guerre mondiale.

6. Revue de presse consacrée à Thierry d'Argenlieu pendant la Seconde Guerre mondiale.

7. Missions de Thierry d'Argenlieu antérieures à sa nomination de haut-commissaire dans le Pacifique.

8-20. Thierry d'Argenlieu haut-commissaire pour le Pacifique. 1941-1943.

21-26. Missions de Thierry d'Argenlieu, de son retour du Pacifique à la fin de la Seconde Guerre mondiale. 1943-1945.

27-29. Documentation de Thierry d'Argenlieu relative au Pacifique et à la France libre.

517 AP 30-64. L'après-guerre.

30-56. L'Indochine et ses suites.

30-43. Thierry d'Argenlieu haut-commissaire de France en Indochine.

- 1945-1947.
- 44-49. Documentation de Thierry d'Argenlieu relative à l'Indochine.
 - 50-56. Correspondance reçue et envoyée par l'amiral après son retour d'Indochine.
 - 57-64. Thierry d'Argenlieu et la mise en forme de ses souvenirs.
 - 57-59. Écrits et conférences de Thierry d'Argenlieu.
 - 60-64. Souvenirs de guerre et autres articles recueillis par Thierry d'Argenlieu comme documentation dans la presse d'après-guerre.

Sources complémentaires.

Voir l'introduction du répertoire numérique de M.-F. Limon (2001), p. 18-23.

Bibliographie.

Introduction du répertoire numérique de M.-F. Limon (2001), p. 7-28.

518 AP

FONDS MARCEL-EDMOND NAEGELEN

Dates extrêmes : 1939-1966.

Importance matérielle : 14 cartons (518 AP 1-14) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Turluer, 1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 4 p.

Notice biographique.

Normalien, Marcel-Edmond Naegelen (1892-1978) enseigna à l'école normale de Strasbourg. Il s'engagea dans la Résistance au sein du réseau Combat. À la Libération, il fut président de la Haute-Cour de justice. Élu à la S.F.I.O., il fut appelé au gouvernement de 1946 à 1948 comme ministre de l'Éducation nationale pour épurer et réorganiser le système scolaire français.

En 1948, il devint gouverneur général de l'Algérie en remplacement d'Yves Chataigneau, jugé sur place trop libéral. Il pratiqua d'abord une politique d'intégration et d'apaisement, retouchant le statut de 1947, réformant la filière scolaire cloisonnée entre musulmans et européens. Ce fut un échec, les concessions irritant la population pied-noir et ne satisfaisant pas les revendications des nationalistes ; Marcel-Edmond Naegelen fut rappelé en 1951. Il fut élu député des Basses-Alpes la même année. En 1953, il fut candidat à la présidence de la République et réunit 328 voix (contre 477 à René Coty), dont celles du P.C. En 1954, il refusa le poste de résident général au Maroc et prit par la suite des positions favorables à l'Algérie française.

Membre de l'Académie des sciences coloniales, Marcel-Edmond Naegelen fut l'auteur de très nombreux ouvrages historiques.

Présentation du contenu.

518 AP 1. Papiers personnels.

2-4. Publications de Naegelen. 1956-1966

5. Gouverneur général de l'Algérie. Février 1948-avril 1951.

6. Mission pour l'installation en Dordogne de la population de Strasbourg évacuée. 1939.

Voyage en Algérie comme ministre de l'Éducation nationale. Mars 1947.

Député et conseiller général des Basses-Alpes. 1951-1958.

Candidat à la présidence de la République. 23 décembre 1953.

Membre de l'Académie des sciences coloniales. Décembre 1952.

Zones géopolitiques et pays divers : Europe, Allemagne, Indochine, Maroc, Pologne, Sahara, U.R.S.S., Yougoslavie.

7. Dossiers thématiques.

8-11. Algérie.

12-14. Photographies.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 827.

519 AP

FONDS ROBERT BICHET

Dates extrêmes : 1946-1970.

Importance matérielle : 15 cartons (519 AP 1-16) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Robert Bichet, 1991-1993.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M.-T. Chabord [1991-1993], 4 p.

Notice biographique.

Robert Bichet (1903-2000), ingénieur des arts et métiers, prit part à la Résistance. Avec P.-H. Teitgen et Francisque Gay, il organisa l'information clandestine en Bourgogne et en Franche-Comté, assura la parution et la diffusion du journal *Résistance* et fut correspondant des *Cahiers du Témoignage chrétien*. Au sein du Comité départemental de la Libération du Doubs, il représenta les démocrates chrétiens. À la Libération, il fut directeur régional de l'Information à Dijon puis secrétaire général du Mouvement républicain populaire. Il fut nommé à la tête des services de l'Information par le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République. Il fut secrétaire d'État à l'Information dans le cabinet de Georges Bidault, de juin à novembre 1946, et fut à l'origine de la « loi Bichet » de 1947 qui régit encore les messageries de presse.

Député de Seine-et-Oise de 1945 à 1958, Robert Bichet présida la commission de la productivité de l'Assemblée nationale. Conseiller municipal puis maire et conseiller général d'Ermont (Val-d'Oise) de 1953 à 1971, il fut membre du conseil régional d'Ile-de-France. Il milita dès 1947 en faveur de la construction européenne. Délégué français à l'assemblée européenne de Strasbourg, il en fut vice-président de 1949 à 1959 et il fut l'un des créateurs du drapeau européen. Il présida également le Conseil supérieur du pétrole de 1953 à 1960. En 1947, Robert Bichet avait fondé l'association « Nouvelles équipes internationales-Union internationale des démocrates chrétiens », qui succéda aux « Nouvelles équipes françaises » fondées avant 1939 par Georges Bidault.

Présentation du contenu.

- 519 AP 1. Documents généraux concernant Robert Bichet.
2. Secrétaire d'État à l'Information. 1946.
3. Information et presse. 1946-1950.
4. Réunion générale des attachés d'information à l'étranger. Paris, 27 mai-5 juin 1947.
5. Réformes : propositions diverses et interventions de Robert Bichet. 1948-1962.
6. Résistance.
Gouvernement Pfimlin et arrivée de De Gaulle. 28 mai-1^{er} juin 1958.
Regroupement des partis, mouvements, clubs. 1963-1970.
7. Conseil supérieur du pétrole. 1952-1955.
8. Nouvelles équipes françaises.
- 9-10. Nouvelles équipes internationales. 1947-1960.

- 11-12. Secrétaire général du Mouvement républicain populaire (M.R.P.). 1944-1959.
13-16. Europe : brochures imprimées diverses. 1951-1965.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 761.

520 AP

FONDS HENRI PIÉRON

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 51 cartons (520 AP 1-51) ; 7,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par T. Charmasson et F. Parot, 1989, 79 p.

Notice biographique.

Après des études de philosophie, Henri Piéron (1881-1964) fut, en 1908, un des fondateurs de la Société clinique de médecine mentale. Tout en s'initiant à la recherche expérimentale au laboratoire de psychologie physiologique que dirigeait Alfred Binet à la Sorbonne, puis, dès 1901, au laboratoire de psychologie expérimentale de Villejuif, Piéron commença des études de physiologie, qui aboutirent à une thèse de sciences naturelles en 1912. La même année, Piéron fut nommé directeur du laboratoire de psychologie physiologique de la Sorbonne. En 1920, il obtint la création de l'Institut de psychologie, premier institut d'université en France. Piéron devint, en 1923, titulaire au Collège de France de la chaire de physiologie des sensations créée pour lui. Autour de cette chaire, il organisa un laboratoire auquel fut rattaché en 1926 le laboratoire de l'École pratique des hautes études. En 1937, Piéron devint président de la section des sciences naturelles de l'E.P.H.E. Avant 1939, il participa à la constitution progressive du C.N.R.S. aux côtés de Jean Perrin. En 1940, il dirigea à Paris le laboratoire de biométrie humaine et l'institut Marey. Il présida également l'Association française pour l'avancement des sciences. En 1944, il prépara avec Wallon un projet de réforme de l'enseignement en France. Les deux grands ouvrages de synthèse d'Henri Piéron, *La sensation guide de vie* et *De l'actinie à l'homme* parurent en 1945 et 1958.

Présentation du contenu.

- 520 AP 1-3. Études et carrière, agendas et carnets, commémorations. 1895-1981.
- 4-9. Correspondance. 1902-1964.
- 10-19. Dossiers administratifs. 1917-1958.
- 19-21. Photographies.
- 22-23. Travaux d'Henri Piéron, textes et manuscrits. 1908-1964.
- 24-43. Notes et documents de travail (à partir de 1885, la plupart de ceux-ci n'étant pas datés).
- 44. Archives d'Alfred Binet (1890-1896).
- 45. Dessins d'Henri Piéron ; travaux d'Alfred Binet et de ses collaborateurs. 1874-1902.
- 47. Diplômes d'Henri Piéron.
- 48. Photographies et dessins (hors format).
- 49-51. Documents communiqués par Yves Gallifret, collaborateur d'Henri Piéron. 1837-1964.

Sources complémentaires.

Trente cartons comprenant la correspondance reçue par Henri Piéron, des notes manuscrites, des schémas et des coupures de presse, ainsi que 200 tirés à part sont conservés à la Bibliothèque Henri-Piéron (annexe de la Bibliothèque de l'université Paris V René-Descartes).

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique de Th. Charmasson et F. Parot.

PAROT (Françoise), « Les archives d'Henri Piéron », dans *La Gazette des archives*, revue trimestrielle de l'Association des archivistes français, n° 145, 1989, p. 136-144.

521 AP

FONDS IGNACE MEYERSON

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 67 cartons (521 AP 1-67) ; 10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Claire Bresson, 12 février 1992.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

Instrument de recherche : rép. num. dact., par T. Charmasson, D. Deméllier, F. Parot et G. Vermès, 1992-1995, 143 p.

Notice biographique.

Originaire de Varsovie, Ignace Meyerson (1888-1983) arrive à Paris en 1906 et y retrouve son oncle Émile Meyerson, philosophe et historien des sciences. De 1907 à 1920, il poursuit des études de sciences naturelles, de médecine et de philosophie et développe des travaux de physiologie musculaire et nerveuse. En 1915, il entre comme interne dans les services de Ph. Chaslin et J. Nageotte à l'hôpital de la Salpêtrière. Il se lie à P. Curie et Ch. Seignobos. Inscrit au parti socialiste en 1908, il noue des liens étroits avec Victor Basch et Jeannette Halbwachs. À la fin de la guerre, Meyerson devient chef adjoint au laboratoire de psychologie de l'asile clinique de Sainte-Anne. Il remet en route le *Journal de psychologie* et est élu, en 1920, secrétaire de la Société française de psychologie (fonction qu'il exerce jusqu'en 1938) et secrétaire général de la Fédération des sociétés françaises des sciences philosophiques, historiques, philologiques et juridiques. En 1921, il est nommé chef de travaux au laboratoire de psychologie physiologique de l'École pratique des hautes études. En 1922, il commence la traduction de la *Traumdeutung* de S. Freud. Cette traduction est publiée en 1926. Naturalisé français en 1923, il devient directeur-adjoint au laboratoire de psychologie physiologique de l'École pratique des hautes études. Entre 1927 et 1938, il mène une série de recherches sur les grands singes au Muséum d'histoire naturelle et à l'Institut Pasteur. À partir de 1928, il est chargé de cours de psychologie à la Sorbonne.

Réfugié dès le début de la Seconde Guerre mondiale à Toulouse, il est détaché par le ministère pour enseigner la psychologie à la faculté des lettres. Relevé de ses fonctions le 19 décembre 1940, il continue clandestinement son enseignement et crée la Société toulousaine de psychologie comparative. Après l'invasion de la zone sud, il dirige le journal clandestin de l'Armée secrète du Sud-Ouest. À la fin de la guerre, il est réintégré et mis à disposition du recteur de Toulouse pour donner un enseignement à la faculté de lettres. En 1947, il soutient sa thèse de doctorat, *Les fonctions psychologiques et les œuvres*. En 1951, il est nommé directeur d'études à la 6^e section de l'École pratique des hautes études. Il y crée le Centre de recherches de psychologie comparative. Meyerson a également dirigé le *Journal de psychologie*, qui après la création de *Psychologie française*, en 1950, a cessé d'être l'organe de la Société de psychologie.

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré en 1992 au Centre des archives contemporaines, auj. Archives nationales (site de Fontainebleau), où il est conservé sous la cote versement n° 19920046.

Présentation du contenu.

- 521 AP 1. Formation, carrière et papiers personnels. 1888-1971.
 2. Carnets et agendas. 1909-1983.
 3. Correspondance. 1946-1984.
 - 4-5. Enseignement à l'université de Paris, puis de Toulouse. 1918-1951.
 - 6-17. Enseignement à l'École pratique des hautes études, 6^e section, puis à l'École des hautes études en sciences sociales. 1948-1983.
 18. Société de psychologie ; organisation de l'enseignement en psychologie (1948-1950) ; bibliographie de la philosophie ; Centre de synthèse (1947) ; Centre d'études sociologiques (1947-1951) ; Institut français de sociologie (1947-1959) ; documents à caractère politique (1945-1956).
 - 19-21. Centre de recherche de psychologie comparative. 1953-1981.
 22. Notes prises à des cours (ordre alphabétique des professeurs). 1910-1935.
 - 23-24. Thèse « Les fonctions psychologiques et les œuvres ».
 - 25-28. Dossiers de préparation d'articles (par ordre chronologique de parution) ; textes inédits. 1914-1975.
 29. Dossiers de préparation : nécrologies ; comptes rendus ; communications, interventions, conférences (classées par ordre chronologique). 1923-1972.
 - 30-32. Colloques : « Les problèmes de la couleur », 1954 ; « Les problèmes de la personne », Royaumont, 1960 ; « Les signes et les systèmes de signes », Royaumont, 1962.
 - 35-42. Notes de lecture et de travail.
 43. Étude des singes ; protocoles d'observation ; expériences de contrôle ; articles et comptes rendus d'autres qu'Ignace Meyerson pour le *Journal de psychologie* ; articles ou projets d'articles d'auteurs identifiés et non identifiés.
 44. Photographies et diplômes originaux.
 - 45-67. Correspondance.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de T. Charmasson, D. Deméllier, F. Parot et G. Vermès.

522 AP

FONDS BRANLY

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 28 cartons et 1 grand portefeuille (522 AP 1-26) ; 10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : donation des héritiers Branly, 1993-1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Élève de l'École normale supérieure, Édouard Branly (1844-1940) fut ensuite professeur au lycée de Bourges (1868), puis directeur adjoint du laboratoire de physique de la Sorbonne (1874-1875). Il avait obtenu le grade de docteur ès sciences en 1873. En 1875, il démissionna de l'Université pour rejoindre la nouvelle Université catholique de Paris, où il fit toute sa carrière. En 1882, il passa sa thèse en doctorat de médecine. Il se fit connaître par ses recherches sur la décharge électrique par les rayons violets, par les gaz et les corps incandescents. On lui doit surtout l'invention d'un radioconducteur ou « cohéreur » à la limaille (1890), organe principal des appareils de réception de la télégraphie sans fil.

En 1903, Édouard Branly obtint, avec Curie, le prix Osiris. En 1905, faisant une application de sa découverte sur le radioconducteur, il donna une solution générale au problème de la télémechanique. Outre des mémoires publiés dans des revues scientifiques, Édouard Branly a laissé un *Traité élémentaire d'électricité*, un *Traité élémentaire de physique* et un *Cours élémentaire de physique* (1895). Il fut élu membre de l'Académie des sciences en 1911.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 522 AP 1-2. Correspondance reçue.
- 3. Activités scientifiques de Branly.
- 4-5. Activités scientifiques de Branly, dont carnets et agendas de recherches.
- 6-8. Revues sur Édouard Branly.
 - Documentation sur la vie de Branly.
- 9. Institut catholique.
- 10-11. Défense de Branly (contestation de ses découvertes).
- 12. Branly et la médecine.
 - Expositions et musées.
 - Lycées portant le nom de Branly, plaques commémoratives, etc.
- 13. Saint-Quentin.
 - Édouard-Joseph Branly et Edgar Branly, père et frère d'Édouard Branly.
- 14. Cours de Branly.
 - Famille Lagarde (famille maternelle de Branly).
- 15-16. Famille Lagarde.
- 17-21. Coupures de presse sur Branly.
- 22. Revues et tirés à part sur Branly.

- Diplômes et titres de Branly.
Echantillon du papier peint de la chambre mortuaire de Branly.
23. Livre de comptes.
Pelurier. 1901-1902.
Faire-part de décès et signatures pour les funérailles officielles de Branly, le 30 mars 1940.
24. Diplômes, nominations à diverses académies scientifiques.
Conférences, notes de travaux scientifiques.
Notice d'emploi du poste de T.S.F. n° 52 Branly.
Brevets d'invention.
J.O. de l'Exposition de 1900.
Faire-part de décès et papiers personnels.
- 25-26. Cahiers de cours ou de notes.
1 grand portefeuille non coté.

Sources complémentaires.

Des appareils scientifiques d'Édouard Branly sont conservés au Musée de l'histoire de France, sous la cote AE VI^a 292^{1 à 12}, et au Musée Branly. Des archives d'Édouard Branly sont également conservées à l'Académie des sciences et à l'Institut catholique.

Bibliographie.

- PELLETIER (Gabriel) et QUINET (Jean), *Édouard Branly et la T.S.F.*, Paris, Seghers, 1962.
- MONOD-BROCA (Philippe), *Branly (1844-1940), au temps des ondes et des limailles*, Paris, Belin, 1990.
- Catalogue du Musée Branly, *Musée Branly. Appareils et matériaux d'expériences*, Paris, Association des amis d'Édouard Branly, 1997.

523 AP

FONDS THÉODULE DESLANDES

Dates extrêmes : 1897-1941.

Importance matérielle : 7 cartons (523 AP 1-7) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de mademoiselle Deslandes, 1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par A. Bodin, 1992, 5 p.

Notice biographique.

Ancien élève de l'École nationale d'agriculture de Grignon, Théodule Deslandes fut professeur à l'École nationale d'agriculture du Chesnoy (Loiret).

Présentation du contenu.

523 AP 1-7. Cours et notes de Théodule Deslandes. 1897-1941.

Sources complémentaires.

Le fonds de l'École d'agriculture de Grignon est conservé aux Archives nationales (site de Paris) en série 84 AJ.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique de A. Bodin.

524 AP

FONDS MOREAU

Dates extrêmes : 1846-1925.

Importance matérielle : 1 carton (524 AP 1) et 3 tiroirs de meuble à plans (524 AP 2-80) ; 3,98 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989-2001.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : répertoire méthodique, par Sonia Gaubert et Véronique Curthina, 53 p. avec index, dans *Archives d'architecture du xx^e siècle*, Liège, Mardaga, 1991, pp. 308-319.

Notice biographique.

Inspecteur des travaux de restauration de la cathédrale de Moulins en 1874, l'architecte Jean-Bélizaire Moreau (1828-1899) restaura de nombreux châteaux : Brézé (Maine-et-Loire, 1855), Saint-Aignan (Loir-et-Cher, 1873), Avrilly (Allier, 1874), Chazeuil (Allier, 1874), Cornillon (Gard, 1875), Paray-le-Frésil (Allier, 1876) et Montigny-le-Comte (Saône-et-Loire, 1877). Il construisit la salle d'asile du dixième arrondissement de Paris (1846) et la station de chemin de fer d'Orléans (1847).

Son fils, René Moreau (1858-1924), également architecte, participa à l'exposition des Beaux-Arts de Moulins, en 1896, comme secrétaire général de la Société d'émulation et des Beaux-Arts de cette ville. Président du comité de commémoration du centenaire de Théodore de Banville à Moulins en 1923, René Moreau dessina une plaque commémorative pour la maison du poète. Outre des restaurations de châteaux dans l'Allier (La Palice de 1856 à 1895, Contresol en 1882, La Presle en 1887), ses principales réalisations sont la construction de l'hôtel de la caisse d'épargne à Moulins (1898), de l'hôtel Carlton à Vichy (1906-1907) et du monument aux morts de Souvigny (Allier, 1922).

Présentation du contenu.

524 AP 1-80. Jean-Bélizaire et René Moreau : papiers personnels, projets et réalisations propres à l'un et à l'autre ou communs. 1846-1925.

Bibliographie.

« René Moreau », dans *Bulletin de la Société d'émulation du Bourbonnais. Bulletin mensuel de l'Association provinciale des architectes français*, Moulins, 1924, p. 318.

525 AP

FONDS FÉLIX DUMAIL

Dates extrêmes : 1909-1957.

Importance matérielle : 35 tiroirs de meubles à plans ; cartons, rouleaux, photographies ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt de François Dumail, petit-fils de l'architecte, avril 1990.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à l'Institut français d'architecture (127 rue de Tolbiac 75013 Paris).

Instrument de recherche : rép. sous forme de base de données.

Notice biographique.

Félix-Eugène-Pierre Dumail est né à Paris le 18 octobre 1883 et mort à Paris le 27 avril 1955. Élève de Scellier de Gisors et de Bernier à l'École des beaux-arts de Paris, il est architecte DPLG en 1908. Il s'associe avec Jean Hébrard, un camarade d'atelier, jusqu'au départ de ce dernier aux États-Unis en 1926. Avec Antonin Trévelas, ils gagnent le concours de la ville de Paris pour la construction d'habitations à bon marché (HBM) rue Marcadet (1913-1914). Dumail et Hébrard conçoivent ensuite la cité-jardin de Gennevilliers (1919-1938). Parallèlement, et sans doute par l'intermédiaire du frère de Jean, Ernest Hébrard, urbaniste chargé de la planification de plusieurs villes en Indochine, ils sont chargés de réaliser plusieurs succursales pour la Banque d'Indochine, dont celles de Hanoï (1923-1928) et de Saïgon (1924-1929).

Mais l'œuvre la plus importante de Félix Dumail est sans doute celle qu'il effectue, à partir de 1921, pour l'Office public d'habitations à bon marché de la Seine (OPHBMS), dont il devient architecte-directeur. C'est à ce titre qu'il construit la remarquable cité-jardin du Pré-Saint-Gervais (1927-1954) et son groupe scolaire Jean-Jaurès (1930-1935), un groupe d'habitations à bon marché à Saint-Mandé (1930-1940), la cité-jardin de Dugny (1930-1954), la cité-jardin Henri-Sellier à Suresnes (1938-1958).

Rationaliste et moderne il est membre, dès janvier 1933, du comité de patronage de la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, qui publie ses réalisations. Conseiller technique auprès du conseil supérieur des HBM, il est par ailleurs sollicité dans plusieurs commissions techniques ministérielles.

Après la guerre, il partage avec Jean Dubuisson la conception du SHAPE Village, construit pour le quartier général suprême des Forces alliées en Europe, à Saint-Germain-en-Laye (1951-1952).

Il est aussi professeur à l'ENSBA avec Auguste Perret et André Remondet.

Présentation du contenu.

Le fonds représente toute la carrière de l'architecte de sa formation à sa mort (de 1905 à 1955). Très riche en documents graphiques, il contient peu de pièces écrites sur les projets (sauf sur la cité-jardin de Gennevilliers). Il met en valeur l'activité de Dumail en tant qu'architecte des HBM.

Sources complémentaires.

Des documents sur les HBM sont conservés aux Archives nationales (site de Paris) sous les cotes F² 2784 à 2795 et aux Archives de Paris sous la cote V M 59

Bibliographie.

Félix Dumail 1883-1955, bulletin d'informations mensuel de la SADG, juin 1955, n° 38.

PERLÈS (Valérie), dir., *Le Pré, entre Paris et banlieue: histoire(s) du Pré-Saint-Gervais*, Paris, Créaphis, 2005.

526 AP

FONDS GEORGES-RAYMOND BARBAUD ET ÉDOUARD BAUHAIN

Dates extrêmes : 1896-1936.

Importance matérielle : rouleaux, 1 tiroir de meubles à plans, 1 album-classeur (526 AP 1-18 et 20) ; 6,49 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Gilles Plum, 1997-2001.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : rép. num., 2001.

Notice biographique.

Architecte issu d'une famille de magistrats, Georges-Raymond Barbaud (1860-1927) s'initia aux arts du dessin et de la pierre dans différents ateliers parisiens de 1883 à 1890. Il réalisa des maisons ouvrières, des immeubles de rapport à Paris et en banlieue, des pavillons aux expositions de Paris (1900), Gand, Liège (Belgique) et Turin (Italie). Il restaura et transforma des édifices religieux anciens : Notre-Dame de Chastres près de Cognac et Notre-Dame d'Obezine à Angoulême. Grande médaille d'or d'architecture au salon de 1891, Georges-Raymond Barbaud fut chargé d'enquêtes judiciaires ou officielles de 1905 à 1926.

Né en 1864, l'architecte Édouard Bauhain fut l'associé de Georges-Raymond Barbaud jusqu'en 1910.

Présentation du contenu.

526 AP 1-18, 20. Documents graphiques des architectes Barbaud et Bauhain. 1896-1928.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 5, 1951, col. 233-234.

527 AP

COTE VACANTE

528 AP

FONDS FERNAND POUILLON

Dates extrêmes : 1946-1984.

Importance matérielle : 7 portefeuilles, 30 cartons, 20 boîtes longues (528 AP) ; 35,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 2005.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : bordereau de dépôt en cours.

Notice biographique.

Né à Cancon (Lot-et-Garonne) le 14 mai 1912, Fernand Pouillon est admis à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Marseille en 1927, dans l'atelier de Gaston Castel ; il poursuit ses études à Paris, avec Paul Bigot. Il s'établit en Provence comme architecte dès 1934, mais ne passe son diplôme qu'en 1941, après sa démobilisation. Pendant la guerre, il collabore avec Eugène Baudouin au plan d'urbanisme de Marseille. A partir de 1948, il participe à la reconstruction du Vieux port (sous la direction d'André Leconte puis d'Auguste Perret) et réalise plusieurs équipements sur Marseille (La Tourette, station sanitaire, usine Nestlé, hôtel de police, bibliothèque universitaire) mais aussi à Aix-en-Provence (stade, faculté de droit, 200 logements), à Gardanne (cité-jardin), Toulon (Les Sablettes) et Avignon (La Croix-des-oiseaux). En 1953, il développe ses activités à Alger (cités de Diar-es-Saada, Diar-el-Mahçoul, Climat de France) et en Iran. En 1955 il fonde le Comptoir National du Logement chargé des opérations en région parisienne ; la faillite de la société en 1961 lui vaudra une condamnation à trois ans de prison, dont il sera amnistié en 1971. Il s'exile alors en Algérie où il contribue jusqu'en 1984 au développement des stations touristiques du pays (Moretti, Zéralda, Sidi-Ferruch, Tipaza). Il travaille aussi à Abidjan (logements), Ozoir-la-Ferrière (lotissement) et Paris (conservatoire de musique), tout en se consacrant à sa maison d'édition spécialisée en ouvrages d'art et à la rénovation du château de Belcastel (Aveyron). Il y meurt le 24 juillet 1986.

Présentation du contenu.

Archives produites dans le cadre des activités professionnelles de l'architecte Fernand Pouillon, entre 1946 et 1986. Les documents rassemblés ici ne donnent qu'un aperçu des multiples facettes d'un homme controversé, tout à la fois bâtisseur et écrivain (« Les pierres sauvages » en 1964, « Mémoires d'un architecte » en 1968), éditeur et collectionneur. Ses nombreux projets en France (Paris et sa banlieue, région Provence-Alpes-Côte-d'Azur) comme à l'étranger (Algérie, Iran, Côte-d'Ivoire) sont constitués de recueils de plans et de photographies, qui à défaut de dossiers complets, permettent de découvrir son travail. Son oeuvre reste marquée par la production en masse et à moindre coût de logements de qualité, grâce à l'emploi de la pierre et le souci du détail.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales des Bouches-du-Rhône conservent les fonds des architectes André Dunoyer de Segonzac (74 J) et René Egger (65 J).

Bibliographie.

VOLDMAN (Danièle), *Fernand Pouillon architecte*, Paris, Editions Payot & Rivages, 2006, 362 p.

Pantin, Montrouge, Boulogne-Billancourt, Meudon-la-Forêt : Fernand Pouillon architecte, sous la dir. de Jacques Lucan, Editions du Pavillon de l'Arsenal et Picard Editeur, 2003, 198 p.

529 AP

COTE VACANTE

530 AP

FONDS GERMAIN GRANGE

Dates extrêmes : 1930-1972.

Importance matérielle : 143 cartons (530 AP 1-361), 14 boîtes longues (530 AP 362-449) ; 20,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1980.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par V. Salze, 2008, 105 p.

Notice biographique.

Né à Vienne (Isère) le 17 août 1897, Germain Grange est admis à l'École nationale supérieure des beaux-arts en juillet 1914 et s'inscrit dans l'atelier dirigé par Louis Bernier. Mobilisé, il ne réintègre l'École qu'en 1919. L'atelier de Louis Bernier, décédé en 1919, est alors repris par Emmanuel Pontremoli. Germain Grange est admis en première classe d'architecture en 1921, obtient son diplôme d'architecte le 8 novembre 1927 et remporte le Premier second grand prix de Rome en 1929. Il est nommé architecte voyer de la ville de Paris en 1932 puis architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux en 1945. Il participe aux principaux concours publics ouverts pour l'Exposition internationale de 1937 et remporte en 1938 le concours pour la création de l'hôpital de Vienne. Il construit différents établissements scolaires dans la région parisienne : les lycées de Montgeron et de Savigny-sur-Orge dans l'Essonne, de la porte de Vanves à Paris (quatorzième arrondissement) ; un groupe scolaire à Pantin ; un centre scolaire d'éducation physique porte de Clichy à Paris (dix-septième arrondissement). Il réalise également des logements H.L.M à Paris, Boulogne et Montgeron. Il est aussi l'architecte du Centre national de la recherche scientifique, il intervient à ce titre sur les sites de Paris, Ivry-sur-seine, Vitry-sur-Seine et Gif-sur-Yvette. Retraité en 1965, il est décédé à son domicile de Chartrettes (Seine-et-Marne) le 27 août 1975.

Présentation du contenu.

Archives produites dans le cadre des activités professionnelles de l'architecte Germain Grange, en France, entre 1930 et 1972. Documents concernant la construction ou la transformation d'édifices et l'aménagement ou l'entretien de bâtiments, organisés en deux parties distinctes : dossiers (530 AP 1-361) puis rouleaux de plans (530 AP 362-449).

Sources complémentaires.

200 pièces provenant du fonds Germain Grange sont conservées à l'Institut français d'architecture à Paris.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 155.

531 AP

FONDS GUILLAUME JANNEAU

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 17 cartons (531 AP 1-17) ; 2,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., 3 p.

Notice biographique.

Diplômé de l'École du Louvre, Guillaume Janneau (1887-1968) fut inspecteur adjoint puis inspecteur des Monuments historiques, administrateur général du Mobilier national et des manufactures nationales de Beauvais et des Gobelins, puis de Sèvres, professeur titulaire (jusqu'en 1958) puis professeur honoraire de la chaire d'art appliqué au Conservatoire national des arts et métiers. Guillaume Janneau a laissé une *Histoire des arts techniques*. Il collabora également à diverses revues d'art de mobilier, tapisserie, peinture, styles.

Présentation du contenu.

531 AP 1-17. Épreuves photographiques de tapisseries, d'armoires, de boiseries, de buffets, de tables, de coffres, de commodes, d'estampilles et de retables.
Études sur « le meuble de menuiserie », « la bourgeoisie, le mobilier, l'armoire... », « le pragmatisme des métiers d'art »... Notes manuscrites sur la terminologie, les procédés, la matière et l'emploi des matériaux.
Cours du Conservatoire et notes correspondantes.
Fiches concernant l'architecture, le théâtre, l'art.
Exemplaires des revues : *Le Ruban rouge*, et *Meubles et décors*.

Bibliographie.

Who's who, 1967-1968, p. 733.

532 AP

FONDS ANCELET ET GERHARDT

Dates extrêmes : dernier quart du XIX^e siècle-1945.

Importance matérielle : 23 cartons, 3 portefeuilles (532 AP) ; 6,42 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Gabriel-Auguste Ancelet (1829-1895) et Gustave-Adolphe Gerhardt furent architectes en chef des Bâtiments civils et palais nationaux, chargés notamment des travaux du Conservatoire national des arts et métiers.

Gabriel Ancelet suivit les cours de l'École des beaux-arts de 1846 à 1851. Élève de Lequeux et de Baltard, il reçut, en 1851, le grand prix d'architecture pour un projet d'hospice dans les Alpes. Il fut nommé inspecteur des travaux des Archives nationales et de la Bibliothèque de l'Arsenal et attaché comme auditeur au Conseil des bâtiments civils en 1857, puis architecte du château de Pau en 1858. Il édifia plusieurs immeubles à Biarritz, dont celui d'habitation de l'Empereur et le château d'Artagea pour l'impératrice Eugénie. Architecte du palais de Compiègne en 1864, il devint architecte du Conservatoire des arts et métiers en 1872 et professeur de dessin ornemental à l'École des beaux-arts en 1873.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Documents graphiques, comptables et administratifs issus du fonds d'archives de l'agence d'architecture du Conservatoire national des arts et métiers et concernant les bâtiments du Conservatoire national des arts et métiers et ses dépendances : Institut national d'orientation professionnelle, Office national de la propriété industrielle.

Sources complémentaires.

Quelques papiers de Gabriel Ancelet sont conservés au musée d'Orsay.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 2, 1936, col. 787.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 145.

533 AP

FONDS ANDRÉ LURÇAT

Dates extrêmes : 1924-1969.

Importance matérielle : 39 tiroirs de meubles à plans (533 AP 1-719) ; 43 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à l'Institut français d'architecture (127 rue de Tolbiac 75013 Paris).

Instrument de recherche : inv. anal. des dossiers de plans (533 AP 1-332) et index dact., par B. Marbois et L. Pieuchot, 1986, 2 vol. non paginés.

Notice biographique.

Fils d'un receveur des Postes et Télégraphes, André Lurçat est né à Bruyères dans les Vosges en 1894. Après avoir fréquenté l'École des beaux-arts à Paris, il construit à partir de 1924, avec l'appui de son frère le peintre Jean Lurçat, un ensemble d'ateliers d'artistes qui fait de lui l'un des architectes modernes les plus en vue. Prenant position pour un modernisme modéré en 1929, André Lurçat édifie en 1933 pour la municipalité de Villejuif le groupe scolaire Karl-Marx. Fort de ce succès, il est invité à Moscou en 1934 et y travaille jusqu'en 1937.

Après avoir participé à la création du Front national des architectes résistants, André Lurçat est chargé en 1945 du plan de reconstruction de Maubeuge. Membre du conseil d'architecture du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, professeur à l'École nationale des arts décoratifs de Paris puis à l'École nationale supérieure des beaux-arts de 1945 à 1947, André Lurçat reçoit, après 1955, les commandes de municipalités de la banlieue parisienne. Il est architecte et urbaniste en chef de la ville de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Il est également urbaniste de plusieurs communes dans la région de Nancy.

André Lurçat est mort en 1970.

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré à l'Institut français d'architecture en 1993, sous le n° d'entrée 200 IFA.

Présentation du contenu.

533 AP 1-719. Documents de présentation (axonométries, perspectives) ou d'exécution : Seine-Saint-Denis, Meurthe-et-Moselle, région parisienne, Nord et autres départements.

Sources complémentaires.

Un fonds photographique Lurçat est conservé au Conservatoire national des arts et métiers.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 206.

534 AP

FONDS MAGNE

Dates extrêmes : 1873-1912.

Importance matérielle : 56 portefeuilles (534 AP 1-85) ; 15 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par A.M. Joly, 1997, 112 p.

Notice biographique.

La famille Magne compte plusieurs générations d'architectes : l'arrière-grand-père, Pierre, le grand-père, Auguste-Joseph, le père, Lucien, et le fils, Henri-Marcel.

Pierre Magne (1790-1871) fut élève de Percier et de l'École des beaux-arts. D'abord inspecteur des greniers de réserve à Paris, il devint ensuite architecte de la ville d'Etampes où il construisit une prison cellulaire, une maison de retraite et la sous-préfecture, et où il restaura l'hôtel de ville et l'église Notre-Dame.

Auguste-Joseph Magne (1816-1885) fut élève de Debret, de Guénepin et de l'École des beaux-arts. Il remporta, en 1838, le second grand prix d'architecture. Devenu, en 1830, architecte-voyer d'arrondissement de la Ville de Paris, il fut nommé inspecteur-voyer du septième arrondissement, en 1842, et inspecteur divisionnaire des travaux de la ville, en 1859. Il conserva ces fonctions jusqu'en 1869. Il édifia l'église Saint-Bernard de 1858 à 1861, dans le dix-huitième arrondissement, le nouveau Vaudeville de 1867 à 1869, le marché de la rue Nicolle de 1873 à 1875, celui de la rue Jean Nicot de 1874 à 1877, celui de l'Ave Maria en 1877-1878, enfin celui de la Chapelle en 1883. En outre, il avait élevé le théâtre d'Angers de 1868 à 1871 et la chapelle de l'hospice d'Albart (Cantal) de 1874 à 1885.

Lucien Magne (1849-1916) fut l'élève de son père Auguste Magne, de Daumet et de l'École des beaux-arts. Inspecteur des monuments de la Ville de Paris, il fut aussi architecte des Monuments historiques, architecte du diocèse de Poitiers ainsi que du département des Deux-Sèvres, professeur d'histoire générale de l'architecture à l'École des beaux-arts (1891), professeur d'art appliqué au Conservatoire des arts et métiers, membre de la Commission des Monuments historiques. Envoyé en mission en Grèce en 1894-1895, il fit partie de la Commission internationale instituée pour la conservation du Parthénon. Au cours de ses restaurations, il recueillit des fragments de vitraux anciens, qui le conduisirent à créer un musée du vitrail, installé en 1910 dans le palais du Trocadéro.

Artiste-décorateur, Henri-Marcel Magne (1877-1946) fut professeur suppléant du cours d'art appliqué aux métiers au Conservatoire national des arts et métiers et fut chargé par le ministère des Beaux-Arts d'une mission pour l'établissement du répertoire des anciennes peintures murales.

Présentation du contenu.

534 AP 1-85. Auguste Magne : chapelle-hospice d'Albart (commune de Sainte-Ilhde, Cantal) ; marchés à Paris.

Lucien Magne : cours donnés à l'École nationale supérieure des beaux-arts et au Conservatoire national des arts et métiers ; travaux de ses élèves ; églises : Bougival (Yvelines), Louhans (Saône-et-Loire), Fontevrault (Maine-et-Loire), clocher et chœur du Sacré-Cœur à Paris ; banques ; hôtel Pincé à Angers (Maine-et-Loire) ; hôpital d'Aurillac (Cantal) ; yacht privé.

Sources complémentaires.

3500 clichés et positifs concernant les cours d'art appliqué aux métiers de Lucien et de Henri-Marcel Magne et leurs voyages sont conservés au Conservatoire national des arts et métiers. Des pièces isolées d'Auguste et Lucien Magne sont conservées à l'Académie d'architecture de Paris, au musée d'Orsay et à l'Institut français d'architecture.

Le Musée des beaux-arts d'Angers et les Archives départementales de Maine-et-Loire détiennent des documents concernant Lucien Magne : collection de dessins et de photographies concernant les monuments restaurés du département, comme l'hôtel Pincé à Angers, la Tour Saint-Aubin, l'ancien hôpital Saint-Jean à Angers, l'abbaye de Fontevrault, Notre-Dame de Nantilly à Saumur, le château de Saumur et le château de Senaert (à Saint-Georges-sur-Loire).

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 149.

Le cabinet de l'architecte. Lucien Magne et la restauration des monuments angevins en 1900, catalogue d'exposition, Archives départementales de Maine-et-Loire, 17 septembre-12 novembre 1999.

535 AP

FONDS PERRET

Dates extrêmes : 1889-1954.

Importance matérielle : 64 tiroirs de meubles à plans (535 AP 1-711) ; 35 mètres linéaires, et 1,50 mètre linéaire d'étagères à rouleaux.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre, sauf 535 AP 420-426 et 544¹ ; fonds conservé à l'Institut français d'architecture (127 rue de Tolbiac 75013 Paris).

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 144 p. ; rép. méthodique dans « Les archives Perret », dans *Colonnes*, n° 7, décembre 1995, 52 p. (*Revue de l'Institut français d'architecture. Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle*).

Notice biographique.

Élève de Julien Guadet à l'École nationale supérieure des beaux-arts, Auguste Perret (1874-1954) fut architecte des Bâtiments civils et palais nationaux, architecte en chef de la reconstruction d'Amiens et du Havre, professeur à l'École spéciale d'architecture et directeur d'un atelier extérieur de l'École nationale supérieure des beaux-arts. Avec ses frères Gustave (1876-1952) et Claude (1880-1956), il créa une entreprise de béton armé associée à une agence d'architecture. Après la construction du casino de Saint-Malo en 1899 et du théâtre des Champs-Élysées en 1913, les frères Perret réalisèrent des œuvres majeures comme l'église Notre-Dame du Raincy en 1923, le Mobilier national en 1934 ou le Musée des Travaux publics, aujourd'hui Conseil économique et social, en 1937.

Historique de la conservation.

Le fonds a été transféré à l'Institut français d'architecture en 1991.

Présentation du contenu.

535 AP 1-711. Papiers personnels et travaux d'école (essentiellement ceux d'Auguste Perret). Documents relatifs aux activités des frères Perret dans le domaine de l'architecture et de l'entreprise : Amiens (1942-1953), Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'avions (1943-1957), Le Havre (1945-1955).

Paris : théâtre des Champs-Élysées (8^e arr.), 1910-1913 ; garde-meuble du Mobilier national aux Gobelins (13^e arr.), 1934-1936 ; Service technique des constructions navales (15^e arr.), 1928-1954 ; immeubles d'habitation 25 bis rue Franklin, 1903-1904, et 451-55, rue Raynouard (16^e arr.), 1929-1932 ; musée des Travaux publics (devenu Conseil économique et social) (16^e arr.), 1936-1938.

Seine-Saint-Denis : église Notre-Dame au Raincy, 1922-1923.

Sources complémentaires.

3000 clichés et 17 maquettes sont conservés au musée du Conservatoire national des arts et métiers.

Bibliographie.

GARGIANI (Roberto), *Auguste Perret*, Paris, Gallimard/Electra 1993, (coll. *Les grands maîtres de l'architecture*).

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 213.

Les frères Perret, l'œuvre complète. Les archives d'Auguste Perret (1874-1954) et Gustave Perret (1876-1952), architectes-entrepreneurs, sous la dir. de Maurice CULOT, David PEYCERÉ et Gilles RAGOT, Éd. Norma-IFA, 2000, 512 p., 1000 ill.

536 AP

FONDS DESTAILLEUR

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 76 boîtes et 38 portefeuilles (536 AP) ; 20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : état somm. dact., 5 p.

Notice biographique.

Hippolyte-Alexandre Destailleur (1822-1893) fut l'architecte du ministère de la Justice puis de l'hôtel des Monnaies. Il a construit ou restauré de nombreux châteaux, villégiatures et hôtels particuliers. Son fils, Walter-André (1867-1940), fut également architecte.

Présentation du contenu.

Classement topographique (Paris, province, étranger), sans distinction entre les auteurs ni entre les projets aboutis et abandonnés.

Dossiers de travaux à Paris (hôtels Crillon, de Lauzun, Biron ; cimetière du Père-Lachaise, etc.) ainsi que dans 16 départements français (en particulier : château d'Abondant en Eure-et-Loir, reconstructions dans l'Aisne après la Première Guerre mondiale). Pour l'étranger (Allemagne, Belgique, Égypte, Espagne, Grande-Bretagne), chapelle funéraire de Napoléon III à Farnborough, propriété de M. Bacos au Caire (Walter Destailleur, 1906), ou encore Waddisdon Manor.

Sources complémentaires.

Voir également le fonds Destailleur à l'Académie d'architecture, la collection H.-A. Destailleur à la Bibliothèque nationale de France, quelques documents de Walter-André Destailleur à l'Institut français d'architecture, et le fonds Hippolyte Destailleur à la Bibliothèque d'art de Berlin.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 153.

537 AP

FONDS GENUYS ET GOUT

Dates extrêmes : 1826-1925.

Importance matérielle : 2 cartons (537 AP) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1989.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : état somm. dact., 1 p.

Notice biographique.

Charles Genuys (1852-1928) fut architecte diocésain et architecte en chef des Monuments historiques. Élève de Laisné puis de l'École nationale des beaux-arts, Paul Gout (1852-1923) fut architecte en chef des Monuments historiques en 1879 et architecte diocésain de Soissons. Il construisit les séminaires de Paris, Quimper et Vannes, les châteaux de Loc-Dieu, Caylus et Malicorne, et restaura les cathédrales de Soissons, Troyes et Reims ainsi que le Mont-Saint-Michel (1898-1914).

Présentation du contenu.

Archives rassemblées par ces deux architectes :

- Genuys : documentation (gare du Nord par Hittorff, 1864), dessins et tableaux reçus par lui (en particulier cinq aquarelles signées de Baudot) ;
- Gout : plans et dessins d'églises de Paris et de Soissons, sans doute exécutés par Gout lui-même.

Sources complémentaires.

L'Institut français d'architecture conserve un fonds Genuys et un fonds Gout. Le fonds Magne (534 AP) complète le fonds Genuys et Gout dans la mesure où Genuys a travaillé avec Lucien Magne sur Saint-Pierre-de-Chaillet en 1883-1884.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 15, 1982, col. 1106.
GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 147.

538 AP

FONDS EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 109 cartons (538 AP 1-113) ; 22 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons, 1990-1992 et 2004.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 9 p. ; suppl. dact. (538 AP 111-113), par Pascal R. David, 2004, 1 p.

Notice biographique.

Ébéniste puis professeur de dessin, Eugène Petit (1907-1989) a acquis son surnom de Claudius dans la Résistance. Son action au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, de 1948 à 1953, s'est avant tout caractérisée par un effort de décentralisation et de déconcentration ; c'est également lui qui a lancé les premiers plans nationaux d'aménagement du territoire. Fervent européen, il démissionne du cabinet Mendès-France après l'échec de la Communauté européenne de défense en septembre 1954, et ne reviendra plus au gouvernement. Eugène Claudius-Petit, qui était l'un des fondateurs de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.), se rapproche des gaullistes après 1958, puis du centre droit (Progrès et démocratie moderne, Union centriste, puis Centre Démocratie et Progrès et enfin Centre des démocrates sociaux), s'intéressant surtout aux questions liées aux droits de l'homme et au logement social.

En 1959, Eugène Claudius-Petit est élu vice-président de l'Assemblée nationale. À partir des années 1960, il cumule les fonctions. Il est simultanément président de l'Union centrale des arts décoratifs et du Centre national d'études et d'initiatives du logement. Président du comité d'expansion de la Loire (1959-1973), il a recours, dans sa propre ville de Firminy, à des urbanistes et des architectes novateurs, tels Le Corbusier. Mais surtout, il fonde et préside la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés (Sonacotra) de 1956 à 1977. Au tout début des années 1960, celle-ci est submergée par le besoin en logement provisoire des rapatriés d'Algérie. Très rapidement, l'activité de la société se diversifie et passe du locatif aux cités de transit, du préfabriqué aux opérations d'accession à la propriété, du foyer pour travailleurs migrants, jeunes travailleurs ou personnes âgées aux opérations de rénovation urbaine ou de résorption de bidonvilles, comme celui de Nanterre, par exemple. Pour réaliser un tel travail, E. Claudius-Petit s'adjoint les services de sociétés HLM pour les régions dont les besoins sont plus importants. Cinq sociétés sont ainsi créées : « Logi-Est » à Metz, « Logirel » à Lyon, « Logirem » à Marseille, « Logirep » à Paris et « Logi-Ouest » à Angers. À soixante-dix ans, il quitte définitivement la Sonacotra. En 1978, il se retire de la vie politique, néanmoins il continue ponctuellement de se mêler de politique ou d'architecture. E. Claudius-Petit meurt à Paris le 24 octobre 1989.

Présentation du contenu.

- 538 AP 1. Archives personnelles.
- 2, 86, 98. Affaires d'Algérie. 1944-1979.

- 3-13. Minutes du courrier départ. 1955-1980.
- 14-15. Mouvement de Libération nationale. 1944-1945.
- 16-20, 111-113. Union démocratique et socialiste de la Résistance. 1947-1957.
- 21-32. Conférences, discours, exposés, articles d'E. Claudius-Petit. 1945-1977.
- 33-44. Dossiers de voyages d'Eugène Claudius-Petit, ministre et parlementaire. 1948-1974.
- 45-53. Élections dans la Loire (1948-1973) et à Paris (1973-1978).
- 54. Vice-président de l'Assemblée nationale. 1968-1971.
- 55-58. Président du groupe « Progrès et démocratie moderne » de l'Assemblée nationale. 1967-1973.
- 59-73, 80, 88-89. Débats parlementaires concernant notamment la construction et l'urbanisme, la lutte contre l'alcoolisme. 1946-1979.
- 74-76, 94, 106-107. Dossiers de documentation comportant de la correspondance, des notes et des coupures de presse.
- 85, 102, 103. Dossiers individuels de correspondance (classement par correspondant). 1950-1978.
- 77-78, 80, 82-83, 93, 100, 108. Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme : aménagement du territoire et problèmes du logement.
- 79, 83, 86, 91-92, 95-96, 101, 103-105. Député de la Loire et maire de Firminy : problèmes d'urbanisme.
- 75, 98. Président de l'Union centrale des arts décoratifs. 1961-1979.
- 81, 84, 90, 97, 99. Archives provenant de la Sonacotra. Administration et direction de la Sonacotra, relations avec les « Logi » et différentes associations.
- 109. Numéros d'*Opinions*, journal dirigé par Claudius-Petit, n° 1-270. Mars 1949-mars 1965.
- Numéros du journal *Parallèles*. Mars 1951-février 1952.
- 110. Affiches d'après-guerre : du Mouvement de libération nationale (M.L.N.), de l'U.D.S.R., de la Libération en général.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent, en outre, six petits cartons d'enregistrements audiovisuels et de films intéressant Claudius-Petit.

Le fonds Jacques Bador, conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient des documents provenant d'Eugène Claudius-Petit (627 AP).

Les archives de la Loire conservent un fonds Claudius-Petit, sous la cote 120 J.

Bibliographie.

- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 774.
- POUVREAU (Benoît), *E. Claudius-Petit, un politique en architecture*, mémoire de formation doctorale en histoire de l'art, sous la dir. de G. Monnier, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 1995.

539 AP

FONDS JEAN DONNEDIEU DE VABRES

Dates extrêmes : 1944-1974.

Importance matérielle : 16 cartons (539 AP 1-16) ; 1,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1990.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par P. Gillet, 1995, 6 p.

Notice biographique.

Licencié en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, Jean Donnedieu de Vabres (né en 1918) fut auditeur au Conseil d'État (1941) puis maître des requêtes (1946) et conseiller d'État (1963). Chargé de mission au cabinet du président du Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.) (1944-1946), il devint ensuite conseiller juridique et de législation du gouvernement tunisien (1946-1949), commissaire du gouvernement auprès de la section du contentieux du Conseil d'État (1951-1954), directeur de cabinet du ministre des Affaires marocaines et tunisiennes (1955-1956) et conseiller juridique de l'Organisation commune des régions sahariennes (1957).

Maître de conférences à l'École nationale d'administration et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Jean Donnedieu de Vabres fut directeur de cabinet de Pierre Guillaumat (ministre des Armées, 1958-1960, puis ministre délégué auprès du Premier ministre, avril-novembre 1962), directeur de cabinet de Georges Pompidou (Premier ministre, avril-novembre 1962), secrétaire général adjoint de la Défense nationale (1962) et secrétaire général du gouvernement (1964-1974). Président de la Commission des opérations de Bourse (1974-1980) et de la Commission de la concurrence (1980-1986), il fut aussi administrateur de la Société générale (1988-1997).

Présentation du contenu.

- 539 AP 1-2. Chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.). 1944-1946.
- 3. Directeur du cabinet de Pierre July, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes. 1955.
- 4. Directeur du cabinet de Pierre Guillaumat, ministre des Armées puis ministre délégué auprès du Premier ministre. 1958-1962.
- 5. Directeur du cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. 1962.
- 6-16. Secrétaire général du gouvernement. 1964-1974.
 - 6-14. Notes manuscrites prises par Jean Donnedieu de Vabres pendant les conseils des ministres. 1964-1974.
 - 15-16. Notes manuscrites prises par Jean Donnedieu de Vabres pendant les conseils restreints. 1964-1974.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 608.

540 AP

FONDS JEAN DANÉY DE MARCILLAC

Dates extrêmes : 1962-1977.

Importance matérielle : 53 cartons (540 AP 1-53) ; 6,75 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Daney de Marcillac, 1990.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969 1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoien et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Né en 1934, Jean Daney de Marcillac a été chargé de mission aux cabinets des ministres des Finances Valéry Giscard d'Estaing, de 1964 à janvier 1966, et Michel Debré, d'avril 1967 à juin 1968. Jean Daney de Marcillac a exercé des fonctions d'administrateur à l'Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) de 1966 à avril 1967, puis de juin 1968 à juillet 1969, avant d'être chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République de juillet 1969 à septembre 1972. De 1972 à 1977, il a occupé le poste de chef du service des affaires sociales au Commissariat général au Plan. Enfin, il a été inspecteur général de l'I.N.S.E.E., de 1989 à 1990.

Présentation du contenu.

- 540 AP 1-8. Au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances. 1964-1966.
 - 1-6. Dossiers de Bertrand Balaresque, chargé de mission. 1962-1964.
 - 1-4. Politique économique.
 - 5-6. IV^e Plan.
 - 7-8. Dossiers de Jean Daney de Marcillac, chargé de mission : V^e Plan.
- 540 AP 9-18. Au cabinet de Michel Debré, ministre des Finances. 1967-1968.
 - 9-17. Politique économique.
 - 18. VI^e Plan.
- 540 AP 19-20. Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.). 1966-1967 et 1968-1969.
- 540 AP 21-46. Secrétariat général de la Présidence de la République. 1969-1972.
 - 21-38. Politique économique.
 - 39-44. VI^e Plan.
 - 45-46. Projets de textes législatifs. Conférences de presse et discours de G. Pompidou. Notes du secrétariat général de la Présidence. Coupures de presse. 1969-1972.
- 540 AP 47. Au Commissariat général au Plan. 1972-1977.
- 540 AP 48-53. Centre national d'information pour la productivité des entreprises (C.N.I.P.E.), organisme rattaché au Commissariat au Plan.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. Bula.

541 AP I et II

FONDS DU CENTRE DES DÉMOCRATES SOCIAUX

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 156 cartons (541 AP 1-279) ; 93 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1988-2000.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice historique.

Parti politique centriste, le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) fut fondé le 23 mai 1976, à Rennes, par la fusion du Centre démocrate (C.D.), lui-même créé en 1966 par Jean Lecanuet (1920-1993) et Pierre Abelin (1909-1977), et du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.), créé en 1969 par Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. Dirigé par Jean Lecanuet (1976-1982), par Pierre Mehaignerie (1982-1984) puis par François Bayrou (1982-1994), le C.D.S. fut l'un des membres fondateurs de l'Union pour la démocratie française (U.D.F.) en 1978. Après avoir participé au gouvernement de la cohabitation (1986-1988), le C.D.S., réaffirmant ses positions centristes, prit ses distances avec le Rassemblement pour la République et une partie de l'U.D.F. Il créa ainsi un groupe parlementaire indépendant (l'Union du Centre) en 1988 et présenta sa propre liste, conduite par Simone Veil, aux élections européennes de 1989. Créée en novembre 1995 par François Bayrou, Force démocrate a remplacé le C.D.S. Force démocrate a elle-même été remplacée par la Nouvelle U.D.F. en 1998.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

541 AP I. Centre démocrate.

Comité d'études et de liaison des démocrates français. Comité d'entente centriste. Clubs « Démocratie nouvelle » et « Carrefours du Temps présent ». « Centre Démocratie et Progrès ». « Jeunes Démocrates ». « Femmes Démocrates ». Documents relatifs à l'organisation du parti et à l'activité de ses instances dirigeantes, photographies, publications, presse, dossiers thématiques, dossiers de colloques organisés par le C.D., dossiers du service de formation politique, déclarations et articles de membres du C.D., textes doctrinaux, dossiers d'élections et documents financiers (1966-1976).

541 AP II. Centre des démocrates sociaux.

Correspondance du président et du secrétaire du C.D.S., correspondance de Jean Lecanuet, de René Monory et de Pierre Abelin, revues de presse, dossiers sur les élections (1974-1989), dossiers de documentation sur différents sujets d'actualité, dossiers de commissions thématiques, dossiers de journées d'études et de colloques organisés par le C.D.S., communiqués, déclarations et articles, presse du C.D.S. (1976-1989).

Statuts, organisation, évolution générale du parti. 1977-1996.

Correspondance active et passive de François Bayrou, président du C.D.S.

(1994). Études sur l'évolution du C.D.S. de 1986 à 1992 ; comptes rendus des bureaux politiques (1989-1992). Comptes rendus de réunions du bureau politique du C.D.S. puis de Force démocrate (1989-1996), du bureau national de Force démocrate (1996-1998), du Conseil politique du C.D.S. (1981-1996), du Conseil national (1996-1997), du Collège exécutif (1996), du Secrétariat général (1994-1995), de la commission des conflits (1994-1995), de la commission des adhérents (1991) et du groupe de travail sur la formation (1996).
Dossiers de congrès nationaux : discours, documentation préparatoire, manifestes, communiqués (1980-1996).
Dossiers de Conventions nationales (1990) et des Journées parlementaires (1990-1994).
Circulaires destinées aux secrétaires fédéraux (1979-1992) ; chrono de la correspondance expédiée des chargés de mission auprès des fédérations (1989) ; comptes rendus de réunions des responsables nationaux et fédéraux (1991-1996).
Dossiers de réunions régionales de travail (1987-1988).
Élections présidentielles (1995), sénatoriales (1992-1994), cantonales (1993-1994), municipales (1989-1985).
Le C.D.S. et l'Europe : élections européennes, parti populaire européen (1986-1994).
Dossiers relatifs aux fédérations départementales du C.D.S. : lettres de militants, publications des fédérations, discours et déclarations de leaders (1990-1997).
Bulletins d'information, périodiques, brochures, manifestes, tracts d'adhésion au C.D.S.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives du Mouvement républicain populaire (350 AP), du Centre Démocratie et Progrès (420 AP) et de Pierre Abelin (586 AP).

Bibliographie.

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1995.

542 AP

FONDS ÉMILE OLLIVIER

Dates extrêmes : 1822-1945.

Importance matérielle : 56 cartons (542 AP 1-56) ; 5,65 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Madame Anne Troisier de Diaz et de M. Lachnitt, 1997-2000, complétés par des achats, 1995-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : Bertrand Joly, *Fonds Émile Ollivier (542 AP). Répertoire numérique détaillé*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2001, 111 p. ; 542 AP 55-56 : non classé.

Notice biographique.

Avocat, Émile Ollivier (1825-1913) fut élu député (1857) et siégea avec l'opposition républicaine (groupe des cinq : Darimon, J. Favre, Hénon, L.J.E. Picard) au sein du Corps législatif. L'orientation plus libérale du régime l'amena à se rallier à la politique impériale. Fondateur du Tiers Parti (1863), il prit position contre la politique autoritaire de Rouher. Après la démission de ce dernier (1869), il fut chargé par Napoléon III de former un nouveau ministère (début janvier 1870) et nommé lui-même ministre de la Justice et des Cultes. La tentative pour rétablir un régime vraiment parlementaire ne put sauver l'Empire en dépit du plébiscite apparemment favorable du 8 mai 1870. L'affaire Victor Noir, le développement des mouvements de grève (Aubin, Le Creusot) et surtout la détérioration des relations avec la Prusse en précipitèrent la chute. Après la déclaration de guerre (juillet 1870) et les premiers échecs de l'armée française devant les Prussiens, Émile Ollivier fut remplacé par Cousin-Montauban (9 août). Émigré en Italie, où il resta jusqu'en 1873, il a laissé plusieurs ouvrages sur le Second Empire : *Le Ministère du 2 janvier, 1875, L'Empire libéral, 1894-1902.*

Présentation du contenu.

542 AP 1-45. Émile Ollivier.

1. Démosthène (1799-1884) et Aristide (1826-1851) Ollivier, père et frère d'Émile. 1822-1884.
- 2-7. Journal, agendas, carnets de notes. 1846-1895.
- 8-23. Lettres reçues ou envoyées. 1845-1913.
- 24-27. Activités politiques et juridiques de 1848 à 1870. 1848-1903.
 24. Émile Ollivier commissaire du gouvernement à Marseille et Chaumont. 1848-1849.
 25. Dossiers d'avocat et affaire de Suez. 1857-1903 et s. d.
 - 26-27. Seconde République. Mandats parlementaires. Ministère Ollivier. 1850-1887.
- 28-33. Guerre de 1870, en particulier dossiers d'Alfred de Gramont, ministre des Affaires étrangères, sur les événements de juin et juillet 1870 (542 AP 29). 1870-1931.
- 34-40. Manuscrits et notes préparatoires. 1846-v. 1906.

- 41-43. Presse. 1858-1937 et s. d.
44-45. Émile Ollivier après la guerre. 1871-1911.
542 AP 46-54. Marie-Thérèse Ollivier (1850-1934), deuxième femme d'Émile Ollivier, et descendants. 1870-1997.
542 AP 55-56. Émile Ollivier, rédaction de l'*Empire libéral* : notes, fragments de manuscrits, correspondances, coupures de presse, s. d.

Bibliographie.

Regards sur Émile Ollivier. Études réunies par Anne Troisier de Diaz, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

543 AP

FONDS ÉDOUARD BALLADUR

Dates extrêmes : 1953-1980.

Importance matérielle : 41 cartons (543 AP 1-41), supplément ; 48 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1992.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du ^{xx}e siècle.

Instrument de recherche : rép. num. (543 AP 1-41), dans *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969 1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoien et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Chargé de mission (1964) puis conseiller technique auprès de Georges Pompidou (1966-1968), Édouard Balladur (né en 1929) a été, après l'élection de ce dernier, secrétaire général adjoint (1969) puis secrétaire général de la présidence de la République (1973-1974). Président-directeur général de la Générale de service informatique (1977-1986), président de la Compagnie européenne d'accumulateurs (1980-1986), Édouard Balladur a aussi été conseiller d'État (1984-1988). Lors de la première cohabitation entre le gouvernement Chirac et le président Mitterrand, il a été ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation (1986-1988) : partisan d'une économie libérale, il a conduit la privatisation de plusieurs grandes entreprises publiques. Après la victoire massive de l'Union pour la France (R.P.R. et U.D.F.) aux élections législatives de mars 1993, il a été Premier ministre, tandis que débutait une nouvelle période de cohabitation (1993-1995). Candidat à l'élection présidentielle de 1995, il est député de Paris depuis 1986, avec des interruptions durant ses fonctions ministérielles.

Présentation du contenu.

- 543 AP 1. Stage d'Édouard Balladur à la préfecture de la Charente durant sa scolarité à l'École nationale d'administration (E.N.A.). Versement des archives de Georges Pompidou aux Archives nationales. Notes manuscrites et textes dactylographiés d'Édouard Balladur en vue de la rédaction de ses *Mémoires*. 1953-1980.
2. Photocopies de textes manuscrits de Georges Pompidou.
- 3-14. Cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. 1964-1968.
- 15-41. Secrétariat général de la Présidence de la République. 1969-1974.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5 AG 2, les archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à avril 1974, dans lesquelles se trouvent certains dossiers produits par Édouard Balladur dans ses deux fonctions élyséennes. Les archives du cabinet d'Édouard Balladur, ministre d'État, ministre de

l'Économie, des Finances et de la Privatisation, ont été versées en 1988 au Centre des archives contemporaines, auj. Archives nationales (site de Fontainebleau). Un supplément a été versé au Centre des archives contemporaines en juin 1999 : activités avant 1986 ; ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation (1986-1988) ; activités entre 1988 et 1993 ; Premier ministre (1993-1995) ; ouvrages.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 162-163.

544 AP

FONDS GEORGES MANDEL

Dates extrêmes : 1897-1984.

Importance matérielle : 79 cartons (544 AP 1-79) ; 7,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons et legs, 1990-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par P. R. David, 2009, 25 p.

Notice biographique.

Après avoir pris le nom de sa mère, Louis Rothschild dit Georges Mandel (1885-1944) fait son entrée dans le journalisme et dans la vie publique. Membre des cabinets de Sarraut à l'Intérieur, puis de Clemenceau - avec qui il travaillait à *l'Aurore* - à la présidence du Conseil, il s'initie à la vie politique. En 1917, il est chef de cabinet de Clemenceau, et par délégation officieuse, règne en maître sur la politique intérieure. Élu député clemenciste en 1919, il contrôle le Parlement pour le compte du « Tigre ». Mandel accède enfin au gouvernement, après plusieurs tentatives, en 1934, comme ministre des P.T.T. du cabinet Flandin. Il améliore le rendement de cette administration, s'inquiète avant tout des besoins des usagers, installe rue de Grenelle le premier studio de télévision et développe les émissions de radio. Le Front populaire l'oblige à quitter son ministère. De nouveau ministre dans le troisième cabinet Daladier, il est chargé des colonies. À ce poste, il développe l'équipement de l'Indochine et favorise l'armée coloniale de conscription. Au moment de l'invasion allemande, Paul Reynaud le nomme à l'Intérieur afin de frapper les esprits. La famille de Mandel ayant quitté la Lorraine à la suite de la défaite de 1870, celui-ci fait en effet figure de patriote intransigeant. Il lutte d'ailleurs contre les mouvements favorables au fascisme. Partisan de la résistance à outrance, il est arrêté par le gouvernement Pétain avant d'être libéré avec les excuses du Maréchal et de s'embarquer sur le *Massilia*. Fait prisonnier à Casablanca où il tente de former un gouvernement pour l'Empire, il est détenu d'abord en France, en zone libre, puis en Allemagne. En représailles à l'assassinat de Philippe Henriot (28 juin 1944), il est transféré à Paris et exécuté par la milice en forêt de Fontainebleau le 7 juillet 1944.

Historique de la conservation.

Les archives de Georges Mandel sont très lacunaires. Elles ont été en bonne partie emportées en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, puis saisies par les Russes en 1945. Le fonds comporte également des papiers réunis par la fille de Georges Mandel, Claude, qui concernent notamment les internements de Georges Mandel depuis 1940 jusqu'à son assassinat.

Présentation du contenu.

544 AP 1-43. Cabinet civil de Georges Clemenceau : fichiers, dossiers nominatifs et divers. 1915-1920.

544 AP 44-69. Correspondance parlementaire adressée à Georges Mandel, député de la

- Gironde, 1913-1932.
- 544 AP 70-71. Affaires politiques, fonctions ministérielles, archives restituées par la Russie. 1913-1940, 1956-1979.
- 544 AP 72-74. Arrestations et internement. 1940-1945.
- 544 AP 75-76. Papiers personnels. 1897-1950.
- 544 AP 77-79. Assassinat de Georges Mandel, procès de ses assassins, commémorations, documentation imprimée. 1926-1984.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent notamment :

- dans la série F⁷, Police générale, un dossier relatif à l'attentat contre Georges Mandel en novembre 1919 à Bordeaux (F⁷ 14683), des documents relatifs aux perquisitions dans l'appartement de Mandel (F⁷⁷15149, dossier n° 6 A), et un important dossier relatif à sa carrière politique, son internement administratif et la recherche de ses assassins (F⁷ 15981¹).
- dans la série 2 W, cour suprême de justice, le procès de Riom (2 W 54 à 72).
- l'ordre d'arrestation de Mandel signé par Pétain le 17 juin 1940 sous la cote AB XIX 3562, dossier 4 ;
- dans la série AJ³⁸, service des restitutions, un dossier relatif à l'appartement de Mandel (AJ³⁸ 5894, dossier n° 804).
- les papiers de Philippe Roques, collaborateur de Georges Mandel (72 AJ 2108).
- dans le fonds Paul Reynaud, le rapport d'expertise sur la fortune de Georges Mandel pour la cour suprême de justice de Riom (74 AP 24).
- dans le fonds Bluet, le compte rendu sténographique du procès des assassins de Georges Mandel (334 AP 8).
- le fonds Pierre Lafue (653 AP), de décembre 1934 à juin 1940 membre (ayant notamment en charge la rédaction des discours et des communiqués de presse) du cabinet de Georges Mandel, successivement ministre des P.T.T. (1934-1936), des Colonies (1938-1939), puis de l'Intérieur (1939-1940).
- le fonds Max et Marie Brusset (655 AP), Max Brusset ayant été de 1934 à 1940, chef de cabinet de Georges Mandel, successivement ministre des P.T.T. (1934-1936), des Colonies (1938-1939), puis de l'Intérieur (1939-1940) ;
- dans le fonds *Le Petit Parisien* (11 AR), documentation sur Georges Mandel (11 AR 689).

Les Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence) conservent sous la cote 18 PA (un seul article) quelques dossiers Mandel, ministre des Colonies.

Le ministère des Affaires étrangères conserve, sous la cote PA-AP 234, un carton de correspondance privée, 1913-1940 (papiers saisis par les Allemands).

Bibliographie.

VARENNE (Fr.), *Mon patron, Georges Mandel*, Paris, Éd. Défense de la France, 1948.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 532.

SARKOZY (Nicolas), *Georges Mandel, Le moine de la politique*, Paris, Bernard Grasset, 1994.

FAVREAU (Bertrand), *Georges Mandel ou la passion de la République, 1885-1944*, Paris, Fayard, 1996.

545 AP

FONDS JEAN GODARD

Dates extrêmes : 1950-1986.

Importance matérielle : 31 cartons (545 AP) ; 7 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Godard, 1986.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Jean Godard est né le 11 décembre 1921 à Fontainebleau. Il a fait toutes ses études outre-mer. Docteur en droit, il est entré en 1946 à l'École nationale d'administration. Nommé auditeur à la Cour des comptes en 1950, il a été promu conseiller référendaire en 1956 et conseiller-maître en 1974. Il a atteint la limite d'âge de 65 ans en 1986.

Jean Godard a également exercé de nombreuses activités extérieures : rapporteur à la Commission spéciale de cassation des pensions (1951-1952), auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale (1954-1955) puis « cadre » (1957-1962), rapporteur à la Commission consultative des marchés du ministère des P.T.T. (1956-1971), rapporteur près la Commission constitutionnelle provisoire (1958-1959) puis rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel (1959-1964).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Rapport rédigés de 1950 à 1986 par Jean Godard en qualité de rapporteur à la Cour des comptes ou auprès d'organismes associés à la Cour (Comité central d'enquête) : P.T.T. (Direction générale des Télécommunications), Travaux publics (Direction des routes), armées (infrastructure O.T.A.N., comptabilité des autorisations de programme, constructions navales), finances (Agence comptable de la dette publique, Agence comptable centrale du Trésor, Frais de service et de négociation du Trésor), Banque de France, Caisse nationale de prévoyance, informatique des armées, Éducation nationale, sociétés d'assurance nationalisées. Contre-rapports (rédigés en qualité de conseiller-maître) sur les banques nationales.

Bibliographie.

Who's who, 1985-1986, p. 651.

546 AP

FONDS HENRI-PAUL EYDOUX

Dates extrêmes : 1928-1960.

Importance matérielle : 11 cartons (546 AP 1-11) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Henri-Paul Eydoux, 1992.

Conditions d'accès : libre ou sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot, 1992, 7 p.

Notice biographique.

Henri-Paul Eydoux (1907-1986) intégra l'École des sciences politiques en 1925, mais l'année suivante, il devint envoyé spécial d'un grand journal parisien à Beyrouth. De 1928 à 1932, Eydoux tint une chronique régulière dans la *Dépêche coloniale*. En 1931, il collabora à la préparation de l'Exposition coloniale et, l'année suivante, publia un petit livre sur Brazza préfacé par Lyautey. Entré en 1933 à l'Office du gouvernement général de l'Algérie, il devint adjoint au chef de service de l'Office touristique algérien. Mobilisé en 1939, Eydoux fut fait prisonnier et, de 1940 à 1941, participa à l'Oflag 5 A à la création d'une « Université libre » où il donna plusieurs conférences. Libéré en 1941, il gagna Vichy, entra en rapport avec les milieux de la Résistance et, en juillet 1943, rejoignit Jacques Soustelle à Alger où il fut chargé, au sein du Bureau central de renseignement et d'action (B.C.R.A.), d'accueillir et d'interroger les Français arrivant de la métropole. Le 15 août 1944, Eydoux débarqua en Provence avec l'armée de De Lattre et contribua à mettre en place l'administration destinée à assurer la continuité entre les structures démantelées de Vichy et les institutions issues de la Résistance. Rendu à la vie civile, Henri-Paul Eydoux fut envoyé en Allemagne occupée où il mit en place le Service de récupération des œuvres d'art enlevées par les nazis. Il fut ensuite rappelé par Soustelle, gouverneur général de l'Algérie (1955-1956), comme conseiller technique. Après 1959, il effectua un second séjour algérien auprès de Soustelle mais au titre du ministère du Sahara, chargé de la mise en place des nouveaux départements du sud-algérien. Sa dernière mission au Zaïre, en 1960, fut interrompue par la mort du président Patrice Lumumba. Henri-Paul Eydoux consacra les vingt-cinq dernières années de sa vie à l'étude des monuments méconnus de la France, qui fit l'objet de 6 volumes publiés de 1975 à 1983.

Présentation du contenu.

546 AP 1-3. Henri-Paul Eydoux journaliste. 1928-1939.

4-5. Membre du B.C.R.A. 1943-1944.

6-7. Conseiller technique au cabinet de Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie. 1955-1956.

8. Second séjour au Gouvernement général d'Alger. 1959-1960.

9. Séjours en Algérie et au Sahara. 1955-1960.

10-11. Documentation sur l'Algérie et le Sahara. 1930-1959.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de M. Guillot.
SOUSTELLE (Jacques) et alii, *Hommage à Henri-Paul Eydoux*, s. d., 160 p.

547 AP

FONDS GASTON PALEWSKI

Dates extrêmes : 1901-1984.

Importance matérielle : 172 cartons (547 AP 1-172) ; 24 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 547 AP 1-147 : don de Madame Palewski, 8 juillet 1992.
- 547 AP 148-172 : versement du Conseil constitutionnel, 10 juillet 1992.

Conditions d'accès :

- 547 AP 1-147 : sur autorisation.
- 547 AP 148-172 : libre ou sur dérogation.

Instrument de recherche : récolement dact. par C. Sibille, 2000, 13 p.

Notice biographique.

Diplômé de l'École libre des sciences politiques et d'Oxford, Gaston Palewski (1901-1984) est d'abord attaché auprès du maréchal Lyautey, résident général au Maroc. En 1934, son destin croise pour la première fois celui de De Gaulle, dont il diffuse l'idée nouvelle de créer les corps autonomes de blindés dans l'armée ; il travaille alors près de Paul Reynaud dont il dirige le cabinet jusqu'en 1939.

Gaston Palewski s'engage en 1940 dans l'armée de l'air ; il dirige les Forces françaises libres dans l'Est africain en 1941 et 1942. Il devient ensuite directeur des affaires politiques, chargé des territoires non libérés, préparant et mettant en œuvre le retour à une administration purement française (et parisienne) dans les territoires qui se libèrent peu à peu.

En 1947, il est de l'équipe des fondateurs du Rassemblement du peuple français. Membre du conseil de direction du R.P.F., il est député du 6^e secteur de la Seine (1951-1955) et vice-président de l'Assemblée nationale (1953-1955). En février 1955, Gaston Palewski accepte d'entrer dans le cabinet Faure comme ministre délégué à la présidence du Conseil, pour s'occuper des Affaires atomiques et du Sahara, ainsi que de la coordination de la Défense nationale, mais il démissionne avec tous les ministres gaullistes en octobre, après avoir lancé le deuxième plan atomique français. Il part alors comme ambassadeur à Rome (1957-1962) ; il en profite pour restaurer le palais Farnèse, s'intéressant par ailleurs à la restauration de Venise et de Florence. En 1962, Georges Pompidou lui propose les affaires scientifiques, atomiques et spatiales. Ministre d'État, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (1962-1965), il développe la coopération internationale, organise la collaboration entre l'industrie et la recherche et crée la base de Kourou en Guyane. En 1965, le général de Gaulle le nomme président du Conseil constitutionnel. Il occupe cette fonction jusqu'en 1974.

Présentation du contenu.

547 AP 1-2. Papiers personnels.

1. Directeur du cabinet de Paul Reynaud. 1930-1931.

- 10. Directeur du cabinet du général de Gaulle. 1946.
- 3-9, 13, 45, 160-161. Ministre délégué à la présidence du Conseil. Février-octobre 1955.
- 12, 56-68, 76, 162-164. Ambassadeur de France en Italie. 1957-1962.
- 55, 69-75, 166-170. Ministre d'État, chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. décembre 1962-février 1965.
- 77. Président du Conseil constitutionnel. Mars 1965-mars 1974.
- 53, 78-99, 164-165. Député du 6^e secteur de la Seine et fondateur du R.P.F. 1951-1955.
- 12, 44, 76, 79. Vice-président de l'Assemblée nationale. 1953-1955.
- 132. Agendas. 1945-1964.
- 18, 47, 94-95, 100-119, 172. Correspondance. 1945-1965.
- 120-131, 171. Articles et discours de Gaston Palewski. 1948-1957.
- 133-146. Invitations, vœu et félicitations. 1950-1973.
- 3-16, 18-37, 41-43, 46, 48-50, 52, 54-55, 67, 148-149. Documentation et coupures de presse.
 - Guerre d'Indochine et Corée. 1949-1954.
 - Afrique du Nord. 1954-1961.
 - Europe de l'Ouest, Allemagne, C.E.C.A. et C.E.D. 1945-1957.
 - Europe de l'Est et bloc communiste. 1954-1955.
 - États-Unis. 1954-1957.
 - Proche-Orient et Égypte. 1951.
 - Renseignements sur différents continents et pays.
 - Organisation des Nations-Unies. 1948.
 - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. 1949-1957.
 - Union de l'Europe occidentale. 1954-1957.
 - Accords internationaux : armement, désarmement et neutralisme. 1957-1961.
- 147. Photographies.

Bibliographie.

PALEWSKI (Gaston), *Mémoires d'action*, 1924-1974, Paris, Plon, 1988.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 828, 971.

548 AP

FONDS ANDRÉ HOLLEAUX

Dates extrêmes : 1956-1961.

Importance matérielle : 5 cartons (548 AP 1-5) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1992.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., 8 p.

Notice biographique.

Conseiller d'État, André Holleaux (1921-1997) eut des fonctions très variées : administrateur du Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer, directeur de la Caisse centrale de la France d'outre-mer à Madagascar (1951), commissaire du gouvernement au contentieux (1953), conseiller technique de Jules Ramarony, secrétaire d'État à la Marine marchande (1953) et conseiller auprès du gouvernement royal du Cambodge (1956-1957).

Parallèlement, André Holleaux fit une carrière dans différents cabinets ministériels : attaché puis chargé de mission au cabinet de Robert Lecourt, garde des Sceaux, ministre de la Justice (1948-1949), il devint ensuite directeur adjoint de cabinet de Robert Buron, ministre des Travaux publics (1958), directeur de cabinet d'Edmond Michelet, ministre de la Justice (1959-1961), et d'André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles (1962-1965). Directeur général du Centre national de la cinématographie française (1965-1969), il fut aussi un temps membre du conseil d'administration de l'O.R.T.F. (1965-1970) et président-directeur général de FR3 (1982-1985). Réintégré au Conseil d'État en 1986 puis admis à faire valoir ses droits à la retraite en 1990, André Holleaux est successivement président de la commission environnement-espace rural pour le schéma d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (1989), président de section à la commission de recours des réfugiés (1990), président de la commission de contrôle des assurances (1990-1995) et de la commission de contrôle des institutions de prévoyance et des mutuelles (1991), conseiller régional d'Ile-de-France (1992-1997) et président du comité régional de l'environnement (1993-1997).

Présentation du contenu.

548 AP 1. Expert du gouvernement français auprès du gouvernement du Cambodge. 4 avril 1956-1^{er} octobre 1957.

2-5. Directeur de cabinet d'Edmond Michelet, garde des Sceaux et ministre de la Justice. 1959-1961.

Bibliographie.

Who's who, 1995-1996, p. 884.

549 AP

FONDS GÉRAUD JOUVE

Dates extrêmes : 1917-1981.

Importance matérielle : 17 cartons (549 AP 1-17) ; 2,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre Jouve, 1992.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot et A. Callu, 1992-1996, 12 p.

Notice biographique.

Normalien, professeur d'allemand au lycée de Cahors, Géraud Jouve (1901-1991) entra à l'Agence Havas en 1931 dont il fut successivement délégué à Berlin (1931), à Budapest (1933) et à Bucarest (1940). Il passa à Istanbul en novembre 1940. Nommé délégué de la France libre à Ankara puis à Londres (1941), il fut directeur de Radio-Brazzaville (France libre) en 1943, regagna Alger en 1944 et accompagna le général de Gaulle lors de la libération de Paris et dans diverses missions, notamment à Moscou. Réintégré à l'Agence française de presse (A.F.P.) en avril 1944, il en devint le directeur du 15 août 1944 au 15 janvier 1946. Député S.F.I.O. du Cantal (1946-1951), il fut délégué de la France à l'O.N.U. (1952), ministre plénipotentiaire (1953), ambassadeur de France en Finlande (1955-1960) et délégué de l'O.N.U. pour les réfugiés (1960-1966). Il a présidé l'Association des rédacteurs en chef de 1974 à 1976. Cinéaste, Géraud Jouve a laissé des scénarios et projets de films : « le grand sorcier » (film africain), « Les couloirs de l'O.N.U. » (comédie), et « Compagnonnage » (documentaire sur le Tour de France). Il a écrit une biographie du général de Gaulle et un ouvrage intitulé *Voici l'âge atomique* (1946).

Présentation du contenu.

549 AP 1-17. Géraud Jouve.

1. Papiers personnels. 1917-1981.
2. Correspondant de l'Agence Havas en Europe centrale. 1929-1950.
- 3-5. La France libre. 1941-1944.
6. Après la Libération. 1944-1946.
7. Membre de l'Agence Havas puis de l'A.F.P. 1947-1955.
- 8-12. Député du Cantal. 1946-1951.
13. Carrière diplomatique. 1945-1960.
14. Géraud Jouve et l'arme nucléaire. 1945-1951.
15. Biographe du général de Gaulle.
16. Journaliste et cinéaste. 1945-1976.
17. Articles en projet.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 8 AV 253-262, des vidéocassettes d'interviews réalisés par Pierre-André Jouve, fils de Géraud Jouve, pour la revue *Esprit*.

Bibliographie.

Who's who, 1963-1964, p. 1377.

550 AP

FONDS ANTOINE PROST

Dates extrêmes : 1956-2001.

Importance matérielle : 62 cartons (550 AP 1-62) ; 10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 1978-2006, transformés en don en 2007 ; don, 2008.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (550 AP 1-24), par F. Audous, 2000, 8 p. ; état sommaire dact. (550 AP 25-42), par C. Sibille, 2002, 2 p. ; rép. num. dact. (550 AP 43-55), par C. Piketty, 2006, 2 p. ; rép. num. dact. (550 AP 56-62), par C. Piketty, 2008, 2 p.

Notice biographique.

Agrégé d'histoire et docteur ès lettres, professeur à l'université d'Orléans (1966-1979) puis à l'université de Paris I-Panthéon Sorbonne (depuis 1979), directeur du Centre d'histoire du syndicalisme, Antoine Prost (né en 1933) a été successivement membre de la commission de l'éducation nationale du V^e Plan (1964-1965) puis du VI^e Plan (1969-1971) au titre de la C.F.D.T., membre de la commission d'étude de la fonction enseignante dite commission Joxe (1972) et de la commission de Peretti sur la formation des personnels de l'Education nationale (1982). Antoine Prost a présidé le groupe de travail national sur les lycées (1982) et le conseil d'administration et le conseil scientifique de l'Institut national de recherches pédagogiques (1982-1984). Directeur scientifique adjoint au C.N.R.S. (Sciences de l'homme et de la société, 1985-1986), il a été chargé de mission auprès de Michel Rocard, Premier ministre (1988-1990) et a présidé la section 33 du Comité national de la recherche scientifique (1991-1995). Adjoint au maire d'Orléans depuis 1989, Antoine Prost a été membre de la mission d'étude sur la spoliation durant l'Occupation des biens appartenant aux personnes considérées comme juives (1998-2000).

Présentation du contenu.

- 550 AP 1-5. Syndicat général de l'Education nationale. 1956-1974.
- 6-9. Colloques et journées d'études, 1958-1973.
- 10-23 Commissions et groupes de travail. 1962-1973.
- 24. Projets de lois et de réformes. 1962-1974.
- 25. Commission André de Peretti sur la formation des personnels de l'Education nationale. 1981-1982.
- 26-30. Institut national de recherche pédagogique. 1979-1985.
- 31. Commission Jacques de Chalendar sur l'avenir professionnel des jeunes. 1986-1987.
- 32-42. Commission Prost sur les lycées. 1982-1986.
- 43-47. A. Prost, chargé de mission auprès de Michel Rocard, Premier ministre. 1988-1990.
- 48-51. Mission sur la recherche en éducation, rapports aux ministres de l'Education nationale et de la Recherche. 1998-2001.
- 52-55. Mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France, présidée par J. Mattéoli.

- 1998-2000.
56. Carnets d'Algérie. 1960
 57. A. Prost, chargé de mission auprès de Michel Rocard, Premier ministre. 1988-1990.
 58. Programme Logement à Qualité et Coût maîtrisés (LQCM). 1995-1999.
 - 59-61. Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). 1998-2004.
 62. Programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles. 2002-2003.

Bibliographie.

Who's who, 2005 p. 1661.

551 AP

FONDS AMIRAL DUVAL

Dates extrêmes : 1972-1991.

Importance matérielle : 8 cartons non cotés (551 AP) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de l'amiral Marcel Duval, 1993.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

L'amiral Marcel Duval est né à Paris le 26 décembre 1911. Élève de l'École navale (1931), enseigne de 2^e classe (1933) puis de 1^e classe (1935), lieutenant de vaisseau (1940), Marcel Duval a commandé l'escorteur *l'Eveillée* en 1944-1945. Promu capitaine de corvette en 1947, de frégate en 1951, de vaisseau en 1959, il a fait un passage à l'École supérieure de guerre navale et au Cours supérieur interarmées. Commandant des escorteurs *Kabyle* (1951-1952) et *l'Aventure* (1955-1956), il a été chef d'état-major de *l'Escadre* (1958-1959, 1960-1961), commandant du porte-avions *La Fayette* (1961-1963). Contre-amiral, il a été l'adjoint du préfet maritime de la 2^e région et commandant délégué de l'arrondissement maritime de Brest (1965-1966), commandant de l'École supérieure de guerre navale (1966-1968) et directeur du personnel militaire de la Marine (1968-1972). Vice-amiral (1969) puis vice-amiral d'escadre (1970), il a présidé la mission interministérielle pour l'aménagement de Sophia Antipolis du plateau de Valbonne (1972-1977) et il a été chargé de mission à la Datar (1977-1982). Président du comité d'étude de défense nationale et directeur de la revue *Défense nationale* (1978-1985), l'amiral Duval est, depuis 1985, administrateur du Centre d'études diplomatiques et stratégiques et des établissements d'enseignement supérieur associés. Il est l'auteur de nombreuses publications sur les problèmes de sécurité internationale et de douze livres en collaboration, dont *l'Arme nucléaire : pourquoi et comment* (1992).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Transcriptions d'interviews conduites par l'amiral Duval entre 1987 et 1991 pour reconstituer l'histoire de l'armement nucléaire français. Cassettes des enregistrements.

Archives sur le lancement de la technopole de Sophia Antipolis et missions conduites pour la DATAR. 1972-1981.

Sources complémentaires.

Le Service historique de la Marine conserve également un fonds privé « amiral Marcel Duval » ainsi que l'enregistrement des souvenirs de l'amiral en 1985-1986.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 659.

552 AP

FONDS VINCENT AURIOL

Dates extrêmes : 1896-1965.

Importance matérielle : 269 cartons (552 AP 1-269) ; 35 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1971.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : *Archives de la présidence de la République, IV^e République.*

Vincent Auriol (16 janvier 1947-16 janvier 1954), René Coty (16 janvier 1954-8 janvier 1959), par F. Adnès, Paris, Centre historique des Archives nationales-La Documentation française, 2001, 402 p. ; inv anal. et index, par M.-G. Chevignard-Séguret, 1975-1981, 11 vol., 1542 p. dact.

Notice biographique.

Avocat, journaliste et gendre du syndicaliste Aucouturier proche de Jean Jaurès, Vincent Auriol (Revel 1884-Paris 1966), milita dès 1905 dans les rangs du parti socialiste. Élu de Haute-Garonne, il fut député SFIO de 1914 à 1942. Comme président de la commission des Finances à la Chambre, il participa aux négociations sur la dette franco-américaine. Il fut ministre des Finances dans le gouvernement Blum du Front populaire (1936) puis ministre de la Justice dans le cabinet Chautemps (1937). Proche de Blum, il se vit confier, du 13 mars au 9 avril 1938, le ministère de la Coordination des services de la présidence du Conseil. Ayant refusé de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, il gagna Londres en 1943. Après 1945, il reprit ses activités politiques et fut nommé ministre d'État dans le second ministère de la Libération (21 novembre 1945-25 janvier 1946). On lui confia alors la charge des rapports avec le Parlement. Comme membre du gouvernement, Auriol fut le délégué de la France à la première session de l'Organisation des Nations unies. En 1945 et 1946, il présida les deux assemblées nationales constituantes et fut député à l'Assemblée nationale de 1946 à 1947. Élu président de la IV^e République en 1947 par le Congrès réuni à Versailles, il exerça pendant toute la durée de son mandat (1947-1954) une influence réelle sur le régime, en favorisant une voie moyenne. Comme président de l'Union française, il tenta de donner vie aux institutions de l'Union. Après avoir mis en place le Conseil supérieur de la magistrature, il imprima largement son marque sur le monde de la Justice. Le 6 novembre 1951, ce fut lui qui ouvrit, par un important discours, la seconde session de l'Assemblée générale de l'ONU. Après son septennat, Vincent Auriol se vit conférer en décembre 1954 le titre de président d'honneur de la Fédération mondiale des anciens combattants et médaillés de la Résistance. En mai 1958, il sortit de sa réserve pour défendre devant le groupe parlementaire socialiste la candidature du général de Gaulle à la présidence du Conseil. Il quitta le parti socialiste le 15 décembre 1958. Membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel en vertu de la Constitution du 4 octobre 1958, Auriol en démissionna le 25 mai 1960. Il est en particulier l'auteur d'un *Journal du Septennat (1947-1954)*.

Présentation du contenu.

552 AP 1-14. Les débuts de Vincent Auriol et Vincent Auriol député. 1896-1936.

- 15-25. Ministre. 4 juin 1936-8 avril 1938.
 25 (suite)-35. Parlementaire et militant socialiste, de l'avant-guerre à la Libération. Avril 1938-août 1944.
 35 (suite)-41. Élu socialiste, membre des Assemblées et ministre d'État. Septembre 1944-1946.
 42-149. Président de la République. 16 janvier 1947-16 janvier 1954.
 150-187. Activité en France et à l'étranger après son septennat. 1954-1965.
 188-269. Photographies.

Sont conservées dans le fonds les œuvres imprimées de Vincent Auriol suivantes : *Hier... Demain*, Paris, Éditions E. Charlot, 1945, 2 vol., 650 p. ; *Dix années d'administration socialiste 1925-1935*, Muret, 1935, 182 p. ; *Muret : quinze ans de vie municipale 1925-1940*, s.l., 1940, 188 p. ; *Jean Jaurès*, Paris, P.U.F., 1962, 197 p. ; ainsi que ses articles, publiés notamment dans *La Cité*, *La Dépêche du Midi*, *Fraternité*, *Le Midi socialiste* et *Le Populaire*. et quelques-uns de ses discours sous forme manuscrite, dactylographiée ou imprimée, dont ceux publiés en particulier par les Éditions du parti socialiste SFIO-Librairie populaire.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, entre autres fonds, les archives de la présidence de la République sous la IV^e République dans le fonds 4 AG.

Un état précis des sources complémentaires est donné dans *Archives de la présidence de la République, IV^e République. Vincent Auriol...* par F. Adnès, Paris, 2001, p. 27-39.

Bibliographie.

AURIOL (Vincent), *Mon Septennat, 1947-1954*, notes de journal présentées par Pierre Nora et Jacques Ozouf, Paris, Gallimard, 1970 (coll. *Témoins*).

AURIOL (Vincent), *Journal du Septennat, 1947-1949, 1951-1954*, édition critique établie et présentée par Pierre Nora, Jacques Ozouf et collab., Paris, Fondation nationale des Sciences politiques-CNRS, Librairie Armand Colin, 1970-1978, t. 1-3 et 5-7 ; t. 4. Année 1950, Paris, Centre historique des Archives nationales, Tallandier, 2003, accompagnée d'un cédérom réunissant l'intégralité des sept volumes du *Journal*.

Documents SFIO : comptes rendus du comité directeur, du groupe parlementaire socialiste, des conseils nationaux et congrès nationaux ou internationaux, 1944-1958. Consultables à l'Office universitaire de Recherches socialistes (OURS, 6 cité Malesherbes 75009 Paris).

Revue socialiste, numéros 1-121, Paris, 1946-1958.

AURIOL (Michelle), *Les miens*, Bormes-les-Mimosas, circa 1960, 59 p. dact., consultable à la Section du XX^e siècle des Archives nationales (site de Paris).

Documents relatifs au désarmement 1954-1959 : recueil de documents déposés par le Canada, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, publié par le ministère des Affaires étrangères, Paris, Imprimerie nationale, 1960.

AURIOL (Jacqueline), *Vivre et voler*, Paris, Flammarion, 1968.

Documents diplomatiques français 1945-1959, publiés par le ministère des Affaires étrangères, Paris, Imprimerie nationale, 1974-1996.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 360.

GHEBALI (Éric), *Vincent Auriol, le président citoyen*, Paris, Grasset, 1998.

553 AP

FONDS ANDRÉ BOUTEMY

Dates extrêmes : 1940-1959.

Importance matérielle : 37 cartons, 1 dossier (553 AP 1-46) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Andrée Boutemy, 1993.

Conditions d'accès : libre ou sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., 10 p.

Notice biographique.

Fonctionnaire à la commission des Finances de la Chambre des députés, André Boutemy (1905-1959) entra en 1925 au cabinet de Jammy-Schmidt, sous-secrétaire d'État aux Finances, chargé des Régions libérées. Sous le gouvernement de Vichy, Boutemy fut successivement sous-préfet de Thonon (octobre 1940), directeur des Renseignements généraux (29 novembre 1941), préfet de la Loire (14 mai 1943) et préfet régional du Rhône (11 juin 1944). Révoqué de ses fonctions à la Libération, il fut détenu à Saint-Etienne, puis à Fresnes. Il recouvra ses droits civiques en novembre 1950. Conseiller politique au Conseil national du patronat français, il fut élu sénateur de Seine-et-Marne le 18 mai 1952. Boutemy fut nommé ministre de la Santé publique et de la Population le 8 janvier 1953, mais il dut démissionner sous la pression des communistes le 9 février suivant. Membre de la commission des Finances du Conseil de la République, président de la Commission de contrôle de l'emploi des crédits de la défense nationale, il représenta la France à l'Assemblée parlementaire européenne en 1957. Membre titulaire de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant l'Indochine, il mourut le 15 juillet 1959 à Combs-la-Ville (Seine-et-Oise).

Présentation du contenu.

- 553 AP 1. Documents personnels : situation personnelle, procédure à la Libération, félicitations, discours, conférences, invitations, décès. 1941-1959.
2. Presse : polémiques, attaques. 1946-1956.
3. Sous-préfet de Thonon, préfet de la Loire et préfet régional du Rhône. 1941-1944.
- 4-6. Correspondance et coupures de presse. 1943-1959.
7. Au C.N.P.F. 1946-1952.
- 8-10. Démission comme ministre de la Santé. 1953.
- 11-19. Sénateur de Seine-et-Marne. 1950-1959.
- 20-23. Interventions au Sénat : crédits de la Défense nationale. 1952-1958.
- 24-25. A l'Assemblée parlementaire européenne. 1958-1959.
- 26-27. Membre de la Commission de coordination des Affaires d'Indochine : affaire des piastres. 1951-1955.
28. Documentation sur la Sarre de 1952 à 1957 et la crise du canal de Suez en 1956.
- 29-31. Missions en Algérie et au Sahara. 1954-1958.
32. Documentation sur la Tunisie, le Maroc, l'Afrique équatoriale française et

- Madagascar. 1952-1958.
- 33-38. Documentation sur les partis politiques (dont R.P.F. et Parti communiste). 1944-1956.
 - 39-40. Syndicats. Cabinets ministériels. 1947-1957.
 41. Notes et travaux personnels 1954-1958.
 42. Accords de Londres et de Paris sur le réarmement allemand. 1954-1955.
 43. Renseignements sur la presse. 1950-1959.
 44. Scandales, complots : affaire du vin, Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S. D.E.C.E.), affaire des fuites, affaire Revers-Mast. 1950-1954.
 - 45-46. Affaires diverses : chronologie des principaux événements de 1940 à 1953, Europe de 1957 à 1959, Centre national pour l'amélioration de l'habitation, finances communales, petites et moyennes entreprises, échanges commerciaux France-U.R.S.S., S. D.E.C.E. 1940-1959.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 767.

554 AP

FONDS DEJEAN

Dates extrêmes : 1766-1866.

Importance matérielle : 5 cartons et 1 portefeuille (554 AP 1-20) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1993-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. par C. Sibille et P. Ardei, 2001-2003, 13 p.

Notice biographique.

Élève de l'École du génie de Mézières, Jean-François Aimé, comte Dejean (1749-1824) fut nommé ingénieur en chef en 1770 et capitaine en 1777. Ses services à l'armée du Nord – il fut notamment chef de brigade au siège du fort de l'Ecluse (30 juillet-25 août 1794) et commandant du génie de l'armée du Nord – lui valurent de remplacer Beurnonville comme général de division commandant l'armée du Nord et les troupes franco-bataves, de septembre 1796 à septembre 1797. Conseiller d'État en 1799, chargé de veiller à l'organisation de la république ligurienne, Dejean fut nommé directeur ministre de la Guerre le 12 mars 1802. Il occupa cette fonction jusqu'au 2 janvier 1810, date à laquelle il démissionna. Grand trésorier de la Légion d'honneur en 1803, sénateur le 5 février 1810, Dejean fut nommé comte d'Empire le 1^{er} juin 1808. Choisi par Napoléon pour présider les collèges électoraux de la Somme et de l'Indre-et-Loire en 1805, il fut nommé premier inspecteur général du génie le 25 octobre 1808, et fut chargé de l'inspection générale en Hollande, le 21 avril 1810. Gouverneur de l'École polytechnique le 21 avril 1814, commissaire extraordinaire dans la 11^e division militaire en mai 1814, il fut fait pair de France le 4 juin 1814. Il ne vota pas la déchéance de l'Empereur et retrouva ses fonctions de premier inspecteur général du génie en juin 1815. Exclu de la Chambre des pairs en juillet 1815, il fut directeur général des subsistances militaires de 1817 à 1821.

Son fils, Pierre-François-Marie-Auguste (1780-1845) fut nommé général de brigade en 1811 puis aide de camp de l'Empereur après la campagne de Russie. Pair de France en 1824, il reprit du service en 1830 et commanda la division de cavalerie au siège d'Anvers. Il acheva sa vie en s'occupant de sa collection d'insectes, à partir de laquelle il établit le *Catalogue des Insectes coléoptères* (1821-1823). Par ailleurs, il publia en collaboration avec Latreille une *Iconographie des coléoptères d'Europe* (1822).

Petit-fils de Jean-François Aimé et second fils de Pierre-François-Marie-Auguste, Pierre-Charles, vicomte Dejean (1807-1872) fut lui aussi général du génie. En 1832, il prit part à la prise d'Alger ; en 1870, il fut appelé par intérim au ministère de la Guerre et commanda le génie de l'armée du maréchal de Mac-Mahon.

Présentation du contenu.

554 AP 1-17. Jean-François-Aimé Dejean. 1766-1823.

1. Papiers personnels. 1766-1811.

2-17. Papiers de fonctions. 1792-1823.

2. Officier à la brigade du génie de Lille. Octobre 1792.
 3. Chef de brigade au siège du fort de l'Ecluse. Août 1794.
 4. Commandant le génie au siège de Nimègue. Décembre 1794.
 - 5-6. Commandant le génie à l'armée du Nord. 1793-1797.
 7. Commandant par intérim l'armée du Nord. 1796-1797.
 8. Inspecteur général des fortifications. 1800.
 9. Ministre extraordinaire à Gênes. 1799-1802.
 10. Ministre de l'administration de la Guerre. 1806-1810.
 11. 1^{er} inspecteur général du génie. 1808-1814, avril-mai 1815.
 12. 1^{er} inspecteur général du génie en Hollande. 1810-1812.
 13. Sous la Première Restauration. Septembre 1814.
 14. Directeur général des subsistances au ministère de la Guerre. 1818.
 15. Grand trésorier de la Légion d'honneur. 1806-1812.
 16. Sénateur. 1810-1823.
 17. Président des collèges électoraux d'Indre-et-Loire et de la Somme. 1812-1813.
- 554 AP 18-19. Pierre-François-Auguste Dejean. 1780-1845.
18. Papiers personnels. 1780-1845.
 19. Correspondance passive et active. 1805-1837.
- 554 AP 20. Pierre-Charles Dejean. 1863-1866.
- Expédition au Mexique : 23 l.a.s. reçues de généraux et d'officiers. 1863-1866.

Bibliographie.

- TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire du Second Empire*, Paris, Fayard, 1995, p. 410.
- TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 623-624.

555 AP

FONDS GEORGES POMPIDOU

Dates extrêmes : 1962-1974.

Importance matérielle : 9 cartons (555 AP 1-9) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1995.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Bula, 1991, 10 p.

Notice biographique.

Normalien et agrégé de lettres, proche collaborateur du général de Gaulle, Georges Pompidou (1911-1974) entra à la Banque Rothschild dont il devint directeur général de 1956 à 1962. Il dirigea le cabinet du général de Gaulle de juin 1958 à janvier 1959 et fut nommé Premier ministre en remplacement de Michel Debré le 14 avril 1962. Il remit la démission de son gouvernement en octobre 1962 après le vote d'une motion de censure par l'Assemblée nationale, qui fut dissoute par le général de Gaulle. À la suite de la victoire électorale de l'Union pour la nouvelle République, il fut maintenu dans ses fonctions de Premier ministre. Lors des événements de mai 1968, son cabinet signa avec les principales centrales syndicales les accords de Grenelle (fin mai). Après l'écrasante victoire de la majorité U.D.R. aux législatives de juin 1968 qui suivirent la dissolution de l'Assemblée, il fut placé, selon l'expression du général de Gaulle, « en réserve de la République » et remplacé à Matignon par Maurice Couve de Murville (juillet 1968). À la suite du départ du général de Gaulle, Georges Pompidou, qui avait été élu député du Cantal, se présenta à l'élection présidentielle et fut élu au second tour, le 15 juin 1969. Georges Pompidou mourut avant la fin de son mandat, le 2 avril 1974.

Présentation du contenu.

555 AP 1-3. Feuilles d'audience de Georges Pompidou, Premier ministre. 1962-1968.

Notes autographes de Georges Pompidou. 1962-1969.

Lettres et notes adressées à Georges Pompidou. 1962-1969.

Coupages de presse. 1962-1969.

Pièces diverses. 1962-1969.

4-5. Feuilles d'audience de Georges Pompidou, président de la République. 1969-1974.

6-9. Albums photographiques remis à Georges Pompidou, président de la République, après ses voyages officiels en Afrique. 1971-1973.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5 AG 2, les archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à avril 1974 ; elles renferment quelques dossiers relatifs à la période où Georges Pompidou fut Premier ministre (1962-1968) : *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969 1974.*

Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoïn et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 978.

556 AP

FONDS GABRIEL OLIVIER

Dates extrêmes : 1934-1939.

Importance matérielle : 8 cartons (556 AP 1-8) ; 1,60 mètre linéaire ; supplément (3 boîtes de fiches, 2 cartons, non cotés) ; 0,46 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt transformé en dons par M. Patrick Olivier, 1993-2006.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : état sommaire dact. (556 AP 1-6), par C. Sibille, 2000, 4 p.

Notice biographique.

Maître Gabriel Olivier, avocat du colonel de La Rocque et du Parti social français de juin 1936 à septembre 1939, est décédé en 1995 à Paris.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Dossiers d'affaires plaidées par Maître Gabriel Olivier, avocat du colonel de La Rocque et du Parti social français de juin 1936 à septembre 1939.

557 AP

FONDS BRUANT DES CARRIÈRES

Dates extrêmes : 1642-XIX^e siècle.

Importance matérielle : 25 cartons (557 AP 1-24) ; 3 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 2000.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : H. Servant, *Archives de Louis Bruant des Carrières (1621-1689) 557 AP, Répertoire numérique*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2001, 49 p. ; inv. anal. partiel ms., par L. d'Argoeuves, s. d., non paginé.

Notice biographique.

Louis Bruant est né en 1621 à Coiffy-la-Ville près de Langres. En 1642, il est avocat au parlement de Paris et notaire apostolique. En 1645, il épouse Marie du Quesnoy, fille de feu François du Quesnoy, marchand bourgeois de Paris, et d'Anne Martin. À la faveur des troubles de la Fronde, il se rapproche de Nicolas Fouquet, intendant de Paris depuis 1648, puis procureur général du parlement de Paris à partir de la fin de 1649. Il accompagne le futur surintendant dans l'administration des finances royales, d'abord comme simple commis. En 1658, Fouquet fait de Bruant son premier commis, après le renvoi de Delorme. Suite à l'arrestation du surintendant, Bruant quitte Paris pour l'Italie, avant de s'établir vers 1667 dans la principauté de Liège. En 1665, la chambre de justice le condamne à mort par contumace et à la confiscation de tous ses biens. Toutefois, en 1674, Louis XIV le désigne officiellement comme son résident de France à Liège, fonction qu'il assumait de fait depuis trois ans. En 1679, Bruant rentre à Paris et consacre les dernières années de sa vie à sa famille, à son hôtel parisien du Marais et à sa seigneurie de Bérengeville-la-Rivière (Eure), tout en cherchant à récupérer le patrimoine confisqué en 1665. Il meurt le 11 avril 1689 à Paris.

Présentation du contenu.

557 AP 1. Vie privée, affaires personnelles. 1658-1687.

2-6. Affaires judiciaires. 1642-1698.

7-9. Bruant commis de Fouquet. Affaires financières et chambre de justice. 1646-1689.

10-23. Bruant agent diplomatique. Représentation de la France à Liège et guerre de Hollande. 1654, 1669-1679.

24. Pièces isolées ; documents postérieurs ; études historiques. 1649-XIX^e s.

Bibliographie.

DEMOULIN (Bruno), *Recueil des instructions aux ambassadeurs et ministres de France des Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1998, t. 31, *Principauté de Liège*, p. 59-67.

558 AP

FONDS SIMÉON

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 31 cartons (558 AP 1-31) ; 3,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1993-2006.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Avocat puis titulaire d'une chaire de droit à l'Université d'Aix, Joseph-Jérôme Siméon (1749-1842) fut d'abord spectateur de la Révolution dans le Midi, puis il prit une part active à l'insurrection contre la Convention. Mis hors-la-loi en 1793, il passa en Italie, d'où il revint après la chute de Robespierre pour être député des Bouches-du-Rhône au Conseil des Cinq-Cents, dont il devint ensuite secrétaire, puis président. Il s'opposa personnellement aux soldats d'Augereau venus sur ordre du Directoire empêcher une réunion du Conseil, et il s'exila volontairement à l'île d'Oléron. Après le 18 brumaire, rappelé aux affaires par le Premier Consul, il siégea au Tribunat et travailla à l'élaboration du *Code civil* avec son beau-frère Portalis, futur ministre des Cultes de l'Empire, et à celle du Concordat. Il devint conseiller d'État en 1804. L'Empereur le fit nommer en 1807 ministre de la Justice et de l'Intérieur du gouvernement du roi Jérôme en Westphalie. Il occupa cette fonction jusqu'à la dissolution du royaume en 1813, en étant également membre du Conseil de régence et président du Conseil d'État de Westphalie. Appelé à la préfecture du Nord en 1814 par Louis XVIII, il représenta les Bouches-du-Rhône à la Chambre des représentants pendant les Cent-Jours, puis à la « chambre introuvable » de la Seconde Restauration. Nommé à nouveau conseiller d'État, il reçut la charge d'inspecteur général des écoles de droit (1819), devint sous-secrétaire d'État à la Justice (1820). Ministre de l'Intérieur dans le second gouvernement Richelieu (1820-1821), il fut créé pair de France (1821) et nommé ministre d'État. Rallié à Louis-Philippe en 1830, il retrouva la Chambre des pairs et fut nommé membre de la section de législation de l'Académie des sciences morales et politiques. Appelé à la présidence de la Cour des comptes en 1837, il s'éteignit à l'âge de 93 ans. Il a laissé divers *Mémoires* et publié un *Choix de discours et d'opinions*.

Son fils, Joseph-Balthazar Siméon (1781-1846) entra dans la carrière diplomatique sous les auspices de Talleyrand, d'abord en poste à Florence et à Rome, puis à Cassel auprès de son père qui le fit nommer chambellan. Il adhéra à la Restauration, fut préfet du Var, du Doubs, puis du Pas-de-Calais, et maître des requêtes au Conseil d'État (1821). Révoqué à cause de son libéralisme, il fut ensuite appelé au poste de directeur général des Beaux-Arts (1828). Pair de France sous Louis-Philippe en 1835, il fut aussi peintre, graveur, collectionneur. Il a laissé de nombreuses relations de ses voyages à travers l'Europe.

Auditeur au Conseil d'État, préfet des Vosges, du Loiret, de la Somme, le fils de Joseph-Balthazar, Henri Siméon (1803-1874) fut nommé en 1842 directeur général des manufactures de l'État et directeur des tabacs. Élu député des Vosges en 1843, représentant du Var en 1850, il adhéra au coup d'État et fut nommé sénateur (1852). Président du Conseil de surveillance

de la Caisse générale des chemins de fer, il fut impliqué dans le procès du banquier Mirès en 1861.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

558 AP 1. *Papiers du comte Joseph-Jérôme Siméon (1749-1842).*

Notes autographes. Ans IV-VII.

Titres et fonctions. 1779-1832.

Lettres autographes de personnalités adressées au comte Joseph-Jérôme ou lui rendant hommage. 1815-1844.

Papiers familiaux. 1824-1841.

Dossier de succession. 1835-1845.

2. *Papiers du comte Joseph-Balthazar Siméon (1781-1846).*

États des services. Ans X-XIII.

Décorations françaises et étrangères. 1814-1837.

Lettres relatives à ses fonctions de directeur général des Beaux-Arts. 1822-1829.

Commissions dont il fut chargé au Conseil d'État.

Documents concernant différents objets d'art ayant appartenu à la famille.

Divers papiers de succession.

Papiers du comte Henri Siméon (1803-1874).

Dossier concernant les fonctions publiques occupées par Henri Siméon. 1821-1852.

3. Pièces relatives à ses fonctions de préfet des Vosges, du Loiret. 1832-1840.

Dossier relatif à ses fonctions de président et rapporteur de la Commission des comptes. 1842.

Autographes, documents historiques.

Documents relatifs au choix d'un emplacement pour la Bibliothèque royale. 1838.

Mémoire à l'Empereur sur l'établissement d'un jury en Westphalie. 1808.

Lettre patente sur parchemin autorisant Joseph-Jérôme Siméon à demeurer au service du roi de Westphalie. 1812.

4-5. Documents relatifs aux fonctions de ministre de Justice et de l'Intérieur du royaume de Westphalie du comte Siméon. 1807-1820.

Notes autographes, travaux politiques. 1789-1814.

6-15. Dossiers de l'affaire Mirès. 1859-1862.

16. Notes notamment sur les biens restitués aux émigrés, sur les rivières non navigables, sur la loi du sacrilège, correspondance, discours. 1791-1838.

17. Livre de raison et de comptes écrit par Sextius Siméon, administrateur du pays de Provence, syndic de la noblesse, titulaire d'une chaire de droit à Aix, père de Joseph-Jérôme Siméon. 1749-1792.

Fondation de dépôts de mendicité pour le département du Loiret. 1841-1848.

18. Livres de raison, 1736-1788 et 1786-an XIII.

19-25. Correspondance des comtes Siméon. 1793-1846.

Supplément.

26-31. Papiers de Joseph-Jérôme Siméon (1749-1842) et d'Henri Siméon (1803-1874).

Sources complémentaires.

La Bibliothèque administrative de la Ville de Paris conserve des papiers du comte Joseph-Jérôme Siméon : brouillons de lettres aux ministres, de rapports au Conseil d'État, de discours à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés, lettres reçues. 1814-1833.

Les Archives départementales du Loiret conservent le microfilm des pièces relatives aux fonctions de préfet du Loiret du comte Henri Siméon.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 772.

JACQUOT (Alain), « Compagnie Générale des Eaux. Rapport du conseil d'administration lu par son président, le comte Henri Siméon, lors de la première assemblée générale des actionnaires de la société tenue à Paris le 16 octobre 1853 (note de recherche), dans *Eau : le temps d'un bilan, Flux* [Noisy-le-Grand], n° 52-53 (avril-septembre 2003), p. 100-110.

559 AP

FONDS MARCEAU PIVERT

Dates extrêmes : 1921-1958.

Importance matérielle : 67 cartons (559 AP 1-74).

Modalités d'entrée : don de Madame Jacqueline Outin, 1994.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds déposé au Centre d'histoire sociale de l'université de Paris I (Centre Malher, 9 rue Malher 75004 Paris).

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par J. Outin et G. Morin, 85 p.

Notice biographique.

Marceau Pivert est né le 2 octobre 1895. Jeune enseignant, sorti patriote de l'École normale, il subit le choc de la Première Guerre mondiale et devient pacifiste. Fondateur d'une association de défense des instituteurs anciens combattants (A.G.I.F.A.C.), syndicaliste enseignant, franc-maçon depuis 1919, il s'engage au Parti socialiste français, scission du Parti socialiste-Section française de l'Internationale ouvrière (P.S.-S.F.I.O.) dans l'Yonne, en 1922, puis à la S.F.I.O., en 1924, à sa sortie de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il milite à la xv^e section dès son arrivée à Paris et rejoint la tendance de gauche, la « Bataille socialiste », dont il devient rapidement un des principaux animateurs. Membre de la C.A.P. de la S.F.I.O., il fonde sa propre tendance, la « Gauche révolutionnaire », en 1935. Animateur de « l'équipe » de cinéma socialiste avec Germaine Dulac et Robert Talpain, Marceau Pivert supervise la production de plusieurs films militants. En 1936, il participe au gouvernement du Front populaire, au secrétariat de la présidence du Conseil, chargé plus particulièrement de la presse, de la radio et du cinéma. Secrétaire de la fédération de la Seine, exclu de la S.F.I.O. à la fin de 1938, il fonde le Parti socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.) qui ne résista pas à la guerre. Envoyé aux U.S.A. par la direction de son parti, il gagne le Mexique où il anime avec Gorkin et Victor Serge le Front ouvrier international.

De retour en France au début de 1946, Marceau Pivert réintègre la S.F.I.O., appuie la prise de contrôle du parti par Guy Mollet et Yves Dechézelles, entre l'année suivante au comité directeur du parti et participe à la constitution de la Troisième force, des mouvements européens et du Congrès des peuples contre l'impérialisme. Dès la fin des années 1940, il se sépare de Guy Mollet en se prononçant contre la participation au gouvernement. Malade, en 1950, il quitte la direction de la fédération de la Seine. Il conserve néanmoins une grande activité au comité directeur de la S.F.I.O. et dans les mouvements européens. Hostile à la Communauté européenne de défense et surtout à la Guerre d'Algérie conduite par Guy Mollet, écarté de la direction du parti peu après le voyage en U.R.S.S. d'une délégation dont il fait partie, Marceau Pivert participe activement à la création de la minorité socialiste qui fit scission peu après son décès en juin 1958. La plupart de ses amis et sa femme ont poursuivi son action au Parti socialiste autonome.

Présentation du contenu.

559 AP 1-4. Activités politiques de 1927 à 1940 : documentation politique jusqu'en 1939, notes sur les années trente, presse socialiste de 1933 à 1939.

- 5-13. Activités politiques et documentation. 1940-1945.
 - 5. Carnets d'exil et correspondance. 1940-1942.
 - 6-9. Activités politiques aux U.S.A. et au Mexique. 1940-1957.
 - 10. Institut français d'Amérique latine. 1944-1945.
 - 11. *Cahiers d'information du militant* et *Politica*. 1935-1938 et 1922-1930.
 - 12. Documentation sur les techniques nouvelles et les structures sociales. 1940-1945.
 - 13. France en guerre : mouvement national révolutionnaire et presse diverse. 1940-1944.
- 14-38. Vie politique française. 1944-1958.
 - 14-15. Presse fondée par Marceau Pivert. 1946-1950.
 - 15bis. Fichier des adhérents de la xv^e section. 1957-1960.
 - 16-25. S.F.I.O. 1945-1958.
 - 26. Notes et conférences. 1954-1957.
 - 27. Laïcité et enseignement : bulletins, motions, déclarations. 1949-1953.
 - 27bis. Université socialiste. 1947-1956.
 - 29-30. Presse et documentation de la S.F.I.O. 1946-1958.
 - 31. S.F.I.O. et problèmes internationaux. 1947-1951.
 - 32-33. Notes du Comité directeur. 1947-1956.
 - 34. 3^e force. Élections. Bilinguisme et conseil des communes d'Europe. 1947-1957.
 - 35-36. Partis, syndicats et organisations françaises diverses. 1947-1957.
 - 37. Presse française diverse. 1945-1954.
 - 38. Franc-maçonnerie et coopératives. 1944-1955.
- 39-41. Voyage en U.R.S.S. 28 avril-14 mai 1956.
- 42-58. Activités internationalistes et anticolonialistes. 1940-1958.
- 59-66. Activités européennes et mouvements fédéralistes. 1945-1958.
- 67-74. Écrits divers. 1921-1958.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds de l'Association des amis de Marceau Pivert (22 AS 1-5).

Bibliographie.

KERGOAT (Jacques), *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 1994.
Bulletin du Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, n° 18, 1995, p. 106-120.

560 AP

FONDS PLEVEN

Dates extrêmes : 1907-1988.

Importance matérielle : 66 cartons (560 AP 1-66) ; 8,12 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Mesdames Michel Worms de Romilly et Louis Andlauer et de Monsieur Patrick Pleven, 1994-2002.

Conditions d'accès : sur autorisation ou sur dérogation.

Instrument de recherche : *Papiers René Pleven. 560 AP* [560 AP 1 à 64]. *Inventaire*, par A. Callu, Paris, Archives nationales, 1995, 63 p. ; rép. num. détaillé dact. (560 AP 66), par A. Lafolie, 2009, 7 p.

Notice biographique.

Après avoir obtenu son diplôme de l'École libre des sciences politiques, René Pleven (1901-1993) échoue au concours de l'inspection des Finances. Il milite à l'Association de la jeunesse catholique de France ainsi qu'en faveur de la Société des Nations. Il rencontre ainsi Jean Monnet grâce auquel il devient de 1929 à 1939 directeur général pour l'Europe de la firme américaine Automatic Telephone Company, établie en Angleterre. Mobilisé en 1939, il est nommé adjoint de Jean Monnet au Comité de coordination franco-britannique à Londres, d'où il est envoyé aux États-Unis « comme chef adjoint » de la mission d'achat de l'armée de l'Air. Il se rallie à de Gaulle le 8 juillet 1940. Le 6 août, il est envoyé avec le commandant Leclerc et le capitaine Hettier de Boislambert en A.E.F., pour œuvrer au ralliement de celle-ci. Sa mission accomplie, il demeure à Brazzaville comme secrétaire général jusqu'à ce que le général de Gaulle l'envoie en mission à Washington en août 1941. Lors de la fondation du Comité national français (C.N.F.), René Pleven est nommé responsable du secteur Économie, Finances et Colonies. Commissaire aux Colonies dans le Comité français de la Libération nationale (C.F.L.N.) dès juin 1943, il préside en janvier 1944 la conférence africaine de Brazzaville. À la Libération, René Pleven conserve le ministère des Colonies, puis devient ministre des Finances, jusqu'au départ de de Gaulle en janvier 1946. René Pleven revient au gouvernement en 1949, en acceptant le ministère de la Défense nationale que lui offre Georges Bidault. Il occupe à nouveau ce ministère de mars 1952 à juin 1954, après avoir été président du Conseil du 13 juillet 1950 au 28 février 1951 puis du 11 août 1951 au 7 janvier 1952. Ministre de la Défense nationale lors de la chute de Diên Biên Phu le 7 mai 1954, il ne retrouve un ministère qu'en 1958, dans le gouvernement Pflimlin où les Affaires étrangères lui échoient pour quelques jours. Partisan du « oui » au référendum de 1958, il provoque avec Eugène Claudius-Petit une scission de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.) contre François Mitterrand, son rival.

A partir de 1969, René Pleven occupe le ministère de la Justice dans les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer, avant de démissionner, le 17 mars 1973, après avoir subi un échec lors des élections législatives. Constamment réélu député des Côtes-du-Nord sous la IV^e puis sous la V^e République jusqu'à son échec de mars 1973, René Pleven a aussi été directeur du journal *Le Petit Bleu des Côtes-du-Nord*, président du Centre d'études et de liaison des intérêts bretons (1951-1972), président du Conseil général des Côtes-du-Nord (1948-1976) et président du conseil de la région de Bretagne (1974-1976).

Présentation du contenu.

560 AP 1-22, 66. Papiers personnels.

1-4. Agendas. 1935-1986.

5. Carnets d'adresses. 1940-1973.

6, 66. Jeunesse. 1915-1928.

7-14. Discours et déclarations. 1943-1990.

15. Interviews. 1963-1989.

16. Correspondance, notes, articles et hommages. 1940-1993 et s. d.

17-20. Caricatures. 1950-1954.

21-22. Photographies. 1920-1984 et sans date.

23-55, 66. René Pleven au service de l'État.

23-25, 66. La « drôle de guerre » et les débuts de la France libre. 3 septembre 1939-septembre 1941.

26, 66. Vice-président et commissaire à l'Économie, aux finances, aux colonies, à la marine marchande et aux Affaires étrangères du Comité national de Londres. 24 septembre 1941-3 juin 1943.

27-30, 66. Commissaire aux Colonies puis ministre des Colonies au Comité français de la Libération nationale d'Alger et de Paris et au Gouvernement provisoire de la République française. 3 juin 1943-16 novembre 1944.

31-38. Ministre de l'Économie nationale et des Finances au Gouvernement provisoire de la République française. 16 novembre 1944-26 janvier 1946.

39-40. Ministre de la Défense nationale. 28 octobre 1949-12 juillet 1950.

41-47. Président et vice-président du Conseil. 12 juillet 1950-20 janvier 1952.

48-52. Ministre de la Défense nationale. 8 mars 1952-19 juin 1954.

53. Crises gouvernementales de 1957 et 1958.

54. Garde des Sceaux. 22 juin 1969-17 mars 1973.

55. Vie politique après 1973.

56-64. Président de l'U.D.S.R., député des Côtes-du-Nord, membre du Parlement européen.

56-62. Représentant du peuple aux assemblées. 1945-1988.

63-64. Activités intéressant la Bretagne. 1941-1986.

66. Divers : notes, correspondance, distinctions honorifiques, photographies. 1944-1974.

Supplément.

65. - Photographies du procès du capitaine Dreyfus par le conseil de Guerre, Rennes, septembre 1899, par Jules Pleven, lieutenant au 41^e régiment d'infanterie chargé de la garde, 7 photographies.
- Madame René Pleven : correspondance au titre des œuvres sociales pendant la guerre et à la Libération. 1940-1946.
- René Pleven : correspondance de jeunesse (1923-1929) ; correspondance échangée avec sa mère (1944-1950) ; sortie du séquestre de ses biens à la Libération (1944-1946).
- Journal de guerre de M^{me} Jules Pleven, mère de René Pleven. 1940-1945.
- Jules Pleven, père de René Pleven : 4 cahiers intitulés « Mémoires d'un officier de la République », avec généalogie à la fin du 4^e cahier. 1907-1925.

Sources complémentaires.

Aux Archives nationales (site de Paris), il convient de se reporter à l'entretien avec René Pleven sur la construction européenne (6 AV 9-10) et au fonds de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (412 AP).

Voir également, dans les fonds ministériels des Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence), le fonds du cabinet Pleven, commissaire aux Colonies de juin 1943 à novembre 1944 (FOM 12-72).

Voir, dans la série W des Archives départementales des Côtes-d'Armor, les versements effectués par la préfecture.

Voir au ministère des Finances, en plus des cartons relatifs à l'époque de la France libre et du Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.), le petit fonds privé de René Pleven (5 A 7-12).

Bibliographie.

Informations extraites de *Papiers René Pleven. 560 AP. Inventaire*, par A. Callu.

PLEVEN (René), *Avenir de la Bretagne*, Éditions Calmann-Lévy, 1961.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 720.

BOURGEARD (Christian), *René Pleven. Un Français libre en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1994, 473 p.

561 AP

FONDS GEORGETTE ELGEY

Dates extrêmes : 1914-2008.

Importance matérielle : 41 cartons (561 AP 1-41) ; 5,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Georgette Elgey, 1992-2008 , 6 octobre 2008.

Conditions d'accès : sur autorisation ou sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (561 AP 1-21), par S. Lacombe, 1999, 6 p. ; rép. num. dact. (561 AP 22-41), par C. Piketty, 2009, 9 p.

Notice biographique.

Journaliste et historienne, Georgette Elgey est l'auteur de plusieurs ouvrages : *Histoire de Vichy* (1954) écrit avec Robert Aron, *La Fenêtre ouverte : récit* (1973), *Anonymes* (1980), *La Cinquième ou la république des phratries* (1999). Georgette Elgey est surtout connue pour son *Histoire de la IV^e République* dont quatre tomes sont publiés à ce jour. Pour cette publication, elle a interviewé des hommes politiques et utilisé ses notes et résumés d'entretiens, mais aussi l'abondante documentation à laquelle elle a eu accès comme collaboratrice de François Mitterrand à l'Élysée. Georgette Elgey est membre du Conseil économique et social depuis septembre 1999.

Présentation du contenu.

561 AP 1-3. Interviews faites par Georgette Elgey : transcriptions et résumés. 1951-1970, 1989.

4. Documentation sur des hommes politiques : Vincent Auriol, Félix Guin, Jean Monnet, Paul Ramadier, Robert Schumann et Maurice Thorez. Écrits de et sur Auguste Champetier de Ribes. 1914-1982.
- 5-21. Archives de personnalités remises à Georgette Elgey. 1953-1955.

Supplément.

- 22-41. Documentation ayant servi pour la rédaction de son *Histoire de la IV^e République* (dossiers de personnalités, transcriptions d'interviews, lettres). 1956-2008.
- 22-23. Interviews : transcriptions et résumés. 1963-2008.
- 24-28. Correspondance. 1962-1996 et s. d.
- 29-41. Archives confiées à Georgette Elgey par diverses personnalités.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique de S. Lacombe.

562 AP

FONDS AMIRAL D'ESTAING

Dates extrêmes : XVIII^e siècle.

Importance matérielle : 55 cartons (562 AP 1-55) ; 10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. par C. Sibille, 2000, 16 p.

Notice biographique.

Né à Ravel (Puy-de-Dôme) le 20 novembre 1729, Charles-Henri, comte d'Estaing entra aux mousquetaires en mai 1738. Lieutenant au régiment de Rouergue en septembre 1745, il fit la campagne de Flandre de 1746 et 1747 et fut promu capitaine en novembre 1747. Colonel au régiment de Rouergue en janvier 1748, blessé au siège de Maestricht, il effectua après la paix une mission en Angleterre. Brigadier d'infanterie en octobre 1756, il partit pour les Indes sur le *Zodiaque* dans l'escadre d'Aché, servit dans l'armée commandée par Lally-Tollendal et se distingua en 1758 aux combats de Gondelour, d'Arcote et à la prise du fort Saint-David. Blessé et fait prisonnier à l'attaque de Madras, il fut libéré sur parole et gagna l'île de France où il arma deux navires pour organiser une expédition contre les établissements anglais du golfe Persique. Il détruisit deux forts, prit un bâtiment anglais de 40 canons puis alla ravager les comptoirs anglais de la côte de Sumatra. Maréchal de camp en février 1761, lieutenant général en juillet 1762, il reçut le commandement d'une expédition qui se préparait à Brest contre les colonies portugaises du Brésil, mais qui fut annulée par la signature du traité de Paris. Nommé lieutenant général des armées navales en décembre 1763, gouverneur général des îles sous le Vent à Saint-Domingue en février 1763, il fut inspecteur général commandant la marine à Brest en 1772 et l'année suivante commandant l'escadre de Toulon. Vice-amiral en février 1777, il reçut en avril 1778 le commandement de l'escadre chargée d'aller porter aide et assistance aux insurgés américains. Il fut ensuite nommé commandant en chef de la grande escadre franco-espagnole réunie à Cadix en vue d'opérations aux Antilles (août 1780). Gouverneur de Touraine en 1785, membre de l'Assemblée des notables de 1787, commandant de la garde nationale de Versailles en 1789, il joua un rôle équivoque dans les journées des 5 et 6 octobre. Nommé amiral de France le 1^{er} janvier 1792, il refusa de servir à terre mais fut à nouveau promu en janvier 1793. Arrêté comme suspect, il fut condamné à mort et exécuté à Paris le 28 avril 1794.

Historique de la conservation.

Les archives de l'amiral d'Estaing étaient conservées dans le château de Ravel (Puy-de-Dôme), avec le chartrier de Ravel et les archives de la famille de Riberolles, qui sont restées sur place.

Présentation du contenu.

Archives de fonctions de l'amiral d'Estaing.

- 562 AP 1-4. Campagnes, dont l'expédition de 1762 au Brésil, le voyage de Brest aux îles en 1763, et la Grenade en 1780. 1749-1780.
- 5-38. Gouvernement général des îles sous le Vent à Saint-Domingue.
5. Actes du pouvoir souverain. 1763-1764.
 - 6-7. Conseils supérieurs. 1763-1766.
 8. Papiers de la Cour. 1763-1766.
 - 9-10. Copies des lettres envoyées par le comte d'Estaing. 1765-1766.
 - 11-12. Relations avec l'Espagne. 1763-1766.
 13. Relations avec l'Angleterre. 1763-1765.
 14. Biens de l'amiral d'Estaing : habitation du Morre du Cap. 1764-1776.
 - 15-17. Etablissements : Môle Saint-Nicolas, La Tortue, Port-de-Paix, Le Cap et Le Petit Grave, Port-au-Prince. 1749-1766.
 - 18-20. Fortifications et défense intérieure de Saint-Domingue.
 - 21-28. Affaires militaires : Marine, maréchaussée, Génie, artillerie, troupes, troupes nationales. 1743-1766.
 - 29-38. Administration, comptabilité, commerce, justice, affaires religieuses et diverses, voirie, police. 1761-1766.
- 39-55. Correspondance active et passive de l'amiral d'Estaing. 1755-1789.

Sources complémentaires.

La table des matières de l'ouvrage imprimé *Signaux de l'escadre de l'amiral d'Estaing* (1778) a été microfilmée par les Archives nationales (site de Paris) sous la cote 166 Mi 1.

Le répertoire des pièces du chartrier de Ravel (archives des seigneurs de Ravel dont les d'Estaing) a été microfilmé par les Archives nationales sous la cote 136 Mi 1.

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 13, 1975, col. 55-59.
MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 2, lettres D-H, p. 1987.

563 AP

FONDS ALEXANDRE RIBOT

Dates extrêmes : 1848-1955.

Importance matérielle : 58 cartons (563 AP 1-58) ; 7,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Eugène Simoneau-Ribot, 1994.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'au 26 juillet 2014.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par B. Joly, 1996, 58 p.

Notice biographique.

Né à Saint-Omer le 7 février 1842, Alexandre Ribot étudia le droit, fut lauréat de la faculté de Paris en 1863 et reçu docteur en 1864. Inscrit au barreau de Paris, secrétaire de la conférence des avocats, il entra dans la magistrature le 2 mars 1870, comme substitut au tribunal de la Seine. Directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice en 1875-1876, Alexandre Ribot fut élu député du Pas-de-Calais de 1878 à 1909. Spécialisé dans les questions budgétaires, il fut rapporteur de chacune des commissions de 1881 à 1888. Il reçut le portefeuille des Affaires étrangères dans les ministères Freycinet (mars 1890) et Loubet (février 1892). Il accepta la présidence du Conseil et le ministère de l'Intérieur, le 6 décembre 1892, du président Sadi Carnot, constituant ainsi le 1^{er} et le 2^e cabinet Ribot jusqu'au 4 avril 1893. Il fut l'auteur de l'alliance franco-russe. Le 26 janvier 1895, Félix Faure lui confia la présidence du Conseil (3^e cabinet Ribot) avec le portefeuille des Finances. L'expédition de Madagascar eut lieu sous son ministère qui fut renversé en octobre 1895, à la suite d'une interpellation sur les chemins de fer du Sud.

A la Chambre, Ribot présida la commission de réforme de l'enseignement secondaire. En 1905, il prit part à la discussion de la loi de séparation des Églises et de l'État. Alexandre Ribot fut élu sénateur du Pas-de-Calais en 1909. Du 9 au 3 juin 1914, il fut à nouveau président du Conseil et garde des Sceaux. Ministre des Finances dans le cabinet Viviani (août 1914-octobre 1915) puis dans les deux cabinets Briand (octobre 1915-mars 1917), il redevint président du Conseil et ministre des Affaires étrangères le 20 mars 1917. Réélu sénateur en 1920, il appartient à la commission des Affaires étrangères du Sénat dont il fut le vice-président. Alexandre Ribot mourut le 13 janvier 1923.

Présentation du contenu.

563 AP 1-5. Jeunesse, copies de correspondance, souvenirs, discours académiques. 1848-1922.

1. Famille, scolarité, souvenirs d'enfance et de jeunesse, copies de correspondance. 1848-1896.
2. Carrière au barreau, dans la magistrature et à la Chancellerie. 1868-1876.
- 3-4. Correspondance. 1861-1885.
5. Notes personnelles et souvenirs. Imprimés et discours académiques. 1861-1922.
- 6-13. Carrière politique. 1875-1921.
6. Premiers mandats parlementaires. Affaire du journal *Le Parlement*. 1878-

- 1885.
7. Élections législatives. Activités parlementaires. Questions politiques locales. 1881-1920.
 8. Scandale de Panama. 1892-1896.
 9. Président du Conseil et ministre des Finances. Janvier-octobre 1895.
 10. Loi du 12 avril 1908 sur la petite propriété. 1906-1921.
 - 11-12. Distinctions honorifiques. Politique étrangère. 1875-1913.
 13. Élection présidentielle de 1913. Questions financières. 1912-1914.
 - 14-19. Première Guerre mondiale. 1914-1920.
 14. Politique étrangère. 1915-1917.
 - 15-16. Négociations financières. Financement de l'effort de guerre. 1914-1918.
 - 17-19. Ministère Ribot. 1916-1920.
 - 20-25. Matériaux destinés à la rédaction des souvenirs. 1869-1955.
 - 26-58. Correspondance. 1860-1922.
 - 26-40. Dossiers par correspondants.
 - 41-49. Correspondance générale. 1860-1922.
 - 50-58. Correspondance familiale. 1872-1922.

Bibliographie.

Informations extraites de la chronologie figurant en tête du répertoire numérique détaillé de B. Joly.

RIBOT (Alexandre), *Lettres à un ami. Souvenirs de ma vie politique*, Paris, Éditions Bossard, 1924, 355 p.

564 AP

FONDS LOUIS DE CHAPPEDELAINÉ

Dates extrêmes : 1931-1939.

Importance matérielle : 83 cartons (564 AP 1-83) ; 14 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du comte de Lourmel de Houmelin, 1979.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 9 p.

Notice biographique.

Né en 1876, fils d'officier de marine, le Breton Louis de Chappedelaine est avocat lorsqu'il entre au groupe d'action libérale à la Chambre. Il fait une très courte apparition au gouvernement en occupant moins d'une semaine le secrétariat à l'Agriculture dans le premier cabinet Chautemps, en 1930. L'année suivante, il est chargé par Laval de la Marine marchande, sujet sur lequel il s'est penché depuis plus de vingt ans comme député des Côtes-du-Nord (1910-1939). Il travaille à la réorganisation de ses services, sur les questions sociales et sur la place de l'État aussi bien vis-à-vis des chantiers navals que des compagnies maritimes. Ministre des Colonies au moment de l'Exposition coloniale, il se préoccupe des impôts en Indochine et des taxes sur le rhum. Il retrouve deux fois le portefeuille de la Marine marchande (24 janvier-4 juin 1936, 10 avril 1938-13 septembre 1939) où il suit de près les dossiers sociaux. Il démissionne en septembre 1939 pour raison de santé et meurt deux mois plus tard. Louis de Chappedelaine avait également été directeur du journal *La Gauche laïque, démocratique et sociale* en 1936-1938.

Présentation du contenu.

564 AP 1-4, 6-11, 18-20, Député des Côtes-du-Nord. 1933-1939.
22-25, 28, 34, 38-50, 52, 59-
61, 63-65, 67-71, 73, 75, 77,
81-82.

564 AP 16, 31, 36. Conseiller général du département des Côtes-du-Nord. 1935-1937.

564 AP 5, 13, 26, 29-30, 33, Ministre de la Marine marchande. 1931-1939.
37, 53-58, 66, 78-80, 83.

564 AP 14, 74. Documentation et notes sur les relations extérieures. 1934.

564 AP 21, 23, 31, 35, 51, Documentation sur les questions économiques et sociales.
62, 76. 1935-1938.

564 AP 10, 32. Correspondance comme directeur du journal *La Gauche laïque, démocratique et sociale*. 1936-1938.

564 AP 12, 15, 17, 27, 72. Correspondance relative à sa propriété à Beaubois-par-Jugon (Côtes-du-Nord). 1917-1939.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 402.

565 AP

FONDS FLAHAUT

Dates extrêmes : XVIII^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 34 cartons (565 AP 1-34) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 1994.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : *Archives du général Charles de Flahaut et de sa famille (565 AP)*.

Inventaire, par Jean-Philippe Chaumont, Paris, 2005, 249 p.

Notice biographique.

Enfant naturel de Talleyrand et de la comtesse de Flahaut, officiellement fils de Charles François de Flahaut, comte de la Billarderie, maréchal de camp (mort en 1793) et d'Adélaïde-Marie-Émilie Filleul (morte en 1836), remariée en 1802 à Joseph-Marie de Souza-Bothello, ministre du Portugal, Auguste-Charles-Joseph, comte de Flahaut de la Billarderie (1785-1870) émigra avec sa mère, d'abord à Londres, puis en Argovie. Il rentra en France en 1797. Ingénieur géographe surnuméraire au dépôt général de la Marine, grâce à Talleyrand, engagé au corps des hussards volontaires, il passa au 5^e régiment de dragons en mai 1800 et fit la bataille de Marengo. Aide de camp de Murat, il participa aux batailles d'Iéna et Auerstaedt en 1806, aux batailles d'Eylau et Friedland en 1807. Il servit en Espagne, en Allemagne et devint baron d'Empire en 1809. En 1811, il eut de sa liaison avec la reine Hortense un fils qui devint le duc de Morny. Émigré en Angleterre de 1815 à 1827 (où il épousa la fille de lord Keith), il retrouva son grade de général de division à l'avènement de Louis-Philippe qui le fit pair de France en 1830, le nomma ministre plénipotentiaire à Berlin (1831), puis ambassadeur à Vienne (1842-1848). Sénateur en 1853, il fut promu grand chancelier de la Légion d'honneur en 1855. À nouveau ambassadeur à Londres en 1860, il fut relevé de sa retraite et placé dans la 2^e section (réserve) du cadre de l'état-major général.

Présentation du contenu.

565 AP 1. Famille paternelle de Charles de Flahaut.

565 AP 2-8. Famille maternelle de Charles de Flahaut.

2. Charles-François Filleul, grand-père de Charles de Flahaut.

3. Irène de Séran de La Tour, veuve du Buisson de Longpré, et son fils Jacques de Buisson de Longpré, arrière-grand-mère et grand-oncle de Charles de Flahaut.

4. Julie Filleul, épouse du marquis de Marigny puis du marquis de Bourzac, tante de Charles de Flahaut.

5-8. Adélaïde Filleul, épouse Flahaut puis Souza, mère de Charles de Flahaut.

565 AP 9-19. Charles de Flahaut.

9. Lettres de famille.

10-12. Lettres reçues d'autres correspondants.

13-18. Carrière militaire et politique. 1785-1870.

- 19. Notes historiques, biens et divers.
- 20-28. Margaret Mercer Elphinstone, lady Keith épouse de Flahaut.
 - 20-25. Lettres de famille.
 - 26-27. Lettres reçues d'autres correspondants.
 - 28. Biens et divers.
- 29-34. Enfants de Charles de Flahaut.
 - 29-31. Emily de Flahaut et son mari Henry Petty-Fitzmaurice, marquis de Lansdowne, lord Shelburne.
 - 32-33. Clémentine de Flahaut.
 - Georgine de Flahaut et Félix, marquis de Lavalette, son mari.
 - 34. Louise de Flahaut.
 - Filles non nommées.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 804.

566 AP

FONDS LAMARQUE

Dates extrêmes : 1760-1869.

Importance matérielle : 17 cartons, 1 portefeuille (566 AP 1-30) ; 3 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1992-1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par C. Sibille et Ségolène Garçon, 2001, 47 p.

Notice biographique.

Né à Saint-Sever (Landes) en 1770, fils d'un député à la Constituante, Maximilien Lamarque s'enrôla en 1791 dans un bataillon de volontaires des Landes et arriva rapidement au grade de capitaine de grenadiers dans la colonne infernale commandée par La Tour d'Auvergne. Il passa à l'armée d'Espagne, y fut nommé adjudant général. Il gagna son grade de général de brigade à l'armée du Rhin (1801) et, sous l'Empire, fit campagne dans le royaume de Naples, où il prit Gaète (1806) et Capri. Il fit partie de l'armée qui rejoignit Napoléon à Wagram. Commandant en chef de l'armée de la Loire et des 12^e, 13^e et 22^e divisions militaires pendant les Cent-Jours, il réprima la résistance royaliste en Vendée et obligea les chefs vendéens à signer la paix à Cholet le 26 juin 1815. Exilé après la seconde Restauration, et rentré en France en 1818, il fut, dix ans après, élu député de Mont-de-Marsan et se fit remarquer comme orateur de l'opposition sous la monarchie de Juillet. Il était très populaire quand le choléra l'emporta en 1832. Ses funérailles furent l'occasion de l'émeute des 5-6 juin. Le général Lamarque a laissé des *Souvenirs*, publiés après sa mort (1835-1836).

Présentation du contenu.

566 AP 1. Familles Lamarque et Brethoux-Lasserre. 1760-1791.

566 AP 2-29. Jean-Maximilien, comte Lamarque. 1791-1832.

2. Papiers personnels. 1791-1832.

3-29. Papiers de fonctions.

3. Armée des Pyrénées occidentales. 1793-1795.

4. 11^e division militaire. 1796-1797.

5-10. Armée du Rhin. 1798-1799.

11. Corps d'observation de la Gironde puis camps de Bayonne et de Brest, 1801-1804.

12. 2^e brigade de la division Desjardin au 7^e corps de la Grande Armée, 1805.

13-15. Campagnes dans le royaume de Naples et des Deux-Siciles. 1806-1810.

16-18. Campagnes en Espagne. 1811-1814.

19. Première Restauration. 1814.

20-24. Cent-Jours et début de la Seconde Restauration. Mai-août 1815.

20. Armée du Nord

21-24. Armée de la Loire.

25. Exil à Bruxelles et Amsterdam sous la seconde Restauration. 1816-1818.
 26. Retour d'exil et retraite à Saint-Sever. 1818-1828.
 - 27-28. Député des Landes. 1828-1832.
 29. Écrits.
- 566 AP 30. Louis, comte Lamarque, fils du général. 1832-1869.

Bibliographie.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 140.

567 AP

FONDS VOGÜÉ

Dates extrêmes : xvii^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 257 cartons et 2 portefeuilles (567 AP 1-264) ; 34,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1994.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. Hohl, 1997, 49 p.

Notice historique.

La famille de Vogüé tire son nom d'une localité située sur le cours de l'Ardèche, à quelque distance au sud d'Aubenas. Dès avant la Révolution et à la suite d'alliances matrimoniales, la branche aînée des Vogüé avait quitté le Vivarais pour s'établir en Bourgogne, en Berry et dans le Nivernais.

Cerice de Vogüé (1732-1812), lieutenant général des armées du roi et député du Vivarais aux états généraux, émigra sous la Révolution, servit dans l'armée des Princes, rentra en France sous le Consulat et mourut sous l'Empire en 1812. Son fils Charles Elzéar (mort en 1807) épousa Zéphirine de Damas, dans l'ascendance de laquelle entraient les Andrault de Langeron et les Bouhier. Ils eurent deux fils, Léonce, né en 1805, et Charles, né postérieurement à la mort de son père. Leur tutelle fut confiée à leur mère, qui épousa en secondes noces César Laurent de Chastellux.

Léonce de Vogüé (1805-1877), fils aîné de Charles Elzéar, entra dans la carrière militaire, participa à la campagne de Catalogne de 1823 et à l'expédition d'Alger de 1830. Il quitta le service la même année, par fidélité aux Bourbons. Entré en politique en 1836, Léonce de Vogüé fut conseiller général du Cher en 1839, échoua à la députation dans l'arrondissement de Sancerre en 1842, accueillit favorablement la République de 1848 et siégea à l'Assemblée constituante comme représentant du Cher. Réélu à l'Assemblée législative en mars 1850, il s'opposa au coup d'État du 2 décembre. Membre de la Société d'agriculture du Cher et de la Société centrale d'agriculture, fondateur de la Société des agriculteurs de France, il travailla à promouvoir le progrès technique et les améliorations sociales.

Son fils aîné, Charles Jean Melchior (1829-1916) fut pendant trente ans représentant du canton de Léré au conseil général du Cher. Remarqué par Alexis de Tocqueville, alors ministre des Affaires étrangères, le jeune comte de Vogüé fut attaché en 1849 à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg, fonction à laquelle il renonça en 1852. Passionné d'archéologie, il explora la Syrie et la Palestine en 1853-1854 et il ramena de ses voyages des matériaux pour ses ouvrages. Il entra à l'Académie des inscriptions et belles-lettres comme membre libre en 1868 et participa à plusieurs périodiques savants : *Revue archéologique*, *Revue numismatique*, *Journal asiatique*, *Bulletin des Antiquaires*, *Correspondant*. En 1871, Thiers le nomma ambassadeur de France à Constantinople, poste qu'il quitta en 1875 pour occuper celui de Vienne jusqu'en 1879. Homme de foi et catholique militant, Melchior de Vogüé prit une part décisive au développement d'institutions œuvrant dans ce domaine : Office central des œuvres charitables, Œuvre de la propagation de la foi, Œuvre des écoles

d'Orient, Société de secours aux blessés militaires. Membre fondateur de cette dernière société, il en assura le fonctionnement dans le centre de la France durant la guerre de 1870 et il la présida à partir de 1904. Sous son impulsion se regroupèrent les trois sociétés qui formèrent la Croix-Rouge française. Académicien en 1901, Melchior de Vogüé a laissé *Une famille vivaroise. Histoires d'autrefois racontées à ses enfants*.

Présentation du contenu.

- 567 AP 1-9. Cerice de Vogüé. 1783-1812.
- 10-20. Charles Elzéar de Vogüé et Zéphirine de Damas, sa femme. xvii^e s.-1850.
- 21-126. Léonce de Vogüé.
 - 21-22. Travaux scolaires. 1813-1821.
 - 23. Carrière militaire. 1823-1870.
 - 24-26. Notes de voyage, documents rapportés de voyage. 1820-1852.
 - 27-33. Papiers personnels. 1805-1877.
 - 34. Cartes d'invitation, cartes de visiteurs. Notes généalogiques.
 - 35. Carnets à dessins.
 - 36-53. Correspondance active et passive du marquis de Vogüé. 1814-1877.
 - 54. Œuvres de piété, bonnes œuvres. 1828-1873.
 - 55-58. Titres de famille, successions. 1810-1875.
 - 59-60. Mémoires, factures, comptabilité. 1863-1875.
 - 67-79. Vie politique, élections sous les II^e et III^e République. 1848-1876.
 - 80-94. Léonce de Vogüé maître de forges. 1830-1874.
 - 95-126. Exploitation des domaines fonciers. 1829-1877.
- 127-264. Melchior de Vogüé.
 - 127-129. Papiers personnels. 1847-1914.
 - 130-131. Carnets de dessins, croquis et notes prises en voyage. 1846-1896.
 - 132-133. Réception à l'Académie française. 1902.
 - 134-150. Papiers familiaux et biens. 1855-1916.
 - 151-158. Société des agriculteurs de France. Sociétés agricoles du Cher, de la Nièvre, de l'Allier. 1893-1912.
 - 159-162. Œuvres d'assistance et de propagation de la foi. 1857-1916.
 - 163-174. Correspondance adressée à Melchior de Vogüé par ses proches. 1836-1916.
 - 175-193. Correspondance active et passive. 1848-1916.
 - 194-213. Légation de France en Russie (1850), ambassade de Constantinople (1871-1875), ambassade de Vienne (1875-1879).
 - 214-237. Travaux archéologiques et épigraphiques, participation aux activités de sociétés et de revues savantes. 1849-1933.
 - 238-245. Recherches sur le Vivarais. 1896-1915.
 - 246-259. Recherches sur le maréchal de Villars.
 - 260-264. Recherches historiques diverses.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de la Côte-d'Or conservent le chartrier de l'hôtel de Vogüé comportant, entre autres, les papiers de la tutelle des mineurs Vogüé pendant la période révolutionnaire (32 F 1-2330).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de C. Hohl.

VOGÜÉ (marquis de), *Une famille vivaroise. Histoires d'autrefois racontées à ses enfants*, Paris, Honoré Champion, 1912, 4 vol., 378 p., 370 p., 197 p. et 419 p.

CARDON (Fabrice), *Léonce Louis Melchior marquis de Vogüé, agronome, industriel et député (1805-1877)*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Claude-Isabelle BreLOT, Université François Rabelais de Tours, 1996, 402 p. dact.

568 AP

FONDS FRANÇOIS DEBRET

Dates extrêmes : 1813-1846.

Importance matérielle : 468 dessins non cotés et 3 cartons ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1996 et 2004.

Conditions d'accès : libre ; fonds conservé à la Section des cartes, plans et photographies.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

François Debret (1777-1850), élève de Charles Percier, fut responsable d'importants chantiers à Paris. Il y restaura plusieurs théâtres et fut chargé des travaux de l'École des beaux-arts (1822-1832), ancien musée des Monuments français, poursuivis par son beau-frère Charles Duban. Il fut également l'architecte de l'Opéra et du Conservatoire de musique de Paris (1838). Sa carrière lui valut d'être admis à l'Académie d'architecture (1825), d'être décoré de la Légion d'honneur et d'être nommé inspecteur général des bâtiments civils et membre du Conseil des bâtiments civils.

François Debret remplaça Jacques Célerier sur le chantier permanent de la basilique de Saint-Denis en 1813. Il restaura, sur les plans de son prédécesseur, les façades, la tour, la rose du transept, créa la chapelle du chapitre et intervint sur le décor intérieur de l'église. Il fut chargé, à la demande de l'empereur, d'y prévoir la tombe de Napoléon I^{er}, puis sous la Restauration, d'y réinstaller les tombeaux royaux exilés jusqu'alors au musée des Petits-Augustins. François Debret fut remplacé par Viollet-le-Duc en 1846.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Planches concernant la basilique de Saint-Denis exécutées depuis 1813 par François Debret et son atelier : plans de situation et de détail, plans techniques se rapportant au caveau des rois, aux chapelles, aux voûtes, aux arcs-boutants, aux échafaudages, projets d'aménagement de la nef, études des façades, de la rose, de la tour, pièces relatives à l'ornementation intérieure (grilles, autels, pavement, statuaire et sculptures, orgues, inscriptions et peintures, trésor, vitraux).

S'y ajoutent des dossiers documentaires, jadis classés par ordre alphabétique, renfermant dessins, croquis, aquarelles et gravures sur une grande variété de centres d'intérêt : monuments publics (salles d'assemblée, obélisques, colonnes commémoratives, etc.), églises de Paris, monuments funéraires (cimetière du Père Lachaise), décorations de maisons privées, ainsi que sur les vestiges archéologiques et les peuples d'Italie, d'Égypte et du Mexique.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent de nombreux dossiers de travaux effectués par Debret, notamment sous les cotes F¹³ 1029, 1273, 1781, 1792 et F²¹ 1394-1396, 1419-1421, 1580-1590, 2017-2018.

Les Archives de la Médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine conservent de nombreux dossiers des travaux de F. Debret.

Bibliographie.

GAUBERT (Sonia) et COHU (Rosine), *Archives d'architectes, état des fonds, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Direction des archives de France et Institut français d'architecture, 1996, p. 165.

569 AP

FONDS PIERRE LEFRANC

Dates extrêmes : 1937-1995.

Importance matérielle : 251 cartons (569 AP 1-308) ; 27,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1995 et 2004.

Conditions d'accès : sur autorisation et sur dérogation.

Instrument de recherche : *Papiers Pierre Lefranc (569 AP). Inventaire*, par A. Callu et P. Gillet, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1999, 174 p. ; rép. num. détaillé dact. (569 AP 306 à 308), par Aurore Lafolie, 2009, 8 p.

Notice biographique.

Engagé très tôt dans la Résistance, Pierre Lefranc (né en 1922), après un passage clandestin en Espagne, gagne l'Angleterre où il fait ses armes à l'École militaire des Cadets de Bewdley. De retour à la vie civile, il est chargé d'une mission de cinq mois au titre du ministère de l'Économie, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, à Madagascar et à la Réunion. Au Commissariat du Plan, il participe activement, en 1946 et 1947, aux travaux de la commission de modernisation et d'équipement des territoires d'outre-mer, présidée par René Pleven.

Après le retrait du général de Gaulle, Pierre Lefranc anime, en mars 1947, aux côtés de René Capitant et de Christian Fouchet, les débuts du Rassemblement du peuple français. En 1952, il devient secrétaire général du Comité d'action pour la productivité dans les assurances. Séduit par le modèle américain, il entreprend alors des voyages d'études aux États-Unis avec Jean-Raymond Fouchet, entre 1952 et 1958.

La crise du 13 mai 1958 qui marque le retour du général de Gaulle infléchit le parcours de Pierre Lefranc qui, chef de cabinet du président du Conseil, s'installe à Matignon. En janvier 1959, il quitte la rue de Varenne pour suivre le nouveau président de la République à l'Élysée, comme chargé de mission au cabinet, puis conseiller technique au Secrétariat général.

En juillet 1963, Pierre Lefranc est nommé préfet de l'Indre. En 1965, il devient président-directeur général de la Société financière de Radiodiffusion. Il ne renonce pas pour autant à ses activités de gaulliste. Il crée une Association nationale chargée de soutenir l'action du général de Gaulle. Lors des événements de mai 1968, il initie les Comités de défense de la République, chargés de sauvegarder l'œuvre du Général. Enfin, après la disparition de de Gaulle, Pierre Lefranc fonde un Institut dédié à sa mémoire et à son héritage, la future Fondation Charles de Gaulle.

Auditeur à l'Institut des hautes études de Défense nationale en 1974-1975, Pierre Lefranc préside aujourd'hui le Comité n° 5 dont la vocation est de « réfléchir à la défense militaire de la France ».

Présentation du contenu.

569 AP 1-264. Archives écrites.

- 1-2. Seconde Guerre mondiale. 1937-1945.
- 3-4. Mission en Afrique. 1945-1949.
5. Chargé de mission au Commissariat du plan. 1945-1947.
- 6-26. Rassemblement du peuple français (R.P.F.). 1947-1954.
- 27-28. Secrétaire général du Comité d'action pour la productivité dans les assurances. 1952-1958.
- 29-38. Chef de cabinet du général de Gaulle, président du Conseil. Juin 1958-janvier 1959.
- 39-106. Chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, président de la République, puis conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République. Janvier 1959-juillet 1963.
- 107-110. Préfet de l'Indre. Juillet 1963-septembre 1965.
- 111-121. Président-directeur général de la Société financière de radiodiffusion (SOFIRAD). 1965-1973.
- 122-156. Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle. 1958-1995.
- 157-160. Comités de défense de la République. 1958-1980.
- 161-202. Institut Charles de Gaulle. 1971-1991.
- 203-205. Journal *L'Appel*. 1973-1982.
- 206-209. Institut des hautes études de Défense nationale. 1974-1992.
- 210-231. Ouvrages. 1974-1994.
- 232-238. Articles. 1966-1994.
- 239-241. Conférences. 1958-1995.
- 242-247. Emissions et films de télévision. 1972-1989.
- 248-250. Documentation thématique rassemblée par Pierre Lefranc. 1973-1988.
- 251-254. Presse. 1971-1976.
- 255-262. Agendas et répertoires d'adresses. 1945-1989.
- 263-264. Correspondance. 1959-1981.
- 265-271. Archives iconographiques.
 265. Collection de photographies. 1944-1983.
 266. Photographies extraites des dossiers. 1943-1974.
 - 267-271. Collection d'affiches, cartes et dessins.
- 272-305. Archives sonores.
 - 272-283. Témoignage de Pierre Lefranc recueilli par les Archives nationales (2AV 1289-1300). 1995.
 284. Entretien de Pierre Lefranc et « notes orales ». 1960-1998.
 - 285-305. Interventions de Pierre Lefranc lors d'émissions radiodiffusées. 1976-1994.

Supplément.

306. Activités de Pierre Lefranc au R.P.F., puis au Cabinet du Président de Gaulle, travaux relatifs au général de Gaulle et documents divers. 1903-2004 et s. d.
307. Épreuves de l'édition illustrée des *Mémoires de Guerre*, publiée en 3 tomes en 1954, 1956 et 1959, corrigées et annotées par le général de Gaulle. S. d.
308. Typons d'imprimerie, tampons administratifs et pochette de colloque.

1990 et s. d.

Sources complémentaires.

Les archives de l'Association nationale pour l'appel au général de Gaulle dans le respect de la légalité républicaine (mai-juin 1958), devenue Association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle (juin 1958-novembre 1970), puis Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle (à partir de novembre 1970) sont conservées aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 81 AS.

Le compte rendu de fin de mission du sous-lieutenant Pierre Lefranc au maquis de la région du Blanc (été 1944) est conservé aux Archives nationales (site de Paris), dans le fonds d'archives du Bureau central de renseignements et d'action (3 AG 2 482).

Les Archives nationales (site de Paris) conservent l'enregistrement du témoignage de Pierre Lefranc (2 AV 1289-1300) ainsi que des ses interventions lors d'émissions radiodiffusées (6 AV 746-766).

Voir également le fonds de l'Amicale de l'École militaire des cadets de la France libre (présidée par Pierre Lefranc) au Service historique de l'armée de Terre (1 K 733).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction de *Papiers Pierre Lefranc (569 AP). Inventaire*, par A. Callu et P. Gillet.

570 AP

FONDS LÉON BLUM

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 35 cartons (570 AP 1-35) ; 4,85 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1995, complété par des achats, 1994-1995, et un don, 1998.

Conditions d'accès :

- 570 AP 1-34 : sur autorisation.
- 570 AP 35 : libre.

Instrument de recherche : inv. anal. dact. (570 AP 1-34) et index, par M.-G. Chevignard, 1979-1980, 4 vol., 345 p. ; suppl. dact. (570 AP 35), par Ch. Nougaret, 2004, 1 p.

Notice biographique.

Après des études à l'École normale supérieure et à la faculté de droit, Léon Blum (1872-1950), s'oriente vers la critique littéraire. Maître des requêtes au Conseil d'État, il participe aux côtés de Jaurès aux combats de l'Affaire Dreyfus et aux luttes qui entourent l'unification du parti socialiste et la création de *L'Humanité*. L'assassinat de Jaurès en 1914 marque l'entrée en politique de Léon Blum. Directeur de cabinet de Marcel Sembat, ministre du Ravitaillement durant la Première Guerre mondiale, il s'affirme comme le chef du parti S.F.I.O. Son intervention au Congrès de Tours de 1920 fait de lui le leader incontesté des réfractaires au communisme. De 1920 à 1940, il dirige le parti socialiste. Directeur du *Populaire*, il arrive au pouvoir à la tête de la coalition des partis de gauche en juin 1936. Avec les Accords de Matignon, la France se transforme radicalement. Blum décide également de ne pas intervenir en Espagne aux côtés du régime républicain menacé, afin de préserver les acquis du Front populaire. Voulant résoudre la crise économique par les pleins pouvoirs financiers, il se heurte à l'opposition du Sénat et démissionne en juin 1937. Vice-président du Conseil dans le troisième cabinet Chautemps, il retrouve la tête du gouvernement en mars 1938, réagit à l'Anschluss et envisage d'envahir l'Espagne après la victoire de Franco. Mis en minorité par le Sénat sur son nouveau projet financier, il doit se retirer en avril. En 1940, Blum est l'un des « Quatre-vingts » parlementaires qui refusent d'accepter la fin de la République. Traduit en justice par le régime de Vichy, il est transféré, en 1943, dans une maison forestière, en bordure du camp de Buchenwald. Libéré en 1945, Léon Blum, malgré un bref retour à la tête du gouvernement en 1946, passe les dernières années de sa vie dans une semi-retraite.

Présentation du contenu.

570 AP 1-11. Avant l'exercice du pouvoir. 1880-1933.

1-3. L'écrivain et le critique. 1880-1914.

3 (suite)-8. Les débuts politiques. 1900-1933.

8 (suite)-11. Articles de Léon Blum dans *L'Humanité*, *Le Populaire*, *Le Soir*. 1920-1933.

570 AP 12-18. De l'exercice du pouvoir à la guerre. 1934-1940.

12-13. De 1934 aux élections de 1936.

- 13 (suite)-14. Le Front populaire. 1936-1940.
- 14 (suite)-18. Les articles de Léon Blum dans *Le Populaire*. 1934-1940.
- 570 AP 19-21. La guerre, la captivité, le procès de Riom. 1940-1945.
 - 19. La guerre et la prison.
- 19 (suite)-21. Le procès de Riom.
- 570 AP 22-30. Le retour à la vie politique. La fin de la vie de Léon Blum. 1945-1950.
- 570 AP 30-34. Après la mort de Léon Blum. Documentation audiovisuelle.
 - 30. La mort de Léon Blum. Mars-avril 1950.
 - 31-34. Enregistrements.

- 570 AP 35. Documents Léon Blum appartenant aux Archives nationales : manuscrits autographes de Blum et correspondance reçue. 1914-1946

Sources complémentaires.

Voir également les archives de la Société des amis de Léon Blum (55 AS 1-8).

Les documents présentés lors de l'exposition « Léon Blum », organisée aux Archives nationales en 1972, ont été microfilmés sous la cote 349 Mi 1 à 5.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 376.
« 50^e anniversaire de la mort de Léon Blum », dans *Revue de l'Office universitaire de recherche socialiste*, n° 10, mars 2000, 128 p.

571 AP

FONDS JOËL LE THEULE

Dates extrêmes : 1950-1980.

Importance matérielle : 40 cartons (571 AP 1-40) ; 8 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : legs de Monsieur Joël Le Theule, 1981.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 13 p.

Notice biographique.

Ministre des Départements et Territoires d'outre-mer du 31 mai au 12 juillet 1968, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'Information, du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969, Joël Le Theule (1930-1980) devint, en avril 1978, ministre des Transports dans le troisième gouvernement Barre. Sa promotion au ministère de la Défense, où il avait la charge de préparer la loi de programmation militaire 1980-1982, fut de courte durée : il mourut d'une crise cardiaque deux mois plus tard. Maire de Sablé-sur-Sarthe de 1959 à 1980, député de la Sarthe de 1958 à 1968 et de 1969 à 1978, Joël le Theule avait présidé à plusieurs reprises la commission de la Défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale.

Présentation du contenu.

571 AP 19, 25-33, 35-40. Secrétaire d'État chargé de l'Information. 1968-1969.

18. Ministre des Transports. 1978-1980.

1-14, 16-17, 20-24, 34. Député de la Sarthe et membre de la commission parlementaire de la Défense nationale et des forces armées.

15. Conseiller général de Sablé-sur-Sarthe.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 954.

572 AP

FONDS VITET

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 122 cartons (572 AP 1-122) ; 18 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1995-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 12 p.

Notice biographique.

Médecin réputé, conventionnel puis député et maire de Lyon à partir de 1792, Louis Vitet (1736-1809) avait épousé Marguerite Faulin. Leur fils Pierre-Jean épousa Amélie Arnaudtizon ; ils eurent deux enfants : Ludovic, et Amélie, qui devint Madame Eugène Aubry.

Ludovic Vitet (1802-1873), petit-fils de Louis Vitet, normalien et journaliste (il débuta dans le *Globe*), fut le premier inspecteur des Monuments historiques. Nommé par Guizot en 1830, il laissa son poste à Mérimée en 1834 pour se consacrer à la politique, notamment comme député de Bolbec (Seine-Inférieure), mais il continua de suivre de près avec Mérimée les monuments historiques. Outre de nombreux articles dans le *Journal des savants*, la *Revue des Deux-Mondes*, la *Revue contemporaine*, on lui doit un *Rapport au ministre de l'Intérieur sur les monuments, les bibliothèques, etc. de l'Oise, de l'Aisne* (1831), une *Histoire de Dieppe* (1838), une *Monographie de Notre-Dame de Noyon* (1845) et une *Histoire financière du gouvernement de Juillet* (1848).

Fils d'Amélie Vitet et d'Eugène Aubry et neveu de Ludovic Vitet, Eugène Aubry-Vitet (1845-1930), archiviste-paléographe, homme de confiance du comte de Paris et écrivain, eut des relations suivies avec tout le Gotha et les milieux économiques (sa femme étant née Darblay) et politiques français de 1870 environ à sa mort. Une de ses filles, Jeanne (1874-1966), épousa le comte Carl Costa de Beauregard (1867-1915).

Présentation du contenu.

572 AP 1-20. Ludovic Vitet.

1. Papiers personnels. 1816-1856.
2. Correspondance active. 1830-1872.
- 3-13. Correspondance passive. 1827-1870.
- 14-19. Manuscrits et tirés à part d'articles.
20. Papiers de fonctions : notes, rapports, correspondance sur les Beaux-Arts et les bibliothèques publiques. 1815-1872.
- 21-95. Eugène Aubry-Vitet.
 21. Papiers privés.
 22. Biens personnels.
 23. Écrits.

- 24-90. Correspondance passive : lettres reçues des familles Darblay, Rohan-Chabot, Costa de Beauregard, etc., et de la famille d'Orléans (Philippe duc d'Orléans, Philippe comte de Paris, duc de Chartres, duc de Guise, duc de Vendôme, comte d'Eu, reine Amélie du Portugal, etc.). 1870-1936.
- 91-93. Activités diverses d'Eugène Aubry-Vitet et de sa femme, Valentine Darblay. 1872-1936.
- 94-95. Factures. 1898-1907.
- 96-122. Famille Costa de Beauregard.
 - 96. Papiers personnels de Jeanne Costa de Beauregard.
 - 97-106. Correspondance passive de Carl et de Jeanne Costa de Beauregard.
 - 107. Factures. 1931-1934.
 - 108-111. Papiers personnels et d'affaires d'Amédée Costa de Beauregard (1905-1954), fils de Carl et de Jeanne Costa de Beauregard.
 - 112-122. Collection de photographies.

Sources complémentaires.

Les archives de Louis Vitet (1736-1809) et de son fils Pierre (1798-1835), respectivement grand-père et père de Ludovic, sont conservées aux Archives municipales de Lyon.

La thèse d'École des chartes d'Eugène Aubry-Vitet, neveu de Ludovic, est conservée aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XXVIII 42.

Bibliographie.

DEZOBRY (Ch.) et BACHELET (Th.), *Dictionnaire de biographie et d'histoire*, 11^e éd., Paris, Delagrave, 1895, 2 vol., t. 2, L-Z, p. 2917-2918.

573 AP

FONDS ALAIN JUPPÉ

Dates extrêmes : 1995-1997.

Importance matérielle : 13 cartons et 23 affiches.

Modalités d'entrée : dépôt, 1995.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

Notice biographique.

Normalien, agrégé de lettres classiques, ancien élève de l'École nationale d'administration, inspecteur des finances (1972), membre du R.P.R. qu'il a présidé de 1994 à 1997, chargé de mission à l'Inspection générale des finances (1975-1976) puis au cabinet de Jacques Chirac, Premier ministre (juin-août 1976), Alain Juppé (né en 1945) a été ministre du Budget (1986-1988) du gouvernement Chirac lors de la première cohabitation. Ministre des Affaires étrangères (1993-1995) du gouvernement Balladur, durant la seconde cohabitation (1993-1995), il a joué un rôle diplomatique actif dans les négociations internationales sur le conflit en Bosnie. Au lendemain de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République en mai 1995, il a été nommé Premier ministre. Il a démissionné en mai 1997, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la victoire des partis de gauche aux élections législatives. Parlementaire européen, député de Paris puis de Gironde, il est depuis 1995 maire de Bordeaux.

Historique de la conservation.

En octobre 1995, Alain Juppé a déposé ses archives à la mission des Archives nationales près des services du Premier ministre. Celles-ci ont été transférées en 2001 au Centre des archives contemporaines, auj. Archives nationales (site de Fontainebleau), où elles sont conservées sous les cotes : versements n° 20010170 et n° 20010320. La cote 573 AP est fictive, le fonds n'étant jamais entré aux Archives nationales (site de Paris).

Présentation du contenu.

Dossiers de travail d'Alain Juppé, Premier ministre. 1995-1997.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 959.

574 AP

FONDS HENRI DOMERG

Dates extrêmes : 1962-1974.

Importance matérielle : 40 cartons (574 AP 1-40) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur Henri Domerg, 1991 et 1992, juillet 2002 et janvier 2007.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969 1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoien et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Henri Domerg, inspecteur général de l'instruction publique, fut chargé de mission auprès de son beau-frère, Georges Pompidou, Premier ministre, de 1962 à 1968. Il fut ensuite chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, du 26 octobre 1970 au 3 avril 1974.

Présentation du contenu.

- 574 AP 1-9. Cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. 1962-1968.
 - 1-7. Éducation nationale.
 - 8-9. Affaires culturelles.
- 574 AP 10-28. Secrétariat général de la présidence de la République. 1969-1974.
 - 10-18. Centre Beaubourg.
 - 19-28. Affaires culturelles.
- 574 AP 29-37. Cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. 1962-1968.
 - 29-37. Éducation nationale.
- 574 AP 38. Cabinet privé de Georges Pompidou, avenue de La Tour-Maubourg. 1968-1969.
- 574 AP 39-40. Secrétariat général de la présidence de la République. 1969-1974.
 - 39. Affaires culturelles.
 - 40. Centre Beaubourg.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5 AG 2, les archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à avril 1974, dans lesquelles se trouvent certains dossiers produits par Henri Domerg dans ses fonctions élyséennes. Par ailleurs, l'enregistrement du témoignage oral d'Henri Domerg est conservé dans la série AV.

Bibliographie.

Informations extraites du répertoire numérique de S. Bula et C. Obert.

575 AP

FONDS GEORGES SIERRO

Dates extrêmes : 1920-1983.

Importance matérielle : 12 cartons (575 AP 1-12) ; 1,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1996.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par A. Callu et P. Gillet, 1996, 6 p.

Notice biographique.

Né le 26 août 1903 à Saint-Etienne, d'origine suisse, Georges Sierro, après des études chez les Jésuites puis à l'École de commerce de Lyon, entame une carrière dans l'industrie auprès des Cycles Ravat, de la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire et des entreprises d'outillage Précý et Holtzer. Engagé dès les années 1930 dans la vie politique locale, au sein notamment de l'Union républicaine, il est membre, sous le gouvernement de Vichy, de l'Institut des Hautes études corporatives. Après 1945, il contribue successivement au journal *L'Espoir* puis à *L'Echo* avant de fonder *Le Temps de Paris* en 1956, aux côtés d'Antoine Pinay, qui l'appelle, en 1973-1974, à participer à l'expérience de la Médiation.

Présentation du contenu.

575 AP 1. Journal. 1920-1972.

2. Souvenirs. 1961-1983.

3-4. Notes de lecture, impressions quotidiennes sur son époque. 1947-1965, 1971-1981.

5. Scolarité et études supérieures : enseignement secondaire, École supérieure de commerce de Lyon.

6. École des hautes études corporatives : cours d'économie, de droit et de sociologie. 1940-1944.

7. Les établissements Ravat. 1927-1952.

8-9. La Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire. 1956-1967.

10. Les entreprises d'outillage Précý et Holtzer. 1935-1968.

11. La Médiation : *Rapport annuel du médiateur*. 1973

12. Presse. 1935-1969.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de P. Gillet et A. Callu.

576 AP

FONDS CHARLES MAURRAS

Dates extrêmes : 1868-1952.

Importance matérielle : 210 cartons (576 AP 1-210) ; 29 mètres linéaires ; supplément non coté, 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Monsieur et Madame Jacques Maurras (576 AP 1-177, 181-184, 186-210), 1996-2009, complétés par des achats (576 AP 178-180, 185), 1991-2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact. (576 AP 1-185), par C. Sibille, 2001, 32 p. ; suppl. dact. (576 AP 186-210), par P.-R. David, 2005, 2 p.

Notice biographique.

Provençal influencé par la pensée de Mistral, Charles Maurras (1868-1952) fit partie jusqu'en 1892 du Félibrige, mouvement pour la renaissance de la langue d'oc. Il fut ensuite sensible aux idées de Barrès, de Renan et d'Anatole France. Son *Enquête sur la monarchie* (1900), venant après l'affaire Dreyfus, inaugura le mouvement Action française (1908 à 1944) dont il fut le principal animateur. Il y défendit le royalisme et le « nationalisme intégral » en fustigeant la République, les Juifs et les francs-maçons (*Mes idées politiques*, 1937), et acquit une influence considérable sur la partie la plus conservatrice de la bourgeoisie française jusqu'à la condamnation de ses œuvres par Rome (de 1926 à 1939). Ayant soutenu Mussolini et Franco puis collaboré à la politique de Pétain, Maurras fut condamné à la réclusion perpétuelle (1945) mais gracié peu de temps avant sa mort. Entré à l'Académie française en 1938, il en avait été radié en 1945.

Présentation du contenu.

- 576 AP 1-32, 202-208. Lettres reçues à titre personnel, littéraire ou politique : classement chronologique. 1882-1939.
- 44-56, 73-81, 154-156, Lettres reçues à titre personnel, littéraire ou politique : classement par personnalités (dont lettres des princes).
165-167, 176, 184, 196-201.
- 62-66. Lettres reçues de correspondants étrangers : classement par pays.
33-40, 69, 71. Correspondance échangée avec des éditeurs.
- 161-162, 172-175, 181. Lettres de femmes.
43, 57-61, 192-194. Lettres reçues et notes classées par thèmes : affaire Dreyfus, affaires religieuses (dont réconciliation de l'Action française avec le Saint-Siège), France et ses colonies, Allemagne et Sarre.
- 107-116. Lettres reçues par l'Action française.
- 41-42, 70, 72, 182-183, Lettres reçues non classées.
209-210.
- 67-68, 82-106, 117-125, Manuscrits, tapuscrits et épreuves d'ouvrages, brouillons
131-153, 157-160, 168, d'articles et de conférences.
170-171, 177, 186-189.

169. Dossiers consacrés à Martigues et la Provence. Cahier des procès-verbaux du Félibrige de Paris de 1893 à 1895, statuts de l'École du Félibrige.
178-180, 185. Procès Maurras.
126-130, 163-164, 190-191. Brochures et presse.
195. Impôts, assurances, factures.

Suppléments non classés.

Manuscrits, photographies et correspondance, notamment avec l'abbé Penon. 1883-1952

Bibliographie.

- MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 3, lettres I-M, p. 3558-3559.
MAURRAS (Charles), *Dieu et le roi : correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928)*, présentée par Axel Tisserand, Toulouse, Privat, 2007, 751 p. (coll. *Histoire*).
Lettres à Charles Maurras : amitiés politiques, lettres autographes, 1898-1952, éd. par Agnès CALLU et Patricia GILLET, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, in-8°, 256 p. (*Histoire et civilisations*).

577 AP

FONDS GEORGES MAUCO

Dates extrêmes : 1914-1987.

Importance matérielle : 13 cartons (577 AP 1-13) ; 1,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Georges Mauco, 1987.

Conditions d'accès : libre sauf dossiers médicaux, communicables à 150 ans (577 AP 13 : communicable en 2123).

Instrument de recherche : rép. num. dact., par O. Roux, 1997, 14 p.

Notice biographique.

D'origine modeste, Georges Mauco (1899-1988) réussit en 1924 le professorat des Écoles normales et passe en même temps le baccalauréat puis une licence d'histoire. Il enseigne quelques mois à l'École primaire supérieure Jean-Baptiste Say et y rencontre l'épouse du psychanalyste René Laforgue, qui crée avec la princesse Marie Bonaparte en 1926 la Société psychanalytique de Paris, où Mauco assiste puis participe aux conférences. C'est en compagnie de Laforgue qu'il rencontre Freud lui-même à Karlsbad, en Tchécoslovaquie. En 1928, Mauco entreprend, sous la direction d'Albert Demangeon, une thèse de doctorat sur les étrangers immigrés en France, qu'il soutient en 1932. Secrétaire général du Comité français de la population, il en organise le congrès international à Paris en 1937 et il collabore, entre 1935 et 1940, à de nombreux travaux au sein de la Commission de statistique générale, de la S. D. N., du Bureau international du travail ainsi qu'à la revue *Géographie*. Mauco participe en 1938 au Congrès international de psychanalyse qui a lieu à Paris. Durant l'Occupation, il reste membre du Parti populaire français de Jacques Doriot, dont il démissionne en 1942. Il rejoint le groupe FFI Foch-Lyautey. À la Libération, il est appelé par de Gaulle pour ses compétences en matière de population. En septembre 1944, il propose au chef du gouvernement un texte sur la formation d'un haut comité consultatif de la famille et de la population. Le haut comité constitue en 1945 l'Office national d'immigration et donne, en 1946, un statut officiel aux travailleurs immigrés. Le 1^{er} mai 1946 ouvre au lycée Claude-Bernard le premier Centre psycho-pédagogique. Cette création est bientôt suivie par celle des centres de Strasbourg, d'Avignon et de Tours. Georges Mauco dirige le centre Claude-Bernard jusqu'en 1971.

A partir de 1971, Mauco cesse toute activité officielle tout en continuant d'exercer jusqu'en 1981 à la Société française de psychanalyse (créée en 1953 par des analystes de la Société psychanalytique de Paris).

Présentation du contenu.

577 AP 1-2. Papiers personnels. 1914-1982.

3-7. Population et immigration.

3-4. Haut comité consultatif de la famille et de la population. 1939-1987.

5-7. Notes, études et documentation de Georges Mauco relatives aux problèmes de population. 1930-1980.

8-13 Psychanalyse et pédagogie. 1946-1974.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 101 AS, le fonds de la Société psychanalytique de Paris.

Le fonds du ministère de l'Instruction publique renferme le dossier d'épuration de Georges Mauco par le Conseil supérieur d'enquête de l'Instruction publique sous la cote F¹⁷ 16847.

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique d'O. Roux.

578 AP

FONDS PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Dates extrêmes : 1953-1979.

Importance matérielle : 57 cartons (578 AP 1-57) ; 7,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Pierre Viansson-Ponté, 1998.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact., 2000, 4 p.

Notice biographique.

Le journaliste Pierre Viansson-Ponté (1920-1979) fut successivement directeur régional à Nancy à l'agence France-Presse (1945), premier secrétaire de rédaction à Paris (1946-1947), éditorialiste et chef adjoint du service politique (1948-1952), avant de devenir rédacteur en chef de *L'Express* (1953-1958), puis chef du service politique (1958), rédacteur en chef adjoint (1969), éditorialiste et conseiller de direction (1972-1977) du journal *Le Monde*.

Parallèlement, Pierre Viansson-Ponté exerça un mandat de conseiller municipal à Bazoches-sur-Guyonne (Yvelines) et enseigna à l'université de Paris I-Sorbonne.

Il est l'auteur de plusieurs essais : *Risques et chances de la V^e République*, Plon, 1959 ; *Les Gaullistes : rituel et annuaire*, Paris, le Seuil, 1963 ; *Lettre ouverte aux hommes politiques*, Paris, Albin Michel, 1976 ; *Changer la mort*, en collaboration avec Léon Schwartzberg, Paris, Albin Michel, 1977 ; *Histoire de la République gaullienne*, Fayard, 1981.

Présentation du contenu.

- 578 AP 1-35. Correspondance classée par ordre alphabétique. 1970-1979.
- 36-38. Correspondance triée par thème en vue d'une étude sur Pierre Viansson-Ponté. 1971-1978.
- 39-43. Correspondance à l'occasion de chroniques ou d'articles parus dans *Le Monde*.
44. Correspondance relative à la participation de Pierre Viansson-Ponté à des conférences. 1962-1979.
- 45-47. Articles de Pierre Viansson-Ponté pour *L'Est républicain*, *Le Progrès de Lyon*, *Le Midi Libre*, sur le gaullisme, portraits (Malraux, Pierre Mendès-France). 1953-1977.
- 48-50. Presse, correspondance de lecteurs au sujet d'ouvrages de Pierre Viansson-Ponté :
- *Les Gaullistes : rituel et annuaire*, Paris, le Seuil, 1963 ;
 - *Lettre ouverte aux hommes politiques*, Paris, Albin Michel, 1976, 160 p. ;
 - *Risques et chances de la V^e République*, Plon, 1959, 76 p.
 - *Lettre ouverte aux hommes politiques*, Paris, Albin Michel, 1976, 160 p.
 - *Changer la mort*, en collaboration avec Léon Schwartzberg, Paris, Albin Michel, 1977, 257 p.

- *Histoire de la République gaullienne*, Fayard, 1981, 574 p. et 770 p.
51. Plan, projets, pour « Les nouveaux Français ».
Conférences et débats sur l'actualité et la presse. 1971-1977.
A.F.P. La journée politique, par Pierre Viansson-Ponté. 1948.
- 52-54. Journal *Le Tigre* (AFP de Montpellier), 2 numéros. 1944.
Pierre Viansson-Ponté chargé de mission au cabinet d'Edgar Faure, président
du Conseil : notes, discours. 1952.
Documentation sur la vie politique, diverses affaires (Faurisson, Francisque
Gay, André Morice). 1944-1978.
- 55-57. Argus de la presse. 1967-1978.

Sources complémentaires.

Consulter également les enregistrements du club de la presse cotés en sous-série AV.

Bibliographie.

Who's who, 1977-1978, p. 1627.

579 AP

FONDS JACQUES RUEFF

Dates extrêmes : 1920-1978.

Importance matérielle : 217 articles (579 AP 1-217), supplément ; 60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt de Mesdames Rueff-Pigeat et Rueff-Milesi, 1998.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par H. Servant, 1999, 41 p.

Notice biographique.

Polytechnicien, inspecteur des finances en 1923, Jacques Rueff (1896-1980) fut chargé de mission dans le cabinet de Raymond Poincaré, président du Conseil et ministre des Finances en 1926. Il fit partie de la section financière de la Société des nations (1927-1930) et il effectua différentes missions, en Bulgarie, en Grèce et au Portugal. Conseiller financier à l'ambassade de France à Londres de 1930 à 1936, directeur du Mouvement général des fonds au ministère des Finances et conseiller d'État en service extraordinaire de 1936 à 1939, Jacques Rueff fut nommé sous-gouverneur de la Banque de France en 1939. Il démissionna en 1941 et, à la Libération, il devint président de la délégation économique et financière ainsi que conseiller économique auprès du commandement en chef en Allemagne. Délégué de la France à la commission interalliée des réparations à Moscou en 1945, il présida la conférence des réparations à Paris (1945) et l'Agence interalliée des réparations de 1946 à 1952. Rueff fut président de chambre à la cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1952) et juge à la Cour de Justice des Communautés européennes (1958-1962). Président du Comité d'experts pour la réforme économique et financière de septembre à décembre 1958, il anima le Comité français pour la suppression des obstacles à l'expansion économique en 1960.

Professeur à l'Institut de statistique de l'Université de Paris, il enseigna également à l'Institut d'études politiques de 1945 à 1948.

Membre de l'Académie française, président de l'Académie des sciences morales et politiques, Jacques Rueff a laissé de nombreuses œuvres : *Des sciences physiques aux sciences morales* (1922), *Théorie des phénomènes monétaires* (1927), *L'Ordre social* (1945), *Épître aux dirigistes* (1949), *l'Age de l'inflation* (1964), *le lancinant problème de la balance des paiements* (1966), *les Dieux et les rois (essai sur le pouvoir créateur)* (1967), *le Péché monétaire de l'Occident* (1971), *Combats pour l'ordre financier* (1972).

Présentation du contenu.

- 579 AP 1-7. Brochures, coupures de presse, revues spécialisées, livres. 1966-1973.
Presse, information économique. 1972-1973.
8. Change flottant. 1975-1976.
Chômage et inflation. 1955-1978.
- 9-10. Questions monétaires : presse annotée et sans annotations. 1963-1977.
11. Système monétaire international. 1972-1973.

12. Comité secret pour la réhabilitation du franc et l'assainissement financier. 1959.
- 12-22. Comité pour la suppression des obstacles à l'expansion économique (comité dit Armand-Rueff). 1955-1964.
23. Articles, conférences, interviewes. 1959-1961.
24. Coupures de presse classées par année. 1954-1959.
- 24-26. Presse française et étrangère et documentation relatives au *Rapport...* du comité Armand Rueff. 1959-1962.
27. Crise pétrolière. 1974-1975.
28. Presse et documentation françaises et étrangères rassemblées pour des articles sur les questions monétaires. 1967-1971.
29. Situation internationale du dollar. 1959-1969.
- 30-31. Presse et documentation françaises et étrangères sur les questions monétaires. 1965-1972.
32. Biographie, enfance, jeunesse.
- 33-39. Recherche et enseignement. 1920-1930.
- 37-39. Missions gouvernementales. 1923-1927.
- 39-44. La Société des Nations. 1927-1930.
- 44-52. Attaché financier à l'ambassade de France à Londres. 1930-1933.
- 53-69. Direction du Mouvement général des fonds. 1934-1939.
- 70-73. Seconde Guerre mondiale et Libération. 1940-1949.
- 74-85. Mission militaire pour les affaires allemandes et autrichiennes. 1945-1949.
- 86-93. Missions et activités internationales. 1946-1970.
- 94-113. Juge à la Cour de justice des Communautés européennes. 1952-1962.
- 114-132. Activités gouvernementales. 1950-1974.
- 132-156. *L'ordre social*. 1945.
- 157-174. Le système monétaire international. 1960-1974.
- 175-180. Activités non officielles. 1974-1978.
- 181-203. Activités culturelles.
- 204-206. Conférences, colloques, interventions orales diverses.
- 207-214. Ouvrages et publications.
- 215-217. Articles de presse. Distinctions honorifiques, décorations. Correspondance générale. Documents photographiques et audiovisuels. Nécrologie.

Supplément.

Publications, documentation imprimée.

Sources complémentaires.

Voir les archives du Comité d'experts pour la réforme économique et financière et du Comité français pour la suppression des obstacles à l'expansion économique au Service d'archives du ministère des Finances.

La bibliothèque de Jacques Rueff a été donnée en 2004 à la Bibliothèque universitaire de Paris Dauphine.

Bibliographie.

RUEFF (Jacques), *Œuvres complètes*, t. I, *De l'aube au crépuscule*, Paris, Plon, 1977, 443 p.
 BOURRICAUD (François) et SALIN (Pascal), *Présence de Jacques Rueff*, Paris, Plon, 1989, 376 p.

580 AP

FONDS CHRISTIAN PINEAU

Dates extrêmes : 1917-2004.

Importance matérielle : 30 cartons (580 AP 1-30) ; 2,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Christian Pineau, 1993-1998, et de Madame Christian Pineau, 2005.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par P. Gillet, 1999, 25 p. ; rép. num. détaillé dact. (580 AP 25-32), par H. Guichard-Spica, 2008, 20 p.

Notice biographique.

Après avoir occupé diverses fonctions dans la banque (Banque de France et Banque de Paris et des Pays-Bas), Christian Pineau (1904-1995) devient chef de cabinet de son beau-père Jean Giraudoux, au commissariat à l'information, en 1939. Christian Pineau est également, de 1936 à 1939, secrétaire de la fédération des employés C.G.T. et secrétaire du Conseil économique de la C.G.T. Haut fonctionnaire au ministère du Ravitaillement jusqu'en septembre 1942, il est alors arrêté pour faits de résistance, s'évade, passe à Londres, mais, repris, est déporté à Buchenwald. À la Libération, il milite à la S.F.I.O., défendant une ligne conciliante à l'égard du Parti communiste et de l'union de la gauche. Membre des deux assemblées constituantes (1945-1946) et député de la Sarthe (1946-1958), il préside la commission des finances de l'Assemblée nationale de 1945 à 1947. Il est ministre du Ravitaillement dans le gouvernement du général de Gaulle, en 1945, puis ministre des Travaux publics et des Transports du 24 novembre 1947 au 5 septembre 1948. Son arrivée aux Finances, le 5 septembre 1948, fait chuter en six jours le cabinet Schuman. Il est désigné président du Conseil pour succéder à Pierre Mendès-France en février 1955, mais les communistes, méfiants à l'égard de cet européen convaincu, refusent de lui accorder leur soutien, et sa candidature échoue au profit de celle d'Edgar Faure. Ministre des Affaires étrangères du 1^{er} février 1956 au 14 mai 1958, il lance la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et prépare l'opération du canal de Suez, en collaboration avec ses collègues britanniques et israéliens. C'est également lui qui règle la cession des établissements français en Inde (avril 1956). Christian Pineau fut ensuite président-directeur général de France-Villages et de France-Motels (1963-1970).

Présentation du contenu.

- 580 AP 1-8. Activités de Christian Pineau dans le secteur bancaire et premiers engagements syndicaux. 1929-1968.
- 9-10. Commissariat général à l'information. 1939-1940.
Résistance et déportation. 1942-1945.
- 11. Ministère du Ravitaillement. 1945.
Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme. 1947-1950.
- 12-16. Ministère des Affaires étrangères. 1956-1958.
- 17-18. Engagement socialiste et mandats électifs.

- Liens avec le département de la Sarthe. 1945-1989.
- 19-20. Articles, discours, conférences et interventions. 1951-1993.
- 21-24. Collection de photographies. 1939-1991.
- 25-32. *Supplément*. 1917-2004.
- 25. Vie personnelle et familiale. 1917-2004.
 - Engagements syndicaux. 1936-1939 et 1950, s. d.
 - Résistance et déportation. 1942-200, s. d.
 - 26. Résistance et déportation : œuvre poétique et littéraire. 1943-1945, s. d.
 - 27. Vie politique. 1945-1993, s. d.
 - 28-29. Œuvres politiques et littéraires. 1959-1976 et 1991-1992, s. d.
 - 30-31. Littérature pour enfants. 1937-1992, s. d.
 - 32. Discours et conférences, pièces diverses. 1938-1987, s. d.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent l'enregistrement des entretiens de Christian Pineau avec Olivier Wieviorka (6 AV 971-972), pour la préparation de son livre *Nous entrerons dans la carrière. De la résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Seuil, 1994.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 832.

581 AP

FONDS DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

(P.S.U.)

Dates extrêmes : 1953-1982.

Importance matérielle : 260 cartons (581 AP 1-261) ; 44,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons, 1994-2004.

Conditions d'accès : libre sauf fichiers d'adhérents (sur autorisation jusqu'en 2014).

Instrument de recherche : rép. num. détaillé (581 AP 1-147), par A. James-Sarazin, 1999, 149 p. ; état somm. dact. (581 AP 148-246), par C. Sibille, 2003, 11 p. ; état somm. dact. (581 AP 247-248), par O. Poncet, 2004, 4 p. ; rép. num. détaillé (581 AP 249-259), par O. Poncet, 2004, 3 p. ; état somm. dact. (581 AP 260-261), par O. Poncet, 2004, 1 p.

Notice historique.

Le Parti socialiste unifié (PSU) est né le 3 avril 1960. Issu du regroupement de deux formations, l'Union de la gauche socialiste et le Parti socialiste autonome, composées d'ex-membres de la SFIO refusant le soutien accordé par leur parti au général de Gaulle au lendemain des événements d'Algérie de mai 1958, le PSU est bientôt rejoint par quelques anciens communistes et des personnalités politiques telles Mendès-France. La lutte contre la guerre et pour la paix en Algérie assure la cohésion du nouveau parti, du moins jusqu'en 1963. S'ouvre alors le temps des affrontements et de tendances au sujet de ce que doit être le PSU et sur la façon dont il doit s'inscrire dans la société et le paysage politique français. À partir de 1974, le PSU se rapproche du PS, et il participe au gouvernement de 1981 à 1984. Sous la direction d'Édouard Depreux (1960-1967), Michel Rocard (1967-1973), Robert Chapuis (1973-1974), Michel Mousel (1974-1979), Huguette Bouchardeau (1979-1981), Jacques Salvator (1981-1983), Serge Depaquit (1983-1984) et Jean-Claude Le Scornet (1984-1989), le débat se poursuit jusqu'au XVIII^e congrès national : le 24 novembre 1989, à une majorité de plus de 75 % des mandats, le PSU s'autodissout.

Présentation du contenu.

581 AP 1. S.F.I.O., Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie. 1957-1958.

1 (suite)-5. Parti socialiste autonome. 1958-1962.

6-147. Parti socialiste unifié.

6-80. Direction nationale. 1953-1981.

6-20. Généralités. 1962-1976.

20 (suite)-25. Secrétaires nationaux. 1958-1974.

26-27. Bureau national. 1953-1976.

28. Délégation permanente et crise interne de 1963.

28 (suite)-32. Comité politique national. 1960-1969

33. Direction politique nationale. 1969-1975.

34. Textes divers. 1964-1971.

- 34 (suite)-48. Commissions nationales statutaires et administratives. 1958-1977.
- 48 (suite)-67. Commissions nationales d'études et d'action. 1957-1981.
 - 68-75. Congrès nationaux. 1961-1974.
- 75 (suite)-80. Conseils nationaux. 1960-1977.
- 80-87. Logistique. 1960-1976.
 - 80-83. Siège national. 1961-1975.
 - 83. Secrétariat administratif, personnel, service d'ordre. 1964-1969.
 - 83-87. Trésorerie nationale. 1960-1976.
- 88-98. Presse interne et propagande. 1960-1981.
 - 88. Service de presse et des publications. 1961-1974.
 - 89. Commissions nationales et Conférences « Presse ». 1960-1976.
 - 89-98. Journaux et revues du P.S.U. 1960-1981.
- 99-115. Effectifs. 1960-1979.
- 116-118. Engagements particuliers. 1963-1974.
 - 116. Guerre d'Algérie. 1963.
 - Rencontre socialiste de Grenoble. 1966.
 - 116-117. Mouvement de Mai 68.
 - 117-118. Lutte contre la répression. 1970-1971.
 - Lip. 1973-1974.
- 119-140. Liaisons avec les fédérations et les sections.
 - 119-120. Généralités. 1960-1975.
 - 120-125. Paris, Seine, Seine-et-Oise. 1960-1982.
 - 125-138. Autres fédérations départementales. 1960-1978.
 - 138-140. Fédérations régionales. 1963-1978.
 - 140. Travail interfédéral région parisienne. 1963-1974.
- 140-144. Organisations de jeunesse.
 - 140. Commission nationale « Jeunesse ». 1962-1963.
 - 141-142. Service « Jeunesse », Comité de coordination national « Jeunes » (CCNJ) puis Comité de coordination « Jeunes Travailleurs » (CCJT). 1966-1971.
 - 142. Jeunesse socialistes unifiées. 1963-1969.
 - 142-144. Etudiants socialistes unifiés. 1961-1974.
- 144-146. Relations avec d'autres mouvements et organisations.
 - 144. Associations, revues, organismes mutualistes. 1962-1965.
 - Syndicats professionnels. 1961-1971.
 - 145-146. Union nationale des étudiants de France (UNEF). 1960-1968.
- 147. Organismes de voyages et fêtes du P.S.U. 1971-1978.

- 148-248. *Supplément non classé.*
 - Statuts et circulaires du P.S.A.
 - 16^e section du P.S.A.
 - 6^e, 7^e, 9^e, 15^e, 16^e sections de la fédération de Paris. 1963-1977.
 - Journaux *Tribune socialiste*, *Liaison socialiste*, *Perspectives socialistes*, *L'Humanité*, *Le Monde*. 1958-1960.
 - Tracts, bulletins, circulaires, brochures, communiqués de presse concernant différentes élections.
 - Dossiers thématiques (dossier municipal, Bretagne, mai 1968...).
 - Documents relatifs à Pierre Stibbe, André Seurat, Charles Hernu et Michel Rocard.

Dossier rassemblé par François Le Huérou, militant de la 7^e section de Paris.

- 249-259. Archives Maurice Klein, trésorier du P. S. U. 1947-1980.
 - 249. Maurice Klein, militant S. F. I. O. 1947-1948
- 250-252. Organisation centrale du P. S. U. 1958-1975
 - 253. Fédération P. S. U. de la Seine. 1961-1967
 - 254. Relations du P. S. U. avec d'autres mouvements politiques de gauche. 1961-1971
- 255-259. Presse. 1951, 1960-1980
- 260-261. Publications du P.S.U. 1962-1982.

Sources complémentaires.

Voir, aux Archives nationales (site de Paris), le fonds Édouard Depreux, Premier secrétaire national du P.S.U. (456 AP), Oreste Rosenfeld (26 AR) et Henri Pומרol, (24 AR).

Voir aussi : Fondation nationale des Sciences politiques, Musée social, Centre d'histoire sociale de Paris I (Centre Malher), Institut d'histoire sociale. Pour plus de précisions, se reporter à l'état des sources complémentaires du répertoire numérique détaillé.

Bibliographie.

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1995, 1088 p.

582 AP

FONDS JACQUES KOSCIUSKO-MORIZET

Dates extrêmes : 1946-1990.

Importance matérielle : 54 cartons (582 AP 1-54) ; 7 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Kosciusko-Morizet, 1999.

Conditions d'accès :

- 582 AP 1-47 : sur dérogation.
- 582 AP 48-54 : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2001, 11 p.

Notice biographique.

Agrégé de lettres, ancien élève de l'École normale supérieure, Jacques Kosciusko-Morizet (1913-1994) commença une carrière dans l'enseignement : il fut successivement professeur au lycée de Grenoble, aux lycées Marcellin-Berthelot (1941-1942) et Buffon (1943-1944) à Paris, professeur assistant de littérature française à la faculté des lettres de Paris (1944-1946) et professeur à l'université de Columbia (1946). Chef de cabinet du secrétaire général de la préfecture de la Seine (1944-1946), Jacques Kosciusko-Morizet devint ensuite directeur adjoint du cabinet du président de l'Assemblée nationale (1946) et directeur du cabinet civil du président de la République (1946-1953). Directeur du cabinet de Félix Houphouët-Boigny, ministre délégué à la présidence du Conseil puis ministre d'État (1956-1957), il se lança dans une carrière diplomatique. Il fut successivement délégué de la France au Conseil de tutelle des Nations-Unies (1957-1963), ambassadeur au Congo-Léopoldville (1963-1968), directeur des affaires techniques et culturelles au secrétariat d'État aux Affaires étrangères chargé de la coopération (1968), ministre plénipotentiaire hors classe (1968), représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'O.T.A.N. à Bruxelles (1969-1970), ambassadeur représentant permanent de la France aux Nations-Unies (1970-1972) et ambassadeur aux États-Unis (1972-1977). Jacques Kosciusko-Morizet fut élevé à la dignité d'ambassadeur de France en 1977. Il fut également administrateur de l'Office de coopération radiophonique (O.C.O.R.A.). Conseiller national du R.P.R. pour les affaires européennes, il exerça les mandats de conseiller municipal puis de maire de Saint-Nom-la-Bretèche (à partir de 1977).

Présentation du contenu.

- 582 AP 1-23. Directeur du cabinet civil du président de la République. 1946-1953.
24. Directeur du cabinet de Félix Houphouët-Boigny. 1956-1957.
- 25-29. Délégué de la France au Conseil de tutelle des Nations-Unies puis haut-conseiller des fonds spécialisés des Nations-Unies. 1957-1963.
- 30-31. Ambassadeur de France au Congo-Léopoldville. 1963-1968.
32. Directeur des Affaires techniques et culturelles au Secrétariat d'État aux Affaires étrangères. 1968.
33. Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'O.T.A.N. 1969-1970.
- 34-35. Ambassadeur de France aux Nations-Unies. 1970-1972.

- 36-43. Ambassadeur de France aux États-Unis. 1972-1977.
- 44-45. Secrétaire national pour les relations extérieures du R.P.R. puis conseiller international auprès du président et du secrétaire général du R.P.R., 1983-1990.
- 46. Président de la commission des Affaires extérieures de défense des intérêts de la France en Europe, 1978-1980.
- 47. Autres fonctions : président du Centre français de documentation audiovisuelle et président d'honneur de la Confédération européenne des anciens combattants, 1954.
- 48-54. Écrits et documentation.

Bibliographie.

Who's who, 1993-1994, p. 973.

583 AP

FONDS PIERRE MAILLARD

Dates extrêmes : 1948-1989.

Importance matérielle : 4 cartons (583 AP 1-4) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre Maillard, 1998-2002.

Conditions d'accès : sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par P. René-Bazin, 1999, 2 p.

Notice biographique.

Licencié ès lettres et en droit, agrégé de l'Université, Pierre Maillard (né en 1915) a été admis au concours d'entrée dans les carrières diplomatiques et consulaires en 1942. Attaché d'ambassade à Berne (1942-1943), Pierre Maillard a été ensuite membre de la représentation du Comité français de libération en Suisse (décembre 1943) et chef de l'Office français des réfugiés en Suisse (septembre 1944). Chef de cabinet du secrétaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes (1945), deuxième secrétaire d'ambassade en Grande-Bretagne (1946), il a rejoint l'administration centrale (Europe) du ministère des Affaires étrangères (1948), avant de regagner l'Autriche, comme adjoint au ministre plénipotentiaire, suppléant du ministre des Affaires étrangères pour la négociation du traité d'État autrichien (1949), puis comme premier secrétaire en Autriche (1950). Affecté au secrétariat des conférences (1952), sous-directeur à l'administration centrale (Sarre) (1953), sous-directeur puis chef du service du Levant (1954), directeur politique du Conseil de l'Europe à Strasbourg (1958), ministre plénipotentiaire (1960), Pierre Maillard a occupé successivement les fonctions de conseiller diplomatique au secrétariat général de la présidence de la République (1959-1964) et de secrétaire général adjoint de la Défense nationale (1964-1968). Ambassadeur délégué permanent de la France auprès de l'Unesco (1970-1975), conseiller diplomatique du gouvernement chargé du dialogue euro-arabe (1975-1979), il est devenu ambassadeur de France au Canada en 1979 et a alors été élevé à la dignité d'ambassadeur de France. Chargé de mission au ministère de la Recherche et de l'industrie en 1982, il est membre de l'Institut Charles de Gaulle depuis 1983.

Présentation du contenu.

- 583 AP 1. Pierre Maillard, à l'administration centrale des Affaires étrangères (secteur Europe) puis adjoint au ministre plénipotentiaire, suppléant du ministre des Affaires étrangères pour la négociation du traité d'État autrichien. 1948-1949.
Conseiller diplomatique au secrétariat général de la présidence de la République. 1962-1964.
Secrétaire général adjoint de la Défense nationale. 1964-1968.
- 2-3. Ambassadeur de France à Ottawa (Canada). 1977-1987.
4. Chargé de mission auprès de Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État, ministre de la Recherche et de l'industrie. 1981-1982.
Préparation des journées internationales du centième anniversaire de la naissance du général de Gaulle en 1990. 1988-1989.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 1150.

584 AP

FONDS EUGÈNE PETIT

Dates extrêmes : 1891-1942.

Importance matérielle : 28 cartons (584 AP 1-28) ; 8 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Balakowski-Petit, 1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2001, 4 p.

Notice biographique.

Eugène Petit naquit à Cadix (Espagne) le 7 juillet 1871. Avocat à la Cour d'appel de Paris, nommé maître des requêtes au Conseil d'État par décret du 4 octobre 1921, il fut installé le 27 octobre suivant. Démissionnaire, il devint alors maître des requêtes honoraire en 1928. Eugène Petit fut secrétaire général de l'Élysée de 1920 à 1924, durant la présidence de son oncle, Alexandre Millerand. Il avait été également l'un des collaborateurs d'Albert Thomas, ambassadeur extraordinaire à Moscou en 1917-1918.

Marié à Sonia Balakowski, Eugène Petit était membre du Comité central de patronage de la Jeunesse universitaire russe à l'étranger. Il a laissé un ouvrage intitulé *Une Bastille russe. La forteresse de Schlüsselbourg*, paru en 1906.

Présentation du contenu.

584 AP 1-28. Projets d'articles, notes, coupures de presse (en caractères cyrilliques) sur la Russie et l'U.R.S.S., le régime bolchevique, l'Armée rouge, les relations extérieures, le commerce extérieur et intérieur. 1891-1942.

Sources complémentaires.

La BDIC conserve, sous la cote F delta rés 571 (1-6), six cartons de correspondance adressées à Eugène Petit et à Sonia Balachowsky-Petit, ainsi que des photos et coupures de presse (1890-1965).

Bibliographie.

PETIT (Eugène), *Une bastille russe. La forteresse de Schlüsselbourg*, Paris, Société des amis du peuple russe et des peuples annexés, 1906.

585 AP

FONDS PATRICE ARISTIDE BLANK

Dates extrêmes : 1939-1992.

Importance matérielle : 266 cartons (585 AP 1-266) ; 40,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Brigitte Guichard, 1999.

Conditions d'accès : sur autorisation, sauf 585 AP 110-119 : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2001, 32 p.

Notice biographique.

Aristide Blank est né le 25 janvier 1920 à Paris. Son père était le président de la Banque Blank, implantée en Roumanie. Aristide Blank fit ses études secondaires aux lycées Pasteur et Janson de Sailly à Paris. Il étudia ensuite la biologie, la physique et la chimie à Paris-Sorbonne et fut licencié en droit. Diplômé de l'École libre des sciences politiques de Paris, Aristide Blank fut chargé à 21 ans d'un cours d'économie politique. À la déclaration de guerre, il fut mobilisé au 313^e régiment d'artillerie à Clermont-Ferrand. Démobilisé en juillet 1940, il fut intégré dans les Camps de jeunesse en 1940 et s'en évada en janvier 1941. Il participa alors à la fondation et à l'action du mouvement de résistance « Défense de la France ». Membre du Comité directeur et secrétaire général du Mouvement de libération nationale, il siégea à la Libération, comme représentant du mouvement « Défense de la France », dans l'Assemblée consultative créée par le général de Gaulle. Il ajouta alors à son prénom d'Aristide le prénom de Patrice, qu'il portait dans la Résistance.

Patrice Aristide Blank participa à la création du quotidien *France Soir*, dont il fut le premier président directeur général de 1944 à 1949. Il occupa diverses positions dans les organisations professionnelles de la presse et fut notamment premier secrétaire général de la fédération nationale de la Presse française ainsi que vice-président du syndicat de la presse parisienne. En 1966, il créa le groupe Liaisons, devenu le deuxième groupe français de presse professionnelle dont il était le président et le seul actionnaire et dont il céda en octobre 1996 la propriété au groupe néerlandais Wolters Kluwer. Par ailleurs, Patrice Aristide Blank fut membre de divers clubs de réflexion, tel que le Club Saint-Simon.

Patrice Aristide Blank s'éteignit le 14 octobre 1998.

Présentation du contenu.

- 585 AP 1-108. Correspondance reçue et minutes de réponses (classement par ordre alphabétique des correspondants).
- 109. Papiers personnels et documentation pour une biographie de Patrice-Aristide Blank (origine du patronyme, liens avec la Roumanie).
Projets d'édition.
- 110-113. Études : cours polycopiés et notes personnelles (École libre des Sciences politiques, 1939-1943, École supérieure d'organisation professionnelle, 1942-1943, Faculté de droit de Paris, 1936-1942).
- 114-117. Résistance.

- 118-119. Journal « France-Soir ».
- 120-123. Bertrand de Jouvenel.
- 124-137. Clubs de réflexion, 1973-1980.
- 138-145. Notes, brouillons de lettres et documentation généraux.
- 146-159. Documentation et notes sur l'Europe, 1980-1996.
- 160-167. Sciences politiques et relations avec des hommes politiques, 1965-1996.
- 168-179. Études financières et économiques, audits, projets immobiliers, 1961-1990.
- 180-266. Groupe Liaisons : correspondance professionnelle, études stratégiques et prospectives, dossiers projets et développement (études et audits d'entreprises notamment dans le secteur de la presse et l'édition professionnelle et technique), recueil de presse, 1985-1990.

Sources complémentaires.

L'enregistrement du témoignage oral de Patrice Aristide Blank est conservé aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote 6 AV 454-459.

Bibliographie.

Who's who, 1997-1998, p. 253.

586 AP

FONDS PIERRE ABELIN

Dates extrêmes : 1969-1976.

Importance matérielle : 46 cartons (586 AP 1-46) ; 5,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt, 1980.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état somm. dact., par M. Montero, 1999, 4 p.

Notice biographique.

Docteur en droit, diplômé de l'École libre des Sciences politiques, Pierre Abelin (1909-1977) est député républicain populaire de la Vienne de 1945 à 1958 et préside la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale en 1957-1958. Il fait ses classes ministérielles sous la IV^e République et est successivement secrétaire d'État à la Présidence du Conseil chargé de la coordination des services du Commissariat au Plan, de l'Information et des relations avec le Parlement (cabinets Schuman, novembre 1947, juillet et septembre 1948), secrétaire d'État aux Finances (cabinet Pinay, septembre-décembre 1952) et secrétaire d'État aux affaires économiques (cabinet Edgar Faure, mars 1955-février 1956). Membre du Conseil économique et social représentant les territoires et départements d'outre-mer (1959-1962) et représentant de la France à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, Pierre Abelin est maire de Châtellerauld (1959, réélu en 1965 et 1971), conseiller général (1964, réélu en 1970) de la Vienne, président du conseil général de la Vienne (à partir de 1967) et président du comité d'expansion de la région Poitou-Charentes (1968-1973). Élu à nouveau député de la Vienne (1962-1974), il préside le groupe du Centre démocratique de l'Assemblée nationale (1963-1966) ; membre du comité directeur (1966) et secrétaire général (à partir de 1967) du Centre démocrate, puis membre du groupe Progrès et démocratie, il quitte ce groupe en octobre 1972 et devient non inscrit. Inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux (1973-1974), il est vice-président de l'Assemblée nationale (1973-1974). Ministre de la Coopération du 27 mai 1974 au 12 janvier 1976, Pierre Abelin s'attire une vive popularité chez les chefs d'État d'Afrique noire. Mais l'affaire Claustre – Françoise Claustre, ethnologue enlevée par les rebelles du Tibesti – le contraint à s'effacer lors du remaniement ministériel de janvier 1976. Pierre Abelin avait aussi été administrateur de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (1961-1972).

Présentation du contenu.

- 586 AP 9. Membre du Conseil économique et social. 1959-1962.
- 46. Compagnie générale de constructions téléphoniques, 1968-1971.
- 13, 24, 30. Député européen, 1968-1974.
- 18, 28. Président du comité d'expansion de la région Poitou-Charentes, 1969-1975.
- 2, 5, 7, 14, 31. Secrétaire général du Centre démocrate, 1972-1975.
- 11, 14, 17-18, Député-maire de Châtellerauld, 1974-1976.
- 21, 30, 34, 39,
41, 43-45.

1, 3-4, 6, 8, 9- Ministre de la Coopération : correspondance, documents de travail des
12, 15, 16-27, conseils des ministres, rapports sur la politique de coopération,
29-42. documentation sur différents pays, interventions non parlementaires. 1974-
1976.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds d'archives du Centre démocrate
et du Centre des démocrates sociaux sous la cote 541 AP I et II.

Bibliographie.

Who's who, 1975-1976, p. 98.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 755, 875.

587 AP

FONDS KRANTZ

Dates extrêmes : 1742-1981.

Importance matérielle : 4 cartons (587 AP 1-5) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Gaston Duchet-Suchaux, 1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par S. Lacombe, 1999, 17 p.

Notice biographique.

Charles-Camille-Julien Krantz, né à Dinozé (Vosges) le 24 août 1848, mort à Paris le 30 avril 1924, fut député des Vosges de 1890 à 1910, avant de devenir ministre des Travaux publics du 1^{er} novembre 1898 au 6 mai 1899, puis de la Guerre du 6 mai au 21 juin 1899. Il fut également ingénieur, maître des requêtes au Conseil d'État, professeur à l'École des Ponts et Chaussées et il eut une grande part dans l'organisation des Expositions universelles de 1878, 1892 et 1900. Il se retira de la vie politique en 1910, battu aux élections législatives, pour se consacrer à la vie familiale. Sa famille maternelle, les Collignon, avait influencé sa vie professionnelle. Charles-Etienne Collignon, son grand-père, était lui-même ingénieur puis inspecteur général des Ponts et chaussées, créateur et directeur des chemins de fer impériaux en Russie, député et conseiller d'État.

Présentation du contenu.

587 AP 1. Notes généalogiques et historiques. 1894-1981.

2-3. Ascendants et familles alliées (Krantz et Collignon). 1742-1885.

4-5. Archives personnelles de Camille Krantz. 1848-1899.

4. « Souvenirs d'enfance ». 1848-1919.

Correspondance familiale et papiers personnels. 1858-1889 et s. d.

Formation et carrière professionnelle.

Camille Krantz et la politique. 1871-1876.

Maître des requêtes au Conseil d'État. 1879-1889.

Commissaire général de la section française à l'exposition de Chicago. 1893.

Député d'Epinal (Vosges), 1890-1910 et rapporteur du budget, 1896-1898.

Ministre des Travaux publics et de la Guerre. 1893-1895, 1897-1899.

5. Après le ministère. 1897-1905.

Dernière législature. 1907-1910.

L'année 1914 : les élections législatives, le début de la guerre. 1914-1916.

Documents postérieurs à la guerre ainsi qu'à la mort de Camille Krantz et de sa femme. 1919-[après 1942].

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de S. Lacombe.

FONDS PAUL-MARIE DE LA GORCE

Dates extrêmes : 1961-1992.

Importance matérielle : 24 cartons (588 AP 1-24) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Paul-Marie de La Gorce, 1999-2002.

Conditions d'accès :

- 588 AP 1-17, 22-24 : sur dérogation.
- 588 AP 18-21 : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. (588 AP 1-21), par C. Nougaret, 1999, 7 p. ; état sommaire dact. (588 AP 22-24), par C. Sibille, 2002, 1 p.

Notice biographique.

Écrivain et journaliste, Paul-Marie de La Gorce est né le 10 novembre 1928 à Paris. Docteur en sciences politiques, il a été successivement correspondant de journaux étrangers (1950-1953), rédacteur au *Messenger* (1953-1955), attaché à la direction des *Éditions de Montsouris* (1955-1959), collaborateur de *France-Observateur* (1958-1960 et 1962-1964) et de *Jeune Afrique* (depuis 1961). Directeur de *L'Actualité* (1969-1971), commentateur de politique étrangère à l' O.R.T.F. (1971) puis à TF1 (1974-1976 et depuis 1983), il est producteur d'émissions télévisées, critique (depuis 1974) et éditorialiste au *Figaro* (1977-1982). Chef du service diplomatique (1985-1987) puis conseiller diplomatique (1987-1993) de Radio-France, président du comité d'études de la Défense nationale et directeur de la revue *Défense nationale* (1989-1995), il est chroniqueur à RMC Moyen-Orient depuis 1988.

Parallèlement à sa carrière de journaliste, Paul-Marie de La Gorce a fait partie de plusieurs cabinets ministériels. Chargé de travaux au Centre d'études de politique étrangère (depuis 1965), il a été conseiller technique au cabinet de Christian Fouchet (ministre de l'Intérieur, avril 1967-mai 1968) puis au cabinet d'Yves Guéna (ministre de l'Information, juin-juillet 1968), directeur du cabinet de Léo Hamon (secrétaire d'État auprès du Premier ministre, juin-septembre 1969), et enfin conseiller au cabinet de Pierre Messmer (Premier ministre, 1972-1974).

Membre du comité central de l'Union des démocrates pour la V^e République (1967-1973), il a fondé le club politique « Nouvelle Frontière ».

Paul-Marie de La Gorce est l'auteur de nombreux ouvrages : *la République et son armée* (1963), *De Gaulle entre deux mondes* (1964), *Clausewitz et la stratégie moderne* (1964), *la France pauvre* (1965), *la France contre les Empires* (1969), *Pour un nouveau partage des richesses* (1972), *l'Effort de défense des grandes puissances* (1975), *Naissance de la France moderne* (1978-1979), *l'État de jungle* (1982), *la Prise du pouvoir par Hitler 1928-1933* (1983), *la Guerre et l'atome* (1985), *l'Empire écartelé* (1988), *Requiem pour les Révolutions* (1990), *la Première Guerre mondiale* (en coll., 1991), *l'Aventure de l'atome* (en coll., 1992), *39-45 une guerre inconnue* (1995), *le Dernier empire* (1996).

Paul-Marie de La Gorce est décédé le 1^{er} décembre 2004.

Présentation du contenu.

- 588 AP 1-17. Conseiller technique au cabinet de Christian Fouchet (ministre de l'Intérieur, (avril 1967-mai 1968) puis au cabinet d'Yves Guéna (ministre de l'Information, juin-juillet 1968).
- 1-15. Tableau politique, économique et social des départements : rapports des renseignements généraux et mises à jour (classement par ordre minéralogique des départements ; manquent les Ardennes, la Moselle, la Martinique). 1967-1968.
16. Sélection de notes adressées au ministre de l'Intérieur puis au ministre de l'Information sur des affaires de politique générale. 1967-1968.
17. Evénements de Mai 1968, suivi des événements par le ministère de l'Intérieur : notes de la préfecture de police de Paris, traductions de messages chiffrés reçus par le ministre de l'Intérieur, télégrammes des préfets, communiqués internes. 18 mai-1^{er} juin 1968.
18. Activités au sein de l'Union des démocrates pour la V^e République (membre du comité central puis du bureau exécutif, 1967-1974).
- 19-21. Politique intérieure et politique étrangère : notes, comptes rendus de conférences de presse et d'entretiens, établis ou rassemblés par Paul-Marie de La Gorce (classement chronologique, un dossier par année). 1961-1977.

Supplément.

- 22-24. Notes des Renseignements généraux et de la préfecture de police de Paris sur la vie politique et les événements de mai 1968 (1967-1968), études préélectorales de la SOFRES (1968-1969), compte rendu de la mission de François Misoffe dans le Sud-Est asiatique (1974), correspondance et notes sur le Moyen-Orient, la guerre du Golfe et les forces nucléaires stratégiques (1967-1992).

Bibliographie.

Informations extraites de la notice biographique figurant en tête du répertoire numérique de C. Nougaret.

589 AP

FONDS D'AVARAY

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (589 AP 1-4) ; 0,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 2000-2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice historique.

La famille de Bésiade d'Avaray descendait de la famille (non noble) de La Voyrie, et possédait, dans un faubourg de Sauveterre de Béarn, la maison de Bésiade, dont elle prit le nom. André de Bésiade était en 1587 maître d'école à Sauveterre. Jacques de Bésiade, dit Sauveterre, vint à Paris comme valet de garde-robe du roi.

Enrôlé à l'âge de 17 ans, Claude-Théophile de Besiade, marquis d'Avaray (1655-1745), prit part à la guerre franco-hollandaise de 1672-1679 ainsi qu'à la guerre des « Réunions » en 1679-1684, avant d'être promu au grade de général de brigade en 1694. Quand éclata la guerre d'Espagne, en 1702, il fut promu maréchal de camp et envoyé commander les forces françaises à Naples. Général de division en 1704, il fut envoyé en Espagne et il montra sa valeur à Badajoz, à Barcelone et à Almanza (1707). Le marquis d'Avaray servit ensuite dans les Flandres, puis dans l'armée du Rhin, avant d'être nommé ambassadeur en Suisse (1715). Commandant l'armée des Flandres durant l'hiver 1733-1734, le marquis, déjà âgé de 78 ans, se retira quelques temps plus tard du service actif. Son deuxième fils, Charles-Théophile de Bésiade (mort en 1746), servit également dans l'armée royale. Le fils de celui-ci, Claude-Antoine de Bésiade, lui aussi militaire de carrière, fut colonel du régiment de la Couronne et maître de la garde-robe de Monsieur, le prince Louis-Stanislas-Xavier, frère de Louis XVI et futur Louis XVIII. En 1789, Claude-Antoine fut élu député de la noblesse aux états généraux par les nobles du bailliage d'Orléans.

Ayant succédé à son père comme maître de la garde-robe de Monsieur, Antoine-Louis-François (1759-1811) fut un courtisan assidu et l'homme de confiance de son maître. Ainsi, c'est à lui que revint la responsabilité d'organiser la fuite vers Coblençe (1791) du futur Louis XVIII. En signe de gratitude, le souverain nomma d'Avaray capitaine de sa garde du corps, puis lui accorda le privilège d'insérer les armes de France dans ses armes de familles et enfin le créa duc en 1799.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

589 AP 1. Théophile de Bésiade, seigneur d'Avaray, bailli d'Orléans. xvii^e s.

2-3. Claude-Théophile de Bésiade, marquis d'Avaray : correspondance reçue notamment de Michel de Chamillart, ministre de la Guerre (1702-1726), de Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine (1702-1726), du Régent Philippe d'Orléans (1708) et de Claude Le Blanc secrétaire d'État à la Guerre (1715-1730).

3. Charles-Théophile de Bésiade, chevalier puis marquis d'Avaray : instructions signées de Voyer d'Argenson (1743-1745), lettres du maréchal de Saxe (1744).
- 1-2. Claude-Antoine de Bésiade d'Avaray, marquis d'Avaray : états de services, 1755-1788 ; certificat établi en septembre 1817.
4. Antoine-Louis-François de Bésiade, comte puis duc d'Avaray : papiers relatifs aux débuts de la Révolution et à la cour de Monsieur pendant l'émigration. 1789-1801.
3. Papiers de famille : inventaires après décès de la marquise d'Avaray, née Marguerite-Élisabeth Mégret d'Etigny (6 janvier 1743), de Charles-Théophile de Bésiade, marquis d'Avaray (10 mai 1745), de Charles-Théophile, chevalier puis marquis d'Avaray (22 juin 1746), du marquis d'Avaray (14 novembre 1757).
4. Familles alliées : correspondance (env. 100 lettres) d'Anne-Mathilde de Rochechouart de Mortemart (1802-1887), femme d'Ange-Édouard-Théophile, marquis d'Avaray (1802-1887). 1819-1847.
1. Domaine d'Ochain. XVI^e-XIX^e s.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales de Seine-et-Marne conservent, au sein du chartrier de La Chapelle-sur-Crécy (164 J), des archives de la famille de Bésiade d'Avaray, notamment de la correspondance reçue par Claude-Antoine-Théophile de Bésiade d'Avaray comme ministre de France près les cantons de Suisse (1717-1726).

Les Archives départementales de Loir-et-Cher conservent le chartrier d'Avaray (12 J).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reproduit en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 3, col. 66-71.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 4, 1948, col. 815-821.

DAFLON (Alexandre), *L'ambassade de Claude-Théophile de Bésiade, marquis d'Avaray, près les cantons suisses (1716-1726) : étude du fonctionnement de l'ambassade de France au début du XVIII^e siècle*, 1998, 4 vol., thèse d'École des chartes dact. (AB XXVIII 1155).

590 AP

FONDS YVES HERVOUET

Dates extrêmes : 1931-1998.

Importance matérielle : 41 cartons (590 AP 1-41) ; 6,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de Madame Élisabeh Hervouet, 2000-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000-2001, 9 p.

Notice biographique.

Né le 30 avril 1921 à Remouillé (Loire-Inférieure), diplômé de chinois de l'École nationale des langues orientales, docteur ès lettres, Yves Hervouet fut successivement boursier des relations culturelles à Pékin (1947-1949), membre scientifique de l'École française d'Extrême-Orient en poste à Hanoï (1950-1954) et boursier de la fondation Rockefeller (1954-1955). Bibliothécaire à l'Institut des hautes études chinoises de 1954 à 1959, il fut nommé, en 1959, à Bordeaux, dans la première chaire de chinois créée dans une université française, sur la recommandation d'Étiemble. Dix ans plus tard, il quitta Bordeaux pour participer à la fondation du département de chinois de l'université de Vincennes-Paris VIII, d'où il passa à Paris VII pour y terminer sa carrière. Secrétaire général du XIX^e Congrès des orientalistes tenu à la Sorbonne en 1973, il fut aussi directeur de l'Institut des hautes études chinoises au Collège de France à partir de 1974, vice-président de la Société asiatique et président de la 55^e section du Conseil national des universités (1975 à 1977 et 1979).

Yves Hervouet est mort en 1999. On lui doit des travaux sur deux grands poètes classiques chinois, Sima Xiangru, de l'époque des Han, et Li Shangying, de l'époque des Tang. Il établit des catalogues du fonds chinois de l'École française d'Extrême-Orient à Hanoï, des monographies locales chinoises et des périodiques chinois des bibliothèques européennes et il dirigea le programme européen de la *Sung Bibliography* initié par Balasz.

Présentation du contenu.

590 AP 1-9. Agendas, carnets et notes d'érudit. 1950-1983.

10-20. Publications : travaux bibliographiques, manuel sur l'histoire des Song, études sur Li Shangying, anthologies, ouvrages divers, traductions, articles.

21-22. Conférences et colloques : correspondance, notes, documentation. 1964-1994.

23. Missions en Extrême-Orient, en Afrique, en Grande-Bretagne et aux États-Unis : correspondance et comptes rendus. 1948-1990.

24-31. Correspondance échangée avec les Instituts et écoles de langues orientales, le C.N.R.S., les universités de Bordeaux, Paris VII et Paris VIII. 1954-1987.

32. Associations franco-chinoises. 1967-1982.

33-39. Correspondance reçue. 1950-1998.

40. Documentation sur l'Extrême-Orient et la Chine. 1931-1989.

41. Papiers personnels, textes de conférences et articles (supplément).

Bibliographie.

Who's who, 1977-1978, p. 867.

591 AP

FONDS LUCIEN FEBVRE

Dates extrêmes : 1907-1960.

Importance matérielle : 64 cartons (591 AP 1-64) ; 9,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Henri Febvre, 1998.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement à l'École des hautes études en sciences sociales ; état somm. dact., 1998, 273 p.

Notice biographique.

Auteur d'une thèse *sur Philippe II et la Franche-Comté* (1911), fondateur avec Marc Bloch des *Annales d'histoire économique et sociale* (1929), Lucien Febvre (1878-1956) fut professeur au Collège de France (1933). Influencé par Paul Vidal de la Blache, il publia *La Terre et l'évolution humaine* (avec M. Bataillon, 1922) où il montra les liens existants entre l'histoire et la géographie. Il écrivit ensuite *Un destin, Martin Luther* (1928), *Le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle, la Religion de Rabelais* (1942), *L'Apparition du livre* (avec Henri-Jean Martin, 1957), *Au cœur religieux du XVI^e siècle* (1957). Sa conception de l'histoire, comprise comme une synthèse des éléments politiques, économiques, sociaux, religieux, culturels et mentaux, est exposée dans ses *Combats pour l'histoire* (1953). Président du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, délégué de la France à la Conférence générale de l'Unesco successivement à Paris, Mexico et Beyrouth, président de la 6^e section de l'École pratique des hautes études, Lucien Febvre dirigea aussi *L'Encyclopédie française* créée avec A. de Monzie (1935).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

591 AP 52-55. Correspondance.

27-34, 48-51, 60-63. Dossiers de travail, fiches bibliographiques.

2-3, 14, 59. Cours et conférences.

14, 23-24, 26. Réflexions sur la philosophie de l'Histoire.

7-8, 13, 15-26. Recherches sur le XVI^e siècle, la Réforme, l'humanisme et Rabelais.

1, 25, 37-47. Recherches sur la Franche-Comté et les Pays-Bas hollandais.

9, 18. Recherches sur l'art.

56-58. Direction de *L'Encyclopédie française*.

5, 36. Commission Unesco pour l'éducation, la science et la culture.

3-4, 6, 35. Tirés à part et plaquettes de Lucien Febvre.

10-11, 64. Tirés à part et plaquettes adressés à Lucien Febvre.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent la correspondance croisée entre Marc Bloch et Lucien Febvre, sous la cote AB XIX 5028. À l'exception d'un petit nombre de

lettres, celle-ci a été publiée par Bertrand Müller dans *Marc Bloch, Lucien Febvre et les « Annales d'histoire économique et sociale » : correspondance*, Paris, 1994-2003, 3 vol.

Voir également les instruments de recherches suivants : AB XIX 5028 : correspondance échangée entre Marc Bloch et Lucien Febvre et documents se rapportant aux deux historiens, 1908-1963 et s. d., inv. somm. dact. par F. Aujogue, 2004, 17 p. ; Correspondance échangée entre Marc Bloch et Lucien Febvre (1928-1943), collationnement des lettres publiées par Bertrand Müller avec celles conservées aux Archives nationales (site de Paris), dact., par F. Aujogue, 2004, 13 p.

Bibliographie.

Hommage à Lucien Febvre. Éventail de l'histoire vivante, offert par l'amitié d'historiens, linguistes, géographes, économistes, sociologues, ethnologues, Paris, Armand Colin, 1953, 2 vol.

Institut de France. Académie des sciences morales et politiques. Notice sur la vie et les travaux de Lucien Febvre (1878-1956) par Maurice Baumont...., séance du 27 avril 1959, Paris, impr. Firmin-Didot et C^{ie}, 1959, 22 p.

592 AP

FONDS CHASSAIN DE MARCILLY

Dates extrêmes : XVIII^e siècle, 1876-1992.

Importance matérielle : 17 cartons (592 AP 1-24) ; 1,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : legs de Monsieur Claude Chassain de Marcilly, 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : inv. sommaire par feu C. Chassain de Marcilly et F. Aujogue, 2001, 62 p., avec index.

Notice biographique.

Henri Chassain de Marcilly (1867-1942), père de Claude Chassain de Marcilly, naquit le 21 février 1867. Agrégé d'histoire, il débuta sa carrière diplomatique dans les années 1890, occupant différents postes en Tunisie et au Maroc, en alternance avec des fonctions au quai d'Orsay. Après 4 ans à Han Kéou, il revint à Paris en 1904 et bénéficia de diverses affectations au ministère. C'est en 1912, lors de sa nomination de consul général à Gênes, que commença pour lui une carrière européenne qui le conduisit à Berlin, Athènes, la Haye. En 1928, il fut nommé ambassadeur à Berne, son dernier poste. Il avait épousé Jeanne Henry en septembre 1904.

Charles Arsène Henry (1848-1931), beau-père de Henri Chassain de Marcilly, commença sa carrière comme auditeur au Conseil d'État. Préfet de Lot-et-Garonne, du Loiret puis des Alpes-Maritimes, il fut nommé en octobre 1897 envoyé extraordinaire et plénipotentiaire en Roumanie. Il resta sept ans à Bucarest puis fut rappelé au quai d'Orsay où il prit la direction des Consulats et des Affaires commerciales.

Le journaliste, philosophe et historien Paul Bourde (1851-1914) et Henri de Marcilly se rencontrèrent vraisemblablement en Tunisie. En 1890, Paul Bourde y fut nommé directeur des Renseignements et du contrôle de l'agriculture, puis directeur des Contrôles civils. Henri de Marcilly quant à lui découvrit la Tunisie en février 1891. Il y occupa son premier poste, attaché à la Résidence générale de Tunis. Les deux hommes nouèrent une solide amitié qui dura jusqu'au décès de Paul Bourde en 1914. Henri de Marcilly fit publier en 1939 l'ouvrage de Paul Bourde intitulé *Essai sur la Révolution et la religion*, à titre posthume.

Présentation du contenu.

592 AP 1-2. Arsène Henry. 1887-1940 et s. d.

1. Carrière.

2. Retraite.

3-11. Henri Chassain de Marcilly. XVIII^e s., 1876-1944 et s. d.

3-7. Famille et vie privée.

8-11. Carrière diplomatique.

12-13. Claude Chassain de Marcilly, fils du précédent. 1926-1992 et s. d.

12. Papiers personnels.

13. Documentation et inventaire des archives Arsène Henry, Henri de Marcilly et

- Paul Bourde.
14-24. Paul Bourde. 1878-1939 et s. d.
14. L'Homme.
15-24. Son œuvre.

Bibliographie.

Annuaire diplomatique et consulaire, 1929, p. 231, et 1932, p. 289.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 6, 1954, col. 1430-1431, et t. 17, 1989, col. 980-981.

593 AP

FONDS MARCELLE ADLER-BRESSE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 8 cartons (593 AP 1-8) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur A. Adler, 1979.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Conservateur chargée de la documentation allemande à la Bibliothèque de documentation internationale et contemporaine, Marcelle Adler-Bresse participa aux travaux du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

593 AP 1-8. Papiers personnels, nominations, titres honorifiques.

Thèse sur « Sieyès et le monde allemand » : correspondance avec Philippe Sagnac, notes et bibliographie.

Travaux sur J.-K. Oelsner et les philosophes allemands de la fin du xviii^e et du début du xix^e s.

Bibliographie.

Informations extraites des documents contenus dans le fonds.

ADLER-BRESSE (Marcelle), *Sieyès et le monde allemand*, Lille, Atelier reproduction des thèses, Université de Lille III ; Paris, diff. Honoré Champion, 1977, 2 vol., 311 et 635 p. multigr.

594 AP

FONDS ÉDOUARD BRÉMOND

Dates extrêmes : 1868-1948.

Importance matérielle : 23 cartons (594 AP 1-28), 1 malle ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Éric Janicot, 1991.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par M. Larive, P. Ardei et C. Sibille, 2001-2003, 29 p.

Notice biographique.

Édouard Brémond naquit en 1868. À sa sortie de Saint-Cyr en 1890, il servit au 1^{er} régiment de tirailleurs algériens dans le Sud algérien et à Madagascar, où il commanda le 1^{er} détachement. Après un passage à l'École supérieure de Guerre (1899-1901), Édouard Brémond fut affecté à l'état-major de la division de Constantine (1901-1904), où il prépara des manœuvres et des reconnaissances dans l'Aurès. Officier du 2^e régiment de tirailleurs (1904-1907), il fut chargé de créer un poste à Sidi Bou Djenane. Responsable de la police des ports marocains (1907-1908), il fut nommé chef adjoint de la mission militaire française au Maroc en 1909, administrateur de la ville de Rabat et sa banlieue (1912-1913), chef du service de renseignements de la colonne Henrys (mars-septembre 1913) aux Beni Mtir et enfin commandant d'armes à Kenitra (1913-1914). Revenu en France en août 1914, il commanda le 64^e régiment d'infanterie. Blessé, il fut nommé chef de la mission militaire française en Égypte et au Hedjaz (août 1916-décembre 1917). Administrateur en chef en Arménie puis en Cilicie (1^{er} janvier 1919-septembre 1920), le colonel Brémond commanda ensuite le 54^e régiment d'infanterie à Compiègne. Il acheva sa carrière militaire comme général commandant le 2^e groupe de subdivisions de la 17^e région à Toulouse (1923-1928). Il mourut en 1948.

Présentation du contenu.

- 594 AP 1. Papiers personnels. 1886-1950.
 2. Correspondance passive et active du général Brémond. 1922-1942.
Correspondance passive de Madame Brémond et de sa fille Marcelle.
 - 3-5. Papiers de fonctions.
 3. Au Maroc. 1901-1913.
 - 4-5. En Cilicie. 1918-1936.
 - 6-13. Écrits et documentation sur Madagascar, le monde arabe, l'Orient, la Turquie, l'Arabie, le Yémen, le Hedjaz, l'Afrique du Nord, les colonies et les troupes coloniales et l'Allemagne.
 - 14-17. Cartes postales, photographies et négatifs ; albums contenant des coupures de presse, des illustrations et des photographies.

Supplément.

- 18-28. Livres (ayant trait pour la plupart à des sujets militaires) provenant de la

bibliothèque du général Brémond, dont son ouvrage, *Le Hedjaz dans la grande guerre*.
Plaques de verre.
Malle contenant des décorations militaires.

Bibliographie.

Informations extraites des états de services contenus dans le fonds.

595 AP

FONDS CANROBERT

Dates extrêmes : xvii^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 2 cartons (595 AP 1-5) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 1998.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, par M. Larive, 2000, 8 p.

Notice biographique.

François-Marcellin Certain de Canrobert (1809-1895) se signala, dès 1835, par sa bravoure, en Algérie, notamment à l'assaut de Zaatcha. Général et aide de camp du prince Louis-Napoléon en 1850, il prit une part active à l'exécution du coup d'État du 2 décembre 1851. En 1854, il partit en Orient comme commandant de la 1^e division, fut blessé à l'Alma, puis reçut du maréchal Saint-Arnaud mourant le commandement de l'armée d'Orient. Ses difficultés avec lord Raglan, qui commandait l'armée anglaise, l'obligèrent à passer son commandement à Pélissier en 1855. Canrobert reçut, à son retour en France, le bâton de maréchal. Commandant du 6^e corps à l'armée du Rhin en 1870, il défendit Saint-Privat-la-Montagne mais dut se replier à Metz où il fut fait prisonnier. Après la guerre, membre du Conseil supérieur de la guerre, il fut sénateur du Lot (1876-1879) puis de la Charente (1879-1894).

Présentation du contenu.

- 595 AP 1. Documents généraux sur la famille Certain de Canrobert. 1600-1895.
2. Ascendants du maréchal, dont son père, Antoine (1754-1824). xvii^e-xix^e s.
3. François-Marcellin Canrobert, maréchal de France (1809-1895) : papiers personnels et correspondance ; écrits de et sur le maréchal. 1821-1923.
4. Familles alliées : Sanguinet et Marbot. xviii^e-xix^e s.
5. Documents isolés.

Bibliographie.

VALYNSEELE (Joseph), *Les maréchaux du Second Empire, leur famille et leur descendance*, chez l'auteur, 1980, 600 p., p. 391-407.

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996, 5 vol., t. 3, lettres A-C, p. 883.

596 AP

FONDS GEORGES CALZANT

Dates extrêmes : 1903-1951.

Importance matérielle : 1 carton (596 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du périodique *La Nouvelle action royaliste*, 1983.

Conditions d'accès : libre, à l'exception de 596 AP 1, dossier 2, sur dérogation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par F. Aujogue, 2003, 11 p.

Notice biographique.

Fils d'instituteurs, Georges Calzant (1897-1962) poursuivit des études à la Faculté de Droit de Paris et à l'École des Sciences politiques. Il devint alors le chef de file du mouvement des Étudiants d'Action française. Devenu avocat, il mit son talent au service de l'Action française. Parallèlement, il anima, jusqu'en 1939, la section parisienne des Camelots du Roi dirigés par Maurice Pujo. Durant l'Occupation, il fut aux côtés de Maurras et de Pujo, à Lyon, où s'était repliée l'équipe du quotidien *L'Action française*. En juin 1944, il fut emprisonné par les Allemands en compagnie de Maurice Pujo, au fort de Montluc à Lyon, du fait de leurs activités journalistiques. Ils furent tous deux relâchés quelques jours après, grâce à une intervention de Maurras. En 1947, Georges Calzant et ses amis fondèrent l'hebdomadaire monarchiste *Aspects de la France et du Monde*. Quelques années plus tard, le journal, qui ne s'appelait plus qu'*Aspects de la France*, devint l'organe du mouvement La Restauration nationale qui rassemblait les principaux dirigeants et collaborateurs de l'Action française. Resté fidèle à Charles Maurras jusqu'au décès de celui-ci en 1952, il lui survécut dix années.

Présentation du contenu.

- 596 AP 1. *Dossier 1.* Notes et correspondances isolées. 1928-1948 et s. d.
Dossier 2. « Dossiers » d'affaires judiciaires. 1925-1944 et s. d.
Dossier 3. Activités d'après-guerre 1939-1945 : correspondance et documents isolés. 1948 et s. d.
Dossier 4. Georges Calzant et la revue *Aspects de la France*. 1903-1951 et s. d.
Dossier 5. Documents épars de et sur Maurras, l'Action française et autres. 1921-1950 et s. d.
Dossier 6. Ensemble de croquis et dessins au fusain par Marguerite Calzant, épouse de Georges Calzant. 1931-1937 et s. d.

Sources complémentaires.

Le fonds Maurras, conservé aux Archives nationales (site de Paris), contient un dessin de Marguerite Calzant (576 AP 183), des lettres de Georges Calzant à Charles Maurras, à Maurice Pujo et à Hélène Maurras, ainsi que de très nombreuses notes manuscrites de Calzant (576 AP 184).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de F. Aujogue.

597 AP

FONDS BAUSSET ET VALORY

Dates extrêmes : xv^e-xix^e siècles.

Importance matérielle : 92 cartons (597 AP 1-94) ; 12 mètres linéaires.

Modalités d'entrée :

- 597 AP 1-91 : dépôt, 26 mai 1971.
- 597 AP 92-94 : achat, 1955.

Conditions d'accès :

- 597 AP 1-91 : sur autorisation.
- 597 AP 92-94 : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000-2001, 13 p.

Notice biographique.

La famille de Bausset de Roquefort était d'origine provençale. Elle était alliée aux familles Aymar, de Barbentane, de Clapiers, de Marbeuf et de Thomassin de Saint-Paul. Cette famille compte des officiers et des hommes d'Église.

Au xviii^e siècle, Antoine-Hilarion de Bausset (1725-1795) fut lieutenant-général des armées navales, son frère, Hippolyte-Louis, dit le chevalier de Bausset, fut lieutenant-colonel du régiment de grenadiers royaume de Bourgogne et major du fort Saint-Jean à Marseille, et au xix^e siècle, Joseph de Bausset (1841-1906) fut amiral.

Louis-François duc de Bausset (1748-1824) était évêque d'Alais au moment de la Révolution. Il fut nommé pair de France en 1815, membre de l'Académie française en 1816, cardinal en 1817. Il a laissé, entre autres ouvrages, une *Histoire de Fénelon* (1808-1809) et une *Histoire de Bossuet* (1814).

Son cousin, François-Louis-Nicolas, marquis de Bausset (1764-1841) servit, sous l'Ancien Régime, dans le régiment du roi (infanterie) comme officier. Député des Bouches-du-Rhône de 1815 à 1816 puis de 1820 à 1830, le marquis de Bausset ne se rallia pas au gouvernement de Louis-Philippe.

Le cousin des deux précédents, Pierre-François-Gabriel-Raymond-Ignace-Ferdinand, comte de Bausset-Roquefort (1757-1829), fut grand vicaire de l'archevêque d'Aix puis de l'évêque d'Orange. Il émigra en 1791, après avoir refusé le serment exigé par l'Assemblée nationale, et il passa en Angleterre puis en Italie. De retour en France à l'époque du Concordat, il fut nommé chanoine du chapitre d'Aix et, en 1808, évêque de Vannes, année où il fut créé baron d'Empire. La Restauration le nomma archevêque d'Aix, Arles et Embrun et l'appela à la pairie en 1825.

Alliés aux Roquefort par mariage, les Valori étaient une grande famille de Florence, dont le chef appartenait à la famille des Rusticelli. En 1342, une des branches quitta Florence et s'établit en France. Plusieurs Valory embrassèrent la carrière des armes. Charles de Valory (1658-1734) fut ingénieur militaire. Son fils, Louis-Guy-Henri, marquis de Valory (1692-

1774) assista aux batailles d'Oudenarde (1708) et de Malplaquet (1709), obtint un régiment en 1712 et se distingua aux sièges de Landau et de Fribourg (1713). Brigadier en 1739, il fut nommé la même année envoyé extraordinaire auprès du roi de Prusse. Il sut gagner les bonnes grâces du prince héritier, lequel devenu roi, l'emmena dans ses campagnes de Silésie et de Bohême. Maréchal de camp en 1745, lieutenant général en 1748, il retourna en France l'année suivante et fut nommé gouverneur de Lille. Envoyé de nouveau en Prusse en 1756, il fut rappelé en décembre de la même année et vécut dans la retraite. Au XIX^e siècle, le marquis Henri de Valory (1786-1859) s'illustra par ses écrits.

Historique de la conservation.

Le fonds Bausset et Valory comporte en fait deux sous-fonds : celui de la famille de Bausset et celui de la famille de Valory, détentrice de la terre de Châteaurenard.

Présentation du contenu.

- 597 AP 1-15. Papiers personnels de la famille de Bausset, notamment d'Antoine-Hilarion, lieutenant-général des armées navales, de son frère le chevalier de Bausset, des cardinaux de Bausset, de François-Louis-Nicolas, marquis de Bausset, et de l'amiral Joseph de Bausset. xv^e-xix^e s.
- 16-35. Seigneuries et biens en Provence : Roquefort (château, domaine, différends entre la famille de Bausset et la communauté de Roquefort), Aubagne, Avignon (chapitre Saint-Agricol), Marseille (gestion des biens de l'évêché et des Jacobins), Naves, Reillanne. xv^e-xix^e s.
- 36-53. Familles alliées. xvii^e-xix^e s.
- 36-45. Famille de Thomassin de Saint-Paul. xvii^e-xix^e s.
- 46-50. Famille de Marbeuf. xvii^e-xix^e s.
- 51-53. Famille d'Aymar. xvii^e-xviii^e s.
- 54-70. Papiers de la famille de Valory : plans aquarellés de l'ingénieur militaire Charles de Valory (1658-1734), papiers de son fils Louis-Guy-Henri, marquis de Valory, lieutenant général et diplomate ; correspondance adressée au marquis Henri de Valory et ses écrits littéraires, historiques, et généalogiques, collection de pièces originales et de copies rassemblées par lui pour prouver sa descendance des Valory-Rusticelli et son droit au titre de prince. xv^e-xix^e s.
- 71-91. Terre de Châteaurenard. xv^e-xix^e s.
92. Charles-Guy de Valory, directeur des fortifications à Marseille, puis en Flandre et en Hainaut. 1687-1723 et s. d.
93. Louis-Guy-Henri, marquis de Valory, ambassadeur près du roi de Prusse. 1741-1756.
94. Marquis de Bausset, ministre de France près l'électeur et le grand chapitre de Cologne (1760-1765), près de l'impératrice de Russie (1766).

Bibliographie.

LA CHESNAYE-DESBOIS (François Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse de la France*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 19 t. en 10 vol., reprod. en fac-sim. de la 3^e éd. de Paris, Schlésinger, 1863-1876, t. 2, col. 572-577.

598 AP

FONDS ARISTIDE BRIAND

Dates extrêmes : 1897-1917.

Importance matérielle : 2 cartons (598 AP 1-2) ; 0,17 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dons, 1969-2005.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. (598 AP 1), par C. Sibille, 2000, 1 p.

Notice biographique.

Avocat et journaliste, Aristide Briand (1862-1932) fut rédacteur à *l'Humanité* (créé en 1904). Membre puis secrétaire général (1901) du Parti socialiste français (qu'il devait quitter en 1905 après le congrès d'Amsterdam de 1904), il fut élu député de la Loire (1902) et contribua à faire adopter la loi de séparation des Églises et de l'État. Chargé du portefeuille de l'Instruction publique dans le cabinet Sarrien (1906), il fut plus de vingt fois ministre, en particulier des Affaires étrangères, et onze fois président du Conseil, notamment pendant la Première Guerre mondiale. Après avoir organisé les expéditions de Salonique et des Balkans, il fut l'un des plus ardents partisans de la politique de paix et de collaboration internationale, signant le pacte de Locarno (1925), le pacte Briand-Kellogg qui mit la guerre hors la loi (août 1928), proposant un régime d'union fédérale européenne (mémoire Briand, 1930) et soutenant les travaux de la Société des Nations (S. D.N.). Il fut prix Nobel de la paix en 1926.

Présentation du contenu.

598 AP 1. Loi de séparation des Églises et de l'État :

- carnet intitulé « La France et la papauté, étude historique publiée dans le *Petit Var* » (1904) par M. Florens, maire du Thoronet (Var), président honoraire du tribunal civil de Toulon ;
- avant-projet de loi pour la séparation des Églises et de l'État ;
- rapport présenté par Aristide Briand devant la Chambre des députés (1905) ;
- extrait de la *Revue administrative du culte catholique*, « De la propriété des immeubles paroissiaux de la Savoie, la Haute-Savoie et les Alpes-Maritimes », 1897 ;
- n° 45 du *Bulletin mensuel de la société de législation comparée* (avril-mai 1905) ;
- notes manuscrites.

2. Correspondance de particuliers reçue par Aristide Briand, Président du Conseil, relative à la guerre. 1916-1917.

Bibliographie.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 387.
UNGER (Gérard), *Aristide Briand. Le ferme conciliateur*, Paris, Fayard, 2005, 658 p.

599 AP

FONDS JOSEPH CAILLAUX

Dates extrêmes : 1928-1959.

Importance matérielle : 6 cartons (599 AP 1-6) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1962-1964.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 2 p.

Notice biographique.

Fils d'Eugène Caillaux, qui fut lui-même parlementaire et ministre, Joseph Caillaux (1863-1944) fut député (Sarthe, 1898), plusieurs fois ministre des Finances et il contribua à faire voter, par la Chambre, l'impôt progressif sur le revenu. Président du Conseil (1911), il négocia avec l'Allemagne le traité de novembre après l'incident d'Agadir, puis reprit le portefeuille des Finances dans le cabinet Doumergue (1913). Sa politique d'impôt sur le revenu lui valut d'être violemment attaqué par le journal *Le Figaro* (soutenu par Barthou et Poincaré). L'assassinat du directeur du *Figaro*, Calmette, par sa femme, l'obligea à donner sa démission (1914). Envoyé en mission en Amérique du Sud, puis en Italie au cours de la Première Guerre mondiale, il fut suspecté par les nationalistes et arrêté par le gouvernement Clemenceau (1917). Condamné par la Haute Cour de justice pour aide involontaire à l'ennemi (1920), il fut amnistié quelques années plus tard. Réélu député, il fut nommé ministre des Finances dans le cabinet Painlevé (1925). Sénateur (1925), il resta président de la commission des Finances jusqu'en 1940. Il est l'auteur de *Mémoires*.

Historique de la conservation.

Ces documents proviennent de Madame Thérèse Jupin, ancienne secrétaire du président Caillaux.

Présentation du contenu.

- 599 AP 1. Agendas. Pièces diverses adressées à Caillaux et à Madame Jupin. 1929-1959.
2. Articles de Joseph Caillaux. 1928-1932.
3. Duplicata de discours de Joseph Caillaux à la Chambre des députés. 1904.
Articles de Joseph Caillaux.
Une photographie de Caillaux.
Pièces diverses adressées à Caillaux et à Madame Jupin, demandes d'interventions.
4. Notes sur le prêt commercial : les stocks du département de la Guerre ; les immeubles récupérés par la commission de Monzie. 1926.
Registres de votes à la Chambre des députés.
Rapport du comité des experts du ministère des Finances. 1926.
Chambre et Sénat, revue politique illustrée. 1935.
Rapports du commissaire des chemins de fer allemands à la commission des

réparations. 1924-1927.

Mémoire présenté à la commission d'enquête sur l'affaire Stavisky. 1934.

Correspondance adressée à Caillaux.

5. Pièces diverses adressées à Caillaux et à Madame Jupin, demandes d'interventions.
6. Documentation, correspondance (non classée) sur l'Afrique noire (relative notamment au Dahomey et au député africain Gallandou Diouf), la conférence de Brazzaville en 1944, l'Afrique du Nord. 1933-1958.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent un fonds Gallandou-Diouf sous la cote 110 AP. Le procès de Joseph Caillaux est évoqué dans les fonds Demange (387 AP 17-24), Lucien Bauzin (429 AP 3), Messimy (509 AP 12) et Tardieu (324 AP 80).

D'autres archives provenant de Madame Jupin, secrétaire de Joseph Caillaux, sont conservées aux Archives nationales (site de Paris) sous la cote AB XIX 3955, dossier 1 : souvenirs de Madame Jupin sur Caillaux (1 cahier papier 250 p. dont 155 écrites, 1933-1934) ; correspondance passive et coupures de presse (1934, 1939-1957, 1959), lettre de Madame Jupin à Caillaux (3 décembre 1937), correspondance relative au Dahomey et au député du Sénégal Galandou Diouf, demandes d'intervention (1929-1939).

Voir également, aux Archives départementales de la Sarthe (série J), 16 dossiers déposés en 1977, concernant l'action administrative et politique de Joseph Caillaux pendant la première partie de sa carrière politique, de 1898 à 1914, c'est-à-dire comme ministre des Finances, puis comme président du Conseil lors du « coup d'Agadir ». Il s'y ajoute des ouvrages de politique et d'administration ayant fait partie de la bibliothèque de Joseph Caillaux.

Voir, à la Fondation nationale des sciences politiques, le fonds Joseph Caillaux et Émile Roche : affaire d'Agadir, dette de guerre française dans les années 1920, articles, discours et écrits de Joseph Caillaux, cabinet Bouisson, juin 1935 (revue de presse), documents pour le tome III des Mémoires, correspondance, souvenirs de Joseph Caillaux.

Bibliographie.

ALLAIN (Jean-Claude), *Joseph Caillaux*, Paris, Impr. nationale, 1978-1981, 2 vol. (coll. *Personnages*).

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 393.

BREDIN (Jean-Denis), *Joseph Caillaux*, Paris, Gallimard, 2001 (coll. *Folio Histoire*).

600 AP

FONDS VICTOR-LOUIS CHAIGNEAU

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 28 cartons (600 AP 1-28) ; 4,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don du chanoine Chaigneau, 1960-1966.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 4 p.

Notice biographique.

Victor-Louis Chaigneau naquit en 1907 à Vanves. Après des études à l'école Saint-Lambert de Vaugirard, à Paris (1912-1919), et au Xaverian College à Brighton (1919-1923), Victor-Louis Chaigneau entra au séminaire de Saint-Jean (Seine-et-Marne) en 1929, puis au Grand séminaire de Meaux, en 1932. Le 29 juin 1937, il fut ordonné prêtre à Meaux. Missionnaire diocésain de 1937 à 1944, l'abbé Chaigneau suivit des cours à l'Institut catholique de Paris (Institut d'études sociales et Faculté de Droit canonique) et à l'École des Hautes Études, section des sciences religieuses. Parallèlement, il donna des conférences au Centre universitaire catholique. Chapelain épiscopal en 1939, diplômé en droit canonique en juin 1943, docteur es sciences sociales et politiques en février 1944, l'abbé Chaigneau devint directeur de l'hebdomadaire diocésain *La Croix de Seine-et-Marne* et de la Société anonyme de presse et d'éditions catholiques de Seine-et-Marne en septembre 1944. Directeur du Secrétariat social de Seine-et-Marne et du Cercle d'études sociales de Meaux en 1946, directeur du Service de la presse à l'évêché de Meaux en 1949, vice-président du syndicat de la presse de Seine-et-Marne, il fut chargé de cours à l'Institut des sciences de l'opinion publique de 1948 à 1953. Chanoine honoraire (1952) puis titulaire (1962, Victor-Louis Chaigneau fut aussi juge synodal (1960). Il mourut en 1966.

L'abbé Chaigneau a laissé plusieurs ouvrages : *Histoire de l'Organisation professionnelle en France, la loi du 4 octobre 1941* (1945), *Introduction à l'étude du directoire pastoral en matière sociale* (1955), *L'Organisation de l'Église catholique en France* (1956).

Présentation du contenu.

600 AP 1-28. Documentation imprimée, cours, textes de conférences, articles, études sur différents thèmes : doctrine et théologie, droit et structures ecclésiastiques, culte et spiritualité, sacerdoce et vie religieuse, pastorale et apostolat des laïcs (*Guide pratique des catholiques de France*), action sociale catholique (Confédération française des travailleurs chrétiens notamment).

Sources complémentaires.

Des archives du chanoine Chaigneau sont conservées aux Archives départementales de Seine-et-Marne (124 J 1-30) et aux États-Unis, au Hoover Institute.

Bibliographie.

Informations extraites de la notice biographique figurant en tête du répertoire numérique du fonds privé Chaigneau conservé aux Archives départementales de Seine-et-Marne.

601 AP

FONDS LESCOURS

Dates extrêmes : XIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 9 cartons (601 AP 1-12) ; 0,85 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 28 février 1963.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par C. Sibille et C. Belleau, 2000-2003, 31 p.

Notice biographique.

La famille de Canolle de Lescours, originaire de Guyenne, établissait sa filiation depuis Pierre I^{er}, seigneur de Lescours, près de Saint-Emilion, vivant vers 1250. Certaines obscurités apparaissent dans les origines de la famille. Suivant des généalogies établies au XIX^e siècle, Brun de Lescours en serait le fondateur. Il est possible que Brun de Lescours soit le frère de Pierre I^{er} de Lescours : il aurait donc formé une seconde branche qui se serait éteinte à la 4^e génération, avec Pierre de Lescours, fils d'Aycard vivant en 1353, lui-même fils de Brun. La famille s'éteint en 1869, à la 18^e génération avec Jean-Baptiste Junien, qui, selon le vicomte A. Révérend, aurait laissé une postérité, non mentionnée dans les documents du fonds. Famille noble, la famille de Canolle de Lescours a été maintenue en noblesse en 1667, érigée en marquisat en 1750 puis en comté au XIX^e siècle. Certains membres ont été chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et de l'ordre de Saint-Louis. Les Lescours étaient alliés aux familles de Gain, Saint-Laurent, Polignac, Châteauneuf, Verthamont, la Haye-Montbault, Montausier, Freuville, Blanpain, Green Saint-Marsault, Rechignevoisin, Duchatel et Ségur.

Présentation du contenu.

- 601 AP 1. Généralités sur la famille de Lescours : généalogie et titres de noblesse.
- 2-4. Papiers personnels des membres de la famille. XIII^e-XVIII^e s.
- 5. Biens et titres : seigneuries d'Oradour, de Saint-Emilion et d'Etusson.
- 6. Familles alliées : de Gain, Saint-Laurent, Polignac, Châteauneuf, Verthamont, La Haye-Montbault, Montausier, Freuville. XV^e-XIX^e s.
- 7. Familles bretonnes : Poroët, Denoual et Couppé. XVI^e-XVII^e s.
- 8. Familles de la région de Bayeux : Foullongne, Le Cousteur, Duchâtel. XVI^e-XIX^e s.
- 9-12. Pièces sans lien direct avec le fonds. XVI^e-XX^e s.

Bibliographie.

O'GILVY (Gabriel) et BOURROUSSE DE LAFFORE (P.J. de), *Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne*, Bordeaux, 1856-1886, 4 vol.

REVEREND (vicomte A.), *Titres anoblissements et pairies de la Restauration*, Paris, 1901-1906, 6 vol.

602 AP

FONDS JOSEPH DESMARS

Dates extrêmes : 1905-1934.

Importance matérielle : 8 cartons (602 AP 1-8) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Desmars, 1955.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Docteur en droit, avocat à Rennes, Joseph Marie Auguste Desmars (1875-1956) fut successivement chef de cabinet du préfet de la Manche (1901), conseiller de préfecture de la Gironde (1904) puis secrétaire général du Gers (1905), de la Haute-Vienne (1908) et du Pas-de-Calais (1914). Directeur de l'intérieur au gouvernement général de l'Algérie (28 janvier-18 février 1914), Joseph Desmars fut mobilisé en août 1914 et servit, du 6 août 1914 au 14 avril 1916, comme attaché d'intendance. Préfet de l'Orne en septembre 1918, il fut nommé directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'Intérieur en janvier 1920. Il devint également à cette date conseiller d'État en service extraordinaire. Préfet du Finistère (1921), de l'Isère (1925), de la Seine-Inférieure (1930), Joseph Desmars fut admis à la retraite en 1934. Président de la Société d'histoire de France, il s'était occupé également de l'Exposition internationale de la Houille blanche à Grenoble en 1923 et de la Commémoration du cinquième centenaire de la mort de Jeanne d'Arc à Rouen en 1931.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 602 AP 1. Secrétaire général du Gers.
Secrétaire général de la Haute-Vienne.
2. Directeur de l'intérieur au gouvernement général de l'Algérie.
3. Préfet de l'Orne.
4. Directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'Intérieur.
Conseiller d'État.
- 5-7. Préfet du Finistère et de l'Isère.
8. Préfet de Seine-Inférieure.

Sources complémentaires.

Les Archives départementales d'Ille-et-Vilaine conservent, sous la cote 33 J, un fonds Desmars, comprenant les papiers privés et travaux de Joseph I Desmars, 1811-1858, originaire de Savenay, conseiller général du canton de Saint-Nicolas de Redon et député de la Loire-Inférieure ; de Joseph II Desmars, 1844-1884, conseiller général et maire de Redon ; de Joseph III Desmars (1875-1956) ; quelques dossiers d'Alfred Papinot, préfet, gendre de Joseph III Desmars ; de la correspondance de Louis Rousseau, baron de Saint-Aignan (1767-1837), préfet de Loire-Inférieure de 1830 à 1832.

Les Archives départementales de Loire-Atlantique conservent également un fonds Desmars (coté 17 J), contenant surtout les matériaux d'une biographie de Louis de Saint-Aignan, et plus sommairement de quelques-uns de ses successeurs.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 196.

603 AP

FONDS HENRI GÉRAUD

Dates extrêmes : 1932.

Importance matérielle : 5 cartons (603 AP 1-5) ; 0,60 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Géraud et de Madame Boet, légataire universelle de M^e Géraud, 1962-1988.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Après des études chez les jésuites et à la faculté de droit, Henri Géraud (1872-1962) s'inscrivit au barreau de Paris en 1892. Secrétaire de la Conférence du stage (1896-1897), membre du Conseil de l'Ordre (1920-1924), il fut pendant dix ans collaborateur du bâtonnier Albert Danet. Grand avocat d'assises, maître Henri Géraud plaida dans des affaires célèbres. Il défendit Rémi Couillard, domestique de Madame Steinheil, maîtresse du président de la République Félix Faure. En 1919, il participa au procès de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, dont il obtint, avec d'autres, l'acquittement. Il fut désigné d'office pour défendre Paul Gorgulov, qui assassina le président de la République Paul Doumer le 6 mai 1932. Gorgulov fut reconnu coupable sans circonstances atténuantes.

Poursuivi à la Libération pour collaboration, Maître Géraud fut relaxé par la 1^e Chambre civique de la Cour de Justice de la Seine en février 1945. Il démissionna en juin 1947. Il était chevalier de la Légion d'honneur et officier d'Académie.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 603 AP 1. Articles de journaux sur le procès, devant la cour d'assises de la Seine, en juillet 1932, de Paul Gorgulov, assassin de Paul Doumer. 1932.
Rapports de la sûreté de Prague (traduits du tchèque). 1932.
2. Extrait des procédures déposées au greffe de la Cour d'appel de Paris.
Inventaire de pièces de procédure instruite contre Gorgulov.
3. Correspondance au sujet de l'affaire Gorgulov. 1932.
4. Expertises médicales de Gorgulov. 1931-1932.
Agenda de M^e Henri Géraud. 1944.
Notice sur Maître Géraud.
Cartes postales.
5. Affaires Rémy Couillard (procès Rémi Couillard contre M^{me} Steinheil) et Raoul Villain. 1908-1919.

Bibliographie.

Informations extraites du dossier administratif d'Henri Géraud conservé à la bibliothèque de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 15, 1982, col. 1254.

604 AP

FONDS RÉVÉREND PÈRE LECANUET

Dates extrêmes : 1902-1935.

Importance matérielle : 2 cartons (604 AP 1-2) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Édouard Bruley, 1974.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 2 p.

Notice biographique.

Proche du Sillon, le Père Lecanuet est l'auteur d'une *Histoire de l'Église de France sous la III^e République, 1870-1894*, Paris, 1910, 2 vol. in-8°, ainsi que d'une vie de *Montalembert*, Paris, 1895-1902, 3 vol.

Présentation du contenu.

- 604 AP 1. Correspondance, notices, coupures de presse sur l'Église de France et le Sillon. 1865-1935.
2. Documentation et correspondance provenant de l'évêché de Nice : mémoires, notes, correspondance de Mgr Chapon sur la réorganisation de l'Église de France, les assemblées de l'épiscopat, les associations culturelles catholiques, les élections. 1902-1910.
Rapports et notes de Mgr Bardel, évêque de Sées, sur les associations culturelles, les assemblées générales du clergé et le denier du culte. 1906-1907 et s. d.

Bibliographie.

LECANUET (R.P.), *L'Église de France sous la III^e République. Les signes avant-coureurs de la séparation. Les dernières années de Léon XIII et l'avènement de Pie X (1894-1910)*, Paris, libr. Félix Alcan, 1930, 616 p.

605 AP

FONDS THÉODORE LESCOUVÉ

Dates extrêmes : 1863-1940.

Importance matérielle : 5 cartons (605 AP 1-5) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Viète, 1975.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 1 p.

Notice biographique.

Né à Aix-en-Provence le 12 février 1864, Théodore Lescouvé était fils de magistrat. Attaché de chancellerie en 1887, secrétaire de la conférence des avocats en 1889, il est nommé substitut du procureur de la République à Tours (6 septembre 1890) puis à Lyon (10 avril 1894). En 1896, Théodore Lescouvé devient chef adjoint du cabinet du garde des Sceaux. Directeur du cabinet et du personnel (1900) puis des affaires criminelles (1910) au ministère de la Justice, il exerce parallèlement, de 1897 à 1907, les fonctions de substitut au Tribunal de première instance de la Seine. De 1911 à 1917, il est procureur de la République près du Tribunal de la Seine. De 1917 à 1923, il dirige la Cour de Paris. Procureur général près la Cour de cassation, il devient premier président de la Cour de cassation en 1928, à la chambre civile puis à la chambre criminelle. En 1936, il est admis à la retraite. Théodore Lescouvé meurt en octobre 1940.

Présentation du contenu.

605 AP 1. Papiers personnels.

2. Correspondance familiale. 1863-1933.

Cour de cassation : installation du président Lescouvé (1923), discours d'installation divers (1923-1930), Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, dossiers de réhabilitation de membres radiés (1939-1940).

3. Affaire Caillaux-Calmette. 1914.

4. Affaires Judet (1923), Stavisky (1934), Camille Chautemps (1936).

5. Affaire Stavisky (suite) : presse.

Interventions diverses (hors affaires).

Notes sur Auguste Souchon (1866-1929), membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Discours, notices nécrologiques.

Bibliographie.

Informations extraites des notices biographiques contenues dans le fonds.

606 AP

FONDS JACQUES LUCIUS

Dates extrêmes : 1931-1975.

Importance matérielle : 39 cartons (606 AP 1-39) ; 5,40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jacques Lucius, 1973-1975.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Gendre de Raoul Dautry, Jacques Lucius (1905-1997), inspecteur général en Algérie (1940), fut détaché en Tunisie comme secrétaire général adjoint au gouvernement tunisien (1941-1943), puis nommé secrétaire général du protectorat de la France au Maroc (1944-1949). Maître des requêtes au Conseil d'État (1940-1962), il présida entre 1949 et 1956 les commissions d'études et de coordination des plans de modernisation et d'équipement des Territoires d'outre-mer au Commissariat général du Plan.

Jacques Lucius fut chargé, en octobre 1952, par le ministère des Affaires étrangères, de participer aux négociations avec le gouvernement sarrois concernant la délimitation du bassin dit du Warndt, dont la concession avait été amodiée par un contrat du 2 novembre 1949 intervenu entre la Régie des Mines de la Sarre et les Houillères du Bassin de Lorraine.

Il dirigea ensuite le groupe d'experts chargés des négociations franco-tunisiennes et franco-marocaines de 1954 à 1956. Il exerça en outre, de 1936 à 1961, la présidence de la Société de recherches et d'exploitation des pétroles en Tunisie (SEREPT). De 1956 à 1975, il fut administrateur et aussi président de la Société du Djebel Djerissa. Administrateur de la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa de 1956 à 1968, il négocia avec le gouvernement tunisien son entrée dans cette société comme dans celle du Djebel Djerissa.

Jacques Lucius fut chargé par les organismes fondateurs (Commissariat à l'énergie atomique et diverses sociétés françaises, allemande, italienne) de présider, depuis leur création, les deux premières sociétés de production d'uranium créées à l'initiative du Commissariat à l'énergie atomique hors des frontières de la France : la Compagnie des mines d'uranium de Franceville au Gabon (COMUF, 1957-1975) et la Société des mines de l'Air au Niger (SOMAÏF, 1967-1975).

Jacques Lucius fut enfin président de la Compagnie industrielle et financière de participations (Penhoët) de 1961 à 1973 et administrateur des Chantiers de l'Atlantique, de 1961 à 1969.

Présentation du contenu.

606 AP 1-6. Conventions passées entre la France et la Tunisie le 3 juin 1955.

Négociations franco-marocaines de 1955-1956.

7-11. Jacques Lucius, président de la Société du Djebel Djerissa (Tunisie) de 1955 à

- 1966, et de la SEREPT (Société de recherches et d'exploitation des pétroles en Tunisie) de 1954 à 1962 : relations avec le gouvernement tunisien.
- 11 (suite). Négociations franco-sarroises en 1953 : concession du Warndt.
- 12-13. Paquebots *Normandie, France* et *Queen Mary*. 1932-1936.
Chantiers de l'Atlantique ; inauguration des pétroliers *Esso Provence* et *Shell Magdala* ; Compagnie des Chargeurs réunis.
- 14-18. Mise en valeur (spécialement minière) de l'Afrique du Nord, de l'Afrique noire francophone et de la Nouvelle-Calédonie. 1936-1974.
19. Présidence du Comité des zones d'organisation industrielle de l'Union française. 1956-1957.
Protection des investissements français à l'étranger. 1950-1967.
Dommages de guerre des armements rhénans français et de la Société française de navigation danubienne. 1954.
Station alpestre de Flaine.
- 20-27. Compagnie des mines d'uranium de Franceville (COMUF). 1957-1975.
- 28-35. Société des mines de l'Air (SOMAÏR). 1967-1975.
- 36-39. Exploitation des chemins de fer de l'État. 1928-1937.

Bibliographie.

Who's who, 1995-1996, p. 1112.

607 AP

FONDS CHARLEMAGNE-ÉMILE DE MAUPAS

Dates extrêmes : xv^e siècle-1931.

Importance matérielle : 2 cartons (607 AP 1-2) ; 0,40 mètre linéaire ; supplément non coté, 9 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achats, 1977 et 2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Après des études de droit, Charlemagne-Émile de Maupas (1818-1888) entra dans une carrière préfectorale. Écarté par la révolution de février 1848, il fut réintégré sous la présidence de Louis-Napoléon. Louis-Napoléon le nomma à la préfecture de police de Paris, le 27 octobre 1851, à la veille du coup d'État, dont, avec Morny et Saint-Arnaud, il fut l'un des principaux exécutants. Le 22 janvier 1852, un ministère de la Police générale fut créé pour Maupas. À la suppression du ministère, le 21 juin 1853, Maupas fut nommé sénateur de l'Aube, ambassadeur à Naples puis préfet du Rhône. D'abord défenseur ardent du régime autoritaire, Maupas se rallia ensuite à l'Empire parlementaire. En 1870, il chercha à entrer, en vain, dans le cabinet formé par Émile Ollivier. Candidat bonapartiste malheureux en 1876 et en 1877, il adhéra, peu de temps avant sa mort, au mouvement boulangiste.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

607 AP 1-2. Factures et papiers personnels. 1851.
Ministre de la Police générale. 1852-1853.
Sénateur de l'Aube. 1855-1858.

Supplément.

Papiers personnels et de famille.

Papiers politiques (carrière préfectorale, préfet de police, coup d'État, ministre, sénateur, ambassadeur).

Archives anciennes de la famille alliée Guillemot.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 4, 1891, p. 318-319.

VIGOUREUX (Claude), *Maupas et le coup d'État de Louis-Napoléon, le policier du Deux-Décembre 1851*, Paris, SPM, 2002, 355 p.

608 AP

FONDS HÉLÈNE MICHAUD

Dates extrêmes : 1957-1972.

Importance matérielle : 11 cartons (608 AP 1-11) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Michaud, février 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 2 p.

Notice biographique.

Née à Châtellerault (Vienne) le 12 septembre 1920, licenciée ès lettres, Hélène Michaud était également archiviste-paléographe, de la promotion 1944, avec une thèse d'École des chartes sur « Le Poitou et les croisades ». Hélène Michaud fit une carrière dans les bibliothèques : elle fut successivement bibliothécaire aux Bibliothèques universitaires d'Alger et de Rennes, à la Bibliothèque nationale et à la Bibliothèque Thiers de l'Institut de France.

Attachée de recherches au Centre national de la recherche scientifique, Hélène Michaud soutint une thèse de doctorat sur *La Grande chancellerie et les écritures royales au xvi^e siècle (1515-1589)* et écrivit de nombreux articles sur les institutions militaires et les secrétaires du roi au xvi^e siècle.

Présentation du contenu.

608 AP 1-11. Notes prises par Hélène Michaud lors de recherches pour sa thèse de doctorat : *La Grande chancellerie et les écritures royales au xvi^e siècle (1515-1589)*, Presse universitaires de France, 1967, 419 p.

Documentation imprimée, notes manuscrites, tirés à part d'articles sur les institutions militaires et les guerres de religion au xvi^e siècle.

Bibliographie.

Livret de l'École des chartes 1821-1966, Paris, École nationale des chartes, 1967, p. CXLV et 146.

609 AP

FONDS LÉON MIROT

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 13 cartons (609 AP 1-13) ; 2,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Albert Mirot, 1959.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Originaire de Clamecy (Nièvre), licencié en droit, élève diplômé de l'École pratique des hautes études, archiviste-paléographe (promotion 1894 avec une thèse intitulée « Essai sur la crise financière de 1380-1383 ») et membre de l'École française de Rome, Léon Mirot (1870-1946) fut conservateur aux Archives nationales.

Léon Mirot appartient à de nombreuses sociétés savantes. Il fut en effet membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques (section de philologie et d'histoire), membre de la Commission du Vieux-Paris, membre correspondant de la Commission des Monuments historiques, membre de l'Académie royale des sciences de Lucques.

Secrétaire de la Société de l'École des chartes et président de cette société (1929-1930), il fut aussi président de la Société de l'histoire de France, de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France et de la Société des études historiques, vice-président de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Ile-de-France et de la Fédération des sociétés savantes du centre de la France, secrétaire du Comité français de l'œuvre internationale de Louvain, secrétaire général du Comité des amis français de l'Université de Louvain, inspecteur départemental de la Société française d'archéologie.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 609 AP 1. Papiers de famille et actes notariés.
 - 2-3. Documents sur la vie et l'itinéraire de Charles VI.
 - 13. Fichier sur Charles VI (1380-1413) et son temps.
- 6-9. Histoire de Clamecy et de la Nièvre.
 - Généalogies nivernaises.
- 2, 4-5, 12. Histoire de la Corrèze durant le xix^e siècle : police locale, presse, épidémies, esprit public. 1790-1830.
 - 11. Brochures, tirés à part d'articles.
- 3, 9-10. Correspondance reçue. 1895-1931.
 - 7. Lettres de faire-part.
 - 13. Diplôme de la Légion d'honneur.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds d'archives de la Société de l'École des chartes sous la cote 11 AS.

Bibliographie.

COULON (Auguste), notice nécrologique de Léon Mirot, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 107, 1947-1948, p. 325-327.

610 AP

FONDS LUCIEN VIDAL-NAQUET

Dates extrêmes : 1931-1933.

Importance matérielle : 2 cartons (610 AP 1-2) ; 0,20 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre Vidal-Naquet, 1977.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Lucien Vidal-Naquet était avocat à la Cour. Il fut l'un des collaborateurs d'Alexandre Millerand.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

610 AP 1-2. Dossiers d'affaires plaidées et correspondance d'avocat de Lucien Vidal-Naquet. 1931-1933.

Bibliographie.

Informations extraites du fonds.

611 AP

FONDS JULES ROY

Dates extrêmes : 1905-1914.

Importance matérielle : 13 cartons (611 AP 1-13) ; 2,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Roy, 1954.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 3 p.

Notice biographique.

Claude Jules Victor Roy naquit à Besançon le 30 janvier 1844. Après des études au collège Saint-François-Xavier de Besançon et pourvu (novembre 1866) du diplôme de licencié ès lettres, Jules Roy entra en 1867 à l'École des Chartes, le premier de sa promotion. Quand la guerre de 1870 éclata, il servit comme volontaire dans les ambulances de la 7^e division militaire et, la paix conclue, il fut chargé de reconstituer l'état civil des soldats morts en Franche-Comté et dans le territoire de Belfort. Rentré à l'École des Chartes, il en sortit en 1872, encore le premier de sa promotion. Archiviste-paléographe, il devint en novembre 1872 professeur à l'école municipale Colbert et répétiteur à la section d'histoire et de philologie de l'École pratique des hautes études. De juillet 1874 à janvier 1876, il fut envoyé en mission en Allemagne pour étudier les institutions du Moyen Age dans les universités, spécialement à Fribourg-en-Brisgau, à Göttingen, à Munich et à Innsbrück. À son retour en 1876, Jules Roy fut nommé secrétaire-professeur suppléant à l'École des Chartes. Le 1^{er} janvier 1878, il fut titularisé à la chaire des institutions politiques, administratives, judiciaires et financières de la France. Il occupa cette chaire pendant près de quarante années, jusqu'à sa mort, survenue en 1914, et il fut également directeur adjoint à l'École pratique des hautes études.

Jules Roy laissa de nombreux ouvrages : *Turenne, sa vie et les institutions militaires de son temps* (1883, 1896), *L'An mille* (1885), *Saint Nicolas I^{er}* (1899), *Robert de Clermont et l'administration féodale en Bourbonnais au XIII^e siècle* (1900), *Charlemagne (la France chrétienne dans l'histoire)* (1896), *Mémoire sur les Légats apostoliques en Orient et en Occident, du IV^e au IX^e siècles* (1878), *Conférence de Vincennes et conflits de juridiction* (1887).

Présentation du contenu.

611 AP 1-13. Notes manuscrites préparatoires au cours d'institutions politiques, administratives et judiciaires de Jules Roy à l'École nationale des Chartes. 1905-1914.

Bibliographie.

MEYER (Paul), MARTIN (Henry), notices nécrologiques de Jules Roy, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 75, 1914, p. 197-202.

612 AP

FONDS JEAN PORTEMER

Dates extrêmes : 1928-1978.

Importance matérielle : 32 cartons (612 AP 1-32) ; 5 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jean Portemer, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact., par C. Sibille, 2000, 2 p.

Notice biographique.

Agrégé et docteur en droit, diplômé de l'École des hautes études, licencié ès lettres, diplômé du Centre des hautes études administratives et de l'Institut des hautes études de Défense nationale, Jean Portemer (1911-1998) fut successivement professeur (1945) et doyen (1955-1961) de la faculté de droit et des sciences économiques de Dijon ainsi que conseiller technique au cabinet de Jean Berthoin (ministre de l'Éducation nationale de juin 1958 à janvier 1959). Conseiller à la Cour de cassation (1961), il présida la Commission nationale d'inscription des commissaires aux comptes de sociétés (1969-1975), fut membre du tribunal des conflits (1971-1974) et arbitre au Centre international de règlement des différends sur les investissements (depuis 1974). Doyen de la Cour de cassation (1977), il fut admis à faire valoir ses droits à la retraite en 1979. Président d'honneur (1995) de la Société d'histoire des facultés de droit et de la science juridique et vice-président de la Société internationale de droit canonique et de législations religieuses comparées (à partir de 1975), Jean Portemer fut l'auteur de nombreux articles dans des revues juridiques et historiques, et il édita l'œuvre posthume de sa femme, Madeleine Portemer (1917-1996), archiviste-paléographe, auteur de plusieurs ouvrages sur Mazarin.

Présentation du contenu.

612 AP 1. Formules et modèles d'actes notariés établis pendant le stage de Jean Portemer. 1928-1931.

Les commissaires aux comptes de la 1^e réforme : décret-loi du 8 août 1935 et décret du 29 juin 1936. 1937-1969.

2-7. Doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Dijon.

2. Les professeurs et autres enseignants. 1955-1961.

3. Communications officielles. Trésorerie. Bâtiments, matériel, mobilier. Personnel administratif et de service. 1952-1961.

4. Les étudiants. 1955-1961.

5-6. Relations scientifiques de l'Université à l'extérieur. 1955-1961.

Congrès réunis à la Faculté. 1955-1961.

7. Travaux de la commission nationale de réforme des études de droit (spécialement des études de doctorat) et du Syndicat national autonome du personnel enseignant des Facultés de Droit. 1955-1961.

8-10. Doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Dijon et conseiller technique du ministre de l'Éducation nationale.

8. Commission de réforme des études de droit : avant-projet du 25 avril 1957 et comptes rendus de séances au sujet de la réforme du doctorat de droit. 1957-1959.
- 9-10. Elaboration de la Constitution de 1958 et débuts d'application.
Lois organiques, lois électorales, constitutions des pays africains membres de la Communauté, règlement des assemblées législatives. 1958-1960.
- 11-28. Conseiller à la Cour de cassation. 1962-1978.
29. Président des commissions de préparation du décret du 12 août 1969 sur les commissaires aux comptes. 1968-1969.
- 30-31. Président de la Commission nationale d'inscription et de la Chambre nationale de discipline des commissaires aux comptes. 1969-1975.
32. Membre du Tribunal des conflits. 1971-1974.

Sources complémentaires.

Madame Portemer, fille de l'érudit Ernest Laurain, ancien archiviste de la Mayenne, a donné en 1963 aux Archives départementales de l'Oise un fonds (n° 1507), comportant des analyses et transcriptions de documents relatifs à l'histoire de Clermont et de sa région, des manuscrits d'articles concernant l'histoire du département de l'Oise et des notes d'étude.

Bibliographie.

Who's who, 1997-1998, p. 1406.

613 AP

FONDS SAMBON

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 27 cartons (613 AP 1-27) ; 4,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : legs de Monsieur Louis Carré, 1978.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par Madame Mallisson, 22 p.

Notice biographique.

Fils du diplomate et numismate Louis Sambon, Jules Sambon (1837-1921) combattit aux côtés de Garibaldi. Numismate comme son père, il organisa des ventes d'objets d'art en Italie, à Rome, Naples, Milan, Florence et Turin. Grand collectionneur, il vendit sa collection théâtrale à l'État italien, qui en fit le principal élément du musée de la Scala de Milan. Il reçut le titre de chevalier de la Couronne d'Italie pour ses services lors de l'exposition rétrospective de Naples en 1871.

Son second fils, Arthur (1867-1947), épousa Jeanne Warneck, fille du collectionneur Édouard Warneck et de Caroline Febvre. Antiquaire renommé, Arthur fournit des collectionneurs comme Pierpont Morgan et Gulbenkian. Érudit et numismate, il monta de nombreuses expositions dans sa galerie d'art et en rédigea les catalogues. Président de la Chambre des experts d'art de Paris, il fonda et dirigea *Le Musée*, revue spécialisée dans l'art antique. L'unique survivant des enfants d'Arthur, Alfred Sambon, exerça lui aussi la profession d'antiquaire.

Historique de la conservation.

Le galeriste Louis Carré acheta ce fonds à la famille Sambon vers 1970, car il projetait d'écrire ou d'éditer un vaste ouvrage sur l'histoire du commerce de l'art en France. Le classement du fonds fut confié à Madame Mallisson, archiviste embauchée par Carré.

Présentation du contenu.

- 613 AP 1. Documents biographiques relatifs aux familles Sambon-Warneck. XIX^e-XX^e s.
- 2-3. Dossiers et registres de correspondance de la famille Sambon. 1881-1961.
- 4-5. Registres de comptabilité, achats et ventes et inventaires des familles Febvre, Warneck et Sambon. 1860-1949.
- 6-13. Catalogues des collections d'objets d'art des familles Sambon et Warneck.
- 14-15. Manuscrits, notes sur l'histoire de l'art.
16. Catalogues des ventes des collections des membres de la famille Sambon-Warneck. 1882-1956.
- 17-19. Publications de Jules et Arthur Sambon. 1878-1941.
- 20-21. Revue d'art *Le Musée* dirigée par Arthur Sambon. 1904-1925.
- 22-26. Albums de photographies et d'aquarelles.

27. Documents de grand format.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent un fonds Louis Carré (389 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de Madame Mallisson.

614 AP

FONDS VALLÉE

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 1 carton non coté ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 2000.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état somm. dact. par G.-A. Banguio, 2000, 8 p.

Notice biographique.

La famille Vallée compta trois générations d'ingénieurs des Ponts et chaussées, dont deux représentés ici, et un Centralien.

Louis-Léger Vallée (1784-1864) entra à l'École Polytechnique le 22 septembre 1800, puis à celle des Ponts et chaussées trois ans plus tard. Il fut successivement employé au canal latéral à la Loire (1804-1805) et aux travaux de la rade de Cherbourg (1806). Nommé ingénieur des Ponts et chaussées en 1808, il passa dans les départements de l'Aisne (1^{er} mars 1810), de la Seine-et-Oise (16 février 1812) et du Nord pour le service du canal de la Censée (26 mai 1818). Il fut ensuite attaché à la Compagnie des canaux du duc d'Angoulême et des Ardennes (1819), chargé du service du Canal du Centre dans le département de Saône-et-Loire (1825-1833), enfin chargé des études du chemin de fer de Paris, Lille et Calais (1833-1839).

Eugène-Adolphe Vallée (1819-1885) fut admis à l'École royale des Ponts et chaussées en 1840. Il participa aux travaux des ports maritimes dans la Charente inférieure (1841) puis fut affecté au service du canal de Nantes à Brest (1842). Il fut chargé du service de l'arrondissement de Saint-Flour (Cantal) en 1843, du service de l'arrondissement de Châteaudun (Eure-et-Loir) en 1845, attaché au service du canal de Bourgogne à la résidence de Dijon en 1855 et chargé du service de l'arrondissement de Sens (Yonne) en 1856. Il fut ensuite attaché au service des eaux de Paris (1859), participa aux études sur la dérivation de la rivière de Vannes (Yonne) pour l'alimentation de la capitale et finit sa carrière en Lozère, où il remplit les fonctions d'Ingénieur en chef jusqu'en 1872.

Louis-Eugène Vallée, né en 1867, entra à l'École centrale des arts et manufactures et eut son diplôme en 1889.

Présentation du contenu.

614 AP. Papiers personnels de Louis-Léger, Eugène-Adolphe et Louis-Eugène Vallée : cartes de membres de sociétés, cartes d'électeurs, diplômes, passeport, faire-part de décès, autobiographie d'E. Vallée, déclarations d'impôts. 1847-1917.

Dossiers thématiques et techniques des travaux des Ponts et chaussées.- Nord Meuse : étude sur la mise en place d'un système de halage ; Canal du Centre en Saône-et-Loire, Canal de Bourgogne, Canaux du Nord : correspondance administrative, ordres de services rapports, évaluation des ouvrages à exécuter

(1828-1832) ; tracés de lignes de chemin de fer : études des lignes de Paris, de la Belgique, de Lille, de Valenciennes, de Boulogne, de Calais, de Dunkerque, d'Orléans, de Rouen (1838 et 1872) ; Moulin de Belle-Isle en terre : plans, plan cadastral, calque, correspondances diverses (1855, 1861, 1881).

Documents en vrac : bulletins et publications diverses, documents administratifs des Ponts et chaussées, correspondance, mémoires, mémoires explicatifs, rapports, notes de cours et brouillons d'ouvrages techniques, notes justificatives, croquis, plans, instructions du ministère de la Guerre (1881 et 1891), carnets de notes et observations au cours de voyages en Angleterre, Écosse, Suisse, Savoie (1884), trois photographies.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les dossiers de carrière de Philippe Vallée, père de Louis (F¹⁴ 2333² et F¹⁴ 2153), de Louis-Léger Vallée (F¹⁴ 2333²) et d'Eugène-Adolphe (F¹⁴ 2333¹).

Bibliographie.

Informations extraites des dossiers de carrière de Philippe, Louis-Léger et Eugène-Adolphe Vallée.

615 AP

FONDS BRUNHES

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 128 cartons et 2 portefeuilles (615 AP 1-130) ; 12,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dons de l'indivision Brunhes-Delamarre, 1999-2001.

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2015.

Instrument de recherche : état somm. dact. par C. Sibille, 2000-2001, 19 p.

Notice biographique.

Géographe, de famille auvergnate, ancien élève de l'École normale supérieure, Jean Brunhes (1869-1930) fut professeur puis doyen à la Faculté de Fribourg en Suisse, de 1896 à 1912. Élève de Vidal de la Blache, il subit aussi l'influence de Friedrich Ratzel (1844-1904), le fondateur de la géographie humaine. Jean Brunhes fut l'auteur (entre autres) d'une thèse sur *L'irrigation ses conditions géographiques, ses modes et son organisation dans la péninsule ibérique et dans l'Afrique du Nord* (1902), et de *La Géographie humaine* (1910). Professeur de Géographie humaine au Collège de France (à partir de 1912) et membre de l'Institut, Jean Brunhes fut, de 1912 à son décès, responsable des collections photographiques d'Albert Kahn, à Boulogne (Archives de la Planète).

Jean Brunhes et sa femme Henriette Hoskier-Brunhes, fille d'Émile Hoskier, consul de Danemark en France, étaient également les fondateurs en France de la Ligue sociale d'acheteurs, influencés par la doctrine sociale du pape Léon XIII, et auteurs d'études sur Ruskin.

Présentation du contenu.

- 615 AP 1-9. Papiers personnels de Jean Brunhes et papiers relatifs à sa carrière universitaire.
- 10-29. Publications de Jean Brunhes.
- 30-34. Notes et documentation pour des cours de géographie.
- 35-60. Notes et documentation pour des conférences et des articles de géographie.
- 61-66. Activités sociales et politiques de Jean Brunhes.
- 67-86. Ligue sociale des acheteurs.
- 87. Documents réunis par Mariel Brunhes après la mort de ses parents.

Supplément.

- 88-118. Jean Brunhes : archives familiales, correspondance active et passive, notes et brouillons de conférences et d'articles, publications. XVIII^e-XX^e s.
- 119-127. Henriette Hoskier-Brunhes : correspondance active et passive, familiale, amicale et mondaine. XIX^e-XX^e s.
- 128-129. Documents de grand format : titres et diplômes de Jean Brunhes, cartes géographiques.
- 130. Notices biographiques et coupures de presse sur Jean Brunhes. 1931-1975.

Bibliographie.

CHARLÉTY (M. S.), « Notice sur la vie et les travaux de M. Jean Brunhes (1869-1930) », Paris, Firmin Didot, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, 1932.

616 AP

FONDS CASTELLANE

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 13 cartons (616 AP 1-13) ; 1,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 2001, complété par un versement du Minutier central des notaires parisiens, 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Descendant d'une famille noble de Provence dont on retrouve l'origine à Senez et à Castellane dès le x^e siècle, *Boniface*-Louis-André de Castellane-Novejean (1758-1837) était colonel de cavalerie quand il fut élu représentant de la noblesse du bailliage de Châteauneuf-en-Thymerais aux états généraux de 1789. Il y siégea parmi les libéraux mais fut arrêté comme suspect sous la Terreur. Retiré à la campagne, il fut appelé à la préfecture des Basses-Pyrénées, le 23 germinal an X (13 avril 1802). Maître des requêtes au Conseil d'État, il quitta son département en 1810. Nommé pair de France le 17 août 1815, il vota la mort du maréchal Ney. Nommé lieutenant général, le 1^{er} mai 1816, il commanda la garde nationale de Toulouse. Boniface-Louis-André de Castellane épousa Adélaïde-Louise-Guyonne de Rohan-Chabot (1761-1805), puis Alexandrine de Rohan-Chabot (1763-1839).

Né du premier mariage de Boniface, Esprit-Victor-Élisabeth-*Boniface*, comte de Castellane (1788-1862), s'engagea à seize ans et fit les campagnes d'Espagne (1808), d'Allemagne (1809), de Russie (1812) et de France (1814). Il commanda à la fin de l'Empire le 1^{er} régiment de gardes d'honneur. Colonel de hussards en 1816, maréchal de camp employé au corps d'armée d'occupation en Espagne (1824), inspecteur général de cavalerie (1829), lieutenant général (1833), inspecteur général d'infanterie (1834-1847), il était à Rouen en 1848 et s'opposa à la révolution. Mis à la retraite, il fut rappelé par Louis-Napoléon, qui le nomma commandant en chef de l'armée de Lyon puis sénateur et maréchal de France en 1852 pour l'aide qu'il lui prêta lors du coup d'État du 2 décembre. Commandant supérieur du 4^e corps d'armée à Lyon (1859), Castellane a laissé un *Journal* qui fut publié en 1897. Le maréchal de Castellane avait épousé en 1813 Louise-*Cordélia*-Eucharis Greffulhe (1796-1847), fille de Louis, banquier successivement à Amsterdam, Paris et Londres. Cordélia Greffulhe fut la maîtresse de Châteaubriand et de Molé.

La fille du maréchal, Sophie (1818-1904), épousa Henri, marquis de Contades (1814-1858), attaché d'ambassade, député du Cantal, puis Victor, comte de Beaulaincourt de Marles (1820-1860), attaché militaire près l'ambassade de France en Prusse.

Le fils du maréchal, Henri de Castellane (1814-1847), auditeur au Conseil d'État, conseiller général et député du Cantal de 1844 à 1867, épousa en 1839 Pauline de Talleyrand-Périgord (1820-1890), elle-même fille d'Edmond de Talleyrand-Périgord, comte de Périgord et de l'Empire, duc de Dino, duc de Talleyrand, duc de Sagan, lieutenant-général, et de Dorothee Biron, princesse de Courlande, duchesse de Sagan.

Le petit-fils d'Henri de Castellane, *Boniface-Marie-Ernest-Paul*, dit Boni de Castellane (1867-1932), passa une partie de son enfance au château de Rochecotte (Indre-et-Loire), fit ses études au collège Stanislas et au collège de Juilly, servit au 15^e régiment de chasseurs puis mena une vie brillante et mondaine. Député et conseiller général des Basses-Alpes de 1898 à 1910, il avait épousé en 1895 Anna Gould, fille du « roi » des chemins de fer américains. Les fastueuses réceptions données par Boni de Castellane, dandy, homme de lettres et ami de Marcel Proust, dans le palais à la façade de marbre rose construit à l'angle de l'avenue du Bois et de l'avenue Malakoff sur le modèle du grand Trianon, sont demeurées célèbres, comme celles du château du Marais près de Rambouillet.

Stanislas de Castellane (1875-1959), frère de Boni, épousa en 1901 Nathalie Terry (1877-1962), fille de François Terry et d'Antonia Sanchez.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 616 AP 3, lot 62. Ancêtres des Castellane.
- 616 AP 7, lot 82.
- 616 AP 5, lot 69. Boniface-Louis-André de Castellane, père du maréchal.
- 616 AP 2, lot 58. Alexandrine de Rohan-Chabot, belle-mère du maréchal.
- 616 AP 1, lots 51-53. Le maréchal Boniface de Castellane.
- 616 AP 2, lots 56-57, 59.
- 616 AP 3, lot 61.
- 616 AP 5, lots 68-69, 72-78.
- 616 AP 7, lots 81, 83.
- 616 AP 8, lots 84-86, 88-89, 91-92.
- 616 AP 9, lots 94-96.
- 616 AP 10, lots 99-100.
- 616 AP 3, lot 64. Son épouse, Cordélia Greffulhe.
- 616 AP 5, lot 70.
- 616 AP 11-13.
- 616 AP 2 lot 54. Sophie de Castellane, fille du maréchal, marquise de Contades et comtesse de Beaulaincourt.
- 616 AP 4 lot 67.
- 616 AP 5 lots 70-71.
- 616 AP 7 lots 80, 87-88, 90.
- 616 AP 3 lot 63. Henri de Castellane, fils du maréchal, et sa femme, Pauline de Talleyrand-Périgord.
- 616 AP 2 lot 60.
- 616 AP 4 lot 65.
- 616 AP 6 lot 79.
- 616 AP 9 lot 97.
- 616 AP 4 lot 66. Boni de Castellane, petit-fils d'Henri.
- 616 AP 10 lot 98. Famille alliée : les Terry.
- 616 AP 1 lot 19. Lettres d'Alfred, comte de Falloux, à l'abbé Couvreur, proche des Castellane. 1872-1885.

Bibliographie.

Six (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 1, p. 201-202.

- JOLLY (Jean), *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, Paris, P.U.F., 1960-1977, 8 vol., t. 3, 1963, p. 895-896.
- VALYNSEELE (Joseph), *Les maréchaux de Napoléon III. Leur famille et leur descendance*, Paris, 1980, p. 259-321.
- TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 1, p. 397.

617 AP

FONDS YVON CHOTARD

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 77 cartons (617 AP 1-77) ; 11,60 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Yvon Chotard et ses enfants, 2001.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2001, 14 p.

Notice biographique.

Éditeur, fondateur des Éditions France-Empire à Paris (1945-1990), Yvon Chotard (1921-1998) créa (1952) puis présida (1952-1956) les Jeunes chambres économiques françaises. Il fut ensuite président du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprises français (1965-1970), membre (1964, mandat renouvelé en 1969, 1974, 1979, 1984 et 1989) du Conseil économique et social, président du groupe des entreprises privées (1980-1989), vice-président (après 1968) de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec), puis membre du Conseil de surveillance, vice-président (1971) et président (1975-1979) du Syndicat national de l'édition et président du Cercle de la librairie. Yvon Chotard joua un rôle éminent dans l'histoire économique et social de la France contemporaine par les fonctions qu'il occupa successivement au sein du Conseil national du patronat français (CN.P.F.) : il fut membre du comité directeur et président de la commission enseignement-formation (1971-1972) puis président, chargé des affaires sociales (1972-1986), premier vice-président (1981-1986) et enfin membre du comité exécutif (1981). Yvon Chotard représenta ensuite la France au Bureau international du travail, comme délégué titulaire du gouvernement français (1987-1990), puis comme président (1990-1998) au conseil d'administration du B.I.T. Trésorier du Conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel (1987-1998) et président de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (1988-1998), ce grand patron a laissé deux ouvrages : *Les patrons et le patronat* (1986) et *Comment sauver la Sécurité sociale* (1989).

Présentation du contenu.

617 AP 1-2. Activités de 1940 à 1945.

3-17. Président de la Jeune Chambre économique française (J.C.E.F.). 1953-1981.

18-25. Président du Centre français du patronat chrétien. 1951-1978.

26-40. Fonctions dans l'édition : P.D.G. des Éditions France-Empire, vice-président puis président du Syndicat national de l'édition et du Cercle de la librairie. 1947-1984.

41-67. Président de la commission sociale puis président du Conseil national du patronat français. 1972-1989.

68-75. Membre du Conseil économique et social. 1965-1995.

76. Fonctions au sein du Bureau international du travail. 1988-1997.

77. Cassettes et disques 33 tours.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, entre autres sources, le fonds Daniel Barrère (654 AP).

Bibliographie.

Who's who, 1998-1999, p. 451.

618 AP

FONDS GÉNÉRAL THIÉBAULT

Dates extrêmes : 1806-1808.

Importance matérielle : 1 carton (618 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 2000-2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Employé à la liquidation de la dette en 1792, volontaire au bataillon de la Butte des Moulins le 20 août 1792, Paul-Charles-François-Dieudonné Thiébault (1769-1846) fut renvoyé une première fois pour raisons de santé en novembre 1792, puis inculpé de complicité avec Dumouriez après la désertion de ce dernier en avril 1793. Thiébault servit ensuite aux armées du Rhin puis du Nord en 1793-1794, devint adjoint à l'adjudant général Solignac à l'armée d'Italie en 1795, servit à Rivoli, le 14 janvier 1797 et se distingua à l'attaque de Naples en janvier 1799. Mis en congé en juin 1799, il fut rappelé à l'armée d'Italie en janvier 1800, fut employé à l'état-major de Masséna au siège de Gênes en avril 1800 et fut nommé général en 1801. Blessé à Austerlitz le 2 décembre 1805, il fut nommé gouverneur du pays de Fulda en octobre 1806. Il participa par la suite aux opérations de l'armée du Portugal. Nommé général de division en 1808, il fut gouverneur de Salamanque en mai 1810 puis de la Vieille-Castille en 1811. Il quitta l'Espagne en 1813, avec un titre de baron mais sans lettres patentes. Commandant les 3^e puis 40^e divisions d'infanterie sous Davout à Hambourg et Lübeck en 1813-1814, il fut employé à la défense de Paris pendant les Cent-Jours. Thiébault avait écrit en 1801 *un Journal des opérations militaires du siège et du blocus de Gênes*, puis, en 1817, une *Relation* de l'expédition du Portugal faite en 1807 et 1808. Ses *Mémoires* ne furent publiés qu'en 1893.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

618 AP 1. Gouvernement général des États de Fulda : notes signées ou autographes signées du général Thiébault, lettres journalières à lui adressées par le baron de Tann, chef de la noblesse, grand maréchal de la cour du prince d'Orange (précédent possesseur des États de Fulda) et président du gouvernement provisoire, ou par les conseillers Brack, Schenk, Senffl de Pilsach et Thomas. 20 novembre 1806-14 mai 1807.

Occupation française du Portugal : rapports du général Thiébault, lettres reçues de Junot, des généraux Kellermann, Loison, Margaron et Taviel, notes, bulletins de l'armée du Portugal, tableaux de situation de troupes. 1^{er} janvier-8 septembre 1808 et s. d.

Campagne d'Espagne : ordres militaires, lettres reçues de Berthier, major général de l'armée d'Espagne, du général Avril, de Belliard, gouverneur de Madrid. 9-21 janvier 1809.

Bibliographie.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 2, p. 493-494.

TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, 2 vol., t. 2, p. 850.

619 AP

FONDS ÉMILE DE MARCÈRE

Dates extrêmes : XIX^e siècle.

Importance matérielle : 1 carton (619 AP 1) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Attaché au ministère de la Justice, Louis *Émile* Gustave Deshayes de Marcère (1828-1918) entra dans la magistrature sous l'Empire et fut successivement substitut à Soissons (1853) et à Arras (1856), procureur à Saint-Pol (1861), président du tribunal d'Avesnes (1863) et conseiller à la cour impériale à Douai (1865). Sa *Lettre aux électeurs à l'occasion des élections pour la Constituante de 1871* le fit entrer dans la vie politique. Député du Nord de 1872 à 1884, Émile de Marcère fut sous-secrétaire à l'Intérieur du 11 mars au 15 mai 1876, puis ministre de l'Intérieur du 15 mai au 11 décembre 1876 et du 13 décembre 1877 au 4 mars 1879. Farouche partisan de la République, il s'attira les foudres des conservateurs en rompant avec la pratique des candidatures officielles lors des élections. Waddington lui confia l'intérim du ministère des Cultes, du 4 février au 4 mars 1879. Marcère fut ensuite sénateur inamovible du Nord de 1884 à sa mort.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

619 AP 1. 4 l.a.s. reçues de Léon Gambetta sur la situation politique, 1876-1877 et s. d.

145 lettres, cartes ou pièces de politiciens.

64 lettres de présidents de la République : Jean Casimir-Périer, Sadi Carnot, Paul Deschanel, Paul Doumer, Jules Grévy, Patrice de Mac-Mahon, Alexandre Millerand.

3 l.a.s. d'Adolphe Thiers sur la situation politique, 1874 et 1877.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 4, 1891, p. 256-257.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 533.

620 AP

FONDS ARTHUR BIREMBAUT

Dates extrêmes : xx^e siècles.

Importance matérielle : 37 cartons (620 AP 1-37) ; 5, 30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don d'Arthur Birembaut par l'intermédiaire de Michel Bouille, 1985.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par Claire Sibille, 2001, 9 p.

Notice biographique.

Élève à l'École des Mines de 1925 à 1928, Arthur Birembaut (1905-1986) eut la carrière professionnelle d'ingénieur civil des Mines. D'abord dans des entreprises de travaux publics, ayant en charge des chantiers en Algérie et au Congo, de 1930 à 1935, il entra ensuite au service des Mines. Il y assura des études géologiques et de prospection pétrolière au Levant de 1936 à 1945. Revenu en France, il fut affecté à la direction des carburants, participant à de nombreux colloques et commissions. Il prit sa retraite en 1970. À côté de ses activités d'ingénieur, Arthur Birembaut s'intéressa après 1953 à l'histoire des sciences et techniques. Ses articles de revues, communications à des congrès et colloques, contributions à des ouvrages collectifs et articles de dictionnaires portent sur le xviii^e siècle et le début du xix^e siècle, surtout sur la période révolutionnaire, concernant principalement la chimie, la chaleur, la thermodynamique, la géologie, la minéralogie et la sidérurgie.

Présentation du contenu.

620 AP 1. Papiers de carrière administrative.

2-4. Cours de l'École des Mines, de l'École centrale des arts et manufactures et de l'École des Ponts et Chaussées. 1920-1956.

5-7. Cahiers de notes manuscrits.

8-11. Documentation sur le pétrole. 1910, 1935-1967.

12-19. Écrits et documentation sur la Syrie et le Liban de 1925 à 1945.

20-37. Histoire des sciences et techniques : brouillons et épreuves d'articles, documentation, notes manuscrites.

Bibliographie.

RUSO (François), « Arthur Birembaut (1905-1986) », dans *Revue d'histoire des sciences*, 40/2, 1987, p. 227-232.

621 AP

FONDS EUSTACHE-ANTOINE HUA

Dates extrêmes : 1776-1841.

Importance matérielle : 2 cartons (621 AP 1-2) ; 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1993-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Avocat au parlement de Paris sous l'Ancien Régime, Eustache-Antoine Hua (1759-1836) devint, au début de la Révolution, juge au tribunal de Mantes, puis il fut élu, le 4 septembre 1791, député de Seine-et-Oise. Sous le Directoire, Hua fut pendant quelques temps administrateur de la conservation générale des hypothèques. Sous l'Empire, il fit partie du conseil général de son département, fut maire de Mantes, entra dans la magistrature comme procureur impérial près le tribunal de Mantes, le 7 octobre 1807, puis devint avocat à la Cour de cassation, le 5 mai 1812. Le 18 septembre 1815, il fut appelé, sur la recommandation du procureur général Bellart, au poste d'avocat général près la cour royale de Paris. Il fut nommé avocat général à la Cour de cassation, le 11 novembre 1818, inspecteur général des écoles de droit en 1819 et conseiller à la Cour de cassation le 8 octobre 1822. Il perdit toutes ses fonctions à la révolution de 1830. Outre de nombreux articles insérés dans le *Nouveau répertoire de législation*, Hua a laissé un *Projet de réformation de la législation hypothécaire* (1812).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

621 AP 1. *Papiers personnels* :

- 84 lettres d'Eustache-Antoine Hua à ses parents, à sa femme et à ses enfants, et lettres de Madame Hua à sa fille. 1776-1841.
- contrat de mariage. 28 janvier 1792.
- succession de Madame Hua. 1824.

Papiers de fonction :

- juge-suppléant puis juge du canton de Mantes (1802), procureur (1807).
- membre de la Cour de cassation. 1832-1833.
- membre de la commission des hospices et du jury d'instruction publique (1802), président de l'assemblée de canton de Mantes (1808-1809).
- maire de Mantes. 1802-1808.

Mémoires et rapports :

- « Mes voyages ». 1822-1826.
- « Révolution de 1830 ». 1833.
- 2. – « Révolution de 1789 ». 1827.
- « Procès et évasion du comte de La Valette ». 1815-1816.
- « Liberté de la presse ». 1816.
- « Biens du duc de Sully, mort en émigration ». 1825.

Bibliographie.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 3, 1891, p. 360.

622 AP

FONDS IVAN CLOULAS

Dates extrêmes : 1957-1998.

Importance matérielle : 55 cartons (622 AP 1-55) ; 7,10 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Ivan Cloulas, 2001-2002.

Conditions d'accès : libre sauf 622 AP 21-44 : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact. par C. Sibille, 2002, 5 p.

Notice biographique.

Archiviste-paléographe, docteur ès lettres, Ivan Cloulas a été successivement conservateur aux Archives nationales à Paris (1957), membre de l'École française de Rome (1957-1959), membre de la section scientifique de la Casa de Velásquez à Madrid (1965-1968), directeur des services d'archives de l'Eure (1968-1972) et conservateur des antiquités et objets d'art de l'Eure (1969-1972), membre de la Commission supérieure des monuments historiques (1975), conservateur chargé du service de l'informatique des Archives de France (1972-1985), conservateur en chef (1985) puis général (1990) de la Section ancienne des Archives nationales. Ivan Cloulas a fait partie de différentes sociétés savantes : il a été, en effet, correspondant national de la Société des antiquaires de France (1959), secrétaire adjoint de la Société de l'École nationale des chartes (1962-1965), secrétaire de l'Association pour l'action culturelle en Haute-Normandie (1968), membre correspondant de l'Académie de Rouen et président de l'association Culture et Patrimoine en Limousin (1987-1993). Il préside l'association de la Route historique des Plantagenêts depuis 1992. Ses travaux d'érudition et articles d'histoire médiévale et moderne concernant l'Italie, l'Espagne et la France, particulièrement la Normandie et le Limousin, sont abondants. Citons notamment : *Catherine de Médicis* (1979), *Laurent le Magnifique* (1982), *Henri II* (1985), *Charles VIII et le mirage italien* (1986), *les Borgia* (1987), *Chambord, rêve des rois* (1989), *Jules II* (1990), *l'Italie de la Renaissance* (1990), *Philippe II d'Espagne* (1992), *la France de la Renaissance* (1993), *Savonarole ou la Révolution de Dieu* (1994), *Diane de Poitiers* (1997), et *Bérangère et Richard Cœur de Lion* (1999).

Présentation du contenu.

622 AP 1-8. Dossiers personnels : curriculum vitae, thèse d'École des chartes, carrière, fichier général des articles d'érudition. 1957-1998.

9-20. Conférences. 1980-1997.

21-29. Manuscrits inédits. 1989-1996.

30-44. Notes et documents de travail. 1970-1998.

45-52. Presse. 1985-1994.

53-55. Projets d'émissions télévisées et de spectacles historiques. 1973-1991.

Bibliographie.

Who's who, 2000, p. 467.

623 AP

FONDS HARISPE

Dates extrêmes : 1794-1870.

Importance matérielle : 1 carton (623 AP 1) ; 0,12 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1992-2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2002, 2 p.

Notice biographique.

Originaire des Basses-Pyrénées, Jean-Isidore Harispe (1768-1855) commença sa carrière militaire en 1793, comme capitaine commandant une compagnie franche organisée à Saint-Jean-Pied-de-Port. Il prit part aux guerres de la Révolution à la frontière des Pyrénées (1793-1799), puis à l'armée de réserve (1800). Colonel en 1802, il servit à l'armée d'Italie sous les ordres de Moncey et de Brune, puis il fut à la division Desjardins (corps Augereau) à la Grande Armée (1805-1806). Blessé à la jambe à Iéna, le 14 octobre 1806, Harispe fut nommé général de brigade, le 29 janvier 1807 et fut affecté au corps de Soult. Placé provisoirement au 1^{er} corps sous Bernadotte, le 10 avril 1807, il fut affecté au Corps d'observation des Côtes de l'Océan puis fut envoyé en Espagne où il gagna le grade de général de division en 1810. Il n'en revint qu'en 1814. Commandant la 8^e division d'infanterie à l'armée des Pyrénées, Harispe participa à la bataille de Toulouse, le 10 avril 1814. Après la chute de l'Empire, le général Harispe exerça différents commandements, mais son ralliement à l'Empereur pendant les Cent-Jours entraîna sa mise à l'écart sous la seconde Restauration. La monarchie de Juillet lui permit de reprendre du service actif et de renouer ainsi d'étroits rapports avec le maréchal Soult. Commandant des Hautes et Basses-Pyrénées (1830-1833), de la division active des Pyrénées occidentales (1833-1840) puis de la 20^e division militaire (1840-1850), il dut, lors de la première guerre carliste, empêcher tout passage des légitimistes de France en Espagne et aider, discrètement, le gouvernement de Madrid contre Don Carlos. Député des Basses-Pyrénées de 1831 à 1835, grand-croix de la Légion d'honneur en 1833, Jean-Isidore Harispe fut nommé pair de France en 1835 et élevé à la dignité de maréchal de France par le prince-président, le 11 décembre 1851. Il entra de droit au Sénat du Second Empire en janvier 1852.

Son neveu, Adrien Dutey-Harispe (1801-1878) fut conseiller à la Cour royale de Paris puis conseiller à la cour d'appel de Pau.

Présentation du contenu.

623 AP 1. Maréchal Harispe. 1794-1852.

Armée des Pyrénées. 1794-1799.

Guerre d'Espagne. 1809-1813.

Commandements dans les Pyrénées après 1830, équipée de la duchesse de Berry et guerre carliste. 1830-1851.

Sénateur sous le Second Empire. 1852.

Famille Dutey-Harispe, dont Adrien Dutey-Harispe, neveu du maréchal.

Correspondance active et passive. 1815-1870.

Bibliographie.

SIX (Georges), *Dictionnaire biographique des généraux et des amiraux de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, Georges Saffroy, 1934, 2 vol., t. 1, p. 558-559.

GOTTÉRI (Nicole), « Le témoignage d'une amitié : la correspondance du maréchal Soult et du général Harispe », dans *Revue du Tarn*, n° 148, hiver 1992-1993, p. 613-650.

624 AP

FONDS JEAN-LOUIS FLANDRIN

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 184 cartons (624 AP 1-184) ; 21,70 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Maria Flandrin, 2002.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : sur autorisation

Instrument de recherche : état somm. dact. (624 AP 1-184), par C. Sibille, 2002-2003, 15 p.

Notice biographique.

Après des études secondaires à Alger et des études supérieures à Paris, Jean-Louis Flandrin (1931-2001) fut reçu à l'agrégation d'histoire en 1956. Enseignant aux lycées de Constantine puis d'Alger, il entreprit, en 1960, une thèse d'histoire sur le thème de l'histoire de la sexualité et de la famille. Sa *Contribution à une histoire de l'amour et de la sexualité en Occident* lui valut l'obtention du doctorat d'État sur travaux à Paris IV en 1979. Chef de travaux à l'École pratique des hautes études, en 1964, puis maître-assistant à la Sorbonne de 1967 à 1981, visiting fellow au Davis Center de Princeton en 1976-1977, Jean-Louis Flandrin participa à la création du centre universitaire de Vincennes en 1968 et enseigna à l'Université de Paris VIII jusqu'en 1995. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, il y anima un séminaire de 1983 à 2001. Spécialiste mondialement connu de la sexualité et de la famille, Jean-Louis Flandrin publia *L'Église et le contrôle des naissances* (1970), *Les Amours paysannes* xvi^e-xix^e siècles (1975), *Familles – Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société* (1976), *Le Sexe et l'Occident* (1981) et *Un temps pour embrasser* (1983). Il se tourna ensuite vers l'histoire des goûts et des pratiques alimentaires. Il fut ainsi l'auteur d'une monumentale *Histoire de l'alimentation*, ouvrage collectif de quarante signatures codirigée avec Massimo Montanari (1996) ainsi que de *Tables d'hier, tables d'ailleurs. Histoire et ethnologie du repas* (1999).

Présentation du contenu.

624 AP 1-4. Papiers personnels. 1965-1998.

5-35. Carrière universitaire. 1964-1999.

5-8. Correspondance passive. 1982-1999.

9-11. Thèses de 3^e cycle et de doctorat d'État. 1971-1979 et s. d.

12. École normale supérieure de Saint-Cloud. 1964-1969.

13-14. Davis Center de Princeton. 1976-1977.

15-25. Paris VIII. 1970-1999.

26-35. École des hautes études en sciences sociales. 1979-1998.

36-183. Travaux d'historien : ouvrages, articles, conférences, cours et séminaires, fichiers manuscrits et cassettes. 1967-2001 et s. d.

36-38. Méthodologie historique. 1988-1992.

39-57. Recherches en histoire moderne. 1967-1999.

58-65. Recherches en histoire sociale et des mentalités. 1969-1994.

- 66-93. Travaux sur la famille, la sexualité, l'enfant et l'éducation. 1972-2001.
- 94-166. Travaux sur l'alimentation. 1978-2001.
- 167-182. Fichiers manuscrits. S. d.
- 183. Cassettes.
- 184. Reproduction de documents sur l'alimentation : diapositives et microfilms.

Sources complémentaires.

La bibliothèque de Jean-Louis Flandrin est conservée à la Maison des sciences de l'homme.

Bibliographie.

Informations extraites de la plaquette de la Société des Amis de Jean-Louis Flandrin, *Jean-Louis Flandrin (1931-2001). Repères pour une vie d'historien*, octobre 2001.

625 AP

FONDS ANDRÉ PHILIP

Dates extrêmes : 1902-1998.

Importance matérielle : 26 cartons (625 AP 1-26) ; 4,80 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Loïc Philip, 15 avril 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2002, 4 p.

Notice biographique.

Après des études universitaires, André Philip (1902-1970) devient professeur d'économie. En 1920, il adhère au parti socialiste-S.F.I.O. En 1936, il est élu député du Rhône et rédige le rapport sur la loi des 40 heures. Le 10 juillet 1940, il fait partie du « groupe des 80 » qui votent contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain puis reprend ses cours à l'université de Lyon et entre dans la Résistance où il devient l'un des chefs du mouvement Libération-Sud. Il fonde alors des groupes d'études clandestins et les Amitiés chrétiennes.

En 1942, André Philip gagne Londres, où le général de Gaulle le nomme commissaire à l'Intérieur au sein du Comité national français. En septembre 1944, Philip devient commissaire d'État chargé des relations entre l'Assemblée consultative provisoire et le Comité français de libération nationale.

Directeur politique du journal *Cité-Soir*, il devient ministre des Finances et de l'Économie nationale dans les cabinets Gouin et Blum (1946-1947), puis ministre de l'Économie nationale dans le cabinet Ramadier (janvier-novembre 1947). Membre du comité directeur du parti socialiste, il est élu député du Rhône à la première Assemblée nationale de la IV^e République et désigné membre de l'Assemblée consultative européenne de Strasbourg. De 1947 à 1948, il préside la commission de la Constitution à l'Assemblée. De 1947 à 1951, il est membre du Conseil de l'Europe et chef de la délégation française à la commission économique européenne de l'Organisation des Nations unies. Il est délégué général du mouvement européen et président du mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe. Battu aux législatives de juin 1951, il est désigné comme membre du Conseil économique et social où il appartient à la commission des affaires économiques en tant que membre du groupe de la Pensée française. En 1952, il est nommé professeur de politique sociale comparée à la faculté de Droit de Paris et président de la délégation française au G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Exclu de la S.F.I.O. en 1958, André Philip trouve refuge au P.S.U., dont il devient, d'avril 1960 à juin 1962, membre du comité politique national. Il évolue ensuite vers le gaullisme où il pense trouver un renouvellement de la gauche et, dans le même temps, tente en vain de créer une fédération des démocrates-socialistes. En 1964, il préside la délégation française à la Conférence mondiale sur le commerce et le développement, en 1967, le centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) En avril 1968, il abandonne ses fonctions de président de la Fédération française des Maisons de Jeunes et de la Culture pour protester contre la politique du ministre de la Jeunesse, François Missoffe, et contre l'attitude du syndicat C.G.T. du personnel. André Philip a publié,

entre autres ouvrages, *L'Europe unie* en 1953, *La Démocratie industrielle* en 1955 et *Le Socialisme trahi* en 1958.

Présentation du contenu.

- 625 AP 1-2. Papiers personnels d'André Philip et albums de photographies de famille. 1902-1944.
- 3-5. Correspondance active et passive. 1924-1970.
- 6-8. Cahiers de notes manuscrits. S. d.
- 9-10. Cours d'économie. 1957-1964.
- 11-16. Conférences et articles. 1945-1970.
- 17-20. Documentation sur l'Europe, le développement économique, les accords commerciaux, le résistant François-Louis Closon. 1945-1998.
- 21-23. Thèses et travaux d'étudiants sur André Philip. 1990-1993.
- 24-26. Articles nécrologiques et documentation sur André Philip. 1970-1998.

Sources complémentaires.

- Les Archives nationales (site de Paris) conservent :
- un dossier provenant d'André Philip, commissaire à l'Intérieur, sous la cote 72 AJ 567 ;
 - des dossiers relatifs à André Philip dans les archives du Parti socialiste unifié (P.S.U.), sous la cote 581 AP ;
 - des bandes magnétiques, conservées à la Section du ^{xx}e siècle ;
 - les livres d'André Philip, donnés à la Bibliothèque historique.

Bibliographie.

- YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 719-720.
- SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au ^{xx}e siècle*, Paris, P.U.F., 1995, 1088 p.
- Who's who in France ^{xx}e siècle*, Levallois-Perret, J. Lafitte, 2001, p. 1584.
- André Philip, socialiste, patriote, chrétien*, Colloque « Redécouvrir André Philip » (Assemblée nationale, 13-14 mars 2003), Paris, 2005 (*Histoire économique et financière de la France*).

626 AP

FONDS MAURICE THOREZ ET JEANNETTE VERMEERSCH

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 450 cartons (626 AP 1-450) ; 63,30 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : donation des héritiers Thorez, 15 avril 2002, 13 mai 2002, 28 octobre 2002.

Conditions d'accès : sur autorisation et sur dérogation.

Instrument de recherche : état sommaire dact. (626 AP 1-450), par C. Sibille, 2002, complété par Ch. Nougaret, 2005, 40 p.

Notice biographique.

Né en 1900 dans une famille de mineurs du Pas-de-Calais, Maurice Thorez travailla lui-même à la mine dès 1913. Militant à la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), il opta pour les communistes lors du congrès de Tours de 1920 et occupa rapidement des postes importants, passant de la fonction de secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais (1923) à celle de membre du bureau politique (1925). Emprisonné en 1929 pour agissements politiques à propos du Maroc, il profita de son isolement pour lire les œuvres complètes de Marx, d'Engels et de Lénine. Libéré en juin 1930, il devint secrétaire général du Parti Communiste Français (P.C.F.) et fut élu député d'Ivry-sur-Seine en 1932. Après le 6 février 1934, il signa avec la S.F.I.O. le pacte d'unité d'action qui aboutit, en 1936, aux alliances électorales du Front populaire.

En août 1939, après l'interdiction du Parti communiste décrété par le gouvernement Daladier, à la suite du pacte germano-soviétique, Maurice Thorez prit la direction de son organisation clandestine. Recherché et déchu de la nationalité française, il passa en Belgique en novembre 1939 puis rejoignit l'U.R.S.S., en 1940, avec sa femme, Jeannette Vermeersch-Thorez. En mai 1943, Thorez participa, comme membre du bureau de l'Internationale communiste, aux travaux de la III^e Internationale à Moscou, qui aboutirent à sa dissolution. Il ne regagna la France qu'à la Libération et prit part au X^e Congrès du P.C.F., au cours duquel il exposa son programme comprenant notamment les nationalisations et la liquidation du régime de Vichy.

Élu de nouveau député, il devint ministre d'État sous de Gaulle (21 novembre 1945-26 janvier 1946), et vice-président du Conseil des gouvernements Gouin, Bidault et Ramadier (26 janvier 1946-4 mai 1947). Au sein du gouvernement, il fut principalement chargé de l'élaboration de la réforme administrative et du reclassement des fonctionnaires, qui aboutit au vote du statut de la fonction publique. Après la signature, par le président Auriol, du décret écartant les communistes du gouvernement et au terme duquel les fonctions des ministres communistes furent « considérées comme ayant pris fin », les communistes manifestèrent ouvertement leur opposition. Thorez siégea à la Chambre jusqu'en 1964 et garda la direction du P.C.F. jusqu'à sa mort, en juillet 1964.

Maurice Thorez avait écrit une autobiographie, *Fils du peuple* (1937), et *Une politique de grandeur française* (1949).

Fille d'ouvrière textile, elle-même tisserande de 1922 à 1930, Julie Marie dite Jeannette Thorez-Vermeersch (1910-2001) se lança très tôt dans la vie politique. Membre du secrétariat des Jeunesses communistes du Nord (1930-1931), de la commission nationale des jeunes syndiqués de la CGTU (1931-1932) puis du bureau national des Jeunesses communistes (1932-1934), co-directrice de l'Union des jeunes filles de France (1934-1935), Jeannette Thorez-Vermeersch fut député (1946-1958) puis sénateur de la Seine (1959-1968). Membre du bureau politique du Parti communiste français à partir de 1950, elle en démissionna en octobre 1968. Elle fut également vice-présidente de l'Union des femmes françaises de 1945 à 1974. Jeannette Vermeersch est l'auteur de : *Vers quels lendemains ?* (1979) et *La vie en rouge* (1998).

Présentation du contenu.

- 626 AP 1-333. Maurice Thorez. 1924-1964.
1. Répertoires-index des archives de Maurice Thorez. s. d.
 - 216-230. Papiers personnels, carnets et agendas. 1924-1964.
 - 216-220, 230. Papiers personnels. 1924-1964.
 - 221-229. Journal, carnets et agendas. 1930-1964.
 - 2-215, 274-283. Secrétaire général du parti communiste (1924-1964), député de la Seine et vice-président du Conseil (1945-1947).
 - 2-75, 90-148, 154-189. Secrétaire général du parti communiste. 1924-1964.
 - 2, 35, 44, 45-47, 55. Statuts, organisation, courants du P.C.F., presse communiste. 1936-1964.
 - 3-19. Réunions du comité central, du bureau politique et du secrétariat du P.C.F. 1930-1964.
 - 20-30. Congrès, conférences nationales, conférences et cours de dirigeants du P.C.F. 1929-1964.
 - 31-32. Déclarations, appels, résolutions du comité central et du bureau politique. 1935-1964.
 - 36-43, 50-51. Relations avec les fédérations, les jeunes, les femmes communistes. 1945-1964.
 - 33-34, 48-49, 58-71, 75, 142-147. Relations avec l'Internationale communiste, les partis frères, les syndicats, les autres partis politiques en France. 1927-1964.
 - 52-59, 90-141, 148, 154-189. Correspondance et coupures de presse classées par thèmes. 1924-1964.
 - 72-74. Manuscrits d'Henri Barbusse et lettres adressées à lui, saisis sous l'Occupation au 120, rue Lafayette. 1916-1930.
 - 76-87. Vice-président du Conseil. 1944-1947.
 - 88-89, 149-153. Député de la Seine. 1930-1964.
 - 190-198. Discours et déclarations de Maurice Thorez. 1926-1964.
 - 199-203. Articles et écrits de Maurice Thorez. 1926-1964.
 - 204-207. Documentation et écrits sur Maurice Thorez. 1936-1964.
 - 208-210. Cahiers manuscrits de Maurice Thorez. s. d.
 - 211-213. *Fils du Peuple*. 1947-1949.
 - 214-215. Autres écrits de Maurice Thorez. 1951-1958, s. d.
 - 231-242, 261-273, 284-287. Correspondance. 1936-1964.
 - 243-260, 288-306. Anniversaires, dont 50^e, condoléances à sa mort. 1947-1964.

307-333. Photographies classées par années ou en albums souvenirs de voyages officiels.

626 AP 334-449. Jeannette Vermeersch. 1945-1998.

334-336. Papiers personnels dont agendas. 1960-1987.

337-352. Correspondance. 1946-1997.

353-378. Activités au sein du P.C.F. et député communiste. 1945-1968.

379-383. Vice-présidence de l'Union des femmes françaises. 1945-1969.

384-398. Écrits : articles, discours, *Vers quels lendemains*, *La vie en rouge*. 1945-1998.

399-446. Documentation sur le communisme, la vie politique française, les femmes : notes et coupures de presse annotées. 1938-1989.

447-449. Photographies. 1961-1967.

626 AP 450. Bandes magnétiques : enregistrements de discours de Maurice Thorez et de Jeannette Vermeersch.

Sources complémentaires.

La famille Thorez a donné aux Archives municipales d'Ivry-sur-Seine la bibliothèque de Maurice Thorez ainsi que des objets et manuscrits reçus en cadeaux pour son 50^e anniversaire. Les Archives municipales conservaient déjà les archives de l'exposition organisée par la municipalité d'Ivry pour le 50^e anniversaire du secrétaire général du P.C.F. ainsi que deux albums de photographies, relatifs à ses fonctions de député d'Ivry et à ses obsèques en 1964 (www.fonds-thorez.ivry.94.fr).

Bibliographie.

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Paris, Éditions de l'Atelier, t 43, 1989, p. 188-206.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres*, Paris, Perrin, 1989, p. 844-845.

THOREZ-VERMEERSCH (Jeannette), *La vie en rouge. Mémoires*, Paris, Belfond, 1998, 247 p.

DURAND (Pierre), *Maurice Thorez. (1900-1964). Le fondateur, Le Temps des cerises*, Pantin, 2000, 258 pages.

SIROT (Stéphane), *Maurice Thorez*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2000, 302 pages.

627 AP

FONDS JACQUES BADOR

Dates extrêmes : 1893-2000.

Importance matérielle : 110 cartons (627 AP 1-110) ; 14 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Dominique Claudius-Petit, juin 2002.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. Baron, 2000, 93 p. ; table de concordance dact., par C. Sibille, 2002, 3 p.

Notice biographique.

Né en 1920 à Paris, Jacques Bador fut contraint, pour des raisons familiales, d'interrompre ses études et d'entrer aux Papeteries Prioux, comme apprenti papetier, en 1937. La même année, il rencontra M. Bouvier-Ajam, directeur de l'Institut d'études corporatives et sociales, dont il devint le secrétaire et grâce auquel il put reprendre ses études. Après son diplôme de l'École pratique des hautes études, il se fit inscrire à la Sorbonne à la section des sciences économiques. Il se lança successivement dans deux thèses, jamais soutenues, l'une sur Jean Bodin, économiste du XVI^e siècle, l'autre sur la corporation des bouchers à Rennes au XVIII^e siècle. En octobre 1940, il rejoignit à Vichy son patron, devenu directeur adjoint de la Jeunesse, au Secrétariat général de Lamirand. Il découvrit le scoutisme à travers les Éclaireurs de France (E.D.F.). Secrétaire des études et professeur à l'Institut d'études corporatives (1941-1944), il fut chargé par les E.D.F. de reprendre contact avec les éléments dispersés du Mouvement. Devenu, à la Libération, rédacteur en chef de leur journal *Le Routier*, il collabora à des enquêtes menées par l'Institut français d'Opinion Publique ainsi qu'à l'I.N.E.D.

En 1948, René Pleven lui proposa de fonder un service d'information, Le Club de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance, dont le but était d'organiser des réunions entre parlementaires de l'U.D.S.R. et patrons d'une profession. Après la mise en sommeil de l'activité du club, en 1950, Jacques Bador devint rédacteur en chef du journal international *Le Combat républicain*. Maître de conférences et professeur à l'Institut de Droit appliqué de 1948 à 1975, Jacques Bador reprit son poste de rédacteur en chef à temps partiel aux Éclaireurs de France, en 1949.

En 1946, il rencontra Eugène Claudius-Petit, qui lui demanda de venir travailler à la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés (Sonacotra) et à la Société H.L.M. de Paris (Logirep), où il fut successivement conseiller d'entreprise (1953-1957), chef du service foncier (1957-1966), chef du service d'études et chef du service animation (1966-1974).

Installé à Carnac en 1979, Jacques Bador prit contact avec les Éclaireuses et Éclaireurs de France de Bretagne et s'engagea notamment auprès du groupe de Lorient. Il mourut en 2002.

Présentation du contenu.

627 AP 1-4. Yvonne Bador, mère de Jacques Bador. 1893-1981.

Correspondance. 1893-1981.

627 AP 5-58. Jacques Bador. 1929-2000.

5-11. Papiers personnels. 1938-1993

12-17. Correspondance et photographies. 1940-2000.

18-20. Études et activités professionnelles : thèses (1939), Institut de droit appliqué (1947-1978), association Jeunesse et Reconstruction (1947-1963).

21-55. Les Éclaireuses et Éclaireurs de France : vie nationale du mouvement (1941-1999), régions et groupes locaux (1929-1998), documentation sur la jeunesse (1937-1985).

56-58. Documentation personnelle. 1962-1995.

627 AP 59-110. Eugène Claudius-Petit. 1946-1994.

59-82. Activités politiques : membre du Club de l'U.D.S.R., ministre de la Reconstruction et de l'urbanisme, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, député de la Loire, maire de Firminy. 1946-1971.

83-95. La Sonacotra et ses filiales H.L.M. 1952-1983.

96-107. Logement et promotion sociale : correspondance, comptes rendus de réunions, rapports d'activités, études. 1971-1994.

108-110. Le Club des jeunes Canibouts et équipements sociaux, sanitaires et culturels à Nanterre. 1960-1981.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance, U.D.S.R. (420 AP), ainsi que celles d'Eugène Claudius-Petit (538 AP) et de René Pleven (560 AP).

Bibliographie.

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de Sophie Baron.

628 AP

FONDS GILDAS BERNARD

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 7 cartons (628 AP 1-7) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Gildas Bernard, 25 juin 2002.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2002, 2 p.

Notice biographique.

Archiviste-paléographe, auteur d'une thèse d'École des chartes sur « L'abbaye Saint-Melaine de Rennes, des origines à la Révolution », diplômé de l'École pratique des hautes études, Gildas Bernard (1925-2001) fut membre de l'École pratique des hautes études hispaniques (Casa Velasquez) de 1952-1955 ; il y rédigea une thèse sur *Le secrétariat d'État et le conseil espagnol des Indes, 1700-1708*, publiée chez Droz en 1972. Directeur des Archives départementales de l'Aube (1956-1970) puis du Calvados (1970-1980), il fut aussi inspecteur général des Archives de France (1980-1992) et président de l'Association des archivistes français (1977-1979). Fondateur du musée Napoléon à Brienne-le-Château et du musée de la Résistance à Mussy-sur-Seine, Gildas Bernard publia de nombreux articles sur Jeanne d'Arc, Napoléon, la Champagne et la Normandie, des ouvrages héraldiques sur l'Aube, plusieurs instruments de recherche des Archives départementales de l'Aube et du Calvados, ainsi que des guides des sources généalogiques : le *Guide des recherches sur l'histoire des familles* (1981), *Les familles protestantes en France* (1985), et *Les familles juives en France* (1990).

Présentation du contenu.

628 AP 1-7. Notes et documentation de Gildas Bernard pour le *Guide des recherches sur l'histoire des familles*.

Bibliographie.

GAUTIER-DESVAUX (Élisabeth), « Gildas Bernard, un grand patron des archives », dans *Lettre des archivistes* n° 58, mai-juin 2001, p. 16.

629 AP

FONDS LE RICHE

Dates extrêmes : 1639-1965.

Importance matérielle : 11 cartons (629 AP 1-13) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Le Riche de Cheveigné, 2 octobre 2002.

Conditions d'accès : libre.

Conditions de reproduction : libre, sauf 629 AP 2 sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2002, 4 p.

Notice biographique.

Originaire de Chinon, en Touraine, enrichie dans la finance, la famille Le Riche fut anoblie au début du XVIII^e siècle. Fils de Pierre Le Riche, seigneur de la Blotière, gentilhomme de la Maison du Roi et valet de chambre de la Reine, Alexandre le Riche (1663-1735), seigneur de Courgains, en Anjou, et de Brétignolles, en Touraine, fut successivement secrétaire du roi, receveur général des finances à Montauban puis à Amiens, directeur général des fermes au Mans et fermier général.

De son premier mariage avec Anne Lebreton, Alexandre le Riche avait eu un fils, Alexandre-Jean-Joseph de la Poupelinière (1692-1762), fermier général (1716-1718 et 1721-1762), homme de lettres, auteur d'un *Journal de voyage en Hollande* (1731) et des *Tableaux et mœurs du temps*, mécène et musicien.

D'un deuxième mariage avec Madeleine-Thérèse Chevalier de la Chicaudière, Alexandre Le Riche eut cinq enfants, dont Alexandre-Edme Le Riche de Cheveigné (1697-1768), conseiller au parlement, qui épousa en 1719 Claire-Élisabeth Le Pelletier de la Houssaye, et Alexandre-Pierre le Riche, seigneur de Vandy, directeur général des fermes au Mans en 1771.

Le fils cadet d'Alexandre-Edme, Félix-Alexandre-Claude Le Riche du Perché de Cheveigné (né en 1720), conseiller au parlement de 1766 à 1771, eut de son mariage (1775) avec Louise Adélaïde Toustain un fils, Alexandre-Etienne-Bonaventure, auditeur au Conseil d'État, qui épousa une petite-fille de Mathieu-Augustin, comte de Cornet, pair de France (1750-1832). Alexandre-Etienne-Bonaventure eut un fils, Auguste-Alexandre, et un petit-fils, Alexandre-Fernand-Augustin.

Présentation du contenu.

- 629 AP 1, 8. Notes et documentation généalogiques. s. d.
- 9. Pierre Le Riche de la Blotière, valet de chambre d'Anne d'Autriche. 1639-1650.
- 9. Alexandre Le Riche, seigneur de Brétignolles, fils de Pierre. 1693-1735.
- 2. Alexandre-Jean-Joseph Le Riche de la Poupelinière, fils aîné d'Alexandre, et ses descendants : journal du voyage de Hollande (1731), comptes (1794-1796). 1731-1796.
- 9. Alexandre-Edme Le Riche de Cheveigné, fils cadet d'Alexandre. 1779.

- 3, 10. Félix-Alexandre-Claude Le Riche de Cheveigné, fils d'Alexandre-Edme. 1765-1829.
- 4-6, 10-11. Alexandre-Etienne-Bonaventure Le Riche de Cheveigné, son fils, Auguste-Alexandre, et son petit-fils, Alexandre-Fernand-Augustin. 1871-1899.
- 4, 7-8, 12-13. Familles alliées : Le Peletier de la Houssaye, Toustain, Gary, de Cornet. 1750-1840.

Bibliographie.

- ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgar) et COUGNY (Gaston), *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 vol., t. 2, 1890, p. 187.
- FAVRE-LEJEUNE (Christine), *Les secrétaires du roi de la grande chancellerie de France. Dictionnaire biographique et généalogique (1672-1789)*, Paris, Sedopols, 1986, 2 vol., t. 2, p. 871-872.

630 AP

FONDS YVONNE JOUGLA ET JACQUES SAUVAGE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 9 cartons (630 AP 1-10) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Jacques Sauvage, mai 2002.

Conditions d'accès : sur dérogation, sauf 630 AP 7, libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2003, 3 p.

Notice biographique.

Yvonne Jougla (1921-2002) fut avocate, magistrat, vice-présidente au tribunal de Paris, attachée parlementaire, membre de plusieurs cabinets ministériels, auprès de Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'État à l'Éducation nationale (janvier 1966-avril 1967), d'Edmond Michelet, garde des Sceaux, ministre de la Justice (janvier 1959-août 1961), puis ministre des Affaires culturelles (juin 1969-octobre 1970), de Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères (juin 1958-mai 1968) puis Premier ministre (juillet 1968-juin 1969), enfin conseiller technique auprès de Marceau Long à l'O.R.T.F. Yvonne Jougla était également membre de l'Union pour la Nouvelle république, déclarée en octobre 1958 afin de soutenir l'action du général de Gaulle, revenu au pouvoir en mai.

Jacques Sauvage était l'exécuteur testamentaire d'Yvonne Jougla qui fut son avocate.

Présentation du contenu.

630 AP 1-9. Yvonne Jougla. 1934-1976, s. d.

1-2. Membre de cabinets ministériels. 1964-1970.

3-5. Magistrat. Dossiers d'affaires, dont Algérie. 1957-1976.

6. Conseiller à l'O.R.T.F. 1973-1974.

7-9. Documentation : Centre européen de documentation et d'information, pays baltes, divers. 1934-1974, s. d.

630 AP 10. Documents provenant de Jacques Sauvage et relatifs à la Seconde Guerre mondiale : note attribuée à Henri d'Astier sur l'affaire du « Massilia » (juin 1940), lettre du général Giraud au maréchal Pétain (4 mai 1942) et lettre du même au commandant Granger (octobre 1942).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives de l'Union pour la nouvelle République (103 AS).

Bibliographie.

Informations extraites du dossier de fonds conservé à la Section des archives privées.

631 AP

FONDS MICHEL HULIN

Dates extrêmes : 1963-1993.

Importance matérielle : 32 cartons (631 AP 1-32) ; 3,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Nicole Hulin, 24 février 2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par Nicole Hulin, 13 p.

Notice biographique.

Ancien élève de l'École normale supérieure (section sciences), agrégé de sciences physiques, Michel Hulin (1936-1988) mena de nombreuses recherches dans le domaine de la physique des solides. De 1977 à 1979, il dirigea le groupe de physique des solides de l'École normale supérieure, s'efforçant de définir une politique de recherche. Il se tourna ensuite vers la didactique de la physique et créa, en 1979, à l'Université Paris VI, l'Equipe de recherche sur la diffusion et l'enseignement de la physique (ERDEP).

Au cours de sa carrière de professeur, Michel Hulin eut l'occasion d'enseigner une grande variété de cours dans tous les cycles d'enseignement du 1er cycle au DEA (notamment à l'Université Paris VI), avec un effort particulier pour assurer la formation permanente des professeurs de l'enseignement secondaire et des classes préparatoires. Il fut également l'auteur de nombreux ouvrages d'enseignement.

Membre du bureau de la Société française de physique, il contribua à la rénovation de divers programmes. Outre sa participation, au sein de l'Université Paris VI, au Conseil des enseignements, il présida pendant deux ans (1981-1983) le Conseil de la Bibliothèque interuniversitaire "Jussieu". Son intérêt pour les questions d'enseignement l'amena à collaborer à la préparation des sujets des épreuves écrites de physique du concours de l'École centrale et à présider le jury d'agrégation de sciences physiques, de 1983 à 1986.

Enfin, Michel Hulin fut directeur du Palais de la Découverte, de 1984 à 1988.

Présentation du contenu.

- 631 AP 16. Curriculum vitae et hommages. S. d.
- 18. Correspondance. 1968-1993.
- 10, 17. Thèse et travaux en physique du solide. 1963-1979.
- 1-9. Cours de physique des solides et de science des matériaux. 1967-1988.
- 11-12. Textes sur l'enseignement. 1980-1989.
- 13-15. Directeur de l'Equipe de recherche sur la diffusion et l'enseignement de la physique (ERDEP) à Paris VI. 1979-1988.
- 19-22. Activités au sein de différentes commissions et groupes de réflexion sur l'enseignement scientifique. 1970-1987.
- 28-32. Agrégation de physique et concours de Centrale : présidence des sessions. 1983-1988.

23-27. Directeur du Palais de la Découverte. 1972, 1983-1988.

Bibliographie.

Informations extraites de la notice biographique contenue dans le dossier de fonds.

632 AP

FONDS JEAN-RENÉ HEUREUDÉ

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 9 cartons (632 AP 1-9) ; 1,50 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Heureudé, novembre 1970.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Né à Coutras (Gironde) le 18 mai 1893, Jean-René Heureudé fut agent technique (1912) puis ingénieur (1915) au service vicinal de Dordogne. Attaché au cabinet du ministre de l'instruction publique (1926), il devint chef du secrétariat particulier du ministre Camille Chautemps. Sous-préfet de Montmorillon (1928), de Saint-Jean de Maurienne (1929), de Rochechouart (1931), rattaché à la préfecture de Seine-et-Oise (1932), Jean-René Heureudé devint successivement chef de cabinet du ministre de l'agriculture, de la justice, du budget (A. Gardey, son beau-frère). Secrétaire général de l'Eure (1934), des Basses-Pyrénées (1935), il fut ensuite préfet des Hautes-Alpes (1938), de la Creuse (1939) et du Lot-et-Garonne (septembre 1940). Il fut admis à la retraite en mai 1941.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 632 AP 1. Pièces de théâtre, poèmes, écrits philosophiques, manuscrit du livre III intitulé « les refrains de mai ».
2. Recueil de poèmes intitulé « Feu d'argent ».
3. Recueils de poèmes dact. intitulé « Blanche » et « Histoire générale universelle ».
4. Poèmes dact.
5. Recueil de poèmes intitulé « Livre II. Les papillons noirs, élégies. ». « L'école en chansons » : arrangement d'airs viennois.
6. Recueil de poèmes intitulé « Livre VIII. Les Grêlons. Livres I, X ».
7. Manuscrits divers : poèmes, « Plan de philosophie concret », « Les refrains de mai », « Notes sur les chansons littéraires », ébauche d'une pièce intitulée « don Juan ».
8. Recueil de poèmes dact. intitulé : « Livre IV. Le sel gaulois », « Livre V. corbeilles de femmes ».
9. *Documents sans lien direct avec le fonds.*
Extraits des registres du siège royal de police de Saint-Marcellin au xviii^e s.
Pièces de procédure provenant du tribunal civil de Saint-Marcellin au xix^e s.
Cahier d'écriture de François Massey, élève des écoles chrétiennes de Troyes.
Ordonnance de l'archevêque évêque de Troyes sur le rétablissement de la discipline ecclésiastique dans son diocèse. 1803.
Extrait du registre d'état civil de Rochefort (Charente-Maritime).
Programme impr. des fêtes pour la visite de Guillaume II en Italie.

Recueil de chansons ms. et impr.
Exemplaire du journal *La Victoire*, 18 juin 1940.
Exemplaire du journal *Le Matin*, 12 juin 1940.
Pièces diverses datées de Grenoble, de Troyes. XVIII^e-XIX^e s.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets 1870-1982*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 293.

633 AP

FONDS LA POMÉLIE

Dates extrêmes : xiv^e(copie)-xx^e siècles.

Importance matérielle : 6 cartons (633 AP 1-6) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1977-1988.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2003, 3 p.

Notice biographique.

Le château du Montjoffre, dont on retrouve la trace écrite dès le xiii^e siècle, est situé à quelques kilomètres de Millevaches, en Corrèze. Le domaine appartient, à la fin du xii^e siècle, à la maison des Mauriac, descendants de Vulgrin, comte de Périgord et d'Angoulême sous Charles le Chauve, puis il passe au xvi^e siècle aux Daniel, seigneurs du Muraud : Jacques Daniel le Jeune est possesseur en 1519 du château et des seigneuries du Montjoffre et de Las Roussarias. En 1556, Guillaume de Razac, époux de Gabrielle Trompedon, « ayant droit des Daniel » entre en possession du château du Montjoffre. Le château du Montjoffre est habité par les Razac de 1556 à 1601. Le domaine passe ensuite aux Guytard, seigneurs de La Borye, puis aux Carbonnières, seigneurs de Saint-Brice. Peu avant la Révolution, cette famille s'éteint sans postérité. En 1804, le Montjoffre échoit aux Germain de La Pomélie, propriétaires terriens en Haute-Vienne.

Présentation du contenu.

633 AP 1-5. Copies dact. de documents de 1335 à 1899 sur le Montjoffre, t. 1 à 4, 4 registres in-4^o reliés cuir.

Ouvrages de Melchior, baron de La Pomélie, sur le Montjoffre, fruit de ses recherches généalogiques et personnelles : *Histoire du Montjoffre*, 1985, 1 vol., 316 p. dact., et *Histoire du Montjoffre*, 1985, 8 vol. ms. et dact.

6. Dossier contenant des documents relatifs à la terre de Chaverivière et à la commune de Saint-Denis-des-Murs (Haute-Vienne) ainsi qu'une généalogie imprimée de la famille Germain de La Pomélie. 1540-1896, s. d.

Bibliographie.

Informations extraites des documents contenus dans le fonds.

634 AP

FONDS ÉMILE MOUSSAT

Dates extrêmes : 1930-1964.

Importance matérielle : 15 cartons (634 AP 1-15) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, mars 1977.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Issu d'une vieille famille pied-noir d'Algérie, Émile Moussat fut le président, à Paris, de la société « L'Oasis » qui groupait les personnes originaires d'Afrique du Nord ; il appartenait également au Comité central de la France d'outre-mer. Auteur de l'ouvrage *Sous le ciel d'Allemagne* qui lui valut, en 1920, le prix Sully Prudhomme, Émile Moussat écrivit aussi des *Sonnets clandestins* sous l'Occupation.

Agrégé, ancien élève de l'École normale supérieure, il fut professeur au lycée Claude Bernard dans le seizième arrondissement de Paris et rédacteur en chef de la revue *Enseignements*. Spécialiste des problèmes du sport, il s'intéressa à la morale du sport à l'école et faisait partie de l'association des écrivains sportifs.

Officier de la Légion d'honneur en 1949, Émile Moussat était président de la Société nationale des médaillés militaires, membre de l'amicale des anciens prisonniers du camp de Limburg-a-d-Lahn et de l'association des écrivains combattants.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

- 634 AP 1. Correspondance non classée. 1948-1950.
2. Correspondance non classée. 1947-1951.
3. Correspondance non classée. 1947-1951.
4. Correspondance non classée. 1956-1959.
5. Correspondance non classée. 1955-1963.
6. Correspondance non classée. 1938-1964.
7. Correspondance non classée. 1930-1950.
8. Correspondance non classée. 1960-1964.
9. Correspondance non classée. 1946-1947.
10. Correspondance non classée. 1954-1956.
11. « Journal intime » d'Émile Moussat. 1953-1954.
12. Correspondance non classée. 1962-1963.
13. Correspondance non classée. 1956.
14. « Journal intime ». 1955-1961.
15. Correspondance non classée. 1954-1956.

Bibliographie.

Informations extraites des documents contenus dans le fonds.

635 AP

FONDS LOUIS-HENRI COLLARD

Dates extrêmes : XVI^e-XIX^e siècles.

Importance matérielle : 2 cartons (635 AP 1-2) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 1997.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds non classé.

Notice biographique.

Louis-Henri Collard fut archiviste contractuel au Minutier central des Archives nationales (site de Paris).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

635 AP 1-2. Papiers provenant de Louis-Henri Collard, décédé.

1. *Notes d'histoire de l'art.*

Notes biographiques et généalogiques sur divers artistes parisiens, peintres, sculpteurs, tapissiers. XVII^e-XVIII^e s.

Notes sur les architectes : Mansart, Gabriel, Chevotet (château de Champlatreux).

Notes sur la ville de Henrichemont (Cher).

2. *Recherches sur la famille Molé.*

Dossiers par membres de la famille. XVI^e-XIX^e s.

Copies et transcriptions de textes provenant de différents dépôts : Archives Molé, Minutier central, Archives nationales, Bibliothèque nationale, Archives départementales.

Bibliographie et iconographie.

Bibliographie.

Informations extraites des documents contenus dans le fonds.

636 AP

FONDS MICHEL FRANÇOIS

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 11 cartons (636 AP 1-11) ; 1,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Étienne François, 2001.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par C. Sibille, 2003, 2 p.

Notice biographique.

Michel François (1906-1981) était docteur ès lettres, archiviste-paléographe (sorti major de l'École des chartes en 1927), diplômé de l'École pratique des hautes études. Membre de l'École française de Rome en 1932, il en profita pour travailler à sa thèse de doctorat sur le cardinal de Tournon et s'orienta, grâce à ses recherches, vers l'histoire du xvi^e siècle. Rentré en France, il fut attaché en 1933 au cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale. Archiviste puis conservateur adjoint aux Archives nationales de 1936 à 1953, il publia durant cette période la *Correspondance du Parlement de Paris du xiv^e au xvi^e siècle*. Mobilisé en 1939 avec le grade de capitaine breveté d'état-major, il fut arrêté en 1943 pour fait de résistance et incarcéré à la prison de Fresnes. En janvier 1945, il fut détaché auprès du gouvernement militaire de la zone d'occupation en Allemagne où il occupa, d'avril 1946 à juillet 1949, les fonctions de directeur du service des beaux-arts.

Professeur d'histoire du Moyen Age à l'Institut catholique de Paris (1949), membre du Centre national de la recherche scientifique (1950-1966), Michel François fut également secrétaire général du Comité international des sciences historiques et assura pendant trente ans (1950-1980) la coordination du mouvement historique international. En 1952, il quitta ses fonctions de président de la Société des antiquaires de France, dirigea la *Publication internationale des sciences historiques* et devint l'année suivante professeur d'histoire des institutions de la France à l'École des chartes. En 1954, il succéda à Charles Samaran comme secrétaire de la Société de l'histoire de France. Doyen (1964) puis doyen honoraire (1970) de la faculté libre des lettres de Paris, il fut élu membre de l'Institut, Académie des inscriptions et belles-lettres. Enfin, de 1970 à 1976, il dirigea l'École des chartes, enseignant simultanément à l'École des chartes l'histoire des institutions médiévales et modernes, à la Sorbonne, les sources d'archives, et à l'Institut de France, l'histoire de France. En juillet 1981, alors président de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, il décéda brusquement à son domicile parisien.

Michel François fut l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages historiques, dont : *Histoire des comtes et du comté de Vaudémont*, *Correspondance du cardinal de Tournon*, *Le Cardinal François de Tournon, homme d'État, diplomate, mécène et humaniste*, *L'Heptaméron de Marguerite de Navarre*, *Lettres de Henri III, roi de France*.

Présentation du contenu.

636 AP 1-11. Correspondance provenant d'Honoré Champion. 1907-1910.

Correspondance du Conseil international des musées, de la Société de l'histoire de France et du CNRS.
Notes de recherche.
Enregistrements d'assemblées générales du Comité international des sciences historiques.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les archives du Comité international des sciences historiques (105 AS).

Bibliographie.

Who's who in France xx^e siècle, Levallois-Perret, J. Lafitte, 2001, p. 850.

637 AP

FONDS SEMBAT-AGUTTE

Dates extrêmes : 1666-[vers 1990].

Importance matérielle : 242 cartons (637 AP 1-256) ; 31 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 2003-2006.

Conditions d'accès :

- 637 AP 1-48 et 103-256 : sur autorisation.
- 637 AP 49-102 : libre.

Instrument de recherche : Fonds Sembat-Agutte et familles alliées (xvii^e-xx^e siècles) 637 AP.

Répertoire numérique détaillé, par C. Blin-Nau, P. Jugie, C. Nougaret, G. Cornille, P. David *et alii*, mis à jour, corrigé et complété par P. Jugie, 2008, 202 p. ; *Fonds Sembat-Agutte. Photographies (637 AP 236 à 253)*, répertoire numérique détaillé, par P. David et P. Jugie, 2008, 109 p.

Notice biographique.

Docteur en droit, avocat près la cour d'appel de Paris, Marcel Sembat (1862-1922) fut également journaliste, chroniqueur judiciaire à *La République française*, le journal de Léon Gambetta. Cofondateur de *La Revue de l'évolution*, il adhéra au parti blanquiste (au Comité révolutionnaire central) puis au parti socialiste révolutionnaire (dont il fut un des dirigeants), enfin au parti socialiste de France à partir de 1902. Directeur de *La Petite République*, le journal socialiste animé par Jean Jaurès, il collabora à *La Revue socialiste*, à *La Lanterne*, à *L'Humanité*, journal dans lequel il tint une rubrique de politique étrangère. En 1893, il fut élu député socialiste indépendant de la Seine, dans la première circonscription du dix-septième arrondissement de Paris. Il fut constamment réélu jusqu'à son décès. Auteur d'un pamphlet pacifiste, *Faites un roi, sinon faites la paix*, il fut néanmoins appelé au gouvernement comme ministre des Travaux publics dans le gouvernement Viviani, dit gouvernement d'union sacrée, le 27 août 1914. Il fut maintenu dans ses fonctions dans le cabinet Briand jusqu'au 12 décembre 1916, avec Léon Blum pour chef de cabinet. Au congrès de Tours en décembre 1920, il vota contre l'adhésion à la III^e Internationale. Vice-président du conseil de l'ordre du Grand Orient de France, il mourut brusquement à Chamonix en 1922.

Marcel Sembat avait épousé en 1897 Georgette Aguttes (1867-1922), peintre fauve et sculpteur, qui prit pour nom d'artiste Agutte (la collection Sembat-Agutte, léguée au musée de Grenoble en 1923, comprend des peintures de Matisse, Derain, Rouault, Signac, De Vlaminck et Van Dongen, etc.). Ami des peintres Matisse, Marquet, Signac et Redon, Sembat a écrit *Matisse et son œuvre* (1920) et *La Victoire en déroute* (posthume, 1925).

Présentation du contenu.

637 AP 1-177. Marcel Sembat.

1-10. Papiers personnels.

11-17. Marcel Sembat directeur de journal.

18-22. Marcel Sembat militant.
23-48. Marcel Sembat député.
49-102. Marcel Sembat ministre des Travaux Publics.
103-138. L'œuvre de Marcel Sembat.
139-177. Correspondance.

178-188 *Cotes vacantes*.

189-206. Famille Sembat et familles alliées.
189-194. Famille Sembat.
195-206. Familles alliées.

207-218. Georgette Agutte.

219-235. Famille Aguttes et familles alliées.
219. Famille Aguttes.
220-235. Familles alliées.

236-255. Photographies et films Pathé-Baby.

256. Collection de timbres.

Sources complémentaires.

Trois ensembles issus du fonds Sembat et conservés à l'Office universitaire de recherche socialiste (L'OURS, 6 cité Malesherbes 75009 Paris) sont à consulter :

- Le fonds Marcel Sembat (33 APO)
- le fonds Marcel Sembat-Georgette Agutte (77 APO), déposé par Madame Andrée Hayart, en février 2003 ; il comprend le journal intime de Sembat : « Carnets jaunes » (1884-1892) et « Cahiers noirs » (1897-1922)
- Le fonds André Varagnac (70 APO), exécuteur testamentaire de Marcel Sembat : manuscrits, correspondances, photographies.

Bibliographie.

- LEFEBVRE (Denis), *Marcel Sembat, socialiste et franc-maçon*, Paris, Bruno Leprince éditeur, 1995 (collection « Le tournant du siècle »), 186 p.
- VINCENT (Hélène), *Musée de Grenoble. La collection Agutte-Sembat*, Grenoble, Musée de Grenoble-Paris, Réunion des musées nationaux, 2003.
- PHÉLINE (Christian) et BARÉTY (Marc), éd., *Matisse-Sembat, correspondance. Une amitié artistique et politique, 1904-1922*, Lausanne, La Bibliothèque des arts, 2004 (coll. Pergamine), 223 p.
- PHÉLINE (Christian), éd. *Les Cahiers noirs. Journal 1905-1922*, d'après les manuscrits originaux conservés à l'Office universitaire de recherche socialiste, texte établi, présenté et annoté par Christian Phéline, Paris, Viviane Hamy, 2007.
- CHANCEREL (Pierre), « Les Travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916) », dans École nationale des chartes, *Positions des thèses de la promotion 2008*, Paris, 2008, p. 57-63.

Entre Jaurès et Matisse : Marcel Sembat et Georgette Agutte à la croisée des avant-gardes, catalogue de l'exposition des Archives nationales, Musée de l'histoire de France, 2 avril-13 juillet 2008, Paris, Archives nationales-Somogy, 2008, 200 p.

638 AP

FONDS PAUL ALLARD

Dates extrêmes : 1840-1923.

Importance matérielle : 7 cartons (638 AP 1-9) ; 0,75 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 1954.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, par M. Meeschaert, 2000, 30 p.

Notice biographique.

Fils d'un notaire rouennais, Paul Allard naît en septembre 1841. Il est l'aîné d'une famille de neuf enfants. Très jeune, il est intéressé aux questions sociales grâce à son père, Jules, l'un des membres fondateurs de la société de secours mutuel, *l'Émulation chrétienne de Rouen*, et partie prenante à la fondation de l'Institution catholique Joint-Lambert où ses fils feront leurs études. En 1862, Paul Allard est avocat, inscrit au barreau de Rouen. Dix ans plus tard il est nommé juge suppléant au tribunal civil de la même ville. Il démissionne de ses fonctions en 1883, marquant sa désapprobation à la suite de la mise à la retraite forcée de certains de ses collègues qui avaient refusé d'appliquer les lois et décrets qui frappaient les congrégations religieuses. La même année, il accepte la présidence de l'*Union catholique de la Seine-Inférieure* à laquelle il appartenait depuis 1875 et qu'il dirigera jusqu'à sa dissolution en 1900. Il prend une part active aux congrès catholiques tenus à Rouen en 1883 et 1886, et est en relation avec de nombreuses personnalités catholiques, s'intéressant tout particulièrement aux questions d'enseignement et au domaine de l'art. En 1863, Paul Allard avait rencontré l'archéologue romain, Jean-Baptiste de Rossi qui l'avait initié à l'archéologie chrétienne et entraîné dans des travaux historiques qui devaient l'occuper toute sa vie. L'ouvrage qu'il publie, en 1876, sur *Les Esclaves Chrétiens* marque le début d'une carrière d'historien qu'il mènera parallèlement à ses autres activités. En 1902, la famille de Beaucourt, propriétaire de la *Revue des questions historiques*, lui en propose la direction. Paul Allard accepte et, lorsqu'il cède son poste à Jean Guiraud en 1908, c'est uniquement pour raisons de santé qu'il préfère se retirer dans sa propriété de Senneville en Seine-Inférieure. Sa retraite forcée de l'empêchera pas de garder un œil sur la revue, ni de continuer à publier. Il meurt le 4 décembre 1916.

Historique de la conservation.

Les archives de Paul Allard sont entrées aux Archives nationales en 1954, mêlées aux archives de l'historien et journaliste, Jean Guiraud (362 AP). En 1908, Paul Allard avait remis les archives de la *Revue des questions historiques* à Jean Guiraud, à savoir, les lettres qu'il avait reçues des auteurs et des abonnés, ainsi qu'une trentaine d'articles qu'il avait en portefeuille. Après le décès de Paul Allard en 1916, sa veuve avait communiqué à Jean Guiraud, un choix de correspondances ainsi qu'un certain nombre de travaux historiques qui devaient l'aider à publier des articles en hommage au disparu. C'est l'ensemble de ces documents qui a été extrait du fonds Jean Guiraud (362 AP) pour reconstituer le fonds Paul Allard (638 AP).

Présentation du contenu.

- 638 AP 1. Notices biographiques et papiers personnels. 1861-1918 et s. d.
- 2-5. L'historien.
2. Liste des ouvrages, articles et textes de discours de Paul Allard ; articles consacrés à l'œuvre de Paul Allard. 1869 – post. 1916 et s. d.
 - 3-5. Notes d'érudition, notes de lecture et notes rédigées. 1864-1909 et s. d.
6. Le directeur de la *Revue des questions historiques* : correspondance reçue relative au fonctionnement de la revue et aux articles publiés. 1900-1914 et s. d.
7. Un catholique social engagé.
8. Correspondance reçue et adressée. 1863-1915 et s. d.
9. Famille de Paul Allard. 1840-1923.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds Jean Guiraud (362 AP), successeur de Paul Allard à la tête de la *Revue des questions historiques*.

Bibliographie.

MEESCHAERT (Marjolaine), *L'évolution intellectuelle et scientifique de Paul Allard (1841-1916)*, mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine sous la dir. de Jean-Luc Marais, Université d'Angers, 2000, 88 p.

639 AP

PAPIERS D'ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES

Dates extrêmes : 1876-1961.

Importance matérielle : 9 cartons et un grand portefeuille (639 AP 1-12) ; 1 mètre linéaire ; supplément non coté, 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 2003, 2009.

Condition d'accès : libre.

Condition de reproduction : sur autorisation.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par P. David, 2003, 2 p.

Notices biographiques.

Frédéric Duval, promotion 1901, né à Magny-le-Désert (Orne) le 25 août 1876, tué à l'ennemi à Deniécourt (Somme) le 20 juillet 1916.

René de Maulde La Clavière, promotion 1870, né à Flotin, commune de Nibelle (Loiret), le 18 août 1848, mort à Paris le 29 mai 1902.

Jean Perrenet, élève à l'École des chartes (années 1911 à 1914), né à Dijon (Côte-d'Or) le 19 avril 1892, blessé grièvement le 20 mars 1916 à Brocourt (Meuse) et mort de ses blessures.

Arlette Granderye-Ducrot, promotion 1929, née à Paris le 1^{er} novembre 1904 et morte le 3 juin 1992 au même lieu. Ariane Ducrot, promotion 1961, née à Paris le 6 août 1934.

Eugène Hubert, promotion 1895, né à Châteauroux (Indre) le 5 octobre 1866 et mort le 7 février 1940 au même lieu.

Auguste Vallet de Viriville, promotion 1837/1839, né à Paris le 23 avril 1815 et mort le 20 février 1868 au même lieu.

Yvonne Lanhers, promotion 1940, née à Paris le 14 janvier 1915.

Présentation du contenu.

639 AP 1-6. Frédéric Duval (correspondance, carnets de route, reliques).

7. René de Maulde La Clavière (notes de travail).

8-9. Pierre Étienne Jean Perrenet (transcription de cours).

10. Arlette Granderye-Ducrot (transcription de cours) et Ariane Ducrot.

11. Eugène Hubert (transcription de cours).

12. Auguste Vallet de Viriville (biographie).

Supplément.

Yvonne Lanhers : cours de l'École des chartes et de la Sorbonne. 1927-1935.

Sources complémentaires.

Le Centre historique conserve plusieurs fonds d'archivistes paléographes : Gildas Bernard (628 AP), François Boucher (AB XIX 5226-5228), Georges Bourgin (651 AP), Armand Boutillier du Retail (AB XIX 4408-4410), Charles Braibant (366 AP), Pierre Caron (AB XIX 3054-3056^B et 4393-4403), Ivan Cloulas (622 AP), Ernest Coyecque (162 AP), Gustave Dupont-Ferrier (AB XIX 3980-3995), Jean Favier (501 AP), Michel François (636 AP), Louis Halphen (AB XIX 2287-2288), Abel Lefranc (AB XIX 3631-3751), Théodoric Legrand (AB XIX 5121-5122), Louis Madelin (355 AP), Louis-Germain Martin (443 AP), Hélène Michaud (608 AP), Léon Mirot (609 AP), André Rhein (AB XIX 5320-5327), Georges Ritter (AB XIX 4379-4392), Léon Roulland (AB XIX 190-193), Jules Roy (611 AP), Eugène de Rozière (AB XIX 530-541), Charles Samaran (642 AP), Édith Thomas (318 AP), Jules Viard (AB XIX 2635-2643), Paul Viollet (AB XIX 3201-3255).

Bibliographie.

Livret de l'École des chartes 1821-1966, Paris, 1967.

640 AP

FONDS SÉBASTIEN LOSTE

Dates extrêmes : XIX^e s.-1985.

Importance matérielle : 230 cartons (640 AP 1-234) ; 32,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Christine Courrégé, 2003.

Conditions d'accès :

- 640 AP 10-11, 13, 25, 33, 39, 56-61, 67-69, 78-79, 100, 102-106, 112-144, 146-188 : libre.
- 640 AP 1-9, 12, 14-24, 26-32, 34-38, 40-55, 62-66, 70-77, 80-99, 101, 107-111, 145, 189-234 : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. par Olivier Poncet, 2003, 64 p.

Notice biographique.

Après son passage à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (promotion Lettres 1954), Sébastien Lose (1936-1985) est nommé professeur aux lycées de Tunis et de Casablanca (1956-1959). À l'issue de son service militaire en Algérie (1959-1961), il est entre comme chargé de mission à la Délégation à la Recherche scientifique et technique (1961-1963). En novembre 1963, il est appelé, comme chargé de mission, au Secrétariat général de la Présidence de la République. Collaborant avec Jacques Narbonne, conseiller technique de 1959 à 1967 dont il recueille une partie des archives de cabinet, puis avec son successeur, Marcel Pinet de 1967 à 1969, il est plus spécialement chargé des questions intéressant l'Éducation nationale, la Recherche scientifique et technique et, dans une moindre mesure, des problèmes de santé en tant qu'ils touchent à l'Enseignement ou à la Recherche.

Au départ du général de Gaulle (avril 1969), il quitte le Secrétariat général de la Présidence de la République pour entrer en juillet 1969 dans le cabinet d'Edmond Michelet, ministre d'État, chargé des Affaires culturelles (1969-1970). Il s'occupe des affaires relevant de la direction des Musées de France, du Service de la Création artistique et du Délégué général aux expositions, des problèmes particuliers aux départements du Finistère et de la Corrèze et des relations avec le Ministère des affaires étrangères, en particulier pour les problèmes franco-allemands et les expositions. De 1971 à 1972, il est chargé de mission auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas pour la diffusion du livre français à l'étranger. Il est à nouveau chargé de mission au cabinet du ministre durant le court passage de Maurice Druon au secrétariat d'État aux affaires culturelles (1973-1974) Par ailleurs, de 1971 à 1976, il est chargé de mission auprès du président de l'établissement de préfiguration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, et assure, entre autres, le secrétariat du concours international d'architecture de juillet 1971.

Il est nommé maître des requêtes au Conseil d'État en 1972 (Section du Contentieux, puis Sections du Contentieux et de l'Intérieur à partir de [entre 1976 et 1978]). Il est décédé accidentellement le 16 octobre 1985.

Arrière-petit-fils d'Edmond About (1828-1885) par sa mère, née Claudine Decourcelle, Sébastien Loste prépara, sans pouvoir mener ces projets à bien, une thèse de doctorat puis une exposition dédiée à cet écrivain dont une partie des archives a conflué dans le fonds documentaire constitué par S. Loste. Engagé depuis 1980 dans l'écriture d'un ouvrage sur les expositions universelles de 1851 à 1900 pour le compte de l'éditeur Robert Laffont, S. Loste eu le temps avant son décès de rédiger plus de la moitié des chapitres prévus et de rassembler la documentation nécessaire à l'élaboration des suivants.

Présentation du contenu.

- 640 AP 1-6. Papiers personnels. 1850-1985.
- 7. Fonctions électives. 1965-v. 1980.
- 8-193. Carrière. 1956-1985.
 - 8-10. Avant 1963. 1956-1963.
 - 8. Professeur de lycée (Tunis, Casablanca). 1956-1959.
 - 9. Service militaire en Algérie. 1959-1961.
 - 10. Chargé de mission, à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique. 1961-1963.
 - 11-100. Chargé de mission au Secrétariat général de la Présidence de la République. 1963-1969.
 - 11-13. Généralités. XIX^e s., 1959-1977.
 - 14-85. Education nationale. 1959-1969.
 - 86-97. Recherche scientifique. 1963-1968.
 - 98-99. Santé publique. 1963-1968.
 - 100. Aménagement des Halles. 1968.
 - 101-115. Chargé de mission pour diverses administrations culturelles. 1969-1976.
 - 101-102. Chargé de mission au ministère Michelet. 1969-1970.
 - 103. Chargé de mission auprès du Premier ministre pour la diffusion du livre français à l'étranger. 1971-1972.
 - 104. Chargé de mission au ministère Druon. 1973-1974.
 - 105-111. Chargé de mission auprès du président de l'établissement de préfiguration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. 1971-1976.
 - 112-115. Dossiers documentaires thématiques.
 - 116-188. Maître des requêtes au Conseil d'État. 1972-1985.
 - 116-119. Activité au Conseil d'État.
 - 120-188. Dossiers documentaires.
 - 189. Dossiers biographiques.
 - 190-193. Bibliothèque de travail administrative.
- 194-233. Travaux érudits.
 - 194-202. Edmond About.
 - 203-230. Expositions universelles de 1851 à 1900.
 - 231-233. Autres œuvres.
- 234. Autographes et documents anciens.

Sources complémentaires.

Archives nationales (site de Paris) :

- Présidence de la République, 1958-1969 (5 AG 1).
- Présidence de la République, 1969-1974 (5 AG 2).
- Fonds Bernard Chenot (406 AP), membre (1932) puis vice-président (1971-1978) du Conseil d'État.
- Fonds Jean Donnedieu de Vabres (539 AP), secrétaire général du gouvernement (1964-1974, 539 AP 6-16).
- Fonds Henri Domerg (574 AP) : archives de celui qui fut véritablement durant plus de 10 ans l'alter ego de S. Loste aussi bien pour les questions d'Éducation nationale auprès de G. Pompidou Premier ministre (574 AP 1-7) que responsable des questions culturelles (574 AP 20-28) et du suivi du Centre national d'art et de culture auprès de G. Pompidou devenu président (574 AP 10-19).

Les Archives départementales de la Moselle conservent un fonds Edmond About (122 J 1-13).

Bibliographie.

- LOSTE (Sébastien), Texte de présentation de *Paris et les Parisiens sous le Second Empire*, Paris, 1982.
- Edmond About, écrivain et critique d'art (1828-1885)*, catalogue d'exposition, Paris, Palais de Tokyo, Musée d'art de l'essai, 1985, Paris, Éd. de la Réunion des musées nationaux, 1985 (mention et exposition de documents issus du fonds Loste).
- FOUCART (Bruno), LOSTE (Sébastien), SCHNAPPER (Antoine), *Paris mystifié : la Grande illusion du Grand Louvre*, Paris, 1985.
- Who's who*, 1985.
- Georges Pompidou et la modernité*, catalogue d'exposition, Paris, Galerie nationale du Jeu de Paume, 23 février-18 avril 1999, Paris, 1999 (mention et exposition de documents issus du fonds Loste).

641 AP

FONDS GEORGES LENÔTRE

Dates extrêmes : XVIII^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 6 cartons et un registre (641 AP 1-8) ; 0,85 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achats, 1956-1957 et 2003.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé (641 AP 1-8), par S. Lacombe et P.-R. David, 2004-2008, 16 p.

Notice biographique.

Le journaliste Louis-Léon-Théodore Gosselin, dit Georges Lenôtre (1855-1935) débuta au *Figaro* en 1880, il donna des articles à la *Revue des Deux Mondes* et il collabora au *Monde illustré* à partir de 1882 et au *Temps* à partir de 1898. Son pseudonyme était le nom de sa grand-mère, dernière descendante d'André Le Nôtre. G. Lenôtre se fit connaître par de nombreux ouvrages historiques sur la Révolution : *Paris révolutionnaire* (1893), *La captivité et la mort de Marie-Antoinette* (1897), *Le marquis de La Rouerie et la conjuration bretonne* (1899), *La chouannerie normande au temps de l'Empire* (1901), *Le drame de Varennes* (1905), *Les massacres de Septembre* (1907), *La fille de Louis XVI* (1908), *Les noyades de Nantes* (1911), *Bleus, Blancs et Rouges* (1912), *Le roi Louis XVII et l'énigme du Temple* (1920), *Le jardin de Picpus* (1928), *Georges Cadoudal* (1929). Il fut élu membre de l'Académie française en 1932.

Historique de la conservation.

Le fonds 641 AP résulte de la fusion, en 2004, de l'ancien fonds G. Lenôtre (jusque-là coté AB XIX 3303-3308, entré par achats en 1956-1957 et désormais coté 641 AP 2 à 8) et d'un supplément acheté en 2003 (actuel 641 AP 1).

Présentation du contenu.

641 AP 1. Archives familiales et personnelles.

2-7. Travaux historiques divers, notamment sur Louis XVII et le marquis de la Rouerie.

8. *Atlas des cartes particulières de la terre, seigneurie et haute justice de Chevry* [Chevry-Cossigny, Seine-et-Marne], *chef-lieu de la commanderie du même nom, dont les noms correspondent au plan général levé en 1787 et 1788.*

Bibliographie.

Informations extraites du dictionnaire biographique des académiciens sur le site Internet de l'Académie française.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, dans le fonds Pierre Besson-Massenet, de la correspondance avec Lenôtre, des coupures de presse et des dossiers documentaires (646 AP 13-22).

642 AP

FONDS CHARLES SAMARAN

Dates extrêmes : 1896-1982.

Importance matérielle : 55 cartons (642 AP 1-55) ; 6,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 2003.

Condition d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par P. David, 2004, 10 p.

Notice biographique.

Charles Samaran est né à Cravencères-l'Hôpital (Gers) le 28 octobre 1879. Après des études secondaires au Lycée d'Auch (Gers), il entre à l'École des chartes, où en 1901, il soutient sa thèse sur la maison d'Armagnac (éditée en 1907) ; puis il poursuit ses études à la faculté de lettres de Paris et à l'École pratique des hautes études ainsi qu'à l'École française de Rome.

Il épouse en janvier 1912, à Paris, Mademoiselle Marie-Camille Taffanel (1882-1962), fille de Paul Taffanel, chef d'orchestre à l'Opéra de Paris, qui lui donnera trois enfants, Annette, Charlotte et Jeanne.

Entré en 1904 aux Archives nationales comme archiviste, mobilisé d'août 1914 à février 1919 durant la grande guerre, directeur d'étude à l'École des hautes études en 1927, professeur à l'École des chartes en 1933, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1941, il est directeur des Archives de France de 1941 à 1948, puis directeur honoraire.

Mis en retraite, il poursuit son activité d'érudit et d'historien comme président du Comité international de paléographie en 1952, de la Commission supérieure des archives en 1958, puis de la section de philologie et d'histoire du Comité des travaux historiques et scientifiques en 1960. Il anime aussi, durant les années 1947 à 1960, de nombreuses émissions radiophoniques sur l'histoire de France ou d'Italie.

Il dirige de 1935 à 1951 la *Bibliothèque de l'École des chartes*, les publications de la Société de l'histoire de France de 1937 à 1954, et le *Journal des Savants* de 1965 à 1982. Membre ou président d'honneur de nombreuses sociétés savantes, dont la Société nationale des Antiquaires de France, la Société archéologique du Gers, etc., il est aussi membre correspondant étranger de la Società Romana di Storia patria, de l'Académie autrichienne des sciences et de l'Académie de Stockholm.

Dès 1905, il est l'auteur d'ouvrages de référence, notamment sur d'Artagnan, Balzac, Thomas Basin, Casanova, les diplômes originaux des Mérovingiens, les archives de la Maison de la Trémoille (inventaire de 1 AP, chartier de Thouars), l'histoire et ses méthodes. Chevalier de la Légion d'honneur en 1935, officier en 1947, commandeur en 1967, puis grand officier en 1980 et grand croix dans l'Ordre national du Mérite en 1982 etc., il est également lauréat de prix littéraires de 1906 à 1975. Son centenaire, en 1979, donne lieu à quelques

célébrations officielles à Paris ou dans sa région natale. Après une longue carrière d'érudit, Charles Samaran, s'éteint à Nogaro (Gers) le 14 octobre 1982 à près de 103 ans.

Présentation du contenu.

- 642 AP 1-6. Papiers personnels. 1896-1982.
 - 1. Famille et généalogie. 1896-1979.
 - 2-3. Scolarité de Charles et de Jean Samaran, son frère (Lycée d'Auch). 1896-1898.
 - 4. Voyages. 1948-1974.
 - 5-6. Cérémonies diverses, dont centenaire de Charles Samaran. 1925-1982.
- 7-11. Papiers de fonctions. 1900-1982.
 - 7-8. École des chartes et *Bibliothèque de l'École des chartes*. 1900-1982.
 - 9. Institut. 1905-1982.
 - 10. Archives de France. 1927-1972.
 - 11. Congrès et colloques. 1942-1982.
- 12-37. Œuvres. 1904-1981.
 - 12. Édition. 1911-1981.
 - 13-19. Études historiques et littéraires. 1904-1979.
 - 20-31. Travaux sur Casanova. 1913-1980.
 - 32-37. Émissions radiophoniques. 1947-1960.
- 38-50. Correspondance reçue. 1900-1982.
 - 38-40. Alphabétique. 1900-1928.
 - 41-50. Chronologique. 1901, 1929-1982.
- 51-54. Fichier de la bibliothèque de Charles Samaran, avec divers petits fichiers (adresses, correspondants, « mes dossiers », fragments de manuscrits, etc.). S. d.
- 55. Manuscrits et articles d'autres historiens. 1972-1980 et s. d.

Sources complémentaires.

Paris, Bibliothèque de l'Institut de France, fonds Samaran, Ms 7462-7562.

Archives nationales, 454 AP 381, dossier Charles Samaran de la Société des gens de lettres.

Archives départementales du Gers, fonds Samaran (15 J), spécialement sur l'histoire de la Gascogne.

La Société des lettres de l'Aveyron, à Rodez, possède des archives provenant de Charles Samaran.

Bibliographie.

FAVIER (Jean), notice nécrologique de Charles Samaran, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, 141, juillet-décembre 1983 [1984], p. 410-426.

Article « Samaran », dans *Who's who in France xx^e siècle*, Levallois-Perret, J. Lafitte, 2001, p. 1781.

BERGÈS (Louis), « Charles Samaran », dans *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones*, sous la dir. de Christian AMALVI, Paris, La boutique de l'histoire, 2004, p. 282-283.

643 AP

FONDS BÉGON

Dates extrêmes : xvii^e-xviii^e siècles.

Importance matérielle : 43 cartons (643 AP 1-43) ; 12 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 13 novembre 2003, 22-23 décembre 2005, 17 juillet 2006 et don, 4 août 2006.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : répertoire sommaire du fonds de la famille Bégon (P 54), par le Service des archives de l'Université de Montréal, 1982, 64 p. dact. Table de concordance entre les cotes 643 AP, (P 54) A à V et 731 Mi, et inventaire sommaire de 731 Mi, par Sandrine Lacombe, 2004, 4 p.

Notice biographique.

Originnaire de Bretagne et fixée dans le Blésois à partir du xvi^e siècle, la famille Bégon fut une grande famille typique de la noblesse française, vouée au service et à l'expansion de la nation et constamment associée aux entreprises politiques militaires, financières et intellectuelles les plus marquantes. Parmi ses membres, six se distinguent : Michel V, intendant des Iles d'Amérique, puis de Rochefort et de la Rochelle, grand collectionneur (1637-1710), le plus célèbre ; ses trois fils, Michel VI, administrateur colonial (1667-1747), Scipion-Jérôme, évêque de Toul (1681-1753), Claude-Michel, gouverneur des Trois-Rivières (1683-1748) ; et ses deux frères, François, commis du trésorier général de la marine à Toulon administrateur, grand maître des eaux et forêts du Blésois et négociant (1650-1725), et Michel le Jeune, dit Bégon de Montfermeil, négociant (1655-1728). Ce dernier épousa Catherine Guymont, fille d'un des administrateurs de la Compagnie des glaces de Saint-Gobain. François et Michel le Jeune achetèrent le château de Montfermeil et s'associèrent dans diverses affaires commerciales dont la Compagnie du Cap Nègre, qui trafiquait avec la Tunisie, jusqu'à la déroute commune, malgré la protection de leur cousin par alliance Colbert de Seignelay.

Historique de la conservation.

La famille Bégon s'étant éteinte au xviii^e siècle sans héritier mâle, une grande partie de ses archives a été dévolue à la famille alliée des Loppin de Gémeaux : l'alliance avait été conclue par le mariage en 1714 de Madeleine Bégon, fille de Michel Bégon de Montfermeil, avec Claude Loppin, baron de Gémeaux, conseiller au parlement de Bourgogne. Conservées au château de Gémeaux (Côte-d'Or) jusqu'à la vente de ce dernier en 1970, les archives Bégon ont été acquises en partie, en 1976, par l'Université de Montréal chez le libraire Pierre Bérès, avant d'être revendues aux Archives nationales en 2003 : il s'agit pour l'essentiel des archives de François, de Michel Le Jeune et de Catherine Guymont. La partie du fonds Bégon-Loppin de Gémeaux conservée par Pierre Bérès a été donnée, en 2001, par ce dernier à la Bibliothèque nationale de France.

Présentation du contenu.

Le fonds Bégon a été réparti par l'Université de Montréal en 21 séries alphabétiques représentant chacune un membre de la famille Bégon ou ses alliés, dans l'ordre des générations. Pour rendre compte de la dispersion du fonds, on a précisé ci-dessous le nombre de pièces composant chaque série :

- 643 AP 1. A. Documents généalogiques, 25 pièces.
- B. Michel IV (1605-1683), 160 pièces.
- C. Michel V (1638-1710), 9 pièces.
- D. Scipion (1640-1684), 2 pièces.
- E. François (1650-1725), 1423 pièces.
Commis du trésorier général de la marine à Toulon (caution de son successeur, faillite et conflit avec le président au parlement de Paris, Lubert) ; grand maître des eaux et forêts du Blésois ; associé de la Compagnie du Cap Nègre et banqueroute.
- 2-5. E (suite). François (suite).
- 6-7. F. François et Michel le Jeune dit Bégon de Montfermeil (1655-1728), 839 pièces.
Compagnie du Cap Nègre : lettres d'affaires de François et Michel ; correspondance générale de Michel le Jeune (1686-1728).
- 8-26. G. Michel le Jeune (suite), 6028 pièces.
Commissaire à Paris des poudres et salpêtres ; premier commis de Seignelay ; seigneur de Montfermeil ; actionnaire de la Société des glaces et de diverses autres sociétés et compagnies (Cap Nègre, munitionnaires de l'armée...) ; fermier des gabelles d'Alsace... ; directeur de la compagnie des Indes ; successions et procédures diverses.
- 27-37. H. Catherine Guymont (1666-1754), 3400 pièces.
Gestion de ses biens meubles et immeubles, dont son domaine de la Source ; sa succession et celles de ses parents, de son mari, de son petit-neveu Clérambault de Vandeuil, de son petit-fils Berthelot de Bellesbat ; sa correspondance passive.
- 38. J. Marie-Madeleine, épouse de Meulles, 25 pièces.
- K. Michel VI (1667-1747), 103 pièces.
- L. Louis (?), 1 pièce.
- M. Marie-Thérèse (1676-1740), 1 pièce.
- 39-40. N. Scipion-Jérôme, évêque de Toul (1681-1753), 214 pièces.
Évêque de Toul : mandements et correspondance, actes épiscopaux, spiritualité, affaires ecclésiastiques dont la bulle Unigenitus.
- 41. O. Claude-Michel (1683-1748), 8 pièces.
- P. Catherine (1688-1730), épouse Berthelot de Jouy, 5 pièces.
- Q. Madeleine (1690-1761), épouse Loppin, Baron de Gémeaux, 3 pièces.
- R. Jacqueline-Elizabeth (-1782), 148 pièces.
- S. Michel VII (1717-1795), fils de Michel VI, 7 pièces.
- 42-43. T. Alliés, 343 pièces.
- U. Divers, 57 pièces.
- V. Claude-Michel-Jérôme (1732-1797), fils de Claude-Michel, 13 pièces.

Supplément non classé.

Lettres reçues par Michel Bégon. 1687-1705.

Archives de la famille Bégon. 1702-1709.

Papiers de la famille Bégon de Montfermeil concernant la compagnie de commerce du Cap nègre dans la régence de Tunis en Afrique du Nord. Fin xviii^e-xviii^e s.

Lettres et documents généalogiques sur la famille de Sainte-Marthe adressée par le Père de Sainte-Marthe, oratorien, à Michel Bégon. 1692.

Documents relatifs à la conservation d'eau douce pendant les campagnes maritimes avec dessins de machines à dessaler l'eau de mer. Fin xvii^e s.

Sources complémentaires.

La Bibliothèque nationale de France conserve la collection de Michel Bégon (1637-1710), acquise en 1770 par le Cabinet du Roi, et les archives de la famille Bégon-Loppin de Gémeaux, reçues en don en 2001.

Bibliographie.

BÉZARD (Yvonne), *Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV. Les Bégon*, Paris, Albin Michel, 1932.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 5, 1951, col. 1272-1276.

644 AP

FONDS LA TOUR D'Auvergne-Lauragais

Dates extrêmes : 1304-1925.

Importance matérielle : 10 cartons (644 AP 1-18) ; 0,90 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don du prince de la Tour d'Auvergne, 1962.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par O. Poncet, 2004, 6 p.

Notice biographique.

La famille de La Tour d'Auvergne-Lauragais est possessionnée à Saint-Paulet (Aude) au moins depuis l'époque moderne.

Joseph-Denis-Édouard-Bernard de La Tour d'Auvergne (1767-1841), maréchal de camp, soutint plusieurs procès sous la restauration et l'Empire pour prouver sa parenté avec la branche des La Tour d'Auvergne ducs de Bouillon, éteinte en 1802.

Son neveu, Hugues-Robert-Jean-Charles de La Tour d'Auvergne-Lauragais, fut évêque d'Arras de 1802 à sa mort en 1851 et fut fait cardinal en 1840.

Le neveu de ce dernier, Godefroy-Henri-Bernard-Alphonse (1823-1871) entra comme attaché au Ministère des affaires étrangères en 1841. Il fut successivement secrétaire d'ambassade à Rome, ministre de France à Weimar, Florence et Turin, puis ambassadeur à Berlin en 1860, à Rome en 1862, à Londres en 1863 avant de devenir par deux fois ministre des Affaires étrangères (17 juillet 1869-2 janvier 1870 et 10 août-4 septembre 1870).

Son frère, Charles-Amable (1826-1879) après des études au séminaire Saint-Sulpice à Paris, fut appelé par son oncle le cardinal pour devenir vicaire général de l'évêque d'Arras (1848-1855, puis succéda à Monseigneur de Ségur comme auditeur de rote à Rome (1855-1861). Il fut enfin archevêque de Bourges jusqu'à sa mort en 1879 et assista au premier concile du Vatican en 1869-1870.

Présentation du contenu.

644 AP 1-15. Famille de La Tour d'Auvergne-Lauragais.

1. Joseph-Denis-Édouard-Bernard de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1790-[1817].
2. Charles-Melchior-Philippe-Bernard de La Tour d'Auvergne-Lauragais et son épouse Laurence Blot de Chauvigny. 1790-1870.
3. Hugues-Robert-Jean-Charles de La Tour d'Auvergne-Lauragais, évêque d'Arras et cardinal. 1803-1859.
4. Charlotte-Pauline-Marie-Madeleine de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1849.
- 5-6. Godefroy-Henri-Bernard-Alphonse de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1845-1872.

- 7-11. Charles-Amable de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1731-1883.
12. Édouard-Joseph-Louis-Melchior de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1849.
13. Henriette de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1849.
14. Charles-Godefroy-Bernard de La Tour d'Auvergne-Lauragais. 1871-1885.
15. Photographies.
16. Familles alliées. 1304-1860.
17. Documents relatifs à la maison de La Tour d'Auvergne. 1652-1925.
18. Documents sans rapport apparent avec le fonds. xvi^e s.-1885.

Sources complémentaires.

173 AP bis (fonds Berthier) : articles 435 à 438 (papiers d'Élisabeth de Wagram, épouse d'Henri de La Tour d'Auvergne-Lauragais).

273 AP (fonds Rohan-Bouillon) et 274 AP (fonds Bouillon) : archives de la branche des ducs de Bouillon jusqu'en 1802.

LH (fonds de la Légion d'honneur) : carton n° 2617, dossiers 32 (Charles-Amable), 33 (Charles-Melchior-Philippe-Bernard), 34 (Édouard-Joseph-Louis-Melchior), 35 (Godefroy-Henri-Bernard-Alphonse), 36 (Joseph-Denis-Édouard-Bernard).

Bibliographie.

L'épiscopat français depuis le Concordat jusqu'à la séparation (1802-1905), Paris, Librairie des Saints-Pères, 1907, p. 153-154.

HILAIRE (Y.-M.), *La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras, 1840-1914*, Lille, 1976, 3 vol.

BÉLY (Lucien), SOUTOU (Georges-Henri), THEIS (Laurent), VAISSE (Maurice), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères*, Paris, Fayard, 2005, p. 355-356.

645 AP

FONDS RENÉ CAPITANT

Dates extrêmes : 1929-2003.

Importance matérielle : 42 cartons (645 AP 1-42 et 11 cartons non cotés) ; 10,54 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de l'indivision Capitant, 9 avril 2004 et de Madame Marie Capitant-Tsukahara, 29 septembre 2005.

Conditions d'accès : libre, sauf 645 AP 11 et 22 sur dérogation.

Instrument de recherche : état sommaire dact. (645 AP 1-41) par O. Poncet, 2004, complété par P. Jugie (645 AP 42), 2006, 15 p.

Notice biographique.

René Capitant est né en 1901 à La Tronche (Isère). Fils du grand juriste Henri Capitant, il entre lui-même dans l'enseignement supérieur. Reçu à l'agrégation de droit en 1930, il enseigne le droit constitutionnel et le droit public successivement dans les universités de Strasbourg (1930-1941), d'Alger (1942-1943) et de Paris (1951-1969). En 1936, il est nommé comme chargé de mission au cabinet de Léon Blum, président du Conseil, où il reste six mois avant de démissionner.

Engagé dans la résistance dès 1941, il se fait muter à Alger où il a la charge secrète d'organiser en Afrique du Nord le mouvement Combat dont il est l'un des fondateurs. Il participe à ce titre à la prise de pouvoir des gaullistes à la faveur du débarquement allié en novembre 1942. En novembre 1943, il est nommé Commissaire à l'Éducation nationale et à la Jeunesse dans le Gouvernement provisoire de la République française puis devient ministre avec les même attributions en 1944 et jusqu'en 1945.

En octobre 1945, il est élu député du Bas-Rhin dans la première assemblée constituante où il devient rapidement le porte-parole des vues gaullistes en matière de Constitution. Élu en 1946 député de Paris, après avoir appartenu à l'U.D.S.R. (Union démocratique et socialiste de la Résistance), il forme un groupe distinct préfiguration du R.P.F. (Rassemblement du Peuple français).

Après son échec aux législatives de 1951 dans l'Isère, il retourne à son enseignement de droit à la Faculté de Paris, tout en continuant d'appartenir au R.P.F. dont il devient président du Conseil national. Partisan de l'indépendance de l'Algérie et adversaire de la torture, il suspend en 1957 ses cours après l'arrestation et la torture d'un de ses élèves algériens. Il est alors envoyé au Japon pour y diriger la maison franco-japonaise. Il y demeure jusqu'en 1960 et rentre à Paris où il retrouve sa chaire de professeur de la Faculté de Droit.

Élu en 1962 député de Paris sous l'étiquette U.D.T. (Union démocratique du Travail), il contribue à la fusion de ce groupe avec l'U.N.R. (Union pour la nouvelle République). Il est président de la Commission des lois constitutionnelles et prend une part active à la préparation de plusieurs lois (droit de grève, objecteurs de conscience, etc.). Il se signale en particulier par une intense activité en faveur de la participation et l'intéressement des ouvriers dans l'entreprise dont il est l'un des militants les plus actifs.

Élu conseiller municipal de Paris en 1965, il est à ce titre le président de la Commission permanente des Halles instituée au sein du Conseil de Paris pour examiner les projets d'urbanisme autour de ce quartier de Paris.

Réélu en 1967, il condamne vivement l'attitude du gouvernement Pompidou durant la crise de mai 1968 et, tout en restant fidèle au général de Gaulle, démissionne de son mandat parlementaire pour ne pas avoir à voter la confiance à Pompidou. Réélu député de Paris aux législatives de 1968, il entre au gouvernement comme garde des sceaux et ministre de la Justice, poste qu'il conserve jusqu'à sa démission en avril 1969, après le départ du général de Gaulle.

Il meurt le 23 mai 1970.

Présentation du contenu.

- 645 AP 1. Agendas, correspondance personnelle. 1944-1969.
 - 2-4. Cours universitaires. 1929-1969.
 - 5-6. Seconde guerre mondiale. 1940-1944.
 - 7. Activités parlementaires sous la IV^e République. 1945-1955.
 - 8. Japon et Pologne. 1955-1966.
 - 9. Mandats électoraux sous la V^e République. 1962-1970.
 - 10-21. Participation et intéressement dans l'entreprise. 1926, 1948-1970.
 - 22-23. Commission permanente des Halles. 1965, 1968.
 - 24-25. Ministère de la Justice. 1965, 1968-1969 et s. d.
 - 26-28. Écrits de René Capitant. 1930-1972 et s. d.
 - 29-32. Mémoire de René Capitant et de sa pensée. 1951-2003.
 - 29. Décès de René Capitant et études à lui dédiées. 1966-2003.
 - 30-31. Association des amis de René Capitant. 1972-1984.
 - 32. Mémoire de René Capitant et gaullisme de gauche. 1951-1997.
 - 33. Mémoires universitaires et manuscrits. 1937-1970 et s. d.
- 34-40. Presse. 1941-1981.
 - 34-36. Seconde guerre mondiale. 1941-1945, [1946].
 - 37-40. V^e République et gaullisme de gauche. [1955], 1959-1981.
- 41. Député sous la V^e République. 1948-1950.
- 42. Résidus de documentation de R. Capitant, commissaire à l'Éducation nationale et à la Jeunesse du Gouvernement provisoire de la République française. 1943[-1945].

Supplément non classé (11 cartons).

Sources complémentaires.

- Les Archives nationales (site de Paris) conservent notamment :
- le fonds de Claude Rey, chef du cabinet particulier de René Capitant, ministre de l'Éducation nationale (1943-1945), sous les cotes 652 AP 4-7.
 - des dossiers relatifs à R. Capitant dans le fonds Pierre Lefranc, sous les cotes 569 AP 6-26 : R. P. F. 1947-1954.
 - dans le fonds du Musée pédagogique, un dossier en 71 AJ 63 : Comité français de la Libération nationale, commission de réforme de l'enseignement présidée par René Capitant

Alger, 1944-1945.

Bibliographie.

CAPITANT (René), *Écrits politiques*, 1960-1970, Paris, 1971.

LE BRAZIDEC (Gwénaél), *René Capitant, Carl Schmitt : crise et réforme du parlementarisme : de Weimar à la Cinquième République*, Paris, 1998 (*Logiques juridiques*).

Who's who in France XX^e siècle, Levallois-Perret, J. Lafitte, 2001, p. 387-388.

CAPITANT (René), *Écrits d'entre-deux-guerres (1928-1940)*, éd. par Olivier Beaud, Paris, 2004 (*Colloques*).

646 AP

FONDS PIERRE BESSAND-MASSENET

Dates extrêmes : 1779-1984.

Importance matérielle : 22 cartons (646 AP 1-23) ; 2,10 mètres linéaires ; supplément non coté, 0,25 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 2004-2008.

Condition d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par P.-R. David, 2005, 6 p.

Notice biographique.

Pierre Bessand-Massenet est né à Paris en octobre 1899, fils de Léon Alloend-Bessand et de Juliette Massenet. En 1921, par un décret du Conseil d'État, il est autorisé à prendre le nom de Bessand-Massenet, car il descend, par sa mère, du compositeur Jules Massenet (1842-1912).

Après des études de lettres, il entreprend, dès 1920, ses premières recherches historiques sur la période révolutionnaire aux Archives nationales ou départementales. De 1926 à 1939, il devient l'un des collaborateurs des éditions Grasset pour les livres d'histoire, puis administrateur des éditions Plon et créateur avec Maurice Bourdel (propriétaire de Plon) des éditions La Palatine, qu'il dirige jusqu'en 1972.

Ancien élève de Théodore Gosselin, dit Georges Lenôtre (1857-1935), et plus tard collaborateur du célèbre historien, il contribue à la parution chez Grasset, de 1932 à 1939, dans la collection *La Petite Histoire*, de recueil d'articles publiés par G. Lenôtre. Il est l'éditeur scientifique de *Trois siècles d'histoire de France*, chez Perrin en 1977.

Pierre Bessand-Massenet est surtout connu par ses ouvrages consacrés à la Révolution française. Il s'est notamment spécialisé sur la période post-thermidorienne : *Le chemin de César* (prix Femina d'histoire pour le premier tome et prix Gobert de l'Académie française pour le second) ; *Robespierre* ; *Le 18 brumaire* ; *Quand la France attendait Bonaparte* ; etc.

Il était, par ailleurs, essayiste et aussi l'auteur de deux romans, dont le plus connu, *Magie rose*, publié en 1955. Il est décédé à Paris en mars 1985.

Présentation du contenu.

646 AP 1-3. Œuvres. 1929-1984.

1. Coupures de presse et articles.
2. Conférences.
3. Dactylographie d'ouvrage.

4-12. Dossiers documentaires, dont originaux. 1779-1976.

4-7. Séries alphabétiques.

8-12. Séries thématiques.

13-22. Théodore Gosselin, dit Georges Lenôtre. 1904-1979.

13. Correspondance.
14. Coupures de presse et imprimés.
15. Recherches sur *La Petite Histoire*.
14. Coupures de presse et imprimés.
16. Études diverses (manuscrits).
- 17-22. Dossiers documentaires, dont originaux. 1792-1983.
23. Imprimés et revues d'histoire. 1901-1956.

Supplément non coté.

Papiers de Pierre Bessand-Massenet (1899-1985):

- Notes sur des personnages et des lieux historiques de la Révolution.
- Notes sur Robespierre, le Comité de salut public, les événements de germinal à thermidor an II.
- Documentation sur les chouans et la chouannerie, sur Robespierre.

Transcription dactylographiée des lettres de Bertrand Barrère à Dominique Demerville (25 floréal an III-19 floréal an VII et s. d.).

Bibliographie.

Informations extraites des documents contenus dans le fonds.

Interview de Pierre Bessand-Massenet « Historien ou romancier ? », dans *Réforme*, 23 février 1957.

Liste d'ouvrages publiés par Pierre Bessand-Massenet (par ordre chronologique) :

Air et manières de Paris, Paris, Grasset, 1937.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent des papiers Georges Lenôte sous la cote 641 AP.

Site internet, généalogie de la famille de Pierre Bessand-Massenet : www.jules-massenet.com/genealogie.htm.

647 AP

FONDS MADELEINE REBÉRIOUX

Dates extrêmes : 1885-2004.

Importance matérielle : 109 cartons (647 AP 1-109) ; 12 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don des héritiers Rebérioux, 2005.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par P.- R. David avec la collaboration de F. Aujogue et de P. Jugie, 2007, 41, 30 p. (consultable à la Section des archives privées).

Notice biographique.

Madeleine Amoudruz est née à Chambéry (Savoie) le 8 septembre 1920 ; d'éducation laïque par sa famille, elle épouse, en 1946, le résistant communiste Jean Rebérioux (1903-1992), l'un des fondateurs, en 1949, du Mouvement contre le racisme, pour l'amitié et la paix (M.R.A.P.). C'est sous le nom de son mari que Madeleine sera désormais connue. Lauréate du concours général d'histoire en juillet 1937, puis sévrienne sous l'Occupation, elle obtient l'agrégation d'histoire en 1945. Docteur en sciences sociales avec sa thèse sur *Jaurès, la SFIO et la société française au tournant du siècle*, elle enseigne quinze ans dans le secondaire avant de professer à l'université expérimentale de Paris VIII Vincennes, devenue l'université de Saint-Denis, et, à partir de 1978, à l'École des hautes études en sciences sociales (E.H.E.S.S.).

Grande militante, elle adhère aux principales luttes politiques et sociales de la gauche républicaine de l'après guerre. Conseillère municipale de Mulhouse (Haut-Rhin) de 1948 à 1950, membre du parti communiste français jusqu'à son exclusion en 1969, elle soutient l'indépendance de l'Algérie et rejoint le comité Maurice Audin, en 1958, afin de dénoncer l'usage de la torture. Elle dirige aussi le collectif universitaire intersyndical contre la guerre du Vietnam de 1965 à 1969, puis le Front Solidarité Indochine de 1971 à 1975. Elle est à la tête de la revue *Le mouvement social*, de 1971 à 1982. Signe de son engagement humaniste, elle entre à la Ligue des Droits de l'Homme (L.D.H.) en 1964, qu'elle préside de 1991 à 1995 ; elle assure la préparation du centenaire de la Ligue en 1998. La direction de la L.D.H. lui permet de mettre en avant des causes qui lui sont chères, notamment la « citoyenneté sociale », le féminisme, l'insertion des étrangers, le souvenir de l'affaire Dreyfus.

Madeleine Rebérioux est surtout connue comme universitaire et historienne spécialisée en histoire sociale ; elle contribue à la connaissance de l'œuvre de Jean Jaurès à travers la Société d'étude jaurésienne (S.E.J.) qu'elle préside de 1981 à 2004, et, par la publication, avec Gilles Candar, des œuvres de Jean Jaurès en dix-huit volumes. Parallèlement, elle assume de 1993 à 2000 la présidence du Centre international George Sand et le Romantisme, à La Châtre (Indre). Elle est également : vice-présidente du musée d'Orsay, à Paris, de 1981 à 1987 ; vice-présidente du Cercle Condorcet de Paris ; présidente de l'Association française pour les célébrations nationales, dont le siège se trouve aux Archives nationales, de 1982 à 1986 ; collaboratrice du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* de Jean Maitron ; présidente du comité scientifique du Centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne). Elle est l'auteur de nombreux ouvrages, dont : *La République radicale ? : 1898-1914* (1975), *Les ouvriers du livre et leur fédération* (1981), *Jaurès : la parole et l'acte* (1994).

Madeleine Rebérioux était officier de la Légion d'honneur. Elle est décédée à Paris le 7 février 2005.

Présentation du contenu.

- 647 AP 1-2. Papiers personnels et de famille. 1902-1985.
- 3-4. Université de Vincennes (Paris VIII). 1971-1999.
- 5-36. Œuvre scientifique de Madeleine Rebérioux : travaux et documentation. 1896-2002.
 - 5-12. Études et recherche sur les métiers du livre, le monde ouvrier et la protection sociale. 1946-2001.
 - 13-27. Études sur le socialisme et le communisme. 1896-2002.
 - 28-29. Études sur le féminisme. 1898-2002.
 - 30-31. Études sur le colonialisme et la guerre. 1963-1989.
 - 32-36. Colloques, conférences, congrès ou journées d'études. 1979-2002.
- 37-82. Les activités associatives de Madeleine Rebérioux, 1918, 1955-2004.
 - 37-40. Mouvements anticolonialistes : guerre d'Algérie et guerre du Vietnam ; Comité contre l'Apartheid en Afrique du Sud. 1955-2003.
 - 41-67. Ligue des Droits de l'Homme (L.D.H.) et Fédération internationale des Droits de l'Homme (F.I.D.H.), 1918, 1959-2004.
 - 41-44. Fonctionnement, archives, publications, 1918, 1959-2004.
 - 45-57. Grands thèmes d'intervention de la L.D.H. : minorités, discriminations, laïcité, citoyenneté, droits sociaux, 1980-2004.
 - 58-62. Conflits étrangers et crises internationales : Algérie, Yougoslavie, Koweït et Palestine. 1992-2004.
 - 63-67. Études et recherches historiques sur la L.D.H. dont commémoration du centenaire. 1975-1999.
 - 68-70. Centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne). 1992-2004.
 - 71-78. Jean Jaurès et la Société d'étude jaurésienne (S.E.J.). 1941-2004.
 - 79-82. Centre international George Sand et le Romantisme (C.I.G.S.R.). 1989-2004.
- 83- 92. Commémorations nationales, bicentennaires ou centennaires. 1976-2003.
 - 83-85. Bicentenaire de la Révolution française et de la première République 1981-1996.
 - 86-89. Centenaire de l'Affaire Dreyfus et du *J'accuse* de Zola. 1976-1998.
 - 90-92. Centenaire du 1^{er} mai et divers. 1953-2003.
 - 93-95. Affaires ou personnalités de la seconde moitié du xx^e siècle. 1960-1997.
 - 96-100. Dossiers documentaires thématiques. 1965-2003.
- 101-103. Éditions de texte et d'articles de Madeleine Rebérioux et correspondance reçue. 1969-2004.
- 104-105. Travaux d'étudiants. 1973-2002.
- 106-109. Archives et manuscrits d'autres personnes que Madeleine Rebérioux, dont M^{me} Robert Schnerb (1912-1968) et M^{me} Yvette-Marthe Lebas-Guyot. 1912-2001.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent :

- le fonds Jean Jaurès (437 AP) ;
- le fonds Lebas-Guyot (435 AP) ;
- sur la Ligue des Droits de l’Homme, plusieurs articles ou dossiers des fonds Jean Locquin (310 AP 51) et Joseph Paul-Boncour (424 AP 45, dossier 4 et 424 AP 49, dossier 2).
- sous la cote F⁶⁰ 3165, le dossier « Maurice Audin » de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, créée par décret du 7 mai 1957.

Voir aussi : BANAT-BERGER (Françoise) et NOULET (Christèle), « Les sources de la guerre d’Algérie aux Archives nationales », dans *Revue française d’histoire d’outre mer*, 328-329, 2^e semestre 2000.

Les Archives nationales (site de Fontainebleau.) conservent les archives du Collectif intersyndical universitaire d’action Vietnam Laos Cambodge (versements 20000529-20000530, 20010173 et 20010244).

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.), Nanterre (Hauts-de-Seine) conserve les archives de la Ligue des Droits de l’Homme.

L’Association pour l’Histoire Vivante (31, boulevard Théophile Sueur, 93100 Montreuil) conserve des dossiers relatifs à l’édition des œuvres complètes de Jean Jaurès, ainsi qu’une partie de la bibliothèque de Madeleine Rebérioux.

Bibliographie.

- PENNETIER (Claude), « Rebérioux Jean », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, sous la dir. de Jean MAITRON, Paris, les Éditions ouvrières, t. 40, 4^e partie, 1991, p. 9-10.
- AUTIÉ (Dominique), « Madeleine Rebérioux, historienne, présidente d’honneur de la Ligue des Droits de l’Homme », dans *Transition*, octobre 1995, n° 4, p. 7-9.
- MONCHABLON (Alain), « Rebérioux (Madeleine) », dans *Dictionnaire des intellectuels français*, sous la dir. de J. Julliard et M. Winock, Paris, Seuil, 1996, p. 946-947.
- AGULHON (Maurice), BECKER (Jean-Jacques), CANDAR (Gilles) et DUCLERT (Vincent), « Hommage à Madeleine Rebérioux », dans *Cahiers Jaurès*, n° 174, octobre-décembre 2004 [2005], p. 3-23.

648 AP

FONDS DAUMARD-FONDATION JEAN MOULIN

Dates extrêmes : XIX^e-début XX^e siècles.

Importance matérielle : 53 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt de la Fondation Jean Moulin, 28 avril 2005, transformé en don le 26 juillet 2005.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Les archives d'Adeline Daumard (1925-2003), professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris I-Panthéon Sorbonne, de son frère Jacques Daumard (1926-2001), juriste, haut fonctionnaire au ministère de la Défense, puis conseiller juridique auprès de différentes sociétés, et de leur père Victor-Léon Daumard (1898-1965), polytechnicien (promotion 1920) ayant fait carrière au sein de la radiodiffusion nationale, sont actuellement en cours de classement.

649 AP

FONDS DE MAIGRET

Dates extrêmes : fin xv^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 20 cartons (649 AP 1-20) ; 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de l'indivision de Maigret, 2005.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme les archives anciennes, essentiellement généalogiques (dont de nombreuses preuves de noblesse), de la famille de Maigret, comtes du Saint-Empire, de celles dont ils sont issus depuis le xvi^e siècle (descendants de Jean, comte de Maigret et de Néau [Eupen], baron de Stockem, seigneur de Raveleen, haut drossard du ban de Baelen et grand forestier du duché de Limbourg), et des familles alliées (seigneurs de Hault, de Sancy, de Malavillers, de Cattenom en Lorraine, de la Fourrière d'Altkirchen, d'Avennes d'Hermonville, Chandon de Briailles, etc.).

650 AP

FONDS ERNEST DENIS

Dates extrêmes : 1866-2003.

Importance matérielle : 8 cartons (650 AP 1-8) ; 0,65 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Mademoiselle Jacqueline Le Monnier, 2005.

Condition d'accès : libre.

Instrument de recherche : inventaire dact. par Jacqueline Le Monnier et Pascal-R. David, 2006, 14 p.

Notice biographique.

Né à Nîmes (Gard) en 1849 dans une famille d'origine huguenote, Ernest Denis entre en 1867, à l'École normale supérieure à Paris, puis il s'engage par patriotisme lors de la Guerre de 1870. Dès la défaite, Ernest Denis espère contribuer à la revanche sur les puissances germaniques d'Europe centrale. Il entreprend, après son agrégation (1872), grâce à une bourse de voyage à l'étranger, une mission de recherche à Prague (1872-1873). La Bohême, à l'époque, se trouve sous la domination de l'Empire autrichien des Habsbourg. Au cours de cette mission, il commence la rédaction de sa thèse de doctorat sur *Jean Hus et la guerre des Hussites*, l'illustre réformateur de la Bohême au début du xv^e siècle (éditée en 1878). De retour en France, il devient professeur de lycée, puis professeur de faculté en province d'abord et enfin à Paris. En 1882, Il épouse Marguerite Friedel qui lui donnera dix enfants. Historien reconnu des peuples slaves et tout particulièrement du peuple tchèque, il acquiert de son vivant une importante célébrité en Bohême avant et après l'indépendance de la Tchécoslovaquie en octobre 1918. Durant le premier conflit mondial, il publie avec l'aide de Tomas G. Masaryk, premier président du nouvel état tchécoslovaque de 1918 à 1935, la revue *La Nation tchèque* (1915-1917) qu'il dirige pendant deux ans. En novembre 1917, il fonde une association avec quelques universitaires, la Ligue civique, qu'il préside jusqu'à son décès. Après un ultime voyage à Prague fin 1920, Ernest Denis doit revenir en France pour être soigné ; il décède des suites d'une opération le 5 janvier 1921 à Paris. Grâce au gouvernement tchécoslovaque et à l'université de Paris, la maison d'Ernest Denis, sise rue Michelet à Paris, est affectée à l'Institut des études slaves en 1923. Quelques années après sa mort, deux monuments en son hommage sont édifiés, l'un à Prague et l'autre à Nîmes ; détruits au cours de la Seconde Guerre mondiale par l'occupant nazi, ils sont à nouveau reconstruits en 1967 et 2003. Ernest Denis est l'auteur d'ouvrages sur l'histoire de l'Europe centrale ou de l'Allemagne, dont : *La fin de l'indépendance bohême* (1890), *La Bohême depuis le Montagne-Blanche* (1903), *L'Allemagne de 1789 à 1810* (1896), *L'Allemagne de 1810 à 1850* (1899). Ernest Denis a été fait chevalier dans l'ordre de la légion d'honneur en 1904 et promu officier en 1920.

Histoire de la conservation.

Avant son entrée aux Archives nationales, en juin 2005, le fonds Ernest Denis a été classé et inventorié par Jacqueline Le Monnier, petite-fille d'Ernest Denis.

Présentation du contenu.

- 650 AP 1-3. Papiers personnels et commémorations. 1866-2003.
1. Diplômes, affaires militaires, activités professionnelles, décorations, voyages à Prague, correspondance. 1866-1921.
 2. Conférences diverses, la Ligue civique, tapuscrit et manuscrits d'articles d'Ernest Denis. 1917-1921.
 3. Correspondance adressée à M^{me} Marguerite Denis et inaugurations diverses. 1920-2003.
- 4-8. Documentation et livres. 1885-1969.
4. Articles d'Ernest Denis principalement sur les Tchèques ou les pays slaves. 1913-1920.
 5. Articles sur Ernest Denis, dont nécrologies. 1921-1955.
 6. *La Nation tchèque*, 1915-1919 ; les volontaires tchèques et le monument de Darney (Vosges), 1916-1969. 1915-1969.
 - 7-8. Livres divers sur la Tchécoslovaquie ou l'Allemagne, dont trois ouvrages d'Ernest Denis et cartes géographiques tchèques. 1885-1924.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le dossier de carrière (F¹⁷ 25754) et le dossier de la Légion d'honneur (LH 731, dossier 50) d'Ernest Denis.

Bibliographie.

- LEGUAY (P.), notice biographique d'Ernest Denis, dans *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 10, 1965, col. 1030-1031.
- CABANEL (Patrick), notice biographique d'Ernest Denis, dans *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones*, sous la dir. de Christian AMALVI, Paris, La Boutique de l'histoire, 2004, p. 76-77.

651 AP

FONDS GEORGES BOURGIN

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 13 cartons ; 4,30 mètres linéaires ; supplément, 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame François Bourgin, 2005-2008.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Georges Bourgin (1879-1958), après des études à l'École des chartes (promotion 1903), à l'École pratique des hautes études et à l'École française de Rome (1903-1904), fut conservateur aux Archives nationales et chargé de cours à l'École pratique des hautes études (histoire économique et sociale) et à la Sorbonne (accès aux sources d'archives). Entré aux Archives nationales en 1904, il y fit toute sa carrière et, alors qu'il venait d'être admis à la retraite, le gouvernement provisoire le chargea d'une enquête et de la direction de l'établissement, de juillet à octobre 1944, mission à l'issue de laquelle il fut nommé directeur honoraire des Archives de France. Il se spécialisa en histoire économique, sociale et politique du XIX^e siècle (notamment les révolutions et la Commune de Paris) et en histoire du Risorgimento italien. Très investi dans l'activité des sociétés savantes (Société d'histoire moderne, section d'histoire moderne du Comité des travaux historiques, Société d'histoire de France), il prit une part active au rayonnement de l'école historique française au sein des organisations internationales, présidant, dans l'entre-deux-guerres la commission d'histoire de la presse et, après guerre, la commission pour l'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales du Comité international des Sciences historiques. Alliant militantisme personnel et histoire et cherchant à sauver les « archives des humbles », il fut le premier président de l'Institut français d'histoire sociale, association scientifique qu'il créa, avec Édouard Dolléans, en décembre 1948, et soutint ainsi la politique de sauvegarde des archives économiques de la direction des Archives de France. On lui doit de nombreux ouvrages, d'innombrables articles et des traductions en français d'œuvres historiques et littéraires italiennes.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme les archives personnelles, principalement les travaux de recherche historique et de charges d'enseignement, de Georges Bourgin et une partie de ses publications.

Sources complémentaires.

- Les Archives nationales (site de Paris) conservent notamment :
- le dossier de fonction de Georges Bourgin sous la cote AB IV^c 25, dossier 8.
 - de la documentation de Georges Bourgin sous la cote AB XIX 5274 (travaux historiographiques dact. adressés à G. Bourgin).
 - les archives de l'Institut français d'histoire sociale dans la sous-série 14 AS.

Bibliographie.

FRANÇOIS (Michel), notice nécrologique de Georges Bourgin, *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 117, 1959, p. 368-374.

652 AP

FONDS CLAUDE REY

Dates extrêmes : 1918-1962.

Importance matérielle : 9 cartons (652 AP 1-9) ; 0,70 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don de Madame Cadier-Rey, 2005.

Condition d'accès : libre.

Instrument de recherche : état sommaire dact., par Pascal-R. David, 2005, 9 p.

Notice biographique.

Claude-Georges Rey est né en 1901 à Alger, fils du bâtonnier du barreau d'Alger, M^e Rodolphe Rey (1866-1942). Après ses études au lycée d'Alger, Claude Rey devient directeur à la Compagnie Générale Transatlantique. Il épouse à Paris en 1932 Béatrice Bureau, fille du député de la Seine-Maritime Georges Bureau (1870-1940), qui lui donnera deux enfants, Gabrielle et Isabelle. Docteur en droit, membre de l'Académie de Marine et de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, gaulliste durant la Seconde Guerre mondiale, Claude Rey entre en politique d'abord comme adjoint technique à la Délégation à l'administration des territoires libérés, puis chef du secrétariat particulier de René Capitant alors ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement provisoire de la République de 1944 à 1945. Pendant quelques temps il demeure en relation avec le cabinet de Paul Coste-Floret, ministre de la France d'Outre-mer de la IV^e République de 1947 à 1949. Il est titulaire de la Légion d'honneur et de la médaille du Mérite maritime. Claude Rey est décédé en 1984.

Présentation du contenu.

652 AP 1-2. Cahiers de cours et études. 1918-1941.

1. Scolarité de Claude Rey et divers. 1918-1922.

2. Documentation provenant de la Compagnie générale transatlantique. 1940-1941.

3-5. Correspondance et activités professionnelles. 1921-1949.

3. Correspondance reçue par Claude ou Rodolphe Rey. 1921-1952.

4-5. René Capitant, ministre de l'Éducation nationale au gouvernement provisoire et courrier par Claude Rey, chef de cabinet particulier. 1944-1945.

6-7. Activités politiques. 1944-1946

6. « Combat outre-mer ». 1944-1945.

7. Élections et discours de René Capitant et divers. 1945-1946.

8-9. Divers et papiers Abel Bonnard. 1934-1962.

8. Documentation diverse. 1937-1962.

9. Papiers Abel Bonnard, ministre de l'Éducation nationale de Vichy. 1942-1944.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent le fonds René Capitant (645 AP).

Des papiers du cabinet Abel Bonnard sont conservés dans le fonds du ministère de l'Instruction publique (F¹⁷ 13336 à 13372, 17515-17516) ; le procès Abel Bonnard est relaté dans les comptes rendus sténographiques des audiences établis par le cabinet René Bluet (334 AP 32) ; la Société des gens de lettres conserve un dossier Abel Bonnard (454 AP 48). Le fonds de la Haute Cour de justice (1845-1960), conservé aux Archives nationales (site de Paris) comprend également le dossier d'instruction d'Abel Bonnard (série 3 W 77-84).

Les Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence) conservent, entre autres sources, un dossier de l'affaire Abel Bonnard, 92 APC 18, dossier 62 (signalé dans *La Seconde Guerre mondiale, guide des sources conservées en France, 1939-1945*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 240).

Bibliographie.

Informations extraites du fonds ; état civil d'Algérie aux Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence.

BUNGENER (Éric), *Filiations protestantes*, Paris, Éditions familiales, t. 2, 1997, p. 645.

653 AP

FONDS PIERRE LAFUE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 31 cartons ; 3,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Yolande d'Argence Lafue, 2006.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Les archives de l'homme de lettres Pierre Lafue (1902-1975), journaliste littéraire et politique, membre, de décembre 1934 à juin 1940, du cabinet de Georges Mandel, successivement ministre des P.T.T, des Colonies puis de l'Intérieur, sont actuellement en cours de classement.

654 AP

FONDS DANIEL BARRÈRE

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 36 cartons ; 12 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Madame Daniel Barrère, 2006.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme les archives professionnelles et de militant associatif de Daniel Barrère (1926-2004), chargé de mission au Commissariat au Plan (1952-1957), spécialiste du marché de la distribution (en particulier des Marchés d'Intérêt National) et du transfert des Halles de Paris à Rungis, proche collaborateur d'Yvon Chotard au sein de la Jeune Chambre Économique française, ainsi que militant très actif d'associations de participation de citoyens à la vie de la Cité, telles que l'Union des Champeaux et la Plateforme des Associations.

655 AP

FONDS MAX ET MARIE BRUSSET

Dates extrêmes : XIX^e-XX^e siècles.

Importance matérielle : 47 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2006.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme les archives personnelles et professionnelles de Max Brusset (1909-1992) – successivement attaché au cabinet du ministre des Travaux Publics (1929-1931), chef adjoint du cabinet du ministre de la Santé publique (1931-1933), chef de cabinet de Georges Mandel (ministre des P.T.T., 1934-1936, des Colonies, 1938-1939, puis de l'Intérieur, 1939-1940) et qui mena de front une carrière d'homme d'affaires à la tête de sociétés de radiodiffusion (Radio-Côte d'Azur puis Radio-Méditerranée) et d'homme politique à Paris et en Charente-Maritime (1945-1958) –, et de son épouse, née Marie Valléry-Radot (1913-2002), sa plus proche collaboratrice dans toutes ses activités professionnelles et politiques.

656 AP

FONDS DENJOY

Dates extrêmes : XIX^e-début XX^e siècles.

Importance matérielle : 4 cartons (656 AP 1-6) ; 0,40 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 2006.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme les archives personnelles et de fonctions de *Jean-François-Polynice Denjoy* (1814-1860) – sous-préfet de Loudéac (Côtes-du-Nord) en 1844, puis de Lesparre (Gironde), en 1847, représentant de la Gironde à l'Assemblée constituante du 23 avril 1848, député à l'Assemblée législative de 1849, conseiller d'État (section de l'Intérieur) de 1851 à 1860 – et les archives personnelles de son épouse Mathilde Bouet, parente de Narcisse, comte de Salvandy, ministre de l'Instruction publique, et de leurs enfants.

657 AP

FONDS PIERRE FOURNIER

Dates extrêmes : XIX^e-début XXI^e siècles.

Importance matérielle : 8 cartons (657 AP 1-8) ; 4,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2006.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme une partie des archives et de la documentation professionnelles de Pierre Fournier (1923-2006) – licencié de géographie, ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion Albert Thomas, 1953-1955), fonctionnaire du ministère en charge du Travail (1944-1983), directeur de la Population et des Migrations (1974-1979), inspecteur général des Affaires sociales (1979-1983) – notamment celles qui lui servirent à la préparation de la commémoration des « 100 ans du ministère du Travail » (2006), au sein du Comité d'Histoire des Administrations chargées du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

658 AP

FONDS JEAN DE LIPKOWSKI

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 189 cartons (658 AP 1-189) ; 63 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2005.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable ; fonds transféré aux Archives nationales (site de Fontainebleau) en 2007.

Notice biographique.

Jean de Lipkowski (1920-1997) est issu d'une famille d'ancienne noblesse polonaise de la province de Podolie. Diplômé de l'École des Sciences politiques (section diplomatique), il rallie le général de Gaulle dès juin 1940 et s'engage dans les Forces françaises libres où il sert comme officier parachutiste. Reçu en octobre 1945 au concours des Affaires étrangères, il commence sa carrière de diplomate. Attaché à la direction d'Asie-Océanie, il est attaché d'ambassade à Nankin de 1946 à 1949. Il exerce les fonctions de directeur-adjoint au cabinet du Résident général de France en Tunisie (1954-1955), puis au Maroc (1955). En 1959 il est conseiller d'ambassade à Beyrouth, puis, en 1961, conseiller politique de la Compagnie française de l'Afrique occidentale.

Il commence sa carrière politique en 1956 en se présentant comme mendésiste dans la 1^e circonscription de Seine-et-Oise où il est élu. Battu en 1958, il se présente en Charente-Maritime où il est régulièrement élu député de la 5^e circonscription de Royan (1962-1968, 1973-1976, 1981-1997). Il est également maire de Royan de 1965 à 1989. En 1977, il est nommé délégué national aux relations internationales au Rassemblement pour la République (R.P.R.).

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans les gouvernements Couve de Murville, Chaban-Delmas et Messmer (de 1968 à 1974), il est ministre de la Coopération dans le gouvernement Chirac en 1976.

Envoyé spécial du Premier ministre en Asie (de 1986 à 1991), il est à partir de 1993 membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes, de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), président du dialogue euro-arabe, et président de la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Le fonds renferme les archives personnelles et de fonctions de Jean de Lipkowski (1920-1997), diplomate, secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans les gouvernements Couve de Murville, Chaban-Delmas et Messmer (de 1968 à 1974), ministre de la Coopération dans le gouvernement Chirac en 1976, envoyé spécial du Premier ministre en Asie (de 1986 à 1991) et homme politique (député de Seine-et-Oise, de Charente-Maritime, maire de Royan, délégué national aux relations internationales au Rassemblement pour la République).

Bibliographie.

Who's who, 1997-1998, p. 1108.

659 AP

FONDS LEGOUX

Dates extrêmes : xvii^e-début xx^e siècle.

Importance matérielle : 2,20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : achat, 2007.

Conditions d'accès : fonds en cours de classement, non communicable.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

Archives de la famille Legoux et famille alliée (Monginet de Mussy), entre autres : papiers de Camille Legoux (1802-1876), préfet ; papiers de Jules Legoux (1836-1908), magistrat et homme politique bonapartiste ; titres de propriété et procès, xvii^e-début du xx^e siècle.

660 AP

FONDS BOURRUT LACOUTURE

Dates extrêmes : 1915-2006.

Importance matérielle : 4 cartons (660 AP 1-4) ; 0,35 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 2007.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. dact. par P. R. David, 2007, 4 p.

Notice biographique.

Etienne Bourrut Lacouture naît à Gurat (Charente), le 7 mai 1894. Après des études de droit, il entre à l'École des Sciences Politiques jusqu'à la Première Guerre mondiale, à laquelle il participe héroïquement, notamment aux combats du Chemin des Dames et de Verdun. Blessé grièvement devant Douaumont, il fini la guerre à l'état-major du Gouvernement militaire de Paris. Il est nommé Chevalier de la Légion d'honneur le 28 décembre 1916. En 1922, Étienne Bourrut Lacouture s'inscrit comme avocat à la Cour d'Appel de Rennes (Ille-et-Vilaine), dont il sera le bâtonnier en 1957. Quelques années avant la Seconde Guerre mondiale, il devient membre de la section d'Ille-et-Vilaine du Parti Social Français (P.S.F.) du colonel de La Rocque. Maître Étienne Bourrut Lacouture décède le 16 mars 1959 à Rennes.

En juin 1922, il épouse Marie-Thérèse Deniaud, qui lui donnera quatre enfants. Celle-ci a eu également des responsabilités au P.S.F. De 1946 à 1956, elle a été commissaire régionale des Guides de France. A partir de 1961, elle fait partie des instances régionales puis nationales de l'Association des veuves civiles chefs de famille (FAVEC), elle fonde en 1973 la Fédération internationale des associations de veufs et veuves chefs de famille. Chevalier de la Légion d'honneur depuis 1976, elle décède à Versailles le 14 décembre 1997.

Marie-Thérèse Bourrut Lacouture a tenu un journal personnel pendant une longue période de sa vie dont une partie a été publiée après sa mort, sous le titre *Cahiers 1936-1983*.

Présentation du contenu.

660 AP 1. Papiers d'Etienne Bourrut Lacouture. 1915-2006.

2 à 3. Journal et carnets de Marie-Thérèse Bourrut Lacouture. 1916-1994.

4. Autres carnets de Marie-Thérèse Bourrut Lacouture et divers. 1918-2006.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent le fonds François de La Rocque, 451 AP.

Bibliographie.

Informations extraites du fonds.

661 AP

FONDS DE LA FAMILLE DELPECH

Dates extrêmes : xvii^e-xx^e siècles.

Importance matérielle : 17 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2008.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Les archives Delpech, chartrier de famille appartenant à la banque protestante du xviii^e à la première moitié du xx^e siècle, comprennent également les familles alliées (Oberkampf, Bellecombe, Guizot, Suriray de La Rue).

Dès le xvi^e siècle, on trouve des Oberkampf à Mayence. La Réforme amena l'émigration vers des centres protestants de deux membres de cette famille. L'un, Conrad, alla en 1517 à Zurich, en Suisse, où prêchait déjà Zwingli. L'autre, Heinrich, alla à Vernigerode. De lui descendent les branches protestantes de Halberstadt, Copenhague, Dabrun et Jouy, dont le représentant le plus célèbre fut Christophe-Philippe Oberkampf (1738-1815).

L'un des descendants d'Heinrich épousa en 1605 Marie de Kitscher, qui lui apporta la terre de Dabrun, près de Wittemberg. La famille Oberkampf de Dabrun compta aux xvii^e et xviii^e siècles plusieurs officiers au service de l'Électeur de Saxe, ainsi que des receveurs des finances. L'un d'eux, Frédéric Christian Charles (1797-1847), vint en France et y épousa Louise Henriette Le Cointe, fille de Georges Le Cointe et de Catherine Étienne Languier.

Originaire de Normandie, la famille Le Cointe s'était expatriée à la révocation de l'Édit de Nantes et avait formé des branches en Angleterre, en Allemagne et à Genève, où elle a donné des pasteurs. Dans les archives de l'indivision Delpech, on trouve d'ailleurs un recueil de sermons d'un Lecointe, pasteur et professeur de l'Église et de l'Académie de Genève, ainsi que deux documents relatifs à François et David Languier. Grand-père de Louise-Henriette Le Cointe, David Languier périt à Lyon en 1793 sur l'échafaud révolutionnaire ; il était fils de François Languier de La Garde et de Jeanne de Zollikoffer, et petit-fils de Jérémie Languier, seigneur de La Garde et des Bancelles, en 1713.

Frédéric Christian Charles Oberkampf et Louise-Henriette Le Cointe eurent quatre enfants : Émile Georges Charles, Ernest Louis, Caroline Jenny (1839-1855) et Eugénie-Émilie (1842-1846). Né à Lyon en 1834, Émile Georges Charles Oberkampf de Dabrun épousa à Agen, le 14 janvier 1862, Julie Zélia Guizot, fille de Jacques Ernest Guizot, receveur général du Lot-et-Garonne. La famille Guizot était originaire de Toulouse, où elle eut quatre capitouls aux xv^e et xvi^e siècles. Dans le fonds Oberkampf de Dabrun, une monographie est consacrée à cette famille.

Émile Oberkampf a laissé un ouvrage sur l'histoire de sa famille, son origine, la modification du nom et ses différentes branches. Dans le fonds Oberkampf de Dabrun, on

trouvera donc des notes manuscrites en allemand, de la correspondance adressée à Émile Oberkampf au cours de ses recherches généalogiques et des livres imprimés sur l'histoire de la famille Oberkampf. Émile Oberkampf était, comme son beau-père, receveur général à Alais (Gard) : quelques documents (annuaire des percepteurs, rapport de la maison de sante d'Alais) illustrent ses activités dans le sud-est.

La fille aînée de Charles, Henriette Ernestine, né à Agen en 1862, épousa à Alais le 14 décembre 1880 Jacques Édouard Delpech, fils d'Adolphe Delpech, ancien maire de Clairac, et de Clémence de Suriray de La Rue.

Famille noble de Normandie ayant résidé à la Louisiane, les Suriray de La Rue s'étaient alliés en 1822 aux Denis, famille bourgeoise et protestante de Clairac en Agenais. Les Denis s'étaient eux-mêmes alliés aux Fréron, notaires à Clairac, ce qui explique la présence, dans ce fonds, du livre de maître Pierre Fréron, notaire royal de Clairac en 1575.

Historique de la conservation.

Un premier don relatif au sud-ouest, effectué en 2000, a été réparti entre les archives départementales de la Gironde (famille Faure) et du Lot-et-Garonne (famille Oberkampf). En 2007, à la suite d'un versement plus considérable et ne se limitant pas aux familles du sud-ouest, les archives départementales du Lot-et-Garonne ont accepté la rétrocession des archives de la famille Oberkampf de Dabrun aux Archives nationales dans l'optique d'un regroupement des deux versements, à l'exception du livre de maître Pierre Fréron, notaire royal de Clairac, de 1575 (117 J 40*).

Présentation du contenu.

661 AP. Archives de la famille Delpech et familles alliées (notamment Bellecombe, Guizot, Suriray de La Rue). xvii^e-xx^e s.

Bellecombe.
Brossard de La Poupardière.
Bujac.
Chaudruc.
Delpech.
Denis.
Faure.
Guizot.
Lacou-Dubourg.
Larguier.
Leaumont.
Lecointe.
Oberkampf.
Soubdes
Suriray La Rue.

[anc. 117 J aux AD Famille Oberkampf de Dabrun. 1672-1924.
Lot-et-Garonne].

Livres et recueils généalogiques sur la famille. 1848-1907.

Productions historiques et littéraires des membres de la famille, comptes domestiques. 1822-1909.
Émile Georges Charles Oberkampf de Dabrun.
Éléments de sa vie. 1860-1924.
Recherches généalogiques. 1818-1903 et s. d.
Familles alliées aux Oberkampf (Larguier, Lecointe, Fréron, Delpech).
Famille Larguier. 1748-1793.
Famille Le Cointe. 1783.
Famille Guizot. 1857.
Familles aux alliances indirectes. 1672-1894.

Sources complémentaires.

Les archives nationales (site de Paris) conservent le fonds Guizot (42 AP).

Le fonds Faure comprenant la correspondance d'armateurs bordelais et des pièces comptables de 1760 à 1850 est conservé aux Archives départementales de la Gironde.

Bibliographie.

OBERKAMPF DE DABRUN (Émile Charles), *Notice sur la famille Oberkampf. Son origine. Modification du nom. Ses différentes branches.* S. d.
BELLECOMBE (H. de), *Les Denis, une famille bourgeoise de l'Agenais du XVII^e au XVIII^e siècle,* Paris, Librairie Fischbacher, 1894, 210 p.

662 AP

FONDS JACQUES FRIEDEL

Dates extrêmes : 1930-2004.

Importance matérielle : 33 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2007.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé, par Gaël Donneger et David Gaultier, 2004-2006, 184 p.

Notice biographique.

Georges Friedel est l'arrière-petit-fils de Charles Friedel, professeur de chimie à la Sorbonne. Son grand-père Georges dirigea l'École des mines de Saint-Étienne avant d'être professeur à Strasbourg. Son père Edmond fut directeur de l'École des mines de Paris. Jacques Friedel entra en 1944 à l'École polytechnique puis à l'École des mines. Il enseigna à la Sorbonne à partir de 1956 et termina sa carrière comme professeur de physique à l'université de Paris-sud. En 1977, il fut élu membre de l'Académie des sciences qu'il présida de 1992 à 1994. Il présida l'Association Bernard-Grégory pour l'aide à l'embauche des scientifiques formés par la recherche.

Outre de nombreux travaux sur la structure électronique des solides, la plasticité des cristaux et les surfaces des agrégats, il publia en 1956 un ouvrage de référence, intitulé *Les Dislocations* et réédité en 1964.

Présentation du contenu.

- 662 AP 1-5. Papiers personnels.
 - 1-4. Formation, carrière, papiers personnels. 1952-2001.
 - 4-5. Correspondance personnelle. 1960-1994.
- 5-6. Textes généraux.
 - 5. Textes de Jacques Friedel sur la recherche, l'enseignement et sur d'autres thèmes. 1975-2004.
 - 6. Rapports à caractère économique ou scientifique. 1970-1989.
- 7-12. Enseignement et recherche.
 - 7-9. Enseignement. 1964-2004.
 - 9-12. Recherche. 1964-1993.
- 13-33. Participation à différentes instances institutionnelles et associatives.
 - 13-17. Académie des sciences. 1973-1999.
 - 18-19. CNRS. 1963-1988.
 - 20. École polytechnique. 1960-1990.
 - 21. Écoles polytechniques fédérales suisses ; École des mines. 1968-1991.
 - 22. École normale supérieure (ENS). 1975-1987.
 - 23. École centrale des arts et manufactures. 1974-1989.

- 24. Institut de physique et chimie des matériaux de Strasbourg (IPCMS). 1964-1991.
- 25-26. Associations Bernard-Grégory et Qualité de la science française. 1980-2001.
- 27-30. Participations à des comités, conseils et commissions. 1958-1996.
- 31-32. Associations et sociétés savantes. 1954-1994.
- 33. Relations avec la Suède. 1979-1992.
- 34-47. Travaux scientifiques : textes et publications.
 - 34-37. Articles et tirés à part. 1954-1998 et s. d.
 - 38. Notes de travail. S. d.
 - 39-45. Dossiers de travail. 1930-1977.
 - 46-47. Cours. 1953-1986.
 - 47. Exposés ; biographies. 1953-2003.
- 48-90. Participation à différentes manifestations, consultations et expertises.
 - 48-50. Conférences, colloques et autres interventions. 1967-2001.
 - 51-52. Participation à l'édition et à la rédaction de journaux et de revues. 1961-1994.
 - 52-53. Collaboration avec des éditeurs ; participation à des ouvrages ; rapports et documents techniques. 1962-1993.
- 54-90. Correspondance générale. 1954-1994.
- 91-199. Documentation générale non classée.
 - 91-132. Documentation pour l'ouvrage *Les Dislocations*.
 - 133-199. Documentation générale.

Bibliographie.

Informations extraites du fonds.

663 AP

FONDS PHILIPPE RAGUENEAU

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 39 cartons, 7 cartons de déménagement et 1 dimab non cotés ; 9 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôts, 2005, 2005, 2005, 2005, 2006, 2006, 2007, transformé en don le 24 novembre 2007.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Né à Orléans le 19 novembre 1917, fils d'un industriel, Philippe Ragueneau est journaliste et écrivain. Après des études à Roubaix puis à Lille, il est diplômé de l'École des hautes études commerciales. Entre 1945 et 1947, il dirige l'Avenir de l'Ouest dont il est cofondateur, puis, jusqu'en 1949, il est successivement chargé de mission au Rassemblement du peuple français (R.P.F.) et au Conseil de la République. De 1956 à 1958, il est tour à tour nommé chef du service de presse du R.P.F., chef des services politiques de *Jours de France* l'année suivante, chef des informations de *Radar*. Chargé des relations avec la presse au cabinet du général de Gaulle, il devient directeur-adjoint des programmes de télévision de 1959 à 1963, président de la deuxième chaîne de la R.T.F de 1963 à 1964, année où il est directeur de programme à la direction de la télévision française, puis il est inspecteur général de l'O.R.T.F. de 1968 à 1974. À partir de cette date, il dirige le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1982.

Critique littéraire, il est également administrateur de la société Secodip à compter de 1983, secrétaire général adjoint du Conseil national de la communication dès 1988.

En 1967 il épouse en secondes noces la réalisatrice et productrice de télévision Catherine Anglade (1929-1994). Il meurt le 22 octobre 2003 à Gordes (Vaucluse).

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

663 AP. Archives de Philippe Ragueneau : Résistance, activités de secrétaire particulier à l'Élysée et de secrétaire général du Carrefour du gaullisme, radio et télévision, sociétés d'études des médias, œuvre publiée et manuscrits inédits, correspondance amicale et associative.

Bibliographie.

Who's who, 2003-2004, p. 1585.

664 AP

FONDS MICHEL DE SAINT-PIERRE

Dates extrêmes : 1856-1999.

Importance matérielle : 2 cartons (664 AP 1- 2) ; 0,22 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 2008.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact., par A. Lafolie, 2009, 12 p..

Notice biographique.

Michel de Grosourdy, marquis de Saint-Pierre, est né à Blois le 12 février 1916. Il a pour bisaïeul le maréchal Soult et pour grand-oncle le naturaliste Georges-Louis Leclerc de Buffon. Après une licence de lettres classiques, il s'engage dans la marine et devient résistant. Il participe à l'hebdomadaire royaliste *La Nation française* de Pierre Boutang, soutient l'action de Jean-Louis Tixier-Vignancour et le Parti des forces nouvelles (P.F.N.), est administrateur aux éditions de la *Table ronde*, dirige la collection « catholique » aux éditions France-Empire, fonde le journal *Présent* en 1981.

Michel de Saint-Pierre est l'auteur de nombreux romans et essais. Publié en 1954 aux éditions de la Table ronde, son roman *Les Aristocrates* est couronné par l'Académie française. Après la réforme de Vatican II, il écrit un autre roman, *Les Nouveaux prêtres*, qui suscite une abondante correspondance. Il meurt à Saint-Pierre-du-Val (Oise) le 19 juin 1987.

Présentation du contenu.

- 664 AP 1. Correspondance de Michel de Saint-Pierre, homme de lettres et catholique engagé. 1856-1987 et s. d.
2. Correspondance diverse de Michel de Saint-Pierre et de son épouse, Jacqueline de Saint-Pierre. 1973-1999 et s. d.

Bibliographie.

Who's who, 1987-1988, p. 1401.

Informations extraites du fonds.

665 AP

COTE RÉSERVÉE

666 AP

FONDS MAURICE DURAND-BARTHEZ

Dates extrêmes : xx^e siècle.

Importance matérielle : 0,32 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : don, 2008.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Né à Toulouse le 18 avril 1914, archiviste-paléographe de la promotion de 1937, Maurice Durand-Barthez soutient sa thèse d'École des chartes sur « La maîtrise particulière des eaux et forêts de Comminges avant 1789 ». Il dirigea le service des archives du ministère de la Justice. Il fut également le secrétaire de la Comagnie des experts en écriture du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

666 AP. Papiers de M. Maurice Durand-Barthez, ancien responsable du service des archives du ministère de la Justice : dossiers nominatifs relatifs à des changements de noms, des investitures de titres ; documentation sur des questions historiques diverses (renonciation de Philippe III au trône de France, masque de fer). xx^e siècle.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) détiennent la thèse d'École des chartes de Maurice Durand-Barthez « La maîtrise particulière des eaux et forêts de Comminges avant 1789 » (AB XXVIII 91).

Bibliographie.

Livret de l'École des chartes 1821-1966, Paris, École nationale des chartes, 1967, p. LXXIII.
Informations extraites du fonds.

667 AP

FONDS JEAN ZAY

Dates extrêmes : 1928-1945.

Importance matérielle : 90 cartons ; 14 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2008.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Jean Zay (1904-1944), journaliste, avocat au barreau d'Orléans dès 1928, est élu député radical-socialiste du Loiret en 1932, puis conseiller général du Loiret en 1937. Dès janvier 1936, il entre au gouvernement d'Albert Sarraut comme Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil. De juin 1936 à septembre 1939, il est ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts. Parmi ses principaux collègues ou collaborateurs, on trouve Léo Lagrange, Marcel Abraham, Jean Cassou et Jean Perrin. Arrêté en août 1940, condamné le 4 octobre 1940 à la déportation pour une durée indéterminée, il est emprisonné à la maison d'arrêt de Riom. C'est de là qu'il est emmené, le 20 juin 1944, par trois miliciens sur ordre de Joseph Darnand et assassiné dans un bois, près de Cusset, dans l'Allier. L'un des trois miliciens, Charles Develle, est retrouvé et jugé en mars 1953. Les restes de Jean Zay exhumés en septembre 1946 reposent désormais au grand cimetière d'Orléans. La Cour d'appel de Riom a annulé le jugement du 4 octobre 1940 et réhabilité Jean Zay à titre posthume en juillet 1945.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

667 AP. Archives de Jean Zay (1904-1944) : dossiers d'avocats, correspondance et dossiers comme député, comme sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil et comme ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, 1928-1945.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales conservent le fonds Marcel Abraham, chef de cabinet de Jean Zay au ministère de l'Éducation nationale (312 AP). Des documents complémentaires sont conservés dans les séries de l'Instruction publique (F¹⁷), de l'Assemblée nationale (série C), et du Musée pédagogique (70 AJ).

Des sources complémentaires sont conservées aux Archives de Paris, aux archives départementales du Loiret, aux Archives départementales du Puy-de-Dôme, aux Archives de la justice militaire, aux Archives du ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'aux Archives municipales de Sancoins (Cher).

Bibliographie.

RUBY (Marcel), *La vie et l'œuvre de Jean Zay*, Paris, Éditions Corsaire, 1994.

LOUBES (Olivier), « D'un drapeau l'autre, Jean Zay », dans *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 71, juillet 2001, p. 27-51.

PROST, Antoine (dir.), *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, 250 p.

KAROUTCHI (Roger) et BABEAU (Olivier), *Jean Zay (1904-1944)*, Paris, Ramsay, 2006.

668 AP

FONDS ALEXANDRE BRONGNIART

Dates extrêmes : 1770-1835.

Importance matérielle : 0,08 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : achat, 2008.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Né à Paris le 5 février 1770, Alexandre Brongniart est le fils de l'architecte Alexandre Théodore Brongniart auquel on doit de nombreux hôtels parisiens et le Palais de la Bourse. Destiné à la médecine, initié par son oncle à la chimie, il est nommé ingénieur des mines en 1794, professeur à l'Ecole centrale au collège des Quatre Nations en 1797. En mai 1800, après la publication de son *Mémoire sur l'art de l'émailleur*, il prend la direction de la manufacture de Sèvres, qu'il garde sa vie durant. Membre de l'Académie des sciences dès 1815, ingénieur en chef des mines en 1818, il enseigne la minéralogie à partir de 1822 au Muséum d'histoire naturelle. Il est notamment l'auteur d'un *Traité élémentaire de minéralogie* (1807), d'un *Essai sur la géographie minéralogique des environs de Paris* (1811) qu'il publia avec Cuvier, et d'un *Traité des arts céramiques et des Poteries* (1844). De Cécile Coquebert de Montbret, il eut un fils, Adolphe, botaniste, et deux filles qui épousèrent le naturaliste Victor Audouin et le chimiste Jean-Baptiste Dumas. Il mourut le 7 octobre 1847.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

668 AP. Archives d'Alexandre Brongniart, ingénieur des mines, directeur de la manufacture de porcelaine de Sèvres.

Papiers personnels (acte de baptême, diplômes, certificats, passeports etc.), 1770-1835 – pièces reliées en un vol., demi-reliure cuir rouge.

Lettres à sa famille et à ses amis, notamment à son père l'architecte Alexandre-Théodore Brongniart, 1791-1825 – pièces reliées en un vol., demi-reliure cuir rouge.

Notes de séances au Conseil des mines, 1816-1832.

Lettre de Joseph Bonaparte à Brongniart, 17 nivôse an III ; lettre de Lucien Bonaparte à Brongniart, 25 floréal an VIII (nomination comme directeur de la manufacture de Sèvres).

Bibliographie.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1933-, t. 7, 1956, col. 419-420.
Site Internet de l'Académie des sciences.

FONDS JEAN-BAPTISTE CHARCOT

Dates extrêmes : 1910-1936 et s. d.

Importance matérielle : 0,34 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : dépôt, 2009.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Jean-Baptiste Charcot est né le 15 juillet 1867. Il était fils du célèbre aliéniste, le docteur Jean-Martin Charcot (1825-1893), professeur à la faculté de médecine de Paris puis à l'hôpital de la Salpêtrière, réputé pour ses travaux sur les maladies du système nerveux.

Son père lui imposa des études de médecine, alors que Jean-Baptiste avait une vocation de marin depuis son plus jeune âge. Docteur en médecine en 1895, il put cependant satisfaire en partie sa passion pour la marine en pratiquant la navigation de plaisance. Membre du Yatch Club de France dès 1892, il en deviendra le président en 1913. Il fit construire un premier « Pourquoi-pas ? » en 1893. Il en aura 4. Le quatrième « Pourquoi-Pas ? » mis à l'eau en 1908 sera le bateau de son naufrage et de sa mort.

Une croisière en 1901 dans les îles Féroé détermine la vocation de Charcot comme navigateur polaire. Son premier voyage scientifique officiel se déroule en 1902 dans les régions arctiques. Il sera suivi de nombreuses autres expéditions dans l'Arctique et dans l'Antarctique. Il fait notamment deux hivernages dans les glaces de l'Antarctique en 1903-1905 et en 1908-1909. La Guerre interrompt ses expéditions. Il met ses compétences maritimes au service de la France et de son alliée l'Angleterre, à bord de bateaux spécialement aménagés pour faire la chasse aux sous-marins ennemis.

Il reprend ses expéditions à partir de 1925 dans ses mers et régions de prédilection : les îles Féroé, l'île Jan Mayen, le Groenland (mers de Norvège et du Groenland). En 1928 il participe à la recherche de l'explorateur norvégien Roald Amundsen, disparu aux commandes de son hydravion.

En février 1934, se place la rencontre entre Charcot et le jeune Paul-Émile Victor, décisive pour la vocation polaire de Victor. Celui-ci embarque à bord du « Pourquoi-Pas ? » en 1934 pour être déposé en hivernage dans l'Arctique. En août 1936, le « Pourquoi-Pas ? » conduit encore Paul-Émile Victor en hivernage, dernier voyage de Victor avec Charcot et dernier voyage du « Pourquoi-Pas ? ». Le 15 septembre 1936, en effet, le « Pourquoi-Pas ? » quitte Reykjavik par temps calme, mais la tempête survient et après des heures de lutte contre les éléments le « Pourquoi-Pas ? » fait naufrage au petit matin du 16 septembre 1936 au large des côtes de l'Islande, entraînant dans la mort Charcot et l'équipage du « Pourquoi-Pas ? ». Il y eut un seul rescapé le timonier Gonidec. Des corps sont rejetés sur la côte dont celui de Charcot, mêlés aux débris et épaves du « Pourquoi-Pas ? », entre autres des documents scientifiques collés par l'eau de mer qui furent versés au Muséum, puis par ce dernier aux Archives nationales.

Charcot eut des funérailles nationales à Notre-Dame le 12 octobre 1936.

Précurseur de l'océanographie contemporaine, Charcot s'inscrit dans la lignée des grands découvreurs et explorateurs des régions polaires, à la fois marin et scientifique, dont les

campagnes sont faites en lien avec des établissements comme le Muséum et le Service hydrographique de la Marine.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

669 AP. Manuscrits du commandant Charcot : manuscrits d'ouvrages (s. d.) ; lettres de Paul-Émile Victor (1933-1936) ; rapports de campagnes et de missions (1910-1936) ; journaux de navigation du « Pourquoi-Pas ? » (1921-1935).

Bibliographie.

KAHN (Serge), *Jean-Baptiste Charcot, explorateur des mers, navigateurs des pôles*, Grenoble, 2006.

670 AP

FONDS JACQUES PAILLARD

Dates extrêmes : 1948-2006.

Importance matérielle : 2 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2009.

Conditions d'accès : sur autorisation.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Né à Nemours le 5 mars 1920, licencié en psychologie en 1948, Jacques Paillard soutient sa thèse de docteur ès sciences naturelles en 1955 sur *Réflexes et régulations d'origine proprioceptive chez l'homme*. Successivement stagiaire, attaché et chargé de recherches au CNRS entre 1947 et 1955, il est assistant de psychophysiologie et chargé de cours à la Faculté des sciences de Paris de 1955 à 1957, maître de conférences à la Faculté des sciences de Marseille de 1957 à 1960, puis professeur de psychophysiologie de 1960 à 1990. Il a également été directeur de l'Institut de biométrie humaine et de l'Institut de neuropsychologie et de psychophysiologie du CNRS à Marseille entre 1960 et 1989.

On lui doit, entre autres ouvrages, *Itinéraire pour une psychophysiologie de l'action* en 1986, ainsi que *La lecture sensomotrice et cognitive de l'expérience spatiale*, publié sous sa direction en 1999. Il est décédé le 26 juillet 2006.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

670 AP. Rapports de recherche ; agendas et carnets ; correspondance scientifique ; notes de cours et travaux scientifiques. 1948-2006.

Bibliographie.

Who's who, 2003-2004, p. 1454.

671 AP

FONDS JEAN LONGUET

Dates extrêmes : 1900-1938.

Importance matérielle : 4,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don, 2009.

Conditions d'accès : libre.

Instrument de recherche : fonds en cours de classement, non communicable.

Notice biographique.

Né à Londres le 10 mai 1876, petit-fils de Karl Marx par sa mère, Jean Longuet milite très jeune dans le Mouvement ouvrier. Avocat, il participe à la fondation de la SFIO. Élu député de l'Aisne en 1912, puis de la Seine en 1914, il est représentatif du courant pacifiste et internationaliste, tout en étant lié à Clemenceau. Battu en 1919, il devient maire de Chatenay-Malabry en 1925. De nouveau député de la Seine de 1932 à 1936, il participe à la commission des Affaires étrangères et à la commission d'enquête sur les événements du 6 février 1934. Rédacteur à *L'Humanité* dès 1904, il fonde en 1916 *Le Populaire* et écrit en outre des articles dans de très nombreux journaux français et étrangers. Il meurt des suites d'un accident à Aix-les-Bains le 11 septembre 1938.

Présentation (provisoire) du contenu (fonds non classé).

671 AP. Correspondance ; manuscrits de publications et articles ; administration du *Populaire* et de la *Nouvelle revue socialiste* ; dossiers d' élu (maire et conseiller général) ; dossiers d'avocat ; documents relatifs à l'Internationale socialiste et aux congrès internationaux socialistes. 1900-1938.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent les fonds Albert Thomas (94 AP), Joseph Paul-Boncour (424 AP), Édouard Depreux (456 AP) et Marcel Sembat (637 AP).

Un fonds Jean Longuet est conservé à l'Office universitaire de recherche socialiste (L'OURS, 6 cité Malesherbes 75009 Paris).

Bibliographie.

CANDAR (Gilles), *Jean Longuet : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 367 p.